Digitized by the Internet Archive
in 2025 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmond1928unse

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVIII^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

SCOLASTICAT
SOC. DE MARIE

XCVIII[e] ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-TROISIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1928

THE GETTY CENTER
LIBRARY

MONSIEUR VINCENT

AUMÔNIER DES GALÈRES

I

LES LANDES

Ici-bas, à chaque heure, on peut dire à chaque seconde, il n'est rien qui ne bouge et ne se transforme. Incessamment tout évolue dans la nature et dans l'histoire, dans l'homme et son œuvre d'un jour, où nous voyons s'accomplir, comme en vertu d'un ordre nécessaire, un perpétuel et régulier « travail » de création et de destruction, de ruine et de renaissance, en tendant vers une fin, ignorée de nous et voulue, à la fois si difficile et si lointaine qu'elle semble hors d'atteinte, excepté dans cet Ailleurs divin où s'obtiendront seulement l'immuable et l'achevé.

Déjà la nature, quoiqu'on la suppose la plus intangible, offre aux regards un exemple frappant des profondes modifications qu'au cours des âges et malgré son apparente uniformité, elle réalise d'elle-même ou subit du fait de celui qui la dompte. Les régions les plus fermées, les plus sauvages, dont certaines inhabitées avaient opposé pendant des centaines d'années à toute entreprise humaine une barrière infranchissable, ont dû céder devant cette offensive réitérée du « mouvement », mystérieuse comme une loi venue d'en haut. Deux atlas d'Afrique, à guère plus d'un siècle de distance, nous en étonnent, celui

Copyright by Henri Lavedan, 1928.

d'hier où la moitié du continent s'étalait vide et morne, emplie de ces seuls mots : *hic sunt leones*, et celui d'aujourd'hui, où la même étendue disparaît presque toute déjà sous une pluie de noms nouveaux, sous le tracé des longues voies qu'ont, à leur passage définitif, établies les roues des auto-chenilles transsahariennes. Dans tous les pays du monde il en est ainsi, donc en France autant sinon plus qu'ailleurs, et surtout dans certaines de ses parties où principalement éclate, plus ou moins, mais toujours très sensible, cette variation de peuplement, de vie, parfois même de lieux que tour à tour fait, défait et refait le temps.

Les Landes, où nous avons à prendre ici notre point de départ, nous offrent un exemple utile et attachant de ces différences historiques.

Quoique cette région, plutôt disgraciée, malgré sa beauté naturelle et spéciale, soit une de celles qui aient par endroits peu changé, elle ne ressemble pourtant à présent en rien à ce qu'elle était à la fin du XVI^e^ siècle, où elle montrait, pareillement d'ailleurs à la plupart des provinces même plus favorisées, un visage « contemporain » dans lequel la France d'aujourd'hui, s'il lui était permis de s'y regarder, ne se reconnaîtrait pas. Visage inquiet, ombrageux, tiré et marbré de soucis, de perpétuelles angoisses.

Ah! c'est qu'on se traînait alors sous l'abominable fléau de la guerre civile et de la guerre religieuse greffées, embrouillées, renforcées et exaspérées l'une par l'autre. Aucun n'y échappait. Elles étaient toutes les deux contre vous, toutes les deux qui n'en faisaient qu'une et qui vous guettaient, vous accrochaient séparément ou ensemble, et vous enrôlaient, bon gré mal gré. Pouvait-on au moins s'écarter et demeurer neutre? Ne pas prendre parti? Impossible. « Avance et lève la main! Sur la Bible ou la Croix jure! Et choisis vite! Es-tu pour l'Église ou pour la Réforme? Ah! pas de milieu! Sois catholique ou protestant! mais sois quelque chose! Autrement, suspect à droite, à gauche, attaqué par tous, défendu par personne, tu encourras deux fois la mort! »

Aussi, quel état quotidien d'épouvante et d'audace! On en haletait A chaque porte, à peine un pied dehors, au trou noir de la voûte, au coin de la poterne, au gouffre de la cave, l'embuscade, tapie, invisible et certaine; le meurtre agenouillé,

l'assassinat, qui rampe... Et tout à coup, s'envolant des manteaux : les cris ! les cris ! Blasphèmes et clameurs ! Des noms de saints, de capitaines jetés avec celui de Dieu, dans l'éclair des poignards ; le feu des pistolades, et les épées, jaillies des moindres fentes, carillonnant au poing des gens masqués... et soudain la brusque fuite, à pleins sabots, des cavaliers plaques à l'encolure, oubliant derrière eux, l'un sur l'autre, *en croix*, à même le sol, les morts des deux partis qui baignaient dans leur sang mélangé.

Tel était à cette époque de fanatisme et de haine le train de l'existence, et non seulement à toute heure de nuit, mais aussi de jour. En les éclairant, le soleil semblait même échauffer et développer les bagarres. On finissait par en acquérir l'habitude. L'humble métier du populaire en était à peine arrêté. Aussitôt après la ruée du torrent, il reprenait, dans la rue étroite en coupe-gorge aux murs battus par les estocs, où le vitrail en lambeaux pendait lâchant ses plombs, où se balançait, encore irritée, l'enseigne sur sa tringle.

— Sans doute, pense-t-on, c'était, cela, le sort fatal des villes, des lieux où grondent les foules, où forcément, par l'inévitable contact, éclataient au moindre heurt les passions toujours prêtes à voir rouge, ayant, au delà du désir, la concupiscence du meurtre et la soif de l'incendie ! Mais... dans les campagnes ! là où, dans certaines, la presque entière absence d'habitants rendait impossible tout conflit... plus rien de fâcheux ? La paix n'y régnait-elle pas ? et partant, le bonheur ?

— Non plus. Pourquoi ? Parce qu'alors, *là*, c'était la misère et la grande ! la pire, à perte de vue et d'espoir jusqu'à l'horizon de tout, illimitée, sans aide possible, sans personne à attendre, à voir venir portant des paniers, des aumônes,... enfin l'inexorable dans la solitude, et dans un éloignement qui prostrait, qui, en accroissant la durée des jours, doublait et alourdissait leur souffrance.

Essayez de vous représenter cette région des Landes, il y a près de quatre cents ans, avant que des siècles de constructions, de plantations, de floraisons, de culture civilisatrice et d'aménagements de toute sorte l'aient aux trois quarts transformée. Elle affligeait et décourageait dès l'abord par son étendue désertique où, çà et là, ne perçait qu'une herbe courte et

pâle ; et à considérer ensuite des steppes que l'eau, quand elle n'y stagnait pas en petits marais, recouvrait de vastes étangs, miroirs de tristesse infinie sous les jeux de la lumière ou le tain de la brume, on se sentait soi-même inondé de langueur.

L'ingrat pays n'était cependant pas entièrement frappé d'une aussi grande désolation. Celle-ci affectait surtout les immensités marécageuses qui, au nord, se déroulaient en profondeur, de Capbreton jusqu'aux entours de Born et descendaient, en largeur, des dunes de la côte aux limites du royaume d'Albret, et même plus bas jusqu'à l'Adour ; mais en deçà, dans la partie sud embrassée et que l'on dirait abritée par le fleuve, alors s'ouvrait le long de sa rive gauche une région qui, tout en gardant un caractère de gravité mélancolique, et sans se montrer encore abondamment pourvue, offrait, même à cette lointaine époque, un aspect assez aimable et des ressources permettant, malgré leur modicité, une vie moins mauvaise. Au sol inculte et plat succédait, légèrement accidenté, un autre terrain ferme et presque riche par comparaison, où des bois légers, préparant la forêt, conduisaient, à travers elle, à de claires échappées, bruissantes de boqueteaux. Toujours y régnait aussi la solitude, inévitable et comme indestructible, mais si différente de l'autre, la morte et l'inanimée des étangs! car il y a, — bien que les deux mots semblent se contredire, — des *solitudes animées* et qui, grâce à la présence et au genre des êtres que l'on supposerait y apporter le trouble, en sont au contraire plus achevées, plus belles et comme heureuses... Qu'une eau, vivante, ait une course gaie en faisant, dans de bleus éclairs, ricocher des poissons, qu'un oiseau furtif se pose et gazouille au barreau de la branche, que même une bête sauvage, un instant éblouie, sanglier ou renard, crève soudain le rideau du fourré, il n'en faut pas plus pour qu'un endroit perdu au bout du monde devienne, en restant solitaire, tout peuplé de pensées et possède une âme qu'il révèle, et qui le transfigure.

En ces lieux, comme s'il avait peur d'en rompre le secret, l'homme est rare. On n'y voit guère que des enfants qui, eux, ne se cachent pas, s'y montrent, hardis et candides, et ce sont des bergers.

JUSTEMENT EN VOICI UN...

Il n'a pas plus de sept ans. Quoique robuste, il est pourtant un peu tortu d'échine, et il a le pied lourd. Dans la rondeur de sa tête déjà forte et rudement pétrie s'incruste, taillé comme à dessein pour les estampes de l'histoire, un nez camard sous deux yeux noirs pétillant dans l'orbite, à l'ombre d'un front qui proémine, roc de patience et de volonté. Un béret brun, du brun de la loutre et du toit, le coiffe « serré » jusqu'aux oreilles qu'il a par privilège, — comme ceux auxquels est réservée une longue vieillesse, — larges de pavillons, attirant la confiance et modelées ainsi que les grands coquillages, faites enfin pour tout entendre et pour bien garder tout ce qu'elles recueillent. A ses jambes s'applique, en guise de guêtres, le *trabuch*, de mode immémoriale, à ses épaules le manteau de laine aux raies de couleur, et à son flanc se noue le bissac de toile où sans hâte il a mis, ballottant ensemble, sa flûte, son couteau, trois pièces de cuivre et la petite croix de bois taillée par lui en sifflant un vieil air,... avec le fromage et le pain bis qui feront son repas dans le milieu du jour, car c'est le matin, un matin de printemps jeune et frais, tout ouaté de brouillards. Mais ils se dissipent peu à peu, découvrant le modeste troupeau qu'ils enveloppaient, eux aussi, des flocons de leur laine, quelques moutons et un chien zélé, dont pend déjà la langue. En guise de houlette l'enfant tient une grande branche fourchue à laquelle il s'appuie en marchant à tout petits pas. En effet, les moutons ne vont jamais bien vite et il faut leur laisser le temps de brouter sur place, à leur aise, la bruyère et la mousse imbibée de rosée.

A voir le garçonnet avançant, s'arrêtant, repartant, on aurait tort de se figurer qu'il erre, au hasard, à son caprice ou à celui de ses bêtes. Il a l'air de les suivre, et pourtant il les guide. C'est lui qui doucement, du geste et de la voix, du bâton qui les frôle et de sa pensée qu'ils devinent, les dirige là où il veut. Instinct et décision, il sait où aller, où mener ses brebis, il sait ce qui leur convient, il les aime et il vit en elles. Il se dit qu'elles lui sont confiées, qu'il doit les ramener au bercail sans dommage. Il gagne ainsi l'heure de midi, reconnue à la station du soleil; il s'asseoit alors à terre et il mange, avec

appétit, son fromage et son gros pain dont il donne, entre deux bouchées, un morceau à son chien assis lui aussi, comme un homme, tandis que sans s'éloigner, les moutons, en rond, pour qui la vie n'est que pâture, continuent, du bout de leur museau, de tondre le sol éternel.

Et puis l'enfant, le chien, son mince troupeau repartent du même train, sage et lent, pour accomplir leur quotidienne tournée. Elle n'est pas toujours la même. Hier on a fait la plaine, aujourd'hui ce sera le bois, demain le bord de l'eau... Mais quel qu'ait été le trajet, toujours, quand le soir se lève et monte de la terre engourdie dans le ciel qu'il décolore, le petit groupe, plus resserré, se retrouve au point habituel d'où, en suivant le même étroit chemin, tracé par lui seul, il rentre à la maison.

SA MAISON

Elle est si simple et si effacée, si tapie, cette maison, qu'on ne la voit pas de loin. Il faut arriver dessus pour la découvrir. Très basse, toute en largeur, sans étage, elle est faite de torchis et de pans de bois. Entre deux petites fenêtres à volets pleins, une porte épaisse et rustique ouvre sur la vaste pièce au sol battu, à la fois cuisine, chambre et salle commune, composant tout le logement de famille. En face de l'entrée bâille en montrant sa gorge, devenue d'un noir de four aux feux de tant d'hivers, la cheminée, toujours béante et coiffée, comme d'un bonnet, de sa hotte aux poils de soie. Au milieu, la table massive et longue, occupée par un plat ou une terrine, assemble autour d'elle ses deux bancs et des escabeaux. Aux murs sont accrochés les outils, et, posés sur des planches, les ustensiles de ménage. Enfin, poussés dans les coins, en retrait, les lits « à l'ange » y étendent dans l'ombre protectrice leur forme auguste et reposante. A tout moment, remue au moindre souffle, ainsi que le bas d'une jupe, la cotonnade de leur baldaquin. Et c'est tout.

Mais non. Quel est, derrière la cuisine, de l'autre côté de la cloison, ce bruit qui s'entend? Il y a donc là du monde? — Oui, et du monde ami, précieux, nécessaire, car c'est l'étable, communiquant à hauteur d'homme, par des volets à coulisses, avec la pièce principale, afin de permettre d'abord à la surveil-

lance de s'exercer, et puis aussi parce que, chez les gens de campagne à bon et beau caractère, les bêtes font, de tradition éternelle, partie de la famille, et qu'il ne serait pas bien, si près d'elles qui se rendent compte et qui en auraient du chagrin, de les tenir avec rigueur à part, bouclées comme en pénitence. Alors, le soir, dès l'automne et pendant l'hiver, quand tout est clos pour les humidités et le froid de la nuit, et que tout le monde est en cercle devant l'âtre où dansent les furets et les écureuils de la flamme, et de même en été, quand portes et fenêtres restent ouvertes jusqu'à l'aube et comme extasiées sur le ciel sablé d'étoiles et que la mère hirondelle, dans le nid du plafond réoccupé chaque année au printemps, dort le ventre sur ses petits... alors les volets de séparation glissent dans leurs rainures et le bœuf passe sa tête en meuglant, mais moins fort qu'en plein air, seulement pour remercier, et les moutons eux-mêmes, trop petits mais qui veulent voir, se dressent sur leurs pattes de derrière, afin d'appuyer, au moins un instant, sur le rebord, leur fin menton broutant toujours en rêve...

Mais ces douceurs de rapprochement, de communauté animale, on les goûte plus dans la mauvaise saison que dans la belle, où souvent le troupeau ne regagne pas le soir le bercail et reste dehors jusqu'au matin,... tandis que l'hiver avec ses rigueurs, ses promptes ténèbres, ses courtes journées qui font les nuits longues, réserve à la vie vespérale du paysan ses charmes les plus sûrs, les plus propres à se graver dans l'esprit des simples. Comment n'auraient-ils pas frappé l'extraordinaire enfant dont nous essayons avec un soin pieux de ranimer l'histoire?

LA FAMILLE

A chacune de ses rentrées, après le pacage, il ne trouvait pas d'ailleurs un foyer vide et morne. A l'avance, il en connaissait la clarté. Il s'y savait attendu, à sa place ordinaire qu'on lui gardait même s'il était en retard, et mieux qu'attendu, aimé. Dans son petit cœur il avait toujours, comme vivants en face de ses yeux, les portraits des quelques êtres chéris qui étaient pour lui toute l'humanité, son père et sa mère, ses trois frères et ses deux sœurs. Aussi hâtait-il le pas à mesure qu'il avançait vers la maison qui respire et dont la fumée lui semblait être l'âme. Il entre, tandis qu'à côté ses bêtes, comme lui,

regagnent d'elles-mêmes la chambre et le toit généreux renfermant le sommeil. Il revoit les figures qui n'ont pas plus changé depuis le matin que les choses. Il se met à table. On mange, on parle peu. Il apprend de chacun, selon son âge et ses travaux, les menus faits de la journée et il dit les siens, tels qu'ils sont : la couleuvre enfuie sous son pied, l'épine arrachée de l'ongle du chien, le héron qui tout à l'heure a passé... si haut qu'on ne distinguait plus son bec... On l'écoute avec attention : ces événements ont leur importance... Après, quand il n'y a pas de raisons de veiller, jamais on ne reste inerte, à perdre le temps. Sur un signe du maître, c'est la prière en commun, tous à genoux. Les bêtes qui en savent le murmure et qui peut-être obscurément en sentent la solennité, reculent, baissant la tête; les volets à coulisse, après le signe de croix final sont, comme dans un cloître ceux d'un guichet, tirés de nouveau sur elles; au mur, à la petite lampe suspendue dont la forme antique et la flamme inquiète évoquent les catacombes, la mèche est d'un seul coup soufflée, et au creux des vieux lits, ou sur un matelas à même le sol, chacun, là où il doit, s'étend et s'endort sur la paillasse en feuilles de maïs.

Qu'il est le beau sommeil uni de cette famille ! ce sommeil fort, de fatigue et de paix, honnête et calme, uniforme ainsi que celui des enfants et pendant lequel on dirait qu'à l'unisson des corps qui se reposent les pensées se recueillent. C'est un sommeil qui, sous les fronts, continue de demander et de remercier, et charrie les prières lancées avant lui quand l'esprit et les yeux étaient encore ouverts. Aussi celles-ci, durant l'immobilité des gisants, cheminent en silence et vont à leur adresse, et quand leurs auteurs se réveillent, elles sont arrivées.

Ces Depaul en effet n'étaient nullement des rustres, ils n'avaient rien de grossier ni de brutal. Dieu leur avait même épargné la misère et ses maux. Ils possédaient le plus grand des biens, un lopin de terre. C'étaient de modestes paysans mais avec autant, sinon plus d'honneur et de fierté que dans les villes. C'étaient des pauvres, mais des riches comblés de ce qu'ils avaient la sagesse de ne pas rêver ou envier; c'étaient, si l'on veut, au sens apparent, des malheureux, mais au sens réel, des heureux, des heureux de peu, des contents du moins, des reconnaissants de tout. Enfin des *nobles*, mais oui, dans la plus haute acception du mot et de la chose, des idées et des senti-

ments, et même en s'en rapportant à la lettre, à la preuve authentique et franche de leur nom à tous les deux, le père et la mère, lui Jean *de* Paul, et elle, Bertrade *de* Moras. Des noms qui auraient trouvé tout naturel d'avoir leurs parchemins. Mais cet orgueil-là, les pauvres gens, comment eût-il pu les hanter? Ils en étaient si loin que, pour dissiper toute erreur, et ne pas avoir l'air de s'estimer au-dessus de leur condition, le chef de famille ne voulut jamais se faire appeler que : Monsieur Vincent. Ces deux mots ainsi dépouillés d'un semblant de titre, lui suffisaient pour tenir son rang de simple laboureur : *Monsieur Vincent*... déjà!... oui, ce nom qu'il pensait léguer obscur, inconnu, mais sans tache à ses enfants, et que le troisième d'entre eux, son préféré, devait couronner de gloire, sur terre, aux quatre coins du monde, et plus haut que tout, jusqu'au canonicat, pour l'éternité.

En attendant, il gardait le troupeau paternel.

Geneviève, Jeanne d'Arc, Vincent... Quel triptyque pastoral, intime et sublime, se développant encore bien au delà des trois volets qui le composent sans le limiter! Rapprochement mystérieux qui renseigne et qui prouve, qui fait comprendre et fait rêver... N'est-il pas, dites-moi, émouvant et exaltant à la fois dans l'instructif, de voir à l'origine des plus grandes vocations qui se puissent imaginer cette fonction si petite, si terre à terre? N'en discernez-vous pas tout à coup, cachée à dessein, la nécessité, l'honneur de choix, immense et invisible? Tout ce qui manquerait à ces trois sauveurs s'ils n'avaient pas été bergers! N'en seraient-ils pas, non seulement dépoétisés, ce qui, mon Dieu, n'entamerait pas leur mérite, — mais, dommage plus grave, amoindris? Leur arrivée d'apothéose, la conçoit-on sans ce départ? Eût-elle même été possible? Autant de questions précipitées et enivrantes, qu'en marchant avec ses brebis dans les bois de Lutèce et dans ceux de Lorraine, et dans le sable des Landes, font lever sous leurs pas qui se suivent pour accomplir la même route, les pieds de ces trois enfants. Peut-être faut-il, en vertu d'un contraste effectif et puissant, que garder des hommes, des âmes, une patrie, cela doive s'apprendre avec des moutons? Mais, tout de même, comme il est remarquable que, par exemple, ces trois modèles d'énergie, de mouvement physique et moral ininterrompu, d'héroïsme acharné aient eu, pour s'y préparer, une pareille

école de lenteur, de silence et d'inaction! Que ce soit cette longue paix usante et presque déprimante des « pâtis » qui les ait trempés pour le tumulte de leur existence et les chocs des combats futurs, pour la traversée de leurs innombrables épreuves! Et cependant le fait est là, souverain, devant lequel on n'a qu'à plier, mieux : qu'à s'agenouiller.

A y réfléchir, d'ailleurs, ce qu'il paraît offrir de contradictoire s'évanouit. Rien n'étonne plus. Tout devient lumineux.

CE QUE VINCENT VOYAIT ET ENTENDAIT

Ce fut évidemment vers sa sixième ou septième année que, selon la coutume, Vincent commença de garder le troupeau, et il continua jusqu'à sa douzième, soit six ans, pendant lesquels, en sa compagnie, du matin au soir, il vécut sous le ciel, loin des hommes.

Être loin des hommes, pensera-t-on, c'est être près de Dieu. Bonne éducation déjà. Mais comment, si petit, profitera-t-on du bienfaisant et formidable voisinage? Comment même le soupçonner? L'enfant l'ignore. Dieu seul sait qu'il est près, le plus près de « l'homme à venir » et en train de venir à lui.

A cette initiale et végétative époque où il n'a pas encore d'histoire, examinons-le pourtant et regardons-le vivre.

Que voit-il? Toujours les mêmes lieux, bornés ou prolongés par le même horizon, mais qui éternellement varient, selon la procession et la couleur des mois, les tableaux de la lumière et tous les jeux du vent dans les autres toisons du sol, de l'arbre et du nuage. En fait d'humains, qui rencontre-t-il? Personne ne passe. Qu'entend-il? Un chant d'oiseau vite coupé, un rameau qui se casse, une pierre qui roule, un bêlement de ses moutons, la clochette qui tinte à leur cou balancé, par instants le son de sa propre voix dont il est, le premier, surpris quand il leur parle, ou encore le piétinement de leurs petites pattes dans le sable... et, par-dessus tout, cette rumeur horizontale et imposante du silence où il croit découvrir celle de la mer, la mer qui là-bas, à des lieues de lande, après les étangs de Soustons frappe la côte, à perte de vue, au golfe de Gascogne... Et nuls autres bruits. Son chien n'aboie même pas. Pourquoi aboierait-il en cette solitude? Pour les loups? Certes, il y en a, mais au

fond de la forêt d'où ils ne sortent qu'en hiver et la nuit quand le trop grand froid les cingle et les en chasse.

Et maintenant, dans ces conditions, à quoi pensait Vincent au cours de ces heures torpides où il n'avait, pour ainsi dire, que cela à faire?

Facile réponse. A travers ce qui, dans un vague très doux, occupait ses yeux et son oreille, il envisageait d'abord ses humbles devoirs de chaque jour, ici et à la maison; il pensait au râtelier de l'étable, à la paille de la litière, à l'herbe, au bois mort, à l'eau fraîche... Il se recommandait de ne rien oublier. Puis il évoquait ses frères et sœurs, et au milieu d'eux les parents vénérés aux pieds desquels tendrement il se mettait de loin, attentif à repasser ce qu'il avait entendu dire la veille, et aussi, bien avant... des semaines, des mois plus tôt.

C'était le soir, — quand ils s'y décidaient, — que parlaient les parents, et de préférence en dure saison, près du feu de pommes de pin où ils restaient tard assis, causant, immobiles, comme pour eux tout seuls, d'une voix basse et grave, car les choses qu'ils énonçaient ne permettaient pas la joie, et ne tombaient de leurs lèvres qu'entre des soupirs.

Toujours le même intarissable sujet : la grande désolation du royaume de France en proie aux horreurs de la guerre ou civile ou religieuse. Remontant les années, allant, bien avant la fausse paix de Beaulieu, reprendre au fond de leur esprit maints événements de deuil qu'on ne pouvait pas oublier, ils retraçaient, sans se lasser jamais, la douloureuse histoire : catholiques et protestants écartelant l'Église, la déchirant, la tirant à eux, les premiers pour la conserver intacte et la défendre, les seconds soi-disant pour la réformer et la rajeunir, et les deux partis n'ayant recours, pour atteindre chacun son but, qu'à la violence et aux crimes. Les huguenots, surtout, en étaient chargés et souillés. Combien de provinces montraient à nu les plaies qu'ils leur avaient faites! Mais, entre toutes, le Béarn et cette partie de la Gascogne où vivaient les Depaul pouvaient s'affliger d'avoir subi la fureur de leurs ravages, et l'on rappelait, en se signant d'effroi, tel que plus d'un l'avait vu passer dans le brouhaha de ses bandes, M. de Montgomery, l'homme néfaste et diabolique, à cheval, bardé de pied en cap et casqué de noir à l'allemande, avec une plume noire et feu lui balayant le dos jusqu'à la selle, enfin tout pareil sans doute à ce

qu'il était autrefois, ce jour que d'une lance enragée, ou peut-être traîtresse, il rompit en tête son roi. « C'est vers ce temps, petiot, déclarait le père, en se tournant vers Vincent, que tu nous es né, en 76. » — « Le 24 d'avril », complétait la mère qui tenait, et pour cause, à préciser la date.

On parlait alors de la Sainte Ligue et de son chef, M. de Guise, et de l'autre chef, celui des protestants, Henri de Navarre, déjà fameux depuis la paix de Bergerac et celle de Fleix.

Plus sympathique et plus populaire en ces pays du midi que le Balafré, à cause de ses origines et de son berceau tout voisin, il attirait les cœurs, malgré sa religion. Son mariage avec la reine Marguerite avait plu. Enfin, en dépit de tout, on l'excusait, on voulait l'aimer; et fallait-il, pour cela, qu'il fût doué de dons singuliers et d'un charme bien irrésistible en regard des vilenies commises par ses partisans! Leur nombre était, dans toute la région, le plus considérable et donc le plus fort. D'Orthez, qu'ils avaient choisi pour centre, ils dominaient et terrorisaient dans un rayon très étendu. Leurs déprédations, redoublant au choc des représailles, frappaient de toutes parts. Fermes brûlées, bétail ravi ou égorgé sur place, viols de domiciles, pillages de couvents, la chaumière et la chapelle également vouées à la torche ou au bélier. A vingt-cinq kilomètres, l'abbaye de Sorde détruite de fond en comble. Les martyrs recommençaient, dans la pierre et le bois, d'endurer un nouveau supplice. On les mutilait, on leur crevait les yeux. Les bénitiers étaient à sec ou pleins d'une eau sale et poissée de sang, qui laissait du rouge aux doigts et au front. Quand ils ne brisaient pas les fonts baptismaux à coups de masse, les mécréants les emportaient pour les offrir ainsi qu'une auge à leurs cochons. Pas de tranquillité en semaine, et le dimanche bataille. On allait au prêche ou à l'office en armes, ceux-ci la Bible pendue au fourreau de l'épée, ceux-là le chapelet au poignet et la dague au poing. Les vêpres chantées finissaient en cris. Aux derniers fidèles qui, tour à tour tremblants et révoltés, courbant et relevant la tête, osaient encore et pouvaient se risquer à la messe, les églises ne montraient sous un porche branlant que des statues décapitées. Tous les saints étaient devenus des saint Denis, ne tenant même pas leur « chef », car tous n'avaient plus au bout des bras que des moignons et l'on

butait dans l'herbe à des mains jointes de pierre que des femmes ne craignaient pas de ramasser la nuit pour les emporter comme des reliques.

Entre tous les sanctuaires ayant eu si fort à souffrir, on en nommait un avec douleur que, sur sur ce territoire même de Pouy, n'avait eu garde d'épargner la haine du sacrilège. C'était le plus modeste, le plus pauvre, mais le plus vénéré de toute antiquité, la chapelle de Notre-Dame de Buglose, lieu de pèlerinage immémorial pour toutes les populations des Landes et même des Pyrénées. Il n'en restait plus rien. Les protestants l'avaient incendiée et la statue miraculeuse de la Vierge, au dire des uns, proie des flammes, ou selon les autres volée et cachée, avait disparu. Cette destruction et cette incertitude à propos de la sainte image avaient eu pour effet de rendre plus brûlante encore et en quelque sorte farouche la foi des habitants en leur protectrice.

Ainsi, dans l'incessante et litanique évocation des fléaux qui, depuis si longtemps et sans qu'on en pût, Seigneur, apercevoir la fin, battaient et rebattaient les hommes comme le grain sur l'aire,... et aussi, — parallèlement, — dans l'exhortation sereine à la douceur, à la confiance en Dieu... se passaient les soirs et les veillées dans la calme maison Depaul.

Ces récits du foyer, presque toujours répétés dans les mêmes termes, aux mêmes heures, le petit Vincent les entendait, et les écoutait comme pour la première fois ; c'était sur eux qu'il s'endormait, d'eux qu'il rêvait souvent, et en eux qu'il se réveillait, les emportant malgré lui dans la lande et les bois où ils persistaient à l'obséder. Cela pendant six ans.

Six ans de garde, de grand-garde au milieu d'un petit tas de moutons qui ont l'air, quoique n'étant jamais les mêmes, de ne jamais changer, six ans d'un aussi profond silence, d'une pareille solitude, éternelle, implacable en sa monotonie! Vous imaginez-vous ce qu'une durée de cette espèce arrive à contenir de torpeur ou de rêves, de pensées grises ou noires, et de repliements, de méditation, et est capable aussi de renfermer, même chez un enfant, de projets, de désirs, de passions à peine nées, tendues à briser l'œuf? C'est un monde et un abîme, un gouffre ou des hauteurs qui également donnent le vertige. A ce genre d'existence on s'enracine et on s'engourdit, à moins qu'en y échappant par l'esprit, tout l'être ne s'élargisse et

s'élève. Alors un berger peut produire un artiste, un musicien, un poète, un soldat, un savant, un génie et plus encore un saint.

TRENTE SOUS

Ce fut le saint que préparèrent pour Vincent, ces six années de pacage, où, au vaste cloître de la nature, à ciel toujours ouvert, il ne cessa pas de faire retraite. Ses moutons devenaient des hommes et, pour en avoir plus à diriger, il les multipliait mentalement. La solitude lui donnait l'idée et l'appétit des foules. Dans le silence il percevait mieux les voix qui l'appelaient... loin et partout. La lande lui déroulait des steppes inconnues, d'autres espaces qui semblaient l'attendre. Le vent, qui parfois de la côte apportait les commandements de la mer, lui ronflait à l'oreille : « Embarque-toi ! » A tous ces ordres, il se sentait rempli d'élans, de missions, vagues encore, mais immenses, multiples... et pour lesquelles, quand il les toisait, les grands pins balancés lui promettaient la sève et la souplesse utiles et les chênes l'endurance et la longévité. Le présent l'animait, l'avenir lui faisait signe; il croyait en soi dans Dieu. De tout ce travail intérieur, de ce brasier de sentiments et d'aspirations, rien ne se trahissait... Au dedans comme au dehors, nuls éclats, nulle fièvre mystique, aucun trouble surnaturel... L'œuvre s'opérait dans l'ordre et la plus parfaite simplicité... à l'insu même de l'enfant qui conservait les grâces, le sourire et la paix candide de son âge. Il n'en perdait pas plus l'appétit que le sommeil. Il montrait la quiétude et l'humeur sereine de ceux qui sont élus aussitôt qu'appelés.

Le spectacle d'ailleurs du terrible temps où il devait vivre, au lieu de l'endurcir, comme il eût été naturel et de lui rendre la bienveillance difficile et même impossible à l'égal d'une injustice, avait au contraire adouci son cœur. Les méchancetés qui l'environnaient et le blessaient lui avaient appris la bonté. Tout ce qui lui était ennemi lui dictait le pardon. A toutes les faims et aux soifs de la détresse il opposait, en les leur accordant, le pain et l'eau de la charité. A ceux qui n'étaient pas couverts il donnait ses habits. De toutes les vertus qui germaient en lui, avant d'y grandir et d'y composer un bouquet, ce fut celle-là, la charité, — destinée à devenir la directrice et la clef

de sa vie entière, — par laquelle il débuta, à laquelle il fit en premier donner des fleurs et des fruits. Quand son père l'envoyait chercher au moulin la farine exigée pour le ménage, il arrivait souvent qu'il ne rapportait pas la quantité voulue. L'avait-il donc perdue, semée en route, inattentif? Seigneur! Lui! Non. C'est qu'ayant, au retour, rencontré un vieillard, une pauvre femme ou un gueux, quelque stropiat, il leur en avait, spontanément, donné plusieurs poignées... Et dame! après cela s'il n'en restait pas beaucoup, c'est que, comme il le faut aux saints que Dieu traite en conséquence, le nôtre n'avait pas la main petite et morte.

Mais le père Depaul, comment prenait-il la chose? — Admirablement, assure Abelly, biographe de Vincent et dont les paroles font foi. « De quoi son père, affirme-t-il, qui était homme de bien, témoignait n'être pas fâché » : ce qui en bon français et en bon catholique veut dire qu'il était ravi.

Voici mieux. L'innocent, à force de travail et d'épargne, était parvenu, piécette à piécette, à amasser, pour soi, un trésor... qui aurait tenu sous le pied d'un de ses moutons, mais qu'il devait, dans sa candeur, juger énorme... trente sous! Trente sols qu'il portait toujours sur lui, qu'il avait plaisir et orgueil, en vidant la bourse de toile, à compter de temps en temps, assis à terre et se demandant : qu'en ferai-je?... Eh bien, un pauvre, un pauvre de rien, quelconque, a le bon esprit de passer par là. Vincent le voit, s'émeut... et il lui lâche son trésor, les trente sous, pas un de moins. « Prends tout! » Puis rappelant son chien qui grogne, il s'éloigne, pauvre à son tour et enrichi de son aumône.

Trente sous! Le chiffre des trente deniers! Mais ceux-ci, deniers sacrés, qui vont produire au cours des âges le flot inépuisable de millions nécessaire à un peuple d'enfants, de femmes, de vieillards, de malades, de prisonniers, à toute une double humanité, celle de la misère et celle du secours. Les trente sols du bergeret, en voilà le départ, le premier fonds social, le premier versement!

Un tableau du dix-huitième siècle, conservé à Paris, d'abord dans la chapelle des Filles de la Charité et aujourd'hui dans le parloir des Lazaristes, célèbre cette scène où Vincent, en donnant tout ce qu'il possède, commence à se donner soi-même. Le peintre inconnu y a fait preuve d'une grande fantaisie. Sans

doute afin d'honorer mieux son modèle, il l'a placé dans un paysage aussi flatté que possible et dans un décor de montagnes au pied desquelles certainement le petit pâtre de la lande ne traîna jamais ses moutons; mais pourtant, telle quelle et malgré ses défauts, son inexactitude, nous aimons cette toile. Admirée sans doute et invoquée depuis plus de deux cents ans par les religieux et les saintes filles qui n'en ont jamais discuté la valeur, elle a gagné sous leurs regards, sous leurs prières, une puissance de réalité, à ce point qu'aujourd'hui nous n'y voudrions rien changer. Oui, c'est bien ainsi que s'est passée la chose. Elle a été peinte d'après nature. Le tableau ressemble. Il est véridique. Il est le premier, encadré et pendu, dans la galerie merveilleuse.

Durant les longues heures qu'en son sablier la lande lui imposait, nous croyons que l'on aurait tort de se figurer Vincent, se plongeant à âme perdue dans de célestes rêveries ou se consumant à prier. Il priait, sans doute, et de préférence au milieu des ruines de Buglose où il aimait s'agenouiller et même s'asseoir sur une de ses pierres abattues dont le temps faisait des tombes. Un vieux chêne du voisinage, et que l'on montrait encore il y a cinquante ans, avait été aussi adopté par lui et aménagé en oratoire. Dans le vaste tronc, qu'on eût dit crevassé et ouvert exprès par le Dieu des anachorètes afin d'en faire une rocailleuse cellule, il avait établi un petit autel. Il y venait se recueillir, s'abriter du mistral, du soleil et de la pluie. Mais ses pensées, ses oraisons, ses lentes allées et venues, ses travaux étroits et si peu apparents qu'ils ressemblaient à des loisirs ou à de la paresse, étaient toujours chez lui orientés par goût et par devoir vers des buts pratiques. Les ruines de Notre-Dame de Buglose ne devaient surtout le retenir que par le regret qu'elles lui donnaient de ne pouvoir les relever. S'il rêvait, c'était d'action... et de bonnes actions. Agir en quoi? De quelle manière? Il ne s'y butait pas. Dieu, quand il le voudrait, saurait bien le lui dire.

Les horreurs d'autrefois et d'hier n'étaient pas seules dans la chronique de l'âtre, qui partait toujours de la Saint-Barthé-

lemy, à faire le sujet des récits habituels aux parents; la vie quotidienne apportait plus de troubles qu'il n'en fallait pour les alimenter.

En ces six années d'une existence évidemment toujours inquiète mais qui, s'écoulant à la campagne et à l'écart des plus grands foyers de discorde, offrait tout de même par comparaison une relative facilité, que d'événements de toute sorte! Que d'orages, tous terribles, soit d'un seul coup par leur foudre, soit par la répercussion de leurs suites, avaient fondu sur le royaume! La guerre religieuse, toujours rallumée au lendemain des paix jurées et signées pour l'éteindre. En 1586, la peste. Et, rien qu'à Paris, trente mille hommes tués. La France, aux trois quarts inculte et saccagée, abandonnée du paysan, n'étant plus labourée que par la bataille et engraissée que par les morts. Les champs, plantés de loups, ou semés de corbeaux. Dans le pays traité comme une proie, places prises, reprises, le fer, le feu, la famine, noyades, pendaisons, avec la victoire allant, indécise ou éperdue, couronner en folle les deux partis l'un après l'autre, Henri de Navarre à Coutras, et Guise à Vimory et à Auneau, et le duc alors, dont la fortune et l'habit blanc tournent à lui les yeux, les têtes, osant, enivré de sa gloire, caresser le projet de détrôner le Roi, soulevant le peuple contre lui, le jetant à ses trousses après les Barricades... et puis, celui-ci, prenant de haute ruse sa revanche aux États généraux en faisant assassiner dans son château de Blois, sur les marches de son lit, le chef de la Ligue, Guise lui-même! Monsieur de Guise !... *Il n'oserait*!... Son frère accouru à ses cris! Un cardinal pourtant! Avec la croix de Dieu, en or, pendue à son cou! *On ose aussi*. « Aux poignards! Tous les deux!... »

Et cela finira, moins d'un an après, par le couteau qu'un mauvais moine enfonce jusqu'au manche dans le ventre du grand Mignon qui n'en pouvait plus de régner.

Nul n'ignore par quel prodige, dans les pays les plus perdus et privés de communications, les choses d'importance publique, fussent-elles secrètes, ont de promptitude à se propager. La distance, même la plus effrayante, est toujours, en dépit des obstacles, dévorée par les nouvelles. Le désert les attire et les

fait arriver. Viennent-elles par les oiseaux? dans les voiles du vent? ou enrubannées à une flèche invisible et lancées par un archer des nues? Mystère. Elles tombent comme du ciel ; cependant qu'au ras du sol, les ambulants, le voyageur, le marchand, le nomade, le pèlerin, ne cheminant qu'à pied, les sèment le long de la route et les déballent à l'étape, en même temps que le cavalier qui n'a pas quitté le galop et qui s'écroule d'un cheval fourbu. Enfin, par-dessus tout, *le bruit*, le simple bruit, vague d'abord, sans source bien nette, et puis certain, précipité, court plus vite encore que l'homme et ses moyens, a tôt fait, sans qu'on se l'explique, d'accomplir les trajets qui semblaient impossibles et d'aller, du palais à l'autre bout du monde, atteindre la masure.

Chez les Depaul, n'en doutons pas, on savait ce qui se passait, au moins le principal, et Vincent le sut, non seulement par ses père et mère, mais par lui-même. En dehors des récits entendus avec avidité, il avait vu plus d'une fois passer en se balançant, à « la spadassin », de ces gens sans aveu, moitié soldats, moitié bandits, qui vendaient au Temple ou à l'Église leur arbalète et leur épée. Il avait vu les argoulets de maraude, bigarrés de loques multicolores, paraître et disparaître en un jour, emportant à leur ceinture des grappes de poules. Après Coutras, il avait vu les fuyards de Joyeuse fraterniser avec les volontaires du Béarnais pressés de compter chez eux leur butin, et se ruant tous dans la direction de l'Espagne. Au plein de l'été, dans la paix torride de la lande, il avait vu tout à coup surgir en caravanes à grelots et montant des mules pelées jusqu'au bleu du cuir, ces troupes de ribaudes demi-nues qui sont la récompense et la gangrène des armées. Elles venaient des montagnes ou bien y retournaient. Il lui était arrivé, au détour d'un sentier, d'être surpris et interpellé par des batteurs de bois qui avaient l'air égaré, tantôt des géants à carrure tudesque et à barbe rousse nattée, ou bien des petits hommes secs à peau de cuivre, à crinière noire, que l'on ne comprenait pas plus les uns que les autres, et qui ne faisaient que traverser le pays en proférant des menaces barbares. Il avait ramassé des monnaies rouillées, des éperons tordus. Il avait vu des éclopés, accroupis au bord d'une flaque et regardant leurs pieds dont la plante à vif saignait, cloutée de cailloux ; et il en avait lavé et pansé plus d'un. Il avait vu des berceaux vides, des tam-

bours crevés flotter au fil de l'Adour, des animaux domestiques, chiens et chats devenus sauvages, des chevaux morts tombés dans le convoi, et même des cadavres dépouillés n'ayant plus pour tout drap mortuaire que leur linceul de mouches. Et en regard, il avait vu aussi les religieux, courant sans crainte les fossés, la plaine et la forêt depuis la pointe d'aube et souvent jusqu'à la nuit, lanterne à la main, pour y rechercher les blessés, apportant le pain, le vin et la viande aux affamés, allant à la chaumière et à l'hospice assister les malades et lancer, devant les agonisants, pour leur dernier passage, un pont de miséricorde. Il avait vu s'empresser, pour venir en aide au petit monde, les notables de Dax, les moines d'Orthez, les laboureurs comme ses parents, les femmes, jeunes et vieilles, de toutes conditions, et les enfants bergers, forts et agiles comme lui. Et il avait suivi les processions ordonnées pour que prît fin, dans tout le royaume, et conséquemment ici, à ses extrêmes limites, la grande pitié des guerres.

Il était donc mûri déjà par cette expérience qui devient dans les temps troublés le bienfait du malheur. Grave et vif, il parlait peu, réfléchi comme ceux qui, à force de vivre seuls, pensent davantage et il avait douze ans.

RÊVES PATERNELS

C'ÉTAIT l'âge où il semble bien que son père, s'il avait trouvé inutile que Vincent continuât de garder le troupeau, aurait dû l'employer près de lui au labour ou au moulin, ou à la maison, à des travaux demandant plus d'efforts et plus d'activité. Mais, chef de famille attentif et sagace, il avait depuis longtemps compris que le présent et l'avenir de son fils n'étaient pas là. Les pères visent volontiers pour leurs enfants plus haut que pour eux-mêmes. Avait-il conçu le désir et plus, l'ambition, que son préféré, dont l'intelligence précoce et les dons du cœur n'avaient pas manqué de le frapper, fût capable un jour d'honorer son nom ? ambition noble et bien permise en somme, ou fut-ce, au lieu d'elle, un pressentiment, une espèce d'ordre secret ? toujours est-il qu'il résolut d'offrir Vincent à l'Église, de le lui consacrer. Qui sait d'ailleurs s'il n'y eut pas là aussi, de sa part, l'accomplissement d'un vœu, fait à cette époque d'hor-

reur dont l'Église avait eu tant à souffrir? En lui donnant ce qu'il possédait de plus cher, ce bon père et ce bon catholique n'obéissait-il pas alors à un double devoir?

Une pensée intéressée et que l'on ne saurait reprocher à sa sollicitude entrait également, ne craignons pas de le dire, dans ce dessein : assurer à son fils et à sa famille une vie moins précaire. Un de ses voisins et amis, de condition presque semblable à la sienne, n'était-il pas devenu prieur, ce qui lui avait permis d'apporter à ses parents, grâce au revenu de son bénéfice, une aide inespérée? Il en pourrait résulter, dans le même cas, pour Vincent et ses frères un avantage appréciable. « En quoi, comme l'ont, après coup, et sans grande perspicacité, affirmé tous ses biographes, il se trompait beaucoup. » Mais encore une fois, allez donc empêcher un pauvre cultivateur de rêver, en songeant à son fils exceptionnellement doué, une de ces brillantes fonctions auxquelles, même bien au-dessus du prieuré, il pouvait, selon son mérite, prétendre dans l'Église et aussi dans l'État? Pour procurer aux jeunes gens l'enseignement nécessaire, on n'avait d'ailleurs que l'embarras du choix. Un grand nombre d'universités et de maisons spéciales s'en acquittaient au mieux. Malgré la rigueur de l'époque, il ne manquait pas de couvents épargnés par l'orage ou rouverts après lui, et fournis des maîtres les plus distingués, les plus propres à l'éducation supérieure des jeunes gens, quand ils avaient reçu auparavant celle de l'école paroissiale. Dans la région, le collège des Jésuites était surtout celui des classes élevées, tandis que les autres, les plus modestes, s'adressaient aux Minimes et aux Cordeliers. Ce fut chez ces derniers que Depaul résolut de placer son fils.

Cette entrée au couvent de Dax que le père avait choisi, nous pourrions la mentionner d'une simple ligne et passer outre. Arrêtons-nous y cependant. Elle marque dans la vie de Vincent, bien qu'il n'ait pu s'en rendre compte que plus tard, une date importante. Elle est si riche d'émotions, uniques dans leur délicatesse, que nous ne consentons pas à nous en détourner. Comment se désintéresser en effet du rare et sympathique enfant et ne pas vouloir essayer de se mettre dans son état d'esprit à cette heure où la voix du père lui signifia la grande nouvelle? S'y attendait-il? L'avait-il souhaitée? Peu importe. Elle eut à ses yeux, même s'il n'en fut pas surpris, le

caractère d'une annonciation. Elle correspondait évidemment à ses désirs en accord avec ceux d'En Haut.

ADIEUX A LA LANDE

Sans lui prêter une sensibilité molle, maladive et un peu profane, à la façon de la nôtre, nous ne pouvons croire cependant que les rêveries et les impressions de toute sorte qui l'envahirent alors ne furent pas, indépendamment de la joie, d'une mélancolie profonde. L'homme et l'enfant sont pareils, même à des siècles de distance. Quand un petit paysan quitte aujourd'hui sa famille, son toit rustique et les champs où il est né pour aller à la ville et y entrer au collège ou au séminaire, ou y pratiquer un libre métier, ce qu'il éprouve en ce passage diffère peu de ce que pouvait ressentir en semblable circonstance un pastoureau de Gascogne sous Henri III. Les mêmes pensées leur sont communes, naturelles. Ils ont des gestes identiques.

Depuis qu'il est averti, j'imagine Vincent en proie, pendant la dernière semaine qui lui reste à garder encore son troupeau, à une méditation douloureuse et douce qui l'accompagne partout. Il a déjà cessé d'être berger, il a déjà renoncé à la terre, ses moutons ont déjà cessé de lui appartenir et pourtant il les aime encore et il les regrette comme s'il ne les avait plus, quoiqu'ils soient toujours là, broutant selon leur habitude, ainsi que pour l'éternité. Il refait successivement en leur compagnie la lande, les bois, la forêt, l'oratoire du chêne, tous les endroits où il les a menés, où bientôt, à sa place, un autre les mènera ; le chien, tour à tour plus tendre ou boudeur, sait à quoi s'en tenir et va de travers tête basse ; le nombre des jours, tantôt si longs, tantôt si courts, diminue cependant. Plus que deux. Voici le dernier.

C'est demain que Vincent doit partir. Il reste ce soir-là dehors plus tard, usant jusqu'au bout le crépuscule. Alors à la première étoile, il se lève, il rentre. Mais avant, pendant qu'il est seul encore, il dit adieu, dans la pieuse obscurité, un très simple, un très paisible adieu à ses bêtes indifférentes. Il n'y en a pas beaucoup. Sept à huit. C'est vite fait. Il les caresse. Il enfonce ses mains, comme s'y plaisait l'enfant Jésus, dans l'épaisseur de leur toison. La clochette qui tinte à leur cou lui

semble avoir dans l'ombre un son plus joli que jamais. Et puis, il parle à son chien qui le comprend et le lui montre; il lui recommande les moutons, la grosse brebis paresseuse et l'agneau folâtre. Le chien dit oui. A présent, on approche de la maison. Il s'arrête pour embrasser sur son front brûlant le fidèle ami de sa vieille enfance, avec lequel il a tant marché, couru, fait de la poussière et chanté, joué, barboté dans l'Adour, et mangé, bu, dormi et prié, et qui a été si souvent aussi, — que Dieu pardonne cet aveu ! — le consolateur de ses longs ennuis.

Mais assez s'attendrir. Plein de sagesse, il rentre à la maison où son retour était guetté. Il ne paraît pas soucieux. Ses parents le sont plus que lui. La soirée se déroule en s'appliquant à ressembler aux autres. Sur son dur petit lit qui sent l'étable, il s'étend pour la dernière nuit de crèche et de famille, et s'y endort. Calme sommeil comme une eau bleue qui coule. Éveillé tout seul de grand matin, il s'habille en hâte. Mais quoique ses vêtements soient les mêmes, il n'est pourtant plus, lui, le même qu'hier. L'écolier renvoie le berger. Plus de besace et de houlette. Elles sont là, pendues au clou où elles resteront... Dieu sait combien de temps ! Vite ! Allons ! L'heure est venue ! Les grands bras de tous, les baisers de la mère. Aucune larme. « Il n'est pas bien à plaindre, mon Dieu ! Dirait-on pas qu'il s'en va au bout du monde, chez les Turcs ou même à Paris ! Mais non, c'est tout à côté, à Dax, au couvent de ces bons Cordeliers; deux petites lieues, une promenade. On ira le voir et il viendra aussi, de temps en temps, à Noël, à Pâques. En route ! » Mais à côté, quel tapage ! Ah ! c'est le chien qui aboie et gratte « pour suivre » et qu'on a enfermé, parce qu'après, on le connaît, on ne pourrait plus le ramener. Il voudrait, lui aussi, entrer au couvent. » Les moutons bêlent. C'est la plus mauvaise minute.

Enfin, Vincent s'éloigne avec son père. Ils disparaissent dans la campagne où le soleil se lève.

Le reste est simple et se devine. L'arrivée au collège. Des arcades de cloître. Le petit « nouveau », remis par le vieillard à un de ses futurs maîtres, peut-être même au Supérieur. Une bonne main posée sur le front de l'enfant ou lui tapotant la joue... cela très bref, car le principal, — entendons les conditions, — soixante livres par an, et c'est lourd ! a été réglé à l'avance... et voici Vincent, l'élève Depaul, parti pour être

homme d'église, et devenir, dans la folle pensée paternelle, si jamais Dieu veut bien l'exaucer, *prieur* au fond de quelque beau cloître tranquille, comme ce voisin qui, lui aussi, vous vous souvenez? fut d'abord paysan... Quel rêve!

LES CORDELIERS

On sait d'où venaient ces Cordeliers. Relevant des Frères mineurs institués par François d'Assise, au XIII^e^ siècle, ils avaient commencé, vêtus d'un sac de bure et ceints d'une corde, — une vraie corde avec deux gros nœuds, — par n'être qu'un ordre mendiant, ne vivant que d'aumônes. Plus tard seulement ils obtinrent le droit d'enseigner et ils y acquirent aussitôt, surtout dans la philosophie et la théologie, une réputation égale à celle des Dominicains que l'on ne croyait pas cependant pouvoir être dépassée. Comment alors n'être pas ému de voir, par un rapprochement bien significatif, ce petit Vincent qui devait, pendant sa longue vie, se montrer un modèle de pauvreté, d'humilité et de charité toutes franciscaines, être conduit justement, pour en faire l'apprentissage, chez les fils du pauvre des pauvres, du *Poverello*? Où eût-il trouvé une préparation meilleure à la carrière dans laquelle il entrait, les yeux fermés encore? Où eût-il reçu un enseignement plus conforme à l'esprit de sacrifice qui en serait la règle?

Mais il fallait d'abord travailler. Presque tout à apprendre. Comme ceux de son âge et de sa condition, il n'avait guère jusqu'ici parlé avec les siens qu'un patois courant, dérivé du bas-latin. La grammaire et le français, les lettres, l'histoire, — l'ancienne et la religieuse, — et la géographie, et aussi les sciences selon le programme et dans les limites où ces jeunes cerveaux pouvaient s'y appliquer, furent l'objet de ses études. Il fit rapidement de tels progrès qu'il étonna ses professeurs par sa remarquable intelligence et l'ensemble de ses dons. Tout avec lui, et comme grâce à lui, se faisait clair, facile, harmonieux. On eût dit, par moments, à tel point éclataient sa compréhension des choses et les justes aperçus qu'elles lui suggéraient, que c'était lui le maître, et d'ailleurs, sans qu'il le cherchât, il en avait pris très vite sur ses camarades, l'ascendant, par la seule force de son savoir et de sa douceur autant que de ses vertus. Car chez ce merveilleux enfant la modestie croissait en proportion

de la science. Plus grandissait et se manifestait sa valeur, plus il s'appliquait à la réduire, à la cacher. Il ignorait l'orgueil. Sa piété consolidait ses mérites et les rehaussait comme une couronne. Il était l'exemple et la gloire de la maison. « Voyez Vincent, imitez-le! » répétaient à ses condisciples les maîtres. Telle, au bout de quatre ans, rayonnait sa perfection qu'on arrivait autour de lui à en être un peu effrayé. « Qu'est-ce qu'on en fera? se disaient les bons moines. Faudra-t-il donc que, comme nous, il demeure toute sa vie dans un collège, y pratiquant un devoir limité, sans qu'il lui soit possible de donner et d'étendre, jusqu'où elle est digne d'aller, sa splendide mesure? Est-ce là son avenir? Quel dommage! »

Une occasion se présenta d'alléger leur inquiétude et de répondre à leur vœux.

M. DE COMMET

M. de Commet, célèbre avocat en la cour présidiale de Dax et juge en même temps de la paroisse de Pouy, ce qui l'avait mis en rapport avec les Depaul, cherchait un précepteur pour ses deux jeunes fils. Entendant les pères Cordeliers faire partout un chaleureux éloge de l'élève dont ils étaient si fiers, il proposa à celui-ci, arrivé d'ailleurs à la fin de ses premières études, d'entrer chez lui pour y instruire ses enfants. Cette offre aussi honorable qu'utile ne pouvait manquer de plaire à Vincent. Il l'accepta comme un bienfait et le bienfait dura cinq ans pendant lesquels, traité à l'égal d'un fils par l'avocat et d'un ami par tous, il put, commençant les études des deux écoliers, poursuivre encore les siennes, car il n'était jamais las d'apprendre et de chercher en tout le mieux, qu'il atteignait en se désespérant de ne pas l'obtenir.

On le voit ainsi choyé, écouté, respecté, considéré, — parfois un peu trop, à sa gêne, — dans cette sage et vieille famille de magistrature et de noblesse estimacle, quoique petite, comme il s'en trouvait tant alors fixées au cœur de nos provinces qu'elles *boisaient* et empêchaient de se disloquer, à la façon des racines profondes qui retiennent sur les pentes les terres prêtes à glisser et les unissent, les rattachent les unes aux autres dans l'étendue des plaines. Et ces familles résidaient dans des maisons héritées, bien construites, bien couvertes, bien closes,

solides, maisons de travail et de repos, de silence et de paix, et de joies tranquilles. Foyers de bonnes mœurs et de bonnes manières où se perpétuaient la politesse, la discrétion, la patience, l'indulgence, les égards, toutes les formes de courtoisie et de bonté qui, atténuant les défauts, contribuent à la quiétude, et maisons excellemment tenues où sans luxe vain, mais dans la plus ferme économie, on vivait cependant aussi bien que l'on pensait.

Obligé, en se refusant d'y prendre en soi plaisir, de subir cette aisance, Vincent, avec son esprit pratique et curieux, ne pouvait néanmoins se défendre d'en observer les conditions, la méthode et les si heureux résultats. Aussi est-il permis de penser que ce fut là, dans le spectacle quotidien et à l'usage comme au profit personnels de ce bien-être sagement réglé et discipliné, qu'il dut d'acquérir les premières notions d'ordre intérieur, d'économie, de parfaite conduite dans les affaires qui lui furent plus tard précieuses quand il commença de dresser le plan de ses fondations. Les Cordeliers, la maison Commet lui inspirèrent, chacun dans son genre, le même esprit de communauté.

PARA ZARAGOZA

Quatre ans au collège, cinq chez le juge de Pouy, neuf depuis qu'il a dit adieu à la lande. A présent le fils de Guillaume Depaul en a vingt et un. C'est un jeune homme. Lui ! un jeune homme ! On a vraiment de la peine à s'imaginer qu'il le fut, tant est différente l'image, on pourrait dire la seule, — qui l'ait popularisé et qui l'immortalise, celle d'un vieillard tassé, au poil blanc et rude, au gros nez, et qui, sous la coupole d'un vaste front, vous regarde, avec des yeux fins et un angélique sourire... Et pourtant, à cette époque, il dut être un robuste gars brun, coloré, aux fermes pommettes, à la lèvre rouge, à mâchoire de volonté bien garnie de toutes les dents qu'il devait perdre de bonne heure en y gagnant une expression de mansuétude plus grande.

Mais sa piété, plus âgée que lui, le devançant, et l'entraînant, indiquait à tous de jour en jour qu'il était fait pour Dieu. On le lui dit. Il s'en doutait déjà. Il fallut pourtant l'en convaincre, et alors il l'accepta, avec ardeur et sans présomption, malgré

tout craintif à l'idée de ne pouvoir réaliser les espérances, déraisonnables à ses yeux, que formaient sur son avenir et proclamaient ses maîtres. Et puis, l'engagement pris, il le tient. Le 20 décembre 1596, il reçoit la tonsure et les ordres mineurs... la tonsure, alors pratiquée à plein, dans ses cheveux épais et qui, plus tard, bien élargie quand ceux-ci seront tombés au ciseau des ans, luira sous la calotte noire comme une auréole cachée... le froc, dont la rudesse l'anime, plus douce à sa peau que ses anciens habits de berger ; et c'est avec entrain qu'il serre à sa taille la corde neuve qui à la longue lui creusera un sillon dans les reins.

Cela se passe, non à Dax, mais à l'église collégiale de Bidachen, près de Bayonne. Aussitôt soldat de l'Église il décide, pour s'y consacrer exclusivement, de quitter sa famille et même son pays. Au fond, c'était, dans son esprit, chose déjà faite.

Où va-t-il aller? Il ne le sait pas. Mais il est vif à le chercher. Tous les chemins menant au bien sont bons. Ce qu'il veut en premier, c'est prendre celui qui pourrait le conduire, le plus vite et le mieux, à la théologie dans les leçons de laquelle il sent la nécessité de se perfectionner, de se cuirasser et de s'armer avant tous les combats.

Rempli de ce dessein, Saragosse le tente, et puis l'attire tout entier. La distance? Pour sérieuse qu'elle soit, elle ne l'effraie pas. Serait-elle plus grande encore, il la franchirait. Sur cette idée de Saragosse où il se plaît à voir un signe, il vend une paire de bœufs et ainsi muni, plus riche qu'au temps des trente sous, il part. A pied, bien entendu.

Toute sa vie d'ailleurs, son œuvre immense d'apostolat, de secours et d'aumônes, ses lieues et ses lieues de charité il les fera, autant que possible, à pied, à même la poussière, estimant que c'est surtout ainsi que l'on peut d'abord aller le plus vite, et puis s'arrêter, chaque fois qu'il le faut, et se pencher, interroger, écouter, répondre... et ramasser, soutenir, prendre par le bras, porter... et donner à manger, à boire... et consoler de tout près, plus favorablement que du haut d'une selle ou de la fenêtre d'un coche. Il a compris qu'il n'est pas bon, si bien courbé que vous puissiez être à les secourir, que le pauvre et l'infirme aient le visage à hauteur de votre étrier. Jésus d'ailleurs n'est jamais monté à cheval. C'est qu'il ne l'a pas voulu. Non. L'âne simplement, et encore un petit! sur lequel on

touchait presque terre, lui a suffi. Pour tout. Pour l'étable, la fuite en Égypte et la triomphale entrée à Jérusalem.

... Et donc à pied, Vincent, par les formidables Pyrénées, par ses sentiers brûlants et pierreux, s'achemine. D'où il partait, sa route directe était Saint-Palais, Mauléon, les gorges de Roncevaux, pour gagner Pampelune en Navarre, et de là, après d'autres régions, escarpées encore, atteindre les vastes et infécondes plaines de l'Aragon. Il est probable que ce fut celle-là qu'il prit. Mais à le supposer, ce trajet, quoique le plus court, dut être cependant très long et très pénible. Combien de fois aux muletiers, aux pèlerins, aux gens de la montagne et du val, ne demanda-t-il pas : « Para Zaragoza? »

Enfin il traverse l'Èbre. Il en admire la limpidité. Le voici dans les faubourgs. Premiers moments d'émotion physique et historique aussi. Les nuées de souvenirs que le barbare moyen âge a cloués et laissés en ce noble et hautain pays, assaillent sa pensée. Il écoute, en se croyant au bord d'un gave, le rude accent cadencé de l'aragonais. Les rouges bandeaux tordus autour des têtes ainsi que des turbans, les couvertures jetées sur l'épaule, et tombant en plis de froc jusqu'aux sandales monacales, les ceintures, bourrées de croix et de couteaux, l'or des haillons, des bijoux, des drapeaux, des bannières, les rues sombres et tortueuses, où chaque maison montre collés à ses grilles des visages qui ne sourient pas, tout le fanatisme prêt à éclater que l'on respire où qu'on aille, occupe et retient notre jeune prêtre. Il se jette dans la ville. Au couchant du soleil, il monte à la Tour Neuve. Il embrasse de là, du regard, les clochers, les dômes, la verdure noire des promenades, et l'Université qu'il parvient à situer dans la confusion des toits. Et puis, les jours suivants, sa fièvre tombe. Il se sent tout à coup seul et dépaysé, perdu. Après la douceur des pâtis, après la vie calme et familiale de Pouy et de Dax, le brusque changement! Que de tumulte et de vain tapage, étouffant de si beaux silences! L'Espagne, sans doute, avant qu'il y entrât, l'avait déjà averti en voisine. Il s'attendait à toutes ses rudesses. Aussi n'est-ce pas de cette fougue extérieure qui lui est propre et de cette irritabilité toujours prompte à dégaîner qu'il éprouve à présent une si pénible surprise, mais bien de la manière

imprévue et brutale dont se comprenaient à l'Université les études théologiques. Là où il se figurait trouver gravité, réflexion, recueillement, sagesse, et respect de la pensée d'autrui, courtoisie attentive jusque dans la controverse, il tombait dans une mêlée d'âpres discours dégénérant en disputes où les cris couvraient les paroles, d'où la raison était chassée comme à coups de fouet, où la violence éclatait dans les mots et même dans le geste y ajoutant l'odieux de la menace. Pour un peu les professeurs, divisés entre eux, en fussent venus à propos « de la science moyenne » et « des décrets prédéterminants » aux mains et aux cheveux. On argumentait en se montrant le poing.

Pris d'horreur et de dégoût, Vincent vit qu'il s'était trompé, que là n'était pas son école. Cependant, s'il avait fermé ses livres pour n'obéir qu'aux leçons de son cœur, il fût resté quand même en ce pays où, à défaut de l'enseignement spirituel désiré, il se voyait au moins bien placé pour étudier à fond les problèmes de la misère, d'une misère dont il ne se faisait jusqu'ici aucune idée, qu'il avait l'impression de découvrir.

Déjà l'Espagne était en effet, et depuis toujours, le royaume de grande pauvreté et pouillerie, de souffrance horrible où s'étalaient, — au fer rouge du soleil et sous les résilles des mouches, — des plaies et des hideurs dont le bon Cordelier, confondu, s'affligeait. Mais, doué d'un esprit de méthode auquel il asservissait tous ses actes, il sut, quoi qu'il lui en coûtât, ajourner sa pitié. « Oui. Pourquoi était-il, de si loin, venu en Aragon, à ce Saragosse? Pour y secourir des indigents ? y soigner des malades? Non. Pour exceller en théologie, se perfectionner, dans la doctrine religieuse, sur les choses divines. Voilà quel était le but de son voyage, sa première *mission*. La charité, le don de soi viendraient plus tard et les pauvres n'y perdraient rien. Mais, d'abord, finir ce qu'on a commencé. »

Cette rigueur de conduite, Vincent toujours se l'infligea, comme une *discipline* morale. Toujours il fut, sans regarder au lendemain, *l'homme de la journée*. Journalier de sa tâche, il aurait pu prendre pour devise : « Je fais ma journée. » On le verra. C'est le saint le plus ferme et le plus accompli de l'*Age quod agis*. Qu'avait-il besoin, d'ailleurs, — il s'en aperçoit à présent, — d'aller chercher à l'étranger des vérités que son pays libéralement, cordialement, lui offrait à portée de la main? Et

le voici rendu à Toulouse où il se retrempe dans une atmosphère appropriée à ses désirs, où, au bout de sept ans de travail, il obtiendra le diplôme de bachelier, peut-être même, selon quelques-uns, celui de docteur.

Mais l'argent de la paire de bœufs est vite parti à Saragosse; celui que de temps à autre il reçoit de son père âgé, malade, et qui se prive, ne lui permet pas de parer aux exigences de la vie. Il donne donc des leçons. Les élèves affluent; et il peut, désormais, si bien se suffire à lui-même, qu'il renonce aux avantages que son père en mourant avait tenu à lui faire en vertu de son droit d'aînesse. Ayant ainsi, vis-à-vis de sa mère et de ses frères, allégé sa conscience et rempli plus que son devoir, libre en tout, maître avéré, il n'a plus qu'à passer le suprême examen. C'est en 1600, le 13 de septembre, qu'il est ordonné prêtre.

UN PRÊTRE EST AUSSI UN PÂTRE

On n'a jamais été fixé sur le jour et le lieu où il dit sa première messe. Il semble que, par une exquise pudeur, il ait voulu qu'on l'ignorât. Pour être le plus près de Dieu, il écarte les hommes. Il se cache au sein de la nature, dans cette solitude où le ciel lui avait ouvert et fait lever les yeux. Et puis, « on lui a ouï dire, nous rapporte Abelly, qu'à l'idée du divin mystère il était saisi de terreur *au point qu'il en tremblait*, et que, n'ayant pas le courage de célébrer sa messe publiquement, il choisit plutôt de la dire dans une chapelle retirée ».

Pensa-t-il alors à le faire au pays natal, dans les ruines de Notre-Dame de Buglose? ou sous la voûte du vieux chêne, au creux duquel il avait autrefois dressé un oratoire? Sans doute. Cependant, malgré l'unique douceur qu'ils évoquaient en lui, ces autels naïfs de son enfance étaient tout de même trop pauvres pour l'acte capital dont la grandeur l'étourdissait. Mais, près de Bazet, s'élevait, — si l'on ose dire en parlant d'un aussi humble sanctuaire, — une petite chapelle isolée, Notre-Dame de Grâce. Elle était d'accès difficile, au sommet d'une montagne et tapie, comme prosternée, au milieu des bois qui la recouvraient. Cet éloignement à cette hauteur ne pouvait que plaire à Vincent de Paul.

C'est là, si l'on en croit la tradition, qu'il offrit pour la

première fois, de la façon qu'il voulait, le saint sacrifice, en n'ayant, pour l'assister, qu'un prêtre et un servant dont il pouvait même oublier la présence. Pas de monde, en dehors de Dieu qui pour lui était le Monde!

Accompagnons-le maintenant de loin tandis qu'il descend le sentier, que l'on montre encore et qu'il avait si souvent gravi pour aller à cette chapelle de Notre-Dame de Grâce. Il s'agit d'en prendre, après celui-là, un autre plus large et plus étendu, le Grand Chemin tracé pour sa destinée.

Ici, dès le début de cette existence inouïe où le romanesque, du choix le plus pur, abonde et se joue avec une espèce de prédilection, se place un incident resté mystérieux, qui n'a l'air de rien et que pourtant on aurait tort de ne pas relever, parce qu'il montre la réserve admirable et même excessive, du religieux à propos de sa personne en même temps que sa modestie et sa répugnance aux honneurs.

Il dut aller de Toulouse à Bordeaux. Pourquoi? « Pour une affaire, se borne-t-il à dire en une lettre prudente, qui requérait une grande dépense et qu'il eût été téméraire à lui de déclarer. » Mais, de certains propos échappés à un de ses amis, M. de Saint-Martin, on a déduit que ce voyage avait eu pour objet une entrevue avec le duc d'Épernon ayant appelé Vincent (auriez-vous deviné cela?) pour lui offrir un évêché! Évêque! Lui! Déjà! C'est inouï! Quelle joie, quelle fierté, s'il eût vécu encore, en aurait ressenties son père, le vieux Landais dont les rêves n'étaient jamais allés au delà de le voir prieur!... Évêque!...

Et cependant la chose en resta là.

Sans chercher pour quelle raison, il est facile de conjecturer que seul, le refus de celui à qui elle était proposée la fit échouer. Non. Il était, heureusement, écrit d'avance au Grand Livre de Sainteté, qu'on ne dirait jamais Monseigneur à *Monsieur* Vincent, qu'il ne porterait jamais la robe violette ni la pourpre cardinalice, auxquelles cependant tout lui eût donné droit. Des bas de soie, et de couleur? à lui? Allons donc! Des bas de laine grise. Pour crosse, un bâton, après la houlette. Au lieu de mitre et de chapeau rouge à glands, une calotte pas plus grande qu'une écuelle et qu'on eût dite taillée dans un ancien béret; et toute sa vie, sur sa maigre échine, en soutane, en ceinture, en manteau, en tout et pour tout, du noir, rien que du noir,

le drap noir usé et râpé sous lequel il devra peiner, marcher et suer par tous les temps, sous tous les cieux et boiter, souffler, vieillir et mourir, fagoté de noir comme un sacristain.

Il semble qu'à partir de ce moment où il pensait mener une vie sédentaire, il fut convaincu d'avoir à y renoncer. On dirait que la Providence, à dessein, veut tout de suite le préparer aux déplacements, « l'entraîner » pour les aventures.

LE BEAU VOYAGE

A peine est-il de retour à Toulouse qu'une succession inespérée, et à ses yeux peut-être inopportune, l'oblige à se rendre à Marseille. Par bonheur, ce n'est pas encore trop loin. Il y arrive donc, armé de cette sérénité qu'il apporte à l'inévitable. Aussi tout va bien. Désintéressé comme à son habitude, il a vite fait d'en avoir fini avec les gens de loi. Il s'apprêtait au retour, et par terre, comme il était venu, quand une personne dont il avait fait, pendant son séjour, la connaissance à l'hôtel où il était descendu, le presse de prendre plutôt avec lui la voie de mer, jusqu'à Narbonne. Ah! l'on aimerait, j'en suis sûr, connaître le nom de cet hôtel qui n'était peut-être qu'une simple auberge ayant vue sur le port. Mais on serait encore plus content de savoir comment se nommait ce personnage inattendu. « Un gentilhomme du Languedoc », Vincent n'en dit pas davantage. On peut tenter de se le figurer. Bon cadet de Gascogne, eût-il beau déjà être poivre et sel, il est engageant, gai, sûr de soi, loquace et persuasif. Juillet flambe. Un ciel bleu. Du soleil. Jolie mer. Joie et chaleur qui rayonnent partout. « Temps merveilleux pour naviguer, mon Père! Et que d'avantages! Plaisir plus vif, dépense moindre. Et trajet si court! Un éclair! Le jour même on touche Narbonne. » Je l'entends, avec cet accent du Midi qui pimente ses mots. Poli et même amusé, Vincent, pour lui faire plaisir, accepte et qui sait si « le gentilhomme du Languedoc » alors ne l'embrasse pas, comme un vieil ami?

Cette agréable traversée demandant à peine un jour devait laisser à ses voyageurs et, en particulier, à celui qui nous est cher, de si profonds souvenirs qu'il éprouva le besoin d'en relater et d'en envoyer le récit détaillé à M. de Commet son ancien protecteur, mais seulement deux ans plus tard.

— Pourquoi si longtemps après?

Émouvante de grâce et de grandeur naïve, sa lettre va, mieux que tout, nous le dire et l'expliquer. On n'en saurait retrancher une ligne. En corriger même l'orthographe attenterait à sa beauté :

« Estant sur le point de partir par terre, je fus persuadé par un gentilhomme, avec qui j'estois logé, de m'embarquer avec luy jusques à Narbonne, veu la faveur du temps qui estoit, ce que je fis pour plus tôt y estre et pour espargner, ou pour mieux dire, n'y jamais estre et tout perdre. Le vent nous feust aussi favorable qu'il faloyt pour nous rendre à Narbonne qui estoyt faire cinquante lieues, si Dieu n'eust permis que trois brigantins turcs qui coustoyoient le goulfe de Léon pour atraper les barques qui venoyent de Beaucaire, où il y avoyt foire que l'on estime estre des plus belles de la chrestienté, ne nous eussent donnez la chasse et attaquez si vivement que, deux ou trois des nostres estant tuez et tout le reste blessés, et mesme moy qui eus un coup de flèche qui me servira d'horloge tout le reste de ma vie, n'eussions été contrainstz de nous rendre à ces felons et pires que tigres. Les premiers esclats de la rage desquelz furent de hacher nostre pilote en cent mile pièces, pour avoir perdeu un des principalz des leurs, outre quatre ou cinq forsatz que les nostres leur tuèrent. Ce faict, nous enchainerent, après nous avoir grossierement pansez, poursuivirent leur pointe faisant mille voleries, donnant néanmoingt liberté à ceux qui se rendoyent sans combattre, après les avoir volez; et enfin, chargez de marchandises au bout de sept ou huict jours prindrent la route de Barbarie, tanière et spélonque de voleurs sans adveu du Grand Turcq où, estant arrivez, ils nous exposèrent en vente avec procès-verbal de notre capture, qu'ils disoyent avoir esté faicte dans un navire espagnol, parce que, sans ce mensonge, nous aurions esté délivrez par le consul que le Roy tient de là pour rendre libre le commerce aux François.

« Leur procedeure à notre vente feust qu'après qu'ils nous eurent despouillez tout nudz ils nous baillèrent à chascun une paire de brayes, un hocqueton de lin avec une bonete, nous promenèrent par la ville de Thunis où ils estoyent venus pour nous vendre. Nous ayant faict faire cinq à six tours par la ville la chaine au col ils nous ramenèrent au bateau afin que les marchands vinsent voir qui pouvoyt manger et qui non,

pour montrer que nos playes n'estoyent point mortelles. Ce fait, nous ramenèrent à la place où les marchands nous venaient visiter tout de même que l'on faict à l'achat d'un cheval ou d'un bœuf, nous faisant ouvrir la bouche pour visiter nos dents, palpant nos costes, sondant nos playes et nous faisant cheminer le pas, troter et courir, puis tenir des fardeaux et puis luter pour voir la force d'un chacun, et mille autres sortes de brutalitez.

« Je feus vendu à un pescheur qui feut contrainct se deffaire bientôt de moy pour n'avoir rien de si contraire que la mer, et depuis, par le pescheur à un vieillard, médecin spagirique, souverain tireur de quintessences, homme fort humain et traictable, lequel, à ce qu'il me disoyt, avoyt travaillé cinquante ans à la recherche de la pierre philosophale; et en vain quant à la pierre mais fort savant à autres sortes de transmutation des métaux. En foy de quoi je luy ay souvent veu fondre autant d'or que d'argent ensemble, le metre en petites lamines, et puis un autre de poudre, dans un creuset ou vase à fondre des orfèvres, le tenir au feu vingt-quatre heures, puis l'ouvrir et trouver l'argent être deveneu or, et plus souvent encore congeler ou fixer l'argent vif en fin argent qu'il vendoyt pour donner aux pauvres. Mon occupation estoyt de tenir le feu à dix ou douze fourneaux, en quoy, Dieu mercy, je n'avois plus de peine que de plaisir. Il m'aimoyt fort, et se plaisoyt fort de me discourir de l'alchimie et plus de sa loy à laquelle il faisoyt tous ses efforts de m'atirer, me prometant force richesses et tout son sçavoir. Dieu opéra toujours en moy une croyance de délivrance par les assidues prières que je lui faisoys et à la Vierge Marie par la seule intercession de laquelle je croy fermement avoir esté délivré.

« Je feus donc, avec ce vieillard, depuis le mois de septembre 1605 jusques au mois d'aoust prochain qu'il fust pris et mené au grand Sultan pour travailler pour luy, mais en vain, car il mourut de regrets par les chemins.

« Il me laissa à son neveu, vrai anthropomorphite, qui me revendit tout après la mort de son oncle, parce qu'il ouyt dire comme M. de Breve, ambassadeur pour le Roy en Turquie, venoyt aux bonnes et expresses patentes du grand Turcq pour recouvrer les esclaves chrestiens.

« Un renégat de Nice en Savoye, ennemy de nature, m'acheta

et m'emmena en son « temat », ainsi s'appelle le bien que l'on tient comme metayer du Grand Seigneur : car le peuple n'a rien ; tout est au Sultan. Le « temat » de cestuy-cy estoyt dans la montagne où le pays est extrèmement chaud et désert. L'une des trois fames qu'il avoyt comme grecque chrétienne mais schismatique, avoyt un bel esprit et m'affectyonnoyt fort, et plus à la fin une, naturellement turque, qui servit d'instrument à l'immense miséricorde de Dieu pour retirer son mari de l'apostasie, le remettre au giron de l'Église et me délivrer de son esclavage. Curieuse qu'elle estoyt de sçavoir nostre façon de vivre, elle me venoyt voir tous les jours aux champs où je fossioys, et après tout, me commanda de chanter louanges à mon Dieu. Le ressouvenir du *Quomodo cantabimus in terra aliena* des enfants d'Israël captifs en Babilone me fist commencer avec la larme à l'œil le psaume *Super flumina Babilonis* et puis le *Salve Regina* et plusieurs autres choses, en quoi elle prinst autant de plaisir que la merveille en feust grande. Elle ne manqua point de dire à son mari le soir qu'il avoyt heu tort de quiter sa religion qu'elle estimoyt extrèmement bonne, pour un récit que je luy avoys faict de nostre Dieu et quelques louanges que je luys avoys chanté en sa présence, en quoy, disoyt-elle, elle avait heu un si divin plaisir, qu'elle ne croyoyt poinct que le paradis de ses pères et celuy qu'elle esperoyt un jour fust si glorieux ni accompagné de tant de joye que le plaisir qu'elle avoyst pendant que je louais mon Dieu, concluant qu'il y avoyt quelque merveille. Cestre autre Caïphe ou asnesse de Balaam fict, par ses discours, que son mari me dit le lendemain qu'il ne tenoyt qu'à commodité que nous ne nous sauvissions en France ; mais qu'il y donneroyt tel remède, dans peu de temps, que Dieu y seroyt loué.

» Ce peu de jours furent dix mois qu'il m'entretint dans ces vaines mais à la fin exécutées espérances, au bout desquelles nous nous sauvâmes avec un petit esquif et nous rendismes le vingt huitième de juing à Aiguesmortes et tôt après en Avignon où monseigneur le vice-légat receut publiquement le renégat avec la larme à l'œil et le sanglot au gosier, dans l'église Saint Pierre, à l'honneur de Dieu et édification des spectateurs. Mondict seigneur nous a reteneu tous deux pour nous mener à Rome où il s'en va tout aussitôt que son successeur, à la Triene (terme de trois ans), qu'il acheva le jour de Saint Jehan,

sera venu. Il a promis au penitent de le faire entrer à l'austère couvent des *Fate ben fratelli* où il s'est voué, et, à moy, de me faire pourvoir de quelque bon bénéfice. »

En vérité, comment, après la lecture de cette étonnante et délicieuse lettre, n'être pas forcé de la reprendre pour y cueillir et en faire respirer fleur à fleur toute la modestie, la simplicité, la mesure et la splendeur suave? Et aussi la résignation, la grâce, parfois même la fine malice? Elle est de la bonne langue, aromatique et française de Montaigne. On y respire, plus d'un siècle à l'avance, dans certaines phrases comme celle-ci : « *le peuple n'a rien, tout est au Sultan,* » un parfum de *Lettres persanes* : et tout ce micmac de gentilhomme du Languedoc, de brigantins, d'alchimiste, de renégat, d'esclavage et de conversion, ne serait-il pas, s'il n'était qu'inventé, prétexte à la plus amusante et irrévérente turquerie dans le goût de Voltaire?

Mais il n'est pas question de jolies histoires à rire, ni de contes des Mille et une nuits. Nous sommes plus haut qu'avec Aladin. La lampe qui nous éclaire ici est véritablement la seule à être « merveilleuse » et qui ne s'éteindra pas. Il s'agit de vertus et de celles de Vincent, belles parmi les plus rares. Or sa lettre les contient toutes et les dégage à vous frapper. Elle est la préface de son œuvre et de ses travaux futurs. On y voit l'apprentissage nécessaire aux entreprises de sa charité. Son apostolat s'y indique et s'y ouvre dans l'étendue de ses perspectives. Au cours de cette longue épreuve où il dut accepter la servitude et ses souffrances, être blessé, enchaîné, vendu, revendu, passer du terrible feu des fours à celui du soleil sous lequel il lui fallait pourtant creuser la terre et porter des fardeaux, et puiser encore, en son épuisement, la force de chanter pour la femme du maître !. . C'est à cette école de *sa* douleur méprisée et oubliée, qu'il connut et voulut sentir *la* douleur humaine et conçut de la soulager. *Son* esclavage le tourna, le pencha vers *les* esclaves, tous *les* esclaves, ceux des villes et ceux des déserts. Le jour où, pour la première fois, lui apparurent plus tard les forçats, il ne les découvrit point, il se rappela : « J'en ai été un ». Et comme il avait eu au col et à ses pieds les fers et qu'il en savait la morsure et le poids, il se fit le protecteur et l'ami des galériens et avec eux, de ces Turcs « pires que tigres » qui lui avaient pourtant donné la chasse

en mer, en ce beau jour de juillet que lui, pacifique et joyeux, il voguait vers Narbonne!

Allons au plus profond encore de ces feuillets écrits en un style si sobre, et où sont entassés tant d'événements. Chaque ligne nous y réserve une surprise, une admiration. Nous en restons émerveillés. Pas de révolte ni de plainte. Vincent ne perd jamais confiance. Il s'incline devant son sort, sans que celui-ci l'abatte. Il le salue même en Dieu « *qui a permis* que ces trois brigantins du diable lui fissent la poursuite! S'il parle de soi, c'est le moins possible, et qu'il ne peut faire autrement; et encore il y glisse avec une pudeur où il introduit de la gaîté :... « *et mesme moy qui eus un coup de flèche qui me servira d'horloge tout le reste de ma vie.* » Pour risquer cet aveu, qu'il se fait petit! Ne dirait-on pas qu'il s'excuse de sa flèche, qu'il demande pardon de l'avoir reçue?

Pas n'est besoin non plus d'un grand appel à l'imagination pour se représenter que cette scène de l'attaque en mer dut être une chose horrible. Un carnage. Il y a des deux côtés des blessés et des morts. Le pilote est haché. Les bateaux sont inondés de sang, les pieds nus y clapotent. L'eau, de bleue qu'elle était, tout autour des carènes, est, à plusieurs toises, devenue rouge. Lui, cependant, n'essaie pas de peintures. Il raconte les faits posément, avec sagesse et grand souci de loyauté. S'il peut, sur quelques points, rendre hommage aux ennemis, quoiqu'ils agissent en bourreaux, il n'a garde d'y manquer... (... *donnant néanmoingt liberté à ceulx qui se rendoyent sans combattre*)... Il ne les injurie pas, il n'appelle pas sur eux la foudre divine. Quand ils lui mettent leurs doigts sales dans la bouche et qu'ils lui tordent la langue comme à un veau pour visiter ses dents ou les lui enfoncent dans les côtes pour le tâter, il n'a pas, à ce souvenir, un seul mot de rancune ni même de dégoût; et quand, de ces doigts aux ongles de fauves, ils sondent ses plaies, les fouillent, les agrandissent, il ne crie pas. Aucune indignation de ces manières qu'il escamote et nomme tout bonnement « des brutalités ». Lorsqu'il dit que son premier maître, un pêcheur, fut contraint de se défaire de lui, *pour n'avoir rien de si contraire que la mer*, n'a-t-il pas vraiment, là encore, l'air de nous confesser que c'est bien sa faute à lui, le méchant qui ose se permettre d'avoir le cœur si peu marin? Enfin dès qu'il peut trouver à sortir un petit compli-

ment à l'adresse de ceux dont il s'applique à être le serviteur docile, comme on sent qu'il en est heureux! Son médecin spagirique « souverain tireur de quintessences » lui inspire, malgré les douze fourneaux où, par frénésie de la pierre philosophale, il le fait se griller, des propos pleins d'égards, d'une touchante reconnaissance, et vis-à-vis de son dernier maître « le renégat de Nice en Savoye » il s'exprime, avant même de se douter qu'il aura la joie de le convertir, avec une grande modération. Entre cet homme « ennemy de nature et les trois fames qu'il avoyt » jugez pourtant combien à son âge, vingt-neuf ans, sa position offrait de difficultés! Cependant, il les surmonte à ce point, — ainsi qu'il ne craint pas de nous l'avouer dans la pureté de son cœur, — qu'il conquiert bientôt la sympathie de la grecque schismatique *laquelle avoyt un bel esprit et m'affectyonnoit fort*. Et, chose plus extraordinaire où le miracle éclate, il arrive à toucher *la turque*, l'autre femme, assez profondément pour que, convertie d'abord par lui en secret, elle obtienne ensuite de son mari qu'il rentre au giron de l'Église et se voue à la délivrance de l'homme admirable, dans lequel il ne voit plus à pré ent qu'un envoyé de Dieu digne d'être son maître au lieu de son esclave!

Ici nous gagnons le pathétique. La femme, poussée par une force irrésistible et venant un jour, voilée, — peut-être en se cachant, — rejoindre aux champs dévorés de soleil Vincent qui, tout seul, le front en sueur, s'acharne courbé sur sa bêche et, tandis qu'elle le regarde « fossoyier », n'a même pas l'air de s'apercevoir qu'elle est là; et puis, soudain, sur l'ordre de la néophyte atteinte par la grâce comme d'un coup de lance, et lui commandant *de chanter louanges à son Dieu*, Vincent qui alors lâche sa bêche et, les bras en croix, les joues baignées de larmes, entonne le *Super flumina* d'une voix qui tremble, avec cette turque déjà chrétienne étendue à ses pieds, qui sanglote aussi... Par-dessus tout cela le silence africain, l'azur éblouissant comme le manteau de Marie... les âmes presque libérées des corps, la terre qui disparaît... quoi de plus beau?

Toujours Vincent retrouvera fixées en lui, pour sa vie et pour après sa vie, ces minutes surnaturelles.

HENRI LAVEDAN.

(*A suivre.*)

LA NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE

DEUXIÈME PARTIE (1)

I

Peu à peu, vint une période d'accalmie. Mes tempêtes intérieures elles-mêmes s'apaisèrent, non faute d'aliment, mais parce que j'étais à bout de forces. Je ne dis pas que je m'adaptai : je ne me suis jamais adapté. Seulement, on se décida à me laisser tranquille. Comme je ne réagissais pas contre les brimades, le jeu n'était plus très drôle pour mes persécuteurs. Eugène Henry, lui, avait désarmé les siens en les comblant de chocolat. Et puis enfin l'attention fut détournée de nos personnes par l'arrivée d'un « nouveau », qui fut une véritable révolution pour toute la cour des moyens.

C'était un gars de la campagne d'environ quatorze ans, — ce qui est un grand âge pour un élève de quatrième, — trapu, membru, déjà formé comme un homme, la moustache naissante, agile en ses mouvements et fort comme un bœuf, un type d'une bestialité magnifique. Ce garçon, fils d'un gros cultivateur de la région, s'appelait Hulot, mais nous ne le connûmes guère que sous le nom de Paillasse. On lui avait donné ce sobriquet, qu'il garda jusqu'à sa sortie du lycée, parce qu'il y avait en lui du pitre et du lutteur de foire. Tant d'avantages réunis firent immédiatement de ce Hulot l'idole des multitudes.

Copyright by Louis Bertrand, 1928.

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1927.

Hache-Arthur en fut détrôné, passa au rang de simple lieutenant. C'est Paillasse qui devint le roi de la cour, qui fut le grand organisateur et le grand maître des jeux. Depuis, je découvris que ce gaillard redoutable était aussi poltron qu'il était bête. Sa carrure, ses muscles, ses poings et aussi sa faconde en imposaient. Et ainsi sa domination était acceptée sans conteste. Ce fut ma première constatation de la bêtise et de la lâcheté des masses : l'absurdité de leurs engouements et de leur soumission aux meneurs m'est toujours restée un mystère insondable.

Naturellement, ce jeune hercule aimait les jeux violents et, parmi eux, celui qui m'a toujours paru le plus barbare de tous et qu'on appelait le jeu de l'ours. Je ne sais plus très bien en quoi consistait ce divertissement. Mais je me souviens qu'on s'y bombardait à coups de pelote, — une pelote très dure qui vous mettait le nez en sang, — et que, formant un cercle étroitement joint de cinq ou six joueurs, on devait supporter sur ses épaules de véritables grappes humaines. Le populaire Paillasse donna au jeu de l'ours où il excellait, un prestige et un développement extraordinaires. Cela devint une folie, un déchaînement de brutalité. On ne rêva plus que plaies et bosses, à tel point que l'administration dut intervenir. Bien entendu, je me tenais à l'écart de ces furieux. Et je ne montrais pas plus de goût pour les jeux paisibles, qui, au milieu de l'entraînement général, conservaient encore quelques fidèles : les billes ou le bouchon, où triomphaient ces paysans rapaces et madrés, qui étaient déjà de rudes « gaigneurs ». En réalité, aucun jeu ne m'attirait. Dès cette époque, je me sentais *inamusable*, ainsi que je l'ai été toute ma vie. En outre, j'arrivais à un tournant de mon existence : la crise de la puberté. Une vie nouvelle allait commencer pour moi. Ce qui m'avait amusé jusque-là me devenait insipide. Je cherchais, non sans une obscure souffrance, à quoi j'allais me prendre désormais, et ne le trouvant pas, j'éprouvais un malaise encore inconnu et que je n'ai plus guère eu le temps de connaître par la suite : l'ennui. Aujourd'hui, aux approches d'un nouveau tournant, qui sera sans doute le dernier, voici que je me retrouve dans un état d'âme analogue : une foule de séductions sont épuisées pour moi. Tout un monde se décolore à mes yeux lassés. Sans doute, il est temps de me tourner vers le seul *sérieux*...

Je commençai donc à m'ennuyer et cela d'autant plus que,

moralement, je me trouvais dans une solitude absolue. Pas de confident, pas d'ami, personne même avec qui causer. Henry, mon voisin de classe, malgré son beau veston et son chocolat, ne différait pas beaucoup, en somme, de ces autres enfants de mon pays, qui me paraissaient si complètement des étrangers. Je cherchais un véritable ami. En vain faisais-je des avances à tel ou tel qui me paraissait un peu moins rude que les autres. En vain poussais-je des sondages dans tel ou tel groupe : tous me tournaient le dos. Il y avait des bandes entières qui ne m'inspiraient que de l'aversion et qui, d'ailleurs, étaient fermées comme des franc-maçonneries. Ainsi, la bande des rustres, fils de petits propriétaires ou boutiquiers campagnards, venus de tous les coins de la région et même des départements voisins. La plupart appartenaient à ce qu'on appelait alors « l'enseignement spécial », espèce d'enseignement primaire supérieur. Nous autres, les « classiques », nous n'avions que du mépris pour ces espèces démunies de latin.

Cependant quelques-uns d'entre eux suivaient les mêmes classes que nous. Parmi ceux-là, il y en avait deux avec qui j'essayai d'entrer en camaraderie, l'un et l'autre fils de gros cultivateurs, Marnais de la région des étangs, région forestière aussi, qui s'étend entre Noirlieu et Charmontois-l'abbé. Celui-ci, gros et court, répondait au nom de Toussaint. Les cheveux rouge carotte et le teint cramoisi, il avait l'air d'une tomate ou d'une pomme d'api qui va éclater. Pendant les vacances, il accompagnait son père à la chasse. Ses conversations n'étaient que de putois, de hérissons, de renards et de sangliers. L'autre, Fleury, était long et osseux, un grand nez tout droit, des mains larges comme des battoirs. Il avait toujours, dans la poche de sa veste, une navette, un peloton de ficelle, un couteau à manche de corne et il passait presque toutes ses récréations à fabriquer des verveux. Fleury était pêcheur et ne parlait que de barbeaux, de carpes et d'anguilles. Comme ces deux gars me paraissaient fort pacifiques, j'éprouvais une certaine inclination pour eux. Et puis, à travers leurs propos, il me revenait des parfums agrestes, de bonnes odeurs de granges et de vergers, des visions de coins bocagers ou de rivières poissonneuses, qui réveillaient en moi les premières sensations paysannes de mon enfance. A part cela, rien de commun. Pour moi, la chasse ou la pêche était un jeu d'imagination. Pour

mes deux rustres, c'étaient des opérations qui rapportent. Ils n'avaient à la bouche que les mots de denrées, marchés, concours agricoles, — toutes choses qui me semblaient fort indignes de mon attention. Je ne tardai point à me convaincre qu'il n'y avait rien à faire pour moi, de ce côté-là...

Le clan des riches ne m'attira pas davantage, bien que, tout d'abord, j'eusse espéré trouver près d'eux un peu plus de gentillesse et d'élémentaire éducation. Fils de marchands de bois ou de marchands de vins de la région de Ligny, d'industriels de Saint-Dizier ou de Montiers-sur-Saulx, de filateurs, de corsetiers ou de brasseurs de Bar-le-Duc (ceux-là étaient demi-pensionnaires), ils manifestaient, avec une belle ourserie, un dédain sommaire pour quiconque n'était pas de leur bord. Ils avaient de l'argent dans leur poche : cela se sentait à leurs allures qui étaient déjà celles de jeunes bourgeois très rassurés sur leur avenir et solidement appuyés sur leur bien. Ils formaient la meilleure clientèle du concierge qui, à chaque récréation, s'installait au milieu de la cour, avec une manne garnie de gâteaux et de sucreries. Je les regardais mélancoliquement se bourrer d'éclairs et de pains d'épices. N'ayant pas d'argent (on m'avait donné cinq francs pour mon trimestre : « un sou par jour, comme les soldats », me disait-on, pour m'embellir ma misère, — et déjà ce capital était dilapidé), j'en étais réduit à cette contemplation assurément exempte d'envie, mais non de convoitise.

Ces nababs ne se mêlaient aux autres que pour les jeux : après quoi, ils se retrouvaient entre eux, fermés et inabordables. Parallèle à ce cercle et se confondant parfois avec lui, il y avait encore le clan des Juifs, minorité importante, sinon par le nombre, du moins par la cohésion et par l'argent : fils de marchands de chevaux, de marchands de grains ou de marchands de biens, leurs pères tenaient tout le pays agricole. Ils ne manifestaient, de ce chef, aucune insolence, mais on les sentait sûrs d'eux et de leur force, avec on ne sait quoi d'un peu mystérieux et de vaguement redoutable. Un de ces petits Juifs montrait une figure de chérubin chlorotique, parsemée de taches de rousseur et il portait un prénom qui m'enchantait : Myrtil, — Myrtil Weil, de Saint-Dizier. Son père, je l'appris plus tard, était un gros maquignon de l'endroit. Comme il avait l'air studieux, le nez constamment fourré dans ses

livres, avec une sombre application, je crus, un instant, que nous pourrions lier société. Je fus repoussé dédaigneusement : ce dont je me consolai assez vite. Je ne tardai pas à m'apercevoir que cet adolescent grêle et renfrogné était tout à fait stupide, — d'ailleurs complètement rebelle à la culture classique.

Le groupe qui m'attirait surtout, qui me paraissait le plus brillant, c'était celui des externes : mieux habillés que nous, en général, bien coiffés, soigneux de leur tenue, ils nous offraient le modèle des élégances. Avec cela un air de liberté, de maturité surtout, qui nous éblouissait. Et puis, enfin, ils faisaient nos commissions; ils étaient le trait d'union entre nous et le monde extérieur. Mais ils nous restaient à peu près inaccessibles. Nous ne pouvions nous rencontrer qu'en classe, et, même là, nos communications étaient très surveillées. Aussi ces externes nous apparaissaient-ils dans une sorte de lointain poétique, surtout les plus farauds et les plus délurés d'entre eux.

Enfin, il y avait le clan des Parisiens, pauvre et dénué d'éclat : il se composait uniquement de boursiers et de fils de petits fonctionnaires, que la proximité relative de la ville et la modicité invraisemblable de la pension, — je crois me souvenir qu'elle ne dépassait pas trois cent quatre-vingt-quatorze francs par an, — avaient décidés à mettre leurs enfants au lycée de Bar-le-Duc.

Dès le premier abord, je n'éprouvai que de l'antipathie pour ces étrangers : ils étaient débraillés, malpropres, vêtus de vieux uniformes qu'ils usaient jusqu'à la corde. Ils parlaient un argot inconnu de moi, et ils étalaient un bagout qui me scandalisait. Enfin, par cette seule raison qu'ils étaient Parisiens, ils prenaient des airs de supériorité et de gens entendus en toutes choses, enfin de malins et de premiers moutardiers, qui me les rendaient insupportables. Ma défiance instinctive à l'égard de Paris et des Parisiens me vient sans doute de là...

Ainsi je ne savais à qui me raccrocher. D'ailleurs, je n'avais pas grande envie d'une liaison quelconque. C'était mon premier contact avec le monde. Cette cour des moyens me présentait comme un raccourci du milieu où j'allais être forcé de vivre jusqu'à mon dernier souffle, une image réduite du pays dont j'allais être le citoyen : j'en étais effrayé et dégoûté

d'avance. Et, en écrivant cela, je suis bien sûr de ne pas substituer mon âme désabusée d'aujourd'hui à mon âme d'enfant. Je me souviens très nettement que ma clairvoyance fut alors presque aussi vive qu'à présent et qu'il s'y joignait un sentiment d'amertume et de déception, de douloureuse stupeur devant la cruauté de la vie et la bassesse humaine, que je n'ai jamais plus éprouvé avec une pareille acuité. La lâcheté et la bêtise des foules, exploitées par la ruse finalement triomphante, la stupidité de leurs engouements, de leurs haines et de leurs amours, j'avais cela sous les yeux. L'idole de mes camarades, c'était ce Paillasse, qui ne savait que donner des coups de poings et pousser un gros rire pareil à un hennissement bestial. Encore une fois, quels rapports pouvais-je avoir avec des êtres si différents de moi et dont tout me froissait ? Il me fallait renoncer à toute confiance mutuelle, à toute action sur ceux qui m'entouraient. Autrefois, à Spincourt, surtout dans la compagnie de mon petit ami Jean Louis, j'avais eu le goût du commandement. J'aimais régenter et diriger. Dès le collège de Briey, où je trouvai des camarades qui m'imposaient, qui me paraissaient supérieurs à moi, j'avais rentré prudemment ces instincts. Ce n'était pas ici qu'ils avaient chance de trouver un terrain propice. Alors quoi? . . me renfermer en moi-même, m'abstraire de cette ambiance hostile et rêver!... Mais comment rêver au milieu de petites brutes qui ne cherchaient qu'à me martyriser?

Et puis surtout, j'éprouvais le besoin d'un ami, parce que j'avais au cœur tout un arriéré de tendresse inemployée et que je me sentais à l'abandon. N'en découvrant point, je me serais contenté d'un allié pour faire front avec moi contre l'ennemi. Je n'espérais plus rencontrer cet allié en mon voisin de classe et compagnon de brimades, cet Henry qui portait un si beau veston et dont les poches regorgeaient de chocolat. Il se révélait assez pleutre, prêt à s'agenouiller devant nos tourmenteurs et à me trahir, s'il croyait y voir son intérêt. Avec cela, une sensualité grossière qui me répugnait. Je remarquais que, depuis qu'on nous laissait à peu près tranquilles, il avait cessé complètement ses cadeaux de chocolat. Désormais, il consommait solitairement. Le trait que voici acheva de m'édifier sur la beauté de son âme. Un soir, il revint du parloir ayant au poing une tarte aux groseilles où il mordait jusqu'au

nez. Des groseilles rouges, saupoudrées de sucre, en ce triste mois d'octobre, c'était à mes yeux toute une vision d'été ensoleillé. Et puis, après ces jours de jeûne à la table frugale de l'Université, après une si longue privation de toute friandise, l'eau m'en venait à la bouche. Je ne pus me tenir de demander à cet enfant gâté un petit morceau de sa tarte. L'ayant retirée de sa bouche, il me répondit, de son ton le plus posé et avec un air de résolution inébranlable :

— Non! tu n'en auras pas! Maman me l'a donnée pour moi tout seul. Ça lui ferait trop de peine si elle savait que je l'ai partagée avec toi!

Et, là-dessus, il se remit à mordre dans la belle tarte aux groseilles, si appétissante, et dont le jus lui coulait entre les doigts...

Une telle robustesse d'égoïsme me terrassa. Mais je compris que, désormais, tout était fini entre nous. Cependant nous ne nous séparâmes point tout de suite. Le danger commun nous unissait. Nous continuâmes à causer de choses insignifiantes et à déambuler côte à côte à travers la cour des moyens. Les propos d'Henry m'agaçaient par leur niaiserie et leur snobisme et ils me scandalisaient aussi, car j'étais resté un enfant très candide, par toute une affectation de cynisme et des allures prématurées de grand garçon.

En cet automne de 1878, l'Exposition universelle fermait ses portes. Henry y était allé avec ses parents et il ne tarissait pas sur les merveilles qu'il y avait contemplées. En famille, il avait couru les cafés-concerts et les petits théâtres. C'était le beau temps des « cocottes » et des « gommeux ». Il parlait de tout cela, par ouï-dire, avec aplomb. Des discours pareils me paraissaient affreusement dévergondés. Aux spectacles qu'ils évoquaient dans mon esprit j'ouvrais de grands yeux effarouchés. Quelquefois, l'un ou l'autre des Parisiens, raccroché par Henry, faisait chorus avec lui. On s'excitait mutuellement sur Paris et sur l'Exposition. On fredonnait les refrains à la mode dans les beuglants d'alors. Les tramways à chevaux étaient, en ce temps-là, à leurs débuts. Nouveauté merveilleuse, ils furent, je le crois bien, une des attractions de l'Exposition de 1878. Aussi, gagné par l'enthousiasme général, je me laissais aller à chantonner avec mes camarades, sous l'œil inquiet du surveillant :

V'là le tramway qui passe
Tout le long, le long du boul'vard !...

Pour nous autres provinciaux, ce refrain faubourien avait un petit air révolutionnaire qui nous enthousiasmait. Je goûtais moins une autre scie de beuglant, qui eut, pendant toute l'Exposition, un succès prodigieux. Cela s'appelait : *le Gars de Falaise*. C'était, débitée avec l'accent campagnard, l'histoire d'une rencontre galante, sur le trottoir parisien, et de ses suites bien imprévues :

Su' l' boul'vard La Villette
Je m' prom'nais tout surpris...

Et le gars de Falaise détaillait les charmes de sa conquête :

Elle ôt' sa perruqu' blonde avec ses bigoudis,
Elle ôt' son beau dentier en caoutchouc durci,
Elle déviss' sa jamb', qui tomb' sur le tapis...

Comment ces inepties se sont-elles accrochées à ma mémoire, au point que je n'ai jamais pu les en expulser ? Mes camarades s'en régalaient. Moi, j'en étais offusqué dans toutes mes pudeurs de premier-communiant. Et c'est sans doute pourquoi cette ânerie de café-concert fit une si vive impression sur ma sensibilité : elle me découvrait tout un monde à figure vaguement diabolique et qui m'épouvantait. Et c'est sans doute encore parce que le nom de Paris fut lié, dans mon souvenir, à cette première souillure de mon imagination enfantine, que j'en ai toujours eu peur et que je ne l'ai jamais aimé.

Mes relations avec Henry n'étaient donc que de pure forme ou de nécessité. Après lui, je ne voyais comme camarades possibles que deux ou trois grotesques ou brebis galeuses, presque aussi impopulaires, moquées ou brimées que je l'étais moi-même : un grand garçon de Latour-en-Woëvre, qui s'appelait Legay, osseux et maigre comme son pays natal, avec un long nez pointu aux ailettes dilatées et palpitantes dont il fouillait constamment les cavernes d'un doigt furieux et obstiné, telle une poule qui se gratte le bec, et, au-dessus de ce nez perçant, deux petits yeux noirs qui ne l'étaient pas moins et qui pétillaient de malice. Des gestes bizarres et incohérents, des propos souvent comiques et d'une singulière saveur paysanne, des mots en coups de boutoir qui assommaient et qui transper-

çaient l'adversaire, une gouaillerie continuelle, qui n'épargnait personne : il n'en fallait pas davantage pour exciter le populaire contre lui, Legay passait pour fou, et comme son esprit était absolument rebelle à l'enseignement qu'on nous donnait, en dépit d'un travail acharné et quoiqu'il fût loin d'être un sot, les professeurs avaient décrété que c'était un *minus habens*. On lui avait fait redoubler sa quatrième, de sorte qu'étant déjà en retard pour ses études antérieures, il avait au moins deux ans de plus que la majorité de ses condisciples. Tout cela n'avait pas contribué à adoucir son caractère. C'était toute l'aigreur de la Lorraine lorrainante, avec un fonds de jovialité narquoise et sarcastique : un paquet d'orties, une belle tige de chardons hérissant tous ses dards. Comment apprivoiser cet animal redoutable ? Le premier choc fut rude. Tout de suite j'eus le sentiment bien net qu'entre Legay et moi, il existerait toujours une barrière pleine de piquants. Au fond, ce souffre-douleur me méprisait d'être brimé comme lui par les puissants de la cour : j'étais pour lui une compagnie sans gloire et de nulle protection. Toutefois, il me tolérait à ses côtés. Peut-être était-il secrètement flatté de mes avances et me savait-il quelque gré d'être le seul de tous nos camarades qui parût attacher du prix à sa société.

Société peu glorieuse pour moi aussi ! Après cela, je ne pouvais plus me rabattre que sur un autre toqué de l'espèce de Legay : Jeanmaire, de Sarrebourg, surnommé Éole, à cause de sa bonne figure joufflue (je crois bien que c'était Legay qui lui avait collé ce sobriquet), et Négrel, de Paris, adolescent noiraud et crépu comme son nom, mis en quarantaine par toute la cour à la suite d'une punition excessive infligée, l'année d'avant, à l'un de nous par son oncle, professeur de cinquième au lycée. A vrai dire, il n'y eut jamais grande sympathie entre Négrel et moi. En revanche, j'éprouvais une inclination très vive pour ce cher Éole, dont l'unique ridicule, outre ses joues poupines, était de fabriquer avec de vieilles boîtes à plumes, des clous, des morceaux de bois et de fer-blanc ramassés ou chipés je ne sais où, d'invraisemblables engins très compliqués et qui ne marchaient jamais : il y avait en lui une vocation d'ingénieur. Mais ce qui nous réunissait tous les trois, Négrel, Jeanmaire et moi, après notre commun caractère de persécutés, c'était une sorte de lien national. Au milieu

de tous ces gars du Barrois ou de la Champagne, nous étions des Lorrains de la Moselle ou de la Meurthe. Jeanmaire, qui avait un oncle brasseur à Metz, passait ses grandes vacances à Montigny. Et Négrel, quoique né à Paris, d'un père probablement méridional, était Lorrain par sa mère, originaire de Jarville, aux portes de Nancy. Il avait été élevé à Jarville chez ses grands-parents maternels et c'est là que, lui aussi, il passait la plupart de ses vacances.

A Bar-le-Duc, nous nous considérions comme des exilés. Nos nostalgies de Mosellans et de Nancéens s'exaspéraient mutuellement. Avec Jeanmaire, j'évoquais mon cher Metz, la cathédrale, l'Esplanade, les bords verdoyants de la Moselle, Longeville, Jouy-aux-arches et Scy couronnée de pampres. Négrel nous vantait Nancy, la place Stanislas, la Carrière, le kiosque de la musique et les ombrages de la Pépinière. Comparé à ces splendeurs, Bar nous apparaissait comme un misérable village, une prison boueuse où nous étions captifs et dont nous n'aspirions qu'à nous évader. Parce que nous y étions brimés, notre patriotisme local devenait fanatique et intransigeant. Nous écrasions de nos mépris Bar et les Meusiens : pour nous, il n'y avait que Metz ou Nancy. Le reste du pays n'était pas digne d'un regard. Et, quand nous sortions pour la promenade, nous nous acharnions à dénigrer le pauvre Bar et ses environs. Il est vrai que ces promenades étaient un supplice, surtout pour moi dont les mauvaises jambes ne pouvaient supporter ces marches toujours trop longues, mais qui n'étaient qu'un jeu pour nos camarades campagnards, habitués à courir les bois et à faire des kilomètres à travers champs. Et pourtant les environs de Bar sont charmants. Partout, des verdures forestières, des vallées accidentées, et, sur les plateaux, des horizons immenses, d'une beauté sévère, mais non sans grandeur. Nous ne voulions rien voir de tout cela. Parmi les frondaisons paradisiaques du Bois de la Vierge, ou les noirceurs fantastiques du Val d'Enfer, nous rêvions à la côte de Malzéville ou aux prairies d'Ars-sur-Moselle...

Ces conversations exaltées et surtout le sentiment d'une sorte de complicité avec les deux autres Lorrains m'aidaient à vivre, en dépit du milieu toujours hostile. Négrel, devenu un véritable bouc émissaire, à cause des sévérités de son oncle, était plus molesté que nous. Mais il avait la consolation de sortir

tous les quinze jours chez cet oncle impopulaire. Il en était de même de Legay, que nous considérions comme un allié et qui se mêlait de temps en temps à notre groupe ; ce qui ne l'empêchait pas de nous faire toute espèce d'infidélités, au gré de son humeur fantasque et vagabonde. Nous admirions Legay et nous lui portions envie, parce que son correspondant, qui était son oncle aussi, un commandant en retraite, le faisait sortir avec une ponctualité toute militaire... Ah ! ces sorties de quinzaine, quel crève-cœur pour moi ! Ces dimanches-là, après la messe, ceux qui devaient sortir, sanglés dans leur uniforme et le képi à proximité de la main, trépignaient d'impatience sur les bancs de l'étude, attendant qu'on les appelât au parloir. De temps en temps, le concierge ou le tambour ouvrait la porte avec fracas en jetant un nom. Celui qui était désigné se levait précipitamment, et, nous lançant un regard radieux, ramassant son képi et ses gants, il s'engouffrait dans le couloir, derrière le concierge. J'entendais sonner les gros souliers sur les marches de l'escalier prochain. A de certains moments, c'était, dans les corridors, comme une galopade de poulains en liberté. Alors une illusion insensée s'emparait de moi. Ma mère avait, à Bar, une amie de pension, mariée à un gros négociant de l'endroit, riche, et dont tous les enfants étaient mariés. Elle m'avait présenté à cette amie, lors de notre première visite au lycée. Je m'imaginais que cette personne quelque peu revêche s'était laissé toucher, qu'elle allait me faire mander, moi aussi, au parloir. Le cœur battant, je guettais la porte et l'apparition du concierge ou du tambour. Mais jamais mon nom n'était prononcé. Ces jours-là, le sentiment de mon abandon était si poignant que j'avais toutes les peines du monde à retenir mes larmes.

Ma seule consolation, dans la cour des moyens à demi déserte ces dimanches-là, c'était de parler de Metz et des enchantements de l'Esplanade, avec mon camarade Jeanmaire de Sarrebourg, — autre abandonné, qui ne recevait jamais de lettres et que son oncle de Montigny laissait enfermé au lycée jusqu'à l'ouverture des grandes vacances. Une fois pourtant, je lui vis décacheter une enveloppe très maculée et portant un timbre inconnu de moi. Mon ébahissement fut grand lorsque Jeanmaire me dit que cette enveloppe venait de Valparaiso et que la lettre qu'elle contenait était de sa belle-sœur, Anita, récemment sortie du Sacré-Cœur. Son père, qui était parti pour

le Chili, au lendemain de l'annexion, avait épousé, là-bas, en secondes noces une veuve lotie de plusieurs enfants. Aux dernières vacances, Jeanmaire avait vu, chez son oncle de Montigny, sa nouvelle famille venue en France pour un séjour de plusieurs mois. C'est ainsi qu'il connaissait sa belle-mère, sa belle-sœur, Anita, une jeune Espagnole au teint pâle et aux yeux de velours. Et le pauvre Éole s'évertuait à me décrire les charmes de cette sœur lointaine. Ses grosses joues s'épanouissaient, ses petits yeux bridés s'allumaient d'un éclat insolite. Là-dessus, mon imagination s'enflammait : des pays merveilleux, où sans doute je n'aborderais jamais, se déployaient devant moi, des silhouettes féminines, imprécises et ensorcelantes, commençaient à peupler mes rêves. Dans ces moments-là, j'aurais volontiers embrassé Jeanmaire. J'aurais voulu l'avoir pour ami et pour confident : il avait le cœur excellent, il était fertile en inventions et en bizarreries. Et puis ce prestige des pays inconnus !... Mais, avec cela, d'une légèreté, d'une mobilité d'impressions et d'idées, qui décourageaient tout attachement ! une vraie tête de linotte, une girouette qui tournait à tous les vents. Éole n'était pas un vain nom...

Alors, de le sentir si loin de moi, j'allais me blottir derrière le mur de la chapelle, un endroit à peu près solitaire, surtout ces dimanches de sortie. Et là, les pieds dans la boue, je contemplais la côte de Behonne et le talus du chemin de fer, en attendant la fin de la récréation. Entre midi et une heure, un rapide passait à une assez vive allure, bien qu'il ralentît déjà pour entrer en gare : c'était ce que nous appelions l'express de Paris ! Dans un éclair, j'apercevais les capitonnages des premières classes. Les stores claquaient au vent, des coups de sifflet déchiraient l'air, comme des appels pressants et passionnés. Quelle vision et quelle blessure pour moi ! Toutes mes nostalgies se déchaînaient. Ah ! quand partirais-je, moi aussi ?... Je rentrais en étude comme hébété et je m'ensevelissais dans mes cahiers et dans mes dictionnaires, pour tuer mon chagrin...

* * *

Même en cette triste salle, où le gaz nous rôtissait le crâne, tandis qu'un lourd poêle de fonte nous asphyxiait, dans cette étude qui était mon unique refuge contre la pluie, la boue de

la cour, la brutalité des camarades, je ne goûtais qu'une paix relative. Sous la conduite de Hulot, dit Paillasse, vrai chef de bande, les chahuts avaient repris de plus belle. Monsieur Wiart, notre pion, était débordé. Le soir, au dortoir, de véritables batailles rangées se livraient dès l'extinction des feux. Les couvertures, les traversins, les bonnets de coton s'entrecroisaient en un bombardement continuel. Le malheureux pion n'osait pas se plaindre dans la crainte d'être renvoyé. Mais cela finit par prendre de telles proportions que l'administration se décida à sévir. Monsieur Wiart passa dans la division des petits, et le proviseur, après une mercuriale des plus sévères, nous annonça que puisque nous étions de véritables bandits, de petits goujats indécrottables, nous allions être traités en conséquence. Nous allions avoir un dompteur qui nous materait...

En effet, le lendemain, le dompteur fit son entrée en étude. Au premier aspect, j'en eus horreur. Une espèce de Kalmouk au poil fauve, un cosaque armé du knout, un tortionnaire moscovite : je pensais à tout cela en le voyant. Et dès les premiers mots qu'il prononça, un silence de mort s'établit soudain. Pour moi, c'était le régime de la terreur qui commençait...

II

Au fait, pourquoi parler de ce misérable? Bien qu'il ait été pour moi une manière de bourreau, je n'éprouve pour lui que de la pitié. Mais je ne l'ai jamais oublié. Les enfants, naturellement ingrats, peuvent oublier le bien : ils n'oublient jamais le mal qu'on leur a fait. Considérés par les grandes personnes, ces froissements puérils paraissent assurément bien peu de chose. Tout dépend de l'acuité avec laquelle ils sont ressentis. Or, dans une sensibilité neuve, comme celle d'un enfant, les moindres traits font une profonde blessure, produisent un retentissement souvent très disproportionné avec sa cause. Quoi qu'il en soit, personne ne m'a humilié et blessé comme cet homme. Personne ne m'a rendu la vie plus dure. Il a contribué certainement à m'assombrir, à me mettre plus d'amertume dans l'âme et à me rendre plus vulnérable. Je porte encore, dans ma sensibilité exaspérée, les stigmates de ces mains brutales.

J'en parle aussi, parce que cet épisode de ma vie m'est une

nouvelle preuve du peu d'influence qu'ont la volonté et l'intelligence conscientes dans la direction d'une destinée. Si, à ce moment-là, je ne me suis pas abandonné à quelque résolution extrême, comme de m'enfuir du lycée, ou de me laisser périr de faim ou de désespoir, c'est que des motifs obscurs et tout-puissants ont agi à mon insu. J'ai beau avoir beaucoup de bon sens et un impérieux sentiment du devoir, à la lorraine, ma sensibilité surexcitée me joue de tels tours que les meilleures raisons du monde ne m'ont jamais détourné des pires coups de tête. Pourtant, cette fois, comme en quelques autres crises graves, j'ai tenu le coup, ou plus exactement, j'ai été sauvé de moi-même, je ne sais comment ni par qui. Et qu'on ne croie pas que j'exagère, en employant des expressions si tragiques, que je m'attendris à distance et en imagination sur le malheureux sort d'un adolescent, qui, somme toute, prenait philosophiquement les choses. Je suis bien sûr de n'avoir jamais souffert comme en cette première année de Bar-le-Duc. Et si j'ai tant souffert, c'est par la faute de cet homme.

Qu'avait-il donc de si terrible? Je ne saurais le dire. Toujours est-il qu'il m'inspirait un véritable effroi, comme une sorte de génie du mal acharné à me nuire. Son seul aspect physique me glaçait. Sous le dard magnétique de son gros œil vert à la cornée striée de jaune, j'étais l'oiselet qui se débat sous la fascination du serpent. Et pourtant il n'était pas précisément laid : il me paraissait effrayant et repoussant. Ce qui lui donnait son air terrifiant, c'était le poil fauve de sa barbe et de ses moustaches et surtout ses gros yeux, d'une dureté presque animale. Autrement, il avait les traits du visage assez réguliers et même fins, était bien proportionné de sa personne. Lorsque son doigt me désignait un pâté sur ma copie, j'avais remarqué aussi que ses mains étaient fort belles, quoique les ongles très longs fussent noirs de crasse. Il inquiétait par la souplesse féline de ses mouvements, sa façon de glisser, de ramper, de bondir et de surgir à l'improviste. C'était un mélange de tartuferie et de crapule, on ne sait quoi d'ecclésiastique et d'apache. Venait-il du séminaire, lui aussi, comme son prédécesseur? En tout cas, il avait une façon vaguement cléricale de se passer les mains l'une sur l'autre ou de les fourrer frileusement dans ses manches, de marcher l'échine basse, l'air confit, pour se redresser brusquement comme un

chat qui saute sur sa proie. Avec cela, une odeur de chien mouillé et de linge malpropre. Un unique pantalon effiloché et luisant d'usure, un vieux veston boutonné jusqu'au col, sans doute pour masquer l'absence de chemise. Mais, campé fièrement sur son crâne tonsuré, un haut-de-forme graisseux, auquel il tenait comme à un insigne honorifique : en ce temps-là, le gibus anoblissait. Et, par-dessus tout, une puanteur de tabac, de vinasse et d'alcool, une ignoble haleine qu'il nous soufflait à la figure, en nous faisant réciter nos leçons, car il aimait les petits verres autant que les grands.

D'où sortait cet individu? Certains affirmaient que c'était un moine défroqué ou un prêtre interdit. Mais, quoique doué d'une calligraphie de sergent-major, il savait à peine l'orthographe et paraissait ne rien comprendre au latin facile de nos auteurs. D'autres le tenaient pour un ancien gardien de prison, un vieux brisquard de l'infanterie de marine, que le proviseur avait fait venir tout exprès de Brest pour nous mater. En dépit de toutes nos curiosités, il nous restait mystérieux autant que louche. Nous ne savions rien de lui. Son nom même nous semblait un masque, un faux visage, étranger à sa personne. Mon ami Legay, doué du génie des noms, l'avait surnommé *le Robre*, à cause de son poil rouge, sans compter que ce mot exprimait à merveille ce qu'il y avait de feutré et de félin dans sa démarche. Pour moi, ce nom de « Robre » me peignait une espèce de monstre, et, — sans doute à cause de la consonance, — quelque chose comme un ogre affamé de chair fraîche...

Qu'on m'eût infligé la présence et l'espionnage perpétuels de cet individu, qu'on m'eût enfin mis sous sa coupe, cela me révoltait, en blessant tous mes sentiments de justice. Qu'avais-je fait pour mériter ce garde-chiourme? Que mes camarades turbulents et brutaux eussent besoin de la trique d'un négrier, c'était bien possible. Je jugeais même, dans le fond de mon cœur, qu'ils ne l'avaient pas volé. Mais, moi qui étais certainement le plus sage et le plus tranquille de toute l'étude, le plus désireux d'apprendre et de bien faire, quelle maladresse inique, quelle dureté barbare de me brutaliser ainsi, de me soumettre à un régime qui ressemblait à celui des maisons de correction!

Et ce qui m'indignait le plus, c'était l'hostilité évidente que

me témoignait cet affreux Robre. C'était à moi qu'il réservait toutes ses rigueurs. Sans aucun doute, il me détestait, — d'instinct, avec cette haine sauvage des natures animales qui voudraient supprimer d'un coup ceux qu'ils sentent d'une autre race, d'une autre âme que la leur. Sans doute aussi, il lisait dans mes yeux une réprobation muette, la condamnation de sa bassesse et de ses sévérités absurdes. Je lui renvoyais, dans un regard, un portrait peu flatté de lui-même. Et, de même que Monsieur Wiart, son prédécesseur, ce pion cruel me considérait comme un faible, parce que je souffrais en silence. Lui aussi, il abusait lâchement de ma prétendue faiblesse. Je constatais en revanche qu'il avait presque de l'indulgence pour les mauvais gars, qui, autrefois, sous le débile Wiart, organisaient les chahuts. Ses favoris, c'étaient les Paillasse et les Hache-Arthur. Il avait même des égards tout particuliers pour un garçon bravache et hâbleur, au caractère de policier, volontiers sectaire et délateur, le fils d'un médecin de village, qui passait, en ce temps-là, pour un rouge et un mangeur de curés, et qui devait se présenter aux prochaines élections législatives. Le Robre, prudent, ménageait en lui le fils d'un futur député.

Mais ce qui l'irritait surtout contre moi, c'est que je trouvais le moyen d'échapper à sa tyrannie par un air d'indépendance et de fantaisie, — ne fût-ce même que par mes perpétuelles rêveries, qui se poursuivaient entre les pages d'un dictionnaire négligemment feuilleté ou sur un livre ouvert où je feignais d'apprendre une leçon. Il y avait en moi une liberté irréductible qui se riait de lui. Il s'acharnait à la tuer. Il punissait impitoyablement ce qu'il appelait mes flâneries, s'évertuant à me faire travailler à heure fixe comme un manœuvre et à me maintenir tête baissée sur mes devoirs : c'était comme un duel entre nous. Et il s'enrageait de me voir lui échapper toujours. Il me faisait une véritable torture de la récitation de mes leçons. J'ai toujours eu très bonne mémoire, mais avec une tendance, évidemment fâcheuse, à m'affranchir de la lettre, à mêler du mien aux textes que j'apprenais par cœur, et cela en toute inconscience, uniquement parce que cela me paraissait mieux sonner ainsi. Le Robre y voyait une marque de stupidité. Et, comme je ne me corrigeais pas, malgré ses punitions et ses mauvaises notes, il avait fini par me faire douter de mon intelligence, par me per-

suader que j'étais dénué de tous moyens et que je n'arriverais jamais à rien. En revanche, des imbéciles authentiques étaient proposés par lui pour le tableau d'honneur...

* * *

Sous une telle contrainte, je pris de plus en plus l'habitude de me renfermer en moi-même, de ne rien manifester de mes sentiments, puisqu'ils étaient toujours interprétés comme coupables ou suspects, de n'attendre du dehors que contradiction et hostilité ! Pendant des années, j'allais vivre dans un grand désert de tendresse. A défaut d'affection, j'aurais au moins souhaité un peu de bienveillance, un intérêt quelconque pour l'être pensant et sentant que j'étais. En vérité, on aurait dit que je n'avais pas d'âme, ou on faisait comme si je n'en avais point. Cela n'existait point, cela n'entrait pas dans les préoccupations de nos dirigeants. Rien de généreux, rien de nourrissant pour mon être intime ne me venait de mon entourage. Mes maîtres ne tenaient nul compte de ma sensibilité. Pas ombre d'enseignement moral, pas d'éducation au sens élémentaire du mot. Nous ne savions pas ce que c'était que la civilité ou la tenue. Nous étions fort mal élevés, ou plutôt nous n'étions pas élevés du tout. On ne se préoccupait que d'exercer notre mémoire, ou les formes les plus serves de notre intelligence, — enfin que d'appliquer un programme d'études, ou une discipline tout extérieure.

De mes supérieurs je n'avais nul secours à attendre. Notre proviseur, l'excellent Monsieur Bergerot, avec son haut-de-forme en bataille et ses favoris en nageoire, semblait surtout absorbé par le souci de sa famille qui, en vérité, lui était une lourde charge. En dehors de cela, il s'abîmait dans la paperasse administrative, avec des à-coups, des velléités d'indépendance qui avaient dû nuire à sa carrière. Des velléités d'élégance aussi, de certaines prétentions mondaines. On sentait l'ancien précepteur, qui a vécu quelque temps de la vie de château et qui est resté ébloui par les parents de ses élèves. Il planait au-dessus de nous, ne daignait pas descendre de ce qu'il appelait son Olympe, se bornant, quand il était de bonne humeur, à nous tapoter les joues du bout du doigt, en disant : « Tatatata !... » Et il passait, en coup de vent, le gibus incliné sur l'oreille. Quant au censeur, c'était le règlement fait homme. Il était nouveau

parmi nous. Son prédécesseur, le beau censeur à moustaches brunes, nous avait quittés dès les vacances de la Toussaint, expédié dans un lycée de première classe. Celui-ci, gros Lorrain de la Lorraine allemande, avait une taille et une encolure de cuirassier, une voix de commandement qui nous faisait trembler dans nos souliers. Il s'appelait Monsieur Falk et était originaire de Gross-Bliederstroff, près Sarreguemines. Quand nous nous plaignions à lui d'une punition injuste, il nous éconduisait à l'aide du dilemme suivant :

— De deux choses l'une : ou vous avez causé, ou vous n'avez pas causé !... Si vous n'avez pas causé... Mais vous avez causé ! Alors, de quoi vous plaignez-vous ?...

En général, ses raisonnements étaient de cette force-là. Au demeurant, un très brave homme, sauf qu'il était inflexible sur la discipline. Avec cela, beau buveur et solide mangeur. Célibataire, Monsieur Falk réunissait de temps en temps quelques amis pour ripailler à huis clos.

Un abîme me séparait de ces personnages. Je n'aurais jamais eu l'idée de m'adresser à eux pour un conseil, ou dans une crise de découragement. La discipline universitaire, en ce temps-là, n'avait rien de paternel.

Dans ma détresse, j'eus, un instant, l'idée de me retourner vers notre aumônier, le bon abbé Hubin, qui pourtant ne cherchait point à m'attirer, pas plus qu'aucun de nous. Je crois, du reste, que l'administration eût très mal vu ses familiarités avec des élèves. Cela eût passé pour de la pression cléricale. D'ailleurs, ses allures un peu vulgaires et ses histoires grasses me déplaisaient. Il avait une façon vraiment bien singulière de faire ses cours d'instruction religieuse. Cela durait tout juste une demi-heure, une fois par semaine. Le pauvre homme n'avait sur nous aucune espèce d'autorité. Il était entendu que cette demi-heure de cours ne pouvait être qu'une partie de chahut. Aussi un maître d'étude assistait-il toujours à cette conférence pour maintenir un ordre que l'abbé était incapable d'assurer, — un ordre tout relatif, d'ailleurs : car, malgré la présence d'un surveillant, nous n'avions aucune espèce d'égards pour ce professeur en soutane. S'occupant d'exégèse et d'histoire religieuse, il nous faisait part de ses recherches personnelles, ou nous servait par tranches ses vieux cours du séminaire. Tout cela, beaucoup trop fort pour nous

passait par-dessus nos têtes de petits élèves de quatrième. Nous n'y comprenions goutte, cela ne nous intéressait pas. Et, sans aucun ménagement, nous le faisions comprendre au bon abbé Hubin. Lui, ayant l'air de demander grâce, commençait en ces termes :

— Nous disions donc, la dernière fois, que Sérapion d'Antioche...

De tous les bancs des protestations partaient :

— Non, non ! nous ne voulons pas de Sérapion !... M'sieu, racontez-nous une histoire !...

Le malheureux essayait de poursuivre :

— Nous disions donc que Sérapion d'Antioche...

— Non ! non ! une histoire ! une histoire !...

Et l'abbé était obligé de s'exécuter : c'était généralement une grosse farce, scatologique à souhait, qui obtenait un succès de fou rire... Après quoi, l'infortuné narrateur avait le droit de continuer son cours :

— Je vous disais donc que, pour l'authenticité des Évangiles, les preuves extrinsèques...

Mais, au bout de quelques minutes, le maître d'étude qui nous surveillait tirait sa montre : la demi-heure réglementaire était écoulée. L'aumônier rengainait ses notes, bredouillait un bout de prière, et, dans un grand tumulte, nous enjambions les bancs et les tables pour regagner notre quartier. Pendant cinq ans de lycée, je n'ai jamais reçu d'autre instruction religieuse...

* * *

Je n'avais rien à attendre non plus de mes professeurs : nul stimulant, nulle aide morale. Rien de tout cela ne faisait partie de leur rayon. Pas même un effort pour nous donner le goût des choses de l'esprit, ou faire parvenir jusqu'à nous un peu de l'âme des auteurs, qu'ils se bornaient à nous expliquer littéralement. Quand je songe que nous traduisions alors les *Églogues* de Virgile, les charmantes et amusantes *Métamorphoses* d'Ovide et le joli grec de l'*Anabase*, — et que nul trait de ces aimables livres ne paraissait toucher nos maîtres ! Tous ces textes, ce n'était, pour eux et pour nous, que de la grammaire appliquée. Et pourtant, je me souviens que, malgré l'abrutissement où je sombrais alors, je fus singulièrement frappé par

certains détails du sobre récit de Xénophon : les jardins de Babylone, les oasis du désert mésopotamien, les nuées de passereaux que les soldats prenaient au filet et le cri des mercenaires en apercevant la ligne bleue du Pont-Euxin : « Thalatta ! Thalatta !... » Ces légères images, c'était un petit butin de réserve que je devais utiliser plus tard.

Le vieux Riquet, notre professeur de quatrième, n'avait aucun souci de ces choses. Mais c'était un excellent maître de grammaire et un disciplinaire incomparable. Pour moi, bien qu'il m'ait toujours traité assez durement, je lui garde une reconnaissance à cause de quelques jolis souvenirs et de quelques bons enseignements qu'il m'a laissés et dont assurément il n'eut jamais conscience.

D'abord, ce n'était pas un mauvais homme, malgré ses aigres paroles en jet de vinaigre ou en coups de martinet. Et puis je lui savais gré de garder, au milieu du débraillé et de la négligence universitaires, une certaine correction de tenue : jaquette de drap marron en hiver, jaquette d'alpaga en été, une petite cravate de soie noire autour d'un faux-col toujours frais, telle était sa mise invariable. A portée de sa main, sur le rebord de sa chaire, une bonbonnière de corne, où il puisait des boules de gomme, qu'il suçait avec tel air de jouissance que j'en défaillais de convoitise. Enfin, c'était un bourgeois honorable, et, comme on disait, « bien posé », possédant à la ville haute (qu'il appelait doctement « l'Acropole ») une fort curieuse maison bâtie sur les anciens remparts et d'où l'on dominait tout le reste de la ville et les coteaux avoisinants. Cette maison de l'Acropole, que nous nous montrions au cours de nos promenades, faisait travailler mon imagination, de même que le jardin du vieux Riquet, un jardin à pavillon, sis en bordure de la route de Véel et que, plus tard, je me représentai comme un jardin des *Géorgiques*, plein de thyrses fleuris, de grands lis et de ruches d'abeilles. Nous savions que, les dimanches et les jeudis, le vieux Riquet y travaillait de ses mains, comme le vieillard de Tarente. Cela me poétisait un peu ce pédagogue renfrogné. Je le voyais taillant ses rosiers, émondant ses vignes. Car il était aussi vigneron et pressait lui-même son vin, un vin fameux, dont il était fier et dont il ne parlait qu'avec des mines gourmandes... Un jour d'octobre, en pleine classe, le proviseur Bergerot, qui était entré à l'improviste

et qui était en veine d'amabilité, lui demanda avec une amicale brusquerie :

— Eh bien ? Et vos vendanges ?... votre vin nouveau ?

— Monsieur le proviseur, répondit le vieux Riquet, d'un ton pénétré, il est doux comme le miel !

De la pointe acérée de sa langue, il humecta le bord de ses lèvres minces, puis il la rentra et ferma la bouche, comme recueilli dans la pensée de ce nectar.

« Il est doux comme le miel ! » ces simples mots sont restés à tout jamais dans mon souvenir, à cause de l'accent quasi religieux que le bonhomme sut y mettre.. Ce n'était pas seulement l'accent du propriétaire, c'était celui du traducteur de Virgile, qui, à son insu, parlait sous la dictée des beaux vers qu'il était incapable de nous faire admirer.

Telles étaient les humbles récréations que, sans le vouloir, le vieux Riquet donnait à mon esprit déprimé par les besognes scolaires. Mais il a fait mieux. Personne n'avait comme lui le sens du caractère auguste de ses fonctions et de l'éminente dignité du latin. Je lui dois d'avoir compris et senti cela dès ma quatrième : que le latin est une langue à part, une langue aristocratique, de même que le Romain est un peuple à part, le seul peuple, parmi nous autres Occidentaux, qui ait été véritablement souverain. Je me rappelle toujours avec quelle émotion j'entendis le vieux Riquet, après nous avoir résumé les invasions barbares, terminer par cette phrase son cours d'histoire romaine :

— Mais Rome est immortelle ! *Capitoli immobile saxum!*..

Le jour où j'entendis cela ne fut pas, pour moi, un jour ordinaire.

***

Le vieux Riquet était notre professeur principal. Nous avions aussi un professeur de mathématiques, qui répondait au nom élégant de Pitoiset : gros méridional trapu et poilu, rond comme une boule, qui semblait rouler sur de courtes jambes en colonnes torses. Celui-là eut tôt fait de m'enlever toute illusion sur mes aptitudes en mathématiques et, d'une façon générale, en matière de sciences. Ce furent les beautés de l'arithmétique qui m'ouvrirent les yeux, mais surtout la théorie de la multiplication, dont je me souviens comme d'un effroyable

casse-tête. Jusque-là, quand on m'interrogeait sur mes projets d'avenir, je répondais que je voulais être tantôt polytechnicien, tantôt saint-cyrien, suivant que le claque ou le casoar m'éblouissait davantage. J'appris alors ce que c'était réellement que Saint-Cyr et Polytechnique. Du moment qu'il y fallait tant de mathématiques, je battis prudemment en retraite et me rejetai provisoirement sur la médecine, parce que je savais vaguement que les mathématiques pures y tenaient moins de place, et enfin parce que j'avais un cousin qui, pour lors, étudiait la médecine à Nancy : comme tous les enfants, je n'avais d'autre ambition que de faire ce que faisaient, autour de moi, les grandes personnes.

Dorénavant, les mathématiques devinrent le cauchemar de ma vie d'écolier, l'enfer de mes études. J'admettais à la rigueur les autres sciences, je n'étais pas absolument nul en physique et en histoire naturelle, mais les mathématiques m'inspiraient une insurmontable répulsion. M'y soumettre était, pour moi, une véritable torture intellectuelle. D'instinct, j'ai toujours répugné à l'abstraction comme à une sorte de mort de l'esprit. Ces formules purement logiques me paraissent vides de toute réalité. Il me faut le concret, la réalité vivante, agissante et tangible. Ou bien, si j'accepte l'abstrait et si j'y recours moi-même, c'est à condition d'y sentir ou d'y loger une réalité toujours contrôlable. J'entends bien que les mathématiques s'appliquent aussi au réel. Mais les relations purement logiques des choses ne me suffisent pas : il me faut les choses elles-mêmes, les choses tout entières. Quand je ne possède pas l'objet tout entier, il me semble que je n'ai rien dans l'esprit. Aussi, dès ce temps-là où je peinais sur la théorie de la multiplication, déjà j'inclinais à croire que les mathématiques sont les ennemies de la réalité. Mon proviseur Bergerot, averti par le Robre de mes interminables rêveries en étude, n'y vit d'autre remède qu'un solide régime de mathématiques :

— Cela lui mettra quelques grains de plomb dans la tête ! affirmait-il avec Pitoiset aux jambes torses.

Ces grains de plomb m'épouvantaient. Que les mathématiques contribuent à équilibrer une intelligence et à lui donner du poids, c'est bien possible. Mais ce n'est pas précisément ce que voulait dire mon proviseur. D'accord avec l'opinion commune, il croyait que les mathématiques rendent l'esprit plus

positif, en même temps que plus juste, et qu'elles ramènent les rêveurs à la réalité. Or, j'ai constaté que la plupart des mathématiciens que j'ai connus, parmi mes camarades de Normale ou de Polytechnique, étaient les cerveaux les plus chimériques et, quelquefois, les plus fols du monde. Volontiers, ils habitaient la région des nuées. Tels ils étaient au sortir du collège, tels ils restent dans la vie, à moins qu'ils ne sortent de leurs cadres pédagogiques ou administratifs, pour se mêler au monde des affaires ou à des humanités très différentes de la leur.

Quand j'étais, au lycée de Bar-le-Duc, sur les bancs de la quatrième, je ne songeais certes pas à cet irréalisme des mathématiques. Mais l'horreur que j'éprouvais pour elles n'était que le pressentiment de la servitude intellectuelle que représentent pour moi les méthodes scientifiques exagérées ou mal comprises. L'esprit « scientiste » ou, comme nous disions à l'École normale, « l'esprit scientifard », dont nous voyions la parfaite incarnation dans l'esprit « sorbonnard », est, pour l'intelligence, un des plus grands dangers que je connaisse. Un gouvernement qui s'inspirerait de ses principes, qui aurait la prétention d'être strictement scientiste, aboutirait à une effroyable compression, à la pire des tyrannies, celle de l'âme et de la pensée. Chez nous, sous le Directoire et sous le premier Empire, il y eut un essai plus ou moins systématique de ce régime abrutissant. Lamartine, qui était collégien en ce temps-là, nous en a gardé le souvenir dans des pages encore toutes frémissantes de révolte. Il parle avec indignation de « *ces hommes géométriques qui, seuls, avaient alors la parole et qui nous écrasaient, nous autres jeunes hommes, sous l'insolente tyrannie de leur triomphe, qui croyaient avoir désséché pour toujours en nous ce qu'ils étaient parvenus, en effet, à flétrir et à tuer en eux, toute la partie morale, divine, mélodieuse de la pensée humaine. Rien ne peut peindre à ceux qui ne l'ont pas subie l'orgueilleuse stérilité de cette époque. C'était le sourire satanique d'un génie infernal, quand il est parvenu à dégrader une génération tout entière, à déraciner tout enthousiasme, à tuer toute vertu dans le monde...* » Ces lignes du grand poète romantique, qui précisément s'est efforcé de ranimer chez ses contemporains « cette partie divine et mélodieuse de la pensée humaine », — ces lignes, que je viens de relire, m'ont paru toutes fulgurantes d'actualité. C'est moins la France impériale

qu'elles stigmatisent que l'odieuse et pédantesque barbarie des Soviets. Et c'est sans doute pourquoi je sentais peser sur mes épaules un poids si lourd, lorsque, petit écolier du lycée de Bar, j'écrivais la théorie de la multiplication sous la dictée de l'énorme Pitoiset, qui, tout en dictant, arpentait la salle et faisait rouler ses gros mollets sous le drap tendu de son pantalon trop court. Ces grosses jambes torses me paraissaient d'affreux pilons qui écrasaient impitoyablement, à chaque pas, tout ce que j'aimais et tout ce qui m'exaltait au monde...

* * *

Après ces deux professeurs principaux, je ne mentionne les autres que pour mémoire, les professeurs de musique, de dessin, de gymnastique, qui d'ailleurs étaient traités en parents pauvres par leurs collègues titulaires d'une classe ou d'une chaire. Ces obscurs fonctionnaires ne signifiaient pour moi qu'un morne ennui, ou de désagréables corvées. Et pourtant lorsque j'étais livré à moi-même, à Spincourt comme à Briey, je dessinais et coloriais avec ferveur. Je peux dire que le crayon et le pinceau ont été mes premiers moyens d'expression. Notre professeur, le père Maigrat, m'en dégoûta à tout jamais : condamné par lui, comme incapable, au dessin d'ornement à perpétuité, obligé de copier à chaque séance des oves et des volutes, je rusais pour me faire dispenser de ces vains exercices, qui m'étaient le plus assommant des pensums. Quant à la gymnastique, mes camarades de Briey m'en avaient, à un certain moment, donné le goût. Mais j'ai toujours quitté assez vite les jeux ou les travaux où je n'excellais point. A Bar-le-Duc, notre maître de gymnastique, le brave père Pulicani, ancien voltigeur de la garde et, je crois bien, capitaine de pompiers, me condamna, lui aussi, à perpétuité, à la corde à consoles et à la perche au mur. Suprême désenchantement! Toutes les issues, par où ma fantaisie eût pu s'échapper, m'étaient désormais closes. Tout ce qui aurait pu me récréer, me détendre ou m'exciter l'esprit, m'était interdit, ou me devenait fastidieux!

J'allais devenir de plus en plus une machine à confectionner des devoirs ou à réciter des leçons. En élève bien sage, je m'abrutissais consciencieusement sous la discipline. Et dans cette tristesse, cette solitude et cette privation de tout, je ne goûtais même pas la tranquillité du cancre, étant terrorisé par

le cruel Robre, toujours acharné à me prendre en faute. Je crois que je touchai alors le point le plus bas de mon existence. Cette année de quatrième, ce fut mon point mort. Plus d'élans de cœur ou d'imagination, plus de ces intuitions étranges qui avaient illuminé ma petite enfance et donné le premier branle à mon esprit. La beauté me devenait de plus en plus étrangère. C'était l'Église qui m'en avait apporté la révélation. Et voici que je me détournais d'elle et qu'en m'en détournant je tarissais en moi des sources de hautes émotions. Que dis-je? Le premier amour que j'eusse manifesté, c'était celui des livres, — et ma première vocation, mon premier geste spontané, c'avait été d'écrire des livres. Et voici que je les avais presque en aversion. Pour moi, c'était la fin de tout!...

* * *

Pourtant, deux éclairs traversèrent cette nuit opaque, ou plutôt deux points lumineux. Événements bien minimes, en vérité, et dont je m'étonne de me souvenir encore, mais qui prennent une valeur dans l'insignifiance de ma vie d'alors. Au milieu de cette aridité désolante, ce furent quelques minutes de rafraîchissement et de libération : un souffle purifiant venu du dehors, un essor vite comprimé de mon imagination engourdie.

Voici : au printemps, nous reçûmes la visite de MM. les inspecteurs généraux. Grand branle-bas et grande émotion dans tout le lycée. Le proviseur Bergerot, plus agité que jamais, parcourait les couloirs et les salles d'étude, le haut-de-forme penché sur l'oreille comme une tour de Pise. Le censeur Falk inspectait les cours et les plus noirs retraits, et sa vaste redingote, — comme battue par des vents orageux, — s'enflait autour de sa volumineuse personne. Pour moi, j'étais en tremblement, à la pensée de ces visiteurs illustres autant que redoutables.

Un beau matin, la porte de notre classe fut poussée violemment : un garçon parut, brandissant à bout de bras une petite table couverte d'un tapis vert, la table officielle, que nous appelions irrévérencieusement « la table à poux », puis trois chaises autour, l'une pour l'inspecteur général, l'autre pour l'inspecteur d'académie, la troisième pour le proviseur. Du haut de sa chaire, le vieux Riquet, fort mal à l'aise, considérait tout cela comme un condamné qui assiste aux apprêts

de son supplice... Quelques instants après, la porte se rouvrit, et nous vîmes s'avancer un petit vieillard au teint frais et à la barbe neigeuse, l'air d'une souris blanche. Il tenait d'une main un journal et de l'autre, un bouquet de violettes. Le visage décomposé, comme bouleversé par un trouble intérieur, il s'arrêta au milieu de la salle et, à la stupéfaction de tous, il prononça ces paroles :

— Messieurs, le Prince impérial est mort!...

Et, d'une voix tout à coup brisée par un sanglot :

— C'était mon élève! Laissez-moi pleurer!...

Là-dessus, il fondit en larmes, et il porta à ses lèvres le petit bouquet de violettes.

Ce fut un véritable coup de théâtre. Certains d'entre nous ricanaient stupidement. Le vieux Riquet avait pris une figure de bronze. Le proviseur et l'inspecteur d'Académie étaient affolés d'un tel scandale : pouvaient-ils s'associer à cette manifestation bonapartiste? Et d'autre part, pouvaient-ils avoir l'air de blâmer un si puissant personnage? Cela tournait à la comédie... Mais le vieux sécha ses pleurs, déploya des paperasses sur la table verte, et cette belle émotion se noya dans du grec et du latin.

Je n'ai jamais revu ce vieil inspecteur général. Depuis, j'ai appris qu'il s'appelait M. Deltour et que, cette année-là, il allait être mis à la retraite : ce qui expliquerait peut-être l'audace de son geste, en un temps où tous les Napoléons étaient exécrés et honnis. Mais je ne veux pas penser à ce détail mesquin. Je ne veux voir que la noblesse et la beauté de ces larmes. Sur le moment, j'en fus transporté. Ce bouquet de violettes, cet attendrissement, ces mots si humains, si émouvants, tout cela me rouvrait subitement un monde dont il me semblait que j'étais banni. C'était une fleur de luxe dans la platitude d'un potager : « Messieurs, le Prince impérial est mort!... »

L'autre beau souvenir que j'ai gardé de cette triste quatrième, c'est une lecture que je fis en étude sous la surveillance hargneuse du Robre. Les lectures d'agrément étaient alors considérées comme de véritables débauches, et, d'ailleurs, nos bibliothèques, d'une indigence extrême, ne renfermaient guère que d'ennuyeux bouquins d'histoire ou de vulgarisation scolaire. Je me demande par quel miracle j'y avais déniché un

livre, — réellement merveilleux à mes yeux, — un livre dont j'ai oublié l'auteur et le titre, et dont je sais seulement que c'était une espèce de Légende des siècles en prose, où les grandes époques de la civilisation étaient illustrées par un récit romanesque mis à la portée des enfants. Pour la période de la Rome impériale, l'auteur avait choisi l'aventure de Diadumène, ce jeune empereur africain, dont Lampride, en son histoire, vante la beauté « céleste », et qui mourut, après un an de règne, assassiné par ses soldats. Beaucoup plus que ce César enfant, ce qui m'émerveilla dans ce livre, c'est le tableau de la Rome antique : le cirque, le palais de Septime Sévère, les basiliques du forum, et les magnificences de la Cour impériale, les cortèges sacrés et les grandes litières à panaches, portées par des esclaves liburniens. Et, comme pour résumer toutes ces splendeurs, l'éclat gemmé et la douceur de ce nom : « Diadumène » !...

Rome, l'Afrique, les deux rives de la Méditerranée, les grands souvenirs et les ruines de la latinité, comme j'allais aimer tout cela, plus tard! Il me plaît de constater que, dès ma treizième année, tout cela me parlait déjà un langage charmeur autant que familier.

Mais, à cette époque désolante de ma vie, je le répète, ce ne fut qu'un éclair. Après cela, plus rien ! Quelque chose comme la nuit épaisse des invasions barbares...

III

Cette stérile année de quatrième, commencée pour moi dans la désolation, s'acheva dans la platitude. Le Robre, notre pion, était toujours ma terreur. Il n'avait pas désarmé. Mais je m'étais endurci aux coups. Le mécanisme de la discipline m'avait saisi et plié. Je m'enlizais de plus en plus dans cette morne vie stagnante, sans même la velléité de réagir, persuadé que les choses devaient se passer ainsi, et n'ayant d'autre espoir que d'user le mauvais sort à force de patience. Comme les soldats à la caserne, je comptais les jours et j'attendais que ce fût fini.

J'écris tout cela sans récriminer contre personne. Ni l'Université, ni le lycée de Bar-le-Duc n'étaient responsables de ma détresse et de mon découragement. Maintenant encore, je suis persuadé que les choses ne pouvaient guère se passer autrement. Je manquais de direction morale, de stimulant intellec-

tuel, de quelqu'un de bienveillant qui s'occupât de moi, qui me marquât de l'intérêt. Mais, avec mes instincts d'indépendance, je me demande comment j'aurais accueilli ce guide et cette direction. Dans n'importe quel collège, j'aurais autant souffert de mon abandon, à moins que j'eusse rencontré un maître, un vrai maître qui m'eût inspiré confiance, admiration et amour. Mais cela est si rare! Et, quant aux souffrances matérielles, aux déplorables conditions d'hygiène où j'ai vécu alors, quel moyen d'y remédier et d'améliorer notre confort, étant donné le prix dérisoire que nous payions alors pour notre pension? A cette époque-là, on n'était pas si raffiné. Même dans les établissements les plus chers, — tout au moins en fait de propreté, — on n'obtenait guère et on n'exigeait guère plus.

Si j'insiste sur toutes ces circonstances contraires qui ont entravé mes premiers pas, sur les duretés d'une éducation qui risquait de m'étouffer, c'est que j'éprouve un véritable réconfort à constater ces contrariétés. J'en ai triomphé. Et pourtant, il s'en est fallu de rien que je fusse à tout jamais écrasé. Et, si j'ai trouvé le joint de mon relèvement, à quel hasard, quasi miraculeux, ne l'ai-je point dû?

Et c'est pourquoi, après cette misère morale où je sombrais, il faut que je dise encore la misère matérielle qui achevait de briser mes jeunes forces et de m'opprimer.

***

Pendant toute mon adolescence, — pendant les cinq ans que j'ai passés à Bar-le-Duc, et même plus tard, à Paris, — j'ai souffert de la faim. Il y avait des jours où je mourais littéralement de faim, — particulièrement les jours de carême. Notre économe, qui était israélite, nous faisait faire le carême dans toute sa rigueur. Je me souviens que, certains soirs, le menu se composait uniquement de sardines ou d'anchois, accompagnés de minces tranches d'œufs durs et d'un carré de gruyère. Je me hâte d'ajouter que c'était bien ma faute si, ces soirs-là, j'allais me coucher sans souper. Mon estomac capricieux ne supportait ni le fromage, ni aucun poisson de mer. Je me serais bien rabattu sur les œufs durs, mais je leur trouvais un fâcheux goût de marée, à cause de leur voisinage avec les sardines ou les anchois. Je ne mangeais pas non plus de toutes les viandes. Même tout enfant, j'avais une telle horreur de la

viande, que je ne consentais à en avaler une bouchée que sous la menace des pires punitions. Du laitage, des œufs, des fruits, je ne voulais pas sortir de là, ou encore des soupes paysannes si bourrées de pain que la cuiller y tient debout. Comme la table du lycée ne m'offrait que rarement ces mets très simples, — et, d'ailleurs, accommodés d'une façon qui me rebutait, — je préférais m'abstenir. Aussi, en moins de deux mois, étais-je devenu d'une maigreur inquiétante. Et puis, le manque de soins corporels, la boue tenace et quasi perpétuelle de la cour, l'humidité, le froid, le terrible froid des longs hivers lorrains. J'avais les mains perdues d'engelures. Je toussais presque continuellement.

Toutes ces calamités s'abattaient sur moi en pleine croissance. Il m'aurait fallu une nourriture et des exercices appropriés à mon tempérament. Or, je ne mangeais presque rien et réduisais mes mouvements à l'indispensable, comme si, affaibli par cet épuisant régime, je sentais la nécessité d'économiser mes forces et jusqu'à ma chaleur vitale. En récréation, je ne jouais pas. On m'avait dégoûté de la gymnastique et les jeux brutaux de mes camarades m'inspiraient une insurmontable aversion. Alors que devenir?... Avec les quatre cents francs annuels de ma pension on ne pouvait certes pas me donner, à tous mes repas, du bordeaux et de la viande rouge pour me fortifier. Aujourd'hui, je m'émerveille de ce que notre économe, le père Lévy, savait tirer de cette somme chétive. Quand je songe qu'avec cela nous étions habillés, nourris et instruits!...

Quoi qu'il en soit, j'ai subi, à cette époque-là, un arrêt dans mon développement corporel et j'étais arrivé à un état de véritable misère physiologique... J'ai, en ce moment, sous les yeux, deux portraits de moi, l'un qui me représente à l'âge de sept ans, l'autre pris au lycée de Bar-le-Duc, parmi mes camarades en groupe, au début de cette année de quatrième, — et j'ai peine à croire que ce soit le même enfant. La première photographie est d'un petit garçon très sain, d'une extraordinaire fraîcheur d'âme et de corps, aux yeux perçants et déjà un peu tristes qui semblent deviner, à travers on ne sait quelle brume, des choses laides, ou attristantes, ou effrayantes, mais qui n'a pas peur et qui manifeste une belle assurance devant la vie... L'autre est celui d'un adolescent, aux traits tirés et

flétris, à la figure longue et douloureuse, aux yeux éteints, sans expression, l'air d'un pauvre chien battu, qui a perdu tout courage et tout sentiment de sa valeur... Oui, voilà ce que j'étais devenu après quelques semaines de lycée!

*
* *

Le pire, c'était l'atmosphère de platitude et de grossièreté où nous croupissions. Nulle idée salubre et vivifiante ne traversait cet air épais. Dans les salles d'étude, où nous peinions sur nos devoirs, nulle Muse, penchée sur notre épaule, ne nous embellissait notre tâche : la discipline très stricte ne nous laissait aucune marge, où pût se loger un peu de poésie... Quelquefois pourtant, certains matins de gelée blanche, où il y avait du soleil sur les toits, il me semblait que mon cœur et mon imagination allaient se dégourdir. Mes rêvasseries somnolentes s'orientaient vers quelque chose de lumineux et de joyeux qui me mettait l'âme en fête.. Et puis, tout à coup, à travers les vitres, où le givre fondait, une mélopée triviale nous arrivait de l'autre bout de la rue. Elle se rapprochait, éclatait sous nos fenêtres avec une violence gaillarde, un accent narquois et agressif :

— V'là l'marchand d'peaux lapins!...

C'était fini! Ce cri vulgaire me rabattait, la pensée vacante, sur la page maculée de mon cahier. Alors, je me résignais, je ne résistais plus, je me laissais recouvrir par le flot, j'étais une chose parmi les choses. Je ne saurais dire l'effet déprimant que ce cri produisait sur moi. On voit que je ne l'ai jamais oublié. Bien longtemps après, quand une brusque déception s'abattait sur mes projets, quand une douche tombait sur mes enthousiasmes, la petite rue ensoleillée s'évoquait dans ma mémoire et, tout de suite, j'entendais monter, insolente et gaillarde, la mélopée du marchand de peaux de lapins...

Cela n'est rien : la grossièreté du dehors pénétrait chez nous de façon autrement fâcheuse. C'était le moment où un grand combat commençait contre tout ce qui a fait la noblesse et la grandeur de notre pays. La propagande destructrice et avilissante utilisait tous les moyens. C'était la corruption organisée, sournoise, multiforme et omniprésente. Même à nous, lycéens, on trouvait le moyen de glisser sous main des feuilles ignobles. Je me souviens, avec un dégoût particulier, d'un

de ces tracts, un petit cahier périodique, qui s'appelait *La Lanterne de Boquillon* et qui reflétait le plus pur esprit des Loges. C'étaient, en style de troupier, avec une orthographe à l'avenant, quelquefois fort pittoresque, de basses et haineuses diatribes contre les curés, dénommés les *Vobiscomes*, et les bonapartistes ou les conservateurs, qui devenaient les « bonat-trapistes » : on juge par là du ton de ce factum, où l'obscénité se mêlait à la scatologie la plus grossière. Les dimanches de sortie, certains de mes camarades rentraient munis de leur *Lanterne de Boquillon*. Officiellement, la lecture en était interdite par l'administration. Raison de plus pour qu'on en raffolât et que ladite *Lanterne* circulât dans les études des moyens comme des grands, même au risque des plus sévères punitions. Comment, d'ailleurs, aurions-nous gardé quelque scrupule, quand nous voyions nos pions étaler sur leurs pupitres cet affreux petit papier et s'en délecter?

En même temps, quand nous sortions en ville, nous entendions les grandes personnes parler tantôt avec scandale, tantôt avec admiration d'un certain Zola qui venait de publier, disait-on, un fameux bouquin : *l'Assommoir!*... Et l'on plaisantait sur Mes-Bottes et Bibi-la-Grillade, dont on ne se gênait pas pour conter les exploits devant nous, qui étions tout oreilles...

C'est vers cette époque qu'un jour, en classe, les externes firent passer de banc en banc des portraits en couleur d'un Monsieur Grévy, qui venait d'être élu Président de la République. Je me rappellerai toujours ma consternation à la vue de ce vieil homme, en habit noir avec sa lippe rasée et ses favoris de chicaneau. J'avais encore dans les yeux le diadème et les colliers de perles de l'Impératrice, le bel uniforme chamarré et le chapeau à plumes du maréchal de Mac-Mahon. Mais ce n'était pas seulement pour d'enfantines raisons d'insuffisante magnificence que je méprisais Grévy-le-Jurassique. Une foule d'autres raisons plus profondes déterminèrent alors l'espèce d'humiliation que j'éprouvai en mon âme de jeune Lorrain. Ces raisons inconscientes procédaient toutes du sentiment très fort et très désolant qui, en ces brefs instants de contemplation, s'empara de moi : c'est que cet avènement de la médiocrité, c'était la fin des grandeurs de la France.

Ce petit incident me laissa une inquiétude latente, que j'oubliai vite, avec la belle insouciance des enfants, mais qui,

plus tard, reparut, affleura en pleine conscience, chaque fois que je sentais, autour de moi, l'esprit public troublé, ou sourdement hostile. Ce que je pouvais entendre au dehors augmentait encore cette obscure appréhension. Car j'avais fini par franchir les grilles de ma prison. Cette amie de ma mère, dont j'ai parlé tout à l'heure et qui était très snob, se décida, par pitié, à me faire sortir, bien qu'elle eût une sainte horreur du lycée et de tout ce qui touchait au lycée : lieu pestilentiel et réprouvé! Chez elle, à table, j'entendais son mari et son gendre, officier de cavalerie, déblatérer contre la République et prophétiser les pires horreurs. A la façon dont on me regardait, il me semblait que tout cela était dit à mon intention : j'étais très mal à l'aise et plein d'un vague chagrin. Pour me purifier, sans doute, des influences délétères que je subissais, ma correspondante m'emmenait aux vêpres, à l'église Saint-Antoine, sa paroisse, rue de la Couronne. J'avais beau protester qu'au lycée on m'avait déjà muni de la messe et des vêpres : aux yeux de ma correspondante, cela ne comptait point. Et même il semblait que, pour cette dame pincée et soupçonneuse, les offices du lycée sentissent fortement le fagot. Elle me chargeait les mains d'un gros livre de prières. Et, à travers les rues toutes boueuses de neige fondante, nous prenions le chemin de la paroisse.

Ces vêpres de Saint-Antoine, cette vieille église enfoncée, où l'on descendait par des marches de cave, à cheval sur le canal de l'Ornain, dont j'avais entrevu, au tournant d'un pont, l'eau noire et glacée, ces ténèbres humides de la nef, cette odeur de moisissure, tout cela me mettait l'âme en détresse. Pour m'abstraire de cette ambiance funèbre, j'essayais de lire dans le gros livre de prières. Il était tout farci de petits carrés de papiers où ma correspondante, un peu bas-bleu, avait recopié de sa main des maximes et des pensées pieuses de sa composition. Cette littérature douceâtre me rebutait. Il ne me restait plus qu'à attendre patiemment qu'on sortît. Je n'avais d'autre consolation que de contempler devant nous les rangées de bancs qui se déployaient jusqu'à la balustrade du chœur : c'étaient les bancs de l'aristocratie, du beau monde de la rue Nève. Ils étaient déserts. De loin, je m'appliquais à déchiffrer les noms des propriétaires, profondément gravés au couteau dans la tablette des agenouilloirs : *Mlles de Wigna-*

court... et plus loin : *famille de Nonancourt... famille de Lescale, Madame de Ravinel...* Hélas! tous ces paroissiens dormaient au cimetière depuis longtemps. Et mon regard s'immobilisait mélancoliquement sur ces bancs vides, où achevait de se défaire le souvenir de familles éteintes...

Tels étaient les divertissements et les grandes émotions de mes sorties. Il y avait de quoi m'en dégoûter. Et pourtant je ne m'en dégoûtais point. J'étais prêt à tout accepter : les regards pitoyables de ma correspondante, les mépris du bel officier de cavalerie, et les vêpres de Saint-Antoine, et même la lecture du gros paroissien bourré de petits carrés de papier. Mais on ne me fit plus sortir : j'avais dû déplaire à mon insu, ou, plus simplement, on ne pensait pas à un petit lycéen, vraisemblablement destiné à d'inglorieux emplois! Alors, les dimanches où les autres sortaient, je me consolais auprès de mon ami, Jeanmaire, qui, lui non plus, ne sortait pas. Nous passions nos récréations solitaires à parler de Metz, de la musique de l'Esplanade et des beaux magasins de la rue Serpenoise...

J'atteignis ainsi, dans un grand marasme d'âme et de corps, la fin tant souhaitée de l'année scolaire. Année de nul profit pour moi, sinon que j'étais rompu désormais à la discipline universitaire. Néanmoins, ma fantaisie persistait sous l'apparente soumission de l'écolier. Je n'avais aucun goût pour les exercices qu'on nous imposait alors, et où l'imagination, non plus que le sentiment, n'a de part : remettre des vers latins sur leurs pieds, réciter mécaniquement dix phrases de Quinte-Curce, fabriquer à coups de dictionnaire des thèmes latins et des thèmes grecs, j'exécutais tout cela ponctuellement, mais sans passion. Et, ce qu'il y avait de pis, c'est que déjà mon oreille cherchait instinctivement certains rythmes de phrase et que, entre une expression correcte, mais sourde ou raboteuse, et un barbarisme harmonieux, je n'hésitais jamais.

Avec de telles dispositions, je ne pouvais être que médiocrement classé. C'est tout au plus si j'obtins deux ou trois accessits, je ne sais plus en quoi. Étant donné la somme d'application, de labeur ingrat que j'avais fournie, j'en fus quelque peu mortifié. Le jour de la distribution des prix, je sentis tout particulièrement mon humiliation, lorsque je vis le coq de notre classe, le fils d'un instituteur, frisé, cravaté et ganté de blanc, s'apprêter à aller cueillir ses lauriers. Ah! ce

jour-là, que n'eussé-je pas donné pour être frisé, moi aussi!...

Pendant les vacances, je fis, comme d'habitude, un assez long séjour à Metz chez une de mes tantes. J'en profitai pour aller voir Jeanmaire chez son oncle, le brasseur de Montigny. Mais je ne goûtai point à cette visite le plaisir que j'espérais. Jeanmaire me parut froid et gêné, alors que j'étais tout trépidant d'allégresse à la pensée de le retrouver si près de ce cher Metz, autour duquel avaient tourné, pendant une année, nos rêveries nostalgiques de collégiens. Il me parut aussi que ma démarche déplaisait à sa famille et que lui-même était considéré sans tendresse par les siens. Je revins tout désemparé chez ma tante, qui, pour lors, habitait un sombre et glacial logis sur le Haut de Sainte-Croix!

Mais mon vieux Metz, pour moi tout plein des plus jolis souvenirs d'enfance, eut tôt fait de me reconquérir. Je revis les magnifiques verrières de la cathédrale, qui, cette année-là, portait encore les stigmates d'un incendie: des illuminations officielles en l'honneur de l'empereur Guillaume, premier du nom, avaient mis le feu à la toiture. Sous ses échafaudages, la vénérable basilique messine me parut plus touchante, comme une blessée enveloppée de ses bandages.... Et puis les rues étaient toutes grouillantes d'uniformes allemands dont les couleurs exotiques m'éblouissaient. Une activité insolite emplissait les quartiers les plus paisibles. On bâtissait une nouvelle gare, colossale à nos yeux, on posait des rails pour tout un réseau de tramways, et il n'était bruit que de grands travaux de fortification dans la banlieue... Comme ces manifestations d'une vie intense me semblaient admirables au sortir de la médiocrité et de la stagnation de Bar-le-Duc! J'avais quitté le village pour la ville, — et quelle ville merveilleuse! J'étais fier de mon pays. Au contact de la terre natale, j'éprouvais comme un sursaut d'énergie, et, — en l'écrivant, je suis certain de ne pas forcer les mots, — un besoin éperdu de joie, de je ne savais quel avenir ensoleillé et glorieux.

Louis Bertrand.

(La troisième partie au prochain numéro.)

SOUVENIRS
DES ANNÉES D'EXIL

II [1]

LAUSANNE — LA MORT DE MA MÈRE

Nous reprîmes à Florence notre vie habituelle et continuâmes, mon frère et moi, le cours de nos études. Mon père nous installa dans un beau palais près du Dôme et le temps s'écoula sans événement marquant dans notre existence.

Au printemps de 1835, nous allâmes, comme de coutume, passer à Livourne la saison des bains de mer, lorsqu'on parla du choléra qui sévissait dans l'Italie septentrionale. Ce terrible mal prenait des proportions énormes par la frayeur qu'il inspirait. Ma mère en conçut une telle crainte, qu'il fut décidé que nous ferions un voyage en Suisse, et ne reviendrions à Florence que pour l'hiver.

Au mois d'avril, nous quittâmes Livourne. Cela ne fut pas sans nous causer quelque chagrin à mon frère et à moi. Nous nous considérions comme chez nous à Florence, et il nous en coûtait de nous en éloigner. On nous entassa dans une grande berline à quatre places, en compagnie de la baronne de Rœding et de Mlle de Malchus, dame de compagnie de ma mère, avec force paquets et coussins. Mon père et ma mère nous précédaient dans un coupé. Un fourgon suivait avec nos gens. Parmi eux était la vieille Thécla Ileim, notre bonne, dont j'ai négligé de parler jusqu'ici. C'était un type d'originale Polonaise qui

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre.

nous conta qu'elle avait vu, étant au service de la famille Czartoriski, une grande maison aux environs de Cracovie appartenant au prince de ce nom et dans laquelle il enfermait et entretenait, dit-on, tous ses bâtards.

A cette époque, les chemins de fer n'étaient pas connus; nous voyagions à petites journées, quelquefois de nuit. Au bout de six ou huit jours, nous arrivâmes à Genève. Nous y demeurâmes un mois; mais, ayant appris que le choléra, au lieu de diminuer, étendait toujours ses ravages, on convint de passer l'hiver en Suisse et de se fixer à Lausanne où le climat semblait devoir être plus doux.

Tandis que nous étions à Genève, nous vîmes peu de monde. Cependant, nous reçûmes quelques visites de Paris, entre autres celles du baron de Stœlting, d'un nommé C..., de M. et Mme David, les parents de Jérôme David (1). M. C... nous arriva le bras en écharpe. Il disait avoir reçu un coup d'épée pour avoir pris la défense de la famille Bonaparte dans un endroit public. Cela n'était pas exact : il avait été blessé dans une rencontre occasionnée par une altercation à propos d'une femme de médiocre réputation. Les Bonaparte n'y étaient pour rien. M. C... était venu à Florence en se donnant pour un écrivain libéral tout dévoué à la cause bonapartiste. Recommandé par Mme Hamelin (2), il avait été très bien reçu. Il se mit à la disposition de mon père qui lui donna une lettre pour M. de Stœlting, son agent accrédité à Paris où il soutenait nos réclamations. M. de Stœlting vit bientôt à quel homme il avait affaire. C... inspira de l'ombrage au bon Stœlting qui le tint à distance et ne le laissa pas s'immiscer dans nos affaires, ce qui fit dire à ma mère qu'il n'avait aucune souplesse, qu'il était inabordable et que sa raideur nous nuirait plus qu'elle ne nous servirait.

Une aventure qui survint bientôt sembla donner raison à cette prévision. M. de Montalivet était alors ministre de la maison du roi Louis-Philippe, ou, plutôt, je crois, intendant de sa liste civile (3). M. de Stœlting eut besoin de le voir et lui écrivit

(1) Le baron Jérôme David, plus tard officier d'ordonnance du prince Napoléon et ministre des Travaux publics dans le ministère Palikao, était le petit-fils du peintre. Son père avait épousé Mlle Capinski.

(2) Fortunée Hamelin, l'ancienne Merveilleuse.

(3) M. de Montalivet était intendant général de la liste civile.

en conséquence, lui rappelant qu'ils s'étaient connus autrefois à Paris, le comte de Montalivet étant page de l'Empereur, le baron de Stœlting envoyé du roi de Westphalie. Le baron reçut une lettre d'audience et, malgré l'exactitude ponctuelle dont il fit preuve, il dut attendre pendant cinq heures le bon plaisir du personnage en place. Stœlting sentit l'inconvenance du procédé. Lorsqu'enfin il pénétra dans le cabinet de M. de Montalivet, ce fut en l'interpellant en ces termes : « Quand j'eus l'honneur de vous voir la première fois, M. le comte, vous n'étiez point aussi affairé qu'aujourd'hui, car, si j'ai bonne mémoire, c'est vous qui souleviez la portière du cabinet de l'Empereur afin que j'entrasse. » Comme on le pense, ce beau début ne fut pas du goût de M. le comte, et l'on prétend que, depuis ce jour-là, il ne voulut plus entendre parler de Stœlting.

C'est à Genève que ma mère ressentit la première atteinte du mal qui devait amener sa fin. Les jambes commencèrent à enfler. Cet accident, qui l'empêchait de marcher, joint à son grand embonpoint, la rendait encore plus impotente. Nous reçûmes la visite de mon frère Jérôme, qui venait de la part du roi de Würtemberg nous apporter ses compliments et nous inviter à venir nous établir auprès de lui à Stuttgart. Le médecin redouta le froid pour ma mère. Tout en ne repoussant pas l'offre de son beau-frère, mon père décida que nous passerions l'hiver à Lausanne. Il loua, en conséquence, à un M. Perdonnet (1), deux villas contiguës où l'on jouissait d'un beau jardin et d'une belle vue. Nous nous y établîmes vers les premiers jours d'octobre.

Le précepteur de mon frère nous y rejoignit, de retour d'un congé. Dès son arrivée, il engagea mon père à placer Napoléon dans une pension à Vevey, afin de solliciter ses progrès en stimulant son amour-propre et de le faire bénéficier des avantages de la vie collective. On eut quelque peine à y faire consentir ma mère. Napoléon était son benjamin. On l'installa à Vevey (2) d'où il venait tous les quinze jours passer vingt-quatre heures à la maison. Pendant le peu de temps qu'il demeura dans cette pension, il se métamorphosa complètement. Sa crois-

(1) M. Perdonnet, propriétaire de la maison de campagne de Mon-Repos, louée au Roi, fut le père du célèbre ingénieur, directeur de l'École Centrale.

(2) Plus exactement à Carouge, dans la pension de M. Venet.

sance date de là. Le grand air, une vie réglée, le mouvement, amenèrent ce résultat; l'émulation le mordit au cœur; il devint plus appliqué et fit des progrès rapides.

Nous ne voyions personne à Lausanne, si ce n'est notre propriétaire, M. Perdonnet, qui habitait, un peu au-dessus de nous, une villa avec sa famille. Notre existence était d'une excessive monotonie. Nous allions quelquefois au théâtre précédés par des gens qui portaient des lanternes. Nous avions les pieds chaussés de grandes bottes pour nous garantir de la boue. Notre jeunesse nous faisait trouver en cela quelque amusement, mais, hélas ! habitués à vivre en Italie, dans ce pays joyeux et animé, au milieu d'un va et vient continuel de monde, cette récréation s'émoussa bien vite. Le brouillard, la pluie froide, le vent, précurseurs maussades et tristes de l'hiver, venaient rendre, chez moi surtout, bien plus vivace le désir de revoir Florence.

Dès les premiers jours de novembre, ma mère se plaignit de sa santé. Elle était triste, marchait péniblement. Nous fûmes une semaine entière sans nous inquiéter trop ; mais, le malaise se prolongeant, on appela, de Genève, le médecin qui l'y avait déjà soigné. A la suite d'une consultation avec celui de Lausanne, il nous fut déclaré que ma mère était atteinte d'un commencement d'hydropisie de poitrine. Elle avait les jambes enflées, la respiration gênée. Cette déclaration des médecins (1) affecta beaucoup mon père. Il s'ingénia à combattre les appréhensions de ma mère, qui savait que cette maladie avait emporté plusieurs membres de sa famille.

Mon père écrivit à mon frère aîné d'avancer sa visite à Lausanne en lui faisant pressentir la vérité. Le Roi lui adjoignit son propre médecin, le docteur Ludwig, homme de sens et d'expérience qui connaissait, depuis bien des années, le tempérament des personnes de la famille royale de Würtemberg. Ils arrivèrent le quinze novembre, jour de naissance de mon père. Le docteur trouva l'état de ma mère empiré. Elle se croyait mieux parce qu'elle n'avait pas de souffrances aiguës. Ludwig témoignait une grande inquiétude. Nous fûmes dans la consternation. Mon père soignait ma mère avec une grande sollicitude et une tendresse parfaite. Nous n'entrions dans sa chambre que deux fois par jour. Enfin, comme la mort était imminente,

(1) Les docteurs Monnet et Pélissier.

on nous fit quitter la villa et nous fûmes confiés, mon frère et moi, à M. Perdonnet. La baronne de Rœding assista ma mère jusqu'à son dernier moment.

Quant à nous, éloignés ainsi, nous étions fort tristes, remplis d'inquiétude. Nous étions d'âge à souffrir de sérieuses préoccupations. La menace d'un avenir précaire assaillait notre esprit. Sans être au courant des affaires de nos parents, nous savions qu'ils recevaient une forte pension du Würtemberg et de la Russie, par le fait de la proche parenté de ma mère avec les souverains de ces deux pays. Elle morte, on la supprimerait. Que deviendrait notre père, déjà ruiné? Nous n'ignorions pas qu'il était prodigue, toujours gêné. Nous redoutions des embarras inévitables, pis, peut-être!

Le 28 au matin, la baronne de Rœding vint nous prendre et nous conduisit auprès de notre mère. Nous la vîmes dans son lit. Son visage, coloré d'ordinaire, avait le ton d'une cire; son embonpoint était tombé; elle ressemblait beaucoup à son père et sa tête avait pris un caractère de grande noblesse. Elle nous reconnut parfaitement. Nous nous agenouillâmes devant son lit en lui baisant la main, qu'elle étendit sur nous en nous bénissant. Bientôt, on nous fit relever en nous disant que notre présence prolongée pourrait fatiguer notre mère, qu'elle avait accompli ses devoirs religieux et que nous reviendrions le lendemain. Nous nous retirâmes consternés, avec le sentiment de sa fin prochaine, pleurant beaucoup. Elle mourut dans la soirée, le 28 novembre 1835 (1). J'avais quinze ans, Napoléon en avait treize.

Le lendemain de la mort de ma mère, M^me^ de Rœding vint nous annoncer ce malheur et nous dire que nous devions encore demeurer deux jours chez M. Perdonnet. On nous mit en deuil immédiatement. Papa vint nous voir avec notre frère. Ils étaient fort affligés l'un et l'autre. Nous apprîmes par eux que le corps de notre mère allait être transporté à Louisbourg pour être déposé dans la chapelle mortuaire des princes de Würtemberg. Mon frère Jérôme, accompagné de son aide de camp, M. de Malchus, et du docteur Ludwig, présida au voyage funèbre. Le matin même du départ, on nous fit revenir. Mon père était couché, souffrant d'un gros rhume. La maison était lugubre.

(1) Plus exactement dans la nuit du 28 au 29 novembre, à deux heures et demie du matin.

LA VIE AU CHATEAU D'ARENENBERG

Dès que la reine Hortense apprit la mort de ma mère, elle dépêcha vers nous le prince Louis. Nous le vîmes arriver avec une joie extrême et un profond sentiment de soulagement. Il venait prier mon père de vouloir bien passer le reste de l'hiver à Arenenberg, et, dans le cas où il lui plairait de retourner à Florence, de me laisser avec mon frère dans les mains de la Reine. Mon père accepta pour Napoléon. Quant à moi, le roi de Würtemberg m'avait réclamée. Il fut décidé que je passerais une semaine auprès de ma tante et me rendrais après à Stuttgart. Louis nous quitta au bout de quelques jours, nous précédant de fort peu à Arenenberg.

Nous nous mîmes en route vers les premiers jours de décembre par le froid, la glace et la neige, ce qui ne contribuait guère à nous égayer. Il fallut traverser toute la Suisse, entassés dans une voiture. La température, qui nous semblait d'une rigueur extrême, nous fit beaucoup souffrir. Nous passions nos nuits à l'auberge. Une fois, mon père, me croyant endormie, eut avec Mme de Rœding une conversation dont je ne perdis pas le moindre mot. Il s'agissait de moi ; il exprimait le désir qu'il avait de me marier, des difficultés que cela présentait, de la possibilité, toutefois, de le faire avec le prince Louis Napoléon. La baronne, de son côté, prétendait que je plaisais beaucoup à mon cousin, qu'elle l'avait surpris les yeux constamment braqués sur moi, et que, pour peu que cela me convînt, elle était certaine que cela s'arrangerait facilement. Deux jours après, nous arrivâmes à Constance, où le prince Louis nous attendait pour nous mener à Arenenberg.

Ma tante fut pour moi d'une tendresse infinie. Elle me logea près d'elle et je passai là huit jours délicieux, sans autre distraction que celle d'une société aimable. En fait d'hommes, il n'y avait auprès de ma tante que le prince avec Cottrau et Conneau ; en fait de femmes, que Mme Salvage, Mlle de Périgny et Mlle Masuyer (1).

Cette petite habitation d'Arenenberg, décorée du titre prétentieux de château, était des plus modestes. C'était, alors, une

(1) Mme Salvage de Faverolles, l'amie de Mme Récamier, ne quittait plus la Reine depuis plusieurs années. Mlles de Périgny et Valérie Masuyer étaient ses lectrices.

manière de chalet, construit en bois et en briques. Le rez-de-chaussée se composait d'une assez grande antichambre, au fond de laquelle un escalier en colimaçon conduisait au premier étage. De l'antichambre, on entrait dans un petit salon étroit, qui servait de vestiaire. De là, on passait dans une petite serre, au milieu de laquelle se dressait une belle statue de l'impératrice Joséphine, par Bosio. Cette serre donnait accès dans le grand salon, au bout duquel était le tableau de Gros, représentant Bonaparte passant le pont d'Arcole un drapeau à la main. Cette belle peinture devint plus tard la propriété de M. Demidoff, et j'ai été assez heureuse pour la faire passer aux mains de l'Empereur (1). A la gauche du salon se trouvait une salle de billard, éclairée par une seule fenêtre donnant sur le lac de Constance; puis, venaient la salle à manger et la bibliothèque.

Tout cela était abondamment meublé, avec une grande simplicité, mais avec un grand goût. Partout le regard se posait sur des livres, des albums, des travaux d'aiguille commencés. Un bon calorifère maintenait dans la maison une chaleur égale et tiède; aussi, quoiqu'on fût au cœur de l'hiver, on n'éprouvait aucune sensation de froid. Les chambres à coucher étaient au premier étage. Le prince Louis demeurait avec les autres invités dans un petit pavillon séparé. Seul des hommes, mon père couchait au château. L'appartement de ma tante était tout tendu de percale rose et de mousseline blanche. Il se composait d'une chambre à coucher, d'un cabinet de toilette et d'une très petite pièce pour écrire, dans laquelle une sorte de grande armoire donnait accès dans sa chambre à coucher. J'allais la voir chaque matin comme elle était encore au lit. Elle y était soignée, coquette même. Aimable et souriante, elle m'entretenait de ses affaires, de mon avenir, s'efforçant de pénétrer ma pensée, de sorte que, rapprochant ses paroles de la conversation que j'avais entendue entre mon père et la baronne de Rœding, j'en tirai cette conclusion que la reine Hortense avait des idées analogues.

On se réunissait pour déjeuner et pour dîner. Le reste du temps, chacun le passait selon son bon plaisir. La Reine sortait presque chaque jour, malgré la neige et le vent. Nous n'allions pas bien loin ; souvent nous nous mettions à regarder patiner sur le lac de Constance. Quelquefois ma tante s'asseyait dans

(1) Aujourd'hui au musée du Louvre.

un traîneau que le prince ou Cottrau poussait sur la glace. Après le dîner, on faisait souvent de la musique. Cottrau chantait extrêmement bien. Il tenait aussi le piano quand la Reine chantait à son tour, ce dont elle s'acquittait avec beaucoup d'intelligence. Elle avait une voix faible, mais très juste et pleine d'expression. Parfois on s'amusait à faire, avec de la sépia, des taches sur des carrés de papier blanc. Il fallait en tirer parti, et, de ces maculatures fortuites, faire une tête, un paysage, une figure quelconque. Le temps était agréablement rempli; il passait vite. La bienveillance de la Reine mettait tout le monde à l'aise; sa bonne grâce épargnait à chacun ce qui aurait pu heurter ou déplaire. Nul n'avait comme elle le don de détourner et de résoudre les petits orages inévitables entre personnes inégalement liées, menant une existence commune. Le prince Louis était d'un caractère gai, farceur même, quelque peu goguenard et frondeur. Il s'occupait beaucoup de nous et, sans me faire une cour en règle, il me marquait une grande préférence, ce qui ne me faisait pas de peine, bien au contraire. Aussi me prêtais-je de fort bonne grâce à cette petite *flirtation*.

Pour toutes ces raisons, j'eus un grand chagrin de quitter ma tante. Elle avait un charme que rien ne peut rendre. Elle eût bien voulu me garder, mais le roi de Wurtemberg avait insisté pour que je passasse l'hiver auprès de lui, et mon père ne crut pas pouvoir le lui refuser. Louis Napoléon demanda de conserver mon frère auprès de lui pour le faire travailler. Il l'obtint. Je partis en enviant le sort de Napoléon et en promettant à ma tante de lui écrire souvent et de la tenir au courant de tous mes faits et gestes. Mon père me conduisit, M^me^ de Rœding m'accompagna.

LA COUR DE WURTEMBERG

Notre réception à Stuttgart fut des plus cordiales. Mon père n'y resta que quarante-huit heures, après lesquelles il retourna à Florence en passant par Arenenberg où il s'entretint avec la reine Hortense du projet de mariage avec mon cousin. Il m'en écrivit même, ainsi que ma tante, à mots couverts, mais fut plus explicite avec la baronne de Rœding, et, dans une lettre qu'elle me montra, il s'en expliquait tout au long. J'en causais souvent avec cette excellente femme pour laquelle je n'avais

pas de secrète pensée et qui, souhaitant mon bonheur avant tout, tenait à savoir si ce mariage me plaisait.

Je fus mise, à Stuttgart, sur le même pied que mes deux cousines aînées. Tous les jours on m'amenait déjeuner à onze heures dans le grand salon vitré dont j'ai parlé. La baronne venait m'y chercher. Je me promenais ordinairement avec mes cousines Marie et Sophie ; quelquefois aussi avec la Reine et mes autres cousines. Le soir nous dînions en famille, quand il n'y avait pas de monde, à cause de mon deuil. Vers la fin de mon séjour, j'y allai avec mes cousines, et, ce à quoi j'attachais alors un grand prix, en robe décolletée et à manches courtes.

Le jour de Noël il y eut un arbre pour moi, parmi ceux des enfants de mon oncle. Toute la famille royale me témoignait une affection marquée. Le Roi aimait particulièrement à s'entretenir avec moi ; il me montrait une grande prédilection et me faisait jaser tant et plus sur chacun. Il me ramenait souvent à la pensée de ma mère, mettant sur elle la conversation. Après dîner, je jouais quelquefois au nain jaune avec lui. Il était extraordinairement mauvais joueur. Une fois, il eut une chance détestable et perdit sans cesse. Dans son dépit, il jeta les cartes et partit en maugréant contre ma bonne veine. Quoique j'eusse une belle envie de rire, je me contins : la Reine, ainsi que mes cousines, me surent très bon gré de ma tenue. Le lendemain, le Roi m'embrassa en plaisantant sur sa mauvaise humeur. Il ajouta que c'était plus fort que lui ; aussi s'interdisait-il de jouer avec des étrangers.

Vers la fin de février, comme les jours allongent et qu'il fait un peu moins froid, nous faisions de longues promenades. Il nous arriva plusieurs fois de rencontrer sur notre chemin un grand monsieur brun qui passait et repassait, montant un bel alezan à queue noire. Bien qu'il n'eût pas quarante ans, il me faisait l'effet d'être sur le retour. C'était le prince de Schœnburg, parent de la Reine et qui remplissait à Stuttgart les fonctions de ministre d'Autriche (1). Il y était depuis plusieurs années et s'y était fait une réputation de galantin. Il se prit pour moi d'un goût excessif. La famille royale s'amusait à l'en plaisanter et l'avait surnommé : « l'amoureux de Mathilde ». Aux grands dîners auxquels j'assistai sur la fin de mon séjour,

(1) Frédéric-Albert de Schœnburg-Hartenstein, né le 24 avril (il avait donc alors cinquante ans), mourut à Vienne le 13 janvier 1841.

on le plaçait auprès de moi. Lorsqu'il sut que j'allais quitter le Würtemberg, il me fit un petit dessin à la mine de plomb. C'était tout à fait dans le sentimentalisme allemand. Une jeune fille, tenant à la main une corbeille de fleurs, grave de l'autre, avec un stylet, sur une espèce de stèle appliquée à un rocher, ces quatre vers, empruntés peut-être à quelque poète allemand, peut-être du prince lui-même, je ne saurais dire :

Die Freude sie schwindet, es dauert kein Leid,
Die Jahre verrauchen im Sturme der Zeit,
Die Söne muss sterben, die Erde vergehen,
Doch Liebe muss ewig und ewig bestehen (1).

J'ai conservé ce dessin, qui est loin d'être un chef-d'œuvre et que Schœnburg avait sans doute copié sur quelque estampe. En le cherchant parmi les reliques de ma jeunesse, j'ai retrouvé une petite aquarelle, datée du 25 février 1836, faite de la main du prince Louis et qu'il m'envoya à Stuttgart. Elle représente une vue d'Arenenberg par un temps de neige.

Le prince de Schœnburg demanda la permission de venir prendre congé de moi. Il se montra fort ému, m'exprima en termes des plus convenables tout le chagrin qu'il avait de ne plus me voir et me conjura de consentir, si jamais il m'arrivait d'aller à Vienne, à ce qu'il fût la première personne que je demandasse à voir. Je le lui promis et j'ai tenu parole. Après mon mariage, lorsque, en 1841, je passai par Vienne, me rendant à Saint-Pétersbourg, je n'y étais que depuis quelques heures quand j'écrivis au prince de Schœnburg que je serais charmée de recevoir sa visite. Ma lettre fut portée à son hôtel : il était à l'agonie. Quelques instants après, il était mort. Cela me fit beaucoup de peine. Je n'eus pas le temps de voir à Vienne ni sa sœur, la princesse de Schwarzenberg, ni son neveu, le prince de Schœnburg. Quelques années plus tard, je fis la connaissance de la princesse, qui me parla de l'attachement de son frère pour moi, ce qui me fut confirmé dans la suite par le neveu de mon pauvre amoureux, second attaché à l'ambassade d'Autriche à Paris, sous le règne de Napoléon III. Il ajouta même que ce fut un désespoir profond pour son oncle de penser

(1) Le plaisir s'évanouit, aucun chagrin ne dure, — Les années s'en vont en fumée dans l'envol du temps, — Les enfants doivent mourir, la terre doit disparaître, — Mais l'amour subsistera toujours.

que son âge lui avait interdit de me demander en mariage.

Ces sortes d'amourettes, sans conséquences probables ni même possibles, étaient assez d'habitude à la cour de Würtemberg. Mes deux cousines aînées étaient coquettes l'une et l'autre. Je m'amusais à les voir se parer lorsqu'il y avait au château quelque grand dîner ou quelque bal auquel le deuil de ma mère, renforcé bientôt de celui de ma grand mère Lætitia, m'interdisait d'assister. Sophie, qui devint reine des Pays-Bas, s'était prise d'une belle passion romanesque pour le vieux sir William Russell (1), frère de lord John, et ministre d'Angleterre en Würtemberg. Elle le guettait lorsqu'il passait par le long corridor sur lequel donnait sa chambre d'étude et qui conduisait du château au théâtre. Elle le regardait par le trou de la serrure ou par l'entrebâillement de la porte. Un jour elle obtint de moi que je fisse passer un pli sous la porte. Sir William Russell le ramassa. J'ignore ce que cela pouvait contenir, mais j'imagine que cela ne valait pas la peine de prendre tant de précautions.

Marie était en coquetterie avec ses deux cousins, mon frère Jérôme et le prince Frédéric de Würtemberg. Au moins là y avait-il matière à mariage. Ce que mes cousines recherchaient avant tout, c'était d'introduire un peu de roman dans leur vie monotone. Cela dura jusqu'au jour de leur mariage respectif.

Sophie, quoique la cadette, fut mariée la première; elle épousa le prince d'Orange, héritier de la couronne des Pays-bas (2); Marie s'enamoura du comte de Neipperg. Pendant deux ans on s'opposa à cette union, mais la princesse sut si bien faire la malade, qu'en 1840 elle arracha au Roi son consentement. Quelques mois après son mariage, elle était déjà dégoûtée de son mari. Ce ménage n'alla guère. Le malheureux Neipperg eut une triste fin (3). Il fit, chassant le chamois, une chute terrible à la suite de laquelle on le ramassa brisé. Le corps guérit, mais l'esprit s'affaiblit de jour en jour. Il fallut le mettre dans une maison de santé où sa femme l'allait voir de temps en temps. Il y mourut en 1865. Marie affecta un chagrin immense; on n'y

(1) George-William Russell, fils du duc de Bedford, était né en 1790.

(2) Le 18 juin 1839.

(2) Le comte Alfred de Neipperg était un fils du premier lit du second mari de Marie-Louise. Né en 1807, il était veuf quand il épousa, le 19 mars 1840, la princesse Marie. Il mourut le 10 novembre 1865.

comprit rien, car on savait à quel point elle vivait mal avec lui, quand il était bien portant.

Le prince Frédéric eût parfaitement convenu à une de mes cousines aînées, mais la Reine le voulait pour sa propre fille, la princesse Catherine. C'était là une des principales causes de l'antagonisme des princesses avec leur belle-mère. Le temps, des malheurs communs les ont rapprochées, et la reine des Pays-Bas a souvent regretté devant moi les injustes préventions dont elle et sa sœur étaient animées contre la Reine. Quant à un mariage avec mon frère Jérôme, il n'en fut jamais question. Il était Français, sans fortune et Bonaparte. C'était plus qu'il n'en fallait pour qu'on ne songeât pas à lui.

J'ai été témoin à Stuttgart d'un fait qui m'a vivement étonnée, connaissant la dignité extérieure des Anglais, la morgue de leur aristocratie et leur culte du *cant*. Le richissime et très noble marquis de Westminster, alors lord Grosvenor, qui remplaça comme ministre sir William Russell, était père de nombreux garçons que je vis maintes fois, de mes propres yeux, le balai en main, enlever la neige devant l'hôtel de leur père, ce dont ils s'acquittaient de la meilleure grâce du monde. Était-ce excentricité? était-ce avarice? On le disait.

MARIAGE MANQUÉ AVEC MON COUSIN

Pendant mon séjour à Stuttgart, la reine Hortense m'écrivit souvent. Elle me chargea même, une fois, d'une commission fort délicate et bien faite pour mettre à l'épreuve ma diplomatie de jeune fille. Il s'agissait de négocier, en sa faveur, l'obtention d'une rente viagère en échange d'une fort belle parure de turquoises et de diamants, ainsi que d'un collier de chatons. Elle pensait que le roi de Würtemberg, qui passait pour fort riche, se porterait acquéreur de ces beaux objets. Je n'eus pas le temps de la prévenir de ne pas me les envoyer. J'étais persuadée qu'il n'y avait rien à faire avec le Roi. La Reine, sa femme, ainsi que mes cousines, avaient les plus belles pierreries du monde. Elles me les avaient montrées plus d'une fois. J'échouai donc dans ma négociation comme cela devait arriver et je renvoyai ces parures à ma tante; néanmoins, je fus très fière d'avoir inspiré autant de confiance, à mon âge, et d'être traitée en grande personne.

Il y avait, dans les lettres de la reine Hortense, des allusions et des réflexions que je ne perdais pas de vue, et qui commencèrent à me faire penser sérieusement au prince Louis. Bientôt je quittai Stuttgart en emportant le bon souvenir des marques d'affection que j'avais reçues, très liée avec mes cousines, très regrettée du Roi, de la Reine et surtout du prince royal, en faveur duquel j'étais maintes fois intervenue lorsque le Roi voulait sévir contre lui. Il était dur pour son fils qu'il humiliait devant nous. Lorsque cet enfant arrivait, à l'heure du déjeuner ou du souper, il le contraignait à dire s'il avait bien ou mal travaillé. Quand la réponse était défavorable, le Roi lui tirait les oreilles sans égard pour le mal qu'y avait le petit malheureux. Souvent il m'est arrivé d'arrêter la main du Roi. Cela le surprenait, mais il ne s'en fâchait pas. La Reine, surtout, souffrait de ces brutalités envers son fils. Elle m'était extrêmement reconnaissante de mon intervention, et je dois dire qu'elle et mes cousines m'ont toujours gardé le plus affectueux souvenir.

J'arrivai, deux jours après mon départ de Stuttgart, à Arenenberg, où mon père m'avait précédée. J'y fus reçue à bras ouverts par la reine Hortense. On ne tarda pas à me parler du projet de mariage concerté, et auquel mon père accédait de tout cœur. Il acheta tout auprès d'Arenenberg un vieux château nommé Gottlieb, dans lequel Jean Huss avait été emprisonné. Il voulait le faire réparer, afin d'y habiter près de nous. Le mariage devait y être célébré six mois plus tard.

Le prince Louis me fit aussitôt une cour assidue. Nous avions vécu ensemble, à Rome, dans la plus grande intimité. Nous nous tutoyions et mon futur mari avait été, de tout temps, comme un frère pour moi. A la faveur des jeux innocents, auxquels on jouait volontiers, il m'embrassait le plus qu'il pouvait. Il ne manquait pas, non plus, de le faire à la dérobée, dès qu'il pouvait tromper la surveillance de ma bonne baronne, à laquelle je contais, du reste, toutes mes petites coquetteries. Louis et moi, nous ratissions souvent les allées du parc. Napoléon, mon frère, était en tiers. Taquin et despote, il nous tyrannisait, nous menaçant de révéler que, parfois, nous nous embrassions devant lui. Ma tante et son fils avaient écrit au roi Louis, afin d'obtenir son consentement. La réponse tardant à venir, mon père, qui s'ennuyait à Arenenberg, prit le prétexte

d'aller au-devant. Il m'emmena donc, comptant beaucoup sur moi pour peser sur la résolution de son frère. Le prince Louis me fit présent d'une petite bague avec un myosotis en turquoises pour chaton, ainsi que d'un petit médaillon renfermant de ses cheveux. Je lui promis de faire faire mon portrait à Florence. Nous jurâmes de nous écrire sous le couvert de nos parents. Mon cousin nous accompagna jusqu'à Constance.

Quant à mon père, il reprit sa gaîté et son entrain dès qu'il eut le pied levé. Une fois à Florence, nous allâmes voir le roi Louis. Il me fit d'abord mille mauvaises plaisanteries sur mon projet de mariage avec son fils. Il prétendait qu'il vaudrait mieux pour moi l'épouser lui-même; que je serais plus heureuse auprès de lui qu'auprès de sa femme, dont il parlait en termes détestables, ce qui contrastait avec le tact et la mesure que celle-ci mettait à s'exprimer sur lui, chose qu'elle évitait de faire le plus possible. Ce sans-façon de mon oncle me choquait beaucoup, et mes visites, renouvelées chaque semaine, devenaient pénibles pour moi. Un jour qu'il était plus acerbe que de coutume et comme je tenais enfin son consentement, je m'enhardis à lui dire que j'étais choquée de ses propos, qu'il devrait bien imiter la réserve de ma tante qui ne m'avait jamais dit le plus petit mal de lui, et que, d'ailleurs, elle était si bonne pour moi que rien ne saurait ébranler mon affection pour sa personne ni m'éloigner d'elle. Il ne se fâcha pas, mais il me bouda longtemps, jusqu'à ce que, fatigué de le faire, il m'envoyât un grand voile en blonde noire. Je trouvai le cadeau singulièrement mal choisi; néanmoins je fus le remercier le jour même. Il évita de me parler de sa femme.

Cependant j'avais repris le cours de mes occupations. Je m'étais remise au piano et même à la harpe. Mon rôle de jeune fille commençait, je faisais les honneurs chez mon père. Tous les jours, j'allais voir ma bonne tante Julie, qui demeurait au palais Seristori que nous avions habité au commencement de notre séjour à Florence. Je l'entretenais de tous mes projets d'avenir. Elle avait pour moi la bonté d'une mère. M^me^ de Villeneufve, sa sœur, s'amusait de ma jeunesse. Ma cousine Charlotte était enchantée que je devinsse sa belle-sœur. C'était à qui me gâterait le plus. Le temps passait; nous étions à la fin d'août, je ne voyais aucun préparatif pour mon mariage. Cependant l'annonce de cette union était faite, les consente-

ments étaient donnés. Je ne comprenais pas ce qui pouvait faire traîner tellement les choses, et je priai ma tante de s'informer.

Ce fut alors que mon père fit, à Londres, une visite à son frère Joseph. Il me laissa chez ma tante Julie avec la baronne de Rœding. C'est en Angleterre qu'il apprit ce que l'on nomme l'échauffourée de Strasbourg (1), dont la nouvelle ne nous parvint que par le bruit public. Il ne nous en fallut pas davantage pour nous éclairer sur les causes de la négligence dont mon cousin avait fait preuve, ainsi que sur les atermoiements apportés à la conclusion du mariage. Je dois à la vérité de dire que, dans cette circonstance, personne de sa famille ne fut pour le prince Louis. Son père le blâmait ouvertement et le déclarait victime des intrigues de sa mère. Dès que mon oncle me vit, il n'eut rien de plus pressé que de m'apostropher par ces mots prononcés d'un air triomphant : « Je vous avais bien dit que Louis finirait mal, et que sa mère le perdrait, comme elle a perdu son frère Napoléon. » Mon père nous écrivit plusieurs lettres dans lesquelles il exhalait avec virulence son indignation contre le prince. Il l'accablait de reproches pour l'avoir trompé en lui demandant ma main, au moment où il méditait une pareille folie. Il m'interdit d'écrire aussi bien au fils qu'à la mère, et déclara que le mariage était à tout jamais devenu impossible. Je fus très vivement saisie, je l'avoue, mais cela beaucoup plus par l'inquiétude dans laquelle me jetait la situation de mon cousin que par le regret de ne pas l'épouser. Cette alliance me plaisait, assurément ; cependant, j'éprouvais pour mon cousin plutôt une grande amitié qu'un sentiment plus tendre. Je sentais qu'une pareille union ne me sortait pas d'une situation fausse et pourrait, au contraire, m'y éterniser. Les agissements du prince Louis, qui lui avaient fermé l'Italie, ne me laissaient que la perspective de passer ma vie à Arenenberg. Cela me souriait peu. J'entrevoyais une existence monotone, presque claustrale, alors que tous mes désirs, toute mon ambition me portaient à habiter Paris, ce merveilleux Paris dont on avait tellement rebattu mes oreilles et qui, théâtre de la gloire du fondateur de notre maison, était pour nous autres, exilés dès le berceau, la véritable terre promise.

Je fis part de mes pensées à ma bonne tante Julie qui s'em-

(1) 28 octobre 1836.

pressa de les fortifier en moi, et j'attendis patiemment, mais non sans inquiétudes, la fin de cette aventure. Charlotte écrivit à son beau-frère, le prince Louis, à la reine Hortense, sa belle-mère : elle n'en reçut pas de réponse. Déjà elle pensait à partir pour l'Angleterre, afin d'être plus à portée des nouvelles et de pouvoir nous en transmettre; mais les choses s'arrangèrent plus vite et mieux que nous ne l'appréhendions. Nous apprîmes bientôt le départ du prince pour l'Amérique, ainsi que le retour de la reine Hortense à Arenenberg (1). Ma tante écrivit à Charlotte pour lui demander si je serais décidée à rejoindre le prince Louis pour l'épouser. J'avoue que cette question me parut extrêmement étrange, après le long silence dans lequel mon cousin s'était renfermé vis-à-vis de moi. D'ailleurs, selon toutes les convenances, une telle demande eût dû être adressée à mon père. Je n'hésitai nullement à prier Charlotte de répondre à mon cousin que je n'étais pas suffisamment édifiée sur son affection pour lui faire le sacrifice de quitter ma famille et l'Europe, en échange de la vie aventureuse qu'il me réservait. J'envoyai la réponse à mon père, qui approuva la forme et le fond. De son côté, il écrivit à sa belle-sœur de lui renvoyer mes lettres à son fils, non que cette innocente correspondance fût bien compromettante, mais dans l'intention de bien marquer la rupture qu'il entendait établir. Je ne reçus de mon cousin ni un mot, ni une communication, ni un souvenir quelconque. Dès notre séparation il ne s'occupa que de son aventure politique; plusieurs femmes s'y trouvèrent mêlées, et il ne fut ou ne se montra indifférent à aucune, ainsi qu'il y a lieu de le supposer.

DEUX SOUPIRANTS

Mon père revint de Londres vers le mois de décembre et je rentrai près de lui, très désolée de quitter l'intérieur de ma tante Julie qui, malgré son âge, ses infirmités et son isolement, avait été parfaite pour moi, ainsi que sa fille Charlotte et sa sœur Mme de Villeneufve. L'intimité la plus douce régnait entre nous avec le plus parfait accord. Depuis ce moment, lorsque j'étais à Florence ou dans les environs, je n'ai pas manqué un

(1) A la nouvelle de la tentative de Strasbourg, la Reine était partie précipitamment pour la France. Elle s'arrêta au château de Viry, près Châtillon, chez la duchesse de Raguse. Le gouvernement ne lui permit pas d'aller plus loin.

seul jour d'aller passer une heure auprès de ma tante, lui procurant les distractions qu'elle pouvait prendre de son canapé, lui apportant les échos du dehors, la faisant participer aux fêtes dont j'étais en lui montrant mes toilettes, heureuse de la faire rire quelquefois et d'égayer un peu cette existence monotone par les contes et les réflexions de ma jeunesse.

Avant de se rendre en Angleterre, mon père avait conduit mon frère Napoléon en Wurtemberg, où on le mit à l'école militaire de Louisbourg. Je me trouvai seule avec mon père, et tout à fait maîtresse de maison. Nous recevions chaque soir. Mon père faisait régulièrement sa partie. Il était beau joueur, souvent malheureux. Cela me fournit l'occasion de mentionner ici un vieux serviteur singulièrement original, que nous appelions le père Loulou. Le père Loulou, — pour parler révérencieusement, M. Louis, — était un bonhomme, sorte de majordome attaché au service de mon père, quand celui-ci était encore presque un enfant et qui ne l'avait jamais quitté. Il portait la queue et se poudrait la tête. Mon père l'aimait beaucoup, le tutoyait et souffrait d'en être morigéné, ce dont les occasions n'avaient certes pas manqué pendant une longue jeunesse orageuse. Or le père Loulou craignait le jeu comme la peste et parfois il arrivait que, mon père demandant des cartes neuves, le père Loulou se gendarmait, se faisait tirer l'oreille, cédant à la fin, mais non sans maugréer contre cette fatale récréation ni sans évoquer les spectres menaçants de ruine et de désastres qu'il entrevoyait dans ce passe-temps. Mon père riait et l'apaisait.

Tous les étrangers qui passaient par Florence se faisaient présenter chez nous. Mon père était des plus accueillants. Il possédait une verdeur de corps et une jeunesse d'esprit qu'il a conservées jusqu'à son dernier jour. Son seul défaut était une trop grande légèreté, source de ses fautes, et qui l'a fait souvent mal juger.

Pendant l'hiver de 1836 à 1837, nous reçûmes le duc de Cassarano, personnage napolitain qui cultivait la peinture et en abusait à ce point qu'il fit jusqu'à dix-sept portraits de moi. C'était un gros petit homme, boiteux et âgé. Pendant les nombreuses séances qu'il multiplia au delà du nécessaire, il causait avec la verve des gens de son pays, m'entretenait d'art, de poésie, me récitait des vers, m'en faisait même. Il se fit notre commensal habituel et je le voyais venir avec un grand plaisir jusqu'au

jour où je m'aperçus qu'il était amoureux de moi. Alors il me devint insupportable. Autant il m'avait paru amusant, autant je le trouvai ennuyeux. Il me semblait d'un ridicule achevé, mais, craignant de lui faire de la peine, je m'efforçai de lui cacher l'antipathie qu'il m'inspirait. Enfin, après la dernière séance nécessitée par le dix-septième et dernier portrait, il fut, heureusement, appelé à Naples pour des affaires de famille; mais il voulut prendre congé de moi qui, redoutant l'expression de son désespoir, ne trouvai d'autre expédient que de m'enfermer dans un certain cabinet où je demeurai patiemment, heureuse d'éviter, à ce prix, les adieux trop tendres de ce pauvre homme. Comme je le croyais sur la route de Naples, il reparut le lendemain ; il me fallut faire bonne contenance, essuyer le feu de ses soupirs, voir couler ses larmes. Il me promit de revenir l'hiver suivant et nous nous séparâmes, lui désolé de me quitter, moi ravie d'être débarrassée d'un vieil amoureux qui m'obsédait de ses galanteries.

Dans le courant de ce même hiver, il advint que je fus demandée en mariage par un marquis Strozzi, de la grande famille de ce nom. C'était un ami de mon frère Jérôme, avec lequel il faisait des armes, quand celui-ci venait en Italie. Le marquis Strozzi servait alors dans l'armée autrichienne. Il était fort beau, riche et plus instruit que ne l'était d'ordinaire, alors, la jeunesse italienne. Il avait fait un voyage en Orient d'où il avait ramené un négrillon. Il se fit peindre en costume oriental par Bezzuoli, peintre renommé à Florence, et je me souviens de l'effet que produisit l'exposition de cette toile. Cependant Strozzi fit faire la demande de ma main par le marquis Rinuccini, un des personnages les plus estimés de Florence et des mieux posés dans la société où il avait établi ses trois filles d'une façon brillante. L'aînée avait épousé le marquis Trivulzio de Milan, la seconde le marquis de Layatico des princes Corsini, la troisième le marquis Azzolino, fils aîné de la vieille amie de mon père. Rinuccini échoua dans sa démarche. Mon père prétexta le retour possible du prince Louis et la reprise, le cas échéant, du projet d'alliance avec lui, cela afin de ne pas désobliger le marquis Strozzi. J'approuvai mon père, ce mariage ne me souriait pas et je fus raconter mes impressions à ma tante Julie qui ne me cacha pas qu'elle me trouvait sévère sur le compte du marquis Strozzi et bien difficile. Il lui vint dans l'idée

qu'il conviendrait beaucoup à ma cousine Charlotte. Celle-ci commençait à porter péniblement le poids de son veuvage et s'ennuyait de l'isolement dans lequel elle vivait. Ma tante, qui voyait déjà beaucoup le marquis, l'attira davantage. Ma cousine l'emmenait fréquemment promener avec elle dans la campagne de Rome. Elle ne tarda guère à s'apercevoir que l'idéal de Strozzi, ce n'était pas elle et qu'au lieu du rôle d'amoureuse, elle ne jouait que celui de confidente. Elle trouva dès lors moins de charme dans ces longues promenades et on la rencontra moins dans la campagne de Rome. Elle et Strozzi restèrent toutefois bons amis. Quant à lui, il enferma, dit-on, sa blessure dans son cœur et l'on m'a dit qu'elle n'était point encore cicatrisée en 1869 lorsqu'il mourut.

MA COUSINE CHARLOTTE

Je ne saurais trop signaler la triste vie que menait ma cousine. Bannie pendant ses plus belles années, elle était et se sentait étrangère dans son pays d'adoption. Jamais elle n'avait quitté sa mère, si ce n'est pour faire son voyage en Amérique. A Bruxelles, elle avait eu, pour toute distraction, les leçons du peintre David. A Rome, où elle passa deux ans, elle eut des jours d'une monotonie extrême et quand ma tante se fut définitivement établie à Florence, Charlotte fut presque constamment garde-malade. Sa mère, en effet, était d'une santé déplorable qui attristait son caractère naturellement mélancolique, bien que toujours égal et enclin à la tendresse.

La reine Julie se concentrait dans l'amour des siens. Elle était d'un bon sens qui était d'une qualité à passer pour de l'esprit, tant il était net, tant il saisissait bien toute chose par le côté convenable, mais elle n'était absolument pas mondaine et vivait retirée sans voir personne en dehors des membres de sa famille. Lorsque Charlotte épousa Napoléon, elle dut demeurer avec lui chez le roi Louis qui ne consentit pas à se séparer de son fils et que ses infirmités condamnaient à une vie aussi insipide que celle que menait ma tante Julie. Élevé dans un tel milieu, Napoléon n'avait contracté ni l'habitude ni le besoin d'aller dans le monde. Il fut un mari charmant que sa femme aima trop pour n'en être pas jalouse, sans savoir lui offrir autre chose que les joies du foyer qu'il lui donnait lui-même exclusi-

vement. Elle dut se partager entre deux affections, celle de sa mère et celle de son beau-père qui, d'un caractère peu agréable exigeait des ménagements de toutes sortes.

Cependant le jeune ménage vécut fort uni, portant légèrement ses premiers chagrins, dont le plus vif fut certainement celui de ne pas avoir d'enfants. Mon cousin et ma cousine aimaient l'un et l'autre les arts et les artistes. Ils connurent à Florence M. Jesi, l'auteur de la belle gravure du Léon X de Raphaël (1). Ils l'attirèrent chez eux ; il devint bientôt leur commensal. Le soir ils passaient le temps à dessiner en sa compagnie. Jesi enseigna les principes de son art à Napoléon, qui fit les planches d'un opuscule qu'il avait traduit de l'italien en français. Cet ouvrage, intitulé *le Sac de Rome*, est attribué à un Jacopo Bonaparte (2).

Jesi introduisit dans la maison le peintre Léopold Robert, qui fut très goûté et se lia à ce point avec le jeune couple que, lorsqu'il quitta Florence, il était tout à fait un ami. Il entretint, de Venise, une correspondance suivie tant avec le prince qu'avec la princesse. Cette correspondance devint très rare de la part de Charlotte lorsqu'elle eut perdu son mari dont on sait la fin déplorable. Veuve, ma cousine se renferma chez elle. Jesi lui demeura fort attaché et vint, très assidument, l'aider à mettre en ordre tout ce que son mari avait laissé d'œuvres diverses.

Ce fut alors que Charlotte quitta la maison de son beau-père pour se réunir de nouveau à sa mère avec laquelle vivaient, comme on sait, M^me^ de Villeneufve et sa fille Juliette. Les deux cousines se convenaient autant que les deux sœurs, et l'on ne vit jamais entre elles le moindre nuage. M^me^ de Villeneufve, bonne musicienne, était élève de Nourrit ; elle avait une fort belle voix et s'en servait bien. Juliette partageait sans efforts, comme sans regrets, la vie recluse qu'elle menait, lorsqu'elle s'éprit de son cousin Joachim Clary, père de celui qui est aujourd'hui auprès du prince impérial. Clary était venu passer l'hiver à Florence. C'était le seul homme qui pénétrât dans la maison. Assez beau garçon, portant bien l'uniforme, il sut plaire à Juliette qui entrevit, en l'épousant, une destinée moins

(1) Samuel Jesi.

(2) Publié à Florence, Imprimerie Granducale, 1830. Les planches de cet ouvrage sont signées de Muller, Jesi et Dewis pour le dessin, de Schrœder et de Fournier d'Ajaccio pour la gravure.

triste que celle de demeurer vieille fille; mais la pauvre mère vit avec désespoir un mariage qui entraînait une séparation. Aussi y apporta-t-elle mille entraves, et ce ne fut qu'au bout de dix-huit mois qu'on put lui arracher son consentement. Il fallut que Joachim promît de venir chaque année à Florence avec sa femme et ses enfants. A chaque départ, c'était pour la malheureuse Mme de Villeneufve des crises toujours renouvelées. Elle était de cette humeur propre aux parents, qui considèrent les enfants comme leur propre chose; prêts à leur sacrifier leur vie, ils ne sauraient cependant leur accorder le repos.

Une fois Juliette partie, Charlotte se trouva plus isolée que jamais. Pourtant, l'arrivée à Florence de la duchesse de Leuchtenberg et de ses enfants (1) fut, pour elle, l'occasion de retourner un peu dans le monde. Elle vint chez nous.

Quelques mois plus tard, elle partit pour Rome où elle s'établit à la villa Pauline (2) avec sa sœur. Elle écrivait souvent à sa mère. Vers le mois de mars, elle annonça son retour à Florence en disant qu'elle désirait se rendre préalablement à Gênes où elle devait résider quelques jours. Bientôt, une dépêche expédiée à mon père par M. Bacciochi le conjurait d'accourir auprès de la princesse Charlotte qui le demandait avec instance à Sarzane où elle s'était arrêtée malade.

Ma pauvre cousine avait quitté Rome en compagnie du médecin du pape, le docteur Alertz (3), pour lequel elle s'était prise d'une affection particulière et qui consentit à l'accompagner sans qu'elle lui donnât de raison plausible pour cela. Mon père, la dépêche reçue, se disposa à partir aussitôt. Il fut d'abord trouver ma tante qu'il surprit faisant ses préparatifs de départ. De retour chez lui, mon père apprit la mort de Charlotte par Bacciochi. Il m'envoya immédiatement chez ma tante lui dire qu'il partait précipitamment sans elle, vu la gravité des nouvelles reçues, et je la suppliai d'attendre au moins que mon père lui en envoyât directement lui-même. Elle ne savait ni quel était son mal, ni pour quelle raison elle avait quitté sa sœur en compagnie du docteur Alertz, précaution qui démontrait qu'elle avait, en partant, des craintes sérieuses. Hélas! le malheureux docteur Alertz se trouvait avec elle dans un petit

(1) La princesse Auguste de Bavière, veuve du prince Eugène.
(2) La villa Borghèse, léguée par Pauline à son neveu Napoléon.
(3) Clément-Auguste Alertz, medecin allemand mort en 1866.

pays sans ressources aucunes. Il envoya chercher un praticien, mais trop tard ; une hémorragie emporta la malheureuse femme.

Dès la mort de sa fille, ma tante attacha un grand prix aux bénédictions religieuses. L'usage en Italie est que les personnes pieuses soient inhumées dans les églises. Elle choisit une chapelle dans Santa-Croce et y fit faire trois autels, un pour Charlotte, un pour elle-même, un troisième pour deux enfants de Zénaïde morts en bas âge à Florence. Pendant un an, elle y entendit la messe tous les jours, et chaque mois, les années suivantes, au jour de l'événement.

Cette pauvre tante qui, depuis bien longtemps, ne quittait plus son canapé, recouvra l'énergie de la jeunesse pour accomplir ses pieuses manifestations et ses douloureux pèlerinages, auxquels elle souffrait que je fusse seule associée. Dans une de ces visites, elle surprit un jour le comte X... tout en larmes devant le tombeau de Charlotte. Il s'échappa dès qu'il vit ma tante...

VISITEURS DE MARQUE

Pendant l'été de 1837, M. Thiers vint en Italie. Ce fut alors que je le vis pour la première fois. Sa femme l'accompagnait ainsi que sa belle-sœur, M^lle^ Félicie Dosne. M^me^ Thiers se disait souffrante. On prétendait qu'elle avait eu pour le maëstro Bellini une affection des plus tendres et que son mariage avec M. Thiers était loin de la satisfaire. Il ne serait pas étonnant que cette jeune femme, qui n'avait rencontré que déceptions dans la vie, ait eu sa santé ébranlée. Elle était très capricieuse, très enfant gâtée. On avait eu toutes les peines du monde à la décider à ce voyage en Italie.

M. Thiers loua la villa de Quarto où il s'installa avec sa femme et sa belle-sœur. Ce personnage politique avec son petit toupet, son petit nez crochu, ses petites lunettes, sa petite voix flûtée et sa petite taille, me fit l'effet d'être bien petit pour un grand homme. Ce fut ma première impression. M^me^ Thiers se montra polie, mais réservée. Elle me parut jolie femme, l'air un peu bourgeois, cependant d'une amabilité nonchalante, comme ses manières.

Toute cette famille vint dîner chez mon père à Florence. M. Thiers nous fit plusieurs visites. Il travaillait alors à l'*Histoire du Consulat et de l'Empire;* mon père, de son côté, pour-

suivait des réclamations auprès du gouvernement de Louis-Philippe. Ils avaient donc, l'un et l'autre, quelque chose à se demander : l'historien, des documents pour son livre, le prince un coup d'épaule de l'homme politique pour ses affaires. On se sépara dans les meilleurs termes. M. Thiers écrivit plusieurs fois à mon père ainsi qu'à moi, à son retour en France et, jusqu'à l'avenement de Napoléon III, nous restâmes en relations. Je dirai, en temps et lieu, quels furent nos rapports ultérieurs.

Le duc de Talleyrand-Périgord (1) était alors un vieillard aimable, sans esprit, mais serviable et fidèle dans ses amitiés. Il avait, n'étant encore que duc de Dino, épousé la fille de Pierre Biron, petit-fils de ce paysan courlandais qu'un caprice de l'impératrice Anna fit asseoir sur le trône vassal de Courlande. Ce prince Pierre abdiqua en 1795, en se réservant les droits honorifiques de la souveraineté. C'est pourquoi sa fille demeura titrée princesse de Courlande. Il était criblé de dettes, — il devait 70 000 francs au seul Verdier, marchand de cannes, fouets et cravaches, — et habitait l'étranger pour fuir ses créanciers. Il vivait d'ailleurs assez largement à Florence, d'une pension que lui faisait sa femme. Une dame anglaise, Mme Mac Donnell, put le fixer et l'épouser. Il en eut une fille que la reine de Naples tint sur les fonts du baptême et qu'elle nomma comme elle Caroline. Il mourut à Florence presque en enfance (2). Il était demeuré fort attaché à la mémoire de Napoléon Ier et, souvent, avait maille à partir à ce propos avec son fils, le duc de Dino. Un jour que celui-ci le taquinait sur ses opinions politiques qui lui semblaient mal définies, il s'écria en pleine table, et devant tous : « Je n'ai jamais crié que : vive l'Empereur ! et je ne crierai jamais autre chose. » Tel était l'homme. Quand le Second Empire fut instauré, la fille aînée de Mme Mac Donnell, Mme Aguado, fut dame de l'Impératrice. Le vieux duc ne demanda rien et ne vint même pas à Paris.

Le Czarevitch, actuellement l'empereur Alexandre II, entreprit une tournée d'inspection dans différentes cours de l'Europe, — hormis celle de France dont l'accès lui était interdit par la politique de son père, — afin de rencontrer une femme à son goût. Il visita l'Allemagne et l'Italie. Entre autres personnages, le prince de Lieven l'accompagnait. C'était le mari de cette

(1) Edmond de Talleyrand, neveu du prince de Bénevent, était né en 1787.
(2) Le 14 mai 1872.

princesse de Lieven qui fut l'Égérie de M. Guizot (1). Elle tenta, par tous les moyens possibles, de rapprocher les gouvernements de Paris et de Pétersbourg. Ses nombreuses lettres à l'impératrice Alexandra, faisant la part égale à la politique et aux cancans mondains, égayaient fort la cour de Russie. Cette femme, sur le compte de laquelle j'aurai occasion de m'étendre davantage, eût pu rendre quelques services si elle eût vécu dans une autre société. En dehors de M. Guizot, elle ne recevait guère que des étrangers et les notabilités du faubourg Saint-Germain.

Dès que mon père apprit l'arrivée du grand-duc Alexandre, il s'empressa de se mettre en mesure de le recevoir. Nous étions fort liés avec le comte Orloff, frère du prince de ce nom, ancien plénipotentiaire au congrès de Paris. Orloff vivait confiné à Florence, à cause d'un sot mariage contracté avec une actrice. C'était un homme grand et fort. Sa tête était belle. Il avait perdu une jambe à Austerlitz, étant encore extrêmement jeune. D'un caractère doux, d'un esprit affable, très bienveillant, tâchant de se rendre utile à tout le monde, tout le monde l'aimait et le recherchait. Possesseur d'une belle fortune, il recevait bien et savait rendre sa maison des plus agréables. Il était d'ailleurs au mieux avec son frère, aide de camp de l'empereur Nicolas et possédant toute sa confiance.

Orloff fut l'intermédiaire de mon père auprès du prince de Lieven et la visite du grand-duc héritier lui fut annoncée. On lui donna même à entendre que je pourrais bien plaire au prince et fixer son choix. Le jour de cette visite, et sans m'en prévenir, on me para plus que d'ordinaire. Elle eut lieu entre une et deux heures de l'après-midi. Le grand-duc fut d'une extrême amabilité, et, après la présentation des personnes de la suite, mon père emmena le prince, ainsi que moi, dans son cabinet où nous nous assîmes. Le roi Jérôme montra au grand-duc tous les souvenirs de Sainte-Hélène qui étaient en sa possession. Celui-ci les considéra longtemps avec une religieuse attention, et, à diverses reprises, il nous fit part de l'admiration que l'empereur Nicolas ressentait pour Napoléon. Il ajouta qu'en Russie le portrait de ce grand homme était dans toutes les demeures petites ou grandes. L'entrevue se termina fort cordialement. Deux heures après, mon père et moi nous fûmes rendre

(1) Elle avait été aussi la maîtresse de Metternich.

au grand-duc sa visite et il se montra aussi courtois. Dans la soirée, le comte Orloff vint chez nous pour nous rendre compte de l'impression du prince héritier. Il parla hautement, devant moi, de la possibilité d'une union. Il eût fallu changer de religion, et j'étais alors dévote ; il eût fallu renoncer à vivre à Paris, ce qui était mon plus grand désir et fut toujours un besoin pour moi, à ce point que tout autre séjour me semble un exil que je ne puis supporter longtemps. Je fis donc la difficile et les choses n'allèrent pas plus loin.

Le grand-duc héritier demeura peu à Florence. Il continua ses pérégrinations à travers l'Italie et, repassant par l'Allemagne, il s'arrêta à Mannheim chez la grande-duchesse Stéphanie de Bade, où il vit pour la première fois la jeune princesse qui devait, peu d'années après, devenir sa femme. Elle est fille du grand-duc de Hesse-Darmstadt Louis II et de la grande-duchesse, princesse de Bade, morte en 1836. La future impératrice de Russie (1) ne fut pas même placée sur la liste des princesses à marier qu'on mit sous les yeux du grand-duc. Cependant ce fut elle qui plut. L'empereur Nicolas s'était imposé de ne pas contrarier l'inclination de son fils. Le mariage fut célébré (2) pendant mon premier voyage en Russie où nous le retrouverons.

J'ÉPOUSE LE PRINCE DEMIDOFF

Au mois de juin 1838, je vis arriver M. Anatole Demidoff (3) en compagnie de Jules Janin. Ces messieurs désiraient voir de chez nous, qui demeurions le long de l'Arno, les illuminations faites à propos de la Saint-Jean qui se célèbre à Florence avec une grande pompe et au milieu des réjouissances publiques. Pour moi, M. Demidoff n'était pas tout à fait une nouvelle connaissance. Avant 1828, époque où il vint se fixer à Florence avec son père, je l'avais vu à Rome et, bien que je fusse alors une bien petite fille, j'en avais gardé le souvenir.

La présence du vieux Demidoff à Florence avait animé singulièrement la société. Il faisait donner chez lui des représentations théâtrales par des acteurs de passage et, bien qu'il fût perclus de presque tous ses membres, ce n'était chez lui que fes-

(1) Marie-Alexandrovna.
(2) 16 avril 1841.
(3) Le comte Anatole Nikolaïévitch Demidoff était né à Moscou le 24 mars 1813.

tins, bals et concerts. Cela dura jusqu'à sa mort, arrivée en 1829 (1). Il avait fait construire la résidence de San Donato qu'il habitait et où il avait établi une manufacture de soie. Le fils conserva cet établissement dont il devait faire dans la suite une demeure princière qu'il venait habiter de temps en temps.

MM. Demidoff et Jules Janin nous firent donc, au mois de juin 1838, une visite. Ce fut alors que Jules Janin, pris d'une belle admiration pour ma personne, la fit partager à son compagnon et lui suggéra l'idée d'un mariage. Mais il ne put en être question immédiatement pour M. Demidoff, celui-ci ayant une liaison ; après la rupture, il remit la chose sur le tapis. On m'en parla. L'homme ne me déplaisait pas. Je le trouvais distingué. Il habitait Paris : cette dernière considération fut d'un grand poids dans ma détermination. Ma tante Julie consultée approuva ce parti. Quant à mon père, il y était favorable, mais il voulut stipuler préalablement quelques conditions d'intérêts auxquelles M. Demidoff ne voulait pas s'engager, avec raison. Le projet avorta en tant que conclusion immédiate. M. Demidoff me prévint que ce n'était qu'ajourné. J'en fus, j'en conviens, très fâchée. J'avais envisagé ce mariage avec plaisir, parce qu'il me tirait de la situation fausse dans laquelle je me trouvais et dont je commençais à sentir le poids. En effet, représentez-vous une jeune fille de dix-huit ans vivant seule auprès de son père qui ne s'occupait nullement d'elle, subjugué qu'il était par l'amour du plaisir, sacrifiant tout à ses passions, temps, argent, considération.

Certes, la société florentine était de bonne composition, mais, par trop bravée, elle devenait chatouilleuse. Heureusement que j'étais fort aimée à Florence. Je me suis toujours extrêmement appliquée à me faire aussi aimable que possible. J'avais un usage du monde qui me donnait beaucoup d'aplomb ; j'accueillais chacun avec une égale politesse ; je m'occupais des personnes âgées sans montrer d'ennui et même sans en ressentir. Aussi, tout ce qui pouvait porter atteinte à ma position était mal pris des Florentins. Heureusement, ma bonne baronne de Rœding sut me garantir de bien des écueils par sa présence continuelle. C'est en vain qu'elle faisait à mon père toutes les représentations possibles : il ne faisait qu'en rire. Aussi, dès que nous

(1) Nicolas Demidoff, veuf d'Élisabeth Stroganoff, mourut, non en 1829, mais le 22 avril 1828.

entrevîmes jour à sortir de là par un mariage qui paraissait sortable, nous nous y attachâmes vivement. Ma tante Julie, la baronne et moi nous résolûmes de lever tous les obstacles. Un soir, M. Demidoff, après avoir causé avec moi, me prit la main et me dit : « Serez-vous confiante et constante pendant quelques mois? » Je le lui promis. Il me baisa la main en ajoutant : « Comptez sur moi. » Le lendemain, j'allai conter le fait à ma tante Julie qui fit parvenir à M. Demidoff une lettre pour M^me^ Clary, sa nièce, dont elle voulut qu'il fît la connaissance, attendu qu'en femme de grand sens qu'elle la savait, elle la jugeait très capable de suivre une affaire aussi délicate.

J'avoue que le départ de M. Demidoff me laissa le cœur assez gros. Il fut ému, et cela me fit une bonne impression en même temps que j'en conçus une opinion favorable à la prompte conclusion du mariage.

L'été se passa sans le moindre incident. Nous demeurions à la villa de Quarto. J'allais tous les jours voir ma tante Julie qui, par sa nièce qu'elle avait mise en rapports avec M. Demidoff, avait fréquemment des nouvelles de notre projet. Il y avait des hauts et des bas. Tantôt mon père élevait des prétentions inacceptables, tantôt M. Demidoff cédait sur un point et regimbait sur un autre, de sorte que la conclusion de ce mariage était sans cesse remise aux calendes grecques. Au mois d'avril 1840 M. Demidoff perdit son frère aîné. Il alla passer une saison au Mont-Dore et arriva au mois d'août de la même année à Florence, avec la résolution de mettre fin aux pourparlers. Sa première visite fut pour ma tante qui le guida dans ses démarches. C'est chez elle que je le revis pour la première fois. Bientôt il vint chez mon père en qualité de fiancé et l'on s'occupa tout aussitôt des préparatifs du mariage. Il y eut quelques points fort délicats : la question du mariage mixte, M. Demidoff étant de la religion grecque, le consentement de l'empereur de Russie, l'exigence qu'eut mon père que le mariage civil se fît à la légation de France. On en vint à bout. Le grand-duc de Toscane conféra à M. Demidoff le titre de prince de San Donato à l'occasion de mon mariage. L'archevêque de Florence fut autorisé à nous donner la bénédiction nuptiale à Quarto, mais en nous faisant signer l'engagement d'élever nos enfants dans la religion catholique. M. Demidoff signa avec moi. Le synode, de son côté, éleva la même prétention, ce qui n'embarrassa pas M. Demidoff. Il me

présenta l'engagement écrit en langue grecque, inintelligible pour nous tous : je signai sans savoir même de quoi il s'agissait et M. Demidoff joignit sa signature à la mienne. Le tour était joué. L'Église catholique avait le billet de La Châtre. Quant au mariage devant le ministre de France, notre situation de princes exilés, que l'abolition du décret de mort civile par la révolution de juillet n'avait que peu modifiée, agit sur l'esprit timoré de M. Bellocq, alors envoyé du roi Louis-Philippe à Florence. Il fallut l'intervention du Duc d'Orléans, auquel M. Demidoff, qui le connaissait, en avait écrit, pour lever cet obstacle. Le prince répondit à cette demande de la meilleure grâce du monde.

Cependant les cadeaux pleuvaient. Les surprises succédaient aux surprises et l'amour de M. Demidoff croissait, disait-il, chaque jour davantage. Pour ma part, j'étais fort satisfaite. Je dois avouer que M. Demidoff me paraissait bien de toute façon. Il m'avait conté lui-même sa grosse aventure avec madame X ; il m'avait montré des lettres tout à son avantage. On l'attaquait vivement, avec passion. Cela me semblait injuste et me révoltait en m'inspirant d'autant plus l'envie de lui apporter une considération, un calme, une régularité dont il n'avait jamais joui et qu'il paraissait souhaiter passionnément.

Le jour du mariage fut enfin fixé. Il eut lieu à la chapelle grecque d'abord, le 1er novembre 1840, par une journée superbe, aux rayons d'un vrai soleil d'été. Cette cérémonie terminée, l'archevêque de Florence nous unit dans la sacristie de la cathédrale et célébra la messe ; après quoi, un grand déjeuner réunit à mes parents présents nos témoins ainsi que plusieurs amis de M. Demidoff, accourus pour la circonstance. Ma bonne tante Julie m'assista et remplaça ma mère, d'abord au mariage grec, puis au mariage catholique, ce qui me causa la plus vive satisfaction. J'avais une robe décolletée toute en dentelles d'Angleterre, avec le voile pareil, et quand j'apparus, ayant au cou le collier de perles blanches, don de l'empereur Napoléon Ier à la reine Catherine, ma mère, et racheté à mon père par M. Demidoff, je faisais alors, — je puis le dire à cette heure que j'en suis si loin ! — une belle et charmante mariée. Ma corbeille, mon trousseau, tout était venu de Paris : rien ne me manquait, tout abondait, au contraire. Je fus accablée de fleurs, de compliments, de vers et de bénédictions, depuis Quarto jusqu'à San Donato, et au retour. M. Demidoff paraissait très amoureux

de moi et s'en montrait fier. Son nouveau titre de prince, sa parenté avec l'empereur de Russie, c'étaient choses pour combler d'aise sa vanité; elle fut, un moment, entièrement satisfaite.

Il avait été décidé qu'après être demeurés quelques jours à Quarto, nous irions à Rome, puis à Naples, et que nous repasserions par Florence, afin d'être à Paris au moment de l'entrée des cendres de l'empereur Napoléon Ier, ce à quoi j'attachais un prix extrême. Malheureusement cela ne se put et j'eus là une première déception. Nous partîmes bien pour Rome dix jours après notre mariage, mais, à peine y étions-nous arrivés, que M. Demidoff se prit sottement de querelle avec M. Potemkin, ambassadeur de Russie. Il s'en fallut de peu que cette altercation n'amenât des voies de fait. M. Potemkin en écrivit à Pétersbourg et M. Demidoff y fut mandé par le télégraphe et sommé, sous peine de confiscation, d'avoir à fournir des explications sur sa conduite. Tels furent les jolis débuts de mon mariage. Au lieu de l'agréable perspective d'un voyage en France, rêve de mon enfance et ma jeunesse, j'eus celle de traverser l'Europe, d'arriver sur les bords de la Néva au cœur de l'hiver. Cela m'affligea beaucoup. L'humeur de M. Demidoff s'aigrit considérablement et il donna cours à une suite non interrompue de violences et de folies que je me flattai vainement de conjurer ou de détourner, et qui me laissèrent entrevoir quelles difficultés viendraient assaillir le repos d'une union qui commençait sous de si pénibles auspices.

Nous ne pûmes donc passer à Rome que huit jours. Il fallait bien mettre un empressement apparent à exécuter les ordres de l'Empereur. Le temps nous manqua au point que nous ne vîmes aucun monument, aucune galerie. Je fis une visite à ma cousine Zénaïde ainsi qu'à son mari, le prince de Canino. Ils étaient établis dans le palais de Madame mère, que je trouvai en tout semblable à ce que je l'avais vu dans mon enfance. Je reconnus parfaitement l'appartement de ma grand mère. Rien n'était changé, si ce n'est que les huit enfants de Zénaïde grouillaient dans cette vaste demeure et y répandaient une animation que je n'y avais jamais vue. J'ai toujours aimé à relier le présent au passé. Même quand j'étais jeune, j'éprouvais une joie vive à retrouver les impressions de mon enfance. Les souvenirs se dressaient dans tous les coins de cette maison, et les mêmes

portraits de famille me fixaient avec les regards que je leur avais connus.

Nous prîmes donc le chemin de Florence. N'y ayant pas de pied à terre et ne voulant pas débarquer à l'auberge, nous descendîmes à Quarto où je retrouvai ma chambre de jeune fille. Nous demeurâmes là quelques jours, pendant lesquels M. Demidoff fut en proie à une grande incertitude. Il ne voulait pas aller seul à Pétersbourg. D'un autre côté, m'emmener, dans une pareille saison, faire un si long et si pénible voyage paraissait pour le moins peu prudent. Cependant il fallait prendre un parti, et, quelque répugnance que j'eusse pour une semblable expédition qui venait si malencontreusement renverser mon rêve d'aller à Paris, surtout dans une circonstance aussi solennelle et si précieuse pour moi, je dus me résigner. Je sentais bien que si M. Demidoff n'obtempérait pas, avec le plus grand empressement, aux ordres de son souverain, jamais il n'obtiendrait de lui le droit de séjourner en France : l'empereur Nicolas ne tolérait la présence de ses sujets à l'étranger que s'ils se laissaient ignorer. L'histoire de M^me^ X... avait fait mauvais effet et attiré à M. Demidoff beaucoup d'inimitiés ; sa querelle avec M. Potemkin avait indisposé gravement l'Empereur. Aussi, tout bien réfléchi, je me décidai à l'accompagner à Pétersbourg, afin d'atténuer autant que possible, par l'influence de ma parenté avec l'Empereur, l'effet terrible de son mauvais accueil.

MATHILDE.

(A suivre.)

LA JEUNESSE
ET L'ÈRE DU MACHINISME

ATTRAIT ET PÉRIL DES MACHINES

> L'homme, à franchement parler, ne dirige plus ; il est emporté par la matière.
>
> René Boylesve.

Enfants d'un siècle aux fantaisies tragiques, nous vivons sous le règne de la machine. D'aucuns s'en plaignent, d'autres s'en accommodent, les plus jeunes s'en exaltent : ainsi va le monde. Notre destin le plus secret a pris l'aspect d'un mécanisme compliqué, aux rouages savamment enchevêtrés, dont un démiurge inconnu a tracé jadis les épures. Sur ce qu'on veut tenir déjà, — prématurément au demeurant, — pour les ruines du vieux mode de vivre, s'établissent des constructions neuves, une civilisation « machiniste ».

Civilisation matérialiste, vient-on nous dire, lourde, semblable à la victoire Aptère, incapable du moindre envol. Mais civilisation qui *est*, qui représente le « fait accompli », que Hugo méprisait, mais auquel chacun est contraint de se soumettre. Le téléphone, l'automobile, le journal, demain la téléphonie sans fil et l'avion, sont si intimement mêlés à notre vie présente, que tout retour en arrière ne serait (s'il est parfois des reculs qui sont des victoires) qu'une inutile régression. Mais est-ce donc à ce pragmatisme grossier que nous demanderons de défendre la civilisation « machiniste » ? Et d'abord, avons-nous à la défendre ?

Si l'on pose cette question aux jeunes hommes d'aujourd'hui, la réponse est connue d'avance. Cette joie de la machine, cette ardeur, autant que cette habileté à s'en servir, sont

parmi les traits les plus facilement observables de leur caractère. Qui de nous, au reste, n'a éprouvé un sentiment assez mal définissable, encore que net, devant un rapide glissant, penché sur les rails, à un tournant, devant le sous-marin qui disparaît lentement dans la mer, jusqu'à n'être plus qu'un point noir trouant l'immobilité de l'eau, devant l'avion, — l'avion surtout nous émeut, vivant témoignage de notre victoire sur les éléments, — si pur de lignes, si admirablement sobre, flèche vivante au long de la plus subtile des trajectoires? C'est là un sentiment qui paraît simple, et dont la complexité cependant décourage. Ce qu'on y découvre d'abord, c'est une joie profonde et physique que nous donne l'objet inanimé qui soudain marche, comme si, au plus profond de nous, notre sentiment de la vie se découvrait lié à cette vie mécanique, à cette image de la vie. Ce n'est pas en vain que la dynamo qui ronronne, l'avion qui vrombit, la scie circulaire qui crie, font penser à des voix d'animaux familiers. Et le chauffeur et le pilote qui « écoutent » leur moteur, comme un médecin ausculte un cœur d'homme, ne se comprennent-ils pas liés à cette masse métallique par un sentiment obscur, mais très profond ? C'est dans cet ordre d'émotions et de sensations qu'il faut trouver l'origine de l'exaltation qui saisit les jeunes hommes d'aujourd'hui devant les machines.

Que ce sentiment ne soit pas seul, il va de soi. On en ajouterait aisément un autre, plus simple, presque puéril, celui de l'enfant qui s'est amusé à construire un moulin à vent ou une grue avec son jeu de petites pièces métalliques et qui voit son appareil fonctionner parfaitement, à la commande du minuscule moteur. Est-ce là de la fierté humaine ? Un peu, sans doute, de cet orgueil de l'humanité se retrouve en nous ; mais non le seul orgueil. Ou bien un orgueil plus vaste, quelque chose comme la sensation du monde possédé, la secrète affirmation du Tentateur : « Vous serez comme des Dieux! »

Dans le spectacle de l'avion, du rapide, de la machine, le plaisir que nous goûtons est celui d'une complète expansion de la personnalité humaine. L'homme le plus ignorant en matière de mécanique ne saurait y être insensible. Comment donc empêcher des jeunes hommes qui arrivent à la vie d'aimer toute cette coalition « machiniste » pour le moyen qu'elle leur donne

de prendre aisément barre sur l'existence ? Et aussi, mais la plupart d'entre eux ne distinguent pas ce sentiment dans leur être, pour cet anesthésique que constitue la frénésie de la machine et qui les empêche de se livrer à eux-mêmes, c'est-à-dire à leur trouble : ce désir passionné de vie et de conquête qu'ingénument avouent ces jeunes hommes dont tout le plaisir est de courir sur les routes à cent dix kilomètres à l'heure, est-ce autre chose que le masque transparent dont se couvre leur inquiétude secrète de vivre ? Mais nous y reviendrons tout à l'heure.

Quand enfin le plaisir de la machine n'est pas d'ordre purement sensible et que, chez les meilleurs, il se nuance de joie intellectuelle, il s'apparente à ce qu'on peut appeler la satisfaction mathématique. Il y a peu, un adversaire éclairé du machinisme (1) disait, s'adressant aux jeunes défenseurs des joies mécaniques : « Le machinisme entier est contenu dans des nombres, des nombres limités, formés de peu de chiffres. » Il croyait ainsi le condamner : il le louait. Il y a une joie dans les nombres, joie à laquelle de bons esprits furent sensibles, — et des esprits qui n'étaient pas forcément dénués de talent en matière artistique. Quiconque a étudié tant soit peu les mathématiques, sait qu'il y a plaisir à découvrir une solution élégante, c'est-à-dire courte et d'allure aisée, plutôt que d'arriver au résultat en couvrant dix pages d'équations. Ce plaisir-là est semblable à celui que les jeunes gens d'aujourd'hui éprouvent devant l'avion, si parfaitement adapté à son dessein qu'il n'est pas une courbe dont le profil exact n'ait été voulu tel qu'il est.

Au reste, il n'y a pas opposition entre des plaisirs de cet ordre et ceux que procure l'humanisme : tenons pour certain qu'un Léonard de Vinci savait apprécier les uns et les autres. Un écrivain lettré d'aujourd'hui doit savoir goûter indifféremment le charme d'une tragédie grecque et celui d'un raid d'avion. Paradoxe, dira-t-on. Nullement. Mais de tels hommes sont rares ! Il est vrai, et nous le regrettons. Mais ce n'est pas directement la faute de la machine et de ses admirateurs. Machine et machinisme sont données contiguës, mais non assimilables ; ce facteur nouveau intervient qui est la volonté de l'homme : il

(1) M. Jean Gallotti, *le Règne de l'inerte*, Revue Hebdomadaire du 4 décembre 1926.

indique la façon dont il sied d'utiliser la machine, ce qui est, au reste, tout le problème actuel.

Ce que les défenseurs d'un mode de vie périmé opposent à leurs cadets, c'est l'apparent dessèchement auquel ils semblent aboutir. Disons bien *apparent*, car si nos jeunes contemporains sont plus secrets, beaucoup moins expansifs que les jeunes hommes du temps de Lamartine, ils n'en ont pas moins en eux toute une catégorie de sentiments qui constituent un véritable, mais un nouveau romantisme. Le danger des machines n'est pas de rendre périmées certaines attitudes lyriques, certaines rêveries en barque, certains émois, ce n'est là qu'un aspect extérieur, aussi « plaqué » que les chasses à courre et les clairs de lune des feuilletons.

Le danger est plus réel, plus profond. Si l'on reproche aux jeunes gens de se plaire dans l'odeur de l'essence, le bruit du jazz-band, la poussière des routes, dans tout cet ensemble sèchement mécanique qui constitue la civilisation moderne, autant vaut leur reprocher d'aimer à vivre, puisqu'ils sont nés, puisqu'ils ont grandi, puisqu'ils ont commencé à lutter dans ce cadre-là. Quoi d'étonnant dans leur attitude? Nos peintres modernes nous présentent des cheminées d'usines, des ports couleur de goudron, des automobiles sur des routes bordées de panneaux-réclames : certes, tout n'est pas à approuver systématiquement, mais l'artiste n'a-t-il jamais été autre chose que l'interprète de son temps? Qu'on ne demande pas à la jeunesse de se tourner sans cesse vers le passé! Qu'elle en prenne les leçons, rien de plus souhaitable. Qu'elle y trouve des exemples et des méthodes : elle y découvrira aussi cet enseignement que l'avenir est entre les mains des jeunes. Ils aiment leur temps, rien de mieux ni de plus louable : encore faut-il que ce ne soit pas vaine idolâtrie.

Défendez-vous les bruits et les cris du jazz-band? Certes. Et voilà un excellent exemple de l'attrait et du péril de notre civilisation moderne. Ce que le jazz-band exprime, avec le claquement sec des baguettes, le chant désespéré du saxophone, le rythme sourd de la caisse, c'est bien la poésie nouvelle du temps des machines, mais c'est aussi une dépersonnalisation, un glissement involontaire au néant. Un critique musical (1) affirme que le jazz-band sacrifie à la volonté contem-

(1) M. Émile Vuillermoz.

poraine de se livrer pieds et poings liés, à la griserie délicieuse des joies mécaniques. « Plaisir obscur, dit-il, que nous prenons à écouter le ronronnement du machinisme qui nous broie. » Attrait, certes : péril aussi.

*
* *

Il faut poser, tout d'abord, en principe, que nous sommes victimes, quand nous considérons le machinisme moderne, d'un certain nombre d'illusions. Voici les trois principales. La première est que la machine puisse supprimer le travail de l'homme ; la deuxième est qu'elle agrandisse le cadre de la vie ; la troisième est que le fait d'avoir créé la machine corresponde toujours pour nous à une utilité et à un gain.

Le philosophe Alain a émis l'idée que la machine, en mettant encore tout au mieux, ne rend jamais à l'homme que le travail qu'il lui a donné. Il part de cette idée familière que « l'arc ne travaille point du tout pour le chasseur, mais restitue seulement le travail que les muscles lui fournissent, changeant en une rapide impulsion l'effort d'une traction lente. Par cette ingénieuse machine, la double pression qu'Ulysse exerce sur le milieu de l'arc et sur le milieu de la corde se trouve rassemblée toute sur l'encoche de la flèche, et explose là précisément, dans la direction même de la flèche. Que le meilleur arc soit celui qui restitue le mieux ce travail transformé, et qu'aucun arc ne puisse ajouter une parcelle à l'effort musculaire de l'archer, tout le monde le sait, quoique l'imagination nous tire toujours à croire qu'il y a une vertu propre dans l'arc d'Ulysse ; mais c'est la force d'Ulysse qui lance la flèche. »

Par cette comparaison avec l'arc, on veut nous rendre sensible cette notion qu'une machine ne fait jamais que transformer, rassembler en un point et en un instant, diriger les forces que l'homme a développées lui-même. Certaines conclusions qu'on peut tirer de cette donnée sont excessives ; l'idée cependant est exacte, et le culte forcené de la machine repose bien sur une illusion. Une machine, si compliquée soit-elle, restitue bien, en principe, la force des ouvriers qui l'ont préparée. L'homme donc qui l'utilise est victime d'une erreur ou mieux d'une amnésie, et la conclusion logique de cette remarque pourrait être qu'en renonçant au machinisme, on économiserait des

forces humaines et l'on ne changerait rien sur la terre. On se trouve ainsi aux antipodes des admirateurs passionnés de la machine. L'homme n'a-t-il donc gagné du confort qu'au prix d'un alourdissement de sa tâche quotidienne?

Pourtant, nous ne laissons point ici d'éprouver une gêne. Oui, la moyenne de travail de l'humanité nous semble être supérieure aujourd'hui à ce qu'elle était au temps des cavernes : encore n'est-ce qu'une impression fort peu raisonnée. Mais n'est-elle pas inférieure à ce qu'elle était au moyen âge? Autrement dit, — et c'est là, à tous, notre secret espoir, — ne peut-on pas faire appel de notre temps insuffisamment adapté au machinisme à un futur totalement adapté? Sur dix hommes d'aujourd'hui, neuf doivent bien porter en eux, plus ou moins vague, cette notion et cet espoir qu'un temps viendra où les machines supprimeront, d'une façon presque générale, le travail humain, où pour créer ces machines on en aura d'autres, créées par d'autres encore, l'homme n'ayant plus, dans cet enchaînement, qu'un simple rôle de domination (1).

Or, qu'est-ce qui assure à la machine une supériorité sur le travail direct de l'homme? C'est exclusivement le fait qu'elle est un composé de plusieurs éléments qui n'ont été assemblés ainsi que par le génie de l'homme : le gain ici correspond très exactement à la valeur de ce ferment de génie. L'homme qui invente réalise une œuvre qui dépasse toujours le travail qui a été fourni. C'est par là que le machinisme peut se sauver. Il vaut, intellectuellement, dans la mesure où il correspond à des découvertes, qu'il en suppose et qu'il en favorise. Mais si l'on examine de près cette donnée, on s'aperçoit que tout le génie inventif aboutit à une meilleure utilisation des forces de la nature. Comment peut-on aboutir à des bénéfices réels? En substituant au travail de l'homme le travail de la machine. Et dans ce domaine la première place revient sans aucun doute à l'électricité (encore plus qu'au charbon qui exige beaucoup de travail pour être extrait). Le courant électrique est produit presque sans travail humain, car un groupe turbine-dynamo ne constitue pas, en somme, un appareil très compliqué et travaille très longtemps sans avoir besoin de l'homme. Il suffit

(1) Et bien souvent, hélas! une telle conviction, issue ou non de *l'Avenir de la Science* de Renan, tient lieu à nos contemporains de foi métaphysique. Mais cela aussi aura son temps.

de contrôler les progrès inévitables de l'usure. Si l'on nous objecte les énormes travaux d'installation des chutes, remarquons que l'amortissement de ce capital d'énergie humaine se répartit sur un nombre d'années très grand.

L'électricité sera de plus en plus (sous réserve d'une invention nouvelle) la seule force mécanique vraiment productrice, parce qu'elle permet, dans tous les domaines, de substituer au travail de l'homme un travail automatique de la machine. Pensons, par exemple, à cette prodigieuse invention d'Ampère qu'est l'électro-aimant. Nul outil plus simple : un noyau de fer doux, une bobine de fil, cela suffit pour diriger à distance les plus lourdes machines. La télémécanique et l'automatisme industriel sont les voies scientifiques de l'avenir. Grâce aux relais de plus en plus sensibles, on voit des stations fonctionner livrées entièrement à elles-mêmes, sans que l'homme ait à assurer autre chose qu'un lointain travail de surveillance. Ici le gain sur le labeur de l'homme est immense. Mais, remarquons-le, tout ce que nous venons de dire aboutit à remettre la vie de l'homme au soin de machines qui jouent très exactement le rôle des esclaves antiques. C'est en ce sens qu'on peut dire (et en dépit de tous les faux lyrismes plus ou moins futuristes) que la machine est l'esclave de l'homme. Nous aurons à nous demander tout à l'heure si nous ne sommes pas, à l'égard de ces esclaves de métal, dans la même situation que les Romains de la décadence devant leurs esclaves.

La machine donc ne diminue le travail de l'homme que dans la mesure où l'homme a été aidé par le Dieu inconnu qui préside aux découvertes de génie, et encore n'aboutit-elle qu'à obliger l'homme à faire confiance à des forces aveugles. Mais ce gain lui-même n'est-il pas le simple résultat d'une autre illusion ?

Ce problème du machinisme, en effet, n'est-ce pas, en définitive, un problème de morale et même, dans une certaine mesure, de métaphysique ? C'est-à-dire que la solution n'en peut être cherchée que sur des plans où les lois économiques n'ont pas d'action ?

Si, en effet, on examine le sens du machinisme moderne, on voit que tout l'effort des hommes tend à augmenter non seulement la puissance, mais ce succédané de la puissance qui est la vitesse. Du bateau à voiles à l'avion la comparaison est

bien significative. L'idéal actuel des hommes est d'aller de plus en plus vite en tout. Il ne nous semble point exagéré d'admettre que ce désir du « toujours plus vite » trouve son point de départ dans le matérialisme, dans la conviction qu'en dehors de la vie présente il n'y a rien, dans le sentiment de la brièveté de l'existence. En augmentant la vitesse, l'homme pense que, dans les quelque cinquante années qui lui sont accordées, il pourra vivre quatre ou cinq existences. D'où l'avion, la T. S. F., le téléphone et autres instruments dont Alain (pour le téléphone) a très justement remarqué qu'une convention unanime des hommes décidant de supprimer ces moyens de communication rapide ne modifierait en rien l'équilibre général du monde. On voit par conséquent que pour engager la lutte contre cette forme périlleuse du machinisme, il serait indispensable de s'installer solidement dans le domaine de l'éthique, afin de réintroduire dans l'esprit humain cette notion que la vie a une valeur en elle-même et que cette valeur ne saurait être modifiée par la multiplicité des gestes que l'homme accomplit. Et nous parlions de métaphysique : une doctrine religieuse qui contraint l'homme à mépriser la vie présente, doctrine chrétienne du « Mon royaume n'est pas de ce monde », doctrine hindoue de l'illusion et du renoncement à l'être, écarte délibérément l'homme du machinisme. Qu'importe au trappiste, qu'importe au boddhisatva qu'on franchisse six mille kilomètres d'un seul vol d'avion, et que la Bourse de Paris connaisse un quart d'heure après leur affichage les cours de Wall Street? Tout n'est, pour des hommes qui gardent la conscience de leur âme éternelle, que vaine agitation. Notre goût de la vitesse repose donc sur une erreur fondamentale.

Et ceci nous amène à considérer cette troisième illusion que nous avons notée. Le machinisme, disions-nous, ne vaut intellectuellement que dans la mesure où il correspond à des découvertes, qu'il en suppose et qu'il en favorise. Mais est-il sûr que toutes les inventions soient utiles et aient, pour mieux dire, une utilité humaine, et précisément les plus désintéressées ne sont-elles pas celles aussi qui ont le plus de valeur?

La question, en somme, est uniquement d'adaptation : ici intervient le facteur psychologique. S'il nous paraît indispensable d'envisager le problème dans les perspectives de l'utilitarisme le plus grossier, afin de pouvoir traiter les machines

comme le vieux Caton traitait ses esclaves, il est d'autre part évident qu'un grand nombre de découvertes mécaniques n'ont été rendues possibles que par des recherches désintéressées, par une activité gratuite, par le désir de connaître, qui se rit des applications industrielles. Les hommes qui, au début de notre siècle, ont cherché le moyen de faire s'envoler un appareil plus lourd que l'air avaient-ils pour but l'avion de transport, ou plutôt n'obéissaient-ils pas à ce désir de voler, forme de ce désir plus vaste, inhérent à la nature humaine, de conquérir le monde, désir que nous notions au début de cette étude? De même le savant qui parvient à solidifier l'hélium n'ignore pas, sans doute, quelles applications de sa découverte on pourra faire à l'industrie, mais il éprouve une joie créatrice qui n'a rien à voir avec le rendement industriel. Autrement dit, quand on veut nous faire croire que le progrès industriel se sauve, intellectuellement, lui-même, nous n'acceptons cette assertion qu'autant qu'il s'agit de la découverte « gratuite ».

Avant l'utilisation industrielle, ce qui compte, dans une invention, c'est la joie artistique, poétique, dirions-nous volontiers, avec l'étymologie, du créateur (ce que sentent de moins en moins les hommes de la civilisation machinique). Qu'à cette joie participe ensuite quiconque utilise la machine inventée, sans doute, mais, — et c'est bien la preuve de ce que nous avancions plus haut que seule la gratuité est rédemptrice! — cette joie apparaît, si l'on se place au point de vue du rendement, comme une néfaste tentation. L'exemple de l'automobile rend cette notion sensible. S'il est vrai que cet engin est utile à l'homme dans certains cas, où, en diminuant les distances, il permet une utilisation plus complète des minutes de travail, c'est à la condition de ne pas dépenser plus que le gain en capital-travail correspondant. Autrement dit, entre l'automobile de dix chevaux et celle de quarante, la différence d'utilité ne semble pas proportionnelle à la différence de coût. Le cas serait encore plus net pour l'automobile de course, si cet appareil ne se présentait comme un engin d'expérience. Qui donc *utilise* le mieux l'automobile, l'employé américain qui possède sa Ford pour se rendre à son bureau, ou le bourgeois français qui a acheté sa voiture pour emmener sa famille en promenade le dimanche? L'un utilise, l'autre admire sa machine. On arrive donc à cette conclusion que plus une machine est

adaptée à son objet (moins elle laisse de place à l'emploi *artistique*) plus elle est dans la ligne de l'évolution actuelle, et moins elle prouve en faveur du progrès intellectuel, du fameux progrès humain. Toute émotion n'est que sottise, si l'on se place dans les perspectives du pragmatisme machiniste.

Mais nous voulons croire que ce n'est qu'une époque de transition que la nôtre. Nous nous complaisons encore trop dans la machine pour la dominer totalement. Au fait, le radeau a dû paraître une admirable invention à celui qui le découvrit : l'usage du fer révolutionna les civilisations de la pierre polie. On peut espérer qu'une époque viendra où l'adaptation des hommes au machinisme sera si complète qu'on utilisera les machines avec la même désinvolture que nous faisons des objets usuels, adaptation qui ne se fera point sans heurts ni sans luttes, et pendant laquelle les hommes seront peut-être contraints, comme les habitants d'Erewhon, dans le livre de Samuel Butler, à légiférer contre les machines, monstres des temps futurs, aussi terrifiants que les monstres des époques géologiques. Mais cette adaptation une fois accomplie, toute activité mécanique ayant pour but de la puissance et de la vitesse sera inutile. A cette époque, les humains se sentiront peut-être à l'étroit sur la planète, du moins seront-ils enclins à s'échapper de quelque façon de cette prison, et à reprendre l'étude de tous les problèmes dont le culte forcené des machines les aura écartés.

***

De cette période d'adaptation, que connaissons-nous déjà ? Il est hors de doute que les machines transforment profondément ce qui constitue encore la base de notre civilisation. Nous avons eu une civilisation agricole, puis une commerciale : de plus en plus nous allons vers une civilisation industrielle. Et peut-être, comme l'a suggéré M. Lucien Romier, l'erreur de la France a-t-elle été de ne pas s'adapter assez promptement, au cours du XIX^e^ siècle, aux éléments de la civilisation nouvelle.

Civilisation nouvelle, où la machine se trouve continuellement mêlée à tous les facteurs de la vie, où l'on ne peut plus rien faire sans le concours de la machine, où la main de l'homme n'agit plus que comme organe de contrôle de la mécanique. Civilisation d'ailleurs qui diffère de l'ancienne par

l'aspect plus que par la réalité. Ce que la machine introduit de plus net est un élément d'abstraction auquel les anciens ont de la peine à s'habituer, et qui semble passionner les jeunes gens. La promptitude des communications y est pour beaucoup : aussi voit-on bien des jeunes hommes faire « des affaires », c'est-à-dire, d'une façon un peu générale, s'intéresser à des échanges de choses, denrées ou titres, dont, très souvent, ils ne connaissent guère les qualités matérielles. Tels gagnent leur vie en faisant de l'arbitrage, d'autres s'occupent de fer ou de nickel : mais s'ils s'analysaient bien, peut-être trouveraient-ils en eux la même joie d'ordre mathématique que nous signalions plus haut.

Il suffit d'ailleurs d'un petit nombre de personnes décidées pour imposer à toute une collectivité les procédés du machinisme le plus moderne : ce qu'on appelle le progrès est plus souvent assentiment que volonté et choix. C'est pour cette raison, et cette raison seule, que l'Europe s'américanise de plus en plus, pour éviter la concurrence. Qu'une maison de couture de la rue de la Paix prenne l'habitude d'envoyer ses modèles à Londres ou à Prague par avion, toutes devront l'imiter sous peine d'être distancées et de perdre leur clientèle. C'est ce qui explique le succès du machinisme dans des pays qui, historiquement, auraient pu se tenir assez éloignés de son courant et parfois l'auraient souhaité.

A ce rythme, tout se fixe, et tout se transforme. Il y a encore aujourd'hui des résistances : elles faiblissent. D'ailleurs souvent ceux qui prétendent se refuser aux transformations du machinisme n'étayent leur argumentation que sur des mots, non sur des réalités précises et durables. On peut dire, en principe, et nous aurons à y revenir, que le but de l'intelligence est moins de combattre le machinisme que de lui donner des directives et de le dominer. L'attitude de refus aboutit vite, surtout s'il ne s'accompagne pas d'une culture solide, à un poncif : le culte des vieux monuments, par exemple, qui incite ceux qui prétendent l'avoir, à acheter en France des châteaux historiques, afin de les transporter en Amérique. La vérité profonde est qu'une civilisation peut être aussi belle, aussi riche intellectuellement au siècle des avions qu'à celui des diligences. C'est moins une question d'esprit que de caractère, d'âme pour tout dire.

Quant aux transformations extérieures, dont nous sommes les témoins souvent étonnés, ont-elles une très grande importance? Il y a ces transformations qui inquiètent certains de nos contemporains, — à juste titre, en ce sens que de telles protestations sont utiles pour fixer l'attention, — et qui ne tendent à rien de moins qu'à supprimer la culture : de telles transformations sont assurément dangereuses, mais moins qu'on ne le dit souvent, parce que l'esprit humain est sans cesse balancé, et que, franchie la période d'adaptation que nous avons dite, il se trouvera toujours des hommes pour revenir aux joies de l'esprit et s'intéresser encore aux racines grecques. Nous verrons tout à l'heure que plusieurs témoignages nous en donnent l'assurance. On a souvent observé dans l'histoire, des périodes où le goût des livres a été en régression : il est revenu ensuite. Il y a encore ces transformations plus extérieures, qui touchent au mode de vie, et dont les jeunes gens d'aujourd'hui ne peuvent rien dire, tant ils y sont habitués, mais dont leurs aînés ont été les témoins. Elles n'atteignent à l'âme et ne modifient le profond qu'avec une extrême lenteur. Les transformations vraiment sérieuses que nous aurons à noter ne sont point d'un ordre aussi superficiel.

Ce qui est plus grave, c'est que le point de vue auquel l'homme considère la vie est devenue assez différent de ce qu'il était jadis, plus matérialiste, plus pragmatiste, — et nous en dirons plus loin les défauts. Le confort est presque toujours l'ennemi de la fantaisie, laquelle est œuvre d'intelligence et de sensibilité : notre civilisation vise tout entière au confortable.

Ce pragmatisme apparaît nettement dans la construction de la maison moderne. L'architecte très moderne qu'est M. Le Corbusier a montré fort bien (1) que « ce qui constituait l'assiette même de l'esprit, le site court des choses immobiles, et qui donnait à la manière de vivre, aux tentatives de l'esprit une assiette qui semblait éternelle, ce site est bouleversé : il n'est plus court, ni immédiat, il est mobile infiniment et englobe toute la terre. La maison, dit-il, est *un outil* : elle participe à la frénésie moderne qui veut que l'individu se sente lié à la terre entière, même quand elle réserve, comme le souhaite l'architecte, un lieu utile à la méditation. L'art même

(1) *Journal de psychologie*, 15 janvier 1926 : *Architecture d'époque machiniste.*

qui en résulte ne peut échapper au pragmatisme grossier que par une transmutation esthétique que, — l'exposition des Arts décoratifs l'a prouvé, — bien peu sont capables de réaliser. »

Il y a donc dans cette attitude en face du machinisme une adhésion trop brutale au réel le plus grossier qui ne semble pas aller sans danger. Les jeunes gens d'aujourd'hui désirent vivre avec leur temps : rien de mieux. Et, nous demandions-nous, ce désir passionné de vie et de conquête, de plein accomplisssement de leur être, est-ce autre chose que leur angoisse, dont ils tentent vainement de se masquer l'image? Mais si les machines leur rendent le service de leur dissimuler des périls qu'ils se refusent à voir, soyons sûrs qu'un tel service mérite salaire, et que les machines, esclaves-reines, sauront se faire payer chèrement ce bon office. Si, renonçant à les dominer, à les maintenir dans des limites étroites, nous leur demandons seulement de nous confirmer dans nos illusions, elles sauront nous vaincre. Un jour viendra alors, prévu déjà par quelques bons esprits, où la force des machines deviendra telle que l'homme sera en danger.

Expressions littéraires, dira-t-on! Les *Voyages en Erewhon* de Butler ne sont que des fantaisies ironiques! Voire... — Car si nous comprenons, dans une certaine mesure, qu'un poète chante l'esthétique des machines, que même, avec les futuristes, il déclare qu'une locomotive est aussi belle que le Parthénon (à condition toutefois qu'il consente à ne pas oublier que le Parthénon est aussi beau qu'une locomotive!), qu'enfin il affirme que ce qui est le plus utile est *ipso facto* le plus beau, nous refusons d'admettre ce lyrisme facile de l'homme maître de la machine, de la machine nouvelle esclave. « De telles niaiseries, dit durement et justement M. Jean Prévost, sont dangereuses pour la société : elles nous cachent que les hommes sont les esclaves de ces esclaves. » Esclaves, nous, hommes du xx^{e} siècle? Certes, l'expression peut surprendre et choquer. Mais il ne s'agit point ici de notre liberté corporelle, encore que, d'un certain côté, nous soyons singulièrement tenus en tutelle par quelques inventions modernes qui compliquent notre vie plus qu'elles ne l'allègent : le téléphone par exemple ; il s'agit d'une liberté plus haute et plus secrète, que nous appellerions volontiers une liberté métaphysique. Or il est évident que la frénésie de la machine nous détourne déjà

de rechercher cette liberté authentique, que, plus nous nous dissimulons à nous-mêmes notre inquiétude, moins nous avons de chances de découvrir : et bien plus, la machine nous incite, — pour combien de temps encore? — à nous satisfaire en elle, à ne point la dépasser.

Où conduit cette tentation? C'est ce que nous allons examiner maintenant.

* * *

C'est là le plus pénible. La machine, non contente de modifier les aspects extérieurs de l'individu et de la vie, aboutit très vite à modifier aussi les éléments profonds. C'est moins, ici, le simple rapport de l'individu avec une mécanique plus ou moins compliquée qu'il faut observer, que celui, singulièrement plus complexe, de tout un ensemble d'hommes avec un système de machines. Le véritable, le seul danger du machinisme réside dans les transformations psychologiques qu'impose à l'homme l'habitude des machines ou plutôt, — car lorsque cela sera vraiment une habitude, on cessera d'y prendre goût, — le culte actuel des machines. Transformations qu'on peut résumer d'un mot : *uniformisation*, et qui sont d'autant plus rapides que l'industrialisation est elle-même plus rapide. M. le baron Seillière a cité (1) une lettre fort significative du docteur Leopold Ziegler : « L'Allemagne, depuis quelques dizaines d'années, est en plein processus d'*américanisation*, car elle a été forcée, par l'accroissement rapide de sa population, à s'industrialiser sans répit : ce qui a effacé ses traits antérieurs pour une part. La France, au contraire, pays encore principalement agricole, avec une population à peu près stable, a su mieux garder son véritable visage et n'a pas eu besoin de se jeter avec la même véhémence dans l'enfer d'une économisation radicale de toutes les valeurs vitales. » Ce qui explique que les transformations dues au machinisme soient moins visibles en France qu'ailleurs; et cela présente avantages et inconvénients.

L'usage permanent d'une machine crée plus qu'une habitude, un état d'âme. Telle découverte, qui passe presque inaperçue de ses contemporains, agit, à la longue, si fortement sur ceux qui en font usage que la plus secrète structure de l'être humain

(1) *Morales et religions nouvelles en Allemagne* (Payot, 1927).

s'en trouve modifiée. Il suffit, pour s'en rendre compte, d'examiner un enfant qui a toujours été habitué à l'éclairage électrique et qu'on installe dans une chambre où la seule lueur est celle d'une bougie. Il est surpris, gêné ; il est sorti de son cadre habituel. Et cela qui est déjà vrai ainsi, le sera bien davantage, si l'on considère un ouvrier chargé d'alimenter une machine à vapeur ou de faire manœuvrer un pont roulant. La machine impose à cet homme des obligations si inéluctables qu'il en est véritablement l'esclave (1).

Et non pas seulement l'ouvrier. Quand le révolutionnaire voit dans le patron le maître et en lui-même un esclave, il n'y a de vrai dans son opinion simpliste que ceci : que le machinisme semble mettre du côté du patron des éléments de domination invincible. Mais il néglige un aspect de la question qui est celui-ci : le patron est, comme lui-même, l'esclave de sa machine. Et les travailleurs coalisés auraient-ils même conquis l'administration de l'usine, le droit de faire marcher librement les machines, qu'ils seraient encore les victimes d'une illusion. Le véritable maître, qui est de métal et non de chair, ils ne l'auraient pas détruit. La véritable révolution ne serait pas celle des communistes essayant de s'emparer des usines, ce serait celle des tisseurs brisant les métiers, comme jadis les ennemis de Jacquard, ou celle des disciples de Gandhi revenant à l'usage du rouet pour faire échec aux usiniers de Manchester. Mais une telle révolution consacrerait la ruine de toute la civilisation blanche, un prodigieux retour en arrière, dans l'inconnu et la barbarie. Nous sommes dans une sorte de moyen âge de la machine ; mieux vaut aller de l'avant et tenter d'atteindre une civilisation plus équilibrée.

D'autre part, le machinisme, par les énormes groupements de capitaux qu'il exige, par cette sorte d'anonymat que conserve la direction des « affaires », — et le système de la société anonyme par actions en est le meilleur exemple, qui fait participer tout actionnaire en principe, et en réalité personne, à la responsabilité morale du maître d'usine, — aboutit à lier complètement les mains de l'homme moderne. Plus il est près du travail mécanique, plus il est esclave ; mais, même en s'en écartant, il ne saurait être tout à fait libre. Et, pour graves que

(1) Ce qui revient à souligner encore l'intérêt et l'importance de cet automatisme industriel qui permet à la machine de se servir seule.

soient les dangers de cette situation, les hommes d'aujourd'hui l'acceptent, parce que, malgré tout, ils y trouvent des avantages. Sans doute le machinisme *abrutit* l'homme au sens le plus fort du terme, qui est de le faire retourner à la brute. Mais s'il lui est, désormais, impossible de vivre sans le machinisme, que fera-t-il?

Un exemple excellent de ce dilemme sans issue nous est fourni par l'Amérique actuelle. Tous ceux qui nous en ont parlé en ont tracé des tableaux semblables. Voici, par exemple, comment M. Bernard Faÿ nous décrit l'action de ces trusts géants qui représentent dans l'Amérique moderne, et bientôt dans notre Europe, la forme supérieure et la puissance la plus terrible du machinisme. « Le peuple accepte, dit-il, de voir le gouvernement traiter avec des égards jusqu'ici inconnus les grands trusts et les puissantes affaires, que feu M. Roosevelt avait si fort houspillés dans un zèle démocratique (ou démagogique, je ne puis savoir), car le peuple s'est graduellement rendu compte que ces trusts lui rendent service. Sans doute l'abrutissent-ils un peu. C'est un reproche qu'on leur fait encore et que je crois mérité. Ils exigent de leurs employés l'obéissance, la passivité, la régularité. Ils ne cherchent pas à les stimuler. Pourtant, l'employé même américain, c'est-à-dire ambitieux et impulsif, s'en contente. Car les trusts, en échange, donnent tant. D'abord un salaire régulier, assuré, à l'abri des crises économiques, en général généreux, qui permet de jouir de la vie, de faire des parties de golf, d'avoir une belle auto, et d'envoyer ses enfants dans les meilleurs collèges. Ainsi, sans peut-être se faire aimer de ses employés, le trust parvient à les satisfaire et à les endormir dans le bonheur matériel et familial, ce qui est beaucoup. »

C'est là l'impression unanime. Les petites villes américaines fort nombreuses, et qui sont *possédées* par une société industrielle qui nomme maire, shériff, juge et pasteur, ne se trouvent pas plus malheureuses, parce qu'elles ont du confort! M. Ferri-Pisani, qui a fait aux États-Unis un reportage vécu amusant, nous montre ces ouvriers américains heureux et satisfaits, décidés à garder cette habitude de vie parce que, en travaillant pour les grands trusts, « les salaires sont toujours plus élevés, et les journées souvent plus courtes ». C'est ce qui fait, du reste, que les trusts et les syndicats soient

presque toujours d'accord. Au surplus, les syndicats constituent de véritables aristocraties, extrêmement fermées; n'y entre pas qui veut, ni sans titres. Seuls, les ouvriers spécialisés et bien payés peuvent en faire partie : les manœuvres, les nègres, les gueux en sont exclus. C'est beaucoup plus sévère que le régime des corporations de l'ancienne France. C'est la suppression radicale des droits de l'individu.

Car, en fin de compte, le résultat du machinisme est de faire disparaître tout ce qui, en l'homme, indique l'originalité, constitue la marque de l'individu. Le taylorisme nivelle tous et chacun. Il y a beaucoup de vrai dans cette simple phrase d'un romancier (1) : « Ces moteurs, ces châssis..., vous voulez tous être comme eux, et cela fait qu'on ne reconnaît plus personne. » Il faut, pour bien réussir dans le travail en grande série, avoir des qualités grégaires et le moins possible d'individualité. Placer, en une seconde et demie, le boulon qu'un autre mettait deux secondes à visser, tel est l'idéal. Avoir du goût, peu importe. Un non-adapté est d'avance perdu. Il n'est pas immédiatement utilisable : s'il a beaucoup de chance, il fera une invention, se lancera dans l'aventure, mais, plus ordinairement, il échouera et sera une épave.

Autrefois, l'ouvrier avait son individualité : elle demeure encore indispensable dans certains travaux, ceux par exemple qu'on appelle « articles de Paris ». Mais, pour combien de temps? La standardisation aboutira bien à spécialiser des ouvriers-inventeurs, d'autres exécutant... Ces individus interchangeables, nous les retrouvons même à la campagne. Ils sont actifs, moins nombreux, ils ont des machines excellentes. Et, c'est moins le pittoresque que nous regrettons, que ce vieux fond de l'être, tel qu'on le découvrait chez nos paysans de jadis, ceux dont nous parle le Polonais Ladislas Reymont, par exemple, où l'on distinguait à travers les défauts, voire les vices, la part d'éternité de chaque être.

Il est à peine besoin d'ajouter que, dans un pays complètement standardisé, taylorisé, l'intellect, ou ce qui en tient lieu, baisse vite. Les Américains consomment une quantité énorme de papier imprimé, de « littérature ». Les revues telles que le *Saturday Evening Post*, magazines qui s'adressent au grand

(1) M. J. Kessel, *les Captifs*, p. 12. (N. R. F.)

public, constituent moins un aliment de l'intelligence, qu'un moyen d'employer une demi-heure ou une heure creuse. Cela s'adresse, disions-nous, au grand public : et c'en est digne.

L'individu, donc, succombe quand le machinisme triomphe. Il succombe par paresse, par consentement veule : il s'abandonne au confort. Ceci revient bien exactement à dire, sous une autre forme et avec des arguments différents, ce que nous avancions plus haut, que toute l'organisation du machinisme actuel pose la croyance implicite au matérialisme, et le mépris ignorant du spiritualisme. Avoir son automobile et sa salle de bains, est évidemment un idéal plus accessible que la conquête de la vie éternelle.

Car le machinisme aboutit à une rupture d'équilibre entre les deux éléments qui se partagent l'homme, entre, si l'on veut, le Don Quichotte et le Sancho Pança, mais surtout entre l'homme de la terre et celui de l'au-delà, en prenant ce mot dans un sens plus vaste même que le sens religieux. Il est curieux de constater que le machinisme, qui cependant trouve son origine et sa base dans les sciences exactes et dans les observations minutieuses, aboutisse au contraire à inciter l'homme à se contenter de l'apparence, en négligeant l'essence. Il en résulte une diminution progressive de la valeur de l'être : la personnalité humaine s'appauvrit, se disperse. Un dessein de pure spiritualité paraît à la majorité de nos contemporains peut-être ridicule, en tout cas inutile. Quand un jeune homme, mal convaincu encore de l'emprisonnement inéluctable, tente de sauver l'esprit, il est aussitôt considéré comme fou. Méditer, c'est-à-dire penser en dehors de tout espoir d'un résultat immédiat, en dehors de tout pragmatisme, est devenu dangereux : c'est tenter de s'opposer à la marche foudroyante d'un rapide. Ainsi arrive-t-on à ce paradoxe d'une civilisation qui, plus que toute autre au monde, aime la vie et cependant ne cherche aucune interprétation de la vie. Paradoxe? Non. Mais au contraire conséquence naturelle : à trop aimer la vie on perd le goût de chercher autre chose qu'elle...

Heureusement, tout n'est peut-être pas encore perdu. Même au sein du bien-être, l'homme de la civilisation machinique revient, bon gré mal gré, à d'autres préoccupations. *Misère de l'homme sans Dieu*, dit Pascal. Notre temps commence à le sentir.

* * *

« Au milieu des eaux brisées de ma civilisation, le rythme commence. Au-dessus du déluge, je lève ma voix qui résonne. Dans le désordre et l'obscurité de la nuit, dans le vent et dans les vagues battantes, je hurle à mes frères perdus dans le déluge. » Ainsi s'écrie, dans son *Chant de l'Amérique industrielle*, un de ceux qui, aux États-Unis, ont refusé de se laisser engloutir par le déluge du machinisme, Sherwood Anderson. C'est là le cri d'espoir qu'on entend retentir partout, et qui, demain, peut être le cri de victoire.

Car il ne faut pas désespérer. Ne laissons pas dire, comme on l'a fait (1), que la génération nouvelle, ne pouvant plus comparer le présent au passé, ayant acquis une nouvelle mentalité qui diminue en elle la culture comme l'imagination, et ne fréquentant que des machines, est faite d'aveugles nés, prêts à accepter la plus odieuse des barbaries scientifiques. C'est là une erreur de point de vue, car rien n'est éternel sur la terre et, — nous ne cesserons de le dire, — nous ne faisons que traverser une phase d'adaptation. L'espoir demeure, et non pas seulement ce minime espoir que peut donner notre dégoût de la vie bruyante, du travail de force et des bruits, notre désir de calme et de paix; pas même celui que justifie un souci artistique de plus en plus net à mesure que le machinisme s'établit plus solidement : ce sont là des signes visibles, très visibles, d'une intuitive protestation contre le machinisme et contre ses abus, mais la foule en a-t-elle conscience? Et ce n'est pas à des états d'âme collectifs que nous demanderons de nous sauver.

Ce qui nous intéresse bien davantage, c'est la résistance que des individus isolés, mais courageux, organisent contre le machinisme. Nous saluons l'ère des machines, mais avec le désir de les dominer, non d'être écrasés par elles : le spectacle des civilisations machiniques genre U. S. A. nous suffit. Et si parfois nous nous laissons aller à quelque amer découragement, c'est peut-être seulement que nous sommes poussés par le goût « décadent » de nous sentir emportés dans la chute de l'avalanche, comme eût dit Baudelaire.

Ce qui nous intéresse, c'est ce qui dénote, dans l'uniformi-

(1) M. Jean Gallotti, *loc. cit.*

sation voulue par le machinisme, la persistance des individualités fortes. Cela a plus de valeur que ces ressouvenirs d'ordre romantique que M. Thomas Mann a dénoncés si violemment pour l'Allemagne, dont le symbole serait, selon lui, comme le note M. Seillière, un homme d'affaires bien brutal qui se ferait jouer par un gramophone électrique, dans son bureau de direction, le lied du *Tilleul* de Schubert. Il faut, à l'indispensable tâche de rénovation intellectuelle, plus de volonté et plus de convictions actives.

La meilleure preuve qu'il n'est pas exagéré d'attendre de l'avenir un tel renouveau, nous la trouvons dans la considération de la jeune littérature américaine d'aujourd'hui. Les livres des jeunes romanciers américains, — quelques-uns ne sont plus tout jeunes, mais ce mot de *jeune* a pris un sens qui n'a plus de rapport avec la physiologie, — sont tout à l'opposé de l'optimisme béat de la foule laborieuse. Que ce soit M. Bernard Faÿ ou M. Régis Michaud, ou tel autre, tous ceux qui nous en ont parlé nous l'affirment. Ce qu'on a traduit d'eux en France nous le prouve. Si l'on considère des écrivains tels que Dreiser, Ben Hecht, Sinclair Lewis, Sherwood Anderson, Willa Cather, Robert Mac Almon, le caractère commun qui apparaît dans leurs œuvres pourrait bien être une sorte d'angoisse assez désespérée, un pessimisme latent. Ils sont tous bien loin des habitudes du *happy ending*, l'heureux dénouement, dont les films sentimentaux d'Hollywood ont gardé, hélas! la tradition. Ce que ces écrivains nous montrent, ce sont des faillites, morales, financières, intellectuelles, toutes provoquées par la lutte entre l'individu et la foule, la personnalité et l'uniformité. Ces jeunes écrivains nous font sentir combien lourdes pèsent sur les hommes d'Amérique les contraintes sociales, celles qu'impose la civilisation machinique. Ils ont peu de public, beaucoup moins que les écrivains des magazines hebdomadaires, mais ils représentent, dans la masse, le ferment qui nous assure que la pâte lèvera demain.

Qu'est-ce donc, dira-t-on, qui tourmente les Américains? Encore une fois n'ont-ils pas toutes les raisons et les meilleures, pour être contents d'eux-mêmes? Que leur manque-t-il? A en croire leurs écrivains d'aujourd'hui, répond M. Régis Michaud, il leur manque la liberté de penser et la joie de vivre. « L'homme ne vit pas seulement de pain... » Le confort maté-

riel ne suffit plus aux jeunes. Ils sentent peser sur eux la tyrannie de l'opinion. Ils se meuvent parmi les contraintes. Ils cherchent en vain autour d'eux, dans les institutions et dans les mœurs, de quoi favoriser la libre expansion personnelle. Ils se heurtent à l'utilitarisme, au caporalisme moral et religieux, à l'intolérance sociale, au philistinisme. Voilà pourquoi la littérature devient de plus en plus pour eux une forme de l'évasion, évasion par le voyage, par l'exil en terre étrangère, comme pour Henry James, évasion par le rêve comme pour Poë, Whitmann, Jack London, évasion par le sarcasme pour Mark Twain ou Mencken.

Excellents symptômes. De telles aspirations témoignent de la vigueur que conservent quelques individus en un pays où tout concourt à les faire disparaître dans la masse. Or nous demeurons convaincu que pour restituer à la civilisation, par delà ce *Nouveau Moyen Age* suivant le terme de Nicolas Berdiaeff, son rôle actif, il faut compter davantage sur l'action de quelques individus courageux que sur les changements d'états d'âme des foules : ceux-ci ne sont transformés que par ceux-là.

Or la civilisation machinique, si elle aboutit à abaisser progressivement le niveau de l'intellectualité, ne prévaut pas contre l'intellectuel en tant qu'individu. Il aura à souffrir, à supporter de voir sa situation s'appauvrir, son rang social s'abaisser : peu importe, si un jour il doit avoir sa revanche. Or cette revanche, il l'aura forcément. De même qu'après les temps obscurs du Pré-moyen-âge est venue une période de haute intellectualité, de même après quelques siècles au plus de barbarie mécanique, une époque plus douce reviendra où l'homme s'étant habitué aux machines ne les utilisera plus que pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire de simples moyens de faciliter la vie, et, dans la vie, plus particulièrement le travail de l'esprit.

C'est donc par sa résistance intelligente, qui aboutira en fait à donner des directives à la société machiniste au lieu d'en recevoir d'elle, que l'individu affirmera les droits de l'esprit et son désir de ne pas les laisser déchoir. Ce sera la base d'un individualisme fécond, qui gardera la sympathie autant que l'intelligence, et qui tendra à réserver en chaque être cette zone inconnue et riche qui est proprement la part de l'humain.

Car qui dit individualisme ne dit pas égoïsme, au contraire.

On peut souhaiter d'adresser une réponse au *Contre un* de La Boétie, sans cependant choir dans la contemplation stérile du moi. L'égoïsme, instrument de transformation du monde, il y a là un beau thème pour les individualités fortes. C'est à ces fortes individualités que se trouve lié le sort de la civilisation : si elles se désintéressent d'elle, elles consacrent sa faillite. Et, au surplus, les individus n'ont rien à gagner à ce détachement trop conscient. Dans un roman récent, M. Edmond Jaloux a montré fort bien qu'un tel hiatus entre un individu intelligent et la société où il vit aboutit, pour l'individu, à des désastres (1). Se mettre à l'écart est dangereux. Il est vrai que les intellectuels qui sont décidés à ne pas abdiquer doivent s'apprêter à jouer dans le monde le rôle de ces obscurs moines, qui, pendant plusieurs siècles, héroïques et solitaires, se sont voués à des travaux sans gloire, mais ont sauvé l'esprit.

Mais ce rôle, ils ne peuvent l'assumer qu'en se mêlant à la vie, en prenant conscience d'elle, en la dominant, — telle qu'elle est, — afin de pouvoir la transformer plus tard. C'est à cette tâche de transformation qu'il sied désormais de consacrer nos forces vives. Parmi les idéaux que la civilisation machinique a réduits ou réduira en poussière, tous ne sont pas de la même valeur, ni aussi dignes d'être sauvés. La première tâche consisterait à faire le départ entre le bon et le mauvais, à distinguer ce qui mérite d'être sauvé de ce qui ne le mérite pas.

Et d'abord, il faudrait tenter de définir l'utile et l'inutile, — c'est-à-dire restituer au travail de l'homme ce que le machinisme a enlevé, le goût, le plaisir de la tâche. C'est là œuvre strictement personnelle, et un moyen de sauver l'individu. Le machinisme actuel va en sens contraire de la nature, laquelle admet l'excès, l'inutile, l'agréable, le gratuit. Ajouter à ce qui est simplement utile un élément d'agrément, est le plus simple

(1) Il s'agit du roman intitulé *Soleils disparus*. En voici un passage caractéristique : « Je suis tantôt porté à croire que l'humanité devient chaque jour plus douloureuse et sensible, et tantôt qu'elle se mécanise et tournera progressivement à l'automatisme et, par conséquent, à l'indifférence totale. — Je crois que vous avez raison sur les deux points ; la masse connaîtra des joies en série, derrière un épiderme de buffle, mais les autres souffriront d'autant plus. Ils souffriront, mais où iront-ils abriter leurs souffrances? Le moyen âge a créé des cloîtres, le monde nouveau les a détruits. Où se réfugieront ceux qui cherchent Dieu, ou la poésie, ou la charité, ou simplement la paix du cœur et qui ne trouveront rien de tout cela dans le tumulte de la foule? » Voyez la *Revue* des 1er et 15 avril, 1er et 15 mai 1927.

moyen de conserver vivant l'esprit. Restituer au travail son goût est une tâche qui mérite d'être entreprise. Elle est œuvre d'intelligence.

Ainsi donc les intellectuels les meilleurs ne seront pas ceux qui, stérilement tournés vers le passé, en regretteront les charmes, mais plutôt ceux qui, pour sauver l'humanisme même, s'accommoderont de la civilisation nouvelle pour la mieux guider. C'est une erreur de croire qu'une civilisation ne vaille que par ses livres et l'ataraxie est une solution aussi périlleuse que facile.

Cette élite intellectuelle que (malgré un abaissement sensible du niveau des études) constitue encore notre jeunesse doit-elle se détourner de la vie de l'esprit pour ne plus se soucier que des réalités techniques ? Nous avons répondu non. Mais doit-elle se maintenir dans un quant à soi vain et dangereux, laisser les hommes de la civilisation machiniste établir à leur gré une sorte de nouvelle barbarie ? Ce serait encore plus périlleux. Que les jeunes hommes d'aujourd'hui, les plus intelligents et les plus cultivés, au lieu de désespérer, adhèrent passionnément à leur siècle : il en vaut la peine. Qu'en s'efforçant de devenir des chefs, ils prennent la direction du mouvement, et ainsi seront franchies sans effort les années d'incertitude. Il y aura encore des heures de joie pour l'esprit. Cette tâche exige une jeunesse courageuse, une élite juvénile ; c'est-à-dire qu'il faut trouver la force dans l'être secret de chacun : tout se ramène à une question fondamentale, qui est de discipline intérieure.

H. Daniel-Rops.

LA GRANDE GUERRE

VUE DU VERSANT ORIENTAL

II

L'ENTREVUE DE CONSTANTZA

Au cours des années qui ont précédé la guerre, la rupture entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie, — comme nous l'avons montré au début de cette étude (1), — était déjà dans les faits. Il restait un dernier lien entre Vienne et Bucarest : la méfiance à l'égard de la Russie.

Pour la Roumanie, cette méfiance avait sa source dans l'annexion de la Bessarabie par l'empire des Tsars en 1812 avec une récidive en 1878 : le résultat avait été de pousser la Roumanie dans la Triple-Alliance. Depuis lors, cette question a toujours dominé les rapports russo-roumains.

Cependant, il est juste de reconnaître qu'après l'avènement du tsar Nicolas II, et quoique la politique russe à l'égard de la Roumanie n'eût pas complètement changé, une détente sensible s'était produite entre les deux pays, surtout depuis l'arrivée aux affaires de M. Sazonov. Jusque-là, depuis 1878 et pendant tout le règne d'Alexandre III, la Russie nous avait été hostile dans le fond sans même se donner la peine de garder les formes. Ce monarque se plaisait à exaspérer et offusquer les sentiments des Roumains. Quelques-uns de ses représentants à Bucarest abusaient même singulièrement des prérogatives créées par leurs fonctions d'agents diplomatiques, et de l'immunité qui s'y rattache. M. Hitrowo, entre autres, se

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre.

signalait par ses immixtions dans la politique intérieure du royaume.

De son côté, l'empereur Alexandre III, peut-être sous l'inspiration de cet agent, mettait parfois, par ses brusqueries, dans la position la plus pénible nos représentants diplomatiques à Saint-Pétersbourg. Ne s'avisait-il pas, aux fêtes de la Cour, de s'adresser à eux en langue russe, langue que presque personne ne connaissait en Roumanie. « Vous devez, leur disait-il, parler le moldavien, qui est un dialecte russe d'usage courant chez moi, en Bessarabie. »

Aussi, entre la Roumanie et la Russie, une cloison étanche s'était-elle établie à la frontière du Pruth. Dans les écoles bessarabiennes, lorsque les petits Moldaves parlaient leur langue, le roumain, ils étaient molestés par les instituteurs. Aucune manifestation du sentiment national n'était tolérée. Plus tard, pendant la guerre mondiale, m'occupant, comme beaucoup de mes collègues de Pétrograd, d'un hôpital de blessés, je fus frappé de l'étonnement marqué par les soldats originaires de Bessarabie à entendre un étranger parler leur langue.

— Comment connaissez-vous notre langue, me demandèrent-ils?

— Parce que c'est la mienne, répondis-je.

— Comment la vôtre? A nous, on nous a dit que nous appartenions à un pays à jamais disparu et qu'il n'y avait aucun de nos semblables sur la terre.

Et comme je leur racontais les coutumes de mon pays, ils hochèrent la tête :

— Ah! c'est de là que nous tenons les coutumes de nos pères : ce sont les mêmes.

Et un immense étonnement éclairait les visages de ces colosses aux yeux bleus, aux regards purs d'enfants.

Pour le monde officiel russe, les Moldaves de Bessarabie n'avaient rien de commun avec la Roumanie ; pourtant, c'est depuis toujours que cette même province, jusqu'en 1812, faisait partie intégrante de la Moldavie, et la science la plus rigoureuse, les plus fines oreilles ne sauraient discerner la moindre nuance entre les idiomes parlés sur l'une et l'autre rive du Pruth. Mais la Bessarabie était, dans l'esprit des Russes, une étape vers la conquête, par voie de terre, de Constantinople, à travers le boulevard de la Dobrodja et la

Bulgarie. La guerre russo-japonaise et la révolution russe de 1905, préface trop souvent oubliée de la révolution de 1917, avaient eu pour contre-coup d'arrêter l'expansion russe vers l'Asie et de refouler automatiquement l'empire des tsars vers l'Orient de l'Europe et la Mer chaude : c'est là le mouvement de pendule dont l'oscillation entre ces deux pôles, Asie et Méditerranée, a marqué pendant des siècles la politique russe. Mais, d'autre part, la guerre russo-japonaise, en révélant la faiblesse intérieure de l'empire des Tsars, avait contribué à indiquer qu'il ne pouvait plus être une force conquérante dans l'Orient européen ; il n'en restait pas moins une grande puissance jouissant d'une énorme influence diplomatique en Europe.

La réalisation des visées russes sur la Méditerranée impliquait la mainmise de la Russie sur les Détroits : c'eût été pour la Roumanie l'assujettissement. M. Sazonov, ministre des Affaires étrangères de Russie, disait dans son rapport secret au Tsar en date du 23 novembre 1913 (l'original de ce document porte, de la main du Tsar, les mots : « Je suis d'accord. — Livadia, 27 novembre 1913 ») :

« Le passage des Détroits en l'entière possession d'un autre État est-il admissible pour nous ? Poser cette question, c'est y répondre négativement. Les Détroits en la possession d'un puissant État, c'est l'entier assujettissement du développement économique de toute la Russie méridionale à cet État (1). »

On ne saurait mieux dire : voilà l'aveu de M. Sazonov et du Tsar que la possession des Détroits par le puissant État russe comporte l'assujettissement de la petite Roumanie à cet État. En effet, le pays roumain respire par le Danube, la Mer Noire et les Détroits. Cela est tellement vrai que si, pour la géographie théorique, le Danube se jette bien dans la Mer Noire, on peut dire, au point de vue économique roumain, que, par le Bosphore et les Dardanelles, il débouche dans la Méditerranée. Faute d'une issue libre vers celle-ci, le Danube, deuxième fleuve de l'Europe, ne répondrait pas à sa mission. On voit donc que les trois questions de la Bessarabie, du Danube et des Détroits, distinctes en apparence, ne forment en

(1) *Un Livre noir*. diplomatie d'avant-guerre d'après les documents des archives russes ; Librairie du Travail, quai de Jemmapes, 96, Paris; tome second, page 365.

réalité et n'ont été dans l'histoire, que les trois aspects d'un même problème, constituant un tout : la sauvegarde de l'indépendance économique de la Roumanie et des Balkans contre le *Drang nach Süden* de la Russie. Or, une atteinte portée à l'indépendance économique d'un pays est la préface de son asservissement politique. Telle était la façon de sentir de la Roumanie à l'égard de la Russie, au moment où la guerre russo-japonaise et la révolution russe de 1905 venaient révéler au monde le déclin de la puissance conquérante de l'empire tsariste.

En outre, la Roumanie avait à tenir compte du fait que, jusqu'à la guerre russo-japonaise, c'est la Russie qui avait le dernier mot dans le système d'alliance franco-russe pour tout ce qui concernait la moitié orientale de l'Europe. C'est seulement après cette guerre que la situation changea. Enfin, fait décisif, la Grande-Bretagne, en sortant de son isolement, modifiait le caractère de la politique européenne.

Cette constatation ne fut pas perdue pour les hommes politiques roumains. A la même époque, et, d'une manière générale, depuis l'avènement de Nicolas II, les procédés de la politique russe à l'égard de la Roumanie étaient devenus plus amènes. Des témoignages de courtoisie nous avaient été donnés à plusieurs reprises par la Cour de Russie. Lors de la visite à Saint-Pétersbourg du Roi Charles de Roumanie, l'ancien commandant en chef des troupes roumano-russes de Plevna fut accueilli avec déférence et cordialité. Pendant les guerres balkaniques, la Russie, vivement contrariée de l'attitude de la Bulgarie, manifesta sa sympathie à la Roumanie. Le second fils du roi Ferdinand de Roumanie eut comme parrain le tsar Nicolas II. Quelque temps auparavant, le Tsar avait envoyé le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch à Bucarest pour apporter au Roi le bâton de maréchal de l'armée russe. Enfin, quelques mois avant la guerre, la famille impériale russe vint visiter la famille royale de Roumanie, à Constantza.

Cette visite de Constantza n'a pas eu de conséquences politiques immédiates, mais a contribué à décharger et éclaircir l'atmosphère. Elle fut un succès en tant que visite tout d'abord, parce qu'elle fut courte : et les protocoles de tous les pays attestent que c'est là une condition indispensable de réussite. La veille et jusqu'au matin même de l'arrivée du Tsar,

pluie. Puis, comme par un coup de baguette magique, quelques heures avant l'entrée en rade du yacht impérial amenant de Livadia les souverains russes, le soleil. J'étais arrivé moi-même de Saint-Pétersbourg, en chemin de fer, avec M. Sazonov, ministre des Affaires étrangères, qui ne supporte pas la mer, et avec le directeur de son cabinet, le baron Schilling. Nous étions allés tout droit à Constantza, après un court arrêt à Kichinev, capitale de la Bessarabie.

Tout se passa à Constantza de la meilleure façon. Les entretiens de l'Empereur et du Roi furent empreints de la plus grande cordialité. Les deux souverains ne parlèrent pas politique, laissant ce soin à MM. Sazonov et Bratiano. Une brillante parade militaire eut lieu. Le soir même, un banquet où les deux monarques échangèrent des toasts rappelant la coopération militaire russo-roumaine de Plevna, marqua la fin de la visite. La même nuit, le *Standard* reprenait la direction de Livadia.

***

M. Sazonov resta quelques jours encore en Roumanie, et pour cause. Entre MM. Bratiano et lui, eut lieu un premier échange de vues politiques : j'y assistai, en qualité de ministre de Roumanie à Saint-Pétersbourg. L'entretien porta sur la question des Détroits. La Turquie avait pris des mesures vexatoires pour la navigation dans le Bosphore et les Dardanelles. M. Sazonov proposait au gouvernement roumain d'adresser une note commune de protestation à la Sublime-Porte demandant la levée de ces mesures. Le baron Schilling et moi, nous fûmes chargés de rédiger cette note pendant le trajet de Constantza à Bucarest. La part roumaine de collaboration eut pour effet d'atténuer les termes quelque peu agressifs de la rédaction russe. C'était la première fois que, dans une question si grave, comportant une divergence totale d'intérêts entre la Roumanie et la Russie, les deux pays étaient d'accord sur la défense d'un principe : la liberté de la navigation dans les Détroits.

Une excursion fut décidée de Bucarest à Sinaïa. Avec l'autorisation du gouvernement austro-hongrois, on la prolongea jusqu'à Temesh, à travers les forêts. Le fait que les représentants des gouvernements russe et roumain visitaient ensemble, dans une intimité confiante, une localité du territoire hongrois ne manquait pas de saveur.

A l'aller, pendant le trajet en chemin de fer de Bucarest à Sinaïa, les dépêches de Vienne qu'on nous lisait devenaient graduellement plus inquiétantes. L'hostilité des cercles militaires austro-hongrois contre la Serbie, à la suite de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, s'y marquait chaque fois davantage. C'est dans l'atmosphère ainsi créée qu'eut lieu, pendant le voyage de retour à Bucarest, une conversation du plus vif intérêt entre MM. Bratiano et Sazonov. Le ministre de Russie à Bucarest et moi-même, nous y prîmes part.

Revenant sur les dépêches alarmantes de Vienne, le ministre russe en Roumanie, à brûle-pourpoint, posa cette question insolite et directe au président du conseil roumain :

— Nous savons que vous êtes liés à la Triple-Alliance par un traité. Mais que ferait la Roumanie au cas où l'Autriche-Hongrie attaquerait la Serbie? Le *casus fœderis* jouerait-il?

M. Bratiano et moi, nous échangeâmes un rapide regard d'inquiétude. J'intervins dans la discussion pour donner le temps à M. Bratiano de préparer sa réponse. M'adressant à nos interlocuteurs russes, je leur dis d'un ton que je m'efforçai de rendre badin :

— M. Poklewski est un trouble-fête. Vous nous parlez d'une catastrophe, comme si elle devait se produire demain.

M. Bratiano fit la même remarque que moi. Mais nous avions compté sans l'obstination, apparemment concertée, du ministre de Russie. Il revint à la charge malgré toutes les tentatives faites par M. Bratiano et moi pour détourner la conversation. Nous jetions des regards impatients à travers les vitres du wagon, suspendus à l'attente, âpre comme une obsession physique, de l'arrivée à Bucarest. Ce fut en vain. M. Bratiano ne put échapper à l'obligation de répondre. En effet, M. Sazonov, qui avait gardé d'abord une attitude plus réservée, se joignit bientôt à son agent de Bucarest pour demander quelle serait la décision de la Roumanie. M. Bratiano demanda alors à M. Sazonov s'il avait l'intention de faire la guerre. Le ministre des Affaires étrangères de Russie s'en défendit vivement et nous assura des intentions pacifiques de son pays. Il ajouta cependant que la Russie ne resterait pas impassible si l'on attaquait la Serbie.

Le premier ministre roumain répondit enfin à sa question :

— Si, par malheur, les sombres prévisions de M. Poklewski

devaient se réaliser, la Roumanie agirait conformément à ses intérêts.

Heureusement, le train entrait en gare. Délivrés, nous respirâmes, mon chef et moi. Sous le péristyle de la gare, nous nous séparâmes de nos hôtes russes qu'attendait une élégante automobile. M. Bratiano et moi, nous montâmes dans le premier fiacre rencontré.

— Vous avez entendu les Moscovites? me dit M. Bratiano.

— Oui, je les ai entendus. S'il faut attribuer de l'importance à ce qui vient d'être dit, nous devons préparer nos forces et notre défense, car l'orage, j'en ai peur, est près d'éclater à propos de l'affaire serbe.

— Oui, me dit M. Bratiano, j'appréhendais la possibilité d'un conflit du côté de l'Albanie, mais je crois maintenant comme vous que nous devons tourner nos regards du côté du Danube.

***

Le soir même, à la Légation de Russie, nous assistions à un dîner de gala suivi d'une très jolie fête dans les jardins. La conversation du voyage ne fut pas reprise. Le lendemain M. Sazonov partait pour Saint-Pétersbourg.

Sitôt rentré, le ministre russe des Affaires étrangères s'empressa de rendre compte au Tsar de son séjour en Roumanie. Parlant de la conversation qu'il avait eue dans le train avec M. Bratiano, M. Sazonov communiquait à son souverain qu'il avait rappelé au Président du Conseil roumain les actes par lesquels la Russie s'était montrée prête à marcher de concert avec la Roumanie, même au détriment de la Bulgarie, « et sans attendre de savoir si la Roumanie pouvait à son tour suivre aussi franchement la même voie et si elle n'était point liée par des obligations internationales qui excluraient la possibilité d'une confiante collaboration » avec la Russie.

L'allusion à la Bulgarie présentait comme un service rendu à la Roumanie, la non opposition de la Russie à notre intervention de 1913 dans la guerre balkanique. De la relation de M. Sazonov à son souverain il appert que le ministre russe, dans sa conversation avec M. Bratiano, semble attendre de lui, en compensation de ce service, une promesse de confiante

coopération de la Roumanie avec la Russie au cas d'un conflit européen.

Il est évident que le concours de la diplomatie russe a été apprécié en Roumanie. Mais les résultats obtenus par mon pays à la conférence de la paix de Bucarest, en 1913, ne sont pas dus uniquement à l'appui de la Russie. Et dans ce cas, un pareil concours diplomatique, partagé avec d'autres, devait-il être payé d'une intervention militaire dans la crise qui semblait s'annoncer?

Quoi qu'il en soit, M. Sazonov dit dans son rapport que M. Bratiano répondit à sa question, que la Roumanie n'était pas obligée de prendre part à une guerre dans laquelle ses propres intérêts ne seraient pas directement en jeu. Le ministre russe ajoute :

« Ne trouvant pas cette réponse suffisamment claire et désirant pousser mon interlocuteur à des explications plus précises, je lui posai directement la question :

— Quelle serait l'attitude de la Roumanie dans le cas d'un conflit armé entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, si la première était obligée par les circonstances de se décider à une action militaire?

« Bratiano déclara que l'attitude de la Roumanie dans ce cas dépendrait des circonstances qui auraient motivé pour la Russie son recours à une action militaire contre l'Autriche-Hongrie, ainsi que de ce que commanderaient, dans le cas donné, les intérêts de la Roumanie.

« Le Ministre, visiblement frappé par ma question, me demanda à son tour si j'admettais la possibilité, dans un avenir prochain, de pareilles circonstances et, partant, la probabilité d'une guerre européenne. Je m'empressai de rassurer Bratiano, en lui disant que j'avais des raisons d'espérer le maintien de la paix en Europe et que, quant à un conflit armé entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, sur l'initiative de la Russie, je ne pouvais l'imaginer que dans le cas où, à propos de la question d'Albanie ou sous tout autre prétexte, l'Autriche voudrait attaquer la Serbie afin de porter un coup sensible à ce royaume, ce que nous ne pourrions probablement pas envisager avec indifférence. »

Je puis aujourd'hui confirmer que M. Bratiano fut très frappé de l'importance de cette déclaration, faite à un moment

où la situation ne cessait de s'aggraver et où il savait que l'action de Vienne menaçait de provoquer un conflit. Or, si quelque chose pouvait encore retenir l'Autriche-Hongrie, c'était bien le fait de savoir avec certitude qu'elle trouverait la Russie aux côtés de la Serbie. Aussi, dès que nous fûmes arrivés peu après à Bucarest, M. Bratiano s'empressa-t-il, dans l'intérêt de la paix, de communiquer à la Wilhelmstrasse la déclaration de M. Sazonov.

* * *

C'est la poussée russe en Orient, menaçante pour la Roumanie, qui détermina l'orientation de mon pays vers la Triplice. Lors des négociations avec Bismarck, Jean Bratiano, le père du Président du Conseil mort dernièrement, avait posé comme condition *sine qua non* que l'alliance de son pays fût conclue avec les trois puissances à la fois. Cette condition visait l'Italie. Celle-ci, tout comme la Roumanie, avait des revendications nationales en Autriche-Hongrie. L'homme d'État roumain ne l'oubliait pas. Il se rendait compte que la présence de cette puissance latine dans la Triple Alliance faciliterait la situation de la Roumanie, en enlevant à un tel groupement le caractère d'alliance purement germanique.

L'impartialité nous oblige à reconnaître que les rapports de l'Allemagne et de la Roumanie contrastaient du tout au tout avec l'attitude de la Russie à l'égard de mon pays. Aussi, les Roumains qui, lors du conflit mondial, hésitaient sur la voie à suivre, et même ceux qui préconisaient l'entrée en guerre de la Roumanie aux côtés des Puissances centrales étaient-ils moins des germanophiles que des russophobes. La Bessarabie se dressait devant leurs yeux comme un spectre rappelant l'iniquité commise par l'Empire des Tsars.

Certes, il y avait pour l'Allemagne un grand avantage à posséder une ligne continue Vienne-Constantinople, qui lui assurait la communication directe Berlin-Bagdad. Il est incontestable aussi que l'Empire allemand aspirait à une mainmise économique sur la Roumanie. Mais il n'est pas moins vrai que la diplomatie allemande faisait habilement ressortir le contraste entre ses procédés et ceux de la Russie à l'égard de la Roumanie. Aucune brusquerie de la part des Allemands envers les Roumains; rien de ce qui aurait pu rappeler la manière forte.

Connaissant notre susceptibilité, tant de fois blessée par les Russes, l'Allemagne évitait toujours de nous faire sentir qu'elle était une grande puissance et la Roumanie un petit pays.

En outre, les méthodes économiques du Reich étaient bien faites pour seconder ses buts politiques. Des facilités d'emprunts et des combinaisons de crédit à long terme étaient accordées à l'industrie et au commerce roumains. Le commerce allemand était admirablement servi par une nuée de commis voyageurs encombrants mais tenaces et connaissant leur métier, véritables pionniers de l'emprise économique allemande. Ils ne cherchaient pas à imposer leurs goûts. Insinuants et souples, ils obéissaient au goût du client.

Politique, diplomatie et commerce, l'Allemagne menait de front les trois formes d'activité et d'influence en Roumanie.

Il convient en outre de dire que jusqu'aux environs de 1914, et malgré les incartades des alliés de Vienne, l'Allemagne nous apparaissait comme une puissance attachée au maintien de la paix. Nous savions, à Bucarest, qu'après la guerre balkanique, lorsque l'Autriche-Hongrie fut tellement irritée de se voir fermer la voie de Salonique par l'annexion du Sandjak de Novi-Bazar à la Serbie, Berlin donna à Vienne des conseils de modération.

* * *

Les relations d'amitié de la Roumanie et de la Serbie dataient de plusieurs siècles : luttes contre l'islamisme conquérant, influences intellectuelles et situation réciproque telle que chacun des deux pays avait intérêt à la prospérité de l'autre. Ces relations étaient si étroites que seule une politique panslaviste inspirée par la Russie aurait pu les troubler. Les deux États, cependant, avaient des productions analogues : mais cette situation ne donnait naissance à aucune rivalité économique dans la recherche de débouchés pour leurs produits agricoles et autres.

Il n'en était pas de même pour la Bulgarie. Si la reconnaissance existait chez les peuples, la Roumanie aurait pu prétendre à en recevoir des témoignages de Sofia. Les artisans de l'indépendance de la Bulgarie ont de tout temps trouvé en Roumanie un asile et une protection qui leur manquaient dans leur propre pays. De nombreux étudiants bulgares, parmi

lesquels se recrutèrent plus tard plusieurs hommes d'État, étudiaient dans nos universités. Enfin, en 1877, devant Plevna, l'armée roumaine paya de son sang non seulement l'indépendance de son pays, mais encore celle de la Bulgarie; celle-ci, toutefois, dès qu'elle se fut proclamée affranchie à l'égard de la Turquie, se libéra de la tutelle trop exigeante de la Russie. Elle fit valoir des revendications sur la Dobrodja, habitée en majorité par des Turcs. La Dobrodja avait toujours fait partie intégrante de l'Empire ottoman, mais le Congrès de Berlin l'avait imposée à la Roumanie en compensation des trois districts de Bessarabie annexés par la Russie : on sait que la Roumanie n'a jamais consenti à cette annexion et qu'elle a élevé contre ce rapt d'énergiques protestations.

L'analogie qu'on a voulu voir entre le cas de la Bessarabie et celui de la Dobrodja ne contient aucune réalité. La province bessarabienne avait toujours fait partie de la Moldavie; cela est reconnu par les cartes officielles et les documents diplomatiques russes jusqu'en 1812, cela est enfin prouvé par le fait que le traité de Paris de 1856, après la guerre de Crimée, a attribué à la Moldavie les trois districts méridionaux de la Bessarabie, districts que le Congrès de Berlin de 1878 lui reprit. Pour la Dobrodja, c'est un pays turc. Il fut revendiqué par l'État bulgare que venait de créer ce même Congrès de Berlin par qui l'Empire turc était dépecé. Ainsi, selon les Bulgares, le Congrès pouvait amputer la Turquie d'un territoire qui deviendrait la Bulgarie, mais il n'avait pas le droit de disposer d'un autre territoire de cet Empire comme il l'entendait. Or comment contester le second de ces droits sans, par là même, contester le premier?

Le peuple bulgare, sobre, travailleur, bon combattant, a toujours manqué d'esprit politique. Il rappelle bien, par son fanatisme impitoyable et sa dureté, ses origines mongoles : ce caractère ethnique se trouva décuplé quand cette race d'envahisseurs nomades aboutit à une nation de petits cultivateurs. Toutes les guerres victorieuses des Bulgares contre les Turcs finissaient régulièrement par une mainmise sur les propriétés des paysans aussi bien que des beys turcs : au bout de leurs baïonnettes, les Bulgares avaient toujours une confiscation. Une politique plus avisée et plus mesurée eût gardé ce peuple d'être en mésentente avec tous ses voisins à la fois. Comme

les intentions réelles d'un pays se dévoilent au moment de ses victoires, nous avons vu les dispositions des Bulgares envers la Roumanie, pendant la guerre mondiale. Ce fut lors de l'occupation de la Valachie par les troupes allemandes, austro-hongroises, turques et bulgares. Entre toutes ces armées, celle qui se signala par sa conduite cruelle, par le traitement qu'elle infligea à nos prisonniers et à nos blessés, ce fut l'armée bulgare; et c'est la Bulgarie qui, au moment où elle était victorieuse, formula les plus violentes revendications. Elle ne se borna pas à la ligne Silistrie-Baltchik, mais exigea toute la Dobrodja, ce qui nous enlevait le seul port que nous eussions dans la Mer Noire, — Constantza.

Les conséquences que la guerre mondiale a eues pour la Bulgarie ont pu montrer au peuple bulgare les erreurs de la politique suivie par ses gouvernants. Il convient d'ajouter que, depuis la conclusion de la paix, la politique bulgare donne l'impression d'une prudence plus avisée.

***

Pendant assez longtemps, la Grande-Bretagne est demeurée inattentive au développement de la Roumanie. Il ne faut pas s'en étonner. Causant un jour avec un diplomate anglais de mes amis, je me laissai aller à lui dire : « L'ancienne Autriche, si soucieuse des formes de la hiérarchie et si entachée de snobisme, avait pour adage que l'homme ne commençait qu'au baron. Pour vous Anglais, un État ne compte que s'il a de l'eau. » Cette boutade a pour origine un fait patent. Lorsqu'un intérêt politique spécial n'est pas en jeu, l'Angleterre apprécie les États en proportion des eaux qui les entourent, comme si le pavillon maritime était ce qui impressionne avant tout les antennes de la sensibilité britannique. La Roumanie dut donc attendre jusque vers 1878 avant d'intéresser vraiment la politique de l'Angleterre.

Depuis cette époque, les meilleures relations économiques et politiques ont existé entre la Grande-Bretagne et la Roumanie. Elles ont abouti au traité d'alliance de 1916. Il est vrai que certains hommes d'État anglais n'ont apprécié le facteur roumain qu'au point de vue de l'avantage ou de l'utilité pour les intérêts britanniques d'une halte sûre au cours de la grande route des Indes. Cela pour le passé. A l'heure présente, la poli-

tique britannique considère la Roumanie comme un facteur important de l'Europe orientale, à cause de sa position géographique sur la Mer Noire et aux bouches du Danube, et à cause de son voisinage avec la Russie.

Enfin notons encore ce lien considérable entre la Grande-Bretagne et la Roumanie : le passage des Détroits, nécessaire à la navigation britannique pour atteindre la Mer Noire et à la navigation roumaine pour en sortir.

***

L'histoire des relations franco-roumaines sera plus tard une cause d'émerveillement pour les historiens d'alors : c'est qu'elle relatera l'action d'un rayonnement intellectuel d'une intensité sans précédent d'un pays sur un autre, de la France sur la Roumanie.

Situés aux portes de l'Orient, séparés de la France par des milliers de kilomètres, les Roumains, dès la première époque de leur libération, se sont instinctivement tournés vers l'Occident, et la renaissance roumaine s'est effectuée sous le signe de la latinité française. La Roumanie, pays chrétien d'Orient, subit diverses influences, notamment slavone et grecque, jusqu'au commencement du XIX^e^ siècle. Cette dernière influence bénéficia de l'équivoque qui s'était établie alors entre la nationalité et la religion. Parce que la religion des Roumains était le christianisme gréco-orthodoxe, on les tint pendant longtemps pour des Grecs de nationalité. En réalité, l'influence grecque resta pour ainsi dire en surface : il était élégant, dans l'aristocratie roumaine, de parler le grec. Mais la culture hellénique n'eut aucune prise sur la masse ; et, malgré les services qu'elle a pu rendre, elle ne fut jamais populaire en Roumanie.

Il en advint tout autrement de l'influence française. Des voyageurs français en Roumanie ont frayé la voie. Plus tard, des voyageurs roumains se rendirent en France, et surtout à Paris. Que dès le début du XIX^e^ siècle, le prestige de la France ait pu s'exercer en Roumanie, c'est un fait dont on appréciera toute l'importance en se rappelant les difficultés d'un voyage qui durait, à cette époque, plusieurs mois de Paris à Bucarest ou vice-versa, en voiture de poste à travers toute l'Europe. La politique de Napoléon III, favorable aux nationalités danubiennes, a certainement contribué dans une large mesure à ce

résultat. Il y eut simultanéité entre les influences politiques et intellectuelles. Le terrain roumain était, de plus, propice à l'épanouissement, dans une atmosphère de profonde sympathie, d'une culture originale, gardant toute la saveur du terroir, sous les auspices de la civilisation française.

Pour les observateurs superficiels ou dépourvus d'intuition psychologique, — et les Allemands étaient du nombre, — l'influence française en Roumanie se bornait aux résultats produits par l'importation de romans sans valeur et des modes de Paris. Elle n'eût été que cela, si de puissantes affinités, un rare ajustement des deux âmes, n'avaient existé comme à l'état de prédestination pour donner de la profondeur à ce qui paraissait superficiel. Un romancier français contemporain l'a dit : « En Roumanie, les Français sont aimés pour eux-mêmes. »

Quelles furent les manifestations de ce rayonnement ? En premier lieu, ceci : dans les écoles roumaines, l'enseignement très développé de la langue et de la culture françaises; dans les universités de France, un énorme contingent d'étudiants roumains.

Résultat : en 1870, au moment où, dans la guerre franco-allemande, la partie s'annonçait déjà perdue pour la France, c'est du petit peuple roumain que lui vint le plus audacieux et tendre élan d'affection, c'est au parlement de Bucarest que fut prononcée, en séance publique, la phrase : « Le cœur de la Roumanie est là où flotte le drapeau français. »

Autre résultat : après l'entrée de la Roumanie dans la Triple Alliance en 1881, on vit, au pays roumain, en dépit de cet accord conclu sous la menace russe, coexister deux politiques : l'une qui nous liait à Berlin, — la raison d'État, — l'autre qui nous tenait attachés à la France, la politique du cœur. C'est celle-ci qui, le moment venu, a triomphé.

Certes, on regrettait en Roumanie qu'il n'y eût pas une politique française proprement dite du Danube et des Balkans; on déplorait de voir dans ces régions la politique française suivre, — selon certains avec trop de passivité, — la politique russe. C'était là, il est vrai, une nécessité de l'alliance franco-russe, les chancelleries le comprenaient: mais le peuple, lui, restait étranger et insensible à ces froides combinaisons. Aussi, les témoignages de sympathie que la France

nous donnait encore, malgré notre entrée dans la Triple Alliance, doublaient de prix à nos yeux. Ces manifestations, assez fréquentes, se faisaient en sourdine. La région du Danube et les Balkans semblaient à tous être, dans l'alliance franco-russe, fatalement dévolus à l'influence de la Russie. C'est grâce au terrain préparé de la sorte par l'influence française en Roumanie qu'on a pu voir, pendant la guerre mondiale, ce que beaucoup d'esprits jusqu'alors n'avaient pas cru possible : la Roumanie, malgré l'alliance franco-russe, se joindre à l'Entente. Assurément la politique de celle-ci comportait la libération des nationalités, mais surtout, pour nous Roumains, sentir la France à nos côtés nous donnait plus de sécurité, plus d'enthousiasme que la présence de la Russie ne nous inspirait de méfiance et d'appréhension, — et Dieu sait si celles-ci étaient profondes et justifiées!

Nommé, en novembre 1913, ministre de Roumanie à Saint-Pétersbourg, je me rendis à mon poste en février 1914 et j'assistai au plus extraordinaire raccourci d'histoire qu'on puisse imaginer : je connus l'empire russe avant la guerre, l'empire en guerre, la révolution de mars 1917, la révolution bolchévique et même... la prison de la forteresse de Saint-Pierre et Saint-Paul.

C.-J. Diamandy.

LE BILAN

DERNIÈRE PARTIE (1)

XXIII

En sortant de chez le recteur, Kate Clephane se mit à marcher sans but le long de l'avenue Madison. C'était une chaude journée d'octobre colorée comme un jour d'été. A la hauteur de la rue, elle entra dans le Parc et erra lentement sur le tapis de feuilles d'or qui commençaient à joncher la promenade.

Elle voulait regarder au fond de sa situation : mais une fois de plus, sa pensée effarouchée reculait, comme elle venait de voir reculer le docteur Arklow. Tous ceux à qui elle avait tenté de faire partager son secret, sans se dénoncer, avaient eu le même mouvement, la même instinctive réaction.

— Ah ! non, pas cela ! Taisez-vous ! disaient-ils à voix basse en détournant les yeux.

C'était une horreur que personne ne consentait à écouter.

Comment faire alors pour obéir au docteur Arklow et confier le monstrueux secret à la jeune fille? La phrase qu'il avait prononcée avait pourtant été formelle, comme s'il eût dicté la loi du haut du Sinaï :

— Il faut que la jeune fille sache.

C'était aisé de donner dans l'abstrait des règles pour la conduite d'autrui ! La jeune fille, personne en l'air, simple abstraction du langage, à la bonne heure ! Celle-là peut tout entendre sans inconvénient. Mais ma fille, ma fille à moi, Kate Clephane,

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 novembre, 1er et 15 décembre.

ma fille Anne? Allons donc! Et Kate, les yeux fermés, essayait de se figurer la scène et le visage de son enfant, au moment où elle commencerait à entrevoir la vérité.

— Vous, maman? Vous?

C'était bien cela qu'il y aurait de pis, cette expression de ses regards et la manière dont elle dirait ce « Vous? »

— L'homme que tu épouses, il a été...

Non, Kate, même en esprit, ne put aller jusqu'au bout. Il y a des aveux qu'on ne fait pas; surtout à sa fille.

Du reste, songeait-elle, le docteur Arklow, son injonction à peine émise, s'était hâté de l'atténuer, l'avait presque retirée. Le prêtre avait d'abord parlé, mais, aussitôt après, l'homme avait eu son tour : c'était l'homme qui lui avait conseillé le silence pour épargner autour d'elle « de la douleur inutile ».

Kate était sortie du Parc et, toujours sans but, presque sans voir, errait dans la direction de l'Est, le long d'une voie en construction, aux environs de la 100e rue. Rentrer chez elle, rentrer dans cette maison où s'étalait la robe de noces, ah! non. Elle allait, allait toujours... Tout à coup, elle se trouva devant une église de grès assez laide, au porche surmonté d'une croix. Les portières de cuir se soulevaient, retombaient; des femmes se glissaient pour entrer ou sortir. Kate Clephane poussa une porte et regarda. Le jour tombait; à l'intérieur, les lumières des cierges palpitaient comme des papillons, sur les fleurs en papier qui décoraient l'autel. Il n'y avait pas d'office, seulement çà et là quelques fidèles en prières. Le long des bas-côtés régnait une file de confessionnaux en bois verni. Devant un ou deux, un petit groupe de femmes à genoux attendaient. Que peuvent-elles avoir à dire? se demanda Kate.

Appuyée au pilier de la nef, elle se figura une de ces confessions. Quelles niaiseries, quels enfantillages, pensait-elle, à côté de mon secret, à moi!... Mais quel secours, de pouvoir s'adresser à quelqu'un qui vous dise positivement, fermement ce qu'il faut faire, de pouvoir se décharger de ses peines, comme d'un fardeau trop lourd qu'on dépose au soir de la journée! Il manquait au docteur Arklow l'autorité que donne l'habitude du confessionnal. Impuissant au delà d'une sympathie et d'une compassion vagues, il essayait de chasser les visions pénibles, à peine entrevues à regret. Quelle différence avec ces hommes qui ont le pouvoir de lier et de délier, porte-paroles anonymes

de l'Arbitre tout-puissant, et que nulle fausse délicatesse ne trouble dans le devoir sacré de purifier et de soulager ! A la pensée de déposer son fardeau entre des mains si saintes, les yeux de la pauvre femme se remplissaient de larmes.

Pourquoi pas ? Pourquoi ne pas confier son secret sans nom à ces oreilles sans nom ? Pourquoi ne pas se joindre à ces pénitentes inconnues ? Quoi de plus facile ? Un pas à faire...

Elle ne le fit pas. Son inquiétude la ramena d'une allure incertaine sur le chemin de la maison, de l'allure de quelqu'un qui a reculé devant un acte de volonté et s'en remet à l'imprévu. Qui sait ? Chris devait souffrir autant qu'elle. Pourquoi ne pas s'en tenir à son plan d'attente et d'usure : fatiguer l'adversaire à force de patience et de résignation ? Elle se trouva ainsi devant la porte de l'hôtel ; elle serra les dents et entra. Soudain, avec un frisson, elle se rappela la robe blanche et tout ce qu'elle signifiait.

Le salon était vide ; elle monta à sa chambre. Comme d'habitude, un joli feu brillait dans la cheminée ; un bouquet de fleurs fraîches souriait sous la lampe. Tout sentait la tiédeur, la paix, l'intimité. En s'asseyant au coin du feu, elle crut voir, assise en face d'elle, la pesante personne de Fred Landers en train de rôtir à la flamme ses gros souliers à bout carré. Elle s'était dit, un soir, en le voyant ainsi, qu'il ferait bon l'y voir toujours. Et voilà que ce soir, dans la détresse de sa solitude, cette pensée lui revenait. C'était la première fois depuis qu'il lui avait confié son unique espoir, aveu combien timide, indirect, plein d'excuses ! Mais sous ce balbutiement, comment ne pas reconnaître l'accent d'un long désir ? Elle le savait bien, qu'il l'aimait depuis toujours : n'était-ce pas lui, Anne l'avait dit, qui avait persuadé la jeune fille de faire revenir sa maman inconnue ? Je lui dois tout, se disait Kate, tout mon bonheur, tout mon chagrin. Il sait tout de ma vie, ou presque tout. Auprès de qui me sentirais-je aussi bien en confiance ? Pourquoi l'avoir si mal reçu, si froidement, d'une manière si peu encourageante ? Après tout, c'était peut-être le refuge, le salut. Elle ferma les yeux et essaya de se représenter ce que serait la vie, plus tard, toute la vie à côté de Fred Landers. De sentir près de soi cette rude et patiente bonté, ne serait-ce pas un moyen d'alléger ses maux, de rendre moins palpables, moins aiguës, moins vivantes les images et les pensées qui faisaient son tourment ?

Sa rêverie dura longtemps.

Maintenant, c'était sa fille dont elle avait devant les yeux la figure pâle et radieuse. Le bonheur d'Anne était visible au dehors, faisait de ses traits une chose lumineuse et comme transparente ; et sa mère mesurait par sa propre expérience la somme de force et de chaleur qu'il fallait pour alimenter ce foyer. Elle n'avait jamais pu être heureuse qu'avec passion. « Voilà bien mon sang », se disait-elle. Mais ce qu'elle ne pouvait pas supporter, par exemple, c'était de voir, sur ce visage, la douleur remplacer une béatitude ravissante. Elle avait vu cela une fois et ce spectacle s'était gravé en elle comme au fer rouge. Détruire un tel bonheur, quel meurtre ! Et qu'importe de quoi il est fait, ce bonheur? Qu'est-ce que cela fait à la vie?

Peu à peu, dans son pauvre cœur agité, dilaté, elle sentait s'ébaucher une nouvelle résolution : accepter le mariage, se résigner, renoncer au combat, essayer d'être tout de bon ce qu'elle avait fait semblant d'être : une mère heureuse, consentante. Et, mon Dieu ! pourquoi non? Légalement, il n'y avait là rien de mal, aucun crime punissable par la société. Et même en se plaçant plus haut, sur le plan des sentiments intimes... « Ce jeune homme, je n'ai pas tout à fait l'âge d'être sa mère, mais il pourrait être mon beau-fils. Qu'ai-je donc attendu, qu'ai-je espéré de plus que de rester pour lui un incident léger, un souvenir agréable? Dès le début, j'ai mis notre roman sur ce pied : ai-je assez insisté sur l'écart de nos âges, assez dit que cette liaison ne devait pas durer ! C'est moi qui l'ai voulu ainsi. Tout plutôt que de laisser le souvenir d'un fardeau au lieu d'un souvenir de délices ! « Je serai pour toi la branche de fleurs que tu frôles la nuit au passage. » (Que de fois Kate lui avait répété cette phrase !) Était-ce du lilas ou du faux-ébénier ? Peut-être les deux ensemble. Tu ne le sauras plus. Tu te souviendras seulement de la caresse d'une chose fragile, qui sentait bon. » Une minute et un parfum, de la poésie et du passé, voilà tout ce qu'elle s'était dit qu'elle serait dans la vie de son jeune amant. Et elle s'était tenu parole jusqu'au jour où la foudre avait éclaté. Mais était-ce sa faute, cet orage? « Ne suis-je pas témoin de sa résistance, de sa fuite? C'est Anne qui a tout fait : sa passion s'est jouée de nous. S'il l'aime vraiment autant qu'elle l'aime, n'est-il pas excusable d'accepter le bonheur qui

s'offre à lui de force? Et comment le refuser sans briser la vie de la jeune fille? S'il faut une victime, Seigneur! que ce ne soit pas ma fille! » s'écria-t-elle presque tout haut.

Dehors, le bruit de pas et de bavardages s'était éteint; un adieu, qui avait la voix de Nollie; puis plus rien. La jeune femme était partie certainement la dernière et maintenant Anne était seule, avec son fiancé peut-être. Encore une habitude à prendre. Seuls, bientôt, ces jeunes gens le seraient toujours, seuls, même s'il y avait du monde, tout seuls, puisqu'ils seraient plus près l'un de l'autre que de personne. Il faudrait s'y faire... Garder sa fille, garder sa confiance, sa tendresse, voilà tout ce qui importait. Il fallait aller la trouver de ce pas et, d'elle-même, lui demander de fixer le jour du mariage.

Elle se leva et se dirigea vers le boudoir. La porte était ouverte, mais on n'entendait aucun bruit. Personne; pas même le fiancé. Avec un soupir de soulagement, elle entra. La pièce était vide. Il y avait dans un des grands vases une gerbe de chrysanthèmes et de feuilles d'automne. Dans un coin, une table à thé chargée de tasses et d'assiettes en désordre. Le chien sommeillait devant les cendres. Où était la petite fille qui essayait d'attraper les oiseaux rouges à travers le garde-feu? Cette image acheva de fondre les dernières résistances. La porte de la chambre aussi était ouverte, nul bruit ne venait de là non plus. La jeune fille avait dû sortir en même temps que sa dernière visite, s'échapper pour faire avant le dîner une course aux étoiles sur la promenade de Riverside : ces caprices à n'importe quelle heure étaient le plaisir des fiancés. Ah! ces jeunes gens!...

Au bout d'un moment, Kate poussa doucement la porte de la chambre : devant elle, tout droit dans la ligne de son regard, le lit étroit avec la robe encore posée dessus dans toutes ses neiges et ses blancheurs; entre elle et le lit, les yeux aussi attachés sur la robe, se tenaient Anne et son fiancé. Ils ne l'avaient pas entendue venir, et ne s'apercevaient pas de sa présence. Toute leur attention s'absorbait l'un dans l'autre. Le jeune homme enlaçait la jeune fille, leurs joues se caressaient. Une de ses mains, pressant légèrement le cou de la jeune fille, faisait une coupe où il lui prenait le menton, afin de rapprocher encore son visage. Ils contemplaient la robe, mais leurs bouches, à peine séparées, semblables à un fruit mûr qui vient d'éclater, dénonçaient le baiser.

Kate les observait, debout derrière eux comme une ombre. Invisible, sans bruit, elle se produisait à elle-même cette impression d'une âme sans corps, d'une revenante, d'une morte. Soudain, elle se sentit traverser par une furieuse ardeur de vie. Dans chaque cellule de son corps elle sentait cette étreinte.

— Ah non ! Pas cela ! Pas cela !

Elle crut qu'elle jetait un cri et se hâta de porter les mains devant sa bouche pour l'étouffer ; mais ce n'était qu'un sourd gémissement intérieur : aucun son n'était sorti de ses lèvres. Pendant un temps qui lui parut infini, elle continua de demeurer là; invisible, sans bruit, et les deux autres là, devant elle, enlacés, sans bouger, sans parler. Enfin, elle fit demi-tour. Ils ne l'entendirent pas s'éloigner. Son cerveau bouillonnait. Pensées, sentiments, tout en elle s'encombrait d'un écheveau épais, d'une lourde toison de souvenirs... Jalouse? Jalouse de sa fille? Jalouse d'une jalousie physique? C'était donc là le vrai secret de ses répugnances, le mot de ses instinctives révoltes? C'est pour cela que, depuis le début, elle sentait flotter entre eux une espèce d'horreur incestueuse... Comment le savoir? Comment analyser une telle angoisse? Elle ne savait qu'une chose, c'est qu'il fallait fuir, — fuir le plus loin possible de cette scène inoubliable. Il fallait mettre le monde entre eux. Toute l'étendue du monde, c'était trop peu encore. La tombe serait-elle assez noire pour y ensevelir la mémoire de ce qu'elle avait vu?

Elle se retrouva, sans savoir comment, dans le hall, près de l'escalier. Descente précipitée comme ce matin d'hiver où, aussi rapide que dans un rêve, dévalant ce même escalier, elle s'enfuyait de la maison de son mari. Rien n'avait bougé dans le hall : avec une sensibilité maladive, elle percevait les moindres détails, jusqu'aux verrous de sûreté avec lesquels ses doigts avaient eu à lutter. Il y avait toujours sur la table un chapeau d'homme et une canne. Seulement, au lieu d'être ceux de John Clephane, cette fois, c'étaient ceux de Chris. C'était tout ce qu'il y avait de changé.

Elle promenait autour d'elle un regard étonné. Que lui restait-il à faire, sinon de courir à la rivière ou de se jeter sous un train, avec ces gros phares mortels qui vous éblouissent sans vous voir?

Elle en était là quand elle entendit sonner et une bonne

s'approcher pour ouvrir. Elle se retira dans le salon. Au bout d'un instant, Enid Drover y entrait à grands froufrous, les joues vernies de froid, et toute la fraîcheur de l'automne dans ses fourrures, les petits yeux pétillants.

— Ma chère Kate, je n'ai qu'une seconde, mais si tu savais la bonne nouvelle! Je serai en retard pour le dîner, Hendrik sera furieux, — tant pis! Il fallait te prévenir. L'hôtel à côté est à vendre! N'est-ce pas que c'est merveilleux? L'agent d'affaires dit qu'on peut vous le souffler d'un instant à l'autre et qu'il faut que ta fille se décide tout de suite. Ainsi, tu peux demeurer ici tout à ton aise et vous serez toujours ensemble tous les trois comme Anne le désire... Non, inutile de l'appeler, je n'ai pas le temps d'attendre et puis j'aime mieux te laisser le plaisir de lui faire la surprise.

Sur le pas de la porte, elle se retourna pour répéter :

— N'oublie pas ce que dit Hendrik, c'est à prendre tout de suite.

Là-dessus, la grosse dame s'engouffra dans sa limousine.

XXIV

Ce soir-là, Kate ne parut pas à table : elle fit dire par Aline qu'elle se sentait fatiguée et suppliait qu'on la laissât reposer. Le lendemain matin, Chris retournait à Baltimore : peut-être en son absence serait-elle capable de respirer et de voir clair.

Anne fit comme toujours ce que voulait sa mère. Elle s'abstint de monter et de faire prendre des nouvelles. Mais le lendemain, comme autrefois, fraîche et brillante, elle apparut avec le plateau du petit déjeuner. Elle tenait à être rassurée, et Kate, sous son regard attentif, dut se verser une tasse de thé et se contraindre à avaler une moitié de rôtie.

— Vous avez mauvaise mine, maman. Vous n'êtes pas souffrante?

— Non, chérie; un peu de fatigue. Ce n'est rien.

— Vous ne m'avez pas dit que tante Enid était venue vous parler hier soir de la maison d'à côté? reprit-elle avec un soupçon de reproche.

— J'en suis désolée. J'avais tellement mal à la tête que je suis montée tout droit me mettre au lit. Est-ce que ta tante a téléphoné?

— Non, c'est mon oncle. Quelle chance, n'est-ce pas? Cela va être si amusant à arranger.

La jeune fille s'arrêta et regarda sa mère.

— Voilà qui va vous décider, je pense?

— Me décider?...

— A rester. A garder cette maison. Ce sera presque comme de vivre tous ensemble.

— Presque.

— C'est dit, n'est-ce pas, vous restez?

— Ne me demande pas cela. Je ne peux pas, je ne peux pas!

Cela lui avait échappé. Son cœur s'était mis à bondir comme une bête en cage.

La jeune fille fronça les sourcils.

— Alors, je ne comprends pas. Vous aviez dit à Chris que vous vouliez rester.

— L'ai-je dit? C'est possible. J'ai bien le droit de changer d'avis de temps en temps, dit-elle assez bas, en essayant un mince et pauvre petit sourire.

— C'est vous maintenant qui ne voulez plus être avec nous?

Kate repoussa le plateau et se campa sur son coude.

— Tu l'as dit, c'est moi qui ne veux pas.

— Comme vous dites cela, maman! Vous me parlez comme à une étrangère. Je ne vous comprends plus. — Les lèvres de la jeune fille tremblaient. — Je croyais, nous croyions toutes deux...

— Je suis tout à fait désolée. Mais, vraiment, c'est à moi d'agir selon ce que je crois le mieux. Une fois mariée, tu n'auras plus besoin de moi.

— Et vous, maman, est-ce que vous n'aurez plus besoin de moi? Pas même un petit peu? — Elle hésita une seconde et ajouta timidement : — Vous êtes si seule, si seule...

— J'ai l'habitude. Je ne peux pas me changer. Et puisque tu as fait ton choix... Tu as choisi de te marier.

La jeune fille se redressa et se mit à jeter sur sa mère un regard scrutateur et autoritaire :

— Est-ce parce que je me marie, ou parce que j'épouse Chris?

— Ah! laissons cela, je t'en supplie.

La jeune fille continuait à l'observer d'une manière étrange :

— Une fois pour toutes, me répondrez-vous ?

Mme Clephane ne répondit pas.

— Alors, je lui demanderai à lui, et devant vous, s'écria-t-elle avec un accent déchirant.

Au son de cette voix qui se brisait, la peur de la voir souffrir encore remplaça tout autre sentiment dans le cœur maternel. Elle s'adossa aux oreillers, sans force pour parler encore et chercher de la main la main de la jeune fille.

— Il n'y a rien à lui demander, ma chérie, il n'y a rien à dire.

— Vous ne le détestez pas, maman, dites? Est-ce bien sûr?

Kate prononça lentement, en articulant chaque syllabe :

— Non, je ne le hais pas.

— Et vous ne pouvez pas souffrir de le voir avec moi! Pourquoi? Pourquoi ne pas vous expliquer une bonne fois avec nous? Qu'est-ce qu'il y a donc, maman? J'ai le droit de le savoir.

Mme Clephane, sous le regard impitoyable de sa fille, sentait le rouge lui monter de la gorge aux lèvres et à ses joues tirées, gagner enfin le front où le battement des artères devait être visible. Accablée, dans ce bain de rougeur accusatrice, chaque regard de ces jeunes yeux si purs lui semblait une lame d'acier qui fouillait les derniers replis de sa conscience.

— Ce n'est pas de la haine? Alors, c'est de l'amour! Vous l'aimez! Ah! je m'en doutais depuis longtemps! rugit-elle avec un cri perçant, et elle se cacha le visage dans ses mains.

Mme Clephane garda le silence. Le cri de sa fille culbutait tout son système de défense, — et c'était presque mieux ainsi, c'était presque mieux d'en avoir fini avec les masques et les mensonges. Alors la jeune fille laissa retomber ses mains inertes près de sa mère et celle-ci, rencontrant son regard, oublia sa détresse dans le chagrin de son enfant. Tout à coup, elle se sentit forte et décidée :

— Anne! dit-elle simplement, avec un petit frisson.

— Oh! maman... maman... Je crois que j'en deviendrai folle!

La jeune fille s'était abattue à genoux près du lit, le visage caché dans le couvre-pied; et Kate se mit doucement à lui caresser les cheveux.

— Folle, mais non, ma chérie, seulement tu es à bout.

— Me pardonnerez-vous jamais?

— Quelle sottise, mon enfant! Ne suis-je pas là pour cela?

— Alors, si c'est bien vrai que vous ne m'en voulez pas, pourquoi vous en aller? Pourquoi ne pas promettre de rester avec nous?

Kate se renversa dans son lit et se mit à réfléchir. Sa main était toujours sur la tête de la jeune fille. Enfin, elle parla.

— Voilà. Je ne voulais pas encore te le dire, — et il faudra n'en parler à personne. Je ne peux pas promettre d'habiter avec vous, parce que moi aussi, il est possible que je me marie.

C'est ce début qui lui avait le plus coûté à dire; ensuite, elle s'entendit continuer presque aisément :

— Fred Landers me demande de l'épouser... et je crois que je vais accepter... Non, chérie, ne me serre pas si fort, j'ai encore la migraine. Voilà, maintenant, tu comprends, n'est-ce pas? Tu ne me grondes plus, c'est fini? Seulement, vois-tu, c'est encore un secret pour tout le monde. On n'en parlera qu'après ton mariage. A présent, va, mon enfant, laisse-moi.

La jeune fille sortit, apaisée et rayonnante.

XXV

La date du mariage était fixée, on pressait les préparatifs. Bientôt, il n'y eut plus que quinze jours, plus qu'une semaine.

Les parents du fiancé devaient venir à New-York pour faire connaissance avec leur future bru. Mais leur visite était toujours ajournée à cause de la santé de Mme Fenno. Finalement, il fut décidé que c'est la jeune fille qui irait à Baltimore pour les voir. Elle devait habiter chez les Maclew, qui saisirent l'occasion pour donner des réceptions en son honneur.

Mme Clephane était invitée avec sa fille. Elle refusa, alléguant qu'elle ne se sentait pas bien. On commençait à remarquer à quel point elle avait changé. Elle avait maintenant des mèches blanches dans son opulente chevelure, et, aux coins des lèvres et des yeux, on voyait les petites rides qu'elle avait tenues en respect jusque-là. Toute la famille tomba d'accord qu'il lui serait excellent de prendre quelques jours de repos avant le mariage de sa fille.

Quant au sien, elle avait fait promettre à Anne un silence absolu; la jeune fille, avec la discrétion des Clephane, entra

sans peine dans ce complot de ne rien ébruiter. Elle se contenta de faire sentir à son tuteur qu'il était plus que jamais le bienvenu.

— C'est gentil à elle de trouver le temps de penser à un vieux débris comme moi, quand elle serait si excusable d'oublier complètement que nous existons, disait un soir le bonhomme, toujours gentil et tout heureux, dans le boudoir de Mme Clephane. Elle est bien votre fille, elle vous ressemble, ajouta-t-il avec des yeux pleins d'une humble prière.

Kate lui rendit son sourire, en se demandant si elle aurait le courage de lui dire qu'elle consentait à l'épouser. Elle n'avait qu'à se pencher un peu et à poser la main sur la sienne. Inutile de parler, il comprendrait. Et sûrement ce serait bon de se sentir moins seule... Mais elle se tut.

Ce fut lui qui l'interrogea :

— Et après, avez-vous décidé ce que vous allez faire ?

Elle continua de sourire :

— Après... j'aurai tout le temps d'y penser.

— Anne me dit que décidément vous ne restez pas dans cette maison.

— Elle ne me rappelle rien d'agréable.

Il rougit, comme si elle venait de le surprendre en faute.

— Je vous comprends. Mais avec les enfants à côté... Anne espérait que vous vous sentiriez moins seule.

Elle crut sentir qu'il voulait dire : « Alors, venez chez moi. » De nouveau, elle laissa tomber l'allusion et se contenta de répondre :

— J'y suis faite. La solitude, ce n'est pas si terrible qu'on imagine.

— Il est vrai que vous en avez connu de pires ! — C'était rare qu'il osât risquer une phrase aussi directe. — Et cela vous ferait mal au cœur de continuer à vivre avec Anne après son mariage ? Ce mariage n'a jamais cessé de vous déplaire ?

Elle se leva avec impatience et vint s'accouder à la cheminée.

— Fred, à quoi bon y revenir ? Jamais je ne m'y ferai. Mais c'est fini, n'en parlons plus ; j'ai accepté.

Elle se retourna et aperçut dans la glace qui surmontait la cheminée ses cheveux grisonnants et la patte d'oie qui s'accentuait au coin des yeux. Une fois, comme elle se regardait ainsi

dans son miroir, son amant était venu la surprendre par derrière et ils s'étaient mis à rire en voyant dans la glace l'image de leurs baisers. Était-elle jeune dans ce temps-là ! Était-elle assez jeune ! Maintenant, si elle se regarde dans cette glace, c'est la lourde silhouette de Fred Landers qu'elle voit derrière elle, bourgeoisement plongé dans le vaste fauteuil où il se repose après le dîner ; son plastron est un peu bombé hors du gilet et son honnête crâne luit doucement sous la lampe à travers ses cheveux rares. Ils forment à eux deux un vieux ménage très bien, —un tableau parfait, en vérité, tout à fait assorti comme âge et comme aspect. Elle quitta la glace et vint s'asseoir à côté de lui.

— Si nous faisions une patience?

Il accepta avec empressement, comme si c'était là le comble de ses désirs. Ils ouvrirent une petite table et s'assirent face à face, disposant les cartes d'une main placide en combinaisons compliquées.

Ils jouaient depuis une demi-heure, quand elle ramassa brusquement les cartes, en fit un tas avec colère et s'écria :

— Je veux que ce soit un mariage gai, d'une gaîté comme il ne s'en voit pas souvent! Je tiens à ce que ce soit une noce où l'on s'amuse!

Elle mit sa tête dans ses mains, les coudes sur la table, et, de plus en plus se forçant à rire :

— Vous entendez, mon cher, une noce où l'on s'amuse!

XXVI

Plus que trois jours, plus que trois jours à vivre sous le même toit!

Et après?

La question ne venait pas de la jeune fille. La confidence de sa mère l'avait complètement tranquillisée. Le fiancé, retenu à Baltimore par une crise un peu alarmante de sa mère, n'avait pas reparu et on ne l'attendait plus guère que la veille du mariage. Anne gardait sa mère à elle toute seule jusqu'à la fin. Elle s'ingéniait à l'entourer avec des raffinements de soumission et de tendresse, à lui montrer combien elle était heureuse de passer près d'elle ces derniers jours, que remplissait la secrète douceur des choses finissantes, moins la mélancolie, puisqu'il ne devait pas y avoir de vraie séparation.

Mme Drover comprenait mal le calme de sa belle-sœur. Elle en était même un peu scandalisée.

— Heureusement, Nollie et Lilla étaient là pour se donner du mal. Jamais je ne serais venue à bout toute seule de cette immense liste d'invitations. C'est égal, ne te figure pas que tout est prêt. Et il ne te reste que trois jours! Personne ne s'est encore occupé du cortège. Sais-tu seulement quel bras tu prendras pour remonter le bas-côté?

— Le bas-côté? répéta Mme Clephane sans comprendre.

— Mais oui, ma chère. Il y a des bas-côtés à Saint-Étienne.

Cette bonne Enid, toujours si incapable d'ironie, était enchantée de se trouver de l'esprit.

— Naturellement, c'est Hendrik qui doit conduire la mariée, et toi, il faut que tu sois là pour la recevoir et la donner.

— Donner ma fille?

— Cela aussi, tu n'y pensais pas?

Mme Drover se mit à rire avec condescendance. Évidemment toute la famille tâchait de faire oublier à Kate qu'elle avait vécu près de vingt ans en dehors de la société : mais on avait beau faire, cela se voyait. Et c'était justement dans des occasions comme celle-ci, que l'ignorance de Kate se trahissait, au grand embarras de sa belle-sœur. Ne pas même savoir que, quand le père est mort, c'est la mère qui *donne* la mariée!

— Tu ne pensais pourtant pas que ce serait Hendrik?

Et elle fit une moue de pitié méprisante.

— Pourquoi pas? demanda Kate.

Anne traversait la pièce avec une brassée de cadeaux de la dernière heure.

— Tu entends cela, ma mignonne? Ton oncle serait très flatté.

— Flatté de quoi? demanda la jeune fille en s'arrêtant.

— Ta mère trouve que c'est ton oncle qui devrait te *donner*.

— Quoi! maman, ce ne sera pas vous?

Kate saisit la légère altération de sa voix; sous la radieuse sécurité, quel soupçon, quelle inquiétude subsistaient encore?

— C'est vrai, mon enfant, je suis sotte. Je n'avais pas songé que c'est l'habitude.

— Est-ce que cela vous ennuie?

— Je veux ce qui te fait plaisir.

— Eh bien! maman, j'aime mieux que ce soit vous.

— Alors, c'est entendu, chérie.

Mme Drover poussa un léger soupir de déception. Hendrick aurait « fait » certainement beaucoup mieux dans ce rôle.

— Voilà qui est convenu. Et d'une! dit-elle sur le ton de quelqu'un qui barre des articles à mesure sur une liste invisible. Maintenant, la question est de savoir qui conduira ta mère?

Anne et sa mère échangèrent un nouveau sourire.

— Mais, l'oncle Fred, naturellement, dit vivement la jeune fille.

— Oui, mais voilà, si le cousin de Meridia...

Mme Clephane écarta le cousin de Meridia :

— C'est Fred qui me donnera le bras!

Et le sourire de la jeune fille perdit sa pointe douloureuse.

Le moment arrivait, on était à la veille du grand jour. La journée si animée d'allées et venues, de sonneries, d'appels de téléphone, de visites d'amis, de connaissances et de fournisseurs, d'ordres à donner aux domestiques, se terminait dans le silence et le vide.

Anne avait refusé d'inviter ce soir-là les demoiselles d'honneur et s'était insurgée contre le traditionnel « dîner de contrat ». Elle avait voulu se libérer de tout l'insignifiant, et son fiancé était d'accord là-dessus avec elle. Il devait passer la soirée à l'hôtel, seul avec ses parents, et la jeune fille n'avait voulu à dîner que son tuteur. Elle avait prévenu sa mère qu'elle serait peut-être un peu en retard et qu'elle comptait sur elle pour recevoir M. Landers et le faire patienter.

Kate n'était pas dupe de cette ruse ingénue et ne s'en était pas offensée. En somme, ce serait une excellente occasion de s'ouvrir à Fred Landers sur le parti qu'elle avait pris. C'est avec une paix singulière, et dans un sentiment d'étrange liberté spirituelle, qu'elle s'assit dans le salon et attendit le coup de sonnette. Était-ce un effet de l'épuisement? Peut-être : elle n'avait plus la force de se le demander. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elle souffrait moins depuis sa demi-confession au Dr Arklow : quelqu'un devinait sa douleur.

Landers arriva en avance, comme la jeune fille l'avait prévu. Il traversa le salon de son pas massif et lent, en s'excusant de venir si tôt.

— Mais c'est exprès. J'étais bien sûr qu'Anne serait en retard.

— Elle n'est même pas rentrée.

— Je m'en doutais. Voyez-vous, ces jeunes gens, c'est une bande de vagabonds. Mais vous, je comptais bien que vous seriez exacte. — Et il se laissa choir lourdement dans un fauteuil, comme un ballot de marchandises qu'on décharge d'un bateau. — Nous autres, nous sommes du temps où on arrivait à l'heure.

Elle fit la grimace : « Son temps ! Je suis donc si vieille que cela? » se dit-elle. C'est pourtant vrai qu'ils étaient presque contemporains. Elle se souvenait de lui, à son début de mariage, comme d'un grand dadais, emprunté, très enfant, beaucoup plus jeune qu'elle. Maintenant, il avait l'assurance de l'homme mûr et, tout en conservant toute son activité, la chasse, la pêche, le golf, son esprit, avec les années, n'avait pas laissé de s'alourdir et communiquait à son corps sa démarche prudente. Elle ferma les yeux une seconde. Son corps à elle était toujours si souple, si élastique, si léger ! N'eût été son miroir, elle se serait cru vingt ans !

Elle regarda la pendule : huit heures moins un quart. Anne ne rentrerait pas avant une demi-heure.

Ils dirent quelques mots du mariage, mais ce sujet donnait sur les nerfs de M^me^ Clephane. Elle s'était bien résignée à l'accepter en gros, mais chaque détail la mettait hors d'elle. Elle se leva, traversa la pièce sans aucune raison, arrangea une fleur dans un vase, éteignit une lampe inutile.

— C'est votre faute si je suis ici, dit-elle ; je ne l'ai appris que l'autre jour.

Le pauvre homme ne s'attendait guère à cette phrase et ne savait s'il fallait la prendre pour un reproche ou un remerciement. Il devint cramoisi.

— C'est ma faute ?

Et elle adoucit sa voix.

— Oh ! Je ne m'en plains pas.

— Vous vous moquez de moi. Anne était décidée à vous faire revenir.

— Vous l'aviez travaillée pour l'amener à s'y décider. Elle me l'a dit très franchement. Elle n'était pas très sûre d'abord que cela marcherait : vous ne doutiez de rien. C'est vous qui avez répondu de moi...

— Oh ! pour cela, évidemment. Vous comprenez, elle ne vous connaissait pas, tandis que moi...

Elle le regardait d'un air pensif et presque tendre.

— Il y a si peu de gens qui se soient inquiétés de ce que je devenais. Et vous ne m'aviez pas vue depuis vingt ans !

— C'est vrai, mais je me rappelais, et je savais que vous n'aviez pas eu de chance.

— Tant d'autres n'en ont pas plus que moi ! Qui s'en tourmente ? Personne. Mais vous, vous ne m'avez pas oubliée et vous m'avez fait revenir.

Elle se releva un peu nerveuse, et alla s'accouder à la cheminée, le menton dans la main. Landers lui adressa un sourire presque suppliant.

— Si c'est vrai que vous me devez quelque chose, ne soyez pas méchante.

— Pourquoi le serais-je ? Voilà un an que je suis heureuse. Au prix du bonheur, un an, c'est beaucoup : toute une vie.

— Vous dites cela, comme si la vôtre était finie.

— Je ne regrette rien, allez, j'ai eu mon compte.

Il se tut un moment, considérant avec attention le bout de ses honnêtes souliers. Enfin, il reprit avec une soudaine autorité, du ton qu'il avait dans les affaires :

— Vous ne rentrerez pas seule dans cette maison vide.

Elle promena lentement ses regards autour d'elle :

— Ma foi ! non, je ne tiens pas à revoir cette maison. Jamais.

— Alors, où irez-vous ?

— Il y a un bateau qui part pour la Méditerranée après-demain. Je pense faire ma malle et le prendre.

— Seule ?

Elle sourit :

— Voulez-vous que je vous emmène ?

Il bondit avec la fougue et l'agilité d'un jeune homme, bouscula une petite table, tant pis ! Il la laissa par terre.

— Si je veux ? Parbleu ! Je le crois bien ! s'écria-t-il en lui tendant les deux mains.

Elle recula légèrement, sans répugnance, mais elle ne se sentait pas au diapason, et ce transport la paralysait : « Décidément, c'est moi qui ai vieilli », se dit-elle avec un frisson.

— Vraiment, vous viendriez avec moi? Au pied levé, après-demain?

— Ce soir même, s'il n'était trop tard pour se mettre en route.

Il la regardait, attendant un mot d'elle. Comme elle continuait à se taire, il recula d'un ou deux pas :

— Kate, dit-il, ce n'était pas pour rire, au moins?

En lui rendant son regard, elle s'aperçut qu'elle voyait un peu trouble :

— Tout à l'heure peut-être; mais à présent, c'est sérieux.

Et elle mit sa main dans la sienne.

XXVII

Elle se réveilla en sursaut dans l'hôtel endormi. « Mais ce n'est pas possible! Pas possible! » Elle bondit du lit, alluma, et chercha autour d'elle. Immobile dans cette horrible chambre, le silence semblait lui répéter son cri. « Mon amant épouse ma fille! » Voilà le fait brutal, dépouillé de toutes les phrases, de tous les compromis, sophismes, atténuations, mensonges, camouflages dont on avait tenté d'en déguiser la monstruosité. Et elle ne pouvait plus rien pour l'empêcher.

Il y a quelques heures, elle comptait encore sur le mystère du temps et du hasard, sur la ressource illusoire d'un retard toujours possible. Elle avait embrassé sa fille très calmement : il était onze heures du soir. Maintenant, c'était le matin, un matin d'hiver, noir comme de l'encre. Il faisait encore nuit, et pourtant c'était lui, le jour tant redouté.

Elle regarda la pendule : quatre heures et demie. Une envie la prit d'aller voir dormir la jeune fille pour la dernière fois; mais aussitôt elle se dit qu'aucune image au monde ne lui serait plus cruelle. Elle rentra dans sa chambre, s'enveloppa de son peignoir, et regarda à la fenêtre.

A quoi ressemblait la 5e avenue, à cinq heures du matin, en hiver? Mon Dieu! C'était presque le même spectacle qu'il y a tantôt vingt ans, lors de cette autre veillée, le jour de la fuite de Kate avec Hylton Davies. Cette nuit-là, non plus, elle n'avait pas dormi, et pour la même raison : la pensée de sa fille. C'était alors le premier abandon; aujourd'hui, il lui semblait que cet abandon recommençait.

Pourtant, il y avait maintenant beaucoup plus de lumières que jadis. De longues traînées électriques flottaient sur l'asphalte comme des herbes des tropiques sur une mer de plomb. La chaussée était vide. Jadis, vous eussiez entendu le clopinement nocturne et mélancolique d'une rosse attelée à une charrette de maraîcher. On sortait la nuit les malheureuses bêtes qui auraient offensé la lumière du jour. Tout cela était changé. La dernière haridelle avait depuis longtemps fini à l'abattoir. Ce matin-là, un fiacre attendait la jeune femme au coin de l'avenue. Tout était très bien combiné : les arrangements, c'était son fort, à ce Mylton Davies. Son yacht, une merveille de luxe ! L'idéal pour la cuisine, le service, les rendez-vous ! C'était le monsieur qui se penche sur la table d'un air confidentiel, pour vous dire d'une sauce : « Prenez-en, je vous la recommande. » Bref, une âme de maître d'hôtel. Drôle de chose de penser à lui en ce moment !

Mille souvenirs se pressaient de ce matin fatidique. En sautant dans le fiacre, quel sentiment de délivrance elle avait éprouvé ! « Enfin, se disait-elle, je n'entendrai plus ma belle-mère me reprocher de manquer d'égards pour les idées de John ! » Sa révolte l'occupait tout entière. Ce jour-là, elle n'avait qu'un but : étouffer l'image de sa fille, empiler dessus tant de mauvais souvenirs : le caractère de son mari, son entêtement, sa lésinerie, son esprit odieusement borné, jusqu'au bruit détesté de son passe-partout dans la serrure quand il rentrait, le soir, de son club, gonflé d'importance. « Dieu merci, se disait-elle, en fuyant ces choses exécrées, point de passe-partout sur un yacht ! »

Elle réfléchit tout à coup qu'il faudrait bientôt s'habituer au bruit d'une autre clef. Cher Fred Landers ! Ce bruit-là serait l'emblème de la placidité, de la sécurité. Quel réconfort ! A partir de demain, avoir toujours quelqu'un entre elle et ses pensées !

Allons ! toujours le même jeu. Elle s'y prenait encore, à tâcher de ne pas penser à sa fillle...

Où vivrait-elle avec Landers ? Quelques mois de voyage, pour commencer, et puis... New-York ! Comment se le représenter ailleurs ? Comment le faire renoncer à son métier, à son bureau ? Impossible de changer cet homme-là de cadre. Et cependant... et cependant... Bon ! Elle avait beau faire, tout ce qu'elle imaginait la ramenait à sa fille.

Toujours assise à sa fenêtre, elle regardait le ciel passer du noir au gris, puis à cette nuance incolore et blafarde qui précède le jour...

Dans l'auto qui les menait à l'église, le silence commençait à devenir oppressant et Kate prit brusquement les mains de sa fille.

— Ma chérie, je te souhaite tout le bonheur du monde, un bonheur que tu ne peux même pas imaginer.

— Prenez garde, maman ! Ne m'en souhaitez pas trop, vous me faites peur.

A travers la blanche buée de tulle, Kate distingua le sourire crispé de la jeune fille...

« Ainsi, j'ai encore parlé avec trop de passion ! se dit-elle On trouve que j'exagère. Il est dit que jamais je ne serai dans la note. » Pourtant elle murmura encore :

— Du bonheur, est-ce qu'on en a jamais trop ?

— Cela dépend, répondit la jeune fille, avec une nuance de froideur.

Fort heureusement, elles arrivaient devant la tente et le tapis rouge.

Elles furent accueillies sous le porche par toute la famille. Point de demoiselles d'honneur ; mais, au premier rang, Fred Landers et M. Drover, à leur poste, comme personnages importants du cortège et, derrière, tout un groupe de Drover et de Tresselton, restés là en curieux pour voir la mariée de près, avant de gagner leurs places réservées. Force perles et chapeaux hauts de forme, une nuée de fourrures rares, par là-dessus une vague sensation de malaise ; et en même temps c'était à qui ne parlerait pas. Enfin, Joé Tresselton se pencha sur Mme Clephane et lui glissa à l'oreille :

— Il n'est pas encore là.

Anne entendit : ses lèvres blanchirent, tout en esquissant un sourire.

— Chris est en retard : c'est bien lui ! Ou serait-ce nous qui sommes ridiculement en avance ?

Oh ! cette tempête de joie dans la poitrine de Kate ! Ce bienheureux « Pas là ! Pas là ! Pas là ! » soufflait en fanfare de chaque nervure et de chaque ogive de la voûte, tombait en pluie rafraîchissante du ciel miséricordieux, qu'elle avait

calomnié ! Il n'était pas là, parbleu ! et il n'y serait pas. Elle l'avait toujours dit qu'à la fin elle l'« aurait » ! En un clin d'œil, tous les doutes qui la torturaient s'évanouirent.

Autour d'elle, des regards furtifs consultaient des montres-bracelets. Anne, au milieu du groupe, avait l'air d'une statue de neige.

Nollie tâchait de plaisanter : Anne est toujours « scandaleusement en avance ». M. Drover émettait des remarques judicieuses sur les embarras de la circulation. Une fois ou deux déjà, la robe inquiète du sacristain avait paru et disparu à la petite porte du bas-côté. Sous le porche, il se produisait un commencement de bousculade, à cause des retardataires qui ne pouvaient entrer, le cortège obstruant la porte de l'église.

Kate sentit le regard de Fred qui se posait sur elle avec anxiété ; elle eut peur de lui laisser voir ses yeux, qui devaient darder des éclairs de triomphe, et se baissa vivement pour arranger un pli à la traîne de la mariée.

« Pas là ! Pas là ! » continuait à lui carillonner le ciel.

Tout à coup, le portail de l'église s'ouvrit à deux battants, le grand orgue attaqua la marche nuptiale de Mendelssohn. Kate, toujours accroupie, se releva et fit signe à Fred de faire fermer l'église, de faire taire la musique, puisque c'était une erreur et que le marié ne viendrait pas...

Mais déjà la traîne de la mariée lui avait glissé des mains. Anne avançait au bras majestueux de son oncle. Tous les cousins avaient filé rapidement vers leurs bancs. Fred Landers, rouge de plaisir, offrait son bras à Kate. La mariée, heureuse et souriante, s'effaçait pour laisser passer sa mère, et là-bas dans le haut de l'église, sur les marches du chœur, deux silhouettes se détachaient devant un fond de rochets de batiste et de gerbes de lis.

Sans voir, Kate avançait, lentement, réglant son pas sur la démarche compassée de Fred Landers. Arrivé devant le chœur, il la quitta pour aller s'asseoir à côté de Mme Drover. Kate demeura seule et attendit sa fille...

XXIX

Les Drover avaient insisté pour emmener Kate avec eux, à Long Island, après la cérémonie. Nollie, Anne elle-même, s'était jointe à eux pour la prier de se laisser faire.

Il avait été convenu, dans les derniers jours qui avaient précédé le mariage, que Kate passerait l'hiver à l'étranger, en Italie, peut-être, ou sur la Côte d'azur. Les jeunes gens, après une fugue en Floride, devaient gagner les Indes par Marseille et Suez. C'était bien naturel que Mme Clephane ne se souciât pas de rester à New-York. D'ailleurs, Anne savait, — il n'y avait qu'elle à le savoir, — que, quand sa mère partirait, elle ne partirait pas seule... C'était un grand secret. « Surtout, pas un mot à personne!... » Mais il est bien probable qu'à l'heure qu'il était, — une heure après la noce, dans l'express de Palm Beach, — ce secret n'en était plus un pour Chris Fenno.

Seule, au milieu de l'immense salon, Kate songeait, assise parmi une litière de pétales de roses, de grains de riz et de ces bouts de ruban qu'on pique dans les gâteaux et qu'on partage aux invités les jours de mariage. Dans la salle à manger, les domestiques enlevaient les tables et ramassaient l'argenterie dans des paniers drapés d'un molleton vert. On enlevait les fleurs que Mme Fenno faisait porter à un hôpital, et un valet de pied commençait le remue-ménage des gerbes et des corbeilles.

Aline descendait pour chercher sa maîtresse :

— Madame devrait bien monter, elle serait mieux en haut qu'au milieu de ce désordre. M. Landers a téléphoné pour demander si Madame veut bien le recevoir dans une demi-heure.

Aline savait tout, naturellement. Les nouvelles lui entraient par les pores de la peau, comme elles circulent dans un bazar du Caire. Elle souriait sèchement, mais avec approbation. A l'office, M. Landers avait une bonne presse ; on le tenait pour un bon parti ; les gens de service estimaient sa générosité. Aline venait encore d'en faire l'expérience ; il lui avait offert le matin la flèche de brillants qui ornait son corsage.

— Il y a un bon feu dans le boudoir de Madame, ajouta-t-elle d'un ton persuasif.

Kate ne bougea pas, ne leva même pas les yeux.

— Madame ferait mieux de monter, reprenait Aline en insistant.

A la fin, agacée d'être traitée comme une malade, Kate se leva de mauvaise humeur et suivit la soubrette.

— Je vous expliquerai tout à l'heure ce que j'emporte, lui dit-elle en montant, et elle entra dans le boudoir, dont Aline referma la porte avec précaution.

Le feu pétillait vivement. Un bouquet de violettes, le dernier bouquet d'Anne, baignait encore dans un vase à côté de la chaise longue. Dehors, le jour baissait. Elle s'étendit sur la chaise longue. Il y a un peu plus d'un an, la jeune fille la faisait entrer dans ce même boudoir : c'était la même paix, la même douceur d'intimité.

La porte s'ouvrit; Fred Landers entra ayant encore ses habits du mariage, avec la mine d'un homme capable d'aplanir toutes les difficultés.

— Je regrette que nous n'ayons pu partir demain, dit-il en s'asseyant près d'elle et la regardant avec un sourire. Il ne tenait qu'à vous, je vous le jure, si vous l'aviez jugé faisable. Nous nous serions mariés en débarquant à Liverpool.

— Ou même à bord. Est-ce qu'il n'y a pas tout ce qu'il faut sur ces nouveaux bateaux ? dit-elle en plaisantant, les lèvres blanches.

— En tout cas, la semaine prochaine, je vous enlève, dit-il avec autorité.

— C'est cela, la semaine prochaine.

Et elle essaya d'ajouter un mot tendre, le mot qu'il attendait; mais elle ne put que lui adresser son blême sourire.

— Chère amie, vous n'en pouvez plus. Voulez-vous que je m'en aille et vous laisse reposer ?

Elle secoua la tête.

— Non ? Vraiment vous préférez que je reste ?

Son bon visage s'illuminait.

— Kate, vous savez, avec moi, inutile de faire des manières.

— Vous croyez ? C'est bien sûr ? Des manières, s'écria-t-elle tout à coup, il me semble que je n'ai fait que cela toute ma vie.

— Eh bien ! Soyez tranquille. A présent, c'est fini.

Pour sceller sa promesse, il se pencha un peu vers elle avec un bon sourire, mais sans oser rapprocher sa chaise.

— Allons, laissez-moi vous couvrir avec ce châle. Vous me permettez une cigarette ? Je pense qu'on va apporter le thé. Nous attendrons à demain pour faire des projets.

— Mais alors, qu'aurons-nous à nous dire ? fit-elle en essayant de sourire. Je ne suis plus intéressante, ajouta-t-elle. Parlons plutôt de vous.

Le sang lui monta aux tempes, congestionna ses joues et le pli de chair affaissé au-dessus du col raide.

— Moi non plus, je n'ai rien à dire. Je ne m'intéresse à moi-même que par rapport à vous, et alors... je vous préviens que ce serait peut-être long. Une fois sur ce chapitre, je ne finirais plus. Prenez-moi plutôt les yeux fermés.

— C'est bien ce que je fais, pour mon bonheur.

Elle avait déjà moins de peine à lui sourire.

— Vous êtes si bon !...

Cette fois il sursauta, et de rouge devint pourpre.

— Ah! non, pas cela, je vous en prie, cela fait mal, même à mon âge !

Elle le regarda avec surprise.

— Je vous ai fâché ? Je vous assure que je ne l'ai pas fait exprès.

— C'est que la bonté, voyez-vous !... On n'aime pas tout le temps à s'entendre rappeler sa bonté, quand bien même ce serait vrai qu'on n'a que cela à offrir en échange de tout le reste.

— Tout le reste, hélas !

Elle haussa légèrement les épaules.

— Si jamais une femme est venue les mains vides...

— Vous vous donnez vous-même ! répliqua-t-il d'une voix émue.

Ah ! comme il y allait ! Quel cœur dans ces paroles, dans cet entretien où elle restait si étrangère ! « Vous vous donnez... » ce mot la fit souffrir : la disproportion des sentiments était trop grande. Ah! son moi, le beau cadeau à faire ! Des restes, des loques, des ruines. Quelle pitié ! Mais le pauvre homme attendait toujours une réponse. Que lui dire, à moins que de lui tout dire ?

Et dans le désarroi et l'épuisement de son cerveau, un ordre brusque venait de se formuler pour elle : l'obligation absolue de parler. Épouser, ne pas épouser, la question n'était pas là et

semblait secondaire. Ce qui était indispensable, c'était d'avoir le droit de regarder dans ces honnêtes yeux avec des yeux aussi honnêtes.

— Moi ? dit-elle en répétant le dernier mot qu'il venait de prononcer. Qu'est-ce que vous en savez, de moi, mon pauvre ami ?

Il continuait à rester debout, à deux pas d'elle, l'air songeur et préoccupé :

— Tout ce que j'ai besoin de savoir, c'est que vous avez été bien malheureuse.

— C'est vrai, dit-elle, bien malheureuse, horriblement malheureuse. Plus que tout ce que vous imaginez. Plus que tout ce que vous avez jamais pu deviner.

Ces mots ne le surprirent pas. Il la regardait toujours de ses bons yeux tranquilles.

— Je crois pourtant, dit-il, que je ne devinais pas trop mal.

L'accent de cette voix semblait lui dire : « Allez, vous ne vous battiez pas toute seule. J'étais là. » Ce fut comme s'il venait de trouver la clef du recoin le plus caché du cœur de la pauvre femme. Si c'était vrai, pourtant, qu'il eût deviné ! Si c'était vrai qu'elle fût dispensée de l'aveu, — qu'elle eût franchi ce pas humiliant pour se trouver transportée d'un coup d'aile dans un paradis où l'on se comprend sans paroles, et où il n'y a de place que pour la tendresse et la pitié !

— C'est vrai ? Vous avez deviné ? Vous avez compris ?

C'était bien cela : son visage restait calme, son regard indulgent. Kate sentait les larmes lui venir aux yeux. Elle aurait eu envie de rester là et de pleurer, de pleurer, de débonder son pauvre cœur. Au lieu de cela, elle se leva et vint à lui les mains tendues.

— Alors, Fred, vous saviez ? Vous avez vu que j'ai fait vraiment tout ce que j'ai pu, et que je n'ai su réussir à rien empêcher ?

Il avait pris les mains de Kate dans les siennes et les tenait contre son cœur.

— Qu'est-ce que vous vouliez empêcher ? Ce mariage ? C'est toujours cela qui vous tourmente ? — Il lui parlait comme à un enfant qui a un gros chagrin. — Mais bien sûr que vous ne pouviez pas l'empêcher. Je comprends combien il vous était odieux,

combien vous avez dû souffrir ; mais le bonheur d'Anne devait passer avant tout.

Il comprenait, il la plaignait ! Quel bien lui faisait l'étreinte de ces mains cordiales ! Ah ! ce bienfait d'avoir avoué, de ne plus mentir, quel rafraîchissement, à présent que les affres de l'explication étaient passées et qu'elle n'avait plus qu'à s'abandonner à la pitié de son ami. Mais cet ami, que devenait-il ? Elle lui tenait la main et ne le voyait plus, tant son âme était absorbée par l'éternel problème.

— Vous ne trouvez pas qu'au fond j'ai été lâche ? N'est-ce pas une infamie d'avoir eu peur de tout lui dire ?

— Mais non, ce n'est pas une infamie. Quel bien pouvait-il en résulter ? C'est pitié qu'elle ait été faire un choix pareil ; mais avec le caractère d'Anne, il n'y avait qu'à la laisser libre. Il m'avait semblé que vous aviez fini par le comprendre. Vous y arriverez quand vous serez moins fatiguée. Laissez-moi seulement vous dorloter.

Cette fois, elle n'y tint plus : ses pleurs jaillirent. Elle aurait voulu pouvoir continuer à l'entendre sans prendre la peine d'écouter ses paroles. Mais elle sentit encore qu'il attendait un mot d'elle. Elle essaya de sourire :

— J'ai confiance en vous... vous me faites tant de bien ! Vous ne savez pas ce que c'est que ce supplice du secret.

— Maintenant qu'il n'y a plus de secret, vous devez être soulagée.

— Vous savez, et pourtant vous ne me méprisez pas ! Ah ! vous êtes le seul qui n'ayez pas eu peur de moi !

— Peur de vous ?

— De ce que j'aurais pu sortir s'ils ne m'avaient toujours arrêtée. Je ne me le pardonnerai jamais. J'aurai toujours cette idée fixe : j'aurais pu le leur dire.

— Dire quoi ?

— Mais ce que vous savez !

Elle le regarda interdite. Il avait pâli ; un voile ternissait son regard.

— Je sais que vous avez été une femme très malheureuse... que vous avez été indignement traitée... — Il redressa les épaules et continua en la regardant : — Je sais qu'il y a dans votre passé des choses que vous regrettez... — Puis, après un silence, où il parut attendre qu'elle plaçât un mot, il ajouta avec

effort : — Dans toutes ces années de solitude, où vous viviez si abandonnée, j'ai bien pensé que vous n'étiez pas toujours seule...

Elle se détacha doucement de son étreinte, et s'éloigna un peu de lui.

— Et c'est tout ?

Elle voyait en lui un étonnement grandir.

— Qu'est-ce qu'il peut bien y avoir encore?

— Quoi encore ? La honte... la misère... la vérité !...

Sur le moment, il n'eut pas l'air d'entendre les mots qu'elle lui lançait à la figure. C'était le blessé qui ne sent pas la douleur du coup qu'il vient de recevoir...

— Je n'ai connaissance d'aucune chose honteuse, prononça-t-il lentement.

— Alors, vous ne saviez rien du tout. Vous n'en saviez pas plus long que les autres.

Elle dit cela presque en ricanant.

Lui, on voyait qu'il luttait contre une idée inconcevable, une idée pour laquelle il n'y avait pas de mot dans son vocabulaire. A plusieurs reprises, ses lèvres s'agitèrent, sans qu'il lui fût possible d'articuler un son :

— Voulez-vous dire qu'il y aurait un secret... une espèce de complicité... entre vous et le mari d'Anne?

Elle fit un geste pour dire que c'était bien cela.

— Une chose... — Il hésitait encore. — Une chose que vous auriez dû dire à Anne avant... avant qu'elle...

Il s'interrompit tout à coup, reculant de quelques pas, puis revint :

— Non, voyons... Vous ne voulez pas dire que vous et cet homme?...

Elle se tut.

Le silence s'éternisait. Il restait debout, sans un geste, Elle, s'était affaissée sur le pied de la chaise longue et contemplait fixement le dessin du tapis. Il se passa les mains sur le visage. Puis, elle le vit promener ses regards tout autour de la pièce, comme s'il n'y était jamais venu et avait oublié pourquoi il était là. Son masque était plissé, jauni. Il avait vieilli de dix ans.

« Folle que j'étais, pensait Kate, d'avoir supposé un instant que ce pauvre garçon y verrait plus clair que les autres!... La voilà, la souffrance inutile!... Il paraît que c'est mon destin à moi, d'en infliger, et précisément au seul être qui m'aimât

un peu, au seul qui aurait pu m'être de quelque secours... »

Il fit l'effort de s'approcher d'elle, de lui adresser un mince sourire :

— Je dois convenir que je n'avais pas prévu cela : je l'avoue.

Elle reprit, d'une voix blanche et sourde, comme si elle répétait des mots qu'on lui aurait dictés :

— J'avais l'intention de vous parler ; je le voulais vraiment; du moins je le crois. Mais je vivais tellement avec cette pensée, que j'ai cru que vous aviez deviné. Il y a des instants où je croyais que tout le monde devinait.

— A Dieu ne plaise ! s'écria-t-il.

Elle eut un vague sourire.

— Et puis, n'est-ce pas, l'important c'est qu'Anne ignore, qu'elle ignore toujours... Je reconnais que c'est une grande faute de n'avoir pas empêché ce mariage coûte que coûte. Chaque fois que j'ai essayé et que j'ai vu son désespoir, le courage m'a manqué. Il n'y aurait eu qu'un moyen, c'était de tout dire, et cela je ne l'ai vraiment pas pu. Revenir auprès d'elle, avait été comme une résurrection. Depuis près de vingt ans, j'avais vécu vaguement méprisée, je ne m'estimais pas moi-même : je ne m'étais jamais pardonné l'abandon de ma fille. Alors quand elle m'a rappelée et que nous nous sommes trouvées tout à coup si heureuses ensemble, alors, j'ai commencé à croire, j'ai cru d'abord qu'il n'y avait rien de perdu. Mais dès que l'épreuve est arrivée, j'ai bien vu que je n'avais aucune autorité, aucune prise sur elle. Elle me l'a dit elle-même que je n'étais qu'une étrangère, qu'en la quittant, j'avais renoncé à tous mes droits. Elle n'a rien voulu entendre. C'est ma faute. Je suis punie : je n'ai pas pu retenir ma fille.

— Votre fille ! Eh ! vous ne pensez qu'à elle. Je m'en moque, de votre fille ! s'écria-t-il durement. Mais vous, vous ! Vous avec cet homme !

Il s'assit accablé, et de nouveau faisant un effort :

— Et c'était il y a longtemps ?

— Six ans, huit ans... Je ne sais plus...

Elle mentait. Elle refoulait la chose dans son passé : c'était plus fort qu'elle.

— Vous étiez très seule, très malheureuse ?

— Qu'importe ? Je n'invoque pas de circonstances atténuantes.

— Le misérable!...

Elle ne le laissa pas continuer.

— Calmez-vous. Vous vous trompez. Quand il a rencontré ma fille, il ne savait rien. Il ne se doutait seulement pas que nous étions parentes. Lorsqu'il a découvert la chose, il s'est sauvé. Il s'est enfui deux fois. Les deux fois, c'est elle qui l'a fait revenir. Elle m'a reproché d'avoir voulu les séparer. Rien ne l'aurait arrêtée, excepté moi si je lui avais tout dit. Et je n'en ai pas eu le courage.

— Évidemment, dit-il d'une voix déjà moins dure.

Elle garda le silence.

Tout à coup, il leva sur elle de pauvres yeux lamentables et la regarda une seconde :

— Vous avez passé par l'enfer, lui dit-il.

— Vous pouvez dire que j'y suis toujours, répondit-elle.

Elle se tut, puis, touchée par l'accent de pitié qu'elle venait d'entendre, elle se laissa glisser encore sur la pente irrésistible de la confession.

— S'il n'y avait eu que cet enfer-là! Mais il y en a un autre. A présent, je peux tout vous dire. Ce qui m'a empêchée de parler, ce n'est pas seulement le chagrin de ma fille. Ce qui me crucifiait, c'est l'idée qu'elle aurait de moi... C'était si bon d'être sa maman : je ne pouvais pas m'en passer. Et aussi cette gloire, de voir que vous lui donniez raison de m'avoir fait revenir! Je tenais à cela aussi; je tenais à votre estime à tous, qui entrait pour beaucoup dans ses sentiments à mon égard. Voyez-vous, je rentrais dans la peau de mon rôle; j'étais redevenue la personne qu'on croyait ou que je me figurais qu'on devait croire que j'étais. Voilà, vous savez tout, je suis contente de vous avoir tout dit... Seulement, il ne faut pas que cela vous fasse de la peine; au moins, pas trop longtemps.

Elle avait fini de parler, qu'il restait encore immobile; elle vit qu'il n'avait pas dû entendre ses dernières phrases. Toute l'attention du pauvre homme, toutes ses puissances réceptives étaient accaparées par le gros fait brutal qu'il venait d'apprendre : l'image atroce des deux amants était en train de se graver au fond de sa cervelle, comme une brûlure. Devant cette immense douleur, Kate oubliait presque la sienne.

Enfin, elle traversa la pièce et toucha légèrement l'épaule de cet homme malheureux.

— Fred, soyez raisonnable. Il ne faut pas souffrir ainsi. Cela m'a fait du bien de vous parler... Maintenant, cela va mieux... Allons, maintenant, c'est passé... Tout est fini...

Il ne fit pas un mouvement. Elle se demandait s'il l'avait seulement entendue. Au bout de quelque temps, elle retira sa main et s'écarta de lui; il ne donna pas signe de vie. C'en était trop pour lui : l'épreuve était au-dessus de ses forces.

Elle s'assit et attendit. Enfin, il releva la tête et se mit lourdement sur ses pieds. Elle le vit chanceler une seconde, puis il traversa d'un pas ferme l'espace qui les séparait et s'arrêta devant elle. Elle se leva aussi et lui tendit la main, mais il ne parut pas voir son geste, bien qu'il ne la quittât pas des yeux.

— Un jour viendra, dit-il, où tout cela nous semblera bien loin : c'est tout ce que je veux me dire pour l'instant.

Elle entendit, sans comprendre. Bientôt elle se mit à trembler de tout son corps : ses lèvres s'agitaient et ses paupières battaient sur ses yeux éblouis. Il la regardait toujours, et dans son regard à lui, elle vit reparaître la lumière de son ancienne bonté. On eût dit qu'il venait de traverser une nuit profonde. Mais tout ce qu'elle trouva à dire était le contraire de ce qu'elle sentait :

— Assez; assez; vous venez de m'en dire assez... Vous ne voyez donc pas que je ne peux pas en supporter davantage?

Il restait planté là, dans sa douce obstination de brave homme :

— Cependant, ce n'est pas tout : j'ai encore quelque chose à dire, moi!

— Plus tard! Plus tard!

Puis, elle se recula : son visage et son regard soudain changés, son accent, tout indiquait sa résolution prise, sa décision.

— Maintenant, quittez-moi : il faut nous séparer.

Il continuait de la regarder d'un air suppliant :

— A demain, alors? A demain matin.

Elle hésita :

— Demain après-midi.

— Et maintenant, vous allez vous reposer!

— C'est cela, je vais me reposer.

Leurs deux mains s'effleurèrent. Doucement, elle le recon-

duisit jusqu'à la porte et attendit que le bruit de son pas fût arrivé au bas de l'escalier. Alors elle rentra et courut ouvrir la porte de sa chambre.

Aline était en train de sortir une jolie robe d'intérieur. Elle conjecturait sans doute que M. Landers allait revenir pour dîner.

— Aline! le bateau de demain... il est encore temps de téléphoner au bureau?

La soubrette écoutait, ébahie, incrédule, la robe étincelante repliée sur son bras.

— Le bateau sur lequel j'avais pris des places, expliqua Kate en cherchant précipitamment l'annuaire du téléphone.

L'expression de visage d'Aline disait que ce caprice défiait toute explication raisonnable.

— Mais, ces billets, Madame me les a fait rendre. Madame m'avait dit que nous ne partions que la semaine prochaine.

— Qu'est-ce que cela fait? Dans cette saison il n'y a pas foule. Téléphonez tout de suite qu'on me rende les billets.

— Madame ne pense pas sérieusement à s'embarquer demain. Le bateau part à six heures du matin.

Mme Clephane lui asséna cette brève réponse :

— Je ne pense pas partir; je pars. Tenez, voici le numéro : tout de suite au téléphone!

XXX

Kate Clephane fut réveillée par le soleil de la Riviera entrant de biais sur son lit.

Cette fois, c'était dans un nouvel hôtel, à plusieurs degrés d'altitude, dans l'échelle du confort, au-dessus de l'hôtel de *Minorque et de l'Univers*, comme l'indiquait assez son nom de *Petit Palais*. La chambre était plus grande, plus moderne, fraîchement repeinte.

A part ces changements heureux, Mme Clephane avait l'impression de relire un chapitre déjà lu de sa vie et de recommencer la même morne page.

Aline était évidemment du même avis. Malgré l'installation plus commode, Mme Clephane avait subi, aux yeux de la soubrette, une immense perte de prestige. « C'était bien la peine de faire tant d'affaires pour en arriver là! » disait clairement

son visage, le matin, quand elle apportait le plateau du petit déjeuner. Le fait même qu'il y avait plus fréquemment des lettres sur ce plateau, et qu'un télégramme ne constituait plus un événement historique, ne suffisait pas à compenser, pour Mlle Aline, la ruine de ses rêves et de ses ambitions. Quand on possédait un vrai toit au-dessus de la tête et une bonne auto à sa porte, y avait-il du bon sens à partir sans crier gare, comme un boulet de canon, pour revenir se mettre dans des hôtels de second ordre et dans de vieux clous de taxis avec toute la perte de considération qui s'ensuit?

Kate prenait les choses avec plus de philosophie. D'abord, si elle était partie, c'est qu'elle l'avait voulu. Et puis, mon Dieu! oui, après les premières semaines, elle s'était aperçue qu'elle se remettait sans trop de peine à suivre la vieille ornière. Ah! dame, le premier mois... mieux valait ne pas trop y penser; mais enfin, il commençait à s'éloigner. Kate s'était sentie touchée par l'accueil de ses amis et de ses vieilles connaissances qui l'avaient reçue à bras ouverts; c'était un vrai bien-être de se retrouver avec des gens qui ne vous demandaient rien, et ne manifestaient aucune curiosité. Dans cette petite société, on s'intéressait vivement les uns aux autres tant qu'on était ensemble, mais le groupe se défaisait, se reformait si souvent par des arrivées et des départs, qu'une fois perdus de vue, les personnages ne présentaient pas plus de consistance et de réalité que les images saccadées qui défilent sur un écran de cinéma.

Ce sentiment d'existence un peu irréelle avait beaucoup contribué à détendre les nerfs ultra-crispés de Mme Clephane. On en savait assez de sa vie pendant son absence pour que sa personne en conservât un lustre considérable. Des visions d'opulence, une loge à l'Opéra de New-York, une masse de famille importante, une fille de rare beauté mariée à un héros de la guerre, tout cela mettait Mme Clephane sur un pied qu'elle n'avait jamais eu dans son groupe; elle revenait plus élégante, mieux habillée, — de la zibeline, ma chère! — et elle offrait des parties de mah-jongh arrosées de cock-tails dans son particulier. On se félicitait d'une recrue si utile.

— Aline!

A présent, la chambre de la soubrette était juste en face dans le couloir. Elle entra, portant le plateau chargé de lettres et d'un bouquet.

— Des violettes, dit-elle en souriant.

Aline, depuis quelques jours, consentait parfois à sourire. Mme Clephane ne tourna même pas la tête, elle ne changea pas de couleur. Ces violettes n'étaient pas un cadeau du petit infirme dont le bouquet, naguère, lui faisait battre le cœur de pressentiments et d'espoir, le jour où elle avait reçu le télégramme de sa fille. Le premier soin de Kate, à son retour, avait été d'établir convenablement cet enfant, en reconnaissance de ce souvenir. Les violettes d'aujourd'hui ne cachaient ni espoir ni secret. Kate savait d'où elles venaient, ce qu'elles représentaient. Elle se contenta de les porter rapidement à son nez, et se mit à se verser tranquillement son chocolat.

Mme Clephane s'installa contre ses oreillers doublés de rose et se mit résolument à l'avaler. Elle n'avait même pas ouvert les lettres et n'avait jeté qu'un coup d'œil sur les adresses : rien de sa fille. Anne était en route pour les Indes, au beau milieu de la Mer rouge, et il fallait des semaines avant d'avoir de ses nouvelles.

Elle avait repris l'habitude de faire traîner chacune des menues occupations de sa journée, d'en tirer le plus possible, de les étendre en quelque sorte, et de les délayer dans un grand nombre de minutes, si bien que chaque heure fût si pleine qu'il n'y restât plus de place pour la réflexion ou la mémoire importune du passé. Elle lisait donc minutieusement le journal depuis l'article grandiloquent sur les merveilles du prochain carnaval jusqu'aux mondanités où les nouvelles de la société, tant indigène qu'étrangère, étaient brillamment relatées.

« L'élite de la colonie américaine et les membres les plus distingués de la société française et étrangère se retrouveront cet après-midi à la brillante réception que Mme Parley Plush donne en sa somptueuse villa Mimosa en l'honneur de l'évêque des Églises épiscopales américaines d'Europe. »

C'est juste ! C'était bien aujourd'hui. Kate reposa le journal en souriant : elle pensait à la colère de Mme Minity en apprenant que la réception aurait lieu chez Mme Parley Plush.

Ces petites rivalités recommençaient à l'amuser. Kate chercha son agenda, examina la page du jour et découvrit en souriant (cette fois à elle-même) que le mot « Plush » y était déjà inscrit. Eh bien ! oui, elle en était là : il lui fallait s'occuper, remplir ses journées n'importe comment, les bourrer avec du

bon, du meilleur et du pire, — pourvu que le bourrage assez compact ne laissât aucun trou par où regarder en arrière. Tout son vieux talent de prendre les choses à la légère, tous les narcotiques, toutes les manières d'éluder et de fermer les yeux, étaient accourus à son secours pour l'aider à se reprendre à la vie.

Le temps était splendide : le temps, disaient ces dames, que l'on aurait choisi pour le premier contact de ce cher évêque avec son nouveau diocèse.

Tout le gros de la colonie anglo-américaine était assemblé sur les terrasses fleuries du jardin de Mme Plush, entre les parterres de cinéraires et de cyclamens et les grenouilles géantes en porcelaine bleue de Chine, qui, selon le mot de la propriétaire, donnaient à l'ensemble, un air « nature ». Mme Plush elle-même naviguait majestueusement d'un groupe à l'autre, en surveillant du coin de l'œil la loggia par où devaient entrer l'évêque et le pasteur.

— Ah! Ce cher lord Charles! Voilà qui est aimable! Vous allez retrouver ici tous vos amis. Mais oui, Mme Clephane est là, au bout de la terrasse.

Et Mme Plush, épanouie, indiquait de la main, à un interminable personnage à mine désenchantée, un palmier qui sortait d'une corbeille de pensées.

Mme Clephane n'était pas sans savoir qu'elle servait de prétexte à lord Charles pour venir à cette réception; mais elle savait aussi qu'il n'était pas fâché d'avoir ce prétexte, faute de quoi il aurait été comme elle : il n'aurait su que faire de son après-midi. Ce pauvre lord Charles! Déjà il semblait à Kate qu'elle le savait par cœur, bien qu'elle le connût depuis trois mois à peine.

En le regardant s'approcher sur le gravier flamboyant, elle se demandait pour la centième fois : « A quoi tout cela me mène-t-il? » L'épouser? Grand Dieu! non, même si (ce dont, au fond du cœur, elle n'était pas sûre) il avait l'intention de lui demander sa main. S'amouracher de lui? Elle haussa les épaules. Se laisser faire la cour? Ma foi! peut-être... un doigt de cour... on se sent quelquefois si seule... et puis, dans toute sa bande, pas d'autre homme « possible »... Mais au fond, ce que Kate attendait surtout de cet ami, c'était de lui remplir le vide de certaines heures; de savoir qu'en rentrant à l'hôtel, à cinq heures, elle le trouverait chez elle, un jour sur deux, en train de l'at-

tendre à côté de sa table à thé ; qu'à dîner, elle pouvait compter que lord Charles serait aussi invité, et qu'on ne manquerait pas de le lui donner pour voisin ; et qu'enfin, pour tuer les jours sans bridge ou sans mah-jongh, il était toujours disposé à accompagner Kate pour une tournée d'antiquaires, où son flair précieux découvrait les occasions, en vue du petit appartement qu'elle rêvait de se meubler.

C'est tout ce qu'elle voulait de lui, et c'est apparemment tout ce qu'il voulait d'elle. Peut-être cependant désirait-il davantage (comme les violettes le laissaient entendre), et cette incertitude elle-même avait son charme, surtout quand il leur arrivait de se rencontrer dans le monde, et que Kate devinait l'envie des autres femmes.

Du fond d'un fauteuil de jardin, elle suivait du regard la marche d'approche du vieux gentleman. Ah ! ce fut une jolie manœuvre : il s'agissait d'éliminer, chemin faisant, les raseurs, et d'arriver jusqu'à Mme Clephane. De quel air, se disait-elle, avec quelle hauteur un tel homme, à trente ans, vous aurait traversé une pareille compagnie sans daigner regarder à droite ni à gauche ! Aujourd'hui, le vieux beau était obligé d'en rabattre. Il fallait le voir prendre prudemment ses assurances, s'arrêter auprès de Mme Plush pour admirer la vue, échanger des compliments avec la femme du consul, envoyer un signe familier à M. Paly, et même se laisser bruyamment interpeller par cette petite Mme Horace Betterly, qui se précipitait dans un cliquetis de breloques sur l'escalier de la loggia, pour crier à lord Charles qu'elle comptait sur lui à dîner ce soir-là. C'est le triste sort de ces désœuvrés qui ont besoin de remplir leurs journées : ils ne peuvent se montrer très difficiles sur la qualité du remplissage. Kate entrevoyait le jour où lord Charles, très humble, en viendrait à chercher des grenouilles de porcelaine pour la collection de Mme Plush.

Il était à la moitié de la terrasse, quand le panache de Mme Plush s'agita, se dilata, et parut donner par son émotion des signes avant-coureurs de l'arrivée de l'évêque. Une silhouette noire et imposante s'encadrait dans la baie centrale de la loggia. Mme Plush s'avança, volumineuse, draperies flottantes, toutes voiles dehors. Mais, erreur ! ce n'était pas l'évêque, ce n'était que Mme Minitry, laquelle, drapée de cachemire noir et de majesté, s'arrêtait et jetait un regard circulaire. Mme Plush,

coupée net à moitié de son élan, demeura un instant de pierre, et fut presque sur le point de faire machine en arrière.

Kate observait de loin cette scène et s'en amusait nonchalamment. Son esprit au repos avait le temps de jouir des petites comédies que lui donnait son entourage. Elle aurait souhaité que celle-ci durât un peu, et se disposait à s'approcher pour n'en pas perdre un mot, quand l'évêque fit enfin son entrée, encadré par M. et Mme Merriman.

Kate s'arrêta net. Elle n'en croyait pas ses yeux. Elle pensait rêver. Mais si! Elle s'en souvenait à présent : est-ce que, chez les Drover, on n'avait pas parlé du docteur Arklow comme d'un candidat possible pour ce nouveau diocèse? Et c'était lui, plein d'onction et toujours imposant, comme la dernière fois qu'elle l'avait vu à Saint-Étienne, bénissant les deux mains unies de sa fille et de Chris Fenno.

Le premier mouvement de Kate fut de tourner les talons et de se perdre dans la foule. L'aspect de cette figure lui rappelait trop de souvenirs proscrits. Ils l'assaillaient tous ; leur multitude se jetait sur elle à la fois, importuns et féroces; elle sentait leurs doigts cruels la serrer à la gorge. Un moment, elle resta ainsi, irrésolue, toute seule, détachée, en plein milieu de la terrasse : et elle allait faire demi-tour, quand elle s'entendit appeler par le clairon de Mme Plush :

— Mme Clephane ? Mais si, c'est elle : la voilà ! Chère Mme Clephane, ne fuyez pas monseigneur : vous êtes découverte !

Elle ne lui vit faire qu'un pas, et déjà il était près d'elle. Elle se revoyait assise dans le grand fauteuil de cuir, et lui arpentant de long en large le tapis délabré devant la cheminée, et sa belle voix de prédicateur avait presque un sanglot en prononçant les mots de « souffrance inutile »...

— Voulez-vous que nous marchions un peu? Le jardin paraît ravissant, fit l'évêque.

Ils s'arrêtèrent devant une balustrade de marbre, sous une touffe de mimosas et échangèrent des riens sur le bleu de la mer et la clémence du climat.

— Pensez à la température de New-York en février... brr..

— C'est vrai, nous sommes des heureux... Tous les jours cette splendeur... Évidemment, il vient par-ci, par-là un coup de mistral... mais c'est excellent pour la santé... et puis, ces fleurs!...

Mais il posa carrément sur la main de Kate sa large main.

— Mon enfant... Quand rentrez-vous à New-York ? lui dit-il.

En même temps, elle se sentit effleurée par ce même regard d'intelligence qu'elle avait déjà vu deux fois dans les yeux de cet homme d'église :

— A New-York ? Jamais.

Il laissa passer un moment pour peser cette réponse, et se mit à laisser flotter ses regards sur la mer.

— Jamais, voilà un bien grand mot. Il y a quelqu'un là-bas qui serait bien heureux de vous voir revenir.

Elle reprit précipitamment :

— Cela ne pouvait pas être ce qu'il imaginait.

— C'est une affaire dont il est le meilleur juge. Il trouve que vous lui deviez de le laisser tenter sa chance.

Elle baissa la voix :

— Comment peut-il me demander, après ce qui s'est passé, de penser jamais que je puisse vivre à New-York ?

— Il ne vous le demande pas. Je suis chargé de vous le dire. Il comprend tout très bien... Il est prêt à recommencer sa vie où vous voudrez... Tout dépend de vous.

Il y eut un silence. Enfin, elle réussit à maîtriser sa voix, assez pour pouvoir dire :

— Oui, j'entends. Je suis pleine de reconnaissance... C'est une douceur pour moi...

— Rien de plus ?

Elle se tut encore, puis, relevant les yeux, elle revit dans les siens le regard de sympathie qu'elle y avait déjà vu.

— Je ne sais pas comment vous dire, comment vous expliquer... Il me semble... que mon refus... — Elle baissa la voix encore davantage... — est la seule chose qui me reste pour me sauver du désespoir... la seule qui m'empêche d'être trop malheureuse...

Elle vit dans ses yeux poindre une nuance perplexe.

— Votre refus ?

— Oui, ce refus.

Allons ! Peine perdue. Encore un qui ne comprendrait jamais ! Comment s'être figuré que celui-là saurait comprendre ?

— C'est bien votre dernier mot ? Le dernier des derniers ? demanda-t-il avec douceur.

— Il le faut... Il le faut... Vous voyez bien que ce refus est

toute ma raison de vivre, murmura-t-elle presque dans un sanglot.

Non ! il ne la comprendrait jamais. Il avait repris sa figure bénisseuse et impersonnelle. Il lui pressa la main.

— Ma chère enfant, nous nous reverrons. Nous reparlerons de tout cela.

Et il continua son chemin, impassible et courtois.

Les yeux de Kate se remplirent de larmes ; sa solitude lui retombait sur les épaules comme un linceul. C'était ainsi chaque fois qu'elle essayait de s'expliquer, non pas seulement devant un étranger, mais à elle-même. Et cependant, au fond de son cœur, beaucoup plus loin et plus profond que ne pouvait atteindre sa pauvre intelligence, il s'élevait une voix intime qui disait « non », toutes les fois que cette tentation de tendresse l'agitait. Elle lui disait, cette voix, que si la pitié de Fred Landers était ce qu'une amitié parfaite avait à lui donner de plus précieux, son refus à elle, sa pudeur d'accepter cette pitié, sa retraite, sa fuite, étaient le plus beau sacrifice qu'elle eût à lui offrir en retour. Il avait surmonté pour elle ses sentiments les plus profonds, vaincu ses répugnances les plus enracinées ; il lui avait tendu la main, dans l'extrémité de son malheur, par-dessus toute l'épaisseur de ses traditions et de ses convictions à lui : bénie, bénie sois-tu, belle âme généreuse ! Mais Kate Clephane se devait de ne pas faiblir de son côté. Tout à l'heure, en rentrant, elle trouverait là lettre qu'il lui écrivait chaque semaine ; et elle le bénirait encore, elle le bénirait et pour avoir écrit la lettre et parce qu'elle y puisait la force de résister à ses prières.

Sans doute cela ne serait compris de personne ; lui-même, assurément, ne comprendrait jamais. Mais quoi ! rien au monde, nul secours humain ne valait ce sentiment d'avoir été capable de se tenir ferme à une telle résolution, de pouvoir se dire, les jours de doute et de dérive, quand elle se sentirait lâche, prête à glisser encore aux capitulations : « Une fois, au moins, j'ai tenu bon », et de garder, comme un trésor, dans un jardin secret de paix et de lumière, la chose la meilleure qu'elle eût rencontrée dans sa vie.

Edith Wharton.

NOTES ET PENSÉES

Journaliste d'une rare souplesse, chroniqueur alerte, causeur éblouissant, mourait, il y a dix ans, en plein éclat de son talent si apprécié de nous tous, un des Parisiens qui eurent l'esprit le plus parisien. Des notes écrites au jour le jour qu'a laissées Francis Chevassu, nous détachons quelques-unes des pensées où s'exprime le mieux sa philosophie aimable d'observateur malicieux et souriant.

La vérité, c'est un beau programme, mais ingrat.

Ce qu'on appelle les paradoxes, ce ne sont que les vérités qui ont mis un domino.

Le monde. On s'y ennuie, mais on y va.

Ce qu'il faut de dureté, d'énergie et de discipline pour faire un « salon »!

Certaines gens du monde ont pris l'habitude de sortir le savoir comme on sort ses diamants : ils en louent.

Une des vanités les plus comiques est celle-ci : on dit : « Je suis un homme du monde », « une femme du monde », ce qui implique des idées communes, des hypocrisies sous-entendues, un certain protocole pour s'habiller et pour se dévêtir.

C'est un des privilèges et une des faiblesses du public parisien de s'émouvoir, tour à tour, et presque sans transition à des sujets graves et à des choses futiles.

Voilà trois quarts de siècle, Musset prétendait que le scandale se reliait en veau; il se distribue aujourd'hui en livraisons. Il y a des gens qui en souffrent, il y en a qui en meurent, il y en a qui en vivent. Depuis que la place publique est devenue

une confidente, le scandale est un aliment normal de la curiosité générale. Ces rapports nouveaux de l'individu et de la société, érigée en arbitre des querelles domestiques, reportent mélancoliquement la pensée vers la mémoire de M. Guilloutet, le célèbre architecte du mur de la vie privée.

Un monsieur qui rate une belle affaire annoncée devient ridicule et odieux : chacun lui en veut des bassesses qu'il s'était déjà résigné à lui consentir.

Si on pardonne difficilement à quelqu'un qui vous a traité d'imbécile, on pardonne volontiers à celui qui vous traite de misérable. C'est ainsi que la violence porte en soi son remède et guérit les blessures qu'elle fait.

Les hommes font porter leurs scrupules par leurs femmes. Ils sont comme ce Scipion Nasica qui mettait au cou de son chat-tigre un collier de perles d'or.

Si le monde n'était point futile et distrait, quelles ressources resterait-il aux optimistes?

La *respectability* n'implique pas la nécessité d'être respectable. C'est un mélange de carrure sociale, de fortune et de prudence.

C'est un phénomène bien curieux que le Français ait donné au mot aventurier un sens péjoratif : il atteste la défaveur et la méfiance que l'on garde à l'endroit des activités qui se dépensent en dehors de l'ordre établi et des usages consacrés.

Les *snobs* constituent des troupes incomparables. Elles ont la force, le nombre, la discipline, l'unité. Dociles et silencieuses, à l'encontre des bandes de la Fronde, elles paient toujours et ne chantent jamais.

Le *snobisme* ne choisit pas ce qu'il préfère : il se soumet à un maître caché mais tout-puissant, qui fait courir secrètement des mots d'ordre. Impossible d'y désobéir.

Le ridicule n'exprime que le désaccord entre une idée, un principe, une mode et les usages de l'époque.

La crainte du ridicule est une politesse à l'opinion des sots.

A Paris, on vit sur l'esprit des autres!

L'esprit est un déclinatoire de combat. On fait des « mots », parce qu'on n'a rien à dire...

L'esprit : la cavalerie légère de la pensée.

On excuse l'ingratitude d'une jolie femme ou d'un homme d'esprit.

Potins : il y a le potin terre à terre, le potin qui traîne la savate et le potin qui vole, le potin substantiel et philosophique, proche parent du « petit fait » où Stendhal se plaisait à voir la moelle de l'observation.

Il n'y a que dans la pauvreté qu'on écrit bien de la richesse. De même, la richesse est favorable aux méditations sur la pauvreté.

Il n'y a que dans les vieux pays qu'on sait flâner.

Les peuples positifs et encore en croissance, ignorent ce charmant gaspillage qui consiste à analyser, avec des nuances, les mille riens de la vie quotidienne : ils ne causent point.

L'oisiveté : le temps de poche gâché par un prodigue.

Ce joli luxe : une heure perdue.

La paresse est une façon de travailler qui fut longtemps méconnue.

Il faut *savoir* ne rien faire.

On n'a pas le temps de penser quand on travaille.

Rien n'est plus mélancolique qu'une manche de veston appuyée sur un bureau de Riesener.

Si la mode était encore aux parallèles, comme au temps du grand Roi, on pourrait, en comparant le peintre et le pastelliste, dire que l'un est plus magnifique et l'autre plus délicieux, que le premier a plus de gravité et le second plus de grâce, que celui-là proclame la vérité et que celui-ci l'insinue, bref que le peintre a un tempérament d'historien dont la franchise est contenue par le respect des convenances, tandis que le pastelliste

a un tempérament de chroniqueur qui s'amuse avec indiscrétion et s'exalte aux trouvailles de sa verve.

On peut reprocher à Louis-Philippe beaucoup de choses : je lui reproche surtout d'avoir déshonoré l'acajou.

Il est des écrivains qui s'obstinent : là est le vice.

Le sentimentalisme est moderne. On ne le trouve ni dans Shakspeare, ni dans Molière où il y a des amoureux et des passionnés. Il est un signe de fatigue sociale.

Aujourd'hui on lit un livre et on le jette : on connaît les grands poètes ou écrivains comme des relations de ville d'eaux. On a un frisson d'amateur, un rêve en commun d'un soir, et on ne se revoit plus...

J'aime l'ancienne manière, celle qui faisait des auteurs gardés comme amis avec respect, dans l'intimité du cadre, des confidents et des témoins...

Un des caractères du génie, c'est qu'il y a comme dans les vieilles villes, de la place perdue.

Les mots, en général, ce sont des assignats : la pensée perd à l'échange.

Les mots : on en sort des foulards, des omelettes et des feux d'artifice.

La réforme de l'orthographe a le caractère d'une revendication démocratique : le Bonnet rouge sur le dictionnaire.

Une réforme de l'orthographe, par mesure administrative, en remplaçant par des décrets le long et ingénieux travail des siècles, quelle folie ! Et puis, au fond, où est la nécessité que tout le monde mette correctement l'orthographe ?

Les mots sont comme des êtres vivants qu'on ne mutile point d'autorité. Ils ont une existence propre, avec une adolescence, une jeunesse et une fin ; au cours des années ils se surchargent ou s'allègent de lettres superflues ; ils deviennent légitimes comme ces bâtisses, construites au hasard, et qui par leur assemblage, leurs détours et leurs recoins, forment l'esprit familier des villes où s'enclosent nos destinées.

Un portraitiste d'hommes peut obtenir des aveux; mais un portraitiste de femmes doit les mériter.

Ce genre de confession, qui fut jadis à la mode : le recueil de « pensées » a un ravissant attrait. Il craint les ardeurs indécentes de l'autobiographie. Ses effusions revêtent pudiquement la forme du langage philosophique; ce sont moins des confidences que des allusions.

Il n'est point suffisant que les maximes reçoivent l'approbation d'un sourire ; un auteur devrait s'interdire toutes celles qui dans l'esprit du lecteur ne se prolongent point en commentaires et en méditations.

J'aime les proverbes, c'est de la sagesse plébiscitée : derrière une maxime, on aperçoit des milliers et des milliers d'auteurs.

Les faiseurs de proverbes ont dans leurs propos le sens du mystère et le goût de l'autorité.

On n'a point assez remarqué que si les défauts des hommes n'existaient pas, ce serait aux moralistes de les inventer.

L'art du romancier, c'est de confronter un être passager avec son type éternel...

En littérature, les dignitaires du roman, les subtils stratèges de la pensée, les grands entraîneurs du sentiment, ceux que les Goncourt appelaient les Maréchaux, ne sont pas toujours les écrivains qui expriment avec le plus d'exactitude les mœurs d'une époque. Leur forte individualité les isole; ils ont des intelligences avec le passé ou même avec l'avenir, qui, d'aventure, les distraient du présent, et il leur arrive de donner au siècle plus qu'ils n'en reçoivent. Balzac fut l'étonnant exemple de ce phénomène, en peignant la société qui vint après lui mieux encore que celle où il vivait. Les producteurs de génie moyen restent à l'abri de telles menaces : moins prodigieux, ils bornent leur ambition à être authentiques. C'est parmi eux qu'on va de préférence chercher les témoins des âges révolus; la découverte d'un poète inconnu, d'un prosateur sans éclat, mais dont les œuvres paraissent significatives, est d'ordinaire une aubaine pour les lettrés.

Le roman est parfois la grande aventure des femmes qui

n'en ont point; peut-il suffire également à tromper les impatiences sentimentales des femmes qui l'écrivent?

Les *Fables* de La Fontaine, ce sont des bals de têtes : les hommes avec des figures d'animaux.

La Fontaine, c'est pour les hommes de quarante ans... Les bêtes sont pessimistes.

Laure fut heureuse avec Pétrarque et eut beaucoup d'enfants — avec un autre; mais, devant l'histoire, c'est le mari qui trompe l'amant : tant la puissance de la légende est forte!

Le roman immoral, c'est *la Princesse de Clèves* dont la lectrice fait des vœux pour Nemours.

Les Goncourt portent une lourde responsabilité : ils ont appris à plusieurs générations d'écrivains l'art de mal écrire.

Hugo fit monter les va-nu-pieds de la langue en carrosse et les grands seigneurs classiques en fiacre.

J'aime mieux les petites vertus que les grandes. Elles sont moins arrogantes et de commerce plus doux.

C'est le bien que nous faisons aux enfants, et non celui qu'ils nous font, qui nous attache à eux.

Les enfants ne sont simples que pour ceux qui n'essaient pas de les comprendre.

Dans ses vieux amis, on aime un peu de soi-même, — c'est-à-dire le souvenir d'émotions communes, de joies ou de tristesses passées qui vous rappellent la jeunesse évanouie...

FRANCIS CHEVASSU.

(A suivre.)

CAVALERIE AUX ARMÉES

L'opinion publique est saisie, depuis trois ou quatre ans, d'une discussion assez âpre qui s'est élevée à propos du cheval et du moteur. Les partisans de la *motorisation de l'armée* (termes barbares) veulent démontrer la nécessité de supprimer le cheval, — même dans la cavalerie, — et de le remplacer par des moteurs et des camions ; leurs arguments ne sont pas sans valeur; mais s'ils préconisent des moyens nouveaux, ils n'ont pas nettement indiqué les buts vers lesquels tend leur système.

Il paraît donc urgent d'étudier cette question en ce qui concerne la cavalerie, pour préciser ce qu'un chef d'armée peut et doit attendre de la cavalerie, et il faut définir, suivant les règles philosophiques, le rôle de l'armée dans ses termes essentiels : détermination, efficacité, progrès.

La fonction bien déterminée et son efficacité reconnue, un rapide examen nous montrera la voie où doit s'engager la cavalerie pour suivre le mouvement du progrès.

Qui parle de cavalerie, semble toujours faire appel au mouvement et au renseignement ; et cette juste association de mots et d'idées est confirmée par la lecture de nos campagnes de guerre.

Les historiens louent la cavalerie de Napoléon, mais condamnent notre cavalerie de 1870 : « elle était impropre au service d'éclaireur », écrit Lavisse. Le même auteur souligne le décousu des engagements des armées allemandes en Alsace et en Lorraine (août 1870) et il ajoute à ce sujet : « Le public français, frappé par les apparitions brusques des uhlans, s'exagéra

beaucoup leur rôle dans les reconnaissances. En fait, l'armée allemande fut *médiocrement éclairée.* »

Hélas! faut-il rappeler qu'en 1870, l'armée française fut engagée à l'aveuglette, sans chef digne de ce nom, sans plan et souvent même sans ordres écrits. Malgré leur bravoure, les soldats expièrent l'impéritie des chefs, sans pouvoir la racheter. Et si on incrimine aussi la cavalerie allemande, il faut reconnaître que souvent les batailles s'engagèrent au hasard des volontés : aujourd'hui, par l'ardeur d'un simple commandant d'avant-garde, le lendemain par la décision d'un commandant de corps d'armée, le plus souvent sans égards pour les instructions du major général de Moltke, grand et vieux stratège, tout dévoué à son vieux roi. On trouve chez les Allemands de 1870, exaltation et esprit d'offensive, science militaire, mais de concert, point!

Cette brève comparaison permet d'évoquer l'art précis de Napoléon. Le « Dieu de la guerre », qui réglait mécaniquement les mouvements de ses armées, savait utiliser à plein rendement la cavalerie dans un ensemble : il lui donnait l'impulsion et lui imposait des buts.

I

Si on consent à relier les effets et les causes, ne voit-on pas que la cavalerie mérite louange, quand elle est bien maniée par le chef d'armée dans le cadre des forces combinées, mais que, avec le chef, elle porte la responsabilité des fautes qui ont amoindri les victoires, ou bien qu'elle subit la répercussion des erreurs qui ont causé la défaite?

La Roche-Aymon, étudiant la cavalerie du XVIII^e^ siècle, émet cette règle simple : la cavalerie précède et éclaire le mouvement de l'armée; il s'agit d'une cavalerie qui a été heureusement préparée à sa tâche de guerre.

Jomini, au travers de l'histoire des guerres de l'Empire, nous dit aussi en substance que Napoléon affecte la majorité de sa cavalerie à son armée principale, pour éclairer ses mouvements. Il écrit ailleurs : « L'ennemi est toujours devant soi, ou à droite, ou à gauche! » et il déduit que Napoléon, poursuivant un plan bien conçu contre un ennemi « qui bouge », demandait à sa cavalerie de vérifier ses hypothèses sur les mouvements de l'ennemi. Le succès de cette méthode éclate pendant les pre-

miers jours des campagnes d'Iéna et de Wagram. En 1806, avant d'attaquer les Prussiens qu'il trouve postés, sur sa gauche, à Iéna, Napoléon a éliminé successivement les hypothèses « ennemi à droite », puis « ennemi devant », grâce à sa cavalerie. En vérité, à la tête de cette cavalerie, il y avait Murat !

En défensive, les règles s'appliquent à l'inverse. La défensive s'impose aux forces d'un État qui veut user l'adversaire avant de saisir l'occasion d'une bataille favorable, et qui, généralement, attend du temps un regain de renforts et d'alliances. Une défensive conçue et menée présente une analogie complète avec le chargement et l'emploi d'un accumulateur, puisqu'elle emmagasine des forces en vue d'une offensive assez puissante pour déterminer la rupture du système ennemi. Le défenseur, maître de positions favorables, concentre d'abord toute son attention sur la recherche du renseignement : il est donc amené à surveiller étroitement tous les débouchés par où l'ennemi peut menacer ses positions.

Dès lors, c'est l'importance des débouchés, la capacité de leur débit, tout comme le problème des robinets pour les écoliers, qui règle la répartition des forces attribuées à la recherche du renseignement. La cavalerie est l'élément principal de la recherche, en action combinée avec l'aéronautique et avec l'espionnage. La cavalerie pare aussi aux surprises, fixant les *contours* ennemis, tandis que l'aviation vise le *cœur* des forces adverses, et surveille les marches des colonnes lointaines ou les indices perceptibles de leurs mouvements. La cavalerie agit au mieux encore, quand le système d'éclairage aéronautique ne peut fonctionner en raison des intempéries.

On conçoit donc que, en défensive, la masse de cavalerie soit consacrée à la surveillance du débouché dont le débit fait prévoir l'attaque la plus puissante et la plus menaçante.

***

Les règles de La Roche-Aymon et de Jomini peuvent-elles encore jouer dans le système des nations armées qui ont mis sur pied, en 1914, des effectifs incomparablement supérieurs à ceux des armées napoléoniennes? Les événements nous répondent et nous donnent la claire solution du problème.

En août 1914, une bataille détermine la retraite de l'armée

française : Charleroi. En septembre, une bataille détermine la retraite de l'armée allemande : la Marne. En novembre, une bataille enraye l'afflux des derniers échelons et des jeunes renforts de l'armée allemande : l'Yser.

Une grande partie du front s'assoupit, faute d'artillerie, faute de munitions, faute d'éléments de combustion.

En 1915, les batailles d'Arras et de Champagne.

En 1916, les batailles de Verdun et de la Somme, enfin plus tard les victoires de Montdidier, de Champagne, amènent l'ébranlement du front et la reprise du mouvement des armées alliées, qui permet de terminer la guerre.

L'histoire militaire et l'opinion publique, d'une voix unanime, ont consacré ces grands noms, et leur seule évocation prouve que sur tout le front, de 1914 à 1918, il y eut toujours une action principale dans laquelle vinrent s'engager, plus ou moins heureusement, deux armées principales opposées, tandis que les armées subordonnées, véritables comparses dans la tragédie, assumaient sur les flancs une mission de neutralisation réciproque, en prenant ou en subissant des attitudes diverses, fausses attaques, aussi bien que passivité presque absolue.

Si on se bornait à étudier le plan XVII qui a aiguillé la réunion des forces françaises au début d'août 1914, on n'aurait que l'aspect *statique* de cette réunion.

Mais vers le 20 août, sous la pression des circonstances, la gauche de nos armées s'étend jusqu'à Charleroi ; une instruction particulière du 18 août vient révéler l'intention *dynamique* du commandement français faisant face à une menace pleine de danger. Tous les yeux sont fixés anxieusement sur le débouché qu'offrent aux colonnes allemandes les plaines étendues des Flandres.

Bon gré, mal gré, il fallait revenir aux études de la vieille école, aux données que fixe Napoléon dans ses Mémoires.

« La cavalerie doit être le quart de l'infanterie en Flandre et en Allemagne ; sur les Pyrénées et les Alpes, un vingtième ; en Italie et en Espagne, un sixième. » Le maître fondait en effet ses plans de campagnes et de batailles sur une étude approfondie des terrains et des régions dont le parcours est toujours dominé par la loi de la pente.

Le colonel Marga, professeur de géographie à l'École de

guerre en 1880, écrivait : « Supposant les neutralités violées, trois lignes traversent les frontières belge et luxembourgeoise. La première a pour directrice la voie ferrée Lille, Arras, Amiens, Paris; elle ne rencontre, comme obstacle naturel, que la vallée marécageuse de la Somme. La deuxième, partant de Bruxelles et Mons, passe à l'ouest de la forêt des Ardennes et pénètre en France par la vallée de l'Oise; c'est en suivant cette direction que les Impériaux, aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, ont si souvent cherché à arriver jusqu'à Paris. La troisième, partant de Trèves et de Luxembourg, au sud de la forêt des Ardennes, se dirige sur Paris en franchissant la Meuse et l'Argonne; elle se confond avec la ligne partant de Thionville et Metz. »

Étudiant la région du nord-est, le colonel Marga appelait l'attention sur la Tiérache, et sur les collines de la rive gauche de la Sambre, *crête militaire qui domine toute la plaine de Belgique.* Vue quasi prophétique touchant la prévision des débouchés éventuels par où s'écoulerait un jour le torrent des armées allemandes!

Aucun plan de campagne ne peut s'élaborer sans faire naître une *intention principale*, en offensive comme en défensive, et sans donner lieu à des études de terrain minutieuses qui conditionnent le dosage des troupes et l'emploi des armes sur les différentes zones du théâtre d'opérations.

*
* *

En août 1914, quel était l'X du problème stratégique? Quelle était la zone de *curiosité* qui paraissait la plus menaçante pour l'armée française et pour les armées alliées, sinon la région des Flandres?

Le problème *Respect ou violation de la neutralité belge* ne hantait-il pas tous les cerveaux des diplomates et des écrivains militaires depuis le commencement du siècle? Si, dès les premiers jours, cette neutralité était violée, ne fallait-il pas se décider à surveiller au moins les couloirs un et deux signalés par le colonel Marga, le deuxième surtout qui aboutit à l'Oise et à Paris?

Puisque l'ennemi fournissait une raison de pénétrer en Belgique, si on donnait Liège comme objectif au corps de cavalerie, ne fallait-il pas choisir comme zone d'action la plaine au nord de la Sambre et de la Meuse, plutôt que la zone des hauteurs d'Ardennes, dénommée région de Bastogne, comme

on l'a fait? Ce terrain boisé était peu favorable à l'action des masses de cavalerie, et excentrique aux courants d'invasion.

Dès lors, la cavalerie, plus ou moins appuyée, aurait couvert la gauche de l'armée française et renseigné directement la 5e armée, armée d'aile gauche. On eût en même temps répondu aux sollicitations pressantes du gouvernement belge, exprimées le 9 août, et aux préoccupations du gouvernement anglais, explicitement présentées dès le 6 août, touchant la sûreté de la région de Maubeuge qui lui était assignée comme zone de concentration de l'armée britannique.

Malheureusement, quand, le 15 août, notre cavalerie redescendit dans la plaine, elle était déjà épuisée par les marches, les veilles, la chaleur ardente, toute une agitation stérile dans une région difficile.

Dites donc, si vous voulez, qu'elle a mal éclairé pendant cette période, mais avouez qu'elle avait été mal disposée pour éclairer utilement!

La vitesse de marche de la cavalerie permettait-elle de lui assigner une mission lointaine? La vitesse de la cavalerie, sans fatigue extrême, peut être le double de celle de l'infanterie, condition nécessaire et suffisante : en deux jours de marches bien réglées, la cavalerie, avec tous ses canons et ses mitrailleuses, peut couvrir deux cents kilomètres; elle l'a fait plusieurs fois, en 1918.

Mais ce n'est pas la grande vitesse qui importe, c'est la vitesse moyenne, réglée, mesurée d'après les difficultés rencontrées, tâtées, reconnues et surmontées. Tant que l'homme à pied sera l'élément principal de la bataille, la vitesse du cheval reste naturellement proportionnée aux besoins de l'armée, si le chef veut enfanter des actions liées et non lâcher des enfants perdus. Il ne s'agit pas simplement de « boire l'espace », mais de gagner du champ dans le champ d'action d'ensemble. Il ne s'agit pas seulement de prendre un contact et de barrer la route à l'ennemi plus ou moins vigoureusement; il s'agit de vivre et de durer sans aliéner sa liberté d'action, en évitant les engagements trop ardents et l'encerclement, en maintenant les liaisons et les communications avec l'arrière, les ravitaillements indispensables, en un mot, sans briser le cordon ombilical qui lie l'action subordonnée à la principale.

L'infanterie, une fois engagée, prend trop solidement contact avec le terrain et avec l'ennemi et n'a pas assez de souplesse de manœuvre pour exécuter un décrochage rapide et sans pertes, et plus elle étend son front, plus ses risques augmentent.

« La cavalerie, disait Napoléon, demande de l'audace, de l'habileté, et surtout de ne pas être dominée par l'esprit de conservation et d'avarice. » Il pensait alors avec orgueil à ses Murat, Lasalle et Montbrun, à Kellermann le jeune et à tant d'autres jeunes chefs. Jeunes, ils l'étaient tous, et la cavalerie ne peut s'épanouir que sous les ordres de chefs jeunes et entreprenants.

Le mode d'action de la cavalerie dans les plaines des Flandres? Napoléon l'a défini avec non moins de clarté et de précision : « L'art d'un général d'avant-garde est sans se compromettre de contenir l'ennemi et de le retarder, de l'obliger à mettre trois ou quatre heures à faire une lieue. La tactique seule donne le moyen d'arriver à de grands résultats; elle est plus nécessaire à la cavalerie qu'à l'infanterie, à l'arrière-garde ou à l'avant-garde que dans toute autre position. »

Le progrès des armes n'a pas changé le sens de ces préceptes. Il s'agit de mouvements bien conçus et bien exécutés. N'est pas qui veut général d'avant-garde ou d'arrière-garde!

Or, dès le mois d'octobre, la cavalerie française, à demi ruinée, a su mener sur la Lys jusqu'au 15 une forte action de retardement contre Marwitz et au delà de l'Yser, jusqu'au 25, les plus brillantes actions d'avant-garde, suivies de combats en retraite : elle a signalé *tous les mouvements* de l'armée du prince royal de Bavière, pas à pas, jour à jour. Quand elle s'est cramponnée sur l'Yser, jusqu'au 20 novembre, elle a rivalisé à pied avec la meilleure infanterie.

L'essence de la cavalerie avait-elle changé? Non! La cavalerie obéissait alors à des chefs jeunes et qui savaient la tactique. Voilà pourquoi elle a su dès lors éclairer, renseigner et combattre.

Ne dites plus maintenant qu'en 1914, elle n'a pas éclairé. Elle a joué son rôle, dès qu'on lui a fixé son rôle sur une scène favorable, dans une action bien réglée.

L'exposé précédent s'applique à la masse de la cavalerie endivisionnée, — divisions réunies en corps de cavalerie ou divisions isolées, — qu'il faut nommer délibérément « cavalerie du chef », puisque nous avons vu ses directions, ses actions, tout son rôle de guerre subordonné à la volonté du chef suprême, et que le chef et sa cavalerie ont joué leur va-tout et leur réputation sur le coup de dé lancé par le chef, au début d'une campagne. Va-t-on maintenant, sous l'obsession de quatre ans de cuirasses et de bétons, effacer le souvenir des trois mois tragiques où le sort de la France a tenu à l'épaisseur d'un cheveu de femme? N'est-ce pas la guerre de mouvement qu'il faut préparer ardemment et minutieusement, comme le font les Allemands depuis huit ans? Va-t-on se bercer de l'illusion dangereuse qu'une guerre prochaine se déroulera à l'image de la précédente et oublierait-on que les périodes de mouvement et les combinaisons de mouvements ont toujours constitué les phases décisives d'une campagne?

Sans doute, par analogie avec la lutte sur mer en 1914, faut-il attendre des raids d'avions et de dirigeables lancés sur le cœur et les points sensibles de notre territoire! Mais on sait bien qu'à tout geste d'attaque correspond une parade efficace. Imagination et prévision permettent de préparer cette parade. En outre, les flottes aériennes navigueront toujours sans procurer des contacts avec les masses armées, et c'est avec les masses armées que s'exécutera la « manœuvre ».

Du moins, pour fournir une base à cette dernière, est-il sage de ne pas laisser des portes ouvertes et de ceinturer nos frontières de fortifications, comme Vauban l'avait fait pour la France de Louis XIV, car nous savons trop maintenant que la possession du territoire français par l'ennemi est une terrible aventure morale et matérielle.

Dès lors, peut s'ériger la manœuvre, offensive ou défensive! Or, quand un cuirassé veut éviter la mine ou la torpille, il s'enveloppe d'une bourre mollasse non pas à portée de canon, mais à portée de mousquet et il crée ainsi sa sûreté; et, s'il veut s'éclairer, il détache des croiseurs, non pas en enfants perdus, mais à des distances rigoureusement commandées par le temps, et il crée sa *découverte*. Analogie rigoureuse avec le corps de bataille en terre ferme dont les avant-gardes sont éléments de sûreté, tandis que l'*éclairage* continuera à obéir aux

règles du passé, accommodées au progrès des armements, sans modifier exagérément la distance et la nature des détachements.

Et comment imaginer que trois ou quatre divisions d'infanterie, portées sur camions autos à des centaines de kilomètres en avant de nos gros, resteront en sûreté pendant plusieurs jours sans se laisser « happer » par un système cohérent et commandé et sans courir le risque d'un encerclement presque certain ? Voudrait-on livrer deux batailles séparées ? La première est déjà perdue ! Voilà cependant les solutions proposées par les promoteurs des divisions automobiles, et, lorsqu'ils préconisent des espèces de raids dont les buts ne sont jamais exprimés, ils méconnaissent les lois de la spécialité, ils veulent faire jouer à des instruments de guerre une fonction à laquelle ceux-ci ne sont pas aptes.

Un dernier coup d'œil va nous montrer l'action de la petite cavalerie, — escadrons divisionnaires, — mise au service des troupes. Pour bien agir, ces cavaliers doivent bourdonner sur les crêtes, se montrer souvent au fantassin armé, pour maintenir la bonne humeur de petites colonnes qui persiste tant que le fantassin reste sur la route. Le but de ces cavaliers est d'assurer à leurs frères d'armes une protection formelle contre les surprises de la mousqueterie et des canons ennemis, gros et petits.

Est-ce chose possible ? Oui, puisque ce service a fonctionné à plein et à la satisfaction de tous, pendant l'été et l'automne de l'année 1918. Pendant cette période, nos cavaliers, à cheval ou pied à terre, ont précédé et couvert efficacement nos colonnes de poursuite. On déclare que les cavaliers ne pénètrent plus dans un compartiment de terrain battu par les feux de l'ennemi ; mais ils peuvent arriver vite au seuil de ce compartiment et s'y jeter en volée de moineaux, pour s'installer, voir et observer : un fossé, un talus, une ruine leur sert de masque et de cuirasse. Si la patrouille est hardiment menée et que l'ennemi se dissimule et réserve ses feux, on verra la volée de moineaux se lancer au galop, étendre son front, menacer des points bien visibles, des saillants, forcer les feux à se révéler, et revenir, généralement sans pertes, se remettre à l'abri d'un couvert. Ensuite ses patrouilles travailleront en rampant.

Qu'on s'entende bien, il ne s'agit pas de charger, mais de

voir vite. Les premiers fantassins prennent alors l'affaire à leur compte et les cavaliers se resserrent auprès des chefs des bataillons d'avant-garde, — auprès des colonels d'infanterie, et, grâce à des relais bien combinés, constituent les éléments de liaison, indispensables, mais les plus sûrs et d'un rendement supérieur à toutes les mécaniques du progrès. Ce ne sont pas là des rêveries, mais les souvenirs vécus d'un chef d'infanterie qui a beaucoup demandé à sa « cavalerie d'infanterie » et qui n'a pas perdu plus de trente chevaux et peu de cavaliers dans un escadron en un mois.

Au souvenir des grandes nuits de Verdun, où le pilonnage des artilleries adverses illuminait le ciel de lueurs innombrables, l'artilleur français ne peut pas non plus oublier ses chevaux, ni les caissons attelés prêtés aux unités autos pour leur permettre d'amener leurs munitions sur les positions de batterie. Il croit fermement que nulle mécanique ne lui eût apporté plus sûrement ses roues, ses tubes de canons, ses obus à travers les trous, les fondrières, et tous les encombrements de la zone avancée. Et quand le combattant de demain suppute les encombrements des camions la nuit et les embouteillages qui en résultent, il sait bien aussi que pour l'armée qui veut progresser, le cheval est encore l'élément de mouvement le plus sûr dans la zone avancée, parce que le plus souple et le plus docile.

Il faut encore souligner une qualité fondamentale de la cavalerie : *la plasticité* ! Grâce à la vitesse de ses chevaux et par l'effet d'un dressage qui doit être journalier, elle peut éclater facilement et rapidement en éléments infiniment légers, peu vulnérables, qui vont se mouler avec souplesse aux contours de l'ennemi, lui disputer le terrain, puis profiter de masques appropriés pour se décrocher rapidement et se dérober.

La cavalerie se trouve ainsi admirablement apte aux prises de contact qui constituent une des phases les plus délicates de la bataille moderne et sa plasticité lui permet d'assumer toute la charge et toute la responsabilité du « service de renseignements », les jours où le plafond bas maintient l'aéronautique sous ses hangars. Là où elle est, l'ennemi n'est pas! Ce qui procure une grande valeur à son renseignement négatif, c'est-à-dire : « l'ennemi n'est pas à tel point à telle heure ». Elle

affirme comme saint Thomas : « je n'ai rien touché », là où l'aéronautique ne peut que déclarer : « je n'ai rien vu dans ces maisons, ces villages ou ces forêts »... Cependant, sous ces masses opaques, que de forces peuvent se dissimuler !

En résumé, nous avons voulu déterminer les tâches de la cavalerie, en insistant sur la condition nécessaire pour assurer l'efficacité de son service aux armées : tout chef d'armée doit avoir un plan, une intention nette, appliquée dans un cadre bien étudié. C'est à cette intention qu'est subordonnée l'action de la cavalerie, pour permettre au chef, par l'élimination d'hypothèses successives, de mûrir son intention.

Au contraire, l'histoire nous montre que toute cavalerie lancée en « enfant perdu » et qui échappe à la poigne du chef d'armée, n'aboutit qu'à des actions stériles.

Le chef d'armée règle donc les premiers bonds de la cavalerie, en fonction de la mission et d'après la nature du terrain : il lance sa cavalerie « vers les passages qui importent » suivant le mot de Henri IV, sur les coupures du terrain, fleuves, rivières, lisières de forêts, et lui demande le compte rendu de ses premiers contacts. Arrêtée ou refoulée, la cavalerie tombe dans les missions d'avant-garde.

Plus ou moins soutenue, suivant les besoins, elle peut tendre des rideaux, rideaux solides, ou rideaux d'illusion, pour tromper l'ennemi. La couverture, créée pour masquer la réunion initiale des forces, est aussi un rideau, mais il faut la considérer comme un pis aller dans les emplois de cavalerie, car le chef d'armée élimine ainsi *a priori* le facteur « mouvement », qualité fondamentale de la cavalerie, au lieu de l'exploiter.

Souvent, dans la bataille, on verra la cavalerie tendre un rideau plus ou moins ténu de « colmatage », en s'accrochant aux lèvres d'une plaie béante sur le front d'engagement, ou simplement disposée en arrière de la plaie pour profiter d'une position reconnue, pour laisser l'ennemi s'engager dans la nasse, et pour trouver l'occasion de l'y manœuvrer. Voilà une tâche que la cavalerie du chef a remplie plusieurs fois, fort opportunément, en 1918 et où elle s'est couverte de gloire.

On n'ose guère parler de la poursuite, mais tous les événements des théâtres extérieurs en proclament l'efficacité. Mackensen n'oubliera pas sa défaite en Serbie, due à l'audace et

à l'énergie de la cavalerie française. Mais qui dit poursuite doit se rappeler 1806 et doit entendre poursuite du chef, c'est-à-dire un système organisé sur des axes bien choisis, où la cavalerie amorce et élargit les mouvements, jouant le rôle des rabatteurs au profit des colonnes d'infanterie et d'artillerie.

Ces arguments réussiront-ils à convaincre le lecteur que la cavalerie joue un rôle important et nécessaire dans le corps de bataille et qu'elle a su le jouer avec efficacité dans la dernière guerre, tout comme les armes sœurs ont mieux joué le leur, dès qu'elle a été rajeunie dans son commandement, sous des chefs qui avaient un tempérament de commandants d'avant-garde? Au surplus, le « pour cent » de ses pertes de guerre vient après ceux de l'infanterie et du personnel navigant de l'aviation : elle a travaillé partout où elle a bien été employée.

Certes, la cavalerie se renforce de tous les engins et artifices modernes; elle s'en réconforte. Nous ne tarderons pas à examiner dans quelle mesure les progrès de la technique actuelle lui permettent d'améliorer ses moyens d'action et si le moment est venu pour la cavalerie de dire adieu à ses dadas et d'embarquer ses cavaliers sur des esquifs automobiles. Ce sera l'étude du progrès de l'arme ; mais auparavant, il faut faire une incursion chez nos voisins de l'Est.

On n'étudie jamais un plan de guerre sans étudier le rival. Celui-ci a été battu en 1918. Il n'est pas content ; ses classes dirigeantes s'emploient à attiser la haine contre la France, et la question « Guerre ou Paix » doit retenir toute l'attention de nos chefs de gouvernement.

Le rival aligne trois superbes divisions de cavalerie, qui ne sont pas loin de représenter le sixième de l'effectif de la Reichswehr (16 000 hommes sur 100 000). Il faut aussi rappeler que les cent mille hommes de cette armée, fantassins, cavaliers, artilleurs ne représentent autre chose qu'une armée de cadres dont l'extension est prévue et préparée. N'entrons pas dans ce domaine, mais notons cette forte proportion de cavalerie dans une armée qui sait la guerre, qui l'a bien faite et qui se prépare à la recommencer.

N'allons pas puiser des exemples de « motorisation totale » chez les Américains et tournons plutôt les yeux sur une armée qui a été confiée pendant sept ans à un chef habile et disert, plein

de souplesse et de sang-froid. Ce chef a restauré son armée avec une sagesse, une étendue et une clarté de vues qu'on ne peut pas ne pas admirer... et même envier.

Notons chez les Allemands cette prépondérance de cavalerie, cette tendance accusée à entretenir le mouvement par le cheval et les feux transportés par les chevaux. Nul n'oserait cependant soutenir que les Allemands préparent une cavalerie... coloniale.

II

Le service de la cavalerie aux armées a été déterminé; son efficacité a été démontrée; reste à étudier le progrès de l'arme.

« Supprimez tous les chevaux, et remplacez-les par les tracteurs », proclame un historien militaire. « Créons des divisions légères automobiles », dit un autre. « Remplacez la cavalerie par un nombre considérable d'avions », écrit même un honorable médecin, membre de l'Institut. Ce dernier formule en outre cet aphorisme : « Dans les choses militaires, la néophobie, c'est-à-dire la crainte des choses nouvelles, est une maladie incurable. Là, le progrès marche avec plus de lenteur que la boiteuse Thémis. » Sans doute, le progrès est lent partout, puisqu'il ne s'est pas encore trouvé de médecin assez savant pour guérir les militaires d'une maladie, qu'il est plus simple de qualifier d'incurable. Telles sont les idées!

Mais si, dans l'ordre pratique, nous trouvons la motorisation totale chez les Américains, — partielle chez les Anglais, — nous venons de voir la proportion de cavalerie élevée qu'entretient le Reich, tandis que des expériences de tous ordres se poursuivent dans l'armée allemande, pour tirer parti des engins de transport automobiles et déterminer avec précision les conditions et les limites de ces transports, en détachements, aux avant-gardes et dans toute l'armée.

Des questions préalables se posent : Quel est le chiffre de notre population? Quels sont les indices d'accroissement? Comparons ces nombres avec ceux de la population allemande! Quel est notre *Credo* politique en matière de guerre? Quelles sont nos alliances? Avons-nous préparé une ceinture de fortifications conjuguées avec des zones de destruction, — moins coûteuses, — qui nous laissent maîtres chez nous pendant une

période préparatoire? Admettons que cette ligne soit déterminée et que la ligne des vieux forts de Vauban, tirée du Nord, avoisinant le Luxembourg, Sarrelouis, Landau, puisse être prise en considération!

Déjà le cadre se précise et voilà une base de discussion!

Que nous propose-t-on? Des raids automobiles de plusieurs divisions lancés à grandes distances! Nous demandons : où et à quelles distances?

Rappelons trois situations choisies dans les mois tragiques de 1914. Vers le 10 août, le G. Q. G. français eût-il osé lancer quatre ou cinq divisions dans la région de Liége, s'il eût disposé des moyens nécessaires? ou même sur la Sambre vers le 16 août?

En septembre, après la Marne, les colonnes ennemies se mettent en retraite; le 12, le corps de cavalerie Bridoux est poussé sur leur flanc ouest; le 14, il reçoit mission de marcher sur Saint-Quentin, et, le 16, il attaque à la fois Bohain et Saint-Quentin. Du 16 au 20, il évente la constitution d'une nouvelle armée allemande, il renseigne et il couvre à 100 et 125 kilomètres de distance nos débarquements qui s'effectuent vers Saint-Just et Grandvilliers. Pendant ce temps, le G. Q. G. français n'a pu, faute de moyens, soutenir le corps de cavalerie; mais eût-il osé, le 12, le 14, le 15, lancer des divisions automobiles sur Saint Quentin, en plein inconnu, aussitôt après la chute de Maubeuge, à travers un terrain sillonné et presque possédé par la cavalerie ennemie? Quel chef, cavalier, fantassin, artilleur, oserait, dans des circonstances identiques, assumer cette responsabilité, surtout aujourd'hui qu'on connaît la lourdeur des convois automobiles en zones non reconnues et qu'aucun élément automobile, lourd ou léger, ne serait en mesure de jouer, même partiellement, le rôle de la cavalerie en exploration.

Le 14 octobre, le corps de cavalerie Mitry part de la Lys, atteint l'Yser le 16, puis, le 18, se trouve au sud de Bruges à Staden et à Roulers, face à l'armée du prince royal de Bavière. Du 18 au 23, il est rejeté sur l'Yser. Le commandement français n'a pu l'appuyer, faute de moyens! Mais quel chef oserait aujourd'hui même lancer à cette distance trois ou quatre divisions automobiles dans la même région, sans l'avoir préalable-

ment ratissée soigneusement et reconnue par des éléments assez lents, face à une armée cohérente et organisée ?

Car, nos expériences de la fin de la guerre ont montré avec quelle circonspection il fallait assurer le débarquement de divisions ainsi transportées, au moment des ruptures partielles du front, dans des zones dont les flancs étaient cependant protégés par des fronts continus. L'auteur du système des divisions automobiles a raison de préconiser l'emploi de divisions spécialisées pour jouer ce rôle d'avant-gardes ; l'infanterie isolée n'a pas les moyens de mener des combats sur fronts étendus, où elle court les risques les plus graves ; elle n'est pas préparée à cette éventualité ; le cerveau des chefs subalternes n'y est pas adapté, et les supérieurs en accepteraient rarement le risque. Dans les cas cités, la cavalerie a reconnu le terrain et identifié les éléments qui la retenaient. Seule, elle pouvait à la rigueur (car elle travaillait sur front très large) couvrir les débarquements de troupes amenées par convois automobiles.

* * *

Nous affirmons, sans crainte de contradictions sérieuses, que trois manœuvres en automobiles réalisées jusqu'à 1926 dans le champ de nos observations, deux sur le Rhin, la troisième au camp de Bitche, ont à peu près avorté. Il serait indiscret de les exposer ici, mais nous prions le lecteur que la question intéresse, de vouloir se reporter aux livraisons d'octobre et novembre 1926 de la *Revue militaire française*. L'auteur de la *Manœuvre en automobile en 1925*, est un des témoins impartiaux auxquels nous faisons appel en faveur de notre thèse. Quels que soient les éléments de reconnaissance en autos rapides dont disposent les colonnes, leur mouvement est pénible et lent ; il s'interrompt ou il s'éteint dès que les moindres incidents de combat se produisent en tête ou sur le flanc des colonnes ; le fantassin met pied à terre et même sans sac, il n'est que fantassin sur la route, alors qu'il faut travailler au large en terrain varié.

Il n'est même pas fait état des destructions de routes par zones plus ou moins profondes, dont un ennemi avisé et renseigné saura s'entourer sur une aile ou sur un front menacé (vingt voitures, dix tonnes de mélinite, une compagnie de génie suffisent pour effectuer un barrage de destruction sur 25 kilomètres de front), mais une mitrailleuse bien dissimulée

au milieu d'un champ ou dans un arbre de la route, le moindre obstacle sur cette route suffit pour enrayer le transport. Or, ces transports, très vulnérables, devront avoir lieu la nuit. On aura beau arrimer sur les autos de reconnaissance des postes de T. S. F. dont le débit est faible, et qui dévoilent cependant nos approches par leur bavardage, on aura surtout à surmonter la difficulté d'établir des liaisons latérales dans un système qui marche vite. Le chef d'infanterie connaît bien ces difficultés, lui qui progresse à moins de deux kilomètres à l'heure, à travers champs ou à travers bois, et qui profite de toutes les lignes du terrain, des routes et chemins pour relier ses colonnes et continuer à les commander.

La vitesse des autos est éminemment défavorable à la fonction des éclaireurs, hors la route. L'observation ne se fait qu'aux allures lentes ou à l'arrêt, et nous pourrions citer dix exemples d'autos de tourisme, armées de mitrailleuses, utilisées au corps Bridoux pour la reconnaissance, en septembre 1914, commandées par des officiers audacieux ou prudents, et qui furent mitraillées ou capturées, parce qu'elles tombaient à l'imprévu sur des barricades ou dans des embuscades. Même fin, en sens inverse, pour des autos allemandes employées de manière analogue dans le triangle Amiens — Cambrai — Saint-Quentin (12-23 septembre). Puis sont venus les lourds véhicules blindés, très massifs, construits par la marine (octobre-novembre 1914) : leur rendement fut à peu près nul. Quelques belles chevauchées, mais pas de système! Le système ne se fonde que sur des autos blindées, appuyées par des fusils et mitrailleuses amenés à temps et en tous terrains à la rescousse des autos arrêtées. L'ennemi, qui veut lutter, a sa tactique : il fuit les routes ; il se dissimule et tire de loin sur buts bien repérés. Il faut aller le déloger, ou au minimum, le reconnaître. Il faut l'engin blindé travaillant à travers les champs. Tombe-t-il sous le canon, cet engin est perdu, car il y aura toujours du canon léger dans toutes les avant-gardes. Tombe-t-il sous les feux d'infanterie, il devra débarquer sa garnison et s'arrêter, et qui s'arrête souffre ; il déposera sa garnison en nids compacts, à travers champs sous un feu ajusté, ahurie comme un vol de pigeons sortis de leur panier. Ahurie, car ces hommes n'ont rien vu jusqu'ici du terrain. Seul, l'observateur, sous son capot, a réussi à faire des visées à travers les fentes étroites d'un blindage.

Abrégeons ce débat : les inconvénients majeurs de tous les systèmes blindés, lents ou rapides, peuvent ainsi se résumer : ils sont aveugles, sourds et boiteux. Aveugles, puisque le champ de la vision est restreint au minimum, par crainte des balles et de la volatilisation des balles ; sourds, à cause du bruit de moteurs puissants ; boiteux, par incapacité de faire de longs trajets sans revision complète, en raison de leur poids et de la fatigue des chenilles.

Ces engins seront améliorés, mais à mesure qu'un instrument se perfectionne, en vue d'une besogne proposée, son emploi se restreint. La loi du perfectionnement des instruments exigera donc, demain, des voitures d'observation et des voitures de combat. Leur alimentation sera un problème angoissant, puisque certains chars, dits rapides, consomment 150 litres aux cent kilomètres et doivent s'annexer des remorques d'essence, en pays de plaine. Pense-t-on à l'usure des routes, en période de mouvements, et qui songe encore à l'effort d'entretien de la Voie Sacrée, entre Bar-le-Duc et Verdun, en l'an 1916?

Parmi les promoteurs d'idées, lequel peut présenter des voitures de combat et des voitures d'observation, éprouvées par des expérieuses sérieuses dans les camps, voitures endurantes et pratiques dont l'usage autorise la généralisation et un ordre de commande en série à l'industrie ?

Tous les chiffres donnés pour ruiner l'idée de cavalerie ont été exagérés.

Camions à seize kilomètres par heure pendant vingt heures par jour ; trois cents kilomètres de parcours journalier ; longueur des nuits, où on ne compte ni les temps d'embarquement, ni les temps de débarquement des troupes, quand la longueur d'une colonne de division d'infanterie atteint déjà 40 kilomètres, sur camions. Ces temps morts réduisent terriblement la vitesse moyenne du transport. Enfin, s'il n'y a plus de fiacres à Paris, ce n'est pas une raison pour croire que les cultivateurs se servent de tracteurs mécaniques ; le rêve est loin de la réalité, et c'est tout ignorer de la question de penser que l'on peut transformer rapidement, dans l'état actuel de l'industrie, une voiture à roues en un tracteur agricole.

Bien des hommes compétents étudient la question, ils arriveront sûrement à la résoudre, mais plus tard.

Eh bien! le progrès, même avec cette accélération à coups de pouce que lui impriment les novateurs, nous apporte-t-il des solutions pratiques pour résoudre le problème ardu de la reconnaissance et des prises de contact? Aurons-nous l'occasion de raids automobiles fastueux, hors le système de l'armée, dans notre recueillement défensif des premiers jours de guerre? Désirons-nous inaugurer la guerre contrairement aux règles, par des volées d'enfants perdus? Il faut conclure que la vérité n'est pas dans la contradiction, mais dans un juste départ entre les avantages et les inconvénients. Ceci ne tue pas cela : l'arme blanche et l'arme à feu ont coexisté pendant plusieurs siècles; ne montrons pas un engouement immodéré pour les autos, comme fut l'emballement pour les torpilleurs de l'amiral Aube. Avec des finances obérées, n'allons pas nous encombrer d'un matériel oisif, stocké pendant des années et susceptible de se démoder! Voilà dans quel esprit il faut étudier dans l'armée la motorisation.

Les Anglais, qui ont serré la question de près, constatent que les économies réalisées par la suppression des chevaux n'atteindraient pas le tiers de la dépense du remplacement par autos. Voilà une considération importante. Ils observent que, dans les combats, l'avant ne restera souple et maniable que s'il n'est pas encombré de véhicules. La dépense? Pour les trains divisionnaires, dans la division 150000 £ à raison de 750 £ par tracteur. Trains de bataillon (combat et ravitaillement) à raison de 4 voitures par compagnie (tracteurs et remorques légèrement cuirassés, tracteurs des transmissions, des mitrailleuses et munitions), 30000 £ par bataillon, sans compensation importante. Le matériel d'infanterie porté sur « transporteurs » coûterait 7 à 8000 £ par compagnie.

Quelqu'un de nos lecteurs s'est-il avisé de demander à certaines sociétés le prix des expériences de traversée transsaharienne, le montant de la « douloureuse », en cherchant aussi à évaluer la dépense commerciale du service de garde imposé aux Sahariens (sur leurs chameaux) et des pertes qu'il a causées? Quelqu'un veut-il noter les résultats pratiques de ces coûteuses expériences; comment et où se continuent-elles, pratiquement?

Prudence, esprit d'économie, leçons d'un passé récent nous amènent à réfléchir avant d'envisager l'avenir. Il est des solu-

tions immédiates, réclamées par tous les cavaliers. Il faut aussi un plan d'étude, bien mûri, bien appliqué, pour une période décennale.

Immédiatement, obtenir des autos-chenilles au lieu d'autos-mitrailleuses sur roues. D'autre part, le jeu des ravitaillements de la cavalerie en mouvement ne s'effectue bien qu'avec deux échelons de trains régimentaires : donc, il faut augmenter le rayon d'action des trains, en remplaçant une section par des camions. Les hommes et chevaux devenus disponibles pourraient atteler des voitures légères capables de suivre les escadrons et de porter le poids encombrant qui tue les chevaux. En un mot, ne demander aux automobiles rien de ce qui n'est pas lié à la route.

Mais comme les cyclistes de cavalerie sont forcés de revenir en arrière après chaque combat pour retrouver leurs machines, il faudrait les monter sur voitures à chenilles.

Transitoirement, inviter les généraux de cavalerie à conduire leurs autos, comme cela se voit fréquemment dans l'armée anglaise ; continuer à détacher aux cours automobiles de Saumur et de Fontainebleau un certain nombre d'officiers de cavalerie, comme cela se pratique déjà depuis plusieurs années.

Plan immédiat. Clore rapidement les études en cours et décider la fabrication des éléments ci-après : *Voitures éclaireurs*, rapides, avec semi-protection; *Voitures de combat*, blindées, sur chenilles, pour le combat rapproché; *Voitures de transport de personnel*, légèrement blindées, organes de renforcement de feux ou couverture des voitures précédentes, qui ne peuvent agir sans escortes dans la découverte et les prises de contact; *Perfectionnement des voitures de transmission*, ainsi que des organes scientifiques dont elles sont pourvues; maintenir ces voitures dans un rapport de vitesse nécessaire pour préparer le soutien presque immédiat d'un élément par le suivant; *Expérience dans les camps*; contrôle sérieux des réalisations comparées entre éléments nouveaux du machinisme et les forces de cavalerie actuellement destinées aux mêmes buts, agencements, s'il y a lieu; *Développement des voitures adoptées*, selon les ressources budgétaires, après des expériences décisives.

Ainsi allégée, renforcée dans la puissance de ses moyens de contact, la cavalerie, avec sa tactique propre et sa supériorité de mouvement, relative, mais suffisante, pourrait continuer

à remplir plus économiquement que les machines, toutes les missions que nous avons définies, et qu'inclut sa fonction.

Suivant attentivement les progrès du machinisme dans les instruments du travail de la nation, la cavalerie se tiendra prête à les exploiter et adopter tous les remplacements nécessaires, — fût-ce du cheval, — pour continuer à remplir les fonctions qui lui incombent.

Si la route vient à détrôner le rail, la transformation économique sera telle que des moyens d'action nouveaux surgiront sous nos pas, abondants et divers, et nous serons les premiers à proposer des solutions fondées sur les moyens existants.

D'ici là, hors les améliorations que nous venons de proposer et pour la période 1926-1940 environ, qui reste une période pleine de menaces en raison de la surexcitation morale de la nation rivale, toute tranformation brutale et insuffisamment préparée par l'expérience, serait prématurée et dangereuse : elle doit être condamnée.

N'aurait-on pas supprimé trop de régiments de cavalerie métropolitaine ? et ne faut-il pas s'arrêter ?

Tenant compte des réductions opérées, comment doit-on agencer les unités de cavalerie dans l'armée de demain, en observant qu'il faut procurer au commandement des grandes unités suffisamment étoffées pour réaliser l'effort minimum au-dessous duquel, en face d'une tâche donnée, tout effort humain risque de rester inefficace ; les rudes expériences, dites des petits paquets, ont prouvé surabondamment qu'à la guerre il ne suffit pas de recourir à la ruse, mais qu'il faut en venir à la force.

Il semble que les divisions de cavalerie à quatre régiments constitueront dès le temps de paix des unités très vivantes, faciles à commander. Mais il faut surtout les considérer comme cellules d'attente ; elles réservent l'avenir ; elles sont susceptibles, après les surprises causées par un matériel inconnu ou des engins nouveaux, au début d'une guerre, de subir des modifications importantes, ou des renforcements, sans perdre leur équilibre cavalier.

En augmentant dès maintenant chaque division d'un groupe d'artillerie, — voire à tracteurs, — on musclerait plus fortement cette grande unité qui pourrait ainsi recevoir des appoints sérieux d'infanterie, avec la certitude d'appuyer efficacement tous les éléments, même sur fronts étendus.

Faisant appel aux autos pour alléger ses trains, aux moteurs pour traîner partie de son artillerie, renouvelant son matériel d'autos-mitrailleuses, modernisant le matériel de ses détachements de transmission, le chef de cette unité peut établir le bilan de ses besoins et se présenter avec un plan précis et hardi, un plan *d'avant-garde*, devant la « Commission de motorisation. » Il ne faut pas que la cavalerie se laisse talonner : elle doit demander tous les moyens dont elle a besoin, d'extrême urgence, pour se rajeunir et se réconforter.

La logique du raisonnement nous a fait volontairement écarter toutes les forces de l'émotion et du cœur en face de la difficulté à vaincre et de la difficulté vaincue.

Nous n'avons même pas fait allusion au côté moral de la vie du soldat dans sa préparation à la guerre. C'est cependant son aspect le plus beau et le plus enchanteur aux yeux des jeunes hommes qui viennent relever les anciens par la mise en œuvre des vertus et des qualités modestes qui préparent le sacrifice !

N'a-t-on pas le droit d'en appeler ici aux officiers de toutes armes qui ont fait la guerre et qui l'avaient silencieusement préparée ? Ne peut-on leur demander : « Quelle sera la vertu d'excitation de la machine esclave et des transports collectifs ? Où se déploieront l'effort et la persévérance, l'initiative et la force ? Où, la vibrante leçon des terrains parcourus sur la bête fougueuse et maîtrisée ? Où, le sang-froid que donne le penser au galop ? Où se montrera le chef ? Par où suivra le soldat enthousiaste et vibrant d'ardeur dans le sillage de son chef ? A quand le frisson dompté par l'audace en face de l'obstacle grandi et du fossé profond ? »

C'est cependant dans toutes ces actions, où le chef se *montre*, qu'il conquiert son prestige et son ascendant sur les hommes qu'un jour il devra conduire à la mort !

Général Rampont.

POÉSIES

LA MÉDITATION HIVERNALE

LE DÉLIRE

La tristesse a roulé sur moi ses grandes eaux :
Jusqu'à la mort, j'ai bu du fiel et de la fange ;
Une mauvaise fièvre a desséché mes os,
Et c'est en vain que j'ai crié vers mon bon ange.

Ma voix s'est enrouée à t'appeler, Seigneur,
Et j'ai vu se flétrir mes mains vers toi dressées :
Sur ma couche inquiète a veillé ma douleur,
Des cendres du remords, j'ai nourri mes pensées.

Comme la pierre glisse au fond de l'océan,
J'ai coulé tout au fond de ton indifférence ;
Alors, sans espérer racheter mon néant,
Seigneur, j'habituai mon âme à ton absence.

C'est pourquoi, dépouillé du réconfort divin,
J'ai dédié ma vie au culte de la lyre,
Comme si des chansons pouvaient guérir ma faim,
Et les Muses calmer, dans mon cœur, mon délire.

ARCADIE

Fait-il jour ou fait-il nuit?
Janvier crache de l'ennui
Et de la neige fondue :
Sans troubler notre repos,
Tamisé par les rideaux,
Un bruit monte de la rue.

Est-on vraiment en hiver :
La flamme réchauffe l'air
Ainsi qu'une bonne fée :
Le thé fume encore un peu,
Et la lampe d'émail bleu
D'un chapeau rose est coiffée.

Doux parfums, tendres couleurs,
Est-ce la saison des fleurs?
Quelle intime mélodie!
Un ange qu'on ne voit pas
Parle à notre âme, tout bas,
Des roses de l'Arcadie.

Loin des humains, près de toi,
Le bonheur règne sur moi,
Comme sur un lac, un cygne :
O confiance, ô bonté!
Calme de l'éternité!
Fuite de l'heure maligne!

Le feu, dansant son ballet,
Empourpre de son reflet
Notre extase monotone,
Et je tresse en ton honneur
Cette ode où rit ma ferveur,
Comme on tresse une couronne.

LE VRAI SOLEIL

Quand rigide, les mains osseuses, je serai
Guéri de cet accès de fièvre qu'est la vie;
Quand mon âme, ici-bas, longtemps inassouvie,
Enfin s'approchera du grand banquet sacré,

Après avoir été béni par mon curé,
Dédaigneux des honneurs qu'un vain orgueil envie,
Sans faste, sans musique et sans prose fleurie,
De ce monde cruel, tout seul, je partirai.

Le plus sincère hommage est toujours le silence.
Pourquoi pleurer, alors qu'un triomphe commence,
Et que le vrai soleil apparaît à nos yeux?

Mais sur la tombe froide où la chair est captive,
Vous graverez ces mots, Ange à la voix plaintive :
« Par la lyre et l'épée, il a servi ses dieux. »

JEU MALÉFIQUE

Archanges et rois, prophètes et saints,
Du haut des vitraux enseignent la Bible,
Et font chatoyer, dans leurs belles mains,
Les mystiques clefs du monde invisible.

Sur le grès poli des dalles, l'on voit
Voltiger l'essaim des clartés fleuries,
Au long des piliers, réchauffant l'air froid,
La rosace épand ses riches féeries.

Des anges, charmés par le demi-jour,
Échangent des mots qu'on entend à peine,
Mais je crois un peu sentir leur amour,
Comme un vol lointain de brise incertaine.

Les parfums, les chants mêlent leur ferveur,
Quels joyeux essors, vers la voûte haute!
Pareil à l'agneau qui n'est que candeur,
Mon cœur est lavé de l'antique faute.

Je suis libéré de ma liberté,
O pire mensonge et vil esclavage!
Loin des faux bonheurs, je suis emporté
Vers l'extase unique et la règle sage.

Je suis emporté par l'aigle de feu
Que le verbe humain nomme la prière :
Il s'allume en moi, le regard de Dieu!
Ma prison terrestre aussitôt s'éclaire!

De l'unique espoir, l'autel est paré,
Au banquet divin, j'ai l'âme assouvie,
Et je suis déjà ce que je serai,
Quand se dissoudra ce brouillard, ma vie!

Je suis... Mais soudain le cruel démon
Qui sous ma paupière inspira mon rêve,
Éteint les clartés de ma vision,
Mon bonheur s'enfuit quand le jour se lève.

Des vapeurs de soufre et non plus d'encens
Ramènent sur moi leur brume infernale,
Et le désespoir aux filtres puissants
Près de mon chevet méchamment s'installe.

PALMIERS ET LOTUS

Les jours sont sans soleil, les nuits sont sans étoiles :
Les heures, le front bas, marchent d'un pas traînant,
Au milieu des brouillards dont les humides voiles
Habillent la cité d'un linceul frissonnant.

On ne voit plus le ciel, on ne voit plus la terre :
Une morne indolence engourdit le cerveau ;
Plus rien n'attire l'âme, et l'ennui solitaire
Ouvre frileusement ses ailes de corbeau.

Sous l'opaque miroir qui le couvre, le Fleuve
Ne répond plus aux voix sombres de l'aquilon :
La vie est froide ainsi qu'une couche de veuve,
C'est en vain qu'à l'aurore on demande un rayon.

Jadis, impatient de ton joug, hiver rude,
Je fuyais vers les mers où flambe le soleil,
Et comme un vin puissant buvant la solitude,
J'aimais à m'éblouir d'un mirage vermeil.

Les déserts à mon cœur communiquant leur flamme,
J'allais de joie en joie, affranchi de l'adieu;
L'immensité jamais ne décevait mon âme,
La planète semblait faite selon mon vœu.

L'Afrique a contenté mon rêve, après l'Asie,
Et j'ai brûlé ma lèvre à des fruits merveilleux,
Sans que la morne Europe, au loin évanouie,
Eût touché d'un regret mon cœur insoucieux.

Mais aujourd'hui, mon sang, plus calme dans mes veines
Accepte la torpeur de l'ingrate saison,
Car ma sagesse, après tant de courses lointaines,
S'amuse à voir la neige entourer ma maison.

Un horizon voilé me plaît : ma fantaisie
N'a plus besoin d'aller vers l'éternel azur :
C'est chez moi que je sais trouver mon ambroisie,
Les feux du souvenir dorent mon ciel obscur.

La mer, quand je le veux, oscille en ma pensée,
D'invisibles lotus parfument mes hivers,
Et j'entrevois souvent, dans la brume glacée,
Le lent balancement des palmiers toujours verts.

L'EXIL

Joachim du Bellay, sombre fut ton destin :
Le temps rida ton front, loin de la douce France,
Et tu portas le deuil d'une haute espérance,
Dans une ingrate nuit qui n'eut point de matin.

Jalousement fidèle à ton clocher lointain,
Du grand nom de Ronsard tu charmas ton errance,
Et Rome t'accablant de son indifférence,
Tu célébras l'Anjou sur le mont Palatin.

Poète infortuné des *Regrets*, je t'envie,
Car tu ne fus jamais déçu par ta patrie :
Moi, je vois tout changer sans changer d'horizon ;

Des rhéteurs, à Minerve, enlèvent sa cuirasse,
Je cherche en mon pays les vertus de ma race,
Et mon exil commence au seuil de ma maison.

CONFESSION

Mes amis sont mes ennemis,
Je suis las des femmes fardées,
Des baisers donnés ou promis ;

Las du charme des orchidées,
Des perruches, des colibris,
Des fronts vaniteux sans idées.

Le bruit des mensonges mondains
N'intéresse plus mes oreilles,
Et j'aime mieux les baladins.

O guêpes ravageant les treilles,
O mes beaux désirs clandestins,
Quêteurs de menteuses merveilles !

Le plaisir fait mon déplaisir,
Et je blesse toujours mon rêve,
Quand ma main cherche à le saisir.

A quoi bon poursuivre sans trêve
Ce qui flotte au gré du zéphir,
Bulle de savon qui se crève ?

Mieux vaut affronter le dragon
Que des vers qui n'ont point de rimes
Et dont le sens fuit la raison.

Je me moque des hautes cimes
Où trône en vainqueur Lycophron,
Sous les éloges unanimes :

Ce n'est point là que vont mes vœux :
J'entretiens, sur l'autel, la Flamme,
Et loin du vulgaire odieux,

J'habite un cloître : c'est mon âme.

DOUBLE SILENCE

Tu n'es pas seulement toi-même, car je sens
Des sons mystérieux prolonger ta parole :
Ta grâce a l'infini du songe et du symbole,
Les soleils disparus dans tes yeux sont présents.

Au geste de tes mains, tant de lumière abonde,
Que tu changes ma nuit en un jour éternel ;
Tu délivres mon front des énigmes du monde,
Et tu me fais gravir tous les degrés du ciel.

Au berceau de tes bras quand je me réfugie,
Le siècle, dépouillé de sa vaine magie,
N'exerce plus sur moi son magnétisme lourd.

Et par les soirs où rit l'allégresse des flammes,
Dans l'exil d'ici-bas déjà presque des âmes,
Notre double silence est un seul chant d'amour.

ALFRED DROIN.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LA MUSIQUE PAR L'ÉLECTRICITÉ

On eût pu croire que, par leur multiplicité, leur ampleur, leur variété, leur imprévu, les applications de la science électrique qu'a vues naître notre temps auraient fini par émousser en nous la faculté de l'étonnement en face des nouvelles acquisitions surgissant en ce domaine ; il n'en est rien ; c'est avec la même surprise émerveillée que nous y accueillons toutes les nouveautés ; la dernière venue n'est pas celle qui aura le moins réussi à provoquer une telle surprise.

Nous avons vu l'énergie électrique se transformer en énergie mécanique, en énergie lumineuse, en énergie calorifique, nous l'avons vue transporter au loin, par fil ou sans fil, les émissions sonores ; nous ne l'avions pas encore vue faire naître de telles émissions, ou, du moins, les faire naître sous la forme harmonieuse requise par l'art musical ; il ne nous avait pas encore été donné d'entendre de la musique non pas transmise, mais produite par l'électricité ; aujourd'hui, c'est chose faite, grâce à la curieuse invention du professeur Théremin, qui, récemment présentée au public parisien, a causé une vive sensation et obtenu un très franc succès.

La sorte de stupeur que cette invention a provoquée chez ceux qui en ont eu la primeur tient, d'ailleurs, pour une bonne part, au mode de fonctionnement qu'elle comporte. Si les auditeurs avaient vu l'exécutant, — en l'espèce, l'inventeur lui-même, — agir directement avec les mains sur des organes

matériels tels que touches, clefs, leviers, manivelles,... leur saisissement eût été bien moindre qu'à le voir, comme il le fait, déclencher le jeu de l'instrument par de simples mouvements, d'assez faible amplitude, des mains libres dans l'air, sans nul contact avec l'appareil dans lequel s'établissent les courants produisant les sons transmis par le haut parleur.

Cette mimique a, de prime abord, quelque chose d'un peu cabalistique. Ces gestes peu accusés, qui semblent commander aux ondes invisibles de venir s'ordonner suivant la norme requise, ne peuvent manquer de vivement frapper l'imagination de ceux qui les voient pour la première fois et d'exciter en même temps leur curiosité. Nul ne résiste au désir de savoir « ce qui se passe là ».

Nous allons essayer de satisfaire cette curiosité, au moins dans une certaine mesure, bien qu'à la vérité la pleine intelligence du phénomène suppose un degré assez avancé d'initiation aux principes de l'électricité ; mais la pratique, aujourd'hui si courante, des appareils de T. S. F. a contribué à répandre dans le grand public quelques notions de cet ordre qui faciliteront sans doute à bien des lecteurs l'accès du sujet.

*
* *

Le fait même de la production de sons par des courants électriques n'est pas chose nouvelle. Bien des amateurs de T. S. F. ont même pu le constater, en quelque sorte, à leurs dépens, ayant été gênés dans leurs réceptions par ce phénomène dont nous rappellerons en quelques mots l'origine.

Tout le monde aujourd'hui a quelque idée de ce que c'est qu'une *longueur d'onde* ; peut-être a-t-on moins l'habitude de se servir, dans le langage ordinaire, du terme de *fréquence* désignant le nombre de changements de sens *par seconde* d'un courant alternatif, nombre qui est le quotient de la vitesse de la lumière par la longueur d'onde. C'est plutôt par la fréquence que les techniciens caractérisent les courants alternatifs, et l'on voit que la fréquence est d'autant plus haute que la longueur d'onde est plus courte.

Cela dit, nous ajouterons que les courants de haute fréquence, d'un ordre très élevé, — s'exprimant, par exemple, par un nombre voisin de 1 000 000, — sont sans action sur les membranes vibrantes des téléphones, non susceptibles, par suite

de leur inertie, de vibrer avec une telle rapidité. Ayant recours à un mot bien formé, mais qui n'est encore admis que dans la langue technique, nous ajouterons que, même si ces membranes pouvaient vibrer avec cette rapidité, leurs vibrations ne seraient pas « audibles », c'est-à-dire qu'elles ne seraient pas perçues par l'oreille qui, normalement, n'est sensible qu'à des fréquences restant comprises entre 30 et 30 000 environ.

Si donc un récepteur reçoit à la fois deux émissions rigoureusement de même fréquence, assez élevée, la membrane de téléphone soumise à leur action ne vibre pas ; mais si, de l'une à l'autre de ces émissions, s'introduit un léger décalage entre les fréquences, il se produit le phénomène bien connu en acoustique sous le nom de *battements*, et ces battements correspondant à une fréquence très réduite (comprise, par exemple, entre 50 et 5000) font entrer la membrane en vibration ; en un mot, ils sont audibles. C'est ce qui fait, notamment, qu'une personne à l'écoute d'une certaine émission entend parfois des sifflements qui tiennent à la superposition à cette première émission d'une seconde émission de fréquence très voisine; mais l'audition de ces sifflements n'offre assurément rien d'agréable, et rien, *a priori*, ne pouvait laisser supposer qu'ils seraient de nature à faire naître de nouvelles impressions musicales.

En fait, c'est bien pourtant la considération de ces sons importuns qui a conduit M. Théremin à sa remarquable invention. Il les a, peut-on dire, maîtrisés, asservis, améliorés en qualité, pour les plier à la discipline musicale (1).

*
* *

Afin de nous efforcer de faire comprendre, en gros, le fonctionnement du nouvel instrument, nous allons indiquer sommairement comment il permet de produire un son de hauteur donnée (autrement dit, une note donnée) et d'en faire varier l'intensité et le timbre.

La boîte qui sert d'enveloppe à l'appareil, guère plus grosse que celle des récepteurs ordinaires de T. S. F., renferme deux émetteurs engendrant chacun dans un circuit électrique un

(1) C'est pourquoi, en Russie, pays de l'inventeur, l'instrument a reçu le nom de *Théreminvox*. Il nous semble que, pour rappeler son caractère général, on pourrait lui donner aussi le nom d'*électrophone*.

courant alternatif de même haute fréquence. Pour donner naissance à un son, il faut, d'après ce qui vient d'être dit, faire légèrement varier la fréquence dans l'un d'eux, de façon à provoquer le phénomène des battements. On y arrive en reliant l'un de ces circuits à une petite antenne ouverte, simple tige métallique surmontant la boîte à l'une de ses extrémités. Autour de cette antenne se développe un champ électromagnétique que modifiera l'approche de tout corps bon conducteur de l'électricité, la main humaine, en particulier. Il suffit donc d'approcher la main de cette antenne pour faire naître une modification du champ autour de l'antenne, donc une différence de fréquence entre les deux circuits, donc des battements, donc un son. Plus petite sera la distance de la main à l'antenne, plus rapides seront les battements, plus aigu sera le son. A chaque distance de la main à l'antenne correspondra un nombre particulier de battements, donc une note donnée, de même qu'à chaque position du doigt du violoniste sur l'une des cordes de son instrument. Des mouvements horizontaux de la main droite, en face de l'antenne verticale, permettent donc de faire varier la hauteur du son perçu, par suite de moduler tel air que l'on veut.

Passons maintenant à l'intensité du son. Pour la faire varier *ad libitum*, M. Théremin a ingénieusement utilisé une seconde antenne métallique, celle-ci fermée, en forme d'anneau fixé horizontalement sur le côté de la boîte opposé à celui où se dresse la première antenne. Au-dessus de cette antenne fermée, l'exécutant abaisse ou élève la main gauche; suivant que la main est plus ou moins près de l'antenne, elle absorbe une partie plus ou moins grande de l'énergie du courant qui parcourt cet anneau; mais, d'autre part, grâce à un moyen de stabilisation analogue à ceux que l'on connaissait déjà, la fréquence du courant dans l'anneau est maintenue constante; dans ces conditions, la hauteur du son ne varie pas; seule son intensité se modifie; dès lors, suivant que la main se rapproche de l'anneau ou s'en éloigne, le son s'affaiblit ou se renforce; d'où la possibilité d'obtenir toutes les nuances que l'on désire.

Ce sont ces mouvements conjugués des deux mains de l'exécutant qu'aperçoit le spectateur, et qui produisent sur lui l'étrange impression à laquelle il a été précédemment fait allusion.

Reste la question du timbre. Par un dispositif permettant de régler à volonté la répartition des intensités de quelques harmoniques, l'inventeur est parvenu à se rendre maître du timbre de l'émission pour l'apparenter d'aussi près que possible à celui des divers instruments à cordes ou à vent, voire de la voix humaine. Cette modification des harmoniques sonores apparaît d'ailleurs, *a priori*, comme relativement aisée, attendu que les hautes fréquences employées possèdent, elles aussi, des harmoniques susceptibles, on le conçoit, d'être également disciplinées par un dispositif approprié. Ces harmoniques sont, au surplus, la cause, dans les transmissions par T. S. F., de perturbations dont on a parfois assez de peine à se débarrasser. Aussi, pourrait-on dire que c'est par une ingénieuse utilisation de tout ce qui, jusqu'ici, n'était apparu qu'à titre d'inconvénient aux amateurs de T. S. F. que M. Théremin est arrivé à ses fins.

***

Au point de vue scientifique, son invention, non, nous le répétons, en ce qui concerne les principes théoriques sur lesquels elle repose, qui n'ont, dans l'ensemble, rien de nouveau, mais sous le rapport de leur utilisation pratique en vue d'une réalisation matérielle, est d'une indéniable valeur. On peut maintenant se demander quelles pourront être ses répercussions sur l'avenir de l'art musical. Nous ne nous reconnaissons aucune compétence pour en décider ; seul, un musicien professionnel serait en droit de formuler un avis motivé à cet égard. Au moins, pourra-t-il nous être permis de faire à ce propos quelques remarques.

L'inventeur insiste spécialement, pour sa part, sur les nouvelles ressources que la musique symphonique pourra trouver dans la possibilité de tirer de son instrument toutes les tonalités échappant au système rigide de l'octave à douze intervalles, imposée par le piano tempéré. L'accumulation de ces ressources constitue-t-elle effectivement un accroissement de richesse symphonique ? Pourront-elles réellement servir à engendrer de nouveaux effets vraiment agréables pour nos oreilles ? Seront-elles de nature à ajouter quelque chose aux jouissances esthétiques que nous font éprouver les immortels chefs-d'œuvre des Bach, des Mozart, des Beethoven, des Wagner, conçus dans le

système de la gamme classique? On est en droit de se demander si l'agrément de l'impression reçue n'est pas inconsciemment lié à la perception de nombres de vibrations ayant entre eux les rapports numériques simples que comporte la gamme ordinaire. Y a-t-il là une condition obligée de notre plaisir esthétique? Ou bien, comme les efforts de l'école musicale moderne tendent à le faire admettre, n'est-ce qu'une question d'accoutumance de notre sens auditif qu'un nouvel entraînement serait capable de modifier? Nous ne saurions nous aventurer à tenter de trancher le débat.

Mais c'est plutôt, à notre sens, dans une autre voie que l'invention de M. Théremin pourra influencer l'avenir de la musique symphonique : par la création de timbres nouveaux, autres que ceux des instruments jusqu'ici couramment employés, qu'elle a d'ailleurs permis de reproduire eux-mêmes de si remarquable façon. Il semble qu'il puisse y avoir là, pour les compositeurs, de nouvelles et intéressantes perspectives.

En attendant que ces perspectives encore un peu vagues se précisent, saluons dans l'invention de M. Théremin un effort nouveau, très digne d'intérêt, très intelligemment réalisé, en vue de l'utilisation, pour le bien général, des merveilleuses propriétés de cet agent universel de transformation d'énergie qu'est l'électricité.

MAURICE D'OCAGNE.

REVUE MUSICALE

Théâtre de l'Opéra-Comique : *Le Bon Roi Dagobert*, comédie musicale en quatre actes, poème de M. André Rivoire, musique de M. Marcel Samuel-Rousseau. — *Le Pauvre Matelot*, complainte en trois tableaux, paroles de M. Jean Cocteau, musique de M. Darius Milhaud. — *Évolution*, ballet en un acte, de M. Lenfant. — Théâtre de l'Opéra : *Cyrca*, action chorégraphique et symphonique, de M. A. Boucheron et Paul de Choudens, musique de M. Marc Delmas. — *Matines d'amour*, fabliau-miracle en trois images, poème de M. Raoul Gastambide, musique de M. Jules Mazellier. — A la louange de l'orgue.

Dans *le Hulla*, d'aimable mémoire, il y avait deux maris pour une seule femme. *Le Bon Roi Dagobert*, des mêmes auteurs, est l'histoire, inverse, de deux femmes pour un seul mari : d'abord l'une après l'autre, l'une de jour et l'autre de nuit; ensuite, pendant une nuit, toutes les deux ensemble. La pièce a pour sujet un quiproquo nuptial, ou mieux, au féminin, — « entendez-vous le latin? » — un *quæ pro quâ*. Expliquons-nous, brièvement, la charmante comédie de M. Rivoire figurant depuis quelques années avec honneur au répertoire du Théâtre-Français.

Le bon roi Dagobert se marie aujourd'hui. Il épouse la princesse Hidelswinte, fille de Swintila, roi des Goths. Mariage d'argent et de politique pour Dagobert; mariage forcé pour Hidelswinte, qui laissa son cœur en sa patrie à son cousin. Malgré sa répugnance et pour épargner aux deux pays les fâcheux effets d'une rupture, apprenant par ailleurs que trois précédents hyménées de Dagobert, le plus volage des maris, furent suivis d'une répudiation prompte, la princesse se résigne. Mais sous la réserve expresse qu'elle ne sera l'épouse du roi que peu de jours, et rien que le jour. Quant à la nuit, cent fois, mille fois non! Qu'à cela ne tienne. Une humble sujette, Nantilde, éprise en secret de son maître, accepte, non sans émotion,

d'assurer le service nocturne. D'autre part, Éloi, qui, d'un bout à l'autre de la pièce, mène l'intrigue, a fait accroire à Dagobert, ainsi qu'à la jeune fille, qu'une sorcière a prédit la mort du roi si la moindre lumière, ne fût-ce que d'une veilleuse, éclairait ses nuits conjugales. Ainsi la fable de Psyché se mêle par quelque endroit à ce récit des temps mérovingiens.

Dès l'aube, aussitôt le roi parti pour la chasse, la reine vient relayer sa remplaçante, en style de théâtre sa « doublure », et s'informer, pour la facilité de la conversation diurne, de ce que fut le nocturne entretien. Mais déjà le royal interlocuteur ne demande qu'à le renouer. Auprès de sa compagne supposée il s'empresse, il s'enflamme. Elle le repousse et se dérobe. Alors « le roi contre elle enflammé de dépit » menace de prendre une maîtresse, la première venue. Et, naturellement, celle qui viendra la première sera Nantilde. Pour le coup, ne fût-ce que par jalousie, l'épouse peu à peu se décide à remplir son devoir, tout son devoir. Et je ne vous dirai pas comment, dans la chambre toujours obscure, entre les deux femmes à tour de rôle et le seul Dagobert, qui d'ailleurs, à cause de certaines différences, ne s'y reconnaît pas très bien, se déroule une scène fort amusante et qui rappelle moins les amours de Psyché que celles de Joconde. La lune à son lever éclaire soudain le trio sans arranger les choses, qui tout au contraire s'embrouillent. Dagobert est furieux d'avoir été dupe. Irritée elle aussi, la reine retourne chez son père et la guerre éclate entre les deux pays. Quant à Nantilde, elle a disparu, on la croit morte, et Dagobert ne l'en aime que davantage. Mais on la retrouve, cachée en un couvent. Et les deux armées, franque et gothe, s'étant défaites également l'une l'autre, une paix équitable s'ensuit : Hildelswinte épouse son cousin et Nantilde règne sur nos ancêtres.

Ce poème a le plus vif agrément. Et la musique s'y rapporte, s'y ajuste à merveille. Elle est telle qu'après *le Hulla* nous l'attendions : alerte, claire, brillante, avec un soupçon, quand il faut, et comme une ombre furtive de sensibilité et de poésie. Le premier acte surtout est plein de vie, d'éclat et de gaité. Ce « milieu » mérovingien sent bien un peu l'opérette, mais d'une senteur discrète. Plaisante en est la couleur locale, témoin l'entrée de la fiancée, princesse des Goths, aux sons d'une drôle de petite marche, suffisamment gothe elle-même.

En général, il nous a paru que la musique de M. Marcel Samuel-Rousseau, plus éparse et clairsemée dans *le Hulla*, se ramasse ici

volontiers en des formes plus arrêtées et précises. Elle se développe aussi davantage. Elle a pris du corps, sans que son esprit y perde rien. Au premier acte, on pourrait presque découper en couplets la spirituelle, rapide et syllabique description qu'Eloi fait à la reine, du caractère et du vestiaire, aussi variés l'un que l'autre, de son maître. De même, un peu plus loin, la combinaison pseudo-conjugale, ou plutôt conjugale deux fois, se prépare et s'organise en une sorte de scherzo pour l'orchestre et quatre voix, libre et léger sans doute, mais, si menu qu'il soit, composé et construit. Parlerons nous de métier ou de « facture »? Et d'abord le *leitmotif* a-t-il encore le don de vous plaire et de vous en imposer? Vous en trouverez là des vestiges. Mais nulle part il n'embarrasse et n'encombre. Sans doute chaque personnage a sa marque et de leurs thèmes à tous nous pourrions dresser l'inventaire, suivre les détours et retours ingénieux. Mais à vous, comme à nous, il n'importe guère. Rappelons-nous ce que disait Verdi : « Dans la musique il y a bien des choses : la mélodie, l'harmonie, la symphonie, (motifs conducteurs compris), l'instrumentation, et le reste. Mais il y a surtout la musique. » Eh! bien, dans *le Bon Roi Dagobert*, il y a souvent et tout simplement de la musique. Sachons-lui gré, simplement aussi, d'être aimable, facile, jamais banale ou vulgaire, de braver allégrement des puissances obscures et lourdes aujourd'hui vénérées, de ne trahir enfin chez l'auteur ni le travail ni l'effort et de ne pas non plus nous les imposer à nous-mêmes.

Elle a souvent de l'esprit, cette musique; elle rit, elle se moque. Mais voici que deux fois, et même trois, on la surprend à rêver, à soupirer, et d'amour. Le premier duo de nuit entre Dagobert et Nantilde, et déjà le prélude qui l'annonce, est d'un bien joli sentiment. Durant tout le premier acte la musique n'avait fait que briller, sautiller, voltiger. Ici pour un moment elle se fixe, elle se détend, s'étend et s'attendrit. Cette halte, après cette hâte, est la bienvenue et nous délasse. Quant au duo d'amour à trois et à tâtons, c'était « la scène à faire ». Le musicien comme le poète l'a faite à merveille. Il y a mis, toujours avec de l'esprit et du goût, un sentiment, une ardeur même dont il a su, passant de la première à la seconde péripétie et de l'une de ces dames à l'autre, renouveler et non pas répéter l'expression. La corde sensible est en tout cela finement touchée. Dès avant le duo-trio, le chant de la jeune reine et l'orchestre discret qui lui répond à mi-voix traduisent de façon délicate l'attente un peu craintive de l'amour que l'épouse enfin curieuse est

venue chercher. Et cet amour lui-même, la musique l'exprime ensuite avec un lyrisme véritable, avec des effusions des élans passionnés, mais sans passer la mesure ni forcer le ton que commandent le genre et le style de la comédie.

Il se peut que l'œuvre de M. Marcel Samuel-Rousseau ne plaise guère aux grands prêtres et aux docteurs de la loi. « Elle ne casse rien », nous disait l'un. Rien en effet, pas même la tête. « Elle ne résout aucun problème », ajoutait un deuxième. Mais pour cela nous avons l'algèbre et la laissons à d'autres musiciens, qui ne manquent pas. Il est du moins un problème, et non le plus facile, qui consiste à ne point ennuyer. Celui-là, M. Marcel Samuel-Rousseau l'a résolu. Son œuvre commence dans la joie et s'achève de même, par un éclat de rire, de fou rire, qui gagne les voix l'une après l'autre, puis les rassemble en un chœur final, très simple et non moins réjouissant.

Des fleurs pour les interprètes. Le ramage de la reine, (M^me^ Luart), son chant autant que sa voix, se rapporte à son plumage, par où j'entends non seulement ses habits et ses parures, mais son visage, sa physionomie, son jeu, tout son air enfin. M^lle^ Féraldy, Nantilde, ne se montra pas indigne de partager avec sa concurrente les faveurs royales. Rien à dire de M. Friant, Dagobert, que nous n'ayons dit souvent, et c'est beaucoup de bien. Plein d'une verve tantôt impétueuse, tantôt retenue et même attendrie, sa voix, aussi belle que jamais de force et d'éclat, nous parut plus que jamais, sur les notes hautes, charmante de douceur. Enfin, dans la personne de M. Roger Bourdin, Éloi, M. Jean Périer nous est rendu. Celui-ci ne disait, ne jouait pas mieux. Surtout, il ne chantait pas de cette voix juvénile, ferme et vibrante. L'art de M. Bourdin, tout son art, est du meilleur aloi. Impossible d'être plus comique avec plus de finesse. Nous conjurons l'artiste de ne pas céder un jour, comme tel autre, aux propositions, même dorées, de l'opérette. Elle doit le guetter. Il a prouvé qu'il peut être, avec un talent égal et divers, Éloi, le cousin de Manon et l'ami retrouvé de Sophie Arnould, Pelléas et Lorenzaccio. Qu'il s'en souvienne et que, souriantes ou tragiques, les Muses défendent contre Momus leur jeune favori.

La représentation visible, décors et costumes, du *Bon Roi Dagobert* forme ce qu'on appelait naguère un spectacle à souhait pour le plaisir des yeux.

Le Pauvre Matelot est un drame, ou plutôt, d'après les auteurs, une « complainte » à quatre personnages, tous les quatre innommés.

Trois sont désignés par un adjectif possessif. Un seul a le privilège de l'article défini. C'est « le matelot ». Les autres ne sont que « sa femme », « son beau-père » et « son ami ». Il se peut que cet anonymat ait pour intention, ou pour prétention, de conférer aux quatre figures un caractère général et même infini d'humanité.

Près d'un port de mer, « sa femme » attend depuis quinze ans « le matelot ». Elle l'attend, invinciblement fidèle, sourde aux conseils assez désobligeants que lui donnent « son beau-père » et « son ami ». Riche d'espérance et d'amour, elle n'aura bientôt plus d'autre richesse, car la misère frappe à sa porte. Aussi bien c'est pour lui, pour lui seul, qu'elle en a peur. Elle l'aime tant, que, s'il revenait, elle voudrait, dit-elle, le couvrir d'or, fût-ce au prix d'un crime. (Retenez bien cela.) Il revient. Mais, afin d'éprouver « sa femme », sans se faire d'abord reconnaître d'elle. Il se donne pour un autre, un camarade, qui précède de peu « le matelot », « le pauvre matelot », et l'annonce. Oui, plus que jamais pauvre, perdu de dettes, et criardes, qui l'obligeront à vivre misérable et caché. Tandis que lui, l'heureux gaillard, enrichi par les faveurs d'une reine d'Amérique, il a de l'argent, et de l'or, et des perles plein ses poches. Il demande l'hospitalité pour une nuit, il s'endort et, sans plus tarder, « sa femme », voleuse et meurtrière par amour, l'assomme à coups de marteau. Ainsi finit, brusquement, cette brève et sombre histoire ; quiproquo conjugal, comme dans *le Bon Roi Dagobert*, mais pas tout à fait du même genre, et d'un style littéraire et musical encore plus différent.

Contre le nouvel ouvrage de M. Darius Milhaud, ses œuvres précédentes, *l'Homme et son désir*, *la Brebis égarée*, d'autres encore, nous avaient prévenu. *Le pauvre matelot* n'a que trop justifié de fâcheuses anticipations. L'Athénien vota l'exil d'Aristide parce qu'il était las de l'entendre toujours appeler le juste. S'il nous était donné de pouvoir proscrire la musique de M. Darius Milnaud et de ses semblables, ce ne serait pas pour la même raison. Cette musique-là donne obstinément et par principe aux fausses notes une place d'honneur, sinon toute la place. Point n'est besoin qu'elles soient nombreuses. Deux seulement peuvent suffire à former ensemble un affreux concert. En plus grand nombre, leur mésintelligence, leur discorde ne fait naturellement que s'accroître. Dans l'œuvre de M. Darius Milhaud, harmonie, orchestre, déclamation, tout est incompatibilité, dissidence et cacophonie. Patience. Un jour viendra, qui n'est pas loin, où les instruments joueront sans accord préalable. Les

voix ne s'accorderont plus avec eux ni entre elles. Alors tout sera musique, excepté la musique même. Aussi bien, que M. Darius Milhaud et ses pairs, ou ses compères, sachent ou non ce qu'ils font, qu'ils pèchent par action ou par omission, par ignorance ou par malice, il importe peu. N'allons pas plus avant. Sur le seuil de l'Enfer, Virgile, montrant un groupe de damnés à Dante, lui dit : « *Non ragioniam di lor, ma guarda e passa.* » Devant une demi-douzaine de musiciens, le mieux serait peut-être de dire une bonne fois au public : « Ne raisonnons pas d'eux, mais n'écoute pas et passe. »

Évolution est une suite de danses qui peut faire craindre en effet une évolution de l'Opéra-Comique vers le music-hall ou la foire.

Un ballet s'appelle maintenant « action chorégraphique et symphonique » et l'on qualifie un opéra de « fabliau-miracle en images ». Tels sont du moins les titres, dépourvus de simplicité, que portent les deux ouvrages dernièrement représentés à l'Opéra. Il est vrai que le nom, comme le temps, ne fait rien à l'affaire. Mais les deux affaires dont s'agit ne sont pas fameuses et le soir qui les vit naître n'eut rien d'éclatant.

Le « fabliau-miracle » de MM. Gastambide et Mazellier est l'histoire d'un péché d'adultère qui fut près de se commettre, mais ne se commit point. Induit en tentation par le diable et même par deux diables dansants, insupportables à force de cabrioles, grimaces et singeries, c'est par la Vierge, dont une statue s'anime, qu'est sauvé le couple amoureux, innocent et cependant contrit. Cela se passe en Italie, dans un couvent, et dans un siècle qui nous parut être le quinzième.

L'« action chorégraphique » (musique de M. Marc Delmas) n'est guère autre chose qu'une suite interminable et banale de défilés et cortèges, une espèce de parade à demi religieuse et soldatesque à demi, danses de prêtres, prêtresses et guerriers, dans un paysage et devant un temple vaguement oriental.

Quant à la musique de ces deux ouvrages, celle du premier, sauf un assez bel ensemble, à la fin, nous parut plus laborieuse et tendue, plus ordinaire celle du second.

Il y a trois ou quatre ans, une élite d' « amateurs », — dans le sens étymologique et favorable du terme, — fondait une société de musique de chambre et lui donnait ce titre, intime et discret comme cette musique : *Entre soi*. Sous le même patronage, un autre groupe

vient de se constituer, celui des *Amis de l'orgue*. Amitié non moins louable et digne d'une égale faveur. Elle nous promet de graves et nobles concerts. Nous lui devrons une connaissance plus étendue et plus profonde des chefs-d'œuvre sans nombre qui forment un genre, ou, comme disent les philosophes, une « catégorie », et non la moins haute, de l'idéal sonore. Et voici que le très artiste et très savant maître de chapelle de Saint-Eustache, M. Félix Raugel, publie un remarquable ouvrage à la gloire de l'orgue, ou des orgues, les nôtres, celles de nos églises parisiennes, une fervente apologie de leur beauté non pas musicale ici, mais seulement plastique et visible. Car, de celle-là même, l'orgue, plus que tout autre instrument, est doué (1).

J'accorde que la harpe offre un aspect agréable. Angélique et romantique à la fois, elle permet aux dames, aux dames « aux bras blancs », comme dit Homère, de prendre les plus gracieuses attitudes.

Le violon, malgré ses dimensions modestes, un violon de maître, est beau, même à regarder. C'est un plaisir d'en admirer les lignes, les plans et les reliefs, l'élégance de son col, la finesse ou la fierté de sa tête, le souple modelé de ses flancs et jusqu'à l'expression des deux *ff* qui s'ouvrent en lui comme dans un visage et que Stradivarius appelait *gli occhi*, les yeux. Quel autre instrument de l'orchestre,— la harpe encore une fois exceptée,— prétendrait à flatter la vue? Est-ce la flûte grêle ou le grotesque basson? Lequel encore de ces tubes de bois ou de métal, droits ou tortueux, dont l'emploi déforme le visage humain? Enfin que penser du piano, ce monstre qui s'étale, s'épate, et dont un commode autant que vilain modèle a reçu le nom de « crapaud » et le justifie? Le piano, c'est un gros meuble immobile, encombrant. Mais le violon est un joyau léger qu'on porte avec soi, contre soi, et que dans un étroit embrassement on serre entre son visage et son cœur. Les formes pures de l'instrument élu brillent de nuances vives. A la surface de son bois courent des veines et des ondes. Il y en a de courtes et serrées. D'autres, plus largement répandues, moirées et comme arborescentes, ont l'air de fougères épanouies. Et puis sur leurs mille dessins le vernis a jeté le coloris de ses voiles. Il va du jaune clair aux tons plus chauds de l'orange sanguine ou de la prune rougie, et revêt la noble et mélodieuse créature d'une tunique de pourpre, de safran et d'or (2).

(1) *Les grandes orgues des églises de Paris et du département de la Seine*, par M. Félix Raugel ; 1 vol. avec 46 héliogravures. Paris, librairie Fischbacher, 1927.

(2) Sur l'histoire et l'esthétique du violon, voir le magnifique ouvrage de

Mais l'orgue! Outre la place éminente qu'il occupe seul et que seul il est de taille à remplir, l'architecture, la sculpture concourent à la magnificence non pareille de l'instrument énorme et sacré. Il s'élève à l'entrée de l'église. Muet encore, il domine et commande déjà l'immense vaisseau que tout à l'heure il emplira de ses innombrables voix. Dans sa majesté solitaire, il trône sur les lieux hauts. Que dis-je, il semble lui-même un trône. Pas un de ses rivaux sonores ne justifie aussi bien la parole fameuse de Beethoven: « Mon royaume est dans l'air. »

Pour l'organiste même, cette élévation et cette solitude aérienne est un bien. Il s'y réfugie et s'y recueille. Loin de ceux qui l'écoutent, au-dessus d'eux, ils lui sont invisibles sans qu'il leur soit étranger. Il communique, il communie avec eux, mais par la pensée pure. Entre eux et lui, rien d'extérieur; d'eux, rien ne saurait le troubler ou seulement le distraire, ni leur indifférence, ni même leur admiration, forcément silencieuse. Il peut s'enfermer dans la prière et la méditation, unique objet de son art. Pleinement libre du monde, il n'a d'autre témoin, d'autre maître que lui-même, après Dieu.

Parmi les beautés de Paris, ne fût-ce encore une fois que ses beautés visibles, M. Raugel estime avec raison que les orgues, les grandes orgues, méritent d'être admirées. Son livre en est la description et l'histoire trois fois séculaire, illustrée d'images nombreuses. Nous vous conseillons de faire avec un tel guide le pèlerinage esthétique et religieux de nos principaux sanctuaires. Visitez-les de préférence « les jours de dimanche et de fête, » à l'heure de la grand messe ou d'un office solennel. Alors, écoutant et regardant à la fois, vous goûterez la double magnificence des formes et des sons, de la matière et de l'esprit, et vous ne vous plaindrez pas avec le fabuliste que, dans l'ordre au moins de la musique, il y ait « peu de beaux corps hôtes d'une belle âme ».

Cette beauté pour ainsi dire corporelle, les orgues de Paris en offrent, suivant leur âge, des types divers. Plus d'un a péri, dont il ne nous reste que l'image. D'aucuns ont subi des retouches, des changements plus ou moins considérables et devenus nécessaires. Il y en a de simples et sobrement décorés; d'autres le sont avec richesse: il suffit de nommer Saint-Étienne du Mont, Saint-Louis des Invalides, Saint-Roch, Saint-Sulpice. Le grand orgue de cette dernière église est

MM. Hill: *Antoine Stradivarius, sa vie et son œuvre* (Introduction de M. Camille Barrère, ambassadeur de France en Italie, traduction de MM. Maurice Reynold et Louis Cézard); Londres, chez William E. Hill and sons.

somptueux entre tous. Le petit, qui se voit dans une chapelle circulaire située à la base de la tour du Nord, est délicieux. Il fut construit vers le milieu du XVIII[e] siècle pour le Dauphin, père de Louis XVI. Le prince aimait la musique. On peut croire que l'instrument fut placé dans son cabinet, au rez-de-chaussée du château de Versailles, à l'angle occidental de la grande terrasse. Devant les trois fenêtres on admire un gracieux balcon de fer forgé ou plutôt brodé à jour, où des *L* entrelacés alternent avec des lyres d'or. A la mort du Dauphin, son orgue fut transporté dans l'église Saint-Louis de Versailles. Suivant la tradition, mais seulement suivant elle, Marie-Antoinette l'y aurait fait reprendre et rapporter au Petit-Trianon, où peut-être, toujours « peut-être », les mains de Mozart enfant et de Gluck l'ont joué.

Lisons l'ouvrage de M. Raugel et faisons les visites où il nous convie. Livre et promenades nous rappelleront que depuis des siècles nos grandes orgues, et nos grands organistes aussi, tiennent dans l'histoire de la musique un rang qui n'est pas sans gloire.

Il y a six semaines, nous invitions nos plus fameux artistes à célébrer le prochain centenaire de la mort de Schubert. Moins de huit jours après, M. Vanni Marcoux a répondu, le premier, à notre appel. Toute une soirée il ne chanta que du Schubert, et de tout genre, du plus terrible au plus gracieux, du plus grandiose au plus intime. Il le chanta moins en chanteur de théâtre, que simplement en chanteur, en chanteur de grand style, dramatique ou familier, et toujours avec une voix singulièrement assouplie, facile et légère. Il nous a révélé non pas deux *lieder*, mais deux « ariettes », italiennes de paroles et de musique, écrites par Schubert pour Lablache et qui sont des pastiches délicieux.

En attendant Schubert, à lui aussi demandé et qu'il nous doit, (au moins l'admirable Fantaisie en *ut* majeur), le jeune maître du piano qu'est M. Robert Casadesus a joué Chopin avec un sentiment à la fois tendre et sérieux, lyrique et cependant sage, sans affectation ni mièvrerie, sans désordre surtout. Et cette interprétation de Chopin n'est pas commune.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les États-Unis, tels que les a si bien éclairés pour nos lecteurs M. Lucien Romier (1), sont entraînés, par les nécessités d'une prospérité sans précédent, vers deux directions opposées : d'une part, ils sont obligés de défendre leur isolement politique et économique, notamment par l'accroissement de leur marine de guerre; de l'autre, ils ont besoin de mettre en œuvre le surcroît de leur richesse mobilière, par des prêts d'argent à d'autres États ; c'est ainsi que, de concert avec les banques allemandes, ils alimentent la République des Soviets de dollars qui reviennent en fin de compte chez nous... dans la serviette de M. Marrane. Individualisme politique et économique ; expansion financière et domination par le dollar, tels sont les deux aspects, en apparence contradictoires, sous lesquels se manifeste l'activité actuelle du gouvernement des États-Unis.

M. Calvin Coolidge, ouvrant la première session du Congrès élu en 1926, a tracé un tableau triomphant de la prospérité de l'Union, toujours croissante à l'abri de droits de douane qui alimentent largement le budget tout en protégeant le travail industriel et agricole et les hauts salaires de l'ouvrier. Les Américains n'ont pas l'intention de se lancer dans une « course aux armements ». Mais le besoin de protéger de longues étendues de côtes, des lignes de navigation commerciale à travers deux océans, le canal de Panama, deux archipels dans le Pacifique, les obligent à accroître amplement leurs forces navales. Cette nécessité, déclare M. Coolidge, aurait manifesté ses effets, même si l'accord avait pu se faire, à la conférence navale de Genève, avec l'Angleterre et le Japon. Cepen-

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre, 1er octobre 1927. — Cf. Lucien Romier, *Qui sera le maître ? Europe ou Amérique* (Hachette, in-16). — André Siegfried, *Les États-Unis d'aujourd'hui* (A. Colin, in-8). — Andre Tardieu, *Devant l'obstacle : l'Amérique et nous* (Émile-Paul, in-8).

dant l'échec de cette conférence a pour conséquence qu'aucune puissance étrangère n'est fondée à contrôler, directement ou indirectement, le nombre de bâtiments neufs que l'amirauté américaine juge indispensable. Ce programme de constructions nouvelles, tel que l'a présenté, quelques jours après le discours du Président, le secrétaire d'État à la marine, M. Wilbur, n'est pas modeste; il ne comporte pas moins de 71 unités : 25 croiseurs, 9 conducteurs de flottille, 32 sous-marins, 5 navires porte-avions, sans préjudice des 8 croiseurs dont la mise en chantier est déjà autorisée; l'ensemble reviendrait environ à un milliard de dollars. Le fait que cette imposante flotte de petites et moyennes unités pourrait, a dit le rapporteur, être réalisée en un laps de temps allant « de un à cent ans », montre qu'il s'agit surtout de faire pression sur l'opinion anglaise afin d'arriver à un accord naval et de ne se présenter à la future conférence (qui doit, en 1931, renouveler ou laisser tomber le traité de Washington lequel vient à échéance à cette date) qu'après avoir réalisé une égalité de fait avec l'Angleterre pour ces deux catégories de bâtiments. Cette égalité, les Américains souhaitent de la réaliser au meilleur compte qui sera possible, mais ils y tiennent résolument.

Le message du Président, suivi de l'énoncé du programme naval, a été accueilli, à peine est-il besoin de le dire, sans aucune satisfaction par les Japonais et les Anglais. On se défend, de part et d'autre, d'une course aux armements. Cependant que fait-on autre chose ? Les forces navales dont un État a besoin se mesurent sans doute à l'étendue des côtes, des possessions et des lignes de communication qu'il peut avoir à protéger, mais aussi, et plus encore, à l'importance des forces hostiles susceptibles de le menacer. Le *Times* déclare qu'il « serait de la dernière imprudence de réduire la signification de ce grand programme d'expansion navale... Aux yeux du monde, le gouvernement américain est maintenant définitivement rallié à l'idée d'une grande marine; des forces ont été mises en mouvement qui, à la fin, peuvent donner aux États-Unis une marine plus forte que toutes les autres, ou même que toutes les autres réunies... Les mesures actuelles jettent une lumière toute nouvelle sur l'attitude du gouvernement américain à l'égard des propositions de désarmement... L'accroissement de la marine aura une répercussion nécessaire sur la politique extérieure des États-Unis, car une marine n'est pas un jouet, mais l'instrument d'une politique. On aura le droit de demander au gouvernement américain quelles sont ses intentions... Le programme actuel des États-Unis est une véritable

provocation... Le Japon s'indigne ; la Grande-Bretagne veut demeurer calme... Tout ce qu'il convient de faire, c'est de remarquer que M. Coolidge et son gouvernement se sont définitivement ralliés à un programme d'expansion navale avec toutes les conséquences incalculables qui doivent s'ensuivre pour les États-Unis et pour le monde en général, à l'égard duquel l'Amérique ne peut plus désormais affirmer qu'elle garde une attitude de complet détachement. Ce programme peut mener les États-Unis plus loin que toutes les alliances possibles. » Pour un État dont aucune frontière de terre n'est et ne peut être menacée, c'est le dollar et la marine qui sont les instruments nécessaires et suffisants d'une expansion impériale. Pour la première fois depuis le XVIII^e^ siècle, la Grande-Bretagne voit sa suprématie navale menacée et contestée. Les Américains ont médité les doctrines de l'amiral Mahan et entendent ne laisser à qui que ce soit la royauté des mers.

Ils ne veulent pas non plus se priver de ce moyen de pression que constituent entre leurs mains les dettes de leurs anciens alliés envers leur trésor. Le rapport annuel de M. Parker Gilbert, agent général des paiements de réparations à Berlin, a été, pour la presse américaine, l'occasion d'affirmer une fois de plus ces exigences. Nous avons, dans les chroniques du 1^er^ et du 15 novembre, souligné l'importance du mémoire adressé par M. Parker Gilbert au gouvernement allemand. Son nouveau rapport, adressé le 15 décembre à la Commission des réparations, sur le fonctionnement du plan Dawes, confirme ce qu'avait dit le mémoire sur la nécessité où est l'Allemagne de ne pas se laisser entraîner à des dépenses somptuaires, quand elle est tenue, par des engagements internationaux, de faire face à des annuités importantes de réparations. Mais, cette fois, M. Parker Gilbert complète sa pensée en des termes qui ont donné à croire qu'il songerait à renoncer à ses fonctions, et qu'il aurait voulu esquisser l'évolution future du plan Dawes avant d'en abandonner la direction à un successeur. Il rappelle avec justesse que le plan Dawes n'est pas une solution définitive et intégrale du problème des réparations ; il est d'abord un moyen de rétablir la confiance et d'instituer une expérience. Mais, à la fin, il faudra que s'établisse un accord qui devra « déterminer la tâche précise à accomplir par l'Allemagne sous sa propre responsabilité, sans surveillance étrangère et sans sauvegarde des transferts ». Si l'expérience, pour les prochaines années, est satisfaisante, semble dire M. Parker Gilbert, il faudra faire confiance à l'Allemagne, supprimer le contrôle étranger

institué par le plan Dawes, mais aussi supprimer la clause des transferts, c'est-à-dire mettre l'Allemagne en face d'une obligation inconditionnelle de payer et de transférer des annuités dont le total serait fixé. L'agent général envisagerait donc une revision de l'accord de Londres du 5 mai 1921, qui fixe à 132 milliards de marks-or le total des réparations à payer par l'Allemagne. Le plan Dawes, en effet, ne détruit pas l'accord de Londres ; il n'indique ni la somme totale que l'Allemagne devra payer, ni le nombre d'années durant lesquelles les annuités devront courir. « Une expérience plus prolongée s'impose », puisque 1928-29 sera la première année normale avec une annuité de 2 milliards et demi de marks-or ; durant cette expérience l'Allemagne n'est pas libre, elle est tenue de ne se livrer ni à des dépenses excessives, ni à des emprunts exagérés ; mais il ne faut pas perdre de vue qu'à la fin de l'expérience l'Allemagne devrait se trouver en mesure de recouvrer sa liberté et de faire face, sous sa propre responsabilité et sans garantie de transferts, à des paiements dont il conviendra de fixer la quotité et le nombre. Telle est la thèse esquissée par M. Parker Gilbert ; elle n'implique aucune mesure, aucune revision prochaine ; elle se contente de rappeler qu'il existe encore une question des réparations ; elle indique aussi dans quel sens l'expérience acquise fait apercevoir le développement futur et le règlement définitif.

On peut se demander, surtout après avoir lu certains journaux allemands, si les suggestions de M. Parker Gilbert étaient opportunes, si, tout au moins, elles n'étaient pas prématurées à une époque où l'expérience Dawes n'a pas encore commencé avec son plein rendement. Elles ont du moins l'avantage de remettre sur le tapis l'ensemble du débat. L'annuité Dawes de deux milliards et demi de marks-or ne représentant pas l'intérêt de la somme globale de 132 milliards fixée par la Commission des réparations comme montant de la dette allemande, il en résulte que, non seulement l'Allemagne paierait indéfiniment, mais que, plus elle paierait, plus sa dette s'accroîtrait, ce qui est manifestement absurde. Les experts, en instituant le plan Dawes, ont voulu faciliter, pour l'avenir, un accord d'ensemble sur les réparations et les questions qui s'y rattachent. La question des dettes est liée à celle des réparations, à défaut d'une raison de droit, par une raison de fait. Il est évident que l'Angleterre, la France, la Belgique et l'Italie ne sauraient continuer pendant soixante-deux ans à faire des versements aux États-Unis si elles cessaient de recevoir les annuités allemandes. Le plan Dawes repose

sur la capacité de paiement du débiteur; il est juste et naturel que les paiements interalliés soient établis sur la même base; or, la capacité de paiement des débiteurs des États-Unis serait réduite dans la proportion même où leurs créances sur l'Allemagne seraient supprimées ou réduites.

Dès maintenant la dette allemande, — M. Seydoux, si compétent en ces matières, nous le montre dans *le Petit Parisien* du 20 décembre, — a été réduite dans des proportions beaucoup plus fortes que les dettes des alliés envers les États-Unis. Un ajustement s'impose donc, mais le gouvernement de Washington ne veut pas en entendre parler. M. Mellon, secrétaire d'État du trésor, aurait, s'il faut en croire les journaux américains, déclaré que le montant total de la dette allemande devrait être fixé à nouveau sans que, à son avis, « l'arrangement envisagé pût affecter la question des dettes entre alliés ». C'est nier le soleil en plein midi. Il existe, entre les paiements de l'Allemagne et les paiements des alliés, une évidente solidarité de fait. Ne serait-ce pas sur cette connexité que M. Parker Gilbert aurait voulu attirer de nouveau l'attention quand il affirme que les experts, en établissant le plan, ont voulu faciliter un accord définitif « en ce qui concerne tous les problèmes des réparations et les questions qui s'y rattachent »? L'opinion américaine, éclairée par des publications telles que le livre de M. Auld, ancien directeur de la comptabilité à la Commission des réparations, admet de plus en plus ces vérités d'expérience et d'évidence sur lesquelles le rapport de M. Parker Gilbert, à son tour, appelle l'attention. C'est l'intérêt de tous les États, et des Américains en particulier, que les seuls versements réellement effectués soient uniquement constitués par l'excédent de la dette allemande de réparations, évaluée d'après les capacités du Reich et les besoins des États victimes de la guerre, sur les dettes interalliées.

Le rapport de M. Parker Gilbert a provoqué en Allemagne des réactions diverses. L'opinion applaudit aux vues d'avenir de l'agent général des paiements quand elles tendent à affranchir le Reich de tout contrôle étranger et de toute limitation de souveraineté; mais elle regimbe à la suppression de la garantie de transfert qui obligerait l'Allemagne à se procurer coûte que coûte, par ses propres moyens, les devises nécessaires aux annuités de réparations et à supporter les risques de dévaluation de sa monnaie qui pourraient résulter des transferts. Les journaux nationalistes ont laissé, à ce propos, percer le bout de l'oreille; leur secret espoir, qui leur donnerait la joie de frustrer les alliés des paiements qui leur sont dus,

a toujours été de démontrer, fût-ce en accroissant les dettes allemandes, fût-ce aux dépens du véritable intérêt allemand, que les transferts sont impraticables. Quant aux organes des partis gouvernementaux, ils se félicitent des perspectives ouvertes par M. Parker Gilbert; il leur semble de bon augure que son rapport fasse appel, pour l'avenir, à la conscience des responsabilités que possède le peuple allemand; ils avertissent sagement l'opinion du caractère hypothétique et lointain de l'échéance entrevue par l'agent des paiements; ils concluent naturellement que l'Allemagne, si elle n'était plus protégée par la clause de transfert, ne pourrait accepter que des charges très réduites. C'est évidemment le danger des solutions indiquées par M. Parker Gilbert. On reparlera sérieusement de cette affaire plus tard, quand le plan Dawes aura fonctionné à plein rendement et sans accrocs durant plusieurs années. Quand un rouage tourne à souhait et s'engrène aisément dans l'ensemble du système, il n'est pas prudent de démonter la machine.

Il est dans la nature des sociétés anglo-saxonnes de rester individualistes et particularistes. Les États-Unis nous en donnent la preuve à propos des dettes interalliées. En Angleterre, un incident vient de se produire qui montre sous un aspect bien original ce trait spécifique du caractère britannique. Si les Français, un jour, apprenaient que la Chambre des députés a refusé d'approuver un rituel comprenant toutes les prières liturgiques, notamment celles qui sont en usage pour la célébration de la messe, que les évêques lui auraient soumis, ils se demanderaient s'ils rêvent. C'est pourtant ce qui vient d'arriver en Angleterre. Prenons par là conscience des abîmes qui séparent la mentalité des deux peuples. Résumons les faits en nous bornant à en indiquer l'importance et les conséquences politiques. Mais comment faire la discrimination entre ce qui est politique et ce qui est religieux dans un pays où l'Église est une institution de l'État, une Église officielle, nationale, une Église « établie »?

Le premier *Prayer book*, le *Book of common prayer*, date d'Édouard VI et est l'œuvre du célèbre évêque anglican Cranmer; il contient les prières rituelles pour la célébration des offices, les sacrements, etc.; il est composé de textes tirés pour la plupart du bréviaire et du missel romains avec des interpolations, des adjonctions et des suppressions choisies dans l'intention de séparer l'Église anglicane de l'obédience romaine sans cependant la rattacher ni à la confession d'Augsbourg, ni aux doctrines calvinistes. Ainsi, dans son île, le peuple anglais dont la volonté s'incarne en le roi et se mani

feste par le Parlement, aurait sa religion à lui et rien qu'à lui. Afin de rompre tout lien avec une autorité extérieure et supérieure, il acceptait de soumettre sa foi et jusqu'aux formules de sa prière à l'autorité de la Couronne et au vote du Parlement. Le *Prayer book* reçut le placet du Parlement en 1549. L'histoire du *Prayer book*, depuis lors, est étroitement associée à l'histoire nationale anglaise. Chaque revision du texte, — la dernière est de 1662, — marque le souci de donner quelque satisfaction aux tendances réformées et d'accentuer la séparation d'avec « l'idolâtrie romaine ». N'oublions pas que ce peuple, qui a enfanté la liberté politique, n'a aboli qu'en 1821 le *bill du test* qui excluait les catholiques de toute fonction publique. On sait comment, depuis le mouvement d'Oxford, au milieu du XIX^e^ siècle, une fraction de l'Église anglicane établie tend à se rapprocher des pratiques romaines, surtout en ce qui concerne la liturgie et les rites, tandis qu'une autre incline de plus en plus vers le non-conformisme. Chacun interprétant à son gré le *Prayer book*, des usages, des pratiques et même des doctrines très différentes se sont introduites. Ces dissemblances furent étudiées par une commission royale instituée en 1906 et les évêques préparèrent une revision du *Prayer book* dont la nouvelle version fut achevée et approuvée par la *Church Assembly* au mois de juillet 1927. Les modifications apportées au texte de 1662 tendent pour la plupart à donner satisfaction aux tendances ritualistes des anglo-catholiques de la « haute Église ». Elles devaient naturellement déplaire aux partisans de la tendance opposée, dont le représentant le plus hardi est l'évêque de Birmingham par la grâce du ministère travailliste.

Le nouveau texte, issu d'un accord à peu près général grâce à des formules savamment dosées et ingénieusement balancées, devait, pour entrer en vigueur, être revêtu de la signature royale et par conséquent être soumis à l'approbation parlementaire. L'archevêque de Canterbury soutint le projet devant la Chambre des lords et, afin de désarmer l'opposition, déclara que le rituel revisé resterait facultatif. L'archevêque d'York déclara que la dernière guerre avait mis en honneur les prières pour les morts qui ne sont pas interdites par l'Église anglicane, encore qu'elles ne soient point prescrites. Les lords, respectueux des fondements traditionnels de l'État britannique, dont l'Église établie est une des colonnes, votèrent par 241 voix contre 88 le texte proposé par les évêques. Il n'en fut pas de même à la Chambre des communes. Le ministère lui-même apparut divisé. Le premier lord de l'Amirauté, M. Bridgeman, soutint le

projet et déclara avec bon sens que sur un tel sujet il préférait suivre l'avis de l'archevêque de Canterbury que celui du ministre de l'Intérieur, sir William Joynson Hicks, qui prit la parole pour combattre le *Prayer book*. M. Baldwin se prononça pour l'adoption, l'attorney général, le solicitor général, parlèrent contre, ainsi que l'un des chefs de l'opposition libérale, sir John Simon. Chacun de ces honorables membres eut une opinion sur « la conservation des éléments eucharistiques » qui paraît aux uns légitime, aux autres entachée de papisme. Quelques travaillistes déclarèrent n'avoir pas à se prononcer sur un tel sujet. Après des débats passionnés, le *Prayer book* fut rejeté par 247 voix contre 205 parmi les acclamations et les vivats. Depuis longtemps on n'avait pas vu, aux Communes, pareil enthousiasme. La vieille Angleterre du *no popery* n'est pas morte.

Mais il semble que la nouvelle Angleterre ait fait un pas vers le « désétablissement » de l'Église officielle. Le ministre de l'Intérieur tirait, le lendemain, de son point de vue, la conclusion : « Je crois que le moment est venu pour une scission entre les Anglo-catholiques et les évangélistes. Les deux façons de voir ne sauraient exister dans une même Église. Lord Halifax, le chef des Anglo-catholiques, lutte franchement pour une union avec Rome. Moi, je lutte pour une union avec les grandes églises non conformistes. Le clergé déloyal qui adopte des pratiques et enseigne des doctrines dangereuses ne peut pas honnêtement recevoir une solde de l'Église réformée qu'il défie. Il faut qu'il se décide pour ou contre Rome. S'il est pour Rome, il faut qu'il aille à Rome et ne continue pas à rester dans l'Église établie. » Il est évident que, si la scission s'opérait comme le prévoit sir W. Joynson Hicks, l'Église établie aurait vécu et une des plus solides institutions nationales de l'Angleterre historique aurait disparu avec elle. Sans doute l'édifice est encore solide et déjà les évêques s'efforcent d'en dissimuler les lézardes. Il n'est pas certain qu'ils y réussissent, car les modifications proposées au *Prayer book* avaient pour objet de maintenir dans l'Église officielle la fraction des Anglo-catholiques. Si le Parlement se montre irréductible, il se peut que les évêques demandent eux-mêmes le désétablissement de l'Église dans l'espoir d'en sauver l'unité. Que resterait-il alors d'une Église qui trouve sa principale raison d'être dans son union intime avec l'État? A suivre ces débats, où les passions politiques apparaissent au premier plan, se douterait-on que des drames se jouent dans l'intimité des consciences? C'est pourtant l'appel

impérieux de nobles consciences, comme celle de lord Halifax, qui conduisit à Malines, des représentants qualifiés de l'Église anglicane pour des conférences où sous la présidence du cardinal Mercier, il s'agissait surtout de préjugés dissipés, de positions clairement définies et de mutuelle charité. Les événements mûrissent vite dans l'Angleterre d'aujourd'hui ; le rejet du *Prayer book* par la Chambre des communes est un de ces incidents caractéristiques qui permettent à l'observateur étonné de faire le point et de mesurer le chemin parcouru.

Dans les relations franco-italiennes une détente s'est produite. Faisant écho au discours de M. Briand et sans doute aussi aux entretiens de notre ministre des Affaires étrangères avec M. Scialoja à Genève, M. Mussolini, dans un rapport au Conseil des ministres, a traité des rapports entre la France et l'Italie. Il a bien voulu reconnaître que « le pacte franco-yougoslave est parfaitement correct au point de vue international et au point de vue juridique » ; mais pourquoi a-t-il cru devoir ajouter que « l'interprétation qui en a été donnée à Belgrade... a causé une certaine émotion dans le monde entier, sauf en Italie où on n'a pas perdu son sang-froid, ni sa discipline » ? En effet, il n'y avait pas de quoi perdre son sang-froid ; mais tout le monde a pu constater que c'est en Italie surtout qu'il s'est manifesté quelque émotion ; il suffisait de lire les journaux pour s'en apercevoir. Quant au traité italo-albanais, le Duce affirme qu'il n'est nullement une riposte au pacte franco-yougoslave. A propos de ces deux traités, on a mis en discussion les rapports entre la France et l'Italie ; le discours de M. Briand et la signature d'un *modus vivendi* pour les émigrants ont éclairé la situation. « Je crois qu'il est possible, utile et je voudrais même dire nécessaire qu'une entente large, cordiale et durable s'établisse entre la France et l'Italie ; mais cette entente, pour être solide, ne doit pas être fondée seulement sur des raisons purement sentimentales ou d'affinité intellectuelle, mais sur l'élimination des motifs qui peuvent constituer des points concrets de friction entre les deux pays. »

En effet, laissons là les vaines phrases sur « la fraternité latine » : *rara concordia fratrum*. C'est sur le terrain des intérêts qu'il convient de rester. En interdisant un journal antifasciste qui incitait au meurtre du Duce, le gouvernement français a commencé d'atténuer un « point concret de friction » ; on peut faire quelque chose de plus dans cette voie par une application raisonnable des textes qui punissent les injures au chef d'un gouvernement ami. Ne laissons

rien subsister de ce qui peut être légitime parmi les griefs de nos voisins. Quant aux questions d'intérêt, ce n'est pas à la presse qu'il appartient de les discuter; nous nous refusons, pour notre part, à tenir compte des « ballons d'essai », lancés par quelques journaux fascistes. Les négociations, si le gouvernement italien a des « propositions » à faire à la France, devront être conduites, — M. Mussolini a raison de le dire, — par « les représentations diplomatiques normales »; c'est seulement lorsque ce travail préliminaire sera achevé qu'il « sera logique qu'une rencontre ait lieu entre les ministres responsables qui, dans un bref entretien, ne devront pas chercher hâtivement un accord, mais seulement le consacrer d'une façon solennelle ». C'est là un langage très raisonnable. La détente voulue par M. Mussolini n'a pas désarmé sa presse, mais elle a produit une vive satisfaction à Londres, qui n'avait pas laissé ignorer son désir au gouvernement italien, et elle facilitera la stabilisation officielle de la *lira* qui vient d'être décrétée. Avant d'entreprendre cette opération délicate, il était prudent de s'assurer, sinon l'appui, tout au moins la neutralité bienveillante des principaux instituts d'émission. Il est difficile de n'apercevoir, entre le discours conciliant de M. Mussolini et la stabilisation de la *lira*, qu'une simple coïncidence. L'opération, conduite dans le plus grand secret, a été réalisée brusquement le 22 décembre au cours de 92,46 pour une livre sterling; elle paraît avoir réussi; si des difficultés doivent survenir, ce n'est que plus tard qu'elles apparaîtront. C'est une expérience qu'il est très intéressant pour nous d'observer, bien que les conditions générales, et notamment l'importance de la dette intérieure, soient différentes.

Le maréchal Pilsudski a fait à Genève une fulgurante apparition qui a quelque peu bousculé les paisibles habitudes de la Société des nations, mais qui n'est pas restée sans résultat. Un compromis est intervenu; il met fin à l'état de guerre qui se prolongeait, depuis 1921, au grand dommage des deux pays. La Pologne reconnaît et promet de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Lithuanie; celle-ci ne se considère plus comme en état de guerre avec sa voisine. Des négociations directes régleront la reprise des relations de toute nature entre les deux pays. A peine M. Voldemaras était-il de retour à Kovno qu'il s'empressait de chanter victoire et d'interpréter à sa manière l'accord de Genève. Selon lui, par l'intervention de la Société des nations, la décision de la Conférence des ambassadeurs de 1923 qui reconnaît à la Pologne la possession de Wilno, se trouverait

annulée en fait; les Lithuaniens continueront donc leurs efforts jusqu'à ce qu'ils aient récupéré la ville qu'ils considèrent comme leur capitale. Le *Messager polonais* s'est contenté de répondre que « le problème de Wilno n'existe pas pour la Pologne, qui considère comme intangibles toutes ses frontières et est prête à les défendre au prix de son sang ». Mais déjà les relations entre les deux pays sont reprises; la frontière a cessé d'être une barrière infranchissable. Le temps fera le reste. L'organisme de Genève a manifesté, une fois de plus, son utilité pratique comme moyen de pacification et d'apaisement.

Dans le conflit polono-lithuanien, c'est l'économique qui viendra au secours de la politique. C'est là, en deux mots, l'esquisse d'un programme très général. Dans notre petite Europe, en face de la menace asiatique et de l'écrasante supériorité américaine, c'est, par des chemins divers, vers une formule d'entente économique que s'acheminent les peuples : question de vie ou de mort. La Pologne et le Reich allemand négocient, avec un désir réciproque d'aboutir, un accord commercial. La plupart des grandes difficultés européennes, y compris le problème russe, trouveraient dans cette voie une solution. Un programme analogue pourrait, avec non moins de succès, s'appliquer à notre politique intérieure. La Chambre et le Sénat ont achevé de voter, avec une sagesse méritoire, le budget de 1928. Il est lourd, mais il est en équilibre. M. Poincaré a indiqué que, cette année, le gouvernement et le Parlement devraient s'efforcer de mieux aménager et d'alléger les impôts trop onéreux qui détruisent la matière imposable. Un député, M. Jacques Duboin, a indiqué que, dans la situation de la France, l'action politique devrait être orientée vers un seul but : porter au maximum de productivité toutes les branches de l'activité nationale, développer le culte du travail consciencieux et de l'effort raisonné : « sans prospérité générale, il n'y a pas possibilité de doter largement un budget de fraternité sociale. » Enfin M. Chéron, rapporteur général de la Commission des finances, a conclu son exposé magistral par ces mots : « Pour restaurer les finances de l'État, il faut d'abord restaurer l'État. » Voilà un double programme suffisant pour occuper la prochaine législature et, d'abord, pour établir, en vue des élections, une large entente nationale.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

LE CALVAIRE DE CIMIEZ

PREMIÈRE PARTIE

LE CALVAIRE AU CYGNE

Pourquoi, mon Père, ces ailes de cygne sur les bras du Christ, et ces plumes de cygne enveloppant le corps comme un duvet? Je n'ai vu nulle part, dans mes voyages, cet ornement ou ce symbole.

— Ne savez-vous pas, madame, que ce fut là une vision de saint François d'Assise lorsqu'il reçut les stigmates? Le Christ lui apparut avec des ailes de séraphin. Dans le moment qu'il partagea la Passion du Sauveur, les mains et les pieds saignants furent comme pansés par les ailes miraculeuses. L'amour recouvre les douleurs que nous offrons à Dieu et nous aide à les supporter.

Ainsi le Père Placide, de l'ordre des Franciscains, renseigné par Celano et saint Bonaventure, avait-il expliqué, un jour, devant le porche de l'église, à Béatrice d'Aumont, la veuve de ce comte René d'Aumont qui fut un orientaliste célèbre et qui mourut de la grippe espagnole à Nice peu de temps après la guerre, le sens du singulier Calvaire de Cimiez, témoignage peut-être unique dans la pierre de la vision séraphique. Elle ne se doutait pas alors qu'elle y verrait plus tard l'image de son propre sacrifice adouci en effet par l'amour...

Copyright by Henry Bordeaux, 1928.

La colline de Cimiez, au-dessus de Nice, était couverte autrefois d'une forêt d'oliviers et de pins, de chênes et de cèdres, bois consacré à Diane, puis au saint d'Assise. Avec ses ruines, ses jardins, son cloître et son église toute parée des tableaux de Louis de Bréa, l'Angelico provençal, elle dépassait Fiesole en beauté à cause de la mer voisine. Si notre temps industriel avait quelque souci d'art ou quelque respect du passé, on l'eût conservée intacte, pour l'ornement de la Côte d'Azur qui aurait eu grand besoin d'un lieu de méditation, de prière et de noble rêverie, hors la banalité de la Riviera. Tandis qu'elle a été indignement massacrée et livrée aux bourreaux, c'est-à-dire aux architectes et aux maçons. Elle n'est plus aujourd'hui qu'une floraison d'hôtels et de villas.

Les Romains en connaissaient déjà les délices : n'y a-t-on pas mis à nu les restes d'un temple de Diane et de gracieuses petites arènes dont les gradins descellés et les voûtes de pierres sans ciment ne servent plus qu'aux jeux enfantins? Dans cette nature devenue trop vernissée et policée, on découvre encore avec surprise une retraite sauvage de chênes verts avec des allées bordées de cyprès. Ce bois occupe le sommet de la colline et fait partie de l'ancien domaine des Franciscains, dont le monastère, épanoui autour de deux cloîtres intérieurs, s'adosse à une chapelle à la façade rose d'un faux gothique, surmontée de cinq clochetons à jour. Façade amusante, décorée de fresques un peu voyantes, façade à l'italienne, mais les Italiens ont su donner de la gentillesse au style rococo et réussi à communiquer à la pieuse ogive un air plaisant et presque gai. A l'intérieur, trois tableaux de Louis de Bréa, le maître de Nice qu'on a pu appeler « le promoteur de la Renaissance en Ligurie », retiennent le visiteur comme les fameuses fresques du couvent de Saint-Marc : une Crucifixion, avec une Jérusalem ceinte de remparts et un Saint Sépulcre en forme de rotonde; une Pieta aux mains jointes entre un saint Martin trop lourd et une sainte Catherine trop guerrière, et surtout une Mise au tombeau qui rappelle celle de Quentin Metsys, gloire du musée d'Anvers, et dont la Vierge, image de l'humanité souffrante, est comme le dernier hommage rendu par l'artiste au cœur de la femme dont il avait peint avec tant d'enthousiasme la jeunesse et la fraîcheur, la grâce et la pureté, dans sa Madone du Rosaire qui est aujourd'hui à l'église de Briançonnet.

Sur la place qui est devant l'église et qui est plantée de trois ou quatre vieux arbres, si vénérables et patinés qu'on a de la peine à reconnaître à leur tronc leur essence, se dresse la colonne torse qui porte le fameux Calvaire du XV^e^ siècle. Au centre est le Christ aux ailes de cygne, et sur les bras de la croix, à l'extrémité, sont inscrites en des médaillons, d'un côté les figures de saint Bonaventure et de saint Bernardin, et de l'autre celles des deux saints d'Assise, Claire et François. Ce monument de pierre est, après les tableaux de Louis de Bréa, la curiosité de Cimiez, avec, toutefois, le cimetière voisin qui n'aurait rien que de banal sans les dates des tombes qui accusent d'innombrables quatre-vingts ans, en sorte que Cimiez serait, pour la salubrité de l'air et la douceur du climat, un des endroits du monde où l'on oublierait de mourir.

La villa de M^me^ d'Aumont, que son mari avait baptisée en son honneur *villa Béatrice*, — il y avait déjà tant d'années, peu après leur mariage, — est la mieux située de toute la colline où elle s'avance en éperon, et peut-être la plus justement réputée pour ses parterres. Elle recouvre, paraît-il, l'emplacement que le palais de l'ancien préfet romain occupait. Du petit bois des Franciscains qui la borde, elle s'étale en pente douce du côté de la mer que la petite hauteur de Montboron partage. Elle-même n'est qu'un grand bâtiment carré, d'heureuses proportions, avec un toit plat, et l'ornement de quelques bas-reliefs à l'antique. Mais elle domine toute la baie des Anges, et les jardins sont une merveille. Le comte d'Aumont s'était complu, en les dessinant, à retracer avec des fleurs la couleur et le dessin des tapis persans. Les palmiers, les orangers, les citronniers achèvent la transposition au pays des Mille et une nuits et sous leurs voûtes légères laissent apercevoir le bleu des eaux et du ciel qui se touchent et s'opposent, l'un plus foncé, l'autre plus vaporeux. Le passant qui, de la grille en fer forgé, jette un coup d'œil sur ces entrelacs savants de cinéraires multicolores, de myosotis, de pensées, de cyclamens, de pâquerettes, d'œillets, de giroflées, de genêts et de roses, n'imagine pas que le bonheur ne soit pas l'hôte de ces lieux enchantés et se retire, s'il n'est pas de la race inaccessible à l'envie, avec cette convoitise que nos temps démocratiques font croître comme une mauvaise herbe.

Le bonheur, oui sans doute, Béatrice Châtelay l'avait connu

durant quelques années, ses premières années de femme, quand René d'Aumont l'avait arrachée au monde sérieux et riche des *soyeux* de Lyon auquel elle appartenait, pour l'emmener en Syrie et en Perse, où il continuait ses recherches archéologiques qui le conduisirent tout jeune à l'Académie des Inscriptions Encore, à distance, après ce qui s'était révélé, n'en pouvait-elle plus être certaine. Les malheurs qui nous broient le cœur ne nous dépouillent pas seulement du présent : trop souvent, ils nous font douter du passé et modifient ce qui nous semblait définitivement acquis. Ainsi la lumière de sa vie, son mariage, risquait-elle de s'éteindre.

Pourquoi René était-il venu la chercher, la conquérir, la prendre? Ne l'avait-il pas aimée, comme elle l'avait cru ? L'héritage paternel ne suffisait pas sans doute à ses coûteux voyages scientifiques, à ses découvertes, à son ambition. Voici que les livres qu'il avait consacrés, tout jeune, à l'art décoratif en Orient et en Extrême-Orient, attiraient sur lui l'attention de ces intelligents milieux lyonnais, — intelligents et souvent trop fermés, — qui ont créé, au palais de la Bourse et du Commerce, ce prodigieux musée des tissus où sont rassemblées les soieries les plus anciennes, — coptes, phéniciennes, byzantines, perses, arabes, — et celles des plus lointains pays, Chine et Japon, et les broderies du Moyen âge ou de la Renaissance les plus originales et les plus achevées. Là, elle l'avait rencontré pour la première fois, comme dans un temple. Il séduisait les marchands et les industriels par les commentaires dont il rehaussait, comme d'un fil d'or, ces richesses d'autrefois et d'ailleurs. Au sortir du musée, tandis qu'il passait, tel un mage d'Orient avec sa nouvelle Cour, sous l'horloge que décorent trois statues en marbre blanc, symboles de l'heure passée, de l'heure présente et de l'heure à venir, elle avait senti peser sur elle son regard. Certes, une dot princière la mettait sur le pavois ; mais ne l'avait-il pas alors distinguée pour elle-même de la multitude? Comment eût-elle résisté, non pas à son nom ni à sa notoriété grandissante, mais à son air romanesque et à ce don de répandre le goût de la vie autour de soi qui est le privilège dangereux de certains hommes? Même dans le plus noir chagrin, avait-elle le droit de gâter ces printemps disparus?

Le dépaysement qui les avait isolés au début de leur mariage leur avait été favorable à tous deux. La petite Lyon-

naise de la place Bellecour s'était épanouie et cultivée au côté de cet archéologue bizarre qui se servait de l'histoire pour peupler d'ombres des paysages trop lumineux et brûlés et en tirer des symboles, des religions, des poèmes et des contes. L'ancien élève de l'École des Chartes, à la suite des Clermont-Ganneau, des Vogüé, des Mariette et des Renan, se plaisait à allumer des lampes devant les innombrables divinités orientales qu'il arrachait aux ténèbres de la mort : Zeus Saphaténos, Madbachos et Selamanès, vénérés dans le massif du Djebel Semian près d'Alep ; la déesse Leucothea de Segeira, la déesse Asteria, ou l'Astarté palestinienne. N'avait-il pas eu la chance de dégager sur le rivage de Byblos les ruines d'un temple élevé en l'honneur d'un dieu coiffé des cornes et du disque, tenant le sceptre et qualifié de *dieu des pays étrangers*, et d'entrer, sous son égide, à l'Institut avant d'avoir atteint sa quarantième année? Ne pouvait-elle revivre en sécurité cette période heureuse de sa vie où elle avait accompagné son cher mari, le jeune et déjà illustre savant, dans ses chevauchées au delà de Damas et d'Alep, vers les déserts de Palmyre ou vers l'Euphrate et ce *couvent des forêts* qui est devenu Deir-ez-zor? Alors, il ne voyait pas au delà d'elle et de ses fouilles dans la terre des rois et des dieux. Pourtant, — pourtant elle se rappelait certaines expressions insatisfaites, certains silences déçus, certaines absences d'un esprit toujours en mouvement, qui la laissaient bien loin en arrière, où il se retirait comme dans une solitude.

Puis le couple était revenu en France. Les voyages n'ont jamais qu'un temps. Il laissait au cimetière chrétien de Damas, comme pour l'attacher davantage à la Syrie, une petite tombe, celle d'un enfant mort après quelques mois, et qui ne devait jamais être remplacé, la jeune femme ayant contracté, à la suite de ce deuil, un état de langueur qui avait nécessité le retour et qui peut-être avait commencé de détacher son mari. Peut-être, car, en somme, elle n'avait jamais rien su de précis à son endroit, sinon la tendresse des premières et la confiance des dernières années.

Ils avaient créé sur la Côte d'Azur, où ils passaient l'hiver, ce joyau de la villa Béatrice à Cimiez. Là, René d'Aumont devait mourir après avoir échappé à la guerre qu'il avait faite d'un bout à l'autre sans blessure, mais qui sans doute l'avait épuisé et livré, tout débilité, à la maladie. Mais la séparation

par la mort n'est pas toujours la plus cruelle : Béatrice en avait connu plus tard une autre...

Ce dimanche des Rameaux, Béatrice d'Aumont apparut, toute tremblante, sur la terrasse qui domine, devant la villa, les marches d'accès au jardin. Elle pressa dans son petit sac une lettre froissée qu'elle venait de lire et qui avait dû la bouleverser, puis elle explora des yeux les allées de sable fin roulées comme un tennis, et si bien ratissées que la moindre trace de pas s'y fût marquée. Ce parc trop beau, où des glycines mauves ou des roses s'enroulaient aux troncs des vieux oliviers le long de la terrasse, n'était point fait pour des jeux d'enfants, mais pour la promenade en petits souliers de satin d'infantes royales gardées par tous les protocoles. N'y voyant personne, elle appela, doucement, puis plus fort :

— Renée! Renée!

Qui donc portait ainsi le nom de son mari ? Ne recevant pas de réponse, elle descendit rapidement et, après avoir tournoyé sous les palmiers, elle s'orienta brusquement vers la grille d'entrée d'où lui parvenait un concert de petites voix. L'eau qui jaillissait des tuyaux d'arrosage pour humecter les pelouses et les parterres se changeait en collier mouvant de pierreries aux rayons du soleil. Une enfant, déjà grande, qui n'était pas encore une jeune fille, une fillette de treize ou quatorze ans, lui montrait de dos ses cheveux blonds qui bouclaient et se tenait des deux mains aux barreaux, parlementant avec un groupe de gamins qui, du dehors, s'était approché, hypnotisé par les massifs.

— Renée, je te cherche, répéta-t-elle, un peu essoufflée.

Et la fillette, se retournant, lui répondit, comme pour la gronder d'un excès d'alarme :

— Maman, je n'étais pas bien loin.

Que serait plus tard cette enfant, déjà si attirante par une grâce sauvage et contenue ensemble, et surtout par des yeux sombres dans un visage de blonde, pur et délicat, des yeux qui semblaient supplier les objets de ne pas les froisser, de correspondre à leur vague désir informulé et peut-être destiné à demeurer informulable?

— Que fais-tu là? demanda Mme d'Aumont, étonnée du colloque avec ces petits vagabonds.

— Eh bien! ils voudraient entrer, expliqua-t-elle en désignant ceux-ci.

Béatrice, scandalisée, protesta :

— Entrer chez moi, chez nous ?

— Oui, maman, ne te fâche pas. C'est le jour des Rameaux. Alors ils désireraient couper des branches de buis, et aussi des palmes. Quelques palmes. Ne veux-tu pas?

C'était presque une profanation qu'elle demandait. Introduire huit ou dix polissons, recrutés on ne savait où, dans un jardin aussi parfait, comment pouvait-elle oser? Elle connaissait, sans doute, son pouvoir, car elle ajouta :

— Ils seront sages. D'ailleurs, je les conduirai.

Mme d'Aumont, avant d'approuver, caressa les cheveux bouclés et murmura :

— Ma chérie, tu ne me quitteras pas.

— Oh! pourquoi tu pleures?

— Pour rien. Qu'ils entrent, vite, et surveille-les. Dépêche-toi, pour ne pas arriver en retard à la messe qui commence plus tôt aujourd'hui à cause de la bénédiction des Rameaux, et de l'Évangile. Tu iras te préparer et tu n'oublieras pas ta quinzaine de Pâques pour suivre l'office.

Mais on ne l'écoutait plus. Par la grille ouverte, la petite Renée avait introduit ses étranges compagnons et les dirigeait vers la bordure de buis. Tel était son pouvoir, en effet, et peut-être aussi le prestige de l'art des jardiniers qui avait su imposer tant d'ordre et de régularité à la nature, que le groupe d'enfants avait perdu toute assurance et qu'ils eussent même, sur un signe de leur conductrice, quitté leurs souliers pour moins peser sur le sable fin. Mais comme ils passaient sous un cerisier en fleurs, un maladroit secoua l'arbre et toute une averse blanche et rose tomba sur eux. Ils prirent peur, comme d'un crime.

— Ce n'est rien, les rassura le petit chef : il y aura toujours assez de cerises.

Les fruits ne passent jamais la promesse des fleurs. Mme d'Aumont, de loin, avait suivi la scène. Elle dévorait des yeux celle qui l'appelait maman, comme si elle n'en voulait rien perdre, comme si elle ne l'avait pas vue encore, comme si elle ne devait pas la revoir le matin, le soir et toute la journée. Et quand les gamins s'en furent avec leurs branches, tout heureux et tout disciplinés, ils défilèrent devant la vieille dame immobile à la

même place, — la vieille dame qui n'avait guère dépassé la cinquantaine et qui leur souriait comme si elle les autorisait à revenir dans le beau jardin mystérieux et clos.

— Tu n'es pas prête, maman, constata la petite Renée. Je serai habillée avant toi.

Elles gravirent ensemble l'escalier, puis l'enfant s'échappa. Elle reparut toute printanière, avec un manteau clair, un petit béret qui laissait passer les boucles, parce que les chapeaux à la mode ne conviennent qu'aux cheveux courts, et le gros livre d'heures à la main. Mme d'Aumont, toujours en noir depuis son veuvage, la rejoignit en hâte, et toutes deux prirent le chemin de la chapelle voisine des Franciscains.

C'était sur la petite place un grand brouhaha de marchands de palmes et de branches de buis qui guettaient l'arrivée des automobiles. Leurs nouveaux petits amis leur en offrirent et ne voulurent pas d'argent. La colline de Cimiez remplissait la petite église. Mais, après la messe, Mme d'Aumont renvoya sa compagne :

— Tu sauras bien rentrer toute seule. C'est si près!

— Oh! voyons, maman.

Et la voilà partie, toute fière de son indépendance, et suivie des chers yeux vigilants jusqu'au tournant de l'étroit chemin à l'extrémité de la place. Quand elle eut disparu, Mme d'Aumont gagna le cloître et demanda le Père Placide au sacristain qui gardait la porte. Le Père, qui la connaissait dès longtemps, se rendit à son appel :

— Ce que j'ai à vous confier est confidentiel et secret, murmura-t-elle, comme si elle avait peur tout à coup de sa démarche. J'ai besoin d'un conseil urgent.

Le religieux l'emmena dans le parc qui, repris par la ville de Nice, va être transformé en un jardin public.

— Il y a du monde, remarqua-t-elle.

Étonné, le Père Placide sourit à ce besoin de solitude :

— Il nous reste le petit bois.

L'unique petit bois de chênes verts qui couronne la colline, avec ses allées bordées de cyprès, est un asile sûr. Personne n'y va plus. Mme d'Aumont avait tiré de son sac à main la lettre froissée. Sa figure angoissée révélait un trouble intérieur qui devait être bien profond pour qu'elle ne pût le dissimuler, quand elle avait, dès son enfance lyonnaise, contracté l'habi-

tude de dominer sa plainte ou sa peine. Et ce visage tourmenté faisait contraste avec la sérénité du vieux franciscain à barbe blanche qui portait si équitablement son nom de Père Placide. Il ne la laissa pas commencer :

— Avez-vous retenu, madame, ce verset de psaume à l'office de ce matin : *Bonum mihi quia humiliasti me, ut discam justificationes tuas. Il m'a été très utile, pour apprendre vos préceptes, de tomber dans l'affliction* ? Ce que nous redoutons comme un mal, bien souvent nous est donné par Dieu pour l'aliment de notre vie. Ne craignez pas, madame. Vous avez déjà porté votre croix : les ailes du cygne vous aideront à achever le chemin.

Étonnée et déjà calmée à demi sans qu'elle eût rien expliqué encore, elle parla tout autrement qu'elle ne s'y était préparée à celui qui déjà connaissait toute sa douleur passée :

— Mon Père, j'ai besoin de votre secours.

— Le secours de Dieu, madame, non le mien.

— Ce matin, cette lettre m'est parvenue. Que vais-je devenir, mon père ?

— Dites-moi ce qu'elle contient, car il ne m'appartient pas de la lire.

— Eh bien ! Mme de Croisy est guérie de sa... de sa maladie. Cette fois, elle en est sûre et ne craint pas les rechutes. Elle va venir ici, le jour de Pâques, dans huit jours. Elle emmènera la petite Renée. Comprenez-vous, mon père : elle emmènera la petite Renée, ma fille.

— La sienne, mon enfant.

— Oh ! la sienne pendant un an, et la mienne depuis douze. Ce n'est pas possible, non, ce n'est pas possible

Et Mme d'Aumont, accablée, s'assit sur le banc de pierre qui est au bout de l'allée de cyprès. Le vieux franciscain s'assit près d'elle et, la voyant désespérée, il lui prit la main un instant, comme s'il retenait au rivage une malheureuse entraînée par une vague de fond.

— Oui, Dieu vous demande un terrible sacrifice.

— Mais je n'y consentirai pas, mon Père. Comment pouvez-vous croire que j'y consentirai ?

— Qu'avez-vous donc décidé avant de venir me voir ?

— Partir. Je partirai. Le *Général-Bonaparte* appareille demain soir pour la Corse. J'emmènerai Renée sans dévoiler à

quiconque le lieu de notre retraite. Valentine de Croisy ne trouvera personne à la villa Béatrice. Il faudra bien qu'elle s'en aille comme elle est venue, toute seule. Et s'il le faut, nous irons plus loin encore. Nous irons jusqu'en Amérique. La distance, les mers me défendront contre cette injustice.

Elle s'était exaltée en parlant. Elle avait oublié que déjà le sort l'avait humiliée et contrainte, et que de cette contrainte même elle s'était redressée, moins malheureuse et même avec une sorte de bonheur en deuil. Il attendit quelques instants avant de lui répondre :

— C'est le jour des Rameaux, madame. Cette branche de buis que vous portez à la main est bénite. Il est dit encore à l'office : *Deprecatus sum faciem tuam in toto corde meo : miserere mei secundum eloquium tuum. J'ai imploré votre assistance de tout mon cœur ; ayez pitié de moi selon vos promesses.*

— Mais Dieu n'a pas pitié de moi.

— Qu'en savez-vous?

— Comment ! J'ai accepté cette enfant quand Mme de Croisy, ma cousine, est devenue folle après la mort de son mari tué en Alsace aux premiers jours de la guerre. Je l'ai gardée, quand j'ai su de qui elle était la fille.

— Vous l'avez gardée à cause de cela.

— Oui, mon Père, j'ai pu pardonner à mon mari sa trahison. Mais à elle...

— A elle, aussi, vous avez pardonné.

— Oh ! ne me croyez pas meilleure que je ne suis. J'ai pardonné parce qu'elle était absente, parce qu'elle ne pouvait pas revenir, parce qu'elle ne reviendrait jamais, parce que les médecins la croyaient incurable.

— Nos maladies ne nous appartiennent pas, madame.

— Ils la disaient incurable, comme l'impératrice Charlotte qui a survécu soixante ans à sa raison. Et voici qu'elle revient, après douze ans. Mais de quel droit veut-elle me ravir ma fille?

— Sa fille. Vous l'oubliez toujours. Quel étrange besoin de propriété nous avons donc tous !

— Il y a des maternités spirituelles, mon père, tout aussi fortes, tout aussi indéracinables que les maternités de la nature. Et d'ailleurs, cette enfant, ma douleur l'a mise au monde une seconde fois.

Elle s'arrêta, sentant venir les larmes et désirant ne pas

s'attendrir. Le Père Placide en profita pour tâcher de mettre de l'ordre dans ses pensées :

— Puisque vous êtes venue me consulter, vous n'êtes pas décidée à cette fuite en Corse. Il ne faut jamais fuir, madame. La fuite n'est pas une solution. Elle recule le dénouement, et la plupart du temps elle le gâte. C'est votre mari, n'est-ce pas, si je me souviens exactement, qui, après le décès de M. de Croisy, son cousin, et après le premier accès de Mme de Croisy, vous demanda si vous ne consentiriez pas à vous charger de leur enfant abandonnée.

— Oui, mon père, mais je l'avais déjà recueillie. Valentine, en ma présence, a montré de tels troubles mentaux que je ne pouvais lui laisser la petite Renée, alors âgée d'un an. Ainsi l'ai-je emportée.

— Cette générosité vous sera comptée, madame.

— Elle fait mon malheur.

— Qu'en savez-vous? Pourquoi toujours juger sur une peine qui passera?

— Non, je n'ai pas été généreuse ce jour où, ma pauvre cousine divaguant, j'ai pris sa fille dans mes bras: toute autre eût pareillement agi à ma place. C'est plus tard, bien plus tard, quand, mon mari n'étant plus là, j'ai découvert son secret que je n'avais pas soupçonné. Mais Renée était aussi sa fille à lui. L'élever à moi seule, n'était-ce pas réparer à sa place? Tandis qu'on vient me la prendre.

Et plaintivement elle ajouta :

— Je m'étais recomposé une seconde vie avec cette enfant. Elle était mon but et mon avenir. Elle représentait aussi un lien posthume avec mon cher mari à qui j'avais pardonné. J'avais fini par oublier de quelle femme elle tenait le jour. Ne trouvez-vous pas qu'elle ressemble à son père, à son vrai père et non pas à celui dont il faut bien qu'elle porte le nom, à moins que je puisse l'adopter? Elle a son même regard un peu inquiet et jamais satisfait, ce regard que j'aurais dû comprendre et qui s'en allait au delà. C'est la même ardeur à vivre, la même puissance de séduire. Tout à l'heure, si vous l'aviez vue, dans le jardin, mener une troupe de garçons au doigt et à la baguette, rien que par son petit air conquérant! Ils n'auraient pas osé bouger sans sa permission, ni couper une fleur, ces petits sauvages. Ah! qu'il était passionnant de constater ces

ressemblances, de retrouver en elle celui que j'ai perdu, malgré toute sa cruauté d'outre-tombe ! Et j'essayais de lui transmettre, avec le goût de la piété, un peu de discipline. Il m'aurait approuvée. Que va-t-elle devenir avec l'autre? Mais, mon père, c'est une âme qui va se perdre, n'y songez-vous pas? Valentine était sans religion avant de devenir sans raison. Pouvons-nous lui laisser diriger cette éducation, quand elle ne sait pas se diriger elle-même? Qui nous dit qu'elle ne retombera pas dans sa démence, comme elle y est déjà retombée ? Vous aussi, vous devez réfléchir à cette menace qui pèse sur nous. Vous voyez bien que je dois me défendre contre cette intruse.

Le Père Placide, à nouveau, s'efforça de la calmer :

— Une mère n'est pas, ne peut pas être une intruse, ma chère fille. Mais il faut de toute évidence que Mme de Croisy donne des gages de sa guérison pour reprendre chez elle une enfant qui vous a été confiée en de si tragiques circonstances. Dans quels termes est conçue sa lettre?

— Je vous ai offert de la lire. Le ton en est parfait, naturellement. Ma cousine y a même joint un certificat de son médecin, constatant qu'elle est pleinement autorisée à reprendre une vie normale et que, preuve suprême de la guérison, elle analyse elle-même l'état de dépression prolongé d'où elle est sortie. Le conseil judiciaire qui lui avait été donné pour l'administration de ses biens a été levé. Elle a voulu attendre le résultat d'une cure supplémentaire à Valmont, en Suisse, dans une maison de retraite au-dessus du lac Léman, afin d'être sûre de ses nerfs et de sa sensibilité avant la suprême démarche, sa démarche maternelle.

— Elle vous dit tout cela?

— Tout cela, et bien autre chose. Elle m'exprime dans les termes les plus affectueux sa reconnaissance, elle se désole de me retirer une enfant qui est devenue la mienne plus que la sienne, elle me promet de me la ramener souvent, et me supplie de lui laisser remplir ses devoirs de mère, son seul rattachement à la vie.

— Cela est bien, madame : ne l'estimez-vous pas ainsi?

— Des mots, des mots, des mots, mon père. Elle me vole ma petite Renée.

— Dites-moi, madame : ignore-t-elle que vous connaissez son secret ?

— Sans doute, mon Père.

— Avant son accès de folie, quelles relations aviez-vous avec elle?

— Mais les plus amicales. De ma part surtout. Elle restait toujours un peu sur la réserve. Je m'en suis rendu compte plus tard, — plus tard, quand j'ai su. Mon mari avait beaucoup d'amitié pour son cousin Hubert de Croisy. Celui-ci, qui était de son âge, ne s'est marié que longtemps après nous avec cette femme qui était à demi étrangère. Valentine, j'en suis sûre, l'a attiré, ensorcelé, envoûté. Elle avait une beauté offensante. L'enfant est née un an avant la guerre. Hubert, quand il a rejoint au premier jour le bataillon de chasseurs où il était capitaine de réserve, malgré son âge, — mais n'était-il pas ancien officier de carrière? — avait peut-être deviné leur liaison. Et peut-être s'est-il fait tuer. Il y avait du sang sur ce berceau, et n'avais-je pas lavé les taches?

— Comment savez-vous tout cela, madame?

— Par cette correspondance dont je vous ai déjà entretenu et qui m'est tombée dans les mains après la mort de mon mari.

— Vous n'eussiez pas dû la lire.

Mais Béatrice d'Aumont se leva du banc de pierre où ils étaient assis pour conclure avec véhémence :

— Comment voulez-vous que j'accepte de revoir cette femme? Elle m'a pris mon mari. Elle vient me prendre son enfant, le mien. Je ne puis me retrouver en sa présence sans mettre à nu le passé. Or, elle a peut-être besoin de ménagements. Cette entrevue n'est pas possible. Ou bien je partirai avec la petite Renée, ou bien je lui enverrai celle-ci à l'hôtel de Cimiez où elle va descendre, avec une lettre d'explications. Hors de ces deux éventualités, je n'en vois aucune autre. La seule pensée de la seconde me torture, et je ne me sens pas la force de l'exécuter. Il ne faut pas me demander cela, parce qu'il y a des sacrifices que nous ne pouvons pas accomplir, qui dépassent la force de nos épaules.

A son tour, le vieux moine se redressa. Mais son visage était transfiguré. Il avait posé le problème et, l'ayant résolu, il entendait bien en imposer la solution avec toute son autorité :

— Ma fille, prononça-t-il, écoutez-moi. Il y a une autre conduite à tenir, et vous aurez la force de vous y conformer. Il vous faut recevoir M^me^ de Croisy.

— Je ne puis.

— La recevoir, comme si vous ne saviez pas. Je vous connais, vous aurez ce courage. Vous en avez eu un plus grand, quand vous avez accepté l'infidélité du mort et quand vous lui avez pardonné, toute seule, au pied de la Croix, sans la possibilité de ces réconciliations qui sont la récompense des pardons de la terre. Donc, vous recevrez Mme de Croisy comme votre parente malade et guérie. Vous lui montrerez sa fille et ce que vous en avez fait. Vous lui direz : « Je me suis attachée à elle. Pourtant elle est à vous. Je vous la rends. Mais j'en ai le cœur déchiré. Si vous l'emmenez, ne la séparez pas entièrement de moi... »

— Ah! si elle l'emmène, qu'elle la sépare de moi pour toujours! Je préfère qu'on me l'arrache.

— Ne soyez donc pas romanesque, ma fille, reprit le prêtre. Dieu ne nous veut pas ainsi, Il nous veut doux et soumis. Saint François de Sales nous engage à accepter sa volonté sans restrictions, sans *si*, sans *mais*, sans arrière-pensée. Soyez calme, surtout vis-à-vis d'une convalescente. C'est aujourd'hui le jour des Rameaux, le jour des palmes. Promettez-moi que vous emporterez d'ici la paix dans votre maison et que vous y accueillerez comme une sœur l'intruse qui vous a fait tant de mal.

— Ah! mon Père, où donc en prendrai-je la force et le courage?

— En quittant le monastère vous repasserez devant le Calvaire et vous invoquerez le Christ sur la croix, le Christ au cygne, comme vous l'appelez. Il adoucira pour vous une entrevue aussi pénible, et peut-être et sans doute vous tiendra-t-il compte de votre bonne volonté.

Mme d'Aumont suivit sans répondre le franciscain qui la ramena à travers l'allée de cyprès jusqu'au jardin, puis jusqu'à la porte du couvent. Le tumulte intérieur qu'elle avait apporté se dissipait dans l'asile tout bourdonnant du soleil de midi.

— Allez en paix, lui dit encore sur le seuil le Père Placide, et n'est-ce pas dans l'Évangile l'adieu sans cesse renouvelé de Jésus à ses disciples et à tous ceux qui lui venaient apporter leur fardeau?

Avant de rentrer à la villa Béatrice, elle rendit visite, selon

le conseil qu'elle en avait reçu, au Christ de la petite place ; mais comment serait-elle en état de recevoir comme une sœur cette Valentine de Croisy sortie d'une si longue maladie mentale pour venir la déposséder de son dernier bien?...

BÉATRICE

Cette Semaine Sainte fut véritablement pour Béatrice la semaine de la Passion. Valentine de Croisy, dans la lettre qu'elle avait résumée au religieux, s'annonçait pour le samedi. Elle descendrait à Cimiez, dans l'hôtel le plus rapproché de la villa, proche les Arènes; elle tâcherait de reconnaître sa fille le jour de Pâques à la messe, tout en priant sa cousine de ne pas lui adresser de signal, et l'après-midi elle se présenterait. A distance, avec une grâce extraordinaire et une sorte de pudeur maternelle, elle redoutait de troubler l'enfant qu'elle n'avait pas revue depuis douze ans et qui lui serait rendue adolescente après avoir été quittée sans marche et sans parole. Elle demandait presque humblement que celle ci fût avec douceur préparée à ce retour, et puis elle s'efforçait de ne pas atteindre et peiner la mère d'adoption. Son embarras décelait une délicatesse affinée par la mystérieuse menace de la maladie, une sensibilité nerveuse peut-être excessive, mais une raison intacte et nul pressentiment de la découverte de son amour caché. Elle ne se doutait certainement pas que Béatrice, pour l'accueillir, dût oublier la double trahison de son mari et de son amie. Elle venait timide, effarouchée, craintive, mais confiante.

Comment avait-elle pu guérir après tant d'années, quand le vieux médecin qui l'avait soignée pendant la guerre, dans la maison de santé de Neuilly où il avait fallu l'interner après sa tentative de suicide, prononçait avec douceur et assurance un verdict de condamnation perpétuelle? Déjà une première fois, peu de temps après le décès de René d'Aumont, le docteur Charpent qui, libéré de l'armée après avoir fait toute la campagne, reprenait la direction de l'établissement, avait jugé l'amélioration de son état suffisante pour l'envoyer aux eaux de Divonne et pour autoriser son frère à l'emmener dans un château de Provence, au soleil. Là, que s'était-il passé? Béatrice, mal renseignée, ne l'avait jamais su d'une façon précise. Un deuxième essai de suicide, mais à la suite de quel

événement, de quelle hallucination, de quelle nouvelle? La malade avait-elle appris, trop brusquement ou inopinément, la mort de celui qu'elle aimait et ne pouvait-on supposer que le nouvel accès de mélancolie anxieuse, mêlé de délire, eût cette origine trop réelle? Son frère, le comte Axel Flygare, avait dû en hâte la reconduire à la maison de Neuilly. Six nouvelles années s'étaient écoulées depuis le second internement. Sans doute Mme d'Aumont avait-elle connu le voyage à Valmont, en Suisse, au-dessus du lac Léman : elle ne s'en était point trop préoccupée, voyant là un changement d'air favorable à la santé physique de la malade, mais n'imaginant pas qu'on oserait jamais, après un premier échec si lamentable, l'autoriser à reprendre une vie normale et surtout à assurer l'éducation d'une fille.

Et pourtant, n'était-elle pas avertie en quelque sorte de la possibilité d'une guérison tardive par les ouvrages de médecine qu'elle avait découverts, à sa profonde surprise, dans le cabinet de travail de son mari, comme si lui-même se fût posé la question et qu'il eût tenté de la résoudre scientifiquement? Les plus anciens aliénistes, Esquirol, dans son traité des *Maladies mentales*, et plus tard Guislain et Morel, citaient des exemples presque déconcertants. Elle avait trouvé cette note écrite de la main même de René avec la référence de Guislain, *Leçons orales sur les phrénopathies* : « On voit des aliénés se rétablir après dix ans, vingt ans de séjour dans les établissements... La durée de la maladie est certes d'un poids considérable dans l'appréciation de la curabilité ou de l'incurabilité de l'aliénation mentale. Mais, pour en déterminer la portée, il faut la mettre en regard des formes pathologiques et de l'âge du sujet... Je ne désespérerais pas aussi longtemps qu'une oblitération progressive de l'intelligence, en un mot qu'un état de démence ne soit venu se joindre aux caractères morbides. »

D'autres notes, encore, étaient prises sur les livraisons des *Annales médico-psychiques* qui s'étaient faites l'écho des deux batailles livrées à l'occasion du divorce dont les partisans les plus avancés voulaient introduire l'aliénation mentale parmi les causes légales. Le docteur Blanche, le docteur Sigaret, le docteur Chatelain, et le docteur Blanchard dans sa thèse de Montpellier, et combien d'autres citaient des cas, des observations de malades guéris sur le tard et contrariaient ainsi les

plans des législateurs qui voulaient élargir la loi Naquet. Était-il admissible que ces malades, tardivement guéris, trouvassent au sortir de l'asile leur foyer détruit, quand ils y revenaient avec toute leur raison et l'espérance de quelques années heureuses après les ténèbres? René d'Aumont avait souligné de nombreux passages parmi ses lectures et même il avait consulté l'un ou l'autre directeur d'asile d'aliénés : les réponses de plusieurs d'entre eux, le docteur Robert, médecin de l'asile d'Auch, le professeur Bravetta, médecin de l'asile de Milan, étaient nettement favorables. Mais Béatrice n'y voulait pas croire, attristée de surprendre son mari dans un tel état de sollicitude et dans une telle volonté de remédier au mal de Valentine. Elle-même, dans ces lourds traités de médecine qu'elle maniait malaisément, ne découvrait que des objections et s'assurait que les chances de guérison d'une psychose, — n'était-elle point parvenue jusqu'au stade des termes scientifiques? — étaient toujours en raison inverse de sa durée.

Elle reprenait sans cesse la menaçante lettre pour y découvrir quelque désarroi, un manque de suite dans les idées, un oubli d'enchaînement ou de logique qui lui pourraient dénoncer quelque symptôme déraisonnable. La femme qui avait écrit ces dix pages d'une écriture ferme et serrée, s'affirmait de toute évidence parfaitement lucide. Les nuances de la langue, ni celles du sentiment ne lui étaient cachées. L'intelligence, d'ailleurs, n'est pas atteinte chez les malades de cette catégorie qui, très souvent, continuent de lire, de s'adonner à la musique, de causer même, sans que nul trouble apparaisse, mais qui, le plus souvent, sont devenus incapables d'utiliser cette faculté demeurée intacte et se laissent flotter à la dérive sans s'accrocher à aucune planche de salut. L'intelligence subsiste, mais la volonté est détendue comme un arc brisé, et la sensibilité ne peut supporter rien de ce qui touche de près ou de loin à l'origine du mal. Pauvres êtres incomplets qui refusent de quitter le lit, de manger, de s'habiller, qu'il faut gouverner comme des enfants et chez qui le cœur est en sommeil comme dans une mort anticipée. Était-il donc possible de sortir de cette demi-léthargie et de récupérer ses puissances d'agir? Mais ne fallait-il pas se rendre à l'évidence, puisque Valentine réclamait sa maternité?

Chaque jour Mme d'Aumont, qui avait accepté le conseil du

Père Placide, voyait approcher l'entrevue avec plus d'effroi. Elle s'était replongée dans les ouvrages de science pour y trouver un secours et s'était heurtée aux recherches contraires de son mari. Il fallait bien admettre ce cas de guérison tardive, quelque extraordinaire qu'il parût après un intervalle de douze ans, même coupé en deux par un essai infructueux qui avait abouti à la deuxième crise. Mais qui pouvait garantir la durée de cette guérison? N'était-il pas inconcevable que, dans ces conditions, la loi permît la restitution de la fille à la mère? Les mineurs ne devaient-ils pas être mieux protégés? Et même n'était-il pas à craindre que la vue de cette enfant inconnue déterminât chez Valentine un nouveau trouble mental? Guérie, sans doute elle l'était médicalement, mais pas au point de supporter le poids de toute une tragédie de famille.

Le temps passait, et Béatrice ne se décidait pas à prévenir la petite Renée, quand cet avertissement qui exigeait tant de précautions était son premier devoir de détachement, la première marque d'assentiment donnée à l'ordre du prêtre. L'enfant, de bonne foi, se croyait chez elle. Par une confusion presque impardonnable, sa mère adoptive se laissait aller devant elle à parler quelquefois de son mari, des travaux de celui-ci, de sa réputation, de leurs voyages en Syrie et en Perse, sans prendre garde que cette jeune attention éveillée se pliait à ses moindres paroles. L'orpheline s'était donné tout naturellement son vrai père, achevant ainsi les complications de sa naissance. Au contraire, la malheureuse Béatrice se roulait désespérément dans sa maternité menacée comme un corps refroidi dans une chaude couverture et ne voulait rien perdre des derniers jours d'intimité qui lui étaient accordés. Sans cesse elle ajournait la difficile confidence et ne se décidait pas à abdiquer.

Le Jeudi Saint, après avoir communié à l'église des Franciscains, elle s'inclina pourtant devant cette abdication nécessaire, et pour s'y contraindre, elle s'enferma dans le cabinet de travail de son mari qu'elle avait laissé intact, afin de revivre tout son passé et de lui soumettre le présent. Ce fut une longue méditation, et combien douloureuse!

Elle se revit débarquant à Alexandrie d'Égypte, la « ville amphibie », avec son mari d'un mois à peine. Il s'était amusé sur le bateau de l'instruction qu'elle avait acquise en hâte pendant ses fiançailles sur l'histoire des Échelles du Levant et,

prenant plaisir à la développer, il lui en était reconnaissant comme du meilleur gage de tendresse. Il l'avait aimée, elle n'en pouvait douter, non avec ces violences et ces frénésies dont elle avait eu plus tard la révélation par sa trahison même, mais avec ce plaisir de vie commune, ce complément de soi, cette confiance qui forment un lien journalier si fort et incorruptible.

Que n'étaient-ils restés dans ces pays d'Orient, où des fouilles heureuses auraient dû retenir l'archéologue? Celui-ci, peut-être, sans doute, se serait alors contenté, pour satisfaire une ardeur que le mariage ne pouvait toute contenir, de ces exaltations que lui procuraient ses randonnées à travers les siècles écoulés quand il y découvrait quelque mystérieuse reine, quelque déesse inconnue dont il ne manquait pas d'imaginer les amours. Cette imagination de feu se serait alimentée aux trésors perdus de l'antiquité. Mais il avait fallu revenir pour recueillir un peu de renommée avec l'Académie des Inscriptions, les dons aux musées, les visites et la compagnie de ses pairs. Et la foudre était tombée sur eux, sans qu'elle en fût avertie.

Ils étaient créés l'un pour l'autre. *Ils* se ressemblaient. Par quel aveuglement ne l'avait-elle pas deviné? Par quelle savante hypocrisie, ou par quelle suprême attention de ne la point blesser à mort, avaient-ils pu le lui cacher? Nous vivons les uns près des autres, nous respirons chaque jour le même air, nous sommes liés par toutes les apparences et par une communauté admise, et nous ne nous connaissons pas : c'est l'éternelle énigme humaine, c'est l'éternelle solitude à quoi nous pensons échapper par l'amour.

Hubert de Croisy et René d'Aumont, unis par des liens de parenté assez éloignés, avaient ensemble passé leur jeunesse. Puis les garnisons du premier, le mariage et les voyages du second les avaient séparés. Hubert avait épousé beaucoup plus tard, et quand il approchait de la quarantaine, cette Valentine Flygare, — des comtes Flygare de Suède dont l'un fut un des fidèles compagnons de Charles XII dans la folle épopée, — aux grands yeux de sombre velours, si blanche qu'elle semblait issue d'une légende du Nord, ou d'un conte d'Andersen, celui de la sirène qui abandonne la mer, son empire, et qui reste sur terre protégée par les eaux comme une plante aquatique. Ce

n'était pas une union bien assortie, ni pour l'âge, ni pour les goûts. Mais il adorait sa femme, dont il subissait la domination et acceptait tous les caprices. Or ces caprices étaient sans bornes, comme sa fantaisie. On en riait en famille, quand on eut constaté que seule, la présence de René d'Aumont avait le pouvoir de la tranquilliser comme celle d'un grand frère aîné qui a gardé l'autorité de la race.

Béatrice d'Aumont avait ressenti, comme tout le monde, le charme de la bizarre étrangère. Elle se serait même liée davantage avec elle, sans la résistance de celle-ci, à la fois désireuse de lui être agréable et de l'écarter doucement de son intimité. Comment n'avait-elle pas lu dans ce double jeu, quand, dans le même temps, son mari changeait d'humeur, plus courtois et attentif avec elle qu'il n'avait jamais été, mais plus absorbé, plus distrait, plus enveloppé de ces *nuages de soleil couchant*, comme elle disait en Syrie pour le taquiner, et portant sur le visage un reflet de paradis ou d'enfer qui tantôt le rendait trop aimable et séduisant, et tantôt l'éloignait du monde des vivants. Mais elle croyait en lui avec tant de ferveur que nul soupçon ne l'avait effleurée et que même elle s'était fait scrupule de respecter ses absences plus fréquentes et son nouveau besoin d'isolement attribué à ses travaux d'orientalisme. Pouvait-elle être jalouse de reines ou de déesses mortes depuis deux ou trois mille ans?

Elle ne l'avait pas été davantage quand Valentine de Croisy avait désiré, — nouveau caprice, — qu'il fût le parrain de sa fille et qu'il lui donnât son prénom. Un an plus tard, les deux amis partaient à un ou deux jours d'intervalle, Hubert le premier, pour rejoindre, l'un un bataillon de chasseurs à pied, l'autre un état-major. Hubert était tué aux Trois-Épis, au-dessus de Colmar, lors de notre première entrée en Alsace, presque au début de la guerre, victime de son courage ou même de sa témérité, avait dit son commandant, car il s'était exposé presque sans cause, s'avançant trop vite, et seul, en éclaireur. Un peu plus tard, René, à la bataille de la Marne, envoyé sur sa demande en liaison entre l'armée Franchet d'Espérey et l'armée Foch, était blessé, mais légèrement, et refusait de se laisser évacuer. Y avait-il eu, entre les deux hommes, une course à la mort ? C'est à la suite de ces deux événements, et par conséquent plus d'un mois après le décès de son mari, que des troubles

mentaux avaient agité Valentine et contraint à l'interner.

« J'étais allée la voir, se souvenait Béatrice devant le secrétaire qu'elle n'osait encore rouvrir, à son appartement de la rue du Général-Foy, derrière Saint-Augustin, dans ce Paris désert que sauvait la victoire de la Marne. C'était dans la seconde quinzaine de septembre : je n'avais pas voulu partir et je sollicitais un poste d'infirmière dans un hôpital. A peine étais-je entrée chez ma cousine qu'elle se précipita sur moi. « Vous savez qu'il a été blessé : où a-t-il été blessé? » me questionna-t-elle avec avidité. Comment l'avait-elle appris? Je ne me le suis pas demandé alors. Elle aussi avait dû recevoir une lettre. Mon mari était mon univers : tout le monde devait être au courant de sa blessure. Je ne me suis pas demandé non plus pourquoi elle n'attendait pas mes condoléances sur la mort d'Hubert. Tout paraît naturel dans l'ignorance, et tout s'éclaire dès qu'on a la clé. Je lui dis que c'était au visage. « Ah! s'écria-t-elle, il vous l'a dit? Mais il n'est pas défiguré, n'est-ce pas? » Je la rassurai, quand j'aurais eu moi-même besoin de l'être. Les rôles étaient renversés. Et je crus voir, quelques instants plus tard, dans ce renversement même, le commencement de sa folie.

« Cette folie, je commençai de la redouter quand je lui parlai enfin de son mari. « Il s'est tué », m'affirma-t-elle catégoriquement, tandis que j'assistais, dans l'épouvante, à un bouleversement qui ne pouvait être que le prélude d'une crise. Comment pouvait-elle confondre un suicide avec une mort héroïque? Je m'en scandalisai sur le moment, craignant déjà son émotion grandissante et ne faisant aucun rapprochement entre ses questions sur René et le drame affreux, que je croyais imaginaire, évoqué par ma seule interrogation sur Hubert. Déjà, dans un geste de terreur, elle me montrait ses mains et son visage : « Voyez, voyez, s'écria-t-elle, il y a du sang. Il a saigné sur moi. Je suis toute couverte de son sang... » Et avec son mouchoir elle étanchait ce sang dont elle devait sentir la chaleur liquide. J'étais comme paralysée et n'osais pas intervenir. Tout à coup, elle alla chercher sa fille qui n'avait guère plus d'une année : « Elle aussi! elle aussi! elle est pleine de sang! » Elle la reposa sur le lit de sa chambre avec une expression d'horreur que je ne puis oublier, et si brutalement que j'accourus prendre dans mes bras l'enfant qui

poussait des cris. Ces cris, Valentine se bouchait les oreilles pour ne pas les entendre. Elle s'agitait d'une pièce à l'autre et prononçait des paroles incohérentes qui peut-être m'eussent déjà mise sur la voie de la vérité, si j'avais fait certains rapprochements, mais elles se mêlaient de détails pour moi incompréhensibles et d'appels de toutes sortes de bêtes, — crapauds et cigales dont j'ai découvert plus tard qu'elle avait entendu les crissements et les plaintes au cours d'un voyage qu'*ils* avaient accompli ensemble sur la côte des Maures et aux îles d'Hyères. Nous appelons trop souvent incohérences les choses dont nous ne saisissons pas d'emblée les rapports, quand tant de rapports entre elles, précisément, nous échappent.

« Dans ce premier accès d'égarement, le départ était bien difficile à déterminer entre ce qui reflétait la tragédie où elle se débattait et ce qui venait des ombres peu à peu recouvrant les clartés de la raison, ou plutôt des ombres livrées au vertige de la sensibilité déchaînée et recouvrant la raison impuissante. Je m'efforçai de la calmer. J'étais d'autant plus saisie et terrifiée que je la savais, sinon prédisposée, tout au moins démunie contre la catastrophe par des antécédents de race et de santé. Son père, un de ces géants du Nord qui cachent sous des puissances physiques de fatales névroses, s'était suicidé à la suite de pertes de jeu, malgré l'amour qu'il avait pour sa femme, épousée en France où il était resté et de bonne souche française, et celle-ci n'avait pas survécu longtemps à son malheur. Elle-même avait traversé, presque au début de son mariage, avant notre retour d'Orient et donc avant sa rencontre avec mon mari, un accès prolongé de mélancolie et de mutisme qui avait inspiré des craintes à son entourage. Rien de ces troubles intérieurs ne transparaissait d'habitude sur son beau visage clair, blanc et lisse comme un pétale de dahlia, ni sur son corps allongé et souple qui se déployait avec tant d'harmonie et rappelait ces images du Printemps que Botticelli a peintes. Je l'admirais alors comme une œuvre d'art. Et je ressentais un chagrin particulier à constater que l'œuvre d'art était brisée...

« Cependant, je m'étais approchée d'elle et je tentais de la retenir, de la prendre dans mes bras. Un instant elle consentit à s'asseoir. Déjà elle ne me reconnaissait plus. Comme je l'avais vu faire à son mari quand elle était contrariée parce qu'on

n'avait pas immédiatement cédé à ses exigences, je lui avais pris les mains et les gardais dans les miennes. Elle répétait un mot que je ne comprenais pas tout d'abord : *défiguré*, avec insistance, et je ne devinais pas qu'elle pensait encore à René et à sa blessure. Enfin elle m'échappa et s'en alla dans la rue, sans chapeau, au hasard. Nous la poursuivîmes, Greta, sa servante suédoise, et moi, sans parvenir à la rattraper. Entraînée aux sports, elle nous gagna aisément de vitesse et disparut. Ce quartier de Saint-Augustin était désert et personne ne nous aida dans notre poursuite. Rentrée chez elle, je téléphonai à la préfecture de police. Mon nom et la qualité de mon mari obtinrent une recherche immédiate. On nous la ramena le soir dans un état pitoyable. Elle avait été retrouvée au bord de la Seine où elle était descendue, où elle errait dans un dessein trop évident. Prostrée, indifférente, muette, elle ne révélait plus rien d'elle-même. Je passai la nuit à la garder. Le lendemain n'apporta aucune amélioration à son état.

« Après bien des démarches, je pus joindre son frère, de passage à Paris, et nous la transportâmes à la maison de santé de Neuilly, dans le parc de l'ancien château détruit de Louis-Philippe. L'asile était quasi abandonné. Il avait été vidé au moment de l'avance des Allemands. Le savant docteur Charpent qui le dirigeait, mobilisé, était aux armées. Il avait pu confier sa charge au vieux docteur Gaillardet, son prédécesseur, qui, pour lui rendre service, abandonna sa retraite. Deux ou trois malades étaient revenus. Nous installâmes Valentine dans un pavillon, devant une pelouse fleurie ombragée de quelques arbres. Elle semblait avoir toute son intelligence, si je lui parlais de lectures, de musique, de voyages. Mais le seul rappel de la guerre l'agitait et l'on ne pouvait faire allusion au mort, à mon mari, à sa fille même, sans que les symptômes de crise reparussent. Elle me répondait sans me reconnaître. J'étais pour elle une garde étrangère. Puis elle préféra l'isolement à mes visites, qui ne lui causaient plus que de la répulsion et de l'inquiétude. Peut-être une lueur de sa mémoire m'éclairait-elle et me mêlait-elle au drame où elle avait sombré, où moi-même je n'étais pas encore entrée.

« J'avais emporté chez moi l'enfant dont le comte Axel Flygare ne savait quoi faire... »

Béatrice d'Aumont en était là de ses souvenirs quand elle

voulut rechercher, dans un meuble de sa chambre, la lettre que son mari lui avait écrite, de l'armée, pour la prier, pour la supplier de prendre chez elle cette petite Renée dont le père reposait en Alsace et dont la mère, de chagrin, était devenue folle. Il connaissait par elle le trouble mental et pas encore la résolution qu'elle avait immédiatement exécutée. Pourquoi ne lui avoir pas immédiatement fait part de cette résolution? Craignait-elle donc d'être blâmée par lui et de contrarier, par cette présence enfantine, son repos au retour de la guerre? Cette lettre, relue, comme elle lui parut embarrassée et réticente, comme elle en appelait exagérément à une générosité si naturelle, comme elle savait être émouvante, car elle eût attendri un cœur de pierre! Et la suivante, après qu'il avait été rassuré, comme elle outrait pareillement la gratitude pour un acte d'humanité que toute femme bien née eût accompli à sa place! Il n'eût pas écrit de cette encre s'il ne se fût agi de sa propre fille et s'il n'eût redouté pour celle-ci l'abandon, l'indifférence ou les soins mercenaires. Et lors de sa première permission, avec quelle avidité il avait déchiffré la petite âme encore secrète, pris dans ses bras et bercé, comme une femme, le petit corps délicat! Béatrice le considérait avec une heureuse surprise, et presque de l'admiration dans ce rôle si nouveau pour lui :

— Ah! soupira-t-elle, non sans quelque sentiment d'envie dans ce retour en arrière, vous n'avez pas tant porté, à Damas, notre pauvre François! Vous eussiez été, si Dieu nous l'avait laissé, un père d'une tendresse incomparable.

— Mais, Béatrice, gardons celle-ci. Elle n'a que nous.

Et puis il s'en était allé rendre visite, seul, à la maison de santé de Neuilly où Valentine de Croisy était recluse.

— Vous a-t-elle reconnu? lui demanda sa femme au retour.

— Non, répliqua-t-il presque durement, sans donner d'explications.

— Alors, pourquoi y retournez-vous? reprit-elle le lendemain, comme elle s'étonnait de l'intention qu'il lui manifestait.

— J'ai promis.

— A qui? A Hubert?

— Oui, s'il mourait avant moi.

A l'abri de cette prétendue promesse, il passait à Neuilly une part de son temps, de ce temps avarement compté d'une per-

mission. Il devait s'y enivrer de mélancolie : n'avait-il pas fini par révéler que la folle lui passait les mains sur le visage, comme pour apprendre en tâtonnant ce qu'il pouvait être pour elle? Ou peut-être cherchait-elle une ressemblance que son égarement reculait sans cesse? Ou encore, imaginant que son amant avait été défiguré par sa blessure, tâchait-elle d'approfondir si cette vision était réelle? En sa présence, elle cessait peu à peu de s'agiter.

— C'est curieux, constatait le vieux docteur Gaillardet, vous lui faites du bien comme si vous étiez son médecin.

Un lien obscur demeurait entre eux, un lien demeuré charnel, car par l'imposition des mains il la calmait. Elle se contentait de cette présence et demeurait, quand il était là, immobile et douce, les yeux perdus dans un songe qui devait être vaguement heureux. Béatrice avait connu dans ses moindres détails ce phénomène de mystérieuse irradiation, — émanation ou survivance de l'amour, — par des lettres du directeur de l'asile retrouvées dans les papiers de son mari et qui lui rendaient à dates fixes un compte fidèle de l'état de la malade.

A chaque permission, les mêmes scènes se renouvelaient. Il se partageait entre son foyer maintenant enrichi d'un enfant, et le pavillon de la folle... Une fois, il voulut même conduire la petite fille à sa mère. Qui pouvait savoir si le choc de la rencontre ne serait pas favorable au retour de la raison? « Alors, je vous accompagnerai », avait déclaré Béatrice. Mais il l'avait écartée, sous le prétexte de la jalousie maternelle. L'entrevue n'avait pas donné de résultat. Valentine de Croisy n'avait pas reconnu le fruit de ses entrailles, n'avait jamais été plus absente. « C'est à désespérer », avait conclu René d'Aumont, qui était revenu tout désemparé et abattu, et sa femme avait regretté l'épreuve imposée à une sensibilité exacerbée par les fatigues de cette guerre prolongée. Puis la malade avait été emmenée en Suisse, dans un refuge confortable parmi les pelouses et les arbres, et René ne l'avait plus revue.

Cependant il ne cessait de témoigner à Béatrice la plus tendre confiance et à l'enfant un intérêt plus vif que les pères mêmes n'ont accoutumé d'en montrer. Ces années terribles, à distance, n'apparaissaient plus sans bonheur. Elle tremblait pour son mari, toujours exposé, mais elle croyait en lui aveuglément. Quand elle apprenait, dans les conversations de l'hôpital auquel

elle offrait ses services intermittents, si la petite fille de Valentine lui en laissait le loisir, quelqu'une de ces infidélités ou de ces basses liaisons éphémères que la séparation et la menace de la mort rendaient plus fréquentes, elle ne faisait pas de retour sur elle-même. Elle ne doutait pas de lui. Et de fait il affectait la plus profonde répulsion pour ces débauches qui déshonoraient l'arrière et se traînaient parfois jusque dans le voisinage du front, lui qui toujours avait défendu la passion et excusé l'amour. Elle se sentait fière de lui qui était si différent de la plupart des autres hommes.

Enfin, après l'armistice, libéré d'une obligation militaire qu'il avait remplie jusqu'au bout, et pour une bonne part volontairement, il avait en hâte emmené sa femme et l'enfant à la villa de Cimiez.

« J'ai tant besoin de soleil, de chaleur, de lumière, de paix, avait-il réclamé. Il me semble que nous sortons de jours si noirs. Et ma filleule jouera dans le beau jardin sur la mer... »

Avait-il dit : *ma fille*, ou *ma filleule* ? Il avait dû commencer par *ma fille*, et puis, effrayé lui-même de sa voix, il avait ajouté la finale.

Il s'était informé de Valentine de Croisy. Quand il sut qu'il n'y avait aucune amélioration dans son état déclaré alors incurable, il remit à un peu plus tard, dans son extrême fatigue, le voyage qu'il projetait pour l'aller voir. Le diagnostic du médecin qui la soignait ne laissait aucun espoir. Mais il refusait de l'admettre. N'avait-il pas, dans la guerre, visité des hôpitaux où l'on guérissait d'innombrables cas d'aliénation mentale causée par une commotion ? En vain lui objectait-on la différence des causes et des organismes. Il assurait qu'il saurait la guérir et réunissait tout un arsenal d'ouvrages médicaux où il pensait découvrir des preuves. La mort le devait devancer dans l'accomplissement de son projet.

Oh ! la douceur de ces derniers mois de Cimiez ! Béatrice n'y pouvait revenir sans verser des larmes qui n'étaient pas amères et qui même la soulageaient. Non qu'elle eût retrouvé le René d'autrefois. La guerre avait dû le transformer. Du moins attribuait-elle à la guerre cette transformation. Il n'avait plus, sauf quelquefois avec l'enfant, de ces accès de gaieté et d'insouciance qui, auparavant, lui restituaient le charme de la jeunesse persistante. Trop souvent, presque habituellement, il

s'absorbait dans ses mélancolies, ou s'isolait dans son cabinet de travail qui donnait au couchant sur les montagnes, tantôt plongé dans ses dossiers d'archéologie, tantôt les yeux perdus au loin, au delà de l'horizon. Cependant il n'achevait aucun travail, comme si le plaisir de la recherche et de ces reconstitutions du passé où il s'était complu n'existait plus pour lui. Il classait encore des papiers, des correspondances : ne l'avait-elle pas surpris, un jour qu'elle pénétrait, inquiète, chez lui, relisant des lettres qui s'entassaient les unes sur les autres, et les rejetant, d'un geste rapide et détaché, dans une grande enveloppe, comme pour s'en débarrasser et les écarter de sa vue? Oui, sans doute, il était changé, atteint dans ses forces vives, sans puissances de réaction, et n'était-ce pas naturel, après quatre ans et demi d'une épreuve supportée bravement malgré l'âge, car la cinquantaine le menaçait. Béatrice se promettait de l'entourer de tant de soins que peu à peu il reprendrait goût à la vie, à son œuvre inachevée. Déjà n'en recevait-elle pas la récompense? Il la traitait avec tant de grâce, tant de gentillesse, une telle confiance, l'appelant si souvent : « mon amie, ma grande amie, ma seule amie... », lui prenant affectueusement le bras pour l'emmener au jardin et rester avec elle, au soleil d'hiver, à regarder la baie des Anges, longtemps, sans parler. Est-il nécessaire de parler, quand on s'entend si bien ensemble? Leur intimité ne s'étendait pas au delà de cette amitié réciproque, de cette concorde parfaite qui donne à la présence une influence de douceur et de paix. Déjà, auparavant, cette intimité était-elle plus ardente, soit qu'elle-même, dans un état de santé plus languissant, plus précaire, eût esquissé ce mouvement de retraite qui sépare à un moment donné les chambres des époux et non les cœurs, soit que plutôt il eût paru se désintéresser le premier de la vie commune pour lui substituer l'amitié. Mais quand l'amitié s'appuie sur tant de souvenirs, sur de si chères années étroitement unies, comment ressemblerait-elle à une autre? Unique et tendre, n'est-elle pas encore une forme de l'amour, non la moindre sinon la meilleure?

Mme d'Aumont ne pouvait dans sa méditation se détacher de ces derniers mois. La mort était au bout, et la découverte pire que la mort. Elle ne se décidait pas à y arriver. La cloche sonna pour le déjeuner qu'elle n'avait pas achevé ce voyage au pays du passé. Quand elle descendit, elle trouva la

petite Renée en larmes et s'informa en hâte de son chagrin.

— C'est au couvent, expliqua-t-elle. Madeleine de Portis m'a dit que je m'appelais d'un autre nom.

— D'un autre nom ? répéta machinalement Béatrice, étonnée et déjà inquiète.

— Oui, maman, d'un autre nom que toi.

C'était l'occasion que le hasard, — une méchanceté de ces enfants qui savent tout, parce qu'ils écoutent les conversations des grandes personnes sans les bien comprendre, — lui fournissait précisément quand elle cherchait une entrée en matière. C'était l'occasion : elle la laissa passer, parce qu'elle n'était pas préparée à la saisir.

— Un autre nom ? Le mien ne te va-t-il pas ?

— Comme si l'on n'avait pas toujours le nom de sa mère !

Et il n'en fut plus question pendant le repas. L'enfant, vite rassérénée, avait repris sans retard cette gaieté exubérante qui chez elle s'arrêtait brusquement à la moindre impression d'hostilité et même d'indifférence.

Ah ! qu'il est préférable de se fier à la vérité ! Sait-on jamais où l'on s'embarque avec les complications du mensonge ? Mais la vérité n'est pas toujours accessible ni supportable. Elle est voilée tout autant par les scrupules que par les tromperies. On a bientôt fait de flétrir les hypocrisies sociales, quand elles recouvrent souvent plus de respect de soi et des autres que tous ces étalages venus du sans-gêne ou du cynisme.

Pourquoi Mme d'Aumont avait-elle laissé croire à la petite Renée qu'elle était sa fille ? Pour éviter d'effrayer sa précoce imagination avec la folie de la vraie mère ? Oui, évidemment N'était-ce pas plutôt encore à la suite de cette découverte qu'elle-même avait faite et pour se venger de la trahison d'amour par un excès d'amour qui substituait sa propre maternité spirituelle à la maternité de la chair ?

Mais l'après-midi, après le départ de l'enfant qui retournait à son pensionnat, elle n'eut pas le courage de reprendre ses souvenirs au point où elle les avait abandonnés. Elle attendrait le lendemain qui était le Vendredi Saint, pour porter sa croix. Elle passa la fin de la journée à s'imposer des tâches actives et dirigea le travail des jardiniers qui complétaient le dessin des corbeilles et des massifs selon les plans de son mari. Le soir la surprit au jardin, accoudée, sous l'ombre d'un chêne géant, à la

balustrade qui donne sur la mer, cette mer presque déserte de Nice où, de loin en loin, surgit quelque solitaire voilier.

— Ah! soupira-t-elle, je n'aurai jamais ce courage...

Et des yeux elle chercha la Corse que l'on aperçoit de la Corniche quand l'air est pur. C'était un de ces admirables couchants qui laissent des traînées d'or en bordure des montagnes, et des reflets violets sur les eaux. Les fleurs embaumaient tant qu'il semblait que leurs parfums devaient être visibles, comme la fumée qui monte de cassolettes d'encens. C'était une de ces soirées toutes palpitantes du bonheur de vivre. Elle songeait aux jours de Damas et de Palmyre, la reine morte des sables roses. Elle oubliait sa douleur. Et puis elle n'eut plus que ce cri de détresse : *René, Renée*, qui s'adressait à la fois au mort et à la fille du mort.

La fille du mort ne pouvait être qu'à elle. N'était-elle pas son suprême héritage ? Ne lui avait-elle pas été léguée ? Partir, partir avec elle, éviter la rencontre avec Valentine de Croisy : de nouveau ce plan s'imposa à Béatrice. Elle rentra en hâte pour chercher un indicateur de la Côte d'Azur. Le samedi, dans la matinée, il y avait encore un départ pour la Corse. Rien n'était perdu : la fuite restait possible. Personne ne serait prévenu. Une automobile de louage conduirait au port les fugitives. Les valises seraient bientôt prêtes, sans le secours de la femme de chambre. Elle laisserait une lettre d'excuse, incertaine et vague, pour la revenante, une lettre avec des fleurs, avec toutes les fleurs du jardin. On pouvait bien saccager le jardin, quand on emportait l'unique fleur vivante, cette enfant qui n'appartiendrait pas à deux mères et ne serait pas déchirée...

HENRY BORDEAUX.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

MONSIEUR VINCENT

AUMÔNIER DES GALÈRES

II [1]

CHEZ LES GRANDS DE LA TERRE

A ROME

Rejoignons notre libéré où nous l'avons laissé, à Rome. S'échapper « d'un petit esquif », pour aborder après les rapides et lumineuses escales d'Aigues-Mortes et d'Avignon, dans la Ville éternelle, au port de la chrétienté, quelle fortune échue à une âme comme celle de Vincent !

De la Rome pompeuse, embellie et surornée par la munificence artistique des papes, le nouveau venu découvre, et admire aussi, la splendeur, sans qu'elle le grise. Il salue tous les chefs-d'œuvre de l'antiquité et les merveilles qu'une civilisation progressive y a entassées depuis et qu'elle y ajoute encore... Mais, s'il leur rend un juste hommage, celui-ci ne vient pas de son cœur. Il s'acquitte envers elles, une fois pour toutes, et avec des yeux qui aussitôt en les quittant, voient plus haut, surtout quand ils se baissent, vers cette terre des martyrs qui le repose, où ses pas recherchent la trace des leurs, qu'il est joyeux de fouler gravement. C'est de ce côté que vont tous ses désirs, que sa pensée chemine et stationne. Il se jette aux églises ; et Dieu sait s'il en a ainsi, pendant de longs jours, pour des litanies de bonheur ! Même là, ce ne sont pas

Copyright by Henri Lavedan, 1928.

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

leurs trésors fameux enfermés dans le tabernacle des sacristies qui le prennent. Il est l'homme de la poussière. Il descend dans les cryptes. Aux cendres des tombeaux de marbre il préfère celles que dérobe à la vanité l'ange des sarcophages. Combien de fois les catacombes ne l'ont-elles pas enveloppé du matin au soir dans les plis de leur linceul de pierre? Leur labyrinthe est son jardin où les vers luisants des petites lampes semblent des gouttes d'étoile. Tous les humbles autels, tous les parvis où l'herbe pousse, toutes les marches de miracle usées ou brisées le voient accourir, reçoivent l'application de ses mains, de son front, de ses lèvres, de ses genoux. Les plus beaux palais ne lui tournent pas la tête. Il a ses musées : les chapelles. Il n'assiège pas la demeure des grands, même des princes de l'Église. Les salles des hospices, voilà ses antichambres. Chaque pauvre est pour lui un saint qui ressuscite. Et s'il va « hors les murs », c'est pour contempler et mieux embrasser à distance, dans ses méditations à travers la campagne latine, cette Rome formidable et douce, capitale du monde et reine des reliques.

Et puis, surtout, il poursuit ses études. Qu'attend-il? Rappelez-vous les mots sur lesquels s'achevait sa fameuse lettre . *Un bon bénéfice*. Mais oui, il ne le cache pas, il le confesse ingénument. C'est là-dessus qu'il compte. Et comme on doit l'approuver de le penser et de le dire! Accablé de dettes, n'ayant pas de quoi vivre et résolu de subvenir tout seul à ses besoins, comment pourrait-il autrement n'être pas à charge aux siens et remplir son apostolat? Ce « bon bénéfice », il ne le souhaite d'ailleurs qu'avec un esprit bien désintéressé, puisqu'il sait que c'est son prochain beaucoup plus que lui qui en profitera. Très tranquillement il s'en remet donc là-dessus à la bonté et à la toute-puissance du légat Montorio dont il a les promesses. Et cependant, comme si Dieu avait jugé son exceptionnel serviteur trop au-dessus des avantages qui sont le départ des grandes carrières banales, Montorio, tout légat qu'il était, ne put obtenir ce qu'il sollicitait pour son jeune ami. Loin de l'abattre, cette nouvelle troubla si peu Vincent qu'il se plut au contraire à y discerner un signe manifeste d'en haut et, de ce coup, ce fut l'échec qui lui parut *le bénéfice*.

L'échec, d'ailleurs, était tout à l'honneur du protecteur autant que du protégé. Ce qui le causa, ce fut le mérite même de Vincent et le grand éloge qu'en faisait à tous le vice-légat,

bien placé pour en connaître, puisqu'il le logeait, l'accueillait à sa table et fournissait à son entretien. Cette intimité quotidienne avait développé chez lui une admiration sans bornes pour son hôte, et il la proclama tellement que ce fut celle-ci qui fit échouer ses désirs.

LE LANDAIS ET LE BÉARNAIS

Henri IV, quoique ne doutant pas, en 1608, d'être assuré d'un long règne, n'en poursuivait pas moins avec la plus habile activité la réalisation d'un vaste projet de regroupement général des États d'Europe qu'il voulait liguer entre eux pour contrebalancer la puissance de la maison d'Autriche. Dans sa juste pensée, le consentement du pape Paul V à entrer dans cette ligue et la plénitude avec laquelle il le donnerait étaient d'une importance capitale, puisque son exemple devait, après les princes d'Italie, le duc de Savoie, le grand-duc de Toscane, et Venise dont l'adhésion paraissait certaine d'avance, entraîner toutes les autres puissances italiennes. A cet effet, il occupait à Rome plusieurs ambassadeurs chargés de travailler auprès du Pape à ses affaires et surtout à celle-là. Or, ces ministres avisés cherchaient en ce moment de leur côté quelqu'un capable d'être, entre eux et le Roi, un agent de liaison verbale en qui l'on pût avoir une confiance absolue. A force d'entendre prôner par le vice-légat la valeur et les qualités de son protégé, il leur sembla que c'était bien celui dont ils avaient besoin. Ils voulurent le voir et aussitôt il fut si goûté et apprécié, qu'ils s'ouvrirent à lui et le chargèrent pour Henri IV d'une commission importante, entendu en plus qu'ils le considéraient assez parfaitement instruit de la question pour en conférer et en bien juger avec le Roi aussi souvent que ce prince le trouverait bon.

Vincent arriva au commencement de 1609.

Ici nous nous trouvons, et on ne s'en étonnera pas, devant des portes closes. S'il a été permis aux historiens de déduire avec assez de vraisemblance les principales raisons qui motivèrent le voyage, du moins l'objet précis sur lequel porta l'entretien du Roi et de l'envoyé de Rome est resté leur secret. N'y eut-il même qu'un entretien? Peut-être plusieurs. Le sujet était assez d'importance pour qu'on puisse le supposer. Quoi qu'il en ait été, nous regrettons qu'il n'ait rien transpiré de ce

qui s'y dit, ni de ce qui en résulta. Henri IV avait cinquante-six ans, Vincent, trente-trois. Malgré les vingt-trois ans de différence, aussitôt l'un en face de l'autre ils durent s'entendre en pleine franchise, et plus encore à demi-mot. Soyons certains que le sérieux du fond et des pensées n'empêcha point l'esprit de pétiller dans la forme et les mots. Les deux interlocuteurs étaient *pays*, natifs du même sol, car Béarn et Landes sont voisins et se ressemblent comme frères. L'homme de France et l'homme de Dieu avaient une égale finesse, un même amour du bien public, une même profondeur de vues. Avec le même accent, qui les rapprochait encore, ils parlaient la même langue. Assis chacun d'un côté de la table, à croire que le Béarnais va inviter le voyageur qui vient de si loin, à vider avec lui un gobelet de Jurançon rosé, on les voit. Cordial et coloré, le geste en éclair, la main et la joue chaudes, le Roi parle, expose, et rit en jouant des doigts dans sa barbe qui frise, et son sujet l'écoute, attentif, le comprenant d'un regard, d'un sourire et si bien qu'en peu d'instants, il fait, malgré lui, la conquête du Roi. Cependant l'entretien dure, l'heure passe. Alors, dans le grand vestibule, les introducteurs et attachés au service de la porte commencent à s'étonner. Les idées et les craintes, tout cela va vite au Louvre. Dans les croisées, aux embrasures, on se demande à mi-voix : « Ah! ça, qui donc Sa Majesté retient-elle si longtemps? Est-ce pas ce petit religieux noiraud, entrevu sous la portière? » Et déjà, redoutant une ambition en marche, une influence prête à s'exercer, quelques-uns froncent le sourcil. Mais on les rassure : « Allons donc! ce n'est personne! Un pauvre petit Cordelier de là-bas, de Gascogne. Un inconnu. Son nom? Vincent... je crois, Vincent de... de quelque chose, je ne me souviens plus. Enfin Vincent rien. »

Ah! oui, rassurez-vous, messieurs! Celui-là en effet ne vous gênera pas. Il ne cherche pas à gagner, en vous les retirant, les bonnes grâces du Roi, ni même sa jovialité. Il a d'autres buts. Tenez, l'audience est finie. Le voilà qui sort et aussi dénudé qu'il était en entrant, sans emporter sous son manteau la moindre promesse en un sac. Il est même probable que si le Roi lui a offert des faveurs, il les a déclinées. Et il s'en retourne et il vous salue. Ne craignez plus de le revoir, du moins d'ici longtemps, au cabinet du Roi. Mais rendez-lui vite et bien bas son salut comme à un des très grands personnages, car c'est

plus encore que Sully, Bassompierre et Crillon, c'est l'ambassadeur de Dieu, le futur ministre des pauvres.

VINCENT, ACCUSÉ DE VOL, « SE TOURNE DE L'AUTRE COTÉ »

Le temps d'avoir entrevu la Cour, il en a peur. Et il la fuit. Sans doute le Roi lui a fait un si bienveillant accueil qu'il ne l'oubliera jamais. Il admire et il aime en lui le paternel monarque et l'honnête homme, et le politique... et le catholique, avisés tous les deux. Mais, sa commission remplie, il n'a qu'une idée : s'effacer dans la retraite. Il n'est ambitieux que de dévotion. Un petit logis, modeste et retiré au faubourg Saint-Germain, justement tout près de l'hôpital de la Charité, lui semble être aussitôt ce qu'il souhaitait. Il ne trouvera pas mieux. Il s'y établit. Où qu'il ait choisi de cacher son existence à l'ombre de cet hospice de la Charité, lui, le père futur des saintes filles qui devaient plus tard, sous ce même nom populaire, étendre partout sa gloire, n'y a-t-il pas là de quoi frapper? Le point de départ de son œuvre est éclairé déjà par toute la lumière que fera rayonner son accomplissement. Il ordonne donc son programme aussi simple que chargé. Il visite les malades, il les exhorte, il accompagne et soutient jusqu'au seuil les mourants qui n'ont plus pour brancards que ses bras, il donne aux pauvres tous les secours bien appropriés qu'il leur faut, ceux du corps et de l'esprit, tous les pains, il soigne les blessés de l'âme dont il panse les plaies, mieux qu'avec la main réelle de la chair. Il nage, si l'on peut dire, dans sa vocation. Est-ce tout? Non. La connaissance qu'alors à point nommé il fait de M. de Bérulle met le comble à sa joie. Ce modèle de perfection sacerdotale attire aussitôt Vincent. Ils étaient à peu près du même âge tous les deux, ils se lient d'une religieuse tendresse que rien ne saura rompre. D'ailleurs Vincent, qui savait, pour la prodiguer, le prix de la consolation, cherchait pour lui-même un consolateur, et surtout un guide. Où les aurait-il rencontrés avec plus de sécurité que dans l'ami du grand François de Sales ? Il n'a donc rien à envier. Dans la solitude où il n'est plus seul il se sent pleinement heureux. Peut-être trop.

Il semble en effet que le bonheur, même exemplaire, irréprochable et aussi pur qu'il se puisse imaginer, soit interdit, non seulement aux hommes le méritant le plus, mais surtout à ceux

que Dieu a stigmatisés pour la sainteté. Celle-ci s'oppose à la paix; elle repousse toutes les aises, celles du corps et de la pensée. Un saint qui n'aurait pas d'ennuis, pas de contrariétés, aucun tourment physique ni moral... ou qui, à chaque tribulation, pousserait l'injustice et la candeur jusqu'à s'en étonner et à s'en plaindre, et qui s'écrierait : « Mon Dieu! vous ne me laisserez donc jamais tranquille, même pour faire le bien selon mon désir et le vôtre! » ce saint-là n'en serait plus un. Il en perdrait du coup le titre d'aspirant. Les saints sont destinés à être tracassés, et à l'être en proportion du degré de sainteté auquel Dieu prétend les hausser. A ce point de vue, Vincent, comme on va le voir, devait être l'objet d'un traitement de faveur.

Il avait été amené, sans doute par raison d'économie nécessaire, à partager sa chambre avec une personne de son pays, le juge de Sore, petit lieu situé dans le voisinage de Pouy. Ce juge mettait son argent dans une armoire qu'il fermait avec soin et dont il ne manquait pas, quand il allait dehors, de prendre sur lui la clef, en quoi il faisait bien, car déjà en ce temps-là, l'argent, même à Paris, n'aimait pas qu'on le laissât seul et la porte grande ouverte. Or, un matin, le juge, avant de sortir, oublie la clef sur la serrure. Le saint qui, justement, ce jour-là avait à prendre médecine... — oui, car, hélas! la vertu ne peut rien contre les méfaits du corps, — le saint était resté au lit. Celui qui devait lui apporter le remède prescrit, arrive bientôt. — Un verre? — Il a besoin d'un verre. En le cherchant de tous côtés, il ouvre l'armoire, il y reluque l'argent et le rafle sans que le malade, auquel il tournait le dos, ait eu le temps de s'en apercevoir. Puis, dès que celui-ci a avalé la médecine, le drôle s'en va en conservant, nous dit-on, « un grand air de sérénité ». Quatre cents écus. Pas moins. C'était le chiffre rond et important auquel se montait le magot. Le juge, à son retour, surpris et suffoqué de ne plus retrouver la bourse, est saisi d'un grand émoi, il la réclame avec vivacité d'abord, et puis emportement à son compagnon de chambre. Vincent lui répond qu'il ne l'a pas vu prendre et, bien entendu, qu'il ne l'a pas prise. Alors le juge, égaré par cette perte, éclate au point d'insinuer qu'il soupçonne Vincent. Et comme, à une pareille folie, le pauvre prêtre trouve préférable de n'opposer qu'un digne silence, il est hardiment accusé d'être l'auteur du larcin. La stupeur et la

tristesse embarrassée du pauvre homme à cette supposition inouïe ne font que renforcer l'aveuglement du juge. Il y voit une preuve de mensonge et de culpabilité; il chasse de sa compagnie Vincent, qui ne résiste pas. D'autres le feraient. Mais lui, patient et doux, quitte la chambre ainsi qu'un coupable. A ce prix aura-t-il au moins obtenu le repos? Non. Le juge vindicatif s'acharne après lui et le décrie partout, jusque chez monsieur de Bérulle auquel il le dépeint comme un scélérat. Monsieur de Bérulle dut en rire, mais une minute seulement, tant fut vive sa douleur de voir son impeccable ami calomnié avec tant de sottise ; aussi en souffrit-il et bien plus que celui qui en était l'objet et la victime.

Quoique les clameurs eussent été publiques au point de faire autour de cet événement « un bruit effroyable », Vincent de Paul ne laissa pas échapper le moindre mot, le moindre signe où l'on pût voir qu'il en était gêné. Son égalité d'humeur reste complète et nous en tenons la preuve par l'aveu qu'il en a laissé, mais à sa manière.

Ne pouvant étouffer la chose, ainsi qu'il s'y était appliqué lors de son aventure au pays barbaresque, il ne se résigne cependant à y venir que plus tard et encore en s'attachant à cette modestie qu'il mettait toujours à éviter de se mettre en scène. S'il relate l'incident, ce n'est qu'en termes indirects, comme s'il s'agissait d'un autre : « J'ai connu une personne qui, accusée par son compagnon de lui avoir pris quelque argent, lui dit doucement qu'il ne l'avait pas pris. Mais voyant que l'autre persévérait à l'accuser, il se tourne de l'autre côté, s'élève à Dieu, et lui dit : « Que ferai-je, mon Dieu ? vous savez la vérité. » Et alors se confiant en lui, il se résolut de ne plus répondre à ces accusations qui allèrent fort avant, jusqu'à tirer monitoire du larcin et le lui faire signifier. »

Vraiment il est impossible de ne pas méditer ces lignes pour en dégager l'admirable et pieuse sagesse qui est chez Vincent le fond de son caractère. Il a le « bon sens du divin ». Toute sa vie, nous verrons qu'il observera cette même règle qu'il s'est tracée. Chaque fois qu'il se heurtera à un obstacle humain, grand ou petit, « il se tournera de l'autre côté », du bon. Et toujours en récompense, il obtiendra, fût-ce longtemps après, gain de cause, alors qu'il n'y comptait plus, et même il sera justifié bien au delà de ses anciens espoirs.

Ce fut le cas dans la présente affaire dont il nous apprend l'issue : « Or, il arriva et Dieu le permit, qu'au bout de six ans, celui qui avait perdu l'argent, étant à plus de six vingts lieues d'ici, trouva le larron qui l'avait pris. Ce voleur habitait Bordeaux, comme le volé. Il y fut mis en prison pour quelque nouveau crime. Il connaissait parfaitement le juge de Sore et il n'ignorait pas que la bourse qu'il avait prise autrefois lui appartenait. Obsédé de remords, il le fit appeler dans son cachot et lui avoua tout. » Sentant alors, au point d'en mourir, l'horreur de sa conduite passée, le magistrat écrivit une longue lettre à Vincent où il l'adjurait de lui envoyer sa grâce, en protestant *que s'il la lui refusait, il viendrait en personne à Paris se jeter à ses pieds, et l'implorer la corde au cou.* Vincent s'estimait trop dédommagé par un aussi heureux repentir. Il pardonna au juge en le tenant quitte du voyage et de l'humiliante démarche.

Cette contrition du magistrat ne se produisit, rappelez-vous-le, que six ans après. Il nous faut donc revenir à ce moment-là où le calomnié, malgré son angélique bonté, ne sortait pas moins peiné de l'incident et bien décidé, pour éviter le retour de pareils ennuis, à cacher sa vie plus que jamais. Il croyait pourtant bien, dès son arrivée à Paris, avoir pris toutes ses précautions. Son nom de famille, que nous avons ici continué à lui donner, il l'avait tout de suite supprimé, jugeant qu'il sonnait trop bien, pour ne plus porter que son nom de baptême, presque le seul sous lequel, même de son vivant, il ait été connu. Et dans son entourage pas un mot qui pût révéler l'éclat de son intelligence, l'étendue de son savoir et ses titres acquis. Tout au plus, pressé de questions, consentait-il à se donner pour un pauvre écolier possédant à peine les éléments de la grammaire. Être obscur le ravissait. Il ne parlait de lui, nous est-il affirmé, « que comme du dernier des hommes ».

Mais ce serait en vérité trop beau, et trop injuste aussi par surcroît, si toutes ces précautions étaient suffisantes pour assurer, même aux êtres supérieurs, le succès qu'ils ont bâti sur elles. Cette volupté secrète de l'effacement, les saints qui s'en nourrissent n'ont pas toujours la permission de la savourer longtemps. Ce n'est pas à l'homme de choisir ses sacrifices pour Dieu. C'est Dieu qui les choisit pour l'homme et qui s'y connaît mieux que lui. En ce cas, d'ailleurs, il arrive que les mesures les plus rigoureuses résolues dans son sens par l'homme, abou-

tissent généralement à un effet tout opposé. L'extrême discrétion déchaîne les indiscrets. Efforcez-vous de cacher votre vie, les curieux n'en auront que plus le désir et les moyens de la percer et non seulement les malveillants mais les bienveillants aussi.

CHEZ LA REINE MARGOT

Dans le faubourg Saint-Germain où Vincent s'était fixé pour se faire oublier, s'élevait, à peu de distance de son petit logis, l'hôtel de la reine Marguerite. Entouré de jardins et de terrasses qui allaient jusqu'aux bords de la Seine, il occupait, là où commence aujourd'hui la rue de ce nom, un vaste emplacement, et la belle construction d'aspect sévère, qui se voit encore au numéro 6 au fond de la cour, passe pour être, sinon maintenant en totalité, du moins en partie, la demeure où habitait, depuis qu'elle était descendue du trône, la fille de Henri II.

Quant Vincent était venu se loger dans ce quartier, il ne pouvait ignorer ce redoutable voisinage.., et pourtant cela ne l'arrêta pas. Quelle vraisemblance y avait-il en effet que la souveraine d'hier, l'hôtesse du palais se souciât du pauvre et minable prêtre de la rue, tapi sous son vieux pignon ? Savait-elle même qu'il existait un Vincent? Qui lui en aurait parlé? « Le Roi, craignit-il un instant, le Roi qui m'a reçu ! » Mais il se rassura : « Les raisons qui avaient motivé leur entretien secret détourneraient au contraire le Roi d'initier à ses affaires politiques son écervelée d'ancienne femme. Il ne la voyait plus, d'ailleurs, que rarement, de loin en loin. Nulle inquiétude donc, de ce côté. »

Mais, si passionné désir de retraite que l'on caresse, il est bien difficile de ne pas contracter ou de ne pas subir quelques petites relations. Vincent se lia, par un hasard et sans la moindre méfiance, avec un M. Dufresne, homme pieux et probe qui lui parut tout à fait digne de sympathie et il se trouva que ce personnage aimable était le secrétaire particulier de la reine Marguerite. Le sut-il dès les premiers jours qu'il en fit la connaissance, ou ne l'apprit-il que plus tard? Peu importe. M. Dufresne, aussitôt frappé de la rare valeur du prêtre, en avait parlé à la princesse d'une manière si persuasive qu'elle aussi en fut convaincue et voulut l'avoir pour aumônier. Après la ferme résolution qu'avait prise Vincent de vivre désormais

à l'écart, on pourra être surpris qu'il ne s'y tînt pas. Mais, soit que M. Dufresne eût été assez éloquent pour vaincre sa résistance, ou que plutôt le saint eût vu là un moyen inespéré d'accomplir, grâce à la protection toute-puissante de la Reine, beaucoup plus de bien que dans l'état médiocre où il se confinait, il accepta, quoique en tremblant, l'offre avantageuse.

On comprendra son inquiétude. Sans doute la princesse ne ressemblait plus à cette reine Margot du temps impie des derniers Valois, folle de luxe et dévergondée au point que son mari, pourtant bien peu sévère, avait dû alors, gêné par ses insolentes amours, la faire enfermer au loin dans la montagne en son château d'Usson. Depuis que devenu roi de France il avait obtenu du pape Clément VIII, en 1599, l'annulation de son mariage, elle s'était rangée. Tantôt à Paris, tantôt en Auvergne, elle s'efforçait de racheter les scandales de sa jeunesse, par une vie régulière où une grande place était donnée aux bonnes œuvres. Elle avait d'ailleurs cinquante-six ans. C'était maintenant, en dépit des soins dont elle accablait sa beauté fanée, une femme plus que mûre, avec un air de fraîcheur en surface et un reste de feu, mais commençant déjà, ainsi qu'avant elle sa mère, à vieillir « en gras ». Ayant pourtant été jolie, et sans jamais se tourmenter le visage à nourrir de sombres desseins, elle n'avait pas le fourbe menton maternel, se dérobant de plus en plus avec la fuite des années, ni la lèvre flasque à la Médicis. Elle représentait encore et faisait figure, — et plus peut-être par les désordres de son mémorable passé, que par la tardive dignité de sa retraite. A défaut du trône perdu, ses fautes lui avaient dressé un certain piédestal d'où elle exerçait sur sa cour et son entourage une royauté inoffensive et consentie. Sans qu'elle encourût le mépris, elle n'avait pu gagner la complète estime. On en riait, on en souriait, mais elle avait été si aimable et si aimée, qu'elle inspirait une espèce de considération cordiale, car, en dépit des années, elle était restée bonne et simple, sans façons, « bohème ». L'âge n'avait pu corriger ce qui jaillissait toujours en elle de libre et de hardi; aussi l'étiquette et le cérémonial, exigés jusqu'à la fin par la feue reine Catherine, même pendant la tristesse de son abandon, avaient disparu chez Marguerite. Et cependant c'était tout de même une Cour, avec ses journées, ses heures brillantes, ses fêtes, ses lumières. La fille de Henri II

tenait de ses parents l'ivresse des beaux chevaux, des chiens, du bruit et de la joie que font les équipages. De sa mère, portée au bel esprit jusqu'à la prétention, lui venait également l'amour des lettres, des manuscrits enluminés, des reliures dont Catherine possédait un cabinet riche en trésors. Elle-même s'entourait d'auteurs, de musiciens, de poètes. Elle avait entrepris d'écrire ses Mémoires.

Voilà donc dans quel milieu éblouissant et si nouveau pour lui tombait, comme un livre de prières jeté dans un palais, notre cher Vincent.

Si peu de temps, deux ans au plus, que dura son séjour auprès de la reine Marguerite, on imagine, malgré la modestie avec laquelle il remplit ses fonctions, tout ce qu'il lui fut donné, même en fermant les yeux et les oreilles, de voir, et d'entendre, et vif est notre regret que, fidèle à sa réserve ordinaire, il ait gardé, sur son passage à la Cour, le plus profond silence. Essayons cependant, non pour un vain plaisir de peinture, mais pour nous faire une sensible et utile idée de la vie du saint à ce moment, de nous représenter les spectacles curieux et de tant d'attrait auxquels il ne pouvait manquer de s'intéresser et qui durent, malgré son détachement des choses du monde, le frapper assez pour lui donner d'abord de rudes leçons et ensuite lui laisser d'impérissables souvenirs.

Quand il voyait, parée de ses plus beaux bijoux, la reine Marguerite assise en face du portrait de sa mère, peinte en grand costume par François Clouet, rêver en caressant un de ses bichons, ou qu'il lui fallait écouter les abondants récits qu'elle aimait lui faire de son enfance, de ses malheureuses fiançailles avec cet Henri de Navarre qui ne l'aimait pas, qu'elle n'avait épousé que par contrainte et battue par sa mère, et puis que, sautant de là comme un écureuil, elle évoquait, sans pouvoir se retenir, le faste des fêtes de son mariage au Louvre et à Notre-Dame, ne lui faisant grâce de rien : « Moi, mon Père, étincelante de pierreries, habillée à la royale avec la couronne et couet d'hermine mouchetée qui se met au-devant du corps, et le grand manteau bleu à quatre aunes de queue, porté par trois princesses, et le peuple au bas de l'échafaud s'étouffant à nous regarder... », — que pensait, tout ratatiné, le petit homme en noir, du fond de son respect, de son triste silence ? Et quand, dans l'exercice de son ministère, il recevait

en confession les derniers péchés n'étant peut-être plus mortels, de cette petite « Margot d'âme » et qu'en y mettant tout son cœur, il plaçait bien l'hostie sur la langue autrefois si coupable, eh! que de rapprochements, que de chocs dans son esprit à lui, tout doré de prières! Que tout cela devait, en lui faisant pitié, le murir encore et lui profiter, lui faire du bien! Où eût-il mieux travaillé sur la grandeur et la misère humaines? Après les Cordeliers, Saragosse, Toulouse, toutes les écoles, il continuait là et parachevait ses études.

La Cour, quelle Université!

LE DAUPHIN

Parmi tous ceux qui s'y montraient, un, entre autres, lui plaisait. Et ce personnage très grand, quoiqu'il fût encore tout petit, résidait en face, de l'autre côté de la Seine, en un palais bien plus beau que celui du faubourg Saint-Germain, au Louvre. Le jeune dauphin, Louis, le fils de Marie de Médicis, était en effet mené de temps en temps chez la reine Marguerite. Elle l'affectionnait à cause de l'étrange et instinctive antipathie qu'il avait, dès sa seconde année, laissé paraître pour les enfants naturels du Roi, et il l'amusait par la crudité inconsciente de ses propos où elle aimait respirer la verdeur de ceux de son père.

En cette année de 1609, il a huit ans. Héroard, son médecin fidèle, à qui Henri IV l'a confié dès sa naissance, et qui depuis, chaque jour, sur son étonnant journal, a scrupuleusement tout noté sur ce que dit et fait l'enfant, de son lever à son coucher, mentionne le 24 janvier : « *A une heure, le Roi le mène en carrosse chez la reine Marguerite.* Le 10 février, *il va aux Chartreux, à la Foire, pour la première fois avec la reine Marguerite qui lui donne une enseigne et un cordon de diamants*, le tout estimé deux mille écus, et elle commande à l'orfèvre de *lui bailler tout ce qu'il demanderait, promettant de le payer.* » On peut assez juger par là du plaisir qu'elle avait à gâter le dauphin. Le 16 du même mois : « *Mené chez la reine Marguerite, chez M. Concino et chez M. de Gondi.* Le 7 août, le 14, *il la voit.* Le 13 novembre, il y passe *après avoir couru un lièvre en l'hôtel du Luxembourg.* Le 10 décembre, son carrosse l'y conduit, ainsi que le 21 *où, chez elle, il se joue*

au jardin, danse au bal, écoute la musique. » Et c'est tout. Neuf fois dans l'année, à moins, ce qui est possible et même probable, que les autres fois, Héroard n'ait point jugé utile de le rapporter. Sans doute, c'est peu, mais suffisant pour permettre d'affirmer, sans crainte, que Vincent le connut et lui parla, sinon à toutes ces visites, du moins à quelques-unes.

Louis était violent et emporté, au point que, pour le réduire, son père commandait fréquemment qu'on lui donnât le fouet. Le 24 juin, malgré ses huit ans, il encourt cette punition pour avoir battu un de ses valets à coups de raquette... Il est donc certain que, vu son caractère difficile, la reine Marguerite dut le mettre en rapports avec son aumônier, afin que celui-ci lui fît, à l'occasion, un peu de morale et l'engageât à la douceur. Et que si l'on demande alors pourquoi dans le journal d'Héroard, pas plus qu'ailleurs, on ne voit trace de cette intervention de Vincent, nous répondrons que le médecin ne se croyait tenu de rapporter que les noms des gens de qualité et que probablement l'aumônier, victime de sa modestie, n'était considéré malgré ses vertus que comme un bon prêtre sans importance.

Oui, ce dauphin qui entend régulièrement la messe avec le Roi, que l'on mène même à vêpres à Saint-Antoine des Champs, que l'on conduit encore en semaine à l'église, qui lave le jeudi saint les pieds aux petits pauvres et le vendredi saint entend le sermon du Père Coton, auquel le samedi il se confesse et qu'il retourne entendre prêcher le jour de Pâques et qu'à tout bout de champ on pousse aux chapelles, et qui, soir et matin, récite ses prières, et qui donne de l'eau bénite, et certaines semaines est de messe presque tous les jours, le 12 août à l'Abbaye, le 15, le 21 et le 22 au bois de Vincennes, le 30 aux Minimes, le 13 septembre à Picquepusse, cet enfant qui disait enfin à son médecin : « *Mousseu Heroua, j'ai inventé une sentence. — Monsieur, demandait Héroard, vous plaît-il de me la dire ? — Oui mousseu. Les enfants qui ne sont pas sages, Dieu les punit. Moi j'en ai inventé une autre : Les enfants qui craignent bien Dieu, Dieu les aide...* » eh bien ! il est inadmissible qu'en de pareilles conditions cet enfant-là, quand il allait voir la reine Marguerite, n'ait jamais été mis en présence de l'aumônier, quand ce n'eût été que par respect et simple politesse ; et alors il nous apparaît comme nécessaire, que Vincent fît, dès cette époque, la connaissance de ce petit dauphin dont il devait

recevoir entre ses bras, trente-quatre ans après, le dernier soupir de roi.

Notre saint, cependant, ne se trouvait pas à la cour de Marguerite, à la vraie place de sa destinée. Malgré tant d'offices, la religion de cour que l'on pratiquait chez la vieille princesse toujours frivole était surtout prétexte à grand train et à cérémonies. On y respirait un encens profane. Le repentir de l'ancienne amoureuse était nourri et sucré de tous les regrets qui pour elle en faisaient le prix. En dépit des moines, des autels, des processions, des visites en carrosse aux couvents, aux charniers, Dieu n'était qu'en arrière dans la plupart de ces pieux divertissements où les génuflexions s'exécutaient ainsi que des saluts de bal, où les gros chapelets, en perles comme les colliers et pendus à la ceinture, s'appelaient « des contenances ».

En dehors de cela, réunions galantes, goûters aux vins d'Espagne, la poésie, pâmoisons pour Ronsard, les odes, les joutes de l'esprit préparant celles des « Précieuses »; et la comédie, les cages d'oiseaux bleus, la musique de M. de Bouillon « qui était un luth, un clavecin et une viole » et des chansons de bague, des cris de joie, des rires, avec les hennissements et les coups de pied venus d'en bas, « de la grande salle des chevaux... »

Et cependant Vincent restait, faisant son service de fourmi et parfaitement calme au milieu de ces volières. Il ne cherchait pas à partir, s'en remettant comme toujours à Dieu de le repêcher à son heure. Elle vint et plus tôt et tout autrement qu'il n'eût jamais pu le concevoir.

VINCENT ET LE DÉMON

La reine Marguerite, qui se plaisait aux causeries savantes, avait auprès d'elle un docteur, controversiste fameux par son zèle et par ses travaux contre les hérétiques. Il s'était trouvé dans la nécessité, à cause de cette nouvelle condition, de renoncer à l'emploi de théologal qu'il remplissait dans son diocèse. Sa vie en était ainsi toute dévoyée. Mais ici écoutons Vincent : « Comme il ne prêchait ni ne catéchisait plus, il se trouva assailli dans le repos d'une rude tentation contre la foi, ce qui nous apprend en passant combien il est dangereux de se tenir dans l'oisiveté, soit du corps, soit de l'esprit ; car, comme

une terre, quelque bonne qu'elle puisse être, si néanmoins elle est laissée quelque temps en friche, produit incontinent des chardons et des épines, aussi notre âme ne peut pas se tenir longtemps en repos et en oisiveté qu'elle ne ressente quelques passions ou tentations qui la portent à mal. Ce docteur donc, se voyant en ce fâcheux état, s'adressa à moi pour me déclarer qu'il était agité de tentations bien violentes contre la foi et qu'il avait des pensées de blasphèmes horribles contre Jésus-Christ et même de désespoir, jusque-là qu'il se sentait poussé à se précipiter par une fenêtre, et il en fut réduit à une telle extrémité qu'il fallut enfin l'exempter de réciter son bréviaire et de célébrer la sainte messe et même de faire aucune prière, d'autant que lorsqu'il commençait seulement à réciter le *Pater*, il lui semblait voir mille spectres qui le troublaient grandement ; et son imagination était si desséchée et son esprit si épuisé à force de faire des actes de désaveu de ces tentations qu'il ne pouvait plus en produire aucun. »

Qu'il y eût là, chez ce pauvre homme ainsi tracassé de visions, une névropathie poussée à l'extrême, il le semble bien. Mais, à cette époque, le démon avait beau jeu. Tout de suite, au premier phénomène anormal que la science n'arrivait pas encore à expliquer, on criait au Malin en se signant. Pas de trouble nerveux qui ne fût attribué à son pouvoir, à sa méchanceté. Un esprit se dérangeait-il ? c'était à son souffle. Un corps se tordait-il ? c'était sous sa griffe... D'ailleurs, quand on a vu, depuis, tant de bons cerveaux, tant d'âmes d'élite, et le Père Barré et le curé d'Ars, pour ne parler entre mille que de ceux-là, assiégés, retournés dans leurs profondeurs par de pareilles tempêtes, qui oserait affirmer que la perfection et la sainteté n'attirent pas de préférence la foudre satanique et que ces orages surnaturels ne sont pas la condition même du sublime auquel ils tendent, l'élément de souffrance utile à leur salut? Vincent fut tellement navré de voir ce malheureux en si pitoyable état qu'il conçut, dans l'ardeur de sa foi, l'émouvante résolution de se substituer à lui ! Et autant dans la crainte que son ami désespéré ne finît par se livrer au blasphème, que par esprit de pénitence et de sacrifice, il s'offrit au Seigneur en esprit de victime, pour endurer à la place du théologal les peines dont il était près de mourir.

Celui qui a dit, avant tous, « qu'il ne fallait pas tenter

Dieu », prononça ce jour-là une vérité éternelle. Faisant à Vincent la redoutable faveur d'écouter sa prière, Dieu le prit au mot et dans toute son étendue. Par un premier miracle, il délivra entièrement le malade de sa tentation. Plus d'angoisse. Une paix profonde. Les nuages qui obscurcissaient son âme se dissipèrent. Sa tendresse pour Jésus-Christ refleurit, plus vive que jamais, et jusqu'à sa mort il put bénir son Créateur de l'avoir tiré de l'abîme après l'y avoir plongé. Mais, en même temps, par un second miracle aussi étonnant, les tentations du libéré passèrent dans l'esprit de M. Vincent, qui en fut terrassé. Nouveau Job, il semblait en proie aux fureurs du démon et c'eût été le plus douloureux des spectacles de voir ce saint, ce modèle de vertu, de bonté, de douceur, attaqué de cette façon par l'enfer et torturé comme un damné, si en même temps ce supplice n'avait été pour lui une occasion d'étaler aux yeux de tous le plus admirable des courages, la plus céleste résignation. Comme il n'arrivait ni en priant, ni en se mortifiant, à se soulager, il se fit une loi d'agir toujours, autant qu'il le pouvait, en sens contraire des suggestions diaboliques; il redoubla d'humilité, de charité, se donnant aux pauvres, s'y livrant, se jetant à eux de toute la force de son mal qu'il retournait en bien, et chacun suivait, — en ayant envie de se prosterner devant, — cette lutte inouïe.

Quatre ans cela dura. Vincent, à bout de résistance, avait écrit le *Credo* sur un papier qu'il s'était appliqué sur le cœur, en prévenant Dieu que chaque fois qu'à l'assaut de Satan, il porterait la main à cette place, il entendait par là repousser son attaque avec horreur. « Cependant, un jour qu'il n'en pouvait plus, nous raconte son confident, M. de Saint-Martin, il s'avisa de prendre une résolution ferme et inviolable pour honorer davantage Jésus-Christ et pour l'imiter plus parfaitement qu'il n'avait fait jusque-là, qui fut *de s'adonner toute sa vie au service des pauvres.* » Sans doute il avait déjà fait plus que de s'occuper d'eux, mais les soins qu'il leur accordait n'avaient pas encore pris dans sa pensée ce caractère d'exclusivité totale et sans limite dans le temps. Prononcer ce vœu, c'était pour lui s'interdire à jamais tout honneur, tout bien-être, toute richesse personnelle, renoncer à toute ambition même permise, c'était s'amputer pour le monde, fermer complètement son existence d'un côté pour « *se tourner de l'autre* » et y demeurer toujours.

A peine eut-il trouvé sa voie en formant ce grand dessein que la tentation s'évanouit. La lumière inonda son âme enfin béate à la paix retrouvée. Comme autrefois au rivage africain, il dut chanter en souriant, « avec le sanglot au gosier », le *Super flumina...*

LES ANGES DE CLICHY

Vincent, dès le début de la crise qu'il venait de traverser, avait pris le parti, renonçant à la charge d'aumônier de la Reine, de quitter la cour, trop bruyante pour lui, et dont à présent d'ailleurs, le détachaient toutes ses pensées nouvelles. Mais où se retirer pour obtenir le recueillement qu'il cherchait? Il pensa que nul ne pouvait mieux que M. de Bérulle le lui procurer. N'était-ce pas à l'hôpital de la Charité qu'inconnus l'un à l'autre, ils s'étaient autrefois rencontrés et liés, au chevet des malades? Le souvenir de cette amitié nouée en un pareil endroit dirigea Vincent d'une façon toute naturelle dans le chemin qu'il voulait suivre désormais. Le Père de Bérulle aussi l'attendait. Ce fut avec joie qu'il lui offrit de le prendre en retraite dans sa maison, alors qu'il s'appliquait justement à s'y entourer d'une phalange d'hommes capables, sous sa direction, de réparer les maux du protestantisme et de restaurer la piété, perdue ou affaiblie.

Remplissait-il encore sa charge d'aumônier quand, cette année de 1609, Marie de Médicis ne rougissait pas d'aller danser chez la reine Marguerite? Et un peu plus tard, quand eurent lieu les cérémonies à l'occasion du retour à Paris des cendres de Catherine, Vincent y assista-t-il? Sans que, pour la pompe funèbre, il soit permis de l'affirmer, c'est cependant bien probable. Depuis vingt ans la veuve d'Henri II, décédée et inhumée à Blois, y attendait, dans une cave infâme, le splendide tombeau que de son vivant elle avait fait pour elle à Saint-Denis et où sa figure agenouillée devait éternellement prier aux côtés du roi son époux. Mais Marguerite se souciait peu de sa mère. Si Catherine vint occuper enfin la place qu'elle s'était choisie, ce ne fut pas par les soins de sa fille, mais par ceux, inattendus, d'une vieille bâtarde de Henri II, Diane d'Angoulême, duchesse de Montmorency. Ce transport de la dépouille royale à l'Abbaye fut l'occasion de somptueux services, et comme les

deux cours, celle du Louvre et l'autre, celle du faubourg Saint-Germain y prirent part, Marguerite aux premiers rangs avec le Dauphin « qui donne l'eau bénite » et tout ce que le clergé contenait de dignitaires, il est difficile de croire que le religieux, qui avait été l'aumônier de la fille de Catherine, en fut absent. Alors, devant le catafalque de celle qui avait voulu, ou laissé s'accomplir le crime de la Saint-Barthélemy, l'ancien berger de Pouy revécut là quelques-unes des heures où ses parents à la veillée, racontaient sans cesse en tremblant la fatale nuit de 1572.

Nul doute que l'assassinat de Henri IV, survenu peu de temps après son départ de la Cour, ne l'eût rempli également de pitié et de douleur. S'il ne put être le témoin des incidents qui, en ces heures de désarroi, l'accompagnèrent, il n'en subit pas moins le contre-coup pénible. En dépit de ses écarts, il avait grandement aimé ce prince toujours embrasé, mais juste et bon, qu'il estimait grand roi et dont il se plut souvent à répéter plus tard « qu'en se rendant enfant de l'Église, il s'était rendu Père de la France. » La perte lui en fut sensible... et qui sait si, tout de même, à la nouvelle de l'attentat, il ne courut point au Louvre, pour contempler une dernière fois et bénir celui près duquel, aujourd'hui comme naguère, l'appelait « une mission » ? Oui, malgré le manque de preuves, nous nous plaisons à penser que Vincent vit de près les scènes funèbres qui se déroulèrent à la mort du Roi, comme il avait dû voir la cérémonie de la veille, cette messe solennelle célébrée également à Saint-Denis pour le sacre de Marie de Médicis, où la première femme du défunt, cette Marguerite dont hier encore il était l'attaché, portait, le front haut, la queue du manteau de sa rivale.

Il habitait d'ailleurs à Paris l'Oratoire, où il passa près de deux ans, avant d'être nommé aux environs, à la cure de Clichy devenue vacante.

Quoique cette proposition ne lui agréât guère, il avait fini par l'accepter. Sa modestie était la seule cause de son hésitation. Ignorant de son mérite, il ne se croyait jamais à la hauteur des emplois dont les plus difficiles le jugeaient digne. A Clichy, comme partout jusque-là, il se révéla supérieur. Il y déploya un zèle si grand qu'à peine en contact avec ses paroissiens, il s'en fit chérir. Non content de les connaître tous, de

s'intéresser à chacun, de les visiter, de les conforter, d'être leur guide et leur exemple, il voulait être, en dehors des devoirs de son ministère, leur ami particulier. Il n'avantageait personne, mais celui qu'il quittait pour aller à un autre pensait toujours : « C'est moi qu'il préfère », et il ne faisait pas de jaloux, grâce à sa mansuétude habile et souveraine. Il sut si bien multiplier autour de lui les bienfaits qu'en peu de temps il parut n'avoir plus rien à exécuter pour le profit de ses fidèles. Tout ce qu'il était possible de rêver, il l'avait réalisé. Il avait ramené aux pratiques religieuses ceux qui les méprisaient, il avait rendu l'espérance à des inconsolables, il en avait guéri qui semblaient condamnés. Son église croulait, il l'avait rebâtie ; elle manquait de mobilier et d'ornements, il l'avait meublée, parée du nécessaire et même enrichie à ce point qu'on avait maintenant du plaisir et un peu d'orgueil à s'y trouver, à y faire un tour, même entre les offices. Pour subvenir à tous ces frais, il ne cherchait pas l'argent. L'argent le cherchait, et sans que ses ouailles eussent à en souffrir, car il avait soin de le ménager. C'était d'ailleurs de Paris, du dehors que lui tombait toujours, par en haut, ce qu'il demandait au Grand Trésorier, car sa douceur et son affabilité, soit qu'il quêtât Dieu ou les hommes, étaient tellement émouvantes qu'il n'avait qu'à souhaiter pour obtenir. Il vous enjôlait. Il peignait, nous dit-on, la vertu sous des couleurs si belles qu'elle paraissait délectable et donnait envie. Le sacrifice prenait dans sa bouche un charme si puissant qu'on était prêt à y voler. Ne pouvant supprimer les croix, qu'il fallait bien porter, il y mettait des fleurs. Même à distance, sa main vous tenait. Sa voix séchait les larmes. Enfin, n'en déplaise à ceux du Clichy-la-Garenne d'aujourd'hui, ceux du Clichy de 1610 offraient une telle édification qu'à l'époque on assurait « *qu'ils vivaient comme des anges* ».

Et cependant, ces anges-là, leur bon séraphin dut les quitter : « *maison bâtie, maçon s'en va* », dit le proverbe. Ayant besoin de lui ailleurs, dans des terrains de plus de conséquence, M. de Bérulle rappela Vincent. N'eût-il point eu sur lui une autorité à laquelle son disciple et ami n'avait garde de se soustraire, Vincent aurait écouté son désir, car, avec ceux du moins en qui sa confiance était absolue, il n'avait pas de volonté. Ce qu'il eût, d'ailleurs, appelé et cru être la sienne,

il savait bien que ça ne l'était pas. Il ne s'en reconnaissait qu'une, celle de Dieu qu'il était toujours enclin à recevoir avec plus de sécurité quand c'était un autre, plus qualifié que lui, qui la signifiait. Dans sa sublime modestie, il ne doutait que de lui-même.

Vincent avait goûté à Clichy un contentement si parfait qu'il disait pour l'exprimer : « Le Pape est moins heureux que moi. » A l'instant de quitter « ses anges », cet incomparable troupeau pour lequel il avait voulu se refaire berger, son cœur se fendit. On l'accompagna hors du village aussi loin que possible, et tout le monde pleurait, lui autant que tous. Les pauvres surtout le navraient, car c'était à eux que toujours allait sa préférence. Après beaucoup d'adieux, de mains pressées, quand il put enfin arracher les siennes à ceux qui les baisaient, il donna une dernière bénédiction à son peuple assemblé à genoux sur la route et il partit, se retournant encore dans la voiture qui l'emportait « avec son petit mobilier », mais pas vite, car le cocher ne fouettait pas le cheval, afin que l'on vît plus longtemps le cher homme agiter son chapeau. Pour atténuer le chagrin de ceux qu'il laissait et se tromper un peu aussi lui-même, il avait beau dire « au revoir! mais oui, au revoir! », il sentait bien qu'il avait accompli là sa tâche et qu'il ne reviendrait jamais. Et en plus, quel contraste aussi redoutable que profond entre le paisible séjour de la veille et celui qui l'attendait demain! Il en était troublé. Où donc allait-il? Retournait-il à la Cour? Non, mais en si haut lieu que c'était tout comme, chez Philippe Emmanuel de Gondi, comte de Joigny, général des galères du Roi.

UN TRÈS GRAND PERSONNAGE

Par son illustre passé, par son présent digne d'elle cette maison des Gondi brillait entre les plus fameuses. Originaire de Florence, elle avait fourni à Henri II un maître de son hôtel, puis un maréchal, neveu et frère des trois Gondi qui se succédèrent de 1572 à 1622 sur le siège épiscopal de Paris, puis un diplomate, célèbre par son faste, et possesseur à Saint-Cloud d'une résidence où se trouvait Henri III quand il fut assassiné. Emmanuel, fils du maréchal et mari de dame Françoise-Marguerite de Silly, avait alors deux enfants, deux fils, Pierre, qui

devint plus tard duc de Retz, pair de France et hérita des charges paternelles, et Henri, qui mourut à la fleur de l'âge d'une chute de cheval. Un troisième et dernier né en 1614 devint ce cerveau brûlé de génie, le bouillant cardinal de Retz, de pourpre scandaleuse.

Emmanuel de Gondi rayonnait en ce moment, en 1610, de l'irrésistible éclat que prodiguent jeunesse et dame fortune à leurs favoris. Tous les « Ventre Saint-Gris » et les « Pâques-Dieu » de la terre, qu'arrachaient alors la surprise et l'admiration, devaient, comme balles de pistolet, partir des lèvres de ceux qui, pour la première fois, s'arrêtaient devant ce splendide seigneur. Ha! le bel homme que c'était! Le riant personnage! Élégamment chavirée sur l'oreille, une toque à blanche aigrette mord un coin de son vaste front. La figure au parfait ovale trempe dans un flot de cheveux épais à y plonger jusqu'aux poignets les mains. Des sourcils à la Ducerceau sur des yeux pensifs, un nez fin, picoté par des crins de chat, une barbe en cornet posée sur la fraise en tuyaux, et puis des plis de velours, des ors, des dentelles, la croix du Saint-Esprit... le voilà, tel qu'accoutré, brodé, lacé, nous le ramène une estampe de Duflos, avec, au bas de la marge, enrubannées de la devise : *non sine labore*, ses armoiries parlantes qui sont : *D'or à deux masses d'armes de sable passées en sautoir, liées de gueules par en bas; l'écu, timbré d'une couronne de comte avec un dextrochère armé tenant une masse d'arme pour cimier; entouré des colliers de Saint Michel et du Saint Esprit.*

L'écu est accompagné de deux bas d'ancres en sautoir qui rappellent les fonctions de Philippe Emmanuel de Gondi comme général des Galères, à trente ans.

A côté de cette image, approchez celle de Vincent, tout mince en sa soutane noire, un peu blanchie aux coudes, et surtout aux genoux, moins brillant à coup sûr que le dernier des valets d'antichambre, et voyez son attitude humble et digne à la fois, aussi imposante cependant sous son drap que celle du fastueux costume. Vous avez là le tableau, la jonction des deux hommes qui, faits l'un pour l'autre, appelés à se rencontrer et à se compléter, vont plus tard jeter ensemble les bases d'une œuvre étonnante, monumentale.

Il ne s'agit pour l'instant que d'une entreprise plus simple, mais d'importance malgré tout, l'éducation des deux petits

Gondi. Cueillir, dès le premier âge, au sortir des mains des gouvernantes, des enfants grands seigneurs et qui déjà se savent l'être, leur apprendre en quoi, de toutes les façons cela consiste et les exigences qu'il en résulte, en donnant au mot son acception générale la plus stricte et la plus haute : les *élever,* c'est-à-dire les faire sans cesse monter dans cette belle voie réservée où Dieu les a mis, leur enseigner l'obéissance, puisqu'ils doivent commander, le juste emploi de leurs richesses, puisqu'il y a les pauvres, les dresser pour tous les sommets auxquels dans l'Église et l'État leur nom glorieux les oblige, telle se présentait la tâche offerte à Vincent et assumée résolument par lui. M^me^ de Gondi l'y aida d'ailleurs aussitôt. Sa maison en effet comptait parmi celles où, loin de nuire à la religion, l'opulence y contribuait et de la plus large manière. La piété n'y était pas comme trop souvent un luxe, le luxe y était d'abord au service de la piété. Dieu avant le Roi, y passait Roi ; et les deux maîtres, le premier et le second, et loin après, le commun des hommes, traités bien entendu chacun selon son rang, y recevaient tous leur part proportionnelle de faste et de munificence. Tout cela pourtant ne pouvait aller, on le comprendra, sans beaucoup d'étourdissement, d'éclat et de bruit profanes. L'ancien aumônier de Marguerite de Valois, encore mal remis de son passage à la Cour, et craignant les mêmes embarras, se traça pour les éviter une forte règle de conduite. Un de ses biographes nous la révèle : « Bien déterminé à opposer à toutes les dissipations la prudence et la simplicité, il décida de ne jamais se montrer à M. et à M^me^ de Gondi qu'ils ne l'eussent fait appeler et de ne se mêler que de ce qui avait un rapport direct avec sa charge de précepteur. » Hors le temps consacré à l'éducation de ses élèves ou à des œuvres de charité, il ne quittait pas sa chambre. Elle était pour lui une véritable cellule, et malgré tous les allants et venants, il avait su s'y créer une retraite profonde.

Seul un homme, sinon « de qualité », mais ce qui plus est, de sa qualité, était capable de mener tour à tour et en perfection cette multiple vie de silence et de clôture, à quelques pas et au sein d'une multitude bruyante, et d'étude attentive, d'enseignement, de soins, avec ses jeunes élèves, et de présence aux entretiens particuliers et même aux réceptions et aux fêtes où M. de Gondi la jugeait indispensable ; sans parler de sa vie

extérieure de charité, d'aumônes et de visites dans les hôpitaux et chez les particuliers, et de sa correspondance qui commençait déjà à lui prendre beaucoup de temps. Qu'il était donc difficile, au milieu de toutes ces occupations, de rester constamment dans l'esprit de Dieu! Par bonheur, il en trouva le sûr moyen. Écoutez ceci. Pour se sanctifier dans son nouvel emploi, il imagina mieux. Il se donna pour devoir « de regarder et d'honorer Jésus-Christ en la personne de M. de Gondi et celle de la Sainte Vierge en la personne de Madame, et dans celles des officiers, serviteurs et domestiques de toute sorte, les disciples et les foules qui entouraient le Sauveur. Il avouait de bonne foi « que cette considération l'ayant toujours retenu dans une grande modestie et prudence en toutes ses paroles, lui avait acquis l'affection de ce seigneur et de cette dame et de tous leurs gens et donné moyen de faire un notable fruit dans cette famille ». Et il ajoutait « que ce moyen qui paraît la simplicité même lui avait beaucoup servi en ce que, ne voyant que Dieu, sous différents rapports, dans toutes les personnes avec lesquelles il traitait habituellement, il s'était efforcé de ne rien faire devant les hommes qu'il n'eût fait devant le Fils de Dieu, s'il avait eu le bonheur de converser avec lui pendant les jours de sa vie mortelle ».

Aveux d'un sublime adorable! C'est le berger qui parle encore avec son innocence des landes et la fraîcheur de rosée de sa foi. Oui, voir Dieu en tout et en tous. « La simplicité même », ainsi qu'il le dit. Il ne fallait qu'y penser, et naturellement sans avoir à le chercher pour le trouver. Dès lors que, en Emmanuel de Gondi tout emperlé et emplumé, avec bijoux au col, épée et dague au flanc, et pompons aux souliers, Vincent voit en même temps le maître de son maître, le Sauveur immatériel dans les plis droits tombant sur ses pieds nus; et que, pareillement, M^me^ la Générale, en volumineux atours, disparaisse ou plutôt laisse transparaître à travers ses vertugadins et ses torsades l'Immaculée dont les lys font la seule parure... qui donc, tenant à présent la clé de ce système, oserait en sourire et s'en étonner si peu que ce soit? Ah! les saints sont les premiers, les plus grands des visionnaires, des poètes. Il n'y a qu'eux pour voir ici-bas les choses au delà et au-dessus de leur surface, de ce qu'elles ont l'air d'être pour les autres hommes qui ne savent pas ou ne veulent pas regarder, n'ayant pas d'assez bons yeux.

En faisant ainsi connaître, sans même par modestie s'être désigné, son moyen de s'en tirer, Vincent, dès cette époque, nous révèle malgré lui la politique de sa vie entière. Nous tenons son procédé. Voir tout en Dieu et Dieu en tout, ce fut son programme, son habitude. Il avait percé le grand secret, que Dieu n'est pas uniquement dans le ciel, à perte de vue et d'esprit, mais qu'il est aussi parmi nous sur la terre et à nos côtés, « dans le courant », et que tout le contient, le renferme et le cache. Il avait su le découvrir dans l'homme et dans tous les hommes, même en dehors des justes, chez les plus bas, les plus indignes. En face d'un misérable et d'un impur, il en oubliait la misère et l'impureté pour ne se rappeler que leur innocence et leur grandeur ignorées ou perdues; il les rétablissait dans la condition qu'ils auraient dû ou avoir ou garder; il les relevait en Dieu dont il apercevait en eux l'image indélébile et grandissante à ce point qu'elle en arrivait à se substituer à eux, à les annihiler. Ils fondaient. Alors, pour Vincent, tout s'expliquait et devenait facile. Ce dégradé dans le ruisseau, ce pauvre immonde et repoussant, cette pécheresse qui rit ou qui pleure, cet enfant cruel, même ce bandit, ces galériens, ces monstres réprouvés... Dieu! Dieu! Il est en eux, ou tout près d'eux. Il les côtoie, il les habite ou les habitera, ce soir, tout à l'heure. C'est même surtout chez eux qu'il a sa résidence. « Au travers de leurs maux ou de leur boue, je le vois, je le touche. En les recueillant et en les aimant, c'est lui que je salue, que j'aime et que j'honore. En pansant leurs plaies, je baise les siennes. En les soignant, je me guéris. »

Ainsi, pour Vincent de Paul, s'effaçaient et tombaient, comme une enveloppe sans conséquence, les chairs corrompues de l'humanité pour ne laisser voir et briller que son âme invisible. Et quand, sur les loques de douleur ou de vice et de haine recouvrant une âme malade passaient le remerciement d'un sourire, l'éclair d'un beau regard, le saint en avait le cœur illuminé de joie. C'était le reflet de Dieu, lui disant : « Je suis bien là. Tu as compris. »

La réserve de l'aumônier, à la place où il se tenait dans une humilité voulue, ne l'empêchait point d'en sortir, quand il le jugeait nécessaire. M. de Gondi reçut ou se figura avoir reçu un insigne affront d'un seigneur de la Cour. A cette époque une

affaire d'honneur primait tout, ne se discutait même pas. Les duels, quoique défendus récemment encore par Henri IV sous crime de lèse-majesté, étaient si communs qu'on ne s'en faisait même pas scrupule. Ils s'imposaient, le cas échéant, avec la force et le respect d'une autre religion, aussi puissante en son espèce que celle qui les défendait. On les mêlait même l'une à l'autre. Loin de voir dans celle que condamnait l'Église, un crime, on affectait d'en faire un acte de vertu permis, absous d'avance; on y engageait le ciel que l'on mettait de son parti et, tête haute, afin de recommander à Dieu son affaire, on allait à l'église avec sa bonne épée, avant de la tirer. D'aucuns, s'ils l'avaient pu, l'eussent fait bénir.

Monsieur de Gondi, nous est-il dit, suivit ce plan. Comme de coutume il entendit la messe le matin du jour où il devait croiser le fer. Il resta même dans la chapelle plus longtemps que d'ordinaire. A peine en fut-il sorti, ses prières faites, et se trouva-t-il seul que Vincent, qui l'attendait, — comme en embuscade, — barre la porte et tombe à ses pieds : « Souffrez, Monseigneur, souffrez que je vous dise un mot en toute humilité. Je sais de bonne part que vous avez dessein d'aller vous battre en duel, mais je vous déclare, de la part de mon Sauveur que je viens de vous montrer et que vous venez d'adorer, que si vous ne quittez ce mauvais dessein, il exercera sa justice sur vous et sur toute votre postérité! » Surpris autant que piqué à ces mots, Gondi peut-être y eût répondu, quoique avec respect, en fournissant tous ses motifs : « Eh? quoi? que demandez-vous là? Et à moi? Oubliez-vous donc qui je suis? à quoi m'obligent ma maison, la gloire de mes aïeux, le souvenir du maréchal de Retz mon père, le rang que je tiens dans le royaume, enfin mon honneur et celui de mes fils? Un outrage aux Gondi ne peut se laver que dans le sang de son auteur. » Mais tout cela, s'il le pensa, le général n'osa point le dire, et d'ailleurs, il n'en eut pas le temps, car, aussitôt poussée son adjuration, l'aumônier s'était retiré, le laissant étourdi. Et en fait, si échauffé qu'il fût par le cliquetis des raisons qui se heurtaient dans son âme, il n'en était pas moins troublé par la défense du prêtre et par son avertissement. Dieu invoqué! la menace de sa justice en un instant suspendue sur sa tête et sur sa postérité! Ah! que cela devait donner à réfléchir! Et, pour la première fois, l'épée, prête à pécher, resta dans le fourreau.

MADAME DE GONDI

Vincent ne devait pas s'en tenir à cette heureuse victoire. On peut dater de ce début le zèle qu'il montra toujours contre la fureur des duels et qu'il ne cessa d'exercer tenacement plus tard dans les conseils du Roi.

Sans vouloir diminuer son mérite, il dut cependant partager le succès de cette première affaire avec Mme de Gondi qui avait sur son époux la plus grande autorité et dont le sentiment touchant le faux point d'honneur ne pouvait manquer d'être conforme à celui du religieux. En matière d'éducation, dans toute famille bien ordonnée, quiconque a la charge des enfants est appelé à approcher la mère et souvent à s'en occuper; et si l'éducateur est capable, avisé, il n'est pas rare que celle-ci profite autant, sinon plus, des leçons que les élèves. Ce n'était pas le cas pour madame la Générale, femme d'une intelligence et d'un savoir égaux à sa vertu et qui, de ce côté, n'avait plus besoin de s'instruire. Mais à fréquenter le précepteur, à assister à sa petite classe, à le voir, à l'entendre partout, en dehors même des heures d'études, parler, penser, agir, elle apprit ce qui ne s'enseigne pas dans les livres et dans le monde, et par-dessus tout elle apprit Vincent, sa bonté, sa piété, son inaltérable sagesse, et la profondeur de ses vues qui ne négligeaient rien des hommes et qui en plus dépassaient les horizons humains. Il semblait que de la terre au ciel, et du ciel à la terre, aller et retour, il montât et descendît comme il voulait, et cela sans effort, le plus aisément, par une permission spéciale. Il n'y avait pas un an qu'il était dans sa maison, que la Générale résolut de le prendre pour directeur. Il lui fallut à cet effet, connaissant l'humilité de ce prêtre exemplaire, avoir recours à d'autres moyens que les siens, si grands pourtant qu'ils fussent. Elle s'adressa au père de Bérulle, le priant de vaincre les résistances qu'elle prévoyait. Il s'y employa et quoiqu'une aussi glorieuse et aussi lourde responsabilité que celle de conduire Mme de Gondi effrayât beaucoup Vincent, il l'accepta comme il acceptait tout ce qui lui coûtait, tout ce que ses supérieurs lui défendaient de refuser. Il s'était accoutumé à être « celui qui jamais ne s'appartient ». De ce jour il appartint donc plus encore qu'avant à la maison de Gondi, dans

la personne de madame la Générale et en elle à la Sainte Vierge qui lui avait sûrement inspiré, pensait-il, cette idée de le choisir pour guide spirituel.

Aussi remarquable par sa beauté et son esprit que par ses angéliques vertus, simple et noble à la fois, pure et suave figure en même temps qu'âme ardente, inquiète et toujours tourmentée de perfection, telle nous est dépeinte sans une ombre, par tous ceux qui l'ont considérée, cette éminente personne. La tournure de son existence après qu'elle se fut mise, avec M. Vincent, à la consacrer à toutes ses œuvres, n'était pas faite pour amoindrir ce qu'il y avait en elle de pieusement passionné. Sa délicate santé n'y résiste pas. Elle tombe malade au point d'être même en danger. Et comme si ces deux associés inséparables dans le bien qu'ils faisaient devaient l'être aussi dans la souffrance et les maux dont ne sont pas exempts les bienfaiteurs, Vincent, qui ne s'était pas plus ménagé que sa pénitente, à son tour vaincu par la fatigue, fut obligé de s'arrêter.

LA CONFESSION GÉNÉRALE

C'est alors, un peu après, que se place un fait, imprévu et accidentel, qui devait marquer dans sa carrière d'une façon décisive et l'orienter vers les buts qu'avait fixés pour lui la Providence. Ayant à peine achevé de guérir, comme il se trouvait avec les Gondi en leurs terres de Folleville, aux environs d'Amiens, on vient un soir le chercher pour un paysan à toute extrémité qui réclamait ses secours. Il s'y rend en hâte. Le malade avait toujours passé pour pieux et très bon chrétien. Cependant, par une espèce d'intuition, il vient au dernier moment à l'esprit du prêtre d'engager cet homme, qui en avait encore la force, à faire une confession générale. Cela n'allait d'abord pas tout seul, malgré qu'il mît à ses exhortations cette tendre chaleur qui triomphait de tout. Mais M^me^ de Gondi, accourue de son côté pour prendre des nouvelles, arrive à la rescousse et décide l'homme. Et voilà qu'il découvre à Vincent une conscience affreuse chargée de péchés mortels que la honte l'avait toujours empêché jusqu'ici de révéler. Aussi durant les trois jours qu'il survécut, il ne se tenait pas, — tant il se sentait soulagé, — de publier sa misère et sa joie. M^me^ de Gondi

était revenue à son chevet. Il la reconnaît. Et devant tous les gens du village assemblés, il ramasse ses dernières forces pour proclamer : « Oui, madame, sans vous, sans cette confession générale, j'étais damné, damné ! »

Abelly nous a conté la scène : « Ce qui fit que cette vertueuse personne, touchée d'étonnement, s'écria, prenant à témoin l'aumônier : « Ah ! monsieur, mais qu'est-ce que cela ? qu'est-ce que nous venons d'entendre ? Si cet homme qui passait pour un homme de bien était en état de damnation, que sera-ce donc des autres qui vivent plus mal ? Ah ! monsieur Vincent, que d'âmes se perdent ! Quel remède ? » En exprimant son angoisse, elle l'implorait avec cette conviction que, le remède, lui seul le connaissait, et qu'il était le seul à pouvoir l'ordonner. Tout son être témoignait d'un tel désir et d'une telle confiance en l'homme de Dieu, que les assistants soulevés se joignaient à elle et l'accompagnaient de leurs mains tendues. Et des plaintes, des cris, des pleurs, tout un pathétique funèbre au milieu duquel le pauvre et vieil agonisant rendait, entre les bras d'une des plus grandes Dames de France et d'un saint, son âme illuminée.

L'affaire devait avoir une suite incalculable. L'impression de cette mort et des circonstances particulières dans lesquelles elle s'était produite, avait été si vive chez tous que Mme de Gondi, considérant le péril où s'enfonçaient de plus en plus ces pauvres âmes menacées, proposa à son aumônier, pour parer à ce malheur, de faire au peuple de Folleville un petit discours sur l'utilité des confessions générales.

Ce fut le 25 de janvier 1617, jour où l'Église honore la conversion de saint Paul et qu'elle avait choisie à dessein, que Vincent parla. Il dut le faire avec cette simplicité, cette amitié persuasive, ces élans du cœur qui pénétraient le cœur d'autrui et savaient s'en rendre maître. Aussi Dieu donna tant de puissance à ses paroles que chacun, dès qu'il les eut entendues, en fut comme enivré. S'empressant tous de repasser, de rechercher le plus loin, dans les replis d'eux-mêmes, tous leurs anciens péchés qu'ils exhumaient et présentaient, honteux et fiers à la fois de leur nombre et de leur gravité, ils se ruèrent sur-le-champ à cette forme de pénitence et de rachat qui, la veille encore, leur eût semblé un impossible sacrifice. Le pays entier envahit l'église, assiégea le confessionnal. Ceux des villages

voisins voulurent entendre également le saint. Il dut les instruire à leur tour. D'autres venaient ensuite. C'était dans la province une contagion de repentirs, une émulation de remords, une soif publique d'état de grâce. A travers la joie dont il tressaillait, M. Vincent était pourtant effrayé comme le serait, d'un éclairage immense et aveuglant, d'un embrasement soudain, celui qui s'imaginait n'allumer qu'un flambeau. Tous avaient pris feu. Ils se croyaient tous damnés. L'épouvante de mourir avant d'être absous leur tournait l'esprit. Ils ne pouvaient plus attendre. Cette confession générale, qu'ils ignoraient auparavant, à laquelle, même s'ils l'avaient connue, ils n'auraient sans doute pas songé, à présent était devenue leur besoin immédiat. On s'écrasait dans la chapelle. C'était à qui passerait le premier, se prosternerait haletant aux genoux du saint pour y vomir ses fautes. — « Moi ? — Non, moi ! C'est mon tour ! — J'étais avant lui ! » Quel turbulent troupeau, plus terrible à tenir, — et sans chien, — que celui d'autrefois, même aux moments de faim et de panique où les moutons sont enragés ! Et si encore ces confessions avaient pu se faire vite ! Mais c'est qu'elles duraient. Chacun n'en finissait pas. Et par derrière, la queue des postulants grossissait et piétinait. La presse devint si grande que Vincent fut débordé et que M^me^ de Gondi se vit obligée de chercher du secours à Amiens, d'où on lui envoya deux Jésuites de renfort pour nettoyer toutes ces bonnes gens.

Événement prodigieux ! Date mémorable ! Non seulement dans l'histoire de Vincent de Paul, mais dans celle de la religion. Le saint, alors, s'en rendit-il compte ? Ses biographes assurent que non. Nous en doutons pourtant. Il nous paraît difficile de croire qu'avec la lucidité et le prolongement de pensée qu'il avait en toutes choses, ce visionnaire du Bien, dans un regard qui s'étendait si loin qu'il n'osait pas le retenir, ne découvrit pas et n'embrassa pas tout le voyage à faire dont le mouvement de Folleville et de ses environs était comme l'amorce avant le départ. Aussi ce beau 25 janvier, jamais Vincent ne l'oubliera. C'est l'anniversaire sacré. Chaque année il le fête. Plus d'un quart de siècle après, il invitera ses prêtres de Saint-Lazare à célébrer la mémoire du sermon de Folleville, ce jour-là où spontanément en esprit et en action s'est fondée leur Compagnie.

La grande heure avait sonné. La Mission était venue au monde, et déjà vitale, riche de sang.

LA FUITE DE VINCENT

Il est rare que les grandes œuvres n'apportent pas, sans qu'ils l'aient prévu, un changement immédiat et radical dans l'existence de ceux qui les entreprennent. Vincent ne fut pas plus tôt sorti des abondantes journées où il avait reçu une si forte secousse, qu'il éprouva le besoin, non de se reposer, mais de se recueillir, de s'isoler, autant pour méditer sur la leçon de l'événement que pour s'arracher à un milieu qui s'accordait moins que jamais avec le nouvel état de son esprit. Et puis son succès, aussitôt malgré lui répandu, proclamé, cette vaine gloire allumée autour de son nom, ces louanges qui lui étaient assénées par tous, depuis les maîtres jusqu'aux serviteurs, tout cela l'offusquait. Il aimait le peuple et non la popularité. Il eut peur. Il appréhenda de chanceler dans le vertige d'orgueil où étaient tombées tant de personnes qui avaient pourtant l'air bien solides en haut de leur vertu. Ses élèves grandissaient et l'âge ne faisait qu'ajouter à la violence du tempérament qu'ils tenaient de leur père. Il n'avait donc plus sur eux la prise qu'il fallait. L'excellente M^me^ de Gondi elle-même, avec les perpétuelles inquiétudes et les exigences de son imagination, la tyrannie de sa religieuse amitié et surtout les excès de sa reconnaissance, arrivait à le rebuter, à le rendre injuste à son égard. Mais pouvait-il admettre, — ainsi qu'elle s'exaltait à le lui répéter, — qu'il fût devenu pour elle un guide unique, une lumière supérieure, un indispensable secours? Personne, à son jugement si droit, ne devait accepter de se laisser prendre pour tel et lui, grand Dieu ! moins que tout autre, lui, ce *misérable* comme il se qualifiait à elle-même, espérant toujours la raisonner et la remettre dans la mesure. Enfin, les troubles précurseurs de la Fronde, en remuant Paris, l'engageaient à se retirer dans quelque province éloignée pour s'y consacrer exclusivement, dans la prière et dans la paix, au service des pauvres gens de la campagne. Il n'a plus que ce désir. Le pavé le repousse et le sillon l'appelle. Comme il n'était entré chez les Gondi qu'à la persuasion de M. de Bérulle, il ne veut pas en sortir sans l'en informer. Le voyant si résolu, au point qu'il

lui semble inspiré, celui-ci l'approuve et lui propose alors « d'aller travailler » à Châtillon-les-Dombs en Bresse.

C'est une pauvre petite ville, abandonnée, ruinée par les guerres de religion, mal habitée par des protestants et des catholiques se déchirant entre eux, n'ayant à proprement parler ni curé ni pasteur et de plus tombée, depuis bientôt un siècle, dans les mains de mercenaires qui n'y viennent que pour en tirer les revenus, se contentant de se faire représenter par de mauvais prêtres, gens relâchés, ayant perdu tout sentiment de leurs devoirs. Quel cadeau lui fait-on là! Un autre que Vincent en eût frémi. Lui l'accepte avec allégresse. Il saute dessus. Partir! tout de suite! Justement le général des galères était en Provence. Heureux de cet éloignement qui favorise son projet, Vincent lui écrit pour l'en aviser. Il lui observe qu'il n'a pas désormais la valeur et le brillant nécessaires pour élever, lui l'ancien pâtre de Pouy, des jeunes seigneurs appelés à faire figure à la Cour, et il le prie donc humblement d'agréer sa retraite. Puis ayant, sous le prétexte d'un petit voyage, achevé ses préparatifs, il quitte sans regrets, sans adieux à personne, la maison des Gondi, et il part pour Châtillon dont il rêve, où il voudrait déjà être rendu! M^me^ de Gondi ne l'apprend qu'après qu'il est en route et encore, non par lui, mais par une lettre où son mari lui écrit « d'un style plein de douleur, qu'il en est inconsolable et le conjure *d'implorer toutes sortes de moyens* pour le faire rentrer. » Mais trop tard. Il est loin, peut-être même arrivé déjà et M^me^ de Gondi connaît assez l'homme extraordinaire et si ferme dans ses desseins pour savoir qu'il n'est pas de ceux, qu'une fois déterminés, on rattrape à sa guise.

Le coup néanmoins lui fut rude. Ce fut le jour de l'Exaltation de la Croix qu'elle le reçut et qu'elle en resta terrassée. Elle en versa des torrents de larmes, en perdit longtemps l'appétit, le sommeil, faisant craindre même autour d'elle, pour sa raison. Cette fuite du guide et du protecteur en qui elle avait mis ses plus sûrs espoirs de salut, et qui la livrait seule et si faible à tous les courants de sa détresse, elle ne la concevait pas. La tendresse de son respect en était affectée et endolorie. Il alléguait sa « mission! » Évidemment. Mais tout de même, n'en avait-il pas une, d'abord, qui eût dû le retarder? Celle qu'il avait accepté de remplir auprès d'elle et qu'il désertait. De cela elle avait du regret et moins pour elle peut-être que pour lui. Elle

ressentait une espèce de déception morale, un désenchantement d'âme et en souffrait à ne savoir à qui le confesser. Enfin, qu'il n'eût pas eu au moins le courage et la franchise de lui écrire à elle-même, et qu'il ne l'eût informée qu'après coup, par l'intermédiaire de son mari, elle en restait par-dessus tout stupide. Sans doute elle n'osait pas prononcer devant une aussi étrange conduite le mot de lâcheté, mais ce mot affreux était murmuré au fond d'elle-même par une voix secrète qu'elle entendait, quoiqu'elle l'étouffât. La vertu cependant parla dans son cœur plus haut que l'amertume, et elle redevint la forte femme chrétienne qu'elle devait rester toujours. Usant des seuls moyens qui lui étaient permis, et les plus puissants d'ailleurs, elle se résigna, pria et espéra.

Pendant ce temps, le transfuge avait gagné Châtillon. Qu'y trouvait-il ? Tout ce que lui avait annoncé M. de Bérulle, et néanmoins il y renouvela le miracle de Clichy, sans parler de deux autres victoires valant d'être comptées parmi ses plus belles.

LE COMTE DE ROUGEMONT

La première, il la remporte sur deux jeunes femmes de qualité, dont la vie était un scandale et qu'il sut toucher à ce point que, renonçant à la galanterie et ne voulant plus qu'aimer Dieu, elles embrassèrent pour toujours le service des pauvres.

Et la seconde de ces réussites, plus difficile peut-être, parce qu'elle portait sur un sujet plus relevé qui se compliquait d'un égarement de noblesse, celle-ci lui fut accordée à propos du comte de Rougemont.

C'était un seigneur de ses voisins, querelleur et débauché, qui passait cependant pour un modèle de bon ton, ayant vécu des années à la Cour. Mais il y avait pris et en avait rapporté jusqu'en sa province, et malgré son âge qui s'avançait, les plus funestes habitudes, surtout celle de mettre toujours à propos de tout l'épée à la main. Plus même qu'une habitude, une manie furieuse. Il voyait rouge pour un rien. Les duels occupaient, intéressaient sa vie, au mépris de celle des autres, car il ne manquait jamais de tuer raide son homme. Enfin la terreur du pays, un *dément*, que chacun fuyait et voulait voir mort. Vincent qui, lui, ne le voulait pas, souhaita connaître ce mau-

vais compagnon, de renommée si extraordinaire. Les réputations, même différentes, s'attirent. De son côté, ce Rougemont, piqué d'entendre prôner partout l'éloquence et les vertus de Vincent et curieux d'en juger par lui-même, entra un jour à l'église pendant un de ses sermons. Il en sortit assez remué pour aller ensuite l'entretenir ; et avec cette brusquerie qui était sa manière, il se déclare, en un tournemain, criminel digne de tous les châtiments et prêt à toutes les expiations. Le saint l'engage séance tenante à faire, lui aussi, sa confession générale. Il y pensait le premier. Il la fait donc et à fond, comme il se fendait. Alors, voilà un fougueux converti qui, éperonné par la grâce, aussitôt prend le mors aux dents et s'emballe dans l'opposé. Il vend sa terre de Rougemont. Les trente mille écus qu'il en tire, il les partage entre les pauvres et les monastères. Sans perdre un pouce de sa bravade, mais en la tournant au bien, il se met, dit un chroniqueur, « dans tous les exercices les plus héroïques de la vie chrétienne ». Il bat sa coulpe, il pleure, il enrage de son passé, il veut se plonger dans la pauvreté la plus absolue. Fiévreux de se détacher des choses de la terre, il s'écrie, employant encore pour son salut les termes d'escrime qu'il a depuis tant d'années dans la bouche : « Il le faut, je coupe, je romps, je brise tout... et je vais droit au ciel. » Le pouvoir de Vincent est seul capable de l'empêcher de se dépouiller jusqu'à la chemise. Ayant obtenu la faveur de posséder le Saint Sacrement dans sa chapelle, il s'y abîme du moins en méditation trois heures par jour, souvent plus, et à genoux, nu-tête, sans appui. Tous ceux qui le maudissaient en sont dans l'étonnement. On vient de loin le regarder prier sans qu'il ait l'air de s'en apercevoir. On ne peut pas le modérer.

Ayant suivi le conseil du Maître de Tout, — « *Vende omnia* », — il s'était défait de tout ce qu'il possédait, n'ayant gardé de ses grands biens qu'un seul : son épée. Il ne la tirait plus mais il la portait toujours, même à l'église. La nuit, il la pendait à son chevet. « Or, nous a raconté le saint, il me dit une fois particulièrement ceci, dont je me suis souvent ressouvenu, qu'un jour, allant en voyage, et s'occupant de Dieu le long du chemin, comme à son ordinaire, il s'examina si, depuis longtemps qu'il avait renoncé à tout, il lui était survenu ou resté quelque attache. Il parcourut les affaires, les alliances, la répu-

tation, les grands et les menus amusements du cœur humain. Il tourne, il retourne, il jette enfin les yeux... sur son épée. « Pourquoi la portes-tu ? (se dit-il à lui-même). — Quoi ! quitter cette chère épée, qui t'a servi en tant d'occasions ! et qui, après Dieu, t'a tiré de mille dangers ! Si on t'attaquait encore, tu serais perdu sans elle ? — Oui ! Mais aussi il peut arriver quelque rixe où tu n'auras pas la force, la portant, de ne pas t'en servir, et derechef tu offenseras Dieu ! — Que ferai-je donc, mon Dieu ? que ferai-je ? Un tel instrument de ma honte est-il encore capable de me tenir tant au cœur ? Je ne trouve que cette épée seule qui m'embarrasse !... » En ce moment, se voyant vis-à-vis d'une grosse pierre, il descend de son cheval, il prend son épée, la rompt sur cette pierre, puis remonte à cheval et s'en va. »

Tel fut le joli miracle, et plus dur encore que la conversion des deux belles dames galantes, arraché par la grâce de Vincent à M. de Rougemont.

Ce dernier avoua depuis que le sacrifice lui avait grandement coûté ; et quand on réfléchit à ce qu'était alors pour un gentilhomme, et féru de bataille comme celui-ci, cette compagnie de son épée en laquelle il rassemblait tout son amour et son honneur, on admire que le vieux batteur de fer ait pu se résoudre à s'en séparer. Mais il avait compris qu'étant, elle aussi, coupable, ayant dans la joie du sang partagé son délire, elle devait expier à son tour ; et voilà pourquoi, de sa propre main qui mille fois l'avait tenue, brandie et caressée, il la punit et la brisa, l'envoyant rejoindre à terre tous ceux qu'en son temps de folie elle avait si bien dépêchés.

En ramassa-t-il du moins les morceaux ? Non. Qu'en aurait-il fait ? Après qu'il eut, comme il le voulait, « tout rompu, tout coupé », ce seigneur jeta aussi son buffle et ses pourpoints pour endosser le sac de saint François. La corde à nœuds devint son ceinturon. C'est elle, après cela, qui lui battit le flanc ; et Vincent de Paul fut son témoin, quand il mourut pour aller gagner là-haut le Pré-aux-Anges, où il retrouva, raccommodée, sa lame que Dieu lui rendit.

HENRI LAVEDAN.

(*A suivre.*)

LE SCHISME ROUGE

Plus que jamais, la Russie est redevenue le pays de tous les paradoxes. Les idoles d'hier sont renversées. Minée par des schismes, et toute retentissante d'anathèmes féroces, l'église communiste ne répond plus à la définition qu'en donnait Lénine sur son lit de mort, en un moment fugitif d'éclaircie cérébrale : un « bloc monolithique ». Elle a ses factions et ses sectes, une menaçante dualité de *credo* socialistes, à la place du catéchisme unique qui faisait sa puissance et son orgueil. Et comme l'opinion, chez nous, est irrésistiblement portée à classer même les effervescences orientales sous des étiquettes européennes et à transporter sur le plan asiatique les clichés parlementaires, le communisme russe lui apparaît segmenté à la mode occidentale. Il aurait désormais sa « droite » avec Staline et Boukharine, et sa « gauche » avec Zinovief, Trotzky et Kamenef. Conséquence : il conviendrait de saluer dans la victoire de Staline l'aurore d'une « Russie bourgeoise » et dans la mise à l'index de Trotzky une défaite de l'extrémisme révolutionnaire.

Les décisions du parti communiste, qui vient de condamner sans appel le « trotzkisme » à l'autodafé, justifient-elles ces déductions? Le foyer allumé par Lénine est-il en train de s'éteindre peu à peu sous l'action des forces conservatrices extérieures et intérieures, ou bien aspire-t-il toujours à se transformer en incendie mondial? La révolution russe, en un mot, a-t-elle déjà son « Thermidor »? L'opposition mord-elle vraiment la poussière?

Autant de problèmes d'une importance vitale, et dont la solution enveloppe une réponse aux énigmes les plus angoissantes de la politique contemporaine.

LES IDÉES

Notons tout d'abord que les dissentiments actuels ne se présentent d'aucune façon comme un phénomène inédit dans l'histoire du communisme russe. Sans parler de la célèbre « discussion » qui a valu à Trotzky, en 1924, une cure forcée dans une station thermale du Caucase, déjà, sous le régime de Lénine, les mots d'hérésie et d'opposition avaient sonné, à maintes reprises, le glas funèbre de l'unité bolchévique. Des polémiques passionnées ont divisé le parti à l'occasion de la signature de Brest-Litovsk, de l'organisation des syndicats professionnels, de la mise en œuvre du *Nep*. Et, chose curieuse, les leaders qui se réclament aujourd'hui de l'orthodoxie léniniste pour excommunier le « trotzkisme », n'ont guère ménagé jadis à Lénine lui-même les critiques les plus virulentes. Non sans ironie, Zinovief a rappelé, dans son plaidoyer *pro domo sua*, que Boukharine, le principal associé de Staline dans sa lutte à mort contre l'opposition, avait jadis qualifié le maître de « vulgaire opportuniste » et qu'il avait refusé sa confiance au Comité central. Cet acte de révolte n'a été suivi pourtant d'aucune répression : Boukharine est resté, comme par le passé, à la tête du Comité régional de Moscou, tandis qu'aujourd'hui des divergences infiniment moins graves que les controverses d'autrefois, entraînent la décapitation administrative des chefs les plus réputés et une mobilisation de la G. P. U. contre toute interprétation du léninisme en marge des idées majoritaires.

Cette intransigeance s'explique. Tant que vivait le prophète du bolchévisme, son influence personnelle suffisait toujours à ramener au bercail les brebis égarées. Mais, à cette heure, pour maintenir l'unité de la doctrine, le communisme ne dispose plus que des textes laissés par le Maître : de leur interprétation dépendent la politique d'un État qui compte 140 millions d'habitants et dont la superficie couvre la sixième partie du monde, le sort de la révolution russe, et, partant, celui de la révolution mondiale. Il s'ensuit qu'au risque d'effroyables secousses, cette interprétation ne saurait souffrir aucune liberté. L'administration de la Russie doit s'étayer sur une exégèse obligatoire. Or, pour le malheur de ses disciples, le père du communisme a été un graphomane enragé; son œuvre

ne compte pas moins de 20 volumes de 400 à 500 pages; elle permet d'opposer sans fin des textes à d'autres textes; elle donne raison à Staline comme à Trotzky. Congrès et conférences, dans ces conditions, dégénèrent naturellement en conclaves de casuistes byzantins. On se bombarde à coups d'in-folio, on ergote sur les virgules, on glose à perte de vue sur un mot ou sur une date. Pour justifier leur attitude, les hérésiarques ont tiré du Talmud bolchévik des citations aussi authentiques que celles dont se prévalent les gardiens des traditions révolutionnaires. Au cours d'une logomachie qui a duré environ trois ans, une majorité docile n'a cessé de ratifier les « thèses » de Staline comme seules conformes à l'esprit léniniste pur; mais, pour les mêmes motifs, elle aurait pu également délivrer un brevet d'orthodoxie à Zinovief et à Trotzky. Il ne restait dès lors qu'à fixer par décret une doctrine officielle et à dresser des bûchers. Le nouveau catéchisme léniniste est un acte de gouvernement, l'émanation du seul régime qui confonde encore au xx^e^ siècle le pouvoir spirituel avec le pouvoir temporel.

De là l'optimisme qui s'y affiche. En vertu d'une bulle promulguée par le « Vatican prolétarien », la « possibilité d'édifier le socialisme dans un pays arriéré » est érigée en un dogme inattaquable. Que la Russie, après dix ans de dictature communiste, soit toujours un « pays arriéré », Staline et ses partisans n'hésitent pas à l'avouer; mais plus sombre est la peinture qu'ils brossent de la première république marxiste, plus tenace est leur foi dans les « forces internes » de la révolution.

Écoutons Boukharine : « Les palais impériaux sont aménagés en cliniques ouvrières; mais les rats dévorent des enfants dans les hôpitaux de Moscou. Nous construisons des stations radio-télégraphiques; mais des multitudes de mioches passent la nuit dans des fosses à ordures. L'Institut consacré à Lénine lance vers le ciel sa fière façade; mais, à côté, règnent l'ignorance, la misère pouilleuse, les pires pratiques de sorcellerie. Nous introduisons l'électricité dans les villages; mais, à côté, des campagnards remuent la terre à l'aide d'un gourdin. La classe ouvrière est au pouvoir; mais des foules de chômeurs engorgent les villes. Nous offrons des cinématographes aux hameaux; mais il est des coins, en Russie, où les habitants n'ont encore jamais vu une roue, vous entendez bien : une

roue, connue pourtant de l'humanité depuis des milliers d'années »...

Mais la Russie n'est pas seulement un « pays arriéré », nation paysanne, elle est par essence un pays hostile aux applications socialistes. D'après Lénine lui-même, il est interdit de désigner l'U. R. S. S. comme un « État prolétarien pur » ; il faut ajouter : « un État prolétarien qui comporte une écrasante majorité paysanne et de graves déformations bureaucratiques ». Or ainsi défini, un État prolétarien n'est plus qu'un colosse rouge titubant sur des pieds d'argile : il est sapé à sa base par d'irréductibles contradictions. Et, en effet, Lénine n'a-t-il pas, dès le début, trahi Karl Marx? Opérant dans un pays agraire au mépris des principes marxistes, qui n'admettaient la possibilité d'une révolution sociale que dans un pays industriel, Lénine a dû fatalement capituler devant le moujik : impuissant à « neutraliser » le paysan, suivant la doctrine du *Kapital*, il a dû se résigner à laisser subsister les propriétaires fonciers à côté de l'usine nationalisée; incapable de socialiser la terre à l'exemple de l'industrie, il a dû chercher dans le village embourgeoisé et repu un associé au service d'un prolériat anémique ; il a dû s'atteler à la tâche hégélienne d'identifier les contraires. Telle est la tare originelle de la révolution russe : si le bolchévisme traverse aujourd'hui une crise dramatique, c'est que les antinomies sociales s'aggravent toujours dans ce pays; c'est qu'étant le seul parti légalement autorisé en Russie, le parti communiste embrasse des éléments inconciliables et qu'il se ressent d'un dualisme qui répugne aux efforts de synthèse. Sa faiblesse est inhérente à sa force.

Ces contradictions foncières, la faction au pouvoir les aperçoit très nettement et les constate ; mais elle prétend qu'on arrivera bientôt à les réduire. « Les principes supérieurs de la dictature prolétarienne, aux termes de tous les votes émis par les différentes conférences, résident dans le maintien d'une union étroite entre ouvriers et paysans pour permettre au prolétariat de conserver le rôle politique dirigeant et la prédominance économique sur la classe paysanne. » Comme on le voit, la thèse « orthodoxe » consiste à fonder la suprématie du prolétariat, la tribu élue du marxisme, sur une coopération du village avec l'usine, tout en assignant au moujik une place subalterne dans l'État communiste. Les

concessions même qu'elle accorde aux paysans s'accusent en fonction directe des bénéfices qu'en pourrait tirer l'industrie, c'est-à-dire l'assiette économique du prolétariat, donc du socialisme : « l'industrialisation, toujours d'après la thèse orthodoxe, doit avoir pour base l'amélioration matérielle de la majorité paysanne, campagnards pauvres et moyens, — en tant que principale clientèle des usines ». La politique des Soviets, somme toute, implique comme postulat fondamental la possibilité d'une collaboration économique entre deux classes sociales dont une seule bénéficierait d'avantages d'ordre politique.

Une fois de plus, on le voit, la thèse orthodoxe est résolument optimiste. Elle est optimiste malgré les effroyables aveux que la réalité finit par arracher aux orateurs les plus officiels. Du discours « kilométrique » prononcé à la XIV^e^ conférence par Rykof, président du soviet des commissaires, il se dégage avec une évidence flagrante que la puissance économique des campagnes dépasse toujours, et de beaucoup, le rendement de l'industrie prolétarienne. Sur l'espace de cinq énormes colonnes de la *Pravda*, ce ne sont que lamentations : gaspillage échevelé, ignorance du personnel, développement monstrueux du « fléau bureaucratique ». « L'U. R. S. S., déclare Rykof, est tributaire de l'étranger non seulemont pour l'outillage, mais même pour les capacités techniques : nous ne sommes pas encore capables de construire une turbine »... Et tout est l'avenant. Les statistiques du *Gosplan*, — administration chargée d'étudier les programmes de production, — attestent une disproportion croissante entre le rendement industriel et les besoins de la clientèle paysanne : le manque de produits manufacturés s'est élevé à 380 millions de roubles or en 1924-25, à 500 millions en 1925-26, soit un fléchissement de 25 p. 100 d'un exercice à l'autre. Et des statistiques non moins probantes annoncent que les paysans aisés, les *koulak*, ceux qui possèdent plus de dix déciatines, ont presque triplé sous le régime communiste !

Dix mois s'écoulèrent depuis cette confession *ex cathedra* ! Dix mois d' « industrialisation intensive », de sacrifices inouïs au profit des usines : 3 456 millions de roubles engloutis par les tonneaux de Danaïdes que sont les fabriques nationalisées ! Mais les branches des fameux ciseaux, métaphore lancée par Trotzky pour exprimer le divorce entre la ville et la campagne, conti-

nuent toujours d'accuser le même irrémédiable écart : la production de la campagne s'élève à 12 milliards de roubles, celle de la ville n'en atteint que cinq : disproportion assez tragique pour imposer aux leaders communistes un nouvel acte de contrition. « Je me vois obligé d'avouer, soupire Rykof dans la *Pravda* du 20 novembre 1927, que nous n'avons pas encore enregistré de succès décisif... Malgré la plus-value dont témoigne la production industrielle, la demande du moujik demeure toujours supérieure à l'offre de l'usine. »

L'opposition, en définitive, ne fait qu'exploiter les conséquences politiques de cette rupture d'équilibre économique entre l'ouvrier et le paysan, entre l'usine et la terre. Le paysan moyen, l'allié présumé du prolétariat, n'est-il pas un *koulak* en herbe, ne se transforme-t-il pas graduellement en capitaliste ? Lénine n'a-t-il pas prévu qu'après la victoire de la révolution, le petit propriétaire terrien se tournerait fatalement contre le communisme ?

Le moujik nanti par la révolution, voilà l'ennemi ! Si, politiquement, il ne domine pas encore l'État communiste, économiquement il a déjà récupéré son indépendance. Le village se développe en marge du contrôle prolétarien. La grande industrie étant impuissante à satisfaire ses besoins, il crée, de toutes pièces, une petite industrie rurale, ou il s'adresse à des intermédiaires privés. De plus en plus, il vend, il achète, il transporte même son blé par ses propres moyens : il n'a que faire de l'outillage compliqué et coûteux de l'État. La campagne bolchévisée, pour tout dire, en pleine dictature prolétarienne, donne l'exemple inouï d'un capitalisme rudimentaire et primitif. Aussi, suprême paradoxe, les bonnes récoltes, qui augmentent la capacité d'achat du village, sont-elles, en dernière analyse, un véritable danger pour le pouvoir ouvrier.

Mais est-il possible, à l'heure où le prolétariat n'est qu'une infime minorité, où l'industrialisation soviétique est encore loin d'être achevée, de s'attaquer au paysan moyen, c'est-à-dire à 60 pour cent de la classe paysanne ? Déclencher une pareille offensive équivaudrait, d'après les paroles de Staline, à rallumer la guerre civile dans les villages, à entraver les livraisons de matières premières à la ville, à désorganiser l'approvisionnement de la main d'œuvre, à ébranler les fondements de l'industrie, donc à renoncer au socialisme. Au lieu

d'un retour inconsidéré au « communisme militant », voué au même échec que la continuation de la guerre, préconisée par Trotzky en 1917, le Comité central s'en tient aux traditionnelles méthodes léninistes. Dix, peut-être vingt ans de relations pacifiques avec le moujik, répétait le maître, et la victoire de la révolution mondiale est assurée.

Nous sommes ici au cœur de la controverse. Pour l'opposition, cet aphorisme de Lénine ne signifie nullement qu'au bout de dix ou vingt ans, la Russie deviendrait un État socialiste, un état sans classes, un état où il n'existerait pas plus d'ouvriers que de paysans. La vraie panacée demeure toujours la révolution à l'étranger, et plus elle tarde à éclater, plus il sera difficile de balayer les différenciations sociales inhérentes à un pays agricole et arriéré. A prodiguer des concessions au paysan, le bolchévisme risque d'accélérer à une telle allure la « dégénérescence thermidorienne » qu'au moment où l'Europe sera mûre pour accepter le « grand soir », l'U. R. S. S., embourgeoisée sera un frein à la révolution.

Ainsi, tandis que les dissidents subordonnent la socialisation de la Russie à l'intervention de forces extérieures, les hommes au pouvoir renversent les termes du problème pour faire dépendre la révolution mondiale de la victoire socialiste en Russie. Pour les uns, le prolétariat soviétique est condamné à s'étioler si le capitalisme mondial persiste à « se stabiliser »; pour les autres, la révolution mondiale ne pourra se déchaîner qu'avec le concours du prolétariat russe. Mais, fait essentiel, les uns comme les autres, qu'ils fondent leurs espoirs sur le prolétariat intérieur ou sur le prolétariat international, poursuivent un but identique : une « socialisation planétaire ». Si la doctrine de Trotzky implique la nécessité d'activer la propagande étrangère, celle de Staline entraîne, conséquence aussi logique, la nécessité, pour le prolétariat russe, de préparer le « chambardement général ». Textuellement, les thèses de Staline, votées par les derniers congrès communistes, exigent que la classe ouvrière soviétique soit « en mesure de lancer le prolétariat international à l'assaut des capitalistes de chaque nation, et même de lui accorder au besoin l'appui de l'armée rouge ».

Sur ces divergences fondamentales les événements ont greffé peu à peu de nouveaux conflits, surtout à l'occasion des échecs extérieurs essuyés ces derniers mois par le gouverne-

ment des Soviets. Fidèle à son habitude de traduire les réalités en formules schématiques, le bureau politique, par la bouche de Boukharine, eut l'imprudence d'affirmer qu'en coopération avec la puissance accrue de la Russie ouvrière, les progrès du communisme en Angleterre et la fermentation « prolétarienne » de la Chine assuraient d'ores et déjà le triomphe définitif de la révolution mondiale.

Quoi d'étonnant que le pitoyable effondrement de ces espérances ait porté au paroxysme la campagne de l'opposition? Autant de pronostics, autant d'erreurs; une faillite frauduleuse sur toute l'étendue du front international : désagrégation du fameux comité anglo-russe, rupture entre Londres et Moscou, désorganisation des forces révolutionnaires chinoises, schisme au sein du *Komintern*, outrages retentissants infligés au drapeau rouge par les incursions de Tchang-Tso-Kin et du *Scotland Yard* dans les locaux des diplomates soviétiques. « Rien n'a plus facilité les intrigues de Chamberlain, a déclaré Trotzky, — phrase qui a fait le tour de la Russie, — que la mauvaise politique de Staline en matière chinoise. »

« En luttant contre Staline, déclare Trotzky, nous défendons la patrie communiste contre l'impérialisme britannique. »

Et les staliniens de riposter : « Trotzky ne songe qu'à imiter Clemenceau! »

LES HOMMES

A trois reprises, les frères ennemis ont tenté de replâtrer la façade du communisme, de cacher sous un badigeonnage hâtif les fissures du « monolithe ». Au mois d'août encore, c'est-à-dire au moment où la polémique avait atteint son point culminant, et où tout compromis paraissait illusoire, le Comité central réussit à trouver une formule de compromis. Le trotzkisme avait beau coucher sur ses « positions idéologiques », il répudiait solennellement toute tentative de « fractionner » le parti, de sectionner le « monolithe »; au prix d'une amende honorable qui laissait intacte son hérésie, l'opposition restait dans le giron de l'Église rouge.

Cette cote mal taillée traduisait fidèlement le respect de la discipline léguée par Lénine à ses disciples, et répondait à l'équilibre vacillant des forces en présence. Devant la perspec-

tive d'un schisme définitif, Trotzky, malgré son esprit d'indépendance, allumait le cierge des pénitents, et Staline, malgré son esprit sectaire, ouvrait les portes du confessionnal. Pour l'un comme pour l'autre, le parti, — avec un grand P, — demeurait une catégorie divine, intangible et indissoluble. Il avait tous les droits, il pouvait exiger tous les sacrifices.

D'autre part, si la majorité se sentait trop faible pour mater ses adversaires, l'opposition ne se sentait pas assez forte pour continuer la lutte : l'organisation intérieure et la cohésion doctrinale lui faisaient encore défaut. Ses programmes se trouvaient déjà dépassés par des groupements plus extrémistes, groupements qui cherchaient à se couvrir de l'autorité trotzkiste et zinovienne pour suppléer à l'absence de leaders influents. A droite, la même menace de débordement. Dans un pays muselé depuis dix ans, il était logique que toute opposition à la dictature en vigueur ralliât autour d'elle tous les mécontents. Des « sans-parti », même des éléments réactionnaires, applaudissaient à Trotzky pour l'unique raison qu'ils ne voulaient plus de Staline. Un coup d'État contre les hommes du Kremlin autorisait des espérances qui, à vrai dire, auraient été singulièrement déçues par l'arrivée au pouvoir des hommes de l'opposition. Mais l'interrègne laissait le champ ouvert à toutes les possibilités. Chez certains germait l'espoir que la victoire de l'opposition tournerait au profit non pas d'une fraction bolchévique quelconque mais des ennemis du communisme.

Trotzkistes et staliniens se trouvèrent donc en face d'un même danger, qui menaçait aussi bien les uns et les autres. Comme en témoigne un rapport officiel à la IIIe Internationale, l'opposition à Kief, à Kharkof, à Odessa, revêtait des formes nettement séparatistes, celles d'une campagne écumante contre le Comité central de Moscou, « suppôt du chauvinisme panrusse ». Ailleurs, dans les usines et dans les casernes, la propagande trotzkiste produisit des phénomènes diamétralement opposés : une vague de défaitisme, un vent de panique irraisonnée, un fléchissement de la discipline, le désarroi d'un troupeau à l'approche d'un cataclysme. « La lutte au sein du parti risque de désagréger la fédération des Soviets tout entière », a pu dire sans aucune exagération le président de la Commission de contrôle, le camarade Iaroslawsky. C'est dans cet aveu qu'il faut chercher l'origine d'une transaction

boiteuse, bâclée *in extremis* pour donner l'illusion d'un sentiment d'union sacrée.

Mais, à peine conclu, l'armistice était violé de part et d'autre : l'union sacrée communiste n'avait pas duré vingt-quatre heures. Pourquoi?

Ici toute explication sera inopérante si l'on sépare le duel doctrinal des rivalités personnelles, si l'on fait table rase des éléments psychologiques pour envisager une révolution marxiste sous un angle marxiste pur. Les meilleurs élèves de Karl Marx se chargèrent de prouver à leur maître que l'individu joue un rôle prépondérant dans l'histoire, même dans l'histoire du socialisme. Les abstractions finirent par jeter bas leurs masques et nous dévoilèrent des êtres en chair et en os, une meute dévorante.

Le testament de Lénine, divulgué *in extenso* au cours des dernières controverses, nous révèle toute l'atrocité de la tragédie morale qui fut réservée à ce cadavre vivant, aux rares moments où des lueurs de pensée traversaient sa substance grise de malade. En vain son regard d'agonisant cherchait un successeur capable de continuer son œuvre parmi le personnel dirigeant, déjà amolli par le bien-être, ou usé jusqu'à la moelle par une effroyable dépense d'énergie, ou dévoyé par le stérile byzantinisme des polémiques. La nullité et la déprivation de ses élèves menaçaient de compromettre le seul héritage qui comptât réellement à ses yeux : la pérennité du parti communiste. Parmi les maîtres de demain, Staline surtout inspirait une véritable épouvante au moribond. « Staline est trop grossier, écrivait Lénine, il ne peut être maintenu au poste de secrétaire général du parti... Je conseille de substituer à Staline un homme qui en différerait par plus de tolérance, par plus de loyauté, par plus de politesse, par plus de bienveillance envers ses camarades et par moins d'étourderie. » Lénine connaissait son monde : Soukachvilli, *alias* Staline, au poste de secrétaire général, dans le rôle d'exécuteur testamentaire du léninisme, c'était la désagrégation certaine du « monolithe », la dissipation définitive de l'héritage révolutionnaire. Ce Géorgien têtu, buté, au cerveau aussi mal modelé que les rocs de sa terre natale, un Homais oriental doublé d'un terroriste qui aurait fait son apprentissage en détroussant les voyageurs sur les routes du Caucase, ce primaire enflé de suffisance, doit toute sa renommée révolution-

naire à l' « expropriation » de la trésorerie de Tiflis : sa conduite n'a jamais dépassé le niveau intellectuel de cette prouesse.

Médiocrité qui explique la grande place occupée par Boukharine au Bureau politique du parti. Pour masquer sa vulgarité d'un vernis idéologique, Staline ne pouvait trouver de meilleur auxiliaire que ce cérébral « incorruptible », un mystique dédaigneux du pouvoir, de ses vanités et de ses jouissances, un ascète attaché seulement à la haute spéculation marxiste, mais capable, en l'honneur d'un dogme, de dresser des échafauds et d'allumer des autodafés. La clef des événements, il faut la chercher d'abord dans l'alliance d'un sectaire livresque et d'un réaliste impudent. Tous les deux sont empoisonnés par une méfiance universelle, tous les deux érigent leur doctrine en impératif catégorique de la révolution et, pour faire la chasse à la pensée libre, appliquent les procédés de la *Tchéka*. Le lendemain de l'armistice signé avec l'opposition, la G. P. Ou. remobilisait ses limiers et la *Pravda* renouvelait sa campagne. A l'espionnage, comme toujours en Russie, s'adjoignait la provocation : l'organe de Boukharine laissait entendre que le Comité central avait atteint les limites extrêmes de la magnanimité : il imputait aux dissidents des restrictions mentales inadmissibles et les menaçait d'excommunication à la moindre récidive.

Désormais, la « vieille garde » léniniste est abreuvée de fiel et réduite au silence ; on lui interdit d'apparaître aux meetings; toute manifestation oratoire est taxée d'illégale ; les journaux rejettent comme contre-révolutionnaire la prose de l'ancien président du *Komintern* et celle du créateur de l'armée rouge. Ici, une fois de plus, les éléments personnels font irruption sur la scène, et l'individualité de Trotzky se profile de toute sa hauteur pour diriger la suprême contre-attaque. Si, pendant la vie de Lénine, ce formidable sémite, ce révolutionnaire de cape et d'épée, pouvait se contenter de la seconde place dans l'État bolchévik, après la mort du maître, il ne pouvait décemment accepter que la première. Sans patrie, sans domicile, sans parti politique, Trotzky, pendant sa jeunesse, a été le véritable juif errant du nihilisme russe. Et, pour brider son romantisme socialiste, il a fallu toute la frigide, toute la monstrueuse volonté de Lénine. Dans le Grand Lunaire du bolchévisme, Trotzky a fini par reconnaître son chef, mais à la condition d'en devenir le bras droit, le réalisateur par le fer et

par le feu des théories maximalistes. Carrière prodigieuse! Le fils du rabbin Bronstein, tour à tour, préside aux destinées de la diplomatie rouge, réorganise les chemins de fer, forge l'épée du communisme. Il rêve d'être le Tchingiz-Khan de l'Internationale, l'Attila du soviétisme mondial... Et le voici déchu de ses dignités et de ses charges, jugulé par des parvenus révolutionnaires, réduit pour ne pas mourir de faim à présider un comité technique, et condamné à recevoir d'un Staline des leçons d'orthodoxie communiste.

LES ÉVÉNEMENTS

L'histoire recommence toujours : de vieux révolutionnaires reprennent contre d'autres révolutionnaires les mêmes méthodes qu'ils avaient employées contre l'ancien régime : comités secrets de propagande et d'action, imprimeries clandestines, diffusion de tracts et de pamphlets. L'opposition s'embusque dans le *podpolie*, terme classique, aux évocations de cave et de sous-sol, qui désigne le travail de sape où, de tout temps, avaient excellé les « forces ténébreuses » de la révolution russe. Dans ces catacombes traditionnelles, comme jadis le bolchévisme de l'époque héroïque, le « trotzkisme » prend corps, il s'assimile les différentes tendances dissidentes, il en émonde les ramifications anarchiques et syndicalistes, il ramène à l'unité tous les courants antistaliniens. Fraction embryonnaire, l'opposition se cristallise peu à peu en un véritable parti politique. Rykof, Tomsky, Staline, Iaroslawsky certifieront plus tard, à la XV^e^ conférence communiste, que, la veille du dixième anniversaire de la révolution d'octobre, le trotzkisme disposait d'une organisation calquée sur celle du « parti dirigeant » : un comité central, un bureau politique, un réseau de secteurs, de comités et d'alvéoles dans l'armée, la marine et les usines, un outillage de propagande et un service de liaison occulte, sans oublier une « Croix Rouge » spéciale dont la police a découvert les statuts chez Ioffe après son suicide, chargée de recueillir des souscriptions en faveur des membres de l'opposition persécutés par les autorités. D'après les témoignages de certains transfuges, notamment d'un certain Kouzovnikof, l'organisation trotzkiste fonctionnait dans les régions industrielles, comme l'Oural par exemple, avec la précision d'une véritable machine bureaucratique.

Mais ce n'est pas seulement au camp de l'opposition que l'histoire recommence. Si Trotzky ressuscite la stratégie de la révolution militante, Staline a recours, pour se défendre, à tous les procédés qu'utilisait l'ancien régime contre les adversaires de l'ordre tzariste. La G. P. U. disperse les meetings, confisque les proclamations, brise les presses et jette sous les verrous les fauteurs de troubles. Les pires exactions de l'*Okhrana* pâlissent à côté de la gendarmerie rouge et de ses exploits. Police d'un État théocratique, la G. P. U. met au service de Staline une sorte de Saint-Office révolutionnaire, qui extirpe les hérésies politiques avec le même zèle que déployaient les grands inquisiteurs à combattre les hérésies religieuses.

La délation est portée au niveau d'un devoir imprescriptible. « Déjà en 1923, déclara Iaroslawsky, le camarade Djerdjinski avait proposé au Comité central que tout communiste serait astreint à transmettre au parti les informations qu'il parviendrait à recueillir sur des organisations clandestines. » Défense de penser autrement que ne l'exige le catéchisme estampillé par l'État. « Si les membres du parti, déclare encore Iaroslawsky, commettent des actes considérés par la majorité du parti comme délictueux, nous pouvons non seulement les rayer de nos registres, mais les déférer aussi aux autorités administratives et judiciaires. » « Nous admettons tous les partis politiques, surenchérit Tomsky, président des Unions professionnelles; mais la liberté n'appartient qu'au parti communiste; la place des autres est en prison. »

Théorie appliquée au pied de la lettre. De plus en plus, à l'approche du jubilé soviétique, les listes des proscrits s'allongent et les cachots se peuplent. Parmi les anathématisés figurent déjà des noms retentissants : Serebriakof, adjoint au commissaire des voies de communications, Préobrajensky, l'un des plus grands économistes soviétiques, Fichilef, le directeur de l'imprimerie de l'État, Netchaef, Stykgold, Wassilief, Schmidt, Mratchkowsky, — un des chefs de la campagne contre Koltchak, — sont murés dans les caves de la Loubianka. Mais plus la G. P. U. fait rage, plus les trotzkistes gagnent en audace. Ils dévalisent des imprimeries officielles pour en transporter les presses dans les environs de Moscou. Bien plus : l'imprimerie centrale de l'État lance par milliers des proclamations contre Staline! Alors qu'à tous les meetings orthodoxes

l'opposition réussit à introduire un porte-parole, les membres du Comité central se voient expulsés, sous une pluie de horions et d'injures, de toutes les réunions tenues par les schismatiques.

Si Staline était plus diplomate et plus psychologue, si Boukharine avait consenti à descendre de son empyrée léniniste pour essayer de manier les hommes au lieu de jongler avec des formules, si, surtout, les deux dictateurs avaient pu sacrifier leurs rancœurs à la raison d'État, le X^me^ anniversaire de la « victoire d'octobre », — jubilé également cher aux communistes de toutes nuances, — aurait fourni aux adversaires une occasion unique d'échanger un baiser Lamourette.

Mais, intoxiqués de rancunes, Boukharine et Staline n'ont voulu voir, dans la célébration d'une date révolutionnaire glorieuse, qu'un moyen de satisfaire leur haine et d'exercer leur vengeance. La « grossièreté » de Staline s'est donné libre cours pendant la session jubilaire du *Vtzik*, le Comité exécutif panrusse. Les portraits de Trotzky et de Zinovief disparurent de la salle des séances. Les villes, les aérodromes, les écoles, qui s'enorgueillissaient de porter leurs noms, furent rebaptisés par oukase. A la séance solennelle du *Vtzik*, Trotzky chercha en vain une place modeste où s'asseoir. Il dut se tenir debout, entre deux portes, tandis que des médiocrités s'entassaient dans la tribune d'honneur et se glorifiaient d'une œuvre dont il avait été le principal artisan.

Défi où la brutalité le disputait à la maladresse. Défi aggravé encore par une cinglante humiliation politique : les auteurs du « manifeste commémoratif », publié le 16 octobre, n'ont poursuivi, semble-t-il, qu'un but policier : exaspérer l'opposition, provoquer chez les trotzkistes des gestes irréparables. Tout pour les paysans : une révolution prolétarienne renversait sa corne d'abondance sur les villages seuls ; la campagne repue qui, suivant les aveux des dirigeants eux-mêmes, ne cesse d'ensevelir des milliards de roubles sous son fumier, recevait de nouveaux privilèges fiscaux et s'engraissait de nouvelles et copieuses dotations : affranchissement de l'impôt rural, annulation des arrérages et des amendes, dix millions de roubles affectés aux secours agricoles. Quant au prolétariat, il demeurait le paria d'un régime qu'il avait enfanté dans la douleur et qu'il avait cimenté de son sang. Plus déshérité que le Lazare de la Parabole, il ne ramassait que des promesses de miettes : « l'in-

troduction graduelle, au bout d'un an, de la journée de sept heures, dans les proportions autorisées par la réfection de l'outillage et par le rendement du travail ». Le plus endurci des « exploiteurs » n'aurait guère refusé sa signature au bas d'un chiffon de papier aussi lourdement conditionné !

Boukharine et Staline ne s'étaient pas trompés : un Trotzky n'est pas de ceux qui tendent la joue gauche. Le manifeste lui permet de jouer ouvertement la carte ouvrière contre la carte paysanne, d'accuser la dictature prolétarienne de haute trahison envers le prolétariat. Pendant que Moscou se prépare à son carnaval révolutionnaire, des proclamations incendiaires apparaissent sur les murs et circulent dans la foule. « Staline roule de plus en plus vers la droite... Il essaye de camoufler sa politique par des phrases révolutionnaires... Il est l'homme des bourgeois et des *Koulaki*... Il aspire à rejeter du parti les seuls vrais léninistes... A bas la journée de sept heures... Vivent Trotzky, Zinovief, Kamenef!... »

Et la contre-offensive éclate, fulgurante : en plein Comité central, Menjinski, le grand chef de la police rouge, tente une manœuvre destinée à discréditer Trotzky aux yeux de sa clientèle ouvrière : Azef a formé des élèves, et la G. P. U. n'est jamais en peine de découvrir un complot! Un intime de Trotzky, l'ex-attaché militaire des Soviets à Berlin, Stepanof, ne préparait ni plus ni moins qu'un prononciamiento pour permettre à l'opposition d'accaparer d'abord le pouvoir et de le partager ensuite avec les mencheviks et les bourgeois. Heureusement, pris de repentir, un ancien officier de Wrangel, Stcherbakof, passé au service de la « cause prolétarienne », avait fait des révélations complètes.

L'histoire de la révolution russe enregistrera ici une de ses pages les plus honteuses. Pièces en mains, Trotzky établit la nature exacte des sources de la G. P. U. : Stcherbakof n'est qu'un vulgaire mouchard rétribué par la Sûreté soviétique, et, loin de protester, Staline justifie les machinations policières et entonne l'éloge de la provocation pour dépister les adversaires du communisme. L'atmosphère s'élève à celle d'un four électrique, et le débat crépite comme les mitrailleuses, il y a dix ans, dans les rues de Moscou. Tel un prophète d'Israël maudissant des rois indignes, Trotzky cloue au pilori « une fraction d'usurpateurs qui ne se maintient au pouvoir que par la force,

qui s'ampute de ses meilleurs éléments, qui étrangle la pensée communiste, qui désorganise le prolétariat mondial, qui anéantit l'œuvre de Lénine ». Il exige les mêmes droits que les libéraux et les socialistes russes lui demandaient en vain à l'époque de sa toute-puissance : les droits de parler, d'écrire, de discuter librement... On lui répond, comme il ripostait à son heure, par des mesures terroristes : en attentant l'expulsion du parti et peut-être l'arrestation, la mise au ban du Comité exécutif. A la face du démiurge qui faisait trembler l'armée soviétique, des possédés crachent des injures de moujik ivre et décochent le coup de pied de l'âne : serpent, renégat, sale bourgeois, bête puante...

Le rideau se lève maintenant sur le cinquième acte, — ou le quatrième, sait-on jamais en Russie ? — Moscou allume ses lampions de fête et arbore son grand pavois; le sabbat rouge s'échevèle dans un fracas de rhétorique et une débauche de couleurs. C'en est trop... L'opposition descend dans la rue. En pleine apothéose de la révolution, elle s'efforcera de prouver que le communisme n'est plus qu'une façade à la Potemkine. Les leaders déchus parcourent la ville, haranguent les ouvriers, parviennent à rassembler des attroupements dans les gares et sur les places publiques, arrachent, par ci, par là, des ovations qui leur donnent l'illusion de leur popularité d'antan. Trotzky parvient à prononcer un discours enflammé face à l'hôtel de la IIIe Internationale, et Zinovief, malgré sa lâcheté proverbiale, escalade une tribune officielle d'où il est expulsé à coups de gourdin et de galoche. Mais toutes les tentatives pour orienter les manifestants vers le Kremlin échouent piteusement. Épuisé par une trop longue diète socialiste, terrorisé par la police, mortellement fatigué, le prolétariat russe n'a pas été de force à suivre ses derniers chevaliers servants.

Le 11 novembre, Zinovief et Trotzky sont convoqués à la barre du Comité central qui leur accorde deux heures pour accepter le dernier ultimatum. Ils se bornent à hausser les épaules et se retirent avec mépris. Les deux heures s'écoulent dans une angoisse indicible. Si domestiqué que soit le Comité, si dure que soit la férule de Staline, chez plus d'un vieux communiste le cœur chavire et la gorge se serre à la seule idée d'exécuter un Zinovief et un Trotzky. On compte les minutes, on compte les secondes. Le délai expire, le Comité rend son

verdict dans une morne torpeur : Trotzky et Zinovief, qui incarnaient le communisme avec Lénine, sont exclus du parti communiste. Leurs lieutenants principaux, comme Rakovsky et Kamenef sont chassés du Comité central. Quelques jours plus tard, Ioffe, le célèbre négociateur de Brest-Litovsk, un vétéran du bolchévisme, se tirait une balle dans la tête. L'homme qui avait livré la Russie à l'Allemagne n'avait pu résister au spectacle d'un effritement définitif du « monolithe » léniniste.

Mais les nerfs de Staline ignorent la moindre défaillance. Avec une implacable méthode, il poursuit le cours de ses vengeances. Les excommuniés sont relevés de leurs postes, condamnés pratiquement à la famine. Ils doivent quitter leur appartement au Kremlin, chercher un abri dans une ville surpeuplée et un gagne-pain dans un pays où l'État a le monopole des emplois...

ET MAINTENANT?

A première vue, la victoire de Staline se présente comme un triomphe éclatant. Le XV[e] congrès communiste, qui vient de tenir ses assises, a consacré sa politique comme l'expression définitive du léninisme orthodoxe; il a ratifié toutes les mesures adoptées contre l'opposition, même les plus illégales, les plus contraires à l'esprit des statuts, telle l'exclusion de Zinovief et de Trotzky trois semaines avant la réunion du congrès; il a complété, enfin, l'exécution des deux chefs par une véritable hécatombe rouge : 75 dignitaires bolchéviks entassés dans la même charrette.

L'opposition est décapitée : 700 têtes au total d'après les statistiques de la Commission de contrôle, les 700 têtes pensantes qui dirigeaient le mouvement. Ainsi épuré, nettoyé à fond par le « balai révolutionnaire », le parti communiste, déclarent à l'unisson Staline, Boukharine et Rykof, peut envisager son avenir avec sécurité. Il a récupéré son unité et sa cohésion. Les voix recueillies par l'opposition au cours des meetings préparatoires au congrès, n'ont pas dépassé 0,5 pour cent du nombre total des adhérents au parti. Proportion ridicule, fraction d'autant plus insignifiante qu'elle est découronnée aujourd'hui de son cerveau, amputée de ses bras, et

qu'elle doit forcément tomber à un chiffre infinitésimal, pour se dissoudre enfin complètement, en raison du flot toujours grandissant des néophytes qu'attire le parti communiste. 700 déchets, est-ce que cela compte en comparaison des 70 000 nouveaux membres gagnés au cours de la dernière campagne de recrutement?

L'un des aphorismes préférés de Lénine consistait à réduire le communisme à l'inventaire des hommes et des choses : le communisme, ricanait le maître, n'est après tout que de la statistique. Une pareille définition pousse naturellement un algébriste comme Boukharine, un primaire comme Staline, à chercher plutôt la quantité que la qualité. Tous les deux demandent au parti d'allonger des chiffres nivelés, disciplinés et parfaitement homogènes. La moindre supériorité individuelle ne pourrait que rompre cette harmonie mathématique.

Il suffit, pourtant, de jeter un coup d'œil sur la liste des proscrits pour en conclure que la dernière saignée anémiera surtout le parti communiste lui-même. Sans parler de Trotzky, de Zinovief et de Kamenef, les trois frères cadets de Lénine, le bolchévisme a évincé des vétérans aguerris, « la fleur et l'orgueil de la révolution » : des diplomates comme Rakovsky, des hommes d'armes comme Mouralof et Lachevitch, commandants de circonscriptions militaires, et Zof, ancien chef de la flotte rouge; des « spécialistes » comme Smirnof, commissaire à l'agriculture, et Serebriakof, directeur des entreprises naphtifères; des propagandistes comme Radek; des organisateurs comme Vilensky : des économistes comme Smilga, Préobrajensky, Evdokimof; des syndicalistes comme Piatakof. Staline a même perdu deux tchékistes de marque : Belborodof, l'assassin de la famille impériale, et Péters, *alias* Petterson, l'un des inquisiteurs du régime, un tortionnaire raffiné, qui remplissait les fonctions de commandant du Kremlin.

Le communisme trouvera-t-il dans ses 70 000 catéchumènes une matière humaine capable de combler les brèches et d'infuser du sang jeune dans un organisme ravagé par la sclérose? Il est permis d'en douter. Des hommes moins bornés que Staline, moins sujets aux hallucinations que Boukharine, comme Iaroslawsky par exemple, chargé d'étudier à la loupe la composition du parti pour le compte de la Commission de contrôle, se laissent aller à des aveux qui décèlent, sous le bluff

des statistiques redondantes, une dégénérescence à peu près incurable. Les nouveaux adhérents n'apportent au bolchévisme ni muscles, ni nerfs, ni substance cérébrale : rien qu'une mauvaise graisse. On se rallie au parti communiste parce qu'il est le « parti dirigeant », parce qu'on ne serait avancer dans le *tchin* rouge sans embrasser la foi officielle. Plus grand est le nombre de bolchévistes dûment brevetés, plus le bolchévisme s'encombre d'opportunistes qui masquent l'absence de toute conviction en récitant quelques versets de l' « alphabet communiste », le manuel rédigé par Boukharine à l'usage des cancres soviétiques. Pour 90 pour 100 au moins de ces partisans de Staline, la révolution se réduit ainsi à des rudiments de technologie révolutionnaire. Elle n'est plus qu'un catéchisme d'État imposé par les gendarmes. Que le trotzkisme réussisse demain à étayer sa doctrine sur les baïonnettes, l'hérésie d'aujourd'hui deviendra la religion officielle. L'argument du bâton est le seul qui décide en matière communiste de la vérité et de l'erreur.

Et c'est précisément l'argument qui fait défaut à l'opposition. L'arsenal du trotzkisme est d'ordre exclusivement idéologique. L'opposition n'a pour elle que la rigidité de sa logique socialiste, et sa fidélité aux intérêts de la classe prolétarienne. Mais que peuvent les syllogismes révolutionnaires contre le veau d'or moujik? Que peut une classe de va-nu-pieds et de ventres creux, une classe qui a gaspillé son élite sous les balles de la guerre civile, et dont les éléments les plus cultivés ont abandonné le marteau et l'enclume pour s'enrôler dans les cadres bureaucratiques, une classe démoralisée qui limite ses ambitions au maximum de salaire et au minimum de travail, qui ne voit plus dans l'État-Providence qu'un État-Patron, qu'un successeur des propriétaires et des capitalistes d'autrefois? Le bolchévisme a tué le socialisme russe : tel est le bilan de la première république socialiste. La dictature prolétarienne n'a pas seulement émietté sa base sociale, — une base d'une friabilité qui exigeait des ménagements infinis, — elle n'a pas seulement grignoté sa clientèle, — une minorité qu'il eût fallu cultiver sous une cloche de verre : — elle a perverti l'ouvrier, elle lui a fait perdre le sentiment de classe. Sur les cinq millions de figurants dont s'enorgueillissent les syndicats rouges, la moitié à peine répond à la définition du prolétariat

industriel, du vrai prolétariat des doctrines marxistes, et encore y répond-elle d'une manière purement théorique.

Trotzky combat au nom d'une classe fantôme.

Faut-il en déduire que Staline représente un facteur social réel, qu'il est le champion de la seule bourgeoisie que puisse comporter un pays agricole?

Laissons cette chimère aux optimistes ignares, aux simplificateurs myopes, aux avocats intéressés d'un régime abject. La « droite bolchévique » demeure toujours une gauche extrémiste. Si elle tolère le moujik embourgeoisé, c'est la rage au cœur et l'écume aux lèvres : elle continue tout simplement, suivant l'inoubliable expression de Lénine, à « jeter des os » au moujik dans l'espoir que, la bouche pleine, il serait empêché de montrer les dents au Kremlin ; elle ne tient compte des intérêts villageois qu'en fonction des intérêts supérieurs du communisme ; il faut un client à l'État industrialisé ; il faut du pain à l'aristocratie socialiste. Plus sournois, plus hypocrite que le trotzkisme, le stalinisme n'opère des retraites stratégiques que pour exécuter un programme commun à la « droite » et à la « gauche » de l'Internationale : la socialisation intégrale à l'intérieur, la révolution mondiale à l'extérieur. Si Trotzky combat pour une classe fantôme, Staline prétend gouverner au nom du même spectre.

Conclusion : nos conceptions d'une « droite » et d'une « gauche » jouent à vide par application aux réalités soviétiques, et la paix du monde n'a rien à gagner, pas plus au succès de la stratégie stalinienne qu'à celui des offensives trotzkistes : l'une comme l'autre, elles sont également une menace pour l'ordre universel ; les deux sont un danger de mort pour la civilisation. Mais, en même temps, malgré la diversité de leurs méthodes, la « droite » et la « gauche » s'acharnent à résoudre une équation indéchiffrable, le problème de la quadrature du cercle communiste : la « prolétarisation » du propriétaire foncier ! C'est dans ce paradoxe que résident les chances d'un thermidor russe, échéance lointaine, peut-être même très lointaine, subordonnée à la lente réalisation d'un équilibre inévitable entre la puissance économique du moujik et sa capacité d'action politique.

SERGE DE CHESSIN.

LA NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE

TROISIÈME PARTIE (1)

L'ÉVEIL LITTÉRAIRE

I

En rentrant au lycée, je dus réintégrer l'odieuse cour des moyens avec toutes ses fanges : je commençais ma troisième. C'est seulement l'année suivante que je pourrais franchir enfin la cour des grands.

Je revis l'étude, les corridors et les dortoirs à l'âcre odeur de poussière, le réfectoire qui sentait le graillon et l'eau de vaisselle. Mais rien de tout cela ne m'affligea. Je rentrais dans des dispositions nouvelles. Est-ce que, par hasard, il ne pleuvait pas, à Bar-le-Duc, en cette première semaine d'octobre? Un pâle soleil d'automne égayait-il les fenêtres et les toits rouges de ma prison? En tout cas, mon récent séjour à Metz avait éclairci mon humeur. J'en rapportais tout un butin de souvenirs délicieux, de quoi me repaître pendant les longues journées déprimantes de l'hiver. Et puis l'expérience m'avait armé. Je savais ce qui m'attendait, comment on pouvait lutter contre le mauvais sort et le tenir en échec à force de patience. J'étais prêt à tout, résigné même à subir l'horrible

Copyright by Louis Bertrand, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre et 1er janvier.

Robre, sous la férule de qui j'allais retomber. Et pourtant, dès le premier contact, je le sentis toujours hostile et toujours aux aguets...

Mais, le lendemain, mes dispositions plutôt optimistes s'améliorèrent. On nous distribua nos nouveaux livres de classe, et, rien qu'à en déchiffrer les titres, à les manier et à les feuilleter, il me sembla que j'étais promu en dignité J'entrais en troisième, j'allais faire ma première classe d'humanités. J'en avais fini avec la grammaire. J'étais sorti de cet étouffoir, pour pénétrer dans un monde nouveau qui, d'avance, me fascinait : les pays enchantés de la littérature !... Cela colora tout de suite de la façon la plus charmante mes impressions encore un peu mélangées. Je comptais vaguement sur du nouveau, du nouveau qui me plairait, qui me mettrait le cœur plus à l'aise. Devant ce mirage heureux, le Robre n'existait presque plus... D'ailleurs, outre la joie d'entrer en troisième, d'être plus grand garçon, je me réjouissais aussi de passer sous un nouveau professeur. Des camarades bien informés assuraient qu'*il* venait de Paris, qu'il était jeune et que c'était un « chic type ». Ma curiosité en fut vivement surexcitée, surtout pendant les quelques minutes qui précédèrent son entrée en classe. Un externe, qui jouissait parmi nous d'un grand prestige et qui avait eu la chance d'apercevoir, en ville, cet oiseau merveilleux, jeta par-dessus les bancs ces mots sensationnels :

— Vous verrez : il est d'un « galbeux » !...

J'ignorais encore et je me demandais ce que cela signifiait d'être « galbeux ». Mais je n'eus plus d'hésitation lorsque je contemplai M. Brun, notre professeur. Il était très jeune, en effet : vingt-trois ou vingt-quatre ans au plus, et, s'il n'arrivait pas précisément de Paris, il était mis à la dernière mode de ce temps-là : pantalon à bande et à pied d'éléphant, lavallière à pois, faux-col très évasé, dont les pointes lui montaient jusqu'aux oreilles, coiffure à la chien, enfin, — suprême élégance, — un pardessus à col de fourrure. Ce muscadin nous éblouit! Comme tenue, comme ton, comme allure, il nous changeait tellement du vieux Riquet !... Nous ne tardâmes point à apprendre de lui-même qu'il avait failli être reçu à l'École normale, qu'il avait fait plusieurs rhétoriques au lycée Charlemagne sous le célèbre M. de la Coulonche, — que je

devais connaître plus tard, moi aussi, mais dont j'entendais le nom pour la première fois, — et qu'enfin, licencié ès lettres de la Faculté de Paris, il préparait son agrégation. Tant d'avantages nous remplirent d'admiration, mais ce n'était rien : il nous conquit, et cela tout de suite, dès les premiers mots tombés de sa bouche. Il avait, dans sa personne et dans ses manières, quelque chose de dégagé, de libre et d'un peu frondeur qui nous le faisait chérir et qui le rapprochait de nous. Surtout, il était jeune. Avec les jeunes gens, c'est le grand trait d'union. Passé un certain âge, la communication est rompue. On ne se comprend plus, on ne s'aime plus... Ah! comme je comprenais et comme j'aimais celui-là !

Au rebours du vieux Riquet, qui ne tolérait pas le moindre chuchotement, il nous laissait causer et même nous gourmer en toute liberté. Cela produisait à la longue un aimable brouhaha, qu'il savait, d'ailleurs, calmer instantanément. Il n'avait qu'à dire, d'une certaine façon : « Un tel! Vous êtes insupportable !... », et tout rentrait dans l'ordre. Et puis il avait une manière si agréable et si intéressante de faire son cours! Dès la première classe, il nous lut *les Pauvres gens* de Victor Hugo. Pour moi, — et je crois aussi pour quelques-uns de mes camarades, — ce fut un véritable événement, un grand voyage à travers des pays inconnus. Cette pièce, quand j'y suis revenu plus tard, m'a toujours rebuté par sa grosse sentimentalité conventionnelle. C'est le type du morceau à réciter pour cabotins, avec les coupes, les trémolos, les tirades à effet soigneusement indiquées. Mais, même lors de cette première lecture, je fus moins pris par l'histoire du brave pêcheur, de Jeannie et des petits enfants, que par les grandes images de l'Océan en furie. Je n'avais jamais vu la mer : Hugo me la fit voir comme je ne l'ai jamais revue depuis. Nulle réalité n'a éclipsé pour moi cette vision de poète. C'était un brusque élargissement de mon univers : un univers agrandi jusqu'à l'infini, entrevu comme dans la lueur rapide d'un éclair, avec des oppositions d'ombre et de lumière, des colorations tragiques qui en faisaient pour moi le plus nouveau et le plus émouvant des spectacles. Ces mots d'ombre et de lumière, d'infini et d'immensité, prononcés et mis en valeur avec cet art et cet accent, ces mots prenaient pour la première fois dans mon esprit toute la plénitude de leur sens : ils m'ouvraient des espaces sans

limites. Par leur soudaine irruption dans ma conscience, ils renouvelaient toute ma vision intérieure...

Notre professeur lisait bien, d'une voix un peu sourde, mais nuancée et caressante, qui s'imposait à l'attention. Je fus si vivement frappé de cette lecture, que je n'eus aucune peine à en retrouver presque tous les détails dramatiques ou pittoresques, lorsque je dus mettre en prose le récit épique de Hugo : car ce récit nous fut proposé comme sujet de narration française. La narration étant le principal exercice de notre classe, M. Brun nous y entraînait par les grands moyens. Il fallait, disait-il, débrider et surexciter notre imagination. Et, pour cela, il nous jetait dans de perpétuelles débauches de lectures : il nous lisait énormément, et cette méthode si charmante pour nous et si commode pour le professeur, était encore favorisée chez lui par une certaine nonchalance naturelle. C'est ainsi que nous connûmes la *Colomba* de Mérimée, qui nous devint une mine inépuisable de narrations. Cela dura un bon mois. Je ne sais quel effet cela produisit sur les autres, — sauf sur mon camarade Négrel, qui était à l'unisson avec moi, — mais j'attendais la suite de l'histoire avec la même impatience fiévreuse qu'une midinette attend le prochain numéro d'un roman-feuilleton... Après cela, ce fut *le Prisonnier de Chillon* de Byron, *Quentin Durward* et *Ivanhoé* de Walter Scott. Toutefois, j'avoue que ce romantisme anglais me laissa froid. Même à quinze ans, je n'ai jamais pu m'intéresser à ce moyen âge de pacotille, comme je n'ai jamais pu prendre au sérieux, ni même lire jusqu'au bout *les Trois Mousquetaires* d'Alexandre Dumas.

Une autre révélation me vint indirectement des vers latins. En ces temps reculés, on en faisait encore. Je me souviens qu'en troisième on proposait à notre admiration des vers latins de Raymond Poincaré, notre grand ancien, morceau que l'on considérait comme un chef-d'œuvre. C'était une traduction de la *Jeanne d'Arc* de Casimir Delavigne :

Silence au camp ! La vierge est prisonnière !...

Ce Casimir Delavigne fut longtemps une gloire bourgeoise, dont la poésie française, à cette époque, n'était pas encore complètement désencombrée. Notre maître Brun, tout comme ses collègues universitaires, eût été bien capable de nous en

donner à traduire. Ma bonne fortune voulut qu'il s'avisât de nous donner de l'André Chénier : *la Jeune Tarentine*, *l'Aveugle*, ou ce joli fragment de *Mnaïs:*

Bergers, vous dont, ici, la chèvre vagabonde,
La brebis se traînant sous sa laine féconde
Au front de la colline accompagnent les pas,
A la jeune Mnaïs rendez, rendez, hélas!
Par Cybèle et Cérès et sa fille adorée,
Une grâce légère, une grâce sacrée !...

Ce que n'avaient pu faire, pour moi, cinq années de latin, ces quelques vers de Chénier l'accomplirent instantanément : le monde antique m'était révélé, et, en même temps, celui du rythme et de la poésie. A partir de ce moment, je me mis à rimailler avec fureur, stimulé, d'ailleurs, par l'exemple de mon voisin, Négrel, qui, en étude comme en classe, ne cessait de me passer des bouts rimés à remplir et qui triomphait en ce genre de divertissement.

Mais notre grand triomphe, alors, c'était la narration française. Mon imagination, si longtemps comprimée, se donnait carrière. Sur le moindre sujet je pondais des douze pages de copie, qui épouvantaient notre professeur. Néanmoins, il me pardonnait cette intempérance, à cause de ma verve, qui emportait tout, et de la ferveur de mon zèle. Ses encouragements firent que je me surpassai. A la prochaine composition, je fus premier. Je crois bien que Négrel était second. Pour moi, c'était la première fois, au lycée de Bar-le-Duc, que pareil honneur m'était dévolu. J'en fus bien ébaubi, sans en être extraordinairement surpris. Tout de suite, j'avais deviné pour moi, dans cet exercice nouveau, une occasion de supériorité. Cette belle place me rendit courage. Moi qui, jusque-là, avais végété dans l'honnête moyenne, pour ne pas dire dans la triste médiocrité, et qui me sentais dédaigné par les forts en thème, je me relevai tout d'un coup. Je me voyais grandi, devenu quelqu'un aux yeux de toute la cour, même aux yeux de l'horrible Robre, notre pion, qui cependant ne voulait pas admettre qu'il se fût si complètement trompé sur mon compte : car, entraîné par le succès, je prenais aussi l'avantage en version latine. Le Robre chipotait, discutait sur ces réussites qu'il traitait de coups de hasard. Ou bien, il mettait le tout sur le

compte de la partialité et de la paresse de M. Brun : « ces jeunes professeurs avaient des indulgences!... Et, d'ailleurs, ils ne savaient pas tenir une classe!... » Et ainsi, le Robre, à coups de raisonnements, se raffermissait dans ses antipathies et continuait à me traiter avec rigueur.

*
* *

J'avoue que cette hostilité tenace contribuait à m'empoisonner ma joie. D'ailleurs, toutes mes joies ont toujours été de très courte durée. Immédiatement, l'envers de la toile m'apparaît, et j'éprouve, en fin de compte, plus de satisfaction à prendre conscience de l'illusion qu'à m'abandonner à elle. Pourtant, cet amer plaisir n'est pas toujours de mon goût. Pendant ce premier trimestre, je souffris cruellement de quelques circonstances extérieures, contre lesquelles nulle réaction d'âme, nul sophisme de mon intelligence ne prévalut. Il fallait bien en convenir avec moi-même : j'étais seul. Je restais seul, au milieu d'une centaine de jeunes garçons de mon âge et après plus d'un an de cohabitation. Et, à de certains moments, cette solitude me pesait, en même temps qu'elle m'humiliait. Je ne me sentais pas précisément une brebis galeuse, mais je me consumais de chagrin en voyant mon impuissance à provoquer la sympathie. Je l'ai déjà dit : aucune amitié réelle n'existait entre mon camarade Négrel et moi. Ce qui nous rapprochait, c'était une prédilection commune pour les choses littéraires. Et voilà qu'au moment où cette prédilection s'affirmait et se développait en moi, où j'avais plus que jamais besoin d'un confident, Négrel me quittait!... En effet, après les vacances de la Toussaint, qu'il était allé passer dans sa famille, il ne reparut pas au lycée. Ses parents, le sachant brimé par nos camarades de Bar-le-Duc, avaient jugé bon de le garder auprès d'eux et de le faire entrer dans un collège parisien. Désormais, c'était fini entre nous! Je n'en eus plus jamais de nouvelles. Pas une lettre, pas un message amical, rien! Je pus croire qu'il était mort.

Cette brusque suppression d'un être qui tenait une certaine place dans mon existence, me consterna, m'épouvanta presque. Maintenant je n'avais plus d'accès, — je n'ose pas dire de consolation, — qu'auprès de Jeanmaire et de Legay : le premier, volage et versatile, incapable d'une liaison suivie, l'autre,

fantoche ridicule, dont toute la cour se moquait, d'ailleurs fort grincheux et tout à fait dénué de lyrisme A qui faire partager mes enthousiasmes? A présent que ma tête était en continuelle effervescence, que j'avais quelque chose à dire, qu'il me fallait à toute force épancher le trop plein de mes songeries, je ressentais avec plus de peine mon complet isolement. Et, à mesure que mon imagination m'ouvrait des perspectives plus brillantes, je souffrais davantage de la platitude et de la misère de tout ce qui m'entourait.

Ainsi, après quelques semaines joyeuses, dues à la griserie de la nouveauté, cette année s'annonçait mal. Mais bientôt, à cette rechute dans la tristesse et le découragement s'ajoutèrent des souffrances physiques, comme je n'en avais pas encore enduré : les rigueurs d'une saison exceptionnellement froide. Cet hiver 79-80 fut terrible. Les rivières et même les fleuves étaient gelés. On patinait sur l'Ornain, comme sur la Seine. Dans nos dortoirs, la neige, poussée par des rafales furieuses, traversait les châssis des fenêtres et envahissait nos lits. Le matin, je me réveillais au milieu d'un semis de givre qui s'était déposé sur mon oreiller. A la chapelle, les bénitiers étaient devenus deux blocs de glace et je me rappelle que les gouttes d'eau bénite lancées par l'aspersoir de l'aumônier se gelaient instantanément en touchant le sol, se cristallisaient sur le plancher comme des lentilles de verre. Dans les salles d'étude, le poêle, bourré de houille, s'éteignait après une demi-heure de flambée intense : le thermomètre, un instant réchauffé, retombait à dix ou quinze degrés au-dessous de zéro. Ou bien, quand la chaleur montait, — une bonne chaleur que j'aurais voulu prolonger, économiser, où je me pelotonnais comme dans une robe de chambre bien chaude, — M. le censeur Falk, homme de complexion congestive, poussait violemment la porte de l'étude, en criant comme un frénétique :

— Quelle asphyxie!... quel étouffoir!... Ouvrez-moi vite ces fenêtres!...

Et c'était brusquement la rentrée offensive du gel, au risque de nous faire tous périr de pneumonie. Pour moi, je toussais comme un petit misérable, je sentais mes engelures s'enflammer d'une rage de démangeaison, je me blottissais comme je pouvais dans mon manteau trop mince : ce qui me valait les sarcasmes du Robre, qui me traitait maintenant de

« petit glaçon ». Souvent, j'étais puni, parce que, engourdi par le froid, je ne pouvais pas tenir ma plume... Comment ai-je résisté à ces traitements barbares? Je m'indigne toujours contre la stupidité des pédagogues et aussi des médecins qui s'acharnent à infliger le même régime à un enfant délicat et à de jeunes poulains de la campagne. Que j'eusse été élevé dans du coton, c'est bien possible, mais sans doute que mon tempérament exigeait ces précautions. Rien à faire contre cela. Il n'y a pas d'entraînement qui tienne, ni d'accoutumance à escompter. Pour moi, je n'ai jamais pu m'habituer à ces rigueurs. Flaubert prétendait que la marche est délétère. Je ne suis pas éloigné d'être de son avis. Et, de plus, j'estime que l'air est dangereux et le froid, mortel. Je suis l'ennemi des mollets nus et des fenêtres ouvertes. J'ai gardé de mes années de lycée cette horreur de l'hygiène moderne. J'ai failli en mourir. En tout cas, ce beau régime, joint au jeûne chronique que je subissais, me maintenait dans un état de dépérissement qui n'échappait pas à mes maîtres, mais dont ils ne s'alarmaient point outre mesure : j'étais un crevard! Je resterais un crevard!... Quant à consulter le médecin, mon court passage à l'infirmerie m'avait ôté pour toujours l'envie de revoir cet endroit-là! Je préférais de beaucoup souffrir sans me plaindre, — et qu'on me flanquât la paix!...

***

Toute-puissance du sentiment et de l'imagination! Ces misères finirent par s'atténuer, par s'oublier même dans l'espèce d'enivrement lyrique où je continuais à vivre. Certes, nos lectures étaient rares en dehors de la classe, — et notre bibliothèque de quartier toujours aussi dépourvue. Mais on nous avait mis entre les mains un recueil de morceaux choisis de poésie française, qui devint, pour moi, la clé du rêve. Ce petit volume me fut non seulement une véritable initiation, mais ce fut à peu près mon unique joie, mon réconfort et ma consolation pendant de longues années d'internat. Aussi l'auteur de ce recueil m'est-il demeuré particulièrement cher. Qu'il soit béni pour le bien qu'il m'a fait! C'était le célèbre M. Merlet, professeur au lycée Louis-le-Grand, une gloire universitaire de ce temps-là, le continuateur des Didier, des Aubert, des Hector Lemaire, pédagogues illustres, dont on ne

prononçait le nom qu'avec un tremblement d'admiration.

Je n'ai pas connu M. Merlet, mais on m'a conté de lui une foule de traits charmants. Et puis, à force de feuilleter son anthologie, j'ai fini par me composer de lui un portrait selon mon cœur. C'était le type du professeur de rhétorique, du temps que la Rhétorique, telle une monarchie absolue et de droit divin, conservait tout son empire intact et toute sa majesté. Ce classique, cet excellent humaniste avait une faiblesse secrète pour le romantisme. Homme des vieilles disciplines, il tenait à garder un pied dans le siècle. Mais surtout il avait le culte de son métier, une vénération enfantine pour tous les exercices scolaires où il avait triomphé étant sur les bancs, où il triomphait encore comme professeur. Une pièce de vers latins, tissue comme on disait de « larcins » ingénieux, un discours latin bourré d'élégances et de discrets pastiches, balançait peut-être, dans son admiration, les chefs-d'œuvre consacrés des littératures. Comme il aimait le latin! Sa bouche diserte était constamment fleurie de citations latines. On m'a conté que, lorsqu'il fut pour mourir, un dignitaire de l'Instruction publique vint lui annoncer, *in extremis*, qu'il était nommé inspecteur général de l'Université. Le moribond, avec un pâle sourire, se souleva sur son oreiller, en prononçant ces suprêmes paroles :

— *Titulus tumuli* (1)!

Ainsi il s'endormit dans du latin, comme il y avait vécu.

Tel fut M. Merlet. Les lycéens d'aujourd'hui ont oublié son nom. Ses morceaux choisis ont été remplacés par d'autres, qui sont bien loin de les valoir. Peut-être suis-je partial pour mon vieux Merlet. Mais je le considère comme irremplaçable. Je ne puis songer sans émotion et sans un élan de gratitude à ce gros petit volume, aujourd'hui introuvable, publié à la librairie Fouraut, — une librairie, qui, je crois bien, n'existe plus, — librairie Fouraut, rue Saint-André des Arts. Je dois ajouter que ce volume avait un frère jumeau, un recueil de morceaux choisis de prose française. Mais ce livre, grisâtre et terne à mes yeux, ne m'intéressait pas. Je n'admettais et je n'aimais que les vers; et, pour moi, la poésie française commençait à André Chénier. Cette poésie moderne, Merlet nous la servait par petits verres qui ne faisaient qu'irriter ma soif. J'aurais voulu boire

(1) Mon cher maître et ami Paul Bourget a utilisé cette anecdote parfaitement historique dans sa nouvelle, *le Tapin*, qui vient de paraître ici même

au grand fleuve : il fallait me contenter de cette buvette. Néanmoins, le flacon pouvait être exigu et, quelquefois rempli de douteuses mixtures, j'avais l'ivresse... Et puis la ferveur de celui qui nous présentait ces breuvages passait en moi. Comme on le sentait passionné pour ses morceaux choisis ! Avec quel amour il avait composé sa guirlande !... Sans cesse je revenais aux morceaux, cent fois lus et relus et appris par cœur, que je regardais comme les joyaux de cet écrin : *l'Immortalité*, les *Stances à la Malibran*, ou bien : « Canaris, Canaris ! Pleure ! Cent vingt vaisseaux... » et « la blanche Navarin »,

> ... la ville aux maisons peintes,
> Assise au bord du golfe entre ses térébinthes.

Ou bien : « Que j'en ai vu mourir, de jeunes filles !... » — Ou même, Dieu me pardonne ! *le Chien du Louvre*, de Casimir Delavigne :

> Passant, que ton front se découvre !
> Là, plus d'un brave est endormi.
> Des fleurs pour le martyr du Louvre,
> Un peu de pain pour son ami !...

Ce qu'il y avait de plus beau, dans ce cher livre, c'étaient les notes, notules et notices qui encadraient les poèmes. Les notices surtout étaient des chefs-d'œuvre : véritables comprimés de Sainte-Beuve, de Villemain, de Saint-Marc-Girardin, de Nisard, enfin de nos « meilleurs critiques ». Le commentateur, par une modestie touchante, évitait d'exprimer son opinion. Il se bornait à monter en épingle de cravate les opinions des personnes autorisées. Il excellait à résumer et à enchâsser dans une formule d'emprunt les caractérisques d'un auteur, — et cela de telle façon que la formule se logeait pour toujours dans votre mémoire. C'est ainsi que je ne puis songer à Lamartine, sans ajouter aussitôt, d'après le bon Merlet condensant Sainte-Beuve : « Lamartine... génie optimiste, expansif et platonicien... » Ou bien, quand on prononce devant moi le nom de Victor Hugo : « *Nil intentatum :* telle est sa devise !... »

N'ayant rien d'autre à me mettre sous la dent, je me régalais de tout cela. Quand j'avais du vague à l'âme, ou, tout simplement, quand je m'ennuyais en étude, ou, lorsque le Robre me devenait particulièrement odieux, je prenais mon cher Merlet, je m'y ensevelissais pendant des soirées entières...

Mais j'en avais tout lu, je le savais par cœur. Alors, je faisais comme Mme de Sévigné pour les fables de La Fontaine : après avoir mangé les plus belles cerises du panier, elle se rabattait sur le déchet. Moi, je me plongeais dans les notes qui remplissaient le bas des pages. Ces notes étaient succulentes, truffées des plus savoureuses citations. Ces petits caractères me ménageaient, dans leurs fourrés, des surprises, des trouvailles qui me jetaient dans le ravissement. Et, quand il n'y en avait plus, il en restait encore !... Quelquefois, notre scholiaste, un peu effrayé par certaines renommées trop récentes ou trop tapageuses, les citait pudiquement en note : il allait même jusqu'à reproduire des sonnets, ou des strophes entières de ces auteurs scandaleux, ou insuffisamment arrivés... Cette conscience tempérée de pudeur m'a valu la révélation du *Sommeil du Condor* et de *Midi, roi des Étés*.

Au milieu de toutes ces admirations un peu incertaines ou contradictoires, surnageait celle de Lamartine. Tout de suite, et d'instinct, j'ai aimé Lamartine. Son vers m'était une musique inouïe, auprès de laquelle toutes les autres me semblaient languissantes. Je ne me souviens pas qu'aucune poésie m'ait produit un effet pareil. Je retrouvais dans sa prose toutes les mélodies de ses vers. Pour une sensibilité toute fraîche, quelle séduction dans ces phrases chantantes ! En quelles profondeurs insoupçonnées elles m'entraînaient ! C'était vraiment la poésie pure ! Plus que jamais j'adorais les vers, et je mettais les vers de Lamartine au-dessus de tout. En cachette, je rimais des strophes, je composais des poèmes qui n'étaient guère que des variations d'après *le Crucifix*, *le Vallon*, ou *l'Isolement*.

Et pourtant, je me rappelle une page de prose, — une page de Victor Hugo, — qui, à cette même époque, m'a procuré des heures d'enchantement et qui a laissé dans mon souvenir comme une longue vibration musicale. Je l'avais découverte dans les notes de mon Merlet, enterrée sous de petits caractères : c'était la symphonie des cloches dans *Notre-Dame de Paris*... Dès qu'elle me fut connue, cette page, comme éteinte et écrasée sous ses caractères minuscules, prit pour moi un éclat fulgurant. Elle m'illuminait ce pauvre livre d'écolier. Mon doigt et mes yeux y couraient tout de suite, et, tandis que je déchiffrais ces lignes cent fois relues, sous le papillon brûlant du bec de gaz, parmi les mauvaises odeurs d'une étable humaine, je

sentais courir dans ma chair le frisson sacré. Cette évocation du vieux Paris médiéval, transfiguré par l'imagination visionnaire du poète, quel éblouissement pour un petit prisonnier de quatorze ans, qui n'a encore rien vu, qui ne sait presque rien de la beauté du monde! Et puis ce concert fantastique, qui monte, « comme une vapeur », de tous les clochers de la grande ville, donnant de la voix au même moment!.. Et dans « cette masse de bruits sublimes... la strette de *l'Ave Maria*, qui éclate et pétille comme une aigrette d'étoiles... » Et « la plainte éternelle du fleuve, les souffles infinis du vent, le quatuor grave et lointain des quatre forêts disposées sur les collines de l'horizon, comme d'immenses buffets d'orgue!... » J'étais tout bouleversé de ma lecture, emporté si loin et si haut que je ne pouvais plus reprendre pied. *Notre-Dame de Paris*! Je prononçais ces mots avec vénération. Ce livre de poète m'apparaissait comme une basilique idéale où était enfermée toute la splendeur de l'univers. Ah! quand ce Sésame me serait-il ouvert? Quand pourrais-je pénétrer dans cette œuvre prodigieuse?... Un jour, en promenade, je ne pus me tenir d'en parler à un jeune maître d'étude, un suppléant, qui me paraissait avoir un peu plus de lettres que les autres. Avec un beau sourire de cuistre, il me dit :

— *Notre-Dame de Paris*?... C'est une perle!

Cette maladroite formule d'admiration est toujours restée dans mon souvenir, à cause de l'accent qui la soulevait... Une perle! que n'aurais-je pas donné pour tenir cette perle dans ma main!... En attendant, il fallait me contenter de la page éblouissante citée par le bon Merlet.

*
* *

En ces moments-là, je sentais cruellement ma misère, — tout ce qui me manquait, tout ce qui m'était défendu, tout ce qui me séparait de mon rêve. Mon impatience s'exaspérait, en devenait presque douloureuse. L'immense univers allait-il m'être fermé pour toujours?... Et pourtant, même en ces minutes d'angoisse et de désespérance, un secret pressentiment m'avertissait qu'un jour j'aborderais à des plages heureuses, que mon destin ne me trahirait point, que j'aurais la part à laquelle j'avais droit. Que dis-je! Cela était, dès maintenant, réalisé, car il n'y a ni passé, ni avenir. Les enfants le savent parfaitement. Ils ont l'intuition véridique de ce qui doit être, — et qui est

déjà. Seulement, ils n'osent pas le dire. Ils ont peur qu'on se moque d'eux, ou qu'on les contrarie, que, d'avance, on empoisonne leur joie, on leur tue leur bel avenir.

J'avais cette peur instinctive : aussi ne révélais-je rien de ce qui se passait en moi. Le milieu contraire m'obligeait plus que jamais à tout renfermer en moi de ce que je jugeais l'essentiel de ma vie. La prudence me conseillait de feindre, de paraître accepter la vie de tous, et même de paraître m'y plaire.

C'est ainsi que je m'accommodai tant bien que mal de la compagnie malgracieuse de mon camarade Legay, ce grotesque qui était méprisé de toute la cour et considéré comme un fou. J'écoutais bénévolement ses propos bizarres et toujours fort terre à terre, mais d'un terre à terre qui ne manquait pas de pittoresque. Je finis même par y prendre plaisir. Ce paysan ne parlait guère que de son village de Latour-en-Woèvre, et des gens de son village, du garde-champêtre, du capitaine des pompiers, de la receveuse des postes : il était cancanier et médisant comme une servante de curé. Ce qui sauvait tout, c'était la passion, j'allais presque dire la passion d'artiste qu'il mettait à silhouetter ses compatriotes, à imiter leurs gestes et leurs discours. Il excellait à singer les gens, à parodier leurs tics comme leurs intonations, — et il était un grand donneur de noms, des noms si bien choisis, qui coiffaient si bien leur monde, que cela vous restait pour la vie... Et voici que, peu à peu, je découvrais en ce gars lorrain, le plus prosaïque certes de tous ceux que j'ai connus, quelque chose comme un don littéraire : une imagination comique et déformatrice accompagnée d'une verve gouailleuse, qui lui faisait créer des personnages mi imaginaires, mi réels, au milieu desquels il vivait, avec lesquels il conversait, dont il inventait les répliques, à qui il attribuait les aventures les plus bouffonnes et les plus extraordinaires. Il s'y donnait d'un tel cœur et d'un tel entrain que j'en vins, moi aussi, à me passionner pour les créations de Legay, à croire à la réalité de ses personnages. Je me souviens encore de trois types inventés par lui. On me pardonnera d'insister sur ces puérilités : j'ai surpris là, pour ainsi dire à l'état naissant, la sottie et le fabliau populaires.

Ces types de Legay étaient tous pris dans la réalité immédiate. Il se bornait à les transformer, à les gonfler démesurément jusqu'à la caricature la plus énorme. C'est ainsi qu'il

avait créé *Maginot*... Or, Maginot existait réellement : c'était un cabaretier, maigre et dégingandé, qui tenait une auberge à l'entrée de la rue du Four : « Au cheval blanc, chez Maginot, — loge à pied et à cheval ». Legay en avait fait le type de l'aubergiste pochard, constamment dindonné et refait par les rustres et qui, ayant toujours soif, est le meilleur client de sa boutique. Mais, en revanche, chez ce poivrot, quelle connaissance approfondie de tous les crus du pays, de tous ces jolis vins gris du Barrois, qui étaient alors si appréciés des amateurs et qui, maintenant, le vignoble étant détruit, ne sont plus qu'un souvenir!... Il fallait entendre Legay singer le père Maginot, qui remontait de la cave, portant avec précaution une bouteille poudreuse :

— Mes vieux salauds, j'vas vous faire goûter un de ces petits pinauds!...

Il avait une façon de prononcer : « un de ces petits pinauds » et un claquement de langue qui, tout de suite, vous ensoleillait le palais et vous mettait l'âme en réjouissance.

Le pinaud de Bar! Nul ne me l'a célébré comme Legay, qui devait avoir dans sa famille de joyeux buveurs. Hélas! les dernières bouteilles en sont bues. J'y songe aujourd'hui avec mélancolie, comme on songe aux choses exquises qu'on ne reverra, ou qu'on ne savourera jamais plus...

En antithèse avec Maginot, il y avait le type de *Madame Bombardier*, la cabaretière rusée qui déjoue les finasseries des bonnes gens de la campagne et qui leur sert, à beaux écus trébuchants, des pitances succulentes et plantureuses. Comme Maginot, madame Bombardier était pour nous une figure de connaissance. Quelquefois, lorsque, pour la promenade, nous remontions le rue de la Banque, nous avions entrevu, sur le seuil de son établissement, rengorgée et les deux poings sur les hanches, une matrone rubiconde, pansue et velue : c'était, dans toute sa gloire, M^me^ Bombarbier, patronne de l'hôtel de *la Rose d'Or*... La Rose d'or! M^me^ Bombardier! Ce nom guerrier et bruissant comme une paire de cymbales, cet or, cette rose poétique, tout cela m'embellissait déjà cette puissante personne. Mais de quel éclat la verve gouailleuse de Legay me la faisait resplendir! Il lui attribuait les aventures les plus extravagantes et il était inimitable quand il l'imaginait en conversation ou en discussion avec des rustres... Ainsi, M^me^ Bombardier avait

remarqué le manège de deux paysans cossus, l'homme et la femme, qui, à une table écartée, non seulement s'empiffraient de veau à la casserole et en mangeaient plus que pour leur argent, mais fourraient dans leurs poches le restant du plat. La femme surtout se signalait par sa rapacité. Mme Bombardier ne dit rien, mais, la fois suivante, comme la paysanne venait de glisser dans son tablier un beau morceau de veau prestement enveloppé d'un bout de journal, Mme Bombardier s'approche d'elle en tapinois, une écuelle de sauce à la main :

— Ben, t'nez! dit-elle à la bonne femme, puisque v's aimez tant le veau à la casserole, j'vas vous bailli enco' la sauce avec!...

Et, d'une cuiller prodigue, elle inonde de jus le beau tablier de soie de la dame de la campagne, qui se met à pousser des cris de volaille et à traiter Mme Bombardier d' « attrapeuse » et de mauvaise personne...

La création favorite de Legay, celle qui lui fournissait le prétexte de scènes toujours nouvelles et comme inépuisables, — c'était *Gasparine*... Il avait donné ce nom à la cuisinière de M. le censeur Falk, une grosse femme mamelue et dodue. Nous la voyions, tous les matins, traverser la cour avec un panier aux larges flancs, que nous imaginions bourré de victuailles. Legay improvisait des dialogues interminables et abracadabrants entre Gasparine et M. Falk. La plupart du temps, il s'agissait de composer des menus pantagruéliques, pleins de choucroutes, de saucisses, d'andouillettes, de jambons, de chapons à la broche, d'oies rôties, de pâtés de canard et d'alouettes, enfin de toutes les bonnes choses dont nous étions privés à la table parcimonieuse du lycée... Et il fallait des tonneaux de bière, d'innombrables bouteilles de Thiaucourt et de pinaud de Bar pour arroser tout cela... Car M. Falk, étant originaire de Gross-Bliederstroff, pays de mangeaille et de buverie, ne pouvait être qu'un Gambrinus doublé d'un Gargantua...

Legay, maigre comme un clou, vivait dans ce rêve de bombances et de godailles perpétuelles. Et Gasparine était la reine de ce Royaume de Gueule... A ouïr les propos saugrenus, les histoires de haute graisse, que ce diable de Legay lui prêtait, un rire sain me secouait. Cela me détendait et me faisait du bien. Je reprenais pied dans le milieu natal. L'air de la campagne m'emplissait les poumons...

Et puis, je rentrais en étude, et, sans transition, j'ouvrais mon Merlet, ou une petite anthologie composée amoureusement par moi. Je lisais *le Premier regret* ou *le Sommeil du Condor* :

Il dort dans l'air glacé, les ailes toutes grandes...

C'était un autre monde : je planais avec l'oiseau de Leconte de Lisle, j'étais bien loin de Legay, de Gasparine, de Maginot et de Mme Bombardier : il me semblait que je respirais cet « air glacé » et raréfié des hautes cimes et des grands espaces... Mais, brusquement, la voix brutale du Robre me rappelait à la réalité :

— Perbal ! une retenue pour flânerie !...

Je saisissais ma plume et je baissais le nez sur mon cahier.

II

Après la rentrée de Pâques, deux grands événements bouleversèrent ma petite vie monotone de lycéen. Avec Legay, je passai prématurément dans la cour des grands. (Régulièrement, il fallait être élève de seconde pour y avoir accès, et je n'étais encore qu'en troisième.) Sans doute que notre exaltation avait été jugée dangereuse pour nos camarades. Quelques gaillards, parmi lesquels le grand Hulot et le nabot Hache-Arthur, faisaient partie de cet exode. Pour ceux-là, il y avait d'autres raisons. Moustachus et munis de biceps redoutables, ils devenaient deux véritables « terreurs » pour la cour des moyens.

D'abord, je fus tout à la joie d'être délivré du Robre. Notre nouveau pion, M. Morin, était un compatriote de Legay, un gars de la Woèvre, natif de Güssinville, noir comme un Espagnol, coiffé à la chien selon la mode du jour et affublé d'un « tube » de belle dimension (on se rappelle qu'en ce temps-là le port du tube anoblissait), il avait l'air d'un coq de village des plus farauds, et, comme il était fort content de lui, il se montrait avec nous aussi coulant qu'il était jovial. Préparant je ne sais plus quelle licence de mathématiques, il affectait de dédaigner les choses littéraires et de ne s'occuper de nos études que par acquit de conscience. Et ainsi il nous laissait à peu près tranquilles : ce qui me changeait délicieusement de la surveillance tâtillonne du Robre. En plus de cette excellente raison

d'être satisfait, j'étais secrètement flatté de me voir traité en grand garçon.

Mais l'autre événement gâta toute ma joie. M. Brun nous quittait ! Il passait en seconde. Nous eûmes, pour le remplacer, un M. Gouillet, un obscur grammairien, qui nous arrivait du collège d'Étain. Cette petite ville du plat pays a toujours représenté pour moi un infini de platitude. Le seul fait que ce Gouillet en arrivait, me le rendit tout de suite antipathique et vaguement ridicule. C'était, d'ailleurs, un disciplinaire à la main lourde, à l'esprit pesant et méticuleux. La grammaire, l'orthographe, les exercices purement pédagogiques reprirent, dans la classe, une importance de premier rang. De nouveau, les forts en thème triomphaient. Plus de fantaisie, plus d'imagination, plus de lectures ! Adieu les romanciers et les poètes commentés par la voix chaude de M. Brun ! A sa suite, la jeune Tarentine s'était rembarquée sur son navire mélodieux et elle était partie, hélas ! emmenant avec elle ses alcyons, ses nymphes, ses nautoniers, et son gémissant cortège de Jeunes malades et de Jeunes captives... Cette classe de troisième m'apparaissait désormais comme un interminable et ennuyeux devoir, un thème sans fin, tout émaillé de solécismes et de barbarismes, que M. Gouillet allait souligner d'un crayon rouge impitoyable...

Tous ces malheurs n'étaient rien. Je n'avais pas passé quinze jours dans la cour des grands, qu'il nous arriva quelque chose de pis : brusquement, nous fûmes astreints à l'exercice militaire. Le chapeau sur l'oreille, au milieu de la cour, où nous étions tous réunis, notre proviseur, M. Bergerot, nous annonça cette catastrophe dans un petit speech patriotique, coupé par ses bredouillements et ses « tatata » habituels : désormais, comme tous les autres lycées et collèges de France, nous allions former un bataillon scolaire avec ses compagnies et ses escouades. Nous aurions de vrais fusils et de vraies baïonnettes comme les soldats. Enfin nous aurions une fanfare, dirigée par le chef de la musique municipale, avec tambours, trombones et cornets à pistons. Cette dernière nouvelle surtout, jeta les rustres dans le ravissement : c'était à qui solliciterait l'honneur d'entrer dans la fanfare. Mon camarade Toussaint, de Charmontois-l'abbé, le chasseur de renards et de putois, choisit le saxophone, instrument délicat, et dont on peut jouer en

société... Pour moi, j'étais consterné d'être enrégimenté, — déjà!... Et cette musique bruyante me paraissait du dernier commun. Je m'en écartai soigneusement...

En ce moment-là, on parlait beaucoup de la revanche. Le nom de Gambetta, symbole de tous les espoirs, était dans toutes les bouches. On recommençait, dans les cérémonies publiques, à jouer *la Marseillaise :* grand événement après le long silence de l'Empire ! On eût dit que la nation s'entraînait à repousser un nouvel assaut. En tout cas, nous autres jeunes gens, on nous tenait constamment en haleine. Je me souviens qu'on faisait circuler dans nos études une revue patriotique qui s'appelait *le Drapeau.* Les gloires militaires de l'époque y étaient exaltées, et on y lisait des vers de Déroulède. En ville, à tout propos, des discours belliqueux étaient prononcés par des personnages officiels, de gros bourgeois pacifiques, ceinturés ou bardés de soies tricolores. Dans nos classes, l'allemand tendait à prendre une place prépondérante. Les professeurs d'allemand, tout ravis de ce prestige inespéré, devenaient les grands-prêtres du patriotisme. Nous avions aussi une revue allemande, publiée en Suisse par les religieux de Notre-Dame d'Einsiedeln, un magazine illustré qui s'intitulait *Ueber Land und Meer.* Il est vrai qu'il ne fit pas long feu : on le supprima comme clérical. Quoi qu'il en soit, il n'y en avait que pour l'allemand, — l'allemand qu'on n'essaya jamais de nous faire parler, qu'on nous enseignait comme une langue morte, exactement par les mêmes procédés que le grec et le latin...

Cette agitation vaguement guerrière me troublait, m'inquiétait dans mes aspirations à une vie d'étude, vie paisible toute en jouissances esthétiques ou littéraires. Et, en même temps, j'étais trop du pays messin pour ne pas applaudir de tout cœur à cette idée de la revanche. Ce qui m'affligeait le plus, c'est que cette parade militaire de chez nous ne me paraissait pas sérieuse...

J'avais le sentiment confus que notre effort, toujours insuffisant et entravé par une foule de circonstances contraires, était une duperie. Car enfin on parlait bien haut de revanche, et, au fond, on ne voulait, on ne demandait que la paix. La célèbre formule gambettiste, qui équilibrait ces dispositions contradictoires, fut alors lancée dans la circulation : « Pensons-y toujours et n'en parlons jamais!... » On en parlait tout de

même. Alors, qu'est-ce que cela signifiait, cette attitude bravache, ces revues militaires, ces fanfares, si, en réalité, on était bien résolu à ne pas bouger? Parler et ne rien faire, ou, du moins, ne jamais faire assez, quelle légèreté périlleuse! Être toujours les vaincus, toujours au-dessous des Allemands, nous laisser toujours devancer par eux, et néanmoins, affecter des mines superbes : cette étrange conduite de la France nous consternait, nous autres Lorrains. C'était notre perpétuelle obsession, le grand chagrin que nous refoulions au fond de notre cœur... Vous parlez de « justice immanente », de « revanche du droit », toutes périphrases qui déguisent mal votre impatience de reprendre l'avantage! Eh bien, allons-y!... gaiement si nous pouvons, en tout cas rudement et de toutes nos forces! Mais que ce soit sérieux! Qu'on s'engage à fond!... Hélas! au lieu de cela...

En cet été de l'année 1880, ces réflexions que j'ébauchais alors et qui atteignirent bientôt à une clarté et à une conscience extrêmes, qui depuis se sont affaiblies, qui, pendant de longues années, ont disparu de ma pensée et que je retrouve seulement aujourd'hui à l'état de souvenirs décolorés, — ces réflexions ne contribuaient pas alors à m'embellir mon changement de vie. Je pressentais déjà la République démagogique avec toutes ses abdications, ses nivellements, ses servitudes, sa faiblesse et sa bassesse. On avait beau m'étourdir de parades et de harangues patriotiques, je ne pouvais pas avoir confiance...

III

Comme toujours, en ces conjonctures, la littérature fut ma grande consolatrice. Elle me valut même, je n'ose pas dire des amitiés, mais des liaisons nouvelles : ce sur quoi je n'osais plus guère compter. Enfin, ce milieu des « grands », où je venais d'entrer, me plaisait plus que celui des « moyens ». On y était plus sérieux. Les jeux bruyants et brutaux y tenaient aussi moins de place.

Dès les premiers jours, je fus adopté par un groupe de scientifiques, ou plus exactement par les deux chefs d'un petit groupe, qui ne comprenait guère que des bacheliers ès sciences et des candidats aux grandes écoles. L'un d'eux, Ceccaldi, de Charmes-sur-Moselle, préparait Saint-Cyr. C'était le fils d'un

capitaine corse sorti du rang et d'une Vosgienne de la région montagneuse. De type méridional très prononcé, il devait ressembler surtout à son père, à moins que sa mère ne fût une autre cousine Bette, une de ces filles aux yeux noirs et à l'allure de chèvre, qu'on rencontre assez fréquemment dans les Vosges et dont la physionomie est assez originale pour avoir frappé Balzac. Bien longtemps après, je lui ai trouvé une ressemblance marquée avec Barrès adolescent, non pas seulement parce que tous deux étaient de Charmes, mais parce qu'ils avaient mêmes yeux, même bouche, et, je crois bien aussi, même chevelure... L'autre, Barotte, de Saint-Dizier, était un grand garçon blond, aux yeux bleus de myope, qui se destinait à Polytechnique et qui, pour cette raison, affectait, comme Ceccaldi, des manières et un langage déjà tout militaires.

Ces façons ne me déplurent point. Et même si elles m'eussent déplu, je n'en aurais rien manifesté, tellement j'étais flatté d'être distingué et même protégé contre les brimades par ces deux personnages qui jouissaient d'une grande considération dans toute la cour. Habitué aux rebuffades et résigné à l'antipathie, pour ne pas dire à l'hostilité de mes camarades, je m'émerveillais d'un tel changement de fortune et je me demandais comment j'avais pu mériter un tel honneur. Évidemment, comme nous disions dans notre argot de lycéens, il y avait d'abord « la cote de gueule » qui primait tout. Généralement, les raisons de ces sympathies instinctives entre écoliers se ramènent à une question de figure. Le fait est que je plaisais à Ceccaldi et à Barotte. Question d'éducation aussi et question d'origine. Ceccaldi et moi, nous étions des Mosellans. Quant à Barotte, nous le considérions comme un étranger. Champenois de la Haute-Marne, il ne cachait pas un certain dédain pour le reste de nos condisciples, Meusiens balourds, et quelque peu rustauds. Aussi me gardai-je bien de lui dire que j'étais né à Spincourt, en plat pays meusien. Je ne parlais que de Metz et de Briey, où, d'ailleurs, j'avais toute ma famille. Et ainsi nous étions trois étrangers, ce qui nous donnait un certain prestige à nos propres yeux. Le même sentiment d'exilés qui, dans la cour des moyens, nous avait réunis, Janmaire, Négrel et moi, ce même sentiment me poussait vers Ceccaldi et Barotte, malgré la différence d'âge assez considérable qu'il y avait entre nous. Mes deux nouveaux amis

ne voulaient pas voir cette différence et même ils daignaient me complimenter de la maturité précoce de mon esprit : ce qui me rendait encore plus fier de leur compagnie... Mais par-dessus tout, ce qui nous rapprochait, c'était une commune passion pour la littérature. Car ces deux scientifiques mettaient une véritable coquetterie à se proclamer hautement littéraires : grande originalité parmi mes camarades de Bar-le-Duc, qui, pour la plupart, n'estimaient rien tant que les mathématiques. Enfin Ceccaldi était une tête chaude, à l'imagination excitée par les lectures les plus hétéroclites. Sa fougue, sa fantaisie, sa légèreté de méridional me jetaient dans un ébahissement voisin de l'admiration. Quant à Barotte, il avait eu déjà des aventures amoureuses, auxquelles il ne se privait pas de faire allusion, ou qu'il nous racontait avec une plaisante fatuité, quand il ne les inventait pas de toutes pièces. Ceccaldi renchérissait : de sorte que je n'étais pas loin de considérer mes deux protecteurs comme de véritables héros de roman.

Dans l'éblouissement où j'étais, je lâchai sans vergogne le malheureux Legay, qui, auprès de ces deux brillants camarades, me faisait l'effet d'un parent pauvre. Je ne comprenais plus comment j'avais pu, jusqu'alors, me contenter d'une pareille société. Et je commençais à me dégoûter de ses facéties paysannes et de ses perpétuelles histoires sur Gasparine, Maginot et M^me^ Bombardier. Endurci à tous les affronts, il ne parut pas s'étonner de mon vilain procédé. Et je crois même qu'il trouva tout naturel que mes nouveaux amis le tinssent à l'écart. Dans son humilité de perpétuel chien battu, il ne se jugeait pas digne de frayer avec de si grand monde. Au fond, je crois que nous en avions assez l'un de l'autre : il ne nous restait plus rien à nous dire ni à nous apprendre. Aussi notre séparation se fit-elle en douceur, d'une façon en quelque sorte automatique.

Me voilà donc dans tout l'enivrement de ces jeunes amitiés! Avec quelle avidité j'écoutais les discours et les vantardises de mes deux aînés! Ils me découvraient tout un monde : le monde du plaisir, de la fête, des théâtres, et même des cafés-concerts, fort à la mode en ce temps-là. Tous deux, l'année d'avant, étaient allés à Nancy passer leur baccalauréat. Ils en étaient revenus éblouis. Pour eux, c'était la grande noce, la haute vie! Avec de mystérieux sous-entendus, ils parlaient conti-

nuellement de la rue du Maure-qui-trompe. Ceccaldi ne tarissait pas sur *La Viennoise*, brasserie fameuse, qui, je crois, existe encore, — ni sur les étudiants et les filles qu'il y avait rencontrés, ni sur les buveries et les orgies auxquelles il avait assisté. Quand il disait : « Alors, mon vieux, on a fait une de ces pomponnettes !... » ses yeux fous lançaient des éclairs, ses lèvres frémissaient comme au paroxysme de la jouissance, et il agitait sur son front les boucles brunes de sa chevelure de faune... Faire une pomponnette ! (c'était une mixture de bière, de limonade et de je ne sais plus quelles boissons), j'ouvrais de grands yeux à ces propos si hardis et si neufs pour moi. Cela me précipitait dans de longues rêveries. Sans doute j'étais quelque peu scandalisé de ces débordements. Mais je n'y voyais guère qu'une débauche d'imagination. Pour moi, les récits cyniques de mes camarades, c'était une littérature vaguement diabolique, mais rien que de la littérature. Mon tempérament était fort en retard sur ma précocité d'esprit.

Il en allait tout autrement pour mes deux grands amis. Eux, ils étaient dans leur première fougue de jeunesse. Ce bouillonnement de sève, cette ivresse sexuelle se traduisait par de la littérature. Je ne les ai pas suivis dans la vie, je ne sais ce qu'ils sont devenus, mais, tels que j'ai pu les connaître, je serais fort surpris si leurs engouements et même leurs goûts littéraires avaient survécu à leur vingtième année. Pour eux, le mirage sentimental se teignait des couleurs de leurs lectures. Leurs admirations de commande pour les pires extravagances romantiques étaient au fond sincères. C'étaient eux-mêmes, avec toutes les avidités de leur chair et de leur cœur, qu'ils retrouvaient sous les travestissements de costume et de langage des héros romantiques. Quel accent fraternel vibrait dans leurs paroles, lorsque, tout ravis d'étonner mon ignorance, ils me vantaient *Mademoiselle de Maupin*, *le Capitaine Fracasse*, *les Trois Mousquetaires*, *Valentine* ou *Indiana*, mais surtout les personnages du théâtre de Victor Hugo ! Comme je les enviais d'avoir pu pénétrer dans ce monde enchanté ! Quand y entrerais-je à mon tour ?... Et ce qu'ils m'en disaient, tout en attisant mes désirs, exaltait follement mes capacités d'admiration. Depuis que j'avais lu dans mon Merlet, la symphonie des cloches, Victor Hugo me fascinait. J'en étais malade, — malade d'impatience et aussi des premières fièvres

de la puberté, — lorsque, les matins de mai, dans le froid vif de l'aube, à la récréation de cinq heures et demie, tout grelottant sous une mince veste de coutil, je tournais dans la cour des grands, entre Ceccaldi et Barotte, et que je les entendais parler de *Ruy-Blas* et d'*Hernani*!...

Enfin, au bout de quelques semaines, je pus lire *Notre-Dame de Paris*! Un externe qui, entre deux classes, se joignait quelquefois à notre groupe et qui, d'ailleurs, faisait les commissions de toute la cour, me procura cette grande joie. Mystérieusement, il me glissa un vieil exemplaire broché et illustré d'une édition populaire, qu'il avait dû acheter chez un bouquiniste. Mon bonheur fut de courte durée, d'abord parce que les précautions qu'il fallait prendre pour cacher cette lecture défendue m'empoisonnèrent tout mon plaisir. Toutefois, M. Morin, notre pion, qui savait parfaitement à quoi s'en tenir, en me voyant, à l'étude, abîmé entre deux dictionnaires, ne troubla point ma feinte application. Je pus lire jusqu'au bout, sans trop d'émotions, le fameux roman... Eh bien! je l'avoue: ce fut une déception! Sans doute, je fais la part de la crainte qui me tenaillait et aussi de l'impression désagréable que m'avait donnée tout de suite ce fascicule sordide, dépenaillé et maculé, qui avait dû passer par une foule de mains malpropres avant d'arriver jusqu'à moi. Je me rends bien compte aussi que l'illustration grossière et poussée au noir m'horrifia. Ces méchantes gravures qui exagéraient encore les côtés sinistres de l'œuvre, ce moyen âge conventionnel avec ses fausses truandailles, — tout cela me glaça dès les premières pages. Et puis, à mesure que j'avançais dans ma lecture, j'y sentais comme une dérision de tout ce que j'avais aimé et vénéré jusque-là: « Ceci tuera cela! » Que la cathédrale fût condamnée à être tuée par le livre, qu'elle devînt un amas de vains symboles dont le sens est perdu, — je ne m'en consolais point. (Je songeais à ma chère cathédrale de Metz.) Et ce prêtre dévoré de luxure, sacrilège et alchimiste, adonné à de louches pratiques de magie, ces juges féroces et sanguinaires, cette Cour des miracles, toute pleine d'une humanité hideuse!... J'étais choqué et vaguement inquiet de pénétrer dans un tel milieu. Enfin cette aventure d'amour commencée dans un bouge, cette Esmeralda si peu chaste aux bras d'un vulgaire soudard, toutes ces images, toutes ces scènes plus ou moins sensuelles me causaient un véritable

malaise d'âme... J'avoue qu'aujourd'hui j'ai peine à me remettre dans ces sentiments et même à les bien comprendre. Mais ce que je sais et ce que je me rappelle parfaitement, c'est que ce frôlement d'une pensée impure, en l'état d'extrême sensibilité virginale où j'étais encore, me scandalisa et me troubla bien plus que les propos obscènes ou orduriers de mes camarades. L'isolement où je vivais dans la cour des moyens m'avait protégé jusque-là. Et puis, je crois qu'une âme d'enfant, foncièrement pure, peut entendre ou côtoyer impunément les pires choses. Elle secrète par sa seule vertu, comme une enveloppe candide qui l'isole des contacts salissants. Non seulement, j'avais, en lisant ce livre, l'impression d'une souillure, mais je me hérissais instinctivement comme à l'approche d'un mauvais génie. La pensée de l'auteur, cette acceptation de l'impitoyable *Ananké*, pesait sur mon esprit comme un angoissant cauchemar. Il me semblait que je m'enfonçais dans une nuit sans issue. Ah! que cette lecture me fut donc oppprimante! Comme le monde évoqué par le poète, en dépit de tout son pittoresque, me paraissait triste et noir, *sombre*, sombre jusqu'à la désespérance!...

Plus tard, en lisant un de ces étonnants commentaires dont Lamartine a comme arc-bouté chacune de ses *Harmonies*, j'eus la certitude que le poète des *Méditations* avait réagi exactement de la même manière que moi à l'égard de *Notre-Dame de Paris*. Parlant des églises d'Italie, il rappelle le roman de Victor Hugo et il ajoute : « Les cathédrales gothiques ont moins d'attrait pour moi. J'aime mieux les églises d'Italie, peuplées de tombes, de statues, de tableaux... La cathédrale n'est qu'un vaste sépulcre : *tout y est sombre*, tout y gémit, rien n'y chante. Les voûtes sonores des églises d'Italie chantent d'elles-mêmes : ce sont les temples de la résurrection... » Je fais les plus expresses réserves sur cette étrange et injuste exécution des cathédrales gothiques. Mais je constate que Lamartine, méditerranéen lui aussi de sensibilité, a éprouvé la même oppression, le même frisson d'inquiétude, en pénétrant dans la sombre basilique et dans toutes les noirceurs opaques du génie hugolesque. On peut admirer tant qu'on voudra l'œuvre de Hugo : pour nous autres méditerranéens, elle manque de lumière et elle manque de joie...

Toutefois, je ne voulus pas convenir avec moi-même de ma

déception. Et, comme mon pourvoyeur continuait à m'apporter des livres, je lus, à cette époque, une grande partie de l'œuvre de Hugo. Malgré l'attrait du fruit défendu, mon admiration restait hésitante. *Le dernier jour d'un condamné* faillit m'enlever à tout jamais l'envie de continuer ces lectures clandestines : l'effet fut lamentable, et l'aversion que ce livre m'inspira, si violente, que j'en retrouve l'impression encore toute vive au fond de ma mémoire. Le milieu, les personnages, le style me répugnaient. Mais ce qui dominait mon dégoût, c'est le sentiment que cela était faux, conventionnel, voulu et paradoxal, enfin que cela était *mauvais*, malfaisant, démoralisant. Et puis toujours cette impression angoissante de noirceur, de ténèbres, de cauchemar...

Un peu plus tard, *Marion Delorme*, *le Roi s'amuse*, me produisirent une impression analogue. Cette glorification de la prostituée, après l'apologie de l'assassin, cet avilissement de la royauté, cet aplatissement devant le peuple déifié, comme tout cela était déplaisant à entendre pour un petit gars de Lorraine élevé dans un honnête milieu familial et habitué à ne pas se payer de mots ! Pour moi, ces paradoxes romantiques sentaient le mensonge. Ils créaient autour de moi une atmosphère lourde de miasmes, où j'avais peine à respirer... Je traduis, en ce moment, dans une langue un peu étrangère à mon âme d'alors, ce que j'ai ressenti au cours de ces lectures; mais, j'en suis certain, le fond de mon sentiment fut tel et j'ai conscience de n'y rien ajouter... De ce théâtre extravagant de Hugo, je n'ai réellement aimé que *Ruy-Blas* et *Hernani*, sans doute à cause de mon amour inné de l'Espagne. Le premier de ces drames surtout m'est resté cher : l'éblouissement que m'a laissé cette extraordinaire résurrection historique (malgré ses lacunes et ses bévues) ne s'est point affaibli avec les années. Chaque fois que je vais à Madrid, je ne manque jamais de pousser jusque Carabanchel, en souvenir des myosotis imaginaires que le poète y a fait fleurir et en reconnaissance des grandes joies d'admiration qu'il m'a données. Je n'y ai jamais cueilli un brin d'herbe, mais cette montée à Carabanchel me procure le plaisir de revoir, au bas de la rue de Tolède, le vieux pont mangé de soleil et de poussière, qui, dans sa décrépitude, garde une si fière tournure sous sa décoration d'obélisques, de statues et de pots à feu. Et, quand j'ai dépassé les dernières maisons, quand je

suis tout en haut de la montée, en face de l'immense steppe castillane qui me rappelle les hauts-plateaux africains, je songe à Ruy-Blas et à la petite fleur bleue de la reine en exil...

Pour *Hernani*, j'éprouvai une certaine peine à me maintenir au niveau des admirations convenues. A cette époque-là, l'apothéose de Victor Hugo, qui devait aller crescendo jusqu'à sa mort, ne faisait que commencer. Bien que l'admiration de ce grand homme fît partie du credo républicain, il était encore très discuté. Mes deux camarades n'admettaient pas ces discussions ; ils se déclaraient fanatiques d'*Hernani*, de sorte que je n'osai pas trop leur confesser ma déconvenue. Certes, j'étais fort sensible au lyrisme grandiloquent comme à la couleur de cette pièce espagnole. Mais les scènes d'amour me paraissaient froides. Les rugissements d'Hernani, les roucoulements de Doña Sol ne satisfaisaient qu'à moitié mon appétit de sublimités. Il me semblait qu'à leur place, j'aurais trouvé une foule de belles choses, que j'étais bien incapable de dire, mais qu'eux, ils auraient dû dire pour ma plus grande joie. Les invraisemblances et les puérilités de l'action ne me choquaient point. Ce qui me chagrinait sourdement, c'était cette absence d'âme, de sincérité, de naïveté, ce cabotinage un peu gros, ce verbalisme emphatique et creux, enfin le mensonge de tout cela. Mais je me serais fait couper en morceaux plutôt que de le reconnaître. *Hernani*, pour moi, était intangible.

Je me souviens qu'un de nos camarades ayant manifesté son mépris pour ce chef-d'œuvre, j'en conçus une véhémente indignation. Il faut dire que ce garçon, un certain Beugnot, était originaire de Rembercourt-aux-pots, village inconnu de moi, mais qui me paraissait tout à fait contraire à la poésie. De temps en temps, il fréquentait notre groupe. Grand, élancé, très fort en gymnastique, il avait beaucoup d'élégance extérieure et même une réelle distinction de manières qui me surprenait fort chez un naturel de Rembercourt-aux-pots. Enfin, je savais qu'il voulait être notaire et que sa famille était riche. Tous ces avantages lui donnaient quelque prestige à mes yeux, d'autant plus qu'il était en rhétorique et moi simple élève de troisième. Je voulus avoir son avis sur *Hernani*. Il ne l'avait pas lu. Je lui glissai le volume qu'on m'avait prêté, convaincu que j'allais le retrouver pantelant d'admiration et tout éperdu d'amour pour Doña Sol. Le lendemain, à la récréation du

matin, il me rendit le bouquin, en déclarant d'un ton sec :

— C'est idiot !

Je n'en pus tirer autre chose. Je lui dis mille sottises. J'étais révolté d'un tel prosaïsme. A seize ans ! ne pas être emballé par *Hernani* ! Cela me passait... Pourtant, l'air sage, raisonnable de ce garçon, ses favoris naissants de futur notaire, l'autorité de sa parole froide et assurée, déjà sûre d'elle-même, m'impressionnaient malgré tous mes raisonnements. J'étais troublé dans ma conviction. A quelque temps de là, ce fut la première communion au lycée : le jeune frère de Beugnot était parmi les communiants. Sa famille devait assister à la cérémonie. Il me dit, de son air froid et gourmé :

— Ma grand mère aussi viendra...

Là-dessus, je m'imaginai une vieille dame à papillotes, distinguée et quelque peu faiseuse d'embarras... Quelle ne fut pas ma stupeur, le jour de la fête, lorsqu'on me signala, sous la porte de la grande cour, la grand mère de Beugnot, qui faisait son entrée : c'était une grosse femme de la campagne aux bajoues vermillonnées et luisantes, ballonnée dans une robe de soie gorge-de-pigeon, avec une broche tout en or sous les plis de son menton et une chaîne de montre qui formait plusieurs tours sur son vaste corsage. Derrière elle, venaient tous les Beugnot endimanchés, ayant encore aux souliers la paille de leur carriole... Alors, subitement, je songeai à *Hernani*. Et, devant tous ces gens de Rembercourt-aux-pots, je compris pourquoi mon camarade Beugnot était ennemi d'*Hernani*. Non, non ! C'était moi qui avais raison ! Ou plutôt, c'était Victor Hugo qui avait raison contre ces gens de village...

Depuis, ce minuscule incident m'est souvent revenu en mémoire. Je vois dans le jugement brutal de mon camarade un beau trait du caractère lorrain. Tous les feux d'artifice de la rhétorique sont incapables d'éblouir nos gens : ce sont des réalistes impitoyables. Hélas ! l'éducation que je recevais, ou que je me donnais à moi-même, allait m'entraîner bien loin de cette sagesse du terroir !...

***

Ainsi, mon grand amour pour Victor Hugo passait par des nuances et par des phases diverses. En revanche, je restais inébranlable dans ma fidélité à Lamartine, bien que mon

admiration fût combattue par mes amis Barotte et Ceccaldi et aussi par le gnome Hache-Arthur, mon ancien persécuteur de la cour des moyens, qui avait fini par s'insinuer dans notre trio. Les deux premiers, du haut de leurs expériences galantes, n'avaient que des sarcasmes pour le platonisme amoureux des poèmes et des romans lamartiniens. Quant à l'autre, il avait déniché pendant ses vacances un roman de Mme de Staël dont il parlait avec transport. Pour lui, il n'y avait rien de comparable à *Corinne*, et, comme je n'avais pas lu ce livre prodigieux, j'étais bien forcé de le croire. Hache-Arthur était un tempérament volcanique, que l'admiration bouleversait comme la fureur. Quand il était sur ce chapitre de Mme de Staël, ses gros yeux noirs d'Espagnol lui sortaient de la tête, et ses paroles incohérentes et toujours inégales à son émoi, s'écrasaient dans sa bouche et ne s'en échappaient que dans une petite pluie fine, comme d'une pomme d'arrosoir. Une telle frénésie m'imposait. A travers les bredouillements admiratifs de mon camarade, je voyais le héros du roman, le jeune et brillant Oswald et surtout l'héroïne, Corinne au Cap Misène, avec son turban, son écharpe et sa lyre. Et je devais convenir que c'était admirable.

Mais ni ces tentatives de débauchage, ni les plaisanteries rabelaisiennes de Barotte et de Ceccaldi ne purent triompher de mon culte pour Lamartine, dont je ne connaissais encore que quelques vers. L'externe qui m'avait prêté le théâtre de Victor Hugo, me prêta *Raphaël* et *Graziella*. Ce fut un enchantement! Je ne crois pas qu'aucune lecture, si ce n'est peut-être celle de Loti, m'ait jamais mis dans un état semblable : une exaltation qui dura plusieurs années. Le camarade à qui je dus cette fête de l'esprit, cette magique illumination de mon cachot, m'a laissé un souvenir reconnaissant et vaguement attendri. Il s'appelait Hette, — Lucien Hette, — le type du bon garçon, complaisant, serviable, et sous une appparence enjouée, sérieux et même un peu triste, avec un pli de scepticisme précoce. Devinait-il qu'il devait mourir prématurément étudiant en médecine à Paris? Grand fureteur de bibliothèques, il avait déjà lu énormément, et toute sorte de livres, au hasard des rencontres. Comme ses parents ne le surveillaient pas, il s'en donnait à cœur joie. Je l'aimais pour tant de gentillesse et de belles qualités. Et puis, il avait, sur une petite figure pâle, légè-

rement mélancolique, une débordante, une écrasante chevelure léonine, qui lui prêtait une allure fougueusement romantique. Mais c'était le moins romantique des hommes. Ses lectures avaient encore développé en lui l'esprit gouailleur et positif du terroir. Il se moquait, lui aussi, de mes enthousiasmes pour Lamartine. Rien n'y fit. Pour avoir résisté à tant d'influences contraires, il fallait que ce fût, chez moi, un sentiment tout spontané et irrésistible, que ce malheureux grand poète, qui passait alors pour démodé, éveillât des échos au plus intime et au plus profond de ma nature.

D'abord, la phrase lamartinienne me ravit. Ce rythme, cette mélodie cristalline, un peu monotone et prolongée, ces images ailées, aériennes et diaphanes, presque immatérielles, comme cela me changeait des images de Hugo, lourdes de matière et de sensation ! Et puis, cette fluidité, cette limpidité angélique du style. Hugo, par comparaison, me semblait plein de taches luxurieuses. Je lisais avec délices des phrases comme celles-ci : « Ces vents engouffrés dans les gorges de ces montagnes et froissés par ces rochers, ces eaux et ces arbres, avaient des murmures sonores, tristes, mélodieux, puissants, ou imperceptibles, qui semblaient parcourir en quelques minutes toute la gamme des joies, des fureurs, ou des mélancolies de la nature. L'âme en était remuée jusqu'au fond. *Puis, ils s'évanouissaient comme les conversations d'esprits célestes qui ont passé et qui s'éloignent...* » Ou bien le portrait de ce mélancolique Raphaël, qui avait « le mal du ciel » et dont les yeux, d'une couleur foncée, étaient pareils « au ciel des Apennins avant l'aurore ».

Pour un adolescent avide d'émotions et de poésie, quel héros prestigieux et irrésistible que celui-là !... S'il eût tenu un pinceau, il aurait peint des Vierges de Foligno ; s'il eût manié le ciseau, il aurait sculpté la Psyché de Canova ; s'il eût connu la langue dans laquelle on écrit les sons, il aurait noté les plaintes aériennes du vent de mer dans les fibres des pins d'Italie... S'il eût été poète, il aurait écrit les apostrophes de Job à Jéhovah, les stances d'Herminie du Tasse, la conversation de Roméo et de Juliette au clair de lune... Ou les phrases d'adoration consacrées à la mystérieuse héroïne du livre, cette frêle créature qui avait « la physionomie d'une pensée plutôt que d'un être humain », et dont la voix étrange « résonnait entre les dents à demi fermées, comme ces petites lyres de métal que

les enfants des îles de l'Archipel font résonner sur leurs lèvres, le soir, au bord de la mer... »

Au fond, dans *Raphaël*, comme dans *Graziella*, ce n'était pas précisément le couple amoureux, l'histoire d'amour qui me passionnait. J'étais encore trop enfant pour en sentir les extravagances et les faussetés, et surtout pour m'y intéresser. Je sais maintenant pourquoi ces deux livres m'ont tant ému. Ils ont été, pour moi, la révélation du Midi. Ils m'ont apporté la joie, la lumière, la volupté méditerranéenne, tout ce que je devais tant aimer et célébrer plus tard. Et voilà pourquoi je suis toujours demeuré fidèle à Lamartine, même quand je semblais lui préférer Hugo et tous ses sortilèges. Lamartine, à mes yeux, c'est le ciel méridional, c'est l'infini et la pureté de la lumière. Hugo, c'est la caverne du Cyclope, avec tous ses flamboiements, mais aussi avec toutes ses lourdeurs et toutes ses épaisseurs de ténèbres.

Et puis enfin Lamartine m'avait fait croire que j'étais poète. Après l'avoir lu, je n'admettais pas qu'on pût être autre chose. J'avais un mépris souverain pour tout ce qui n'était pas la poésie. En cachette, je continuais à rimer éperdument. Cette grande passion risquait de s'épuiser, faute d'aliment, car je ne pouvais pas me pâmer éternellement sur *le Lac* ou *le Crucifix*. De la façon la plus inattendue, la bibliothèque de notre étude ravitailla mes enthousiasmes. J'y mis la main sur une grosse anthologie de la poésie française en trois ou quatre volumes, que personne ne lisait, qui gisait sur les rayons inférieurs et qui m'avait échappé jusque-là : j'étais tellement convaincu qu'il n'y avait rien à lire pour moi dans notre bibliothèque de quartier !... Eh bien, si ! il y avait l'*Anthologie* du lieutenant-colonel Staaf... de l'armée suédoise ! Quelle gageure ! La poésie française révélée à un petit écolier lorrain par un Suédois et par un militaire !... Cher colonel Staaf ! C'est lui qui m'a ouvert toutes grandes les portes du Jardin défendu. Que dis-je ? Des pays immenses ! Je me détournai tout de suite des maigres plates-bandes de Merlet pour me précipiter vers ces beaux horizons. Quel festin ! Toute la poésie française depuis Marot et Mellin de Saint-Gelais jusqu'à François Coppée et André Theuriet ! C'est ainsi que je découvris le Parnasse contemporain et une foule de génies poétiques, appartenant à toutes les écoles, dont je n'avais jamais ouï parler et dont je n'ai plus

jamais entendu parler depuis : MM. Emmanuel Gonzalès, Xavier Aubryet, Thalès Bernard, Napoléon Peyrat, Mmes Blanchecotte, Anaïs Segalas, Mélanie Bourotte, — et combien d'autres! Ils étaient légion. Livré à moi-même, j'admirais tout cela pêle-mêle. Je n'en avais jamais assez. Après avoir dévoré les gros volumes de cette merveilleuse anthologie, je faisais comme pour mon Merlet, je fouillais les notes au bas des pages, avide d'en extraire des strophes inconnues. Un peu blasé déjà sur les beautés de Hugo et de Lamartine, j'étais en quête d'émotions nouvelles. Je cherchais le pur diamant de poésie, et cette quête, à elle seule, était pleine de délices.

***

Grâce au colonel Staaf et à la complicité de mes nouveaux camarades, j'ai passé ainsi trois mois de complet enchantement. C'était une sorte d'état de grâce que je n'ai plus guère retrouvé dans ma vie. J'avais fini par oublier toutes les misères de l'internat, par les supprimer de ma pensée à force d'exaltation et de ferveur poétiques. Tout à mes chers poètes, je vivais entre terre et ciel, sans plus de souci de l'avenir que du présent... Quoi d'étonnant si mes études s'en ressentaient? Je perdais ma réputation de bon élève et je n'étais plus aussi bien placé. Je sentais, d'ailleurs, l'hostilité sourde de notre professeur, M. Gouillet. Avec son tâtillonnage de grammairien, il avait fini par me dégoûter encore une fois des exercices scolaires. Je ne m'intéressais plus à la classe... Et pourtant, la classe, c'était sérieux, très sérieux même! On commençait à me dire qu'il fallait me préoccuper de mon avenir, choisir une carrière.

Pendant les vacances de Pâques, mes parents ne m'avaient pas caché que je ne devrais compter que sur moi. On faisait, disait-on, de grands sacrifices pour mon éducation : je n'allais pas trahir les espoirs des miens!... Et, autour de moi, dans la cour des grands, chacun songeait à sa position. Tout le monde se destinait à une école ou à une administration. De quel ton respectueux, mes camarades Barotte et Ceccaldi parlaient de l'X, de la Taupe et du Bahut! Dès la fin de juin, la grande cour fut en proie à la fièvre trépidante des examens : Polytechnique, Saint-Cyr, Normale supérieure, École navale, École forestière, bachots de tous degrés et de toutes catégories, concours généraux.

Un de nos camarades obtint au « Grand Concours », comme on disait alors (car il y avait aussi le concours académique entre établissements de la même circonscription universitaire), le prix d'honneur de mathématiques spéciales. C'était un événement, une gloire inespérée pour notre lycée de Bar-le-Duc, peu habitué à de si éclatants succès. L'heureux lauréat fut porté en triomphe par ses camarades. Et, à cette occasion, comme dans toutes les circonstances solennelles, notre proviseur, M. Bergerot, nous réunit au milieu de la cour. Ayant rassujetti son haut-de-forme sur son oreille, il prononça ce que nous appelions alors un « laïus », où il célébrait notre condisciple, le lycée de Bar-le-Duc, la France, que sais-je encore?... la République sans doute!... Enfin, une apothéose!

Cette belle manifestation me stimula, me tira de mon ivresse poétique. Je fus ramené sur le plan positif. La nécessité de choisir une carrière s'imposait avec une urgence déjà tragique. Et puis une vague émulation s'y mêlait. Moi aussi, je voulais être porté en triomphe comme notre camarade Labigue, prix d'honneur de mathématiques spéciales... Alors, je fis, pour la première fois, mon examen de conscience. En dehors de la poésie, — car je me croyais toujours poète, — à quoi pouvais-je bien être bon?... Saint-Cyr et Polytechnique étaient déjà loin de mes préoccupations. J'avais songé à la médecine, mais sans inclination sérieuse, uniquement par esprit d'imitation, parce qu'un de mes cousins se destinait à cette carrière. Et voici que mon ami Hette, le pourvoyeur clandestin de mes lectures, s'y destinait aussi! Cet ami me plaisait. J'étais assez vivement tenté de faire comme lui, ne fût-ce que pour avoir un gentil camarade d'études...

Mais, plus je m'interrogeais, moins je me sentais de goût pour la médecine. Comme tout cela était loin de la poésie, de la littérature! Alors que devenir?... J'entendais Ceccaldi et Barotte parler de Normale supérieure avec une certaine considération tempérée d'un rien de mépris, — le mépris que peuvent avoir de futurs militaires pour de simples pédagogues... Je serais donc professeur, comme M. Gouillet! Perspective peu séduisante. Pourtant M. Roy, que j'admirais, l'était bien. Il avait même préparé cette grande École et il y avait échoué! Quelle audace n'était pas la mienne! Si de tels génies étaient refusés à Normale supérieure, quel espoir avais-je d'y réussir?

Et puis ce mot de « supérieure » m'éblouissait, m'intimidait. Oserais-je jamais déclarer de telles ambitions?... Oui! mais faire des lettres, rien que des lettres, — ces lettres que j'aimais tant! Somme toute, *entrer en littérature*! Quel attrait irrésistible! Je ne me sentais pas d'autre vocation. Et toutefois, dans le sentiment de mon indignité, je reculais devant la décision.

Cette décision fut prise à mon insu, tout au fond de ma conscience. Peu à peu, j'arrivai à me convaincre que je devais entrer à Normale... oui! à Normale supérieure! Je ne raisonnai point, je ne discutai point. Je ne considérai pas un seul instant mes aptitudes à une telle carrière, ni ses avantages, ni ses inconvénients. Je sentis seulement que, puisqu'il fallait prendre un métier, c'était encore celui qui contredisait le moins mes goûts et mes aspirations. Ce fut un choix tout instinctif, et, cette fois encore, mon instinct me sauva. Au fond, c'était la sagesse.

Quand je revins chez moi en vacances et que je révélai ce beau projet à ma famille, on jeta de hauts cris. On me voyait militaire ou magistrat. Simple professeur, quelle chute! Ma tante Joséphine, qui n'y allait jamais par quatre chemins, me rétorqua tout de suite un argument péremptoire. Elle me dit :

— Mon amie, M^me^ Dézoudin, de Metz, avait un fils unique qui est entré à Normale et qui est devenu professeur. C'est un ivrogne et un joueur! Elle en est morte de chagrin! Alors, c'est ça que tu veux être?...

Ce mirifique raisonnement m'ébranla. Ainsi rabroué et mortifié dans mon culte naissant pour l'École normale, un moment, je désespérai. Je me vis perdu, toutes les portes de l'avenir fermées devant moi. Et néanmoins, je tins bon! Je résistai à tous les dénigrements et à toutes les suggestions L'instinct de conservation fut plus fort que les sarcasmes de mon entourage... Puis-je même alléguer l'instinct de conservation? Ce fut un pur hasard! On m'avait si bien convaincu du peu de prestige de Normale, que, si l'on avait tant soit peu insisté, j'aurais fini par y renoncer. Comment n'ai-je pas cédé? A de certains moments, j'y étais tout prêt. Et alors, je me demande avec terreur ce qu'il fût advenu de moi!...

***

Ces humiliations furent compensées par des félicités matérielles et même par des jouissances d'un autre ordre.

D'abord, après le long jeûne que je venais de subir pendant dix mois de l'année, je me décarêmai. La table familiale me parut délicieuse. Je n'arrivais pas à m'y rassasier. Comme je fêtais les volailles de la basse-cour, les fruits de notre jardin et de notre verger, surtout les tartes, — les tartes aux reines-claudes, aux couètches, aux mirabelles! Je reprenais des forces et des couleurs. On prétendait même que j'engraissais. Ma mère disait : « Il se remplume ! » C'est ainsi que j'ai pu résister à cet exténuant régime de l'internat : les vaches grasses pendant six semaines, les vaches maigres pendant dix mois de l'année. Je vivais de ma propre substance.

Et puis je fis une sortie qui, à mes yeux, prit les proportions d'un grand voyage. Mon père m'emmena visiter Hattonchâtel. Ce château appartenait encore à des alliés de ma famille maternelle. D'après le témoignage de ma mère, ma grand mère y serait née, au lendemain de la Terreur, mes grands parents s'étant cachés dans cet antique manoir au plus fort de la tourmente révolutionnaire : de sorte qu'une obscure piété familiale et toute espèce de sentiments profonds et forts se mêlaient à l'extraordinaire émotion que me donna cette visite. Du haut de la terrasse du château, il me sembla que je prenais possession de tout le pays. L'horizon est immense, le paysage est un des plus beaux et des plus signifiants que je connaisse. Hattonchâtel est un des hauts-lieux, sinon le Haut-lieu de notre Lorraine. Je ne lui vois, chez nous, rien de comparable ou d'égal que la colline de Sion-Vaudémont, qui domine le plateau lorrain entre la Moselle et les Vosges, comme celle-ci domine la Woëvre et toute la région d'entre Meuse et Moselle.

C'était le nid d'aigle, la forteresse inexpugnable où s'enfermaient les évêques de Verdun, quand ils étaient traqués par les bourgeois de leur ville épiscopale, menacés par leurs vassaux ou leurs voisins. Ce lieu élevé est naturellement un refuge, un poste d'observation d'où l'on épie l'ennemi, d'où l'on voit venir de loin. Mais c'est aussi un belvédère qui commande des espaces presque infinis, d'une grandeur et d'une mélancolie inexprimables. Il n'a pas l'âpreté, ni la cou-

leur, ni surtout l'altitude des grands paysages montagneux. Mais quelle douceur flotte sur l'étendue des terres, quand l'horizon est net, par un bel après-midi d'été ! Bien des années après, certaines impressions que j'avais vivement ressenties à Hattonchâtel se sont précisées pour moi, en Algérie. Quand je vis, pour la première fois, le désert par la Porte d'Or d'El-Kantara, je me rappelai le battement de cœur que j'avais éprouvé en arrivant à Hattonchâtel par la brèche de Chaillon : c'était comme une fenêtre qui s'ouvrait sur des pays bleus et roses, une échappée sur un monde nouveau, où tout est léger et resplendissant.

Du chevet de l'église comme de la terrasse du château, je ne me lassais pas de contempler ces immensités, où les accidents de terrain, les bois et les villages finissent par se noyer, par prendre des apparences fantômatiques. Des Hauts de Meuse et de leurs promontoires allongés en absides de cathédrales, à travers les cultures, les forêts, les surfaces miroitantes des étangs de Vigneules, de Saint-Benoît et de La Chaussée, le regard s'étend jusqu'au lourd trapèze brumeux du mont Saint-Michel, bouclier de la forteresse de Toul, et plus loin encore, jusqu'aux rives de la Moselle où fument les cheminées des forges et des fonderies, et, sur la gauche, jusqu'aux noirceurs fuligineuses du bassin minier. Ce grand spectacle me frappa vivement. Mon œil n'était pas encore assez exercé pour y reconnaître une beauté de tout premier ordre. Mais je sentais fortement cette grandeur, avec une foule d'autres choses qui venaient de la terre et du sang. Lamartine et Hugo m'avaient habitué à voir grand, ils avaient commencé à m'ouvrir les yeux.

Ce paysage voilé m'était comme une ébauche de ciels plus heureux, plus lumineux, plus glorieux aussi. Hattonchâtel me fut un haut pressentiment. Ivre de littérature comme j'étais alors, je revins à Briey, la mémoire toute bourdonnante de vers. Après avoir presque désespéré, enfin j'étais heureux !

LOUIS BERTRAND.

(A suivre.)

SOUVENIRS
DES ANNÉES D'EXIL

III[1]

A LA COUR DE NICOLAS Ier

Nous quittâmes Florence vers le milieu de janvier. Nous arrivâmes à Vienne par un froid de 10 degrés. Pour la première fois que je voyais cette ville célèbre, je la trouvai couverte de neige. Nous ne séjournâmes que quatre jours à Vienne. Ce fut là que j'appris la mort du prince de Schœnburg, ainsi que je l'ai raconté plus haut. Il y avait alors à Vienne de grands établissements publics extrêmement chauffés, où la société allait danser tout le long du jour. On s'y restaurait de poulets maigres et de pommes de terre. Je ne sais si réellement les classes aristocratiques fréquentaient ces sortes de bals, mais on m'y conduisit comme à une des curiosités de l'endroit. J'en eus une triste impression. A part cela, je ne visitai rien de la ville qui semblait dormir sous la neige. Il y faisait un froid intense. L'aspect de ces grandes nappes blanches se détachant sur un ciel d'un gris jaune me serrait le cœur et m'empêchait de m'intéresser à quoi que ce fût. Je sentais que le voyage deviendrait pour moi de plus en plus dur, et la série de mes déceptions allait grandissant à mesure que Paris s'éloignait de moi davantage. Cependant je pressai le départ, et j'eus soin de me munir d'une bonne fourrure.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre et 1er janvier.

Nous devions nous arrêter à Varsovie et de là nous rendre directement à Pétersbourg. Nous traversâmes Olmütz où nous fûmes salués de quinze degrés de froid. Je ne vis jamais rien de plus gris ni de plus sombre. Ma fourrure, dont j'aurais eu tant besoin, ne me servit guère : M. Demidoff se l'adjugea avec un sang-froid parfait. Je ne me révoltai pas. Il passait pour avoir une mauvaise santé et redoutait fort le froid. Aussi je grelottai sans me plaindre, préoccupée surtout que j'étais de lui épargner un malaise. Nous voyagions dans un grand coupé où l'on pouvait faire deux lits. Mon valet de chambre et ma femme de chambre, qui était celle de ma mère, étaient derrière nous sur un siège, abrités par une simple capote. Ma pauvre Mariette souffrait incomparablement plus du froid que moi, puisqu'elle était en plein air. Sa situation me fendait le cœur. Jamais le temps ne me parut aussi long.

L'humeur de M. Demidoff devenait insupportable. A mesure que nous approchions du terme de notre voyage, il était de plus en plus sombre. Il redoutait l'empereur de Russie et ne savait quelle réception lui serait faite. Bien que le froid nous stimulât, malgré que nous marchions jour et nuit, nous n'avancions pas au gré de nos désirs. Tout en marchant, je songeais à Paris. J'avais la crainte de ne le voir jamais et, toutefois, Pétersbourg semblait reculer à mesure que nous allions. J'envisageais avec terreur une traversée semblable à notre retour. Cependant nous fûmes contraints de nous arrêter à Cracovie pour reprendre haleine. Cette fameuse ville, la seconde du royaume de Pologne, ne se composait guère, en 1841, que d'une longue rue non pavée et toute pleine de neige fondue, de glace, de paille et d'immondices, avec des maisons généralement en bois, mal bâties et d'un misérable aspect. Dieu sait ce qu'était l'hôtel où nous descendîmes, bien qu'il fût le premier de l'endroit. Le ministre de Russie demeurait en face. Il nous reçut deux fois à dîner. C'était un homme aimable que je plaignis sincèrement d'avoir à vivre en pareil lieu. A partir de Cracovie, nous fûmes contraints de faire placer nos voitures sur des traîneaux. Plus nous avancions, plus le froid devenait intense. Entre Cracovie et Varsovie, il fallut démonter quatre fois nos voitures. Tantôt, le dégel nous obligeait de les remettre sur leurs roues; tantôt, retrouvant la plaine toute glacée, nous devions de nouveau les replacer sur des

traîneaux. Nous versâmes plusieurs fois sans autre inconvénient que de perdre du temps. En vérité, c'était un étrange voyage de lune de miel !

A Varsovie, nous fûmes hébergés par le prince Grégoire Wolkonski, fils du grand maître de l'empereur Nicolas. La princesse sa femme était fille du comte Benckendorf, ministre de la Police de l'empire de Russie (1). Le prince Grégoire avait assisté à mon mariage. Il occupait un poste au ministère de l'Instruction publique. C'était un homme aimable, très peu Russe, et d'une distraction inqualifiable. J'en veux donner immédiatement un exemple entre mille. Un jour, à Pétersbourg, il me fit une visite; tandis qu'il causait, je remarquai qu'il tournait entre ses doigts un très petit manchon d'enfant. « Qu'avez-vous donc là? » lui dis-je. Aussitôt sa figure se décomposa et il s'écria : « Ah, ma fille! mon Dieu! J'ai perdu ma fille! — Comment, Grégoire, vous avez perdu votre fille! — Oui, je suis parti avec elle de la maison; peut-être l'y ai-je laissée. Seigneur! pourvu qu'elle ne soit pas tombée du drowski! » Nous étions atterrés. « Allons, lui dis-je, allons voir chez vous. » Et nous voilà partis. Arrivés chez lui, il n'ose monter, affronter sa femme. Je pénètre seule dans la maison ; le malheureux attend en bas, plus mort que vif. J'aborde la princesse et lui demande des nouvelles de l'enfant. « Elle est avec son père, me répondit-elle; il l'a emmenée il y a quelques instants. » Il fallut dire que l'enfant était perdue. A force de se creuser la tête, on supposa que le prince avait bien pu passer au ministère de l'Instruction publique. Je fus le rejoindre; il se souvint qu'en effet il y avait mis les pieds un instant, sans pouvoir se rappeler y avoir laissé sa fille. Nous y volâmes ventre à terre. L'enfant était là, jouant tranquillement, dans l'antichambre, avec un horrible petit nain comme on en trouve encore chez quelques grands seigneurs russes.

Mais revenons à Varsovie, où le prince et la princesse Wolkonski, qui était fort jolie mais maladive, nous reçurent à merveille. La ville était littéralement sous la glace. En y arrivant, je ne sus si la Vistule était au juste un fleuve ou une rue. Une bise glacée me transperçait jusqu'aux os et me serrait le cœur comme dans un étau. Cependant, durant les trois jours

(1) Frère de la princesse de Lieven. Une autre fille du comte Benckendorf épousa un prince Demidoff.

que je passai à Varsovie, j'eus, du moins, le bonheur de pouvoir me chauffer tout à mon aise.

Nous étions parvenus au plus dur du voyage et nous devions, de toute nécessité, marcher la nuit. Heureusement qu'à chaque relai de poste on trouvait un grand poêle allumé et de l'eau chaude. Nous faisions notre thé. Quant à trouver quoi que ce soit pour manger, il n'y fallait pas penser : rien, absolument rien. Nous avions emporté des viandes gelées, quelques conserves et des tablettes de bouillon.

L'appétit décroissait à mesure que la fatigue augmentait. Après trois jours du trajet le plus pénible, nous atteignîmes la frontière russe et nous nous arrêtâmes dans un petit village appelé Egyptan, où nous résolûmes de passer la nuit pour laisser à la douane le temps de visiter nos bagages. Après un modeste souper, je fis dresser le lit que je menais avec moi. Passé Vienne, on n'eût pu s'en procurer un, tant le confortable manquait partout. Le Polonais et le Russe dorment roulés dans leurs fourrures, près de leur poêle. Je me réveillai cette nuit-là dans un état d'engourdissement tel que je n'eus pas la force d'appeler ma femme de chambre et que j'allais tomber évanouie en cherchant à ouvrir la porte que j'eus beaucoup de peine à trouver. Heureusement qu'un moujik dormait dans la pièce voisine. Au bruit de mon corps tombant sur le parquet, il accourut, me prit dans ses bras et me porta à l'air en appelant du secours. Je n'étais rien moins qu'asphyxiée. On me frictionna et l'on me fit revenir à la vie. Je me trouvai en chemise de nuit entre les bras de ce bon moujik, qui me transporta dans la pièce dont j'étais sortie et dont l'odeur faillit, à nouveau, me faire perdre connaissance.

Il me fut impossible de me remettre en voyage ni ce jour-là, ni le suivant. Ma tête était trop ébranlée et je souffrais cruellement à l'estomac. J'avais des bourdonnements dans les oreilles et tout tournait devant mes yeux. C'était le mardi gras de l'année 1841 que je fêtais ainsi (1). Par une étrange coïncidence, un orgue éraillé se faisait entendre à travers les fentes du refuge où nous étions campés. Il jouait : *J'irai revoir ma Normandie!* Je ne puis exprimer quelle émotion me fit ressentir cet air français, si loin de la France, dans un pays

(1) 23 février 1841.

perdu au fond de l'Europe. Une tristesse profonde me saisit tout entière, et d'amers regrets envahirent mon cœur, froissé déjà par tant d'ennuis et de déconvenues.

Voilà où j'en étais après quatre mois de mariage ! M. Demidoff ne s'occupait guère de moi ; tout entier à ses craintes, il aurait voulu retarder le moment qu'il redoutait. Moi, au contraire, je souhaitais ardemment d'abréger mon supplice. Deux jours après l'événement que je viens de relater, nous reprîmes le chemin de Pétersbourg, par un froid de 20 degrés, à travers un vaste pays tout blanc de neige, d'où, çà et là, émergeaient des bouquets de sombres sapins. La nuit qui précéda notre arrivée, le postillon qui conduisait nos chevaux tomba gelé sur la route. Enfin, le 14 (1), nous entrâmes dans la capitale de l'Empire russe. J'attendis, avec un sentiment de soulagement réel, la fin de nos misères. Il y avait six semaines que nous avions quitté Florence, l'Italie, le soleil. Ma séparation d'avec ma bonne vieille baronne de Rœding m'avait fort affligée. Elle m'eût suivie bien volontiers, mais je m'y étais opposée, craignant qu'à son âge elle ne pût supporter un pareil voyage.

LA GRANDE-DUCHESSE HÉLÈNE

En arrivant à Pétersbourg, nous descendîmes dans une magnifique maison, appartenant à M. Demidoff et située sur la perspective Newski. J'y eus bien chaud et me rétablis. Ce ne fut pas pour moi un médiocre plaisir que de me mettre dans un bon lit, avec le sentiment de ne le pas quitter le lendemain matin pour repartir. La première personne que je vis fut le comte Alexandre Strogonoff, cousin germain de M. Demidoff (2). Grand, sec, un peu taillé dans du bois, il me séduisit immédiatement par la franchise de son allure et la simplicité de ses manières.

Ainsi qu'on se l'imagine, il fut question, avant toute chose, de la réception qui serait faite. Strogonoff pensait que ma présence préserverait M. Demidoff d'être autrement inquiété. Il fallait, suivant lui, qu'il s'effaçât complètement et qu'on ne s'occupât que de moi. La grande-duchesse Hélène (3), fort bien

(1) Mars 1841.

(2) La mère de M. Demidoff était née Élisabeth Strogonoff.

(3) Hélène Paulowna, femme du grand-duc Michel et belle-sœur du tsar règnant, Nicolas Ier.

pour Strogonoff, l'avait chargé de me transmettre ses amitiés. J'écrivis aussitôt à la princesse pour qu'elle me permît de la voir. Dès le lendemain, elle me répondit qu'elle m'attendait vers la fin de la journée et m'envoya chercher par sa grande maîtresse, la comtesse Apraxin, qui demeurait près de moi, porte à porte.

L'usage était pour les femmes de se présenter en robe décolletée. La grande-duchesse, instruite de mon commencement d'asphyxie, m'en dispensa gracieusement; cependant je me fis aussi belle que possible. Ma robe était d'une étoffe à fond bleu de ciel, à ramages de couleur. J avais, selon la mode du temps, un petit bonnet en point d'Angleterre garni de roses artificielles. Je trouvai la grande-duchesse en robe de chambre, à moitié couchée sur un long divan. Dès que j'entrai, annoncée par la comtesse Apraxin, elle vint à moi les bras ouverts et, m'embrassant à plusieurs reprises, elle m'appela sa chère cousine, exigeant que je lui donnasse ce nom en lui parlant.

Je me souvenais de l'avoir vue à Rome en 1828, et, quoique je fusse alors bien enfant, je ne l'avais pas oubliée. Elle était encore fort bien en 1841, grande, mince, peu en chair, avec le visage un peu rond, éclairé de longs yeux bleu clair et bien ouverts. Avec cela, une très grande fraîcheur, des cheveux blonds et bouclés. Elle me fit asseoir sur son canapé et me dit de lui conter tout ce qui s'était passé pour mon mariage, me pressant de questions, insistant sur les moindres détails et s'y intéressant au point que deux heures après seulement nous pensâmes à nous séparer. Elle m'engagea pour le lendemain à dîner avec elle et me dit que nous serions seules avec le grand-duc, son mari. Elle ajouta : « Je me charge de votre présentation à l'Empereur; je veux vous guider en tout et pour tout. Quant à votre mari, je ne puis le recevoir encore, mais dites-lui qu'il doit compter sur moi. » Je quittai la grande-duchesse très joyeuse, très reconnaissante, augurant le mieux du monde de l'issue de nos affaires.

Rentrée chez moi, je trouvai le comte Strogonoff. Il m'attendait, fort désireux d'avoir des nouvelles de cette première entrevue. Ce que je lui en dis lui fit grand plaisir. M. Demidoff, lui aussi, paraissait enchanté; mais à peine Strogonoff fut-il parti qu'il me fit une scène, disant qu'il ne me permettrait pas d'aller dîner sans lui chez la grande-duchesse, qu'il ne voulait

pas être le mari de la Reine. Je lui répondis tranquillement que rien n'était plus aisé que de me dégager en prétextant l'état de ma santé. Le lendemain, je lui demandai s'il persistait dans sa résolution. Sur son affirmation catégorique, je me mis à écrire à la grande-duchesse. Strogonoff entra; je le priai de remettre ma lettre, mais, s'étant enquis de son objet, il se récria sur la folie de mon mari et le fit demander. Aussitôt, il se mit en devoir de lui démontrer la sottise et le danger de son procédé et parvint, non sans peine, à le ranger de son avis. Je déchirai ma lettre. Mais Strogonoff une fois parti, voilà que M. Demidoff renouvelle sa défense et ses injures. Je rentrai dans ma chambre, bien déterminée, cette fois, à n'en pas tenir compte. La comtesse Apraxin vint me prendre, comme la veille, et je me rendis, toute habillée, chez M. Demidoff, pour prendre congé de lui. Il ne manifesta aucune surprise, mais, au moment où je le quittais, il me dit : « Souvenez-vous que c'est la dernière fois que vous irez seule dans le monde. » Et il s'agissait de le sauver d'un péril imminent !

J'arrivai au palais Michel quelques minutes avant six heures, et, comme la veille, j'attendis dans le cabinet de la princesse qu'on m'annonçât. Elle achevait sa toilette et me fit entrer immédiatement, puis manda ses trois filles, qui m'embrassèrent avec une extrême amabilité. Elles n'étaient pas jolies. L'aînée, Marie, était très grande pour son âge; elle est morte à Vienne, non mariée. La seconde, Élisabeth, qui épousa le grand-duc de Nassau, son cousin germain, avait une grosse figure très colorée, des cheveux rouges, une taille encore peu formée; ses bras étaient beaux, ses mains longues et blanches. La troisième, Catherine, depuis duchesse de Mecklembourg, était presque une enfant, sans autre physionomie qu'un air un peu frisé. Ces trois jeunes princesses me regardaient de tous leurs yeux.

La grande-duchesse, sa toilette terminée, mit mon bras sous le sien et m'emmena dans son cabinet. C'est l'usage de beaucoup de cours d'Allemagne et de celle de Russie, en particulier, de ne pas avoir une salle à manger habituelle, si ce n'est dans les grandes occasions. En petit comité, on fait dresser la table n'importe où et l'on est servi par le moins de domestiques qu'il est possible. Chez la grande-duchesse, où nous n'étions que cinq ou six personnes, un seul domestique était présent et se retirait

dès qu'il avait servi. La grande-duchesse agitait une sonnette chaque fois qu'elle avait besoin de lui. Elle me dit : « Vous allez voir le grand-duc, ne vous effarouchez pas de ses manières un peu brusques et mettez-vous bien dans ses bonnes grâces, pour que je puisse vous voir tout à mon aise. »

On annonça le dîner. Elle me prit le bras, et, comme nous entrions dans un premier salon précédant son cabinet, le grand-duc m'apparut, en même temps qu'un énorme chien se précipitait vers moi. Le prince le rappela, puis, s'approchant, il me prit la main en disant : « Voici donc notre belle cousine. » Le chien gambadait toujours autour de moi; le grand-duc me demanda s'il me gênait, s'offrant de le renvoyer. Connaissant l'amitié que les bêtes inspirent aux grands, je m'empressai de répondre que, quand nous aurions fait connaissance, l'animal se calmerait et m'opposai à son expulsion. Nous nous mîmes à table ; j'étais assise entre le grand-duc et la grande-duchesse. Quant au chien, il s'était couché à mes pieds. Je regardai alors attentivement le frère de l'empereur Nicolas. Je crus m'apercevoir que l'accord entre le mari et la femme n'était pas à un diapason très harmonique. En effet, leurs natures sympathisaient peu. Le prince était un homme de forte et haute stature. Il avait une tête toute ronde, ornée d'une chevelure taillée en brosse, une moustache rousse, le teint coloré, l'air brutal. Il portait l'uniforme de général en petite tenue, une longue capote boutonnée et sans épaulettes. Il semblait bon vivant, enjoué, parlait très bien français, mais était assez mal embouché. En somme, c'était une nature commune, un peu barbare, tandis que sa femme était délicate et distinguée. Des deux, c'est elle qui avait tout l'esprit.

On parla de mon voyage et de l'incident qui l'avait occasionné. Le grand-duc me dit : « Vous avez été courageuse d'accompagner votre mari, et, en même temps, bien avisée. Sans cela il en eût eu pour quelques mois de Sibérie. Je crois que votre présence effacera la mauvaise impression produite par son affaire. Conseillez-lui d'être prudent et de ne pas se montrer que ce ne soit chose terminée. On le mandera au ministère pour l'interroger : qu'il soit circonspect dans ses réponses. » Le dîner fini, le grand-duc partit en annonçant son intention de revenir prendre le thé et, s'adressant à la grande-duchesse : « J'espère, dit-il, que vous garderez Mathilde. —

Certainement », fit-elle, et, comme je faisais mine de vouloir me retirer, elle me retint en me disant qu'elle avait mille choses à me dire. Nous rentrâmes dans son petit salon ; elle se remit sur sa chaise longue et me fit asseoir de nouveau auprès d'elle. Elle m'annonça qu'elle me présenterait à l'Empereur, le dimanche, après la parade. Il venait toujours la voir ce jour-là et avait exprimé le désir de me trouver chez elle. « C'est, me dit-elle, une avance qu'il vous fait. Jamais on ne lui présente personne de cette façon. Soyez belle. Il faut être en blanc et décolletée. Quant à l'Impératrice, elle ne m'a pas encore fait connaître son intention, mais l'Empereur nous dira, sans doute, quand nous devrons l'aller saluer. »

Nous causâmes de mille choses. Je lui ouvris mon cœur et lui parlai surtout du désir que j'avais d'aller à Paris et de l'habiter. Elle me dit que l'Empereur détestait le roi Louis-Philippe et les idées françaises du moment, qu'il avait horreur de tout bruit et que le scandale de l'affaire de mon mari avec Mme de X... avant notre mariage l'avait extrêmement indisposé ; que, par conséquent, il me fallait agir avec une grande prudence pour qu'il ne s'opposât pas à ce que M. Demidoff séjournât à Paris.

Elle me parla avec une confiance illimitée, me dit les difficultés de sa position avec l'Impératrice, position que des différences d'opinions et de sentiments rendaient fort délicate. Elle aborda le sujet de son mari. Fine, spirituelle comme elle était, éclairée et pleine de jugement, elle ne pouvait guère aimer un prince qui était aux antipodes de sa nature et dont les procédés, à son égard, avaient été au moins singuliers. Elle s'était mariée fort jeune. Obligée de changer de religion, elle vint en Russie sans être accompagnée de ses parents, sous la conduite d'une seule gouvernante, et confiée aux soins de l'Impératrice Mère, seconde femme de l'empereur Paul, très hautaine, d'une autorité absolue dans sa famille. La jeune princesse ne trouva, tout d'abord, personne avec qui se lier. Elle comprit de bonne heure la difficulté d'avoir des amis à la Cour, surtout pour une personne transplantée dans un pays qui, malgré sa puissance, garde encore des mœurs sauvages. Elle se sentit isolée, se replia sur elle-même et garda ses impressions par devers elle. Sachant que ses idées et ses sentiments ne trouveraient pas d'écho, elle s'habitua à les renfermer, à n'en rien

laisser paraître. Le prince auquel on l'unit avait une éducation grossièrement ébauchée. C'était un sous-officier, rien de plus.

A son avènement, l'empereur Nicolas, qui appréciait les qualités essentielles de sa belle-sœur, lui témoigna la plus grande confiance, en même temps qu'il lui donna les marques d'une amitié profonde. Chaque jour, après la parade, il lui faisait une visite, la tenait au courant de tous les événements politiques, et, certain de trouver toujours des avis sages et loyaux auprès d'elle, la consultait en maintes occasions.

L'EMPEREUR NICOLAS Ier

Donc, le dimanche, je montai en voiture, après la messe, pour me rendre à l'heure indiquée chez la grande-duchesse. J'étais vêtue tout en blanc, décolletée, coiffée d'un petit pouf en dentelles blanches et garni de roses pompons ; j'avais des perles au cou. Dès que la grande-duchesse me vit, elle m'embrassa tendrement et me dit : « Vous êtes charmante ainsi ; pourvu qu'il ne devienne pas amoureux de vous ! » Après quelques instants, nous entendîmes battre aux champs. « Restez là, fit la grande-duchesse, je vais le prévenir » ; et, se penchant à la fenêtre, elle ajouta : « Le grand-duc héritier (1) l'accompagne. » Je rentrai dans le cabinet de la grande-duchesse où j'attendis.

Le cœur me battait un peu, je l'avoue, non de crainte, mais de curiosité inquiète. Bientôt la grande-duchesse apparut, accompagnée de l'Empereur, du grand-duc héritier ainsi que du grand-duc Michel, son mari. La pièce dans laquelle nous nous trouvions était haute et vaste, éclairée par deux fenêtres profondes ; il y faisait un peu sombre, et, le jour venant de ce côté, je vis s'avancer comme une ombre immense derrière la grande-duchesse. C'était l'empereur Nicolas. Sans être prévenue, je l'aurais deviné. Grand, fort, svelte néanmoins, avec une tête imposante et royale. Ses yeux ouverts, bleus et vifs, avaient une grande expression de douceur et d'autorité. On dit qu'ils devenaient sauvages sous l'impression de la colère, mais il ne m'a pas été donné de m'en apercevoir. Son nez était légèrement aquilin, presque droit, sa bouche ferme et bien découpée était surmontée d'une légère moustache. Il avait le menton carré et

(1) Le futur Alexandre II.

le bas de la figure assez développé. Le teint était unicolore, sans pâleur, le crâne dégarni, les mains fines, la taille bien prise dans l'uniforme. Il portait haut la tête ; on sentait le maître doué d'une énergie, d'une volonté considérables servies par la toute-puissance, et il représentait au physique le type absolument complet d'un potentat obéi.

La grande-duchesse me prit par la main et dit : « Sire, je vous présente ma cousine Mathilde. » L'Empereur s'avança vivement vers moi, et, comme je faisais une profonde révérence, il me prit sans façon dans ses bras et me dit : « Puisque nous sommes cousins, j'ai le droit de vous embrasser. » Joignant alors l'effet aux paroles, il me donna deux bons baisers sur les joues et autant sur l'épaule ; puis, me baisant la main, il fit quelques pas en arrière et appela le grand-duc héritier en lui disant : « Baisez la main de votre cousine. » Je m'inclinai sous le front du prince, à la manière russe, ce qui fit rire l'Empereur. Il se retourna même vers sa belle-sœur et lui dit, en russe, quelques paroles dont ils parurent s'égayer. J'ai su depuis que, faisant allusion au récent accord de son fils avec la princesse de Darmstadt, il aurait dit tout nettement : « Celle-ci eût fait bien mieux notre affaire. » C'était ma destinée d'être apte à faire ainsi l'affaire de plusieurs, et de manquer la mienne.

L'empereur Nicolas s'excusa de ne pas demeurer davantage ; il allait passer une revue. Il me baisa la main et nous quitta en me disant : « J'espère que nous nous verrons souvent. » La grande-duchesse l'accompagna jusque sur le haut de l'escalier, puis revint toute joyeuse de l'excellente impression de l'Empereur. « Il ne sera question de rien pour votre mari, me dit-elle, mais on lui conseille de faire le mort ; quant à vous, montrez-vous le plus possible, vous gagnerez tout le monde. Quand, ici, le souverain émet une opinion, personne ne le contredit. Or il vous trouve charmante, c'est plus qu'il n'en faut. D'ailleurs, si vous êtes embarrassée, en quelque occurrence que ce soit, venez me trouver : nous agirons de concert. »

Comme il n'avait été nullement question de me présenter à l'Impératrice, je lui demandai ce que je devais faire. « Attendez que je vous prévienne, me répondit-elle ; n'allez pas dans le monde de quelques jours, et si, d'ici là, cette présentation n'a pas lieu, je me charge de toutes les démarches. »

Je rentrai chez moi très enchantée d'y rapporter d'aussi

bonnes nouvelles. Strogonoff m'attendait avec sa femme. Il fut heureux d'entendre le récit de mon entrevue avec l'Empereur et il me quitta pour aller instruire Orloff et Benckendorf, tous deux ministres, l'un de la Maison impériale, l'autre de la Police. Il me promit de revenir le lendemain et de dîner avec moi pour me rendre compte de cette double visite.

Alexandre Strogonoff tint sa promesse. Il nous dit qu'il n'était bruit partout que de la bonne impression faite par moi sur l'Empereur, et que, par conséquent, ses griefs contre M. Demidoff tombaient d'eux-mêmes. Il ajoutait que chacun, à Pétersbourg, désirait vivement me connaître et me recevoir. Nous étions en carême : il n'y avait plus de bals, mais force concerts. Je reçus un grand nombre d'invitations, mais je ne crus devoir en accepter qu'après ma présentation à l'Impératrice.

L'IMPÉRATRICE ALEXANDRA FEODOROWNA

Celle-ci (1) avait été prévenue de mon désir par la grande-duchesse Hélène ; mais elle n'aimait pas sa belle-sœur, elle était jalouse de son esprit et de sa beauté ; aussi ne se pressait-elle pas de me recevoir, bien que l'Empereur lui-même lui en eût parlé. Au bout de huit jours, cependant, je fus invitée à me rendre au Palais d'hiver, entre 8 et 9 heures du soir, en toilette habillée et, selon l'usage, en blanc.

Je réendossai donc mon costume de noce tout en satin blanc couvert de point d'Angleterre et, pour ne pas avoir trop l'air d'une mariée, je me fis une coiffure en dentelles garnie de petites roses de toutes les couleurs. M. Demidoff ne pouvant m'accompagner, Strogonoff vint me chercher et me conduisit au Palais, où il ne me quitta qu'à la porte même des appartements de l'Impératrice. Introduite immédiatement, je traversai deux salons dont les doubles portes étaient grandes ouvertes. Arrivée devant celles d'un troisième salon fermé d'où me parvenait le bruit des conversations, je me recueillis pour m'inquiéter de la façon dont je ferais mes révérences. L'huissier, qui me précédait, ouvrit les portes et, lorsque j'eus fait quelques pas derrière lui, je le vis s'avancer à droite et parler à voix basse à un monsieur debout, adossé à la cheminée. Un groupe

(1) L'impératrice Alexandra Feodorowna, née princesse Charlotte de Prusse, était fille du roi Frédéric-Guillaume III de Prusse.

de personnes assises autour d'une grande table oblongue se leva vivement. Je ne reconnus parmi elles que le grand-duc héritier, Horace Vernet et le comte Wolkonski. Au bout de cette table était placée l'Impératrice ; elle avait auprès d'elle ses deux filles, la grande-duchesse Olga, depuis reine de Würtemberg, et la grande-duchesse Marie, alors femme du duc de Leuchtenberg (1). Je fis ma révérence et j'attendis une seconde. L'Impératrice me pria d'approcher et le grand-duc héritier, avançant jusqu'à moi, me baisa la main et m'offrit son bras pour me faire faire les quelques pas qui me séparaient de sa mère, auprès de laquelle je m'assis sur un siège qu'on avait mis là pour moi.

L'Impératrice semblait déjà une vieille femme (2). Elle avait une stature très haute, une tête petite affectée d'un mouvement nerveux perpétuel, causé par l'émotion qu'elle ressentit lorsqu'elle vit l'Empereur, au début de son règne, se jeter seul au milieu des séditieux. Ses traits étaient mignons ; ils avaient dû être fins, mais manquaient d'expression. Ses regards se fixaient sur moi avec une persistance qui montraient évidemment que j'excitais sa curiosité. Elle était toute enveloppée de gaze rose. Je ne recueillis d'elle que des paroles banales sur mon voyage : son accueil fut assez froid, et la conversation languissait lorsque l'Empereur arriva. Chacun se leva précipitamment. Les grandes-duchesses furent l'embrasser.

Il vint à moi avec effusion, m'embrassa cordialement et je l'entendis distinctement dire à l'Impératrice : « N'est-ce pas qu'elle est jolie ? » Celle-ci sourit et acquiesça du regard. Elle détestait la France et les Napoléon. Il lui en coûtait évidemment de convenir que la Bonaparte présentée devait trouver grâce à ses yeux. L'affection que la grande-duchesse Hélène me portait diminuait d'ailleurs mes chances de lui plaire. L'Empereur lui demanda si elle m'avait fait faire connaissance avec les grandes-duchesses ses filles. Elle répondit que je ne faisais que d'arriver. Nicolas, interpellant les deux princesses, leur dit : « Je vous présente votre nouvelle cousine. » Celles-ci me firent chacune une révérence ; j'en fis deux et chaque personne se rassit. L'Empereur causa, fut aimable, et me demanda tout à coup si je savais jouer à la bouillotte. Je répondis que oui. « Mettez-vous

(1) Femme du second fils du prince Eugène. Veuve le 1er novembre 1852, elle épousa en deuxièmes noces en 1855 le comte Grégoire Alexandrowitch Strogonoff.

(2) Elle était née le 13 juillet 1798.

là, dit-il, nous allons faire une partie. » Il paraît qu'une vive rougeur colora mes joues et j'eus un embarras visible. C'est que je venais de me prendre à penser que je n'avais pas un sou sur moi. L'Empereur, qui s'aperçut de mon trouble, me demanda ce qui pouvait me gêner. Je lui en donnai la raison, ce qui le fit rire. « Qu'à cela ne tienne, dit-il, nous ne jouons que pour l'honneur. »

La conversation, malgré le jeu, ne languit pas; Nicolas interpellait chacun, mais principalement Horace Vernet, qui faisait alors son portrait. Bientôt on servit le thé. C'était presque un souper, tant il y avait de choses; les filles de l'Empereur et son fils en firent les honneurs. Quelques instants après, l'Impératrice me demanda si j'étais invitée, pour le lendemain, au concert du comte X. Sur ma réponse affirmative, elle me dit : « Il faut y venir, je compte vous y voir. » Là-dessus elle me tendit la main. Les grandes-duchesses en firent autant, le grand-duc baisa la mienne et l'Empereur me reconduisit jusqu'à la porte du salon ; là je m'inclinai et fis ma retraite, enchantée d'en avoir fini avec ma visite, médiocrement satisfaite de l'Impératrice et comparant la différence entre son accueil et celui de l'Empereur.

De retour chez moi, j'y trouvai la comtesse Apraxin, grande maîtresse de la grande-duchesse Hélène, venue de sa part afin de savoir quel accueil j'avais reçu de l'Impératrice. Je lui dis franchement mon impression, afin qu'elle la rapportât à la princesse qu'elle me pria d'aller voir le lendemain. Celle-ci me prévint; elle me fit une longue visite, voulut m'avoir à dîner, mais je déclinai cet honneur, en lui disant le désir qui m'avait été exprimé par Leurs Majestés de me rencontrer au concert. Elle me félicita vivement, pour mon mari surtout. Je lui fis remarquer que M. Demidoff avait une grande répugnance à se montrer avant la solution de son affaire. Elle sourit de ma naïveté et me dit : « Dans ce pays-ci, les affaires n'ont d'autre solution que celle que l'Empereur leur donne. Il vous fait bon accueil, personne n'osera attaquer votre mari ; il faut qu'il vous accompagne, sans quoi sa position deviendrait de plus en plus fausse. A force de vous voir seule, on finirait par ne plus l'inviter. Dans quelques jours, je vous prierai tous les deux de venir dîner chez moi. »

BAL ET REVUE

Nous allâmes donc au concert, mon mari et moi. Je me parai bien ; j'avais mis une robe de velours noir garnie de guipures blanches ; j'avais une parure de turquoises et de diamants. Au moment de notre arrivée, l'Empereur n'avait pas encore fait son entrée. Il y avait là un monde énorme que je ne connaissais pas, y compris le maître même de la maison. Celui-ci connaissait mon mari qui me le présenta. Il ne savait comment me parler, ne sachant de quelle façon il devait me traiter et son embarras était manifeste. Il ne dura guère. L'Empereur fit son entrée, vint droit à moi, me baisa la main et l'épaule devant tous les regards braqués sur nous. Il appela Orloff qu'il me présenta, ainsi que Benckendorf, et me dit : « Vous n'allez guère vous amuser : vous ne connaissez personne ; mais nous sommes très hospitaliers, surtout pour les jolies femmes. » A peine l'Empereur eut-il fini de me parler, que ce fut une avalanche de présentations mutuelles, qui eut pour premier effet d'amener dans ma mémoire une affreuse confusion de noms et de figures.

Le surlendemain, j'eus la visite du comte Strogonoff en grande tenue. Il venait m'inviter à voir de chez lui la revue que devait passer l'Empereur. Il me prévint qu'au moment où l'Empereur passerait devant la fenêtre, il faudrait l'ouvrir et le saluer. Le froid étant encore très intense, on regardait la revue au travers des vitres. Nous vîmes défiler, entre autres régiments, des grenadiers coiffés de bonnets pointus garnis de plaques étincelantes, qui marchaient comme un seul homme, avec une régularité automatique. L'Empereur avait l'uniforme des chevaliers-gardes, habit blanc, cuirasse dorée, culotte de peau blanche, bottes à l'écuyère. Il portait le cordon bleu de Saint-André. Il était admirable sur un superbe cheval bai-brun qu'il manœuvrait avec aisance. Certes, il justifiait bien le mot de ce comédien qu'il arrêta un jour sur le quai de la Néva pour causer avec lui. La foule stationnait autour d'eux et ne cessait de les dévisager. « Qu'avons-nous, dit l'Empereur, qu'on nous regarde ainsi ? — Sire, reprit l'acteur, ce qui fait qu'on vous regarde, c'est que vous avez bien le physique de votre emploi. »

Lorsque Nicolas passa devant ma fenêtre, je m'empressai de l'ouvrir et de le saluer ; l'Empereur me rendit mon salut de

l'épée. Le soir, il n'était question, dans tout Pétersbourg, que de l'accueil de l'Empereur, de son goût pour moi, et ma réussite fut complète. M. Demidoff n'entendit parler de rien ; il ne fut pas même interrogé.

LA QUESTION DU COSTUME

Quant à moi, j'avais toujours en tête mon projet de voyage à Paris. C'était une idée fixe. J'en entretenais constamment la grande-duchesse Hélène, ainsi que Strogonoff. On me disait sans cesse que le moment n'était pas encore venu d'en parler à l'Empereur. Le mariage du grand-duc héritier avec la princesse de Hesse-Darmstadt était une des grandes préoccupations du moment. Cette princesse était mal portante. Un érysipèle au visage la défigurait; on redoutait que cela devînt tout à fait grave, ce qui mettait l'Empereur de fort mauvaise humeur. Les préparatifs du mariage en furent retardés de plusieurs semaines. La date de la célébration fut enfin fixée. On parlait de très grandes fêtes et de cérémonies remplies d'étiquette. M. Demidoff était gentilhomme de la chambre de l'Empereur, ce qui lui donnait ses entrées à la Cour, mais dans une infériorité assez marquée pour que je ne voulusse pas paraître : cela d'autant plus que, dans ces cérémonies officielles, les dames devaient de toute nécessité revêtir le costume national, ce que je trouvais au-dessous de ma dignité.

La grande-duchesse Hélène, à qui je confiai mes répugnances à cet égard, les approuva tout d'abord, mais elle pensait que, s'il était facile à moi de ranger l'Empereur à mon sentiment, je n'aurais pas aussi bon marché de l'Impératrice qui ne laisserait pas perdre une occasion de m'humilier et comme nièce de Napoléon et comme parente. Je lui fis part de mon projet d'en parler moi-même directement à l'Empereur. Elle ne pouvait concevoir comment je m'en tirerais; quant à moi, il me semblait que je n'avais qu'à lui montrer le fond de ma pensée.

Parmi les personnes du corps diplomatique que je voyais le plus souvent était le prince de Hohenlohe, ministre de Würtemberg. C'était un homme sans grande portée d'esprit, mais très honorable, très estimé, très aimé dans la société et qui connaissait parfaitement la Russie. La grande-duchesse m'en-

gagea à le consulter avant d'aborder avec l'Empereur un sujet si délicat. Je l'invitai à dîner et lui fis part de ma résolution. Il fut stupéfait de mon courage, ce qui me parut comique, mais il déclara que c'était le seul moyen de réussir sans nuire à mon mari.

L'important était de trouver une occasion. Demander une audience à l'Empereur, uniquement pour lui déclarer que je regardais le port du costume russe au-dessous de ma dignité, était chose difficile à dire, peu agréable à entendre. J'avais du temps devant moi; je résolus de guetter attentivement l'occasion et de ne la point laisser échapper. L'Empereur allait beaucoup dans le monde; rien ne m'était donc plus facile que de le rencontrer et de placer mon mot qui aurait tout son prix de la façon dont il serait dit, et perdrait singulièrement de son importance sur un terrain moins solennel. L'occasion s'en présenta bientôt. Je rencontrai l'Empereur à un bal; il s'approcha de moi : « Vous savez qu'après le mariage du grand-duc, nous allons présenter ma belle-fille à la ville de Moscou. Vous devriez y venir. Il y aura de bien belles cérémonies; vous verrez le Kremlin et je serai bien aise de vous y voir. » Je le remerciai, ajoutant que très certainement j'irais à Moscou, mais, qu'à ce propos, j'avais quelque chose à lui dire, et que j'en étais empêchée par la crainte de lui déplaire. Il mit mon bras sous le sien, en me disant de lui exposer tout simplement et tout nettement ma pensée. Je lui représentai alors ma situation, comme Française et comme nièce de Napoléon, l'étonnement que pourrait causer ma présence à des cérémonies dans le costume russe, ajoutant que personne ne comprendrait pourquoi je ne m'abstenais pas d'y paraître, d'autant plus que la place assignée par le rang de M. Demidoff à la Cour ne permettrait pas qu'on s'aperçût beaucoup de mon absence. Je lui demandai donc la permission de ne pas paraître dans les cérémonies officielles. Il me regarda d'un air assez étonné, puis, posant sa main sur la mienne, il me dit : « Vous avez raison, votre parenté me gêne, parce que je ne puis être pour vous ce que je voudrais à cause de la position de votre mari. Mais il ne faut pas que le jour du mariage je sois privé de vous voir; venez donc le matin avant la messe chez l'Impératrice; vous verrez tout et ne serez pas vue. »

Je remerciai l'Empereur. Je me sentais soulagée d'un grand

poids et tout heureuse de la façon dont je m'y étais prise et qui avait parfaitement réussi, pour conserver ma dignité sans nuire à mon mari. La grande-duchesse Hélène, que je vis le lendemain, fut enchantée de ce bon résultat. Je n'ai jamais bien compris la frayeur qu'inspirait l'empereur Nicolas. Il était accessible à tous les nobles sentiments, mais il détestait les finasseries qu'il taxait d'hypocrisie.

LA GRANDE-DUCHESSE HÉLÈNE ET LA FRANCE

Jusqu'au moment du départ pour Moscou, je continuai à fréquenter beaucoup le monde et à faire de nombreuses connaissances, sans toutefois me lier avec personne, si ce n'est avec la grande-duchesse Hélène pour qui je n'avais rien de caché. Je dînais chez elle plusieurs fois par semaine; nous étions presque toujours seules et, pendant les quelques heures que nous passions ensemble, elle me contait toutes ses affaires, me parlait de tout et de tous, et m'initiait aux choses les plus intimes de sa vie. Elle me disait surtout ses déceptions avec son mari. Il n'en perçait rien au dehors, mais, pour qui savait voir, il n'y avait pas d'illusions à se faire à cet égard. Sans doute, le prince n'était pas tout à fait un méchant homme; mais il était grossier et sans culture aucune. Elle, pleine d'esprit, délicate et fine, était une antithèse vivante du grand-duc Michel. Son jugement était droit, elle était pleine d'ambition et de curiosité. L'esprit, en elle, dominait certainement sur le cœur; aussi, la passion l'entraînait peu. Elle sut, en vieillissant surtout, prendre son parti des négligences de son mari, que les débuts si tristes de son union avaient abaissé à ses yeux. Elle était surtout jalouse de prendre en Russie une légitime influence. Elle fonda plusieurs maisons d'éducation, un Conservatoire de musique et entretenait de ses deniers deux jeunes peintres à Rome. Elle s'appliquait à donner l'élan aux choses utiles, à pousser au développement moral et civilisé de la Russie et, là où tant d'esprits moins bien trempés que le sien se fussent lassés devant les difficultés sans nombre qui surgissaient de toutes parts, elle ne se découragea pas.

Parmi les obstacles qu'elle rencontra sur sa voie, il faut mettre en première ligne la jalousie de l'Impératrice. Celle-ci, qui n'était pas méchante, était futile à l'excès; mais aussi ses

moindres caprices étaient aussitôt réalisés et elle ne savait donner que l'exemple d'un luxe effréné. On m'a raconté que chaque jour elle faisait habiller douze grandes poupées de grandeur naturelle, afin de choisir les costumes qu'elle porterait le matin et le soir. Elle accaparait tous les hommages, exigeant qu'il n'y en eût que pour elle. Cela rendait les réunions de famille froides et contraintes. L'empereur Nicolas, qui appréciait sa belle-sœur pour son esprit délicat et pour son jugement ferme et sûr, ne manquait jamais d'aller passer quelques instants près d'elle après la parade quotidienne. Elle avait sur lui un grand empire dont elle usait discrètement et sagement pour le bien. Quand parfois, irrité par tant de choses qui blessaient sa conscience ou son patriotisme, il se laissait aller à des violences de parole, elle savait le calmer doucement, laissant passer l'orage, revenant intelligemment à la charge. Elle aimait la France, les idées et l'esprit français. Nicolas en était moins loin qu'on ne croit, mais le gouvernement de 1830 l'exaspérait. Il tenait le roi Louis-Philippe pour un usurpateur et ne pouvait tolérer sa conduite envers son cousin, qu'il traitait de déloyale et félone. C'était un homme tout d'une pièce qui ne pactisait pas avec les faiblesses humaines. Il était et se sentait si fort que ses expressions étaient aussi tranchantes souvent que peu mesurées. Je lui ai entendu dire maintes fois qu'en fait de gouvernement il ne comprenait que la légitimité ou la République. Le parlementarisme lui semblait un système bâtard et sans grandeur. Les bavards, disait-il, perdent les meilleures causes; et il ajoutait que la première arme de combat n'était point la langue, mais l'épée.

La grande-duchesse Hélène avait été, pendant quelques années, au couvent à Paris, avec sa sœur, la princesse Pauline de Nassau. L'impression de ce séjour était demeurée profondément gravée en son cœur. Elle soutenait la France et demandait au Czar de l'indulgence pour son gouvernement. L'union de ses filles avec les fils de Louis-Philippe ne lui aurait pas déplu. Je puis l'affirmer d'autant mieux qu'il m'est arrivé de l'encourager dans cette pensée, et que nous avons quelquefois cherché ensemble les moyens de l'exécuter. Lorsqu'au mois de juillet 1841 je quittai la Russie, elle me chargea de voir si je ne trouverais pas un joint pour entamer une négociation à cet effet.

LES FÊTES DE MOSCOU

Le moment de partir pour Moscou fut bientôt venu. Nous prîmes les devants pour ne pas manquer de chevaux, et nous arrivâmes dans cette ancienne capitale quatre jours avant l'Empereur et la Cour.

Je ne connais rien de plus laid ni de plus triste que la route de Pétersbourg à Moscou. C'est un paysage sinistre entrecoupé de forêts de sapins, sans villages ni habitations. Car, comment donner ce nom à des trous creusés dans le sol, recouverts de feuilles mortes et de fumier, dans lesquels on pénètre par des escaliers en terre et où grouillent pêle-mêle des hommes, des paysans, des femmes, des enfants, des cochons et de petits chevaux, le tout en proie à une vermine inimaginable? J'eus la curiosité de descendre dans un de ces antres; l'odeur qui s'en exhalait m'arrêta sur le seuil, moins dégoûtée encore qu'attristée par la vue de tant de misère et de malpropreté. Ces bouges, habités par des êtres humains qui ont une âme, me firent la plus triste impression. Je me demandais comment ces malheureux peuvent tenir à l'existence. Au dehors, la tristesse du pays me serrait le cœur et je sentais davantage combien j'étais loin de mon cher Paris, le but de mes désirs. Je ne pouvais me détacher de cette pensée, elle m'empêchait même de me livrer à ma curiosité et je n'aspirais qu'à voir se terminer mon exil.

En arrivant à Moscou, nous logeâmes dans un vaste hôtel. Je fus frappée de la longueur des rues sillonnées d'attelages à six chevaux. Nous fûmes visiter le Kremlin qui est comme une ville dans la ville. Je passai sous la porte sainte, je vis le palais des Czars, la cathédrale avec ses dômes multiples et dorés. L'intérieur, très décoré pour le mariage du Czarevitch, était d'une splendeur bizarre qui ne manquait pas de grandeur. On préparait partout des fêtes, des bals, des réceptions. Je déclinai toutes les invitations, sauf pour le bal de la Noblesse. A ce bal, l'Empereur, m'apercevant, vint à moi pour danser la Polonaise. C'est simplement une promenade qu'on fait au son des instruments en se donnant la main, au travers des appartements. Au tour fait, on se salue et le cavalier choisit une autre dame. Avec l'Empereur cela se passe dans les règles de l'étiquette. Il est

précédé de deux chambellans, précédés eux-mêmes de deux gentilshommes de la Chambre, afin d'ouvrir un passage. Chacun y occupe la place de son rang, les princes et princesses, les grands officiers de la Couronne. Nicolas était, à ce bal, d'une bonne humeur rayonnante. Peu connue à Moscou, j'excitai vivement la curiosité, surtout au bras de l'Empereur qui me traduisait les paroles flatteuses qu'on proférait autour de moi. Il finit par me dire qu'il était fier de montrer à son peuple la nièce de Napoléon. « Cependant, me dit-il, je dois vous demander un sacrifice : c'est de ne pas venir à l'église, demain, pour la cérémonie du mariage. Tous les regards seraient tournés vers vous et ma pauvre belle-fille ferait une triste figure. » A ces mots, je le regardai en souriant comme pour pénétrer sa pensée, mais, comprenant la mienne, il ajouta : « C'est très sérieux et très vrai, mais je vous dédommagerai ; venez chez moi, au Palais, et vous verrez de mes fenêtres la procession qui part de là pour se rendre à l'église. »

Je me consolai facilement de ce petit mécompte. Je fus exactement au Palais le lendemain à onze heures du matin (1). Immédiatement introduite, je fus établie dans le cabinet de l'Empereur, dont deux fenêtres donnaient sur la cour du Kremlin, en face de l'église. De là je vis sortir la procession. Tout le monde était à pied, sauf l'Empereur qui était à cheval. Une foule immense l'environnait, poussant des hourras frénétiques. Des milliers d'hommes se précipitaient au-devant de son cheval, s'efforçant de le toucher, et, quand ils y étaient parvenus, faisaient le signe de la croix. Il y avait dans ce spectacle, si bizarre qu'il fût, quelque chose qui impressionnait. On se demandait comment un homme pouvait produire sur les masses un pareil effet; c'était de l'adoration, sans apparence de platitude ou de bassesse, de la part d'une foule enthousiasmée. Quant à l'Empereur, il recevait ces manifestations délirantes avec les larmes aux yeux, ému, non d'orgueil, mais de reconnaissance.

Je vis la procession s'engouffrer dans l'église, dont les portes grandes ouvertes laissaient voir mille feux allumés qui la faisaient paraître comme embrasée. N'ayant alors plus rien à voir, je m'en retournai chez moi où je reçus plusieurs personnes de la Cour. Le soir, M. Demidoff fit venir des bohémiennes.

(1) Le futur Alexandre II épousa la princesse Marie de Hesse-Darmstadt (l'impératrice Marie Alexandrowna) le 16-28 avril 1841.

Je me faisais une fête de voir ce spectacle. Cinq ou six femmes, dont deux jeunes seulement, une vieille, et les autres d'un âge moyen, vinrent s'asseoir autour de la chambre. Elles étaient vêtues de loques plus ou moins transparentes, aux couleurs criardes et brodées d'or. Leurs cheveux étaient épars ou nattés, leurs pieds nus dans des babouches. Chaque danseuse tenait en main une fleur ou un lambeau de gaze. Aux sons d'une musique monotone, la vieille maugrabine se leva, poussant un petit cri sauvage auquel répondirent deux danseuses. Elles avaient la face peinte, les ongles teints en rouge, taillés pointus comme des griffes ; leurs jambes étaient courtes et grosses. Elles se mirent à se trémousser, sans presque changer de place, poussant de temps en temps des cris rauques, faits sans doute pour les animer. Quand elles en eurent assez, deux autres danseuses les remplacèrent; elles firent des passes avec les morceaux de gaze qu'elles tenaient en mains; puis, la vieille, prenant un tambour de basque à l'un des musiciens, se mit à danser, tout en s'accompagnant. Le sale troupeau les imita. Cela sentait la peau de bique à plein nez et la sueur, ruisselant sur le visage des bohémiennes, les marbrait horriblement du mélange de blanc, de rouge, de bleu, de noir, dont elles étaient couvertes. Ce vilain spectacle dura trois quarts d'heure. Après quoi, je congédiai danseuses et musiciens, demandant ce qu'on pouvait trouver de si curieux et surtout de si montant dans cette soi-disant danse.

Le lendemain, j'assistai à une course de trotteurs. Les chevaux russes, surtout de la race Orloff, sont d'une beauté remarquable. Pour les faire courir, on les attelle légèrement à un drowski. Les cochers conduisent les trotteurs des deux mains. Ils sont vêtus de la grande robe longue de nuance foncée, avec la ceinture aux couleurs de leur maître, et le bonnet garni de fourrure. Selon la saison, il est galonné d'or ou d'argent. Il y avait là un monde considérable, et, des tribunes, on pouvait apercevoir toute la piste. Les chevaux, sans jamais prendre le galop, filent comme le vent, les naseaux ouverts, les crins flottants, levant haut les jambes, superbes d'encolure. C'est un spectacle que je trouve beaucoup plus intéressant que nos courses anglaises.

PRÉPARATIFS DE DÉPART

Les jours suivants je visitai la ville de Moscou. Dix jours après avoir quitté Pétersbourg, j'y rentrai, décidée à préparer mon départ et à obtenir d'aller enfin séjourner à Paris. Nous étions au mois de juin. C'est le moment d'une véritable émigration. La grande-duchesse Hélène faisait également ses préparatifs. Mais, cependant, on ne quitte pas toujours la Russie aussi facilement qu'on pourrait le croire.

Parmi les personnes avec lesquelles je me liai le plus intimement, je citerai en premier lieu le prince Lubetski, ancien ministre des Finances du royaume de Pologne du temps de Napoléon Ier, sénateur de l'Empire russe. Sa conduite très noble pendant la révolution polonaise, son intervention impartiale et bienveillante, et surtout sa supériorité en matière de finances lui avaient acquis la confiance de l'empereur Nicolas. C'était, à cette époque, un homme de plus de soixante ans, gros et court, fort laid, mal tenu, un vrai poussah. Chez lui, il ne quittait pas sa pipe, même en travaillant.

M. Demidoff, malgré l'heureuse issue de son affaire, sentait qu'il l'avait échappé belle. Au fond, il n'était pas très rassuré. Il eut l'idée de consulter Lubetski sur ses affaires d'intérêts. Il avait conçu le projet d'aliéner sa part dans les mines et usines de Nijnytagill. C'était le plus gros de sa fortune. Le reste consistait en terres dans le Midi et en plusieurs maisons à Pétersbourg. Il eût été facile de se défaire de ces dernières propriétés, mais, quant aux mines, situées en Sibérie où les transactions ne sont pas aisées, c'était une autre affaire. Le neveu de mon mari, Paul Demidoff, était alors mineur: sa mère était sa tutrice. Elle mangeait beaucoup d'argent et gérait assez mal la fortune de son fils. De là des tiraillements entre le beau-frère et la belle-sœur. Celle-ci était une fort belle femme que le frère de mon mari avait prise sans un sou. Ce dernier était à moitié fou, d'une corpulence peu commune. La naissance de leur fils Paul fut considérée comme une espèce de miracle.

Le prince Lubetski fut donc mis au courant de toutes les affaires. J'allai souvent le voir pour en causer avec lui et tâcher de trouver un expédient qui nous mît en repos en nous soustrayant à l'arbitraire. Il aimait à converser avec moi et m'ou-

vrit sa pensée volontiers sur toutes sortes de sujets et en particulier sur l'état de la Russie ainsi que sur son avenir. Il ne l'aimait pas précisément, puisqu'il était Polonais, mais il la croyait appelée à jouer un grand rôle dans un avenir peu éloigné. Quant à la Pologne, il n'avait aucune foi en ses destinées; ses compatriotes, à son sens, pouvaient être héroïques, mais leur incurable légèreté et leur fatale versatilité les empêcheraient toujours de rien faire qui vaille.

Lorsque je lui demandai de quelle manière je devais m'y prendre pour obtenir un passeport afin de quitter la Russie, il me fit entendre qu'en ce pays, du plus grand au plus petit, tout le monde avait la main et les yeux fermés. Ainsi, la femme du ministre des Affaires étrangères acceptait parfaitement des cadeaux importants, quand il s'agissait pour un solliciteur d'obtenir la place destinée à un autre. Je me souviens, pendant mon séjour, d'avoir vu de fort belles poires en émeraudes qui avaient été offertes à la comtesse dans un œuf de Pâques par un monsieur qui, peu de jours après, était nommé au poste de secrétaire d'ambassade à Paris. Mais Paris vaut bien des émeraudes. Je pris donc conseil avec le prince pour bien graisser les pattes dans l'intérêt de mon départ et du droit de séjourner en France. Mes mesures ainsi prises, je demandai une audience à l'Empereur, alléguant le besoin d'aller prendre les eaux en Allemagne. L'audience accordée, je m'y rendis seule.

L'Empereur me demanda tout d'abord à quelles eaux je pensais aller. Je lui répondis que j'irais à Ems et, bravement, à brûle-pourpoint, je lui demandai la permission de passer l'hiver à Paris. Il me répondit : « Qu'avez-vous besoin de ma permission pour cela? — Mais, Sire, lui dis-je, Votre Majesté entend-elle donc garder M. Demidoff prisonnier? — Il n'en vaut vraiment pas la peine ; mais si je le laisse aller, Dieu sait quelles sottises nouvelles il y commettra. Vous en serez certainement compromise, ce qui me sera beaucoup plus sensible que le reste. — Mais, Sire, je le prends sous ma garantie. — C'est autre chose, alors ; toutefois, je fais à regret cette nouvelle expérience. » Sur ce, l'Empereur se leva pour me donner congé. Avant de le quitter, je lui dis : « Sire, ce n'est pas tout : il faut que l'Empereur me permette de faire ma visite au roi Louis-Philippe. Il m'a rendu mes droits de Française, je ne puis me montrer ingrate. Cependant je n'en ferai pas davantage. D'ailleurs, mon

cousin germain est en prison (1). Je ne saurais donc, sans manquer aux convenances, aller danser aux Tuileries. Je compte aussi demander au Roi l'autorisation d'aller voir le prince Louis à Ham. — Vous agirez au mieux ainsi, reprit l'Empereur, et j'approuve votre petit programme. Je vais donner des ordres pour qu'on vous délivre votre passeport. En attendant, venez faire un tour de promenade en char à bancs avec nous. Nous dînerons et vous pourrez après retourner à Pétersbourg, »

Nous étions à Paulovski. J'attendis quelques instants. Bientôt parut l'Impératrice, suivie des grandes-duchesses, ses filles, et des deux grands-ducs, ses plus jeunes fils. Nous entrâmes dans un grand salon ouvert qui donnait sur un parc magnifique. La journée était fort belle. Nous montâmes dans le char à bancs. L'Impératrice s'y installa à l'intérieur avec ses filles et ses fils; l'Empereur me fit asseoir auprès de lui sur le devant. Nous parcourûmes le parc. Pendant le trajet, Nicolas me demanda mille détails sur ma jeunesse et sur ma mère. Il finit par me dire : « Je suis désolé de ne pouvoir faire plus pour vous et d'avoir les mains liées pour vous donner une situation plus normale. J'en ai souvent causé avec Hélène. C'est pourquoi j'ai été très mécontent de votre mariage. Vous ne serez pas très heureuse avec Demidoff; mais, enfin, vous me trouverez toujours disposé à prendre votre parti. »

Je remerciai l'Empereur et lui dis que j'espérais bien qu'il se trompait sur le compte de mon mari. Il hocha la tête d'une façon significative. Après la promenade, on se mit à table avec quelques personnes de la Cour. On servit force plats russes auxquels je ne touchai point, ce qui amusa les grandes-duchesses. La conversation prit un tour très léger, ce qui me surprit à cause de la présence des deux princesses. L'Impératrice même hasarda quelque grosse gaillardise à propos d'un mariage qui s'était fait dans le personnel de la Cour. Venant d'elle, cela me surprit fort.

Le dîner ne fut pas long, et, après quelques moments passés au salon, je pris congé de Leurs Majestés. L'Impératrice m'embrassa; l'Empereur me baisa affectueusement la main.

Je rentrai chez moi triomphante; j'aurais voulu avoir des ailes.

(1) Le prince Louis-Napoléon avait été enfermé à Ham à la suite de la tentative malheureuse de Boulogne (6 août 1840).

EN ROUTE VERS LA FRANCE

Cependant, les préparatifs de départ durèrent une dizaine de jours. Enfin nous quittâmes Pétersbourg en poste et passâmes par Carlsbad où nous trouvâmes un cousin de M. Demidoff, le comte Strogonoff, que j'aimais beaucoup, en compagnie de sa femme. De Carlsbad nous gagnâmes Ems où la reine Sophie, alors princesse d'Orange, m'avait donné rendez-vous.

Je ne l'avais pas vue depuis son mariage. Nous fûmes tout heureuses de nous retrouver. Je fis connaissance avec son mari. Bien que le ménage ne fût alors pas aussi gâté qu'il l'a été depuis, il n'était pas difficile de prévoir l'issue d'une union aussi mal assortie. Le prince d'Orange n'était ni laid ni beau. Sa taille était au-dessus de la moyenne ; il était blond ; ses yeux paraissaient égarés. De peu d'esprit, il était fort mal élevé, souvent grossier.

Entre autres personnes qui se trouvaient à Ems, je vis la reine de Grèce, charmante princesse, parente du prince d'Orange (1). Elle était accompagnée d'une demoiselle Botzaris en costume national grec. Le prince Wasa, qu'on appelait le colonel Gustafson, séparé de la princesse, sa femme, fille de la grande-duchesse Stéphanie de Bade (2). C'était un homme laid et rude. Le prince Nicolas de Nassau, souverain de la petite localité, exigu, joufflu, portant lunettes, médiocre, mais assez affable. Il y avait encore à Ems le comte et la comtesse de Flahaut et leurs trois filles, d'allure britannique mais prévenantes et bien élevées (3). M. de Flahaut n'était plus jeune. Il affectait un extérieur anglais; il était grand, sec, avait les yeux bleus très enfoncés dans l'orbite, le nez aquilin, les joues creuses, le crâne chauve, les mains et les pieds longs. Quant à M^me^ de Flahaut, elle était assez laide. Le bas du visage était dévié; avec cela une peau brune et l'air point jeune du tout.

(1) Amalia-Marie-Frédérique, fille du grand-duc d'Oldenbourg et femme d'Othon I^er^, premier roi de Grèce.

(2) Le prince Gustave Wasa, fils de Gustave IV, roi de Suède, détrôné en 1809, avait épousé en 1828 la princesse Louise de Bade, fille aînée de Stéphanie de Beauharnais.

(3) Deux filles de M. et de M^me^ de Flahaut, née Mercer Elphinstone, devinrent la comtesse Shelburne et la marquise de la Vallette. La troisième mourut sans alliance.

Mais elle aimait la France avec passion, et les Napoléon en particulier. Elle a toujours été très bonne et très maternelle pour M. de Morny. Des deux conjoints c'est la femme que je préférais. L'air sec, froid, irréprochable de M. de Flahaut ne me séduisait pas.

Nous passâmes à Ems une dizaine de jours. Le temps me semblait long. Paris était mon objectif unique. C'est vers lui que, sans cesse, j'avais l'esprit tendu. M. Demidoff semblait redouter d'y rentrer. Il recevait des lettres de soi-disant amis qui le dissuadaient d'y revenir. On lui disait que son aventure n'était pas digérée. La vérité est que bien des gens craignaient de se compromettre, à cause de mon origine, aux yeux du gouvernement de Juillet.

Je me souviens d'une petite aventure concernant le prince Wasa. Le prince Nicolas de Nassau avait annoncé sa visite à Ems. Les princes présents voulurent lui donner un dîner auquel toutes les personnes de notre monde pouvaient s'associer en pique-nique. On se réunit dans la grande salle du Casino, toute ornée de fleurs. Le duc de Nassau donnait le bras à la princesse d'Orange, le prince d'Orange à la reine de Grèce; le prince Wasa, qui n'avait à mener aucune princesse couronnée, se planta seul à la porte de la salle à manger et passa premier avec un cynisme parfait.

Je ne me sentis pas d'aise le jour de notre départ. Aussi la princesse d'Orange me dit-elle : « Tu es heureuse de t'en aller; moi, je suis bien triste de te quitter; mais Paris!... »

Que j'avais hâte d'y arriver! Alors les chemins de fer n'existaient pas. La poste, les postillons surtout, exerçaient la patience des voyageurs. On calculait à peu près l'heure de son arrivée, et le temps paraissait d'une longueur infinie.

ENFIN PARIS!

Nous entrâmes en France par Strasbourg. La première sentinelle française me fit violemment battre le cœur. J'aurais voulu l'embrasser. Une lettre, que j'aurais voulu brûler, me parvint à Strasbourg. Elle était de la duchesse Decrès (1) qui m'invitait à m'arrêter chez elle à Rimaucourt, sa résidence

(1) Née Rosine Anthoine de Saint-Joseph.

d'été. Elle nous disait qu'au mois d'août Paris était désert et inhabitable. Elle ne sentait pas mon impatience. M. Demidoff, lui, fut enchanté de cette invitation, et, quoi que je pusse dire, il fallut s'arrêter chez la duchesse. La réception fut, d'ailleurs, des plus affectueuses.

Enfin, nous prîmes congé de la duchesse, avec promesse de la revoir à Paris. Cette excellente femme vivait à peu près dans la retraite depuis la mort de sa fille, la duchesse de Dalmatie, au milieu d'un petit cercle d'amis. Elle avait la manie de donner des conseils et ne me les épargna pas. Elle insista principalement sur le soin qu'il fallait prendre de fréquenter tout spécialement les personnes âgées, de les visiter fréquemment, de s'enquérir auprès d'elles de la santé de leurs enfants et autres avis de la même farine, mais surtout de prendre un soin constant de n'exagérer point les modes et l'élégance, afin de ne point exciter de jalousie; enfin, elle me donna mille autres avis de cette force que j'écoutai avec un air de componction, non sans une forte envie de hausser les épaules.

J'arrivai à Paris le 17 août 1841, à sept heures du soir. M. Demidoff habitait alors un petit hôtel appartenant au duc de Périgord, situé rue Saint-Dominique-Saint-Germain, au coin de la rue de Bourgogne. Toute la maison était sous les armes. Elle était éclairée du haut en bas, et, sans être grande, elle avait fort bon air, emplie qu'elle était de chefs-d'œuvre qui en faisaient un palais de fée. Et tout cela à Paris! J'aurais voulu, dès la première heure, faire mon pèlerinage au tombeau de l'Empereur. Je me contentai d'aller contempler la silhouette de l'hôtel des Invalides, dont la coupole m'apparut immense dans l'ombre. Je rentrai très agitée et passai une nuit à peu près blanche, ne me sentant pas de joie d'être enfin dans ce Paris, objet de mes rêves depuis que j'avais le sentiment de moi-même.

Le lendemain, après déjeuner, nous allâmes visiter le tombeau de l'Empereur.

MATHILDE.

CAUSER AVEC L'ITALIE

L'orage récemment soulevé de l'autre côté des Alpes par la signature du traité franco-yougoslave a rappelé à l'attention du monde politique l'existence d'un problème qui n'est pas nouveau, mais qui ne prend une forme aiguë que de temps en temps : c'est le problème des relations entre la France et l'Italie. La nomination d'un nouvel ambassadeur de la République auprès du Quirinal, survenant au cours de cette période orageuse, devait encore donner prétexte à quelques personnes plus ou moins autorisées, mais toutes également bien intentionnées, pour inviter, parfois de façon très pressante, le gouvernement français à « causer avec l'Italie ».

Ce n'est pas que la conversation ait été jamais interrompue entre les deux nations voisines et amies, ni même qu'elle ait jamais cessé d'être courtoise, du moins pour ce qui est des interlocuteurs officiels. Mais, dans certains milieux, on estime que depuis longtemps elle est restée superficielle et vague, et qu'on en écarte avec intention les sujets brûlants. Causer avec l'Italie, selon le vœu de quelques-uns, signifierait donc aborder franchement et dans leur ensemble les problèmes qui intéressent la vie politique et économique des deux peuples, les examiner à fond et, autant que possible, les résoudre. On évoque un précédent fameux. Au lendemain de Fachoda, les représentants de la France et de la Grande-Bretagne passèrent franchement en revue toutes les questions sur lesquelles leurs pays étaient en désaccord. Cet examen courageux et bienfaisant aboutit au traité du 21 mars 1899, et à l'Entente cordiale. Pourquoi la France et l'Italie ne procéderaient-elles pas aujourd'hui de même façon?

Comparaison n'est pas toujours raison. Jamais peut-être la France ne s'était trouvée, pour négocier, dans des conditions aussi favorables qu'au moment où s'engagea la grande conversation de Londres : riche, bien armée, nouvellement fortifiée en Europe et dans le monde par son alliance avec la Russie. Comme négociateur, un diplomate aussi sage qu'habile, et qui jouissait d'une égale autorité, inspirait la même confiance à Londres et à Paris. Au programme de la discussion, une série de problèmes fort graves, mais bien définis, bien étudiés, et qui ne mettaient directement en cause que les intérêts des deux parties en présence.

Il n'en va pas tout à fait de même aujourd'hui entre la France et l'Italie. D'une part, l'équilibre général de l'Europe n'est pas encore si bien assuré, qu'on puisse soulever sans péril certaines controverses dont la solution n'apparaît ni facile ni prochaine. De l'autre, les questions que les Italiens semblent vouloir discuter avec nous ne sont pas toutes de telle nature, que nous puissions les régler en tête-à-tête avec eux : la plupart d'entre elles, et les plus importantes, intéressent, sous des formes et à des degrés divers, tantôt le groupe des nations méditerranéennes, tantôt même, comme la question de la main-d'œuvre et celle des matières premières, l'ensemble des grandes nations industrielles du monde. Enfin, à supposer que tous ces problèmes aient été parfaitement étudiés par les milieux italiens compétents, il s'en faut de beaucoup qu'on en puisse dire autant, en ce qui concerne les milieux français. Or, rien ne serait plus dangereux pour nous, et pour les autres, que d'aborder, sans la préparation suffisante, une discussion d'où les rapports franco-italiens sortiront ou meilleurs ou pires, mais qui, en aucun cas, — pour employer une image familière à nos voisins, — ne laissera derrière elle le temps qu'elle aura trouvé.

A côté de ces objections essentielles, il en est d'autres moins graves, mais dont une partie de l'opinion française a fait trop souvent état pour qu'on puisse se dispenser d'en dire un mot. L'une est tirée du régime exceptionnel auquel la nation italienne est soumise présentement. La dictature de M. Mussolini inspire à un certain nombre de Français une défiance plus ou moins justifiée. Écartons d'abord, comme vaine et puérile, l'idée qu'une république parlementaire et démocratique renie-

rait ses principes et compromettrait sa dignité en tendant amicalement la main à l'Italie fasciste et mussolinienne. Les nations vivent sous le régime qui leur plaît, ou sous celui qu'elles méritent : c'est leur affaire. En matière de politique extérieure, certains préjugés ne sont pas de mise : François Ier ne fut-il pas l'allié du Grand Turc, et Félix Faure celui du tsar Nicolas, autocrate de toutes les Russies ?

Observons cependant qu'il y a une certaine diplomatie à laquelle seuls les dictateurs sont enclins, et qu'ils sont seuls en mesure de pratiquer. Dans l'Italie d'aujourd'hui, le ministère gouverne pour ainsi dire sans parlement, et le ministère, c'est un homme. Nous ne prétendons pas qu'ailleurs le contrôle parlementaire s'exerce toujours d'une manière efficace sur la politique étrangère : tant s'en faut. Mais enfin ce contrôle existe ; il peut, en telles circonstances, constituer pour l'exécutif un frein et une gêne. Nul frein, nulle gêne d'aucune sorte dans un pays où le gouvernement n'a plus rien à redouter ni du parlement, ni de la presse, ni d'une opinion publique qu'il renseigne et manœuvre à son gré. D'autre part, un gouvernement parlementaire sera difficilement tenté d'engager le pays qu'il régit dans une aventure extérieure, simplement pour accroître son prestige ou pour affermir une situation menacée. Au contraire, cette tentation, pour un dictateur, peut devenir irrésistible.

Il faut donc écarter l'objection de principe, fondée sur la différence ou l'antagonisme des institutions politiques ; mais il convient de retenir que le régime dictatorial assure à certains jeux très dangereux une sorte d'impunité et entraîne nécessairement, au point de vue international, des risques spécifiques dont on est bien obligé de tenir compte.

Enfin l'opinion française est un peu déconcertée par les sentiments contradictoires qu'expriment périodiquement les journaux italiens, interprètes multiples, mais unanimes, de la pensée du gouvernement. La France doit s'entendre avec l'Italie ; entre les deux grandes nations méditerranéennes, aucun différend n'existe, qui ne puisse être aisément aplani. « Le ménage franco-italien, déclarait, il y a quelques semaines, M. Mussolini à un rédacteur de *la Dépêche Tunisienne*, pourra baigner par moments dans une atmosphère orageuse, connaître des heures de bourrasque ; mais jamais nous n'irons jusqu'à la

brouille, parce que nous sommes des frères, qui se disputent parfois, mais qui s'aiment bien tout de même. » Et tous les journaux de faire écho aux sages paroles du *Duce*.

Toutefois, dans le même temps, la presse italienne se laisse aller contre nous, — non seulement contre nos institutions « démo-libérales » et notre gouvernement, mais aussi contre notre peuple, nos mœurs, nos traditions, — à des attaques systématiques et pour le moins discourtoises. Tous les jours, de Rome, de Turin, de Milan et d'ailleurs, on nous répète que nous ne comprenons rien à rien, que notre race est dégénérée, que le moment est venu pour nous de disparaître et de laisser la place à d'autres plus forts et meilleurs. Des envoyés spéciaux poursuivent en Syrie, en Tunisie, au Maroc, et même en Corse et à Nice, des enquêtes bruyantes, où les critiques fondées et raisonnables sont noyées sous le flot des insinuations malveillantes ou des ragots dérisoires. Un congrès régionaliste, tenu dans une petite ville bretonne, sert de prétexte à un journaliste italien pour mettre sérieusement en question l'unité de la nation française, qu'après l'épreuve de tant de siècles, nous n'imaginions pas aussi menacée... Il ne servirait à rien de reproduire ici les propos malséants et injurieux qui, depuis quelque temps, rendent la lecture des journaux italiens fort déplaisante, ou même insupportable, au Français le plus tolérant.

Quand on invite quelqu'un à causer, on ne commence point par l'insulter. A supposer qu'un tel procédé soit de mise en certains cas et avec certains interlocuteurs, il n'est pas fait à notre usage et ne convient nullement au cas qui nous occupe. Si l'Italie désire sincèrement engager une conversation avec la France, — et nous ne mettons pas en doute ce désir sincère, — que la presse italienne veuille bien mettre fin à des attaques inopportunes et revenir au ton de l'honnête discussion. Ce préliminaire est indispensable. Il ne suffit pas que deux hommes d'État se rencontrent au wagon-restaurant ou à l'auberge, pour qu'aussitôt les nuages accumulés depuis longtemps se dissipent et pour que la clarté resplendisse dans une atmosphère purifiée. La bonne politique a l'horreur du théâtre et se défie du miracle. Laissons les diplomates et les experts étudier méthodiquement les problèmes qui nous divisent, les discuter à loisir et dans le recueillement qui

convient, c'est-à-dire à l'écart de la place publique et à l'abri des indiscrétions et des excitations de la presse. Le jour où ils seront parvenus à s'entendre et où ils déclareront leur accord, nous verrons se produire dans les deux pays la détente souhaitée, non pas miraculeuse et éphémère, mais naturelle et durable.

Cependant, si la colère et la haine sont stériles, un optimisme flatteur ou présomptueux n'est pas beaucoup plus efficace. En politique, quand on veut résoudre un problème, il ne faut pas supposer le problème résolu. A quoi nous sert-il de proclamer que les intérêts français et italiens s'accordent de tous points, si le contraire nous crève les yeux? Commençons donc par voir et par déclarer les choses comme elles sont : c'est le meilleur moyen pour les faire devenir ce que nous voulons qu'elles soient. Par une nécessité géographique, l'Italie et la France sont amenées l'une et l'autre à chercher l'emploi de leurs forces et à se développer sur le même terrain : le bassin de la Méditerrannée. La France, riche en territoires et en matières premières, est pauvre en hommes; l'Italie, peuplée à l'excès, manque d'espace et d'éléments pour son industrie. L'intérêt de la France est d'absorber et d'assimiler ce trop-plein de population italienne, qui vient chercher et qui trouve chez nous les moyens de vivre; l'intérêt de l'Italie est d'empêcher cette absorption et de garder pour elle, tout en l'exportant, cette matière humaine qui constitue sa principale richesse. Si l'on poursuivait ici l'examen, on rencontrerait plus souvent l'opposition des intérêts et des aspirations que leur accord. Et voilà précisément la raison pour laquelle la France et l'Italie doivent procéder sans retard à un ajustement prudent et équitable, dans les cadres duquel toutes les deux puissent vivre sans se nuire et développer leurs forces sans les heurter. Cela n'est pas aisé, mais cela est possible.

***

Avant tout, — nous l'avons déjà laissé entendre, — il convient d'établir une distinction rigoureuse entre deux ordres de questions, celles qui regardent exclusivement la France et l'Italie; celles, plus générales, qui intéressent aussi d'autres nations. Seules les premières devront être examinées et pourront être résolues dans une conversation à deux et par un accord franco-italien. Or ces questions particulières à nos deux

pays ne nous paraissent ni très nombreuses, ni très graves.

Commençons par la plus accidentelle et la plus mince, qui pourtant, à en juger sur l'apparence, semblerait parfois la plus aiguë : celle des réfugiés politiques, ou, comme on dit en Italie, des *fuorusciti*. On appelle ainsi ces adversaires du régime fasciste qui, après la révolution nationale, ont de gré ou de force quitté leur patrie pour chercher refuge à l'étranger. Tous ne sont pas en France ; on en trouve aussi, et non des moindres, en Suisse, en Belgique, en Angleterre, aux États-Unis. Mais la proximité de notre pays, ses traditions d'hospitalité et de libéralisme lui ont valu trop souvent la préférence de ces bannis. C'est une faveur dont la France se serait fort bien passée et qui attire aujourd'hui sur elle les ressentiments et les soupçons du gouvernement fasciste.

Nous sera-t-il permis de rappeler à ce gouvernement que, si nos grandes villes sont encombrées d'Italiens suspects ou indésirables, c'est plutôt sa faute que la nôtre ? Peu de temps après l'assassinat de Matteotti, à un moment où le nouveau régime était en péril, les autorités fascistes refoulèrent systématiquement vers les deux stations frontières de Modane et de Vintimille une tourbe assez bigarrée, où se trouvaient, pêle-mêle avec des hommes politiques hostiles à M. Mussolini ou à ses partisans, des anarchistes notoires, des repris de justice et des criminels de droit commun. Tout ce joli monde nous était destiné. Les commissaires-spéciaux français des deux gares opposèrent d'abord à son passage un refus catégorique. Le gouvernement de Rome insista. Finalement, on céda à ses instances : Paris donna l'ordre de laisser passer, et la France, en moins de deux mois, s'enrichit de quelques milliers d'assassins, de cambrioleurs et de vagabonds, sans compter les fomenteurs de grèves, les agitateurs de métier et les professionnels de l'anarchie.

On nous reproche aujourd'hui une hospitalité qu'on avait hier réclamée de nous comme un service. Nous avons contribué à sauver le régime fasciste, — c'est du moins ce qu'alors on nous assurait ; et maintenant on nous accuse de favoriser ceux qui travaillent à le renverser. C'est très humain, mais ce n'est pas très équitable. Lorsque ces *fuorusciti*, quelle que soit leur foi politique, tombent sous le coup de la loi française, nos juges la leur appliquent sans particulière miséricorde. Un

journal antifasciste, le *Corriere degli Italiani*, vient d'être supprimé par notre ministre de l'Intérieur pour excitation au meurtre; et l'*Humanité*, bolchéviste et antifrançaise, continue de paraître. Si nous pouvions restituer en bloc à l'Italie cette émigration spéciale, qui, neuf fois sur dix, est très indûment qualifiée de politique et dont nous a gratifiés le gouvernement fasciste, ce serait pour notre pays un fameux débarras.

Fort heureusement, cette catégorie d'émigrés forme chez nous le petit nombre. La grande masse des Italiens qui passent en France y vient pour vivre honnêtement et pour travailler. Soucieux d'assurer à ses nationaux établis sur le territoire français le meilleur traitement possible et le maximum d'avantages et de garanties, le gouvernement italien sollicite du nôtre depuis longtemps un règlement définitif de cette importante question. On sait que les conventions d'établissement sont en principe établies sur la base d'une parfaite réciprocité. Certes, le nombre des Français fixés en Italie est infiniment moindre que celui des Italiens établis en France. Mais ce n'est pas une raison pour négliger de définir exactement la situation des uns et des autres. L'insistance du gouvernement de Rome nous semble, sur ce point, absolument légitime. M. Briand l'a si bien compris que, sans attendre la fin des pourparlers en cours, il a voulu signer le 3 décembre dernier avec le comte Manzoni un *modus vivendi*, valable jusqu'au 1er juin 1928, qui permettra d'attendre la conclusion de l'accord définitif.

A l'heure où nous écrivons, le texte de la convention provisoire n'est pas encore publié; il semble qu'elle assure, tant aux Français résidant en Italie qu'aux Italiens résidant en France, le traitement juridique dont jouissent les citoyens des deux États, notamment en ce qui concerne l'exercice des métiers et professions, les baux de location à usage commercial ou industriel, la compétence des tribunaux en certaines matières civiles, qui ressortissaient naguère à la juridiction des pays d'origine. Le principe de la réciprocité serait appliqué, non seulement aux individus, mais encore aux sociétés industrielles et commerciales.

On peut dire que ces dispositions, dont bénéficient beaucoup plus d'Italiens que de Français, ont été conçues de notre part dans l'esprit le plus large et le plus amical. « Toute petite chose! » déclarait, au lendemain de l'accord, M. Arnaldo Mus-

solini : cela tendrait à prouver que les Italiens en prétendent de nous quelques autres, et de plus grandes ; mais il ne se peut guère que, dans son for intérieur, le gouvernement de Rome n'apprécie à sa valeur l'avantage qu'il vient d'obtenir.

Il est probable que les négociateurs italiens voudront joindre au problème de l'établissement celui de la nationalisation. Ici les intérêts des deux pays s'opposent d'une manière si flagrante, qu'on aura quelque peine à les concilier. On y parviendra néanmoins, mais au prix de mutuels sacrifices, et à condition qu'aucune des deux parties n'attende de l'autre qu'elle fasse seule tous les frais de l'accommodement. Déjà nous avons toléré que les émigrants italiens vinssent s'installer chez nous avec leurs syndicats, leurs maîtres d'école, leurs prêtres, tout un encadrement destiné à rendre l'assimilation plus difficile. La seule prétention que nous ayons repoussée est celle qu'avaient avancée les négociateurs italiens de 1917, et qui ne visait à rien de moins qu'à rendre leurs nationaux travaillant en France justiciables des seuls consuls d'Italie : c'était ravaler la France au rang d'un pays de capitulations. Nous savons qu'on étudie à Rome de nouveaux moyens, propres à relier plus étroitement les émigrés à la mère patrie. Nous trouvons cette préoccupation très naturelle.

Mais les Italiens, de leur côté, ne trouveront pas extraordinaire qu'en face d'une dépopulation croissante, notre gouvernement cherche à augmenter le nombre des Français en rendant plus facilement accessibles aux étrangers fixés en France les formalités de la naturalisation. La race française, — si l'on peut ainsi parler, — absorbe et assimile avec une aisance remarquable les éléments allogènes qui entrent en contact avec elle : c'est une de nos forces ; pourquoi négligerions-nous de nous en servir? Nos lois, — même la dernière en date, celle de 1927, — ne contraignent personne. On a parlé de « nationalisation forcée ». Mais l'étranger, pour qui la naturalisation s'effectuerait de plein droit, garde toute liberté de refuser la faveur qui lui est offerte. S'il ne la refuse pour ainsi dire jamais, c'est apparemment qu'il y trouve son avantage.

La même question se pose, en Tunisie, dans des termes un peu différents. Faute d'avoir pris à temps les mesures propres à assurer la prépondérance de l'élément français, le gouvernement du protectorat s'est trouvé, au lendemain de la guerre, en

face d'une situation pleine de dangers : à côté de 55000 Français, il y avait sur le territoire de la Régence 85000 Italiens, 13500 Maltais et 3000 Européens de nationalités diverses. Déjà, dans les milieux nationalistes d'Italie, — il n'était pas encore question de fascisme, — on calculait qu'en 1935 la Tunisie serait devenue italienne « par la force même des choses ». Les décrets de 1921, puis la loi de 1923 nous mirent en mesure d'absorber automatiquement quelques milliers d'Européens et d'israélites. Les naturalisations spontanées suivirent, de plus en plus nombreuses. Si bien qu'en 1927, l'écart entre Français et Italiens se trouvait réduit de 30000 à 18000.

L'opinion italienne s'est émue de ce résultat et nous en a fait grief, bien qu'il fût atteint par des moyens parfaitement légitimes et sans la moindre contravention aux accords particuliers qu'en 1896 nous avons conclus à ce sujet avec l'Italie. Jadis, lorsque les nationalistes agitaient devant lui la question tunisienne, M. Luigi Luzzatti ne manquait jamais de remettre les choses au point. « Vous n'oubliez qu'une chose, leur disait-il. En Tunisie, le gouvernement français a pris à sa charge tous les grands travaux de premier établissement; il a fait des routes, des adductions d'eau, des chemins de fer. Des capitalistes français ont créé les grandes entreprises agricoles et industrielles. Et c'est grâce à tous ces efforts, accomplis par la France, que nos émigrants, qui n'apportaient que leurs bras, en ont trouvé l'emploi facile et rémunérateur dans un pays tout équipé. »

On souhaiterait que les grands journaux italiens, au lieu de s'attarder à de vaines polémiques, missent honnêtement sous les yeux de leurs lecteurs quelques chiffres édifiants, comme, par exemple, ceux qui illustrent le récent rapport élaboré par M. Gallini. Ainsi l'opinion italienne apprendrait que le réseau routier de 5376 kilomètres, dont la Tunisie disposera en 1928, a coûté 92835000 francs; que, de 1923 à 1927, les chemins de fer, — plus de 2000 kilomètres en exploitation, — ont absorbé un crédit de 104 millions; que, dans le même temps, le débit des eaux captées pour l'alimentation des villes est passé de 63000 à 145000 mètres cubes, et celui de l'hydraulique agricole de 300000 à 500000; que, pendant ces mêmes quatre années, le gouvernement a dépensé plus de dix millions pour ouvrir 261 écoles primaires nouvelles et 14 nouveaux collèges ou lycées.

Nous ne sommes pas de ceux qui préconisent, pour la Tunisie, une « naturalisation à tour de bras » ; nous fondons trop d'espoir sur la qualité de nos forces intrinsèques et sur l'attrait qu'exerce naturellement, en dehors de toute contrainte, la situation de colon français dans un pays riche et bien organisé. Lorsque nous discuterons avec l'Italie le problème de la naturalisation en Tunisie, nous ne devrons pas plus oublier le rôle très efficace joué par l'émigration italienne dans la mise en œuvre de ce magnifique territoire, que les énormes sacrifices, au prix desquels la France l'a transformé et organisé. Le protectorat tunisien, nous ne l'avons pas seulement acquis par les efforts habiles et persévérants d'une politique parfaitement honnête ; nous en avons justifié et consacré la possession par un demi-siècle de travail fécond et de merveilleux progrès, dans tous les domaines.

Après cela, quand on aura cité la question des frontières entre la Tunisie et la Tripolitaine et celle de l'amélioration des rapports commerciaux, on aura, croyons-nous, épuisé la série des problèmes qui concernent exclusivement la France et l'Italie.

***

Il semble toutefois que l'opinion italienne, — sinon le gouvernement de Rome, — ait envisagé une discussion beaucoup plus large et portant sur des objets beaucoup plus considérables. Sans attacher plus d'importance qu'il ne convient au fameux « décalogue » promulgué par le *Giornale d'Italia* et aux listes de revendications dressées par quelques autres journaux, nous observons, chez nos voisins, une tendance très générale à confondre les deux ordres de problèmes qu'il nous paraît, à nous, indispensable de séparer.

D'abord, la question de Tanger. Il avait été convenu, dès 1904, que Tanger n'appartiendrait ni à l'Espagne ni à la France, et que la ville et le port seraient soumis à une administration internationale. Le principe de ce statut particulier devait être reconnu et consacré deux ans plus tard à Algésiras. L'application s'en révéla assez délicate, et c'est dans l'espoir de mettre fin aux difficultés qu'elle avait fait naître qu'en décembre 1923, la France, l'Angleterre et l'Espagne signèrent un nouvel accord. Cet accord n'a été reconnu ni par les États-Unis ni par l'Italie.

Le 7 août 1926, l'Italie et l'Espagne se liaient par une convention dont nous n'aurions pas évalué justement l'importance si, quinze jours après sa signature, M. Primo de Rivera n'avait donné à l'*A. B. C.* une interview retentissante. Des propos tenus par le dictateur espagnol, il semblait ressortir que l'Italie avait promis à l'Espagne son désintéressement bienveillant, touchant l'éventuelle annexion de Tanger. Le chef du gouvernement espagnol déclarait en effet que la possession de Tanger était indispensable à son pays. Singulière façon de dénoncer l'accord de 1923 par un article de journal.

Des négociations s'ouvrirent entre l'Espagne et la France, la Grande-Bretagne ayant signifié son intention de n'intervenir au débat qu'après que les deux puissances directement intéressées au Maroc se seraient mises d'accord. C'est à ces négociations que le gouvernement italien désire prendre part, et l'on répète volontiers de l'autre côté des Alpes que ce désir se heurte à une seule opposition, celle de la France. Il ne se pouvait guère qu'au lendemain du pacte de Madrid l'opinion française ne se demandât quels avantages l'Espagne avait bien pu promettre à l'Italie, pour que celle-ci lui laissât les mains libres à Tanger. La question était d'autant plus naturelle, et semblait d'autant plus inquiétante, qu'un semblable marché pouvait fort bien avoir été conclu à nos dépens. La question, jusqu'ici, est demeurée sans réponse. Mais il suffit de la poser, pour marquer du même coup le danger auquel nous nous exposerions, en acceptant d'aborder la question de Tanger dans un tête-à-tête avec l'Italie. Ce problème ne peut être discuté et résolu que dans une conversation à laquelle prendront part l'Espagne et l'Angleterre.

A plus forte raison en va-t-il de même d'une autre question plus vaste : le statut de la Méditerranée. Nous ne savons pas exactement pourquoi ni de quelle manière les Italiens en envisagent la revision. Mais ici encore les formules employées par leurs journaux sont de nature à éveiller certaines inquiétudes. On nous invite à reconnaître la « position centrale » de l'Italie, comme puissance méditerranéenne. Voilà une réalité géographique, à quoi nous ne contredisons pas. Mais on nous suggère aussi l'idée d'un partage d'influence, la Méditerranée occidentale devant ressortir conjointement à la France et à l'Espagne, tandis que la Méditerranée orientale ressortirait principalement

à l'Italie. On nous parle de constituer, entre la France, l'Espagne et l'Italie, une sorte d'« union méditerranéenne », un « bloc latin ».

Parlons sérieusement. Quelle peut bien être la valeur pratique d'un accord franco-hispano-italien au sujet de la Méditerranée, si la Grande-Bretagne n'en fait point partie ? Gibraltar est anglais, Malte est anglaise ; les Anglais contrôlent absolument le Canal de Suez et pratiquement les Détroits. Par quelle fiction puérile les trois puissances « latines » feraient-elles de la Méditerranée leur domaine exclusif et prendraient-elles ce commun domaine pour base d'une action politique ? Encore une fois, nous ne voyons pas bien l'opportunité d'une discussion qui aurait pour objet la « revision » du statut méditerranéen. Mais, à supposer que d'autres la voient, aucune des puissances intéressées ne pourrait être exclue du débat, et rien ne serait plus dangereux que d'en admettre la préparation, même lointaine, au cours d'entretiens particuliers.

Il ne serait pas moins imprudent de discuter en tête-à-tête avec l'Italie les problèmes relatifs à sa position dans l'Adriatique et dans les Balkans. L'Italie a dans l'Adriatique des intérêts considérables ; elle n'est pas seule à y en avoir. Quant à sa politique balkanique, sans revenir ici sur l'aigre polémique suscitée par la signature du traité franco-yougoslave, nous nous bornerons à rappeler le point de vue que la France a toujours soutenu et auquel l'Angleterre semble s'être ralliée : la politique d'hégémonie ou d'influence prépondérante pratiquée naguère dans les Balkans par l'Autriche-Hongrie a causé de trop grands désastres en Europe, pour que nous laissions une autre puissance, comme elle limitrophe, tenter la même aventure. « Les Balkans aux peuples balkaniques » ; voilà, croyons-nous, la formule qui s'impose, et dans les limites de laquelle l'Italie, comme les autres Etats, peut librement poursuivre ses entreprises de pénétration économique.

La question d'une redistribution des mandats coloniaux, que le gouvernement italien semble avoir déjà abordée dans une conversation particulière avec celui du *Reich*, est du ressort de la Société des nations. Nul ne peut méconnaître qu'en 1919, l'Italie, cavalièrement traitée par quelques grandes puissances, et d'ailleurs mal servie par ses représentants, fut exclue sans équité d'un partage où il n'eût pas été très difficile de lui faire

son lot. Nous souhaitons de grand cœur qu'elle soit plus heureuse lors d'une éventuelle redistribution, et qu'il soit ainsi donné satisfaction à quelques-uns de ses besoins les plus vraiment essentiels.

Restent deux grands problèmes : celui de la main-d'œuvre, que le gouvernement de Rome envisage naturellement au point de vue démographique italien, et celui de la répartition des matières premières. Ce sont, à proprement parler, des problèmes mondiaux. Pauvre en matières premières, riche en matière humaine, l'Italie avait un intérêt évident à lier les deux questions. Dès 1918, M. Victor Scialoja écrivait : « La main-d'œuvre est notre meilleure, notre plus grande richesse. Nous devons nous en servir, non seulement pour obtenir en faveur de nos ouvriers des conditions avantageuses, mais aussi pour suppléer, par des échanges, à notre pénurie de matières premières. »

Voilà le principe posé. La première application en fut faite l'année suivante, et à nos dépens. Nous avons eu la faiblesse d'admettre, pour quelques cas très particuliers, la prétention émise par le gouvernement italien de lier la fourniture de main-d'œuvre à la reconnaissance d'un droit de préemption sur une part du produit de l'exploitation. Rien n'était moins juridique. Aussi est-ce à bon droit que, lors de la Conférence internationale d'Immigration et d'Émigration, réunie à Rome en juin 1924, la thèse italienne de l'« échange » fut repoussée à une grande majorité. On ne voit pas qu'elle puisse être accueillie avec plus de faveur aujourd'hui qu'il y a trois ans. Si les deux problèmes de la main-d'œuvre et des matières premières viennent en discussion devant quelque aréopage international, — et il faut souhaiter qu'ils y viennent, — tout porte à croire qu'ils ne seront examinés et résolus que séparément.

***

« Si les Italiens ne possèdent ni fer, ni charbon, ce n'est pas leur faute; mais ce n'est pas non plus la nôtre. » Ainsi s'exprimait récemment un écrivain français. C'est une boutade, mais elle traduit assez bien la pensée qui nous vient naturellement à l'esprit, lorsque nous voyons l'Italie rendre notre pays responsable de tous les mécomptes de sa politique, de toutes les lacunes de son économie, et compter sur la France, sur la France toute

seule, pour réparer les uns et combler les autres. Cette préférence est flatteuse, mais onéreuse, et il nous est impossible de l'admettre.

Nous ne sommes pas responsables des difficultés avec lesquelles l'Italie se trouve aux prises actuellement. Mais ce n'est pas une raison pour que, dans la mesure de nos forces et dans les limites imposées par nos intérêts légitimes, nous ne l'aidions pas à en sortir. Le gouvernement fasciste s'est mis hardiment à la besogne : en quelques années il a développé, au dedans et au dehors, une activité considérable et souvent efficace. Les efforts de M. Mussolini pour « coloniser » des provinces italiennes demeurées trop longtemps incultes, pour augmenter la production agricole, pour favoriser une émigration de qualité, ont déjà donné des résultats appréciables et en produiront bientôt de plus grands.

Mais le gouvernement italien aperçoit une limite à ces efforts : il voit arriver le moment où certaines collaborations étrangères lui deviendront indispensables; et, dès aujourd'hui, il tâche à se les assurer. Nous ne lui refuserons certainement pas la nôtre. Toutefois on ne conçoit guère une collaboration sous la forme d'une donation pure et simple. Si les Italiens nous tendent la main, ce n'est pas en mendiants, c'est en associés. Et ce sera la tâche des négociateurs, de rechercher et d'établir, entre la France et l'Italie, les bases d'une association également respectueuse de nos droits réciproques et également favorable aux intérêts légitimes et aux aspirations raisonnables des deux pays.

Causons donc avec l'Italie, amicalement, franchement et sans parti pris. Mais ne traitons avec elle que les problèmes qui sont exclusivement de sa compétence et de la nôtre, c'est-à-dire les problèmes franco-italiens. Nous avons déjà dit que la France ne peut pas songer un instant à aliéner, en faveur de qui que ce soit, la moindre parcelle de son propre héritage. Elle ne peut pas davantage donner ou promettre à qui que ce soit ce qui ne lui appartient pas. Les vieilles formules du « désintéressement bienveillant » et des « mains libres » se sont révélées trop dangereuses pour qu'on soit plus jamais tenté d'y revenir.

MAURICE PERNOT.

LES TROIS CRISES

DE LA

LITTÉRATURE CONTEMPORAINE

LETTRE

A M. le Directeur de la Revue des Deux Mondes (1)

Mon cher Monsieur,

Votre illustre prédécesseur, F. Buloz, reçut un jour de deux bourgeois de la Ferté-sous-Jouarre une lettre où ils lui confiaient une remarque qu'ils avaient faite touchant l'abus des adjectifs. L'idée m'est venue d'user auprès de vous de la même liberté. On parle beaucoup de « crises » autour de nous : le mot fait impression et il est d'un usage commode. Souffrirez-vous qu'un lecteur assidu de Pascal et de Sainte-Beuve, de Racine et de Loti, de Malherbe et de Barrès, — et de la *Revue*, — vous confie en toute simplicité quelques réflexions sur certaines crises par où il lui semble que passe la littérature d'aujourd'hui ?

J'appelle la première une crise de contenu.

Considérons, si vous le voulez bien, monsieur, les mots de

(1) Bien que nous ne partagions pas toutes les opinions développées dans cette lettre, nous n'avons pas voulu priver nos abonnés des aperçus piquants qu'elle contient. En pareil cas, le jugement du lecteur rectifie toujours celui du critique (*N. du D.*).

littérature, de littéraire, de littérateur, dans leur acception la plus actuelle. Ils s'appliquent à des objets de plus en plus minutieux et à un personnel de plus en plus restreint. Avec une ardeur croissante la littérature tend à se confondre aujourd'hui avec les seuls ouvrages d'imagination. Sans doute elle offre encore un sens large, très large, hérité des générations antérieures. Mais à côté de ce sens large, vague, vulgaire, quasi léthargique, un sens terriblement actif, vivant, agressif, s'impose de plus en plus, selon lequel, à la limite de la littérature vraie, la littérature qui compte, la littérature digne de ce nom n'existe qu'à l'intérieur de la poésie ésotérique et du roman.

Cette tendance est nouvelle, relativement. Si, par exemple, on consulte la *Correspondance* de Grimm, qui offre l'équivalent de nos journaux et de nos courriers littéraires, on s'aperçoit que le champ de notre horizon s'est rétréci et que le nombre de nos curiosités « littéraires » a singulièrement diminué.

En ce temps-là, on ignorait cette opposition funeste des lettres et des sciences, qui ampute de moitié les préoccupations de l'intelligence et rapetisse exagérément la portée de la culture. Depuis cette opposition, en grande partie artificielle ou tendancieuse, la part des sciences ne cesse de grandir, au détriment de ceux que nos pères appelaient encore les « hommes de goût ». On transforme peu à peu en sciences rébarbatives, en spécialités compliquées, l'histoire, la critique même, tant d'autres disciplines.

A l'époque de Grimm la philosophie, l'économie politique, l'histoire, faisaient partie intégrante de la littérature. La médecine elle-même et l'histoire naturelle, au moins par leurs grandes vulgarisations, y appartenaient. Ouvrons au hasard la table des matières de cet ouvrage célèbre et qui mérite de le demeurer. C'est le tome quatre de la première partie. Nous y voyons défiler les sujets les plus divers, les plus « vivants » : *Des véritables intérêts de la patrie, brochure; Mémoire pour un mousquetaire accusé de séduction; Sur le rappel des protestants, ouvrage de M. de la Morandière; Sur l'auteur des Philosophes et de la Dunciade; Essai sur le luxe, par Saint-Lambert; Première représentation de l'Amateur, comédie en un acte et en vers de Barthe; Première représentation de Rose et Colas, opéra comique*

de Sedaine et Monsigny; Réflexions sur l'inoculation, par Gatti; Traduction de l'Histoire d'Écosse de Robertson, par de la Chapelle; l'Homme de lettres, par Garnier, de l'Académie des inscriptions; Mort du grammairien Restaut. Et ainsi de suite.

Pendant trente années, Grimm et son équipe ont ainsi tenu au courant toute l'Europe des productions les plus diverses de la pensée française. Toute activité intellectuelle d'une certaine distinction était alors réputée littéraire : c'est l'origine du prestige que le mot de littérature exerce encore autour de lui, tout vidé qu'il soit des valeurs qui faisaient jadis sa dignité. Buffon était un homme de lettres. Qui songerait aujourd'hui à décerner ce titre à J.-H. Fabre, ou, plus près de nous, à M. Termier, si remarquables que puissent être ses ouvrages, d'un style si expressif, d'une présentation si pure, d'une élocution si limpide? Bossuet trouverait-il grâce aux yeux de nos snobs? Pascal, avec ses préoccupations techniques, ne serait-il pas trouvé insuffisamment littéraire? On peut se poser la question.

De nos jours, à force de se rétrécir, la littérature, pour un grand nombre d'écrivains, est devenue peu de chose, ce qu'on peut imaginer de plus mince et de plus menu : quelques vers ou succédanés de vers, et encore à la condition de ressortir à l'une ou l'autre des écoles réputées littéraires, une toute petite fraction du théâtre, la critique, dans la mesure où elle fait abstraction de la morale et des nécessités naturelles de la vie sociale, la biographie, où d'ailleurs nous excellons, et surtout la biographie romancée, enfin le roman lui-même, surtout quand il est bien osé, bien extravagant, bien amoral, le roman avec ses prétentions fabuleuses et disparates. Pour le reste, histoire, philosophie, économique, on en acceptera tout juste des vulgarisations élégantes, mais superficielles. Bref, n'est pleinement et augustement littéraire que le travail d'imagination. On s'écarte de la littérature dans la mesure où l'on se rapproche des faits. C'est ainsi que l'érudition, même avenante, et le savoir en général, dès qu'il assume un air de précision, semblent n'avoir plus rien de littéraire.

Sans doute les grandes revues continuent, par tradition, à tenir le public cultivé au courant des principaux mouvements de la pensée et des progrès des connaissances. A côté d'elles a surgi tout un ensemble de publications nouvelles, dont les adeptes se considèrent comme les pionniers de la

culture, et pour qui ces questions vitales paraissent non avenues. Il existe désormais, à côté du public véritablement informé, un public « littéraire », bien décidé à ce que nul ne soit littéraire hors lui et ses amis.

On alléguera, non sans quelque raison, la nécessité de la division du travail. Si Grimm revenait au monde, il lui faudrait opter. L'abondance des matières ne lui permettrait plus de disperser son attention entre tant d'objets devenus incompatibles. Déjà, chez lui, le théâtre occupait une place énorme : le roman a hérité de cette prépondérance. Il ne reste qu'à donner un cran de plus à la spécialisation pour obtenir les tendances purement « littéraires » d'aujourd'hui.

La « littérature » contemporaine regarde volontiers l'histoire, la philosophie (quand le snobisme ne s'en mêle pas), l'exposé des sciences économiques ou naturelles, comme des sujets secondaires. Son esprit de séparatisme est irréductible. Il conduit à faire de la littérature une occupation quasi ésotérique, sans précédent parmi nous.

Mais voyez la conséquence.

Depuis plusieurs siècles qu'il s'évertue, le roman finit par s'user. Types, situations, caractères, intrigues, il a tout exploré, tout épuisé. Le romancier d'aujourd'hui, — c'est du moins ce qu'il prétend, — cherche en vain des sujets normaux à traiter. Il n'y en a plus. Tout a été dit et bien dit, tout a été décrit de ce qui frappe communément l'esprit humain. On ne refera plus *Adolphe*, ni *la Cousine Bette*, ni *Bel-Ami*, ni *Jack*, ni *le Disciple*, ni *l'Éducation sentimentale*. Autrement dit, le roman est un genre qui s'affaiblit par son propre foisonnement, et, s'affaiblissant, il devient fébrile et boulimique. Le théâtre souffre de la même anémie.

A défaut du normal et du naturel, il cherchera donc des excitations étranges dans des cas singuliers et antiphysiques. La rue n'a plus rien à lui apprendre, les salons, les alcôves mêmes ne recèlent plus de secrets. Qu'à cela ne tienne. Il s'enfoncera dans les sous-sols de l'âme et de la société, il grossira prodigieusement des perceptions minuscules, s'appesantira outre mesure sur des sensations de transition, s'exaspérera au contact de ce qui ne dure pas, parce que ce qui ne dure pas est toujours nouveau et que le roman, trop vite saturé de l'éternel, n'a plus d'égards que pour le précaire et le passager.

Ainsi *la littérature d'imagination tend à constituer son domaine en dehors de ce qui fut considéré jadis comme son domaine même* : l'expression et la description des types fondamentaux de l'humanité, des traits majeurs de la société. Elle réserve sa curiosité pour les vices immondes, les aventures innommables, les méditations de l'imperceptible, les singularités, les anomalies. Elle tourne de plus en plus le dos à l'homme pour ne s'occuper que du dépravé, du raté, du maniaque. La vie ne l'intéresse plus que par ses bégaiements ou ses déchets.

Pouvait-on confier à l'imagination une sorte de primauté intellectuelle sans provoquer bientôt sa lassitude et son dégoût? Très vite, pour obéir à un public de blasés, d'excités, de mondains, qui délaissait pour elle des rivales moins prometteuses, elle devait, sous peine de déchoir, renouveler, coûte que coûte, l'intérêt, le renouveler *per fas et nefas*.

N'avons-nous pas assisté ainsi, dans la description du moi et du non-moi, dans le récit des événements, dans la peinture des caractères et l'introspection, à une sorte d'inflation des valeurs littéraires, par surenchère d'étrangetés? Le terme d'un pareil progrès était l'ennui. Il semble que dans plusieurs directions on l'ait dépassé, pour parvenir jusqu'à la nausée.

Quelle sera la fin de cette aventure? Le roman, comme quelques-uns le pensent, y perdra-t-il son prestige? On n'écrit plus d'épîtres, plus de chants royaux, on ne compose plus de chansons de gestes : de même en viendra-t-on à ne plus faire de romans? Ou bien se contentera-t-on de réduire la vitesse, de mesurer ses gestes, de borner ses investigations, de baisser la voix?

***

Le public se lassera-t-il, s'est-il déjà lassé d'un autre travers de la littérature contemporaine? J'arrive à la seconde crise, la crise de forme. A l'étrangeté des profondeurs répond ici l'étrangeté de la surface. Non que ces deux erreurs affectent nécessairement les mêmes œuvres. Mais de même qu'on préfère l'absurde, l'odieux ou le répugnant, on choisit volontiers par ailleurs le ténébreux.

Ce besoin, me direz-vous, est-il nouveau? La notion même de littérature ne divise-t-elle pas *ipso facto* le monde intellec-

tuel en deux camps, dont celui des profanes a toujours été populeux, mais honni? Oui, sans doute, mais quand Horace, après tant d'autres et avant tant d'autres, écartait la foule loin de ses chants, quand Sénèque se contentait d'un seul lecteur, ils cherchaient l'un et l'autre la sécurité dans des raffinements de bon aloi, d'où la discrétion n'était pas exclue, et dont la saveur restait accessible à un très grand nombre. Ce n'est plus le cas.

Aujourd'hui, la littérature, qui se pique d'être vraiment et supérieurement littéraire, s'entoure de murailles et de fossés. Elle se bariole et s'obscurcit, se tatoue, se hérisse, se cabre, se disloque, dans le dessein de faire savoir au monde entier qu'elle a horreur des touches vulgaires. Que de fanfares pour réaliser une retraite!

La rupture de la littérature d'avec la vie se présente ici sous un nouveau jour. Solitude, orgueil, particularisme s'apparentent volontiers. Du bizarre à l'inintelligible le chemin est court. Beaucoup d'écrivains actuels, parmi ceux qui se flattent de frayer des voies nouvelles, l'ont parcouru. L'euphuïsme, le gongorisme, le marinisme, la préciosité sont peu de chose à côté de ce qu'il est absolument indispensable d'appeler le charabia de la littérature dite d'avant-garde. Composition, style, syntaxe, mots eux-mêmes, tout est touché à la fois. Le règne du vague et la prééminence, l'usurpation du violent ou du saugrenu l'emportent sur la tradition française avec tout ce qu'il pouvait y avoir de paix et de limpidité attaché à ce mot. Le mal n'affecte plus seulement la littérature, mais la langue. Les mots, les phrases ont cessé de remplir leur rôle millénaire pour inaugurer une espèce de servitude incantatoire, où l'à peu près sévit. Les significations exactes se sont diluées dans des brumes de plus en plus opaques; le plan de l'intelligible s'est brisé en une multitude de fragments; les tours de force se sont métamorphosés en tours de passe-passe.

Le pis est que des esprits sérieux n'osent prononcer à ce sujet les paroles qui s'imposent et, terrorisés par le snobisme des incompétents et des mondains, se réfugient dans l'indulgence, quand ils ne poussent pas jusqu'à la complicité. L'ancienneté du fléau ne doit pourtant pas lui servir d'excuse ni de titre de naturalisation.

Me permettrez-vous, monsieur, de parler net une fois de

plus? Deux hommes, Rimbaud et Mallarmé, sont à l'origine de ce dévergondage. Leur influence, qui ne repose sur aucun mérite sérieux, a été véritablement prodigieuse. Depuis cinquante ans, un bon tiers de ce qui s'exprime « littérairement » a été contaminé par leurs théories.

Ce n'est pas la première fois qu'on les discute. Ne suffirait-il pas, pour les écarter définitivement, de les juger à leurs fruits ? « Il n'arrive même pas, disait de Mallarmé Jules Tellier, à être tout à fait inintelligible. » Disons qu'il s'en rapproche de très près. Des oisifs ont tenté de traduire ses vers en français. Des naïfs, ou des malins, se sont mis en tête de l'imiter. Quelle étrange aventure! Poser la langue, l'expression, en rivales de la musique, de l'algèbre, comme cela est séduisant pour l'intelligence! Et comme on voit qu'à l'origine de cette crise-là, aussi bien que de la première, s'affirme une méprise fondamentale sur le rôle et les limites de la littérature! Car Mallarmé ne pèche pas par manque, mais par déformation de l'intelligence. Il avait en outre le sens du rythme, le goût du ramassé. Je ne sache pas qu'aucun de ses innombrables disciples, même parmi les plus célèbres, ait réussi un vers comparable à son

Tel qu'en lui-même enfin l'éternité le change,

qui, avec une dizaine d'autres aussi pleins, aussi substantiels, constitue le meilleur de son bagage.

Quant à Rimbaud, sa prétention à suspendre entre le mot et le sens un mystère indéfinissable, à relier les sons organisés en syllabes au royaume subjectif et arbitraire du subconscient, à tout suggérer sans rien préciser, c'est encore une aberration du même ordre. On veut pousser la langue hors de son domaine, en plein rêve. Ce n'est pas d'un sot, si l'on veut, mais sûrement d'un halluciné.

Mais il ne suffit pas d'être ingénieux, il faut être vrai. Un architecte qui ferait miroiter à sa clientèle l'avantage de combiner la piscine avec la chambre à coucher, l'ascenseur avec le cabinet de travail, les parterres avec le salon, risquerait fort de voir son programme sombrer dans le ridicule pour peu qu'il se mêlât de le réaliser. Mais le papier, comme on dit, souffre tout. Quand l'esprit est prévenu, quand la crédulité est déchaînée, quand le snobisme sévit, quand des esprits,

par ailleurs judicieux, perdent sur un point tout bon sens, la réalisation, si piètre qu'elle soit, bénéficie d'un écran sauveur où les mirages les plus imprévus se jouent. Il n'est pas très étonnant que des transpositions critiques comme les œuvres de Rimbaud et de Mallarmé, toutes pitoyables qu'elles soient, rallient de nombreux suffrages et provoquent même une sorte d'hallucination collective.

Le prestige de ces deux esprits ressortit plus à l'expérience mystique qu'à la littérature proprement dite. Cas pathologique bien plus que littéraire. Si l'on isole leur œuvre de son support dogmatique, qu'en reste-t-il? Des phrases énigmatiques, des sonorités infécondes. Le charme est rompu. La puérilité de ces deux tentatives apparaît. On s'aperçoit que le but essentiel de la littérature est méprisé. On n'écrit, après tout, que pour se faire entendre. Or, l'obscurité est si pesante autour de Mallarmé qu'une bonne moitié de ses vers n'a pas encore trouvé de traducteurs et qu'on discute toujours, entre initiés, pour savoir si *Une saison en enfer*, de Rimbaud, est une œuvre satanique ou une tentative d'apologétique religieuse.

En réalité, Mallarmé et Rimbaud ont jeté la littérature hors d'elle-même, sous couleur de lui faire réaliser un progrès. Dorénavant, le nom de littéraire sera ésotériquement réservé à tout ce qui figure en marge de la littérature, soit en deçà, soit au delà, en dessus ou en dessous. Aux sujets saugrenus feront vis-à-vis des balbutiements et des échos, des essais, des brouillons. On ne parle plus, on soupire, on hurle, on se contorsionne: on n'écrit plus, on dispose les mots comme les fragments d'une mosaïque, dont les signaux mystérieux acquièrent soudain une valeur barbare, dont personne jusqu'alors ne s'était encore avisé.

Ce sera une des énigmes de la vie intellectuelle au xx^{e} siècle que cet enthousiasme pour l'informe et le germinant. On dirait que, fatiguée de son fardeau millénaire et des liens précis qui en retenaient l'assemblage, l'intelligence l'ait jeté bas pour se mettre à en contempler amoureusement le désordre. La littérature d'avant-garde a la haine du discours ordonné, hiérarchisé, de toute succession combinée, maîtresse de ses voies. Son ardeur vise à en disperser les éléments, à en libérer, pour ainsi dire, jusqu'aux molécules, quitte à faire de ces débris confus son admiration et sa jalousie.

Il s'agit bien de rendre, de communiquer, de toucher, de plaire ! La littérature n'a plus rien de commun avec ces vieilleries. Elle devient tour à tour du travail d'arrière-boutique, de l'expérience de laboratoire, une annexe de l'hôpital, une foire aux échantillons. Sa joie sommaire est l'hilarité du barbare devant le temple qu'il a détruit, et dont il explore révérencieusement les décombres. Plus accablé que soutenu par une culture dont la ligne et la correspondance lui échappent, il raffole d'une phrase égarée, d'un mot retrouvé, il les fixe curieusement, les découpe, les combine en fétiches, les truque en babioles. Il s'enchante de formes qu'il croit nouvelles et qui n'ont de nouveau que la brisure ou le désaccord. Que de génie ne faut-il pas pour ramasser des métaphores disloquées ou des anacoluthes disjointes ! Que de génie ou que d'enfantillage ?

Dans une pareille débâcle, cette fois-ci, ce n'est plus le roman, c'est la poésie qui se trouve atteinte. On voit toute une école organiser son culte apparent autour de divinités inappréciables : d'abord les deux génies totems, Rimbaud, avec ses incandescences obscures et brutales, Mallarmé étiré jusqu'aux suprêmes évanouissements, puis le poignant et acrobatique Laforgue, puis un fol pur et simple, l'auteur de l'interminable et obscène *Maldoror*, Isidore Ducasse, puis le plaisantin Alfred Jarry, puis Guillaume Apollinaire, dont les cocasseries laborieuses passent soudain pour des trouvailles insignes, puis quelques poètes authentiques, introduits là sans doute par inadvertance, au nombre desquels figure Baudelaire, — Baudelaire, dont on peut penser beaucoup de bien et beaucoup de mal, mais dont on ne peut nier que le système d'inlassables corrections, qui tendent obstinément à une harmonie plus pleine, une mélodie plus soutenue et une clarté plus intense, ne constitue le désaveu le plus cinglant que l'on puisse imaginer pour ces pédants d'inspiration chaotique.

On nous présente comme « le plus grand poète actuellement vivant » un écrivain qui aventure, par centaines, des lignes imprimées dans le genre de celles-ci, en marge de toute intelligibilité :

> Comment vivre ailleurs que près de ce grand
> arbre blanc de cette lampe.
> Le vieillard a jeté une de ses dents d'ivoire.

A quoi bon continuer à mordre ces enfants qui ne meurent jamais, etc., etc.

Sous prétexte de saisir la pensée, la poésie, dans leur racine même, on fabrique à grand peine des incongruités intellectuelles, qui n'ont même plus la jeunesse, l' « emballement » ou l'ignorance pour excuses. Tout cela est voulu, concerté, codifié. Le snobisme, c'est-à-dire la faveur incapable de fournir ses raisons, est allé à ce langage petit nègre comme à d'autres époques il se rua vers le phébus.

Il y aurait de ma part, n'est-ce pas, mon cher monsieur, quelque outrecuidance à découvrir que la littérature française n'est pas vouée à la clarté par une destination surnaturelle. A maintes reprises, s'il ne s'était trouvé quelque génie de bon sens, du type Malherbe, du type Boileau, pour réagir contre des tendances certaines au brouillamini, cette clarté nationale, dont nous sommes justement fiers, courait les plus grands risques. Sans parler des crises majeures que nous avons connues, et surmontées, dans cet ordre-là, rappelons-nous les critiques provoquées au début du XVIII^e^ siècle par les passionnants essais d'introspection de Marivaux, — du Marivaux romancier, bien entendu, — dont un Marcel Proust nous donnera la continuation et la fabuleuse surcharge. Si nous souffrons aujourd'hui d'une véritable maladie de galimatias, c'est que depuis cent ans il ne s'est rencontré personne d'assez autorisé, ou nulle succession de critiques assez courageux et assez persévérants pour entreprendre avec méthode la défense vigoureuse du génie français. Les déformations actuelles, après tout, remontent indirectement au romantisme, à son goût du vague, de l'instinctif, du primitif. Nous vivons aujourd'hui au milieu de l'instinctif sclérosé. Adieu la mélodie de Gérard de Nerval et certaines chansons de Musset, de Marceline Desbordes-Valmore, où Verlaine s'agite déjà !

* * *

Ce qui aggrave le mal, c'est maintenant le contraste de cette littérature solitaire, sénile, usée, qui s'émiette, avec ses prétentions dogmatiques. Le littérateur tend à usurper la place réservée au prêtre, au philosophe, comme conduc-

teur de pensée. C'est la troisième crise, la plus redoutable.

Là encore nous continuons le romantisme.

> Pourquoi donc faites-vous des prêtres
> Quand vous en avez parmi vous?

La boutade, — plus qu'une boutade, hélas! — de Victor Hugo, a été prise au sérieux. La question est du reste complexe, et la part du public, dans cette erreur, compte pour le moins autant que celle des écrivains.

Au surplus, il importe de faire certaines distinctions. Il s'est produit, par exemple, au XIX^e^ siècle, en faveur du roman, un tel achalandage que des écrivains, qui en d'autres temps eussent été philosophes, historiens, critiques, se sont faits romanciers, sans renoncer pour cela ni à leur formation ni à leurs goûts. Même en dehors du roman à thèse, qui n'émane pas toujours nécessairement d'écrivains appartenant à cette catégorie d'esprits, il existe un grand nombre de fictions dont le contenu doctrinal supporte aussi aisément, souvent même plus aisément, l'examen des spécialistes que tel ouvrage dogmatique. On trouve dans Balzac, dans Bourget des pages aussi solides que dans Bonald.

Par ailleurs, si les prétentions des créateurs de fictions à régenter leurs semblables sans posséder pour cela le moindre mandat, pas plus de leur génie que de leurs études, se sont fait jour assez continument depuis Jean-Jacques et le romantisme, la part de la critique et du public n'est pas mince dans l'appréciation du rôle dévolu à ces créateurs et à leurs œuvres. En étudiant, en appréciant un auteur d'imagination, on s'est trop fréquemment habitué à parler des types humains qu'il réalise, comme on parlerait des thèses ou de la doctrine d'un penseur professionnel, même quand ces types ne répondent qu'à des choix injustifiables en dehors de l'esthétique pure ou à des singularités physiologiques. Peu à peu, des équivalences esthétiques ont vicieusement remplacé les valeurs morales, philosophiques, religieuses; peu à peu, une contamination s'est effectuée, au terme de laquelle nous voyons la « vie » et les diverses « attitudes », même les plus gratuites, devant la vie, telles qu'on peut les discerner au théâtre ou dans la fiction, substituer leurs valeurs équivoques aux corps de philosophie, aux systèmes de sociologie ou de politique.

Il ne s'agit certes pas d'interdire au roman les grands sujets. Bien au contraire. Il s'agit de signaler cette déviation qui consiste à noyer une précision dans une allusion, une affirmation dans un symbole, une notion dans un à peu près, une idée dans un personnage mouvant et trouble, une théorie dans un paysage, de telle façon que des particularités insignifiantes usurpent le premier plan de la perspective et faussent toutes les conclusions qui en découlent. Or, cela est inséparable de la « littérature ».

La « littérature » substitue non pas nécessairement, mais facilement, à la raison et aux faits, un vague ensemble de choses aimées ou haïes, dont l'odieux ou le succès dépend non du bien ou du mal, du juste ou de l'injuste, de l'inopportun ou de l'utile, du vrai ou du faux, saisissables et discutables en tant que tels, mais de valeurs aussi intellectuellement secondaires que l'humeur d'un artiste, la cadence d'une phrase, l'agrément des images ou l'heureux agencement d'une intrigue. Là est proprement le scandale. Ce que trop de critiques appellent complaisamment la « philosophie » d'un auteur d'imagination, n'a souvent pas de réalité en dehors de la sphère éclairée par son talent d'écrivain.

Au milieu du XVII^e^ siècle, Charles Sorel se scandalisait de ce que beaucoup de personnes n'avaient dans leurs bibliothèques que des romans. Il se scandalisait des progrès de la futilité dans le monde. Le risque était pourtant moindre à cette époque, où la lecture d'un roman n'équivalait presque jamais, même subjectivement, à la connaissance d'une théorie importante. Maintenant, au contraire, on ne compte plus ceux qui s'imaginent posséder une question pour en avoir frôlé les arêtes au cours de quelque dialogue romanesque !

Quant aux personnages mis en scène et à l'espèce de suggestion collective qui peut émaner de leurs actes, là encore, le goût de nos écrivains pour l'anormal et le scabreux fait un péril de ce qui n'était qu'un travers. Imaginez don Quichotte revenant de nos jours, et s'entichant, non pas de *Tirant le Blanc* ou de la série plantureuse des *Amadis*, mais de cette multitude de confessions morbides, de souvenirs cyniques, de récits équivoques, d'épisodes lubriques dont se compose une bonne moitié de la « littérature » à la mode ! Dans le désarroi contemporain, n'oublions pas qu'une foule d'esprits vont

chercher, consciemment ou inconsciemment, leurs directions dans des ouvrages d'une désolante frivolité. L'état d'esprit du jeune intellectuel moyen nous est assez bien fourni dans la correspondance, récemment éditée, d'Alain Fournier et de Jacques Rivière. On voit ces deux adolescents, fort intelligents et grands liseurs, raisonner du monde et de la vie comme s'il n'existait, pour s'y reconnaître, que des œuvres « littéraires », comme si la grande affaire, et la seule possible, fût de modeler son moi d'après Stendhal ou d'après Flaubert. Je stylise, pour mieux caractériser.

Un des plus pénibles résultats de cette méprise est d'engager sur des terrains trompeurs des discussions qui risquent de devenir d'autant plus violentes que les termes en sont posés de travers. On aventure parfois, sur des ouvrages ridicules ou presque toujours insuffisants, les plus hautes valeurs mystiques, religieuses, sociales. On embrouille, dans les données d'un particularisme effréné, de vastes intérêts spirituels ou intellectuels, qui gagneraient, au contraire, à être isolés et considérés indépendamment de toute contingence.

Un écrivain communiste, M. Édouard Berth, a publié, récemment, un livre d'essais sur *la Fin d'une culture*, la nôtre, incriminée de frivolité. Divers essayistes ont dénoncé l'exagération des préjugés « féminins » dans le lancement des livres et des théories à la mode. Une foule d'observateurs déplorent la légèreté de nos préoccupations intellectuelles. D'où qu'ils viennent, ces reproches retombent de tout leur poids, qui est lourd, sur l'abaissement de la littérature et ses ambitions invraisemblables. Le vague du terme et l'ampleur de son objet n'ont pas peu contribué à développer chez nous la mégalomanie intellectuelle en même temps que la tendance au moindre effort. La littérature ne vise à rien de moins qu'à prononcer sur toutes choses des jugements définitifs, sans s'astreindre à la moindre technique de pensée.

*
* *

Vous me direz, monsieur, que je dresse un réquisitoire et qu'il serait facile, jusqu'à un certain point, de le réfuter : on n'aurait qu'à choisir, parmi les écrivains qui nous entourent, ceux que le fléau épargne et qui, par leur réserve

et leur sérieux, continuent les plus solides de nos traditions. Au sein même du désordre il serait aisé de découvrir de larges pans de discipline. On ne saurait nier au surplus que tout le côté décoratif de la littérature n'ait été heureusement rajeuni par ceux des écrivains dont l'effort, considéré en bloc, reste le plus contestable... Cela est vrai. Il est vrai aussi que la poussée de l'absurde se fait de jour en jour plus pressante et commence à ébranler des cerveaux qu'on tenait inconsidérément pour bien assis. On observe à cet égard, autour de certains écrivains, dans leurs tolérances et leurs encouragements, d'étranges disparates et un panachage de goûts bien fait pour autoriser les pires craintes.

Il est également incontestable que des génies authentiques, des talents de premier ordre ont été, peut-être irréparablement, pervertis, obscurcis, déséquilibrés par cette horreur de la plénitude et de la limpidité qui caractérise les théories dites « nouvelles ». Qu'on leur fasse le maximum de concessions possibles, il restera toujours qu'on ne bâtit pas une grande littérature et qu'on n'inaugure pas une grande période littéraire, en exaspérant jusqu'à la folie le sens de la singularité et de la divagation. Peut-être l'école de 1660, en généralisant l'étude de l'Homme et du Naturel, avait-elle méconnu avec excès les droits et les intérêts de l'individuel, mais à coup sûr le romantisme, dont nous sommes en train d'éliminer certaines toxines, en concentrant l'intérêt sur « l'homme appelé Lysias », a posé un principe qui devait à la longue exercer démesurément notre sens du détail et de l'unique.

Une grande consolation nous est offerte au milieu de cet affligeant spectacle : ces égarés ne sont pas communément des médiocres, ces malades ne sont pas tous des agonisants. Les seules littératures dont on doive désespérer, ce sont celles qui meurent de faim, de silence et de léthargie. A part un petit nombre d'énergumènes, de réclamistes et de déments, la très grande majorité des écrivains, dont on note ici les tendances, sont des victimes et non des fauteurs. La multiplicité des petites chapelles, des petits salons, la persistance d'habitudes fantasques et spécieuses, le besoin d'innover, les changements prodigieux qui affectent partout en même temps la guerre, la politique, la finance, l'art et les plus antiques acquisitions de l'humanité civilisée, l'impatience d'expérimenter jusqu'au bout

la valeur de certaines recettes ou la fécondité de certaines intuitions, tout cela n'explique-t-il pas les crises dont je viens de vous parler?

Alors, monsieur, ne pensez-vous pas qu'il est grand temps de réagir? Pour moi, cette nécessité ne fait pas de doute. Entre une nation et sa littérature les relations intimes sont trop connues. On a pu soutenir que l'immense conflit, qui mit récemment aux prises l'Europe et le monde, fut à l'origine la bataille de quelques cerveaux. Il ne serait pas absolument insensé d'expliquer, comme on l'a fait, une grande partie de la défaite allemande par Hegel et par Nietzsche, et de la débâcle russe par Tolstoï. Aussi devons-nous veiller avec soin, par amour pour notre pays, sur les idées et les habitudes mentales qu'on y répand. Jamais une littérature, telle que celle dont je viens d'esquisser l'image, ne serait capable de faire face à nos destins. Il y a une discipline supérieure de l'esprit, dont elle est la dérision.

Mais, en réagissant, tâchons plutôt de réadapter que d'anéantir, d'utiliser que de bannir. Qu'une dose copieuse de ridicule se déverse sur les provocations de quelques arrivistes, mais qu'elle ménage le talent fourvoyé, la bonne volonté crédule. Tout ce que je voudrais voir détruire, c'est ce préjugé du « Dieu nouveau » dont le sens nous est caché, qui ne se révélera que peu à peu et dont il importe de ne pas effaroucher les révélations. Trop de sottises ont bénéficié de ce culte.

Excusez-moi, mon cher monsieur. J'ai peut-être abusé de votre patience. Il faut beaucoup pardonner à ceux que de grandes passions émeuvent.

René Johannet.

LA PRÉTENDUE CONJURATION FRANCO-RUSSE

RÉPONSE AU SÉNATEUR OWEN

La campagne tendant à libérer l'Allemagne et l'empereur Guillaume de la responsabilité de la guerre, se poursuit avec ardeur aux États-Unis. Un livre de M. Robert L. Owen, ancien sénateur des États-Unis pour l'Oklahoma : Conspiration de la Russie impériale 1892-1914, *vient de paraître qui développe la thèse suivante : l'alliance franco-russe n'aurait été rien autre chose qu'une machination préparée de longue main par la Russie et ayant pour objet de lancer l'Europe dans une guerre générale en vue de permettre la réalisation des ambitions russes à Constantinople et dans les Balkans. M. G. Hanotaux était particulièrement qualifié pour réfuter cette thèse, en démontrant le caractère éminemment défensif et pacifique de l'alliance franco-russe.*

Ce qui paraîtra le plus frappant dans la publication de l'ancien sénateur R. L. Owen, c'est que, se piquant d'impartialité, il présente, dans sa critique des origines de la guerre, avec une complaisance évidente, tous les arguments favorables à l'Allemagne et à l'Autriche, et, dans un esprit de dénigrement, le rôle des alliés, amis de l'Amérique. De telle sorte que les torts semblent toujours d'un côté, les desseins pervers de l'autre.

Un tel procédé d'argumentation rappelle, à s'y méprendre, la fameuse propagande engagée par l'Allemagne aux États-Unis, au début de la guerre, propagande qui, en raison de ses exagé-

rations, se retourna, finalement, contre ses auteurs. Il en sera de même de celle-ci; un parti pris si évident enlève à l'ouvrage toute force de persuasion. C'est un plaidoyer d'avocat, non un verdict de juge.

M. R. L. Owen déclare qu'il n'est pas un historien. Cette déclaration n'était pas nécessaire : car on voit assez qu'il connaît, aussi mal que possible, les faits dont il parle. Ce singulier avocat n'a même pas feuilleté le dossier qui lui était communiqué : il accepte, telles quelles, les allégations de son client.

La thèse de l'ancien sénateur n'est pas nouvelle : il l'emprunte aux livres allemands, connus et déjà réfutés, de Stieve, de Siebert, sans parler de certaines polémiques françaises, le tout résumé et exposé déjà, aux États-Unis, par M. H. E. Barnes.

En vue de préciser les responsabilités de la guerre, le système nouveau consiste à ne plus s'en tenir, comme on le faisait au cours des premières polémiques, à l'examen des événements qui ont accompagné ou suivi immédiatement l'assassinat de l'archiduc Ferdinand, mais à embrasser un champ beaucoup plus vaste, en remontant plus haut dans le passé. Cet incident funeste ne serait que l'étincelle qui a déterminé l'incendie; mais la guerre n'aurait été, en fait, que la suite et le résultat voulu d'une longue et puissante machination due à la complicité franco-russe; et cette conjuration remonterait à la conclusion de l'alliance entre les deux pays, plus de vingt ans avant la guerre. Il faudrait donc admettre ce fait, bien invraisemblable, que deux ou trois générations d'hommes politiques, appartenant aux partis les plus différents, se seraient donné le mot pour poursuivre, avec une persévérance incroyable, en Russie et en France, un crime de lèse-humanité.

Telle est la grande découverte lancée, sous une forme nouvelle, pour tromper et séduire l'opinion américaine.

Avant de développer cette thèse, M. Owen s'est-il donné pour tâche de contrôler les affirmations qui lui étaient fournies et de les appuyer sur une étude générale du sujet? A-t-il présenté un tableau exact de l'Europe durant les vingt années qui ont précédé la guerre? A-t-il enquêté sur les textes qu'il a cités, sur les incidents nombreux qui se sont produits? A-t-il, en un mot, éclairé d'un clair rayon le point de vue auquel il s'est placé? Rien de tout cela. Bien au contraire, si l'exposé

qu'il présente se distingue des précédents, c'est par une méconnaissance incroyable des réalités. Aussi nous contenterons-nous, pour établir combien il mérite peu de créance, de signaler quelques-unes des extraordinaires lacunes que sa thèse présente et qui suffisent pour la ruiner.

Tout d'abord, M. Owen ignore, tout simplement, Bismarck! La falsification de la dépêche d'Ems, le rapt de l'Alsace-Lorraine, la grande manœuvre impérialiste et militaire de la Prusse qui, dépouillant le faible Danemark, bousculant l'Autriche dès 1866, révolutionnant l'Allemagne, accablant et meurtrissant la Pologne, avait établi violemment, sur l'Europe, une hégémonie, qui est devenue, à la fin, insupportable à tous, rien de cela ne compte à ses yeux.

Et quand, plus tard, cette même politique, poursuivie par un génie diabolique, ayant rejeté l'Autriche hors de l'Allemagne, lui a indiqué, et presque imposé, à titre de compensation, la conquête progressive des Balkans, Bosnie et Herzégovine, Sandjak de Novi-Bazar, Serbie, Albanie, Macédoine, Salonique, conquête qui mettra le feu à l'Europe, cela ne lui paraît mériter aucune considération. La politique poursuivie par l'Autriche, complice de l'Allemagne pendant un quart de siècle et qui aboutit à la guerre de 1914, il la supprime, — c'est bien simple.

A ses yeux, l'histoire commence à l'alliance franco-russe. Mais comment comprendre et faire comprendre le caractère de cette alliance sans indiquer ses causes, c'est-à-dire l'offensive prise, d'abord, contre l'Europe entière, par l'ambition allemande, puis par l'ambition autrichienne? Comment écarter du débat cette longue préméditation dont Bismarck lui-même se faisait tant d'honneur, et qui se résume en ce fait capital, la Triple-Alliance? Triple-Alliance qui, conclue bien avant l'alliance franco-russe, se trouvait, à son apogée en 1887, transformée en un *pacte offensif*. Selon l'aveu du grand homme lui-même, cette politique, longuement mûrie, avait pour objet « de jeter le monde germanique contre le monde slave ». L'évocation de cette position d'attaque, prise délibérément, acceptée d'un cœur joyeux, suffirait, à elle seule, pour anéantir la thèse de M. Owen. Elle résout la question qui se pose naturellement pour juger un conflit quelconque : « Qui a commencé? »

Venons-en, maintenant, à l'alliance franco-russe. M. R. L. Owen s'est-il seulement donné la peine de l'étudier dans son texte, dans son caractère, dans ses applications, puisque c'était, pour lui, le document initial de la fameuse conjuration? Pas davantage. Il affecte d'ignorer et il ignore peut-être qu'elle a toujours été expressément *défensive*. En tout cas, il ne veut pas reconnaître que, dans les échanges de vues qui se produisirent au moment même de l'accord et, à maintes reprises ultérieurement, il fut toujours, *toujours*, stipulé que l'alliance laissait en dehors de ses engagements les affaires d'Orient, Constantinople et les Balkans, qu'elle s'opposait expressément à toute entreprise de la Russie dans cette région et que, par conséquent, loin de fomenter les ambitions russes dans ce sens, elle les apaisait et *les immobilisait* par les rappels les plus formels. Il suffit de citer, à ce sujet, deux ou trois textes parmi tant d'autres, qui font la pleine lumière sur ce point capital.

Au moment même où le pacte militaire, qui est le premier acte de l'alliance, se conclut, c'est-à-dire en août 1892, le ministre français de la guerre, M. de Freycinet, écrit, en propres termes, à l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, M. de Montebello : « Si le gouvernement russe, ce qui est possible, soulevait la question de l'application de la Convention au cas où il y aurait une guerre avec l'Autriche seule, le général de Boisdeffre (signataire de la convention) *a l'instruction formelle de moi, Freycinet, de ne pas le suivre sur ce terrain...* MM. de Freycinet et Ribot sont convaincus que l'opinion publique, en France, ne comprendrait pas que nous nous engagions pour une guerre sur un théâtre plus éloigné. »

Quand, plus tard, l'accord fut transformé en alliance, j'étais ministre des Affaires étrangères : j'eus alors avec le prince Lobanoff, chancelier de l'Empire russe, des conversations officielles qui écartaient nettement toute perspective d'un concours apporté par la France à la politique orientale de la Russie.

Ces échanges de vues, si nets, si catégoriques, *qui obtinrent l'adhésion formelle de l'éminent homme d'État russe*, on les trouve exposés dans mon *Histoire de la guerre*, t. I, p. 203-204. Ils avaient été consignés à diverses reprises, officiellement d'abord sur le moment même, en 1897, dans une lettre que j'adressais à notre ambassadeur M. de Montebello, et dont

voici le passage le plus caractéristique : « J'ai cru devoir parler à M. de Mohrenheim (ambassadeur de Russie) de la situation en Orient. Je lui ai dit que, si un conflit venait à éclater au sujet de la Mer Noire et des Détroits, notre pays *ne paraissait nullement disposé à prendre une part active dans les événements militaires qui pouvaient survenir*, alors que les risques seraient si grands et les avantages pour la France si peu apparents. L'ambassadeur de Russie a abondé dans mon sens et m'a dit qu'il connaissait trop l'état de l'opinion pour se faire illusion à ce sujet. »

Dans une autre lettre officielle, sont relatés les entretiens postérieurs que j'eus sur le même sujet, avec le comte Mouravieff, successeur du prince Lobanoff : « Je lui rappelai le véritable caractère de cette politique *qui consiste dans le maintien obstiné d'une attitude défensive* et dans l'abstention de la part des alliés de toute initiative séparée... L'Allemagne vous poussera sur les détroits et à Constantinople, ai-je ajouté. *Elle a déjà offert au prince Lobanoff d'abord, puis à l'empereur Nicolas, le Bosphore qui, à vrai dire, ne lui coûte rien.* Mais *prenez garde*, l'Allemagne est une tentatrice experte. Vous auriez l'appui de notre diplomatie, mais, *pas d'illusions en ce qui concerne notre concours militaire.* Le vrai service que nous rendrions à la Russie serait *d'observer une neutralité* qui obligerait l'Allemagne à agir de même, etc. »

On voit de quel côté vient la tentation : *toujours de l'Allemagne.* Et on voit, aussi, d'où viennent les conseils de sagesse se référant au caractère même de l'alliance : *toujours de la France* ! Comment peut-on dire, maintenant, que l'alliance fut une conjuration montée en vue de la guerre, puisque ses auteurs la ramenaient toujours à sa raison essentielle, la paix ?

Voilà donc que la thèse de M. Owen s'effondre dans son allégation capitale : sa base est détruite, puisqu'elle fausse le caractère de l'alliance franco-russe et qu'elle la présente dans un sens absolument opposé à son principe et à ses applications.

M. Owen est-il mieux renseigné quand il s'agit du rôle de l'alliance franco-russe dans le développement de l'histoire européenne jusqu'en 1914 ? Écartons mille détails où sa discussion s'embarrasse en des controverses secondaires, et posons-nous, pour serrer de près la thèse de la conjuration, les deux ques-

tions véritablement décisives : « Où trouve-t-on, pendant ces vingt années, *l'esprit d'agression*? » — « Où trouve-t-on, à l'heure critique, *la volonté d'agression*? » En signalant les lacunes du réquisitoire de M. L. R. Owen sur ces deux points, nous en aurons fini avec sa thèse et avec son livre.

Où fut l'*esprit d'agression*? Pas en France, selon l'aveu même de M. R. L. Owen, qui rejette toute la faute sur la Russie et sur son ambassadeur, M. Izvolski. Or, M. Owen ne peut pourtant ignorer, que, tout de suite après la conclusion de l'alliance, la Russie se rapprocha de l'Autriche et conclut avec elle un *arrangement de désintéressement réciproque dans les Balkans* (5-17 mai 1897). Et cet arrangement, — connu en diplomatie sous le nom d'accord de Muerzsteg, — fut renouvelé et confirmé, en 1904, par un accord *de neutralité* stipulant que les deux puissances, « unies par des vues identiques sur la politique conservatrice à suivre dans les pays balkaniques, *se soutiendraient l'une l'autre*, au cas où quelque autre puissance porterait atteinte au *statu quo* ».

Cet accord amical présida de longues années aux relations austro-russes.

Par qui fut-il violé? Tout le monde le sait : il fut violé par le ministre autrichien baron d'Æhrenthal, qui, ayant reconnu, dans son poste d'ambassadeur en Russie, la faiblesse de cet empire après la guerre russo-japonaise, passa outre aux engagements solennels de son pays, et annexa brutalement la Bosnie et l'Herzégovine que Bismarck avait fait occuper à titre précaire par l'Autriche au Congrès de Berlin.

L'engagement conclu entre les deux empires était ainsi rompu et l'Autriche faisait un pas décisif, au détriment des peuples slaves, dans son plan de conquête vers Salonique.

La Russie, frappée en plein visage, dévora en silence un tel affront et cette violation injurieuse de l'accord. C'est qu'elle savait que le moindre mouvement de sa part déchaînerait la guerre, l'Allemagne soutenant à fond l'Autriche. Le chancelier, prince de Bulow, l'a proclamé avec solennité : « L'Allemagne, dit-il, a jeté son épée dans la balance. » Dans cet événement, véritable point de départ de la future guerre, où se trouve donc l'*esprit d'agression*? Qui peut en douter? A Vienne et à Berlin.

Cet esprit de provocation est tel, dans cette période, du

moins de la part de l'empereur Guillaume, que le conseiller le plus fidèle de l'Empereur, le baron Holstein, écrit dans une lettre remontant à 1906 et publiée en 1919 par le *Suddeutsche Monatshefte :* « Il n'y a plus qu'un moyen de prévenir les dangers certains de l'avenir. Il faut absolument s'opposer fermement à toute provocation inutile... *Toutes les provocations viennent de l'Empereur* ou bien ont pour but de lui plaire... Ce n'est pas seulement à l'étranger, c'est en Allemagne que l'inquiétude augmente en présence de cette autocratie. »

Voilà pour l'*esprit d'agression*. Est-il, encore une fois, du côté de l'alliance franco-russe, toujours réservée, prudente, pacifique, tandis que les Empires du centre se montrent toujours audacieux, provoquants, animés de l'esprit de conquête et de guerre?

Et la *volonté d'agression*, enfin, c'est-à-dire la résolution formelle de recourir aux armes pour trancher la difficulté balkanique, où la trouve-t-on à la veille même de la guerre? Cela ne peut pas davantage faire de doute : elle est encore du côté de l'Autriche, poursuivant son dessein de conquête et soutenue à fond et sans aucun esprit d'apaisement et de modération, par l'Allemagne. Les documents sortis des archives de Rome permettent de faire, sur ce point, une lumière aveuglante.

Cette guerre contre la Serbie, qui fut le point de départ de la guerre de 1914, l'Autriche-Hongrie était résolue à la déclarer dès avril 1913, *c'est-à-dire plus d'un an avant l'assassinat de l'archiduc Ferdinand*. Décidée à accomplir ce programme d'extension dans la péninsule des Balkans qui lui avait été offerte comme pot-de-vin de la Prusse, pour l'indemniser de son expulsion de l'Allemagne, elle avait résolu de prendre les armes dès cette date, au risque de déchaîner une guerre générale. Et, ici encore, il ne s'agit pas d'une hypothèse ou d'une déduction tirée de simples vraisemblances : il s'agit d'un fait patent. En effet, une proposition *officielle* fut faite, à cette date, par le cabinet de Vienne au cabinet de Rome, tendant à une action soudaine et commune contre la Serbie.

M. de San Giuliano était, alors, ministre des Affaires étrangères à Rome. Il prévint aussitôt, en ces termes, M. Giolitti, président du conseil, alors absent : « Merey (l'ambassadeur d'Autriche) m'a dit *officiellement* au nom de Berchtold, que celui-ci

croyait le moment venu, pour l'Autriche et pour l'Italie, de se mettre d'accord sur une action commune en vue d'agir solidairement et également... On pourrait demander un mandat européen pour l'Autriche et l'Italie, un tel mandat *ne devant toutefois pas être limité à la seule opération éventuelle sur Scutari, mais, bien entendu, à tout État balkanique qui se rebellerait contre la volonté de l'Europe* dans la question des frontières de l'Albanie tant au nord qu'au sud. »

Le recours à un soi-disant mandat européen était une fiction, puisque, de toute évidence, ni la Russie ni les autres puissances n'y consentiraient. Il s'agissait bien d'une agression simultanée et sans provocation, d'une alliance de brigandage offerte à l'Italie. Et c'est bien ainsi que l'Italie le comprit. En effet, M. de San Giuliano télégraphiait, le 9 août 1913, à M. Giolitti : « *L'Autriche a communiqué à nous-mêmes et à l'Allemagne son intention d'agir contre la Serbie...* »

L'Italie eut l'honnêteté et la sagesse de ne pas prêter la main à ce véritable crime contre la paix et contre l'humanité. Et ce fut même cette démarche d'une atroce audace qui mit fin à la Triple-Alliance.

Un an après, l'archiduc Ferdinand était assassiné dans des circonstances qui sont restées obscures. L'Autriche saisit, cette fois, l'occasion. Se jetant, tête baissée, dans l'entreprise décidée depuis longtemps, elle adressa à la Serbie l'ultimatum qui eut les conséquences que l'on sait. Et elle trouva encore, en ces journées décisives, le plein et entier concours de l'Allemagne. Celle-ci n'hésita pas davantage, et « jeta, — pour de bon cette fois, — son épée dans la balance ».

Où se trouve donc la *volonté d'agression*? Où se trouve la conjuration poursuivie de longue main? Où se trouve la politique de conquête, la politique d'invasion, la politique de provocation, telle que la définissait le baron de Holstein?

Et que devient la fameuse conjuration franco-russe qu'a lancée si pompeusement, en Amérique, le sénateur R. L. Owen, en dépit de la vérité, de l'histoire et de la justice?

G. Hanotaux.

DE QUI SONT LES CONTES DE PERRAULT?

On célébrera ces jours-ci le troisième centenaire de la naissance de Charles Perrault, « l'auteur des *Contes* ». On n'a pas besoin de ces rappels de la chronologie pour relire les grands écrivains, et le souvenir de celui-ci n'est certes pas uniquement lié au hasard des éphémérides : tant qu'il y aura des enfants dans le monde, il sera toujours actuel... Mais l'occasion est trop bonne aux grandes personnes de revenir et de s'attarder un moment sur le mince ouvrage qui porte son nom immortel : car il y a une affaire des *Contes*, qui n'a point été complètement élucidée jusqu'ici, et pourtant mérite de l'être. En effet, de qui sont-ils exactement ces charmants « *Contes* de Perrault », qui ont enchanté notre enfance et font peut-être plus de plaisir encore à notre âge mûr? Sans doute, la question est vaine. Je crois que nous ne le saurons jamais; et le saurions-nous, l'intérêt de ce petit livre n'en serait ni diminué, ni accru. Mais enfin le problème est posé, et le demeurera longtemps sans qu'on puisse au juste déterminer la part précise qu'y put prendre l'illustre inventeur de la colonnade du Louvre. Après beaucoup d'autres chercheurs, cependant, nous voudrions tenter ici d'introduire un peu de clarté en ce débat, sinon la définitive lumière...

On sait la vie de cet honnête homme, frère de Claude Perrault, l'architecte (qui fut aussi, pour avoir pratiqué la médecine, ce « fameux assassin » dont Boileau s'est si méchamment moqué). Ses *Mémoires* posthumes donnent sur son *curriculum*

des renseignements que la critique n'a pas infirmés jusqu'ici : né en 1628, le 12 janvier, avocat, poète, auteur avec son frère d'un travestissement du VIe chant de l'*Énéide* où certaine ombre de cocher nettoyant l'ombre d'un carrosse à l'aide de l'ombre d'une brosse divertissait tant Cyrano, ses premiers vers sur un *Portrait d'Iris* lui furent dérobés par Quinault qui s'en fit passer pour l'auteur aux yeux d'une belle à séduire, et avoua, par la suite, le larcin. Fouquet tenait Charles Perrault en grande estime et fit même recopier par un spécialiste son *Dialogue de l'amour et de l'amitié* sur vélin « avec de la dorure et de la peinture ». Colbert ne l'appréciait pas moins et le mit de ce conseil d'hommes de lettres chargés par lui de donner leurs avis « sur toutes les choses qui regardent les bâtiments et où il faut de l'esprit et de l'érudition » : cette petite académie fut le noyau de la future Académie des inscriptions. C'est dans cet emploi que Perrault suggéra au ministre l'idée de la colonnade du Louvre et l'emporta finalement, dans des circonstances piquantes, sur le célèbre chevalier Bernin, venu de Rome tout exprès. A l'Académie française, dont il fut, Perrault eut l'occasion de faire triompher quelques-unes des ingénieuses conceptions que lui avait suggérées son caractère imaginatif et pratique. Il décida la Compagnie à rendre publiques les séances de réception, inventa une machine capable d'assurer le secret des votes, et pour exciter l'émulation au travail du Dictionnaire, souffla à Colbert de créer ces jetons de présence que les Immortels se partagent en leurs réunions.

Lorsque Colbert voulut fermer aux badauds le jardin des Tuileries, ce même Perrault n'hésita pas à se prononcer contre le ministre, et, dans ses protestations, fit valoir l'intérêt qu'il y avait à laisser le menu peuple profiter librement de ces beaux espaces aérés et fleuris. « Je suis persuadé, dit-il, que les jardins du Roi ne sont si grands et si spacieux qu'afin que tous les enfants puissent s'y promener. » Colbert sourit à ce discours et ne parla plus d'interdire l'accès des Tuileries à qui que ce fût.

Et nous n'avons rien dit des œuvres de Charles Perrault, des *Hommes illustres de ce siècle*, du *Parallèle des anciens et des modernes*, de ses poèmes sur *Saint Paulin* ou sur *Adam et la création de l'Homme :* ce n'est pas ici le lieu d'en étudier le mérite ou le discrédit. Ce qu'il convient pourtant de rappeler, car cela va nous ramener aux *Contes*, c'est la part importante

et grande que l'auteur de *Grisélidis* devait prendre à la querelle des Anciens et des Modernes, dont il avait fourni lui-même le prétexte, avec un poème sur *le Siècle de Louis le Grand*, lu à l'Académie le 27 janvier 1687, et dans lequel il exaltait ses contemporains aux dépens de l'antiquité :

Je vois les anciens sans plier les genoux;
Ils sont grands, il est vrai, mais hommes comme nous.

Boileau, indigné, fit explosion et risposta, sans craindre de prendre son adversaire personnellement à partie, lui et sa famille, où, disait-il, la « bizarrerie d'esprit » était commune; et il n'est que de feuilleter les épigrammes du critique et ses *Réflexions sur Longin* pour voir à quel ton, pour sa part, il fit monter la polémique. Les réponses mesurées du « moderne », comme dès lors on appela Perrault, sont, au contraire, tout à son honneur : Boileau lui-même fut obligé de rendre hommage à sa probité, dans une lettre de 1700, quand la paix fut faite entre les deux camps, ce qui n'empêcha d'ailleurs pas le satirique de larder encore plus d'une fois son contradicteur, quand l'occasion s'en présentait.

Pour se consoler des coups reçus dans la bagarre, — et il avait quelques mécomptes d'un autre ordre à panser : Le Tellier ne l'avait pas maintenu dans la petite Académie, — Perrault continuait d'écrire. L'heure était venue de la retraite, et lui qui avait tant aimé les vers, en son jeune âge, il y chercha derechef un remède à ses déplaisirs. Et c'est alors qu'il composa sa « nouvelle » de *Grisélidis*, lue publiquement à l'Académie, le 25 août 1691; insérée aussitôt dans le recueil de poésies que publiait chaque année la Compagnie, puis imprimée à part la même année, avant d'être réimprimée avec les contes de *Peau d'Asne* et des *Souhaits ridicules*, tous deux également en vers, en 1694.

Ces histoires n'étaient pas nouvelles. *Grisélidis* vient de Boccace, les *Souhaits* sont une fable populaire, et *Peau d'Asne* est un vieux récit que l'on retrouve chez Bonaventure Des Périers. Scarron, Cyrano, Molière, La Fontaine (*Si Peau d'Asne m'était conté...*), Retz et beaucoup d'autres y ont fait allusion longtemps avant la version rimée de Perrault, et La Porte nous a fait connaître que sa nourrice racontait *Peau d'Asne* à Louis XIV enfant. Au reste, on voit par ses contes en vers et plus

explicitement dans la dédicace et la préface qu'il a mises à *Grisélidis*, que Perrault, à cette époque où il avait passé la soixantaine et s'occupait avec beaucoup de soin de l'éducation de ses enfants, montrait un goût particulier pour ces naïfs récits qui plaisent aux jeunes cervelles. *Grisélidis* avait été bien accueillie : il n'y avait eu que Boileau toujours pour se moquer, et citer avec ironie « le conte de *Peau d'Asne* et l'histoire de la femme au nez de boudin, mis en vers par M. Perrault, de l'Académie française ». Est-ce à cause de ce persiflage, ou pour toute autre raison, que Perrault n'osa imprimer sous son nom le livre auquel sa fortune allait être à jamais et glorieusement attachée, ce recueil de contes en prose, publié sans mention d'auteur, en 1697, chez Barbin, sous le titre d'*Histoires ou contes des temps passés, avec des moralités*?

Il est de fait que ce volume rarissime, — les bibliographes n'en connaissent qu'un très petit nombre d'exemplaires, et sans doute on n'en compterait guère plus d'une demi-douzaine, — est seulement précédé d'une épître dédicatoire à Mademoiselle [Élisabeth-Charlotte d'Orléans, sœur du futur Régent].

Cette épître est signée P. Darmancour, et débute ainsi : « On ne trouvera pas étrange qu'un enfant ait pris plaisir à composer les contes de ce recueil, mais on s'étonnera qu'il ait eu la hardiesse de vous les présenter... » Le privilège, daté du 28 octobre 1696, était accordé à ce même P. Darmancour qui le passa lui-même à Barbin; et P. Darmancour, c'est le nom du troisième fils de Charles Perrault, Pierre Perrault Darmancour, né en 1678, mort en 1700. Il n'avait donc pas encore dix-neuf ans, et non dix, comme l'a dit Walckenaer, à cette date de janvier 1697 où parut son petit volume. Faut-il voir en ce jeune homme l'auteur des *Contes*? La question a été posée, et débattue. Elle mérite de l'être encore.

Nous avons exposé les faits, qui sont clairs. Voyons un peu les arguments, les opinions contradictoires : c'est par eux que l'affaire s'embrouille.

*
* *

Les *Contes du temps passé*, attribués à Charles Perrault, n'ont pas été publiés sous son nom de son vivant. La dédicace porte que c'est un enfant qui les a composés; et c'est à cet enfant, devenu jeune homme entre temps, qu'est accordé le

privilège. Cette même année 1697, le libraire Moetjens, de la Haye, publie une contrefaçon de l'édition française et originale des *Contes*, sur le titre de laquelle il imprime : « *par le fils de M. Perrault, de l'Académie française.* » Moetjens avait-il une raison précise de savoir que ce livre était réellement du fils, ou s'est-il seulement fondé sur l'assertion et la signature de la dédicace? On l'ignore. Il est à noter cependant que Moetjens devait être fort au courant des choses de la littérature française, et qu'il accordait assez d'importance au livre qu'il contrefaisait, puisqu'en dehors de son édition, il avait déjà reproduit ces huit récits dans son *Recueil de pièces curieuses et nouvelles*, La Haye, 1694-1697 (1).

Mais voici mieux. En 1696, un an avant la première impression des *Contes*, une femme de lettres, Mlle L'Héritier, cousine de Perrault, avait fait paraître un volume d'*Œuvres mêlées* où figure un conte de sa main, *Marmoisan*, qui, par une rencontre singulière, est dédié à Mlle Perrault, fille de l'académicien et sœur de ce P. Darmancour qui nous occupe. Dans cette dédicace, Mlle L'Héritier, qui faisait, elle aussi, des contes, dit que se trouvant un jour en compagnie, la conversation en vint à rouler sur Charles Perrault : « On parla de la bonne éducation qu'il donne à ses enfants; on dit qu'ils marquent tous beaucoup d'esprit; et enfin on tomba sur les contes naïfs qu'un de ses jeunes élèves a mis depuis peu sur le papier avec tant d'agrément. On en raconta quelques-uns et cela engagea insensiblement à en raconter d'autres. Il fallut en dire un à mon tour... Il fut nouveau pour la compagnie, qui le trouva à son goût et le jugea si peu connu qu'elle m'a dit qu'il fallait le communiquer à ce jeune conteur qui occupe si spirituellement les amusements de son enfance... J'espère que vous en ferez part à votre aimable frère, et vous jugerez ensemble si cette fable est digne d'être placée dans son agréable recueil... » Voilà qui est net.

Et qu'est-il permis d'en conclure, sinon que, dans un cercle ami de la famille Perrault, il est notoire, un an avant la publi-

(1) Au point de vue de la valeur du texte des *Contes* imprimés dans ce *Recueil*, cette publication n'offre pas d'intérêt. Nous l'avons examinée de près : le *Recueil* de Mœtjens reproduit purement et simplement *la Belle au Bois dormant*, telle qu'elle avait d'abord été donnée par le *Mercure galant*, et les sept autres contes, d'après le texte du volume de Barbin dont la priorité ne fait pas de doute.

cation des *Contes du temps passé*, qu'un des fils de M. Perrault a mis depuis peu sur le papier des contes naïfs, et qu'il l'a fait avec tant d'agrément qu'on s'y intéresse autour de lui. *Depuis peu*, cela, en 1696, peut signifier 1695 ; et cela même le signifie certainement, puisque *la Belle au Bois dormant* paraîtra dans *le Mercure galant*, dès février 1696. Et à cette date l'*aimable frère* de M^lle^ Perrault, ce *jeune conteur* qui occupe si spirituellement *les amusements de son enfance*, a seize ou dix-sept ans ; il n'y a donc pas désaccord avec la dédicace de P. Darmancour, offrant à Mademoiselle ses contes « composés par un enfant ». Admettons tout au plus que ce garçon de dix-huit ans et demi se rajeunit un peu, en se donnant pour tel. Au reste, il s'agit de huit récits, et il ne les a pas écrits tous à la fois : il a dû commencer plus tôt, quand il avait environ quinze ans (1). Autre conclusion à tirer du témoignage de M^lle^ L'Héritier : une année avant le volume, ces contes étaient connus des amis de la famille, et il est loisible de supposer qu'il en devait circuler des copies.

D'autres contemporains ont-ils parlé des *Contes* de Perrault ? Oui. Deux d'entre eux, à notre connaissance : deux érudits, l'abbé du Bos et l'abbé de Villiers. Apportent-ils un fait précis ? Le premier seul est formel. L'autre ne produit qu'une opinion. L'abbé du Bos, dans plusieurs de ses lettres à Bayle, parle en effet des *Contes*, et dit ceci : « Ce même libraire (Barbin) imprime aussi les *Contes de ma mère l'Oye*, par M. Perrault. Ce sont des bagatelles auxquelles il s'est amusé autrefois pour réjouir ses enfants. » Et encore : « M. Perrault vous salue... Il dit que vous n'avez point raison, parce qu'il aura été assez bonhomme pour écrire des contes, de penser qu'il puisse croire votre compliment... » Telle est *la seule* affirmation contemporaine en faveur de Charles Perrault ; encore, la seconde peut-elle se prendre aussi bien pour une allusion aux contes en vers. Pour l'abbé de Villiers, en 1699, deux ans après la publication du livre chez Barbin, il fait paraître son *Entretien sur les contes de fées et sur quelques autres ouvrages du temps pour servir de*

(1) Cette question de l'âge du jeune Darmancour a son importance, puisque prononçant contre lui, Walckenaer, lui donnant par erreur dix ans en 1697, tire argument en disant qu'il était trop jeune pour avoir pu composer les *Contes ;* tandis que d'autres adversaires, lui restituant son âge véritable et même un peu plus, prétendent que ses dix-neuf ans ne concordent pas avec ce que dit la préface de cet écrit composé « par un enfant », et avec l'allusion de M^lle^ L'Héritier aux « amusements de son enfance ».

préservatif contre le mauvais goût, sous la forme d'un dialogue entre un Parisien et un provincial. Le provincial amène la conversation sur les contes « que l'on *attribue* au fils d'un célèbre académicien », preuve déjà que la question était posée dans le public à cette époque. Le Parisien répond : « Quelque estime que j'aie pour le fils de l'académicien dont vous parlez, j'ai peine à croire que le père n'ait pas mis la main à son ouvrage. » C'est une opinion, rien de plus, et qui ne contredit nullement la thèse des partisans du fils : même elle implique une certaine reconnaissance que l'ouvrage est du fils, auquel le père aura simplement mis la main. Notons enfin le silence gardé par Boileau sur les contes en prose. On a vu dans quelle piètre estime il tenait les contes en vers : s'il avait su ou cru que les contes en prose étaient de Charles Perrault, pourquoi lui, si peu ménager de ses épigrammes contre son adversaire, se serait-il abstenu de le brocarder à nouveau ? La paix entre eux n'était pas faite encore en 1697.

Quoi qu'il en soit, les *Contes du temps passé* seront réimprimés pendant deux siècles sous le nom de *Contes de Perrault*, ce qui, au demeurant, ne prouve rien, la valeur critique et documentaire de ces éditions étant nulle, puisque plusieurs d'entre elles ajoutent au texte original des récits qui lui sont parfaitement étrangers, comme *Finette ou l'adroite princesse*, qui est de Mlle L'Héritier, et une version de *Peau d'Asne* mis en prose, qui n'est certainement pas de l'auteur des *Contes*.

***

Walckenaer est, parmi les érudits intéressés à la solution de ce curieux problème de paternité littéraire, le premier qui ait cru devoir nier que Charles Perrault fût le véritable inventeur de ces histoires. Dans ses *Lettres sur les contes de fées attribués à Perrault et sur l'origine de la féerie* (1826) et dans la nouvelle version de cette étude, placée en tête de l'édition des *Contes* publiés chez Mame en 1836, il affirme que « les *Contes de fées* publiés par Perrault sous le nom de son fils ne sont pas de lui », et il s'ingénie longuement à le démontrer. Mais ce n'est pas au profit du fils, et la thèse de Walckenaer tend simplement à établir, — ce dont nul ne doute aujourd'hui, et ce que l'auteur lui-même a reconnu tout le premier, — que l'auteur des *Histoires ou contes du temps passé* n'a rien inventé ; « qu'il n'a

fait, en les composant, que rédiger des récits transmis par la tradition, qui servaient de son temps, dans la bouche des nourrices et des bonnes, à amuser les enfants ». Suivait une longue dissertation sur les vieilles fables germaniques, l'importance des fées dans le folklore gaulois et breton, l'assimilation des ogres aux Huni-gours et aux Oïgours des invasions huniques.

Chemin faisant, Walckenaer n'a pas omis de mentionner l'attribution de la rédaction des récits de *ma Mère l'Oye* au fils de l'académicien Perrault; mais il se contredit lui-même, quand après avoir émis que « le succès de *Peau d'Asne* (en vers) donna à (Charles) Perrault l'idée de mettre par écrit, mais en prose, les *Contes de ma mère l'Oye* », il admet un peu plus loin la collaboration de son fils P. Darmancour, au sujet duquel il écrit : « Il (Charles) livra d'abord à son jeune fils, dont l'éducation l'occupait beaucoup, ces récits à composer comme des exercices d'étude, et la naïveté des phrases enfantines du jeune P. Darmancour lui ayant paru favorable à ce genre de composition, il la conserva en partie, et disposa le tout pour l'impression. »

Deux pages plus loin encore, Walckenaer, prenant texte de la dédicace signée Darmancour, fait, si l'on peut ainsi s'exprimer, machine en arrière et ruine sa précédente explication (qui est la bonne, à notre avis) : « ... P. Darmancour, c'est-à-dire Perrault Darmancour. Ce nom est celui d'un fils de Perrault. Mais l'éditeur des *Mémoires* posthumes de cet académicien nous dit, dans une note, que Perrault est le véritable auteur des *Contes de fées* publiés sous le nom de son fils, ce que personne n'ignorait : Perrault avait alors soixante-huit ans, et il eut quelque scrupule de faire paraître sous son nom une production aussi frivole. On ne fut pas la dupe de ce stratagème, ou plutôt lui-même ne désirait pas qu'on s'y trompât, puisque son fils était, dit-on, tout au plus alors âgé de dix ans : Perrault empruntait le nom d'un enfant plutôt par décorum que par déguisement ou par ruse. » Relevons tout de suite la faiblesse de cet argument, fondé sur une note sujette à caution, et l'âge inexact de P. Darmancour. Walckenaer dit qu'il était « tout au plus alors âgé de dix ans » : il se trompe, nous l'avons déjà vu. D'après le dictionnaire de Jal (2e édition, page 1321) et les recherches de M. Paul Bonnefon, Pierre Perrault Darmancour est né le 21 mars 1678; il n'a donc pas encore dix-neuf ans en

janvier 1697. — La note sujette à caution est celle de l'éditeur des *Mémoires* posthumes de Charles Perrault, l'architecte Patte, qui, les publiant, et fort mal, en 1759, les fit suivre d'une petite note où, mentionnant les divers ouvrages laissés par Perrault, il fit figurer, en effet, les *Contes en prose*. Quelle autorité peut avoir, sur un point aussi minutieux d'histoire littéraire, cette attribution indiquée, cinquante-six ans après la mort de l'académicien, par un architecte à qui, d'autre part, le dernier et savant éditeur des *Mémoires*, M. Paul Bonnefon (1), a pu justement reprocher l'inexactitude et l'arbitraire de sa publication?

Ce que Walckenaer avait indiqué, en acceptant la possibilité d'une collaboration du père et du fils, a fait depuis, l'objet d'une intéressante et pénétrante étude de l'érudit Marty-Laveaux qui, dans la *Revue d'histoire littéraire de la France* (15 avril 1900), posait avec autant de netteté que de modération le problème sous ce titre : *Quelle est la véritable part de Charles Perrault dans les contes qui portent son nom*? Marty-Laveaux a recueilli tous les arguments, et, avec beaucoup de mesure et de tact, nous semble en avoir tiré les déductions les plus acceptables. Perrault aurait-il craint de compromettre sa dignité en reconnaissant qu'il était l'auteur des *Contes*? « Ce scrupule eût été un peu tardif pour qui avait déjà fait paraître trois contes de fées en vers... »

Du trait déjà cité de l'abbé de Villiers, on peut retenir que l'ouvrage est du fils, et que le père y a mis la main ; — tout au moins que « Darmancour a pu avoir dans la composition des *Histoires* une petite part que l'indulgence paternelle a pris plaisir à exagérer ». Marty-Laveaux signale en outre les oppositions, les divergences profondes des *Contes en vers* et des *Contes* en prose ; il ne nie pas l'intérêt assez constamment pris par Perrault et par tous les siens aux récits des temps abolis : et relevant à son point de vue l'hypothèse de Walckenaer, il conclut que les choses ont dû se passer de la sorte : 1° une narration de nourrice ; 2° une rédaction brève, précise, correctement enfantine, due à Darmancour ; 3° enfin, le père a mis la dernière main à ce travail en y ajoutant les traits d'un esprit délicat... Le plus difficile était de déterminer avec exactitude la part de

(1) *Mémoires* de Charles Perrault, publiés par M. Paul Bonnefon, chez Laurens, 1 vol. 1909.

cette collaboration à trois personnes. Les récits populaires ont fourni la base : et pour ce qui est de la rédaction « Darmancour est probablement le seul qui, dans cette petite société raffinée (des Perrault), se soit montré simple et naturel... Les qualités particulières qu'on y trouve, et dont il n'y a nulle trace ni dans les *Contes en vers* de son père, ni dans les autres contes en prose de son temps, lui appartiennent en propre. »

Ces qualités particulières, ce goût de la nature, cette manière de parler, naïve, vive, courte, cet imprévu, cette jeunesse : voilà justement ce qui, aux yeux clairvoyants de Marty-Laveaux, constitue « l'inconscient trait de génie de Darmancour », lequel a su ne rien changer aux récits qu'il recueillait avec une charmante ingénuité. « La seule préoccupation (du père) fut d'accommoder au goût du jour ces récits de nourrice transcrits par son fils avec une fidélité trop scrupuleuse à son gré. Il imagina de les égayer en les terminant par des moralités en vers... Inutile de s'évertuer à prouver qu'elles sont d'un autre ton, et même d'une autre main que les contes. » Au père encore appartiendraient tous ces traits frondeurs, galants ou parodiques, ces fines remarques de psychologie féminine, d'une préciosité joliment subtile, dont le texte définitif est, çà et là, parsemé et comme émaillé. Mais, en dépit de ces enjolivements, « ce qui persiste de ces contes, ce qu'on entendra sans relâche, jusqu'à la postérité la plus reculée, c'est cette petite voix grêle (d'un enfant) ; elle traversera les siècles, pour redire, sans y rien changer, aux générations successives de bambins attentifs, les vieux contes de sa nourrice ».

***

Nous avons déjà eu, au cours de ces notes, l'occasion de citer le nom et les travaux de Paul Bonnefon, dernier éditeur des *Mémoires* et auteur de trois études approfondies sur Perrault, sa vie et son œuvre, parues entre 1904 et 1906 dans la *Revue d'Histoire littéraire de la France*. La troisième de ces études, consacrée aux dernières années de l'auteur des *Hommes illustres* et du *Parallèle*, apporte un fort contingent d'objections à la thèse de Marty-Laveaux ; et quoique en plusieurs endroits Bonnefon reconnaisse qu'un doute puisse subsister, il demeure en fait convaincu que les *Contes de ma*

mère l'Oye sont bien du seul Charles Perrault. Bonnefon n'ignore rien de la question ; il cite du Bos, et naturellement s'appuie de son dire. Il cite Villiers, mais pour s'en servir dans son propre sens. Il cite aussi Mlle L'Héritier : mais là, sans peut-être insister beaucoup, il nous semble. L'argument de Mlle L'Héritier est une gêne pour les partisans exclusifs de Charles Perrault. Mais Paul Bonnefon, le premier, a fait une découverte importante qui, dès l'abord, a bien l'air d'apporter la clef du problème ici évoqué. Le premier, en effet, Bonnefon s'est avisé qu'avant d'être publié dans le petit volume de Barbin, un des plus jolis contes de *Ma mère l'Oye, la Belle au Bois dormant*, avait d'abord paru (devançant d'onze mois le volume) dans le *Mercure Galant* de février 1696.

Cette publication est d'un intérêt très grand, à cause des variantes nombreuses que l'on relève entre la version du *Mercure* et la leçon de l'édition originale : nous en dirons un mot tout à l'heure. Or, le rédacteur du *Mercure*, en publiant la *Belle au Bois dormant*, faisait précéder ce récit de la petite note suivante : « Quoyque les Contes des Fées et des Ogres semblent n'estre bons que pour les enfans, je suis persuadé que la lecture de celuy que je vous envoye vous fera plaisir. Il est écrit d'une manière agréable, et le style convient parfaitement au sujet. On doit ce petit ouvrage à la même personne qui a écrit l'*Histoire de la petite Marquise* dont je vous fis part il y a un an, et qui fut si applaudie dans votre province. »

Touchons-nous la fin du mystère ? On le dirait : mais patience.

Qu'est-ce que c'est que cette *Histoire de la Petite Marquise* ? Bonnefon nous l'apprend : le *Mercure* avait en effet inséré dans son numéro de février 1695 un récit non signé, intitulé *Histoire de la Marquise-marquis de Banneville*, où l'on voyait un garçon habillé en fille et une fille habillée en garçon, qui, à la fin du conte, s'épousaient. « Cet imbroglio, dit Bonnefon, rappelle la manière de Mlle L'Héritier et sans doute l'histoire est-elle de son invention. » Acceptons cette attribution. Et, de la note du *Mercure*, acceptons aussi pour l'instant ce que pense Paul Bonnefon : « cela est évidemment pour dépister les soupçons. » Cela veut dire que Charles Perrault, peu soucieux de publier sous son nom sa *Belle au Bois*, d'accord avec l'éditeur du *Mercure*, a fait insérer cette note qui tend à faire attribuer

ce conte à l'auteur d'un autre récit, précédemment publié par la même revue. Lui seul, en effet, aurait intérêt (selon la thèse Bonnefon) à dépister ainsi la curiosité du public, s'il est vrai que l'auteur des *Contes en vers* n'a pas consenti, pour une raison quelconque, à passer pour celui des contes en prose. Toutefois, à examiner cette note du *Mercure* qui embrouille tout, au moment où l'on espérait qu'elle allait apporter quelque lumière, si l'on cherche dans un autre sens que Bonnefon, n'est-il pas permis de supposer par exemple ceci :

— Ou d'abord une erreur matérielle du *Mercure*, qui d'ailleurs, citant une de ses précédentes publications, ne sait même pas lui donner son véritable titre : il rappelle vaguement l'Histoire de la Petite Marquise, et non pas l'*Histoire de la marquise-marquis de Banneville*. « La même personne, dit-il, qui a écrit *l'Histoire de la Petite Marquise* dont je vous fis part il y a un an... » Mais Perrault n'est-il pas, lui aussi, l'auteur d'une autre petite marquise, et n'a-t-il pas écrit et publié sous son nom *la Marquise de Salusses ou la patience de Grisélidis* ? On pourrait très bien admettre la confusion, et que l'éditeur du *Mercure*, ayant dans l'esprit la *Marquise* de Perrault, ait écrit « la Petite Marquise » en pensant à la nouvelle anonyme qu'il avait publiée un an auparavant dans son recueil. La confusion s'expliquerait, par un lapsus, sans qu'on ait besoin de faire intervenir ici l'intention d'une supercherie. — Mais passons.

— Ou, comme l'indique Bonnefon, il s'agit bien de la *Marquise-marquis de Banneville*, dont l'auteur et celui de *la Belle au Bois* ne feraient qu'un. Dans ce cas, l'attribution demeure aussi incertaine, puisqu'elle aboutit à une conclusion aussi hasardeuse. En fait, il ne saurait s'agir d'un même auteur : le style et l'esprit des deux contes est trop différent.

— Ou la *Marquise* est d'un autre : M^lle^ L'Héritier, si l'on veut, comme le croit Bonnefon ; et le *Mercure*, en la publiant, la donne en effet pour être l'ouvrage d'une personne du sexe (février 1695, page 12). Alors, ce serait elle qui aurait apporté au *Mercure* le texte de *la Belle au Bois dormant*, et le rédacteur abusé aurait attribué de bonne foi ce récit à la personne qui le lui remettait, et qu'il connaissait déjà pour avoir publié un autre conte de sa main. Dans ce cas, rien n'empêche de supposer que M^lle^ L'Héritier a simplement apporté au *Mercure* une

copie de *la Belle au Bois* telle que l'avait d'abord écrite P. Darmancour ; copie qu'elle pouvait avoir entre les mains de la manière la plus naturelle, puisque sa dédicace dit que les récits de l'enfant étaient connus dans son entourage. Elle n'en aurait ainsi assuré que la publication, sans dire au *Mercure* de qui elle tenait ce récit. D'où l'erreur d'attribution de la revue (1).

On peut aussi renverser la proposition, et imaginer que ce soit son ami et parent Charles Perrault qui ait voulu rendre à Mlle L'Héritier le service de faire publier son *Histoire de la Marquise de Banneville* et qui l'y ait portée lui-même, ayant toujours été *persona grata* au *Mercure*. Ce qui, par la suite, aura pu faire croire au rédacteur de ce recueil que les deux contes étaient du même auteur, puisqu'il les avait reçus tous deux de la même main.

De toute façon, la solution du problème n'a pas avancé d'un pas, par le fait de la note du *Mercure*; et dans l'affaire Charles Perrault ou P. Darmancour, cette note ne prouve rien.

La note ne prouve rien. Mais le texte de *la Belle au Bois*, dans la forme où l'a d'abord publié la revue, va peut-être nous ouvrir une piste, où court un commencement de preuve. Si nos lecteurs ont le loisir et la curiosité de se rapporter au *Mercure galant* de février 1696, ils y verront que cette première version du charmant récit est à la fois plus longue et plus embarrassée que la leçon définitive de l'édition de Barbin, toujours uniquement reproduite jusqu'à ce jour. Mais ils y trouveront aussi plus de naïveté, parfois même une gaucherie dans l'expression qui étonnerait de la part d'un écrivain professionnel, fut-il préoccupé d'écrire avec la simplicité de l'enfance. Répétitions de mots maladroites, phrases confuses; et là, en deux endroits, lorsque la belle se réveille aux bras du prince qui rompt le séculaire enchantement, lorsque, à la fin, elle va être plongée, sur l'ordre de l'ogresse, dans une cuve de crapauds et de

(1) L'auteur véritable de la *Marquise de Banneville* savait évidemment à quoi s'en tenir sur la personne de celui qui avait fait *la Belle au Bois*. Dans une nouvelle version de la *Marquise de Banneville* encore publiée par le *Mercure* (août-septembre 1696, page 154), et également signalée par Paul Bonnefon, un des personnages parle ainsi : « Je ne... suis point étonnée quand on m'a dit le nom de l'auteur (de *la Belle au Bois dormant*). Il est fils de maître, et s'il n'avait pas bien de l'esprit, il faudrait qu'on l'eût changé en nourrice... » C'est de P. Darmancour qu'il s'agit.

serpents, ces deux discours, touchants et gracieux sans doute, mais qui suspendent inutilement l'action... Paul Bonnefon a bien raison de trouver heureuses les corrections et les suppressions que l'édition de Barbin pratique dans ce premier texte. Et il en fait honneur à Charles Perrault, qui se serait ainsi préoccupé de rendre plus parfaite, plus près de la savante concision nécessaire à la vraisemblance enfantine de ces sortes d'écrits, la rédaction originale de ce conte. Mais Bonnefon fait à ce propos une remarque singulière, dont il ne paraît pas s'être aperçu qu'elle pourrait se retourner dangereusement contre lui. Perrault, dit-il, « esprit facile et aisément satisfait, n'use d'ordinaire qu'assez peu des corrections pour ses ouvrages. S'il en a tant fait dans cet opuscule, c'est qu'elles répondaient pour lui à l'idée de plus en plus concrète du genre qu'il essayait de traiter. » Nous en convenons volontiers ; mais la contradiction disparaîtrait et l'argument aurait infiniment plus de poids tout ensemble si Paul Bonnefon voulait bien admettre que Perrault, là, n'a corrigé qu'un texte de son fils, au lieu du sien.

Ces repentirs, ces remaniements si graves pour le style et l'économie du récit, faits à quelques mois de distance (la publication de la *Belle au Bois* dans le *Mercure* est de février 1696, et le privilège du livre étant pris en octobre de la même année, le texte définitif devait donc être prêt à cette date), pourraient très facilement s'expliquer par le fait que le premier texte du conte a été imprimé dans le *Mercure* sans le consentement de Perrault, en dehors de lui et à sa surprise : sur une copie livrée à la revue par M^lle^ L'Héritier, comme nous l'avons supposé plus haut. Quelle copie ? Eh bien, une copie de *la Belle au Bois* telle que le jeune P. Darmancour l'avait écrite en ses amusements d'enfance, une copie telle qu'il en circulait sans nul doute aux mains des amis des Perrault. Fâcheusement devancé par l'impression prématurée de ce conte sous sa première forme, sous sa forme enfantine, Charles Perrault a repris ce texte, l'a remanié pour l'édition. Et il l'a fait très bien.

Bonnefon semble avoir voulu nier par avance cette hypothèse quand il écrit : « Il est bien certain que c'est Perrault lui-même qui avait communiqué son œuvre (au *Mercure*) pour en essayer l'effet sur ses lecteurs. » Nous ne le trouvons pas si certain. Qui pourra croire qu'un écrivain de métier comme

l'était Perrault, alors âgé de soixante-huit ans, qui écrit avec la facilité que l'on sait, et qui « aisément satisfait » se corrige lui-même assez rarement, ait pu écrire et publier, fût-ce à titre d'essai, la version de *la Belle au Bois* du *Mercure* et acquérir en si peu de temps un sentiment si juste, quoique tardif, de la correction littéraire? Faisons-lui l'honneur mérité de croire qu'il n'est intervenu qu'une fois dans l'arrangement de ce conte : pour le rendre parfait d'un coup. Mais le premier texte est de son fils.

Nous n'en avons d'ailleurs pas terminé avec cet instructif *Mercure*, qui, en janvier 1697, après avoir annoncé la publication des *Hommes illustres* et du quatrième volume du *Parallèle des anciens et des modernes*, de Charles Perrault, annonçait tout de suite après, sans transition, les *Contes* (1), mais sans donner de nom d'auteur. Et Bonnefon observe : « On songe naturellement à Charles Perrault, dont il vient d'être question longuement, et d'autre part, il n'est fait aucune allusion à Pierre Perrault Darmancour, qui, ayant paru avouer l'œuvre, pouvait être nommé sans difficulté. Le journaliste sent évidemment que ce subterfuge ne sera pris au sérieux par personne, et il ne se met pas en peine de l'expliquer. »

Voici ce que dit le journaliste : « Je me souviens de vous avoir envoyé l'année dernière le conte de *la Belle au Bois dormant*, que vous me témoignâtes avoir lu avec beaucoup de satisfaction. Ainsi je ne doute point que vous n'appreniez avec plaisir que celuy qui en est l'auteur vient de donner un recueil de contes qui en contient sept autres avec celuy-là. Ceux qui font de ces sortes d'ouvrages sont ordinairement bien aises qu'on croye qu'ils sont de leur invention. Pour luy, il veut bien qu'on sache qu'il n'a fait autre chose que de les rapporter naïvement en la manière qu'il les a ouï conter dans son enfance. Les connaisseurs prétendent qu'ils en sont plus estimables, et qu'on doit les regarder comme ayant pour auteurs un nombre infini de pères et de mères, de grand mères, de gouvernantes et de grand'amies qui, depuis, peut-être, mille ans, y ont ajouté, en enchérissant toujours les uns sur les autres, beaucoup d'agréables circonstances qui y sont demeurées, pendant que tout ce qui estoit mal pensé est tombé dans l'oubli.

(1) *Mercure galant*, janvier 1697 : p. 249, qu'une coquille fait paginer 949.

Ils disent que ce sont tous contes originaux et de la vieille roche, qu'on retient sans peine, et dont la morale est très claire, deux marques les plus certaines de la bonté d'un conte. Quoy qu'il en soit, je suis fort sûr qu'ils vous divertiront beaucoup, et que vous trouverez tout le mérite que de semblables bagatelles peuvent avoir. C'est chez le sieur Barbin qu'ils se trouvent. »

J'avoue que l'annonce de ce volume venant à la suite du compte rendu de deux autres ouvrages de Perrault a quelque chose d'assez troublant. Mais la volonté évidente de ne pas imprimer le nom de « celuy qui en est l'auteur » est aussi bien déconcertante, d'autant que, onze mois plus tôt, dans la note qui précédait *la Belle au Bois*, ce rédacteur nous avait dit de quelle main il la tenait. On n'en est plus à une contradiction près, avec ce trop discret informateur (1)... Mais au moins sa dernière note a-t-elle un mérite : d'après elle, voilà bien, reconnu par l'auteur, quel qu'il soit, des contes, ce que Walckenaer s'est donné beaucoup de peine à démontrer dans son essai sur l'*Origine de la féerie* : à savoir que les *Contes* de Perrault, père ou fils, ne sont pas de son invention, mais le produit de l'imagination populaire traditionnelle, « de la vieille roche », et que l'écrivain s'est borné à les rapporter comme il les avait « ouï conter dans son enfance ».

* * *

On trouvera peut-être que c'est bien longtemps s'attarder à l'examen d'une question sans grande importance pratique, que d'avoir si minutieusement exposé les divers points de vue qui précèdent. Le célèbre petit livre en sera-t-il lu davantage quand bien même on saurait avec certitude de quelle main il est sorti?... Nous pensons que ce préambule était toutefois néces-

(1) Dans son charmant livre, très fin et très savant, sur *les Perrault*, M. André Hallays qui a joliment parlé des *Contes* et de leur charme littéraire, faisant siennes, contre Marty-Laveaux, les conclusions de Paul Bonnefon, trouve sans réplique un dernier argument de celui-ci, également tiré du *Mercure*, pour être opposé aux personnes qui soutiennent que le texte des *Contes* n'est pas de Charles. « Les *Contes*, dit M. Hallays, avaient d'abord été publiés dans le *Mercure* sans nom d'auteur. Or, Pierre Darmancour meurt au mois de mars 1700 et son décès est ainsi annoncé dans le *Mercure* : « M. Perrault Darmancour, lieutenant dans le régiment Dauphin. Il était le fils de M. Perrault, ancien contrôleur des bâtiments du Roi, l'un des quarante de l'Académie française, dont nous avons

saire, puisque tant d'érudits plus savants et mieux préparés que nous à ces recherches s'y sont donné une si grande peine, avec une application si tenace.

Nous pensons aussi avoir fidèlement reproduit leurs arguments, et y avoir, à l'occasion, répondu sans forcer les textes. Du faisceau des faits rapportés, — et nous devons faire observer qu'il y a beaucoup d'arguments matériels en faveur de Pierre Darmancour, tandis qu'en faveur de son père, sauf le seul avis de l'abbé du Bos, nous ne relevons que des sentiments ou des opinions (1), — que conclurons-nous pour notre part, si notre avis a le moindre poids? On l'a pressenti, au cours de ces pages; et l'affaire n'est, en somme, que de nuances : les *Contes* ont pour auteur Charles Perrault, avec la collaboration de son fils, — à moins qu'ils ne soient de Pierre Darmancour, avec la collaboration de son père. Nous penchons fortement pour cette dernière explication. Et nous nous y tenons parce qu'elle conclut dans le sens le plus économique : celui qui permet de ne déranger que le moins de faits matériels, celui qui s'accorde aussi le plus aisément à la vraisemblance. Quelle difficulté peut-on faire d'accepter simplement le fait, publié par Mlle L'Héritier, que Charles Perrault s'occupant de l'éducation de ses fils, lui-même amusé et intéressé par tout ce qui touchait aux fées, leur a donné pour devoir d'écoliers la rédaction des historiettes racontées? Pierre, le plus jeune, réussit particulièrement cet exercice. Sous sa plume juvénile, les récits naïfs entendus rencontrent la fraîcheur et l'accent du prototype populaire. Plus sûrement que ne le pourrait faire le plus habile des écrivains professionnels, il leur restitue, sans y penser, sans le savoir même, leur style le plus authentique.

Ces récits, tout frais encore sur le papier, sont lus en famille, aux amis. Ils plaisent et sont trouvés charmants. Pour-

quantité d'ouvrages de galanterie et d'érudition très estimés. » — « Pas un mot des *Contes* », observe en terminant M. André Hallays. — L'argument est-il sans réplique? Le *Mercure* ne savait que ce qu'on lui disait : nous l'avons vu enregistrer des renseignements assez contradictoires sur l'auteur des *Contes* pour ne pas faire état de son silence à leur égard dans sa brève nécrologie de P. Darmancour.

(1) Veuille le lecteur remarquer que les partisans de Darmancour, avec beaucoup de témoignages de leur côté, sont beaucoup moins intransigeants, et réclament moins pour leur auteur, que les partisans de Charles Perrault, avec leurs mains à peu près vides de raisons, et qui n'ont pour eux que leurs conjectures.

quoi ne les imprimerait-on pas ?... Charles Perrault va s'occuper de l'impression, ajoutera de sa main les moralités en vers qu'on y voit, et qui, en effet, sont d'une autre encre. Il introduira même dans le texte certains changements, certaines retouches utiles, pour la rapidité du récit, l'art même d'un plus savant effet. Mais la couleur et le souffle du conteur enfantin sont respectés. Le jeune auteur fera lui-même sa dédicace, le privilège sera à son nom. Et voilà le livre imprimé qui, une fois le succès venu, ne sera plus pour tout le monde que le délicieux recueil, promis à l'immortalité, des *Contes de Perrault*... Quel Perrault ? Le père ou le fils ? Le commun lecteur ne s'embarrasse pas de ces scrupules : il ne connaît qu'un seul Perrault, l'auteur des *Contes*, que couronne une gloire aveugle. Ainsi les *Contes* de Perrault ne sont pas du Perrault qu'on croit ; mais ils sont tout de même les *Contes* de Perrault. C'est à peu près la conclusion préconisée par l'humoriste Mark Twain pour le théâtre de Shakspeare, qui n'est pas de Shakspeare, dit-il, mais d'un autre auteur qui s'appelait comme lui.

Émile Henriot.

S. SAZONOV

M. Sazonov, qui fut ministre des Affaires étrangères de Russie, de 1910 à 1916, est mort, il y a quelques jours, à Nice, seul, dans une chambre d'hôtel.

Je ne connais pas de sort plus triste que celui des émigrés. Ils se sentent étrangers au milieu même de leurs plus intimes amis, car il y a dans le caractère de chaque peuple, un je ne sais quoi qui ne se communique pas. — Du temps de notre Révolution et de l'Empire, l'orgueil soutenait nos émigrés : ils détestaient Bonaparte, mais leur amour-propre était flatté par ses victoires, et ils le faisaient parfois sentir autour d'eux. — C'est une consolation que M. Sazonov n'a pas eue. Il aimait passionnément son pays : il lui semblait que la Russie qu'il admirait, la Russie de Catherine la grande et d'Alexandre Ier, s'était écroulée tout entière, et son âme profondément religieuse était blessée de tous les coups qui frappaient l'Église orthodoxe.

La dernière fois que je le vis, il m'entretint longtemps de son passé ministériel, si proche et déjà si lointain ; puis, il en vint à me parler de l'empereur Nicolas II. Il le fit avec un mélange de respect, d'affection et de pitié qui ne laissait pas d'être émouvant.

Il me peignait l'autocrate timide et silencieux, qui portait sur ses épaules un poids sans doute trop lourd pour lui. Il me disait sa simplicité et son charme, son dévouement absolu à son pays, sa loyauté envers les alliés, et l'intelligence parfois pénétrante qu'il avait de la politique internationale, mais il déplorait son indécision, qui le livrait sans défense à l'étrange mysticité de son entourage.

En écoutant M. Sazonov, je me souvenais que j'avais

approché pour la dernière fois l'empereur Nicolas à Berlin, en 1913, lors du mariage de la fille de l'empereur d'Allemagne, la princesse Victorine-Louise, avec le fils du duc de Cumberland. Il y eut un soir gala à l'Opéra. L'empereur Guillaume fit cercle dans le foyer du théâtre. Les deux souverains paraissaient bien différents, et cependant, tous deux avaient peut-être une égale faiblesse de caractère. Tous deux subissaient les événements, bien loin de les conduire, et à l'heure tragique où il leur fallut prendre une décision, tous deux hésitèrent, mais de la façon dont ils se décidèrent, on peut juger leurs natures : l'un le fit modestement, à regret, et comme contraint par la nécessité, et l'autre, au contraire, avec une sorte d'ostentation de volonté, comme s'il voulait se dissimuler à lui-même l'effort qu'il s'imposait pour agir.

M. Sazonov était le beau-frère de M. Stolypine, qui fut un des grands hommes d'État qu'ait eus la Russie. A la suite du désastre de la guerre contre le Japon, la Russie fut ébranlée par un premier essai de révolution : M. Stolypine rétablit l'ordre avec énergie, mais il se rendait compte que l'heure n'était plus au régime autocratique d'un Nicolas Ier ou d'un Alexandre III. Il voulut être un ministre réformateur et c'est ainsi qu'il entreprit une réforme agraire dans la pensée de soustraire les paysans à la propagande socialiste, qui leur promettait le partage des terres. Il se heurta naturellement à deux sortes d'adversaires dans cette Russie où la classe moyenne ne jouait, pour ainsi parler, aucun rôle : il fut en exécration aux anarchistes d'en bas qui multiplièrent contre lui les attentats, et aussi aux anarchistes d'en haut, à ce peuple d'intrigants et de jouisseurs, qui remplissait la Cour et les salons de Pétersbourg et qui redoutait de voir disparaître les abus, seule raison d'être à leurs yeux du Tsarisme. Naturellement, et pour le malheur de l'Empire, M. Stolypine fut assassiné.

On ne peut pas comparer M. Sazonov à son beau-frère, mais il avait en lui quelque chose de son personnage : c'est ainsi qu'il a cherché avec courage, quand il était au pouvoir, à sauver ce qui pouvait être sauvé de la fortune de la Russie. Il était depuis trois ans ministre auprès du Saint-Siège quand il fut appelé à Pétersbourg par M. Iswolsky, alors ministre des Affaires étrangères, qui était fatigué de supporter seul le fardeau du ministère.

Tous ceux qui ont connu M. Iswolsky savent combien il était nerveux et de caractère susceptible. Il avait été profondément blessé dans son amour-propre par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à laquelle procéda l'Autriche, avec l'appui de l'Allemagne : il considéra que M. d'Æhrenthal l'avait joué, et, découragé, il demanda au bout de quelques mois à l'empereur Nicolas de le relever de ses fonctions. C'est alors qu'il fut nommé ambassadeur à Paris. M. Sazonov lui succéda.

L'heure était singulièrement trouble. Jamais les hommes ne montrèrent davantage que, comme le dit l'Écriture, ils sont des enfants de colère. L'Autriche, par son audacieuse initiative en Bosnie, avait ébranlé l'ordre précaire établi dans les Balkans par le Congrès de Berlin. C'était à ses yeux un premier pas vers Salonique qu'elle convoitait depuis longtemps. D'autre part, la presse allemande faisait grand état de projets dont l'entreprise du chemin de fer de Bagdad était la manifestation et qui reposaient sur l'établissement de la prédominance germanique à Constantinople. La Grèce, la Serbie, la Bulgarie se sentaient menacées dans leur avenir et jusque dans leur existence. Pendant ce temps, la Révolution jeune turque bouleversait l'Empire ottoman. Il semblait que tous les problèmes de la vieille et classique question d'Orient se posassent à la fois. La Russie était mécontente : les puissances slaves des Balkans, qui lui devaient en grande partie leur existence, lui échappaient. Elle multipliait ses conseils et jamais, quoi qu'on ait dit dans la presse triplicienne, plus d'efforts ne furent tentés à Pétersbourg, pour le maintien de la paix. Mais à Vienne, où l'on croyait à la victoire de la Porte, on se montrait plus réservé qu'à Pétersbourg, à Londres ou à Paris. La guerre éclata dans les Balkans et l'armée turque fut mise en déroute : l'Autriche fut déçue ; elle commença de s'inquiéter de la force de ces jeunes nations qui avaient pu vaincre la Turquie. Bientôt, ces nations elles-mêmes se disputèrent entre elles les dépouilles du vaincu. La Bulgarie qui s'était rejetée du côté de l'Europe centrale, envahit la Serbie. Elle fut battue et dut s'humilier. C'était un nouvel échec pour la politique autrichienne.

C'est ainsi qu'à Vienne, naquirent cette impatience et cette imprudence qui conduisirent la double monarchie à prendre, à l'égard de la Serbie, l'attitude implacable qu'elle eut en 1914, et

qu'à Berlin, on imagina d'envoyer en Turquie le général Liman von Sanders pour commander le corps d'armée de Constantinople. On sait quel intérêt vital ont les détroits pour la Russie. M. Sazonov protesta; il obtint une satisfaction de pure forme, et malgré les colères de l'opinion russe, il eut le courage de s'en contenter; mais le fossé se creusait où devait s'abîmer la paix du monde.

Lorsque les événements de 1914 éclatèrent, M. Sazonov eut la même volonté de paix qu'avaient à Londres Sir Edward Grey, et à Paris M. Poincaré et M. Viviani. L'Autriche avait remis à Belgrade cet ultimatum extraordinaire qui déclencha la guerre et elle n'avait accordé au gouvernement serbe que deux jours pour y répondre. M. Sazonov demanda instamment que le gouvernement de Vienne prolongeât au moins de quarante-huit heures ce délai si court, pour permettre aux puissances neutres de s'interposer. Dédaigneusement, Vienne refusa de rien entendre et à Berlin M. de Jagow déclara qu'il était trop tard pour rien changer à ce que Vienne avait fait. Vienne et Berlin se croyaient si sûrs du succès! Depuis, on a accusé l'impéritie du vieil ambassadeur d'Autriche à Berlin, le comte Szogenyi. On a dit qu'il avait été un intermédiaire incapable entre les deux cours. C'est une pitoyable défense. J'ai beaucoup connu le comte Szogenyi : il avait sans doute une expérience qui lui permettait trop bien de juger la politique qu'il servait; c'était un homme d'un esprit très fin, sous des apparences un peu originales, et il est commode de le charger aujourd'hui des péchés des deux chancelleries.

Pendant le cours de cette terrible crise, M. Sazonov multiplia les démarches et s'associa à toutes celles de l'Angleterre et de la France : il consentit même, sur la demande du Foreign Office, à laisser l'Autriche occuper Belgrade et à arrêter tous les préparatifs militaires de la Russie, si l'Autriche voulait bien promettre de respecter la souveraineté de la Serbie. Rien n'y fit : l'empereur Guillaume disait « maintenant ou jamais, » et les deux états-majors jugeaient que jamais l'occasion d'en finir avec la Serbie n'avait été plus favorable.

J'admire souvent comme les publicistes, qui écrivent sur ces terribles événements, épiloguent sur les moindres détails. On voit bien qu'ils n'ont pas vécu dans la fournaise. Ils ne se

doutent pas que, sous l'avalanche des télégrammes, plus ou moins tronqués, qui nous arrivaient, le plus difficile était de discerner la vérité. Quant à moi, qui étais, pour ainsi dire, séparé de Paris, je sais bien que ma préoccupation constante était de ne rien faire qui pût contredire mon gouvernemen . On a reproché à la Russie d'avoir mobilisé la première : il est possible qu'elle l'ait fait, mais l'Autriche, lorsque, quelques heures après, elle a mobilisé, ignorait la décision de la Russie, tandis qu'au contraire, l'empereur Nicolas quand, après beaucoup d'hésitation, il donna son assentiment à la demande de ses généraux, dit à M. Sazonov : « Il le faut bien, puisque l'Autriche a mobilisé. » L'infortuné souverain, préoccupé de maintenir la paix à tout prix, avait même, sans que ses ministres en fussent avertis, télégraphié personnellement à l'empereur Guillaume, en faisant appel à sa sagesse et à son amitié pour lui demander de soumettre le différend austro-serbe au tribunal de la Haye, — et il n'avait pas reçu de réponse.

M. Sazonov avait l'esprit libéral : il essaya à plusieurs reprises de triompher des préjugés intéressés de la Cour, mais, pour le malheur de la Russie, il se heurta à une résistance qu'il ne pouvait vaincre. L'âme indécise de l'Empereur subissait l'influence de l'Impératrice qui ne semblait plus maîtresse d'elle-même. La Société russe en était venue à ces heures de désorganisation où les Cagliostro jouent un rôle. Les souverains et beaucoup de femmes de la haute société étaient dominés par un misérable mystagogue, le moine Raspoutine, qui semblait être l'agent et le prophète de la ruine de l'Empire.

Une première fois, M. Sazonov, effrayé de l'incapacité du président du Conseil, M. Goremykine, réunit chez lui, le 21 août 1915, tous les membres libéraux du gouvernement et signa avec eux une lettre à l'Empereur, le suppliant de ne pas retirer le commandement de l'armée au grand-duc Nicolas, en lui offrant leur démission, s'il ne croyait pas devoir donner une autre direction à la politique. Cette lettre n'eut aucun effet, mais dans une seconde circonstance, M. Sazonov prit une résolution plus significative encore.

Son séjour à Rome, comme ministre près le Vatican, avait été pour lui un enseignement. Au cours de sa mission, il avait dû aplanir les conflits qui s'élevaient fréquemment entre

l'administration russe et la population polonaise, fort attachée à la foi catholique. Il avait compris combien lourde avait été jadis la faute commise par Nesselrode, lorsque cet homme d'État avait incorporé la Pologne à l'Empire et supprimé les institutions particulières et relativement libérales qu'Alexandre Ier avait données à ce qu'on appelait, en 1815, le Royaume de Pologne. — Nesselrode était imbu des idées allemandes. — On ne se doute pas généralement du caractère de la politique prussienne dans les affaires polonaises. L'opinion, dans l'Occident de l'Europe justement hostile au tsarisme, a fait porter presque uniquement sur la Russie, ses ressentiments contre la politique de conquête qui avait amené les partages successifs de la République polonaise. Cependant, depuis Frédéric II, qui avait chargé son frère, le prince Henri, de proposer ce partage à la grande Catherine, et pendant tout le cours du XIXe siècle, c'est la Prusse qui a poursuivi, avec moins de violence apparente, mais avec plus de malignité et de persévérance, la destruction de la nationalité polonaise : à Vienne, on agissait autrement, et M. de Bismarck a toujours considéré que les différends entre la Prusse et l'Autriche étaient surtout des conflits d'influence en Pologne. Le prince de Bulow, le plus éminent de ses successeurs, regardait la germanisation des marches de l'Est comme un devoir national du peuple allemand envers lui-même. La Prusse, pendant de longues années, inspira la politique polonaise de la Russie; elle s'était appliquée à entretenir les malentendus qui éloignaient la population polonaise du gouvernement de Pétersbourg et qui poussaient la bureaucratie russe où les éléments finlandais, c'est-à-dire allemands, tenaient une si grande place, à se montrer tous les jours plus pointilleuse, plus tracassière, plus hostile à cette malheureuse nation. La guerre de 1914 fit toucher du doigt le péril de cette politique.

M. Sazonov, qui depuis longtemps avait sur cette question son opinion faite, entreprit de détruire l'œuvre de Nesselrode et de rendre à la Pologne son autonomie administrative et des institutions libres. C'était pour elle, à ses yeux, un premier pas vers l'indépendance, et le retour à l'unité nationale. Le 29 juin 1915, il alla trouver l'Empereur à Mohilew où se trouvait le quartier général, et il lui soumit le projet de constitution polonaise qu'il avait préparé. Le Tsar lut ce projet, en

analysa chaque article et, après avoir mûrement réfléchi, il lui donna son approbation. Il chargea M. Sazonov de prévenir le président du Conseil, M. Sturmer, qui avait succédé à M. Goremykine, lui disant que si la majorité du Conseil n'approuvait pas ce projet, son autorité impériale en assurerait l'adoption.

M. Sazonov triomphait et il dit toute sa joie aux ambassadeurs de France et d'Angleterre, mais alors il commit une imprudence. Il était épuisé par le travail et il obtint de l'Empereur l'autorisation de prendre quelques jours de repos à la campagne. Il partit et c'en fut assez pour tout changer.

M. Sturmer était de la clique de Raspoutine. Il mit à profit l'absence du ministre des Affaires étrangères; l'Impératrice sut éveiller les scrupules de l'Empereur, et quand M. Sazonov revint de la Finlande, où il avait cherché la paix, il n'était plus ministre.

Ainsi Nicolas II se séparait de ses conseillers les plus éclairés et les plus fidèles : il s'engageait seul, conduit par les partisans de l'absolutisme le plus étroit, sur le chemin qui devait le conduire à sa perte et la Russie avec lui.

M. Sazonov, tombé du pouvoir, quitta son pays, quand la Révolution triompha. Il avait la conscience d'avoir tout fait pour éviter les terribles catastrophes dont la Russie a été le théâtre. Il vécut en France dans la retraite, assistant avec douleur à l'effondrement de sa patrie. Un jour, cependant, il vint témoigner devant la Conférence des ambassadeurs et soutenir dans une question particulière les intérêts de la Russie, à laquelle aucun lien officiel ne le rattachait plus. Nous l'écoutâmes avec déférence. Nous respections en lui le galant homme, le patriote éclairé, le ministre loyal qui s'était toujours montré le serviteur courageux de son souverain et l'ami fidèle de la France. Malgré nous, nous pensions au sort réservé dans l'histoire aux Turgot et aux Malesherbes, comme lui défenseurs d'un prince faible et comme lui abandonnés par celui-là même qu'ils voulurent sauver.

JULES CAMBON.

NOTES ET PENSÉES[1]

Ce qu'on appelle l'amour, c'est une certaine aptitude qu'ont les hommes à grouper des rêves égoïstes autour d'un visage qui ne les dérange pas.

Pourquoi des lignes d'un certain arrangement font-elles naître le désir? Pourquoi le nez de Cléopâtre, parce qu'il s'arrêta à temps... crée-t-il des tragédies bourgeoises?

Les hommes souhaitent une âme semblable aux yeux. Ils ne se résignent pas à la disparate.

Le véritable amour ne commence vraiment qu'à l'injustice.

Le bonheur est une affaire personnelle, et nul n'a le pouvoir de le donner à autrui.

Il n'y a pas d'homme heureux dont le bonheur soit inexplicable et pour qui le hasard seul ait tout fait.

Le vrai amour, c'est de donner et non de recevoir. Le triomphe est dans la faiblesse.

Les vieux libertins ont d'ordinaire un sens particulièrement aigu de la pudeur.

En matière d'adultère, il ne suffit point d'être résolu : il faut encore avoir la vocation.

Les femmes pudiques donnent davantage, parce que cela semble leur coûter davantage de donner.

Les femmes sans pudeur ressemblent aux soldes des étalages.

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

Il n'y a point de charme véritable sans réserve.

Il y a dans l'amour maternel un fond romanesque qui fait que toute femme met un peu dans son fils le mari qu'elle avait rêvé, qu'elle se plaît à pétrir selon son désir, amoureusement, et sur lequel elle prend la revanche de ses idéals trahis.

Les femmes aiment les hommes qui les comprennent, dans leurs délicatesses, dans leurs folies, dans les petits détails de leur cœur.

Par l'effet d'une fatuité délicieuse et spontanée, quelle femme ne se persuade que la comprendre, c'est commencer déjà à l'admirer, et qu'en tout cas, c'est prodiguer à ses petites ou à ses grandes faiblesses les excuses dont elle n'est jamais avare envers soi-même? Psychologie ravissante, mais fallacieuse, s'il est à peu près sûr que l'admiration, comme l'amour, doit être peinte avec un bandeau sur les yeux, et que comprendre c'est déjà s'occuper de juger.

On reconnaît la femme qu'un homme a distinguée à ce fait qu'elle est la première personne qu'il voit en entrant dans un salon et la dernière qu'il salue.

Le flirt est une opération positive qui rappelle les coups à terme des vieux banquiers.

Une secte américaine a fait une croisade pour demander l'amour en faveur des femmes laides.

Les illusions, on ne les a pas, comme on croit, de naissance : elles s'acquièrent et elles se méritent.

La jeunesse, on l'a quand on peut.

Les femmes qui connaissent tous les gués du Rubicon le passent sans salir leurs bottines.

Le « béguin » : c'est le nom que prend le bonnet, quand on le jette par-dessus les moulins.

La femme à « passions » se donne, la femme à « caprices » s'abandonne, la femme à « béguins » *marche*.

Une femme qui n'est retenue à la fidélité que par l'amour est une courtisane.

Le portrait selon la mode offre moins l'image de la femme qu'il ne raconte l'histoire des goûts changeants de l'homme.

Imagine-t-on une femme lisant *le Lac* en costume tailleur?

Le désordre de la tenue demande beaucoup d'attention. La mèche rebelle est toujours surveillée et la tête *en tempête* a un metteur en scène qui ne doit jamais être inattentif.

La coiffure des femmes de 1830 est une élégie. Les « repentirs » tombent sur les joues, accablés, comme des feuilles d'automne. Ils confessent l'abandon voluptueux de leur mélancolie comme les chevelures inspirées des hommes ont l'air d'être dérangées par l'air des sommets.

Derrière les barbes de 48, toutes les figures se ressemblent.

Les femmes du second Empire avaient des mouchoirs à la main et des flacons de sels. C'est qu'il était décent de s'évanouir au mariage de sa fille ou à sa première communion.

L'honneur est individuel, la vertu est foule : elle est modeste et repose sur l'adhésion du nombre.

L'honneur est l'élégance de la vertu : son aigrette.

Pour les femmes, l'honneur est un mot superflu, puisque l'honnêteté existe.

La différence entre l'honneur et la probité. Ainsi les grands seigneurs du XVIII^e^ siècle écrivaient des lettres délicieusement spirituelles, et ne mettaient pas l'orthographe.

Il y a l'honneur et ses environs. Il a ses coins mal famés, ses quartiers pauvres, ses auberges louches où l'on se rafraîchit de piquette.

La gloire, c'est l'honneur, mais avec les dieux pour témoins.

La popularité des grands hommes est difficile à administrer comme une grande banque.

Il ne faut pas voir seulement les grands hommes en représentation, mais encore en villégiature.

Il y a tant de vedettes à la « foire aux vanités » qu'on ne sait plus comment s'y reconnaître. Puis la renommée a pris, elle aussi, une forme industrielle adéquate à l'esprit du siècle; elle se fabrique, si l'on peut dire, selon des procédés mécaniques qui lui donnent un air de marque commerciale. La mémoire du public est encombrée de tant de noms qu'il renonce à distinguer entre les gloires artificieuses et les gloires réelles.

Le sens de la vanité est si puissant chez nous qu'il altère presque toujours la sincérité de nos sensations. C'est lui qui règne depuis des siècles par le ministère du ridicule.

La vanité et l'orgueil sont si différents que la vanité consiste souvent à faire croire qu'on a de l'orgueil.

La timidité est une maladie de l'orgueil.

La vanité est une petite vertu sociale. Elle montre des gens satisfaits non de ce qu'ils ont, mais de ce qu'on croit qu'ils ont. L'orgueil est plus exigeant. Il veut tout et ne tient pas à ce qu'on le sache.

La vanité est une vertu de soumission : c'est l'orgueil qui est la révolte.

Les augures qui ne pouvaient se regarder sans rire devaient être des augures de beaucoup d'esprit.

Le sacrifice est la plus jolie part des romanesques.

Dans une crise de pleurs, il est de vieilles larmes qui viennent d'anciennes souffrances, qui se sont cicatrisées trop tôt et qui se confondent.

La mélancolie est une tristesse dont on a oublié la cause.

Le hasard n'est pas un petit dieu malin, mais redoutable.

J'ai remarqué que l'ironie est souvent la forme de la pudeur chez les civilisés, et parfois du désespoir.

La malice est cordiale, sociable, et, au fond, conservatrice.

La distinction des manières correspond à des sentiments secrets qui sont la mesure, le respect de soi et des autres.

Quand on analyse les charmes de la simplicité, on est bien près de ne plus être simple.

Le respect qu'on marque aux personnes âgées est une sorte de compassion déférente qu'on leur accorde à cause de tous les tristes spectacles qu'elles ont vus. Les Florentins disaient de Dante : voilà celui qui revient de l'Enfer. Les personnes qui ont dépassé la soixantaine ont dans le regard des souvenirs qui seraient égaux en gravité douloureuse à ce que vit Dante et qu'elles ont réunis malgré elles sans sortir du monde. C'est ce qu'on appelle l'expérience.

La sérénité implique le détachement.

L'Occidental n'a pas le sens de la résignation.

La Tolérance est trahie souvent par une parente pauvre avec laquelle des observateurs superficiels la confondent et qui s'appelle l'Indifférence.

L'oubli des injures, chrétiennement, c'est une vertu, mais, socialement, c'est un désordre.

Je ne suis pas assez chrétien pour pratiquer le pardon des offenses; mais je suis assez philosophe pour en pratiquer le mépris.

L'ennui est nécessaire : il allonge la vie.

La vie est si courte que nous l'avons divisée en jours pour nous faire illusion, comme les enfants coupent un bloc en petits morceaux, afin d'en posséder davantage et faire du volume.

Vieillir, c'est avoir conscience du temps et de la lente morsure des minutes.

FRANCIS CHEVASSU.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

APRÈS
UN AN DE STABILITÉ DU FRANC

Un an est passé depuis que la Banque de France, se portant acheteur, en quantités illimitées, des devises étrangères que l'on présentait sur le marché et vendeur de celles que l'on y demandait, put fixer à peu près le cours du change. Ainsi commença la « stabilité de fait » du franc, qu'aucune oscillation de quelque importance n'a plus troublée jusqu'à présent. On avait prévu et annoncé maintes fois que le retour de notre monnaie à la stabilité déterminerait une crise, plus ou moins pénible, d'adaptation générale. Aujourd'hui, on en peut juger sur une période assez longue pour que la courbe des phénomènes ait une signification probante. On en peut juger d'autant mieux que la « stabilité de fait », par l'incertitude qu'elle laisse subsister malgré tout dans les affaires, — incertitude qui gêne principalement les opérations à long terme, — comporte, à certains égards, une épreuve plus dure que la « stabilisation légale ».

Rappelons un fait, que la foule, vivant au jour le jour, n'aperçoit pas volontiers, mais qu'il faut lui remettre sans cesse sous les yeux, pour qu'elle prenne patience et se garde de regretter une ivresse empoisonnée. La stabilité du franc n'a

causé et ne peut causer, à proprement parler, aucune crise. Elle révèle simplement les ravages, les erreurs et le déséquilibre antérieurs, que l'inflation et l'instabilité, seules, avaient provoqués. Le fameux « mètre en caoutchouc » ayant servi, pendant plusieurs années, à donner de fausses mesures, ces mesures sont rectifiées, dès qu'on reprend un mètre véridique et authentique. M. Poincaré l'a dit avec force au Sénat : « La crise n'est pas la conséquence du remède que nous avons apporté à la situation. Elle est la conséquence du mal auquel nous avons remédié. »

Qu'on ne croie pas à une thèse inventée après coup ! Pendant tout le temps que durèrent l'instabilité monétaire et la griserie, pour certains, de l'enrichissement trop facile, il ne fut homme averti qui ne criât : « Vous croyez vous enrichir, mais vos comptes sont faux. La gêne que vous éprouverez un jour sera en proportion même de votre aisance présente. »

Nous ne sommes donc pas maîtres d'atténuer la crise, dont certaines gens se plaignent, par un retour aux errements qui nous ont causé tant de mal. Si nous le faisions, nous retomberions plus bas que jamais, et l'effort serait bien plus douloureux pour nous relever. En revanche, dans la mesure même où notre redressement restera constant, l'épreuve deviendra moins pénible, laissant une marge croissante pour le libre jeu d'un organisme assaini.

* * *

Assainissement moral, d'abord.

Combien, déjà, l'aspect moral de la France a changé depuis un an !

Les symptômes morbides qui accompagnaient naguère les progrès alternés de l'inquiétude et de la spéculation dans toutes les couches de la société, ont à peu près disparu. Le désespoir à la fois jouisseur et affolé qui entraînait les gens à tout dépenser ou à tout risquer de peur de tout perdre, est fini. Les institutions, comme la famille, qui reposent sur la durée, n'ont plus d'assise, du moment que le lendemain est compromis ; elles retrouvent leur assise, dès que le lendemain est assuré. Le travail a cessé de paraître une duperie : duperie de l'effort dont le fruit était toujours déprécié d'avance, tandis que le jeu, s'il

présentait des risques de perte, offrait au moins une chance de gain.

L'épargne populaire, cette forme traditionnelle de la moralité française, a repris son rythme ancien. En un an, le montant des dépôts dans les caisses d'épargne a augmenté de quatre milliards de francs-papier. Si l'on tient compte de la valeur-or de l'épargne, qui permet, seule, de mesurer les restrictions réelles que s'impose l'épargnant, le montant des dépôts dans les caisses d'épargne a doublé : 1866 millions de francs-or en juillet 1926 contre 3765 millions en août 1927... Il est vrai que les caisses d'épargne accordent aux déposants certains avantages pour l'intérêt de l'argent.

Assainissement social, ensuite.

Il ne suffit plus, à présent, de détenir des dollars et des livres sterling pour occuper le haut du pavé, récolter des sourires ou saluts et être obéi au moindre signe. Nous ne voyons plus l'humiliation de pauvres Français se croyant obligés d'offrir leur considération à n'importe quel étranger de passage. Les fonctionnaires, les « intellectuels », les petits bourgeois n'ont pas encore regagné leur position d'autrefois ; mais, du moins, personne n'ose plus les mépriser, les vouer à une mort sans phrases. Les contrats ont repris quelque valeur, et la propriété n'est plus un jeu de hasard. Le principe d'obligation, qui reste le premier des principes sociaux, correspond de nouveau à des réalités tangibles et contrôlables.

Assainissement politique, enfin. Oh! ce n'est pas parfait! Mais, — on l'oublie trop vite, — nous revenons de loin.

Nous revenons, si l'on peut dire, d'un état de choses où la politique française, dans la crainte de précipiter la chute du franc, n'osait ni agir ni réagir vis-à-vis de l'étranger, où l'on ne pensait qu'à solliciter des emprunts aux États-Unis et en Angleterre, où l'Allemagne, par des voies plus ou moins détournées, nous faisait offrir un prêt, où, en Alsace, pour ne citer que cet exemple, la propagande autonomiste se fondait sur une comparaison du franc-papier et du mark-or... Aujourd'hui, nous faisons une autre figure dans le monde, une très grande figure : ceux qui voyagent peuvent en témoigner.

On dit, avec raison, que la stabilité du franc reflète la stabilité de notre politique intérieure. Mais on dirait aussi, — tellement les deux choses sont liées! — que la stabilité politique

reflète la stabilité monétaire. On pense bien que le cabinet Poincaré et l'union nationale même n'eussent pas résisté à de nouveaux soubresauts du change.

Quand on écrira, d'une manière objective, l'histoire de la législature qui va finir, on constatera le parallélisme rigoureux des mouvements de la politique et des mouvements du change. Gardons-nous d'en tirer des conclusions hâtives. Mais enregistrons le fait. Le premier cabinet Herriot dura tant que le cours du franc ne tomba pas trop brusquement. Une chute brusque du franc entraîna M. Caillaux, une autre M. Painlevé. Puis les chutes successives du franc, provoquant des chutes successives de ministres des Finances, finirent par mettre à la fois le gouvernement et le Parlement dans une impasse. Le cabinet Poincaré lui-même ne cessa d'avoir à se défendre contre des embûches qu'à partir du moment où fut acquise la stabilité du franc... Aujourd'hui, le Parlement, pour qui compare le calme et la discipline de ses délibérations au désordre et aux fureurs de naguère, apparaît comme un temple de sérénité.

Ajoutons que l'État a regagné du prestige dans la mesure où est restauré le crédit public.

***

Cela constaté, nous entendons les deux questions que l'on nous pose : l'assainissement n'a-t-il pas coûté trop cher à la nation ? l'assainissement, tel qu'on le pratique, est-il durable ? Deux questions, au fond, solidaires.

Les théoriciens ou les gens simplement avertis des expériences antérieures avaient annoncé qu'un retour du franc à la stabilité, faisant apparaître les ravages causés par l'inflation, nous exposerait aux phénomènes suivants, phénomènes, d'ailleurs, en tout cas et tôt ou tard, inévitables : déséquilibre de la balance du commerce extérieur, dépression économique qu'accompagneraient des faillites et du chômage, diminution des rentrées d'impôts qui, à la longue, mettrait en péril la solidité du budget et nécessiterait une nouvelle adaptation du système fiscal. La précarité des ressources budgétaires et la renaissance fatale des querelles parlementaires atteindraient de nouveau le crédit de l'État, crédit d'autant plus vulnérable que la « confiance » n'avait ramené à la Banque et au Trésor que des capitaux nomades.

Or, on observe bien les phénomènes annoncés. Mais ces phénomènes n'ont ni l'ampleur, ni la profondeur, ni la brutalité que l'on pouvait craindre. La courbe du redressement financier et monétaire de la France implique, sans doute, un patient et pénible effort. Pourtant, comparée à celles d'autres pays, elle apparaît d'une douceur peu commune. C'est un fait très remarquable. En essayant de l'expliquer, nous verrons mieux les imprudences à ne pas commettre et les chances à soutenir.

Depuis un an, le déséquilibre, que l'on avait craint, dans notre commerce extérieur, n'est pas apparu d'une manière très sensible. A peine, pendant les mois qui suivirent l'épuisement des commandes de la période d'inflation, la somme des marchandises importées surpassa-t-elle la somme des marchandises exportées. Aujourd'hui, la balance nous est de nouveau très nettement favorable. Même en valeur-or, non seulement nos échanges avec l'étranger ont beaucoup augmenté depuis 1914, mais ils nous laissent un large bénéfice, alors qu'avant la guerre, nous restions débiteurs, au moins en apparence.

C'est là, sans doute, notre principale chance, une chance exceptionnelle. Car une nation dont la balance des comptes révèle régulièrement un solde créditeur, si, par ailleurs, l'insécurité politique ne provoque pas la fuite des capitaux, n'a rien à craindre pour sa monnaie; bien plus, elle est en mesure d'acheter de l'or et, par conséquent, de reprendre un rôle actif et dominant sur le marché monétaire. Ni l'Angleterre, ni l'Allemagne, ni l'Italie, en dépit de leur politique de prestige, n'ont une chance pareille.

A quoi devons-nous cette chance? Très probablement au fait que les prix de nos produits et marchandises restent inférieurs, en valeur-or, aux prix des mêmes produits et des mêmes marchandises dans d'autres pays. Pour conserver un avantage aussi décisif, nous devons donc nous efforcer d'empêcher toute hausse des prix.

De fait, non seulement nous avons réussi, jusqu'à présent, à empêcher la hausse des prix, mais on a constaté une baisse marquée. De mai à novembre, les produits agricoles ont subi une baisse, d'ailleurs excessive, de 25 pour cent. Les prix de l'industrie ont fléchi légèrement, et les prix de détail mêmes ont diminué de 12 pour cent.

Cette baisse des prix, bien plus que la stabilité du franc proprement dite, est la cause du léger phénomène de dépression économique que l'on peut observer, — baisse des prix qui consolide, d'ailleurs, les avantages procurés à l'épargne par le redressement monétaire.

La résistance de notre commerce extérieur aux contrecoups, d'abord, d'une revalorisation précipitée, puis d'une stabilisation de fait, a sauvé notre économie de la dépression profonde que l'on redoutait. Il y a une « crise économique », mais cette crise n'est que partielle, limitée au marché intérieur.

Même sur le marché intérieur, la crise, bien qu'elle ait causé quelque chômage et une diminution sensible du volume des affaires, n'a guère entraîné de défaillances graves. Elle paraît relativement bénigne auprès de la crise de 1920-1921. En tout cas, l'industrie et le commerce la supportent avec beaucoup plus d'aisance. Les bénéfices sont réduits, parfois jusqu'à disparaître, mais la solidité des entreprises n'est pas atteinte. Surtout, la crise elle-même semble stabilisée, comme si les éléments favorables et défavorables étaient compensés.

Tâchons de découvrir les éléments favorables et les éléments défavorables.

L'industrie et le commerce français ont échappé à une crise brutale, grâce à la prudence dont ils avaient fait preuve durant la période d'inflation. La France n'a subi l'inflation massive que pendant un temps assez court, de l'automne de 1925 au printemps de 1926. Elle l'a subie après que les autres nations de l'Europe en avaient fait l'expérience et dégagé les enseignements. Nos industriels, nos commerçants, nos banquiers et leurs conseillers étaient très avertis des risques qu'ils couraient. La panique ne dura pas assez longtemps pour leur ôter leur sang-froid et les jeter en de folles spéculations. Quand l'heure vint pour eux, comme on dit, de « se retourner », ils avaient encore une souplesse suffisante.

Les risques essentiels de l'inflation, pour l'économie d'un pays, est qu'elle pousse cette économie, d'une part, à des « immobilisations » exagérées en immeubles proprement dits et en stocks de marchandises, et, d'autre part, à des aliénations imprévoyantes sous l'influence des hauts prix. La sauvegarde consiste à ne pas s'immobiliser, la prévoyance à ne pas se

dépouiller, autrement dit à maintenir la liquidité et l'indépendance de son capital et de son fonds de roulement. On pouvait se demander dans quelle mesure l'industrie et le commerce avaient observé ces règles de sauvegarde. Mais, une fois commencée l'œuvre de restauration financière, l'affluence des capitaux rapatriés montra que la liquidité des réserves et des fonds de roulement avait été, en grande partie, préservée. On constata, d'autre part, que, sauf sur quelques places, il n'y avait pas de stocks importants de marchandises. Une débâcle n'était donc pas à craindre.

Aussi bien cette absence de stocks corroborait-elle l'impression de sécurité que donnait, d'autre part, le niveau des salaires. Ni les patrons, ni les ouvriers ne s'étaient livrés à une spéculation réelle contre le franc. Les uns n'avaient pas tablé sur l'éventualité d'une hausse ininterrompue des prix des marchandises; les autres n'avaient pas poussé à une augmentation folle des salaires. Ainsi les industriels s'épargnèrent le risque d'innombrables faillites, les ouvriers le risque d'un chômage très étendu.

Enfin, l'abondance des capitaux à court terme, provenant soit du repatriement des réserves, soit de la confiance restaurée de l'épargne, rendait facile le colmatage des points faibles.

Le rétablissement de la monnaie intervenait donc dans une économie saine, sur des bases assez solides pour que l'activité nationale pût recommencer à fonctionner normalement.

* * *

Cependant une crise peu profonde, mais tenace, — une sorte de paralysie de surface, — apparut alors. Elle continue sans qu'on puisse en prévoir l'atténuation. Quelles en sont les causes?

D'abord, de toute évidence, l'inflation et la frénésie de dépenses qui en résultait, de la part du public, avaient artificiellement grossi le volume des affaires. D'où, le calme revenu, un tassement inévitable.

D'autre part, le poids des impôts est beaucoup plus lourd que jadis. Plus lourd, non seulement parce que des augmentations de taxes et des taxes nouvelles, les unes et les autres massives, furent votées en août 1926 pour garantir l'amortissement de la dette et le « superéquilibre » du budget, mais aussi parce que

la valeur réelle du franc-papier ayant augmenté, la charge réelle que représente, pour le contribuable, le montant de ses contributions, a augmenté dans la même proportion. Cette augmentation de la valeur réelle des impôts, ajoutée au nombre plus grand et à la majoration nominale desdits impôts, vaut d'être soulignée. Elle fait que, d'une année à l'autre, la charge fiscale a été pratiquement doublée. Si, par exemple, l'on compare les recettes fiscales, en francs-or, pour juin 1926 et 1927, on trouve, pour juin 1926, 360 millions de francs-or et, pour juin 1927, 706 millions de francs-or. Pendant le seul mois de novembre 1927, les recettes fiscales montèrent à près de 1 100 millions de francs-or. En 1913, les recettes ne dépassaient guère une moyenne de 350 ou 360 millions de francs-or par mois.

Nous ne prétendons pas, comme le font certains, que la nation ne puisse supporter sans fléchir un tel fardeau. A vrai dire, elle l'a supporté, cette année, dans les conditions les plus défavorables, avec une vigueur étonnante. Ce fardeau n'en apparaît pas moins d'un poids extrême. Il serait dangereux, croyons-nous, de l'alléger prématurément, mais une des tâches techniques de la prochaine législature devrait consister à le mieux répartir et à l'assouplir.

L'aménagement de notre budget deviendra, d'ailleurs, plus aisé à mesure que le crédit public sera restauré, et que le taux d'intérêt de l'argent à long terme baissera. Dès lors, en effet, l'État pourra procéder à des consolidations moins onéreuses...

Mais le taux d'intérêt de l'argent à long terme ne diminuera guère, tant que la stabilité du franc n'aura pas été consacrée par des garanties légales. Nous touchons ainsi une autre cause de la crise économique.

Faute de garanties quant aux conditions définitives de la stabilisation, l'esprit d'entreprise demeure hésitant. Personne ne veut assumer d'engagement à long terme. Les patients desseins et les constructions d'envergure sont en suspens. L'activité nationale n'a plus la fièvre, mais son souffle reste court... Faut-il se plaindre, autant qu'on a coutume de le faire, de la prolongation d'un tel état de choses? Peut-être cette période de prudence forcée et d'hésitation réfléchie comporte-t-elle certains avantages. Elle laisse l'organisme se désintoxiquer à loisir avant de reprendre tout son élan.

L'organisme, en tout cas, a fait sa preuve de résistance. Il aurait même repris déjà un aspect florissant, malgré le poids des impôts et malgré l'attente de la stabilisation légale, s'il n'avait subi, cette année, les effets d'une crise particulière, la crise agricole, déclarée brutalement.

En France, il ne faut jamais l'oublier, la moitié de la population, c'est-à-dire la moitié des consommateurs, dépend de l'agriculture pour son travail, son revenu et son rythme d'existence.

Mais, objecte-t-on, si les paysans sont nombreux, ils consomment peu. A vrai dire, en période de hausse des prix, le paysan achète moins de marchandises et des marchandises moins chères que le citadin. En revanche, quand la population paysanne est gênée, elle se restreint beaucoup plus brutalement et plus complètement que la population des villes. Cela, en raison d'un fait souvent méconnu : à savoir que, pour le paysan, la limite du superflu est sensiblement plus large que pour le citadin.

Une reprise sensible de l'activité industrielle était constatée à la fin de l'été dernier. Cette reprise tomba brusquement dès qu'apparurent les signes d'une débâcle des prix agricoles.

On présume que le ralentissement moyen des affaires, au cours de l'année 1927 et par rapport à 1926, fut d'environ 30 pour 100. Or nous avons observé que l'exportation avait peu fléchi. D'autre part, la consommation des villes n'a diminué que dans la proportion du chômage. On peut donc supposer que, pour moitié au moins, la crise générale provient d'une restriction des achats de la population rurale.

La baisse des prix agricoles, ainsi que la paralysie du marché immobilier, résultant de plusieurs causes, et notamment de la taxe exceptionnelle sur la première mutation, ont contribué à la dépression de l'activité boursière. En effet, par des voies diverses, l'épargne paysanne, depuis la guerre, affluait à la Bourse. Le produit même des ventes d'immeubles servait souvent à l'achat plus ou moins provisoire de valeurs mobilières.

Malgré le risque supplémentaire que comportaient pour elle deux années successives de mauvaises récoltes et une chute trop brutale des prix agricoles, notre économie n'a pas cédé. On n'observe ni faillites nombreuses ni chômage étendu Le

commerce extérieur de la France demeure mieux équilibré que celui d'aucun grand pays de l'Europe. Les recettes fiscales donnent, en valeur-or, des sommes très élevées, si élevées qu'elles apparaissent comme le maximum réalisable à ceux-là mêmes qui préconisaient naguère l'impôt sur le capital... Que reste-t-il donc pour nous inquiéter?

Sans doute on disserte encore sur la solidité de la Trésorerie, on scrute les bilans de la Banque de France. Ces bilans sont très clairs, ils ne dissimulent rien, ils révèlent une « situation » telle que personne ne saurait, dans les circonstances présentes, la concevoir meilleure.

Il est vrai que, pendant les derniers mois de 1927, la circulation des billets a augmenté d'environ trois milliards de francs-papier. Quelques observateurs s'en sont émus. On a parlé de nouveau d'une sorte d'inflation. Le fait a des causes toutes naturelles et très saines. Peut-être faut-il y voir, en partie, l'effet de la conversion de la dette flottante en bons à deux ans, conversion qui, en privant le marché d'un moyen d'investir ses disponibilités à très court terme, repousse vers la circulation ou la thésaurisation un certain nombre de billets. Mais il s'agit surtout d'un phénomène saisonnier.

Avant la guerre, les bilans de la Banque de France trahissaient toujours, à l'automne, un accroissement marqué du montant des billets en circulation. La monnaie étant stabilisée et, par là, les conditions normales rétablies, le phénomène saisonnier devait reparaître. De fait, si l'on compare, en valeur-or, les mouvements saisonniers de la circulation d'autrefois et d'aujourd'hui, on constate une correspondance à peu près exacte.

***

L'œuvre poursuivie depuis dix-huit mois a été conduite et réalisée d'une manière magistrale. Il serait aussi puéril d'y chercher des fissures que de méconnaître le surcroît de prestige qu'elle a donné à notre nation. Nous ne songeons ici à diminuer le mérite d'aucun peuple ou gouvernement étranger. Mais le redressement financier de la France ne le cède, en réussite, en solidité et en prudence calculée, au redressement de qui que ce soit.

Il n'y a rien, non plus, qui puisse nous inquiéter dans

l'avenir. Notre destin financier et monétaire comporte de belles perspectives, si nous continuons l'effort brillamment commencé et savons l'appliquer aux points essentiels.

Une aggravation de la crise économique, dans les circonstances actuelles, n'est pas vraisemblable. Pour que la crise devînt plus profonde, il faudrait que notre commerce extérieur fléchît, autrement dit que les prix de revient de la production fussent de nouveau surchargés. Il dépend, d'une part, des pouvoirs publics de ne pas imposer de surcharge dangereuse aux producteurs et, d'autre part, des producteurs eux-mêmes de « rationaliser » leurs frais d'exploitation.

Il convient, d'ailleurs, de ranimer le marché intérieur. Cela ne peut être fait que par une meilleure répartition et une assiette plus étudiée des impôts et par une politique agricole de grande envergure. Sans une politique agricole de large prévoyance et d'abondante production, il serait difficile de maintenir les salaires, et par conséquent les prix de revient industriels, à un niveau qui garantisse la prospérité générale.

On ne saurait, au surplus, procéder à une stabilisation légale que moyennant l'assurance que des dédommagements légitimes seront offerts aux soutiens loyaux du crédit public, aux souscripteurs de fonds d'État. Il y va, non seulement du bon renom de l'État, mais de sa sécurité future.

Tout cela, qui ne comporte pas de très grandes difficultés, mais qui exige de la méthode, de la science et de la continuité de vues, sera la tâche de la prochaine législature. Étant bien entendu que la prochaine législature ne rouvrira pas la plaie des discordes civiles...

Lucien Romier.

ALTESSES EN VOYAGE

Parmi les princes qui ont couru le monde, — et ils ne sont plus aussi rares, — je n'en vois pas un qui puisse l'emporter sur le Prince auquel le docteur Récamier vient de consacrer un beau livre : *L'Ame de l'Exilé. Souvenirs des Voyages de Monseigneur le Duc d'Orléans* (1) !

Quelle vie d'expéditions, d'explorations, de chasses et d'aventures ! Tout jeune, en 1886, il prend du service dans l'armée anglaise, faute de pouvoir en prendre dans l'armée francaise, et il se fait envoyer, sous-lieutenant de chasseurs à pied, dans un poste de l'Himalaya. En 1888, il inaugure ses grandes chasses au Népaul. Il a dix-neuf ans lorsqu'il tue son premier tigre et prouve aux Anglais que les jeunes Français savent aussi bien qu'eux courre le gros gibier. Cependant ce n'est pas ce gibier-là qu'il préfère. Il a entendu naguère, au château d'Eu, les récits du bon voyageur Xavier Marmier, si curieux des raretés et comme qui dirait des joailleries de la nature. Et il rêve déjà d'une collection d'oiseaux qui serait merveilleuse. C'est pourquoi il aime à s'égarer au déclin du soleil dans l'immense et sauvage volière que lui ouvrent les jungles. Les chasses au tigre, dans les clairières, les sombres nuits de l'Inde illuminées par les lucioles, des expéditions en Afghanistan, la descente de l'Indus, la visite de Ceylan : ce furent là les jeux de son printemps.

En 1892, — il a vingt-trois ans, — il chasse les éléphants, les rhinocéros et les lions au pays des Somalis. Il marchera, des journées entières, en plein soleil, dans des steppes arides où l'eau est rare et infectée. Mais il aimait mieux le campement entouré du rugissement des lions que la plus confortable chambre dans un palace du Caire

(1) Librairie Plon.

ou de Louqsor. Entre temps, il allait retrouver ses parents à Villamanrique, en Andalousie. Au sud du domaine s'étend un delta d'alluvions du Guadalquivir nommé la Marisma : des marécages, des îlots, des dunes, des maquis, au-dessus desquels planent les aigles et les vautours. Tous les petits fauves de l'Europe s'y rencontrent et tous les oiseaux migrateurs. Le prince était l'hôte et l'explorateur de cet empire marécageux. Il y organisait de véritables expéditions. Il y restait des heures et des heures à l'affût au milieu des roseaux, malgré les moustiques, indifférent au grouillement et au glissement des reptiles. Il n'avait peur de rien. Il aimait les risques, les longues marches, les retours incertains dans les ténèbres, les torrents que le matin on a traversés ruisseaux.

En 1896 il achète son yacht la *Maroussia*. Ses croisières en Méditerranée le mènent à Constantinople où le Sultan le reçoit officiellement. Puis il monte vers le nord. Il longe les côtes de Norvège. Il atteint les îles Lofoten. C'est le plein été. Il s'enchante, des nuits entières, de cette navigation dans un archipel où la nature dort les yeux ouverts, entre de hautes falaises rocheuses couvertes d'oiseaux, sous le silencieux soleil de minuit. Il veut aller plus loin jusqu'au Spitzberg. Il en revient avec la nostalgie des contrées polaires. Comme il avait senti la beauté des jungles de l'Inde, il sent, encore plus vivement peut-être, la féerie de l'Extrême Nord. Il remplace son yacht par un bateau qui peut s'engager dans les banquises, la *Belgica*, et il gagne le Groënland. Il en rapporte d'étonnantes visions : une mer d'acier poli ; des glaciers aux architectures étranges, étrangement colorés par un soleil qui se traîne à l'horizon ; une Venise de cristal, des canaux profonds et limpides et, couché sur la glace, un monstre marin, un phoque, comme le dieu de ces solitudes fantasmagoriques. Mais il en rapporte mieux encore. Ce fut à ce voyage qu'il découvrit une terre ignorée de tous les explorateurs. Il la vit de ses yeux se dégager des brumes où elle semblait dormir depuis le commencement du monde : d'abord des points noirs qui trouaient le brouillard, puis des fantômes de montagnes séparés par des fjords; puis de sombres îlots, et à l'entrée d'une vaste baie, une île arrondie autour de laquelle nageaient des phoques. On y descendit et on parvint à un endroit où la terre était fleurie de renoncules et d'anémones et où rampaient de petits saules arctiques. Le prince eut la joie d'y planter le pavillon français et de la baptiser *Ile de France*. Quant à la côte qui fuyait par derrière et où la violence des courants sous les glaces l'empêcha d'aborder,

l'amirauté danoise la nomma *Terre du duc d'Orléans*. Le voyage se termina par une visite de l'Islande, ce pays de petits chevaux, de petits arbres et d'énormes légendes.

En 1907, il veut tenter le passage de la mer de Kara au détroit de Behring, comme l'avait fait Nordenskjold, mais sans hiverner. La banquise, qu'il avait trouvée jusque-là sinon hospitalière, du moins presque bienveillante, changea de visage et prit sa revanche. Ce n'était plus la blancheur immaculée des glaces du Groënland. C'était une glace sale, une glace noire et convulsée sous un ciel noir. A plusieurs reprises, le navire fut en perdition. Les deux premiers voyages du prince dans le monde polaire avaient été plus heureux en résultats scientifiques. Cependant sa pénible expérience de la mer de Kara lui permit de recueillir des documents précieux pour l'océanographie, l'étude magnétique et l'histoire naturelle.

Deux ans plus tard il revint encore au Groënland et poussa jusqu'à la Terre de François-Joseph. Ce fut sa dernière expédition dans ces régions glaciales qu'il avait nommées « le pays de l'ennui et de la mort », un jour que, bloqué par la banquise, il faisait de la musique et du filet, comme au temps de son emprisonnement à Clairvaux. Désormais, sauf un voyage en Argentine et au Chili, et un autre au Turkestan, c'est l'Est africain qui l'attira et le retiendra.

Il y reprit ses grandes chasses et y continua sa collection d'oiseaux. Beau pays où les animaux viennent au-devant du chasseur, souvent même avant qu'il les désire. Vos invités écrasent sur votre seuil un serpent aux crocs mortels qui se disposait à les précéder. Vos enfants qui couraient jouer au jardin y trouvent un boa comme compagnon de jeux. Votre petite fille aperçoit sous son lit un gros chat ; et ce chat est une panthère. Vous sortez pour vous rendre à la ville : un rhinocéros qui a perdu son chemin vous barre le vôtre. Défiez-vous des massifs de mimosas : des lions peuvent s'y cacher. Je ne jurerais pas que le docteur Récamier n'ait point soupiré quelquefois après des pays moins riches en imprévu. Mais le Prince, jamais las de ces surprises, s'accommodait à merveille de l'insécurité.

On le vit à Khartoum ; il remonta le Nil Blanc. En passant à Fachoda, il alla s'incliner devant les derniers vestiges du fort élevé par le colonel Marchand et rasé par les Anglais. Il traversa le Bahr-el-Ghazal. La nature ne lui avait pas encore offert le spectacle de tant d'oiseaux. Son dernier voyage ne fut qu'une course rapide dans la steppe désertique qui s'étend des monts d'Abyssinie au Nil Bleu. Il ne rencontra pas ce qu'il cherchait, ni les oiseaux rares ni ses

impressions de jeunesse quand il était chez les Somalis. Pour une fois il se sentait et on le sentait las.

Mais on l'avait souvent senti triste. Un philosophe disait : « Vous vous proposez de voyager pour échapper à votre misère. A quoi bon? Vous l'emportez avec vous. » Le Prince emportait la sienne avec lui : c'était la douleur de l'exil. « Mon existence, a-t-il dit, ne pouvait être qu'un voyage perpétuel, puisque le sol de ma patrie m'était interdit. » Il aimait d'autant plus son yacht que c'était là seulement, entouré de Français, qu'il se donnait l'illusion de vivre en France. Dès qu'il revenait à terre, la lourde sensation de l'ostracisme retombait sur lui. Il ne lui était pas permis de s'en distraire longtemps. Au besoin, on lui rappelait sa douloureuse, son injuste condition. En 1925, à Jérusalem, un prêtre de Paris qui faisait une conférence à Notre-Dame de France lui fit demander de ne pas y assister!

Il adorait la France. Il avait toujours près de lui un coffret rempli d'un peu de terre de France. Lorsqu'il découvrit l'Ile de France et que nos couleurs y flottèrent, l'émotion l'étreignit. « Il faut avoir subi l'exil, écrit-il, et savoir ce que coûtent vingt ans de cette atroce torture, pour comprendre ce que peut ressentir en un pareil moment un cœur d'où rien n'a pu chasser la hantise de la patrie absente. » Il n'admettait pas qu'on parlât devant lui de la France diminuée par la République : il devenait aussitôt distant et froid. Ses sympathies ne s'inquiétaient point des opinions politiques ; il n'en tenait aucun compte chez les bons serviteurs du pays. Du jour où M. Clemenceau « fit la guerre », son portrait fut placé dans le cabinet de travail du prince et y resta. Mais cette France, — son éternel soupir, — le méconnaissait ou l'ignorait. On le représentait toujours comme un prince qui s'amuse. Il était bien plutôt un drame vivant. Seulement sa belle humeur naturelle et sa cordialité lui servaient à masquer sa profonde mélancolie. Le docteur Récamier, qui le voyait chaque soir, même fiévreux, consigner dans son journal les résultats de sa journée, se disait que « ce goût de l'ordre, de la précision, eût été inestimable si le prince, au lieu d'être réduit à employer son activité à classer des oiseaux, avait présidé des conseils importants ». Cette réflexion, le récit de ses voyages nous amène constamment à la faire. Quel admirable soldat eût été le chasseur de la Marisma! Le chef de tant de rudes expéditions, quel bel entraîneur d'hommes! Il avait la prestance, la santé, le courage et l'énergie, un esprit ouvert, un goût sûr, une générosité très vive, le don de gagner les cœurs. Ces qualités n'ont rien produit pour le bien public. Elles sont

restées lointaines et stériles comme la terre arctique dont il nous a fait présent. Il en avait la claire conscience et il en était désolé. C'est ce qui met sur cette figure de prince hardi et sentimental un point lumineux si impressionnant, et c'est ce qui donne à sa passion des voyages le caractère d'une activité irrésistible et désespérée.

En même temps que le docteur Récamier nous donnait ce livre, M^me^ la duchesse de Vendôme publiait un nouveau volume de *Notre Voyage en Afrique* (*Algérie, Tunisie, Maroc*), illustré par elle-même et préfacé par le grand Africain Louis Bertrand. Ce nouveau volume nous conduit au Maroc. Ses aquarelles, vivement enlevées et d'une esquise justesse de tons, sont un plaisir pour les yeux. Les rues de Fez, les jardins mauresques, les marabouts, les palais, les cimetières, les campements dans les montagnes ou au pied des dunes, la palmeraie de Marrakech : tout me paraît vrai et rendu avec un art très simple, mais très évocateur. Je recommande particulièrement le portrait de Sa Majesté Chérifienne, Moulaï Youssef : il est parlant, si on peut le dire du portrait d'un homme qui semble avoir peur du bruit de sa voix.

Quant au journal de route de la princesse, M. Louis Bertrand a raison d'écrire que, plus tard, lorsqu'on voudra savoir comment voyageait au XX^e^ siècle une Altesse royale, on n'aura qu'à y recourir. Mon dieu, elle voyageait comme si elle n'avait pas été une Altesse, comme une femme qui s'intéresse à tout, qui a un très vif sentiment de la nature et une curiosité toujours bienveillante des êtres humains. J'ajoute, — c'est un trait nouveau, — que cette princesse a fait toutes les lectures qui la préparaient à bien comprendre ce qu'elle devait voir. On pourrait lui reprocher de s'effacer trop discrètement derrière ses auteurs. Mais on admire à la fois et le choix de ses citations et sa modestie, à elle qui sait écrire en deux langues. Il est impossible de ne pas être conquis par ces pages si naturelles et si sincères, et il y en a qu'on ne lira pas sans émotion, comme celle où le colonel Nogès lui montre sous de grands palmiers le marabout de Sidi-Tahar : c'est là que se rendit Abd-el-Kader au général de Lamoricière qui le remit au duc d'Aumale. Le soleil, l'azur, le vent, redisent à la princesse cette glorieuse épopée de ses pères. Ne nous étonnons pas qu'elle peigne aussi bien la terre d'Afrique qui lui est deux fois « chère et sacrée! »

André Bellessort.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Joseph de Maistre, dans *les Soirées de Saint-Pétersbourg*, septième Entretien, met dans la bouche du Sénateur ces paroles : « Comment Dieu, qui est l'auteur de la Société des individus, n'a-t-il pas permis que l'homme, sa créature chérie, qui a reçu le caractère divin de la perfectibilité, n'ait pas seulement essayé de s'élever jusqu'à la Société des nations?... Et quand un certain nombre de nations conviendraient seules de passer à *l'état de civilisation*, ce serait un grand pas fait en faveur de l'humanité... La perfection n'est pas du tout nécessaire sur ce point; ce serait déjà beaucoup d'en approcher. »

Il est permis d'imaginer que M. Briand s'inspira de ce texte, où, pour la première fois, apparaît le mot de « Société des nations », quand, au mois de juin 1927, il proposa aux États-Unis la conclusion d'une sorte de pacte qui, constatant l'amitié historique enracinée entre les deux nations, proclamerait entre elles l'état de paix perpétuelle et mettrait « la guerre hors la loi ». Ainsi François Ier, après la bataille de Marignan, signa avec les cantons suisses une « paix perpétuelle » qui, en effet, ne fut passagèrement troublée qu'au temps de la Révolution. L'initiative de M. Briand fut accueillie avec faveur par l'opinion américaine qui se plaît aux manifestations de son propre idéalisme autant qu'à la démonstration de sa force. L'exemple serait sans doute plus probant si un pareil traité était conclu et observé entre deux grandes puissances séparées par une frontière commune, des intérêts divergents et des traditions de guerre. On ne peut guère imaginer, entre la France et les États-Unis, la possibilité morale et matérielle d'un conflit armé. « La guerre hors la loi » est une formule d'apparence séduisante, simple, trop

simple même, et il pourrait être intéressant que deux grands peuples prissent la résolution et donnassent le spectacle d'établir entre eux, comme une loi de leur constitution, cet état de paix que Joseph de Maistre appelle, d'une si belle expression, « la civilisation des nations ».

Mais, quand on en vint aux négociations, à la rédaction d'un texte, on s'aperçut que l'affaire était moins simple qu'elle n'était apparue au premier abord et qu'elle pouvait comporter d'assez sérieux inconvénients. Une chose est le mouvement très généreux, encore qu'imprécis qui fait que, — ainsi que le télégraphiait au journal *le Matin*, à l'occasion du jour de l'an, M. Nicholas Murray Butler, le président bien connu de l'Université Columbia et le directeur de la Dotation Carnegie pour la paix universelle, — « l'opinion américaine, sans considération de parti ou de politique se prononce chaque jour avec plus de force pour prendre avec la France la tête du mouvement pour mettre la guerre hors la loi »; et autre chose est la politique du président Coolidge, de ses secrétaires d'État et du Congrès. La négociation actuellement pendante est en réalité double. Il s'agit, d'une part, du renouvellement du traité d'arbitrage conclu le 10 février 1908, pour vingt ans, entre le secrétaire d'État Root et M. Jusserand, et complété, le 15 septembre 1914, par une convention « pour le règlement des litiges » prévoyant le recours à une commission de conciliation pour les litiges qui ne donnent pas lieu à arbitrage; et, d'autre part, de la proposition de pacte spécial faite par M. Briand en juin. M. Kellogg, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, propose à M. Briand, pour la convention d'arbitrage à renouveler, un texte nouveau, qu'il a communiqué à plusieurs autres puissances et dont le préambule contient une solennelle répudiation de tout recours à la guerre et donne par conséquent satisfaction au vœu formulé par la proposition de M. Briand. Quant au projet de mettre la guerre hors la loi, M. Kellogg s'en empare, mais en change profondément le caractère en suggérant d'en proposer la signature à toutes les grandes puissances. Examinons successivement les deux questions, qui sont à la fois distinctes et connexes.

M. Kellogg a adressé, le 28 décembre, à M. Paul Claudel, ambassadeur de France à Washington, une lettre de style élevé dans laquelle il expose ses vues sur ces deux propositions. Pour la première, il déclare que le traité qu'il offre au gouvernement de la République pour remplacer la convention de 1908 « élargit la portée de cette convention et consacre la décision très nette des deux gou-

vernements de prévenir toute rupture des relations d'amitié qui ont subsisté entre eux depuis longtemps ». Un projet de traité, qui n'a pas été publié, est joint à cette lettre. La convention de 1908 excluait de l'arbitrage les questions « intéressant l'honneur des parties contractantes ». Or, en pratique, n'est-il pas rare que les peuples se battent pour autre chose que pour des différends qui intéressent leur honneur? Comment d'ailleurs définir ces cas? Autant dire que, chaque fois que les passions nationales seront soulevées, l'arbitrage ne sera pas obligatoire. Par exemple, si un pareil traité avait existé entre les États-Unis et l'Espagne en 1898, il n'aurait pas été applicable aux incidents qui ont amené la guerre entre les deux pays. Le nouveau texte ne parle plus des questions qui intéressent l'honneur des parties, mais il précise celles que le gouvernement des États-Unis exclut. Elles sont au nombre de trois catégories : d'abord, celles qui intéressent une tierce puissance, ce qui déjà est assez large ; en second lieu, celles qui touchent à la doctrine de Monroë, c'est-à-dire, en pratique, tout ce qui se passe dans les trois Amériques ; enfin, celles qui ont trait à la politique intérieure des États-Unis, par exemple l'application des lois sur l'immigration. En somme, pour peu que la France, de son côté, introduise quelques exceptions, toutes les questions tant soit peu délicates pourront se trouver exclues.

Heureusement, la paix et l'amitié, entre la France et les États-Unis, sont fondées sur autre chose que sur de pareils textes et, toute guerre étant invraisemblable entre les deux républiques, les conventions qui organisent entre elles l'arbitrage sont d'importance secondaire. On ne saurait trop dire cependant qu'il est regrettable, qu'il est dangereux, de recourir, dans une cause si sacrée, à de pareilles logomachies. Si une convention d'arbitrage exclut précisément les cas difficiles, ceux qui peuvent soulever ces violentes rafales de passions nationales sans lesquelles toute guerre, à notre époque démocratique, est impossible en fait, elle n'est qu'un trompe-l'œil et par conséquent elle est dangereuse. Défions-nous de ce juridisme casuistique qui déforme les réalités politiques en prétendant les plier à ses formules. Si les États-Unis et la France se croient qualifiés pour que l'exemple qu'ils donnent soit érigé en règle de droit général, qu'ils renoncent à toutes exceptions, à toutes échappatoires, et prévoient pour tous les litiges, quels qu'ils soient, l'arbitrage obligatoire. Ils n'auront pas grand mérite à le faire, car, encore une fois, et très heureusement, entre eux les différends de nature maligne sont

invraisemblables et, s'il en surgissait un, les souvenirs d'un long passé indiqueraient aux deux gouvernements le chemin de la conciliation. Mais si l'on prétend légiférer pour toutes les nations, c'est sur de plus larges assises qu'il faut construire.

Dans la seconde partie de sa lettre du 28 décembre, M. Kellogg reprend la proposition de M. Briand, mais il la transforme : « Il m'est apparu que les deux gouvernements, au lieu de se contenter d'une déclaration bilatérale de la nature de celle qui est suggérée par M. Briand, pourraient apporter à la paix mondiale une contribution beaucoup plus éclatante en s'unissant dans un effort pour obtenir l'adhésion de toutes les principales puissances du monde à une déclaration par laquelle ces puissances renonceraient à la guerre en tant qu'instrument de politique nationale. » Une convention franco-américaine pouvait avoir l'avantage, puisque les États-Unis n'ont pas adhéré à cette Société des nations qu'un de leurs présidents a imposée à l'Europe, de rattacher indirectement l'Union à un système organisé de paix et d'arbitrage. Une convention générale n'aurait-elle pas l'inconvénient de se superposer à la Société des nations? C'est la préoccupation qui est apparue en France et surtout en Angleterre, dès qu'a été connue la proposition de M. Kellogg. S'il s'agit d'amorcer la création d'une nouvelle entente internationale, dont les États-Unis seraient le pivot et qui se substituerait à l'organisme de Genève, la question vaut la peine d'être étudiée, car ce ne serait pas un médiocre avantage que de réintégrer les États-Unis dans la société des États qui sont d'accord pour fonder la paix; mais il vaut mieux le savoir et le dire. Les articles du pacte sont très explicites et il ne manque guère à la Société des nations que les moyens matériels de faire exécuter ses décisions ; on n'ajoutera rien, si ce n'est des sanctions, à la force de l'article 10. Mais, à multiplier les pactes, les conventions et les traités, on risque de les invalider les uns par les autres : qui veut trop prouver ne prouve rien. Plus on multiplie les mesures prohibitives des boissons alcooliques, aux États-Unis, plus s'accroît le nombre des ivrognes et des cas de délire.

Le pacte de la Société des nations laisse au moins une porte ouverte à la juste guerre, celle qui unirait les signataires contre l'État ou la nation que le Conseil désignerait comme agresseur et contre lequel il recommanderait une action coercitive. La mise de la guerre hors la loi devrait au moins laisser subsister cette nécessaire exception ; il faut de même, en tout état de cause, maintenir la distinction fondamentale entre les gendarmes, et même le

bourreau, et les assassins. Il est vrai que cette discrimination, facile quand il s'agit des individus, n'est jamais simple, quand il s'agit des peuples, et qu'on se heurte toujours à la désignation, qu'il faudrait indiscutable, de l'agresseur. La totale extirpation de la guerre est évidemment, au moins de nos jours, une utopie; mais il est possible de réduire les cas où elle resterait l'*ultima ratio* et surtout d'élargir le cercle des États où la paix serait organisée et le recours aux armes exclu, non seulement des lois, mais aussi des esprits, des cœurs et des mœurs. De même que les guerres féodales ont disparu, on peut espérer que disparaîtront, au moins dans certaines régions géographiques, les guerres nationales. Mais la formule « la guerre hors la loi » a quelque chose de trompeur et même de puéril qui n'est pas sans danger. Bien plutôt que « la guerre hors la loi », c'est la guerre dans la loi qu'il faudrait réaliser, c'est-à-dire les possibilités et les modalités de guerre limitées par le cadre des lois internationales. Et encore ne devrait-on pas s'imaginer qu'il soit posssible d'enfermer la vie humaine avec ses passions, ses aspirations et ses besoins multiples, en des lisières juridiques trop étroites et rigides.

Quand, d'ailleurs, on regarde se développer, comme nous le faisions dans notre précédente chronique, la politique des États-Unis entraînés vers l'expansion et la suprématie par le poids formidable de leur or et de leur prospérité, disputant, enlevant déjà à l'Empire britannique l'hégémonie des mers, on se demande si la proposition du gouvernement américain, peut-être inconsciemment et malgré lui, ne recouvre pas ou n'aurait pas pour conséquence une sorte de contrôle des États-Unis sur la vie européenne. Les prédicants ne manquent pas, outre-Atlantique, qui considèrent l'Europe comme un nid de fourmis rouges occupées à s'entre-dévorer et parmi lesquelles il appartient à la grande République du Nouveau Monde de mettre la paix. Et pourtant, le seul point du globe, en dehors de la Chine, où l'on se batte actuellement, c'est le Nicaragua... Le rejet du pacte de la Société des nations et du traité de Versailles a mis la politique américaine dans une situation paradoxale et, à la longue, intenable. En fait, les États-Unis sont fort éloignés de se désintéresser de l'Europe, quand ce ne serait qu'en raison de la nécessité qui s'impose à eux de lui prêter le surcroît de leurs capitaux. La nouvelle proposition, dont, à en croire quelques journaux anglais, l'initiative émanerait de M. Houghton, ambassadeur à Londres, pourrait être un moyen détourné de faire rentrer les États-Unis dans les affaires européennes. Le *Journal de Genève* écrit avec raison que la proposition

Kellogg « marque une étape sur le chemin qui conduira les États-Unis à une collaboration plus étroite avec l'Europe ».

La France ne pourrait, pour sa part, que s'en réjouir. La plupart des difficultés qui ont assailli les Alliés après leur victoire sur les Empires centraux sont venues de la carence des Américains. M. Briand se trouve donc en présence d'un cas délicat ; le projet Kellogg est, à notre égard, parfaitement amical et c'est avec regret qu'on se voit obligé de faire des réserves sur la manière de l'entendre et de s'en servir. La réponse de M. Briand, transmise le 6 janvier, accepte en principe la proposition américaine, mais indique que, d'abord, la convention franco-américaine pourrait être signée, et laisse entendre qu'elle ne pourrait être transformée en un traité plus général qu'après une nouvelle mise au point. Un pacte franco-américain eût été bienfaisant, en tout cas inoffensif ; un pacte très étendu est une tout autre affaire et nous sommes obligés d'y regarder à trois fois avant de nous lier par des engagements supplémentaires que nous pourrions peut-être un jour nous trouver seuls à respecter. La politique est souvent plus simple que ne l'imaginent les diplomates. Si les États-Unis déclaraient tout simplement qu'en cas de guerre, ils se rangeront avec toutes leurs ressources du côté de l'État victime d'une agression et qu'en cas de doute ils imposeront aux deux partis la cessation des hostilités et le recours à l'arbitrage, ils arriveraient en pratique à la suppression des grandes guerres entre nations et, par surcroît, ils deviendraient les arbitres du monde.

Des régions où fleurissent les rêves mêlés d'aspirations généreuses et d'intérêts très précis, il suffit, pour reprendre contact avec les réalités, d'observer l'Europe : trop de wagons chargés de mitrailleuses y circulent. Ceux que les douaniers autrichiens ont saisis à la gare frontière de Saint-Gothard arrivaient d'Italie, sous le couvert de fausses déclarations, et étaient destinés, semble-t-il, à la Hongrie, encore qu'elle s'en défende. Le commerce et le transport des armes ne sont pas interdits, pourvu qu'ils ne soient pas clandestins et que les armes ne soient pas destinées à des pays dont l'armement a été strictement limité par les traités de paix. Cette découverte a vivement ému les États de la Petite Entente et particulièrement nos amis de Tchécoslovaquie. Les uns se demandent si, à la faveur des difficultés intérieures qui sont, en Roumanie, la conséquence de la mort du Roi et de celle de Jean Bratiano, les Hongrois ne chercheraient pas à réaliser une restauration des Habsbourg. Les autres voient, dans cette

expédition d'armes, la suite de la campagne diplomatique de l'Italie pour isoler la Yougoslavie, troubler l'harmonie de la Petite Entente et entretenir la discorde dans l'Europe danubienne. Il est certain que les intérêts de l'Italie la portent à organiser la division et à semer la zizanie dans toute cette région de l'Europe centrale et orientale où toutes les autres nations ont le plus grand désir de voir s'établir l'union et se consolider l'apaisement. C'est un danger; il y en a d'autres plus immédiatement inquiétants.

Pour deux raisons dominantes, la Russie soviétique doit, en ce moment, être surveillée de près. Lorsqu'un régime de révolution et de compression va se dissolvant et se transformant, s'il se sent menacé à l'intérieur, il peut être tenté de chercher, par la guerre extérieure, une diversion. Le gouvernement de Staline, après l'expulsion du parti communiste et la soumission assez piteuse des chefs de l'opposition, les Trotsky, les Zinovief, les Rakowsky, paraît maître de la situation; l'opposition, qui se prétendait l'unique héritière authentique des doctrines de Lénine, s'est aperçue qu'elle n'avait presque personne derrière elle dans le pays et même dans le parti communiste dont les membres seuls, on le sait, possèdent des droits politiques. Mais, par son succès même, l'équipe gouvernementale se trouve entraînée, à mesure que grandit l'influence de la nouvelle classe moyenne, à une politique moins internationaliste, plus russe. De même que M. Tchitchérine, au Congrès de Lausanne, a tenu le langage et adopté l'attitude de l'ancienne diplomatie des Tsars, de même aujourd'hui les intérêts politiques et économiques permanents de la Russie éloignée de toute mer libre portent le commissariat du peuple aux Affaires étrangères à une action plus intense dans les pays baltiques.

En ces derniers temps, l'U. R. S. S. a essuyé une série d'échecs diplomatiques qui ont eu à l'intérieur, au moment où le groupe au pouvoir avait besoin de prestige, une sérieuse répercussion. A Genève, Litvinof a sacrifié, nous l'avons dit, à une manifestation de propagande théâtrale, les avantages qu'il pouvait se promettre de sa bonne entente avec M. Stresemann et a obligé l'Allemagne à choisir entre l'Angleterre et la Russie soviétique. La paix entre la Pologne et la Lithuanie, demandée par le maréchal Pilsudski, acceptée par M. Voldemaras, fut, pour la diplomatie soviétique, une autre déception. Moscou prête volontiers, à la Pologne, des intentions qu'elle n'a pas et se persuade qu'elle se prépare à absorber la Lithuanie de gré ou de force; on veut voir, dans la solution, d'ailleurs bien pré-

caire, de la question lithuanienne préparée à Genève, une victoire de la politique britannique dans son entreprise d'encerclement de la Russie bolchéviste. Il est vrai que Voldemaras, à peine de retour à Kovno, s'empresse d'épiloguer sur les concessions qu'il a faites à Genève et prétend subordonner le rétablissement des communications normales entre la Pologne et la Lithuanie à l'abandon de Wilno par la Pologne. Une pareille attitude, après les ménagements que le Conseil de Genève a eus pour lui, semble confirmer l'opinion polonaise que, si la frontière s'ouvrait à des relations de bon voisinage, l'influence de la Pologne ne tarderait pas à l'emporter dans le pays lithuanien. C'est là précisément ce que redoutent les dirigeants de Moscou et il est évident que leur influence s'exerce plus que jamais à Kovno dans le sens de l'intransigeance. En Finlande, en Esthonie, les nouveaux ministères sont moins que jamais enclins à laisser envahir leurs pays par la propagande soviétique. En Lettonie, le ministère socialiste, qui entretenait de bonnes relations avec les communistes de Moscou, a été renversé. On parle de nouveau d'une fédération ou d'une alliance des États baltes pour la sauvegarde de leur indépendance. Une lutte sourde, constante, est engagée, dans tous les pays riverains de la Baltique, entre l'influence de Varsovie et celle de Moscou. C'est une histoire vieille de plusieurs siècles qui recommence ou plutôt qui se continue.

C'est en Chine que la politique bolchéviste a subi l'échec le plus cuisant. La bolchévisation de l'énorme masse du peuple chinois paraissait, il y a un an, en voie de s'accomplir : le plan organisé par Karakhan se développait avec succès. On pouvait craindre que le nationalisme chinois, par crainte des étrangers, ne devînt l'instrument et la proie du communisme russe. Mais les chefs du Kouo-min-tang, dont le gouvernement est à Nankin et qui sont les maîtres dans le bassin du Yang-tse, ont su se dégager de l'influence pernicieuse de la démagogie soviétique. Les dramatiques incidents de Canton viennent de leur fournir l'occasion d'achever le nettoyage et de se débarrasser de la propagande russe.

Canton, patrie de Sun-yat-sen, avait depuis longtemps un gouvernement socialiste sympathisant avec le communisme. Cette faiblesse allait coûter cher à la malheureuse ville. Le correspondant du *Petit Parisien* a donné, d'après un témoin, un tragique récit de ces sanglantes journées. Dans la nuit du 10 au 11 décembre, des bandes communistes armées se répandirent dans la ville, occupant les centres vitaux, enlevant les postes de police, massacrant tout ce qui

leur tombait sous la main. Les deux tiers des élèves officiers du régiment des cadets passèrent à l'émeute ; des étudiants formèrent avec des soldats un gouvernement soviétique. Et puis, durant deux jours, ce fut le pillage en règle des banques, des magasins, des maisons particulières et le massacre de tout ce qui paraissait « bourgeois ». Le consulat de Russie était le quartier général de l'insurrection que des agents russes dirigeaient. Les prisons ouvertes, tout ce que la ville comptait de bandits s'affublait des insignes rouges, afin de piller à l'aise ; l'incendie suivait le pillage. Les quartiers riches et commerçants de Canton ne sont plus que ruine. Le matin du troisième jour, une armée qui, sous les ordres du général Li-fou-kian, campait de l'autre côté du fleuve, entra dans la ville et l'occupa après quelques engagements assez vifs. Les bandes communistes se dispersèrent, jetant armes et foulards rouges. Alors, ce fut la répression et les vengeances. Trois mille individus furent fusillés, parmi lesquels vingt Russes dont le vice-consul et cinq employés du Consulat. Le Consul, arrêté, fut expulsé. A ces nouvelles, le gouvernement de Nankin obligea tous les agents diplomatiques russes à déguerpir des régions où domine le Kouo-min-tang. M. Tchitcherine en fut réduit à une vaine protestation auprès du ministère qui siège à Pékin, sous la protection de Chang-tso-lin, mais qui n'a aucun pouvoir sur le reste de la Chine.

La scission est aujourd'hui complète entre le nationalisme chinois et le communisme russe. Le temps n'est plus où Borodine pouvait se croire le maître de la Chine centrale. Il était à prévoir que le nationalisme chinois, si ombrageux, ne supporterait pas longtemps une ingérence étrangère, si habile et dissimulée qu'elle fût. Les dirigeants de Moscou comptaient faire de la Chine le centre d'où rayonnerait l'influence communiste, et en même temps russe, sur tout le monde jaune, et la source inépuisable où ils pourraient recruter des auxiliaires et organiser l'exploitation des richesses. Ces espoirs sont évanouis. Dans cette série d'échecs, les bolchévistes croient reconnaître la main de l'Angleterre. Ils sont persuadés, ou tout au moins ils le disent, que l'Angleterre prépare contre la Russie soviétique une offensive générale diplomatique d'abord, militaire ensuite, et ils menacent l'Europe, à mots couverts, d'une guerre préventive qui, ne pouvant atteindre l'Angleterre, s'en prendrait à la Pologne ou à la Roumanie que l'on veut, à Moscou, considérer comme ses instruments. Des préparatifs militaires sont faits ; on multiplie, pour chaque corps de troupe, les moyens de trans-

port; on fabrique des gaz asphyxiants; on entraîne les régiments à l'offensive. Pendant ce temps-là, l'Europe occidentale parle de désarmement!

A quelques semaines des élections, socialistes et radicaux paraissent fort en peine de découvrir un programme financier qui ne soit pas désastreux, et qui cependant diffère de celui de M. Poincaré et de cette majorité fidèle qui lui a permis de sauver la situation follement compromise par les gouvernements cartellistes. Les résultats parlent trop haut pour qu'il soit possible de les contester. Depuis un an, la stabilité monétaire est acquise. Les dépenses, malgré des crédits supplémentaires atteignant presque trois milliards, ont été couvertes, et l'exercice budgétaire 1927 se solde par 759 millions d'excédent. Le budget voté pour 1928 est, à 100 millions près, le même que celui des dépenses effectuées en 1927 : 42 339 millions; c'est dire que le budget est stabilisé et a cessé de s'enfler. Des échéances du 1er février et du 25 septembre, le public ne s'est pas aperçu. L'emprunt de mai a consolidé 11 milliards d'échéances futures; plus de 7 milliards de bons de la Défense nationale ont été échangés contre des titres de rente amortissables en cinquante ans. Les échéances de la dette flottante ont été allongées. Si l'on compare le bilan de la Banque de France à la fin de 1927 à celui du 30 décembre 1926 (1), quelques chiffres frappent les yeux : les avances à l'État qui s'élevaient à 36 milliards ne sont plus que de 24 et demi; le poste « divers » de l'actif s'est enflé de 4 milliards et demi à 26 et demi, par suite d'achats de devises pour un total d'environ 800 millions de dollars (soit 20 milliards de francs-papier). La Banque, en un an, a abaissé le taux de son escompte de 6 et demi à 4 pour 100; elle s'oriente vers une politique d'argent bon marché. Il en est résulté une hausse des fonds d'État d'autant plus intéressante que, dès 1931, le 6 pour cent 1920, qui dépasse le cours de 93, pourrait donner lieu à une conversion, si la situation générale du marché le permettait.

Toute cette œuvre de stabilité, de consolidation et d'organisation de la dette était indispensable à réaliser avant qu'il fût prudent d'envisager une stabilisation légale dont ni le cours ni la date ne peuvent encore être fixés, mais qui sans doute n'aura pas lieu avant les élections. Le terrain est maintenant déblayé pour une politique d'aménagement fiscal et de reconstruction économique que nul n'est mieux

(1) Nous empruntons ces précisions au *Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques.*

qualifié que M. Poincaré pour mener à bien. Les principales branches de la production nationale ont supporté, non sans souffrances, mais avec vaillance, une période difficile. L'organisation et le développement de la production en France et dans les colonies doit être la tâche de demain.

En face de l'œuvre accomplie et de celle qui reste à réaliser, un technicien comme M. Nogaro, professeur de droit et député radical, ne peut pas méconnaître les moyens scientifiquement établis de réussir; il esquisse, dans deux articles de *l'Information*, un programme qui ne s'éloigne guère de celui du gouvernement et où il jette par-dessus bord l'impôt sur le capital et la consolidation forcée que le Cartel, dans sa ferveur de 1924, avait préconisés et dont la perspective a largement contribué à tuer la confiance. Si le parti socialiste, dans son récent congrès, s'était proposé de rendre impossible son accession au pouvoir dans la prochaine législature, il n'aurait imaginé rien de mieux que d'opposer, à la politique de M. Poincaré, l'impôt sur le capital, rajeuni, mais non amélioré, et la reprise par l'État de ce qu'il appelle les « monopoles de fait », assurances, pétroles, sucre, etc. C'est une des grandes erreurs du parti socialiste français, erreur qui se retrouve dans la motion de M. Vincent Auriol votée à l'unanimité par le congrès, de s'attaquer au capital, moteur essentiel de la production, au lieu de s'attacher à promouvoir la prospérité générale dont l'exhaussement des salaires et des conditions de la vie ouvrière serait la conséquence ; le capital n'est pas matière inerte et morte : pressuré ou menacé, il réagit, se défend, cesse de produire.

En face de ces surenchères démagogiques dont la démocratie serait la première à supporter les désastreuses conséquences, on voit chaque jour et partout se former et s'affirmer une opinion nationale qui, constatant les résultats acquis, conclut que, si l'expérience a réussi, ce n'est pas une raison pour ne pas la continuer jusqu'à complet achèvement. Malgré les efforts de quelques politiciens pour égarer l'opinion, une vague de bon sens se forme et déferle déjà sur la France.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

LE CALVAIRE DE CIMIEZ

DEUXIÈME PARTIE (1)

VALENTINE

Le Vendredi Saint, Béatrice d'Aumont, retombée dans l'incertitude, s'en fut le matin et l'après-midi à l'église franciscaine de Cimiez écouter la voix qui lui rendrait le courage et inspirerait sa résolution. Entendit-elle au profond du cœur l'hymne de l'adoration de la Croix : *Crux fidelis, inter omnes arbor una nobilis, nulla sylva talem profert, fronde, flore, germine* ?... ou chercha-t-elle à se dérober ? Le corps du Christ, promené à l'heure du sacrifice du Calvaire selon le rite de Jérusalem, sur une civière toute jonchée d'œillets et de roses, l'engagea-t-il au suprême renoncement, quand elle avait accepté toute la douleur de l'amour brisé ?

Lorsqu'elle rentra à la villa, il ne lui restait plus que la fin de la journée pour prendre une décision, car il fallait songer, en cas de départ, au soin des bagages, commander une voiture, téléphoner à la compagnie de navigation pour retenir les places à bord. Comme une bête blessée qui cherche un fourré où cacher son agonie, elle échoua dans la pièce même où elle avait connu la plus grande souffrance, ce cabinet de travail de son mari où la veille elle avait récapitulé ses années heureuses ou presque heureuses sans trouver la force d'aller au delà. La petite Renée ne devant rentrer de sa pension que pour le dîner, elle

Copyright by Henry Bordeaux, 1928

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

avait encore quelques heures devant elle. Cette fois, elle ouvrit le secrétaire.

Le paquet des lettres était là, avec des photographies de Valentine de Croisy qui se répandirent hors de la grande enveloppe : une Valentine élancée et flexible comme une tige de fleur, en robe de flanelle blanche, celle qu'elle devait porter lors de l'expédition clandestine sur la côte des Maures et aux îles d'Hyères, une Valentine en toilette de bal, sa lumineuse épaule à nu, et les yeux, les grands yeux sombres de sirène du nord perdus dans un rêve trop sensible. Pourquoi donc avoir gardé ces témoignages ? Béatrice n'osait les toucher, comme s'ils devaient lui brûler les doigts. Tant de chaleur y demeurait enclose ! Pourquoi ne pas les avoir détruits dès la découverte ? Était-ce parce qu'ils contenaient le secret de la naissance adultère et pour l'ignorance où elle était de l'inutilité d'un tel aveu au point de vue légal ? Crainte superstitieuse peut-être, mais peut-être aussi obscur sentiment dont elle n'avait pas nettement conscience, et qui confinait à l'épouvante et au respect ensemble. Elle s'était trouvée subitement en présence d'une telle domination d'amour qu'elle en avait été saisie d'une sorte de terreur sacrée.

Une fois encore, elle évoqua la dernière semaine de sa vie conjugale. C'était au début du printemps, quand les montagnes sont encore couvertes de neige et que des souffles chauds passent néanmoins sur la Riviera. Ailleurs, l'hiver règne, mais il n'y a guère de place pour lui sur la Côte d'azur. Cependant il faut prendre des précautions, et dans son propre jardin René avait senti le froid le pénétrer au coucher du soleil. Une grippe légère, c'est l'occasion pour une femme de mieux entourer et câliner son mari. Mais la fièvre, soudain, augmenta. De mauvais germes, après la guerre, demeuraient dans l'organisme et compliquaient les maux. Le thermomètre marquait plus de quarante degrés quand un jour, maître de lui et rebelle au délire, il voulut, profitant d'une courte absence de Béatrice qui lui préparait un remède, se lever pour mettre en ordre, expliqua-t-il plus tard, un dossier d'archives importantes. Elle le retrouva étendu au pied de son secrétaire ouvert, ayant perdu connaissance. Dès lors, le mal empira, qui trouvait un terrain préparé par l'usure de la trop longue campagne et par d'autres blessures plus cachées. Elle se rappelait l'immense,

l'infinie mélancolie du malade qui devait se sentir touché par la mort, pour l'avoir vue trop souvent rôder autour de lui pendant quatre années. Si tendrement il la remerciait de ses attentions, et même un jour il lui recommanda, gravement, d'être indulgente après lui. Après lui : elle n'admettait pas de telles paroles et ne prit pas garde à la recommandation qui était, elle le devinait maintenant, une humble prière de pardon. N'en pouvant supporter davantage, elle avait doucement, d'une main caressante, clos la bouche qui désirait parler encore. Que voulait-il lui dire ? Et comme il n'avait plus guère de forces, il n'avait pas tenté de lui résister. Mais il avait caressé les boucles de l'enfant et, avant de la renvoyer, il avait murmuré :

— Elle est aussi à toi, Béatrice.

Ce qu'elle avait interprété alors comme une mise au rang maternel de Valentine de Croisy, tandis qu'il lui léguait la petite Renée, sa fille.

Une nuit, comme il semblait hors d'affaire et que le médecin, l'estimant sauvé, avait jugé inutile la présence d'une garde, il était mort, seul, sa femme reposant dans la chambre voisine dont la porte demeurait ouverte, et d'un sommeil si léger qu'elle avait perçu la respiration ralentie et s'était précipitée comme il soupirait une dernière fois, sans bruit, le visage apaisé, ce beau visage où passaient si vite les frissons nerveux de la vie.

Cette séparation, Béatrice avait cru plus tard qu'elle n'était pas la plus cruelle, que l'autre, celle du cœur, était pire. Non, ce n'était point vrai : elle eût tout accepté de lui pour le revoir. Qu'avait-il parlé de pardon ? Qu'il revînt : elle le comprendrait mieux, elle serait indulgente comme il le lui avait recommandé, elle attendrait patiemment de le reconquérir tout entier à force de passionnée tendresse et d'intelligence attentive. Mais n'avait-elle pas été, à travers les heures sombres, *son amie*, *sa grande amie*, *sa seule amie*, de cette amitié qui ne se distingue pas essentiellement de l'amour, sauf qu'elle est libérée de tout le poids de la chair? A moins que ce poids de la chair ne fût essentiel à l'amour, et pourquoi avait-elle laissé se creuser entre eux ce divorce des sens qui livre la place aux passions, s'il n'est pas le signe que la place leur est déjà livrée?.. Qu'il revînt, qu'il voulût bien revenir... Mais Valentine était vivante, et voici qu'elle avait recouvré la raison...

Et puis, les tristes jours avaient succédé, après la mort, aux jours tristes. La présence de l'enfant grandissante avait seule empêché la veuve de se murer dans sa douleur. Ni le printemps, ni l'été, elle ne s'était décidée à quitter la villa. Sur la colline de Cimiez un peu de vent rafraîchit constamment la terre, et les chênes verts apportent leur ombre assez épaisse pour tamiser les rayons du soleil. A l'automne, un confrère de son mari à l'Académie des Inscriptions lui écrivit pour lui demander si René d'Aumont n'avait pas laissé des notes manuscrites sur le « dieu des pays étrangers » sorti des ruines d'un temple découvert à Biblos, en Syrie. N'était-ce point cela, ces archives importantes qu'il avait voulu ranger un soir de fièvre au risque de sa vie? Ce fut l'occasion du malheur. Elle ouvrit le bureau-secrétaire qu'elle n'avait encore ouvert que pour y trouver, en évidence, dans le premier tiroir, un testament en sa faveur, avec un legs important à l'enfant de Valentine de Croisy, et d'autres pièces utiles qui se rapportaient à l'administration de leur fortune. Alors elle commença le classement des papiers. Ainsi la correspondance des deux amants tomba-t-elle entre ses mains. A l'intérieur, une seconde enveloppe usée à quoi elle n'avait pas pris garde portait un ordre de destruction, et sans doute était-ce cette enveloppe-là qui, durant la guerre, était au dehors, indiquait la volonté du combattant en cas de malheur.

Quel cri d'angoisse elle avait poussé ce soir-là, enfermée après le dîner dans le cabinet de travail et assurée du sommeil de l'enfant! Quel cri vite étouffé, afin que personne ne l'entendît, afin que personne ne s'avisât de lui porter secours, afin qu'elle épuisât dans la solitude cette douleur que nul ne connaîtrait jamais, qui ne serait jamais livrée à personne, sauf au prêtre dans le confessionnal! Un instant elle avait hésité devant cette lecture, comme devant une chose défendue. Avait-elle le droit de s'emparer de ces lettres qui ne lui appartenaient pas, de violer un secret qui n'était pas le sien? Accoutumée aux délicatesses, et même aux scrupules, sa conscience se cabrait, l'avertissait de son imprudence, de son audace offensante pour la plus chère mémoire, de sa faute même. Elle céda pourtant, et la barrière de sa conscience, d'habitude si solide, fut emportée comme par un torrent. Il y avait donc aussi en elle de ces forces ténébreuses qui nous mènent comme malgré nous vers

notre destin? Et après avoir repoussé le calice d'amertume, elle le vida jusqu'à la lie, avec une sorte de volupté sauvage dans la douleur. Le cœur arraché, les yeux meurtris par les larmes trop souvent et trop brutalement essuyées, elle avait tout lu, sans rien omettre.

C'était l'amour de Valentine de Croisy et, à travers cet amour, comme une image à demi recouverte et visible pourtant, l'amour pareil de René. Pareil? non, pourtant, plus grave, plus recueilli, plus contraint, plus mêlé de réflexions, de résistances, de remords même, et n'abolissant rien du reste du monde, ni du reste du cœur. Jamais Béatrice n'avait imaginé la passion sous cette forme absolue et despotique. Lorsqu'elle avait rencontré celui qu'elle devait épouser et qui serait désormais son unique pensée après avoir été son attente, elle s'était peu à peu senti envahir par une douce chaleur inconnue qui lentement prenait possession de tout son être intime. Le don d'elle-même, accepté d'avance, ne se pouvait comprendre qu'après une cour et une conquête progressives et la consécration du sacrement. Il y avait un monde entre le premier baiser timide et court des fiançailles et le total abandon après la bénédiction nuptiale, tout frémissant et pudique, et si réservé et chaste encore. Tandis que là, deux êtres qui se reconnaissaient semblables se précipitaient l'un vers l'autre, l'un contre l'autre, comme deux guerriers dont retentit le choc des boucliers, avec cette même frénésie du combat. Là, aucune hésitation, aucune retenue, aucune réserve, aucune pudeur. Et pourtant cette impudicité même disparaissait devant une attirance invincible, une fatalité qui ne tolérait aucun obstacle, sauf pour le briser.

Ces drames, ces tragédies, ces opéras où elle avait assisté à l'éclosion soudaine de l'amour, à peine expliqué ou justifié parfois par la supposition symbolique d'un breuvage où quelque philtre eût été versé, *Roméo et Juliette*, *Phèdre*, *Tristan et Yseult*, ce n'était donc point des fables inventées par l'imagination d'un Shakspeare, d'un Racine ou d'un Wagner, ainsi qu'elle le supposait, ou des simplifications de poètes destinées à la rapidité d'une action contenue entre les barrières de quelques scènes? Pourtant les fleurs ne poussent pas en une nuit. Il faut au printemps même les souffles précurseurs des vents qui l'annoncent et l'autorisent. L'homme aurait-il donc, seul, comme un dieu, le privilège de supprimer le temps et l'espace

pour accomplir en lui-même l'œuvre renversée des saisons? Elle n'en pouvait croire ses yeux, ses pauvres yeux saignants qui se blessaient aux pages démoniaques.

Les fleurs ne poussent pas en une nuit, et pas même l'amour le plus inévitable et le plus affranchi de toutes règles. Rien n'échappe aux nécessités des préparations et les dénouements sont déjà contenus dans les désirs, les rêves et les élans vers la seule réalité de chaque être, si rarement atteinte et secrètement convoitée, sauf par ceux qui sont d'avance assujettis à leur sort médiocre et à leur existence limitée. Comment Béatrice eût-elle soupçonné que le principal artisan de cet amour, soudainement éclaté comme une rose rouge au lever du jour, n'était autre qu'Hubert de Croisy qui n'avait cessé de célébrer aux oreilles attentives de sa femme déçue par le mariage la supériorité de son ami lointain et attardé aux rivages de Syrie par les fouilles de Biblos, comme il avait confié à ce même lointain ami son émerveillement en présence de la beauté blanche de Valentine, et le doute qu'il avait de lui-même pour combler cette jeunesse trop souvent silencieuse et énigmatique, — énigmatique peut-être à cause de ses origines étrangères, les races découvrant toujours quelque gêne dans leur connaissance réciproque lorsqu'elles se mélangent? Ainsi avait-il servi, le maladroit, de truchement entre les deux futurs amants, pareillement avides et pareillement irrassasiés, les présentant l'un à l'autre à distance, et chacun d'eux comme incomparable. Les prédestinations ont ainsi parfois leur source naturelle. Mais quand la source est cachée ou inconnue, rien ne demeure plus que leur apparence de fatalité. Les eaux cheminent sous terre, comme les désirs et les attentes dans la partie inconsciente de nous-mêmes, et l'on n'aperçoit que le torrent issu de ce long et grossissant cheminement souterrain.

Le tutoiement avait été immédiat, dès la première lettre où Valentine écrivait ce récit demeuré à peu près textuellement dans la mémoire de Béatrice outragée :

« ... Quand tu es entré dans mon salon, je n'ai plus vu personne et je me suis sentie défaillir. Qui étais-tu donc, toi que je reconnaissais et qui m'appartenais depuis toujours ? Tu as à peine ouvert la bouche, pour regretter ton absence à mon mariage et pour me montrer que tu savais, par quelle divination ? tant de particularités de ma vie et de mon caractère, et

moi, je suis devenue muette pour te mieux regarder et dévorer. Puis les autres, qui n'existaient déjà plus, se sont retirés comme des ombres. Et je suis venue à toi, comme si ce n'était pas moi, mais une autre femme contenue en moi, la seule, la vraie, et je t'ai mis, sans pouvoir m'en empêcher, par quel besoin irrésistible et quelle secrète audace ? les bras autour du cou, tandis que tu me serrais contre toi. — Je t'attendais, ai-je murmuré, je t'ai toujours attendu... Et toi, tu m'as répondu : Mon amour... »

Était-il donc possible qu'il eût suffi d'un geste sans pudeur de la misérable pour envoûter à ce point son mari à la chair fragile comme tous les hommes et pour le lui prendre ? Son mari, son bien, son tout !

La misérable ! Les deux complices, ainsi donnés l'un à l'autre, s'étaient réveillés dans la vie, tous deux liés, tous deux esclaves de la paix domestique, des lois nécessaires, des obligations sacrées. Alors avait commencé leur supplice, et ce supplice, peu à peu, restituait à leur passion ces voiles qu'ils avaient rejetés. Valentine, plus inconsciente ou plus audacieuse, avait tout de même essayé de briser les barreaux de la cage et proposé la fuite à deux, n'importe où, hors du monde. A deux le bonheur dans la liberté et dans la solitude. La réponse qui manquait avait passé les menottes aux chères mains nues. « Ah ! soupirait-elle à son amant, c'est toujours toi qui as raison et qui vois plus haut. Tu es le cœur de mon cœur, et mon souffle, et ma vie, et je me soumettrai toujours à ta volonté. Un amour comme le nôtre ne peut être que lumière et le mal lui est interdit. Que la souffrance soit pour nous, et non pour eux ! Jamais, me dis-tu, jamais tu ne consentiras à quitter celle dont tu as la garde et que tu n'as pas cessé de chérir et de protéger. Ah ! quels mots cruels tu oses employer, mais ton devoir me dicte le mien. Qu'il est humiliant, néanmoins, d'accepter le mensonge, quand on souhaiterait d'afficher son amour et d'en connaître au grand jour l'épanouissement ! Le mensonge, c'est la torture de l'amour coupable, — et le nôtre l'est-il ? — c'est la rançon de nos félicités si brèves et si contrariées. Acceptons-le humblement, puisque tu l'exiges... »

Ils avaient cueilli tout de même quelques jours, quelques nuits à eux, rien qu'à eux : un voyage sur la côte des Maures et à Port-Cros, l'une de ces îles d'Or, en face d'Hyères, qui semblent

des îles de la Grèce apportées par les vagues et abandonnées. Quelles précautions, quelles combinaisons, quels préparatifs secrets avait exigés ce départ ! Jusqu'au dernier moment, ils n'y pouvaient croire. Et quand ils s'étaient rencontrés à Toulon, leur joie avait été si forte que Valentine avait dû l'écarter de la main quelques instants pour retenir, pour contenir son cœur bondissant. Le souvenir de ces heures enchanteresses, uniques, impossibles peut-être à retrouver, remplissait des pages entières de la correspondance comme si l'amant avait pu les oublier, comme s'il avait besoin qu'on les lui rappelât ! Mais se souvenir tout haut, en présence de l'autre, même si cette présence n'est qu'imaginaire, n'est-ce pas revivre le passé presque physiquement? Promenades sur la petite plage d'Aiguebelle près du Lavandou et surtout dans l'île qui leur appartenait, car il n'y avait que des pêcheurs indifférents ou complaisants, par des sentiers perdus, à peine tracés, dans l'entrelacs des branches, repas emportés en des clairières qui les enfermaient comme des chambres aux fenêtres ouvertes sur la mer, navigations à la voile qu'il savait manier, bains dans une anse de sable fin cachée à tous les regards, ces quelques jours éclataient de joie comme ces fruits gonflés dont la peau se fend. Et c'était la célébration de la beauté de l'homme, à la manière du Cantique des Cantiques. Là, Béatrice dut s'arrêter, perdant le souffle, et suspendre sa lecture. Ses yeux, ses yeux saignants s'injectaient de haine. Elle eût compris la fureur du meurtre. Jamais elle n'eût même supposé qu'une femme, — qu'une femme bien née, — osât rappeler si crûment ces intimités qui imposent le secret à défaut de la pudeur et dépeindre comme une statue vivante la venue de son amant. Révoltée, indignée, scandalisée, elle reculait d'horreur et mesurait la faute qu'elle avait commise en déchirant une double enveloppe qu'elle aurait dû détruire sans l'ouvrir avec tout son contenu ou dès qu'elle l'avait ouverte. Là encore, elle n'avait jamais rapproché de la réalité ces poursuites des faunes et des nymphes dans les bois, et ces bacchanales orgiaques qu'elle estimait le partage d'êtres grossiers et, comme les dieux agrestes de l'antiquité, à demi engagés dans le corps et l'instinct des animaux. Là encore, il lui fallait un effort pour comprendre, quand elle était toute dressée par son éducation, par ses habitudes morales, par sa délicatesse intime, à répudier et mépriser ces âpres violences comme

des jeux attentatoires à la dignité de la personne humaine. Et puis, du fond de soi, elle entendait monter, comme le chant douloureux et poignant des crapauds dans la nuit au bord des étangs, la nostalgie de tout ce qu'il y a de trouble et d'inconnu dans la sensualité humaine la plus disciplinée.

« René, mon René ! » suppliait-elle, quand elle le sentait si loin, quand elle cessait de le reconnaître tel qu'elle l'avait connu au cours de leur existence commune. Y avait-il donc, dans l'existence la plus étroite et la plus rapprochée, une telle part de mystère ? Fallait-il donc que son mari lui fût révélé dans toute une part de lui-même, et la plus secrète, par une correspondance étrangère ? Mais non, elle refusait de croire qu'il fût ainsi, ou qu'il fût seulement ainsi. Il y avait en lui tant d'intelligence, — et ses livres d'orientalisme en faisaient foi, — tant de courage et de calme dans les circonstances qui en exigeaient le plus, — et ses citations à la guerre l'attestaient, — tant de gentillesse et de simplicité dans les rapports de tous les jours, et mieux que personne elle en pouvait témoigner ! Un homme peut-il être si complexe et divers qu'il diffère avec chacun, qu'il change selon les milieux, selon les événements, selon les amours, selon l'amour ?

« Mais, René, ce n'est pas possible ! Mais n'étais-je pas à toi ? Mais ce que tu aurais souhaité que je fusse, je l'eusse été pour toi ! N'étais-je donc plus assez belle, ni assez jeune auprès de ta Valentine ? N'aurais-je pas tout accepté de toi ? Pourquoi m'avoir écartée ? Pourquoi m'avoir délaissée ? Pourquoi m'avoir abandonnée ?... »

En aucun cas il ne l'avait abandonnée, en aucun cas il ne l'eût abandonnée. D'autres pages de la correspondance en apportaient le reflet et la preuve. Sa maîtresse faisait allusion plus d'une fois à des ordres, à des décrets qu'il avait dû formuler dans le domaine de la passion. On n'était pas digne d'aimer, affirmait-il, si l'on n'était pas capable de porter son amour. Le porter au besoin comme une croix sur le chemin du supplice. L'amour ne méritait-il pas qu'on souffrît pour lui ? S'en plaindre, quelles que fussent ses rigueurs, n'était qu'une lâcheté, et de même en imposer la charge ou la douleur à ceux qui nous étaient liés par des serments. Mais accepter les séparations, les mauvais jugements, les condamnations, les outrages, et compter assez sur l'autre pour ne jamais en aucune occasion, et malgré

les apparences mêmes, douter de lui, cela, oui, c'était l'amour Et Valentine, rehaussée par une si exigeante autorité, mais si tendre, promettait de se soumettre et conformer à de telles règles de conduite et de refréner en public et jusque chez elle son cœur exalté.

Et puis la correspondance, une fois encore, changeait de ton, s'engageait, comme un chevreuil poursuivi par la chasse, dans le chemin qui conduit aux fontaines rafraîchissantes. Valentine avait senti ses entrailles tressaillir. Ah ! quand Béatrice en était venue à ces craintes bientôt transformées en certitude, elle avait éprouvé toutes les affres d'une autre jalousie. Craintes de courte durée, et qui s'achevaient en un cri de triomphe. Leur amour fleurirait, leur amour prendrait une forme vivante, et rien ne les pourrait plus séparer. Cependant, l'amant avait dû répondre : « Notre enfant ne sera pas à moi... » Et, de nouveau, elle avait proposé le départ. Et cette fois encore, il avait refusé, mais cette fois, il avait senti la tentation. Un de ces débats angoissants et lamentables, qui sont la punition des liaisons adultères, avait dû s'élever entre eux. Le partage avec Hubert de Croisy, comment avait-elle pu, auparavant, s'en accommoder? Mais aucun doute ne pouvait subsister : — « ... *Il* est de toi, *il* est à toi. Je le sais, je le crois, j'en suis sûre. *Il* te ressemblera. *Il* sera toi quand tu ne seras pas là. *Il* m'appartiendra pour toujours, comme le gage du cher absent... » Et, dans son exaltation, pour la première fois, et la seule, elle s'attaquait à sa rivale : « ... Béatrice n'a pas d'enfant. Ne me préféreras-tu pas à Béatrice? Emmène-moi, je t'en supplie : n'es-tu pas las de notre séparation, de notre sacrifice?... » Mais il devait promettre de la soutenir, de l'aider, de la protéger, afin de la calmer, tant elle était impatiente, tout en éloignant doucement la pensée de cette fuite. « Ah ! que tu tiens donc à ta Béatrice !... » murmurait-elle, découragée. Et puis, elle se reprenait, soumise, repentante, adorante : « Je m'incline, je me soumets, je suis ton esclave. Oui, tu dois avoir raison. L'avenir de notre enfant ne doit pas être compromis. Et nous-mêmes, il nous faut rester attachés, comme de pauvres chiens de garde qui ne peuvent courir dans la montagne... »

Béatrice, mordue, dévorée d'envie en présence de cette maternité dont le secret lui était révélé, se rappelait dans tous ses détails l'accouchement de Valentine, la naissance de cette

petite fille, dont la mère avait exigé qu'elle fût tenue par René sur les fonts baptismaux. Mais, le père légal, c'était Hubert de Croisy. Pourquoi ne serait-il pas le père véritable? Pourquoi Valentine, dans sa folie amoureuse, — déjà sa folie! — ne se serait-elle pas abusée en attribuant la conception à son amant, pour se plaire à elle-même et pour l'enchaîner davantage? Qui jamais connaîtrait le secret? Béatrice ne voulait pas que l'enfant appartînt à son mari. Il lui semblait qu'elle perdrait celui-ci un peu plus, si vraiment, comme prétendait sa rivale, leur amour avait fleuri. Elle se raccrochait désespérément à toutes les impossibilités de percer le mystère. N'y tenant plus, elle avait quitté le cabinet de travail où elle s'abîmait dans sa lecture pour gagner, à pas de loup, sa chambre voisine où dormait la petite Renée qui n'avait encore que cinq ans. Comme Psyché, courant avec sa lampe pour surprendre le visage divin et terrible de l'Amour, elle avait éclairé la pièce d'un jet de lumière... L'enfant se réveilla et ses yeux blessés palpitèrent, telles des ailes d'oiseau frappé du lever du jour. Avidement, elle se pencha sur elle, et la regarda comme elle ne l'avait pas encore regardée. Et brusquement, elle étouffa un cri. La ressemblance était indéniable : malgré la mollesse des traits, les contours s'affirmaient pareils, et plus encore, certaines expressions de la bouche dans les contrariétés ou la tristesse qu'elle connaissait bien. L'enfant, gagnée par la peur, se mit à pleurer. Et les larmes de Béatrice se mêlèrent à ces larmes puériles et sans cause, jusqu'à ce que la fille de son mari se rendormît...

Et puis, sur la preuve attendrissante et meurtrissante ensemble de cette paternité, elle avait regagné sans bruit, comme une voleuse, le cabinet de travail où gisait, en ordre, la correspondance. Avant de reprendre sa cruelle lecture, cherchant à éloigner le calice, elle s'était agenouillée. Qu'allait-elle faire désormais? Garder l'enfant dont la naissance était pour elle un affront? Ou s'en séparer? Mais Valentine de Croisy n'avait qu'un frère aîné qui ne s'était pas marié, et des parents lointains, âgés, égoïstes. Non, elle ne commettrait pas cette lâcheté. Jusqu'au bout elle accepterait, elle aussi, son destin. Déjà, ne s'était-elle pas liée, depuis quatre ans, à la petite Renée, par ces soins quotidiens et diligents qui n'appartiennent qu'aux mères? La question ne pouvait même pas se poser : car la vraie mère, c'était elle, et même, depuis sa découverte, sa

maternité s'augmentait, puisque le sang de son mari courait dans les veines de cette enfant. Elle lui prouverait mieux ainsi son pardon et, plus que son pardon, son amour, — un amour plus grand que l'autre, l'adultère, et capable de résister au pire outrage. Ainsi, l'infinie douleur de la trahison posthume s'adoucissait-elle dans une sorte d'attendrissement, à la pensée d'avoir recueilli cette petite créature qui ne connaîtrait jamais ses origines, mais qui croîtrait dans la maison de son père où une volonté providentielle l'avait ramenée. Valentine enfermée et folle, incurable selon la condamnation des médecins, ne reparaîtrait pas et resterait dans l'ombre, laissant après son œuvre de ténèbres l'œuvre lumineuse de l'esprit s'accomplir.

Calmée soudainement par cette révélation, par cette soumission au sort, par cette acceptation pleine de tendresse, Béatrice s'était à nouveau interrompue de lire pour retourner s'asseoir au chevet de l'enfant, après avoir tourné le commutateur d'une lampe en veilleuse qui ne pouvait réveiller la dormeuse obstinée. Elle la veillait, comme une malade, mais c'était son propre cœur malade qu'elle veillait. Accoutumée peu à peu à la demi-obscurité, elle ne pouvait se tenir de manger du regard le visage reposé, et d'épier sur les traits détendus la ressemblance avec le cher visage d'homme, toujours tourmenté et curieux des choses de la vie. Cette ressemblance était si frappante qu'elle se demandait comment elle ne s'en était pas aperçue auparavant. La petite, à la longue, sentit cette présence et rouvrit les yeux. Elle reconnut, sourit et murmura :

— Maman !

L'arrêt était prononcé. Elle était, elle serait, elle demeurerait la mère, la seule, la vraie. N'avait-elle pas, elle aussi, enfanté dans la douleur, et dans la pire douleur, celle de tout l'être brisé, fendu en deux, écorché ?...

On avait frappé à la porte plusieurs fois. La jeune fille-enfant, ne recevant pas de réponse, entra dans le refuge où Mme d'Aumont s'était claustrée. Elle avait un peu la démarche légère, aérienne de Valentine, sa mère de chair :

— Mais il est tard, maman. A quoi penses-tu ? Est-ce que tu ne veux rien manger le Vendredi Saint? Tu sais, maintenant, je suis en vacances.

Et, tout en gazouillant, elle s'était approchée du secrétaire où

Béatrice en hâte, comme si elle avait été surprise dans une opération indélicate, remettait les lettres dans la grande enveloppe, mais pas assez vite pour que les photographies ne fussent pas aperçues. Renée, indiscrète comme on l'est à son âge, s'en empara :

— Oh ! la jolie dame ! la jolie dame !

Et gravement, elle se corrigea, devenant sérieuse tout à coup au lieu de rire :

— Belle plutôt. Où regarde-t-elle avec ces yeux-là ?

Il y avait dans cette contemplation un tel sentiment admiratif, que Béatrice en fut percée comme d'une arme.

— Laisse, ordonna-t-elle presque impérieusement.

Renée, abandonnant sa proie, étonnée de cette rigueur inattendue et si rare, demanda presque bas :

— Qui est-ce ?

Allait-on lui répondre : *ta mère* ? L'occasion se présentait encore de révéler la vérité. Pour la seconde fois, Béatrice s'y déroba. Mais elle s'y déroba cette fois avec la ferme volonté de s'y dérober :

— Tu ne connais pas, répondit-elle.

Et les images, les belles images disparurent. Pourquoi ne les avait-elle pas brûlées avec la correspondance, comme elle en avait le devoir ? Rien ne devait demeurer de cette liaison adultère : rien, et pas même la trace de la paternité véritable ? Le soir même, elle accomplirait enfin cette exécution qui n'avait que trop tardé, après le coucher de Renée, — de Renée, la fille de Valentine, non, non, la fille de René son mari et la sienne. Ne venait-elle pas de ressentir, comme dans l'inoubliable nuit d'autrefois, la torture de la jalousie maternelle, en voyant celle-ci s'extasier sur les photographies, comme si le fantôme de celle qui lui avait pris son mari allait encore achever sa conquête en lui prenant tout ce qui lui restait de lui : l'enfant ?

Et presque aussi brusquement, elle lui annonça leur départ :

— Tu es en vacances, Renée, depuis ce soir. Eh bien ! je vais t'offrir un voyage.

— Un voyage ? Où donc ?

— Nous irons en Corse. Nous partirons demain matin.

— Oh ! quel plaisir !

Et la jeune fille-enfant battit des mains. Un changement de lieux, à cet âge, représente déjà du bonheur, comme l'augmentation d'une vie que l'on absorbe par tous les pores.

— C'est un secret, ajouta Béatrice. Il ne faut le confier à personne.

Toutes deux sourirent de cette complicité, mais le sourire de Mme d'Aumont se changea bientôt en signe de détresse. Dans le cabinet de travail de son mari, devant elle, ne venait-t-elle pas d'apercevoir un Christ? C'était un Christ d'ivoire du xve siècle italien : l'avait-on placé là comme œuvre d'art ou comme signe religieux? Elle ne se l'était jamais demandé, mais tout à coup elle songeait que ce jour de Vendredi Saint, elle refusait de porter sa croix, la trouvant trop lourde.

LETTRES D'AMOUR

Après le dîner, laissant la petite Renée conduire ses imaginations dans les allées du jardin éclairées, comme dans un jour atténué, par la lune qui glissait dans le ciel pur à la façon d'un lent avion lumineux, Béatrice rentra dans la villa pour appeler au téléphone la Compagnie de navigation, afin de retenir deux places sur la *Ville de Bastia* qui appareillait le lendemain matin pour la Corse :

— Toutes les places sont prises, lui fut-il répondu par le secrétaire.

Cette réponse l'atterra, au point qu'elle faillit raccrocher l'appareil, ne trouvant plus rien à dire. Ainsi, la fuite qu'elle avait préparée, à quoi elle se rattachait désespérément, devenait-elle impossible. L'employé, cependant, se morfondait en excuses à cause de l'importance de la clientèle, puis il ajouta :

— Mais tout peut s'arranger encore, madame. A cause des vacances de Pâques, et en raison de l'affluence, un autre bâtiment de la Compagnie, le *Général-Bonaparte*, partira demain dans la soirée. Faut-il vous retenir une cabine, une cabine à deux lits? La meilleure est libre encore. Vous seriez à Ajaccio dimanche matin.

— Dimanche matin de bonne heure?

— Oui, madame, avant huit heures.

Elle voulait s'assurer de la messe de Pâques. Après un instant d'hésitation, elle se rendit :

— C'est cela. Retenez-moi la cabine. N'inscrivez pas mon nom : je désire voyager sans être connue.

La promesse lui en fut donnée. Elle rejoignit Renée, qui s'était cachée sous le feuillage du chêne et qu'elle dut chercher parmi les massifs.

— Pourquoi te caches-tu ?

— Pour avoir peur. Si tu ne m'avais pas trouvée, j'aurais pleuré.

Elle expliqua à l'enfant le retard. Mais on se coucherait dans le bateau à Nice et l'on se réveillerait en Corse : ainsi ne perdrait-on pas de temps.

— Pendant la nuit, déclara Renée, je veux voir la mer.

— Ne la vois-tu pas tous les jours?

— Ce n'est pas la même chose, quand on est sur elle. Quand on est sur elle, on est le jouet des flots.

— Où as-tu pris cette phrase?

— Dans mes exercices de style.

— Eh bien ! nous serons le jouet des flots, mais pas longtemps, heureusement.

— Pourquoi pas longtemps? N'es-tu pas allée en Syrie avec papa? Tu m'as raconté.

— Bien sûr.

— Et tu n'aimais pas la mer?

— Pour aller, si. Elle était calme, unie comme un miroir. Et puis, c'était le départ, la nouveauté, l'inconnu.

— Et au retour?

— Au retour, la Méditerranée nous a un peu secoués. Et puis, c'était le retour.

— Tu n'aurais pas voulu revenir?

— Si. Mais nous laissions là-bas une tombe, et des souvenirs.

— Ah! oui, mon petit frère. Il s'appelait François, dis? Les souvenirs, on les emporte, je pense.

L'enfant était toute fière de cette conversation de grandes personnes, et tout émoustillée par la perspective du voyage. Cependant elle s'attristait de le voir reculer :

— Tu sais, maman, je suis en vacances. Alors, demain, qu'est-ce que nous ferons avant de partir?

— Tu joueras dans le jardin.

— Le jardin, ce n'est pas pour les vacances. C'est trop connu.

— Veux-tu que nous fassions une excursion en automobile?

— C'est cela. C'est cela.

— Entendu, Renée, Va vite te coucher, et je t'emmènerai demain déjeuner à Saint-Paul.

— Me coucher? Puisque je suis en vacances...

La petite voix suppliait, et Mme d'Aumont résista d'autant moins à son appel qu'elle redoutait de se retrouver seule dans le cabinet de travail de son mari où il lui restait une tâche à accomplir. Elle prolongea la soirée dans le jardin, puis sur la terrasse mieux abritée de l'air jusqu'à ce que les yeux de l'enfant se fermassent d'eux-mêmes. Quand Renée eut regagné sa chambre, elle sentit brusquement le poids de la solitude et retrouva le drame où elle se débattait. Lentement, presque sans courage, après avoir fermé les persiennes pour se séparer mieux du dehors et de toute la clarté lunaire qui lui voulait tenir compagnie, elle reprit sa place devant le bureau-secrétaire qui lui avait livré le douloureux secret. De nouveau, elle en retira la grande enveloppe, mais cette fois pour en brûler le contenu. Le feu était préparé. Elle en allumait quelquefois dans cette saison, quand elle devait veiller, à cause de la fraîcheur du vent qui venait de la mer. Elle accomplit enfin, après avoir tout lu, tout dévoré, et jusqu'aux pires poisons, ce qu'elle aurait dû faire avant de lire.

Le Père Placide, quand elle lui avait confié au confessionnal cette autre nuit de détresse et d'agonie, lui avait reproché d'avoir ouvert une enveloppe qui ne lui était pas destinée. « Mais, s'était-elle révoltée, ce qui est à mon mari est à moi. — Vous voyez bien que non, avait répondu le religieux. Chacun peut avoir son mystère. — Mon mari n'en avait pas le droit. — Je ne l'excuse pas, ma fille, mais sa faute relève de Dieu, non de vous. — Elle est contre moi. » Alors, le vieux prêtre s'était presque fâché. L'église était déserte. Il avait pu s'exprimer sans contrainte.

Non, les papiers des morts n'appartenaient pas aux survivants sans réserve. Pourquoi? parce que les morts n'étaient plus là pour les expliquer, les commenter, réparer leurs erreurs, leurs exagérations, leurs oublis, prendre leur propre défense méconnue, et parce qu'on n'y pouvait jamais trouver qu'une sincérité momentanée. Des lettres, une correspondance

ne contiennent qu'une parcelle du cœur et du cerveau d'un être humain. Cet être humain peut avoir, dans le même temps, d'autres soucis, d'autres pensées, d'autres sentiments. Personne, et pas même la confidente la plus légitime et la plus rapprochée, ne peut lui arracher tout son secret. Lui disparu, ce secret prend un caractère définitif que peut-être, que la plupart du temps il n'a point en réalité : le secret doit disparaître avec le mort. Il faut le laisser tranquille. Il ne faut pas douter des morts, si l'on n'a pas douté des vivants, car il est trop tard pour élucider sans eux l'obscurité de la vie. Et d'ailleurs, le geste même de René d'Aumont commandait ce respect, ordonnait cette destruction. Mourant, ne s'était-il pas relevé et traîné, — elle-même, se souvenant, le reconnaissait, l'avait raconté au confesseur, — pour ouvrir le meuble fatal et n'était-il pas tombé, pris de syncope, n'ayant pu accomplir sa volonté ? Cette volonté était nette et impérieuse. Elle avait l'autorité d'un testament. Il aurait fallu s'y soumettre.

Cependant, elle ne s'était pas soumise immédiatement. Elle n'admettait pas l'ordre du prêtre, l'ordre du mort. Ou plutôt, elle l'avait admis sur le tard, quand tout le mal était accompli, et parce que Valentine allait revenir. Le Père Placide lui-même, la voyant si désemparée et torturée par la connaissance tardive de la trahison, s'était employé plutôt à la redresser qu'à la quereller sur un tort dont elle retirait tant de douleur. Mais les anciennes paroles de reproche lui revenaient à la mémoire, maintenant qu'elle se décidait, après tant d'années, à détruire le témoignage du passé.

Les photographies de sa rivale apparurent les premières. Images cruelles, de trop de beauté, où le corps libre, dans sa robe de sport ou dans sa toilette de soir, révélait hardiment sa flexibilité, sa souplesse, son eurythmie, où le visage resplendissait comme s'il avait la transparence de l'albâtre et qu'il fût éclairé de l'intérieur, où les yeux sombres, ombragés de longs cils, avaient encore le pouvoir de lancer la flèche du regard et de percer à distance. Ah ! ces yeux avides, dont l'emprise sur les objets était si forte et dont on sentait presque physiquement les atteintes, comme elle eût souhaité, au fond d'elle-même, les savoir fermés ou tout au moins à jamais perdus dans le monde incertain et vague de la démence, tandis qu'ils se rouvraient à la réalité, tandis qu'elle en sentait déjà la menace peser sur

elle, et plus encore sur sa fille, sur leur fille! Elle passa un long temps à fixer les portraits ennemis, à les scruter, les pénétrer, les absorber, à s'en délecter ou s'en empoisonner, car la haine et l'amour se ressemblent dans leur violence. Avait-elle vraiment pardonné? A son mari, oui, mais à celle-ci qu'elle accusait de tout le mal, qu'elle chargeait de tout le poids des responsabilités, de toutes les traîtrises et de toutes les perfidies?

Saisissant enfin les images, elle les approcha de la flamme, mais ce fut pour les retirer aussitôt et les ranger de côté, ne pouvant se décider à les détruire, soit qu'elle fût vaincue par tant de grâce et de séduction, — mais non, elle seule y pouvait résister, — soit que, par ces scrupules dont elle était sans cesse tourmentée, elle s'inclinât devant la véritable mère de la petite Renée dont elle ne pouvait anéantir les traits. Plus tard, elle déciderait. Mais le sort des lettres compromettantes était plus pressant.

Elle commença de puiser dans le flot que versait la grande enveloppe soulevée, et ses mains en sortirent frémissantes comme au contact de la neige ou du feu. C'était une écriture droite, mais peu régulière et serrée, avec des fléchissements dans les lignes qui tantôt montaient et tantôt redescendaient. Tandis que les premières lettres grésillaient, avivant la flamme du foyer, se tordant avant de se consumer et noircir, contrainte d'attendre qu'elles fussent réduites en cendres, Béatrice ne put se tenir, bien qu'elle se sentît coupable, de relire au hasard l'un ou l'autre fragment. Y a-t-il donc un attrait de la douleur comparable à l'attrait de la volupté? Elle savait qu'elle souffrirait et ne résistait pas à la souffrance. Elle savait qu'elle s'empoisonnait et recherchait les poisons. Elle savait qu'elle ne parviendrait pas à haïr jamais son cher mort à qui elle pardonnait tout, et s'excitait à une haine farouche qui aboutissait à l'abîme et au néant. Elle aussi, elle avait donc sa folie. Elle aussi perdait l'équilibre dans ce domaine des passions qu'elle ne connaissait que par autrui, et par les plus effrayantes confidences surprises sans droit et condamnées par son confesseur. C'était donc un domaine réservé où il ne fallait pas entrer, où quiconque, fût-ce par mégarde, une fois entré, n'était plus le maître de son esprit, cessait de se gouverner. Or elle y entrait sans y être invitée et à la suite d'un couple adultère qui la voulait repousser.

Tous ces fragments criaient les mêmes ardeurs, le même don absolu, le même abandon total à l'amour, et elle en était secouée comme de décharges électriques. Elle se trouvait au centre d'un orage dont les éclairs l'aveuglaient, l'enveloppaient, la frôlaient, la touchaient. Elle en recevait des étincelles et dans son épouvante elle ne se dérobait pas au spectacle d'horreur et de beauté.

« ... Ah! pendant que nous sommes ensemble, j'ai l'idée fixe que jamais je ne te dirai assez combien je t'aime, combien tu me manques, combien ta présence m'est chère. Et j'ai besoin aussi que tu me le dises, car je ne le saurai jamais assez... »

« ... Non, je ne regrette rien, si ce n'est de me séparer de toi... »

« ... Rappelle-toi ces sentiers envahis par les feuilles mortes. Tu me parlais de ton automne, méchant, quand je n'ai fleuri que par toi. Je mets comme dans un sanctuaire nos caresses, nos étreintes, nos causeries, nos rires, et toute la lumière qui émane de toi... »

« ... Quand tu me quittes, je ne sens pas immédiatement la solitude et la tristesse. Cruelle, me diras-tu? Non, mon amour, je demeure comme enveloppée de ta présence, de ta personne, de ton charme et ce n'est que peu à peu, et lentement, que je découvre que tu n'es plus là. Tu es comme marqué en moi. Je ne suis pas distincte de toi. Est-ce que je vis dans l'absence? Si, je vis pour t'attendre, pour te désirer, pour t'appeler. Je suis ton esclave. Tu es mon univers et mon infini. Je t'aime sous toutes les formes de l'amour, la volupté, la tendresse, l'extase, la soumission, l'adoration. Ma chair, mon cœur, mon esprit sont pareillement à toi. Je t'aime comme tu n'as jamais été aimé, comme tu ne le seras jamais, comme personne n'a jamais aimé, avec mon corps, mon âme, avec tout moi... »

« ... Je te devine même, comme un chien sent son maître à distance. Et quand je te vois enfin, il me semble que je ne résisterai pas à ma joie. Sais-tu que je désire t'éloigner, du moins quelques instants, pour reprendre haleine, pour m'habituer à cette sensation trop forte? Te revoir, tes yeux, ta bouche, ton visage, ta marche légère vers moi, te revoir, sauras-tu jamais comment ces deux mots retentissent dans mon corps, dans mon cœur, dans ma vie? Non, tu ne connaîtras pas les puissances de mon amour... »

« ... Tu exiges de moi le calme, tu trembles pour ta Béatrice que tu ne veux pas quitter et dont je suis jalouse. Rassure-toi, mon amour. Jamais je ne te ferai le moindre mal. Devrais-tu me broyer le cœur, tu n'entendras aucune plainte. Mais il n'y aura plus de soleil ni de chaleur pour moi, et sans mourir je serai déjà comme morte... »

« ... Te souviens-tu des bois de Port-Cros tout humides de rosée et tout parfumés? Il n'y avait personne. Ils étaient à nous, nous étions à nous, nous étions nous, un seul être en deux, appuyés, joints, unis. Pourquoi nous être détachés, quand la mer était là pour nous recevoir?... Mais non, je sais que tu ne veux pas. Je suis folle : pardonne-moi... »

« ... Non, mon amour, nous ne sommes pas coupables. Pourquoi ces remords que je ne puis éprouver, ces regrets, ces alarmes, et toutes ces ombres qui t'envahissent et gagnent ton front, comme les brumes qui atteignent la cime des montagnes? Peut-on lutter contre cette force divine qui nous a précipités l'un contre l'autre? Crois-tu que, libre, je n'aurais pas désiré te rencontrer libre et faire avec toi le rêve que toute femme désire réaliser et ne sais-tu pas que ce sera le grand regret de ma vie? Mais quoi? Nous nous sommes rencontrés. L'amour domine tout, triomphe de tout. Il est violent et brutal, avec des élans chastes et la beauté fière et saine qui magnifie et purifie tout. A tel point que, lorsque nous sommes ensemble, une atmosphère de paix, de calme, de plénitude heureuse nous entoure... »

Fallut-il qu'elle l'aimât pour lui écrire si souvent et si passionnément, même lorsqu'ils habitaient la même ville et pouvaient se rencontrer, même quand les risques étaient si grands!

Béatrice, envoûtée et horrifiée ensemble, jetait au feu les lettres déjà brûlantes, mais après s'en être repue jusqu'au vomissement. « Assez! assez! voulut-elle crier. Taisez-vous. Ne m'avez-vous pas fait déjà assez de mal? Ne voyez-vous pas que vous m'écorchez et me torturez? Et de quel droit osez-vous glorifier votre amour coupable, votre amour adultère et charnel et le préférer au mien? Disparaissez à jamais, témoignages honteux d'une complicité où la femme la plus dépravée entraîna son lâche compagnon... » Elle eût voulu crier cela, mais au fond d'elle-même une autre voix protestait : « Oui, ils se sont

aimés d'un amour que tu n'as pas connu, que tu ne pouvais pas donner. Tu te trouves en présence de quelque chose de mystérieux et d'inexplicable pour toi. Tu as beau t'agiter et condamner : tu ne peux pas juger. Cette femme si coupable, elle a aimé... » Et puis le dialogue s'engageait : « Non, non, on ne prouve l'amour que par le dévouement... » Et comme si l'absente prenait sa part, voici qu'un fragment de lettre répondit :

... « Que pourrais-je faire pour toi, qui dépasse en douleur et sacrifice ce qui s'est jamais fait? La volupté même ne doit rien être auprès de la joie de la souffrance qu'on donne à l'être aimé. D'avance, je m'immole toute pour toi. Ah! pour que les ombres ne montent plus jusqu'à ton front, je serais prête à disparaître de ta vie, mais cette disparition ne laisserait-elle pas des ténèbres plus épaisses encore?... »

Haletante, Béatrice répliquait tout bas : « Des mots, des phrases, des protestations romantiques. Un délire tout chargé de frénésie sensuelle. Mais qu'a-t-elle jamais fait pour lui? Douleur et sacrifice, moi seule les ai connus. Moi seule, dans une nuit d'agonie, ai suivi le calvaire du pardon. Elle l'a entraîné, dépravé, avili. Sans elle, sa vie eût été noblesse et grandeur... »

« Avilir! » mais le mot se trouvait dans les lettres. C'est donc que René d'Aumont l'avait osé prononcer. Il avait révolté Valentine de Croisy. Révolté, non pas même, il l'avait frappée en plein cœur : « Pourquoi parler ainsi, mon amour? Je respecterai tes idées, tes croyances et ta vie, si différentes qu'elles soient des miennes, afin de n'être jamais pour toi une cause de diminution ou de déchéance. Que je mette mon cœur à nu, pour que tu le voies tout saignant. Il n'y a en lui que toi, ma lumière, ma chaleur, mon bonheur. Eh bien, quand tu le voudras, je disparaîtrai. Mais, hors de toi, rien n'existera plus pour moi et j'entrerai pour toujours dans le froid, la nuit et la brume... »

L'éternelle cantilène reprenait jusqu'à satiété. Et Béatrice repuisait sans cesse dans le flot qui peu à peu s'étalait comme une vague au rivage :

...« Quand je te rencontrerai à Toulon, j'ai peur de me sentir pétrifiée. Mes jambes ne pourront me porter à la gare, tant je serai ivre de joie. Ce sera tout d'abord ton regard qui me

pénétrera, qui me prendra déjà sur le quai ; puis ce sera ta voix trop caressante qui me grisera comme un parfum, et puis ce sera toi. Je t'adore et te désire... »

.. « Je souffre de tous ces gens qui t'approchent, qui te voient, qui te parlent, et qui ne savent pas quel bonheur ils me dérobent : ils font cela tout naturellement sans se douter de l'importance qu'ont pour moi seule ta présence et ta personne... »

Ces lettres toutes chargées d'ardeur physique torturaient spécialement Béatrice, parce qu'elles lui révélaient une sorte d'amour qu'elle avait mal connu, dont elle avait honte et qui, dans cette honte même, la blessait et l'attirait ensemble, comme si le mal était contagieux. Elle s'expliquait mieux la protestation du Père Placide contre une lecture dont, à distance et par l'expérience même du confessionnal, il devinait le danger et les puissances corruptrices. Ainsi voulut-elle réagir contre sa propre faiblesse dans l'horreur, et jeter, pour en finir, tout le reste de la correspondance au feu qui tantôt crépitait et tantôt se mourait. Mais elle dut constater qu'elle n'était pas sans péché, puisqu'elle se complaisait dans le péché d'autrui jusqu'à en être éclaboussée, puisqu'elle se roulait dans la douleur qui lui venait de cette faute comme dans une haie d'épines, avec une sorte de furieux délice.

Cependant, après la naissance de la petite Renée, voici que le ton des lettres se modifiait, devenait plus tendre, plus apaisé, plus grave, sinon moins ardent. Un sentiment nouveau s'était introduit dans l'amour, et comme la participation secrète à quelque chose de sacré. Il n'était plus question d'une séparation possible. Un lien indestructible les unissait désormais. Valentine apparaissait plus soumise, plus douce et comme résignée à ne plus secouer les barreaux de sa cage, afin d'assurer l'avenir de l'enfant. Mais elle tombait parfois dans une dépression presque maladive, et l'on pouvait deviner qu'il s'ingéniait à lui restituer le courage et la confiance.

Puis, l'on arrivait au mois de juillet 1914, révélé sans date par la menace de la guerre. Ce n'étaient plus alors que de courts billets haletants, précipités, hagards, exigeant la présence immédiate, réclamant d'incessantes visites, et portant la trace d'un cruel et injuste débat. Une phrase ou l'autre révélait la révolte dressée contre le destin, et aussi la différence de race et

de religion qui repoussait le devoir et méconnaissait la patrie. Avec une sorte de contentement intérieur, Béatrice relevait ces indices. Ah! non, Valentine n'avait pas compris tout ce qu'il y avait chez René de sain, de noble et de fort! Valentine, tout de même, demeurait l'étrangère qui n'est pas de plain-pied avec notre sensibilité, avec notre nature profonde, et voici que dans la grande crise nationale ses origines reparaissaient. Un instant relevée dans son humiliation, la femme légitime connut un bref triomphe. Mais l'étrangère, vaincue, dans la dernière lettre se soumettait jusqu'à implorer sa grâce et son pardon, s'agenouillait devant l'aimé et lui jurait d'être calme, d'être maîtresse d'elle-même et de ses nerfs jusqu'au dernier moment, jusqu'au départ...

Cette lettre d'adieux, humble et déchirante, fut à son tour livrée à la flamme. A son tour, elle se consuma, noircit et tomba en cendres. Béatrice, de la pelle, dispersa ces cendres, afin de les empêcher de s'envoler dans la cheminée. Puis elle demeura, la pelle en main, dans cette position penchée, ne pouvant remuer, comme paralysée, anéantie par un effort trop grand pour ses bras, par un poids trop lourd pour ses épaules. Rien ne demeurait plus maintenant de cet amour de René et de Valentine dont la découverte l'avait remplie d'horreur, mais aussi d'une sorte d'envie. Rien? et les lettres de son mari, qu'avaient-elles pu devenir? Elle ne pouvait se méprendre au souvenir d'une conversation qu'elle avait eue avec le comte Axel Flygare, après l'internement de Mme de Croisy. Au cours de cette conversation, le comte lui avait appris d'un air indifférent, et presque négligemment, qu'il avait brûlé, pour s'en débarrasser, tous les papiers inutiles de sa sœur et mis en ordre ceux qui devaient servir à l'administration des biens. Elle n'avait pas pris garde, tout d'abord, à une déclaration qu'elle estimait sans importance par elle-même et qui, de toute évidence, signifiait qu'il avait détruit toutes les lettres dangereuses. Il l'avertissait pour le cas où elle eût soupçonné ou connu la liaison de son mari et, pour le cas où elle en fût ignorante, l'avertissement tombait de lui-même. Ainsi avait-elle la certitude que de part et d'autre ne subsistait plus aucune preuve, ne restait plus aucun témoignage.

Voici que, loin de s'en contenter, elle fut presque atterrée de cette constatation. Les événements ont des répercussions

profondes dans les âmes scrupuleuses. Car cette correspondance disparue contenait un aveu de paternité. Renée, la petite Renée, était dépouillée de son vrai père et restituée au père légal. N'était-ce pas juste et légitime, puisque la liaison adultère se trouvait supprimée? Béatrice, malgré tout, en ressentit un malaise, et comme une sorte de singulier remords. Elle avait fini par s'accoutumer à l'idée que la petite Renée, fille de son mari, était presque sa fille. La rendre à Hubert de Croisy lui paraissait une injustice, une monstruosité. Jamais elle n'avait parlé d'Hubert à l'enfant. Tandis qu'elle l'entretenait dans le culte de René d'Aumont, presque sans le vouloir, et sans le savoir. Presque sans le vouloir et sans le savoir, elle s'était rendue complice des illégitimes amours. Elle avait accepté le lien adultère. Elle avait donné, elle aussi, l'enfant d'Hubert à son propre mari et n'entendait pas le lui reprendre. Dans quel inextricable labyrinthe nous précipite le mensonge!

Béatrice, s'arrachant enfin au voisinage du foyer qui peu à peu s'éteignait, se leva et poussa les persiennes. Elle respira avidement l'air pur qui venait du jardin, comme si elle se sentait étouffée par un parfum trop fort, venu de fleurs trop capiteuses dans une serre trop échauffée. Le cabinet de travail de son mari ne donnait pas sur la mer, mais sur les montagnes, du côté d'Aspremont et de Saint-Martin Vésubie. Les collines et les contreforts des Alpes, avant les Alpes mêmes, formaient une série d'ondulations qui, sous la lumière nocturne, apparaissaient vaporeuses et légères. La lune courait en plein ciel, achevant de composer un paysage de rêve et de légende. Il y avait si peu de rapport entre la paix de la terre, à cette heure avancée de la nuit, et le tourment où elle se débattait, que la malheureuse éprouvait le désir de repousser tout ce calme et toute cette beauté en s'enfermant à nouveau. Mais peu à peu elle en éprouva le rafraîchissement et l'amollissante influence. Et, détendue, elle commença de pleurer.

Les larmes l'avaient toujours soulagée. Elles lui ôtaient cette dureté, cette sévérité, cette haine que la trahison soulevait en elle. Elles lui restituaient sa faiblesse, sa douceur de femme et son tendre amour. Alors Béatrice ne se défendait plus contre son passé, ne songeait plus à l'abolir, acceptait qu'il fût atteint, mais non supprimé. Et même elle s'y découvrait en faute. Oui!

des fautes sans doute de peu de poids apparent auprès de la culpabilité de son mari, mais qui peut-être avaient contribué à le laisser dans cet état de solitude où retentissent plus aisément, à l'heure où la jeunesse commence d'être menacée en nous, les appels des passions. Depuis leur retour de Syrie, n'avait-elle pas cultivé en elle, au lieu de l'écarter résolument, cet alanguissement dangereux où l'on se laisse couler comme dans un bain tiède? N'était-elle pas devenue quasi indifférente à cette vie des sens qui tantôt s'éveille tard et tantôt se perd de bonne heure chez les sensibilités féminines, ou tantôt, au contraire, repousse l'âge et profane la vieillesse, sans prendre garde que, refroidie ou rejetée, elle libère peu à peu le compagnon qui n'a pas partagé cette indifférence et se découvre trop fier pour tenter de la vaincre. Elle aimait son mari et s'en rapportait aux anciens témoignages de leur amour. Elle n'imaginait pas que cette affection tranquille et tout amicale lui pût devenir un jour insuffisante. Elle n'avait pas réfléchi, pas médité, pas compris, comme tant de maris et de femmes qui substituent peu à peu au plus grand amour une accoutumance monotone et régulière où n'entrent bientôt plus en commun que les tracas journaliers et les ennuis domestiques et qui sont tout étonnés, un beau jour, sans cause apparente, de s'apercevoir d'un éloignement dès longtemps préparé et devenu irréductible. Car les séparations et les divorces se consomment, la plupart du temps, au début du mariage ou, au contraire, après de longues années de vie étroite, tantôt parce que les caractères, mal connus, se sont heurtés, et tantôt parce qu'on a oublié de s'occuper de l'essentiel, le maintien, l'entretien de la flamme sans quoi il n'est point de véritable foyer.

Non, pourtant, elle ne pouvait se reprocher d'avoir oublié l'essentiel. Elle était demeurée en toute occasion la confidente dévouée des travaux, des ambitions, des espérances. S'il avait réclamé davantage, comme elle se fût empressée de l'offrir! Non, non, il y avait eu dans la rencontre de Valentine de Croisy un de ces chocs imprévus et fulgurants qui déconcertent toutes les prévisions et sont destinés à bouleverser les existences. Fallait-il croire qu'*ils* fussent créés l'un pour l'autre, qu'*ils* s'attendissent l'un l'autre et qu'*ils* fussent incapables de résister l'un à l'autre? Elle ne pouvait pas en admettre l'idée, elle préférait s'accuser d'avoir mal gardé le cœur de René. Elle

se raccrochait aussi désespérément à cette certitude, — que les lettres même n'entamaient pas, — que jamais il ne l'avait écartée, que toujours il lui avait maintenu sa place, — la première tout de même, — contre sa maîtresse, contre sa Valentine, quand celle-ci réclamait le départ à deux, et plus tard le départ à trois, avec l'enfant née de leurs amours, en jetant bas, une bonne fois, les hypocrisies, les mensonges, les conventions.

Pour se raffermir dans cette conviction, elle regagna sa chambre où elle chercha et ouvrit une autre correspondance, la sienne, qu'elle avait tout entière classée année par année. Année par année? il y avait de grands vides, d'heureux vides, toutes les années qu'ils avaient passées ensemble, voyageant ensemble, ne se quittant pas, si unis et rapprochés qu'ils n'avaient pas l'occasion de s'écrire. Mais les lettres de la période de fiançailles étaient là, vives, gaies, spirituelles, confiantes, tendres et amoureuses, avec une fraîcheur toute juvénile, une grâce un peu romanesque, et ce charme auquel la terrible Valentine devait faire plus tard si souvent allusion, mais que celle-ci du moins n'avait pas connu tout paré de jeunesse. Et puis c'était, — après des cartes et des billets pendant l'une ou l'autre absence, — le tas, la masse des lettres envoyées pendant la guerre. René, de l'armée, écrivait presque tous les jours, tantôt brièvement, quand ses occupations ne lui laissaient pas de loisir, tantôt avec de longs détails sur sa vie, avec des recommandations, avec des souvenirs, avec des considérations sur l'avenir et le retour. Béatrice y puisa, pour y trouver le dérivatif qu'elle cherchait, pour s'assurer de sa part dans ce cœur d'homme qu'elle avait ouvert tout grand, au point d'y voir couler le sang des blessures secrètes.

Cette part, tout d'abord, lui apparut par constraste si minime, si médiocre et misérable au regard de la passion sans mesure que les témoignages de Valentine laissaient supposer, qu'elle ressentit comme une honte intime de se découvrir aussi pauvrement traitée. Que ces phrases de confiance et d'harmonie lui parurent grises, ternes, décolorées, auprès des soubresauts, des élans, des violences et des éclats de l'autre correspondance! Là, point d'expressions retentissantes, point de déclarations à retenir pour leur éblouissement d'éclair. Mais voici que peu à peu elle recommençait de se laisser prendre à cette affection

qui n'avait jamais varié, ni dans le bonheur, ni dans l'épreuve, qui venait à elle comme à *l'amie*, la *grande amie*, la *seule amie*, qui n'avait jamais douté d'elle, et qui était faite de tant de jours tissés ensemble, de tant de pensées entrelacées, de joies et surtout de deuils portés en commun. Sa vie tenait là-dedans, sa vie qu'elle n'aurait pas souhaitée différente, qu'elle jugeait la plus heureuse du monde avant qu'elle eût surpris le ver dans le beau fruit.

Cette correspondance de la guerre la replongea dans les affres de la séparation. Du moins, cette séparation n'était-elle déjà plus troublée. Valentine internée avait cessé de nuire. Elle remarqua, dans sa nouvelle lecture, que René, pas une fois, ne lui parlait d'elle, ne s'informait d'elle, tandis que pendant ses permissions il lui rendait visite, épiant sur le visage égaré le retour à la lucidité et s'efforçant d'y découvrir des symptômes de guérison possible. Il avait la pudeur de taire à sa femme jusqu'au nom de sa maîtresse quand il eût été naturel que, sachant l'ignorance où elle était, il lui réclamât des nouvelles. Et Béatrice vit dans cette délicatesse une intention particulière.

En revanche, il ne cessait pas de se préoccuper de l'enfant, de son enfant. Presque dans chaque lettre il s'intéressait à sa santé, à ses progrès, à ses premiers pas, à ses premiers mots. Il l'appelait : *ma petite filleule*, ne pouvant l'appeler sa fille. Comment l'attention de Béatrice n'avait-elle pas été éveillée par les indications trop sensibles et multipliées de cette paternité ? Mais tout est pureté aux purs, et ignorance aux ignorants. Elle n'avait vu là que le signe d'une bonté naturelle qu'elle lui connaissait bien et le remplacement de ce petit être qu'ils avaient laissé au cimetière de Damas et à qui longtemps il avait souhaité un successeur.

Surtout, à distance, il soutenait sa femme alarmée, lui restituait la foi dans la victoire, lui rendait le courage nécessaire pour supporter l'absence, la conjurait de relever autour d'elle le moral affaibli. Dans ces phrases sans recherche, toutes simples et presque terre à terre, peu à peu son accent mâle se faisait jour. On devinait une force calme et mesurée dont le temps ni les circonstances ne viendraient à bout. La grandeur qui en émanait agissait au loin. Elle se souvenait qu'elle ne recevait jamais ces lettres, au cours de la longue campagne de quatre années, sans un sourire de reconnaissance, parce qu'elle savait

d'avance que leur lecture la fortifierait, la détendrait, lui ôterait toute nervosité, toute faiblesse. Et voici qu'elle y découvrait encore une sorte de stoïcisme supérieur à la durée de l'épreuve, et un retour, — bien timide et lointain, — à la foi religieuse dont il s'était dès longtemps écarté, dont il n'avait jamais tenté de l'écarter elle-même, respectant ses pratiques les plus étroites et même paraissant les encourager. Telle ou telle lettre écrite à la veille d'une attaque, ou au lendemain d'une meurtrière action, pendant les journées interminables de Verdun, ou pendant la première phase, — la phase défensive et angoissante, — de la bataille de 1918, révélait un cheminement intérieur qui, des dieux épars de l'Asie et de l'idée presque panthéiste du divin à quoi ses travaux archéologiques l'avaient conduit non sans un certain scepticisme, le ramenait au Dieu agissant, créateur et providentiel. Parfois elle pouvait encore surprendre quelque mélancolie, quelque désenchantement qu'il se hâtait de repousser. Sans doute, le profil perdu de Valentine lui apparaissait-il à ces heures de détresse dont, visiblement, il ne voulait pas faire confidence. Quels abîmes que ces cœurs humains où les plus hautes vertus peuvent cohabiter avec les pires égarements, où une telle dualité peut subsister toute une vie !

Il était plus de deux heures du matin que Béatrice lisait encore. Elle se décida à quitter son secrétaire, mais elle était rassérénée. De nouvelles larmes coulaient, mais qui n'étaient plus amères. Et se mettant à genoux sur son prie-Dieu, elle s'adressa directement à lui, comme s'il pouvait l'entendre :

— René, mon René à moi, ne crois pas que je t'aie moins aimé. Elle était plus belle et plus séduisante que moi, et plus digne peut-être de te plaire. Mais elle était l'étrangère, et moi, j'étais soutenue par ta patrie et par la foi des tiens qui renaissait en toi. Pour le deuil de Damas, il n'y avait que nous deux. Et pour ton enfant, tu vois, je suis encore là. Je te la garderai, je te le jure, et j'en ferai ta vraie fille, notre fille. Si j'ai douté de toi, pardonne-moi...

Car il y avait une autre force que l'amour, cette force qui avait retenu son mari près d'elle, malgré l'amour de Valentine, et que l'amour pour Valentine n'avait pu réussir à briser, cette force qui maintient le foyer jusque dans la tempête et qui, dans l'ancienne société, plus ordonnée et moins détraquée, isolait la femme légitime des maîtresses les plus idolâtrées et refusait de

confondre le mariage avec la passion. Ainsi garderait-elle l'enfant. Ne la lui avait-il pas léguée? La revenante ne la lui arracherait pas.

RENÉE

— Maman, vous allez être en retard pour l'office du Samedi Saint qui est bien long, et nous serons en retard pour aller déjeuner à Saint-Paul comme vous me l'avez promis hier.

La petite Renée ou plutôt la grande Renée, — car elle était haut poussée pour son âge, et un peu trop flexible comme ces sarments de vigne qui ont besoin de ligatures, — s'était glissée dans la chambre de Mme d'Aumont qui s'habillait en hâte, n'ayant dormi que quelques heures et s'étant assoupie sur le matin au delà de son habitude. Elle était rayonnante à cause des vacances, si rayonnante que Béatrice l'arrêta au passage pour en réjouir ses yeux qui avaient tant pleuré dans la nuit :

— Comme tu ressembles... commença-t-elle.

— A qui?

Mais elle n'acheva pas. Elle n'avait pas osé dire : *à ton père*. La jeune fille enfant se montra moins timorée :

— Pas à toi, malheureusement. C'est donc à papa.

Que lui répondre? Cette ressemblance n'était pas la seule. Renée avait la démarche aérienne de sa mère, le velouté des yeux dans un visage de blonde, la promptitude des gestes sous l'action de la sensibilité. Mais cette sensibilité même, plus d'une fois sa mère adoptive s'en alarmait, redoutant une hérédité si menaçante. Elle en avait eu la révélation, quelques années auparavant, par un petit incident de pensionnat. L'enfant, externe libre, s'était livrée à une de ces imaginations précoces dont s'étonnent les personnes qui manquent d'attention, de psychologie ou de curiosité. Une maîtresse s'en était offusquée, l'accusait de mensonge, exigeait une réparation. Béatrice avait cru devoir punir sévèrement. Alors la petite Renée, consciente de l'injustice commise à son égard, s'était repliée sur elle-même, comme atteinte prématurément de mélancolie et de mutisme. Il avait fallu des mois et des soins assidus, et toutes les délicatesses de l'affection, pour la ramener et la ressaisir, et

la crainte qu'elle avait causée n'avait plus dès lors abandonné Mme d'Aumont, dans les moindres détails d'une éducation qu'elle avait su rendre ensemble tendre et fortifiante.

De nouveau, ce fut l'envahissement :

— Maman, le déjeuner est servi sur la terrasse. Viens-tu? Puis-je manger de la confiture? C'est de l'abricot : tout ce que j'aime. On n'est plus obligé de faire des sacrifices comme pour le Vendredi Saint...

La veille, elle s'était contentée d'une tasse de thé. Mais toutes les consignes étaient levées. Déjà la pierre du tombeau s'ébranlait pour la Résurrection.

C'était une matinée ineffable sur la colline de Cimiez : une mer que l'éclat du jour n'avait pas encore foncée et dont le bleu pâle rejoignait celui du ciel. Nice repliée et blanche en bordure de la baie des Anges, le dôme de Montboron d'un vert vif encadrant le blanc cimetière, et plus près le jardin tout frais de son réveil après la fraîcheur nocturne, avec ses corbeilles d'œillets, sa pergola de roses, le savant dessin des parterres en tapis persans, la bordure de ses oliviers aux feuilles pâles, et le grand chêne vert qui partageait la vue de la mer. Les fleurs chantaient comme des oiseaux, ou le chant des oiseaux fleurissait dans le jardin.

Ces dames, bien qu'habituées, en furent frappées :

— Quel beau jour de Pâques nous aurons en Corse! s'exclama Renée. Car nous partons ce soir, n'est-ce pas, maman?

Ce voyage retardé l'inquiétait.

— Sans doute, la rassura Béatrice.

— Sur le *Général-Bonaparte*? Il paraît que c'est le meilleur bateau de la Compagnie. Je me coucherai tout habillée dans la cabine, parce que je veux nous voir marcher la nuit. Je monterai sur le pont.

— Avec moi.

— Oh! tu dormiras.

— Je ne vais pas te laisser toute seule.

— Pourquoi? Il me semble que je suis faite pour les navigations. Un jour ou l'autre, j'irai en Syrie, comme toi, comme papa.

Elle se découvrait une petite âme marine, comme ces Wikings dont elle était peut-être la descendante.

— Dépêchons-nous, la pressa Mme d'Aumont comme l'enfant

beurrait encore une tartine, sans quoi nous arriverons les dernières à l'église et n'y trouverons plus de place.

— A qui la faute, maman ?

— Je me suis couchée très tard.

— Encore des prières ?

— J'ai rangé des papiers.

— De papa ?

— Oui, répondit évasivement Béatrice.

— Pourquoi, reprit impitoyablement la voix, mal posée encore, d'enfant qui mue, toujours des robes noires? Tu le regretterais aussi bien dans une robe mauve ou blanche. Cela t'irait mieux.

— Tu n'aimes pas le noir?

— Pas beaucoup.

— Je suis déjà vieille.

— Pas du tout, maman. Seulement, tu ne t'appliques pas assez.

— A quoi bon ?

— Mais pour moi.

— Eh bien ! je te le promets.

Déjà Béatrice cherchait son chapeau, son ombrelle, son livre d'heures. Renée mettait les bouchées doubles, mais sans rien perdre, et la bouche pleine assurait qu'elle était prête. De fait, elle attrapa son béret et sa quinzaine de Pâques et rejoignit sa mère adoptive avant la sortie du jardin. Par un petit chemin étroit, en bordure du bois de chênes et de cyprès qui couronne le promontoire de Cimiez, ces dames gagnèrent l'église toute proche des Franciscains. A la porte, arrivait précisément, venant de l'intérieur, un grand cortège. Le Père Placide qui officiait, revêtu par-dessus son aube d'une étole et d'un pluvial violet, précédé, accompagné ou suivi d'autres religieux et diacres aux mêmes couleurs, des sous-diacres portant la Croix et des acolytes portant l'eau bénite, l'encensoir, la navette de l'encens et les cinq grains destinés au Cierge pascal, venait en procession bénir le feu nouveau. Béatrice se souvenait de la prodigieuse cérémonie de Jérusalem où ce feu nouveau, guetté et ravi, est emporté en ouragan. Elle expliqua à l'enfant le symbole de la cérémonie.

— Vois-tu, petite, la pierre de laquelle on tire du feu représente Jésus qui, persécuté par les Juifs et mort sur la

croix, a envoyé sur son église le Saint-Esprit en forme d'étincelle pour l'illuminer. On allume et bénit le feu hors du sanctuaire, parce que Notre Seigneur est mort hors la ville de Jérusalem.

— J'aime quand tu expliques, répondit l'enfant qui, sans le commentaire, se fût désintéressée de tous ces détails.

Elles entrèrent à la suite du cortège qui rapportait le feu nouveau dans l'église où tous les cierges éteints allaient être rallumés. La procession, par bonds calculés, remontait l'allée centrale au chant du *Lumen Christi*. A l'autel, après la bénédiction du Cierge, le célébrant, après avoir quitté le pluvial, revêtit le manipule et la chasuble violette, et la lecture des Prophéties commença.

Tandis que Renée, distraite, écoutait mollement, Béatrice s'abîmait dans son livre d'heures. Elle savait assez de latin pour suivre les citations de la Genèse, d'Isaïe, de Baruch, d'Ézéchiel, de Jonas, de Daniel. Mais surtout elle s'arrêta au cantique qui accompagne la bénédiction des Fonts baptismaux : *Sicut cervus desiderat ad fontes aquarum, ita desiderat anima mea ad te, Deus meus.* Oui, Dieu était bien la source vivante après quoi elle soupirait, comme le cerf altéré soupire après l'eau des fontaines. Ne l'avait-elle pas trop oublié la veille, ce jour de Vendredi Saint qu'elle avait passé dans sa méditation de révolte et dans la lecture de cette correspondance qui la déchirait, la blessait, la rassasiait d'une douleur où elle se délectait complaisamment, comme pour y exaspérer sa haine de la revenante, de l'intruse qui venait de si loin, et même du royaume de la folie, pour lui disputer l'enfant? Chaque fois qu'elle franchissait le seuil de l'église, chaque fois qu'elle consultait le Père Placide, elle rencontrait ce même ordre ou ce même conseil de soumission, d'abandon aux exigences d'un destin voulu par Dieu. Pouvait-elle les accepter? Devait-elle renoncer à la fuite en Corse? Lui faudrait-il recevoir Valentine de Croisy, l'accueillir en comprimant sa jalousie, en dissimulant sa connaissance du passé? Non, le calice qu'on lui tendait contenait trop d'amertume. Elle ne pouvait pas y tremper ses lèvres, à plus forte raison le vider jusqu'à la lie.

« Si je revois le Père Placide à la fin de l'office, se disait-elle, revenue à l'inquiétude et même à la terreur, il insistera pour obtenir mon adhésion. Il exigera sans pitié que je me broie

le cœur. Ce n'est pas possible. Je m'en irai avec Renée sans le demander à la sacristie. Aussi bien n'avons-nous que le temps d'aller déjeuner à Saint-Paul. Et d'ailleurs notre cabine est retenue sur le *Général-Bonaparte*... »

Le diacre chanta, les mains levées, l'Évangile selon saint Mathieu qui est déjà l'aurore de Pâques et annonce la Résurrection : *Angelus enim Domini descendit de cœlo et accedens revolvit lapidem et sedebat super eum. Erat autem aspectus ejus sicut fulgur et vestimentum ejus sicut nix*...

Mme d'Aumont se pencha sur Renée qui était distraite et ne suivait pas le latin :

— Lis, conseilla-t-elle, la traduction française. Vois comme c'est beau.

Et l'enfant se laissa prendre en effet au récit de Marie Madeleine et de l'autre Marie venant au sépulcre dont la pierre a été roulée. Sur cette pierre un ange est assis dont le regard fulgure et dont le vêtement est blanc comme la neige.

— N'ayez pas peur, dit-il aux femmes, Jésus que vous cherchez et qui a été crucifié est ressuscité des morts. Il vous précédera en Galilée...

Nolite timere vos. Béatrice s'arrêta sur cette parole de l'Ange : *Ne tremblez pas*. Ces pauvres femmes, ne trouvant plus Jésus dans le tombeau, pouvaient trembler en effet. Ce qu'elles avaient de plus cher leur était ravi. Mais voici que le Christ était ressuscité.

« Ne vient-on pas, songeait-elle dans l'obsession de son esprit, me demander ce que j'ai de plus cher au monde? Mais personne ne peut me rassurer. »

La messe s'acheva sans qu'elle sortît de son doute. Elle avait perdu ses puissances de décision. Ce qui était préparé suivrait son cours : l'excursion à Saint-Paul du Var, et le départ, le soir, pour la Corse. Mais ce programme ne lui souriait déjà plus, comme si elle prenait conscience de la lâcheté de cette fuite devant l'inconnue. Était-ce le désir de ce Christ qu'elle invoquait avec tant de foi, qui avait porté les maux et les péchés des hommes et qui était sorti de la mort pour répandre l'éternelle vie? Était-ce le désir de son cher mari à qui, sur l'autre rive, elle tendait les bras pour l'assurer de son amour, malgré la trahison? Mais quoi! voulait-on, pouvait-on lui imposer le contact avec cette femme? voulait-on, pouvait-on lui

imposer l'abandon de la petite Renée qui lui devait, sinon la vie, du moins la protection des années périlleuses et toute l'orientation de l'esprit et du cœur? Le Père Placide qui officiait se tourna vers les fidèles pour *l'Ite missa est* qui, le Samedi Saint, est déjà accompagné d'*alleluias*.

Alleluia, alleluia. Elle ne pouvait se livrer à cette allégresse de Pâques. Le lendemain, dans ses scrupules, elle ne pourrait recevoir le corps du Christ à la Sainte Table. Et le Père Placide, se retournant pour bénir le peuple, dut l'apercevoir, car il étendit la main bénissante dans sa direction comme s'il avait une intention particulière de la calmer et rasséréner. Mais, l'office terminé, elle emmena l'enfant sans aller à la sacristie demander le vieux prêtre. Elle avait peur devant lui comme les saintes femmes devant l'Ange assis sur la pierre. Elle se sentait si désemparée qu'elle eût cédé sans nul doute à son conseil de rester à Cimiez et d'y attendre Valentine de Croisy.

— Allons-nous-en, vite, dit-elle sur le chemin. L'automobile doit nous attendre.

L'automobile était en effet rangée devant la villa. Ces dames se hâtèrent de poser leurs livres d'heures, de revêtir des manteaux de voyage, et la voiture démarra comme pour une course pressée.

Quelle erreur ne commettent pas les innombrables visiteurs, pour la plupart étrangers, de la Riviera : ils ne voient en elle qu'un décor banal de la féerie moderne, stations balnéaires, casinos, théâtres, palaces, dancings, restaurants, maisons de jeux, cinémas, caressé par la douceur du climat et la vue de la mer accessoire, quand se cache à peine sous ces apparences frivoles un vieux pays vigoureux, aux retraites profondes et même sauvages, et tout chargé d'une histoire sanglante et brillante ensemble! Entre le Var et le Paillon, au delà même du Var, après un premier plan de collines boisées, s'étagent, avant les Alpes neigeuses que Saint-Martin Vésubie précède, les contreforts accidentés où sont perchés d'antiques villages fortifiés à la manière des petites villes italiennes de la Toscane ou de l'Ombrie. C'est ainsi que Saint-Paul-du-Var évoque dans le souvenir San-Gimignano aux sept tours.

En choisissant Saint-Paul-du-Var pour but de la première journée de vacances, Mme d'Aumont se conformait comme

naturellement au vœu de son mari qui avait toujours manifesté sa prédilection pour la vieille cité épiscopale déchue de son glorieux passé et qui lui avait transmis, au cours des conversations quotidiennes, son goût de l'archéologie et même une part de son érudition.

— Mais nous quittons la mer ! protesta la petite Renée.

— Sans doute. La montagne, tu verras, nous réserve d'autres surprises.

Après Cagnes, l'automobile s'engagea sur la route de Grasse, et bientôt, à la montée, la ville d'autrefois apparut avec sa double ceinture d'orangers et de pierres. Aux abords des remparts, une auberge provençale qui porte cette enseigne pacifique : *A la colombe d'or*, sollicite au passage les touristes. Là s'arrêtent les voitures sur une place abritée de l'éclat du jour par le feuillage de quelques platanes.

— Nous y déjeunerons, déclara Béatrice. Veux-tu retenir une table. Et pendant qu'on nous préparera le repas, nous ferons le tour de Saint-Paul.

— Oh ! comme c'est joli ! s'exclama l'enfant.

Les tables étaient rangées sur une terrasse plantée d'orangers qui domine le vallon creusé bas. Une suite de jarres rebondies, d'où sortaient des giroflées, servait de balustrade. Des pigeons blancs se posaient çà et là sur le toit, sur les vases, jusque sur les tables, familièrement, attendant leur nourriture des clients. Le tout, sous le soleil, prenait un aspect aimable et bon enfant.

Aspect aimable et bon enfant qui contrastait avec la vieille ville.

— Entrons, dit Mme d'Aumont après avoir commandé un déjeuner conforme au goût de sa compagne, c'est-à-dire que l'entremets y occupait la place principale.

Ces dames franchirent les remparts qu'ornaient des touffes de marguerites jaunes.

— Figure-toi qu'ils datent du XIe siècle, expliqua Béatrice, mais ils ont été refaits sous François Ier.

— Comme tu es savante, maman !

Elle s'excusa modestement :

— Je n'y suis pour rien, ou presque rien.

L'enfant se mit à rire de l'excuse singulière.

— On m'a appris, murmura-t-elle confuse.

Qui, *on*? Pourquoi ne pas avouer, comme elle l'avait sur les lèvres : *Je dois toute ma science à ton père*? D'où lui venait cette pudeur soudaine? Elle avait si souvent parlé à l'enfant de son père véritable sans même prendre garde qu'elle l'accoutumait à sa naissance illégitime. La destruction des témoignages épistolaires avait-elle pour effet de retirer cette paternité? Ou le travail commencé dans son esprit par l'office du matin se continuait-il inconsciemment? N'était-elle déjà plus certaine de garder la fille de Valentine de Croisy?

Elles montèrent la ruelle étroite et pavée, serrée entre les maisons hautes, de l'ancienne cité qui n'est plus qu'un village, et parvinrent à la Collégiale qui couronne la colline.

— Explique, maman, réclama Renée.

— Je n'ose pas, sourit Mme d'Aumont. J'ai peur de te paraître pédante, et puis tu es en vacances.

— Oh! toi, tu n'es pas un professeur. Et puis, dehors, en plein air, ce n'est plus un cours, c'est une promenade avec de la dentelle.

— De la dentelle?

— Oui, des variations, des fioritures, des airs de flûte et de violon. Tu te charges de la musique. Sans ça, tous ces gros murs, ça ferait comme une prison.

— Eh bien! voilà. Cette collégiale qui date du XIe siècle...

— Comme les remparts.

— Oui, comme les remparts... a remplacé une vieille église du Ve siècle. Les évêques de Saint-Paul et Vence résidaient ici. Alors, il avait fallu leur bâtir un beau monument. Ils dépendaient du roi de Provence, mais les rois de France sont venus en visite : François Ier, Henri III, Louis XIV. Ils sont venus, et ils ont laissé des cadeaux. Faisons le tour des chapelles latérales, et tu retrouveras leurs cadeaux et leur souvenir. La plus belle est celle-ci avec ses boiseries et ses plafonds du temps du Grand Roi. Il n'y a pas de style plus noble, s'il en est de plus élégant. Tiens, regarde ces encadrements de bois, avec des raisins. Et ces tableaux de l'École vénitienne qui rappellent les Paul Veronèse avec leurs couleurs, — bien qu'elles se soient assombries, — et les plis des robes et des manteaux. Et cette petite Vierge d'albâtre, comme elle presse l'Enfant Jésus d'un geste tendre! Personne ne pourra le lui prendre.

— Mais personne ne veut le lui prendre, maman.

— Ah ! si, on le lui prendra. Les enfants, on finit toujours par vous les prendre.

— Pourquoi pleures-tu, maman ? Moi, on ne me prendra à toi, je t'en réponds.

— Qu'en sais-tu ?

— Mais je le sais. Parce que je suis grande et forte, parce que tu es toute seule, parce que je t'aime tant. Qu'est-ce que tu as ce matin ? Je ne t'ai jamais vue comme ça.

Par un retour étrange, c'était l'enfant qui soutenait Béatrice. Celle-ci, mécontente d'elle-même et de ses larmes absurdes, — comme si elle était menacée, puisque toutes deux partaient pour la Corse ! — fit effort pour dominer ses nerfs.

— Ce n'est rien, petite. J'avais regardé cette statue d'albâtre avec mon mari, autrefois.

— Avec papa ?

Pourquoi ce : *mon mari* ? Elle disait habituellement : *ton père*. Il faut prendre garde à l'observation enfantine qui ne laisse rien échapper. En hâte, elle ajouta :

— J'ai froid dans cette église. Il y aurait bien encore le trésor à voir, à cause de ses beaux reliquaires d'argent. Mais allons chercher le soleil et notre déjeuner.

Elles regagnèrent au delà des remparts l'auberge provençale et s'installèrent au bord de la terrasse, au-dessus du ravin, à la table qu'avait choisie Renée. Pendant tout le repas, Béatrice parla à peine, répondant seulement aux questions de sa fille adoptive. Avec une sorte de peur qui la tenait suspendue, attentive et bouleversée, elle assistait en elle-même, comme à un spectacle auquel elle ne pouvait prendre part, au développement continu de la pensée de soumission déposée par l'office du matin. L'Ange au regard fulgurant et au vêtement couleur de neige l'avertissait de la disparition du corps. Mais c'était la petite Renée qui s'en allait. Elle ne pouvait la retenir. On était venu la chercher. On l'emmenait. Elle savait maintenant qu'elle ne se défendrait pas, qu'elle ne résisterait pas, que le voyage en Corse ne s'accomplirait pas. Une force inconnue lui barrait la route. Inconnue ? était-elle inconnue ? Ne l'avait-elle pas toujours rencontrée au cours de sa vie ? Ne lui devait-elle pas déjà le pardon accordé, une nuit d'agonie, à la trahison ? Devait-elle se réjouir ou s'attrister d'y céder ? Et cette force ne lui venait-elle pas de son cœur religieux ?

Mais, si la fuite était abandonnée, il ne lui restait plus alors qu'une demi-journée pour préparer la petite Renée au sort nouveau qui serait désormais le sien. Il fallait sans retard l'avertir. Comment l'avertirait-elle ?

— Écoute, murmura-t-elle au dessert, étonnée elle-même de ce qu'elle osait entreprendre, il n'est pas encore certain que nous partions ce soir pour la Corse.

— Oh ! pourquoi, maman ? protesta l'enfant qui, cependant, — par quel pressentiment obscur ? — avait toujours mis en doute leur départ.

— Voilà. J'aurai peut-être une visite demain.

— Ne le savais-tu pas ?

La pauvre Béatrice chercha une justification :

— Je n'en étais pas sûre. Elle doit m'être confirmée ce soir, à notre retour.

— Quelle visite ?

— Une dame. Une cousine à moi. Celle dont tu as vu hier les portraits.

— Celle qui est si belle ?

— Justement. Elle a peut-être un peu vieilli. Il y a longtemps que je ne l'ai pas vue. Elle a été malade, très malade. Maintenant elle est guérie.

— Elle ne pouvait pas attendre la semaine prochaine ?

— Il y a longtemps déjà qu'elle attend, ma [petite. C'est une histoire bien douloureuse. Il te faudra être bonne pour elle.

— Oh ! pendant un après-midi c'est facile, maman.

— Ce ne sera peut-être pas seulement pour un après-midi.

— Elle restera plusieurs jours, une semaine ?

— Non, elle ne restera pas à Cimiez. Mais peut-être t'emmènera-t-elle.

— Je ne veux pas m'en aller. Pense donc, maman : je ne la connais pas. Et puis, qu'est-ce qu'elle me veut ? Et puis toi, qu'est-ce que tu dirais ? Tu me laisserais partir ? Tu ne m'aimes donc plus ?

— Ah ! Renée, peux-tu me parler ainsi ?

L'enfant s'était animée subitement, si subitement que Mme d'Aumont en fut épouvantée, redoutant une crise de cette sensibilité trop fine et trop ardente, et sans doute chargée du poids de sa lourde hérédité.

— Calme-toi, petite Renée, murmura-t-elle doucement, comment peux-tu douter de mon affection?

Il fallut qu'elle la prît sur ses genoux, malgré sa longue taille, comme un bébé, et qu'elle la laissât pleurer sur son épaule, et qu'elle la grondât sur le ton des paroles d'amour maternel :

— Voyons, voyons, il ne faut pas te monter ainsi. Tu n'es pas raisonnable. Là, reste encore un peu. Il n'y a personne. N'es-tu pas bien, tout contre moi? Comme ton petit cœur bat! Je t'en prie, calme-toi. N'as-tu plus confiance en moi?

L'enfant, entre deux sanglots, livra sa pensée secrète :

— Ah! vois-tu, maman, j'ai peur. Cette Madeleine de Portes...

— Quelle Madeleine de Portes?

— C'est une petite fille de mon cours. L'autre jour elle m'a dit que je n'avais pas le même nom que toi.

— Eh bien?

— Eh bien! je ne sais pas, moi. Tout à l'heure, quand tu as parlé de cette dame qui venait pour m'emmener, j'ai pensé à l'autre.

— Quelle autre?

— Celle qui a un autre nom. Moi, je ne sais pas. Mais j'ai peur.

Et, nouant ses bras minces autour du cou de sa mère adoptive, elle la serra passionnément :

— Ah! je ne veux jamais te quitter. Jamais, jamais. Tu n'as personne, tu es toute seule, puisque mon papa est mort. Alors, il ne faut plus me menacer.

— Je ne t'ai pas menacée, Renée.

— Si, tout à l'heure.

Et, desserrant les bras, elle fit le geste d'écarter des ombres. Pouvait-on laisser cette enfant en présence du mystère de naissance qu'elle soupçonnait, qui l'agitait, sur lequel son imagination travaillait? car les imaginations enfantines ne sont jamais inactives et frôlent très souvent la vérité, même quand cette vérité les dépasse. Les grandes personnes qui croient leur cacher aisément la réalité des choses, si souvent en sont pour leurs frais! Ne reprenait-elle pas avec une sorte de violence :

— L'autre dame, qui veut m'emmener, qu'est-ce que c'est?

Les petites filles, personne ne peut les emmener, excepté leur maman. On n'a pourtant pas deux mamans...

Béatrice interdite se taisait devant cette explosion inattendue qui dévoilait toute une enquête intérieure menée depuis la révélation faite au cours par cette Madeleine de Portes. La petite n'avait-elle pas rapproché du racontar de sa compagne les portraits de l'étrangère et l'annonce de la visite dangereuse? Elle avait réfléchi bien au delà de son entourage. Tout de suite elle avait vu clair dans les pauvres préparations de Mme d'Aumont et se ruait au travers. Brusquement, sans lui donner le temps de songer à une riposte, elle acheva :

— Je ne veux pas une autre maman que toi. Et papa, c'est peut-être un autre aussi?

— Tais-toi, supplia Béatrice crucifiée. Tais-toi, je t'en conjure. Tu ne sais pas ce que tu dis.

— Mais si, je sais.

Renée mesurait sa victoire à la chère figure décomposée. Prise de pitié, elle n'en abusa pas et même, avec une surprenante aisance, elle sourit dans ses larmes, comme une plante mouillée brille au soleil, et parut oublier instantanément le thème suspect de la conversation, ce qui aida Mme d'Aumont à se remettre elle-même d'une alerte si imprévue. Quel retentissement peuvent avoir, sur des cerveaux et des cœurs d'enfants, ces amours hors les règles qui brouillent les naissances et viennent compliquer les sentiments naturels! Quel parti prendre en présence de cette révoltée déjà avertie, déjà presque renseignée, et si nette et formelle? Attendre, tergiverser, patienter. Béatrice regrettait son ancienne décision de fuite, mais elle y avait définitivement renoncé. Elle ne se chargerait plus elle-même de révéler à l'enfant sa filiation véritable. Elle s'en rapporterait à la vraie mère. Elle renseignerait Valentine de Croisy sur le danger que cette révélation comportait. Ensemble toutes deux chercheraient la solution. Ensemble? Elle en serait donc réduite à conclure un pacte d'alliance avec sa rivale, avec son ennemie! C'était le chemin qui s'offrait, celui qu'avait montré le Père Placide. Non seulement elle recevrait l'ancienne maîtresse de son mari, mais elle devrait s'entendre avec elle au sujet de l'enfant. Non seulement elle lui cacherait sa connaissance du passé, mais elle devrait la guider dans sa maternité sur le tard renaissante. Le sacrifice exigerait-il son renonce-

ment absolu? Elle n'osait pas se le demander. Elle n'allait pas jusque-là et ne voulait pas voir si loin. La petite Renée consentirait-elle d'ailleurs à ce renoncement? Et malgré le doute et la douleur, elle s'aperçut que, depuis que sa résolution était prise de tenir tête à l'orage et d'accueillir la revenante, elle retrouvait au fond d'elle-même la paix qu'elle avait perdue. L'Ange au regard fulgurant et au vêtement couleur de neige console les saintes femmes de l'absence de Jésus, car Jésus est ressuscité. Se pouvait-il qu'avec tant de bonne volonté le jour de Pâques lui apportât, au lieu de la résurrection, la mort maternelle?

Au retour, qui se fit par la route de Vence, Renée fut distraite par les préparatifs d'une bataille de fleurs qui se livrerait l'après-midi de Pâques. La population des villages que traversait l'automobile était toute rassemblée autour des chars que les jeunes filles paraient adroitement, à l'imitation des cortèges de Nice, avec toutes les fleurs de leurs jardins, roses, œillets, jonquilles, marguerites, iris et même guirlandes de mauves glycines, de bougainvilles et de jasmins de Virginie. C'étaient des rires dans le soleil, et l'enfant vite oublieuse partagea cette allégresse. Mme d'Aumont se réjouit de la voir ainsi refleurir. Mais comme il serait difficile de lui révéler ses origines!

« Que Dieu me donne le courage nécessaire! priait-elle tout bas. Je me soumettrai, je ne penserai qu'à l'enfant, non à moi-même, à la fille de mon mari. Et je recevrai Valentine, j'en trouverai la force... »

A l'arrivée, on lui remit une lettre dont elle reconnut l'écriture et que la petite Renée évalua d'un regard hostile. Valentine de Croisy était à Cimiez, à l'hôtel le plus proche, celui où descendait autrefois la reine Victoria et qui est caché au fond d'un parc. Elle ne la décacheta que lorsqu'elle fut seule dans sa chambre. Ce n'était qu'un billet très court, une simple confirmation de la correspondance précédente :

« Cimiez, ce samedi.

« Ma chère cousine, me voici. Le voyage ne m'a pas trop fatiguée. Je me présenterai demain après-midi, comme il est convenu, à la villa Béatrice. Je tremble un peu pour ma fille, pour notre fille, et aussi pour moi. Vous avez été si bonne et

accueillante pour l'enfant, vous le serez aussi pour la mère. Bien affectueusement.

« VALENTINE DE CROISY. »

Elle répondit en hâte, plus brièvement encore, et fit porter sa réponse :

« Ce samedi saint.

« Ma chère cousine, je vous attends. Vous serez la bienvenue. Notre tâche sera difficile, mais Dieu nous aidera. Votre dévouée

« BÉATRICE D'AUMONT. »

Puis elle appela au téléphone la Compagnie de navigation, afin de décommander la cabine retenue pour la Corse. Les demandes étaient si nombreuses que les places lui furent reprises sans difficulté. Ainsi abandonna-t-elle sa ligne de retraite. Dès lors, elle acceptait l'entrevue de quoi sa dépossession maternelle dépendait. Et comme il arrive après les longues irrésolutions et les pénibles incertitudes, une fois sa décision prise irrévocablement, elle connut enfin le calme qui, depuis une semaine, la fuyait. Et il ne lui parut plus impossible, ni même redoutable de recevoir celle que son mari avait tant aimée...

HENRY BORDEAUX.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LES DERNIERS JOURS DU TSAR

A TSARSKOIÉ-SÉLO

11 MARS — 14 AOUT 1917

Depuis l'époque de Catherine la Grande, les Benckendorff, d'origine esthonienne, n'ont cessé de jouer un rôle important à la cour de Russie. L'un d'eux, le comte Alexandre Christophorowitch, aide de camp général de l'empereur Alexandre Ier, puis de l'empereur Nicolas Ier, dirigea pendant plus de vingt ans la Chancellerie privée, où venaient aboutir tous les rouages secrets de la police impériale; il avait pour sœur la célèbre princesse de Liéven, l'amie de Metternich et de Guizot.

L'auteur des pages qui suivent, le comte Paul Constantinowitch, exerçait, sous le règne de Nicolas II, les hautes fonctions de Grand Maréchal de la cour. Ce poste de confiance l'associait quotidiennement à la vie intime des souverains. Il s'est donc trouvé au premier rang pour les servir et les protéger, quand la révolution du 12 mars 1917 précipita la Russie dans l'abîme. Ainsi fut-il le témoin le plus direct des événements tragiques dont le palais de Tsarskoïé-Sélo devint alors le théâtre. Fort heureusement pour l'histoire, il a noté au jour le jour les faits qui se déroulèrent sous ses yeux, les moindres détails de l'existence douloureuse à laquelle les augustes captifs furent astreints comme pour les préparer à leur martyre d'Ékatérinebourg. Ce journal, rédigé de la façon la plus objective, sans le moindre souci de littérature ou de publicité, n'en est que

plus émouvant : il constitue un document capital pour l'agonie du tsarisme.

Obligé de quitter la famille impériale, quand elle fut transférée à Tobolsk, le 14 août 1917, le comte Paul de Benckendorff connut quelque temps la dure épreuve des prisons bolchéviques. Après sa libération, il se réfugia en Esthonie, où il mourut de tristesse et de misère, dans un hôpital en ruines, près de Narva, le 28 janvier 1921.

Le comte Paul Constantinowitch était le frère du comte Alexandre, qui fut ambassadeur à Londres. Il avait épousé la princesse Marie Serguéïewna Dolgorouky, veuve du prince Alexandre Dolgoroukow.

JOURNAL DU GRAND MARÉCHAL DU PALAIS

I

LA FAMILLE IMPÉRIALE AU PALAIS ALEXANDRE

Tsarskoïé-Sélo, 11 mars.

Dans la journée du dimanche 11 mars (1), la révolution, qui grondait depuis quelques jours à Pétrograd, a contaminé les troupes de la garnison. La foule se montra de plus en plus rétive et tumultueuse.

A Tsarskoïé-Sélo, le calme régnait encore. Vers dix heures du soir, le général Grotten, commandant du Palais, vint me dire que le ministre de la Guerre, le général Béliaew, venait de lui téléphoner que, pendant une séance du Conseil des ministres, à laquelle assistait le président de la Douma, Rodzianko, ce dernier avait déclaré que l'Impératrice était en danger et qu'Elle devait partir au plus vite, car on ne pouvait plus répondre de sa sécurité pendant la journée du lendemain.

Nous montâmes, Grotten et moi, à la station téléphonique et nous mîmes en communication avec le général Woyéïkow, à Mohilew (2). Après lui avoir dit que toute la ville de Pétrograd était au pouvoir de l'émeute et lui avoir communiqué ce

(1) Les dates sont celles du calendrier grégorien.
(2) Où se trouvait l'Empereur, avec le Grand-Quartier général.

qu'avait dit Béliaew, je le priai de prendre les ordres de l'Empereur au sujet du départ de l'Impératrice et de ses enfants, qui, presque tous, avaient la rougeole. L'Empereur me fit répondre de préparer le train, mais de ne rien dire à l'Impératrice avant le lendemain matin : d'ailleurs, lui-même partait dans la nuit pour Tsarskoïé-Sélo, où il pensait arriver le mercredi, 14 mars, de grand matin. Nous nous concertâmes aussitôt avec Grotten pour préparer secrètement le départ du lendemain.

Dans la nuit du 11 au 12 mars, vers cinq heures du matin, le général Khabalow (1) me téléphona qu'il occupait le Palais d'hiver avec les dernières troupes restées fidèles et que ces troupes mouraient de faim : il me suppliait donc de leur faire distribuer les provisions de la Cour qu'il croyait être au Palais. Je lui répondis qu'il y avait très peu de choses et que j'allais donner l'ordre de tout leur livrer. Le ton désespéré du général, la panique qui perçait dans toutes ses paroles, me prouvèrent que la résistance allait bientôt finir.

12 mars.

Le 12 mars, à neuf heures du matin, Apraxine (2), que j'avais appelé, la veille, à Tsarskoïé-Sélo, me téléphona que la capitale était entièrement au pouvoir de la révolution.

L'Impératrice nous reçut à dix heures du matin. Après que nous l'eûmes mise au courant de ce qui s'était passé la veille et que nous lui eûmes appris que l'Empereur comptait arriver à Tsarskoïé-Sélo le lendemain matin, Sa Majesté nous répondit qu'en aucun cas elle ne consentirait à partir seule ; que, du reste, l'état de ses enfants, surtout celui de l'Héritier, rendait le départ avec eux complètement impossible. En conséquence, il fut décidé qu'on ne partirait pas et que l'on attendrait l'Empereur.

Vers onze heures, arriva Apraxine qui déjeuna chez nous et nous raconta les événements survenus à Pétrograd ces jours derniers. A onze heures et demie, Grotten vint me dire que l'administration des chemins de fer lui avait fait savoir que d'ici à deux heures toutes les lignes seraient coupées et que, si l'on songeait encore à partir, il fallait le faire immédiatement. Le départ, en un si court espace de temps, était inexécutable ; nous ne le proposâmes même pas.

(1) Gouverneur militaire de Pétrograd.
(2) Le comte Pierre Nicolaïéwitch Apraxine, secrétaire de l'Impératrice.

La journée du 12 se passa assez tranquillement à Tsarskoïé-Sélo. On voyait cependant arriver de Pétrograd beaucoup d'automobiles amenant des soldats, qui venaient prêcher la révolte à la garnison.

Après le dîner, vers huit heures, on vint me dire que l'on entendait des coups de feu du côté des casernes. Puis, nous entendîmes de la musique et des chants. Poutiatine (1), interrogé par moi sur ce qui se passait, me dit qu'une compagnie du régiment de la Garde, de Pétrograd, qui n'avait pas voulu se rendre aux émeutiers, était arrivée aux casernes, ce qui avait provoqué des rixes; mais comme cette compagnie avait reçu l'ordre de partir pour Gatchina, il croyait que tout allait se calmer. Peu après, nous apprîmes que la garnison tout entière était sortie des casernes, en armes, sans les officiers, et que l'Escorte de l'Empereur, le Régiment combiné (2), bref, toutes les troupes affectées à la défense personnelle des souverains, se rassemblaient dans la cour du palais Alexandre. Nous partîmes alors, ma femme et moi, dans le traîneau de Poutiatine pour le palais Alexandre.

Dans la cour et le jardin du Palais, nous trouvâmes déjà réunies les troupes suivantes : 2 bataillons du Régiment combiné; 1 bataillon de l'Équipage de la Garde, fort de 1200 hommes; 2 escadrons de cosaques de l'Escorte de l'Empereur; 1 compagnie du 1er régiment de chemins de fer et 1 batterie lourde. Ces troupes étaient sous les ordres du général à la suite, Grotten remplaçant le général Woïéïkow, commandant des Palais, qui se trouvait au Quartier-général avec l'Empereur. On entendait sans cesse des cris, des chants, de la musique et des coups de feu dans la direction des casernes de la garnison. On savait que les bataillons de réserve des trois régiments de tirailleurs de la garde étaient sortis en armes des casernes, avaient délivré les détenus des prisons, poussaient des cris séditieux et faisaient cause commune avec les émeutiers de Pétrograd. Tantôt, ils s'approchaient de l'enceinte du Palais, puis s'en éloignaient de nouveau. La nuit se passa dans l'attente d'une attaque, mais, heureusement, cela se borna à une

(1) Le prince Michel Sergnéïéwitch Poutiatine, chef de l'administration des Palais impériaux.

(2) Unité d'élite, dont tous les hommes étaient choisis dans la Garde impériale.

échauffourée entre une patrouille et des rôdeurs. Néanmoins, les officiers étaient très inquiets, car l'esprit de l'Équipage de la Garde, de l'artillerie et des troupes de chemins de fer n'était pas bon. Les cosaques et le Régiment combiné étaient dans un ordre parfait et tout prêts à faire leur devoir.

On attendait l'arrivée de l'Empereur à six heures du matin. Au Palais, nous trouvâmes l'Impératrice dans le corridor. Elle fit entrer ma femme dans son salon et lui proposa d'y passer la nuit. Les personnes suivantes se trouvaient au Palais : la baronne de Buxhoewden, Mlle Schneider, le comte Apraxine, le comte Adam Zamoyski, aide de camp de l'Empereur; le prince Poutiatine, le général Dobrowolsky, le docteur Botkine, le docteur Déréwenko; M. Gilliard, précepteur du grand-duc héritier. Le général Grotten et les commandants des régiments étaient dans la chambre du téléphone, où des nouvelles arrivaient sans cesse.

L'Impératrice consentit à ma proposition de passer la revue des troupes, réunies dans la cour, pour les saluer. Elle sortit donc, accompagnée de la grande-duchesse Marie-Nicolaïewna; du comte Apraxine et de moi. Quelques hommes répondirent mal, cela nous fut très pénible. Il faisait dix-huit degrés de froid. Comme les troupes souffraient beaucoup, on les faisait entrer par escouades dans le corridor du sous-sol, afin de les réchauffer avec du thé. L'Impératrice allait des chambres, où ses enfants étaient malades, au salon, où se trouvaient ma femme et la baronne Buxhoewden; elle y apportait des coussins et des couvertures pour les dames; on y servit du thé.

La nuit, Sa Majesté se coucha tout habillée sur son lit; elle se levait sans cesse pour entrer au salon et communiquer les nouvelles qui lui parvenaient. Entre autres choses, elle nous apprit que les émeutiers avaient cherché le comte Fréedericks (1) à Pétrograd et que, ne le trouvant pas, ils avaient incendié sa maison; que la comtesse Fréedéricks, malade, avait été transportée à l'hôpital de la Garde à cheval.

Apraxine et moi, nous passâmes la nuit dans la chambre du valet de chambre de l'Empereur. Vers deux heures du matin, le bruit près des casernes s'étant calmé, une partie de nos troupes fut renvoyée dans leurs quartiers.

(1) Ministre de la Cour.

13 mars.

Le 13 mars, à cinq heures du matin, le général Grotten vint me dire que le train de l'Empereur était arrêté à Malaïa-Vitchéra; l'Empereur ne pourrait donc arriver qu'après midi. Mais, dans la journée, nous apprîmes que le train de Sa Majesté avait dû rebrousser chemin et qu'il se dirigeait sur Pskow. Le choix de cette direction a été funeste. Si l'Empereur était retourné à Mohilew, ou s'il s'était rendu soit au quartier général du général Ewers, soit dans l'armée formée par les trois corps de la Garde, jamais les événements déplorables qui ont suivi ne seraient arrivés. Le général Ewers avait formé des troupes, qui étaient déjà en wagon, prêtes à partir pour étouffer la révolution à Pétrograd et à Moscou. Les corps de la Garde avaient fait de même. L'esprit dans la troupe était encore intact et nettement monarchique. Le général Ivanow aurait pu facilement avec ces troupes écraser les émeutiers des capitales. L'Empereur ne serait pas tombé sous l'influence néfaste du général Roussky, qui lui-même était nettement républicain et dont l'armée avait le plus souffert par la propagande révolutionnaire. Ainsi, l'Empereur, entouré de troupes dévouées, aurait pu parler et agir tout autrement que sous l'influence d'un milieu déjà contaminé par les idées révolutionnaires.

14 mars.

La journée du 14 mars s'écoula paisiblement au Palais. L'Impératrice comprenait toute la gravité de la situation et s'alarmait de ne plus rien savoir au sujet de l'Empereur. Les télégrammes n'arrivaient plus. Les nouvelles de Pétrograd étaient très vagues, mais toujours mauvaises. On distinguait déjà que, à côté du Gouvernement provisoire, se formait un « Soviet d'ouvriers et de soldats », dont les tendances étaient redoutables. Vers dix heures du matin, nous rentrâmes, ma femme et moi, au Lycée et ne retournâmes au Palais qu'à trois heures de l'après-midi. Nous nous installâmes dans le logement de la comtesse Hendrikow, et Apraxine dans la petite chambre à côté. Je passai les trois premières nuits tout habillé sur une chaise longue, car, tout le temps, il y avait des alertes.

Vers cinq heures de l'après-midi, le grand-duc Paul vint chez l'Impératrice. Il était dans un état de surexcitation violente. Il dit quelques mots aux troupes rassemblées dans la

cour; ses paroles firent sur nous tous une pénible impression. La conversation avec Sa Majesté fut des plus vives.

Outre les personnes déjà nommées, il y avait au Palais à demeure, Mme Wyroubow, malade elle aussi de la rougeole. Elle était soignée par une sœur de charité, par une amie, Mme Denn et par ses parents, M. et Mme Tanéiew. Tout ce monde occupait, dans l'aile gauche du Palais, les appartements dits Anglais. Leur présence était une grave complication. Les accusations très fondées, portées contre eux, à la suite des événements du mois de décembre, le rôle que Mme Wyroubow avait joué dans ces événements et dans ce qui les avait fait naître (1), avaient excité au plus haut point la haine et le mépris publics. Il était absolument nécessaire de les faire partir au plus vite; mais ce n'est qu'au bout de quelques jours que je parvins à faire partir M. et Mme Tanéiew. Mme Wyroubow et Mme Denn ne quittèrent le Palais que quelques semaines plus tard, quand elles furent arrêtées.

15 mars.

La nuit du 14 au 15 mars fut très agitée, parce que des trains circulaient sans cesse entre Pétrograd et Tsarskoïé-Sélo. Constamment, des patrouilles de cosaques nous informaient que des troupes révolutionnaires se rassemblaient pour attaquer les Palais. Il n'en fut rien, heureusement. Vers le matin, on apprit que la compagnie du régiment des chemins de fer de la Garde avait assassiné ses deux officiers et était partie pour Pétrograd afin de se réunir aux émeutiers.

Le bataillon de l'Équipage de la Garde avait quitté Tsarskoïé-Sélo, sur un ordre venu de Pétrograd (on dit que cet ordre émanait du grand-duc Cyrille), en laissant à Tsarskoïé son drapeau et tous ses officiers; ces derniers restèrent fidèles à leur devoir jusqu'à l'abdication de l'Empereur (2). Le moral des troupes baissait sensiblement. Le 15 mars, les chefs conclurent avec la garnison de Tsarkoïé-Sélo une sorte d'armistice. On convint des deux côtés, que les troupes portant un brassard blanc n'entreprendraient rien les unes contre les autres et que le palais Alexandre ne serait pas attaqué.

(1) Elle était l'amie intime de Raspoutine, assassiné le 30 décembre 1916.

(2) Le grand-duc Cyrille s'était prononcé en faveur de la révolution et avait mis les Équipages de la Garde, dont il était le chef, à la disposition du pouvoir insurrectionnel.

Vers onze heures du matin, pendant que j'étais chez l'Impératrice, le général Grotten entra et lui remit de la part du grand-duc Paul une enveloppe contenant un projet de manifeste, octroyant une constitution au peuple russe. Ce projet avait été rédigé dans la nuit par le prince Poutiatine. L'Impératrice, cette fois, écarta toute idée de concessions à faire pendant la guerre ; elle prit ce papier, après que je lui en eus donné lecture, et jamais on ne le revit.

Aucune nouvelle de la ville ne nous parvenait, parce que les téléphones ne fonctionnaient plus entre Tsarskoïé-Sélo et Pétrograd. Le général Grotten et ses officiers se tenaient en permanence au Palais dans la chambre du téléphone. Des désordres avaient éclaté à Tsarskoïé-Sélo. On pillait les marchands de vin et il y avait déjà beaucoup d'ivrognes.

16 mars.

Le 16 mars, dans l'après-midi, un bruit vague circula : on prétendait que l'Empereur avait abdiqué. Vers quatre heures, ce bruit acquit une telle précision que je crus devoir en avertir l'Impératrice. Sa Majesté n'admit pas un instant que l'Empereur se fût décidé aussi brusquement à un acte de cette importance, surtout sachant que l'Héritier était si malade. Mais, sur le coup de cinq heures, des feuilles imprimées à la hâte en ville et que nous reçûmes, annoncèrent l'abdication de l'Empereur, en faveur de son frère le grand-duc Michel ; ces feuilles affirmaient également que le grand-duc Michel avait renoncé au trône jusqu'à ce qu'une assemblée nationale l'y eût appelé. Quelques moments après, le grand-duc Paul arriva au Palais pour annoncer ce terrible événement à l'Impératrice. Il était très ému ; son excitation de la veille l'avait tout à fait abandonné et il communiqua la nouvelle à Sa Majesté avec tous les ménagements possibles. En sortant, il me dit que tout était perdu, que la Russie était entre les mains des pires révolutionnaires et qu'il fallait que les souverains essayassent de partir aussi vite que possible pour l'étranger. La consternation était générale. Les officiers avaient les larmes aux yeux.

Après le dîner, vers neuf heures, la baronne de Buxhoewden, le comte Apraxine et moi, nous passâmes chez l'Impératrice. Elle était très courageuse ; elle nous disait que l'Empereur avait mieux aimé renoncer au trône que de manquer au

serment qu'il avait prononcé lors de son couronnement, *le serment de maintenir intact le pouvoir autocratique, tel qu'il l'avait reçu de son père, et de le transmettre intact à son héritier*. L'illégalité qu'il avait commise en abdiquant au profit de son frère et en sacrifiant les droits de son fils, ne l'avait pas frappée : comme l'Empereur, elle se refusait à se séparer de leur fils, ce qui aurait nécessairement eu lieu, s'il avait été proclamé empereur. A l'instant où nous sortîmes de sa chambre, je vis qu'elle s'appuyait à une table et qu'elle éclatait en sanglots.

La nuit fut de nouveau très agitée parmi les troupes. L'Impératrice, ses enfants et les autres habitants du Palais purent néanmoins dormir tranquilles.

17 mars.

Les jours suivants, l'esprit de notre garnison devint détestable. Les soldats commençaient à dire que, l'Empereur ayant abdiqué, ils étaient relevés de leur serment et qu'ils devaient se rallier au Gouvernement provisoire. Les officiers finirent par acquiescer à leur désir. Une députation, composée d'officiers et soldats, fut envoyée, le soir, à Pétrograd ; elle portait une adresse de ralliement au nouveau régime, mais aussi la déclaration que la garnison ferait jusqu'au bout son devoir pour protéger la famille impériale. Cette députation fut reçue dans la nuit par le président de la Douma, Rodzianko, qui leur dit quelques paroles approbatives. Cela fait, le moral des troupes se rétablit et le service marcha comme par le passé. Le lendemain la police du Palais et aussi les valets de service firent, avec mon consentement, la même démarche.

Ces journées furent très mouvementées et angoissantes, à cause des nombreuses arrestations qui avaient lieu à Tsarskoïé-Sélo. Ainsi, on arrêta le prince Poutiatine, le général Dobrowolsky, le général Ghérardi, chef de la police, et en dernier lieu, le général Grotten. Ces personnes furent détenues pendant quelques jours au Gymnase de Tsarskoïé-Sélo, puis transférées à Pétrograd, à la forteresse. En traversant la gare, elles furent insultées et molestées par la foule.

Le colonel Ressine, commandant le Régiment combiné, prit alors le commandement du Palais. Nous n'avions plus aucune communication avec les nouvelles autorités. Je proposai d'envoyer quelqu'un en ville, chez Rodzianko, pour entrer en rela-

tions avec le Gouvernement provisoire. L'Impératrice choisit le capitaine Liniéwitch, aide de camp de l'Empereur. Par téléphone on convint avec Rodzianko que cet officier serait reçu sous le drapeau parlementaire et ramené de la même façon à Tsarskoïé-Sélo. Il partit..., et jamais plus nous n'entendîmes parler de lui. Le docteur Botkine, médecin de l'Empereur, faillit aussi être arrêté en ville, chez un malade.

18 mars.

Le 18 mars, vers dix heures du soir, on vint me dire que le nouveau ministre de la Guerre, Alexandre Goutchkow (1), et le général Kornilow, arrivé le même jour du front pour assumer le commandement des troupes de la capitale, se présenteraient ce même soir au Palais pour voir l'Impératrice. Sa Majesté fit appeler aussitôt le grand-duc Paul, que l'on fut obligé d'attendre une demi-heure, car il était déjà couché. Vers onze heures, arrivèrent Goutchkow et le général Kornilow, accompagnés d'une vingtaine de personnes faisant partie de la nouvelle municipalité de Tsarskoïé-Sélo, officiers, soldats et ouvriers. Goutchkow me demanda s'il nous manquait quelque chose, surtout comme soins médicaux. Je lui répondis que matériellement nous ne manquions de rien, mais que nous étions très embarrassés de ne pouvoir entrer en rapport avec le nouveau régime, car toutes les personnes que nous envoyions étaient arrêtées et que, par téléphone, on ne nous répondait pas. Goutchkow reconnut le bien fondé de cette observation et me dit que, dès le lendemain, un officier serait envoyé par lui, que cet officier demeurerait au Palais et se tiendrait en continuelle correspondance avec lui.

L'Impératrice reçut Goutchkow et le général Kornilow en présence du grand-duc Paul. Elle leur dit qu'elle avait tout ce qu'il fallait comme soins médicaux, mais que, pour le repos de ses enfants, si malades, elle demandait qu'on maintînt l'ordre et le silence autour du Palais, que les troupes qui en avaient la garde ne fussent pas attaquées, enfin que les hôpitaux de la ville, dont elle s'était occupée durant toute la guerre, fussent régulièrement approvisionnés. Goutchkow lui en fit la promesse. Pendant l'audience, une partie des personnes qui

(1) Ancien président de la Douma.

accompagnaient les deux envoyés se répandit dans le Palais et tint aux domestiques comme aux sentinelles des propos abominables. Heureusement, la sortie de Goutchow mit fin à cette scène qui devenait scandaleuse.

Les alertes se répétaient chaque nuit. Aucune nouvelle de l'Empereur ; nous le savions à Mohilew, mais nous n'avions aucune communication avec lui. Nous apprîmes seulement que le comte Fréedericks et le général Woyéïkow avaient été obligés de partir, le premier pour la Crimée, le second pour ses terres de Penza. Mais, dès son arrivée à Moscou, Woyéïkow fut arrêté et mené à Pétrograd. Quand au vieux Fréedericks, il n'alla pas plus loin que Gomel, où il fut reconnu et insulté par la foule. On le ramena lui aussi à Pétrograd, où, vu son grand âge, on l'interna dans un hospice.

20 mars.

Deux jours après sa visite à l'Impératrice, Goutchkow nous envoya le capitaine de Kotzebue pour établir la liaison entre le Palais et le Gouvernement provisoire. Kotzebue avait servi autrefois au régiment des lanciers de la Garde, dont l'Impératrice était chef. Il avait quitté le régiment, n'était rentré au service que rappelé pour la guerre. C'était un homme intelligent, bien intentionné, mais embarrassé par la fausse position dans laquelle il se trouvait. Je lui fis donner un logement.

Pendant ces jours avait paru à Pétrograd le fameux prikaze n° 1, qui devait produire si rapidement la décomposition complète de l'armée. Les troupes qui formaient notre garnison procédèrent aussitôt à l'élection de leurs officiers. Les cosaques de l'Escorte confirmèrent leurs anciens commandants, et dans les deux escadrons qui étaient à Tsarskoïé-Sélo, tout se passa correctement. Au contraire, le Régiment combiné blackboula son commandant, le colonel Ressine, l'aide de camp du régiment et l'un des chefs de bataillon, le colonel baron Grævenitz. Le colonel Lazarew fut élu commandant du régiment ; les autres officiers n'étaient pas édifiés sur sa conduite à cette occasion, et l'accusaient d'intrigues, etc. A partir de ce moment, le moral du régiment fut ébranlé et le service s'en ressentit. Le colonel Ressine, privé de son emploi, resta encore au Palais

pendant quelques jours comme intermédiaire avec les troupes de la garnison ; son rôle était réduit à rien.

Le général Ivanow avait été envoyé du Grand Quartier général pour commander les troupes qui devaient rétablir l'ordre à Pétrograd. Mais, après l'abdication de l'Empereur, toutes ces troupes avaient repris le chemin du front. Lui-même, il était arrivé jusqu'à Tsarskoïé-Sélo avec le bataillon des chevaliers de Saint-Georges. Il vint une fois chez l'Impératrice, lui expliqua que, privé de ses troupes, il se trouvait obligé de retourner à Mohilew, et lui esquissa un tableau très noir de la situation. Cette visite, interprétée par la malveillance qui entourait le nom de la tsarine, lui fit grand tort : on l'accusa d'avoir poussé Ivanow, que les révolutionnaires représentaient comme un bourreau, à répandre le sang du peuple. Ce fut un incident très fâcheux.

Les journaux rouges, contenant des invectives et des caricatures ignobles, arrivaient en masse au Palais, et nous avions toutes les peines du monde à empêcher qu'ils ne vinssent à tomber entre les mains de la famille impériale. Nous recevions tous des nuées de lettres anonymes, dangereuses en ce sens qu'elles feignaient d'établir des relations entre l'Impératrice et l'Allemagne, en vue de négocier une paix séparée. Depuis longtemps, cette infamie se propageait dans le pays. Or, rien n'était plus faux, plus abominable. Jamais l'Empereur ni l'Impératrice n'ont songé à faire la paix au détriment des Alliés. La suite a bien prouvé que les souverains avaient tout intérêt à bien terminer cette guerre, qui nous avait été imposée par les puissances germaniques, et que le sort de toute la dynastie dépendait du résultat final. Le peuple et l'armée, au contraire, étaient dégoûtés de la guerre et, dès que le pouvoir impérial eut disparu, l'armée se désagrégea.

Goutchkow, lors de sa première visite, m'avait dit que la suite de l'Empereur, qui avait l'honneur de porter le chiffre impérial sur ses épaulettes, devait continuer à le porter ; que lui-même était très partisan des emblèmes dynastiques : tout ce qui pouvait rappeler les gloires d'autrefois était sacré à ses yeux. Peu de jours après, le colonel Ressine et le comte Zamoÿski, tous les deux aides de camp de l'Empereur, ôtèrent leur chiffre et vinrent me prier d'en faire autant. Ils disaient

qu'à la municipalité de Tsarskoïé, il avait été question de nous, que les menaces pleuvaient, que notre obstination pouvait attirer sur le Palais des colères et des violences. Je leur répondis que, pour un changement de tenue de cette importance, il nous fallait un ordre soit de l'Empereur, soit du ministre de la Guerre ; que nous n'entendions rien dire de la ville, où la position de la suite devait être bien plus difficile qu'au palais Alexandre ; que les menaces dont ils parlaient deviendraient de plus en plus violentes à mesure que nous nous soumettrions, et qu'elles porteraient sur autre chose quand nous aurions ôté nos chiffres. Le lendemain, je reçus de Pétrograd la circulaire qui ordonnait d'enlever les chiffres, autorisait le port de la tenue civile, et permettait aux aides de camp généraux de donner leur démission, malgré la guerre. L'Impératrice, alors, nous engagea à changer d'épaulettes, ce que je fis.

Deux jours auparavant, Mme Narischkine (1) était venu de Pétrograd s'établir au palais Alexandre; elle occupa les chambres de feu la princesse Orbéliani. Presque en même temps, la comtesse Hendrikow (2) arriva de Kislowotzk, d'où elle était partie dès la première nouvelle de la révolution.

21 mars.

Le matin du 21 mars, on vint me dire que le général Kornilow, commandant en chef de la garnison de Pétrograd, se présentait au Palais, accompagné de plusieurs officiers. Il me dit qu'il désirait voir l'Impératrice pour lui communiquer une décision du Gouvernement provisoire. Puis il me fit lire le document, dont il était porteur : c'était l'ordre d'arrêter l'Empereur et, comme il était dit, « sa femme ».

Kornilow ajouta que c'était là une mesure de prudence ; que, sitôt la santé des enfants rétablie, la famille impériale serait transportée à la côte de Mourman, sur l'Océan arctique, où un croiseur anglais l'attendait pour la conduire en Angleterre.

Je montai prévenir l'Impératrice de cette visite. Elle reçut Kornilow et ses officiers en présence du comte Apraxine et de moi. Il lut à haute voix l'ordre d'arrestation. Après quoi, il nous pria tous de sortir et il resta seul avec l'Impératrice. J'ai su depuis qu'il lui avait donné les mêmes assurances qu'à moi,

(1) Grande-maîtresse de la Cour, attachée à la personne de l'Impératrice.
(2) Demoiselle d'honneur de l'Impératrice.

c'est-à-dire, qu'il lui avait représenté l'arrestation comme une mesure de prudence destinée à prévenir les excès qu'on pouvait craindre de la part des troupes. Celles-ci, grisées par le prikaze n° 1, échappaient complètement aux mains de leurs chefs. Dominées par le Soviet des ouvriers et soldats, elles étaient désormais capables des pires extrémités. Après avoir pris congé de l'Impératrice, le général Kornilow réunit les commandants de l'Escorte et du Régiment combiné, leur déclara que leur service au Palais était fini; que, dans le cours de la journée, ils seraient relevés par les troupes de la garnison de Tsarskoïé et que le capitaine de Kotzebue était nommé commandant du Palais. Il nous dit enfin que les personnes qui exprimeraient le désir de rester au Palais, seraient soumises au même régime et qu'à partir d'aujourd'hui personne ne pourrait plus entrer ni sortir. Interrogé sur mes intentions, je déclarai vouloir rester et que je demanderais aux dames, aux médecins et aux gouverneurs ce qu'ils comptaient faire. Tous répondirent qu'ils étaient décidés à rester. Le colonel Ressine, n'ayant plus aucune fonction, fut prié de partir le jour même. Le comte Zamoÿski était parti la veille pour Mohilew, rappelé à son poste du Grand-Quartier général.

Cela fait, le général Kornilow, en ma présence, donna au commandant du Palais, le capitaine de Kotzebue, les ordres nécessaires pour le régime à établir. Toutes les portes du Palais furent fermées à clef et scellées, sauf trois, la première, qui accède au bâtiment des cuisines, la seconde sur la façade, réservée aux personnages officiels, la troisième, ouvrant sur le jardin. Au début, cette dernière porte devait être aussi scellée, car le général Kornilow ne voulait pas consentir aux promenades des souverains et des autres personnes demeurant au palais. Ce n'est qu'après de vives insistances de ma part, qu'il consentit enfin à fixer un petit espace du jardin, borné par un canal et quelques pièces d'eau, dans lequel on pourrait prendre un peu d'exercice. Toutefois, la clef de ladite porte devait rester chez le commandant du corps de garde et les sorties n'étaient permises qu'à des heures fixées; l'Empereur devrait, dans ces promenades, être toujours accompagné par un officier et ne jamais franchir la ligne des sentinelles. Les autres personnes qui voudraient prendre l'air devraient sortir et rentrer en même temps que l'Empereur. Puis le général m'enjoignit de diminuer autant

que possible le nombre des domestiques, ce que je fis dans le courant de la journée : le personnel des serviteurs fut diminué de moitié. En partant, le général Kornilow nous recommanda une soumission parfaite aux ordres du commandant du Palais, le capitaine de Kotzebue, qui lui était soumis directement et, par lui, au ministre de la Guerre. Toute notre correspondance devait passer par ses mains; nous devions lui remettre nos lettres non cachetées et il devait décacheter celles que nous recevrions. Toutes les communications téléphoniques furent coupées.

Après le départ de Kornilow, j'allai voir l'Impératrice; je la trouvai calme, très brave, mais les yeux très rouges, ayant beaucoup pleuré. Je pus enfin lui annoncer le retour de l'Empereur pour le lendemain; puis je la mis au courant des dispositions prises par le général. Elle me dit que, vis-à-vis d'elle, il avait été très correct et qu'elle lui avait dit, qu'ayant été si longtemps lui-même prisonnier de guerre en Autriche, il devait comprendre combien la mesure était dure. Il l'assura que c'était uniquement une mesure de prudence, pour donner satisfaction aux éléments extrêmes et par là les empêcher de se porter à des excès; que la durée de l'arrestation dépendrait uniquement de la santé des enfants impériaux et qu'un croiseur anglais attendait déjà, sur la côte de Mourman, pour transporter la famille en Angleterre (1). J'engageai vivement l'Impératrice à faire de suite tous les préparatifs nécessaires pour ce voyage, et l'on commença en effet les emballages.

C'est de ce jour que date notre détention au palais Alexandre. Notre société se composait de M^me^ Narischkine, de ma femme, de la baronne Buxhoewden, de la comtesse Hendrikow, de M^lle^ Schneider (2), des docteurs Botkine et Dérévenko, de M. Gilliard, du comte Apraxine (qui nous quitta au bout d'une semaine), enfin de moi-même. Le lendemain, arriva, dans le train de l'Empereur, mon beau-fils, le prince Dolgoroukow (3). Nous attendions aussi le général Narischkine, chef de la Chancellerie militaire de Sa Majesté, le général comte Alexandre Grabbe, commandant les cosaques de l'Escorte, et le

(1) Cette nouvelle était fausse.

(2) Lectrice de l'Impératrice.

(3) Le prince Basile Alexandrowitch Dolgoroukow, major-général à la suite de Sa Majesté.

colonel Mordwinof, aide de camp de l'Empereur : ils ne parurent pas.

Il y avait encore au Palais Mme Wyroubow, malade, et Mme Denn, mais elles vivaient à l'écart.

Nous étions établis dans l'aile gauche du Palais et nous prenions nos repas en commun.

Ce même jour, 21 mars, à deux heures de l'après-midi, une compagnie du 1er régiment des tirailleurs de la Garde vint relever le Régiment combiné. Tous les postes furent ainsi relevés, sauf les postes intérieurs qui furent abolis. Vers trois heures, la compagnie du Régiment combiné se forma devant le perron et reçut le drapeau du régiment qui était toujours conservé chez l'Empereur. Lugubre cérémonie; tout le monde pleurait. Après de longues années de loyaux services, le Régiment combiné, qui réunissait l'élite de la Garde et de l'armée, était obligé de céder sa place à une horde révolutionnaire, dont la vue seule faisait horreur. Pour la dernière fois, le drapeau passa le seuil du palais. Dieu sait ce qu'il est devenu!

Les soldats de la nouvelle garde étaient répugnants à voir. Débraillés, criards, ils cherchaient querelle à tout le monde; les officiers, qui avaient peur d'eux, avaient la plus grande peine à les empêcher de rôder à travers le Palais et d'entrer dans toutes les chambres. Ces officiers, de simples sous-lieutenants, n'étaient au service que depuis la guerre, il n'y avait parmi eux aucun officier de l'ancienne armée. Les premiers qui montèrent la garde, nous firent une mauvaise impression. Ils étaient tous imbus des idées nouvelles et ne ménagèrent rien pour nous faire sentir qu'ils étaient les maîtres. Il y eut beaucoup de querelles avec la domesticité, à laquelle ils reprochaient la livrée et les soins qu'elle donnait à la famille impériale. Cette journée et cette première nuit furent très dures pour nous tous. On entendit des coups de feu dans le jardin : c'étaient les factionnaires qui s'amusaient à tirer sur les biches apprivoisées qui erraient dans le parc; ils en tuèrent trois. Peu de temps avant son départ pour le Grand-Quartier général, l'Empereur avait passé en revue les bataillons de réserve de ces régiments. Les hommes avaient très bon air, acclamant Sa Majesté, comme de coutume; les officiers que l'Empereur avait rassemblés pour leur parler, se montraient pleins de zèle et de loyalisme. Rien ne faisait alors prévoir que quelques semaines

plus tard, ces mêmes troupes auraient l'air de hordes sauvages et que ces mêmes soldats auraient la prétention de gouverner la Russie !

Je vis l'Impératrice encore une fois dans la soirée. Elle était profondément triste, angoissée par le voyage de l'Empereur. Dans la journée, elle avait demandé un prêtre, afin de réciter des prières pour l'heureuse issue de ce voyage. On lui refusa cette consolation, les portes du Palais étant déjà fermées. Je dus, par la suite, solliciter de Goutchkow la permission de faire venir, les dimanches et les jours fériés, un prêtre et des chantres pour célébrer, dans la chapelle du Palais, la messe et les autres offices. J'obtins cette permission très difficilement, deux semaines plus tard. Les entrées et les sorties du clergé furent d'ailleurs soumises à des formalités et à des surveillances odieuses.

Vers la fin du jour, nous apprîmes avec certitude que l'Empereur arriverait à Tsarskoïé-Sélo, le lendemain matin, à onze heures. Il était parti de Mohilew, à deux heures, accompagné par trois commissaires de la Douma.

L'Héritier et la grande-duchesse Marie Nicolaïewna souffraient beaucoup de leur rougeole. Les deux grandes-duchesses aînées se remettaient peu à peu; mais la grande-duchesse Anastasie venait de tomber malade à son tour.

L'ARRIVÉE DU TSAR

22 mars.

Le 22 mars, vers onze heures du matin, je me rendis avec le comte Apraxine au premier perron, pour attendre l'arrivée de l'Empereur. J'avais prié le capitaine de Kotzebue d'avoir soin que les automobiles pour sa Majesté, la suite et les bagages, fussent envoyées à la gare.

Les officiers de garde étaient tous sur le perron, où beaucoup de soldats, la casquette sur la tête, fumant et très débraillés, se trouvaient aussi, malgré les efforts faits par les officiers pour les renvoyer. Le commandant de la garde avait ordonné de fermer à clef la grille du Palais et de lui téléphoner si quelqu'un demandait à entrer. La grille est à cinquante pas du Palais. Vers onze heures un quart, l'automobile impériale

arriva devant la grille et fut arrêtée par la sentinelle qui donna au commandant le signal convenu. Il sortit alors sur le perron et demanda à haute voix : « Qui est là? » La sentinelle lui cria : « Nicolas Romanow! » — « C'est bien, laisse entrer! » lui répondit l'officier. Après cette comédie répugnante, l'automobile arriva devant le perron et l'Empereur en descendit, avec mon beau-fils Dolgoroukow. L'antichambre était remplie de monde et cette vue fit à notre souverain une impression affreuse. Il traversa cette foule en saluant militairement, me tendit la main ainsi qu'à Apraxine; puis, sans dire un mot, il entra dans les chambres de l'Impératrice.

Dolgoroukow était ému jusqu'aux larmes de cette scène inattendue. Je le menai tout de suite chez sa mère, où il nous raconta tout ce qui s'était passé à Pskow, à Mohilew et pendant le voyage. Son récit dramatique nous émut jusqu'au fond de l'âme. Nous ne réussîmes pas à comprendre que l'Empereur, qui, jusqu'alors, n'avait jamais pu se décider à promulguer une constitution et même à instituer la responsabilité de ses ministres devant la Douma, eût renoncé aussi rapidement à la couronne. Le rôle des généraux et des états-majors, dans cette circonstance, nous apparut comme une trahison.

Vers deux heures, j'allai chez l'Empereur. C'est avec déchirement que je passai le seuil de ce cabinet, dans lequel, pendant tant d'années, j'avais vu mon souverain au comble de la puissance humaine! Il était lui-même très ému. Après m'avoir embrassé cordialement, il me confia toutes les péripéties de son abdication. Il me montra les télégrammes des généraux commandants en chef des différents fronts, qui tous, comme s'ils s'étaient concertés, lui affirmaient que le seul moyen de sauver la monarchie était d'abdiquer en faveur du Césaréwitch. Même le grand-duc Nicolas Nicolaïéwitch lui exprimait cette opinion : il le suppliait *à genoux* de renoncer au trône. Le télégramme du général Sakharow, commandant le front de Roumanie, était le seul qui se prononçât contre la révolution.

Sa Majesté se plaignit surtout vivement de l'insistance presque grossière avec laquelle le général Roussky lui avait parlé, à Pskow. Depuis lors, l'Empereur avait pu élucider que les arguments du général étaient, pour la plupart, une pure invention. Pendant des heures consécutives, Roussky avait fait pression sur Sa Majesté sans lui laisser un seul instant de réflexion. Vers

dix heures du soir, le 14 mars, il avait quitté notre souverain pour aller téléphoner par fil direct avec Rodzianko. Cette conversation avait duré deux heures et le résultat en avait été transmis au général Alexéïew (1), vers une heure du matin. Ce dernier le télégraphia immédiatement à tous les commandants d'armée, en sorte que, dès huit heures du matin, les réponses de ces généraux étaient déjà parvenues à l'Empereur. La rapidité des réponses et leur unanimité suffiraient à prouver que le coup était monté d'avance ou, du moins, que si tous les commandants d'armée n'avaient peut-être pas machiné personnellement cette félonie, les états-majors étaient tous du complot et avaient su dominer leurs chefs. Quoi qu'il en soit, la responsabilité de la trahison pèsera éternellement sur eux. Ainsi, l'Empereur, chef suprême de l'armée, en pleine guerre et devant l'ennemi, a été trahi par ses généraux et il a dû céder à leur pression, parce que le dernier appui de la monarchie, l'armée, passait à la révolution ! D'un scandale pareil, l'histoire ne cite pas d'autre exemple.

L'Empereur me raconta ensuite qu'il avait d'abord abdiqué en faveur de son fils et qu'il avait même déjà remis cet acte entre les mains du général Roussky, avant que les envoyés de la Douma, Goutchkow et Schoulguine, fussent arrivés à Pskow. C'est une conversation avec le professeur Fédorow (2) qui le fit changer d'avis. Sa Majesté croyait d'abord qu'il lui serait possible de se retirer avec sa famille à Livadia, de garder son fils auprès de lui et de pourvoir à son éducation. Fédorow lui démontra, non sans raison, qu'un souverain, qui a renoncé au trône, ne peut demeurer dans le pays; que les événements, qui s'annonçaient tragiques, le forceraient certainement à partir bientôt pour l'étranger; enfin, que jamais les nouveaux gouvernants ne lui confieraient l'éducation du jeune empereur et que, par suite, il devait dès maintenant accepter l'obligation de s'en séparer. Interrogé sur la santé du Césaréwitch, le professeur avoua que, à son avis comme à celui de toutes les autorités médicales qui l'avaient examiné, le grand-duc héritier ne guérirait pas; que, à force de soins et de ménagements, on réussirait sans doute à prolonger ses jours; mais que jamais il ne serait valide; que jamais il ne pourrait monter à cheval ni

(1) Chef d'état-major général des armées russes.

(2) Chirurgien de la Cour, qui soignait particulièrement le jeune Césaréwitch.

supporter la moindre fatigue. Pour résumer sa pensée, le docteur Fédorow dit que l'Empereur, l'Impératrice et les jeunes grandes-duchesses devraient partir pour l'étranger aussitôt que possible, après avoir confié le Césaréwitch à la Régence qui allait être instituée. Cette conversation décida l'Empereur à reprendre son premier acte d'abdication et, sans en parler à personne, il rédigea le texte qu'il remit le soir à Goutchkow et par lequel il abdiquait en faveur de son frère, le grand-duc Michel. L'illégalité de cet acte lui échappait complètement.

Pour terminer, j'informai l'Empereur de toutes les dispositions qu'avait édictées le général Kornilow et le suppliai de s'y soumettre scrupuleusement, afin d'éviter toute contestation avec les soldats, qui, on le sentait déjà, étaient les véritables maîtres. Dans la journée, Sa Majesté fit avec Dolgoroukow sa première sortie dans le jardin. Comme rien n'était encore réglé, l'Empereur dut attendre, près de vingt minutes, l'officier de service et la clef de la porte qui ouvrait sur le balcon. Il fit une promenade d'une heure dans l'enclos indiqué, qui était entouré de sentinelles. Il était suivi d'un officier, qui en lui parlant l'appelait : « Monsieur le colonel ». Il se produisit plusieurs incidents avec les fonctionnaires. L'Empereur leur disait « Bonjour » ! Les uns répondaient : « Monsieur le colonel »; quelques autres : « Votre Majesté Impériale ». Plusieurs ne répondirent pas du tout. Quelques-uns ne voulurent pas le laisser passer, malgré la présence de l'officier.

Vers cinq heures du soir, on vint à la hâte m'appeler, de la part du commandant du Palais. Je le trouvai très ému. Il me dit qu'un certain lieutenant d'artillerie, Mankowsky, était arrivé de Pétrograd avec trois automobiles blindées, remplies de soldats, et qu'il se disait chargé d'emmener l'Empereur à la forteresse ; qu'il s'exprimait avec violence et que les officiers de garde avaient toutes les peines du monde à lui résister. Ils avaient cependant obtenu de lui qu'il renonçât à emmener l'Empereur, si on le lui montrait en personne, afin qu'il pût affirmer à ses mandataires que Sa Majesté se trouvait effectivement à Tsarkoié-Sélo, ce qui semblait fort douteux aux révolutionnaires. J'allai donc trouver l'Empereur chez ses enfants malades : je le mis au courant de ce qui se passait, et je le priai de descendre, puis de passer par le grand corridor, qui va du salon de l'Impératrice au vestibule des valets

de chambre. C'est ce qu'il fit, un quart d'heure plus tard. Pendant ce temps le commandant du Palais, tous les officiers de garde, Apraxine et moi, nous nous plaçâmes au bout du corridor, près de l'ascenseur, de manière à séparer Sa Majesté de Mankowsky. Le corridor était éclairé à giorno ; l'Empereur le traversa lentement, d'une porte à l'autre. Mankowsky se déclara satisfait : « Maintenant, dit-il, je peux rassurer mes mandataires. » Et il partit avec ses automobiles blindées. Cet incident nous impressionna tous vivement.

La journée et la soirée s'achevèrent dans le calme. Je parvins à faire acheter des journaux, ce qu'on nous avait d'abord interdit. L'Empereur s'intéressait par-dessus tout aux choses militaires. Aussi était-il très froissé que l'ordre du jour, par lequel il avait pris congé de l'armée, n'eût pas été publié (1). Il augurait favorablement de la campagne qui allait s'ouvrir et du grand effort qui allait être fait en commun avec les Alliés. Notre armée, disait-il, n'avait jamais été aussi nombreuse et aussi bien approvisionnée.

Dans les jours suivants, nous ne fûmes pas longs à constater que le Gouvernement provisoire et la Douma étaient débordés par les extrémistes révolutionnaires.

Ainsi, l'attitude de nos gardiens devenait de plus en plus insolente. Leurs querelles avec la domesticité se répétaient chaque jour. Ils se croyaient en droit de faire des observations sur le service des Majestés; ils trouvaient leur table trop abondante, quoiqu'elle fût des plus simples. Ils rôdaient à travers le Palais, osant pénétrer dans toutes les chambres, de sorte que nous dûmes fermer toutes les portes à clef. Les médecins consultants et spécialistes qui venaient soigner nos malades, étaient toujours accompagnés d'un officier et d'un soldat, qui ne les perdaient pas de vue. Au début même, on prétendit que les officiers et soldats entrassent dans les chambres, où les jeunes

(1) Ce message d'adieu à l'armée russe, daté du 21 mars et que Nicolas II écrivit entièrement de sa main, se terminait par ce noble appel : « O mes troupes ardemment aimées! L'heure est proche où la Russie, dans un élan commun avec ses valeureux alliés, brisera la suprême résistance de l'adversaire. Cette guerre inouïe doit être menée jusqu'à la victoire complète. Celui qui maintenant songe à la paix, celui-là est un traître. Votre amour pour notre grande patrie n'est certes pas éteint dans vos cœurs, ô mes chers soldats! Que Dieu vous bénisse et que saint Georges, le grand martyr victorieux, vous conduise à la victoire! »

grandes-duchesses malades étaient couchées. Nous obtînmes à grand peine qu'ils se contentassent de rester sur le seuil de la porte ouverte.

Les jours se succédaient, monotones et tristes. Le comte Apraxine, après une semaine de séjour, nous quitta, le 25 mars, non sans nous avoir promis de nous écrire souvent et de travailler pour nous à Pétrograd. Jamais plus nous n'entendîmes parler de lui!

La Semaine Sainte et l'époque où Leurs Majestés avaient coutume de faire leurs dévotions, approchaient. J'écrivis au ministre de la Guerre, Goutchkow, pour qu'il nous permît de faire venir les prêtres et les chantres. Longtemps, je ne reçus pas de réponse et ce n'est qu'au début de la Semaine Sainte, qu'on laissa venir le père Bélaïew, un diacre, un sacristain et quatre chantres, à condition qu'il ne sortissent plus du Palais. Ils y restèrent trois semaines. Dans la suite, ils venaient le samedi soir pour les vêpres, et repartaient le lendemain, après la messe.

2 avril.

Le 2 avril, le capitaine de Kotzebue, qui s'était rendu à Pétrograd pour régler quelques affaires, ne revint pas. On nous dit même qu'il était arrêté, ce qui se trouva faux. Les soldats l'accusaient d'être trop aimable envers nous tous : ils lui reprochaient principalement ses nombreuses visites à l'Impératrice et à M^me^ Wyroubow. En outre, l'Empereur l'avait chargé de demander au prince Lwow, président du Conseil, ou à Goutchkow, de venir lui parler. Or cette demande fut rejetée. Par son entremise également, j'avais écrit au prince Victor Kotchoubey (1) et au général Wolkow (2) pour les prier d'être les représentants de l'Empereur dans le règlement de sa fortune privée. Ma lettre me fut renvoyée, avec une décision du général Kornilow, interdisant de la faire parvenir aux destinataires.

Nous demeurâmes quelques jours sans pouvoir nous expliquer la disparition de Kotzebue, quand, à la première visite de Kérensky, nous comprîmes trop bien ce qu'elle signifiait.

(1) Directeur général des Apanages impériaux.
(2) Directeur du Cabinet privé de Sa Majesté.

UNE VISITE DE KÉRENSKY

3 avril.

Le 3 avril, vers deux heures, le ministre de la Justice du Gouvernement provisoire, Kérensky, vint au Palais, suivi d'une quinzaine de personnes. Il entra par les cuisines, rassembla dans le couloir tous les hommes du poste et leur tint un discours ultra-révolutionnaire, qui choqua même les officiers de notre garde. Puis, s'adressant aux serviteurs qui assistaient à cette scène, il leur dit qu'ils ne servaient plus leurs anciens maîtres, et que leur devoir était de surveiller tout ce qui se passait dans le Palais, afin d'en instruire le commandant. Après cette harangue agressive, Kérensky se fit rendre compte des mesures prises pour la surveillance des internés. Je l'attendais dans la salle d'attente de l'Empereur; je le vis arriver bientôt.

Chaussé de grandes bottes, vêtu d'une casaque bleue, étroitement boutonnée, qui ne laissait voir aucun linge, il se donnait l'air d'un ouvrier endimanché. Ses manières étaient brusques et cassantes; il ne marchait pas, il courait à travers les chambres, parlant très haut, très vite. Son regard était fuyant; toute sa physionomie antipathique.

Sachant que Leurs Majestés étaient encore à déjeuner, je lui proposai de commencer par inspecter le Palais. Il se fit ouvrir les chambres privées de l'Empereur, toutes les armoires, tous les placards, toutes les portes. Pour la visite du premier étage, il ne prit avec lui qu'un petit nombre de personnes et chargea les autres d'examiner les souterrains. D'abord, il entra chez ma femme, où se trouvait Mme Narischkine; il se nomma, sans rien dire de plus. Ensuite, il pénétra chez la baronne Buxhoewden. Enfin, il se fit conduire chez Mme Wyroubow.

En apprenant l'arrivée de Kérensky au Palais, Mme Wyroubow, quoiqu'elle fût déjà guérie de sa rougeole, s'était mise au lit. Elle avait maladroitement gardé auprès d'elle une liasse de papiers importants : elle s'empressa de les brûler dans sa cheminée, qui était ainsi pleine de cendres. Comme elle refusait de recevoir le ministre, il força la porte. Après s'être enquis de sa santé, il lui dit, sans même attendre sa réponse, qu'elle devait s'habiller, prendre quelques effets et le suivre à Pétrograd. De la chambre voisine, j'entendais leur dialogue. Elle déclara, d'une voix tremblante, qu'elle était malade et ne pouvait sortir.

Il reprit sèchement qu'il allait en parler aux médecins, qu'elle se disposât néanmoins à partir. Il chargea le colonel Kobylinsky, commandant la garnison de Tsarskoïé-Sélo, de la mener à la gare avec sa femme de chambre, qui lui était indispensable, car elle marchait encore sur des béquilles à la suite de son accident de chemin de fer en janvier 1916. Il recommanda à Kobylinsky de monter en automobile avec elle et de mettre un soldat dans la voiture, un second à côté du chauffeur, tous les deux armés de fusils. Ces dispositions prises, il continua sa route à travers le Palais et s'arrêta dans la chambre du docteur Déréwenko, où il demanda qu'on appelât le docteur Botkine. Il me dit alors qu'après avoir parlé aux médecins, il désirait voir « Nicolas Alexandrowitch » et « Alexandra Féodorowna ». Je courus chez Sa Majesté pour la prévenir et lui annoncer l'arrestation de M^me^ Wyroubow. L'Empereur me dit qu'il recevrait Kérensky, en présence de l'Impératrice, dans la chambre d'études des enfants. Pendant ce temps, le ministre questionnait les docteurs Botkine et Déréwenko sur l'état de M^me^ Wyroubow : « Croyaient-ils qu'on pût la mener à Pétrograd » ? Tous les deux répondirent qu'elle était en état de quitter le Palais. Ainsi, la question fut tranchée.

En passant devant la chambre du précepteur Gilliard, Kérensky entra chez lui et, le sachant de nationalité suisse, il lui dit familièrement : « Tout va bien. » Il croyait sans doute que l'établissement de la république en Russie lui ferait plaisir.

J'entrai le premier dans la chambre d'études pour voir si Leurs Majestés étaient prêtes à recevoir le ministre. L'Empereur et l'Impératrice y étaient déjà avec le Césaréwitch. Kérensky entra seul. Un de ses officiers lui fit observer qu'il avait pour consigne de ne jamais le quitter. Il maintint son ordre et me suivit, seul. S'arrêtant sur le pas de la porte, il fit une espèce de salut et se nomma : « Le ministre de la Justice. » Agité, les mains tremblantes, comme s'il avait la fièvre, il ne tenait pas en place; il touchait à tous les objets qu'il apercevait sur la table; des paroles incohérentes lui sortaient de la bouche : il avait l'air d'un fou.

S'étant ressaisi un peu, il me pria d'introduire le colonel Korowitchenko et de faire appeler le docteur Botkine. Le colonel entra le premier et fut présenté à Leurs Majestés comme le nouveau commandant du Palais. L'Empereur lui adressa quel-

ques paroles et le questionna sur son service passé. Dès que Botkine fut arrivé, Kérensky lui dit que la reine de Danemark avait télégraphié au Gouvernement provisoire pour s'enquérir de la santé de l'Impératrice et qu'il priait le docteur de lui dire quelle réponse l'on pouvait donner. Botkine répondit que Sa Majesté souffrait, depuis plusieurs années, d'une hypertrophie du cœur, que cet état se maintenait, mais que présentement l'Impératrice allait aussi bien qu'elle pouvait aller dans sa position actuelle et après les angoisses que lui avait causées la maladie de ses enfants. L'Impératrice ne parut pas satisfaite de cette réponse optimiste. Kérensky, s'adressant alors à l'Empereur, le pria de passer dans la pièce voisine, car il devait lui parler, seul à seul. Je quittai donc la chambre d'études avec le colonel Korowitchenko et j'attendis la fin de l'entretien, dans le corridor, avec les autres officiers.

Quand le ministre vint nous rejoindre, il avait l'air encore plus fébrile qu'auparavant. Il me demanda s'il avait bien visité tout le Palais. Je lui dis qu'il ne restait plus à voir que les chambres particulières de l'Impératrice. Il me déclara qu'il y entrerait seul avec moi. Arrivé à la porte, il se ravisa brusquement et fit demi-tour. Lorsque nous traversâmes l'antichambre, il adressa de nouveau quelques paroles déclamatoires aux domestiques. Enfin, il prit congé de nous et sortit précipitamment.

L'impression de cette visite nous fut pénible. Outre l'arrestation de Mme Wyroubow, arrestation qui désolait l'Impératrice, nous sentions que notre régime allait empirer, car nous constations l'énorme différence qu'il y avait entre la personnalité de Goutchkow ou de Kornilow et celle de Kérensky. Surtout, le nouveau commandant nous remplissait de méfiance. Comme jeune officier d'infanterie, il était entré à l'École militaire de jurisprudence, puis il avait donné sa démission et s'était fait inscrire au barreau, où, suivant l'exemple de Kérensky, il s'était spécialisé dans la défense des accusés politiques, ce qui l'avait mené à de nombreux conflits avec les autorités impériales, et même en prison. C'était un homme profondément aigri, peu intelligent, socialiste-révolutionnaire : la joie de voir réussir la révolution et d'y jouer un rôle débordait de tout son être.

Pendant ce temps, Mme Wyroubow s'habillait lentement, et le colonel Kobylinsky apposait des scellés sur ses papiers. Je fus chargé de remettre à l'Impératrice quelques icones et menus

objets, que l'on ne voulait pas laisser dans son logement, et de lui dire que, d'ici un quart d'heure, Anna Alexandrowna serait amenée dans une chambre voisine pour prendre congé d'elle. Cette entrevue se passa en présence des colonels Korowitchenko et Kobylinsky. L'Empereur n'y assista pas.

L'Impératrice et son amie n'échangèrent que peu de paroles; puis, après des adieux bien tendres, Mme Wyroubow, sur ses béquilles et soutenue par deux domestiques, fut menée à la voiture. Nous sûmes qu'on avait ordre de la conduire à la Douma.

Avant le dîner, je reçus la visite du nouveau commandant, qui me demanda de lui faire connaître les habitudes de Leurs Majestés et l'organisation du service à l'intérieur du Palais.

Voici ce que l'Empereur m'a ensuite confié de l'entretien qu'il avait eu seul avec le ministre de la Justice. Kérensky lui avait dit: « La plupart de vos anciens ministres, qui sont actuellement traduits devant la Haute-Commission extraordinaire d'enquête, invoquent à chaque instant, pour se disculper, des rapports qu'ils vous auraient adressés ou des ordres suprêmes qu'ils auraient reçus de vous. Mais, ces rapports et ces ordres, nous n'en trouvons aucune trace écrite. Pourriez-vous chercher, dans vos papiers ou dans vos souvenirs, quelques précisions qui nous seraient utiles? » Kérensky n'avait abordé aucun autre sujet.

L'Empereur me parut n'attribuer nulle importance à cette demande. J'eus, au contraire, la forte impression que c'était un moyen subtil de mêler Sa Majesté à l'enquête, ce qui aboutirait facilement à une mise en accusation. La Haute-Commission extraordinaire d'enquête était celle qui avait été instituée le 17 mars pour déterminer les responsabilités du gouvernement impérial dans les derniers événements politiques et militaires. Nous nous évertuâmes donc, Dolgoroukow et moi, à persuader l'Empereur de reviser tout de suite ses papiers: il s'en occupa aussitôt. Nous lui conseillâmes également de songer au choix d'un défenseur, pour le cas où il serait cité devant la Haute-Commission, et nous lui proposâmes de confier ses intérêts à Me Kohn : Sa Majesté eut l'air d'approuver notre suggestion.

PAUL DE BENCKENDORFF.

(A suivre.)

NOS GRANDES ÉCOLES

XIV [1]

SAINT-MAIXENT

Le voyageur qui, les yeux bouffis de sommeil, tout raidi par le froid du matin, prend en gare de Poitiers le train de 4 heures 58, en direction de Niort et de la Rochelle, somnole bien souvent pendant la première heure du trajet. Il n'entend pas les noms de Colombiers, de Pamproux, de Lusignan (dont la gare, candide, s'orne du buste d'un guerrier croisé);... mais, à la Mothe-Saint-Héraye, un long arrêt le tire de son demi-sommeil. Il se secoue, dissipe du doigt la buée de la vitre et regarde curieusement le paysage dont les lignes, dans l'obscure clarté du matin, commencent à se révéler: murs en pierres sèches qui séparent les champs et les prairies, étroits cimetières protestants que clôt une haute muraille et d'où, pressés, s'élancent les noires colonnes des cyprès. Puis un halo de blancheur, et, soudain, à un coude que fait la voie, la régularité géométrique de nombreux parallélogrammes de lumière qui trouent la nuit: ce sont les fenêtres de vastes bâtiments que l'on devine plutôt qu'on ne les voit, tapis en contre-bas dans la vallée. Quels sont ces bâtiments? L'École militaire d'infanterie et des chars de combat de Saint-Maixent... Encore quelques tours de roues :

(1) Voyez la *Revue*, 1er février 1926 — 1er décembre 1927.

on voit surgir d'une agglomération confuse la flèche d'une église monumentale, et c'est l'arrêt ; « Saint-Maixent-l'École » !

La gare de Saint-Maixent ! Carlyle a écrit quelque part qu'il y a des lieux tout chargés d'âme. Cette gare est un de ces lieux dont parle le penseur anglais. Cette longue file de peupliers qui, bordant les prairies que la Sèvre indolente arrose, font au paysage un premier plan tout frissonnant d'élégante verdure, ces rails dont le rigide parallélisme d'acier clair va se perdre là-bas à l'horizon, que d'yeux se sont fixés sur eux depuis cette année 1882 qui vit partir la première promotion : la *promo* Sfax-Kairouan !

Sur le quai de cette gare, — après une année passée à l'École, — se sont embarqués, riches de leur petite cantine noire, la cantine réglementaire, mais riches aussi de l'épopée qu'ils portaient en puissance, les élèves de plus de quarante promotions.

LA LISTE GLORIEUSE

Épopée prosaïque et sans gloire de ceux, parmi les Saint-Maixentais, qui, trop âgés pour pouvoir jamais aspirer aux plus hauts grades, ont vécu la « vie de garnison », cette vie faite de servitude et d'obscure grandeur : la vie de sacrifices ignorés, de dévouements anonymes, d'héroïsmes cachés, d'abnégations silencieuses. Qui dira la vie de ces officiers subalternes dont les grandes âmes s'évertuèrent dans de petits destins? Par le scrupuleux accomplissement des moindres détails du service, par la foi robuste et tenace qui maintenait leurs yeux fixés sur l'idéal le plus beau qui puisse être offert à l'activité d'un homme : « servir », par le don total qu'ils ont fait d'eux-mêmes à celle pour laquelle il est si doux de s'offrir en holocauste, à l'armée, ils ont, ces officiers que la mort ou la retraite ont surpris avant l'aube de 1914, ils ont, eux, les obscurs, les résignés, les anonymes, contribué à gagner cette victoire que leurs cadets, formés par leur effort et leur exemple, ont ramenée sous nos drapeaux.

Épopée toute chaude des soleils du Tchad ou des cieux d'Indo-Chine, de ces jeunes qui, ardents à la vie, prompts à l'enthousiasme, prêts à l'essor, sont allés conquérir à la France

d'autres Frances asiatiques et africaines. Combien de nos Saint-Maixentais jalonnent de leurs os les étapes de ce chemin de gloire : le Niger, le Tchad, l'Oubanghi, le Nil, les plateaux de Madagascar, les forêts du Tonkin ! Renan, sous le coup de la défaite, avait dit que la France, riche de son passé, n'avait plus, après le désastre, qu'à s'envelopper de bandelettes comme une princesse égyptienne et à s'enfermer dans un cercueil de verre... et voici que des jeunes en qui les Cavelier de la Salle, les Champlain, les Dupleix, pouvaient se reconnaître, contribuaient à conquérir à la France un nouvel Empire colonial aussi beau que celui qu'elle avait perdu un siècle auparavant ! S'il veut connaître les noms des Saint-Maixentais morts en terre lointaine et de ceux qui, avec leurs camarades de Saint-Cyr, ont mis leur signature sur ce monument qui s'appelle « l'Empire colonial français », qu'il vienne dans notre salle d'honneur, le petit Français de quatorze à seize ans qui rêve de gloire militaire, qu'il lise les noms inscrits sur nos tables de marbre, qu'il feuillette les pages du livre d'or qui relate toutes nos gloires ! Un exemple : en 1896, les rares croix d'officiers de la Légion d'honneur portées par des capitaines le sont toutes par d'anciens Saint-Maixentais.

Épopée de ceux, — heureux ! deux fois heureux, ceux-là, — qui après avoir, sur l'enclume des expéditions lointaines, forgé l'épée victorieuse de la France de 1914, ont contribué à réaliser le vœu formulé, dans son testament, par le grand Vosgien qui dort face à la « Ligne bleue » à laquelle on pensait toujours. Pour reprendre les provinces perdues, pour combattre dans la juste guerre qui défendait le Droit et la Liberté, plus de 2622 Saint-Maixentais sont tombés : 5 généraux, 6 colonels, 33 lieutenants-colonels, 356 commandants, 1264 capitaines, 704 lieutenants, ou sous-lieutenants, 254 aspirants.

« Depuis sa création jusqu'en 1914, treize mille officiers venus de toutes les provinces françaises et appartenant à tous les milieux sociaux étaient sortis de cette maison. Au début de la guerre, 5200 comptaient dans les armées. 2622 sont morts ! La moitié. Et parmi eux, les trois cinquièmes de ceux qui, admis en 1914, allaient entrer ici quand la mobilisation les emporta sur la frontière. » (Extrait du discours prononcé par le général Rondenay le 2 mai 1926.)

Épopée aussi de ceux (car les morts vont vite !) de ceux, —

mes chers élèves d'hier, — têtes pensives alourdies par le travail, physionomies éclairées par la joie de vivre, chères promotions d'après guerre, comme votre souvenir est resté vivace dans les cœurs qui vous ont connus, en moi qui vous ai tant aimés, — épopée de ceux qui ont été tués dans les combats d'hier, en Cilicie, au Djebel-Druse, au Riff! De ces promotions de jeunes plus de cinquante sont tombés déjà et la liste, hélas! n'est pas complète!

L'HISTORIQUE DE L'ÉCOLE

... Quels sont ces gens qui se font tous tuer?

demande le général espagnol au quatrième acte de *Cyrano de Bergerac.*

Ce sont les cadets de Gascogne!...

répond Cyrano, dans l'immortelle tirade. Eux! ce sont les cadets de toutes nos provinces françaises. De Cyrano, sans doute, ils ne portent pas le panache; le panache, au XX^e^ siècle, c'est à l'âme qu'on le porte, et non pas à la coiffure comme au temps des mousquetaires et de la guerre en dentelle; mais ils ont, quand ils sont en grande tenue, un képi, le képi réglementaire qui doit, par ordre, arborer un centimètre et demi de rouge au-dessus du manchon, une tunique bleu-horizon, ou kaki s'ils sont de la coloniale, sur la manche un long galon qui serpente, rouge et or, et, au côté gauche, les jours de sortie, un sabre.

La tenue d'exercice rappelle celle de la troupe, — de la troupe dont ils sont sortis. Leur tenue de ville annonce celle de l'officier, — de l'officier qu'ils seront demain.

Le Saint-Maixentais est le sous-officier élève officier.

Le Saint-Maixentais est l'officier sorti du rang.

Jusqu'en 1872, les sous-lieutenants d'infanterie se recrutaient à deux sources différentes : l'école de Saint-Cyr et, sans aucun intermédiaire, le rang.

L'ordonnance de 1832 accordait le tiers des vacances de sous-lieutenant dans les corps de troupe aux sous-officiers des corps où avaient lieu ces vacances. Le sous-officier (adjudant, sergent-major, sergent) passait sous-lieutenant dans le régiment où il avait servi comme sous-officier.

Le régiment avait donc intérêt à ne choisir et ne choisissait,

d'ailleurs, on le comprend, que les sous-officiers les plus dignes; mais il arrivait bien souvent que ces sous-officiers, qui s'étaient révélés dans les camps excellents instructeurs, sur le champ de bataille magnifiques soldats, n'avaient eu ni le temps, ni les moyens de développer, autant qu'il aurait été nécessaire, cette culture intellectuelle qui est aussi indispensable au métier des armes que les connaissances professionnelles. De ce fait résultait pour eux, vis-à-vis de leurs camarades sortis d'une école, une infériorité regrettable.

Ces sous-officiers sortis du rang pouvaient donc se sentir inférieurs : ils se sentaient, en tout cas, des isolés. Il leur manquait ce je ne sais quoi, cet impondérable qui fait la force de tous ceux qui ont été marqués par l'empreinte d'une école De cette empreinte que donne toute école, quelle qu'elle soit, beaucoup ont médit. « L'empreinte (ainsi qu'un de nos meilleurs romanciers l'a fort justement prouvé) peut avoir ses mauvais côtés; elle peut tuer l'initiative, le goût de la responsabilité; elle peut effacer la personnalité, faire de l'individu le numéro « tant » d'une série, réduire tous, petits ou grands, au gabarit de son lit de Procuste... Mais, depuis quand ne peut-on juger une tapisserie que par son revers? L'empreinte d'une école m'a toujours paru indispensable, de même que m'a toujours paru s'apparenter de très près à certain renard gascon (d'autres disent normand), dont parle La Fontaine, celui qui croit avoir, d'une épingle définitive, classé un homme dans son « casier à papillons », quand il a formulé ce jugement : « Il a l'esprit de Normale... — Il a l'esprit de l'X... — Il a l'esprit Saint-Maixentais... »

Appartenir à une école, c'est entrer dans une grande famille, c'est s'enorgueillir de papiers de famille dont on se doit de grossir la liasse, c'est avoir des traditions dont il faut rester digne; des « grands anciens » qu'il faut tenter non seulement d'imiter, mais encore de dépasser; des « recrues » qu'il faut dresser et à cause de qui, puisqu'on est un modèle, il faut s'efforcer d'être l'*Idéal*.

Ce n'est pas que les gouvernements qui ont précédé la IIIe République n'aient pas songé à pallier cette infériorité forcée où se trouvait le sous-officier promu, de plain-pied, sans le passage dans une école, au grade de sous-lieutenant.

En 1830, le maréchal Gérard, voulant donner des gages au

parti du mouvement, propose (sans être écouté d'ailleurs, et heureusement!) que l'on fasse de Saint-Cyr une école de sous-officiers, élèves officiers qui ne se recruteraient que par l'admission de sous-officiers.

En 1832, par l'ordonnance du 20 septembre, l'on admet à Saint-Cyr, outre les candidats civils, c'est-à-dire, les jeunes gens qui ont satisfait à l'examen d'entrée, un certain nombre de candidats militaires, c'est-à-dire, des sous-officiers ou des soldats qui sont présentés par leur corps et qui n'ont pas atteint l'âge de vingt-cinq ans.

Ce système qui, dès qu'il reçut un commencement d'application, se révéla défectueux, dura cependant pendant tout le règne de Louis-Philippe, sous la IIe République et, avec des modifications, pendant tout le règne de Napoléon III.

Nécessité s'imposait donc, avant de leur coudre sur la manche la ficelle dorée, de grouper en une école les sous-officiers jugés dignes d'être nommés sous-lieutenants.

Chose curieuse! C'est à la création d'une école d'engagés conditionnels, élèves officiers de réserve (on disait alors officiers auxiliaires), qu'est due la naissance de l'école de Saint-Maixent, école de sous-officiers, élèves officiers d'active. Le général Ducrot avait fondé une école pour futurs officiers de réserve et c'est une école pour futurs officiers d'active qui en est sortie. Ou, pour être plus exact, le général Ducrot avait confié au sol deux graines : la seconde n'était qu'à titre d'essai, mais elle était si vivace, l'ambiance était si favorable à son développement, qu'elle étouffa la première et que c'est elle qui finalement germa, crût et devint le bel arbre que nous savons. Mais, comme nous le verrons plus loin, par un juste retour des choses d'ici-bas, l'arbre plus qu'à moitié centenaire qu'est l'école de Saint-Maixent, abrite, depuis 1921, une autre école sous ses rameaux : l'école des élèves officiers de réserve, les E. O. R.

La loi de 1872 créait des « engagés conditionnels » d'un an. Le législateur pensa que l'on pourrait trouver parmi ces engagés conditionnels les éléments de ces « officiers auxiliaires » qui, en temps de guerre ou pendant les périodes d'instruction, devaient commander la quatrième section de chaque compagnie. Pour obtenir le grade d'officier, on leur imposerait l'obligation de contracter un rengagement d'un an.

Le général Ducrot, commandant le 8e corps, eut l'idée de grouper tous ses « engagés conditionnels », rengagés en une école régionale où l'on pourrait unifier et intensifier les méthodes d'instruction. De plus, il profita de la création de cette école pour y envoyer ceux de ses sous-officiers d'active qu'il jugeait susceptibles de devenir plus tard officiers.

C'est donc par raccroc que les sous-officiers d'active se trouvaient faire partie de cette école pour futurs officiers de réserve. Elle ne devait pas tarder, on va le voir, à devenir une école de sous-officiers élèves officiers d'active.

Le 15 novembre 1873 s'ouvrait, au camp d'Avor, le premier cours de l'école. Il comprenait cent vingt-huit engagés conditionnels, et seulement vingt-deux sous-officiers. Trois cours se succèdent, puis, le 4 décembre 1874, l'orientation définitive de la nouvelle institution se marquait nettement. Le ministre décide le maintien de l'école. « Elle servira de modèle à une autre qui sera créée aussitôt que possible dans une localité ultérieurement choisie. » De plus, née école pour futurs sous-lieutenants de réserve, elle devient exclusivement : école pour futurs sous-lieutenants d'active.

La période des tâtonnements terminée, c'est la première période de l'histoire de l'école dite : période pré-maixentaise ou période du camp d'Avor. Elle s'ouvre le 7 janvier 1875 et verra se succéder cinq promotions. Le 15 décembre 1879, l'encombrement, passager d'ailleurs, du tableau d'avancement est tel qu'une décision ministérielle suspend les cours; elle ajoute qu'ils seront ultérieurement ouverts à Saint-Maixent, où la nouvelle école doit être transportée, dès que seront suffisamment avancés les travaux d'installation.

Le 10 avril 1881 arrivaient à Saint-Maixent les premiers élèves. La période dite des « temps modernes » s'ouvrait; elle allait se terminer le 2 août 1914.

Mais quelle est donc cette ville de Saint-Maixent qui va avoir l'honneur de donner son nom à une partie des officiers de France, les Saint-Maixentais?

« Saint-Maixent, disent les dictionnaires de géographie, chef-lieu de canton, département des Deux-Sèvres : 5 345 habitants, arrondissement de Niort, sur la Sèvre Niortaise ». Pour plus amples détails, je renvoie mon lecteur au livre du commandant Meyrialle : *Saint-Maixent l'École*. On y lira l'histoire de

la ville et celle du château sur l'emplacement duquel furent construits les bâtiments de l'École en 1880.

Il est pourtant une légende, que je veux rappeler ici. Elle nous prouve qu'il n'était que de toute justice que fût placée sous le vocable de Saint-Maixent la future école d'élèves officiers. Je l'emprunte à l'article consacré à l'École de Saint-Maixent, dans l'*Encyclopédie régionale du Centre-Ouest de la France*, publiée sous la direction de Tourneur-Aumont :

« Or donc, en l'an 507 après Jésus-Christ, sur les rives de la Sèvre, là où la rivière indolente accueille en son sein l'onde du Lesson, vivait dans l'humide forêt un moine que l'odeur de ses vertus, jointe à la profonde expérience qu'un passé, court mais orageux, lui avait acquise sur les hommes et sur les choses, avait désigné aux suffrages de ses frères pour devenir le supérieur du monastère encore dans les langes.

« Cependant, franchissant le seuil du Poitou, l'armée franque de Clovis s'en vient livrer bataille au Wisigoth hérétique, à l'arien Alaric. L'armée campe à quelque distance du monastère. Sans doute le service de la gendarmerie aux armées laissait-il fortement à désirer dans l'armée franque ; toujours est-il qu'un parti de maraudeurs parvint à se glisser jusqu'aux communs du monastère, et là, sans daigner user du droit que leur confère le « Règlement sur la réquisition en campagne », ils dérobent, le glaive au poing et le blasphème sur les lèvres, poulets et moutons, animaux domestiques de poil et de plume. Deux moines qui s'opposent au pillage sont massacrés... et déjà les maraudeurs s'estompent à l'orée de la clairière, quand le moine Maixent, accouru au bruit, étend le bras dans un geste de malédiction et les pillards tombent raides morts.

« A l'appel du soir, quand Clovis connut l'absence, puis la mort de ses soldats, — les meilleurs de son armée ! (une divinité narquoise a décrété, pour toujours, hélas ! que dans tous les siècles et dans toutes les armées, il n'y aurait pas de soldat parfait sans un léger condiment de chapardage), — il en fut véhémentement marri. C'était l'appoint de bonnes et fières épées qui allait lui manquer pour la bataille prochaine.

« Il s'en vint trouver Maixent, et celui-ci, se laissant fléchir, n'eut qu'à toucher de sa crosse le cadavre des maraudeurs pour que, revenus à la vie, ils fussent à nouveau calligraphiés sur le contrôle des « présents au corps ».

« Pareil prodige ne se fit pas sans être bientôt connu de tous. Un miracle aussi éclatant avant la bataille ! voilà qui augmente singulièrement le potentiel de forces morales d'une armée! Aussi, quand, quelques jours plus tard, la rencontre eut lieu, Clovis et ses soldats écrasèrent-ils complètement les Wisigoths du roi Alaric.

« Le moine Maixent avait été l'animateur de la victoire : n'était-il pas juste, quinze siècles plus tard, de placer sous le vocable de ce saint, l'École militaire que l'on se proposait de fonder? (1) »

Certes, il n'est point dans notre idée de faire ici même l'histoire de l'école; le travail est achevé (2), mais comment ne pas s'attarder, au long de quelques pages, à parler du passé? Connaître le passé, c'est comprendre mieux le présent et, d'un geste plus large, soulever les voiles de l'avenir.

De 1881 à 1914, onze lieutenants-colonels sont appelés à commander l'école. Nous ne pouvons prétendre raconter en détail le consulat de chacun d'eux; mais c'est un fait que, lorsqu'on étudie l'œuvre de chacun des commandants de l'École, l'esprit qui a présidé à leur activité, ils se révèlent souvent complémentaires les uns des autres.

Sans doute, le lecteur n'a-t-il pas présente à la mémoire la page où l'historien Florus, faisant dans un bref raccourci la synthèse des règnes des sept rois de la Rome primitive, montre que, si les sept rois de Rome ont tous possédé des qualités différentes, le total de ces qualités s'est trouvé constituer le tout harmonieux qui était nécessaire pour que la ville naissante pût vivre, croître, et porter en elle, robuste, son destin futur.

Ce souvenir de mon lointain bachot, je l'évoquais, le 2 mai 1926. Le maréchal Foch était venu inaugurer notre monument aux Morts. Au cours de la journée, je me trouvais dans la salle d'honneur et j'écoutais les réflexions d'un certain nombre de vieux Saint-Maixentais, représentants de presque toutes les promotions, qui, arrêtés devant les photographies de nos anciens

(1) *Animateur d'armée et patron d'École militaire*, par le capitaine René Jeanroy.

(2) Mon successeur, le général Rondenay, fut l'animateur de deux œuvres qui contribueront à donner à nos gloires le rayonnement qui convient et à nos morts le culte qui leur est dû : la composition d'un *Historique de l'école* et la création d'un Musée du souvenir. L'École est présentement commandée par le général Andréa dont la magnifique conduite en Syrie est connue de tous.

commandants de l'École, se remémoraient leurs souvenirs et, par touches successives, faisaient sortir de l'ombre et dressaient en pleine lumière, et presque vivants, leurs anciens chefs.

« ... La belle tête à la Chanzy du « grand ancêtre », Bourboulon (1873-1876); Costes, avec sa crinière de cheveux blancs à la Canrobert (1876-1879); la haute et fière stature de Lebrun (1881-1884); les longues moustaches noires de Marchand (1) (1884-1888); Tournier, élégant et fin (1888-1891); Lacoste, dont l'œil taciturne s'allumait dès que sur le terrain les Saint-Maixentais faisaient du service en campagne (1891-1894); la mâchoire volontaire de Robiquet (1894-1898); Rodel, à la physionomie ouverte, sympathique et distinguée (1898-1901); la grande taille aristocratique et droite, toujours cambrée, de Sarrail (1901-1904); le lorgnon spirituel de Sourd (1904-1907); l'inoubliable visage de Lavisse dont la transparence s'illumine d'une belle flamme intérieure, clarté et chaleur rayonnantes (1907-1911); la bonhomie narquoise d'Aimé (1911-1913); le masque austère de Neltner (1913-1914). »

De 1881 aux années 1900, l'École de Saint-Maixent est, a-t-on dit, une Académie de maniement d'armes. Détestable puissance des formules! Plus elles sont frappées en médaille, mieux elles font image; mais la joie d'avoir trouvé une expression pittoresque se paie presque toujours par un sacrifice de la vérité!

Que, dans les premières années de l'École, — où en majeure partie l'âge des sous-officiers élèves ne faisait pas supposer qu'ils puissent dépasser les grades subalternes et où l'on pouvait croire qu'ils seraient, avant tout, les instructeurs et, pour ainsi dire, les « moniteurs » de l'école du soldat, de l'école d'escouade ou de l'école de section, — on ait particulièrement insisté sur le maniement d'armes; que l'on ait exécuté alors en l'espace d'une semaine plus de : « Remettez la baïonnette » que l'on n'en fait en l'an de grâce 1927, au cours des dix mois d'école; que, si l'on en croit M. Gaston Chérau, les badauds soient accourus de Niort (20 kilomètres) et de Poitiers (51 kilomètres) pour venir remplir leur prunelle d'une belle prise d'armes sur la Place Denfert, soit! nous voulons bien le croire. Mais que les officiers, commandant l'École (dont la majeure partie avait fait la guerre et qui, presque tous, avaient vu le feu dans nos expé-

(1) Le colonel Marchand n'est pas le capitaine (plus tard général) Marchand, héros de la « geste épique » de Fachoda.

ditions coloniales) aient eu à ce point des œillères et que les généraux inspecteurs venus à Saint-Maixent aient eu assez peu le sens des réalités, pour avoir laissé l'École devenir le dernier refuge du « drill », de ce drill abandonné à peu près partout dans les armées d'Europe, l'hypothèse ne se soutient pas.

Concluons! A l'époque dont nous parlons, dans toutes les écoles, dans tous les pelotons d'instruction, on faisait du maniement d'armes, on en faisait certes plus qu'à l'époque actuelle, et on avait de très bonnes raisons pour agir ainsi. On a fait du maniement d'armes à Saint-Maixent, et on en a fait ni plus ni moins qu'ailleurs. Telle est la vérité.

Il suffit d'ailleurs de rechercher dans quelles conditions était donnée l'instruction générale au cours de ces mêmes années pour se rendre compte que l'école était autre chose et plus qu'une académie de maniement d'armes. La lecture des programmes des cours d'histoire, de géographie, d'études littéraires que l'on professait alors le prouve surabondamment.

Dans les années 1900-1914, l'instruction donnée aux élèves, comme le remarque le commandant Taboureau dans le premier Historique de l'École que je l'avais prié de faire en 1923, est modifiée vers une conception plus large et plus souple du rôle de l'officier en temps de paix comme en temps de guerre. La guerre des Anglais au Transvaal, la guerre russo-japonaise ont souligné l'importance du commandant de compagnie et du chef de section qui, isolés dans ce qu'on a appelé, avec tant de justesse, « le désert du champ de bataille », ont plus que jamais besoin de ces qualités de sang-froid, de rectitude et de rapidité de jugement, d'initiative intelligente que les nécessités de la guerre moderne rendent indispensables à tous les échelons, si humbles soient-ils, de la hiérarchie militaire.

Ajoutons que le colonel Lavisse avait appelé à l'École, pour y faire des conférences, des maîtres renommés, comme Gaston Boissier, Ernest Lavisse, frère du colonel, des professeurs de l'Université de Poitiers et de celle de Bordeaux, des Dufourcq, des Lapie, des Camena d'Almeida, des Boissonnade, des Welsch, des Arnould, des Carré, et tant d'autres!

Dans la préface du livre *la Fusion* où il a rassemblé la plupart des conférences faites à l'École par des maîtres étrangers, le colonel Lavisse écrivait : « En faisant appel à des maîtres réputés de l'Université, je voulais procurer aux élèves officiers

des distractions intellectuelles capables de stimuler leur curiosité et de développer leur goût pour le travail; augmenter leur instruction générale, jeter dans leur cerveau des idées utiles, saines et fortes ; leur donner des sujets élevés de réflexion, de lecture, de conversation ; ouvrir à leur esprit des horizons nouveaux et attrayants ; orienter leurs efforts en vue d'un progrès constant ; concourir, en un mot, avec l'enseignement des officiers instructeurs et professeurs à former, par un entraînement intellectuel bien compris, des officiers tels que les veut l'armée aujourd'hui, dévoués corps et âme à leur métier qu'ils doivent aimer comme le plus beau qui soit au monde, mais conscients de ce qui se passe dans la nation et du rôle qu'ils ont à y jouer. » Paroles plus vraies peut-être encore à l'heure actuelle.

Dès l'année 1921, j'ai pu reprendre la tradition; la leçon inaugurale a été faite par M. Prévot-Leygonie, de la Faculté de droit de Poitiers. Elle a continué, je le sais, avec mon successeur et ami, le général Rondenay, et elle continuera avec l'actuel commandant de l'École, le général Andréa. Tous les mois dans nos *amphis* de Brach et Bugeaud, en *missi dominici* de la bonne, profonde et élégante parole, viennent parler les maîtres de l'Université de Poitiers.

Quand éclata la guerre, 432 sous-officiers se trouvaient reçus à l'examen d'entrée. Ils ne devaient rejoindre qu'en octobre 1919. Mais que de vides! le monument spécial que la promotion d'Alsace-Lorraine a élevé à ses morts porte cette inscription laconique et impressionnante : « A la mémoire de nos camarades morts au champs d'honneur — Hommage des 178 officiers élèves de la promotion 1914-1920; survivants des 432 candidats admis. »

Pendant la guerre, les bâtiments de l'École servirent d'hôpital militaire, puis on en fit un centre d'instruction pour aspirants.

En avril 1919, l'auteur de ces lignes prenait le commandement de l'École. S'il se permet de signaler ici même les difficultés de la tâche de reconstruction qui lui incombait, ce n'est certes pas pour en tirer vanité : la joie de vous avoir commandées, chères promotions d'Alsace-Lorraine, des deux Marnes, des deux Croix du drapeau, du Cinquantenaire, de la Flamme du Souvenir, du Monument aux morts, est la plus belle récompense de l'effort que j'ai pu accomplir! Si j'en parle, c'est uniquement pour rendre l'hommage qui leur est dû aux

officiers qui furent mes collaborateurs de la première heure.

En mars 1919, l'École reçut près de 1 000 jeunes gens, candidats à Saint-Cyr, et à l'Institut agronomique; 400 environ étaient officiers, beaucoup étaient décorés, presque tous avaient la Croix de guerre : période épique où, avec une vingtaine de professeurs, l'École fut une sorte de « four à bachot » où l'on chauffa l'instruction générale de cette belle jeunesse ardente et travailleuse, mais à laquelle plusieurs mois ou plusieurs années de guerre avaient fait oublier leurs programmes. J'ai conservé de ces jeunes gens, qui constituèrent par la suite, à Saint-Cyr, les promotions des « Croix de guerre » et des « Derniers de la Grande guerre », le meilleur des souvenirs. Ils montrèrent en reprenant leurs études, si peu de temps après avoir quitté le champ de bataille, un remarquable sentiment de discipline.

Puis, en novembre 1919, vinrent à l'École les 178 survivants des 432 candidats reçus en 1914. Surpris par le 2 août 1914, ils avaient été cinq ans à l'école de la guerre avant de pouvoir s'asseoir sur les bancs de l'École. Promotion de capitaines et de lieutenants qui presque tous portaient sur la poitrine, avec la Croix de guerre, la Légion d'honneur ou la Médaille militaire! Vrai « parterre de rois ».

L'ARRIVÉE DES E. O. R.

En novembre 1920, la vie normale reprenait : la première promotion d'après guerre entrait à l'École. Il fallait accomplir une tâche matérielle compliquée : rallumer les feux éteints dans une usine qui a chômé est une opération que l'on n'aime guère; il fallait, de plus, restituer à l'École sa physionomie, rappeler son âme et la lui rendre telle qu'elle était jadis, tout en la rajeunissant et en l'adaptant aux temps nouveaux : renouer les traditions et vivre le présent!

Des visiteurs de marque vinrent témoigner de leur intérêt à l'École. C'est, en 1921, accompagné de M. Raoul Péret, M. René Doumic, qui, pour marquer l'événement si important de l'arrivée des premiers E. O. R. à l'École, prononçait dans l'*amphi* de Brack un émouvant discours sur « l'officier français »; c'est, en 1922, M. Millerand, président de la République, venant conférer au Drapeau de l'École, la Croix de

chevalier de la Légion d'honneur : c'est, en 1923, M. Maginot, ministre de la Guerre, le décorant de la Croix de guerre avec Palme ; c'étaient le maréchal Pétain, le général Nivelle, le général Maistre, les généraux Graziani, Guillaumat, Lagrue, Serrigny, Niessel, Philipot, Dupont, Tanant, Le Rond, Thureau, Boullaire.

Il était réservé à mon successeur, le général Rondenay, d'accueillir, le 2 mai 1926, les invités à l'émouvante cérémonie de notre monument aux morts. Le maréchal Foch la présidait; l'École de Saint-Maixent s'inclinait profondément devant lui, l'illustre commandant en chef des armées alliées, lui, le père de l'aspirant Foch, saint-maixentais de la promo d'Alsace-Lorraine, mort au champ d'honneur dans les premiers jours de la guerre.

Le 15 octobre 1920, le ministre décidait la création, à Saint-Cyr et à Saint-Maixent, de cours spéciaux pour les futurs officiers de réserve, les E. O. R.

En jumelant à l'école des sous-officiers, élèves officiers d'active, un cours d'élèves officiers de réserve, ne revenait-on pas à l'idée première du général Ducrot quand, en 1873, il créait, au camp d'Avor, l'École dont nous avons parlé plus haut? En tout cas, on ne peut qu'applaudir à cette mesure qui fait que sous les plis glorieux d'un même drapeau, — drapeau de Saint-Cyr, drapeau de Saint-Maixent, — futurs officiers d'active et futurs officiers de réserve apprennent à mieux se connaître et, partant, à mieux s'estimer.

Tous les ans, depuis janvier 1921, les bâtiments du vieux monastère de Canclaux et les constructions neuves de la caserne Coiffe voient se succéder deux promotions d'E. O. R. Les E. O. R. Saint-Maixentais sont de beaucoup plus nombreux que les E. O. R. Saint-Cyrieus (il n'y a à Saint-Cyr que les E. O. R. des corps d'armée de la région du Nord); la promotion d'hiver (novembre-mai) compte en moyenne 750 à 800 élèves ; la promotion d'été (mai-octobre) 200 à 250. Étudiants, instituteurs, séminaristes, docteurs en droit, licenciés ès lettres, élèves de l'Institut agronomique, premiers prix du Conservatoire, normaliens, c'est toute la fleur intellectuelle de la jeunesse française qui passe ainsi à l'École six mois de bonne camaraderie avec les officiers d'active de demain. Fait symbolique : les promotions d'E. O. R. portent le même nom que la promotion

« contemporaine d'E. O. A. » Officiers d'active, officiers de complément, la France n'a qu'une seule et même épée et elle est forgée du même métal !

J'ajoute que, depuis 1921, l'École a reçu, pour des stages dont la durée a varié d'un mois à un an, des officiers étrangers parmi lesquels beaucoup d'officiers supérieurs : Polonais, Japonais, Espagnols, Danois, Norvégiens, Argentins, Géorgiens, Persans, etc.

Saint-Maixentais, qui, de si alerte façon, portes à ton côté le sabre, symbole du grade que tu auras demain, Saint-Maixentais, qui es-tu ? d'où viens-tu ?

— Je suis le fils d'un officier, j'ai mon bachot, je me suis présenté à Saint-Cyr, car, dans la famille, on « sert » de père en fils. C'est vous dire que je ne pouvais avoir d'autre métier que celui des armes. Malheureusement, il en a été de moi comme des camarades que vous voyez là-bas, admissibles à Navale, et de cet autre ancien enfant de troupe, admissible à Polytechnique : nous avons été refusés à l'oral. J'étais à la limite d'âge, je n'ai pas eu la marge nécessaire pour faire comme les autres et me présenter à nouveau. Je me suis engagé, j'ai préparé Saint-Maixent et me voici. J'ai tout juste deux ans de retard, mais je travaillerai et comme, dans la poitrine, j'ai le cœur solidement accroché, une course de fond ne me fait pas peur ; je rattraperai mon *handicap*.

— Moi, je n'ai pas pu me présenter à Saint-Cyr, n'étant pas bachelier. Mes parents, qui sont fonctionnaires, ne sont guère riches, la guerre a été dure aux fortunes moyennes ; je me suis engagé ; j'ai préparé Saint-Maixent. Je remplacerai les diplômes qui me manquent, si je le puis, par celui de « breveté ». Je tenterai de me présenter à l'École de guerre.

— Et moi ! je suis un E. O. R. « qui a mal tourné », je me destinais à l'enseignement. L'*Alma Mater* me faisait signe. Élève officier de réserve, j'ai vécu à Saint-Maixent, six mois côte à côte avec mes camarades élèves officiers d'active ; puis, sous-lieutenant de réserve, j'ai, pendant six autres mois, vécu au régiment la vie des officiers d'active. J'ai trouvé mon chemin de Damas. J'ai renoncé à la Faculté des lettres et à la licence. Mes six mois de sous-lieutenant terminés, j'ai demandé à rester dans l'armée : j'ai fait, en gardant mon galon de sous-lieutenant,

le stage (1) prévu dans l'armée active et, au bout des deux ans réglementaires, je me suis présenté aux examens de l'École. Et dans cette ville de Saint-Maixent où j'ai porté, au col, le liséré rouge et or de l'E. O. R., je porte maintenant, sur la manche, le galon de l'E. O. A.

— Moi, je suis le fils d'un cultivateur, je n'ai pas, comme ce camarade que vous voyez là-bas, un diplôme de licencié; j'ai, en tout et pour tout, mon certificat d'études. Au régiment, je me suis pris d'un grand amour pour mon lieutenant. Il m'a remarqué. Il m'a aidé. J'avais tant soif d'apprendre! En ai-je eu du mal pour dérouiller ma cervelle! Une fois sergent, j'ai suivi les cours que, dans chaque régiment, on fait pour les candidats : histoire, géographie, français, algèbre, arithmétique, physique, chimie, etc... Ça a duré trois ans, 1er, 2e, 3e degré. J'ai passé l'examen d'entrée avec succès et, tenez, pas plus tard qu'hier, le commandant Saintard, chef du Cours d'histoire, m'a mis un 19, regrettant de ne pouvoir me donner un 20 : « Profond et droit, je tâcherai de tracer mon sillon... »

— Moi, je suis fils d'ouvrier, j'avais la tête chaude et je l'ai gardée telle. L'école buissonnière! L'ai-je fréquentée souvent! Rien à faire! La passion des aventures était plus forte que mes bonnes résolutions. Tout gamin, je savais par cœur un livre où l'on racontait l'assaut, par nos coloniaux, du « Continent noir », Marchand l'Africain, Binger, Largeau... (des Saint-Maixentais, mais ils sont trop), les missions qui sillonnèrent l'Afrique, cette mission Foureau-Lamy dont fit partie notre commandant actuel, le lieutenant Rondenay, et tant d'autres! Bref, je brûlais de les imiter. Dès que j'ai eu l'âge, je me suis engagé dans la coloniale; j'ai fait les colonies, j'ai administré, j'ai commandé des petits postes, j'ai bâti des ponts ; le soir, pour me délasser, j'apprenais le français aux petits des Indigènes. Je me suis battu, j'ai entendu la chanson des balles et, comme ce Charles XII dont on nous a raconté l'histoire, je me suis dit que ce serait là, désormais, avec le chant des Marsouins, « ma seule musique... »

(1) Récemment encore, au bout de six mois de sous-lieutenant, un E. O. R. qui désirait rester dans l'armée devait rengager comme sergent. Par le rectificatif du 3 mars 1927, l'E. O. R. garde son grade de sous-lieutenant pendant son stage dans l'active et ne le perd qu'au moment où, reçu aux examens d'entrée, il devient E. O. A.

Je m'arrête. Est-il nécessaire de pousser plus avant pour prouver que notre École est une France en raccourci : élèves des lycées ou élèves des écoles primaires, fils d'officiers et de généraux illustres, maréchal Foch, général de Castelnau, général Pau, général de Langle de Cary ou fils de mécaniciens-ajusteurs, anciens étudiants ou anciens apprentis, instituteurs ou ouvriers, représentants de toutes les classes et de tous les métiers, tous, dans le creuset qu'est l'École, se préparent, dans une étroite et digne communion d'âme (1) à servir, à vivre et mourir pour la France !

« Alors, que faut-il pour être admis à Saint-Maixent? Il faut être sous-officier depuis depuis deux ans et satisfaire aux épreuves du concours d'entrée. Et puis! il faut avoir la foi ! »

Lorsque Prévost-Paradol écrivit au cours d'un de ses articles sa fameuse apostrophe aux lettres : « Salut, lettres chéries, douces et puissantes consolatrices, etc... » toute une promotion de Normale, m'a-t-on dit, l'apprit par cœur et certains les récitaient en guise de prière, avant de se mettre au travail. Toi, candidat Saint-Maixentais, il est une page, qu'avant de venir chez nous, tu dois savoir par cœur et dont tu dois être pénétré. Elle a été écrite depuis plus de cent vingt-cinq ans par le prince de Ligne dans ses *Fantaisies militaires* et, telle qu'elle est, elle est le commentaire avant la lettre de la devise de l'École : « Le travail pour loi, l'honneur pour guide. »

« Fussiez-vous du sang des héros, fussiez-vous du sang des Dieux (s'il y en avait), si la gloire ne vous délire pas continuellement, ne vous rangez pas sous ses étendards... Aimez le métier militaire au-dessus des autres, à la passion, oui, passion est le mot ; si vous ne rêvez pas militaire, si vous ne dévorez pas les livres et les plans de guerre, si vous ne baisez point les pas des vieux soldats, si vous ne pleurez pas au récit de leurs combats, si vous n'êtes pas morts presque du désir d'en voir, quittez vite un habit que vous déshonorez. Si l'exercice même d'un seul bataillon ne vous transporte pas, si vous ne sentez pas la volonté de vous y trouver partout, si vous y êtes distrait, si vous ne tremblez pas que la pluie empêche votre régiment de manœuvrer, donnez-y votre place à un jeune homme tel que je

(1) La Sainte-Maixentaise est trop connue pour que je dise ici l'activité de cette société dont le général Bataille est l'ardent et vigoureux président.

le veux : c'est celui qui sera fou de l'art de Maurice de Saxe, et qui sera persuadé qu'il faut faire trois fois plus que son devoir pour le faire passablement. Malheur aux gens tièdes! Qu'ils rentrent au sein de leur famille! etc... »

Avoir la foi, tout est là. Jeune homme qui me lis, si tu as foi dans le métier militaire, foi dans sa beauté, foi dans sa grandeur, foi dans son utilité, engage-toi et viens à nous.

LE NOUVEAU STATUT

Le maréchal Randon avait coutume de dire que, dans l'École militaire qu'il rêvait pour les sous-officiers, la durée du séjour serait de deux années : la première, employée à compléter, à fortifier, à étendre la culture de l'esprit, une année employée, somme toute, à « achever » l'homme ; la seconde, consacrée à faire l'officier.

Qu'il y ait, actuellement, disproportion entre la durée du séjour à l'École d'un côté, et de l'autre, la multiplicité toujours croissante des connaissances professionnelles qui sont réclamées à l'officier pour bien faire son métier, et le développement de la culture générale qu'il doit posséder pour tenir son rang dans la nation, aucun bon esprit ne peut le nier et d'ailleurs ne le nie.

Que l'on compare la somme de connaissances professionnelles réclamée à l'officier d'avant, et à celui d'après-guerre!

L'officier doit connaître l'outil dont il se sert : l'homme ; l'outil dont l'homme se sert : le matériel. Avant 1914, l'homme est presque un soldat de métier : trois ans de service militaire ont fait de lui un soldat discipliné, connaissant son métier, possédant le réflexe des gestes qu'il faut faire ; quant au matériel dont se sert l'homme, il se réduit au fusil. Mais voici qu'à l'heure actuelle, où le service à court terme est envisagé, où le soldat ne restera sous les drapeaux qu'un minimum de temps, où le matériel s'est perfectionné, multiplié, spécialisé, où la conduite au combat de la section et de la compagnie réclame du chef d'être le technicien non pas seulement d'un matériel, mais de plusieurs matériels, on réclame de l'officier de troupe un art pédagogique plus consommé, un ensemble plus complexe de connaissances professionnelles. Connaissances techniques et aussi culture intellectuelle! Par ces connaissances techniques

l'officier s'imposera à ses hommes, c'est bien mais ce n'est pas tout : l'officier a un rôle à jouer non seulement vis-à-vis de ses subordonnés, mais encore et plus que jamais vis-à-vis de ses camarades officiers de réserve et, par eux, vis-à-vis de la nation.

Si l'officier doit avoir une culture intellectuelle étendue, ce n'est pas seulement pour tenir son rang, ce n'est pas pour qu'il puisse, en marge de ses connaissances professionnelles, cultiver, comme on l'a dit, — en dilettante, — quelque violon d'Ingres, c'est parce que, plus sa culture générale sera étendue, meilleur officier, c'est-à-dire, meilleur chef de section ou meilleur commandant de compagnie il sera.

« Je crains l'homme d'un seul livre », a-t-on dit. Je le crains parce qu'il a l'esprit forcément étroit et que son jugement sera faux. Je crains le spécialiste parce qu'il n'est que spécialiste, parce qu'il n'est plus que la moitié d'un homme. Comme l'a dit le général Debeney, « plus il est nécessaire de recourir à la technique, plus il est indispensable de bannir l'esprit technicien ». Que l'officier sache son métier, il le faut ! mais, de grâce, ouvrez-lui, sur le monde extérieur, vers les quatre points cardinaux de la pensée humaine, de vastes baies, de larges fenêtres.

Et puis, que l'on songe que la guerre, ce n'est plus seulement la rencontre de deux armées sur un champ de bataille terrestre ou naval ; en même temps que sur le terrain militaire, la guerre se déroule sur d'autres terrains : terrain industriel, économique, financier, moral, « alimentaire », etc... De même que le fantassin doit avoir des clartés sur le métier que font ses camarades de guerre, l'artilleur, le sapeur, l'aviateur, le cavalier, de même l'officier doit avoir des vues sur le travail qui sera accompli sur les autres terrains de la « guerre totale ».

Si l'on veut bien admettre ces principes, que l'on juge de la tâche qui incombe aux professeurs (connaissances générales, connaissances professionnelles) pour arriver dans le court espace de dix mois d'école à approcher de cet idéal.

Ils sont trop, trop ! disaient en tombant, le 30 mars 1814, les braves gens qui, à la porte de Clichy, tentaient, avec le général Mortier, d'arrêter les colonnes prussiennes et russes qui pénétraient dans Paris. Ils sont trop, c'est bien la phrase qui vient à l'esprit, quand on feuillette le programme d'instruction militaire et d'instruction générale de l'École ! Ils sont trop pour

qu'on puisse les assimiler réellement et utilement en dix mois. Ils sont trop ; et pourtant, « ces programmes, quelque étendus qu'ils soient, ne le sont pas encore suffisamment eu égard au bagage scientifique et technique que doit posséder aujourd'hui un officier. »

La nécessité se pose donc, inéluctable. Puisque les programmes sont de beaucoup plus étendus et de beaucoup plus complexes que les programmes d'avant-guerre ; puisque, tels qu'ils ont été dressés, ils sont encore loin d'embrasser l'étendue et de répondre à la complexité des connaissances qu'il est normal d'exiger d'un jeune homme tout frais émoulu de l'École ; puisqu'il s'agit aussi, ne l'oublions pas, d'une empreinte à donner et qu'une empreinte doit être une et prolongée, ce que nous désirons, c'est que le sous-officier nous arrive tel qu'il se présente à l'École à l'heure actuelle, avec ses lacunes et ses défectuosités ; tel qu'il est nous l'acceptons, mais alors, qu'il nous reste deux ans. Un décret du 25 novembre 1927 porte, en effet, à deux années la durée des études à l'École militaire d'infanterie, faisant ainsi cesser une situation préjudiciable à l'armée. Rendons à ce sujet un hommage reconnaissant à M. le général Debeney, ainsi qu'à l'état-major général de l'armée, à qui nous sommes redevables de cette mesure.

La France est pacifique. Après la plus formidable des guerres qui ait jamais menacé son existence, ensanglantée, meurtrie, couverte de son voile de deuil, à nouveau, elle déclare la paix au monde. Sur l'autel de la réconciliation des peuples, elle est prête à faire tous les sacrifices. Mais encore faut-il que ses paroles soient écoutées.

Le billet de banque d'un État, pour avoir cours, doit être couvert par une solide encaisse métallique. Pour que les paroles de paix françaises aient cours et s'imposent partout, pour qu'elles gardent, sans danger de baisse, leur valeur intégrale en face d'autres paroles de moindre aloi et, pour tout dire, moins saines, il leur faut l'encaisse métallique, l'encaisse de clair et franc métal, acier et or : notre Armée, nos Écoles militaires.

Général L. Borie.

MONSIEUR VINCENT

AUMÔNIER DES GALÈRES

III[1]

CHEZ LES MISÉRABLES

CE QUE FEMME VEUT...

Si M. et Mme de Gondi avaient été également désespérés du départ précipité de M. Vincent, c'était elle pourtant qui souffrait le plus de la perte de son directeur. Loin de cacher son affliction, elle l'avait d'abord versée dans le sein de son mari, et ensuite étalée partout. Elle s'en faisait une sorte d'orgueil et de gloire amère, espérant qu'à la rendre ainsi de notoriété publique, celle-ci parviendrait jusqu'à l'absent qui ne pourrait s'empêcher d'en être confondu. Impuissante à se résigner, elle entreprit, avec la fièvre qu'elle apportait à cette affaire, de tout mettre en œuvre pour arracher Vincent de Châtillon et le contraindre à revenir occuper dans sa maison la seule place qui lui semblait digne d'elle et de lui.

Elle alla s'en ouvrir à M. de Bérulle. Après l'avoir écoutée et calmée : « Eh bien! lui déclara-t-il, puisque vous me demandez conseil, écrivez donc à Vincent de Paul tout ce que vous venez de m'exposer et de la même façon que vous me l'avez fait, sur ce même ton de prières et lui dépeignant votre désarroi. » Elle le fit aussitôt. Sa lettre est trop longue pour

Copyright by Henri Lavedan, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier.

la donner en entier. Elle déborde d'une émotion qui met les larmes aux yeux et dut faire couler les pleurs de celle qui l'écrivait : «... Je me vois désormais en pitoyable état... Mes enfants dépérissent tous les jours... Le bien que vous faisiez chez moi et à sept ou huit mille âmes qui sont en mes terres ne se fait plus!... Vous savez pourtant le besoin que j'ai de votre conduite, soit en la vie, soit en la mort... M. de Bérulle m'a promis de vous écrire et j'invoque Dieu et la Sainte Vierge de vous rendre à notre maison!... Je vous supplie encore une fois! » Et en post-scriptum, cette menace : « Si après cela vous me refusez, je vous chargerai devant Dieu de tout ce qui m'arrivera et de tout le bien que je manquerai à faire, faute d'être aidée. »

Il est évident que sa douleur lui faisait perdre un peu le sens et qu'elle exagérait. Ces deux jeunes coqs de Gondi, fiers sur ergots, emportés et hautains, tout bouillants d'indépendance, on se les représente mal « dépérissant tous les jours » du fait que le bon monsieur Vincent n'est plus là pour les maintenir en vie et en componction. Et, de même, les huit mille âmes « qui étaient dans les terres » de l'excellente grande dame, quoique plus atteintes sans doute par le congé de celui qui avait commencé leur redressement, n'avaient pourtant pas reperdu encore tout le gain acquis. Mais la peine de M^me^ la générale est si réelle qu'elle se communique et qu'on excuse, en faveur du motif, son manque de mesure. Il est permis d'admirer dans sa lettre, en en souriant, l'astuce féminine avec laquelle est lancé, — telle la flèche du Parthe, — le pieux trait de la fin. En prévenant charitablement son aumônier que, s'il ne cède pas à sa prière, exprimée avec tout l'accent d'une volonté, elle le rendra responsable de ce qui en résultera de fâcheux pour son salut, elle fait là ce qu'on nous pardonnera d'appeler « du chantage d'âme », imitant, dans un ordre d'idées supérieur et de la plus noble intention, ce que font en matière d'amour profane les rusés du désespoir quand ils disent à celui ou à celle qu'ils veulent ramener à eux et convertir à leurs raisons : « Si vous me résistez, je me tue sous vos yeux ! je me jette par la fenêtre... »

En lisant la lettre de M^me^ de Gondi qu'il prévoyait et connaissait avant de l'avoir reçue, M. Vincent fut sans doute très touché, mais nullement inquiet du sort de sa pénitente

en ce monde et dans l'autre, pas plus qu'il ne se crut en rien coupable à son égard. Il connaissait trop, sous ses dehors exaltés, la valeur de cette belle âme pour être certain qu'en son absence, elle ne courait aucun risque. Il lui écrivait donc tout ce qu'il jugeait capable de la rassurer, et il ne bougea pas. Châtillon le tenait. Il avait tant d'ouvrage sur place à parachever! Et toujours des conversions en train qui chauffaient, qu'on ne devait pas laisser refroidir, soit d'hérétiques de conséquence ou de vieux guerriers si intéressants, racornis sous le cuir de la Religion, ayant tué, pillé, mené tous les dégâts et qu'il s'agissait de ramener prisonniers en douceur dans les filets de la Foi! Pouvait-il lâcher tout cela?

Mais Mme la générale n'était pas de celles qui s'affaissent. La résistance de Vincent l'excita, la fit rebondir. Elle trouva, dans le désir de la vaincre, la seule raison capable désormais d'absorber sa vie. Le vieux proverbe impie : « Ce que femme veut, Dieu le veut » était-il déjà en cours? Nous ne savons. En tout cas, jamais il n'eût pu mieux s'appliquer que dans la circonstance à la délaissée. Engageant Dieu ainsi d'autorité, le mettant de son parti, elle pensa qu'inévitablement le saint était battu. Si fort qu'on le supposât, que ferait-il contre Dieu?... et contre elle? Redoublement d'activité, démarches, visites, lettres sur lettres, où elle adjure son mari, son beau-frère, l'évêque de Paris, le P. de Bérulle et bien d'autres encore d'intervenir auprès du transfuge. Elle se multiplie.

Au service de sa maison se trouvait un gentilhomme plein d'esprit et de sagesse et pour qui elle ressentait de plus une estime particulière. C'était lui qui avait fait autrefois entrer Vincent chez la reine Marguerite et que Vincent, à son tour, avait fait placer auprès de M. de Gondi, comme secrétaire. Elle résolut, en fin de compte, de recourir à ses offices. Longuement stylé, d'ailleurs tout dévoué à sa cause, il partit pour Châtillon, porteur de toutes les lettres dont la générale avait pu le munir. Elle avait fait choix, en ce du Fresne, du plus fin des ambassadeurs. Celui-ci connaissait bien en effet, par expérience, le caractère de l'homme, entêté toujours du plus grand devoir, qu'il s'agissait de convaincre ; il glissa sur la générale et sur ses ennuis dont il ne parla qu'incidemment et comme pour remplir une commission de politesse ; et tout de suite il attaqua M. Vincent sur ce qu'il croyait l'essentiel et être seule-

ment susceptible de le secouer : c'est-à-dire la comparaison et la différence, qui sautait aux yeux, de ce qu'il y avait *pour demain* à faire d'une part à Châtillon et de l'autre à Paris. Il n'eut pas de peine à lui démontrer que le bien de Châtillon serait tout petit. Le plus difficile d'ailleurs y étant déjà fait, il suffisait maintenant d'un bon prêtre ordinaire pour achever le reste. En revanche, s'il consentait à rentrer chez les Gondi, quelle œuvre plus vaste l'y attendait et autrement fructueuse! Œuvre immense à accomplir et non seulement dans cette grande maison comptant des milliers de sujets, mais à Paris, à la Cour, et dans toute la France!

Bien portés, et au bon endroit, ces arguments frappèrent Vincent de Paul. Néanmoins, il voulut réfléchir encore, prendre avis de ses conseillers, et puis, ne rencontrant partout qu'une même opinion, conforme à celle de M. du Fresne, il s'inclina et remit à ce dernier deux lettres pour M. et Mme de Gondi où il annonçait son prochain retour.

A cette nouvelle, ce fut dans toute la Bresse une consternation suivie aussitôt d'un désespoir navrant, universel : « Nous perdons tout en perdant notre Père! » répétait chacun avec accablement. On pleurait. On criait. Quelques-uns se révoltaient, disant qu'il ne s'en irait pas, qu'ils le retiendraient, qu'ils l'enfermeraient. Les derniers hérétiques eux-mêmes, qu'il n'avait pas eu le temps de faire capituler, et qui n'étaient pas fâchés de le voir partir, proclamaient sa vertu : « Ah! en perdant votre curé, déclaraient-ils non sans malice aux catholiques qu'ils apostrophaient, vous perdez la meilleure pierre de votre religion! C'est dommage!... »

L'AUMONE — LES CONFRÉRIES

Établir des associations et des confréries de charité, fut ce à quoi, dès son retour, il s'appliqua d'abord. Au lieu de laisser comme une épave aller au hasard et se disperser sans surveillance l'aumône, il résolut en premier lieu de la provoquer, sans l'attendre dans le repos, ensuite de la diriger, de la réglementer et enfin d'en assurer non seulement la durée, mais la perpétuité. Elle devait être, dans sa pensée, une organisation, un roulement ordonné et ininterrompu. Pour atteindre tous ces buts, il ne comptait pas seulement sur lui. Sans doute il avait décidé d'y

employer tous ses moyens, mais il entendait aussi y intéresser les autres, les atteler à l'œuvre. Il fallait, pour qu'elle marchât, que chacun de ses auxiliaires se mît à la tâche à son exemple et la fît sienne, personnelle... Il espérait beaucoup et même presque tout de cette initiative privée sans laquelle rien ne se fait ; et cet effort quotidien, cette participation du corps, du cœur et de l'esprit, il ne les considérait pas comme la vertu du luxe et le devoir exclusif des riches, il les réclamait autant des pauvres. Ses obligés avaient à s'en mêler à leur manière, autant que les bienfaiteurs. Ils devaient les aider autrement, mais donner, eux aussi, et secourir le prochain jusque dans leur pauvreté, et en proportion de ce qu'ils recevaient. Attacher le riche au pauvre, le pauvre au riche, les faire se chercher, se découvrir et se fréquenter, se connaître, se juger sainement, loyalement, sans injuste sévérité ni fausse complaisance, et les amener ainsi à une nouveauté d'estime et d'amitié réciproques lui semblait une chose bonne et belle et plus qu'utile, nécessaire. N'avaient-ils pas, le fortuné et le déshérité, un égal besoin l'un de l'autre ? Ils ne pouvaient rien séparément. Isolés, ils restaient tout froids et sans mérite.

A quoi donc servait la confrérie ? A cela, à les rapprocher, et à les unir, à leur apprendre à se donner la main avant d'arriver, plus tard..., à se prendre par le bras. La confrérie leur enseignait « dans la pratique », en même temps que les devoirs, le rôle et le profit moral, et social, de la charité. Il fallait que le pauvre et le riche se sentissent faits l'un pour l'autre et étroitement solidaires pour accepter chacun, du côté où ils se trouvaient, leur condition respective, celui-ci dans l'humilité, la générosité, le détachement de ses biens, celui-là sans amertume ni envie, dans la douceur et la reconnaissance. Il n'y avait pas, selon Vincent, d'autre façon de concevoir, malgré la différence de leur sort, l'*égalité* des riches et des pauvres, et de réaliser leur union fraternelle, impossible en dehors de l'esprit de l'Évangile. Mais avant d'arriver aux hommes par les hommes, l'aumônier savait que le plus sûr chemin était d'avoir recours aux femmes, surtout dès qu'il s'agissait de traiter et de servir ces êtres à vif que sont les pauvres. Il s'adressa donc à elles d'abord. L'association des Dames de Châtillon-les-Dombes fut l'origine des Confréries de la Charité, en même temps que, dans les terres des Gondi, à

Villepreux, à Joigny, à Montmirail, et ailleurs encore, d'autres étaient fondées, toutes pareilles.

On pourrait croire que ces confréries, qui sont restées les modèles du genre, Vincent avait eu beaucoup de peine à en imaginer le plan et à en fixer la composition? Point du tout. Spontanément, dans la lucidité de son bon sens et la simplesse de son cœur, il en avait, du premier coup, trouvé tout seul la formule. Elle fit le sujet de ses premiers sermons et tenait en peu de mots. S'adressant aux personnes aisées une fois réunies et ayant accepté, sous la direction de dignitaires choisies par elles, d'observer certaines règles, il leur demandait, partout où, à leur connaissance, il y avait des pauvres, d'aller tout droit à eux, chez eux, et de les assister en leur sacrifiant tout ou partie d'un superflu auquel ils avaient droit; et il les priait d'être en plus, sans se tenir quittes envers eux par ces soins tout naturels, leurs amies, leur conseil, de telle sorte qu'ils sentissent en elles une famille leur apportant tous les secours dont ils étaient privés. Il inventait ainsi, à son insu, l'Assistance publique, et entendons, — sans médire de l'autre telle qu'elle existe aujourd'hui et fait de son mieux, — qu'il créait la plus large et la plus complète, celle qui soigne tout et avec le plus de chances de tout guérir, parce que, seule, elle possède, plus efficace que la meilleure sollicitude de l'État, le remède qui ne trompe point : la charité chrétienne, irrésistible et impérissable, étant d'essence divine.

Ces sermons obtinrent un tel succès que trente confréries furent fondées presque coup sur coup. M^mes^ de Gondi et de Maignelais, aux côtés de Vincent, se prodiguaient, entraînant leurs recrues où frayaient toutes les conditions : femmes de qualité, bourgeoises, marchandes, servantes, femmes du peuple et de la Cour, mêlées sans honte aussitôt que les réclamait la misère. Rien ne devait, selon le vœu du créateur de l'œuvre, être capable de les rebuter. Toutes les tares des pauvres, physiques et morales, il les avait prévues. Il savait leur saleté, leur mauvais accueil, la résistance aux soins qu'on voulait leur donner, leur méchanceté même et leurs injures; également il n'avait pas manqué, pour aguerrir ses troupes, de leur peindre à l'avance la hideur des plaies, le spectacle affreux des maladies, le fréquent danger de la contagion. Mais l'étalage de ces ennuis n'était en son dessein que pour communiquer

plus de force à l'ordre qu'il donnait de n'en tenir nul compte, et, quoi qu'il arrivât, de ne pas réfléchir, de ne pas s'arrêter, d'aller toujours.

Elles allaient donc, les braves, les saintes femmes. Elles marchaient dans le cloaque sans regarder où se posaient leurs pieds, ne voyant que le but clair et délectable où les conduiraient les ornières de boue. Elles mettaient, à la lettre et sans gants, « la main aux pauvres ». Elles les nettoyaient, les peignaient, les levaient, les couchaient, les tiraient de leur grabat qu'elles refaisaient et tapaient au grand air ; elles fermaient les portes et ouvraient les fenêtres ; elles balayaient et donnaient à manger, à boire, à aimer, à croire, à espérer ; elles séchaient des pleurs, produisaient du sourire et versaient du sommeil.

Cette étonnante besogne, Mme de Maignelais l'accomplissait vêtue de gros linge et de sombre laine, elle qui, naguère, en son temps de joie si rapide, éblouissait sous l'or de ses brocarts. Elle avait vendu sa vaisselle d'argent, remplacée par des plats de grossière faïence, afin de se rapprocher davantage, même en mangeant, des pauvres dont à présent elle partageait souvent les repas et faisait sa seule compagnie, que maintenant elle appelait « la bonne ». C'était à eux, à leur soulagement que passaient tous ses revenus, 350 000 livres, au moins trois millions d'aujourd'hui. Comme il lui fallait bien circuler dans Paris et à de lointaines distances, elle usait, en le regrettant, d'un carrosse, mais alors, celui-ci, sans armoiries ni laquais, et conduit par un seul cocher, le tout si simple qu'une commerçante, à peine à son aise, en eût rougi. Telle était sa manière.

Mme de Gondi en avait une autre qui, au lieu de s'abîmer comme son amie dans un absolu renoncement, consistait à mener de front une double existence. Habillée de grand matin, elle commençait sa tournée d'indigents et de malades, et non de ces passages en tourbillon où fonctionne seul le corps et qui s'expédient par ce qu'on appelle si improprement « acquit de conscience ». Les visites de madame la générale étaient assises, sérieuses, de vraies stations au chevet des malheureux qu'elle ne se bornait pas à soigner, mais qu'elle interrogeait, les entreprenant sur tout ce qui pouvait encore les intéresser, et les raccrocher à la vie. Et quand elle avait ainsi « fait son marché », elle rentrait chez elle, où parée alors et

reprenant son rang, elle présidait la table de M. de Gondi et dirigeait ensuite dans ses salons les causeries sur les lettres, les arts, la Cour et la ville, et maints autres sujets qu'elle animait de sa grâce et d'un piquant esprit à travers lequel rayonnait toujours le charme de sa bonté. Pensez maintenant qu'elle était mal portante, aussi délicate que belle, et vous apprécierez mieux tout le courage qu'il lui fallait pour pratiquer cette double et dévorante vie, ne fût-ce que pour soutenir ces deux conversations d'un tour si différent dans les deux sociétés qui se partageaient ses jours et ses nuits.

Mais M. Vincent était là qui lui-même, souvent malade et fatigué, entraînait tous ceux qu'il s'avisait de marquer pour le suivre. Il leur rendait d'ailleurs la tâche presque facile ou qui la leur semblait, par le soin méticuleux, le souci touchant avec lesquels il la leur avait préparée. Montaigne assurait : « La vie nous mâche. » On pourrait dire de Vincent que lui « mâchait la vie », la sienne et celle des autres, de ceux-là seuls qu'il aidait de tout le possible à la condition que d'abord ils s'aidassent eux-mêmes. Alors, rien ne lui coûtait pour les alléger dans leur rude devoir. Il leur mâchait la besogne et la leur apportait si bien triturée qu'elle était comme faite aux trois quarts. Tout ce qu'il a créé, fondé, une fois conçues l'idée première et les grandes lignes qui, elles, jaillissaient en quelques instants de géniale lueur, fut ensuite longtemps creusé, médité, pris et repris et par-dessus cela poli encore et repoli à petits coups. Toujours il y revenait, ne pensant jamais : « c'est fini ! c'est la perfection », même quand ça l'était. On n'imagine pas jusqu'où il poussait l'art et la science de la mise au point. Il avait le don de tirer le meilleur parti des êtres et des choses, une puissance incroyable pour embrasser à la fois l'ensemble et le détail, et régler chaque compartiment. Organisation, archives, dépenses, qu'il s'agît de loger, de vêtir, de nourrir, il n'oubliait rien. Tout était tracé à l'avance, jusqu'à la façon de traiter les pauvres dans le courant le plus humble et le plus terre-à-terre : comment il convenait d'apprêter leurs mets, de les servir à table, de les tenir en bonne hygiène et propreté, selon leur âge et selon la saison, les soins spéciaux pour les enfants, les femmes, les vieillards, mille petits moyens de les amuser ; et il repoussait la tristesse, étant d'avis que la gaîté rendait plus aisée la vertu.

Lui-même, pour se conformer à ce précepte, avait toujours le sourire à la bouche et aux yeux, un sourire qui, au lieu de se figer dans une immobilité béate, avait des rayons, pétillait, sous les gros sourcils, de malice gasconne et d'enjouement affectueux. Ce qui, tout d'abord, avait confondu, c'était la tranquillité, la présomption semblait-il, avec laquelle il s'embarquait dans ses croisières pour le bien et comme sans savoir où mettre le cap.

D'aucuns en plaisantaient, d'autres en montraient de l'effroi. « Quel bon cœur ! gémissaient-ils, mais quelle cervelle ! Il est fou. C'est un de Gascogne. *Il se croit*. Comment pourrait-il arriver au bout de tout ce qu'il entreprend? »

Il les laissait dire et suivait en paix son chemin. Jamais il n'avait l'air d'être en retard ou en avance, ni inquiet, ni essoufflé. Chaque chose en son temps. Ne pas vouloir aller trop vite était pour lui la garantie d'arriver le plus tôt. Il avait coutume de répéter « qu'il ne fallait point enjamber sur la Providence, mais dès que la Providence avait ouvert la voie, alors on pouvait quitter le pas, et on devait courir ».

CE QUE VINCENT VOULAIT FAIRE DU PAUVRE

En propageant, le plus loin possible, au prix de maintes difficultés et parfois d'assez grands dangers, la méthode du saint, ses disciples avaient la conscience de remplir son vœu le plus cher, d'opérer le travail d'*instruction* qui était, à ses yeux, la seule clef permettant d'ouvrir toutes les portes : instruction dans tous les sens, religieuse, intellectuelle et morale. Secourir les pauvres, les soigner, quoique l'on eût raison de commencer par là, n'était cependant pas suffisant et ne terminait rien. Ce qui restait à faire s'imposait comme le principal. Il fallait leur apprendre, s'ils devaient toujours demeurer des pauvres, à l'être du moins autrement, avec dignité. Après qu'en bonne justice on n'avait pas craint de leur dévoiler leurs droits, il fallait leur montrer et leur commander leurs devoirs, les relever vis-à-vis d'eux-mêmes, ne plus les laisser croire à leur déchéance irrémédiable et fatale, leur persuader que, pour être estimés et respectés à l'égal des meilleurs, ils n'avaient qu'à vouloir devenir respectables, enfin les *éduquer*, s'adresser autant qu'elle le permettait à leur intelligence en

passant par leur cœur. Quoique moyenne et souvent endormie, l'intelligence était chez eux capable d'étonnants réveils et combien de cœurs, qui semblaient à jamais durcis par les épreuves, étaient au contraire attendris plus facilement que ceux des heureux, et fondaient à la première avance!

Comme Vincent jugeait que la mendicité, qui nourrit la paresse et encourage tous les vices, était le plus grand obstacle au salut des pauvres, il la leur interdisait, sous peine de retrait d'aumônes, et il défendait à ses fidèles de leur donner. Sa bonté ne désarmait pas sa rigueur. Il connaissait admirablement sa clientèle, son caractère, la façon de la traiter. Personne, mieux que lui, n'en a fait l'analyse. Autant il savait, quand il le fallait, rendre hommage à ses vertus, autant il n'ignorait rien de ses défauts, de ses roueries, de ses bassesses. La misère des pauvres ne l'empêchait pas de voir clairement leurs laideurs. Il les plaignait, mais sans trop s'apitoyer au dehors, surtout devant eux. Il ne les embellissait pas pour se procurer le plaisir un peu vain d'en avoir fait des êtres à part et des modèles dans leur genre. Non, sans illusion ni mésestime, il les tenait pour ce qu'ils étaient, ni plus ni moins : des infortunés. Toujours accessible à la charité, ne reculant pas devant ses flots, s'y mettant jusqu'au cou, il ne consentit cependant jamais à ce qu'elle le submergeât. Il voulait, par crainte d'en devenir le jouet ou l'épave, en rester le pilote.

Mais, que cette apparente indépendance de sentiment, qui aurait pu faire croire à de la froideur, abritait au contraire d'attention et de sollicitude! Tout ce qui a été accompli depuis son temps jusqu'au nôtre, dans l'ordre de la philanthropie, pour améliorer le sort de l'humanité souffrante, il en est le créateur. Toutes les grandes idées fondamentales, non seulement des œuvres qui lui sont personnelles, mais de celles qui, en dehors de ses directives religieuses, ont été créées par des laïques, depuis deux siècles, c'est lui le premier qui les a conçues. On n'a fait que le copier, sans jamais trouver mieux. Le jour où, préoccupé des errants qu'il voyait, brisés de fatigue et de faim, coucher à la belle étoile, il voulut leur assurer, au moins pour quelques heures, un semblant de foyer, et où il décida « qu'un asile leur serait ouvert dans lequel on leur donnerait à souper et à coucher et le lendemain deux sous *en les renvoyant* », il fondait tout simplement l'*Hospitalité de nuit.*

Ah! sans doute, aujourd'hui, elle a des dortoirs à parquets, des lits, des calorifères, des lavabos, du gaz et de l'électricité. C'est très bien. Mais, tout de même, c'est lui, Vincent de Paul, qui est pour la plus grande part dans ce luxe et ces résultats dont peut-être, d'ailleurs, fut-il le visionnaire. Il a contribué au progrès en le devançant. Il l'a amorcé.

Le fils du laboureur, l'ancien berger de Pouy, sut bien profiter aussi des leçons de son enfance. Ayant observé que les œuvres des villes auraient beaucoup de peine à vivre et à se perpétuer, si elles n'étaient pas soutenues par celles des campagnes, il engagea les confréries de ces dernières à se pourvoir de troupeaux, à acquérir le plus possible de vaches et de moutons dont la vente leur serait d'un très bon bénéfice et qui ne coûteraient rien à nourrir, si on les menait paître « à la vaine pature », comme c'était alors l'usage. « Les brebis, spécifie-t-il en éleveur entendu, seront marquées de la marque de l'Association et renouvelées tous les cinq ans. »

Pour se procurer d'une autre façon des ressources dans les villes, c'était aussi bien simple. Il préconisait la création « d'ateliers » où les enfants d'abord, et tous les hommes valides ou convalescents trouveraient à choisir et à apprendre un métier selon leur aptitude et gagneraient ainsi leur vie. Là encore, M. Vincent émettait bien avant nous l'idée pratique et moralisatrice de *l'Hospitalité par le travail.*

LA GRANDE HORREUR DES HOPITAUX

Aussi attentif à ce qu'il avait l'air d'oublier loin de lui qu'à ce qui l'absorbait sur place, il se trouvait cependant partout à la fois. Que ce fût par lettres ou par la bouche de ses envoyés, il parlait où il n'était pas, il présidait aux réunions, bien que son fauteuil de paille y fût vide. A tout instant, à tout propos, se manifestait sa présence au milieu de ceux qui le devinaient. Du matin au soir il n'était absent de rien, même la nuit, où il semblait, fantôme amical et rassurant, répondre par un furtif passage auprès de leur lit, à l'appel de ceux qui le priaient. Son ombre paisible habitait les murs, les rideaux, traversait les sommeils. Et puis, tout à coup, elle le livrait en personne au fond des caveaux humides, sous les toits rompus des greniers, dans les sombres ruelles ranimées et éclairées aussitôt qu'il y

tâtonnait, et à l'hôpital enfin, où sa main levée pour bénir arrêtait les blasphèmes.

Ces hôpitaux, on ne peut se faire une idée, quoi que l'on imagine, des fournaises de douleur et d'horreur que c'était. La peste sévissait à Paris de façon courante. Elle ne le lâchait pas. Pendant tout le XVI^e^ siècle, elle l'avait rongé. Fléau constant du royaume, elle montrait pour la capitale une prédilection singulière, « calamité, comme l'avait autrefois marqué en traits de feu le grand Ambroise Paré, déchaînée par l'ire de Dieu, furieuse, tempestive, ennemie mortelle des hommes et bêtes, plantes et arbres ». Par peste, on entendait toutes les maladies. Montaigne, atteint de la coqueluche, a décrit dans ses *Essais* la panique de sa maison et de sa famille égarée : « Soudain, qu'un de la troupe commence à se douloir du doigt, toutes maladies sont prinses pour peste. » Ainsi les fièvres pernicieuses ou bénignes, tout ce qui était susceptible de se gagner ou qu'on croyait l'être, aussitôt prenait dans les bouches ce nom terrible. Était-on indisposé, on passait pour pestiféré. L'absence totale ou l'insuffisance de voirie propageait, avec une rapidité foudroyante, les infections. Partout des cloaques, des fumiers, « des charongnes mortes », des ordures puantes, les immondices en tas, se desséchant ou se liquéfiant. Pas de fosses d'aisances et des égouts obstrués et fétides. Des cimetières, trop petits, ou vite remplis, surtout ceux plus recherchés autour des églises. Depuis tant d'années de morts violentes, mystérieuses, on avait enterré n'importe où, souvent en hâte, la nuit, dans des cours, des caves, des jardins, le long des routes, et si peu profondément que la pioche, quand on creusait plus tard le sol pour y planter ou y bâtir, en arrachait des ossements, même des lambeaux de cadavres encore en putréfaction...

Aussi quel air que celui de Paris! « air pollué et souillé, qui corrompt nos esprits et nos humeurs, engendrant peste mortifère », écrit Abraham de la Framboisière, un des médecins de Henri IV et de Louis XIII. Et il résume son ordonnance en ces trois mots catégoriques, *Cito*, *longe*, *tarde*, avertissant quand on voit poindre la Maudite de « tost partir, bien loing fuir, tard revenir ». Sans doute des mesures de protection étaient recommandées, mais on ne les observait pas. En avait-on les moyens et le temps? On se bornait à des conseils impos-

sibles à suivre. Il eût fallu entre la Faculté et la Police une étroite entente, aboutissant à une organisation de salubrité générale... Au lieu de cela, les soins d'entretien et de nettoiement de la voie publique étaient tour à tour livrés avec incohérence à des entrepreneurs cupides, ou imposés aux habitants qui s'en acquittaient plus mal encore que les concessionnaires, et même pas du tout. Et puis les médecins alors, sauf de rares exceptions, manquaient du courage professionnel et simplement de la conscience que nous admirons chez ceux d'aujourd'hui.

Ce gros mot de peste, qui n'aurait dû émouvoir que le populaire, exerçait aussi sur eux une influence néfaste. Il les détraquait. Les malades n'étaient plus seulement des dangers, mais des ennemis. On ne les soignait qu'en tremblant. On les pansait en détournant la tête, en retenant son souffle. Il faut lire dans les traités du temps toutes les précautions dont s'entouraient ceux qui osaient les approcher. C'était, par en dessous, « une chemise trempée dans des sucs, des huiles, et sept poudres différentes, et par-dessus un vaste habit de maroquin que le mauvais air pénètre très difficilement ». En outre, une gousse d'ail dans la bouche, de l'éponge dans le nez et des bésicles sur les yeux. On juge combien ces manières qui suaient la terreur étaient propres à relever le physique et le moral des pauvres victimes, voyant ceux dont elles attendaient la guérison épouvantés autant sinon plus qu'elles!

L'intérieur des hospices était loin de présenter l'aspect agréable et cossu des estampes d'Abraham Bosse avec leurs lits carrés à colonnes, à baldaquins bourgeois et à pommeaux d'étoffe où, bien calés dans des oreillers rebondis et sous des draps que la gravure étale d'une blancheur éblouissante, les malades sourient aux gens de qualité qui leur rendent visite en parlant « *phœbus* ». Rien ne ressemblait moins à ces riants et ragoûtants tableaux d'école hollandaise que les salles des hospices, d'une telle hideur qu'on n'y avançait qu'avec l'envie de reculer et de s'enfuir. Où donc ces bons lits à l'ange? Où ces beaux bassins de cuivre godronnés et posés à terre, au creux desquels trempaient sur le flanc, des flacons qui semblaient de vins à rafraîchir? Où donc ces bois luisants, cette lingerie d'église, ces parquets à miroirs pour refléter la pavane des robes?... Des couches disloquées, branlantes, des draps immondes, troués, poissés de bave et de crachats, de crasse et de poussière et plus

durs que voiles de barque ; et des pots cassés, des vases d'étain, de plomb, jamais récurés, des bois pleins de punaises (il y en avait bien au Louvre et jusqu'en le lit du Roi!), d'ignobles pansements déroulés, traînant partout, coulés à terre sur un plancher maculé selon le temps d'une boue humide ou sèche, et où, à moins de patauger parmi les épluchures, les flaques d'eau sale et de déjections, le pied cherchait comment se poser sur la pointe; enfin, sous les lambrequins, et dans la pénombre des rideaux déchirés, mangés aux vers, les pauvres... pauvres calamiteux, étalant leurs plaies, leurs difformités, et montrant aussi à nu, sur des visages qui déjà n'avaient plus rien d'humain, l'angoisse d'une âme ardente à rester malgré tout dans ce débris de corps ou n'aspirant plus qu'à s'en évader.

Ne pensez pas que nous exagérions, comme l'on dit, à plaisir. D'un rapport officiel sur le spectacle qu'offraient par exemple les salles de l'Hôtel-Dieu, il résulte que fiévreux, blessés, femmes enceintes, accouchées, galeux, varioleux, y étaient confondus dans le voisinage de la salle des morts et de celle où les dissections se faisaient. On venait en ce plus bas des mondes, on y souffrait, on y râlait ce qu'on avait de vie, on y mourait, et on y était dépecé *sans changer de place*, en communauté. Les lits destinés à deux personnes en recevaient six, entassées, étirées tête bèche trois à la tête et trois aux pieds, ainsi contraintes, pour y pouvoir tenir, de rester sur le flanc, jamais sur le dos. Ah! c'est là qu'il était tué, le sommeil! Se figure-t-on le supplice de ces martyrs encaqués, collés les uns contre les autres, sans distinction d'âge et de condition, atteints de maux affreux et différents qu'ils se communiquaient, mêlant leurs haleines empestées, leurs sueurs et leurs pleurs, toutes les misères de leurs corps, bues et gardées par les draps où elles s'épandaient, sans parler des désespoirs, des colères, des haines qui s'emparaient de ces êtres liés les uns aux autres et en arrivant à force de gêne et d'exaspération à se griffer, à se mordre, à se battre. On en trouvait parfois d'étranglés, d'assassinés. La température de ces lits surchauffés, qu'ils fussent de plume ou de paillasse, était indicible. On se contentait de n'ouvrir et remuer ces couches que de temps en temps, dans les salles mêmes, au milieu des malades qu'elles empoisonnaient. Les transportait-on dans les cours pour les aérer, qu'elles semaient aussitôt l'infection dans cette traînée à travers les escaliers et les corridors.

Autre chose. Quand il fallait opérer des malades, on ne se bornait pas à en faire, en leur présence, les effrayants préparatifs : l'opération se pratiquait sous leurs yeux, et il suffit de réfléchir à la façon rudimentaire dont s'exerçait alors la chirurgie pour comprendre l'épouvante de ceux qui étaient forcés d'en subir l'intolérable vue. Il y avait aussi les *pouilleries*, nom assez significatif infligé au vestiaire des hommes et des femmes. Ces pouilleries renfermaient les hardes des galeux et de tous les contaminés, mêlées indistinctement aux vêtements propres et non gâtés des autres malades. Et il y avait encore...

A quoi bon poursuivre? Arrêtons-nous devant les dernières horreurs dépassant celles que nous nous excusons d'avoir paru étaler avec trop de complaisance. Mais il était utile et même nécessaire qu'il en fût ainsi, — car la pitié, hélas! a souvent besoin du dégoût, — que nous vous soulevions le cœur et vous fassions frissonner pour vous faire bien voir et toucher les choses telles qu'elles étaient, tandis que deux lignes distinguées, sans rien de pénible et jetées vite en passant comme un voile sur ces laideurs, vous auraient laissés ignorants, insensibles et peut-être incrédules. En vous montrant crûment la vérité, en ne vous en montrant même qu'une partie, nous vous avons encore ménagés... et cependant trompés, car ce sinistre tableau, le réquisitoire officiel, dressé si vigoureusement et dont je n'ai choisi que quelques traits, savez-vous de quand il date? De 1788, époque à laquelle il fut rédigé par le chirurgien Tenon et imprimé par ordre du Roi. Alors, et c'est là que j'en voulais venir, si, à cette époque-là, on n'en était tout de même plus pour ce qui regardait la médecine, la chirurgie, l'hygiène, les soins des malades, au même point obscur et arriéré qu'en 1617, et si l'on admet qu'en un pareil espace de temps il était impossible que de ce côté, de sérieux progrès n'eussent été réalisés, on en arrive à se demander, plein d'angoisse, quel devait être, par comparaison avec celui de la fin du XVIII^e^ siècle passant pour raffiné, l'état des hôpitaux de Paris au début du XVII^e^, plus de cent cinquante ans avant! Quoi? C'était donc pire? La pensée se détourne et ne veut plus savoir, l'esprit se refuse à reconstituer...

Eh! bien, c'était *là dedans* que Vincent venait, qu'il entrait, tous les jours, à toute heure, et comme il était, sans se changer. Ah! il ne prenait pas de précautions! Il n'avait

pas d'habit de maroquin, ni de lunettes, de masques ni de gants! Il n'aurait plus fallu que ça! Les malades d'abord ne l'eussent point permis. Ils voulaient le voir, bien voir ses joues, ses yeux profonds et malicieux, son gros nez, sa bouche, son front veiné, en sueur, toute sa bonne figure enfin, et voir aussi ses mains, déjà plus vieilles que lui, qui commençaient à s'abîmer à leur service. En ces géhennes, l'aumônier se sentait de son côté, aussi heureux et aussi soulagé que ceux qu'il assistait. Il laissait même entendre ensuite aux personnes trop promptes à le plaindre et à l'admirer qu'il éprouvait, auprès des malheureux des villes, une jouissance spéciale et si différente de celle que lui procuraient les malheureux de la campagne, qu'elle devenait un délassement, une récréation. Il disait cela et il le pensait, ce qui n'empêchait pas qu'un beau matin, pris tout à coup de regrets et d'inquiétude en ressongeant à ses chers villageois, il partait les retrouver avec un même entrain.

ET L'HORREUR PLUS GRANDE DES PRISONS

Il n'avait pourtant pas, dans les hôpitaux de Paris, touché, comme il le croyait, le fond de la souffrance humaine. Attiré par ce titre sonnant si haut de Général des galères que portait M. de Gondi, le désir lui vint d'approcher les criminels placés sous l'autorité de ce seigneur, son ami. C'était là un genre de misérables qu'il se reprochait parfois de ne pas connaître encore, d'avoir négligés et qui lui manquaient. Il se fit conduire aux cachots de la Conciergerie et du Châtelet où, avant de les envoyer dans les ports de mer, on les tenait enfermés. On les lui ouvrit, presque à regret, comme si l'on avait honte de ce qu'il allait y voir et que l'on pressentît l'état de douleur dans lequel il en sortirait.

Cette première visite devait, en effet, laisser à Vincent un souvenir qui ne le quitterait jamais.

Il y avait deux sortes de prisons : les unes souterraines, sombres, vertes d'humidité et moisies de salpêtre, aux voûtes basses de crypte et de sépulcre; les autres, au jour, un peu éclairées, mais laissant voir alors la rocailleuse et terrible épaisseur des murs, les stalactites immondes qui en pendaient, tout l'arsenal des portes à verrous, des gonds, des serrures, des guichets, des barreaux aussi épais que ceux des cages de lions,

et glacées en outre par les vents, la neige et les rafales de pluie qui, s'engouffrant dans les fenêtres sans carreaux, les traversaient l'hiver. Dans ces deux prisons, les forçats, rongés de vermine, étaient entassés les uns sur les autres, et tous chargés de chaînes qui, en anneaux aux chevilles et en carcans au cou, les tenaient, comme de méchants chiens, attachés à la muraille, chaînes si courtes qu'ils pouvaient à peine bouger. La lourdeur des anneaux, leur étroitesse, la hauteur et le poids des carcans en faisaient une torture. Les hommes, de la tête aux pieds, étaient à demi nus, couverts de plaies qui les vêtaient plus que leurs guenilles. Il y en avait de tout âge, des jeunes et des vieux, et certains de ces jeunes semblaient des vieillards. Quelques-uns portaient de longs cheveux gris, emmêlés, englués, traînant sur leurs épaules, et des barbes blanches jusqu'au ventre, mais de ces chevelures et de ces barbes d'une luxuriance de misère, comme devait en avoir Job, et comme il n'en croît, dans les catacombes du crime, qu'au front et au menton des captifs oubliés ; et cependant, même déchus, déshonorés par la vermine qui les possédait, ils gardaient un air vénérable. Leurs compagnons les aidaient et les respectaient ainsi que des aïeux. Ces cachots de l'ancienne France avaient leurs patriarches.

En revanche, la plupart étaient des hommes dans toute la force de la jeunesse et de la virilité brutales, hommes du peuple et de la lie, avec des têtes sauvages, des fronts bas, des mâchoires féroces, et des membres de bronze, musclés comme ceux des lutteurs, qui semblaient les rendre capables, s'ils l'avaient voulu, de briser leurs fers ; et il fallait bien qu'ils fussent ainsi, puisqu'ils étaient spécialement destinés au service des galères, d'une exigence surhumaine. Ces malheureux ne se comportaient pas tous, dans leur abjection, de la même manière. Il y avait ceux qui pliaient, terrassés par leurs chaînes, et ceux qui les secouaient comme des ours, ceux qui se laissaient mourir de faim, et ceux qui croquaient leur paille et qui auraient dévoré leur semblable, et puis ceux qui chantaient, ceux qui hurlaient, ceux qui écumaient de rage ou bien poussaient d'épouvantables rires. Pas un seul qui pleurât. Aucun ne priait. Tous blasphémaient. Quelques-uns, frappés de folie, se fendaient la tête sur la pierre ou se mutilaient pour ne pas servir. Ils demeuraient ainsi des semaines, des mois...,

davantage, sans que personne s'occupât d'eux, n'ayant pour compagnie que les hordes de rats qui venaient leur fouiller les pieds, les chauves-souris descendant le soir des voûtes pour voleter sur leur visage où se posaient aussi, à la nuit, les araignées épineuses grosses comme des châtaignes... Enfin, l'enfer, l'enfer.

La première fois qu'apparut Vincent à ces damnés, ils ne comprirent d'abord pas. D'où venait cet homme en noir, sans épée, sans clefs, sans bâton? Un prêtre? Comment, même à son habit, l'auraient-ils deviné? La plupart, d'ailleurs, n'en avaient jamais vu, ou il y avait si longtemps qu'ils ne savaient plus ce que c'était. Du passé, de l'avenir, il n'existait rien pour eux que leur présent, obscur, et peut-être éternel. « Que leur voulait-il donc « ce nouveau »? Ne serait-ce pas, — soupçonnaient quelques-uns aussitôt contractés de haine, — un geôlier supérieur, plus dur que celui que nous abhorrons? Alors, que va-t-il nous faire? » Ceux qui n'étaient pas prostrés le scrutaient, farouches. « Ou bien, se demandaient-ils encore, serait-ce simplement un de ces visiteurs gâtés, favorisés, un de ces personnages de cour, curieux de notre bassesse et friands d'en jouir? »

En effet, les forçats recevaient parfois, quoique de loin en loin, la visite de gens de qualité ayant fini par obtenir cette permission difficile. En riches atours, ils arrivaient, seigneurs bien campés et grandes dames, un couple ou deux, avec un valet de police et tout animés de s'offrir cette « partie ». Elle ne durait jamais longtemps. Les condamnés qu'irritait leur luxe ainsi qu'une bravade, les recevaient mal. Quand ils ne les obsédaient pas avec effronterie de leurs requêtes, de leurs plaintes, ils les insultaient en leur argot, raillant « la moustache en satyre » du cavalier, « son petit manteau à la clistérique » et sa barbe « en queue de renard », sans ménager les dames qui, elles du moins, pouvaient, sous le masque, en rire ou en rougir.

Avec Vincent, c'était tout autre chose. Impossible de le moquer, encore moins de l'offenser. Il commandait l'étonnement d'abord, et tout de suite le respect. Ils lui trouvaient presque, à leur idée, un air de connaissance. Il portait de mauvais habits, de gros souliers poudreux qui n'étaient pas « à pont-levis ni à bousfettes ». On aurait dit un pauvre. Avant de parler, il souriait et il tendait les mains. Jamais on ne leur

avait fait ce cadeau d'un sourire et de mains si franchement offertes. Mais quand, de ces lèvres amènes sortit une voix qui les appelait « mes amis, mes enfants », et que ces mains venant à eux, toutes nues, sans effroi, sans dégoût, touchèrent les leurs, les serrèrent, et qu'elles se mirent ensuite à panser leurs plaies, à enlever doucement la vermine attachée à leur chair... avant d'en être heureux, ils furent stupéfaits. Quelques-uns même, à la fois si confus et si méfiants, qu'ils résistaient et se dérobaient aux soins de ces mains merveilleuses. Et puis, tout d'un coup vaincus, ils s'y abandonnaient dans une langueur ineffable. Ils croyaient rêver. Mais non : c'était bien une réalité, n'y eût-il eu pour la prouver, — en dehors de la présence du prêtre et de ses consolantes paroles, — que la vue des paniers pleins jusqu'aux bords de pains et d'aliments qu'il leur avait fait apporter et qu'il leur distribuait. Et le plus fort, observaient-ils, c'est qu'il restait, qu'il ne paraissait pas du tout pressé de s'en aller aussitôt les paniers vidés, qu'il avait l'air de se trouver très bien chez eux, les questionnant, leur demandant leur nom, s'informant de leur pays natal, de leurs parents, de leur ancien état, de leur santé..., enfin causant avec eux « comme s'il avait tout son temps ». Il s'asseyait sur leur grabat, sur leur billot de pierre, à même la paille pourrie, et là, tout en maniant leurs chaînes et les soupesant, pour les alléger au moins une seconde, il les exhortait à l'obéissance, au courage, au pardon, à la bonté, leur montrant sur la croix qu'il tirait alors de sa ceinture, l'image de Celui qui avait souffert de bien autres souffrances qu'eux, et enduré de bien autres supplices que tous les prisonniers et tous les forçats du monde ! quoique Lui, pourtant, fût l'Innocence même !

Et il leur disait que s'Il avait été flagellé, et crucifié comme ils le pouvaient voir, et percé de ces gros clous, c'était pour sauver tous les hommes, et surtout les coupables comme eux, pour les racheter. C'est ainsi qu'Il les avait sauvés, pour toujours ! Ils l'étaient ! « *Vous l'êtes !* » leur assurait-il. Ces pauvres gens, à qui on n'avait jamais dit cela, étaient si saisis en l'apprenant, qu'ils voulaient voir de près la croix et la toucher. Vincent la leur mettait en mains. Ils se la passaient, les uns simplement curieux, les autres impénétrables, et un grand nombre indifférents. Quelques-uns s'en emparaient dans un geste de vol qui semblait de l'amour, avec des yeux ardents.

de convoitise. « Est-ce de l'or? demandaient-ils en désignant le Christ en métal, dont le corps reluisait. — Non, c'est du cuivre, disait Vincent, mais il vaut plus et m'est plus cher que l'or de tous les galions ! » Et quand un hargneux refusait la croix, proférant des menaces, le saint ne s'en émouvait pas, pensant : « Il la prendra plus tard. »

Dès sa première visite, en moins d'une heure, il conquit ces rebelles, il amollit ces cœurs pétrifiés. Quand il les quitta en promettant de revenir, il vit briller dans leurs yeux de bêtes fauves un éclair de joie qui mettait sur le mur de leur face un rayon de soleil : et cette joie n'était pas seulement l'expression d'une gratitude immédiate, elle était faite aussi de confiance et d'espérance. Alors que jamais ils ne revoyaient deux fois les rares visiteurs qui s'aventuraient jusqu'à eux, ils étaient sûrs aujourd'hui que celui-là reviendrait, et sans les faire attendre. Ils ne se sentaient plus seuls et abandonnés. Ils avaient un ami. S'ils avaient pu savoir lequel ils venaient de gagner!

Vincent était sorti de ces cachots, bouleversé. Après les horreurs des hospices qu'il croyait bien ne pouvoir être égalées nulle part, voilà que celles des prisons les dépassaient. Incontinent il se précipite chez M. de Gondi, et tout vibrant encore de son émotion, il lui dit, en flots de douleur, tout ce qu'il a vu. Il fait mieux; malgré sa répugnance aux grands mots et à leurs excès, il lui décrit, il lui peint dans les termes les plus vifs, les moins voilés, l'affreux tableau qu'il aura toujours sous les yeux, et s'enhardissant jusqu'à engager le général, comme s'il lui adressait déjà pour le passé un reproche indirect : « Ah! monseigneur! faites attention que ces pauvres gens vous appartiennent. Comme vous êtes leur maître sur terre, vous en répondrez devant Dieu. Ils ont mérité, je ne le nie pas, le châtiment qui leur est réservé; mais il est, d'ici là, de votre charité et aussi de votre honneur, d'en prendre plus de soin, de ne pas permettre qu'ils soient ainsi sans secours, sans consolation. Pitié pour eux! »

Cette apostrophe ne pouvait manquer de toucher M. de Gondi. L'abominable état des troupes de condamnés dont il était, comme le lui avait rappelé Vincent, le maître absolu, le seul disposant, il le soupçonnait, même il le connaissait, et, quand il lui arrivait par hasard d'y songer, il en éprouvait autant de peine que de honte, car il était juste et avait du cœur.

Il autorisa sur-le-champ l'aumônier à prendre toutes les mesures qu'il estimerait les plus efficaces pour améliorer le sort de ces malheureux; et, en agissant ainsi, il ne se contentait pas de donner satisfaction à leur avocat et de soulager sa triste clientèle, il se soulageait lui-même. Empêché par sa grandeur de descendre à ces bandits, de paraître même leur témoigner une humanité que tous croiraient de la faiblesse, il était bien aise de les savoir dans les mains si bonnes de M. Vincent, meilleures que les siennes! Le saint avait pour habitude, en face d'un devoir qui lui paraissait souverain et urgent, de ne jamais calculer jusqu'où celui-ci pourrait l'entraîner. C'est ainsi qu'en plaidant auprès du général la cause des galériens, il ne voulut pas regarder dans quoi il se lançait. Il suivit, comme en tout, l'élan de sa bonté sans la marchander. Pensant n'avoir dans la circonstance à s'occuper que de répondre à un besoin momentané, il entrevit, seulement après, la profondeur d'un nouvel horizon. Par une grâce d'état de son pieux génie, le moindre bien qu'il découvrait à faire prenait aussitôt en lui et hors de lui toute son extension, s'épanouissait et se traduisait par tous les résultats de son futur possible. Il n'avait pas la charité bornée ni capricieuse. Elle était de grande envergure et il la suivait sans vertige. A peine fut-il en possesssion des pouvoirs obtenus de M. de Gondi qu'il traça vite son plan.

Puisqu'il s'était déclaré le protecteur des forçats et qu'on lui permettait d'exercer en plus auprès d'eux la charge d'intendant, ses visites, si fréquentes qu'il les fit, à présent ne lui suffisaient pas. Ces ignobles caveaux, dont il avait pour eux l'horreur et la nausée, il n'en voulait plus. Il fallait que *ses* prisonniers le fussent au moins *chez eux*. Il mit donc une grande et saine maison du faubourg Saint-Honoré en état de les recevoir, et dès qu'il les y eut installés, il entreprit, dans les conditions qu'il souhaitait, non seulement de les soigner, et de leur rendre moins dur leur régime, mais, après les avoir consolés, il s'avisa de les instruire, de les relever, de les transformer. Au lieu de prétendre leur faire accepter, même chrétiennement, la plénitude de leur déchéance, il se piqua de l'atténuer et de la réduire à son minimum. « Plus de damnés dans l'autre monde ni de maudits dans celui-ci! » Son but, en un mot, était d'essayer de persuader à ces parias qu'ayant été sauvés par le Galiléen, les galériens, s'ils le voulaient, pouvaient l'être aussi

par eux-mêmes, par leur repentir et leur docilité, et devenir, quoique sous les fers, des hommes ayant cessé aux yeux de Dieu, et à ceux de lui, Vincent, qui le représentait, d'être des criminels... des hommes qui seraient admis les mains libres dans le royaume sans tempête, et y monteraient, en récompense, la barque miraculeuse de Pierre qui vogue toute seule, où on ne rame pas.

Tentative insensée, disait-on autour de lui, que celle de croire amender des voleurs, des assassins tombés aux derniers degrés du vice et de la dégradation. Vincent pourtant y réussit. L'effet de sa vertu sur ces gangrenés qui semblaient incurables, outrepassa même ses espérances. Il n'avait eu qu'à paraître pour les exorciser. Ces hommes, des monstres d'insensibilité, ayant versé le sang et jamais une larme, étaient secoués de tremblements à la simple vue de leur grand aumônier, et en l'écoutant, ils pleuraient autant qu'ils avaient fait pleurer. Tous étaient remués. Beaucoup se repentaient. Plus d'un se convertit. On ne parlait que de cela dans Paris et à la Cour, en criant au miracle; et comme la mode se mêle à tout, même à l'exercice du bien qu'elle aime présider, c'en fut une un moment d'aller visiter les prisons, afin de constater de près les beaux résultats « de ce M. Vincent ». On y affluait, et un peu trop à l'ennui de l'ancien berger, s'apercevant non sans malice que la charité pouvait avoir, elle aussi, ses moutons de Panurge. Habile cependant à ne rien négliger, pour ses entreprises, de tout ce qui était susceptible de les servir, il profita de ce bruit, quoiqu'il ne l'aimât guère, pour élargir son dessein, le répandre dans tous les milieux, en faire une chose attachante et, en même temps qu'utile, éveillant la sympathie, une œuvre enfin de pitié populaire. M^me^ de Gondi, M^me^ de Maignelais, les grandes dames de la société, tous ceux qui le connaissaient et ceux aussi qui ne le connaissaient pas encore, étaient accourus vers lui, fiévreux de l'aider par tous leurs moyens. On lui offrait de l'argent sans qu'il en demandât. L'évêque de Paris approuvait son idée et la recommandait à ses diocésains; enfin il avait créé un mouvement dont il se réjouissait, mais qu'il ne parvenait à régler qu'avec beaucoup de peine. Cependant M. de Gondi, passionné dès le début autant que Vincent pour cette entreprise d'humanité, y mettait une sorte de point d'honneur et d'orgueil personnel. L'œuvre de ces

côté les flancs du navire, était, comme nous l'avons dit, enchaînée jour et nuit. Les cinq galériens du même banc manœuvraient ensemble une seule et même rame, car ces rames de soixante pieds de long, soit dix-sept mètres, étaient d'un poids qui rendait leur maniement très difficile et réclamait autant de force que d'adresse. La totalité des rameurs composait *la voque*. Cette *chiourme*, entre elle et les officiers avec qui elle n'avait, quoique vivant tout contre leur grandeur, pas plus de contact que si des immensités les eussent séparés, cette chiourme était surveillée et commandée par le *comite*, chef en premier, qui se tenait toujours debout à la poupe, près du capitaine, et deux sous-comites, l'un au milieu de la *coursie*, l'autre près de la proue, chacun de ces drôles ayant au poing un nerf de bœuf, un fouet ou un bâton. Mais, direz-vous, pourquoi trois engins? Un seul n'eût-il pas suffi? Non. Il ne fallait pas, les coups à distribuer étant nombreux, continuels, qu'ils fussent tous et toujours de la même nature, qu'ils fissent le même mal et les mêmes plaies, car alors, ou bien les forçats n'auraient pu à la longue les endurer, ou bien ils auraient fini par y être insensibles, ce qui, dans les deux cas, était contraire au bon ordre des choses.

Un lieutenant et un sous-lieutenant, avec le pilote, officier considérable, étaient, après le capitaine, chargés de commander. A leur suite venaient, moins importants que le comite et les sous-comites, l'*argouzin* et les *sous-argouzins* qui ferraient et déferraient les forçats, les faisaient raser, fouetter, estrapader et, s'ils avaient la chance de mourir, enterrer; puis l'*écrivain*, le *majordome*, le *sirurgient*, les *canonniers*, la *maestrance* et le *prestre de la gouallère* « *qui doit avoir la candeur et bonté que requiert sa profession et être docte et charitable et dilligent d'assister tant les gens de liberté que les pauvres forssats, car toutes les asmes sont également chères à Dieu* ». Il avait aussi, bien entendu, à veiller aux confessions et à célébrer les divins services, — sauf sur mer, où jamais on ne disait la messe.

Mais voici qu'une galère va sortir. Le capitaine, donnant l'ordre de *voguer*, que lancent d'abord le *comite* puis les *sous-comites* avec le sifflet d'argent suspendu à leur cou, aussitôt tous les galériens, assis sur les bancs un pied sur la banquette, l'autre sur la pédagne, se lèvent, étendent les bras, avalent de l'air, allongent leur corps tant que faire se peut et *battent*, tous

ensemble. Action de trois temps. Le premier, pour se dresser de dessus le banc, le deuxième, étant ainsi, pour pousser à fond la rame vers la poupe et le troisième pour se laisser retomber comme plomb sur le banc en se renversant à tous reins du côté de la proue. C'est alors que la *pale* de la rame plonge en velours dans la mer et fait force sur l'eau. La précision de la *vogue* est telle que les cinquante rames semblent n'en faire... n'en font qu'une. Ordre parfait. « *Abreva!* » Cadence large et suavement vigoureuse. La régularité d'une horloge et d'un solide cœur bien accroché dans une ample poitrine. Aucune hâte, aucune fièvre. Pas de saccades ni d'à coups, de jaillissements maladroits, de frappe molle ou brutale. Au ras des flots où elle pèse à peine, la galère bondit et file ainsi qu'un grand poisson volant qui glisserait, toutes nageoires dehors, pour se jouer et s'enivrer à la surface.

Au lieu d'une seule, imaginez alors quatre, cinq, six, sept, dix, un groupe, une bande de ces galères, quand elles partaient, prenant comme on disait « leur caravane » avec, en tête, la plus belle de toutes, la Réale, celle que montait justement en 1620 M. de Gondi, « pour aller donner la chasse en pays barbaresque aux corsayres qui ravageaient les côtes d'Espagne, et l'année suivante en 1621 sur la mer Océane ».

A la sortie du port, la foule inonde les quais. Fenêtres et balcons plient sous des grappes humaines. Un signal. Les honneurs rendus, les cloches, le canon, le délire du peuple et la joie des femmes, des enfants hissés à tous les mâts, perchés sur les toits des maisons. Sous leur tente, là-bas, en rade, à portée de mousquet, les capitaines, les officiers debout, qu'on distingue galonnés d'or, habit rouge à grandes poches, saluant de loin, levant le chapeau à nœud noir, ou tenant l'esponton élégamment comme une canne. Quelques-uns braquent des lunettes. Le reste, sur les bateaux, n'est que pavois, draperies, un étourdissement d'étoffes, tous les parements de taffetas, damas et boucassin de pourpre ou d'un blanc de neige, et de toutes formes, lâchés dans l'air, s'y ébattant, les bandières, les gaillardets, timbrés des armes du Roi, les flammes pendant du bout des antennes jusque sur le plancher de la galère qu'elles balaient de leur double pointe à franges d'or. Enfin, soutenant d'un mât à l'autre et de vergue à vergue tous ces tissus gonflés ainsi que des voiles, ajoutez un entrecroisement de cordelières, de

cordons de soie, de houppes et de glands, fouettant l'air comme des frondes, ou balancés comme des encensoirs.

Tant qu'on n'était pas sorti du port, et qu'on restait en vue de la ville en fête, la manœuvre gardait ses belles façons de cérémonie, sa bienséance de gala. Mais aussitôt au large, une fois l'escadre éloignée et affranchie des yeux qui ne voulaient que du spectacle et auxquels on venait largement d'en donner, tout changeait sur la galère et y prenait soudain sa vraie figure de bagne. Ayant assez de la parade, les officiers quittaient la pose et rentraient s'allonger sous la tente ou dans la chambre du Conseil. Le *comite* et ses *valets* étaient maintenant les seuls grands personnages. Maîtres du *coursier*, ils régnaient. C'était leur bon temps. — « A nous la grêle! » pensaient de leur côté les forçats dont le poil déjà se dressait. — « Augmentez la vitesse! » Elle atteignait rapidement celle d'un cheval de poste, et, pour l'obtenir, les bâtons et les nerfs de bœuf, assénés à tour de bras, tombaient sur les dos, ces dos impersonnels, passifs, numérotés, qui de la nuque aux reins en frissonnaient et vibraient comme des tambours. « *Arranque!* Accélérez! » ordonnait le capitaine. A ce mot avertissant qu'il fallait voguer « avec toute sa force », un redoublement d'énergie farouche, enragé, tendait la chiourme, et si l'on ose dire, la *déchaînait*, lui rendant un instant pour ce nouvel effort la souplesse et la liberté de ses membres rompus. Pour se donner du courage ou s'empêcher d'exhaler sa colère, il lui arrivait de crier entre les ahans, de hurler, de chanter, de rire en folie, de se tordre... Alors retentissait le terrible : « Tap en bouche! » A leur cou, les forçats portaient un morceau de liège épais qu'on leur faisait prendre entre les dents comme un bâillon pour les empêcher de parler. Ils redoutaient entre tous ce supplice et cependant ils étaient tellement matés qu'à la seconde ils se bâillonnaient et sans tricherie, pour raboter la mer à présent en silence. Leurs jurons et leurs blasphèmes à ravaler les étouffaient, mais ils ramaient. Jamais ils ne ramaient si bien. Ils connaissaient d'ailleurs que cela ne pouvait durer longtemps, car ils auraient fini par suffoquer. Ils prenaient donc patience. Ah! qu'il leur en fallait!... Et pourtant, si dur que fût en mer leur sort, ils le préféraient mille fois au régime des cachots.

Ici, du moins, ils respiraient, au grand jour, dans la lumière et le vent, et la nuit, aux étoiles. Ils avaient bien la morsure

et la brûlure du soleil, mais aussi sa chaude caresse. Le fouet des argousins les faisait moins souffrir à l'air libre qu'entre les murs d'une prison. Et puis ils voyaient du ciel et des cieux lointains, dont plus d'un gardait la nostalgie, et ils bougeaient, ils remuaient. Ils s'agitaient, et tout autour d'eux grondait, se démenait aussi. Les fureurs de la mer les satisfaisaient et les soulageaient comme une image et un écho des leurs. Bondissante elle les emportait vers la bataille et l'inconnu. Elle seule semblait les comprendre. En les couvrant de son écume, elle les lavait, les assainissait, les fortifiait. Leurs mouvements, même réglés et imposés, disciplinés sous la trique, leur donnaient par instants une espèce d'ivresse où ils se figuraient avoir la liberté. Chaque coup de rame réussi, parfait, profond, désespéré, était pour eux comme un élancement vers elle, la délivrance, un envol qui les en approchait. *Voguer*, c'était ne pas penser, s'évader un peu, avancer... vers quelque chose, en s'y ruant... au large. Ils se courbaient, mais pour se redresser. Ils peinaient, ils vivaient une horrible vie, mais ils vivaient!

D'eux et de tout cela, que voyait-on cependant du dehors? Presque rien. Autant dire rien. Le soubassement où ils étaient, entre les flancs du navire, et leur position d'esclaves toujours pliés en deux, les tenaient, avec aussi leurs chaines de fer, attachés à la partie inférieure où ne pouvaient que difficilement aller les chercher les regards. Il n'y avait, et à divers degrés, pour les bien voir entièrement, que ceux qui étaient sur le bateau et les y dominaient : le capitaine et ses officiers, le comite et les sous-comites. Or, le capitaine et ses lieutenants pour lesquels ils n'existaient pas, pour qui ces gueux étaient moins que des chiens, des bêtes à l'attache, un simple rouage animal dont le fonctionnement relevait des subalternes qui en avaient la corvée... comment auraient-ils consenti à abaisser leurs yeux si fiers et une seule minute leur haute et puissante pensée vers la tourbe entassée sous leurs pieds ? C'était déjà bien trop qu'ils fussent obligés d'en subir, malgré eux, le voisinage immonde!... Ah ! loin de chercher à les voir, ils s'appliquaient à les éviter, à les oublier. C'était leur vermine à eux tant ils en avaient de dégoût. Et le comite ? Une terreur ! « A son commandement, prescrit un article, il faut que la chiourme tremble. » Il surveille, il guette, il frappe. Il est lui-même surveillé, il ne doit pas avoir un instant d'inattention. Très peu

de repos et jamais complet, toujours coupé, harcelé. « Défense en naviguant de dormir la nuit. » Que dire ensuite des sous-comites? De leur douceur?

Ils en savaient sans doute plus long sur *leurs* forçats que le capitaine et ses officiers, mais ce que tous en somme ils connaissaient d'eux le mieux, était-ce les visages? Non. C'était les dos; ces dos sur lesquels ils étaient entraînés à lancer le nerf de bœuf, ces dos familiers ayant chacun leur physionomie de musculature, leurs particularités de cicatrices, et sur lesquels ils mettaient le nom de l'homme, aussi vite et aussi sûrement que sur sa face. Les plaies de ces échines étaient pour eux les traits d'une figure. Celle-ci comptait à peine. Avec leurs crânes rasés où on ne laissait au sommet qu'une touffe de cheveux, et leurs mêmes longues moustaches, ils se ressemblaient d'ailleurs presque tous, qu'ils fussent à demi nus ou vêtus de la casaque de cordillet et du bonnet rouge, car c'était, sur la galère, la note dominante, aussi bien chez les officiers qu'à la chiourme. Ici, de soie et là, de laine..., chacun son rouge, mais la couleur, la livrée de tout l'équipage. Alors, comment, en ces conditions, aurait pu se trahir au dehors, en quoi que ce fût, la personnalité de ces gens, tellement méprisés qu'ils ne passaient plus pour des hommes, qu'on ne les regardait pas, et qu'il leur était même interdit, comme à des lépreux, « de regarder dans le service le chef qui leur parlait » ? Voilà pourquoi, sur la galère, on ne voyait donc, et on n'en connaissait, on n'en admirait, on n'en saluait que le haut, l'or, le brillant, le claquant, le glorieux, le faste et les chimères...

Eh bien ! le reste qu'*on ne voyait pas*, le bas, la suée, le sang et le pus, les fers, la souffrance et la haine, la *vogue* enfin, l'autre rouge, c'est tout cela, surtout cela, que Vincent voulut voir.

VINCENT A LA CHIOURME

Dès son arrivée dans un port, il se fait conduire au quai où mouillent les galères, il y monte, et le voilà qui, descendant du *coursier*, se faufile, de rang en rang, parmi les forçats, sans crainte ni honte de les coudoyer. Il les contemple chacun, de tout près, *les yeux dans les yeux*, car il demande, lui, il prie qu'on le regarde, afin qu'il puisse ainsi pénétrer mieux jusqu'au

fond des âmes, jusqu'à cette « cale, où il sait que sont les vivres ».

Ces hommes n'y comprennent rien. Ils attendent. « Que nous veut-il ? » Vincent les interroge. Il fait plus : il les écoute ! Et quelle patience ! Leurs plaintes ? il les accepte. Leurs rebuffades ? il les subit. Puis il se penche... et il s'émeut. Il a vu « les chaînes ». « Ah ! mes pauvres enfants ! C'est donc cela vos fers ? — Oui ! Tenez ! Pesez ! » Et on les lui montre, on les lui tend avec la complaisance et l'orgueil de l'esclave. Leur pensée se devine : « Hein ? Qui donc, en dehors de nous, porterait pareil poids ? Personne au monde ! Personne ! Quelle force il faut ! C'est que nous sommes les forçats, nous ! les *galériens !* » Vincent approuve, admire, il soulève les fers et il les baise ! A ce coup les hommes sont tout saisis et se font des signes... « Baiser des fers ! et les fers d'un forçat ! pendant qu'il est dedans ! Non ! cela ne s'est jamais vu ! *Il* se moque ! ou bien *il* est fou ! » Pourtant ce baiser du prêtre à leurs chaînes, il leur semble que c'est à eux qu'il a été donné. Et puis, comme si Vincent avait conscience que cela ne suffit pas, il les caresse et les embrasse aussi, les enchaînés, avec des mots d'une douceur qui les fait défaillir...

Quelques-uns, parmi les plus scélérats, qui n'ont jamais pleuré, sentent couler, pour la première fois, se demandant si ce n'est pas du sang, des larmes chaudes sur leurs joues et ils voient « Monsieur l'aumônier des galères » qui pleure aussi avec eux. Sont-ils en train de manger, il goûte à leur pitance et boit dans leur écuelle l'eau saumâtre qu'il trouve bonne. Arrive-t-il en pleine bastonnade, il crie : « Arrêtez !... » Il demande grâce et l'obtient. D'ailleurs, jamais, une fois qu'il est là, on n'oserait, devant lui, battre et même punir d'un châtiment mérité un de ses « enfants ». Il le sait bien ; et eux aussi le savent. Ils voudraient donc le retenir, mais ils n'en ont pas besoin, car, dans la même pensée, il reste à leur tenir compagnie le plus longtemps possible ; et il ne les quitte qu'en leur promettant de revenir bientôt. Du haut du *coursier*, il regarde encore les cent, les deux cents terribles visages qui rayonnent de sa lumière. Il va présenter maintenant ses humbles devoirs au capitaine et aux officiers, mais sans oublier un instant pour cela ceux qui tourmentent son cœur, dont il est l'autre capitaine et a « la vogue d'âme ».

L'entretien, bref ou long, ne porte que sur eux. Il les recommande. Le capitaine est en général un personnage humain, capable de bonté. Pour ce qu'elle lui coûte de dessous sa tente, et surtout en paroles! Mais le comite et les sous-comites, voilà les durs, les rocs à entamer. Vincent y parvient. Il les attire à part, en confidence, il leur prend les mains qu'il garde et chauffe dans les siennes, et eux aussi, il les embrasse, la tête sur leur épaule. De même qu'il a, tout à l'heure, en bas, touché les fers, il touche ici, en haut, le gourdin et le nerf de bœuf, mais ne les baise pas. Seulement, il soupire : « Ah! mes amis! Tâtez donc ce bois de chêne! Ces gros nœuds! Et ce fouet! Ces lanières! Comme c'est dur et coupant! Que cela doit faire de mal!... » Il engage au moins les argousins à plus de douceur : « Pas si fort, allons! Et puis, ça vous fatigue! » Mais c'est au comite, au plus important de tous qu'il s'attache avec ardeur : « Je vous en prie, *mon homme*, ménagez ces pauvres gens! ayez pitié d'eux! Est-ce dit, *mon homme*? » Et en se servant lui-même ainsi, gentiment, du nom que les forçats doivent donner au comite, Vincent ne manque pas de lui observer que c'est à dessein qu'en ses ordonnances le Roi a choisi ce terme amical afin qu'il crée entre la chiourme et ses surveillants un petit lien familier, que d'une part il donne confiance au forçat, et que de l'autre il rappelle aux gardiens d'être vraiment sans méchanceté, *leur homme* et non leur bourreau.

Ceci se passait de 1620 à 1623, à l'époque héroïque où les escadres de galéasses, de galiotes, de brigantins, faisaient sans répit une chasse enragée aux caramoussets, aux polacres, aux tartanes, à tous les bateaux du Grand Turc, où, sur les mers sillonnées en tous sens par les flottes de Gênes et de Venise, les galions chargés pour aller au Levant, les caraques de Portugal et les roberges d'Angleterre... étaient partout respectés et salués nos étendards au retour de la victoire. Pas de jours alors « où ne fulminât le canon avec diligence, » où abondamment « ne fumât la mousqueterie ». Il y avait souvent tant de morts sur le pont qu'aussitôt on les faisait couvrir, leur vue effrayant les soldats nouveaux, « mal accoutumés à cette muzicque ».

M. de Gondi avait à cœur, chaque fois qu'il le pouvait, de prendre en personne pour ces expéditions « la commodité de ses galères », montant alors la sienne, la Réale aux couleurs

du Roi. En 1620, avec six galères d'Espagne, il fait une course en Barbarie. De même en 1621 ; et on le signale en 1622, au siège de la Rochelle. Alors se pose à nous une question pressante.

M. Vincent fut-il de ces campagnes ? Certainement non, car s'il y avait pris part, quelque soin que sa modestie eût mis à le cacher, on en aurait la trace. Mais, cela dit, nous pensons que l'on se tromperait en s'imaginant que le saint, toujours si attentif à justifier ce beau titre d'aumônier général des galères, ne quitta pas la terre ferme. Il semble impossible que, soucieux comme il l'était de se rendre compte de tout par lui-même, il n'ait pas voulu, au moins de temps en temps, voir de près ramer sa chiourme, et se faire *de visu* une exacte idée d'une galère en marche. Il ne craignait pas la mer, ni les pirates ; elle et eux étaient pour lui de vieilles connaissances. Il s'embarqua donc et *vogua*, n'en ayons aucun doute.

Il fit bien plus. L'histoire est fameuse dans le monde entier : on ne doit pourtant pas craindre de la redire. Vincent à son arrivée à Marseille n'avait pas voulu y être reçu avec les honneurs attachés à la dignité de sa fonction, préférant garder l'*incognito* pour juger plus sûrement de l'état des choses. Un jour, allant de côté et d'autre sur les galères pour voir comment tout s'y passait, il aperçut un forçat qui se désespérait parce qu'on venait de l'arracher à sa femme et à ses enfants que son absence allait condamner à la dernière misère. Comment aider ce pauvre homme? Anxieux, désolé lui-même autant que le forçat, il cherche par quels moyens il pourrait le secourir. Il n'en voit aucun. Alors éclairé tout à coup par l'arc-en-ciel d'une idée divine, il conjure l'officier de ce canton de lui laisser prendre la place du forçat. L'officier surpris, intimidé, ou lui aussi peut-être ému, y consent, accepte l'échange. Aussitôt les fers sont dérivés et mis tout chauds encore aux jambes du saint qui s'asseoit sur le banc et empoigne la rame au milieu des galériens étonnés de ce dévouement et qui s'en font avec joie les complices. Le forçat délivré, à la fois fou de reconnaissance envers son sauveur inconnu et qui n'ose pourtant pas la lui témoigner par crainte de tout perdre, est entraîné par les siens, comme si déjà il était ingrat, tandis que Vincent, soulagé par son départ, tire et pousse en silence avec ses quatre voisins de bord, la rame de 17 mètres...

Ah ! qu'il devait être heureux et même aussi, que l'on nous pardonne ce mot, amusé de sa réussite ! La malice gasconne avec laquelle il prenait volontiers plaisir à envisager le bien qu'il faisait pour l'atténuer à ses yeux comme à ceux d'autrui, le rapetisser, en retirer tout semblant de mérite, eut là beau jeu à s'épanouir dans son cœur. « Voilà ! pensait-il simple et bonhomme en faisant *ses trois mouvements*. Après avoir déjà porté la chaîne au pays de Tunis, je croyais de ce côté-là en avoir fini. Je raisonnais mal. Ces vieux fers, le bon Dieu me les rapporte. Il veut qu'ayant été autrefois esclave, pour un temps, je sois aujourd'hui pour un autre, forçat, sans doute afin que j'apprenne, aumônier des galères, ce que c'est qu'être galérien. Cette rame, c'est ma croix qu'il me donne à porter. Qu'elle soit bénie ! Vogue ! » Et la galère glissait bien. *Abreva !* Les oriflammes dansaient. Sous la tente des officiers, le fifre riait au tambour. Alors, représentez-vous Vincent, martyrisé par les bracelets à ses chevilles et coiffé du sale bonnet rouge, offrant à toute minute, ainsi courbé, son dos nu à la tentation, à la distraction du cruel comite et des sous-comites qui pouvaient, du haut du coursier, le cingler d'un de ces terribles coups de fouet qu'ils distribuaient au hasard... qu'il eût reçu disant *amen* sans se trahir. Cela navre et fait trembler.

Ce fait inouï, nous ne l'ignorons pas, a été rejeté comme controuvé ou impossible, par des auteurs même remplis pour Vincent de la plus fervente admiration. Il nous paraît à nous cependant véridique, ainsi que l'ont déclaré de leur côté maints autres biographes du saint ayant creusé la question. « Ce fut seulement, dit un d'entre eux, au bout de quelques semaines, que Vincent fut reconnu ; il ne l'eût pas été de sitôt sans la comtesse de Joigny qui, inquiète de ne point recevoir de ses nouvelles, entreprit des recherches auxquelles il lui devenait alors difficile d'échapper. On se souvenait encore à Marseille de cet événement lorsque les prêtres de la Mission y furent établis, plus de vingt ans après. »

A cette judicieuse déclaration faite, il y a un siècle passé, par M. Collet, instituteur de la Congrégation de la mission et des Filles de la Charité, s'ajoute l'opinion d'un des derniers et des plus autorisés historiens de saint Vincent, l'abbé de Broglie, à qui l'*impossibilité matérielle*, alléguée par la plupart des contradicteurs, paraît sans fondement : « Il suffit, dit-il,

pour être désabusé sur ce point, de lire dans la correspondance de Colbert, si bien analysée par Pierre Clément, les dépêches relatives aux galères du Roi et aux forçats qui les montent. On y verra que, trente ans après l'époque qui nous occupe, après Richelieu, Mazarin, en pleine gloire et grandeur de Louis XIV, jeune, puissant, sous l'administration vigilante et réparatrice de Colbert, il est constaté par les documents officiels qu'on ne se faisait aucun scrupule de garder sur le banc des galériens des condamnés ayant fini leur peine, un an, deux ans et même plus, jusqu'à vingt ans au delà de leur condamnation, suivant les besoins du service! Après cela, — et, nous le répétons, les pièces des archives en font foi avec une naïveté qui étonne, — on avouera qu'à ce moment de confusion qui suivit la régence de Marie de Médicis, pendant la guerre de Trente ans d'une part, et les derniers restes de la guerre civile de l'autre, il n'y a rien de surprenant à ce que le fait dont nous parlons ait été possible, d'autant plus que la substitution fut un acte brusque, tout d'impulsion subite, suivi d'effet sur-le-champ, mais de peu de durée. »

Et puis, pourquoi d'ailleurs rechercher tant de preuves? quand la plus grande, on pourrait dire la seule qui compte à nos yeux, nous est fournie par Vincent lui-même? Un des membres de la Mission s'étant enhardi à lui demander un jour, à la fin de sa vie, si les plaies dont il souffrait aux jambes depuis plus de quarante ans ne venaient pas des fers qu'il avait dû supporter pour avoir pris la place d'un forçat, le bon Vincent se contenta de sourire et, détournant la conversation, négligea de répondre. Avec quelle chaleur indignée ne s'en fût-il pas défendu, si le fait avait été faux! Il lui répugnait de l'avouer, et de le nier ne voulant pas mentir. Alors il sourit et se tut. Mais ce sourire et ce silence le *condamnent*. Ils sont le plus émouvant des aveux.

HENRI LAVEDAN.

(A suivre.)

FORTUNES ET REVENUS

DEPUIS QUINZE ANS

I

La richesse, au cours du XIX^e^ siècle, avait beaucoup plus augmenté que la vie n'avait enchéri. Le contraire s'est produit depuis quinze ans : le *pouvoir commercial* du franc a baissé beaucoup plus que son *pouvoir social;* autrement dit : les fortunes françaises n'ont pas haussé dans la proportion où le franc a perdu de sa valeur.

Le « pouvoir commercial », c'est le rapport de l'argent *avec les choses,* la quantité qu'il en peut acheter suivant le mouvement des prix; le « pouvoir social », c'est le rapport de l'argent *avec les hommes,* la comparaison des fortunes entre elles suivant les époques. Dire que le « prix de la vie » a doublé de 1800 à 1900, cela veut dire qu'une somme de 5000 francs, en 1800, procurait en moyenne autant de marchandises que 10000 francs en 1900. Mais cela ne veut pas dire que 10000 francs de revenu, en 1900, correspondaient à 5000 francs de revenu en 1800; parce que, d'une date à l'autre, la « richesse » ou l'aisance relative des particuliers ayant beaucoup plus que doublé, les pluri-millionnaires d'il y a vingt ans étaient douze fois plus nombreux que les richissimes d'il y a un siècle, et, sans avoir augmenté dans la même proportion, l'effectif des individus ou des familles qui disposaient annuellement de 10000 ou 20000 francs était certainement six ou sept fois plus fort sous la présidence de M. Loubet qu'à la fin du règne de Napoléon I^er^.

Par elles-mêmes, la hausse et la baisse du « pouvoir commercial » de l'argent, — ce qu'on appelle communément le « prix de la vie, — n'ont pas de rapport avec le « bien-être »; elles ne

signifient rien autre chose, sinon que ces métaux sont plus ou moins abondants, plus ou moins offerts que les marchandises, contre lesquelles ils s'échangent sous forme de monnaie.

Et, par exemple, si la masse énorme d'or et d'argent extraite au XIX^e^ siècle avait servi à évaluer un stock de marchandises *semblable à celui de l'ancien régime*, les prix de toutes choses auraient décuplé; certaines eussent été peut-être *vingt fois plus chères*. Si au contraire l'accroissement innombrable, *durant le féerique XIX^e^ siècle*, de tous les produits utiles à l'humanité avait dû être payé par un chiffre immuable de kilos de monnaie, les prix fussent tombés à rien : quelques grammes d'or ou d'argent auraient suffi en 1900, pour satisfaire dix ou vingt fois plus de besoins que cent ans auparavant.

Mais comme, durant ces cent années, les marchandises et les métaux précieux qui servent à en chiffrer la valeur se sont multipliés parallèlement; comme, en présence d'un stock d'argent et d'or qui grossissait sans cesse, — la production des mines d'argent, qui n'excédait pas 350 000 kilos par an au XVII^e^ siècle et 620 000 au XVIII^e^, fut de 4 millions de kilos par an en moyenne depuis 1861 jusqu'à 1900 et dépassa 5 millions à partir de cette date, et que, quant à l'or, dans les seules dernières vingt années du XIX^e^ siècle il en fut mis en circulation trois fois plus que pendant les deux cents ans qui suivirent la découverte de l'Amérique : 4 500 000 kilos de 1880 à 1900 contre 1 600 000 de 1493 à 1700; — comme, en face de ce ruissellement de métal blanc et jaune, surgirent, durant la même période, par centaines de millions de kilos, des matières nouvelles ou nouvellement accrues pour manger, se vêtir, se chauffer, s'éclairer, voyager, s'amuser, etc.; entre les deux plateaux de la balance, — marchandises et monnaies, — ces dernières, gonflées d'ailleurs des billets de banque et du crédit sous toutes ses formes, finirent par être plus lourdes, de sorte qu'il fallut payer deux francs, en 1900, ce qui coûtait en moyenne un franc cent ans plus tôt.

Entre parenthèses, dans l'intervalle, l'argent du riche avait beaucoup plus perdu de sa valeur que l'argent du pauvre : les gages de la « bonne à tout faire » avaient quintuplé, ce dont l'ouvrier ne souffrait pas; le pain au contraire n'avait pas enchéri, ce dont le bourgeois cossu ne profitait pas, parce que le pain représente le centième de son budget.

Voilà le « pouvoir commercial », arithmétique, qui compare surtout les dépenses; et voici le « pouvoir social » qu'influencent plutôt les recettes et qui se mesure par les mœurs : l'effort gigantesque par lequel l'Industrie, fille de la Science, avait suscité cette masse de produits, triplé les aliments, décuplé les tissus, centuplé l'éclairage et mille fois accru la locomotion, avait, en grossissant les capitaux de profits et d'épargnes lentement cristallisés et agglomérés, changé l'étiage de ce qu'on appelait précédemment « l'aisance » et la « richesse ».

Les chiffres qui, dans l'opinion et le langage, désignaient ces catégories, avaient peut-être quintuplé, sextuplé. Ils avaient haussé plus que la fortune *globale* de la nation, bien que celle-ci, d'après les successions déclarées, eût passé de 46 milliards de francs en 1826, à 70 milliards en 1850, à 136 milliards en 1869, à 204 milliards en 1900. Encore faut-il observer que les sommes ci-dessus s'appliquent indistinctement à la propriété foncière et mobilière, et que cette dernière, qui ne figurait que pour 2 milliards dans l'avoir total des Français en 1851, était passée à 25 milliards en 1880 et à 73 milliards *déclarés* en 1900.

De fait, elle s'élevait à 110 milliards et c'était surtout en biens meubles, en « valeurs », que consistaient les placements de cette nouvelle aristocratie pécuniaire, celle des entraîneurs et organisateurs du travail national, dont la hiérarchie s'étageait, au sein de notre démocratie politique, sur des bases beaucoup plus larges, avec des degrés beaucoup plus distancés, entre les capitaines de l'usine ou du comptoir, qu'entre les anciens parvenus du fonctionnarisme monarchique ou du féodalisme militaire.

II

Qu'est-il advenu de cette « fortune acquise », prise en bloc, et de chacune des fortunes individuelles qui la composaient, depuis le 1er août 1914? Jusqu'ici, quand la vie enchérissait, cela tenait à une *surabondance* d'or et d'argent; c'est au contraire, dans le cas présent, la *disparition* de ces métaux précieux qui a changé la valeur du mot « franc »; mais il n'importe. Puisque cette valeur est aujourd'hui cinq fois moindre qu'il y a quinze ans, toute fortune qui n'a pas quintuplé nominalement en francs, a baissé.

En 1913, les 9 600 000 maisons des villes et des champs, — dont 60 000 qualifiées plus ou moins arbitrairement de « châteaux, » — et les 137 000 usines dont se composait la propriété bâtie sur le sol français, représentaient en « revenu net », inférieur d'un quart à la « valeur locative », une somme de 2 milliards 700 millions, correspondant en capital à 65 milliards.

Pour la propriété rurale, les 50 millions d'hectares évalués en 1880 à 91 milliards, avaient, comme on sait, très fortement baissé jusqu'à 1900. Quoiqu'ils fussent en hausse depuis le commencement du XX^e^ siècle, ils n'étaient encore appréciés qu'à 62 milliards de valeur vénale en 1908-1912, mais pouvaient avoir atteint 65 milliards au moment de la déclaration de guerre.

Les 110 milliards de valeurs mobilières consistaient en 26 milliards de rente française, voisine du pair, 59 milliards correspondant à l'impôt annuel de 4 pour 100 prélevé sur le revenu des valeurs soumises au fisc, et 25 milliards environ de fonds d'État et titres étrangers possédés en France par nos concitoyens. Le tout faisait un total de 240 milliards, supérieur *d'un quart* au chiffre des successions taxées, mais qui n'est certainement pas exagéré.

Il existe en effet plusieurs autres sortes de biens, tels que le numéraire, dont la France possédait en 1913 pour 7 milliards monnayés; le mobilier, depuis les bijoux et les objets d'art du riche jusqu'à l'outillage agricole du cultivateur, que l'on ne peut guère estimer moins de 10 milliards; le bétail, évalué à 6 milliards, enfin la valeur des fonds de commerce, des marchandises en magasin, la propriété littéraire ou artistique. Si l'on voulait faire état de ces sources multiples, et les joindre aux capitaux fonciers, aux actions ou obligations, ce serait, semble-t-il, de 25 ou 30 milliards que s'accroîtrait le total de la fortune de 1913.

Mais, en revanche, il faudrait déduire des milliards de biens meubles ou immeubles les valeurs possédées en France par des étrangers. Il en faudrait déduire surtout les capitaux *additionnés plusieurs fois* : par exemple, au recensement des propriétés foncières ne devraient pas être compris les gares et le sol appartenant aux chemins de fer, puisque les actions et obligations des compagnies figurent au total des valeurs mobilières; or, parmi

les titres de chemins de fer, il en est qui font partie du portefeuille des sociétés d'assurances. Il existe donc quelques doubles emplois ; la somme en est certainement inférieure à celle des biens dont nous n'avons pas voulu tenir compte. Mais, comme il s'agit ici de constater des évolutions sociales, pour en tirer des leçons, mieux vaut, afin d'offrir des conclusions inattaquables, rester en deçà des statistiques légales, plutôt que d'être suspect de les pousser à l'extrême.

La fortune des Français étant de 240 milliards en 1913, *pour être équivalente* à ce qu'elle était il y a quinze ans, où le « franc » valait cinq fois plus qu'aujourd'hui, elle devrait s'élever à 1 200 milliards. Quelle est-elle en réalité?

Mettrons-nous à profit, pour obtenir des renseignements approximatifs, les chiffres fournis par l' « annuité successorale », c'est-à-dire par le total des successions soumises chaque année au paiement des droits d'enregistrement? En multipliant cette annuité par 35, coefficient dont on s'est servi jusqu'à ce jour dans presque toute l'Europe et dont l'administration française fait usage dans ses statistiques, parce qu'il représente le laps de temps moyen au bout duquel une fortune change de mains, on obtenait avant la guerre un chiffre de 187 milliards, inférieur de 22 pour 100 environ à notre évaluation pourtant fort modérée de 240 milliards.

Cette différence s'explique, non seulement parce qu'il n'était pas tenu compte dans ce calcul des donations entre vifs, — comprenant les dots, partages anticipés, etc., — qui eussent grossi le total, mais aussi parce que les biens de l'État, des départements et des communes, ceux des sociétés et institutions de mainmorte, qui ne tombent pas sous l'application de la loi successorale, n'y figurent pas, et parce qu'enfin, d'une génération à l'autre, bien des titres au porteur se transmettent sans souci des formalités et des gens de loi.

En effet, sur 700 000 décès qui se produisent annuellement en France, si l'on déduit les individus âgés de moins de vingt ans, qui, pour la plupart, ne possèdent pas encore de fortune personnelle, il reste 550 000 adultes susceptibles de laisser un héritage. Le nombre des successions étant de 380 000, l'écart de 170 000 montre que le tiers environ des défunts de vingt ans et au-dessus demeure ignoré du fisc.

Ce qui ne veut pas dire que ce tiers ne possède absolument

rien ; mais simplement que son avoir, de chiffre modeste et de nature peu voyante, est difficilement appréciable. *Les très petites successions sont surtout immobilières*, parce qu'il ne peut être fait de mutations foncières et de transferts de propriété qu'après accomplissement des formalités légales.

Or il existe en France 20 millions de cotes foncières, — dont 6 millions et demi pour les maisons et 13 millions et demi pour les terres. — Non pas qu'il y ait 20 millions de propriétaires; la plupart figurent aux rôles de l'impôt direct en plusieurs communes et le nombre des Français couchant sous un toit leur appartenant ou possédant un morceau du sol, est estimé à 8 millions. Mais, sur les 13 millions et demi de « propriétés non bâties », suivant la désignation officielle, il y en avait, en 1913, 6 millions et demi de moins de 50 ares et 2 millions de 50 ares à 1 hectare de superficie. Et, sur les 6 millions et demi de « propriétés bâties », il s'en trouvait, avant la guerre, 3 millions d'un revenu inférieur à 35 francs, et 1 400 000 rapportant de 35 à 70 francs.

Ce sont ces millions de logis ruraux ou semi-ruraux, c'est le morcellement de nos labours, de nos prés, de nos vignes françaises entre des mains innombrables, qui constitue principalement l'effectif des *13 millions et demi d'héritiers* auxquels notre administration de l'enregistrement donnait l'investiture. Tandis qu'en Angleterre, *à la même date*, le chiffre des successions n'atteignait pas *3 millions*. Et cette énorme différence tenait, non pas à ce que chez nos voisins de Grande-Bretagne la déclaration des successions inférieures à 2 500 francs n'était pas obligatoire, mais à ce que chez eux, où la propriété était alors très compacte, il n'existait pas, comme chez nous, près de 8 millions de petits héritages, — la plupart fonciers, — au-dessous de 2 000 francs.

Notons en passant que l'écart de 22 pour 100 entre les successions déclarées et le capital présumé, que nous avons constaté dans la France de 1913, était à la même époque de 33 pour 100 en Angleterre. Les revenus anglais, tels qu'ils résultaient des rôles de l'*Income tax*, montaient à 15 milliards de francs, lesquels, capitalisés à 4 pour 100, correspondaient à un patrimoine de 375 milliards. Cependant l'annuité successorale, multipliée comme en France par le coefficient 35, ne donnait pour les capitaux anglais qu'un total de 247 milliards, d'où une

différence d'un tiers; soit que l'administration britannique fût moins rigoureuse, soit que la fortune anglaise, plus mobilière et par suite plus liquide que la nôtre, fût par là même plus difficile à atteindre.

III

Comparons maintenant le *chiffre global* des fortunes d'avant-guerre avec celui de la dernière année dont les statistiques aient été dressées par l'administration : le total qui montait, avons-nous dit, à 187 milliards, ou, *passif déduit*, à 174 milliards de francs, ne s'élevait, *au 1er janvier 1926* qu'à 343 milliards; il n'aurait même pas doublé. Quant au *nombre des successions*, il accuse, pour le temps présent, une légère hausse de 155 000 sur l'époque d'avant-guerre : 13 510 000 au lieu de 13 355 000.

En présence d'une valeur de 343 milliards en 1926 contre 174 avant la guerre, pour le total des fortunes, c'est-à-dire d'un accroissement de 100 pour 100 seulement, la première pensée est que la dissimulation porterait sur des chiffres proportionnellement plus élevés qu'autrefois; bien que les lois nouvelles, afin de la prévenir, à mesure qu'augmentaient les impôts sur les transmissions par décès, aient en même temps créé toute une série de mesures de contrôle. Mais la médiocrité du chiffre officiel tient aussi à d'autres causes, que nous examinerons tout à l'heure.

Tel qu'il est, il ne laisse pas de suggérer des observations intéressantes si nous en pénétrons le détail : l'augmentation du capital déclaré n'a pas été uniforme dans toutes les classes; la richesse s'est répartie en un plus grand nombre de mains et les capitaux se sont largement répandus parmi le peuple.

En effet, tandis que les minuscules héritages, — au-dessous de 2 000 francs, — qui avant la guerre se partageaient entre 7 800 000 têtes, voyaient tomber leur effectif actuel à 4 580 000, le chiffre des successions de 2 000 à 10 000 augmentait au contraire d'un million de personnes. De sorte qu'au plus bas degré de l'échelle, parmi cette foule réduite en nombre de plusieurs millions et enrichie en francs de plusieurs milliards, la *part de chacun a augmenté* de 65 pour 100.

La *part moyenne* est restée assez sensiblement la même dans le groupe de 10 000 à 250 000 francs, qui se partage aujourd'hui

166 milliards; seulement ici, tout au contraire du groupe précédent, *le nombre des fortunes a triplé* : de 1 800 000 à 4 millions et demi; fortunes modestes, les quatre cinquièmes d'entre elles, entre 10 000 et 50 000 francs, ne dépassant guère 20 000 francs; les plus favorisées, au nombre de 975 000, possédant une centaine de mille francs. *Fortunes récentes* aussi, ayant remplacé celles d'une partie de l'ancienne « petite bourgeoisie », dont les capitaux mobiliers ont été rongés ou anéantis par la guerre.

Quant aux tranches supérieures, celles des fortunes de 250 000 francs à 2 millions, ou supérieures à ce dernier chiffre : leur *montant global* était, il y a quinze ans, de 78 milliards et demi; il est aujourd'hui de 143 milliards. Ce n'est même pas un doublement; mais *le nombre* au contraire a plus que doublé des gens entre lesquels ce total se répartit, de sorte qu'il y a deux fois plus de fortunes moyennes ou grosses, et que chacune, prise isolément, a légèrement diminué.

Ainsi l'effectif de la population capitaliste est resté le même, mais l'attribution des capitaux a varié : les fortunes supérieures à 2 millions, qui représentaient avant la guerre près de 15 pour 100 du montant total des successions et 13 pour 100 présentement, sont au nombre de 10 780 au lieu de 5 185 naguère. La moyenne, dans cette catégorie, n'est que de 4 140 000 francs au lieu de 5 054 000 francs il y a quinze ans. Les fortunes de 250 000 francs à 2 millions, au nombre de 174 000 aujourd'hui au lieu de 90 000 avant la guerre et possédant ensemble 27 pour 100 de l'avoir global au lieu de 30 pour 100 précédemment, sont en moyenne de 559 000 francs au lieu de 583 000.

Quant aux patrimoines compris entre 10 000 et 250 000 francs, s'ils n'ont pas vu grossir leur lot individuel, quoiqu'ils absorbent 48 pour 100 du total des héritages, — au lieu de 41 pour 100, — c'est qu'ils *se sont multipliés de 14 pour 100 à 33 et demi pour 100 de l'effectif.* Au contraire, la classe la plus modeste, — au-dessous de 10 000 francs, — a vu diminuer de 85 à 65 pour 100 le nombre des part-prenants, d'où accroissement de plus de moitié du capital de chacun.

Si nous avons ainsi exposé avec quelques détails, les résultats que fournit la statistique récente des successions, nous ne prétendons pas en exagérer la valeur, — l'administration de l'enregistrement elle-même ne se fait là-dessus aucune illusion,

— et ce n'est pas seulement la dissimulation, encouragée par le taux excessif des droits, qui tend à réduire le montant déclaré ; c'est que, jusqu'à 1927, la valeur officielle des terres n'avait pas été réappréciée, que la propriété bâtie, celle des villes tout au moins, vivait depuis 1914 sous un régime qui, sans l'avoir aboli en droit, en a suspendu l'exercice ; c'est aussi que la *nouveauté* de certaines richesses les soustrayait aux regards du fisc, et qu'enfin la baisse de beaucoup de valeurs anciennes atténuait la hausse nominale d'un petit nombre de titres favorisés.

Mais, tout en faisant la part de ces causes multiples, comme elles agissent sur toutes les fortunes indistinctement du haut en bas de l'échelle, le mouvement des successions *indique nettement une diffusion, plutôt qu'une concentration* du capitalisme, un accroissement du *nombre* des fortunes moyennes plutôt que du *chiffre* des grosses fortunes.

IV

Quant au chiffre global de la fortune française, si tout le monde est d'accord pour trouver trop faible celui que nous fournit l'annuité successorale, dans quelle mesure convient-il de le majorer ? Si le premier est inexact, quel serait donc le chiffre exact ? Notre ministère des Finances, dans un mémoire fort détaillé, destiné au gouvernement des États-Unis pour lui exposer, l'an dernier, « la capacité de paiement de la France », dressait un tableau de prix, *en dollars*, des principales valeurs françaises, au cours de la Bourse de Paris, par rapport à leur *prix d'émission* au pair.

Quoique ce dernier fût lui-même très inférieur aux cours pratiqués en 1913, pour la plupart des bonnes valeurs alors cotées bien au-dessus du pair, néanmoins les actions de nos principaux établissements de crédit, de nos chemins de fer, de nos compagnies d'assurances, de nos charbonnages et de nos grandes sociétés industrielles, *évaluées en dollars*, accusaient des pertes qui variaient de 40 à 80 pour 100 de leur capital. Pour les obligations, la perte moyenne était de 79 pour 100 ; le revenu avait baissé dans des proportions analogues.

Évaluées en francs, l'ensemble des valeurs mobilières françaises, cotées ou non cotées, atteignait, il est vrai, 314 milliards ;

mais cette richesse apparente est faite de nos dettes : sur ces 314 milliards, plus des deux tiers, — 221 milliards, — représentent les fonds d'État, bons de la Défense ou du Trésor, rentes perpétuelles anciennes ou nouvelles, tous les emprunts issus de la guerre. Les actions ou obligations privées, y compris celles des chemins de fer et du Crédit foncier, ne figurent dans cette somme que pour 93 milliards ; tandis que leur total de 1913, — en francs-or, — si nous le multiplions par 5 pour avoir son équivalent actuel, devrait correspondre à 300 milliards de francs-papier.

Encore le chiffre de 93 milliards de francs n'était-il atteint que grâce à la plus-value de certaines industries, valeurs d'électricité surtout et de matériel de construction, dont le capital avait augmenté de 300 et 400 pour 100, tandis que celui des titres à revenu fixe était, — même en francs-papier, — inférieur d'un tiers à celui de 1910.

Le revenu a subi une dépréciation analogue : le dividende des actions du Nord est tombé, de 12 dollars 60 en 1913, à 3 dollars 60 ; ceux de l'Orléans et du Paris-Lyon-Méditerranée, de 10 dollars 30 à 2 dollars 50 ; celui du Crédit lyonnais, de 11 dollars 30 à 3 dollars 20 ; celui de la Banque de France, de 56 dollars à 14. Et comme l'impôt, cruel bien que nécessaire, vient à son tour ronger diversement ces revenus amaigris, suivant qu'ils sont au porteur ou nominatifs, si l'on compare, à quinze ans de distance, celle des valeurs à change qui a le mieux supporté la révolution monétaire, l'action du Canal de Suez, on constate que le dividende de *deux actions* d'aujourd'hui, *impôts déduits et exprimé en or*, est inférieur aux 180 francs de l'action de 1913, avant dédoublement.

Plus difficile à chiffrer est l'avoir des Français en valeurs étrangères ; on l'estimait naguère au miminum à 25 milliards. Les valeurs de pays neutres, prêtées durant la guerre par nos concitoyens au Trésor, et rachetées par lui, n'ont pas atteint le chiffre que l'opinion leur a attribué (1). Calculé en francs-or,

(1) En voici la liste, que nous ne croyons pas avoir été publiée jusqu'ici, avec le montant qu'elles atteignaient, en *capital nominal*.

Couronnes danoises . . .	51 790 500	Florins	18 171 200
— norvégiennes .	64 763 000	Francs suisses	155 064 000
— suédoises . . .	147 168 220	Pesetas espagnoles . . .	381 941 200
Livres sterling	19 954 900	Pesos argentins or . . .	22 162 400
Francs français	**125 369 200**	— papier . .	31 235 025

majoré de 25 pour 100, le montant approximatif reçu par les cessionnaires dut être de 2 milliards 200 millions. L'État, ayant gardé les titres en portefeuille plusieurs années, se trouva réaliser lors de la vente un profit assez important, mais qui n'entrait pas dans les poches privées.

Au contraire, beaucoup de pertes furent éprouvées par les capitalistes français, — sans parler des 13 milliards de fonds russes, — sur le Turc, l'Autriche-Hongrie 4 milliards, les Balkaniques 2 milliards, le Mexique ; tandis que les capitalistes anglais, qui possédaient plus de cent milliards de francs au dehors, étaient surtout intéressés dans les affaires américaines, canadiennes, argentines; par exemple, en 1914, 900000 actions de l'*United States Steel Corporation*, — le trust de l'acier, — appartenaient à des sujets britanniques, 100000 seulement à nos compatriotes.

Parmi les valeurs étrangères qui circulent en France, les unes, abonnées au timbre, dont la liste est publiée deux fois par an par le service de l'Enregistrement, représentent en capital *nominal*, multiplié par la hausse des changes : 1° pour les actions, 26 milliards de francs-papier ; 2° pour les obligations, 5 milliards. De ces 31 milliards les Français, à l'estime de l'administration, ne possèdent pas plus de 60 pour 100 ; mais ils possèdent en outre des valeurs déposées dans les banques de divers pays, qui sans doute compensent et au delà les 12 milliards et demi de francs-papier que les étrangers peuvent détenir en valeurs cotées aux Bourses françaises.

Le mouvement des fonds atteint de nos jours une telle amplitude et emprunte tant de voies qu'il est téméraire de risquer un chiffre, pour ce qu'on nomme les « avoirs » des étrangers en France et des Français à l'étranger. Non seulement ce chiffre varie fort d'une année à l'autre, mais il comprend aussi des éléments très divers.

Ainsi, depuis le mois d'août 1926, il est entré en France 25 milliards de francs, dont, — les banquiers et agents de change les mieux à même d'être renseignés sont d'accord *sur cette proportion*, — 60 à 65 pour 100 représentent de l'*argent étranger* et 35 à 40 pour 100 de l'*argent français*. Mais, dans les 8 à 9 milliards d'argent français, la plus grande partie consistait en *crédits* flottants, rapatriés par nos industriels et nos commerçants, et en *revenus* privés que leurs possesseurs,

durant la période redoutable des fluctuations du change, avaient laissé s'accumuler au dehors. Ces rentrées, à l'estime générale, n'ont guère entamé le capital français hors de nos frontières. De même le capital étranger, introduit en France depuis un an, peut-il être, pour la plus grande part, considéré comme un fonds de roulement de la spéculation internationale, sujet à repartir comme il est venu.

Mais, dans le chapitre des placements fixes, ce n'est pas seulement une partie des 31 milliards de valeurs abonnées en France qui se trouve en mains étrangères; nombre de titres français figurent dans les actifs des banques et dans les portefeuilles des particuliers d'Amérique et d'Europe. D'après une liste détaillée, une seule banque des États-Unis en détient pour 70 millions de francs, consistant en 2000 actions de la Banque de France, autant du Crédit lyonnais, de la Banque de Paris, du Comptoir d'Escompte, 500 à 800 du Crédit foncier, du Suez, de Saint-Gobain, des chemins de fer du Nord et d'Orléans, etc.

Quant aux « valeurs non abonnées » dont le chiffre est connu par l'impôt de 25 pour 100 sur le coupon qu'elles payent au fisc français, on en peut évaluer le capital à 30 milliards de francs. Celles-là sont, bien entendu, possédées exclusivement par nos compatriotes.

Mais les deux catégories ensemble (31 + 30) ne donnent encore qu'un total de 61 milliards de francs-papier : tandis que 25 milliards de fonds étrangers d'avant-guerre, en francs-or, multipliés par 5, pour avoir leur équivalent actuel, correspondraient aujourd'hui à 125 milliards de francs-papier. Il est à noter que notre évaluation de 25 milliards de francs-or était un minimum que beaucoup trouveront inférieur à la réalité, puisque des statisticiens officiels ont avancé, pour l'année 1913, le chiffre de 45 milliards! Il est vrai qu'en 1906, on estimait à 11 milliards le total des investissements étrangers en France.

Nous n'avons pas à considérer, pour l'appréciation du capital français actuel, les sommes laissées en France par les touristes étrangers, compensées, dit-on, par des exportations françaises de capitaux.

Outre qu'il s'agit là d'une hypothèse assez problématique, les sommes ainsi dépensées figurent dans la *balance annuelle des comptes*, parmi beaucoup d'autres sources d'importation et

d'exportation occultes ou semi-occultes : telles que les versements faits au dehors par les 200 000 ouvriers étrangers travaillant en France, les frets, les emprunts faits par l'État et les sociétés françaises à l'étranger, les paiements faits par l'Allemagne, etc., etc.

D'ailleurs, sur le *nombre* des voyageurs entrés en France (600 000 en 1913, 900 000 en 1925), si les Compagnies de chemins de fer et de navigation fournissent des données à peu près exactes, il n'en est pas de même sur la *durée* de leur séjour et la dépense qu'ils ont pu faire. En tout cas, le profit que la France aurait encaissé de ce chef ne s'est pas accru dans la proportion que l'on suppose : en 1913, l'excédent des dépenses des touristes étrangers en France sur celles des touristes français dans les pays voisins du nôtre, était évalué à 450 millions de francs-or, correspondant à 2 milliards 250 millions de nos francs-papier ; et, d'après des statistiques récentes, au cours de l'année 1925, le séjour sur notre sol de 150 000 Américains, de 325 000 Anglais et de 75 000 Espagnols, aurait laissé en dollars, livres sterling ou pesetas, quelque 3 milliards 200 millions : soit *un* milliard-papier de plus qu'il y a quinze ans.

V

Si les mêmes valeurs françaises, évaluées en 1913 à 60 milliards de francs-or, ne valent aujourd'hui que 93 milliards de francs-papier, ce ne sont pas évidemment leurs possesseurs qui auraient été capables, *avec cette plus-value nominale de 23 milliards*, d'en *prêter plus de 200 à l'État*. Ce n'est donc pas entre leurs mains que se trouvent les titres de rente et les fonds publics de toute sorte qui représentent 60 pour 100 de la nouvelle fortune mobilière. Pour souscrire, il fallait les billets de banque que des affaires lucratives procuraient aux industriels et commerçants de diverse taille, tandis que les propriétaires fonciers les troquaient contre des terres ou des maisons.

De ces maisons, dont le revenu était immobilisé par décret, la hausse fut d'abord assez lente : on aurait peine à croire, si le fait n'était révélé par une enquête administrative effectuée en 1926, que l'augmentation moyenne des prix d'adjudication d'immeubles à Paris, pour la période 1920-1925, n'était, par rapport aux prix d'avant-guerre, que de 74 pour 100. Depuis

lors, la législation sur les loyers étant devenue plus élastique, la valeur vénale de la propriété bâtie a plus que doublé.

Mais les ventes prestigieuses de certains hôtels des Champs-Élysées, ou d'immeubles de grand rapport dans le voisinage des Boulevards, la hausse même des quartiers d'élection de la mode, ne doivent pas nous faire croire que les maisons de Paris vaillent aujourd'hui, — en or, — autant qu'en 1914, c'est-à-dire que, dans leur ensemble, elles aient quintuplé. Jamais d'ailleurs, au temps passé, ni au cours du XIX^e^ siècle, le mouvement des prix n'a été le même dans les diverses parties de la capitale.

Il est telle maison qui ne trouverait pas preneur à son prix d'il y a cent ans. De 1860 à 1910, où le revenu des maisons parisiennes avait passé de 400 à 900 millions de francs-or, la valeur locative s'était élevée dans le quartier de Chaillot à sept fois, et dans celui de la Porte Dauphine à quatorze fois ce qu'elle était précédemment; mais, dans certains arrondissements du centre, elle avait à peine doublé; aux environs du Temple (III^e^ arrondissement) elle n'avait augmenté que de *huit pour cent*. Par suite de disparités analogues dans les villes de province, il apparaît que la propriété bâtie est simplement supérieure de 250 pour 100 de francs-papier à ce qu'elle était il y a quinze ans en francs-or; qu'elle a par conséquent baissé de moitié.

Dans la propriété rurale il faut distinguer les exploitants et les propriétaires; les premiers ont réalisé des fortunes, en certaines provinces s'entend et pour certaines cultures, — les viticulteurs, par exemple, avaient fait, avec la seule récolte 1917, près de 3 milliards de profit supplémentaire, tous frais payés, à celui des années d'avant-guerre; — le bétail et ses dérivés, beurres et fromages, ont enrichi des régions entières. Le profit des céréales fut plus tardif; les cours néanmoins avaient décuplé l'an dernier; ils atteignent encore sept fois ceux de naguère. Mais la progression n'a pas été la même pour toutes les natures de sol.

Dans le domaine forestier, le bois d'œuvre et par conséquent les futaies ont beaucoup enchéri; il n'en a pas été de même du taillis; la hausse des labours n'a pas été générale : si les départements du Nord, de l'Aisne, la Beauce, la Bretagne, la Normandie ont été exceptionnellement favorisés, la Bour-

gogne, la Franche-Comté surtout, souffrent du manque de main-d'œuvre. La hausse des grosses fermes est moindre que celle des petites; aux prix actuels, l'importance du capital d'exploitation qu'il est nécessaire d'engager arrête souvent les preneurs. En certaines régions, — le Lot-et-Garonne, la Haute-Garonne, — des dizaines de milliers d'étrangers, la plupart Italiens, achètent et labourent la terre délaissée par les Français; pourtant, l'hectare de bonne vigne, dans le Midi, vaut couramment 35000 francs.

Quoiqu'il soit difficile, au milieu de semblables disparités, de formuler une appréciation, il est admis par tous que l'on ne saurait évaluer, *globalement*, à plus du triple la hausse de la propriété rurale.

De sorte qu'au total, mobilière et foncière, la fortune française représenterait environ 730 milliards, au lieu des 1200 auxquels devraient correspondre (multipliés par 5) les 240 milliards d'avant-guerre. Nul ne saurait prétendre, en semblable matière, poser des chiffres absolus, puisque la cote des valeurs, comme le prix des maisons et des terres, est dans un mouvement constant et, disons-le, susceptible de hausse dans l'avenir avec le maintien d'une sage administration.

Il n'en est pas moins vrai que *la guerre a changé la part de la fortune acquise*, et par conséquent du revenu issu de cette fortune, *dans le total des recettes françaises*. On s'est fait sur l'importance de ce qu'on nomme le « capital », sur la rente qu'il procure et sur la place qu'il tient dans les revenus généraux de la nation, des illusions qu'une étude attentive des chiffres peut servir à dissiper.

Si nous rapprochons les renseignements que nous fournit « l'impôt général sur le revenu » du montant détaillé des successions, nous remarquons que, sur 766000 contribuables jouissant de 10000 à 20000 francs par an, 105000 seulement tirent ce revenu de leur *capital*; sur 355000 déclarant de 20000 à 50000 francs par an, 48000 seulement possèdent un *capital* correspondant; la tranche de 50000 à 100000 francs comprend 72000 familles, dont 20000 « capitalistes » seulement et, sur les 27000 qui jouissent de 100000 à 250000 francs, le nombre des purs rentiers est de 8610. Même dans la catégorie supérieure à 250000 francs, où figurent 8000 personnes, il n'en est pas plus de 2180 qui possèdent un capital productif de ce revenu.

De sorte qu'en résumé, sur les 1 227 000 familles payant l'impôt pour un revenu global *supérieur à 10 000 francs*, il n'en est que 184 000 *en tout* qui obtiennent ce revenu d'une fortune d' « oisive », ou supposée telle, bien qu'en fait elle ne le soit pas; pas plus d'ailleurs que ceux qui la possèdent.

En effet, le calcul qui précède est surtout théorique : parmi les « rentiers » *de moins de 10 000 francs*, il en est un grand nombre inscrits aux rôles de l'impôt global, parce qu'ils joignent au produit de leurs coupons ou de leurs fermages, soit les appointements d'une fonction publique ou privée, soit les bénéfices d'un commerce ou les honoraires d'une profession libérale. Il est d'ailleurs un nombre également grand de budgets supérieurs à 10 000 francs qui demeurent ignorés de l'impôt.

VI

Ce qu'il importe de retenir, c'est que, même parmi cette élite qui figure aux rôles parce qu'elle vit richement ou dans l'aisance, c'est *une toute petite minorité* qui tire cette aisance ou cette richesse de son « capital ».

L'administration des contributions directes a, plusieurs fois depuis dix ans, voulu distinguer *les sources* de ce « revenu global ». Sa plus récente statistique nous apprend que les bénéfices industriels et commerciaux représentent plus de 32 pour 100 du total ; les traitements publics et privés 34 pour 100, les honoraires des professions non commerciales, de l'exploitation agricole, des charges et offices ensemble, 8 pour 100, et les produits des capitaux, — fonciers ou mobiliers, — 26 pour 100.

Telle est la part du « capitaliste » dans le revenu de ce qu'on pourrait appeler la « classe » riche, ou du moins privilégiée d'un impôt spécial. Il possède seulement *le quart du revenu* de cette classe. Dans l'ensemble des recettes nationales, autant qu'il est possible de les chiffrer mathématiquement, la part proportionnelle du capital, son importance relative, a décru davantage encore. L'inflation, issue de la guerre, lui était funeste, comme on l'a vu plus haut, puisque son revenu, en francs-papier, triplait à peine, tandis que le prix de la vie quintuplait. Les bénéfices des fermiers, des commerçants et industriels, et surtout les salaires des travailleurs manuels, haussaient au contraire plus que le franc n'avait baissé.

Peu d'entreprises avant 1914 pouvaient se flatter d'un bénéfice dépassant 7 pour 100 ; après la guerre, une marge de 12, 14 pour 100 et plus parut normale à la plupart de nos industriels ; la notion du prix de revient semblait perdue ; chacun achetait à n'importe quel taux et gagnait toujours. Le carnet de commandes était garni pour huit mois, pour un an, voire pour quinze mois. Dans le commerce de détail, le rapide passage des fonds d'une main à l'autre, accompagné le plus souvent de hausses formidables, témoignait de l'enrichissement des possesseurs qui se succédaient ainsi. Depuis un an, le retour aux pratiques normales de la vie des affaires a pour conséquence une réduction des profits, où l'on se plaît à voir une « crise ».

Cependant, s'il était possible de comparer les 23 milliards de « bénéfices industriels et commerciaux », déclarés l'an dernier par 1 500 000 contribuables, avec le chiffre encaissé par les mêmes catégories de personnes en 1913, — qu'aucun impôt à cette époque ne révélait, — on constaterait sans doute que les revenus de cette nature étaient alors sept ou huit fois moindres. Et il en serait de même pour les « bénéfices de l'exploitation agricole », qui échappent à toute statistique, parce que sur cinq millions de cultivateurs 350 000 seulement sont touchés.

Le chapitre des « traitements » fait, mieux que tout autre, ressortir par les chiffres quelles ont été, depuis quinze ans, les destinées des gros et petits fonctionnaires. Avant 1914, l'échelle des appointements payés par l'État allait de 800 francs à 25 000. A compter du 1er janvier 1928, le traitement de base a été porté à 8 000 francs et le traitement maximum à 75 000. Le premier est décuplé, le second est triplé.

Le facteur rural qui touchait 1 100 francs en 1914, le douanier qui recevait 1 200 francs, le garde des Eaux et forêts qui n'était payé que 800 francs, débutent aujourd'hui à 8 000. Les retraites ont suivi le même mouvement : celles des instituteurs, qui étaient de 1 600 francs en 1914, seront l'an prochain de 11 250. Pour l'ensemble du petit personnel la majoration est pratiquement de 6 à 8 fois, pour le personnel moyen de 4 à 5 ; elle ne dépasse pas 3 pour le haut personnel, que l'État est d'ailleurs menacé de perdre, parce que des situations plus lucratives sont offertes aux sujets d'élite dans l'industrie privée.

Pour le travail manuel, en même temps que la journée de huit heures en réduisait la durée, sa rémunération était, en moyenne, sextuplée et, dans certains métiers où les salaires étaient exceptionnellement bas auparavant, — jardiniers, relieurs, brocheuses, — dans toute la main d'œuvre des textiles, la hausse était de 7 et 8 fois le taux d'avant-guerre. Et elle était telle pour des salariés qui ne supportaient pas le renchérissement de la vie, témoin les domestiques des deux sexes, aux champs et à la ville.

Les statistiques de l'impôt ne fournissent à cet égard aucun renseignement, parce que le travailleur manuel est exempt d'impôt direct, *en droit* le plus souvent, *en fait* toujours. Mais il est clair que les 10 millions et demi d'ouvriers, qui gagnaient une quinzaine de milliards par an avant la guerre, c'est-à-dire la moitié du revenu national, se partagent aujourd'hui 60 pour 100 et plus de ce revenu accru : de 90 à 95 milliards sur les 160 milliards environ que peut atteindre le total des recettes françaises.

Après les salaires ouvriers viennent, par ordre d'importance, les 22 milliards et demi de bénéfices commerciaux et industriels, les 12 milliards de traitements et appointements des fonctions publiques et privées (supérieurs au maximum exempt), les 2 milliards et demi de bénéfices agricoles des 350 000 gros agriculteurs connus du fisc, un milliard et demi d'honoraires des professions libérales et des charges et offices ministériels ; ce sont en tout quelque 134 milliards de revenu du *travail*, sous toutes ses formes, en regard de quelque 27 milliards de revenu du *capital*.

Les Français vivent donc beaucoup plus du fruit de leur travail que de la rente de leurs capitaux. D'autant plus que, s'il y a peu de « capitaux », il y a moins encore de « capitalistes », *au cas où nous réserverions cette qualité aux individus vivant du seul revenu de leurs capitaux*.

En voici la preuve : des 34 milliards déclarés à l'impôt global sur le revenu, 9 milliards à peine proviennent de rentes mobilières ou foncières. Neuf milliards, c'est-à-dire *le tiers au plus* des 27 milliards qui constituent le total de la rente des capitaux français appartiennent au groupe d'un million et demi de familles, riches ou aisées, qui jouissent *par diverses sources* d'un budget de 7 000 francs au moins, et sont à ce titre soumises à l'impôt global.

C'est donc que les deux autres tiers de la rente du sol ou des valeurs, — 18 milliards sur 27, — appartiennent à de petits propriétaires, petits rentiers, petits détenteurs de coupons ayant en tout pour vivre moins de 7 000, — ou moins de 10 000, s'ils ont des charges de famille, — et qu'on ne saurait sans ironie qualifier de « capitalistes ».

Ils le sont cependant et beaucoup le sont de fraîche date, ayant profité des hauts salaires pour mettre de l'argent de côté. Car, s'il est vrai que l'opinion et le parti que l'on nomme « socialiste » semblent gagner du terrain, il n'est pas moins vrai que l'effectif des « capitalistes » augmente de jour en jour. Ils forment aujourd'hui la majorité de la nation : ils l'ont bien fait voir en juillet 1926 ; dans cinquante ans peut-être, ils représenteront la généralité des citoyens dont le travail, pour être rémunéré par un salaire d'appoint, comme celui de centaines de milliers de « bourgeois » actuels, n'en sera pas moins productif.

De pareilles contradictions entre ce qui se dit et ce qui se fait, entre la politique voyante et bruyante et les évolutions silencieuses de la vie sociale, sont de tous les temps et de tous les pays. Le régime sanglant du bolchévisme russe, qui a pour programme essentiel le « communisme », n'est-il pas en train d'instaurer tout doucement et sans le vouloir, par le bail emphytéotique de portions de terres louées pour quatre-vingt-dix-neuf ans aux paysans, ce que le gouvernement des tsars n'a jamais pu établir, malgré les efforts de Stolypine : la petite propriété personnelle dans les champs ?

En France, où les orateurs peuvent parler, où les journalistes peuvent écrire, il est plaisant et doux d'entendre recommander comme un enviable idéal d'avenir, celui d'un peuple exempt d'impôts, entretenu par un groupe de riches délestés de leurs tonnes d'or ; il est pourtant utile parfois de compter nos milliards nationaux. Nous voyons mieux ainsi comment ils naissent, d'où ils viennent et où ils sont.

GEORGES D'AVENEL.

LA NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE

QUATRIÈME PARTIE (1)

L'ÉVEIL SENTIMENTAL

J'eus, cette année-là, une rentrée assez triste.

Mes amis Barotte et Ceccaldi avaient quitté le lycée : ce dernier, reçu à Saint-Cyr ; l'autre, devenu « taupain » dans un grand lycée de Paris. Plus de camarades avec qui je pusse sympathiser ! De nouveau, j'étais seul !... Au fond, je me fusse accommodé bien volontiers de cette solitude. « Qu'on me laisse tranquille ! » Dès ma plus tendre enfance, cette supplication a toujours été sous-entendue dans toutes mes paroles comme dans tous mes silences. Mais cela était contraire à la coutume. Quand on ne jouait pas, — et j'avais horreur de jouer, — on devait faire partie d'un groupe, avoir ses camarades attitrés. Dans cette cour des grands, où les liaisons remontaient déjà à plusieurs années, tous les groupes étaient à peu près clos. On n'admettait que rarement de nouvelles recrues. J'avoue d'ailleurs, que, si la plupart m'eussent repoussé, je n'avais moi-même d'inclination pour aucun. Et cependant, c'était pour moi une question d'amour-propre de faire partie d'une bande. Rester seul dans un coin de la cour, équivalait à la pire déconsidération, presque à une note d'infamie. Alors, à qui me raccrocher ?... En désespoir de cause, je dus me rabattre encore une fois sur ce fou de Legay, mon unique refuge dans les mauvaises passes.

Copyright by Louis Bertrand, 1928

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1927, du 1er et du 15 janvier 1928.

J'en étais honteux. L'année précédente, j'avais cyniquement lâché Legay pour Ceccaldi et Barotte, et voici que je revenais, l'échine basse, solliciter humblement sa compagnie. Legay ne me cacha point son ressentiment. Il accueillit, avec sa rudesse habituelle, mes avances et mon repentir. Il me rabroua et m'humilia publiquement, de telle sorte que mon premier mouvement fut de tourner les talons, sans demander mon reste. Mais encore une fois, où fuir? Où me réfugier? Je vis que je devais abdiquer toute fierté, et me résigner à boire le calice jusqu'à la lie. Je commence d'abord par me révolter, et, finalement, je trouve toujours dans les hérédités d'une race profondément disciplinée, assez de sagesse pour me soumettre à l'inévitable. En dépit de toutes les rebuffades, je me raccrochai donc à Legay. Je me dis que c'était un mauvais moment à passer. J'en avais subi bien d'autres! Et puis je sentais que, dans toute la cour, Legay était le seul avec qui j'eusse quelque communication, à cause de ce don étrange qu'il possédait d'inventer des types et de vivre dans l'imaginaire. Nous avions quelques souvenirs communs. Je savais d'avance qu'il finirait par me tolérer, parce qu'il avait besoin de l'auditeur complaisant que j'étais pour lui.

Mais ce fut dur, au début, très dur même, d'autant plus que Legay avait pris une supériorité sur moi : lui, il avait trouvé un camarade! Tout de suite, il me le fit comprendre, et il en abusa pour me rudoyer. Désormais, ils étaient deux contre moi... L'année d'avant, il s'était acoquiné avec un autre fol de son espèce, un certain Baudot, élève de rhétorique, un peu en retard dans ses études : il avait au moins dix-huit ans. Ce Baudot, fils d'un petit propriétaire des environs, rejeton de toute une lignée de vieux vignerons du Barrois, était déjà un pochard fieffé : à chaque sortie, il rentrait ivre, après avoir couru tous les cabarets des faubourgs. Ce bon toqué de Legay s'était épris immédiatement de cet ivrogne en herbe. Il en avait fait une nouvelle incarnation de son type de *Maginot*, le cabaretier poivrot, aux caves profondes et inépuisables. Il ne l'appelait plus que Maginot, ou tout simplement, Ginot, et tous deux, excitant mutuellement leur verve, passaient leurs récréations à évoquer des scènes de soûleries épiques, où le pinaud de Bar coulait à pleins bords. Ces propos bachiques, ces facéties et joyeusetés paysannes, me dégoûtaient fortement. Mais, avec ces

deux maniaques, impossible de les esquiver ou de détourner la conversation. J'étais obligé d'écouter ces divagations avec un rire adulateur. Tristement, pendant des récréations entières, j'escortais ces deux singuliers ivrognes : l'un imaginaire, et l'autre de fervente intention.

D'ailleurs, à ce moment-là, j'avais des soucis plus graves : soucis d'avenir, qu'il fallait bien regarder courageusement en face. Les conversations que j'avais surprises pendant les vacances entre mes parents, leurs exhortations et leurs réticences mêmes continuaient à m'inquiéter sourdement. Je devinais que c'était pour moi, — et pas seulement pour moi, hélas ! — une question vitale que d'entrer à Normale supérieure. Il me fallait y arriver le plus tôt possible, brûler toutes les étapes qui n'étaient pas absolument indispensables. Ma famille pourrait-elle seulement soutenir, jusque-là, les frais de mes études?... Sans en parler à personne, j'avais pris une grande résolution, qui était de sauter la seconde, et de faire tout de suite ma rhétorique. Pour cela, j'avais travaillé avec acharnement pendant mes vacances, avalé force manuels et pioché mes auteurs... Quand je me crus suffisamment préparé, j'avouai à mes parents cet audacieux projet. On en écrivit au proviseur, juge suprême en la matière. L'excellent M. Bergerot s'opposa nettement à mes intentions et à celles de ma famille : s'avisant que je pouvais être un lauréat du Concours général, et par conséquent une bonne réclame pour son lycée, il me signifia que j'eusse à passer par la filière comme les autres. D'ailleurs, un futur candidat à l'École normale ne pouvait se donner une culture assez solide ni assez complète. Je fus donc obligé de faire ma seconde. Ce me fut un grand chagrin et une espèce d'humiliation, comme si tout mon labeur des vacances eût été jugé inutile autant que présomptueux. En outre, je m'exagérais le danger de ce retard : à de certains moments, me rappelant certains propos entendus à la maison, j'avais une peur si angoissante de ne pouvoir achever mes classes ! Des impatiences et des révoltes me soulevaient...

Ma consolation fut de retrouver, en seconde, M. Brun, qui avait été, l'année d'avant, mon professeur de troisième. J'avais, à cet égard, quelques illusions. D'abord, le charme de la nouveauté s'était évanoui. Le confesserai-je ? Je ne trouvais plus M. Brun aussi éblouissant que l'année précédente. Lui-même

avait bien ralenti son zèle. Il ne préparait plus que mollement l'agrégation. Et, s'il fallait en croire les cancans des externes, il se laissait corrompre par les délices de Bar, et fasciner par les splendeurs de la vie mondaine. Un jour même, le bruit courut qu'il avait été invité chez les « Dupont de Savonnières!... » Ces Dupont de Savonnières, gros industriels des environs, donnaient alors, dans la ville, le ton des élégances. Être invité chez eux était une manière de distinction très enviée et très recherchée. Quelle apparence qu'un petit professeur de lycée eût été admis dans un milieu si reluisant et si fermé? D'autant plus que ces Dupont de Savonnières étaient considérés comme des bonapartistes impénitents! C'eût été une mauvaise note, pour un fonctionnaire, que d'avoir les moindres relations avec des « réactionnaires » de cette espèce... Eh bien! c'était la pure vérité. M. Brun lui-même, en un sourire irrésistible et triomphant, nous en fit l'aveu : il avait dansé chez les Dupont de Savonnières! Brillant valseur, il se prodiguait dans tous les bals et sauteries. Souvent, il nous arrivait en classe, un peu vanné et les yeux brouillés de sommeil, pour s'être couché à deux heures du matin. Ces débauches n'échappaient point à l'œil vigilant de M. le censeur Falk, ni à la jalousie de M. Bergerot, qui, lui, n'était pas invité chez les Dupont de Savonnières! Mais M. Brun passait pour être protégé par des personnages influents. Comment oser sévir contre un godelureau, qui avait des connaissances si brillantes et, sans doute, si redoutables?...

Il nous parlait souvent, non sans une petite pointe de vanité, du sous-préfet de Commercy, qui était, pour lors, M. Lozé, futur sénateur, préfet de police et ambassadeur à Vienne. M. Lozé avait le goût de la littérature. Il faisait faire par M. Brun des conférences à Commercy, et il le conviait à la sous-préfecture. Un jour, notre professeur nous dit avec une négligence feinte, mais radieuse :

— Je vais vous lire quelques pages d'un livre que m'a prêté le sous-préfet de Commercy...

C'était un roman d'André Theuriet, alors dans sa fraîcheur. Je ne me rappelle plus quel en était le titre. Mais il y était question du Bois de la Vierge et de l'admirable région forestière qui environne Bar-le-Duc. C'était la première fois que j'entendais célébrer ces beautés du terroir : Theuriet m'ouvrait les

yeux à des spectacles que j'avais dédaignés ou négligés jusque là. Mais, je l'avoue, le fait que je devais cette révélation au sous-préfet de Commercy ajouta beaucoup à l'agrément de cette lecture. Et j'en conçus plus de considération pour M. Brun, ami d'un tel personnage. Peu à peu, M. Brun se revêtait, pour moi, d'un prestige tout nouveau, celui des élégances mondaines. Décidément, comme disaient mes camarades, il était du dernier « galbeux » ! J'étais fier d'un tel professeur, — et je me proposais bien d'en rabattre le caquet à ma tante Joséphine qui méprisait si fort les universitaires. Cela me poétisait une carrière, où je m'engageais sans grand enthousiasme, mais avec un sentiment de pressante nécessité.

Et justement, parce que j'avais le sentiment de cette nécessité, j'aurais voulu pouvoir m'intéresser à ma classe. C'était bien difficile. Malgré toute ma bonne volonté, je n'arrivais pas à me passionner pour les classiques français qui composaient notre programme. Il en était de même pour les auteurs grecs et les auteurs latins, où, pourtant, je découvrais, parfois, tel détail pathétique ou pittoresque qui me ravissait : cela m'arrivait beaucoup plus rarement avec les français. J'étais un romantique éperdu et, sans doute, incorrigible. Mon professeur essayait bien de combattre ces admirations désordonnées, mais, — je le devinais, — sans grande conviction. Quand je lui citais un vers de Hugo ou de Leconte de Lisle, il écrasait ces déplorables modernes sous une phrase méprisante de son maître, au lycée Charlemagne, — le majestueux M. de la Coulonche, qui, cependant était, lui aussi, secrètement, un romantique. Je n'avais aucun respect pour le jugement de M. de la Coulonche... D'autres fois, quand j'avais lu, en classe, à haute voix et d'affilée, cinquante alexandrins de *Cinna* ou d'*Iphigénie*, il m'arrivait, perdant le fil du discours et cédant à un morne ennui, de m'arrêter brusquement, l'air désespéré. Sur quoi, M. Brun, qui bâillait, se grattait la barbe, qu'il avait belle, et ne pouvait se tenir de lâcher :

— Ah ! c'est mortel !... mortel !

J'étais bien de son avis.

Je ne suis jamais revenu complètement sur cette impression première. Il y a comme cela, dans nos classiques, de vastes espaces, sablonneux et déserts, où l'on cherche vainement une oasis. A cette époque-là, je puis dire que Corneille et Racine

m'étaient complètement inintelligibles. Molière lui-même, pourtant si vivant, si coloré, je ne le goûtais qu'à demi : cette gauloiserie, cette épaisseur de bon sens me rebutait. J'ajoute qu'on ne faisait rien pour m'en donner le goût et me rendre cette littérature accessible. Nos professeurs, gâtés par toutes les contagions ambiantes, n'y comprenaient pas grand chose, eux non plus, — ou, s'ils aimaient et goûtaient vraiment les classiques, ils ne savaient pas nous communiquer leurs admirations. Chez la plupart de nos contemporains, le cœur n'y était pas. On aimait ailleurs. Pour moi, il n'y avait que la lyre et les ivresses romantiques.

Je commençais à me blaser sur les Hugo et les Lamartine, — et même sur les poétesses et poètes du lieutenant-colonel Staaf. Mon ami Hette, étroitement surveillé par M. le Censeur, ne me faisait plus passer aucun bouquin. Alors, je dus me contenter des maigres rogatons que m'offrait notre bibliothèque. Je me mis à lire les critiques : Sainte-Beuve, Nisard, Saint-Marc Girardin, Villemain et les autres. Je les détestais tous, mais je les lisais quand même; je les fouillais avec acharnement, jusque dans leurs notes et appendices, parce qu'ils me parlaient de mes chers romantiques. Je dédaignais Nisard qui me paraissait complètement fermé à tout ce que j'aimais; j'abominais Saint-Marc Girardin que je traitais de cuistre : j'avais horreur de cet esprit mesquin, de cette critique vinaigrée et tatillonne. Mais quoi? tout en éreintant *Lucrèce Borgia* ou *Notre-Dame de Paris*, il me parlait de Victor Hugo : je n'en demandais pas davantage. Je le lisais avec colère, protestant, à chaque ligne, contre ses dénigrements. Bien entendu, je lui préférais Sainte-Beuve, que je sentais plus ouvert, plus intelligent, et qui promenait ma curiosité à travers des régions inconnues. Je broutillais inlassablement à travers les *Lundis* et les *Portraits*, en quête d'un article sur un contemporain, d'une allusion quelconque à un de mes poètes préférés. Mais quelle douleur de le voir malmener mes favoris! Je m'attristais de tant de sévérités pour *Graziella* ou pour *Raphaël*, que je continuais à adorer. Quant aux autres grands critiques ou professeurs de ce temps-là, les Villemain et les Cousin, toutes ces gloires de Sorbonne, j'avoue que je n'ai jamais pu en lire plus de deux pages. *Le Vrai, le Beau et le Bien* me fut un soporifique irrésistible. Le fameux *Cours de littérature* de Villemain, avec

ses allusions politiques et ses tirades à effet, me parut un breuvage complètement éventé...

Je me hâte de proclamer que je n'ai pas la prétention, en ces lignes forcément hâtives et superficielles, de prononcer sur chacun d'eux un jugement définitif. Qui sait même ce que j'en penserais aujourd'hui, si j'avais le temps de les lire sérieusement? Je ne doute pas qu'il n'y ait beaucoup de bien à en dire, même de ceux qui m'ont semblé les plus ennuyeux. Et je suis bien loin de nier qu'on ne puisse découvrir, dans ce qui m'apparaissait comme du fatras ou de la logomachie toute pure, une foule de choses fines, justes, ou même profondes. J'essaie, en ce moment, de retrouver mes impressions de lycéen, mes réactions en face de ces défenseurs attitrés du classicisme. Je constate que je restais farouchement romantique, que l'éducation que je me donnais à moi-même était toute romantique et que mes pédagogues d'alors ne faisaient rien pour corriger ou modérer ces tendances, ou que, s'ils le tentaient par hasard, ils se montraient maladroits ou impuissants.

Je me demande même si la littérature classique, dans ce qu'elle a de plus solide, est bien faite pour les adolescents et même pour les jeunes gens. Les classiques sont, en général, des réalistes, des observateurs probes, qui se piquent avant tout d'exactitude et de raison. Pour profiter de leur expérience, souvent un peu sèche ou un peu chagrine, il faut soi-même avoir déjà beaucoup vécu. Et pour comprendre et goûter leur art, si aristocratique et, par certains côtés, si particulier, si spécial à une époque, il faut toute une culture et toute une éducation esthétique. Avec le romantisme, au contraire, l'enfance et la jeunesse sont de plain pied. C'est une littérature de jeunes gens. L'autre est une littérature de vieillards ou d'hommes mûrs. Et pourtant les classiques ont été jeunes. Ils ont plu à toute une jeunesse, — jeunesse disparue, dont les engouements et les amours nous sont, la plupart du temps, incompréhensibles. Ce qu'il y a de certain, c'est que, sur les bancs du collège, je ne comprenais rien à un art et à une littérature qui me paraissaient très loin de moi. A part certaines tirades vertueuses ou héroïques, certains « morceaux » d'éloquence et enfin une rhétorique qui, chez nous autres Latins, est presque une façon congénitale de penser, — tout me passait par-dessus la tête.

Je n'en déplore pas moins que les guides m'aient manqué

pour pénétrer dans ces hautes régions, qui semblent banales et ouvertes à tous et qui, cependant, sont d'un accès si difficile. Certes, à l'âge où j'étais alors, je ne pouvais recevoir qu'une faible partie de la sévère leçon de nos anciens : toute cette somme d'expérience humaine est à peu près perdue pour un adolescent. Mais je regrette qu'on n'ait pas tenté au moins d'en faire parvenir quelque chose jusqu'à moi et surtout qu'on ne m'ait pas donné, dès ce temps-là, de bonnes habitudes d'esprit. En pleine fougue romantique, le contre-poids classique m'a manqué.

Le contre-poids historique aussi ! Je vivais dans une humanité singulière, celle des lieux communs de la rhétorique classique, ou encore celle des romanciers et des dramaturges romantiques. Nul enseignement ne corrigeait ni ne complétait pour moi cette vision d'une humanité trop idéalisée ou faussée à plaisir. N'ayant que peu de goût pour les classiques, c'est donc presque uniquement avec les héros grandiloquents et écervelés de Hugo que je liais compagnie. Nul doute qu'il ne m'eût été salutaire de confronter ces fantômes avec des êtres réels et, par exemple, avec l'humanité de l'histoire. Eussé-je mieux compris la leçon des historiens que celle des moralistes ou des sermonnaires du grand siècle? On en peut discuter. Mais je persiste à croire qu'il m'eût été bon d'en être, au moins, averti. Oui, j'aurais voulu qu'on me dît alors : « Vous voilà tout emballé par *Marion Delorme* et par *Le Roi s'amuse* ! C'est de votre âge. Mais sachez, dès maintenant, que cela ne tient pas debout. Le François Ier et le Richelieu véritables sont de bien autres gaillards et qui, à de certains points de vue, commandent le respect et même l'admiration. Vous ne pouvez pas encore en juger ni bien pénétrer de telles âmes. Epuisez l'illusion, livrez-vous à votre folie, à condition toutefois de vous dégriser un jour et d'essayer de voir les choses et le monde tels qu'ils sont. Nous allons même, dès à présent, vous y aider!... » Mais on ne me disait rien de semblable. On nous mettait entre les mains de secs résumés qui, pendant de longues années, m'ont inspiré un vrai dégoût de l'histoire. Et pourtant personne n'a plus aimé le passé que moi, n'a été plus avide de le connaître et de le comprendre. Mais je veux le passé tout entier, comme je veux la réalité tout entière, c'est-à-dire sentie et illuminée jusque dans son tréfonds par une âme de

poète. Je dois avouer pourtant que certains de ces auteurs de manuels essayaient d'animer un peu et de colorer à nos yeux cette aride chronologie qu'était alors l'enseignement historique. J'ai gardé un souvenir reconnaissant au vieux Victor Duruy, à cause de certaines phrases émues que j'ai lues autrefois dans ses manuels. Mais c'étaient de petits points d'eau perdus dans la désolation des sables. Ces pédagogues n'avaient à aucun degré le sens de la réalité vivante. Le passé leur était lettre close. Je ne sentais pas alors que tout cela était faux, que l'histoire officielle est un tissu de mensonges intéressés, combinés par l'esprit de parti pour la plus sûre domestication des intelligences. Mais cette histoire officielle me choquait dans les principes et les sentiments profonds que j'apportais de mon foyer et de mon milieu natal. Et du moment que c'était ennuyeux, oui ! prodigieusement ennuyeux, toutes ces raisons faisaient que je me détournais avec dédain de ces affreux petits bouquins, comme des cahiers de cours qui les complétaient. En ce temps-là, l'histoire ne m'intéressait pas, et l'on ne faisait rien pour m'y intéresser.

On ne m'apprenait ni ce que c'était que ma province, ni ce Barrois, ni ce Bar, dont je rencontrais, à chaque pas, les vieux monuments et dont je traversais les charmants paysages sans même les voir, — ni enfin cette France pour laquelle on nous imposait la corvée de l'exercice militaire et pour laquelle on nous répétait que nous devions mourir. Le patriotisme était toujours dans toutes les bouches, mais comme une formule obligatoire et vaine, dont nous commencions à soupçonner le creux. Nous devinions que le vrai patriotisme était autre chose que ce charlatanesque battage électoral. D'ailleurs, à force d'appuyer sur cette corde, elle se fatiguait, et elle ne rendait plus.

Je me souviens qu'en cet été de 1881, des dépêches triomphales furent placardées dans la cour des grands. C'était le moment de l'expédition de Tunisie. On nous annonçait la prise de Sousse, de Sfax et de Gabès, l'entrée des troupes françaises à Tunis et à Kairouan. Dans une allocution familière, notre proviseur, M. Bergerot, crut devoir nous commenter ces glorieux événements. Malheureusement, cette éloquence administrative ne trouva parmi nous aucun écho. Alors, on était complètement hypnotisé par l'Alsace-Lorraine. Et puis l'atmosphère

morale devenait de plus en plus défavorable. Elle était contraire aux grandes émotions nationales comme aux idées hardies et généreuses. Peu de gens comprenaient, à cette époque, ce que représentait, pour la France, cette conquête de la Tunisie. C'est pourquoi je me rappelle avec plaisir, avec un vif sentiment d'estime pour son auteur, cette petite allocution patriotique de M. Bergerot sur l'entrée des Français à Tunis. Cet homme avait, de temps en temps, d'heureuses inspirations comme celle-là et il était plein de bons sentiments. Mais son entourage l'annihilait. La peur de se compromettre paralysait ses velléités d'indépendance ou d'initiative. Et il se sentait surveillé par des agents occultes, qui commençaient à rôder dans l'ombre autour des pauvres fonctionnaires et surtout des chefs d'administration.

Ainsi, nulle influence salvatrice ou excitatrice ne me venait du dehors : j'étais livré à moi-même et à toutes les suggestions décevantes et déraisonnables de mes lectures romantiques. Du catholicisme non plus rien ne me venait qui pût me prémunir, me réconforter ou m'élever. Dans son cours d'instruction religieuse, notre aumônier, le bon abbé Hubin, continuait à nous parler de Flavius Josèphe et de Sérapion d'Antioche et, quand nous le lui permettions, de disserter sur les preuves extrinsèques de l'authenticité des Évangiles. Cet enseignement trop spécial nous laissait plus indifférents que jamais. Moi-même je n'arrivais pas à m'y intéresser. Ma foi s'en allait. Peu à peu, le sentiment religieux s'affaiblissait en moi, devenait voisin du néant. Néanmoins, cette année-là, je fis encore mes pâques, mais par routine, sans nul élan d'âme ni d'esprit. Et je crois bien que ce fut la dernière fois, — du moins pour une très longue période.

En même temps, j'étais travaillé par une souffrance obscure qui diminuait mes forces de résistance aux influences délétères et qui empêchait l'essor de mes puissances spirituelles. C'était une souffrance de tous les instants, la plupart du temps à demi inconsciente, qui résultait de mon inadaption persistante à mon milieu. Je n'avais pas de véritables amis, pas d'affection auprès de moi, nul guide qui se préoccupât de comprendre ma vraie nature et mes vrais besoins. Et je souffrais toujours de la faim, du froid, de la discipline. Mais est-on jamais heureux ? Quand l'a-t-on été vraiment ? Le mirage du

souvenir nous abuse. Les minutes heureuses ne nous paraissent si belles que parce qu'elles se détachent sur un fond de souffrance uniforme et continue. A ces causes de malaise s'ajoutaient les troubles profonds de la croissance. Je n'en savais rien. Je constatais seulement en moi une sentimentalité grandissante, mêlée d'une sourde inquiétude, dont je ne pouvais discerner les origines physiologiques.

***

Et c'est alors qu'un grand événement bouleversa ma vie. Oui, ce fut une grande date pour moi. Je lus Alfred de Musset.

J'avais quinze ans. J'étais mûr pour le lire. Toutes mes aspirations vagues d'adolescent me précipitaient vers cette pâture.

Comment ai-je pu réussir, en dépit de la surveillance de nos maîtres, à me procurer un Musset? Depuis le départ de mes camarades Ceccaldi et Barotte, personne, dans la grande cour, ne s'intéressait plus à la poésie... Si, pourtant! il y avait une petite bande où on lisait des vers, mais sans les aimer, comme moi, pour eux-mêmes : uniquement parce qu'on y trouvait un excitant sensuel. Un garçon tout à fait étrange, au moins aussi fol que Legay, Dujardin de Montier-en-Der, faisait partie de cette bande. Sans doute que leur commune folie les rapprochait. De temps en temps, Legay et Dujardin s'abordaient, s'acoquinaient et, pendant des récréations entières, faisaient assaut de divagations et d'imaginations burlesques. C'est ainsi qu'à la suite de Legay j'entrai en contact avec ce petit groupe, qui comprenait, outre Dujardin, le fils d'un médecin vosgien, qui, disait-on, avait soigné autrefois Napoléon III, personnage considérable dans la région, conseiller général et futur député : Lehart, de Vittel. Il avait pour intime ami un adolescent blondasse et criblé de taches de rousseur, dont le grand talent était d'imiter à la perfection le bêlement de la chèvre : sur quoi, Legay l'avait surnommé Petit-Biquet, nom qui fut immédiatement adopté par toute la cour. Enfin, un gros garçon, à figure poupine et apoplectique, Payot, de Robert-Espagne, complétait ce quatuor un peu fermé. J'appris bientôt de Payot lui-même qu'il lisait Alfred de Musset. J'en fus quelque peu surpris : Payot, dans ses allures et dans son encolure, n'avait rien d'un amateur de vers. Élève de rhétorique, plus âgé que moi d'au moins trois ans,

il se donnait déjà comme un coureur de mauvais lieux. Et c'est pour cela, disait-il, que Musset était son poète. Ces raisons ne me touchèrent point. Je ne vis qu'une chose : c'est que ce mortel fortuné détenait un Alfred de Musset ! Or, j'étais impatient de connaître ce poète défendu, dont je n'avais lu, dans mon Merlet, que les *Stances à la Malibran* et, peut-être, quelques fragments des *Nuits*... Et voici que Payot, — qui l'eût cru ? le gros Payot de Robert-Espagne, — pouvait satisfaire ma fringale lyrique ! Il cachait ce volume en étude, dans son casier, sous ses manchettes de lustrine. Je suppliai Payot. Le lendemain, à la récréation du matin, il me glissait le livre abominable et délicieux.

Autant que je me rappelle, c'était un dimanche de sortie, — un dimanche de mai. Par exception, il faisait un soleil radieux : du moins, je le veux croire. Mon imagination exigeait le soleil pour une telle lecture. Je ne sortais pas, comme d'habitude, aucun correspondant ne se souciant de moi. Mais cela m'était bien égal ! Avec Alfred de Musset, j'étais sûr d'avoir une plus belle sortie, infiniment plus belle, que mes camarades. M. Morin, notre pion, se douta bien que, ce matin-là, je devais me livrer, derrière mes dictionnaires, à quelque débauche littéraire. Mais le cher garçon, qui m'était secrètement indulgent, n'en voulut rien manifester. Il me laissa tout à mon ivresse : ce fut vraiment, pour moi, le rêve d'un matin de printemps.

Comme s'il était là sur ma table, je revois le volume que m'avait prêté Payot, — un assez fort bouquin, relié en toile verte. Il comprenait les poésies complètes de Musset, en deux tomes d'une édition déjà ancienne, qui avait dû être achetée autrefois par le père de Payot, du temps qu'il était étudiant. Car Payot avait chipé le livre dans la bibliothèque paternelle. J'en parle ainsi, avec ce luxe de détails et avec une réelle abondance de cœur, parce que, après mon vieux Merlet, ce bouquin m'a valu des heures d'émotions inouïes. Dans la crainte qu'il ne me fût confisqué par le maître d'étude, — et je savais tout ce que je risquais en pareil cas : c'était la mise au séquestre pour toute une journée, punition que l'on considérait alors comme infamante, peut-être même le renvoi du lycée, — dans cette crainte, qui empoisonnait mes joies, je me hâtai de recopier le livre, du moins les morceaux qui me plaisaient le

plus, sur un gros cahier d'écolier, d'apparence grisâtre et tristement pédagogique. Cela ne me suffit pas. Par un raffinement de prudence, j'appris tout Musset par cœur. Comme cela, personne ne pourrait me le ravir! Et, ce faisant, j'étais tout fier d'imiter Racine adolescent, qui, dans un coup de passion analogue à la mienne, ayant lu le roman de *Théagène et Chariclée*, livra lui-même à ses maîtres le volume désormais inutile. Je venais de recueillir ce beau trait dans Sainte-Beuve... Eh bien! moi aussi, je ferais comme le « petit Racine »! Et je me voyais déjà apportant mon gros cahier gris à M. le censeur Falk en lui déclarant, d'un ton héroïque : « Monsieur, vous pouvez le prendre! Je le sais tout entier par cœur!... »

Ce fut un nouvel enchantement qui dura trois mois, une véritable débauche de cœur et d'imagination. J'avoue pourtant qu'il se mêlait un remords obscur à ces jouissances littéraires. Je ne pouvais pas m'empêcher de les trouver coupables. J'étais choqué, scandalisé par certains mots un peu gros, certaines images un peu chaudes de Musset. Une délicatesse de conscience, formée ou développée par l'éducation chrétienne, ne s'oblitère pas comme cela tout d'un coup. Je pense même qu'elle ne meurt jamais. Et puis je me reprochais de gaspiller ainsi mon temps à des lectures frivoles, alors que la préparation de mes examens futurs, le souci vital de mon avenir, auraient dû m'interdire toute espèce de divertissement.

Mais la fascination de la littérature était plus forte que tout. Je calmai mes scrupules, en me disant que je m'imposerais double tâche pour rattraper le temps perdu. Hélas! les besognes de la vie, — je parle de la mienne, — sont inexorables. J'ai dû *voler* presque tous mes plaisirs. N'importe à quel prix, n'importe par quels moyens, je les ais eus tout de même. Si pressé que je sois par des circonstances ou des nécessités impérieuses, je ne résiste pas au besoin de m'abstraire des tâches les plus absorbantes pour *être à moi*, ne fût-ce qu'une minute, pour me recueillir, m'émouvoir, contempler ou rêver. Je crois que, même sur le gril de Guatimozin, je saurais me ménager encore un petit lit de roses.

Qu'est-ce donc que j'aimais tant dans Musset? Il me semble que j'en aimais tout ; que, de lui, je finissais par tout accepter. Dès la première page, je fus conquis. Je me souviens : cela s'ouvrait par les *Contes d'Espagne et d'Italie* : Don Paëz, Portia,

Les Marrons du feu... Et quel début ! comme cela sonnait aux oreilles d'un petit lycéen courbé sous la discipline!...

> Je n'ai jamais aimé, pour ma part, ces bégueules,
> Qui ne sauraient aller au Prado toutes seules,
> Qu'une duègne, toujours, de quartier en quartier
> Talonne, comme fait sa mule au muletier...

Cette insolence, cette crânerie de jeune homme qui ne respecte rien, cette bravoure soldatesque et quelque peu cynique, comme tout cela flattait mes instincts de révolte et d'indépendance ! J'aimais ce grand frère inconnu de me donner un si fier exemple. Mais surtout je lui savais gré de m'introduire dans le monde du plaisir, de lever pour moi un coin du voile sur des voluptés ignorées et qui me paraissaient recéler un infini de jouissance et de poésie. J'étais comme le soldat, imaginé par don Paëz, qui, épiant la bonne fortune de son camarade, regarde par le trou du volet et aperçoit « *une chambre tigrée*, — de candélabres d'or ardemment éclairée... à terre, une mandore, — qu'on venait de quitter et frémissant encore... » Ah ! cette chambre « tigrée » de la place San Bernardo, a-t-elle fait travailler mon imagination ! Je n'ai jamais su ce que cela voulait dire, pour une chambre, que d'être « tigrée ». Mon ignorance ajoutait encore à l'inquiétant mystère de ce nid de délices. Naïvement, je le voyais tapissé de peaux de tigres. Et celle qui l'habitait, la belle Juana elle-même, ne pouvait être qu'une tigresse d'amour... Et puis cette mandore frémissante, négligemment jetée sur les coussins ! Il me semblait que c'était le symbole même de la poésie de Musset : un violon prodigieusement sensible et déchirant, tour à tour moqueur et sentimental, qui mêle aux sanglots les badinages et les blasphèmes.

Je goûtais moins les pièces à prétentions philosophiques. Mais celles où le poète raille la sottise et la bassesse de ce qu'il appelle « l'humanitairerie », où il stigmatise les ignobles instincts démagogiques de son siècle, ces pièces-là, du moins certains passages, éveillaient en moi des sentiments encore confus, mais qui ne demandaient qu'à grandir. Et surtout ses invectives contre « la sociale », contre « tout ce qui porte l'homme à se mettre en troupeau ». Sa haine de l'hypocrisie,

son appétit farouche de liberté, — et l'orgueil d'être seul, de ne jurer sur les paroles d'aucun maître :

Mon verre n'est pas grand, mais je bois dans mon verre!

L'individualiste intransigeant que j'ai toujours été, le Latin épris d'indépendance, ou qui ne veut obéir qu'au maître de son choix, commençait à prendre conscience de lui-même sous l'inspiration de Musset. Mais ce que j'ai aimé par dessus tout, aimé jusqu'à la folie, c'est le Musset sentimental : *A quoi rêvent les jeunes filles*, et surtout un morceau, qui a disparu des éditions plus récentes, mais qui figurait dans le volume que m'avait prêté Payot, une espèce d'élégie intitulée *Lucie*. Ces vers-là, je les ai sus tout de suite par cœur, sans même me donner la peine de les apprendre, — dès la première lecture, — et, aujourd'hui encore, après tant d'années, je pourrais les réciter d'un bout à l'autre. Lamartine m'avait fait une impression plus profonde, il avait ému les parties hautes de mon être et de mon esprit. Mais personne, jusque-là, n'avait ébranlé à ce point toutes les puissances de mon âme, ni enchanté ainsi mon imagination, en flattant toutes les aspirations de mon cœur lourd d'adolescent :

Un soir, nous étions seuls. J'étais assis près d'elle.
Elle penchait la tête, et, sur son clavecin,
Laissait, tout en rêvant, flotter sa blanche main

. . . . . .

Les marronniers du parc et les chênes antiques
Se berçaient doucement sous leurs rameaux en pleurs...
Nous étions seuls, pensifs, et *nous avions quinze ans!*

Et, tout de suite, les fameux vers de *Rolla*, répondaient en écho :

Quinze ans, ô Roméo, l'âge de Juliette,
L'âge où vous vous aimiez, où le vent du matin,
Sur l'échelle de soie, aux chants de l'alouette
Berçait vos longs baisers et vos adieux sans fin...

On peut sourire, aujourd'hui, de cette phraséologie romantique. Elle a enivré des générations. Pour moi, cette poésie fut la grande fête de mes quinze ans. Je ne puis pas m'en souvenir sans attendrissement et sans un retour d'exaltation. L'effet produit sur moi fut irrésistible : effet double, — effet

trouble et troublant surtout. Ce n'était plus le pur lac de Lamartine, — « le doux lac de Némi qu'aucun souffle ne ride », — c'était l'étang aux profondeurs ensorcelantes mais pleines de pourritures cachées. Ces vers suscitaient en moi un mirage d'amours candides et de pureté impossible :

> Doux mystères du toit que l'innocence habite...
> Qui fis hésiter Faust au seuil de Marguerite,
> Candeur des premiers jours, qu'êtes-vous devenus ?

Et, d'autre part, ils stimulaient, sans que j'en eusse clairement conscience, mes premiers émois sensuels et, en même temps, ils irritaient des curiosités trop précoces et qui en devenaient malsaines. Je rêvais de Juliette, et de Marguerite, mais plus souvent de ce Don Juan, coureur de bouges et hanteur de tavernes, qu'on voit :

> Portant sa lèvre ardente à la prostituée,
> Avant qu'à son balcon done Elvire éplorée
> Dans la profonde nuit croyant encor le voir
> Ait cessé d'agiter sa lampe et son mouchoir...

* * *

Peu à peu, c'est ce dernier penchant qui l'emportait. Je glissais au libertinage, — du moins au libertinage d'esprit. Musset ne me suffisait plus. Je cherchais d'autres pâtures à mes curiosités sournoises. C'est vers cette époque-là que mon ami Hette parvint à me faire tenir une édition populaire de *la Vie de Bohême*, de Mürger.

Cette brochure, d'un format un peu grand, se prêtait mal aux lectures clandestines. Si M. Morin, notre pion, ne s'aperçut de rien, il y mit vraiment beaucoup de bonne volonté. Le fait est que je pus lire ce livre assez tranquillement, à l'étude du soir, dans un atlas de géographie. Je m'en délectai. Je le dévorai d'un coup. Cette charge de rapin, avec ses invraisemblances et son comique un peu gros, ce milieu déjà légendaire pour nous autres lycéens de la Troisième République, ce Quartier Latin du temps de Louis-Philippe, avec ses grisettes, ses artistes d'estaminets et ses étudiants de quarantième année, cette bohême conventionnelle ne me dérouta pas trop et ne me scandalisa point. Entre ces platitudes et les sublimités lamartiniennes où je me complaisais, Musset avait fourni la transition. Mardoche,

Suzon, les abbés des *Marrons du feu* m'avaient conduit à Rodolphe, à Schaunard, à Musette et à Mimi Pinson. Enfin cette *Vie de Bohême* devint pour moi une véritable passion, que je fis partager à Legay : c'était le seul genre de littérature où nous pussions communier. Son génie gouailleur, son goût pour la caricature trouvaient à s'y satisfaire. Nous en parlâmes dans la bande Dujardin-Payot. Ceux-ci, avec un sourire supérieur, nous déclarèrent qu'ils avaient lu beaucoup plus fort. Et même Lehart et son ami Petit-Biquet se moquèrent fort de mon ignorance, lorsque je leur avouai que je ne connaissais ni *Daphnis et Chloé*, ni les *Contes* de La Fontaine. Eux, ils en détenaient des exemplaires commodes à fourrer dans une poche, de petits livrets à couverture bleue appartenant à une collection, alors très populaire et courante, qu'on appelait la « Bibliothèque à cinq sous ». Ils me passèrent, l'un après l'autre, les livrets en question, qui à cette époque-là, dans les milieux collégiens, jouissaient d'une effroyable et attirante réputation d'obscénité.

Je ne compris rien à *Daphnis et Chloé*. Cela me parut prodigieusement ennuyeux, sans doute par la faute du traducteur, — et puis surtout, parce que cette idylle pour vieux messieurs ne disait rien à un enfant de mon âge et que je n'étais pas au point pour en savourer le ragoût. Quant à La Fontaine, ce fut une déception complète. Je m'étais imaginé des choses abominables et je tombais sur des histoires qui me paraissaient les plus anodines du monde et dont les sous-entendus polissons, comme les grâces réelles et le charme de style, m'échappaient. Mais la punition fut terrible. M. Morin, notre pion, qui, sans en avoir l'air, me surveillait du coin de l'œil, jugea que, cette fois, je passais la mesure. Avec un ricanement sarcastique, il me confisqua le scandaleux petit livret à couverture bleue et me dénonça à M. le censeur Falk. Celui-ci, incontinent, me condamna à une journée de séquestre. Immédiat, le châtiment tomba sur moi comme la foudre. Un garçon, agitant un trousseau de clés, vint me chercher en étude pour me mettre au cachot...

La prison ! pour moi !... Un gouffre se serait creusé sous mes pieds que je n'eusse pas été plus épouvanté, plus écrasé de remords. M. Falk, à cette occasion, me fit un sermon si pathétique, me représenta, en termes si véhéments, l'infamie de ma conduite, que je me considérai comme un grand

coupable. Et pourtant, pauvre gamin, je n'avais rien compris ni à *Daphnis et Chloé*, ni aux *Contes* de La Fontaine ! Qu'est-ce qu'il y avait donc de si répréhensible, de si effroyable dans ces tristes petits livres ?...

Mais j'étais bien obligé de m'avouer que, si je n'avais trouvé aucun mal dans ces lectures, j'en avais certainement cherché, — et cela de propos délibéré. Là était mon crime ! On m'avait donc justement puni ! J'en eus tout de suite la conviction si poignante que la mort seule me parut capable d'expier un tel forfait. Je songeai sérieusement à me tuer et, tout à coup, saisissant le couteau de table qu'on m'avait apporté, à l'heure du déjeuner, avec un morceau de bouilli et un quignon de pain sec, je le passai légèrement sur mon poignet, comme pour m'ouvrir les veines... Mais l'idée me vint aussitôt que cela me ferait peut-être très mal, que, d'ailleurs, c'était une chose défendue aussi et enfin que, si je songeais à me suicider, c'est parce que j'avais lu, dans *Rolla*, une histoire de suicide. Je n'étais qu'un vil imitateur ! Mon humiliation, ma contrition redoublèrent. Je sombrai dans un chagrin, dont je fus long à me remettre et qui, plusieurs jours après ma sortie du séquestre, m'exposa aux risées de mes camarades.

* * *

J'avais donc gardé une extrême sensibilité de conscience. C'étaient les leçons de « mes abbés » de Briey, la sévère et presque inhumaine morale de notre curé, M. l'archiprêtre Schwob, qui, de loin, me protégeaient contre la contagion sensuelle. Je ne me doutais pas de tout ce qui bouillonnait autour de moi, dans cette cour des grands, parmi ces garçons cloîtrés, dont certains allaient avoir vingt ans. Je vivais, sans en être touché moi-même, dans une atmosphère de fièvres juvéniles. J'étais la salamandre dans le brasier. Ou, si j'étais gagné par la contagion, je n'en avais pas conscience et cela se tournait en littérature. C'est seulement beaucoup plus tard, que je me suis rendu compte des dangers que j'avais alors côtoyés, et de toute cette fermentation de désir qui affolait mes condisciples plus âgés ou plus développés.

Nos imaginations franchissaient les grilles du lycée. Certaines silhouettes féminines, entrevues aux jours de promenade ou de sortie, nous poursuivaient en étude et en récréa-

tion. On ne parlait que d'*elles*. Certains en étaient positivement amoureux. Et l'ardeur de ces vaines passions était d'autant plus forte que les objets de nos flammes, comme on disait au grand siècle, étaient plus rares ou plus inaccessibles. Toutes ces aspirations platoniques ou ces convoitises sensuelles convergeaient vers trois ou quatre divinités, sans plus : celles qui s'affichaient, qui causaient même un peu de scandale, ou qui, à leur insu, s'offraient à nos admirations. Bar-le-Duc, ville pudique, ne contenait qu'un très petit nombre de beautés de ce genre. Les professionnelles se réduisaient à deux inséparables, que nous appelions le Litre et la Chopine, parce que l'une était haute comme une perche à houblon et que l'autre, petite et tassée, n'arrivait qu'à mi-corps de sa compagne. Régulièrement, le dimanche, quand, pour la promenade, nous remontions, en rangs, la rue de la Rochelle, nous croisions le Litre et son amie la Chopine, toutes deux modestement parées et évoluant, avec une discrétion vraiment touchante, au milieu des groupes d'officiers et de bourgeois endimanchés. Ces demoiselles faisaient les délices de la garnison et de MM. les fonctionnaires. Elles y mettaient une telle réserve et une telle pudeur, que cela en devenait presque édifiant. Avec quels frémissements, quels rires étouffés, nous nous poussions du coude, lorsque nous les frôlions sur le trottoir! Du plus loin qu'on l'apercevait, on se signalait le Litre, que sa haute taille rendait visible d'un kilomètre...

Mais nous réservions tous nos enthousiasmes pour une jeune fille étrange, véritable personnage de roman, un peu toquée, un peu détraquée par le célibat et qui finit par se jeter franchement dans la galanterie : c'était Marthe de C..., la fille d'un ancien conseiller à la Cour de Metz, laquelle révolutionnait alors Bar-le-Duc par ses excentricités. Marthe était de bonne et ancienne famille. Elle appartenait encore au « monde », mais ses allures, ses propos, qu'on se répétait, ses toilettes surtout qui exagéraient de façon criante les modes les plus osées, ahurissaient et scandalisaient les bonnes gens de la ville. Toutes les sous-préfectures ont leur Marthe de C... Celle-ci semblait s'évertuer à braver et ameuter contre elle l'opinion publique. On se racontait qu'un jour de fête, elle avait pénétré effrontément dans un bal populaire et s'était mise à polker avec un ouvrier. Si habitués qu'ils fussent à ses

caprices, ses adorateurs ordinaires en étaient suffoqués :

— Eh bien, quoi ? dit Marthe d'un petit air voyou, je fais du Zola !

Et les deux poings sur les hanches, comme une danseuse de barrière, elle se tortillait dans sa robe collante et rejetait sur sa nuque son petit chapeau à brides...

Après cela, est-il besoin de dire que toute la grande cour du lycée était amoureuse de Marthe de C...

Dujardin seul faisait exception à la commune folie. Il avait son Iris à lui. J'étais le confident de sa passion : c'était une belle Juive, éblouissante de fraîcheur, aux yeux immenses et vagues, aux paupières meurtries et lourdes d'ombres voluptueuses, aux narines et aux lèvres de l'incarnat le plus éclatant : une bouchère de la rue de la Rochelle ! Avec sa manie de donner des noms, il l'appelait Zorobabel !... Zorobabel Albustroff ! Je vois encore l'enseigne peinte en rouge de la boucherie Albustroff. Le jeudi, à l'heure de la promenade, quand nous passions devant cette boucherie, Dujardin me montrait son idole trônant au comptoir, au milieu des bêtes égorgées, avec ses grands yeux vides et ses lèvres humides, presque aussi saignantes que les gigots et les aloyaux qu'on découpait devant elle. Et Dujardin me disait d'un ton mi-blagueur, mi-pâmé : « Regarde ma Zorobabel rubiconde !... N'est-ce pas qu'elle est belle ! » Pour cette bouchère il composait des sonnets et des stances, que notre camarade Hette, le Mercure galant de la grande cour, était chargé de faire parvenir à la farouche Dulcinée. Mais Zorobabel demeurait incorruptible. Dujardin, bien entendu, n'en obtint jamais de réponse, pas même un coup d'œil. Il en fut longtemps inconsolable...

J'étais bien loin de telles ardeurs. Je vivais toujours parmi les fantômes romantiques évoqués par Musset. Devant Juliette et Marguerite, et surtout devant cette Lucie aux blanches mains qui, durant les nuits d'été, faisait chanter les touches du clavier d'ivoire, cette sœur idéale de mes quinze ans, dont j'étais éperdument épris, qu'était-ce que ces vulgaires créatures, dont s'occupaient mes camarades ? Zorobabel, malgré ses beaux yeux, me paraissait du dernier commun. Et Marthe de C..., elle-même, malgré ses élégances tapageuses qui m'éblouissaient, me choquait par ses allures de fille. Non, non ! mes divinités à moi appartenaient à un autre monde ! Elles

habitaient plus haut !... Et pourtant il me fallait bien arriver à définir le « vague objet de mes vœux », à incarner sous les traits d'une mortelle ma Béatrice céleste. Et c'est ainsi que je m'amourachai lointainement d'une de mes cousines de Metz, blonde aux yeux bleus, bien plus âgée que moi et qui me traitait en gamin. Elle aussi aimait Musset. Avant que je l'eusse découvert, elle m'avait récité, un jour, la fameuse tirade du *Pélican*. Nous échangeâmes des lettres. Je la bombardai de déclarations en vers, je l'enguirlandai de strophes élégiaques et lyriques. Bientôt mes lettres restèrent sans réponse. Sa famille avait dû s'épouvanter de l'exaltation de mes sentiments, ou elle-même s'en scandaliser, car elle était fort prude.

Quoi qu'il en soit, je ne savais plus vers quelle Lucie diriger mes adorations. Alors je m'inventai, d'après Musset toujours, une Italie et une Espagne imaginaires, où j'installai, dans des palais de marbre et dans des alcôves « tigrées », mes impossibles amoureuses. Déjà, ces terres de soleil et de volupté me fascinaient. Mon romantisme a toujours été méridional. Insensiblement, l'idée me vint d'apprendre l'italien, comme pour me rapprocher davantage de ces pays de rêve. J'achetai une grammaire italienne et, en étude, j'étalai ce livre, que j'affectais de piocher avec ferveur. Une telle fantaisie me valut les moqueries de mes camarades. Car, à cette époque, en fait de langues étrangères, il n'y avait de sérieux que l'allemand. Mais cela me valut aussi l'amitié tout à fait inattendue d'un de mes condisciples qui, jusque là, ne m'avait témoigné que du dédain et même de l'aversion. C'était un garçon du nom de Carhaix, Breton à tête dure, si buté dans ses sentiments qu'il se serait fait tuer plutôt que d'en démordre. Fort comme un bœuf, il n'était pas très intelligent, mais sa sombre obstination, sa puissance de volonté, ses résistances irréductibles et surtout ses poings formidables inspiraient une sorte de respect. Ce Carhaix était un fanatique, — de ceux qui deviennent à l'occasion des héros ou des martyrs. Avec cela, fantasque, sujet à des lubies et à des engouements inexplicables. C'est ainsi qu'il s'était mis un beau jour à faire de l'espagnol. Ce dilettantisme le rapprocha de moi qui faisais de l'italien. Nous causâmes. Il avait un petit nombre d'idées auxquelles il tenait férocement et qui se réduisaient à des amours et à des haines également intransigeantes. Par dessus tout, il

détestait la République : je fus étonné qu'on pût haïr si fortement une chose dont je n'avais encore qu'une idée confuse. Là-dessus, il me révéla qu'il était noble et qu'il s'appelait en réalité : de Carhaix. Et, pour me le prouver, il tira d'un calepin une carte de visite qu'il me mit sous les yeux :

— Tiens ! me dit-il avec rudesse : voilà la carte de mon père !

Ayant pris le carton, j'y lus avec stupeur, sous un blason naïvement étalé : « Vicomte Adhémar de Carhaix, — chef cantonnier, — Sermaize-les-Bains. » Je n'en revenais pas. Cela m'inspira tout de suite pour ce garçon une considération mêlée de pitié. Je ne me demandai pas à la suite de quels revers, de quels drames peut-être, ou encore de quelles déchéances, ce vicomte était devenu cantonnier. Je ne compris pas non plus l'étrange orgueil de caste ni la protestation insolente que trahissait le libellé de cette carte. Mais je m'expliquai par là, — d'abord que Carhaix fût boursier, et ensuite tout ce qui grondait de rancunes et de fureurs rentrées dans cette âme sauvage. Toutefois cette confidence ne m'expliquait point pourquoi Carhaix faisait de l'espagnol et voulait m'entraîner à en faire avec lui. Je ne le sus jamais et, au surplus, je ne me souciai point de le savoir. Peut-être que si j'avais pu déchiffrer ses arrière-pensées, j'en eusse été effrayé. A mes yeux, cette soudaine passion de Carhaix pour l'espagnol, c'était un de ces caprices un peu fous comme il en avait souvent. Un même caprice m'entraînait vers l'italien. Chez moi, c'était de la sentimentalité amoureuse qui ne savait comment s'exprimer et se satisfaire.

Car je rêvais toujours à ma cousine aux yeux bleus. Quand je revins chez mes parents pour les vacances, je l'y retrouvai. Elle me manifesta une froideur qui me désespéra. Néanmoins j'étais sans cesse occupé d'elle. Un jour qu'elle était absente, j'entrai furtivement dans sa chambre, et que vis-je ?... sur la toilette, un bâton à papillottes (car, en ce temps-là, on portait encore des anglaises) et, enveloppant le bâton à papillotes, une de mes déclarations les plus enflammées, un poème où j'avais mis tout mon cœur et toute ma littérature, une adjuration que je croyais irrésistible autant qu'admirable. Et voilà le cas que la cruelle en faisait !...

(*A suivre.*)

LOUIS BERTRAND.

CHATEAUBRIAND HISTORIEN[1]

LES *ÉTUDES HISTORIQUES* ET LA CRITIQUE

« Sous le rapport sérieux, écrit Chateaubriand dans les *Mémoires d'outre-tombe*, j'ai complété le *Génie du Christianisme* dans mes *Études historiques*, un de mes écrits dont on a le moins parlé et qu'on a le plus volé. » Ce jugement, qui aurait dû donner à réfléchir à maint critique, n'est pas loin d'être l'expression même de la vérité.

Il y a en effet une sorte de préjugé général contre les *Études historiques* : le livre passe pour une besogne de librairie, hâtivement bâclée par un écrivain « à court d'argent » et qui utilise sans vergogne « l'œuvre de collaborateurs inexpérimentés ». Au moment où l'ouvrage parut, je ne relève guère qu'un assez bon article de Charles Magnin dans *le National*. Nisard, toujours si superficiel dans ses sévérités sentencieuses, ne mentionne même pas cette œuvre considérable d'un écrivain qu'il avait jadis si dévotement admiré. Sainte-Beuve n'a que quelques mots dédaigneux pour l'effort historique de Chateaubriand : « Détourné par les circonstances et par son ambition, écrit-il, il ne put de ce côté achever aucun corps d'ouvrage, et ne donna que des fragments, — des fragments brusques et saccadés, semés de lumières brillantes. » Vinet, plus respectueux, rend à peu près la même note : il « salue l'historien », mais ne s'arrête pas devant le « monument d'ailleurs inachevé, tronqué, où rien, si ce n'est le style, n'a reçu les derniers soins de l'ouvrier, où le porphyre massif émerge du milieu des gravois, où des colonnes hautaines attendent en vain l'entablement qui

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1927.

leur fut promis ». Villemain n'est guère plus élogieux : il parle de « corvée tardive », admire la beauté et la grandeur du sujet, mais regrette que l'auteur « ne s'y soit pas renfermé, à l'âge de sa plus grande force et de sa plus vive ardeur ». « Pourquoi, dit-il, cette œuvre, si digne de couronner une glorieuse vie d'étude, n'a-t-elle été pour l'historien lui-même que l'exécution hâtive d'un engagement forcé ? » Renan est plus dur encore : « M. de Chateaubriand, écrit-il, qui avait une intuition si vive des temps et des races, fut arrêté sur le seuil de la grande histoire par l'insuffisance de son instruction. » Émile Faguet lui-même passe les *Études historiques* sous silence. Je ne vois guère que Brunetière qui ait pressenti l'intérêt et la haute valeur du livre : « Les *Études historiques*, écrit-il, sont pleines de vues générales et originales, d'érudition même; et il est étrange que l'analyse en tienne ordinairement si peu de place dans l'examen des œuvres de Chateaubriand. » C'est la justesse et la vérité mêmes et il serait bien à souhaiter qu'une étude approfondie d'un homme du métier mît cette évidence définitivement en lumière.

Il faut dire, à la décharge des critiques, que Chateaubriand en personne est un peu responsable du peu de cas qu'ils ont fait de son livre. Les plaintes qu'il formule dans son *Avant-Propos* et sa *Préface* sur « sa méchante fortune », sur les « engagements » qu'il a été « obligé de contracter », sur cette « publication dont il n'est pas le maître » et qu'il « ne peut suspendre », sur « sa vie qui manque à son ouvrage », et sur « les débris » qu'il y a « entassés », toutes ces déclarations maladroites, même corrigées par d'autres, à la fois plus justes et plus habiles, n'étaient point faites pour inspirer confiance aux lecteurs et pour les dissuader de croire qu'en composant ses *Études historiques*, Chateaubriand s'était simplement « mis aux gages des libraires ».

CIRCONSTANCES DE COMPOSITION ET DE PUBLICATION

Telle n'était pourtant point l'exacte vérité. D'abord, que Chateaubriand ait eu toujours le goût de l'histoire, et même une réelle vocation d'historien, c'est ce dont témoignent, entre autres choses, maintes pages de l'*Essai sur les révolutions*, du *Génie du Christianisme* et des *Martyrs*. Il l'avait si bien senti

lui-même que, dès 1809, à la fin des *Martyrs*, nous l'avons vu, il annonçait sa très ferme intention de se tourner du côté des recherches historiques. En 1811, à la fin de l'*Itinéraire*, il renouvelait le même engagement. Et ce n'étaient point là vaines promesses et paroles en l'air. A plus d'une reprise, dans sa *Correspondance*, il manifeste son désir de « commencer ses grandes recherches sur l'histoire » et il indique l'état de son travail. Ce travail était déjà fort avancé quand l'Empire croula. L'abbé Pailhès a démontré que les six *Discours* qui en formaient l'imposante introduction étaient entièrement achevés; il conjecturait que la suite, celle qui s'intitule *Analyse raisonnée de l'histoire de France*, était rédigée jusqu'à l'avènement de Hugues-Capet. Sans pouvoir affirmer que cette partie de l'œuvre fût tout entière écrite *ne varietur*, et même en admettant que bien des pages fussent à l'état d'ébauches ou d'esquisses, je crois que Chateaubriand avait poussé beaucoup plus loin ses recherches, jusqu'au règne peut-être de Philippe VI de Valois. De sorte que les trois quarts de l'ouvrage, tel du moins que nous le possédons aujourd'hui, auraient été ou complètement rédigés, ou tout au moins ébauchés sous l'Empire.

Que plus tard, pressé d'en finir, pour tenir tous ses engagements, il ait moins fouillé et moins développé qu'il n'aurait voulu primitivement le faire, les parties qui lui restaient encore à écrire, c'est ce qui est vraisemblable, et ce qui, aussi bien, ressort de quelques-unes de ses déclarations. Mais il n'en est pas moins vrai que la majeure partie de l'œuvre, — et le style même en témoigne, — est contemporaine des *Martyrs* et de l'*Itinéraire*, et donc date de la grande époque de Chateaubriand, et que faire de ce livre, l'un des plus spontanés et des plus volontaires du poète du *Génie du Christianisme*, une pure et simple « besogne de librairie », c'est se méprendre grossièrement et sur l'œuvre et sur l'auteur.

Avec la Restauration commence la vie politique de Chateaubriand. Il renonce, ou à peu près, aux lettres : il est pris tout entier par l'action, par « l'histoire vivante ». Je ne suis d'ailleurs pas sûr que, durant ces quinze années de vie publique, à ses moments de loisir, il ne soit pas, de temps à autre, revenu à l'étude du passé. Mais, entre temps, il avait entrepris la publi-

(1) *Correspondance*, t. II, p. 373. A Mme de Duras, 19 juin 1813.

cation de ses *Œuvres complètes*, lesquelles devaient s'achever par deux volumes « contenant les discours qui servent d'introduction à son *Histoire de France* ». Rendu à la vie privée en 1829, par la chute du ministère Martignac, il travailla pendant dix-huit mois, à raison de « dix, douze et quinze heures par jour » à l'achèvement de ses *Études historiques*. L'ouvrage parut, en quatre volumes in-octavo, au mois de mai 1831. Au lendemain d'une révolution, dans tout le tumulte de l'organisation d'un régime nouveau, qu'il détestait et qui lui était mesquinement hostile, le moment était bien mal choisi pour une publication de ce genre. Chateaubriand qui, pour chacun de ses livres, avait, à un si haut degré, le sens de l'opportunité, se rendait très nettement compte combien cette fois les circonstances lui étaient défavorables, et sa *Préface* porte la trace de son amertume et de ses regrets.

Il est infiniment probable en effet que si les *Discours*, — qui forment un tout, et qui étaient achevés, — avaient paru sous l'Empire, ils eussent été accueillis avec une extrême faveur. La faveur a été moindre sous la monarchie de Juillet; surtout, elle a été plus silencieuse. Mais quand Chateaubriand a l'air de croire qu'il s'est « livré puérilement à la composition d'un ouvrage dont personne ne parcourra une ligne », il se trompe. Les *Études historiques* ont si peu passé inaperçues, qu'elles ont eu, en seize ans, seize éditions, dont quatre en dehors des *Œuvres complètes*. Ce n'est assurément point là le succès du *Génie du Christianisme*, et même des *Martyrs* : ce n'est pas l'insuccès que l'auteur paraissait craindre.

LE DESSEIN DES « ÉTUDES »

Une vaste *Histoire de France* jusqu'à la mort de Louis XVI, précédée de quatre grands discours préliminaires qui eussent conduit les événements depuis les origines gauloises jusqu'à l'avènement de Philippe de Valois : tel paraît avoir été le dessein primitif de Chateaubriand en composant les *Études historiques*. De cet immense programme, la dernière partie, celle qui, allant de Philippe VI à Louis XVI, devait être l'essentiel dans la pensée de l'auteur, a été, faute de temps, considérablement abrégée ; le reste semble bien avoir été exécuté conformément à ses intentions premières, mais avec une répartition un peu

différente : les deux premiers discours en sont devenus six ; et les deux autres portent simplement pour titre : *Analyse raisonnée de l'histoire de France*. L'*Histoire de France* proprement dite présente une ordonnance moins symétrique. Les pages consacrées à Philippe VI et à Jean II sont accompagnées de « fragments » que sans doute Chateaubriand aurait su fondre dans une rédaction plus développée, mais qu'il n'a pas eu le courage de sacrifier ; puis, de Jean II à Louis XVI, reprend l'*Analyse raisonnée de l'histoire de France*. Cette disposition, qui peut prêter aisément à la critique, accentuait l'impression d'inachèvement que Chateaubriand, avec une franchise peut-être excessive, prenait comme à tâche de donner à ses lecteurs. « Je travaillais depuis bien des années, nous dit-il, à une histoire de France dont ces *Études* ne présenteront que l'exposition, les vues générales et les débris. Ma vie manque à mon ouvrage : sur la route où le temps m'arrête, je montre de la main aux jeunes voyageurs les pierres que j'avais entassées, le sol et le site où je voulais bâtir mon édifice. »

Dans tous les ouvrages de l'esprit, ce sont les vues générales qui surtout importent. En nous livrant les siennes, et en réduisant à cela son principal effort, Chateaubriand, en somme, nous a donné tout l'essentiel de sa pensée. Nous connaissons assez le grand artiste qu'il était pour savoir que si, comme il le dit, la vie n'avait pas manqué à son ouvrage, il aurait su écrire une œuvre fortement composée et harmonieusement construite, et qui, peut-être, eût découragé Michelet d'en entreprendre une semblable. Faisons-lui donc grâce des qualités d'exécution qu'il n'a pas eu le loisir de déployer entièrement, et à travers les parties achevées et les parties abrégées de son œuvre, essayons d'en ressaisir le dessein général.

Ce que Chateaubriand a visiblement tenté, dans ses *Études historiques*, c'est de nous donner, l'une soutenant l'autre, et l'une conduisant à l'autre, une philosophie de l'histoire des Origines chrétiennes et une philosophie de l'histoire de France. Il a voulu opérer une sorte de synthèse des connaissances et des méthodes historiques de son temps et de l'amas des faits connus dégager une interprétation hautement satisfaisante pour l'esprit de l'humaine destinée.

Avant lui, deux philosophies de l'histoire se trouvaient en présence et en opposition : l'une, dont le *Discours sur l'histoire*

universelle est la plus magnifique espression, installe le christianisme au cœur de l'histoire humaine : tout y conduit et tout en découle. Tout, dans la vie de l'humanité ancienne, dans la chute et la succession des Empires, tout a été disposé et aménagé pour que, à un certain moment du temps, et dans un certain endroit de l'espace, le Christ pût paraître, remplir sa mission, accomplir les prophéties. Révéler le Christ aux peuplades qui ne le connaissent pas encore, se conformer exactement à sa doctrine, « qui a, d'abord, toute sa perfection », voilà désormais l'unique objet, la loi idéale de l'activité humaine. Toute différente est la conception que développe ou que suggère Voltaire dans son *Essai sur les mœurs*. Parmi bien des erreurs, des calamités et des crimes, l'humanité porte en elle-même le moyen d'améliorer sa condition : qu'elle s'affranchisse de la superstition, même et surtout de la superstition chrétienne, source funeste de tous ses maux, qu'elle obéisse aux prescriptions de la raison : les heureux progrès matériels et moraux qu'elle a réalisés dans cette voie lui sont un sûr garant de ceux qu'il lui reste à accomplir.

Ni l'une ni l'autre de ces deux philosophies ne saurait satisfaire Chateaubriand. A l'une et à l'autre il reproche de mutiler et de déformer la vérité de l'histoire. Voltaire nie puérilement la réalité du fait et du besoin religieux, et il méconnaît l'excellence civilisatrice du christianisme ; mais, d'autre part, Bossuet condamne l'humanité à une sorte d'automatisme et de piétinement sur place dont elle ne saurait s'accommoder. « Bossuet a renfermé les événements dans un cercle rigoureux comme son génie ; tout se trouve emprisonné dans un christianisme inflexible. L'existence de ce cerceau redoutable, *où le genre humain tournerait dans une sorte d'éternité sans progrès et sans perfectionnement*, n'est heureusement qu'une imposante erreur. » Il est parfaitement vrai que le christianisme est le centre de l'histoire et le rouage essentiel de la vie humaine. Mais le christianisme n'est pas une vérité toute faite qu'il s'agit d'apprendre et d'appliquer ; le christianisme est un ferment ; il est un principe de progrès indéfini et de perfectionnement spirituel ; il s'enrichit de tout ce que l'humanité, dans tous les ordres, sous son impulsion ou en dehors de lui, a réalisé de bon et de beau. Ainsi conçu, il échappe aux objections que le XVIII^e^ siècle a accumulées contre lui : il est vraiment la loi

idéale de l'activité humaine. Chateaubriand a accompli ce miracle de réconcilier Bossuet et Voltaire, de « rectifier » l'*Histoire universelle* par l'*Essai sur les mœurs*.

Comment ce progrès s'est-il réalisé, ou se réalisera-t-il ? Par la réconciliation, par l'intime pénétration mutuelle des « principes générateurs des faits », des trois vérités essentielles, la vérité politique, c'est-à-dire l'ordre et la liberté, la vérité philosophique, c'est-à-dire l'indépendance de l'esprit de l'homme, la vérité religieuse, c'est-à-dire la connaissance d'un Dieu unique manifestée par un culte. Ces trois vérités se sont souvent combattues dans le passé ; elles tendent de plus en plus à s'unir. Exposer ces oppositions, ces conflits, ces alternatives de défaites et de victoires, ces efforts vers l'union et la réconciliation progressive : tel est l'objet des *Études historiques*.

Cet esprit de conciliation qui inspire sa philosophie générale, Chateaubriand l'a porté dans sa méthode, dans ses procédés d'investigation et d'exposition. Au moment où il écrivait, trois écoles historiques se disputaient la faveur publique : l'école narrative, l'école fataliste, l'école philosophique. Chacune de ces écoles, d'après lui, partait d'une idée juste qu'elle faussait en l'exagérant, et qu'il y avait donc lieu d'adopter, tout en la rectifiant et en la complétant. « La perfection, écrit-il, serait de marier les trois systèmes : l'histoire philosophique, l'histoire particulière, l'histoire générale ; d'admettre les réflexions, les tableaux, les grands résultats de la civilisation, en rejetant des trois systèmes ce qu'ils ont d'exclusif et de sophistique. »

Et, conformément à ces principes, Chateaubriand va exposer la chute de l'Empire romain, la formation des nations modernes, et en particulier de la nation française.

LA VALEUR HISTORIQUE DU LIVRE

Il est assez difficile, dans l'état actuel des choses, de déterminer avec précision la valeur proprement historique du grand ouvrage de Chateaubriand. Tant qu'un historien de métier n'aura pas consacré à cette enquête l'étude approfondie, minutieuse, autorisée, qu'elle mérite, nous en serons réduits, sur ce point, à des conjectures ou à de simples impressions personnelles. Mais on peut au moins tâcher de bien poser les ques-

tions, et, sous bénéfice d'inventaire, essayer d'y brièvement répondre.

La première serait de savoir ce que valait, pour l'époque où il écrivait, la documentation de Chateaubriand. Était-elle de première ou de seconde main ? N'a-t-elle rien négligé d'essentiel ? Si l'on se reporte aux citations et aux notes, il semble bien que l'auteur des *Études historiques* ait dépouillé consciencieusement les textes anciens qui sont à la base de toute recherche touchant les premiers siècles du christianisme, et qu'il en ait tiré un judicieux et, souvent, ingénieux parti. Si peut-être il n'a pas poussé jusque dans le dernier détail les scrupules et les exigences de la « science » historique moderne, que d'ailleurs son œuvre de synthèse ne comportait pas, il a très bien vu et très bien senti que le premier devoir de l'historien était de recueillir des faits, aussi nombreux, aussi significatifs, et, comme il le dit finement, aussi « complets » que possible, bref, que toute histoire digne de ce nom sera à base d'érudition, ou ne sera pas. Et l'un des premiers parmi les historiens du XIX^e^ siècle, il s'est efforcé de prêcher d'exemple.

Rassembler des faits ne suffit pas ; il faut que ces faits soient solidement établis et sérieusement contrôlés ; l'une des opérations les plus délicates de la besogne historique consiste dans la critique des témoignages. A cet égard particulièrement, on voudrait, pour apprécier l'effort de Chateaubriand, l'avis motivé d'un spécialiste. On entrevoit qu'il n'accepte pas sans vérification préalable les affirmations des anciens auteurs, qu'il discute à l'occasion leurs allégations, qu'il se tient au courant des dissertations érudites. Assurément, dans cette voie, il laissera beaucoup à faire après lui, et il y aurait quelque puérilité à le transformer en un Fustel de Coulanges. Mais le propre de la critique étant de se dévorer elle-même, il ne faut pas juger les devanciers par leurs successeurs, et dans la multiplicité des problèmes que soulève l'étude du passé, savoir, suivant le mot de Pascal, « douter où il faut », est un art dont nul ne saurait se flatter d'avoir épuisé les secrets : il suffit, et tel paraît bien avoir été le mérite de Chateaubriand, d'être en garde contre les solutions trop simplistes et de faire à un sage scepticisme sa juste part.

Les matériaux de l'histoire une fois réunis, il s'agit de les mettre en œuvre et d'en composer des ensembles qui donnent

une idée exacte et vivante des temps révolus. Ici l'érudition et la critique ne suffisent plus : l'art intervient, qui choisit, abrège, devine, groupe et recompose. Ici, Chateaubriand se retrouve avec toutes les qualités d'artiste évocateur que nous lui connaissons. Il a su mener de front l'exposition successive des faits, la description des mœurs et le développement des idées. Toujours épris de pittoresque, de réalité concrète et colorée, il a multiplié les portraits, les détails précis et qui peignent, les tableaux largement brossés. Voici, par exemple, Julien l'Apostat :

Julien avait des vertus, de l'esprit, et une grande imagination : on a rarement écrit et porté la couronne comme lui. Il détestait les jeux, les théâtres, les spectacles ; il était sobre, laborieux, intrépide, éclairé, juste, grand administrateur, ennemi de la calomnie et des délateurs. Il aimait la liberté et l'égalité, autant que prince le peut ; il dédaignait le titre de seigneur ou de maître... De grandes imperfections balançaient dans Julien ses éminentes qualités ; il gâtait son caractère original en copiant d'autres grands hommes, et semblait n'avoir de naturel que sa perpétuelle imitation. Il s'était surtout donné pour modèle Alexandre et Marc-Aurèle : *sa mémoire envahissait ses actions*; *il avait fait entrer son érudition dans sa vie*... Ses actes de clémence étaient peu méritoires : le dédain y ayant plus de part que la générosité. Léger, railleur, pétulant, questionneur sans dignité, d'une loquacité intarissable, il eût été cruel, s'il se fût laissé aller à son penchant...

Et voici, par contraste, celui de saint Jérôme :

Saint Jérôme est une autre grande figure de ces temps, mais d'une tout autre nature : orageux, passionné, solitaire, regrettant le monde dans le désert, le désert dans le monde ; voyageur qui cherche partout un abri et qui se surcharge de travaux, comme il se couvre de sable, pour étouffer ce qu'il ne saurait étouffer ; matelot naufragé, pèlerin sauvage et nu qui apporte ses douleurs aux lieux des douleurs du Fils de l'homme, et qui, courbé sous le poids des jours, peut à peine rester au pied de la croix...

Voici encore un portrait de Louis XI, qui est bien vigoureusement buriné :

Ce personnage, unique dans nos annales, ne semble point appartenir à la série des rois français : tyran justicier aux mœurs basses, chéri et méprisé de la populace ; faisant décapiter le connétable, et emprisonner les pies et les geais instruits à dire par les Parisiens :

« Larron, va dehors ; va, Perrette » : *esprit matois opérant de grandes choses avec de petites gens;* transformant ses valets en hérauts d'armes, ses barbiers en ministres, le grand prévôt en « compère », et deux bourreaux, dont l'un était gai et l'autre triste, en « compagnons » ; *regagnant par sa dextérité ce qu'il perdait par son caractère;* réparant comme roi les fautes qui lui échappaient comme homme ; brave chevalier à vingt ans, et pusillanime vieillard ; expirant entouré de gibets, de cages de fer, de chausses-trappes, de broches, de chaînes, appelées les « fillettes du roi », d'ermites, d'empiriques, d'astrologues ; mourant après avoir créé l'administration, les manufactures, les chemins, les postes ; après avoir rendu permanents les offices de judicature, fortifié le royaume par sa politique et ses armes, et vu descendre au tombeau ses rivaux et ses ennemis...

Mais si vivant et pittoresque qu'il soit, un historien n'est vraiment complet que si de son œuvre une philosophie se dégage, une interprétation générale des faits. Chateaubriand ne s'est pas contenté, « avant d'entrer dans l'histoire particulière de nos pères », de « peindre ces trois mondes coexistants confusément : le monde païen ou le monde antique, le monde chrétien, le monde barbare, espèce de trinité sociale dont s'est formée la société unique qui couvre aujourd'hui la terre civilisée ». Il s'est élevé au-dessus des événements particuliers qu'il retraçait; il s'est efforcé d'en retrouver et d'en définir la loi.

CHATEAUBRIAND ET LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE

Cette loi du développement de l'histoire moderne, il l'a formulée dans une très belle page qui éclaire et résume toutes ses recherches historiques :

Les barbares, écrit-il, avaient à peine paru aux frontières de l'Empire que le christianisme se montra dans son sein. La coïncidence de ces deux événements, la combinaison de la force intellectuelle et de la force matérielle, pour la destruction du monde païen, est un fait où se rattache l'origine d'abord inaperçue de l'histoire moderne. Quelques invasions promptement repoussées, une religion inconnue se répandant parmi des esclaves, pouvaient-elles attirer les regards des maîtres de la terre? Les philosophes pouvaient-ils deviner qu'une révolution générale commençait? Et cependant, ils ébranlaient aussi les anciennes idées : ils altéraient les croyances, ils les détruisaient dans les classes supérieures de la société, à l'époque où le christianisme sapait les fondements de ces croyances, de ces idées, dans les

classes inférieures. *La philosophie et le christianisme, attaquant le vieil ordre de l'univers par les deux bouts, marchant l'un vers l'autre en dispersant leurs adversaires, se rencontrèrent face à face après leur victoire.* Ces deux contendants avaient pris quelque chose l'un de l'autre dans leur assaut contre l'ennemi commun; *ils s'étaient cédé des hommes et des doctrines;* mais quand, vers le milieu du IVe siècle, il fallut, non partager, mais assumer l'empire de l'opinion, le christianisme, bien qu'arrivé au trône, se trouva en même temps revêtu de la force populaire ; la philosophie n'était armée que du pouvoir des tyrans : Julien livra le dernier combat et fut vaincu. Brisant de toutes parts les barrières, les hordes des bois accoururent se faire baptiser aux amphithéâtres, naguère arrosés du sang des martyrs. *Le christianisme était alors démocratique chez la foule romaine, chez les grands esprits émancipés, et parmi les tribus sauvages :* le genre humain revenait à la liberté par la morale et la barbarie.

En d'autres termes encore, le fait essentiel, « le fait dominateur » de l'histoire de l'humanité, c'est l'apparition du christianisme. Ce n'est pas là une vue sentimentale, ou mystique, une construction de l'esprit : c'est un fait qui s'impose à tous les regards, sauf ceux qu'obnubile encore le préjugé d'un philosophisme suranné. « Soit qu'on le regarde avec les yeux de la foi ou avec ceux de la philosophie, le christianisme a renouvelé la face du monde. » Il a été le grand principe de regroupement des sociétés modernes, que la décadence romaine et les invasions barbares menaçaient d'une sorte de dissolution universelle, d'une régression vers l'animalité primitive. Quelles sont ses origines? Comment est-il né? Comment s'est-il constitué, répandu, développé? Comment, des circonstances mêmes qui auraient dû entraver sa diffusion et consommer sa ruine, a-t-il su tirer de nouveaux moyens de propagande et d'action? Ce sont là les questions capitales qui se posent à propos des premiers siècles de notre ère, et auxquelles il convient de subordonner toutes les autres. Y répondre d'une manière satisfaisante, c'est déterminer le sens des grands événements de l'histoire ; c'est proprement la tâche de l'historien philosophe.

Centre de ralliement de toutes les forces saines qui s'agitaient confusément dans le monde antique, le christianisme a triomphé de toutes les forces adverses de corruption et de décadence qui ruinaient la vieille société gréco-romaine. Il a réalisé l'union des trois vérités, religieuse, politique et philoso-

phique. Il s'est assimilé la philosophie antique : platonisme, aristotélisme, stoïcisme ont été absorbés par lui dans leurs éléments essentiels, dans leurs principes féconds et durables. Il a fondé sur des bases indestructibles la liberté humaine, supprimé l'esclavage, organisé le véritable ordre politique. Héritier légitime de toutes les traditions spirituelles, plus ou moins pures, qui étaient répandues dans le monde, il a inauguré le culte pur, il a rétabli dans ses droits, constitué en dignité la religion véritable. Sous son action souveraine, se sont combinés les divers éléments dont l'assemblage constitue la vie sociale, et le moyen âge est sorti de cette opération féconde.

Mais le christianisme, à son tour, a exagéré son propre principe ; il a visé au despotisme. En luttant contre les hérésies, il s'est insurgé contre toute initiative intellectuelle ; il a fini par opprimer l'indépendance de l'esprit. Celui-ci a voulu réagir, et comme il arrive dans toutes les réactions, s'est laissé entraîner à des excès condamnables : la Réforme, puis l'Encyclopédie se sont dressées contre la tradition catholique, et, sous prétexte de défendre le juste principe de la liberté spirituelle, ont abouti à un individualisme forcené, à une sorte d'anarchie destructrice de toute autorité religieuse. D'autre part, le régime politique qui avait peu à peu succédé à l'organisation féodale s'était lui aussi laissé entraîner au delà de ses justes bornes : la royauté sagement modératrice et organisatrice de saint Louis était devenue la monarchie absolue et souvent arbitraire de Louis XIV et de Louis XV. De ces ruptures d'équilibre et de ces abus de pouvoir était née la Révolution française, qui, un moment, sembla devoir emporter tout l'ordre ancien. Au sortir de cette crise, il s'est produit un nouveau regroupement des forces constitutives de toute société humaine, et les trois « vérités » essentielles se sont réconciliées : l'idée chrétienne, épurée par l'épreuve, a repris son ascendant sur les consciences ; l'idée philosophique, dégagée des partis pris et des chimères, s'est soumise aux leçons de l'expérience ; en politique enfin, après bien des erreurs et des tâtonnements, on en vient de plus en plus à vouloir l'ordre dans la liberté.

Plus large, plus souple, plus compréhensive que celle de Bossuet, moins étroitement partiale que celle de Voltaire, cette philosophie de l'histoire a peut-être le tort d'être un peu trop exclusivement française, en ce sens qu'elle place la France au

centre du monde, et qu'elle juge les événements de l'histoire moderne d'après ce qui s'est passé en France. Or, si important que soit le rôle joué par la France dans l'histoire universelle, il serait difficile de prétendre que tout ce qui s'applique à elle s'applique également bien aux autres peuples de la planète : ni l'histoire d'Angleterre, par exemple, ni celle de Russie ne justifieraient entièrement les vues générales que l'étude de la nôtre a inspirées à Chateaubriand, à bien plus forte raison, celle de l'Inde, de la Chine ou du Japon. D'autre part, il ne semble pas que l'auteur des *Études historiques* ait suffisamment tenu compte d'un double facteur qui, de plus en plus, va conditionner l'évolution des sociétés humaines : à savoir la science et la démocratie : il est vrai qu'en 1830 on était excusable de ne pas prévoir toute l'importance prochaine et capitale que, dans l'histoire de la civilisation contemporaine, vont prendre ces nouveaux éléments d'action.

Ces réserves faites, il reste que l'essai de synthèse que nous propose Chateaubriand témoigne de beaucoup d'ingéniosité et de pénétration. Il ne fait pas violence aux faits ; il en explique assez bien la suite et l'enchaînement ; il répudie les excès et les étroitesses des systèmes antérieurs ; il en accueille les parties solides et positives. Il a l'intelligence hospitalière et conciliatrice ; il reprendrait volontiers à son compte le mot du philosophe que les systèmes sont vrais en ce qu'ils affirment et faux en ce qu'ils nient. Bossuet et Voltaire encore une fois se trouvent réconciliés dans une conception plus haute. Le dogmatisme théologique du premier ne s'oppose plus à l'empirisme rationaliste du second. La révélation est admise et ses titres à notre créance apparaissent justifiés par l'histoire ; mais, en même temps, la notion du progrès est acceptée, et l'étude des faits semble légitimer une partie au moins des espoirs que la philosophie du XVIII^e^ siècle avait fondés sur elle. Chateaubriand a définitivement renoncé à cette idée profondément pessimiste du cercle infranchissable dans lequel l'humanité tourne sans trêve, qui formait le fond de sa philosophie à l'époque de l'*Essai sur les révolutions :* il ne dénie plus à l'effort humain le pouvoir de rompre le faisceau des fatalités extérieures, d'insérer quelque chose d'inédit dans la trame des événements successifs. Mais, à la différence d'un Condorcet, par exemple, il ne professe pas la théorie un peu puérile de ce que l'on

pourrait appeler le progrès rectiligne, suivant laquelle chaque génération l'emporterait nécessairement sur la génération précédente, simplement parce qu'elle la suit dans le temps. Il admet, parce qu'il les constate, des points d'arrêt et de rebroussement dans la ligne du développement humain ; il croit à des périodes de décadence, et, comme nous dirions de nos jours, à des « régressions » ; en un mot, sa pensée est toute proche de la nôtre, et quand nous appliquons à l'histoire les conceptions évolutionnistes, nous ne faisons bien souvent que suivre et développer les directions indiquées par Chateaubriand.

L'IDÉE CHRÉTIENNE DANS LES *ÉTUDES HISTORIQUES*

« Le christianisme n'est point le cercle inflexible de Bossuet, écrivait-il ; *c'est un cercle qui s'étend à mesure que la société se développe ;* il ne comprime rien ; il n'étouffe rien ; il ne s'oppose à aucune lumière, à aucune liberté. » Nous avons là, en raccourci, l'idée centrale, l'idée maîtresse des *Études historiques*, celle qui rattache directement l'ouvrage à la thèse essentielle du *Génie du Christianisme*, dont il est, en quelque sorte, l'illustration par les faits.

Sur la question de la transcendance du christianisme Chateaubriand est extrêmement bref ; il ne s'embarrasse point d'une longue métaphysique. Il dira simplement : « La vérité religieuse est la connaissance d'un Dieu unique manifestée par un culte. Le vrai culte est celui qui explique le mieux la nature de la Divinité et de l'homme ; par cette seule raison le christianisme est la religion véritable. » A ceux qui seraient tentés de trouver ces considérations un peu brèves, il répondrait sans doute que, simple historien, il n'a point pour mission d'examiner les titres philosophiques de la religion chrétienne ; il l'étudie dans l'histoire ; il la prend comme un fait dont il suit les vicissitudes et les conséquences. « Après avoir prêché l'Évangile, Jésus-Christ laisse sa croix sur la terre : c'est le monument de la civilisation moderne. Du pied de cette croix, plantée à Jérusalem, partent douze législateurs pauvres, nus, un bâton à la main, pour enseigner les nations et renouveler la face des royaumes. » Ce sont les premières lignes du premier *Discours*, et c'est le point de départ de toute l'enquête historique.

Et l'historien suit à la trace la diffusion, d'abord souterraine, puis de plus en plus visible, de la religion nouvelle. Il la montre se propageant d'abord dans les milieux populaires, puis se révélant aux élites, et enfin s'imposant aux puissants du jour. Il recueille, analyse et commente les témoignages, dégage et coordonne les faits révélateurs, et nous fait assister presque année par année à la propagation de la foi chrétienne dans cette société où la brutalité et la corruption des mœurs, l'instabilité gouvernementale, la superstition, le scepticisme moral et religieux exercent de tels ravages, qu'elle nous apparaît en pleine décadence, proie facile et tentante qui s'offre aux barbares envahisseurs. A ce premier stade de son développement, deux grands dangers, qui auraient pu être aisément mortels pour toute autre doctrine, menaçaient le christianisme naissant : la persécution et l'hérésie. La persécution, bien loin d'en arrêter les progrès, ne fit que donner à la religion nouvelle, avec la sanglante consécration du martyre, un élan, une impulsion, une force persuasive qu'elle n'aurait pas eus sans cette suprême épreuve. L'hérésie, les hérésies plutôt, furent plus difficiles à vaincre et à extirper, et il fallut plusieurs siècles de controverses et de luttes ardentes pour en venir à bout. Enfin, au sortir de toutes ces épreuves, l'Église triomphante s'installe avec Constantin sur le trône impérial : elle est le pouvoir spirituel des temps nouveaux. Ayant fait la conquête de la société païenne, elle sera la seule force organisée que trouvera devant lui le flot des barbares ; elle leur résistera, les civilisera et les convertira.

Des débris de l'ancien monde, du mélange des peuples et des races est sortie une société nouvelle dont le christianisme formera l'armature intérieure. Contrairement à ce qu'on pensait au siècle précédent, l'époque pendant laquelle s'est constituée et s'est développée cette société d'un type entièrement inédit, le moyen âge, est une grande époque de l'histoire. Comme toutes les époques de l'histoire humaine, elle a eu ses tares et ses misères ; mais plus que beaucoup d'autres, elle a obéi à un constant idéal. Grâce au christianisme, elle s'est élevée, dans l'ordre moral et religieux, à une hauteur que l'humanité n'avait encore jamais atteinte; et c'est encore le christianisme qui, dans le naufrage du monde antique, a sauvé tout ce qui méritait d'en être conservé, notamment cette fleur de civilisa-

tion littéraire et artistique que la rudesse barbare avait failli étouffer.

« Les couvents, écrit Chateaubriand, devinrent des espèces de forteresses où la civilisation se mit à l'abri sous la bannière de quelque saint : la culture de la haute intelligence s'y conserva avec la vérité philosophique qui renaquit de la vérité religieuse. La vérité politique, ou la liberté, trouva un interprète et un complice dans l'indépendance du moine qui recherchait tout, disait tout et ne craignait rien. » Conservation des manuscrits de l'antiquité profane et chrétienne, transmission des connaissances scientifiques, grandes découvertes, encouragements aux arts, à « tous les arts », dans toutes les provinces de la vie spirituelle, le catholicisme a fait sentir sa salutaire influence. « La musique, la peinture, la gravure et surtout l'architecture ont des obligations infinies aux gens d'Église... L'architecture que nous appelons mal à propos gothique dut en majeure partie sa gloire, dans le XII^e^ et le XIII^e^ siècle, à des clercs, des abbés, des moines et des hommes affiliés aux établissements ecclésiastiques. » Pour prix de tous ses services, l'Église vit alors s'accroître sa toute-puissance, et il est indéniable qu'en plus d'une circonstance elle abusa de son autorité et empiéta sur le droit d'autrui. Mais il faut reconnaître que, « démocratique » et « plébéienne » par son origine et son organisation, elle fut le plus souvent un bienfaisant contrepoids et un frein singulièrement efficace à l'arbitraire, à la tyrannie, à la brutalité des « puissants de la terre ». On ne saurait mettre en balance les abus de pouvoir du clergé séculier et régulier, et même du Saint-Siège, avec cet immense bienfait social que fut l'abolition de l'esclavage, et dont l'Église fut l'unique ouvrière. D'autre part, on lui doit la constitution de ce quelque chose d'unique dans l'histoire, qui s'appelle la chrétienté, cette expression admirable de la conscience européenne. La chrétienté a réalisé la grande œuvre des croisades, guerres de représailles des peuples de l'Occident marchant à la conquête d'un tombeau. « Des mœurs pleines de splendeur et de naïveté, des crimes et des vertus, des croyances ardentes, des faits héroïques, des souvenirs merveilleux, d'immenses résultats matériels et moraux, scientifiques et politiques, voilà ce que représentent les croisades. » Et si l'on joint à tout cela la naissance et le développement de la chevalerie, cette fleur exquise d'une société

fondée tout entière sur la conscience et sur l'honneur, on voit combien a été considérable et combien a été bienfaisant dans la formation du monde moderne l'apport propre du christianisme.

Le moyen âge avait vu naître des hérésies, mais peu durables. « Les hérésies ne furent que la vérité philosophique, ou l'indépendance de l'esprit de l'homme refusant son adhésion à la chose adoptée. » En ce sens, elles eurent un effet salutaire : « elles conservèrent un droit naturel et sacré, le droit de *choisir*. » La Réforme eut une tout autre importance : elle « devint, dès son origine, une affaire d'État, et divisa sans retour la cité ». « Ce fut, à proprement parler, la vérité philosophique qui, revêtue d'une forme chrétienne, attaqua la vérité religieuse. La Réformation servit puissamment à transformer une société toute militaire en une société civile et industrielle; ce bien est immense, mais ce bien a été mêlé de beaucoup de mal, et l'impartialité historique ne permet pas de le taire. » Le christianisme, de par son origine, avait été démocratique; la Réforme fut aristocratique : « de race princière et patricienne, elle ne sympathise pas avec la foule. » De là bien des conséquences qui ne sont pas toutes à l'avantage du protestantisme. « Sous le rapport religieux, la Réformation conduit insensiblement à l'indifférence ou à l'absence complète de foi : la raison en est que l'indépendance de l'esprit aboutit à deux abîmes : le doute et l'incrédulité. » Elle a, de plus, « ressuscité le fanatisme catholique qui s'éteignait ». Enfin son zèle iconoclaste a failli consacrer l'avènement d'une barbarie nouvelle; elle a « rétréci le génie dans l'éloquence, la poésie et les arts »; et cela est si vrai que, « dans les diverses branches de la religion réformée, cette communion s'est plus ou moins rapprochée du beau, selon qu'elle s'est plus ou moins éloignée de la religion catholique ». « Rebelle à l'autorité des traditions, à l'expérience des âges, à l'antique sagesse des vieillards, le protestantisme se détacha du passé pour planter une société sans racines. » Il n'est d'ailleurs pas vrai qu'il ait fondé la liberté politique; il n'a fondé que la liberté philosophique; celle-ci n'a conduit à la liberté politique qu'en France, « vraie patrie de la catholicité ».

Survivant à toutes les révolutions des empires et des doctrines, le christianisme a traversé les siècles et s'est maintenu inaltérable. Que doit-on penser de son état présent et de son

avenir? A cette question, qu'il avait déjà posée à la fin de son *Essai sur les révolutions*, Chateaubriand répond maintenant d'une tout autre manière. « Le christianisme est la synthèse de l'idée religieuse; il en a réuni les rayons : le panthéisme est l'analyse de la même idée, il en disperse les éléments. » Même philosophiquement parlant, le panthéisme ne saurait prétendre à remplacer le christianisme. « Religieusement parlant, on est obligé de conclure de ces investigations impartiales, *qu'il n'y a rien après le christianisme*. » « Le christianisme n'a point d'héritier dans notre siècle. » « Mais si le christianisme tombe comme toute institution que l'homme a touchée et à laquelle il a communiqué la défaillance de sa nature, si le temps de cette religion est accompli, qu'y faire? Le mal est sans remède. » — « Je ne le pense pas, répond fermement Chateaubriand. Le christianisme intellectuel, philosophique et moral a ses racines dans le ciel, et ne peut périr; quant à ses relations avec la terre, il n'attend pour se renouveler qu'un grand génie. On aperçoit très bien aujourd'hui la possibilité de la fusion des diverses sectes dans l'unité catholique; mais la première condition pour arriver à la recomposition de l'unité, c'est l'affranchissement complet des cultes. » Et Chateaubriand insiste à plusieurs reprises sur cette idée, qui évidemment lui tient au cœur, d'un prochain renouvellement du catholicisme. « Les antipathies entre les diverses communions n'existent plus, dit-il encore... Tout tend à recomposer l'unité catholique; avec quelques concessions de part et d'autre, l'accord serait bientôt fait. » Mais il faut, pour cela, que la religion catholique cesse d'être « une religion soldée » : « tant qu'elle ne retournera pas au pied et à la liberté de la croix, elle languira dégénérée. »

Le *Génie du Christianisme* avait été une apologie esthétique de la religion chrétienne. Les *Études historiques* ne sont pas exclusivement, elles sont surtout une apologie historique.

INFLUENCE ET PORTÉE DE L'ŒUVRE

Est-il vrai, comme l'a prétendu Chateaubriand, que les *Études historiques* soient « un de ses écrits dont on a le moins parlé et qu'on a le plus volé »? En tout cas, c'est l'un de ces livres dont l'influence, peut-être plus secrète que visible, s'est

exercée, au moins indirectement, même sur ceux qui ne l'ont point pratiqué.

D'une manière générale, la vive impulsion que, par le *Génie du Christianisme* et par *les Martyrs*, Chateaubriand avait donnée aux recherches historiques, ses *Études* l'ont redoublée, précisée, amplifiée. Augustin Thierry, Guizot, Barante, Michelet, Thiers et Mignet, qui lui devaient, au moins en partie, l'éveil de leur vocation, et dont il avait du reste utilisé copieusement les travaux, et même les formules (1), se sont sentis encouragés, par cet illustre exemple, à persévérer dans leur effort. Le génie conciliateur de Chateaubriand les a mis en garde contre les dangers de l'esprit de système ; il leur a prêché à tous, par la théorie et par l'exemple, le véritable esprit historique : érudition, étude patiente des faits rigoureusement contrôlés et critiqués et soumission au fait, alliance nécessaire de l'art et de la philosophie, de l'évocation pittoresque et des vues générales. Plus qu'aucune autre, l'école historique moderne est redevable à Chateaubriand. Et son influence ne s'est point bornée aux seuls historiens de profession ; elle ne s'est point confinée dans les limites d'un genre ; elle s'est étendue à la littérature générale. Poètes, romanciers, critiques, philosophes, se sont inspirés de son esprit et de ses directions. Si l'on a pu appeler le XIX^e^ siècle le siècle de l'histoire, nul doute que l'auteur des *Études historiques* n'en soit le principal responsable.

Sur quelques points particuliers, il semble que son influence ait été encore plus nettement décisive. La réhabilitation du moyen âge, à l'égard duquel le XVIII^e^ siècle avait fait preuve d'une si inintelligente injustice, si elle n'est pas l'œuvre exclusive de Chateaubriand, lui est due pour une très large part. Érudits, historiens et écrivains d'imagination se sont mis, à son appel, à étudier une époque que l'ignorance et le parti pris affectaient de traiter avec un souverain mépris, et dont ils ont retrouvé les titres et mis en lumière la réelle grandeur. Ici encore, avant les romantiques, Chateaubriand a été le principal

(1) « Le fief, écrit Chateaubriand (*Études ou Discours historiques*, tome III, éd. Ladvocat des *Œuvres complètes*, tome V^e^ *bis*, p. 374), était la confusion de la propriété et de la souveraineté. » C'est du Guizot : « La fusion de la souveraineté avec la propriété, je veux dire l'attribution au propriétaire du sol, sur tous les habitants de ce même sol, de tous ou presque tous les droits qui constituent ce que nous appelons souveraineté et ne sont aujourd'hui possédés que par le gouvernement, le pouvoir public. » (*Histoire de la civilisation en France*, 32^e^ leçon.)

initiateur. Augustin Thierry et Guizot étaient depuis longtemps ses disciples; les meilleures parties de l'*Histoire de France* de Michelet procèdent manifestement de son inspiration; les jugements d'Auguste Comte sur le moyen âge rappellent curieusement les siens; et les célèbres pages de Taine sur la conscience et l'honneur font si bien écho à certains développements des *Études historiques* qu'on pourrait les en croire directement issues.

Enfin, Chateaubriand a mis en un si vigoureux relief l'importance du facteur religieux dans la « suite » de l'histoire moderne, qu'il en a comme imposé l'étude à tous ceux qui sont venus après lui. Comme jadis à Bossuet, le fait chrétien lui est apparu comme le fait capital de l'histoire universelle; plus il a, dans le détail des événements et des textes, étudié le passé, plus cette vérité a revêtu à ses yeux le caractère d'une aveuglante évidence; et il y a si fortement insisté, qu'il a bien fallu mettre à l'épreuve ses allégations. Les travaux sur les origines chrétiennes, sur le développement des idées, des controverses et des institutions religieuses se sont multipliés à la suite de ses écrits d'histoire. Renan, qui n'a jamais perdu une occasion de décocher à son illustre devancier les pointes de son ironie, n'a peut-être jamais lu les *Études historiques*; sans les *Études historiques*, cependant, sans les préoccupations qu'elles ont fait naître, aurait-il eu seulement l'idée de ses *Origines du christianisme*? Et l'on peut se poser la même question pour quelques-uns des écrits d'Ernest Havet et de Gaston Boissier. Dans un tout autre camp, l'impulsion donnée a été encore plus féconde. L'idée s'est fait jour, — et sans doute Bossuet l'avait déjà eue, mais Chateaubriand a été bien inspiré de la reprendre et de la populariser, — l'idée s'est fait jour, parmi les écrivains les plus orthodoxes, que l'histoire la plus exacte, la plus impartiale, était, au fond, la meilleure des apologétiques. Et ils ont travaillé en conséquence. S'ils ne sont pas ingrats, ils peuvent faire à Chateaubriand l'honneur d'avoir inspiré leur activité.

Victor Giraud.

(*A suivre.*)

COMMENT SE TRANSFORME LA PRESSE ANGLAISE

L'humoriste canadien, Stephen Leacock, comparant la presse anglaise à celle des États-Unis dans sa *Découverte de l'Angleterre* (1), a tracé deux tableaux absolument opposés. Le journal américain, d'après lui, est fait pour être lu « par un homme pendu aux poignées d'un assourdissant métro-express, par un homme avalant un déjeuner sur un comptoir, par un homme debout sur une seule jambe, par un homme qui se fait faire la barbe en deux minutes, par un homme qui va se faire arracher des molaires par un dentiste ». Le journal anglais, tout au contraire, « est destiné à être lu tranquillement, appuyé contre le sucrier, par un homme qui prend lentement son *breakfast* dans un coin tranquille de club, ou par un banquier retiré des affaires, plongé dans un fauteuil de cuir, presque endormi, ou encore par un curé de campagne assis dans un fauteuil d'osier sous une véranda ».

Certes, des piliers du journalisme anglais comme le *London Times*, le *Liverpool Post*, le *Birmingham Evening Mail* ou tant d'autres, évoquent encore par leur apparence extérieure le souvenir d'une époque révolue. Le journal anglais coûtait autrefois très cher. Il était l'apanage d'une petite bourgeoisie aisée, paisible, oisive, l'accessoire de luxe que les voisins venaient emprunter au vieux notaire, comme on fait aujourd'hui à la campagne pour une échelle double ou une tondeuse mécanique

(1) Stephen Leacock, *My Discovery of England*, 1922.

à gazon. Il reflétait assez bien la physionomie de cette société qu'un siècle de luttes industrielles a tant modifiée. Depuis, l'esprit de tradition, aussi vivace dans les goûts du public anglais que dans les habitudes des journalistes eux-mêmes, a permis de subsister dans leur forme désuète, et souvent de prospérer, à ces représentants d'un autre âge qui peuvent justement donner une impression d'immobilité, de stagnation absolue.

Mais si, depuis cent ans, les façades sont souvent demeurées semblables, de nouveaux bâtiments, derrière, furent ajoutés. Sous des dehors immuables, des courants de vie intense circulent. A l'étude on découvre aisément des forces vives qui travaillent, non sans résistance, il faut l'avouer, à une transformation progressive du journalisme. Leur orientation générale, sans doute, est difficile à dégager, car nous sommes à une période de transition où leurs manifestations diverses se heurtent. Si l'on excepte, en effet, la transmission électrique des photographies, qui n'est pas encore mise au point, aucun événement récent, soit dans l'emploi des procédés techniques, soit dans l'organisation d'ensemble des journaux, n'est probablement destiné à marquer une étape aussi décisive vers des formes nouvelles que le fut, par exemple, l'emploi de la machine à vapeur par le *Times* à partir de 1814. Pourtant, la lente évolution présente, qui procède par petits sauts impossibles quelquefois à enregistrer individuellement, s'opère à la fois dans une multitude de compartiments et tend à donner à la grande presse anglaise un visage différent de celui qu'elle offrait avant la guerre.

LA GRANDE PRESSE D'AVANT LA GUERRE

Deux facteurs essentiels avaient contribué à faire éclore, dans la seconde moitié du siècle dernier, la « grande presse », parente riche de la presse politique qui figura longtemps avec le parlementarisme comme un des principaux titres de gloire de l'Angleterre. Ce fut d'abord la disparition des différentes taxes qui frappaient les journaux : l'impôt sur les annonces, aboli en 1853 ; le droit de timbre supprimé en 1855 ; le droit sur le papier, abandonné en 1861. Alors, les quotidiens se multiplièrent à Londres et dans la province. Ils étaient quatorze en

1846; on en compta plus de deux cents en 1910. Puis, la diffusion de l'enseignement primaire donna naissance à un vaste public capable de lire couramment. A la suite de l'*Education Act* de 1870, une population scolaire largement accrue se transforma, vingt ou trente ans plus tard, en une massive clientèle nouvelle. Le *Daily Mail*, le premier, en entreprit la conquête à partir de 1896. Ce fut le point de départ d'une formule neuve : le journal à l'usage du grand public.

Dès ce moment, le cadre dans lequel va se développer la presse anglaise est tracé. Son rôle est de vulgariser, plus que de conseiller ou de critiquer. Mais comme ses tendances restent encore nettement politiques, Alfred Harmsworth, le futur lord Northcliffe, pour attirer la clientèle féminine au journal quotidien trop sérieux, tente une audacieuse innovation : il fonde un *Daily Mirror*, dont toute la rédaction est confiée à un cénacle de dames. Les résultats sont désastreux; des dizaines de milliers de livres sterling sont englouties. Mais le Napoléon de la presse tire de cette expérience coûteuse un enseignement inappréciable : il découvre le goût marqué du peuple pour les images. Aussitôt il transforme son journal en un *Daily Mirror* illustré où les premières photographies voisinent avec les dessins au trait. Cette apparition en 1903 du journalisme illustré est le progrès le plus saillant, dans ce domaine, au début du xx^{e} siècle. A la suite des succès du nouveau *Mirror*, d'autres feuilles se créent, qui se signalent comme lui par leur petit format, par l'abondance des photographies, par la condensation des nouvelles en quelques paragraphes et la disparition des articles de fond. Leur caractère, comme celui des grands journaux populaires, est essentiellement primaire.

La guerre, on l'imagine sans peine, affecta beaucoup la presse anglaise. A bien des égards, ses effets furent durables, mais le plus net sans doute fut d'habituer l'ensemble de la population, au cours de ces années si pleines d'événements tragiques, à acheter et à lire au moins un journal chaque jour.

Aussi, dans la période actuelle, voyons-nous une presse en grande partie destinée à une clientèle populaire de niveau médiocre, une presse qui a dépassé son ère de grande et rapide croissance et cherche à se stabiliser. Certes, il n'est pas possible d'affirmer que le point de saturation du marché anglais

soit atteint : qui sait si l'avenir ne découvrira pas aux journaux de nouvelles couches sociales à exploiter ? Mais on peut constater que les gains de la plupart des quotidiens proviennent maintenant des pertes de leurs concurrents. Il semble qu'après le grand développement des soixante années d'avant guerre, un tassement soit en train de se produire. A la phase de conquête succède la phase d'organisation. Quels sont les principes qui dirigent cette organisation du terrain conquis par la grande presse ?

LES TENDANCES DIVERSES D'APRÈS GUERRE

Certaines données sur les conditions économiques du journalisme contemporain éclairent ce problème. Dans une large mesure, les grands journaux des pays modernes sont des entreprises commerciales qui vendent aux lecteurs des nouvelles et des articles, aux commerçants de la publicité. Leur diffusion considérable parmi les classes les plus modestes de la population a été partout favorisée par le coût minime de l'exemplaire. Tantôt par souci de propagande politique, tantôt pour secouer la concurrence de maisons rivales, le prix de vente du numéro a été abaissé. Il résulte de cette surenchère qu'aujourd'hui, dans la plupart des cas, le journal est vendu sensiblement au-dessous de son prix de revient.

Des Français peuvent s'étonner qu'il en soit ainsi en Angleterre où le lecteur le paie un ou deux *pence* (cinquante centimes ou un franc). C'est en effet une somme assez considérable en regard du prix moyen français de vingt-cinq ou trente centimes. Mais les frais sont plus élevés en Angleterre où les journaux paraissent sur douze ou seize pages et quelquefois davantage, emploient du papier meilleur, ont des services d'information plus étendus, paient de plus hauts salaires. Si l'on songe que les commissions aux intermédiaires et dépositaires rognent en outre un quart ou un tiers du prix de détail, on conçoit que le journal reçoive du lecteur pour chaque exemplaire moins que cet exemplaire ne coûte à produire. L'écart est généralement plus faible en France qu'en Angleterre, plus fort aux États-Unis. Quoi qu'il en soit, il cause dans les caisses du journal anglais un déficit chronique que la publicité doit compenser.

Mais on ne peut pas vendre de la publicité à l'aune comme du drap. Longtemps, les journaux anglais ont commis l'erreur de louer leurs colonnes en ne tenant compte que des dimensions de l'annonce et du nombre d'exemplaires qu'ils prétendaient tirer. Pourtant, la publicité ne rapporte que dans la mesure où les lecteurs y prêtent attention, surtout dans la mesure où, influencés par elle, ils sont capables d'acheter les produits annoncés. Ainsi les administrateurs de journaux anglais, à l'exemple de leurs confrères des États-Unis, ont-ils été amenés à considérer le pouvoir d'achat de leurs lecteurs. Telle est la raison profonde pour laquelle ils portent à la clientèle féminine un intérêt si grand qu'il constitue en vérité un trait caractéristique de l'époque contemporaine.

On a tenu outre-Manche un raisonnement simple. L'instruction publique est obligatoire pour les deux sexes. Les femmes sont donc en principe aussi capables que les hommes de lire le journal quotidien. Elles sont aussi plus nombreuses. A la suite des pertes de la guerre et d'une émigration masculine prépondérante vers les colonies, leur « excédent » est d'environ deux millions. Quant à leur pouvoir d'achat, il s'est accru considérablement après la grande émancipation qui a accompagné la catastrophe de 1914-1918. Combien de jeunes filles et de femmes travaillent aujourd'hui pour gagner leur vie ou satisfaire leur désir d'indépendance ! De plus, la femme n'achète pas seulement pour ses besoins propres : elle fait aussi les emplettes nécessaires au ménage et détermine souvent le choix de l'homme dans ses achats personnels. Et l'on commence à prendre pour un axiome, que plus une annonce touche de femmes, plus elle promet d'être rémunératrice.

Pour fixer les yeux des femmes anglaises sur l'alléchante publicité qu'on leur destine, il n'a pas été nécessaire de renouveler la tentative malheureuse de lord Northcliffe et de créer pour elles seules des journaux quotidiens. Il suffisait d'amender les journaux des hommes pour les leur rendre attrayants. Cette adaptation du journalisme au goût des femmes anglaises avait déjà commencé dans une faible mesure avant la guerre. Mais c'est seulement après l'armistice qu'elle a pris une grande ampleur et sa réelle signification. Elle fut favorisée d'ailleurs par des circonstances toutes fortuites. Avec le retour aux calmes travaux de la paix, les tirages risquaient de baisser.

Pour les maintenir, on devait naturellement songer à la clientèle qui avait été jusqu'alors la moins sollicitée. Or, à ce moment précis, l'extension du droit de vote aux femmes pour récompenser leurs services de guerre, vint stimuler chez beaucoup d'entre elles le désir de se tenir au courant des affaires publiques. La politique les poussa brusquement en nombre vers les grands journaux dont les directeurs conclurent au triomphe de l'orientation nouvelle et l'accusèrent. Ainsi le mouvement de féminisation des journaux qui, dans d'autres conditions, aurait pu échouer ou se faire très lentement, prit un grand essor et devint général.

La page féminine, rare autrefois, paraît maintenant régulièrement. Avec ses dessins de mode, ses recettes de cuisine, ses paragraphes sur le home et les enfants, elle est devenue une des rubriques les plus importantes. Même des journaux sévères, comme le *Morning Post*, ou le *Daily Telegraph*, qui n'ont pas l'habitude de flatter les goûts populaires ni d'entretenir leurs lecteurs de frivolités, sacrifient à la nécessité d'intéresser leur clientèle féminine. Celle-ci a toutefois imposé aux journaux à gros tirage des transformations bien plus considérables : pour elle, ils ont adopté une présentation moins compacte, un ton plus léger ; à cause d'elle, dit-on, achèvent de disparaître les longs éditoriaux et les graves articles de fond. Ce qui l'intéresse, en effet, dans les événements, est moins leur signification profonde que leur côté pittoresque, sensationnel ou romantique. Les mondanités, les « potins », occupent maintenant dans les colonnes beaucoup plus de place. Moins souvent, les grands hommes d'État ou les écrivains célèbres sont invités à commenter les problèmes mondiaux ; ce sont les champions sportifs ou les acteurs en renom, dont on préfère recevoir les confidences domestiques.

Il est des gens qui regrettent que certains journaux anglais tendent, maintenant, à ramener leurs considérations à la hauteur modeste des ménagères ou des demoiselles de magasin. Pourtant, c'est grâce à leurs conquêtes féminines, qu'ils sont entrés plus avant dans le foyer familial, et qu'ils sont à même de remplir plus complètement la mission civilisatrice, éducatrice du peuple, que beaucoup leur reconnaissent.

Une autre préoccupation d'ordre administratif a inspiré aux journaux anglais une pratique étonnante, qui consiste

à distribuer gracieusement des polices d'assurances à tout venant. Jamais, avant ces années dernières, on n'avait vu combler les « fidèles lecteurs » de pareils cadeaux. M. Smith ou M. Jones, sans qu'il ait à débourser la moindre somme, est assuré par son journal contre les risques d'accidents; la personne de sa femme a même récemment été englobée dans la protection ainsi généreusement prodiguée. Les indemnités, en cas d'invalidité, sont souvent très élevées. Le journal verse à la compagnie d'assurances les primes dont le lecteur est dispensé; celui-ci doit seulement, pour en bénéficier, prendre tous les jours le même journal au même marchand. Par ce moyen, les grands quotidiens se sont assuré, au début, beaucoup de clients nouveaux qu'ils prenaient à leurs concurrents. Maintenant que tous offrent sensiblement les mêmes avantages, l'assurance gratuite ne sert plus à stimuler la vente, mais à la stabiliser. Elle trouve là cependant une justification encore très suffisante. Quiconque s'est une fois rendu compte des pertes énormes provoquées par les « invendus », comprendra l'importance de ce procédé : il réduit les fluctuations et les déplacements de la clientèle, et permet de ramener le chiffre de tirage plus près du chiffre de vente effectif. En outre, le chef de publicité peut ainsi garantir à ses annonceurs une proportion minima de clients stables, sûrs de voir tous les placards successifs d'une campagne de longue haleine. Ainsi, le cadeau n'est pas aussi désintéressé qu'il le paraît. Il présente seulement cette particularité de ne rien coûter à personne. Il est pris sur les bénéfices que rend possibles une exploitation méthodique du journal considéré comme entreprise industrielle et commerciale.

Le rédacteur en chef anglais, grâce aux développements de la publicité, dispose de plus de pages que son confrère français. Depuis longtemps, il en a profité pour faire de son journal un organe d'informations plus universel et plus complet. Nos quotidiens font office de journal général que beaucoup de lecteurs complètent à l'occasion, selon leurs goûts et leurs besoins, par un quotidien financier, sportif, théâtral, militaire ou autre. Le journal anglais donne, à côté des nouvelles générales, une extraordinaire abondance d'informations intéressant plus spécialement l'un ou l'autre des groupes divers formant sa clientèle. Aussi, a-t-on vu depuis la guerre s'enfler considérablement, à la rédaction, le personnel spécialisé. On y voit mainte-

nant, à côté de l'expert militaire et de l'expert naval, le rédacteur chargé de l'aviation. Il n'y a plus un ou deux rédacteurs sportifs, mais un certain nombre de spécialistes chargés respectivement des courses de chevaux, du tennis, de l'athlétisme, de la boxe, ou même, depuis quelque temps, des courses de chiens. Dans le domaine scientifique, la diversification est encore bien plus grande : la place prise par le rédacteur chargé de la T. S. F. est particulièrement digne de remarque. Il n'est pas jusqu'aux nouvelles religieuses qui ne soient réservées à un ou plusieurs collaborateurs appartenant à des fois diverses. Ces spécialistes, le plus souvent, ne sont pas des amateurs apportant à leur gré des notes rémunérées à la ligne. Ils font partie du personnel régulier du journal, reçoivent un salaire mensuel ou hebdomadaire, et sont censés consacrer tout leur temps au service du journal. Cet accroissement du personnel a sensiblement élevé les frais de rédaction, et rendu l'existence particulièrement difficile aux journaux d'opinion.

Il n'est donc pas étonnant de constater, comme le font avec assez d'amertume les vieux journalistes, que le rôle politique du journal anglais soit en décadence. Aux anciens jours, sa principale mission était de suivre, toujours, de guider et d'inspirer, quelquefois, jusque dans ses détails, l'action du gouvernement. Sans doute il n'a pas encore, comme le journal américain, perdu toute influence politique, mais celle-ci s'est déplacée. Aux heures graves, dans les périodes de crise, il n'est pas rare que des premiers ministres consultent les propriétaires des grands journaux populaires. L'attitude de ces potentats décide souvent du sort d'un parlement, d'une élection générale. Mais l'ingérence directe du journal dans le cours des événements politiques ne se produit qu'exceptionnellement. L'étude minutieuse, au jour le jour, des affaires de l'État est encore poursuivie, comme dans l'ancien temps, par le *Times* et le *Daily Telegraph* dont la haute tenue, l'ampleur et la rigueur des informations sont l'honneur de la presse anglaise. Quelques journaux contrôlés par des groupes politiques, tels que, par exemple, le *Daily Herald*, la *Westminster Gazette*, le *Daily Chronicle*, consacrent eux aussi une attention soutenue aux événements qui affectent le plus leurs partis ou leurs patrons. Mais tous les journaux populaires, ceux du matin, comme ceux du soir, en dehors d'une information sommaire et hâtive, ne

tiennent vraiment leurs lecteurs au courant des questions publiques qu'au moment où elles prennent un caractère d'actualité sensationnelle. Sans doute, de grands organes comme le *Daily Mail* font encore des campagnes politiques. Mais elles sont alors menées beaucoup moins dans les colonnes éditoriales que dans la partie réservée aux informations. La thèse n'est pas présentée comme une opinion fondamentale, raisonnée, désintéressée de la direction, mais plutôt comme une leçon se dégageant des faits rapportés. Le procédé, qu'on désigne sous le nom de « reportage coloré », consiste à jeter le faisceau lumineux de la publicité sur une actualité plus ou moins artificiellement créée. Mais à tout moment, particulièrement avant de s'engager, la direction étudie avec soin quelles pourront être les réactions du public et n'entreprend généralement que les campagnes qui promettent d'être populaires.

Le gros public ne prend donc pas à la lecture des journaux l'habitude de se faire, des choses, une opinion raisonnée. Il se contente de recevoir des événements une *impression*, qui lui tiendra lieu de *réflexion*. C'est pourquoi on ne saurait voir autrement que comme un danger possible pour l'Angleterre la formation de trusts de presse aux buts inavoués. Il est parfaitement légitime et normal que se forment des trusts horizontaux, englobant une série de journaux répartis dans des villes différentes. Il doit en résulter une exploitation plus économique et le public finit par en bénéficier. De même les trusts verticaux, englobant des usines de pulpe de bois, des fabriques de papier, des services photographiques, des agences d'informations, des journaux, des revues, etc., ne soulèvent pas d'objections fondamentales. Ils existent aux États-Unis où ils ne constituent pas, en fait et jusqu'à nouvel ordre, un péril sérieux pour l'indépendance de l'opinion publique. Mais, en Angleterre, on voit des groupes financiers, fortement engagés dans d'autres entreprises, contrôler des journaux avec un capital minime. Ils forment souvent une société-mère, qui, à son tour, possède la majorité des actions à vote effectif d'une ou de plusieurs sociétés fabriquant du papier, publiant des journaux, des magazines. Lorsqu'ils détiennent ainsi la direction d'une chaîne de publications populaires, précisément dans des districts où se trouvent leurs exploitations minières, industrielles ou autres, ils sont à même d'exercer une influence considérable

sur l'opinion et par elle sur les autorités du lieu où sont leurs attaches. Il ne manque pas de gens pour considérer comme funestes ces coalitions de puissances. Quelle que soit d'ailleurs l'opinion qu'on professe à cet égard, il faut constater que le mouvement de concentration tend à se développer depuis quelques années et que les avantages d'une exploitation plus rationnelle, qui doit entraîner la disparition de nombreux petits journaux indépendants, favorise nettement la constitution de trusts régionaux ou nationaux.

L'ESPRIT OFFENSIF DES JOURNAUX DE LONDRES

Mais parmi les ferments actuellement à l'œuvre pour transformer la presse anglaise, il en est un dans lequel les autres se trouvent contenus et qui suffirait presque à résumer toute l'évolution actuelle du journalisme anglais : c'est la rivalité acharnée entre la presse de Londres et la presse de province. Le phénomène qui frappe l'esprit dès l'abord, quand on observe l'ensemble du problème, est l'importance du tirage des journaux de Londres, évalué à six ou sept millions d'exemplaires. Si l'on admet qu'il s'en vende en moyenne chaque jour un par quatre ou cinq habitants, il est évident que la population de Londres et de sa banlieue, — sept à huit millions d'âmes, — ne suffit pas à consommer une aussi formidable quantité de papier. Une bonne partie en effet, la plus grande quelquefois, en est expédiée vers le reste de l'Angleterre, en Écosse et même en Irlande. A Birmingham, par exemple, les feuilles de Londres trouvent plus d'amateurs que les deux journaux de la ville réunis. Le *Daily Mail* a plus de lecteurs à Liverpool qu'aucun des journaux paraissant sur place. L'intrusion des organes de la métropole dans des régions de province qui étaient autrefois le domaine exclusif des journaux locaux : telle est la cause de cette rivalité.

Le succès incontestable des journaux de Londres trouve des explications nombreuses. Londres, capitale de l'Empire, est la source des plus importantes nouvelles intéressant le royaume. Londres, grande ville cosmopolite, dégage une atmosphère prestigieuse que ne peut pas refléter la feuille locale. Les journaux de Londres ont un personnel de journalistes mieux payés, plus familiers avec les goûts du grand public, plus habiles à

rédiger et à présenter les articles destinés à lui plaire. Enfin la plupart d'entre eux ajoutent à ces avantages une bonne organisation administrative et commerciale. Mais la vente d'un bout à l'autre de la Grande-Bretagne de certaines marques d'automobiles, de cigarettes, de marmelade, de chocolat ou de whisky a acquis une influence déterminante sur les destinées des journaux anglais. Car ce sont ces produits de grande consommation qui leur fournissent la majeure partie de la publicité sans laquelle ils ne pourraient pas compenser leurs frais énormes. Perdant sur la vente de l'exemplaire au public, ils n'iraient pas solliciter ces lointains lecteurs, s'ils ne pensaient rétablir leur situation par le bénéfice additionnel que doit leur procurer la vente du sous-produit, les annonces. Et il faut souligner comme un trait capital que, si tant de ces produits alimentaires ou manufacturés, dont les noms deviennent obsédants à force de réclame, ne s'écoulaient pas à Cardiff, à Plymouth, à Edinburgh, aussi bien qu'à Londres, nous ne verrions pas les formidables journaux londoniens rayonner à travers tout le pays.

Cette irradiation de la presse de Londres dans toutes les Iles Britanniques est un fait récent qui ne doit rien au hasard. Elle est le résultat d'habiles préméditations et d'efforts persévérants. Les administrateurs des journaux londoniens ont calculé sans peine que plus ils pourraient élever leur chiffre de tirage, plus ils pourraient hausser leurs tarifs de publicité. Un autre avantage appréciable s'attache à cette politique de tirages élevés. Beaucoup d'annonceurs anglais n'ont pas encore appris, comme les Américains, à analyser la publicité qu'ils achètent aux journaux, à discuter le pouvoir d'achat respectif des différentes catégories de lecteurs que leur annonce va toucher. Ils se proposent de créer une demande aussi générale que possible de leur produit, et ne se préoccupent guère de savoir si les lecteurs qu'ils auront convaincus seront à même de se le procurer facilement, s'il existe une correspondance exacte entre les zones de distribution de leur article et les zones de vente du journal. Ils n'exigent pas de savoir où sont répartis les lecteurs, et se laissent facilement impressionner par un chiffre de tirage global. Aussi les journaux à tirage très élevé reçoivent-ils souvent des contrats que leurs concurrents plus faibles n'ont jamais pu obtenir.

Les journaux de Londres cherchent d'autre part à couvrir tant bien que mal l'ensemble du territoire pour se présenter comme le véhicule naturel et suffisant des annonceurs qui veulent faire une campagne de « publicité nationale ». On désigne sous ce nom la publicité faite par de grandes firmes pour l'écoulement de leurs produits dans toute la Grande-Bretagne et on l'oppose à la publicité locale faite par de petits commerçants ou détaillants. C'est parce qu'il « circule » dans toutes les régions de la Grande-Bretagne que le *Daily Mail* dont le tirage oscille entre 1 700 000 et 1 800 000 réussit à vendre cent soixante-quinze mille francs (£ 1 400) sa première page d'annonces, cent vingt mille francs (£ 1 000) ses pages intérieures et, en dépit de ces chiffres élevés, trouve assez de publicité nationale pour paraître tous les jours sur vingt pages.

Le succès prodigieux de ce journal, sous la direction de Lord Northcliffe, avait été comme une révélation pour la presse anglaise. A son exemple, aujourd'hui, la plupart des journaux de Londres s'efforcent de devenir des journaux nationaux. En cela réside un des principaux caractères de l'évolution actuelle. Pour la plupart, ils cherchent à pousser leur vente vers le Nord, dans les régions industrielles et peuplées des Midlands et du Lancashire, vers l'Écosse, vers le Pays de Galles, vers l'Irlande. Mais le lecteur anglais demande des nouvelles abondantes et fraîches. Or, quatre heures de chemin de fer séparent Londres de la vallée de la Mersey. Pour effacer cette distance et servir sur la table du *breakfast*, comme ses concurrents locaux, un journal contenant intégralement toutes les informations de la nuit, le *Daily Mail*, en 1909, a installé des presses, des linotypes, une rédaction, à Manchester. Il fait depuis lors, sur place, une édition du Nord de tous points semblable à celle de Londres. A son exemple, le *Daily Chronicle* publie maintenant et depuis plusieurs années déjà, une édition du Nord à Leeds. Le *Daily News* en fit une pendant quelque temps, à Manchester, mais n'étant pas de taille à soutenir la trop coûteuse concurrence du *Daily Mail*, il abandonna l'entreprise. Tout récemment, le jeune et déjà puissant rival du *Daily Mail*, le *Daily Express*, s'engagea dans l'aventure avec impétuosité. Son propriétaire, lord Beaverbrook, le 4 janvier 1927, acheta à Manchester un immeuble abritant une ancienne fabrique de corsets ; les travaux d'aménagement commencèrent

le 5 ; en deux mois, les ouvriers avaient installé l'équipement complet d'un journal et, le 16 mars, il en sortait une édition du Nord du *Daily Express*.

La production d'un même journal en double exemplaire à trois cents kilomètres de distance, exige une organisation compliquée et onéreuse. Toute la première copie, les « flans », — ou empreintes sur carton-pâte des articles divers, des clichés de publicité, des dessins humoristiques et de certaines photographies qui paraîtront le lendemain, — doivent être envoyés chaque jour par train spécial : une locomotive et un wagon. Par des fils télégraphiques privés ou loués à l'abonnement, toutes les dépêches, tous les éditoriaux sont transmis, en quelques secondes, des bureaux de Londres à ceux de Manchester. Des indications minutieuses sur la mise en page, le caractère, les titres, lient le rédacteur en chef de l'édition du Nord qui ne peut modifier l'ordre de sa première page, — la vitrine du journal, — sans en avoir référé à Londres. Les nouvelles locales sont données dans une page intérieure ; rarement les juge-t-on assez importantes pour figurer « en devanture ». Pourtant, après quatre mois d'expérience, le *Daily Express* se flattait d'avoir atteint, dans le Nord, une vente supérieure de cinq fois à celle qu'il y avait avant de créer son édition de Manchester.

Les journaux illustrés, qui accordent moins de place aux nouvelles et davantage aux photographies, s'efforcent d'étendre leur zone de vente en faisant, à Londres même, des éditions spéciales pour les grandes régions qu'ils touchent et dans lesquelles sont montées en épingle des photographies d'intérêt local.

Ainsi l'on voit, d'un côté, les journaux ordinaires apporter tous leurs soins aux informations, colorer leurs nouvelles, leurs récits divers d'un esprit typiquement anglais et donner un caractère national à toute leur copie; de l'autre, les quotidiens illustrés courtiser la province en prenant alternativement des visages ornés de couleur locale. Mais les uns et les autres, malgré les différences des méthodes employées pour plaire au public, ambitionnent avant tout de s'assurer une plus grande part de publicité nationale.

LA RÉSISTANCE DES JOURNAUX DE PROVINCE

Les quotidiens, qui s'étaient multipliés dans les villes de province au cours de la seconde moitié du siècle dernier, ressentirent vivement cette concurrence croissante des journaux de Londres. Les journaux du matin furent les plus affectés. Un certain nombre disparurent. D'autres subsistent et prospèrent, mais ce n'est pas sans lutter âprement.

L'enjeu de la bataille, c'est toujours la publicité. Les marchands de la ville, le grand magasin, le pharmacien de la Grand'Rue, l'agent d'automobiles, le théâtre, les cinémas, sont les annonceurs naturels du journal local : leur clientèle se recrute uniquement dans le cercle limité de ses fidèles. Le journal national n'a pas une « circulation » assez concentrée pour que les détaillants puissent en attendre un rendement élevé. Un trop grand nombre de ses lecteurs, dispersés aux quatre coins du territoire, n'auront jamais l'occasion d'apporter leur pratique à l'annonceur local. Si les principales villes de Grande-Bretagne, comme celles d'Amérique, pouvaient fournir un volume de publicité locale suffisant pour faire vivre la presse locale, les journaux de Londres ne se présenteraient pas comme des adversaires aussi redoutables : les domaines de chacun tendraient à se circonscrire. Les journaux locaux ne regarderaient la publicité nationale que comme un appoint agréable, mais non indispensable. C'est peut-être le sort que l'avenir leur réserve. Mais telle n'est pas encore la situation. Les petits détaillants anglais ont un esprit de routine difficile à surmonter ; peu ont foi dans la publicité. On ne vulgarise pas en Angleterre comme aux États-Unis les principes élémentaires sur le rôle et les résultats de la publicité. D'ailleurs, à côté des énormes placards que les annonceurs nationaux prennent dans les journaux, le petit cliché que le débutant risque timidement, n'obtient souvent pas la visibilité, par suite le rendement qu'il avait peut-être imaginé, et il reste incrédule. Actuellement, la publicité locale est loin, dans bien des cas, de fournir la moitié de la publicité totale insérée dans les journaux de province. Pour un temps assez long encore, il est vraisemblable que la publicité nationale sera pour eux, non un revenu superflu, mais un morceau de pain quotidien. Leurs récents

succès les encouragent d'ailleurs à poursuivre leurs efforts pour obtenir davantage de cette catégorie de publicité : ils en publient aujourd'hui beaucoup plus qu'avant la guerre.

Mais quelles que soient les phases de la concurrence dans le domaine des affaires, la rivalité dans l'art de plaire aux lecteurs promet de durer. A cet égard, le plan de défense des grands journaux de province contre l'invasion de leur domaine par les feuilles londoniennes est caractéristique de l'époque actuelle. On pourrait dire, d'un seul mot, qu'ils tendent de plus en plus à devenir des journaux locaux.

Non pas que systématiquement, dans leur esprit ou dans leurs méthodes, ils soient provinciaux, au sens péjoratif du terme. Ils suivent en fait d'assez près les innovations de la grande presse de Londres. Ils publient les plus importantes des informations étrangères, ils tiennent fort honorablement leurs lecteurs au courant de la politique de l'Empire et des événements mondiaux. Mais, délibérément, ils rapportent avec plus de soin et d'ampleur toutes les nouvelles de leur région, leur font une place d'honneur. Car dans ce domaine les journaux de Londres ne sont pas les plus forts. Ayant une vente moins concentrée, ils ne peuvent pas « couvrir » la province avec le même détail, sans courir le risque d'ennuyer une majorité de leurs lecteurs. Un réseau de correspondants leur permet bien de recueillir et de publier toutes les nouvelles locales offrant un intérêt général. Mais il reste une clientèle nombreuse, dans chaque comté, curieuse de tous les petits faits qui animent la vie de province.

D'autre part, le journal local bat celui de Londres dans le domaine des illustrations photographiques qui justement gagnent chaque jour davantage les faveurs populaires. Grâce au télégraphe et au téléphone, il est possible au journal de Londres de recevoir rapidement les dépêches de ses correspondants de province. Mais il faut un bien plus long délai pour faire parvenir des photographies. Le journal régional, sur place, a tout l'avantage. Il peut plus facilement faire rayonner ses photographes selon les besoins du moment, « boucler » ses pages plus tôt avec des illustrations plus fraîches. Actuellement, le journal provincial trouve dans sa page de photographies un appoint des plus sérieux. Il est significatif que le *Courier*, de Liverpool, pour mieux protéger son territoire contre la concur-

rence extérieure, ait pris l'audacieuse initiative, il y a dix-huit mois, de se transformer en illustré quotidien, avec quatre pages au moins de photographies, la plupart d'intérêt régional.

Telles sont les forces en présence. D'un côté, sont rangés les « managers » de Londres qui considèrent tous les habitants de Grande-Bretagne comme s'intéressant sensiblement aux mêmes questions politiques, ayant la même attitude envers les éternels problèmes de la vie : le gagne-pain, les plaisirs, l'argent. Ils font des journaux que les mineurs de Galles lisent avec la même satisfaction que les ouvriers d'usine de Manchester ou les dactylographes de Londres. De l'autre côté, se trouvent les directeurs de province qui comptent sur les influences profondes de la famille et du milieu, professent qu'après lui-même ce qui intéresse le plus un homme, c'est ce que fait son voisin. Encourageant la curiosité naturelle de leurs compatriotes pour les affaires de leur paroisse, de leur ville, de leur région, ils font des journaux où le lecteur étranger à la province ne trouve guère à glaner, mais qui dégagent une nette atmosphère de terroir.

LES POSSIBILITÉS D'AVENIR

Autant qu'on peut juger d'une situation aussi complexe que celle du journalisme anglais, il est vraisemblable qu'aucun des deux adversaires ne réduira l'autre. Ce n'est pas en tout cas la valeur théorique des deux formules en présence qui déterminera la solution du conflit. Des facteurs économiques et techniques seront plus décisifs.

Jusqu'à présent, et dans l'ensemble, les pertes paraissent avoir été plus sensibles du côté des journaux de province, puisqu'un certain nombre d'entre eux ont dû disparaître. La transmission électrique des photographies, en réduisant les délais actuels d'expédition, pourrait, si elle était perfectionnée et généralisée, les priver en outre d'un de leurs plus sérieux avantages. Mais si l'on analyse de plus près l'état de la presse de province, on constate aisément que si les journaux du matin sont directement menacés par la concurrence de Londres, ceux du soir sont en progrès. Faute d'assez de temps pour recueillir et présenter les nouvelles du jour et les distribuer tôt dans la soirée en province, les feuilles du soir de Londres ne peuvent prétendre à un rayonnement considérable. Sans doute, les journaux pro-

vinciaux du soir subissent le même *handicap* et ne peuvent pas pénétrer profondément dans la campagne comme leurs confrères du matin, qui disposent de plusieurs heures de la nuit pour effectuer leurs livraisons. Mais ce n'est pas un inconvénient grave en Angleterre où la population, surtout urbaine, est concentrée en de grandes agglomérations qui fournissent à elles seules un marché suffisant pour un journal. Tandis que dans les villes de province anglaises, il ne semble plus y avoir de place que pour un seul journal du matin prospère, ceux du soir y sont appelés à plus de succès.

Le journal de Londres agit comme un ferment. Agréable à lire, il donne le goût de la lecture. D'autre part, comme il ne satisfait pas complètement son lecteur provincial, à qui il n'offre que peu de nouvelles régionales, celui-ci les cherche dans la feuille locale du soir, achetant ainsi deux journaux chaque jour. Et comme la presse de Londres, depuis trente ans, a réussi à transformer en lecteurs réguliers des masses de gens qui auparavant n'achetaient un journal que de loin en loin, il est fort possible que la presse locale, finalement, bénéficie du succès de sa rivale. L'on verrait ainsi s'accentuer le mouvement de ces dernières années, la presse du matin devenir une presse nationale, la presse du soir une presse régionale.

A tout moment un facteur nouveau peut surgir qui bouleversera ces pronostics. Mais d'ores et déjà, à s'en tenir aux résultats acquis, il est manifeste que la presse de Londres favorise une uniformisation croissante des idées, des goûts, des habitudes à travers tout le royaume. La responsabilité n'en incombe pas tout entière aux journaux, puisque leur diffusion ne serait pas possible s'il n'existait déjà de grands marchés de produits fabriqués d'un bout à l'autre du pays. Mais ils tendent à accentuer ce mouvement économique en favorisant, par la publicité qu'ils transportent, la consommation de ces objets standardisés. Dans des sphères plus élevées de l'esprit, leur influence nivellatrice est manifeste. Elle aboutit à effacer les distinctions sociales, les particularités locales. En cela elle ne contribue pas peu à compléter l'unification politique du pays. Il n'est pas extravagant de penser que si la presse de Londres avait été aussi lue en Irlande qu'elle l'est par exemple dans le pays de Galles, les événements de ces dernières années auraient pu prendre une autre tournure. La presse nationale

anglaise a consolidé la cohésion de l'âme nationale britannique.

D'autre part, grâce à l'émulation de la presse londonienne, se poursuit l'émancipation de la province anglaise. Combattant subtilement l'influence et le prestige de Londres, mais encourageant son imitation déguisée, le journal local stimule la vie régionale, réveille et rajeunit des populations dont l'élan menaçait de se ralentir. Avec son aide, souvent avec son patronage, quelquefois à son instigation, la ville de province prend volontiers des airs de petite capitale et s'ouvre plus largement aux souffles de la vie moderne.

Journal de province et journal de Londres se signalent d'ailleurs par des traits communs : leur évolution récente tend à en faire des entreprises industrielles plus perfectionnées. Et cette industrialisation, les mettant plus que jamais à la portée de toutes les bourses et de tous les esprits, élargit leur fonction sociale. Ils tiennent une place grandissante dans la vie de la nation. En raison de leur publicité, ils sont maintenant un élément non négligeable de l'activité économique du pays. Combien de grands magasins, d'usines, de maisons de commerce se trouveraient embarrassées, si brusquement disparaissait ce véhicule principal de leur réclame! Leur rôle dans les affaires publiques est peut-être plus effacé qu'autrefois; pourtant, aux heures de crise, il n'est pas moins décisif à cause du poids dont ils pèsent encore sur l'opinion publique dans sa phase de cristallisation. Mais c'est dans l'existence quotidienne des individus qu'ils étendent chaque jour leur influence impalpable, insoupçonnée et formidable. La famille, l'école, l'eglise, les partis, les clubs, les associations exercent encore sur l'Anglais contemporain, avec une autorité variable, une pression inconsciente qui l'empêche de tomber complètement sous la tutelle des journaux pour la conduite de sa vie privée. Mais, touchant à tous les domaines de l'activité humaine, ils s'interposent entre lui et le monde extérieur, formant une muraille de papier sur laquelle, à l'inverse du prisonnier de Platon, il aime à voir se profiler l'ombre des passants.

Pierre Denoyer.

LES ACADÉMIES DE PROVINCE

AU TRAVAIL

En ouvrant cette chronique du travail des académies et sociétés savantes de province, en août 1922, la *Revue* désirait rendre un juste hommage à des efforts multiples, étendus à travers tout le pays, souvent profonds, toujours désintéressés, et qui forment l'un des traits essentiels du beau visage de la patrie.

Mais elle espérait bien aussi attirer sur ce labeur grandissant l'attention bienveillante de ses confrères, voire celle de la grande presse, afin que l'hommage rendu fût aussi large que l'effort de ces éminentes Compagnies, gardiennes des vertus spirituelles de la race.

Maintes informations de nos confrères les plus diligents, nous donnent à penser que ce résultat est en train de se réaliser. Nous le constatons avec joie, parce que cette attention générale au travail des académies ne pourra que leur apporter de nouvelles forces, stimuler leur activité, si précieuse pour l'existence particulière de nos provinces, et rendre ainsi plus équilibrée et plus puissante la vie totale de notre France.

*
* *

La préhistoire est d'actualité... Elle a occupé une place prépondérante dans les travaux des académies pendant ces derniers mois. Le Congrès des Sociétés du Sud-Ouest, réuni à Dax, autour de la vieille *Société de Borda*, nous a donné, par la voix de l'un des maîtres de la préhistoire, M. Xavier de Cardailhac, des études fort

attrayantes sur la station acheuléenne de Duhort-Bachen, dans les Landes, sur les étapes de l'industrie solutréenne depuis le paléolithique jusqu'au néolithique, sur les tumulus de Lourdes à Dax, qui paraissent s'échelonner sur la longue période du néolithique à l'âge du fer et qui prouvent une tenace tradition de certains rites d'inhumation. Dans le même Congrès, M. Jean Cazedessus, nous parle de la Grotte du Tarté, dans la Haute-Garonne, qui paraît dater du vieux Magdalénien.

La *Société de Statistique d'Histoire et d'Archéologie* de Provence, qui fêtait son centenaire, publie une belle étude de M. H. de Génin-Ricard, sur le sanctuaire préromain de Roquepertuse, établi d'ailleurs sur des fondations mégalithiques, et notamment un dolmen.

Dans le bulletin de la *Société du Saumurois*, le chanoine Verdier décrit, sans aucune prétention, un « Kjokenmoding », — restes de repas, — qu'il a découvert à la pointe de la Torche, dans le Finistère, et où se sont accumulés les restes de nos aïeux préhistoriques depuis vraisemblablement le paléolithique jusqu'à l'âge du bronze.

Enfin il n'est pas jusqu'à la vieille *Société des Antiquaires du Centre* qui ne nous entretienne à la fois de découvertes gallo-romaines, si fréquentes dans notre sol, au domaine de Beauregard, commune de Mareuil, par une note du colonel Thil, et par la voix de son président, des fameuses fouilles de Glozel, en rappelant que les « grafiti » de Neuvy et les « moules » de la collection Roubet, pour ne parler que de monuments régionaux, donnèrent lieu jadis « à des controverses analogues ».

La préhistoire est évidemment une science charmante, et même, par l'imprécision du temps comme par l'absence des inscriptions, un heureux mélange de science et de poésie. On comprend très bien que les savants imaginatifs, qui restent d'aimables poètes, s'y donnent rendez-vous et s'y ébattent librement dans le pré immense et fleuri des hypothèses. Mais pourquoi finissent-ils par s'y défier à la manière des héros d'Homère? Combien nous agrée davantage cette conclusion du modeste chanoine Verdier à l'étude sur les « Kjokenmodinger » bretons que nous venons de citer : « Ainsi la terre, sur laquelle s'agitent les vivants, est un immense linceul où dorment, dans l'ombre, les mondes disparus, et chaque découverte projette dans cette ombre un mince, un très mince filet de lumière. »

* * *

Cette voix du pays de Saumur nous rappelle à la sagesse et au labeur des Compagnies de province.

*
* *

L'*Académie de Besançon* a entendu deux fortes études de M. Maxime Druhen sur les lettres de Mlle de Lespinasse à Suard et Guibert, et de M. Hosotte sur le général comtois de l'épopée impériale, Philippe Guye. Ce sont deux excellentes contributions à l'histoire de ces époques.

Dans les bulletins de la *Société des Sciences morales, Lettres et Arts de Seine-et-Oise*, qui est d'une belle activité, et qui s'occupe tout spécialement de l'histoire de Versailles, la ville du Roi-Soleil, M. S. Mercet continue l'historique de la charmante *Maison des Italiens*, au Grand-Montreuil, acquise par le comte d'Argenson, puis par la comtesse de Marsan, gouvernante des Enfants de France, et qui deviendra, avec les admirables plantations de Jussieu et de Le Monnier, le Petit-Trianon. M. Raguar Josephon nous dit les commencements du Grand-Trianon, sous Louis XIV, la plantation de ses jardins par Le Nôtre ou Mansart. Et M. G. Vauthier nous donne une intéressante étude sur Durameau (1733-1796) qui peignit le plafond du ravissant Théâtre de Gabriel, au château. On sait que l'installation de l'Assemblée nationale a gravement masqué et parfois détérioré ce beau théâtre, aux proportions et aux peintures charmantes, et qui possède une scène aussi vaste que celle de l'Opéra-Comique. Puisqu'aussi bien nous n'avons plus d'Assemblée nationale et que la salle du Congrès est ailleurs, pourquoi ne rétablirait-on pas cette salle de noble style, avec le plafond de Durameau, qui s'éteint dans les « réserves » ?

Le bulletin de l'*Académie de Metz* contient, avec *le Reclassement de Metz*, du général de Lardemelle, légitime revendication d'une grande situation détruite par l'occupation allemande, un éloge, par M. de la Chaise, du chanoine Collin, le grand et cher patriote lorrain, qui fut, là-bas, pendant quarante-quatre ans, l'organisateur de la défense de l'âme lorraine française.

La *Société de Borda*, à côté des études de M. de Cardailhac, nous offre une intéressante étude de M. P. Coste, sur les vingt-quatre premières années de Vincent de Paul, qui allait devenir l'admirable apôtre de toutes les charités. Nous y trouvons encore *la Formation du département des Landes*, par M. Marcel Gouron ; une étude de l'histoire de Dax, fort bien documentée, et qui n'est qu'un des chapitres de l'*Aquitaine historique et monumentale* de M. L. Dufourcet ; et même, par la publication d'un « livre de boucherie », les prix de

matières alimentaires à Dax, en 1561. Un dîner confortable y coûtait alors 8 sols !

L'active *Société des Lettres, Sciences et Arts de Bayonne*, avec des études générales comme celle de M. P. Lespès sur *la Migration et l'hibernation des hirondelles*, continue de curieux travaux sur le Pays basque et la ville de Bayonne, comme ces *Pastorales à sujets tragiques*, de M. Hérelle, qui sont l'un des grands divertissements du pays, et qui, nées dans la Soule, vers le XVe siècle, œuvres de prêtres en général, se sont répandues dans tous les cantons basques. M. Saroinhandy publie, dans un autre fascicule, avec de nombreux commentaires qui indiquent une parfaite connaissance du sujet, toute la belle *Pastorale de Roland*.

Le bulletin du *Musée basque*, toujours édité avec grand soin, nous informe du développement de ce musée, grâce à l'activité et au goût sûr du commandant Boissel.

La *Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes-Maritimes* publie dans ses annales, une savante note de M. Paul Helbronner, de l'Académie des Sciences, sur sa formidable opération géodésique de jonction des Alpes et de la Corse, une étude du général Toulorge sur le gigantesque effort des États-Unis pendant la guerre de Sécession (1861-1865). Elle pose ensuite, par la plume de son président, le colonel Ch. Gautier, la question : « Sommes-nous vraiment des Latins ? » Le colonel suit ici les déductions de l'illustre historien des Gaules, M. Camille Jullian, qui a retrouvé sur notre sol les influences phéniciennes, grecques, et celles de toutes les invasions nordiques : « En fait, il faudrait maintenant, pour régler la question de nos origines, faire une recherche semblable sur ce que nous devons aux Germains. Cette étude nous montrerait également que ces derniers ne nous ont apporté que des traits accessoires et que pas plus que les Latins, il n'ont créé de modification sérieuse dans notre mentalité antérieure. Si bien que, en dépit de l'influence de notre éducation latine, nous arrivons à reconnaître avec M. Camille Jullian que notre génie national est avant tout issu de la Gaule antique affinée par le Christianisme. C'est donc tout simplement le génie français, car c'est dans le vieux sol de la patrie qu'il a puisé les qualités de fond et de forme qui constituent son incontestable grandeur. » Sans doute, mais les Latins nous ont donné une langue, et même deux, celles d'oc et d'oïl. Et si la langue ne fait pas la nation, elle indique toutefois une influence incomparable du latinisme.

***

L'*Académie de Mâcon* a fêté, à la fin de l'été, avec une sorte de piété filiale, la grande mémoire de Lamartine, par un pèlerinage à tous les lieux, de Monceau à Saint-Point, qui offrirent leurs paysages aux méditations de ce noble esprit. M. Georges Lecomte, au nom de l'Académie française, de sa Bourgogne natale et de sa ferveur lamartienne, nous dit l'indéracinable amour de la France pour son poète.

Dans la région voisine du Bourbonnais, la Société d'émulation, que préside M. Capelin, a fêté avec non moins de reconnaissance le charmant, fougueux et artiste poète de cette province, Théodore de Banville. Et les meilleurs esprits de là-bas, du très savant linguiste Antoine Meillet à MM. Jacques Chevalier et Valéry Larbaud, obéissant au rappel du sol natal, vinrent apporter leurs branches de laurier au poète des étoiles.

Et c'est encore un hommage à un grand écrivain régional, le romancier Ferdinand Fabre, qui nous vient de la *Société Archéologique, Scientifique et Littéraire de Béziers* par la plume précise du Docteur Coulouma. Celui-ci retrace d'abord avec une particulière aisance les paysages de la belle vallée de l'Orb et des Cévennes qui fournirent leur cadre aux meilleurs romans de Fabre; il retrouve non moins facilement les parents, les relations et le milieu qui servirent de modèles aux principaux personnages de ces œuvres. On a ainsi la matière vivante ou pittoresque qui, sous le souffle de l'artiste, va se transformer et s'animer dans cette suite d'ouvrages vivaces et de haute conscience, parfois si tourmentée, qui se nomment *les Courbezon*, *Julien Savignac*, *le Chevrier*, *l'abbé Tigrane*, *Mon oncle Célestin*, *Barnabé*, *Xavière*, pour ne citer que les principaux. M. Coulouma examine en critique averti la substance et la belle forme de ces œuvres, et il nous semble bien près de confirmer le jugement de Jules Lemaitre : « Je ne serais pas surpris que l'œuvre de Ferdinand Fabre demeurât comme l'un des monuments originaux du roman contemporain. » Il a d'ailleurs une admiration particulière pour cette œuvre en ce qu'elle reconstitue avec piété et fidélité les communs paysages cévenols. Et cet hommage de là-bas n'aurait pas été le moins précieux à l'auteur.

La *Fédération des Sociétés normandes*, où coule le sang hardi et actif des vikings, ne se borne pas aux communications intellec-

tuelles. Réunie, cette année, à Évreux, elle a ajouté à ses travaux savants sur l'archéologie, les sciences, les arts et les métiers, dans le cadre du riche domaine régional, l'étude des manifestations, comme les expositions et les échanges, qui peuvent rendre plus étroites les relations régionales et même les relations avec la terre d'origine, la Scandinavie. Elle organisa ainsi avec l'assistance de l'éminent ministre de Norvège, le baron Wedel-Jarlsberg, une soirée norvégienne qui eut un plein succès.

Non moins active, la *Société du Saumurois*, à côté d'études historiques et préhistoriques, comme celle que nous avons citée, s'occupe encore de science en publiant une belle étude de M. Jean des Cilleuls sur le *Plancton* (microorganismes) de nos rivières, et aussi de problèmes pratiques, comme les débuts de la Chambre de commerce de Saumur, par le commandant Rolle, et par le major Marcenac, *l'Exploitation et l'utilisation locales des laines au Maroc*. L'auteur, s'il décrit surtout les coutumes indigènes, ne manque pas de remarquer en passant combien nos méthodes françaises donneraient de meilleurs résultats. Et on reste quelque peu perplexe en constatant que la France, obligée d'acheter pour près de trois milliards de francs de laine chaque année, va la chercher sur tous les marchés du monde, et notamment en Australie, où l'élevage si étendu du mouton se fait presque entièrement sur des confins désertiques analogues aux immenses confins de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc, qui pourraient produire toute la laine dont nous avons besoin.

Ces travaux des académies, — et nous sommes obligés d'en passer, — ne manquent pas d'attirer l'attention des populations vers ces grands problèmes économiques d'où dépend la prospérité du pays. Ils sont propres à servir efficacement, par des études claires, les entreprises pratiques futures, et nous paraissent rentrer tout naturellement dans la mission des académies, guides bénévoles et autorisées de l'intelligence de leurs régions.

C.-M. Savarit.

REVUE LITTÉRAIRE

ROMANS NOUVEAUX

Il est devenu rare de découvrir, parmi les abondantes publications contemporaines, des livres de bonne humeur, ou même sans humeur. Notre littérature est tourmentée. Elle exprime surtout l'inquiétude, la difficulté de vivre ; elle se complaît dans la recherche de l'exceptionnel ; au besoin, elle se penche avec curiosité et parfois avec attendrissement, sur les anomalies et les monstruosités ; elle a peu le souci de l'équilibre physique et moral, de la discipline et de l'harmonie.

Par une de ces rencontres où le hasard s'amuse, les deux dernières études parues dans la collection des biographies ont pour sujet Baudelaire et Gœthe, le poète de la sensibilté subtile et le représentant de la sérénité intellectuelle. La plupart des romans dus à la nouvelle génération sont écrits sous le signe baudelairien. Dans le monde chaotique de l'après-guerre, où tant de choses que nous aimions sont voilées, les êtres n'ont pas encore trouvé leur place : ils sont en mouvement, et souvent même en tourbillon ; ils semblent se fuir eux-mêmes ; ils cherchent fébrilement où se tenir, sans souffrir. Toute une littérature traduit la prédominance du sensible et de l'instinctif, l'importance attachée aux sensations, le besoin du changement et de l'ailleurs, les entreprises incertaines et morbides qui aboutissent à l'évasion par l'extravagance, les drogues, la folie et la mort.

Dans un ouvrage récent, fort intéressant par de curieuses analyses, mais arbitraire et contestable par le dessein général, M. Julien Benda raconte que Tolstoï étant officier et voyant, lors d'une marche,

un de ses collègues frapper un homme qui s'écartait du rang, lui dit : « N'êtes-vous pas honteux de traiter ainsi un de vos semblables? Vous n'avez donc pas lu l'Évangile? » A quoi l'autre répondit : « Vous n'avez donc pas lu les règlements militaires? » M. Julien Benda juge cette anecdote symbolique, et il y voit l'opposition durable du spirituel et du temporel. Si ce classement des dispositions de l'esprit répondait encore à la réalité, ce serait simple et ce serait bien beau. M. Julien Benda néglige une troisième catégorie, celle des humains qui ne se réfèrent ni à l'Évangile ni aux règlements militaires. On a le regret de constater qu'à notre époque elle est très nombreuse. De là le désordre général. Il est accru par la confusion des méthodes : on voit des partisans d'une doctrine spirituelle en vouloir assurer le succès par les procédés propres aux règlements militaires; on voit aussi les partisans des règlements militaires les édulcorer sous l'influence des doctrines spirituelles. Mais on voit surtout des esprits en déshérence qui sont dépris de toute règle.

Au cours de son livre sur les tendances contemporaines, M. Julien Benda appelle « trahison des clercs » l'attitude des écrivains qui préfèrent aux données générales et abstraites de leur conscience les maximes réelles qui répondent aux problèmes de leur époque et de leur pays. Historiquement, on pourrait longuement discuter sur cette conception. Y a-t-il eu jamais une pensée pure, détachée de toute considération de temps et d'espace? La politique a-t-elle à tous les âges prétendu être autre chose que le souci de la cité, telle qu'elle était à une date précise? La connaissance de l'homme et de l'âme a-t-elle jamais été un jeu transcendant, qui n'ait pas pour fin la morale et le perfectionnement de la société civile? La Bruyère, il est vrai, a écrit : « Il ne manque à l'oisiveté du sage qu'un meilleur nom et que méditer, parler, lire et être tranquille s'appelât travailler. » Mais il n'a pas dit que le sage dût se désintéresser de son temps, ni que la méditation fût essentiellement étrangère aux questions pratiques : lui-même dans son livre a prouvé le soin qu'il prenait de la société contemporaine.

Il y a toujours eu des clercs pour se consacrer aux problèmes éternels, et d'autres pour considérer les affaires séculières. M. Julien Benda aime mieux les premiers que les seconds : c'est bien naturel, mais est-ce une raison pour accabler ceux qui n'ont pas son suffrage? Si les deux doctrines ont eu leurs adeptes au cours de l'histoire, c'est peut-être qu'elles étaient utiles l'une et l'autre, qu'elles se limitaient et qu'elles se complétaient. Il serait autrement grave qu'il n'y en eût

plus du tout. La mode veut présentement qu'on oppose Maurice Barrès et Anatole France, qui font tous deux partie du patrimoine français. Ils ont l'un et l'autre leurs adversaires, qui s'efforcent de secouer leur influence. J'imagine que M. Julien Benda a fait son choix. N'accordera-t-il pas qu'il y aurait quelque chose de pire que ce combat : ce serait qu'il ne fût pas possible et que notre littérature fût privée de ces deux écrivains illustres. Une discipline, même contestée, est supérieure à l'absence de toute discipline, qui est proprement l'anarchie. C'est parfois ce vertige du désordre que donne de nos jours une partie de la littérature romanesque.

* * *

Rassurons-nous tout de suite en constatant que paraissent dès maintenant un certain nombre de livres, à la fois très modernes, et très adaptés aux conditions permanentes de l'art de penser et d'écrire (1). Dans nos temps de littérature compliquée, on est tout étonné et ravi de rencontrer un homme d'esprit qui consent à raconter une histoire. C'est, je crois, la cause principale du succès de M. Maurice Bedel. Son *Jérôme 60° de latitude nord*, qui a obtenu au mois de décembre dernier le Prix Goncourt, a le charmant mérite de ne rien vouloir prouver. On a reproché à M. Maurice Bedel d'avoir procédé à une peinture hâtive de la Norvège, et d'avoir, en la personne de son héroïne, Uni, offensé toutes les Norvégiennes. Il est bien douteux que l'auteur ait eu tant d'ambition. Il a lu Jean Giraudoux et Paul Morand, et il a appris en les lisant que la fantaisie moderne jonglait avec tous les peuples. Il a écrit, dans un style net, un récit spirituel, délicat et sensible, où il y a de la grâce, de l'ironie, et même parfois des éléments poétiques. On y voit comment une jeune Norvégienne et un Français, tout en ayant du goût l'un pour l'autre, sont incapables de se bien comprendre. La série de leurs rencontres, de leurs malentendus et de leurs explications forme un conte. Pourquoi voudrait-on que M. Maurice Bedel fût nécessairement un auteur à consi-

(1) *Jérôme 60° de latitude nord*, par M. Maurice Bedel (N. R. F.). — *Rencontres avec Richard Wagner*, par M. Alexandre Arnoux (Grasset). — *Les Hommes de la route*, par M. André Chamson (Grasset). — *Maïténa*, par M. Bernard Nabonne (Crès). — *Voyage aux îles de la Société*, par M. André Doderet. — *Le Pays neuf*, par M. André Beucler (N. R. F.). — *Escale*, par M. Pierre Humbourg (N. R. F.). — *Merlin*, par M. Jean Prévot (N. R. F.). — *Les Portes du désir*, par M. de Montherlant (Grasset). — *Lettres Espagnoles* de M. Jacques de Lacretelle (N. R. F.). — *Vasco*, par M. Marc Chadourne (Plon). — *Adrienne Mesurat*, par M. Julien Green (Plon). — *Le Chant du Bienheureux*, par M. Jacques Chardonne (Delamain et Boutelleau). — *Nuit d'orage*, par Georges Duhamel (Mercure de France), *le Paradis des nègres* (Kra).

dérations? Pourquoi aurait-il prétendu faire surgir de son anecdote toute une philosophie sur la Norvège, toute une psychologie de la France et en outre toute une métaphysique de l'amour? Il a tiré simplement de ce qu'il a vu et de ce qu'il a imaginé une histoire divertissante, et c'est une grande sagesse chez un romancier.

Si vous tenez absolument à ce que ce récit ait une morale, je vous révélerai qu'il en a en effet une, vieille comme le monde : c'est que les êtres humains ont beaucoup de peine à communiquer entre eux, et que chacun admet difficilement que son prochain soit différent de soi. Cette complexion fait de l'univers une solitude en commun, qui entraîne des illusions charmantes, et de pathétiques déceptions, mais il en est ainsi depuis Adam et Ève, et il serait vain d'insister. M. Maurice Bedel s'en est bien gardé : c'est une des qualités de son livre que d'être aimable et de ne pas nous obliger à remuer de grands problèmes.

On goûtera pour des raisons analogues l'ouvrage de M. Alexandre Arnoux qui a pour titre : *Rencontres avec Richard Wagner*. Ce n'est pas un roman, ce n'est pas un conte. C'est la confidence pleine d'aisance, de naturel et de vie d'un écrivain qui aime la musique. Tout le mérite du livre est dans son mouvement. Il faut beaucoup de personnalité, et de bonne grâce, pour retenir durant deux cents pages un lecteur, en lui racontant des impressions et des souvenirs sur les concerts et les représentations musicales : il y faut aussi une sorte de supériorité. M. Alexandre Arnoux est certainement un des écrivains les plus originaux de sa génération. Il donne cette sensation si plaisante d'être un artiste qui vit pour lui et qui écrit pour lui. Pas de concessions à la mode dans ses livres ; pas de souci des conventions ni du succès. S'il a été un des premiers à découvrir la poésie du monde mécanique et à considérer les machines et l'électricité comme une matière possible de la littérature, c'est que tel était son penchant. Il s'exprime bien, d'une manière directe et simple, parfois un peu familière, ce qui lui donne de la couleur. Son livre est plein d'entrain, jusque dans l'amertume ; c'est l'œuvre d'un homme qui prend intérêt à l'univers. Pour nous relater l'histoire de son apprentissage musical et sa découverte de Wagner, il suit le chemin qui l'amuse le plus. Il ne craint pas les détours, le temps perdu à muser ici et là. Mais que de jolis détails, de petits tableaux rapides, de réflexions savoureuses!

Dans tout l'ouvrage passe un sentiment plus résigné que triste

de la fuite du temps. L'auteur rappelle l'époque où, tout jeune encore, il s'éprenait de la musique. « Wagnérien ! dit-il, que cet adjectif est rococo ! Il a rejoint troubadour, le second Empire, le préraphaélisme, l'impressionnisme, le *modern style* et les verres de Gallé... Les poètes avaient alors de la barbe, des cheveux et pas de muscles ; l'art n'était pas hygiénique et aseptisé ; le corps humain résistait moins qu'aujourd'hui ; sa beauté demeurait cachée et ses maladies secrètes. La littérature embellissait tout... Notre jeunesse a plus tard renversé les conventions séculaires, et introduit un certain cynisme dans un monde bourgeoisement asphyxié, un peu engourdi, économe d'argent, de vouloir et d'actes, mais si prodigue de pensées subtiles... »

Plus loin, il évoque la grande faveur de Wagner et il dit : « Le monde de l'opéra italien pâlissait en moi, perdait ses fraîches couleurs. La vieillesse des fictions commence dans l'esprit des fils. Les pères croient les transmettre et les ensevelissent : de là peut-être la mélancolie des enfants et leurs accès de tristesse : trop de sentiments meurent en eux... » A son tour, Richard Wagner jadis triomphant paraît un peu oublié. Et l'auteur, qui sait le changement de toutes choses qu'apporte le temps, se plaît à penser que de nouveau et plus tard des générations jeunes retourneront à lui. « Quand reviendra-t-il ? Dans cinquante années peut-être. Alors le monde fêtera sa seconde naissance. Il apparaîtra aussi frais que Mozart la saison dernière, aussi gaillard que Sébastien Bach, refoulant ces vieux podagres, Honegger, Auric. Je ne serai plus là... » Mais c'est cette vie sans cesse renouvelée du souvenir qui compte le plus pour l'œuvre des artistes.

M. Alexandre Arnoux fait cette remarque ingénieuse et profonde, qui donne bien une idée de la qualité de son livre : « Fin de septembre... Voici les longs soirs immobiles, les livres, les atlas, la vie tubulaire des radiateurs, les travaux de grande patience et de genre économe. Les concerts recommencent : adieu la musique. Quand on l'écoute, elle n'est plus là ou pas encore : on ne l'entend qu'en espérance ou en souvenir. »

M. André Chamson est l'auteur d'un roman déjà connu qui s'appelait *Roux le Bandit* et qui était remarquable par la force du récit, le sens vigoureux de la nature, l'art des paysages. Il a publié ensuite un petit essai intitulé *l'Homme contre l'histoire*, que j'ai déjà signalé ici et qui est une contribution précieuse à l'étude des idées qui animent les nouvelles générations. Son dernier ouvrage, *les Hommes de la Route*, a les mêmes qualités de vigueur que les précédents. Il marque

même que l'auteur a acquis plus d'aisance, plus de maîtrise de soi, une science de choisir et une simplicité de moyens qui confèrent à son livre une belle robustesse. L'histoire racontée par M. André Chamson, est celle de la construction d'une route. Elle se passe dans le pays grandiose et sévère des Cévennes, pays de pierres et d'herbes rases, de hautes montagnes boisées et solitaires, de torrents et de vallées qui portent les noms sonores d'Aulas, d'Arphy, de Salagosse et de la Baraquette. M. André Chamson connaît bien la région ; il l'admire et il l'aime ; il en parle bien, avec l'enthousiasme un peu sombre qu'elle inspire, avec une poésie un peu sauvage, mais violente et chaude, lumineuse et tumultueuse, vagabonde et exaltante.

Tout le livre nous dit l'immense effort des hommes qui construisent la route, et les conséquences de ce labeur sur une population modeste et travailleuse. Il n'y a pas d'inquiétude dans ce roman-là. Sa netteté et sa vigueur viennent précisément de la certitude simple avec laquelle tout le monde y prend de la peine, suit les lois de la condition humaine, et remplit sa destinée. Par quel scrupule l'auteur n'a-t-il pas voulu que la scène se passât de nos jours? Peut-être a-t-il obéi à un souci d'exactitude historique, et la route à laquelle il s'intéresse a-t-elle été réellement construite sous le second Empire. Peut-être a-t il craint que le tableau, tel qu'il nous le peint, représentât un état d'esprit social dont il n'est pas sûr, et a-t-il voulu, en le plaçant dans le passé, lui donner une valeur générale, en faire comme le symbole sans date du travail éternel. Il y a un passage de son livre où il a l'air de nous inviter lui-même à ne pas nous attacher à la date, et à voir dans ses héros les images de l'industrie humaine : « Les équipes, écrit-il, riaient et s'acharnaient à bousculer ces landes, ces forêts, ces rocailles stériles. Une longue bande de terre s'aplatissait et s'allongeait, comme pour se soumettre, devant des hommes bruns coiffés de feutres noirs, des hommes trapus en bras de chemise, au col ouvert, sans cravate, avec des poitrines noires, des hommes agiles en lourdes braies de velours soutenues par une tayole rouge ou bleue ; des hommes solides, chaussés de gros cuir, — des hommes semblables à ceux qui, véridiques, aux minces pieds droits des cathédrales, fauchent les moissons, enfournent le pain, mènent les saisons et les années, des hommes au costume sans âge, faits pour les grands travaux, amis du soleil et de la pluie, et marchant durement sur les pierres dures, au milieu d'un cortège d'étincelles. » Voilà le ton du livre : on y aimera ce qu'il y a de vérité humaine, de sens de la vie paysanne, de santé physique et morale.

L'ouvrage de M. Bernard Nabonne, *Maïténa*, est aussi un roman paysan, mais d'une tout autre nature. M. Bernard Nabonne a le bonheur d'être un jeune vigneron, qui a le goût des lettres, ce qui est une excellente condition pour écrire. Il habite dans le sud-ouest une région ensoleillée. Il y vit une grande partie de l'année, et il n'y perd pas son temps. Il s'occupe de ses affaires ; il regarde ce qui se passe autour de lui, et j'imagine qu'il doit aussi rêver un peu, car il est poète à sa façon. Il connaît fort bien le Béarn et le pays basque, qui composent le décor de *Maïténa*. On a besoin en vérité de ce chaud paysage pour admettre l'histoire assez violente qu'il nous raconte. C'est le récit d'une vengeance, que médite lentement une femme basque dont le mari a été tué, et qu'elle finit par exercer sans exaltation, comme si c'était un événement fatal et indifférent, qui la délivre d'un tourment. Il y a un peu de recherche dans l'arrangement des scènes, un peu de littérature dans la manière dont la volupté, le sang et la mort servent de motifs, mais M. Bernard Nabonne a des éléments poétiques dans l'esprit ; il sait raconter ; il est clair et harmonieux ; il écrit d'un style exact et sobre, qui était déjà d'une qualité très appréciable dans son précédent livre, *la Butte aux cailles*, et qui est plus ferme encore dans ce roman campagnard et pathétique. La figure de Maïténa, le personnage principal, n'est jamais peinte longuement, mais indiquée par une série de notations, elle finit par se dégager très nettement ; belle fille qui a une sorte de candeur animale, de pureté d'âme, sinon de corps, et d'instinct obscur et puissant qui lui sert de volonté. Les créatures représentées par M. Bernard Nabonne sont imparfaites : elles sont même coupables. Mais on leur sait gré de l'être humainement, et de commettre des péchés qui en somme pourraient devenir l'étoffe de leurs vertus.

Je voudrais au moins signaler, ne pouvant tout analyser, la satire ingénieuse et subtile de M. André Doderet, *Voyage aux îles de la société*, livre tout rempli de remarques fines et de délicate ironie ; — le petit roman philosophique de M. André Beucler, *le Pays neuf*, fantaisie spirituelle, et toute pénétrée de sagesse avec un air chimérique ; — le récit pittoresque et prenant de M. Pierre Humbourg, intitulé *Escale*, — et le *Merlin* de M. Jean Prevot, qui n'est pas un roman pour les jeunes filles, et qui raconte avec une gaîté grasse et crue les aventures d'un jeune garçon auquel il doit être beaucoup pardonné, puisqu'il veut bien, tout enfoncé qu'il est dans ses erreurs, être normal et de bonne humeur. Ces livres sont de qualité très diverse : ils ont tous ce trait commun, qui n'est pas si banal de nos

jours, de ne pas être accablés de tristesse, de ne pas maudire l'existence, et de tenir compte des conditions de la vie terrestre, sans prétendre en trouver de nouvelles.

***

La série des ouvrages tourmentés serait beaucoup plus longue à énumérer. Un thème général dans la jeune littérature, c'est la difficulté des êtres à s'adapter. La vie leur est inhospitalière : ils essaient moins de lutter que de changer de place, et dans le changement, ce qui leur plaît, c'est moins l'espérance si faible d'être mieux que la petite secousse représentée par l'instant éphémère où l'on passe d'un point à un autre. Au premier degré de l'inquiétude, il y a le désir du voyage. Au dernier degré, il y a la recherche de l'extraordinaire. Et entre les deux, il y a toutes les nuances de l'incertitude, de la tristesse, de l'angoisse. Ces dispositions sont fortement marquées dans des ouvrages très différents. On en trouve l'expression lyrique dans les *Portes du désir*, de M. de Montherlant, l'interprétation analytique dans les *Lettres espagnoles*, de M. Jacques de Lacretelle, la représentation sombre dans les récits dramatiques de M. Julien Green (*Adrienne Mesurat*) et de M. Bernanos (*l'Imposture*).

En voici trois exemples particulièrement caractéristiques. Dans *Vasco*, M. Marc Chadourne nous conte l'aventure d'un jeune Parisien qui décide, en 1919, de délaisser une existence dont il est dégoûté pour courir le monde et se renouveler lui-même. Il s'embarque, il débarque, un peu moins rapidement que je ne le dis. Le livre est inégal : il a des parties bien venues et même puissantes, il a aussi des longueurs. Philippe commence par s'ennuyer à Tahiti, car on a beau changer de lieu, on ne change pas d'âme, comme le remarquaient déjà les stoïciens, bien longtemps avant les enfants du siècle. L'imprévu et le fantasque surgissent sous la forme de Plessis, aventurier douteux, d'allure libre et cynique, indifférent et détaché, ardent tout de même à ses heures, d'aplomb. Il est ce que Philippe voudrait être, au moins de temps en temps. Mais Philippe est différent, il est sensible, il a beau multiplier les aventures, elles le blessent sans le modifier. Il s'obstine, il atteint à une sorte de folie, il rêve de vivre dans une léproserie, et finit par fuir épouvanté ; il reprendra le bateau pour la France. Il y a là une suite de péripéties, d'aspirations et de visions, compliquées par le climat océanien, qui expriment fortement le malaise du héros à la recherche de sa propre libération. On doute qu'après ce pénible voyage

Philippe rapporte une personnalité solide et agrandie, mais M. Marc Chadourne en a rapporté un livre qui a de la couleur et qui a eu du succès.

M. Jacques Chardonne, auteur de l'*Épithalame*, a écrit un bref ouvrage, tout en raccourcis psychologiques, qui s'appelle le *Chant du Bienheureux*. Titre mystérieux, car rien n'est plus triste, d'une tristesse consciente et glacée, que l'histoire du héros, Pierre Baraduc. Fils d'un père faible et bon et d'une mère nerveuse, Pierre, dès son adolescence, veut fuir. Ni l'Angleterre, ni l'Afrique, ni Marseille, n'arrivent à le fixer. A son retour, il est aimé de la fille d'un riche voisin de campagne et il l'épouse. C'est le prologue. Ce que peut être la vie de ces jeunes gens, on le devine. Pierre n'est cependant ni sot, ni paresseux, ni anormal. C'est un pauvre, en ce sens qu'il ne peut donner son cœur à rien. Il n'a aucun goût pour l'existence conjugale ; il s'intéresse à peine à ses enfants ; il se ruine ; il refait sa fortune ; il a une maîtresse intelligente et bonne qu'il détache de lui par le pouvoir étrange qu'il a de glacer tout ce qui l'environne. Sa femme, qu'il oblige au divorce, se suicide. Il retourne en Afrique, où son fils vient le voir pour une journée : car, pareil au père, l'enfant a besoin de changement et d'occupation. Il reste à Pierre à faire le malheur de sa fille : il n'y manque pas, et la détourne d'un mariage auquel elle tient. Et il finit sa vie en écrivant sa lamentable histoire.

Ce sujet singulier, mais pas beaucoup plus singulier que *Vasco* ou *Adrienne Mesurat*, est traité avec sobriété, et avec une intelligence scintillante qui fatigue comme la lumière des lampes électriques à haut voltage. L'auteur est moins un romancier qu'un écrivain passionné pour l'analyse. Il suit le jeu des émotions, des joies, des infortunes, des contradictions continuelles de l'esprit le plus surveillé, avec une rigueur chirurgicale. Les pages sur l'instinct, le développement et la décadence d'un grand homme d'affaires sont originales et remarquables. L'ensemble du livre est déconcertant, douloureux, lassant parfois par l'appel constant fait à la connaissance intellectuelle, même quand il s'agit du cœur. Mais on ne le lit pas sans apprendre beaucoup sur les différentes formes du tourment et du besoin d'évasion, qui sert de sujet à tant de livres : *Vasco*, c'est l'évasion dans le monde exotique ; *Adrienne Mesurat*, c'est l'évasion dans la folie ; *le Chant du Bienheureux*, c'est l'évasion dans la contemplation du malheur et dans la cruauté morale. Le livre est écrit avec soin, avec patience, avec amour : il n'est pas d'un abord plaisant, mais

à la longue il a une sorte d'intensité, qui tient à son excès même, et à un romantisme douloureux de la fatalité.

M. Georges Duhamel a étudié dans la *Nuit d'orage* un cas bien curieux. Il ne s'agit plus d'âmes inquiètes par nature. Il s'agit d'âmes bien trempées, que l'inquiétude du siècle envahit malgré elles. De là dans tout le livre, selon un rythme alterné, tantôt une atmosphère de lucidité tout intellectuelle, tantôt une atmosphère de mystère oppressant. Deux jeunes savants, le mari et la femme, tous deux descendants de savants illustres, formés aux plus sûres disciplines scientifiques, ont acquis au cours de leurs recherches un fétiche nègre, sorte de porte-malheur, auquel ils n'attachent aucune importance. Ils le gardent par indifférence, ou par mépris d'esprits forts. Peu à peu cependant, ils en sont préoccupés sourdement, mais n'en parlent jamais. La femme un jour éprouve d'étranges malaises ; elle est en danger. Tous les médecins consultés déclarent qu'ils sont impuissants à la guérir. La malade n'a rien ; mais elle n'en dépérit pas moins. Est-ce le fétiche qui est cause de leur misère ? Tous deux en ont l'idée d'abord obscure, puis harassante. Par orgueil ils se taisent, mais par méthode ils réfléchissent. Là où régnait la sérénité scientifique se développent des zones d'ombre. Que sait-on ? La femme et le mari « font » une crise de superstition. La tentation de détruire le fétiche est grande. L'homme résiste, la femme aussi. Et ce combat dans les ténèbres, cette opposition de la logique et du mystère fait penser aux récits d'Edgar Poe. Un jour que la femme est plus malade, l'homme se décide et va chercher le fétiche pour le détruire. L'objet maléfique a disparu. La femme guérit. Le mari troublé songe à reviser ses idées et ne sait plus que croire, quand il retrouve le fétiche qui a glissé derrière le tiroir d'une commode. Va-t-il parler ? A quoi bon ? L'expérience qu'il vient de faire lui a révélé beaucoup de choses sur la nature humaine : « si le merveilleux n'est pas dans la nature, il est en nous, et c'est assez. C'est terrible. »

Le voyage dans l'inconnu se termine par un retour au point de départ. Mais ce sont les êtres eux-mêmes qui ne se retrouvent pas pareils. L'évasion, en ce cas, n'a pas été volontaire : elle a été imposée par les circonstances et favorisée par l'ambiance. Elle n'en a pas moins eu lieu et elle laisse des traces graves. Le héros est meurtri. Le monde ne sera plus jamais pour lui ni pour aucun homme de sa génération ce qu'il était auparavant. Plus généralement, il a été bouleversé par la guerre et par tout ce qu'elle implique. « Si je regarde autour de nous, dit le personnage principal, si je cherche à

comprendre les jeunes hommes de notre clan, je les vois presque tous saisis de quelque louche ou absurde passion. Les plus simples, les plus sains s'enivrent de gloires animales : ils s'acharnent sur un ballon, boxent, courent, lancent le disque et ne reprennent haleine que pour répudier durement l'idéal de leurs aînés. D'autres se donnent à l'argent avec une fureur froide. D'autres dansent sous l'œil des nègres... Certains cherchent dans les bibliothèques l'explication de leur défaite. Tous remâchent des griefs. Tous reprochent aux hommes qui les ont précédés de n'avoir établi des lois que pour les transgresser, d'avoir souillé pour longtemps toutes les sources du savoir. » Un espoir reste cependant. « Je ne chercherai pas toujours seul, dit le héros. Mes enfants m'aideront peut-être en m'apportant d'autres devoirs. »

Sage parole philosophique. La vie continue; les lois humaines et divines finiront par reprendre leurs droits. Cette conclusion optimiste est celle des hommes qui demeurent attachés à la raison et aux traditions, qui ont confiance dans l'esprit humain et qui ne craignent pas l'effort. Hors d'elle, il n'est que la résignation aux désordres de l'instinct, et cette solution-là, elle aboutit, selon une phrase fantaisiste de Paul Morand, à concevoir le règne des nègres apparus avec une vitalité formidable à une période critique de la civilisation blanche, comme ces orchestres sombres qui, à la faveur de la nuit complice, sont prêts à conduire au son d'un tambour voilé d'un mouchoir rose les funérailles de l'Occident.

André Chaumeix.

REVUE MUSICALE

THÉATRE DE L'OPÉRA : *La Tour de feu*, drame lyrique en trois actes, de M. Sylvio Lazzari. — THÉATRE DE L'OPÉRA-COMIQUE : *Angelo, tyran de Padoue*, drame lyrique en cinq actes, tiré du drame de Victor Hugo par M. Charles Méré; musique de M. Alfred Bruneau.

La matière de la présente chronique étant « infertile et petite », nous vous demandons à peine quelques minutes.

La Tour de feu est une histoire bretonne et maritime. Personnages : le gardien d'un phare, sa femme, plus un mystérieux et noble étranger. Nous le prîmes d'abord pour un grand d'Espagne, et qui semblait vaguement échappé de *la Périchole*. Mais il est en réalité Portugais. Cela n'a d'ailleurs aucune importance. Le jour même de son mariage, la jeune et belle gardienne a subi le charme funeste de ce beau ténébreux de Lusitanien. Peu après il vient la rejoindre sur le rocher qui porte le phare, et rendez-vous est pris pour fuir ensemble, par mer et ce soir même. Mais une tempête éclate. Et laquelle ! On ne se souvient pas d'un aussi mauvais temps en musique. Ayant surpris les signaux que fait sa femme au navire de l'amant attendu, le mari comprend son infortune. Tout entier à sa vengeance, oublieux de son devoir et de la sécurité de la navigation générale, il éteint le phare. Le bateau se brise, l'épouse se précipite dans les flots et l'époux, derechef égaré par le désespoir, rallume à pleine flamme la lampe, qui met le feu à la tour. Celle-ci, par imprudence, mais pour la facilité du dénouement, était en bois.

Jusqu'à la scène finale où tout le monde périt, on se porte mieux dans *la Tour de feu* que dans les deux précédents opéras de M. Sylvio Lazzari. *La Lépreuse* (en 1912) nous offrait un tableau, que dis-je, plusieurs, de l'horrible mal et de ses suites non moins affreuses. *Le Sauteriot* qui vint après (1920) faisait encore une part honorable à la maladie, à l'agonie et à la mort. Mais en dépit de

l'insalubrité des deux sujets, la musique de l'un et de l'autre ouvrage était saine, bien constituée ou conformée, et par là tout le contraire de telle autre, invertébrée et amorphe, qui ne se tient et ne se soutient pas. Et puis elle possédait, cette musique, je ne sais quelle puissance mystérieuse, un air de grandeur funeste et de funèbre beauté.

« Maître, disait un jour à Cherubini l'un de ses élèves, dont on venait de jouer l'ouvrage, Maître, vous ne me dites rien? » Et le malicieux Italien de lui répondre : « *Ma, ma,* c'est *ché* pendant deux heures, toi non *plous tou né* m'as rien dit. » Pour cette fois, la musique de M. Lazzari ne nous a pas dit grand chose. Elle nous a paru moins communicative et moins émouvante que naguère, moins pleine de sens et de sensibilité. Loin, très loin de s'épancher, ou de s'animer seulement, elle s'est épaissie et renfermée en soi. La pâte en est compacte, lourde, et ne lève presque jamais; grise la couleur, d'un gris terne et tirant sur le plomb plutôt que sur l'argent. De ces trois actes rien ne jaillit. Il y manque l'émotion et la vie. La chose pourtant ne commence pas mal. Sur la scène, à l'orchestre, flotte une douce et vraiment assez bretonne mélancolie. Des chœurs chantés et dansés ne sont pas indifférents. Au cours de la fête des noces, la musique collective est supérieure, et de beaucoup, à la musique individuelle. Et même pendant un moment, assez long, on a plaisir à les entendre se répondre et se mêler l'une à l'autre. Avant de s'embarquer pour la tour qui sera sa résidence, la jeune épousée adresse à ses compagnes, en guise d'adieux, une sorte de cantique, légende ou ballade, — la prononciation de l'artiste ne nous permet pas de préciser davantage, — où la voix seule et les chœurs forment un concert mélodieux, harmonieux, qui n'est pas sans beauté.

On avait beaucoup vanté d'avance la tempête finale. Elle remplit tout le dernier acte de visions cinématographiques et d'un assourdissant tapage. L'incendie consécutif est préférable, ayant quelque chose de plus musical, un peu plus, que l'ouragan. Les grands désordres des éléments, du feu, de l'air ou de l'eau, sont des sujets redoutables. Il faut être Beethoven ou Wagner pour en chercher la représentation, non pas dans l'abus du matériel sonore, mais dans l'esprit, ou le génie de la musique même.

Si nous avons su vous donner quelque notion, peut-être imparfaite, de la pièce, nous n'y avons réussi que grâce au programme, la déclamation lyrique devenant de plus en plus la forme inintelligible par excellence du langage humain. Ajouterons-nous que dans le rôle

de l'héroïne la voix de Mme Fanny Heldy parut quelquefois hésiter entre deux notes et procéder par quarts de ton, à l'antique? Eh! bien non. Après avoir vu, entendu dans *la Traviata* Mme Heldy, brillante et touchante également, c'est de cela, de celle là seule qu'on aime à se souvenir.

Par un essor imprévu, M. Alfred Bruneau s'est élevé du réalisme d'Émile Zola au romantisme de Victor Hugo, mais pas au meilleur, étant celui d'*Angelo. Hernani, Ruy Blas,* n'ont certes rien de moins déraisonnable. Mais ils ont quelque chose de plus : les vers. Et lesquels ! *Angelo tyran de Padoue* est en prose. On sait laquelle aussi.

Du podestat à la Tisbe :

« Et savez-vous ce que c'est que Venise, pauvre Tisbe? Venise, je vais vous le dire, c'est l'inquisition d'État, c'est le conseil des Dix. Oh! le conseil des Dix, parlons-en bas, Tisbe, car il est peut-être là quelque part qui nous écoute. Des hommes que pas un de nous ne connaît... des hommes qui ont dans leurs mains toutes les têtes. »

Restons sur cette image. Mais n'oublions pas non plus celle-ci : « Le jour où le lion de Saint-Marc s'envolera de sa colonne, la haine ouvrira ses ailes de bronze et s'envolera du cœur des Malipieri. » Malipieri! Où donc a-t-on déjà entendu ce nom-là en musique? Il m'en souvient : c'est dans *Haydée*, un opéra-comique, également vénitien, d'Auber, où le traître s'appelait Malipieri, « l'infernal Malipieri ». Il y avait là, soit dit en passant, une délicieuse barcarolle pour deux voix de femme : « *C'est la fête au Lido* », où la mélodie s'enveloppait des plus fines harmonies.

Ce n'est pas la première fois qu'est mis en musique *Angelo tyran de Padoue*. *La Gioconda* de Ponchielli fut jadis une imitation du drame. La musique en était vulgaire, toute en contrastes violents, sinon grossiers. Malgré cela, des qualités, grosses aussi, mais réelles : le sens du théâtre et du mouvement, la spontanéité, parfois la justesse de l'idée musicale et de l'accent, des élans, des éclats, et dans le dernier acte une invocation lyrique au suicide, la meilleure page de la partition. La voix splendide de Mme Litvinne, à ses débuts, y faisait merveille.

Il y a longtemps que nous avons l'ennui de ne pas beaucoup aimer les opéras de M. Alfred Bruneau. Après *Angelo*, nous contredire serait difficile et nous ne tenons pas à nous répéter.

CAMILLE BELLAIGUE.

THOMAS HARDY

Lorsque, la semaine dernière, ses quatre grands confrères, sir Edmund Gosse, John Galsworthy, Arnold Bennett et Bernard Shaw descendirent son léger cercueil dans un caveau du *Poets' Corner* à Westminster, il n'y eut aucun doute que l'Angleterre venait de placer là un de ses immortels.

La postérité avait commencé pour lui depuis longtemps (1). Son dernier roman datait de 1894. Il avait donné le premier en 1872, deux ans après la mort de Charles Dickens. Il survivait à toute sa génération. Il avait enterré même celle qui vint ensuite, celle d'Oscar Wilde et de Stevenson. Les changements du goût ne touchaient pas sa gloire. On sentait que ce solitaire avait bâti pour l'éternité.

Il vivait retiré depuis plus de trente ans dans son petit pays du Wessex, où se passent tous ses romans, dans une Angleterre agricole, une Angleterre très ancienne, demeurée inchangée au milieu de la grande île industrielle, dans cette contrée primitive, oubliée du monde comme certains coins de notre Vendée, et où se voient encore sur la bruyère de vieilles pierres sacrées, les mystérieuses colonnades druidiques de Stonehenge.

C'est ce pays qui revit à jamais dans la mémoire, pour quiconque a lu ces grands livres, *Jude l'obscur*, *Loin des foules*, *Tess d'Uberville*, *le Pays natal*: la lande d'Egdon Heath, « pareille à un fragment de nuit qui se serait installé là en avance sans attendre le crépuscule », et qui restera ainsi jusqu'au Jugement dernier ; les yeuses et les bois de chênes du Chase of Cranbourne, où la pauvre Tess « cessa d'être une jeune fille » ; les riantes vallées de Blackmoor où se passent les moments heureux de son amour, les landes désespérées de Flit-

(1) Voyez le bel article de M. Firmin Roz dans la *Revue* du 1er juillet 1906.

combe-Ash où elle cache son abandon; et tant de beaux types féminins, la douce Marty South ou l'énigmatique Eustacia, qu'on eût prise pour une déesse et qui, morte, avait sur la bouche la petite moue d'une personne « qui aime mieux se taire, de dégoût ».

Rien ne ressemble moins à des romans provinciaux, que ces livres dont l'auteur nous disait simplement que c'est ainsi que les choses se passent dans le Wessex. Dans ces histoires locales racontées dans une langue gauche et un peu terreuse, puisssante et embarrassée, d'une tenue sourde et sans sourire, le romancier s'élève au sentiment souverain de la tragédie antique : il avait retrouvé, pour peindre ses paysans, ces lois de la vie qui font la majesté d'Eschyle, l'idée de la destinée humaine et de la fatalité.

Cette idée domine plus que jamais l'immense épopée des *Dynastes*, espèce de fresque dramatique qu'il donna en 1907, et qui développe en vingt actes la gigantesque tragédie des guerres de Napoléon. Cet ouvrage extraordinaire est le pendant de *la Guerre et la Paix* de Tolstoï, et il est bien permis de trouver que le « sorcier du Wessex » s'y montre un penseur autrement fort que le grand seigneur russe. Ce poème où les figures historiques se mêlent aux êtres surnaturels, aux Esprits, aux Pitiés, aux chœurs des anges et des démons, comme dans les visions de Blake, demeure une des créations les plus grandioses de la poésie, depuis les *Histoires* de Shakspeare.

Dans ces dernières années, le patriarche des lettres anglaises, toujours vif et allègre, toujours merveilleusement au fait, jugeant avec lucidité la littérature nouvelle, se tenait à l'écart. Il n'écrivait plus que des vers, et, selon le conseil du sage, ne faisait plus que de la musique. Cet homme dont l'œuvre est si sombre, aimait la vie. Il en a ressenti mieux que personne la tristesse, « cette mélancolie qui est la sœur de la beauté, puisque la beauté doit mourir, et dont le temple même est le temple du bonheur ». Dans ce monde cruel et inintelligible, indifférent aux dieux, il enseigne la pitié, ne cesse de s'élever contre l' « inhumanité de l'homme », son inhumanité pour ses frères, pour la femme, pour la créature inférieure. Et la suprême leçon qu'il nous laisse est une leçon de courage.

La *Revue* se devait de saluer sa grande ombre.

Louis Gillet.

RECEPTION

DE M. ABEL HERMANT

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

« Le jeune homme élégant, mince, fluet, que vous êtes resté » C'est en ces termes que M. Henri-Robert, recevant sous la Coupole, le 26 janvier, M. Abel Hermant, l'a désigné aux applaudissements.

Le jeune homme, au-dessus de l'habit vert fermé jusqu'au col, élevait une figure poupine, où le sourire est fixé. La tête un peu renversée, il lisait d'une voix sonore, qu'il écrasait un peu au passage, les deux coins de la bouche retroussés. Il commençait ses phrases sur une note haute qui abaissait d'incise en incise; on eût dit que de belles personnes, correctes et parées, descendaient un degré solennel...

A sa droite, M. Henri de Régnier. A sa gauche, M. le maréchal Lyautey a été l'objet d'une ovation, quand M. Henri-Robert a appelé en témoignage « le glorieux soldat, mince et souple comme une lame bien trempée, qui a fait du Maroc une terre française ».

Le discours de M. Abel Hermant était très attendu. Il n'a pas déçu cette attente. Il a été, d'un bout à l'autre, parfaitement grammatical. Cette exactitude n'était pas uniquement faite pour le plaisir des amateurs de syntaxe, s'il en est. Le remerciement était un manifeste, dont l'intention restait visible, depuis le premier mot jusqu'au dernier.

M. Hermant disait à ses nouveaux collègues : « Vous êtes les gardiens du langage. Ce grand cardinal de Richelieu l'a voulu. Tel est votre office et telle est votre raison. Bien parler est un devoir, car celui qui n'emploie pas les mots propres fausse les âmes, comme

l'a dit Socrate. Pour nous, Français, bien parler est encore un devoir patriotique, car le langage français est la province la plus meurtrie de la France, et doit être restauré. L'Académie est une Église militante. »

C'est là ce qu'on appelle en politique prendre position, et il est rare qu'un nouveau venu le fasse avec tant de décision. Il faut reconnaître que la tactique était adroite. M. Hermant, au lieu de remercier ses collègues, les rappelait à leurs devoirs. Son discours est tout rempli d'allusions au maintien du bon usage, à la crise du français, à l'éducation des enfants, à l'esprit de tradition. Il n'a pas craint de renouer la plus désuète de toutes ces traditions, en faisant de nouveau l'éloge du chancelier Séguier, que les récipiendaires passaient sous silence depuis plus d'un siècle. Le cardinal de Richelieu a reçu l'encens deux fois, au début et à la fin. Enfin M. Hermant a glissé dans son discours, et dans l'exorde même, une dissertation sur l'emploi des mots qui ont une bonne acception et une mauvaise, comme est le mot « accueil », et il a voulu croire, non sans quelque malice envers ses nouveaux collègues, que ces mots-là, sans épithète, devaient toujours être entendus dans le meilleur sens.

Tout cela est parfaitement calculé. Si M. Hermant a composé un remerciement qui ressemble à l'allocution inaugurale d'un congrès de régents, ce n'est pas sans dessein. Il a mené ses nouveaux confrères sur son propre terrain, là où il fait figure de spécialiste. Il a tiré à soi l'Académie, renversé les rôles et pris rang. Pour un début, ce n'est pas mal.

Et Boylesve en tout cela? Car, après tout, il s'agissait de faire son éloge. On ne peut pas dire qu'il soit absent du discours de M. Hermant. On entrevoit par instants sa figure mélancolique. Il erre entre ces phrases bien faites, comme une ombre sans sépulture.

On ne peut même pas dire que M. Hermant ne lui ait pas rendu les honneurs funèbres prescrits par les rites. Un passage du discours, lapidaire comme tous les autres, devra être cité par les critiques qui auront la curiosité d'étudier Boylesve. « Il a fait de sa grande douleur un petit roman. Sa pudeur ombrageuse s'accordait toujours avec sa vocation de conteur. Il ne savait ni taire les émotions de sa sensibilité la plus intime, ni les exprimer sans tendre devant elles le voile transparent d'une fiction... » Des sentences si pénétrantes et si justes font regretter que M. Hermant n'ait pas fait de son prédécesseur un véritable portrait. Il s'est diverti à mainte digression. Il a visité la Haye-Descartes et il a reconnu qu'il n'avait rien à en

apprendre. Il s'est promené sans hâte dans des jardins de Touraine et d'ailleurs. Le pauvre Boylesve attendait toujours, son obole sous la langue, qu'il l'embarquât pour l'immortalité.

C'est que Boylesve est si peu un personnage de M. Hermant ! Ceux-ci sont pittoresques, violents, ingénus et saugrenus. La parfaite correction du style rend plus sensible la fantaisie de leurs ridicules. Au contraire, Boylesve, quand il écrit, est la même réserve. Il a dit quel tour il aimait dans la confidence, et M. Hermant a cité la phrase : « J'aime qu'il me montre qu'il a vraiment senti, mais par quelque détour, ou bien à travers un voile tendu habilement. J'aime qu'il se laisse surprendre ou bien qu'il dise : *Ce n'est rien, ce n'est rien*, quand on voit qu'il pleure. » Cette discrétion japonaise, c'est tout l'auteur de *Mon amour*. Pour parler le style du jour, il est un refoulé. Il en a fait l'aveu dans une phrase : « Oh ! comme il faut que je me sache seul pour bien sentir, c'est-à-dire pour sentir si fort que la traduction rigoureuse en paraîtrait insensée ! » Cet aveu précis fait sourire M. Hermant. C'est un sourire très fugitif, la durée d'une ligne. En craignant de passer pour un fou romantique, dit-il, Boylesve a montré moins de naïveté que de complaisance. Ce qui signifie que Boylesve n'était pas si sensible qu'il le croyait lui-même, et cela fait plaisir à M. Abel Hermant.

A cette harangue, si pure qu'elle ferait regretter le mauvais langage, M. Henri-Robert a répondu dans un style familier, avec beaucoup de sens et de raison. Il a très joliment défini l'œuvre de M. Hermant, la curiosité qu'il a d'observer des originaux et montré comment le tableau qu'il a fait des cours est une préface à l'histoire. Conçu suivant la plus certaine tradition académique qui veut que l'éloge s'agrémente de quelques traits piquants et vérités acides, ce discours plein de vie et de mouvement et admirablement lu, a obtenu le plus grand et le plus légitime succès.

Et M. Henri-Robert a prononcé un de ces mots qui remplacent toutes les critiques : « Vous nous offrez, a-t-il dit, un divertissement glacial. » Il est vrai qu'il a dit aussi : « Vous semblez un homme en état de légitime défense, cachant sous un sourire les irritations de sa sensibilité. »

Henry Bidou.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Pan-America. Pan-Europa. Société des nations. La guerre hors la loi. Ainsi se traduit sous nos yeux, en une recherche confuse et trop souvent déçue, la permanente aspiration des hommes et des peuples à l'unité et à la paix organisée. Pourquoi faut-il que tant de bonne volonté au service de si nobles tendances se heurte à tant d'obstacles et aboutisse si rarement, si fugitivement, aux résultats souhaités? Pourquoi les ambitions, les passions, la malice, parviennent-elles à se glisser parmi les plus généreux projets, à les déformer, à tel point que les plus désintéressés parmi les hommes sont aussi, — l'expérience nous l'enseigne, — ceux qui doivent craindre davantage d'être des dupes? Pourquoi la défiance apparaît-elle comme l'une des qualités nécessaires à l'homme d'État? C'est la loi de l'humaine condition : « L'homme n'est ni ange ni bête, et le malheur veut que qui veut faire l'ange fait la bête. »

Au congrès des républiques d'Amérique, qui s'est ouvert le 16 janvier à La Havane, s'agit-il d'entente panaméricaine ou d'hégémonie des États-Unis? C'est précisément la question que l'on ne pose pas ouvertement, mais qui préoccupe tous les esprits. L'initiative des conférences panaméricaines appartient aux États-Unis. C'est en 1881 que James G. Blaine lança l'idée d'une sorte de fédération des républiques des trois Amériques. Le premier congrès se réunit à Washington en 1889. La session actuelle est la sixième. Du programme des travaux la politique était en principe exclue, mais elle restait sous-jacente, toujours présente sous le voile des intérêts économiques. L'ombre du président Monroe planait sur ces réunions; sa fameuse doctrine, adaptée et rénovée selon l'avantage de Washington, formait, entre ces États disparates par la langue, les

mœurs et les intérêts, un lien artificiel qui n'empruntait sa solidité qu'à la puissance des États-Unis. Le temps est passé depuis longtemps où les Républiques du Nouveau-Monde pouvaient redouter un retour offensif des vieilles métropoles et éprouvaient le besoin de se sentir les coudes en face de l'Europe. A l'abri de la doctrine de Monroe, c'est la suprématie du Nord qui s'est établie et qui se consolide. Sous prétexte de protéger l'indépendance des autres républiques, les Yankees sont intervenus, par les armes ou par l'ascendant de leur puissance, dans les affaires du sud pour les contrôler et les régenter.

Le fait d'habiter une portion du même continent qui allonge ses côtes, d'un pôle à l'autre, sur une immense étendue, ne crée, entre les États des deux Amériques, ni un voisinage ni une solidarité naturelle Les rapports des Républiques latines du sud sont plus faciles et plus fréquents, le commerce plus actif avec l'Europe occidentale qu'avec les États-Unis; l'ouverture du canal de Panama a rapproché de l'Europe les républiques du Pacifique. Les métropoles intellectuelles, culturelles, religieuses, des grandes villes de langue espagnole et portugaise sont Madrid, Lisbonne, Rome et surtout Paris, où les Américains du sud trouvent une civilisation accordée à leurs goûts et à leur esprit. Entre les républiques du sud et les États-Unis, les relations n'ont guère d'autre objet que les affaires. Mais le roi-dollar fait son œuvre de conquête : le capital du nord est intéressé aux plus belles affaires du sud quand il n'en est pas le créateur et le maître. La politique n'a même pas besoin d'intervenir, encore moins la force; la puissance économique suffit pour établir une véritable suprématie du nord, que le sud rejette tant qu'il peut, mais qu'il est, dans une certaine mesure, contraint de subir.

Le programme du congrès de La Havane comporte l'étude et la discussion d'un projet d'union panaméricaine permanente, et c'est pourquoi il n'était pas attendu sans appréhension par les États sud-américains. La présence du président Coolidge lui-même, flanqué de quatre-vingt-trois hauts fonctionnaires, révèle l'importance que le gouvernement de Washington attache à cette session qui se tient à La Havane, c'est-à-dire dans la capitale d'une république latine dont l'indépendance théorique dissimule une sorte de protectorat habilement déguisé. Cette situation s'est manifestée dans le choix du Président qui est M. Coolidge, bien que la coutume soit de désigner le chef de l'État dans la capitale duquel siège le congrès. La tactique des États-Unis est d'éluder la discussion d'un statut de l'union pan-

américaine, car la plupart des États sont disposés à profiter de l'occasion pour affirmer et renforcer l'indépendance des petites républiques à l'égard des plus puissantes. Les spectateurs mal renseignés s'attendaient à voir se manifester un antagonisme entre le Mexique et les États-Unis dont les intérêts, au Nicaragua, sont en opposition et qui, il y a quelques mois, semblaient à la veille d'un conflit armé; mais les Yankees savent trouver, pour agir sur la politique du Mexique, des moyens ingénieux; le dollar et le pétrole entrent en jeu; il a suffi qu'un nouvel ambassadeur, M. Dwight Morrow, de la banque Morgan, vint représenter les États-Unis à Mexico, pour que le farouche président Calles, persécuteur barbare du catholicisme, devînt moins rebelle aux inspirations politiques de Washington. Le moyen est plus pratique et comporte moins de risques que d'envoyer des soldats américains se faire massacrer par les guerillas; mais sans doute est-il moins définitif, car, en fin de compte, le nationalisme mexicain, belliqueux et mal endurant, tient en échec la puissance militaire et politique des États-Unis. Le dollar, subtil et multiforme, s'insinue partout à la faveur des différends qui séparent et parfois animent l'une contre l'autre les républiques latino-indiennes dont l'irréductible particularisme n'a jamais réussi à trouver une formule d'union; le nord parvient ainsi à imposer, du Groenland à la Terre de feu, un impérialisme, qui, pour n'être ni militaire ni juridique, n'en est pas moins dominateur (1).

Mais la résistance s'organise à mesure que les républiques du Sud prennent conscience de leur force, de leurs ressources et de l'originalité de leur civilisation. Au congrès de La Havane apparaissent les premiers signes de cet esprit d'indépendance et d'égalité démocratique qui grandit au sud du canal de Panama. Du discours inaugural de M. Calvin Coolidge, pourtant très modéré et nuancé, la seule phrase qui souleva les unanimes applaudissements des représentants de 22 républiques fut celle où il affirma : « la souveraineté des petites nations américaines est toujours respectée et le règlement des différends sans recourir à la force est caractéristique de leurs rapports. » Ce discours vaut d'ailleurs la peine d'être médité; il est, d'un bout à l'autre, une apologie de la civilisation européenne dans sa forme la plus parfaite, la plus définitive, qui est en train de se réaliser en Amérique sous l'égide de la grande Fédération des États-Unis. C'est pour ce grand objet que M. Coolidge convie tous les États du Nouveau-

(1) Voyez, sur toutes ces questions, le récent et intéressant livre de M. Louis Guilaine : *l'Amérique latine et l'impérialisme américain* (A. Colin, in-16).

Monde à réaliser l'union panaméricaine; elle n'implique d'ailleurs « aucun antagonisme à l'égard d'une autre partie du monde ou d'une autre organisation internationale ». L'Amérique est une terre de paix. Cependant, dit M. Coolidge, « nous avons tous éprouvé le besoin de défendre nos nationalités, convaincus que l'abandon déraisonnable de l'art militaire aboutit en fin de compte à une désintégration désastreuse du moral du pays. Mais c'est une chose de se préparer à défendre ses droits et c'en est une autre d'avoir recours à la force quand la raison devrait dominer. »

Mais la plupart des républiques américaines sont, en même temps, membres de la Société des nations; plusieurs d'entre elles siègent ou ont siégé au Conseil. Elles ont pris à Genève le goût d'un droit plus objectif, plus universel et, en même temps, d'une plus complète indépendance, d'une égalité plus effective. Dans quelle mesure la Société des nations aurait-elle compétence et surtout pouvoir pour garantir l'indépendance et les droits des petits États américains contre les abus de la force, d'où qu'ils puissent venir? On évite de poser la question, car les Américains du nord n'aiment pas entendre parler de l'enfant qu'ils ont renié; pourtant, elle hante tous les esprits. Il s'agit de savoir si la doctrine de Monroe, comme le professe M. Alvarez, le distingué jurisconsulte chilien, est le fondement d'un droit international particulier à l'Amérique et complètement distinct du droit européen (1). Plus ou moins clairement, les Latino-Américains sentent que la Société des nations apporte à leur indépendance une garantie tout au moins morale. M. Gustave Guerrero, président de la délégation du San-Salvador, aurait, dit-on, l'intention, avec la délégation mexicaine, de proposer au Congrès un projet de modification des statuts de l'union panaméricaine dans un esprit d'égalité entre les États et dans l'intention de réduire à de justes bornes l'influence des États-Unis. Le même M. Guerrero a déclaré que, à son avis, la Cour permanente de justice internationale de La Haye est mieux préparée que n'importe quel autre tribunal pour trancher les différends éventuels entre les républiques américaines ou entre celles-ci et d'autres États ; les juges de La Haye, n'ayant aucun intérêt en Amérique, présentent les plus grandes garanties d'impartialité. Nous verrons dans quelle mesure ces préférences pourront se traduire par des actes. Sans que l'Europe le

(1) M. Alvarez est l'auteur d'un livre : *La réforme du pacte de la Société des nations sur des bases continentales et régionales*, dont le titre indique la tendance. (*Rapport à la 5e session de l'Union juridique internationale, 1926*).

cherche, il s'établit, dans l'Amérique du sud, une sorte de concurrence entre son influence et celle du capital américain. L'Europe attire les Latino-Américains et ne les inquiète pas ; les États-Unis les inquiètent et ne les attirent pas. Les États-Unis, avec le Canada, constituent à eux seuls une Société des nations, car toutes les races du monde ont contribué à les peupler. Les républiques du sud forment avec celles du nord un autre type de société d'États spécifiquement américains ; et cette Société n'est nullement incompatible avec celle, plus large encore, dont le siège est à Genève. Il ne semble pas, d'ailleurs, qu'il puisse sortir, du Congrès de La Havane, autre chose que d'intéressantes indications d'avenir.

Ces faits sont importants par eux-mêmes, car les destinées futures de l'Europe sont en partie liées à ses relations avec le Nouveau Monde. Mais, dans le moment présent, n'avons-nous pas aussi le droit d'y chercher une explication de l'attitude du gouvernement de Washington dans ses négociations avec la France ? En détournant la proposition de M. Briand de son sens originel, en cherchant à en faire sortir une manifestation générale et d'ailleurs purement verbale contre tout recours à la guerre, le gouvernement de M. Coolidge ne se propose-t-il pas de faire pièce à la Société des nations et de rallier autour des États-Unis les républiques latines de l'Amérique ? Ajoutons-y la préoccupation d'obtenir, en vue des élections qui s'approchent, un succès retentissant, et nous comprendrons mieux le sens et la portée réelle des notes qui nous viennent actuellement de Washington.

M. Briand a répondu, le 5 janvier, à M. Kellogg qui, à son tour, a adressé, le 11, à M. Claudel une nouvelle lettre à laquelle le gouvernement français a encore répondu le 21. Le désaccord porte essentiellement sur deux points. Avant d'élargir la négo iation et de poursuivre la signature d'une déclaration « multilatérale », la France est d'avis que la déclaration soit signée d'abord, comme elle l'avait proposé en juin, par les États-Unis et la France seuls, en raison de leurs relations historiques. Le second point, qui est le plus important, concerne la définition de la guerre. C'est la guerre d'agression, et elle seule, que la France entend condamner. En vertu même du pacte de la Société des nations, la guerre peut devenir nécessaire, pour les États membres de la Société, dans les cas où le Conseil décide qu'il y a lieu d'y recourir et dans la mesure où il le juge indispensable. L'emploi des moyens de force, comme sanction du crime d'agression et comme moyen efficace de le prévenir, est

le fondement même de l'organisation de la Société des nations. La France, ni aucun des États membres de la Société, n'a le droit de s'interdire d'y recourir dans les limites prévues par le pacte. En outre, dans l'esprit et conformément à la lettre du pacte, la France a signé des conventions défensives avec plusieurs États de l'Europe centrale ; elle entend rester fidèle à ses engagements. Enfin, en septembre 1927, l'assemblée de la Société des nations, sur la proposition de la Pologne, a adopté une résolution dans laquelle « les puissances ont été amenées à spécifier que l'action à condamner comme un crime international est la guerre d'agression, et que tous les moyens pacifiques doivent être employés pour le règlement des différends, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre les États ». S'interdire absolument tout acte de guerre serait se condamner, selon le mot historique du grand juriste brésilien Ruy Barbosa, « à rester neutre en face du crime ». La négociation franco-américaine, tout en restant très amicale, s'engage ainsi dans une voie dilatoire. Il eût été préférable de ne pas l'ouvrir ; mais l'essentiel, maintenant, est de ne pas la laisser dévier. Si elle doit échouer, il importe que ni l'opinion américaine, ni l'opinion française n'en puissent prendre ombrage et que, d'une divergence de vues ou d'interprétation d'intérêt secondaire, aucun nuage ne puisse sortir et troubler l'amitié séculaire des deux peuples. En attendant, on a le droit d'espérer que la convention d'arbitrage, qui vient à échéance le 6 février, pourra être renouvelée en temps utile.

Ce sont les représentants de l'Angleterre qui, à Genève, ont particulièrement insisté pour qu'il soit spécifié que la résolution proposée par la Pologne en septembre s'applique à la guerre d'agression ; on comprendrait mal, dans ces conditions, comment certains journaux critiquent les réponses françaises à M. Kellogg, si l'on ne savait que, même au prix d'une palinodie, ils sont toujours empressés à flatter les États-Unis. Quant à la presse allemande, il serait plus adroit de sa part de ne pas s'élever contre la distinction nécessaire entre les guerres d'agression et les autres et de ne pas laisser transparaître son désir immodéré de voir la France renoncer à ses alliances défensives avec la Pologne et les États de la Petite Entente. Si la presse du Reich souhaitait que l'on mit en doute ses sentiments pacifiques, elle ne s'y prendrait pas autrement. Les Allemands ont peut-être, à leur point de vue, de bonnes raisons de désirer la disparition des alliances particulières, sauf sans doute de leur traité

de Rapallo avec les Soviets ; mais les Anglais, eux, n'ont d'autres raisons avouables que celles qui jaillissent de leur profond instinct d'insulaires opposés à toute organisation continentale.

C'est pourtant, en face de la puissance économique des États-Unis, à une organisation continentale européenne qu'aspirent les esprits clairvoyants de tous les pays. Pan-Europa sera sans doute plus difficile encore à réaliser que Pan-America, mais elle est aussi plus nécessaire. Le morcellement des anciens États, la multiplication des frontières et des barrières douanières, la répartition inégale des matières premières, font ressortir avec plus d'évidence la nécessité d'élargir les horizons économiques et politiques de chaque collectivité nationale. Il est caractéristique que les grands industriels allemands sont parmi les initiateurs les plus convaincus du mouvement paneuropéen. A la production américaine toujours grandissante ne suffit plus le marché intérieur ; elle viendra de plus en plus faire concurrence à la production du puissant groupe de l'Europe occidentale où dominent la France, l'Allemagne et la Belgique. Les Allemands ont fait, pendant et après la guerre, l'expérience de la vitalité de la France et de la fécondité de son génie ; ils connaissent leur propre force de production et d'organisation ; et il leur apparaît que l'association des énergies européennes, selon une formule qu'ils s'attendent à voir sortir du clair esprit français, serait seule de taille à tenir tête à la formidable usine américaine. Au congrès paneuropéen de Vienne, en octobre 1926, l'ancien chancelier, docteur Wirth, saluait en Napoléon le protagoniste de l'idée d'organisation européenne. Unité dans la diversité, coordination des efforts, coopération économique : tel serait le programme. Ce sont là des tendances qu'il est intéressant de signaler pour leur nouveauté et que l'expérience conseille d'étudier.

L'idée d'organisation européenne est à l'ordre du jour, parce qu'elle répond à un besoin. Le problème de la paix, tel que nous l'avons ici souvent défini, consiste à articuler une Allemagne pacifique à une Europe pacifiée. Parmi les petits et moyens États de l'Europe, la masse allemande, par comparaison, apparaît plus compacte et plus pesante ; elle cherche des marchés pour sa production, un terrain d'expansion pour son activité économique et le surcroît de sa population. Si une organisation européenne ne parvient pas à se constituer, l'Allemagne ira coloniser les vastes étendues de la Russie, exploiter ses immenses richesses naturelles, et formera avec elle un bloc redoutable par le nombre des hommes et par les

ressources de toute nature. En tout état de cause, l'Allemagne restera une puissante machine à produire et à consommer.

Toute tentative d'organisation continentale européenne se heurte à une question préalable : quelle sera la place, quel sera le rôle de l'Empire britannique? Entre les Amériques et l'Europe il constitue une unité à part, une Société de nations, dont la flotte anglaise forme le lien et qui tend à constituer une unité économique particulière, un organisme politique séparé et complet. Le gouvernement anglais, sous l'influence des Dominions, tend de plus en plus à limiter ses engagements continentaux; loin de consentir à en contracter de nouveaux, il interprète toujours au sens le moins large ceux que sa participation à la grande guerre l'a amené à prendre. Il ne veut en aucun cas se trouver lié par des contrats que le parlement britannique ne resterait pas libre d'interpréter et d'appliquer souverainement. Les engagements de Locarno eux-mêmes restent conditionnels, puisque l'Angleterre garde la faculté d'apprécier les cas dans lesquels sa garantie doit jouer. Elle rejette toute idée de participation à un « Locarno oriental ». L'Angleterre, en somme, tend à se détacher de l'Europe pour suivre ses Dominions. Gardons-nous de lui faire grief de ce qui lui apparaît comme une nécessité; mais agissons en conséquence et perdons l'espoir de la rattacher avec son Empire à une organisation européenne.

Le gouvernement britannique vient de publier un document qui éclaire, du point de vue que nous venons d'indiquer, sa politique : c'est le mémorandum destiné à servir de base au travail de la Commission de sécurité de la Société des nations qui doit se réunir le 20 février. M. Benès, président de cette Commission, a rédigé un questionnaire qui a été soumis à tous les gouvernements représentés, afin que, au cours de la prochaine session, on puisse éviter toute proposition qui se trouverait en opposition avec les intentions de l'un des États intéressés. C'est la réponse du Foreign Office à ces questions qu'il est édifiant d'étudier. Ses méthodes d'observation et de raisonnement s'inspirent de l'empirisme philosophique et s'opposent nettement au juridisme français. Tablant sur l'expérience du passé, l'Angleterre estime qu'il n'est pas possible de renfermer tous les cas qui peuvent se présenter en des formules rigides, mais qu'il convient de laisser une grande latitude à la libre initiative de chaque gouvernement dans chaque cas particulier. Par exemple, en ce qui concerne l'application de l'article 10 du Pacte, ce n'est pas au Conseil de la Société des nations, mais aux autorités constitutionnelles de

chaque État qu'il appartient de décider dans quelle mesure il est obligé d'assurer l'exécution de ses engagements généraux par l'emploi de ses forces militaires. Le Conseil, dans ses « recommandations », doit tenir compte de la situation géographique et des conditions spéciales des divers États dans les circonstances diverses qui se présentent. De même le Foreign Office ne veut pas que l'on cherche à établir par avance une définition de l'agresseur.

Cette souplesse d'interprétation, que tient à garder le gouvernement britannique, peut avoir des avantages; elle balance la tendance exagérée au formalisme juridique qui risque d'ankyloser la Société des nations; mais elle a aussi de graves inconvénients. En matière de sécurité, en effet, les États continentaux, qui peuvent être attaqués et envahis du jour au lendemain, ont besoin de savoir, avant toute réduction de leurs forces militaires, sur qui et sur quoi ils peuvent compter. Pour s'être dérobée à tout engagement préalable, l'Angleterre a manqué l'occasion de prévenir la guerre de 1914 : l'exemple donne à réfléchir. A lire le mémorandum du Foreign Office on voit que l'Empire britannique s'exclut lui-même de toute organisation européenne qui n'aurait pas pour théâtre et pour objet les régions auxquelles, par tradition, il s'intéresse, c'est-à-dire la Belgique et le Rhin, et, d'autre part, la Méditerranée. L'Empire britannique ne participera à aucune organisation, ne prendra aucun engagement, dans les régions où il n'a pas d'intérêts directs. De même, en matière d'arbitrage, il veut bien élargir quelque peu ses anciens traités qui excluaient, en fait, tous les cas susceptibles d'entraîner la guerre, mais le mémorandum précise qu' « aucun État ne peut admettre de soumettre à un tribunal international des questions qui relèvent exclusivement de sa souveraineté nationale ». Aussi n'a-t-il pas signé la clause facultative d'arbitrage obligatoire de La Haye. Il préfère des accords bilatéraux à des accords généraux d'arbitrage qui resteraient dépourvus de sanction obligatoire, car l'heure ne semble pas venue au gouvernement de Londres d'élaborer un système général de sanctions internationales, surtout de sanctions militaires. Il est dans le caractère des Anglais et dans la tradition politique de l'Empire britannique de rechercher, dans les relations internationales, ce qu'un philosophe français nommait « une morale sans obligation ni sanction ». Mais la France peut-elle s'en contenter pour reconnaître que sa sécurité est assurée?

Une occasion se présente d'expérimenter la valeur pratique de l'un des moyens que la Société des nations offre aux États pour

garantir leur sécurité : c'est l'affaire des cinq wagons de mitrailleuses saisis par les autorités autrichiennes à la gare de Saint-Gotthard, frontière de la Hongrie. Depuis le 31 mars 1927 a cessé, en Hongrie, le contrôle interallié ; c'est donc à la Société des nations que les États de la Petite Entente se sont adressés pour obtenir qu'une enquête soit faite. A maintes reprises, ces puissances ont été informées que la Hongrie, contrairement au traité, recevait fréquemment des armes et des munitions : voilà le cas de s'en assurer. La Hongrie, par l'article 147 du traité de Trianon, s'est engagée « à se prêter à toute investigation que le conseil de la Société des nations, votant à la majorité, jugerait nécessaire ». Le Conseil est régulièrement saisi. On ne voit pas comment il se déroberait à une sérieuse investigation, quels que puissent être les efforts de Londres pour arranger l'affaire à l'amiable, c'est-à-dire pour l'étouffer. Mais l'enquête sera-t-elle générale ou limitée aux wagons litigieux ? Dans le second cas, elle risque fort d'être insuffisante. Une enquête générale qui montrerait une Société des nations vigilante, prompte à remplir les devoirs qu'elle tient de sa charte, impartiale, ne manquerait pas, en créant un précédent, d'avoir un effet moral considérable pour l'établissement de la sécurité générale en Europe. Nous allons savoir ce que vaut, pour le contrôle du désarmement, l'organisme de Genève.

Au moment où reparaît la question du désarmement, disparaît, en Allemagne, l'homme qui a refait l'armée après la guerre et qu'un journal ne craint pas de comparer au baron de Stein. Le « ministre inamovible », M. Gessler, qui depuis 1920, sous treize ministères, était resté en fonctions, a donné définitivement sa démission. Raisons de santé, chagrins intimes, peut-être aussi, dit-on, dépit de voir son autorité amoindrie et son influence déclinante : peu importe. Aussi bien, toute la presse allemande reconnaît que l'œuvre du ministre démissionnaire est achevée. Il est remarquable que, des hommes qui ont présidé à la reconstitution de l'armée allemande, le premier, Noske, était socialiste, le second, Gessler, démocrate. M. Noske a pris en mains l'armée désorganisée par la révolution, contaminée par le communisme, découragée par la défaite, et il en a fait l'instrument grâce auquel le parti social-démocrate, allié au Centre catholique, a mis fin au règne éphémère du bolchévisme, restauré l'ordre dans l'État et assuré le vote de la constitution de Weimar. M. Gessler a achevé la liquidation de la vieille armée qui avait fait la guerre et, profitant de la faute capitale commise, à la requête des Anglais, dans la rédaction du traité de Versailles, il a organisé une armée de

métier, une armée de cadres ; il a réussi à sauver les apparences et, tout en respectant à peu près la lettre du traité, à faire, de la Reichswehr allemande, un excellent outil de guerre. Au point de vue technique, il a suivi les avis des généraux les plus qualifiés de l'ancienne armée, von Seeckt d'abord, puis von Heye. « Dans ce temps pauvre en personnalités, conclut la *Berliner Börsen-Zeitung*, Gessler fut une personnalité ; et ce qu'il a fait est une œuvre historique. »

Les journaux démocratiques, tout en rendant hommage au travail technique de M. Gessler, lui reprochent, non sans acrimonie, d'avoir, sous prétexte de soustraire l'armée à la politique, manqué l'occasion d'en changer l'esprit, de la démocratiser. Les nationalistes l'en louent, mais les social-démocrates s'en plaignent : « Ses huit années de ministère ont été un malheur pour la République », écrit le *Vorwärts*. A ces critiques M. Gessler répond : « Vous savez ce que j'ai fait ; vous remarquez sans doute ce que je n'ai pas fait ; mais pas un de vous ne sait ce que j'ai empêché. » A quoi M. G. Bernhard, dans la *Gazette de Voss*, riposte : « Nous croyons volontiers que Gessler a empêché beaucoup de bêtises. Mais, malheureusement, il a empêché aussi la démocratisation de l'armée allemande. » Le *Vorwärts* va jusqu'à dire : « ce qu'il a appelé *dépolitiser* l'armée a consisté, en pratique, à la *dérépublicaniser*, à lui donner une physionomie monarchiste. » A l'œuvre de M. Gessler, les journaux de gauche opposent celle de M. Severing qui aurait, selon eux, constitué en Prusse, avec des éléments identiques, une *Schupo* républicaine. Dans la Reichswehr, le recrutement démocratique des cadres est tari et le corps d'officiers tend à redevenir une caste militaire qui fait cause commune avec les associations antirépublicaines de droite. En somme M. Gessler a été, déclare M. Bernhard, « un paravent démocratique pour une armée reconstruite sans rien de démocratique ».

Le ministre démissionnaire est remplacé par le général Grœner, celui qui, à l'heure de la débâcle, supplanta Ludendorff et exigea l'abdication de Guillaume II. La retraite de M. Gessler n'est que l'un des symptômes des divisions profondes qui, à l'approche des élections, se manifestent dans les partis politiques et dans la masse du pays. Crise intérieure parmi les catholiques du Centre ; discussions très vives, à propos de la Conférence des États fédérés, entre unitarisme et fédéralisme ; formation d'une ligue pour la rénovation du Reich : ce sont là d'importants sujets sur lesquels nous aurons à revenir. L'Allemagne cherche sa voie ; l'Allemagne se cherche elle-même.

« Comment peut-on être Persan ? » Une telle question n'est plus de mise. Si tous les Parisiens ne savent peut-être pas exactement où est situé l'Afghanistan, aucun n'ignore que le Roi et la Reine de ce pays, qui ont fait leur entrée dans notre capitale le 25 janvier, sont des amis de la France et de sa civilisation. Entre la Perse, le Turkestan russe et l'Inde anglaise, les hauts plateaux d'Afghanistan constituent un bastion formidable, flanqué de chaînes gigantesques, peuplé de montagnards belliqueux et fiers. Longtemps l'Afghanistan a été disputé entre les influences anglaise et russe. Les accords de 1883 et de 1905 y établissaient une sorte de protectorat britannique ; le gouvernement des Indes versait chaque année à l'émir d'Afghanistan une pension de 1 850 000 roupies. Lorsque fut assassiné l'émir Habiboullah, le 20 février 1919, son troisième fils, Amanoullah Khan, lui succéda ; son premier acte fut de signifier au gouvernement de Calcutta la pleine indépendance de l'Afghanistan en refusant la subvention traditionnelle. En 1925, il se proclamait roi. Depuis le Bosphore jusqu'aux frontières de l'Inde, un mouvement de rénovation, de modernisation transforme les grands États musulmans : Turquie, Perse, Afghanistan. Le roi Amanoullah, qui fait instruire en France de jeunes Afghans, parmi lesquels son propre fils, qui a fait venir à Caboul des professeurs français, qui confie à des savants français le soin de diriger les recherches archéologiques, se propose, dans son voyage, comme un nouveau Pierre le Grand, d'étudier les méthodes de travail et d'administration des peuples occidentaux. Tandis que la Russie retourne à l'asiatisme, les États musulmans d'Asie s'européanisent ; mais s'ils adoptent les armes, les outils, les méthodes de l'Europe, c'est afin de mieux sauvegarder leur propre indépendance. Sous l'impression énergique et réformatrice d'un souverain éclairé, l'Afghanistan est appelé à jouer un rôle important dans la rénovation de l'Asie. C'est pourquoi le roi Amanoullah a recueilli à Paris, avec les compliments officiels, les sympathies populaires.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

LE CALVAIRE DE CIMIEZ

TROISIÈME PARTIE (1)

LE RETOUR

Valentine de Croisy venait d'arriver à Cimiez, accompagnée de sa fidèle Suédoise, cette Greta qui, depuis la mort presque simultanée de ses parents, ne l'avait jamais quittée, et pas même dans la maison de santé où elle avait désiré la suivre, où elle avait appris à la longue les soins à donner aux malades atteints de ces opiniâtres psychoses si lentes à guérir.

Bien qu'elle fût amaigrie, — ce qui allongeait sa haute taille, — elle n'avait point trop vieilli au cours de ces douze années de réclusion, comme si elle s'y fût reposée du surmenage de son cœur exalté. Elle avait dépassé de peu la quarantaine et, si elle ne recherchait pas ces artifices de toilette et de peinture par quoi les femmes de cet âge ont accoutumé de reculer jusqu'à ses plus extrêmes limites l'art de plaire, elle avait eu trop de séduction pour n'en pas maintenir les restes au prix de quelques soins exacts. Devançant la mode sans le savoir, elle avait dû couper ses beaux cheveux blonds, mais ils bouclaient encore par-devant et leur nuance, comme la blancheur lumineuse de la peau, contrastait avec les yeux sombres, couleur de la châtaigne mûre, que de longs cils ombrageaient. Elle s'habillait en clair, avec des écharpes dont elle

Copyright by Henry Bordeaux, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier et 1er février.

jouait, et se laissait prendre de loin pour une jeune fille, de près pour le fantôme d'une beauté atteinte et indifférente à elle-même. Mais elle n'était plus une malade.

Elle n'était plus une malade, car tous les symptômes morbides, tous les troubles mentaux avaient disparu ; aucune de ses facultés ne s'était abaissée ; elle avait repris ses habitudes de vie normale et saine, et surtout elle pouvait raisonner en pleine tranquillité et lucidité sur les troubles qu'elle avait présentés et qu'elle-même analysait avec sang-froid, comme s'il se fût agi d'une autre personne. Sur la cause même de ces troubles, dès qu'elle avait repris possession de sa volonté, elle avait jeté à demi un voile de silence, et le docteur Charpent qui l'avait sauvée avait dû trop souvent combler les lacunes, pressentir un domaine où il n'était pas admis. Ayant vécu par son amour, c'était son amour qu'elle avait retrouvé, le premier, quand elle avait pu sortir des ténèbres, comme s'il l'attendait à la porte de lumière.

Sa guérison tardive n'était pas si étrange qu'elle déroutât les psychiatres. Elle n'avait pas été soignée au début assez énergiquement. Le vieux docteur Gaillardet qui l'avait reçue à la maison de santé de Neuilly, lors de son premier internement au début de la guerre, l'avait crue incurable en raison de l'état statique qui avait suivi la crise et la tentation de suicide, et aussi parce qu'il avait attaché trop d'importance aux causes héréditaires, auxquelles la science actuelle accorde moins de crédit qu'aux circonstances occasionnelles : le suicide du père à la suite de pertes au jeu, la nervosité de la mère qui ne put survivre au malheur, et son premier accès prolongé de mélancolie au début du mariage. Lui-même, ayant perdu un fils à la bataille de la Marne, n'était que trop prédisposé à croire aux catastrophes et ne réagissait plus suffisamment sur le moral de ses clients. En l'absence du docteur Charpent mobilisé, il administrait sans élan et sans conviction le charmant asile presque abandonné, construit dans l'ancien château de Louis-Philippe, et fut heureux de résilier ses fonctions dès le retour de son jeune confrère.

Celui-ci avait déjà compris, au cours d'une permission, qu'on avait fait fausse route et que l'état de M^me^ de Croisy n'était pas désespéré, bien qu'on eût laissé passer près de quatre années, — quatre années qui sont pour toute guérison des mala-

dies mentales un délai déjà inquiétant et décourageant. Son attention avait été mise en éveil à la salle de douche où il avait accoutumé d'opérer en personne, afin de mieux doser la force du jet et le degré de chaleur. La malade, qui n'avait jamais opposé la moindre résistance devant le vieux médecin inoffensif, prit la fuite dès qu'elle fut en présence du nouvel opérateur et il fut impossible de la calmer ni de la ramener. On dut la poursuivre nue dans le jardin et la recoucher en hâte. Alors que les gardes voyaient là un épisode aigu du mal succédant à une période d'inertie profonde, il eut le mérite d'imaginer une autre interprétation : celle d'une pudeur retrouvée, signe d'une sensibilité revenue. Et de fait, Valentine avait brusquement, devant un inconnu, ressenti la gêne de se découvrir sans voiles. Le docteur Charpent qui devait repartir aux armées éloigna sans retard la malade et prescrivit de l'emmener en Suisse où il la confia, au-dessus de Montreux, dans un ermitage de Valmont, à un collègue étranger réputé pour sa pondération. Cet éloignement eut pour conséquence inattendue de la priver de revoir René d'Aumont lorsque celui-ci fut démobilisé. Peut-être, sans doute l'eût-elle reconnu, et quelles eussent été leur douleur et leur joie mêlées de se rencontrer, comme dans une aube au réveil, après un si long crépuscule, et si désolé! Mais eût-elle pu déjà supporter une telle commotion?

Définitivement rendu à la vie civile, le docteur Charpent la réclama. La correspondance que René d'Aumont avait échangée avec son prédécesseur, afin de suivre l'état de l'internée, l'avait mieux renseigné. Il amena celle-ci peu à peu à reprendre des occupations actives, à s'intéresser à la musique, jadis passionnément aimée, aux livres, à l'art. Et bientôt il osa diagnostiquer la guérison. Mais il ignorait le décès à Nice de celui qui, seul, lui pouvait rendre le goût de vivre. Le comte Axel Flygare étant venu le voir à Neuilly, il l'autorisa, à titre d'essai, à emmener sa sœur dans un château de Provence, proche la ville d'Aix, à l'abri des vents, et bien exposé au soleil. La cure s'achevait, donnant les meilleurs résultats, quand elle avait posé à son frère les questions qu'elle avait dès longtemps sur les lèvres et qu'elle n'osait pas prononcer de peur de se trahir. Pourquoi demeurait-elle sans nouvelles de René d'Aumont? Était-il sorti, vivant, de la guerre? Et s'il en était sorti vivant, avait-il cessé de l'aimer, puisqu'il se taisait ? Où donc était sa

fille qui grandissait loin d'elle, et pourquoi ne lui proposait-on pas de la lui rendre?

Elle avait attendu de jour en jour avant de parler, afin d'être bien sûre, — sûre et certaine, — qu'elle avait toute sa raison, toute sa volonté, et aussi toute sa force de souffrir, s'il en était besoin. Enfin elle s'était décidée. Elle n'avait pas abordé de front le péril qu'elle pressentait sans y croire. Tout d'abord elle avait réclamé sa fille et appris que la petite Renée avait été recueillie par sa cousine, Mme d'Aumont. « Et son mari, comment va-t-il? » avait-elle murmuré, d'une voix qui voulait être indifférente et qui tremblait un peu. Son frère l'avait regardée gravement, fixement, dans les yeux, puis il avait dit évasivement : « Je ne sais pas. Il doit être à Cimiez, à la villa Béatrice. » Ce regard fixe, elle avait lu dedans. Alors elle avait ajouté : « Je suis folle. Je sais bien qu'il est mort à la guerre. » Le comte Axel avait hésité, puis répondu : « Non, petite sœur, pas à la guerre. » Ainsi avait-elle appris la vérité. Elle n'avait pas poussé de cri, elle s'était contenue, bien que son cœur fût brisé d'un coup sec, comme un vase qui reçoit un choc, et, bien que tout son sang lui fît l'impression de couler, elle était demeurée assise, bien tranquillement, sans pouvoir bouger. Mais quand elle avait pu bouger, elle s'était levée non moins tranquillement, elle avait passé dans l'antichambre où elle savait qu'elle trouverait ce qu'elle cherchait, elle avait pris un poignard à une panoplie, en avait essayé la pointe sur son doigt, et allait s'en frapper quand son frère, qui l'avait suivie à pas de loup, devinant son dessein, s'était précipité sur elle et l'avait désarmée.

Dès lors, il avait bien fallu l'interner à nouveau dans la maison de Neuilly. Mais le comte Axel avait commis la faute, afin de ne pas compromettre la réputation de sa sœur, de ne pas indiquer au docteur Charpent la cause de la nouvelle tentative de suicide qui ne correspondait nullement à un accès de folie. Elle se laissait choir sans réaction dans un état de prostration et de mutisme qui entraîna bientôt un amaigrissement et une faiblesse extrêmes. Allait-elle mourir par inanition et marasme? Et cette mort serait-elle volontaire? Elle en fut sauvée par la maladie où elle retomba, perdant son propre contrôle et s'égarant dans la chronologie et l'enchaînement des faits et des souvenirs, peuplant sa solitude de fantômes ennemis, ou se voyant entourée

de cigales et de crapauds, — peut-être les crapauds et les cigales de Port-Cros.

Le docteur Charpent avait fini par confesser le comte Axel Flygare trop discret. Ce qu'il avait soupçonné se trouvait vérifié. Mme de Croisy ne lui avait pas été ramenée atteinte à nouveau de sa maladie mentale, dont elle était parfaitement guérie. Une nouvelle commotion avait même pu provoquer en elle un ébranlement nerveux sans l'amoindrir. Dans son désespoir, si elle avait songé au suicide, le délire n'y était pour rien. Mais elle avait tenté de mourir dans la maison de santé même, par le manque de nourriture et l'abandon de toute défense, et c'était seulement à la longue qu'épuisée, défaillante, vaincue, elle avait sombré. Dès lors il tenait la clé du problème. Il sut restituer à sa cliente, par l'hygiène et l'alimentation appropriée, la résistance physique, puis il la raffermit moralement en évitant de jamais toucher le point sensible. Aucune allusion ne fut faite en aucune occasion à son passé d'amour, ni même à sa fille. Il s'agissait tout d'abord d'obtenir le fonctionnement normal de l'intelligence, le redressement progressif de la sensibilité et de la volonté. Il s'agissait de la sortir de cette concentration qui est le signe de la mélancolie anxieuse. Peu à peu il y parvint. Et ce fut elle-même qui, après deux ou trois ans, osa, la première, un jour, s'informer de la petite Renée.

Rassurée sur l'enfant, elle demeura une longue période encore sans revenir sur ce sujet. Elle se défiait de ses propres forces, mais elle se reprenait à la vie. Et même, elle s'y reprenait avec une lenteur presque méthodique. Un jour, comme le docteur lui offrait de la faire conduire aux eaux de Divonne, elle s'y refusa avec un sourire : « Pas encore, docteur, pas encore. Il faut que je m'habitue... » S'habituer à quoi ? à vivre, à vivre seule et sans amour, ou bien à la pensée qu'elle avait une fille, fruit de cet amour, et qu'elle la retrouverait, et qu'elle retrouverait en elle quelque chose de lui ? Elle ne précisa pas, elle ne précisait rien, et peut-être ne pouvait-elle encore rien préciser.

Dès lors, la guérison devenait certaine. Le malade qui, reprenant le contrôle de ses actes et de ses pensées, n'est plus submergé par le subconscient et se tourne à nouveau vers les êtres et les événements liés à la cause de son mal, le malade qui, se rendant compte de son amélioration, a la force de ne point

réclamer sa liberté immédiate et consent à remonter la pente descendue, palier par palier, sans s'imaginer qu'il a atteint d'emblée le degré supérieur, celui-là est presque assuré contre les rechutes possibles. Il est déjà devenu son propre médecin. Bientôt il regardera en face, et sans épouvante, le passé ténébreux d'où il est sorti comme d'un tunnel où l'on perd et récupère par degrés la lumière.

Mme de Croisy, un jour, demanda enfin au docteur Charpent s'il estimait qu'elle pût quitter en toute sécurité la maison de Neuilly. « Sans doute, madame, lui fut-il répondu : vous l'eussiez pu faire il y a déjà plusieurs mois. Cependant, pour ne rien laisser au hasard, allez à Valmont passer l'été, l'automne et peut-être l'hiver. Vous pourrez alors affronter les joies et même les tristesses de la vie. — Je n'en attends plus de joie, murmura-t-elle, mais sans se plaindre, et déjà bravement et virilement. — Qu'en savez-vous? Et votre fille? — C'est d'elle seule que j'ai peur. » Mais là-dessus elle avait aussitôt manifesté cette volonté de silence qu'on ne pouvait enfreindre. Ainsi, réfugiée à Valmont dont le climat est doux et fortifiant à la fois, au-dessus de ce lac Léman qui est la grâce même dans l'anse de Montreux et de Villeneuve, en face des montagnes boisées ou aiguisées de Savoie, elle avait coulé des jours paisibles, destinés à lui rendre la confiance perdue. Afin d'être plus sûre d'elle encore, elle avait laissé passer l'hiver. Elle y menait une vie active, partagée entre les promenades, et même, avec mesure, ces sports d'hiver, la luge, le patin, qui lui rappelaient ses années d'enfance en Suède, et la lecture, la musique, l'administration de sa fortune qu'elle avait reprise. Son amaigrissement s'était atténué, sans qu'elle retrouvât les harmonieuses proportions d'autrefois. Elle était redevenue sociable sans rechercher le monde qui, déjà, la recherchait, car son air de fantôme ou d'apparition attirait la curiosité, puis la sympathie. Personne, en la voyant, en causant avec elle, en vivant dans son voisinage, ne se fût douté de la longue, de l'épouvantable crise qu'elle avait traversée.

Mais pourquoi se hâtait-elle si peu de reprendre sa fille? Certes, elle avait été plus amante que mère. Ou plutôt elle n'avait connu de la maternité que la première période, presque indistincte, ou révélée par des gestes et des sourires plus que par la parole à peine naissante. L'enfant, maintenant que René

d'Aumont n'était plus, lui représentait son passé d'amour, le but, désormais, de son existence meurtrie et, comme le laissait entendre le docteur Charpent, toutes ses possibilités de bonheur. D'où provenaient donc ses hésitations? Ou ces hésitations signifiaient-elles que la guérison n'était pas si complète, si absolue? Elle pensait à la petite Renée, ainsi qu'elle l'avait révélé au médecin, avec une sorte de terreur. Qu'était devenue, loin d'elle, cette enfant élevée par une autre, par celle même dont elle était jalouse? Connaissait-elle seulement son père et sa mère? Cette mère condamnée, regardée comme incurable, sans doute l'avait-on reléguée dans l'ombre. Et le père légal, c'était Hubert. Il lui faudrait un grand courage pour affronter la petite étrangère, la reconquérir, lui rendre ses parents. Lui rendre ses parents? Elle ne pouvait pas lui rendre son vrai père : elle devrait se contraindre, mentir, accepter les conventions, se plier à l'ordre légitime, ne jamais parler devant elle, pour ne pas se trahir, de René d'Aumont. Et quand elle se heurtait ainsi aux lois et aux obligations inévitables, comme elle se révoltait, elle craignait que sa révolte ne fût un signe de sa déraison. Ainsi avait-elle reculé de jour en jour une décision qui la conduirait fatalement à des difficultés sans nombre, à des souffrances qu'elle ne mesurait pas. Elle voulait être en état de pouvoir supporter l'épreuve. Enfin, le printemps venu, elle avait écrit à sa cousine Béatrice.

Que cette lettre lui avait coûté! Vingt fois elle l'avait déchirée, reprise, complétée, arrangée. Elle n'en était jamais satisfaite. Puis, s'inspirant du souvenir de René d'Aumont, elle l'écrivit d'un jet comme s'il la lui dictait. Et cette lettre maternelle, émouvante, affectueuse et confiante, qui sollicitait et priait plus qu'elle n'exigeait, était allée atteindre Béatrice au cœur, ce que n'eût pas obtenu une réclamation froide et calculée seulement sur le droit maternel. Mais elle attendit la réponse dans les plus fiévreuses transes. Que savait au juste la femme de René? Avait-elle soupçonné leurs amours? Les avait-elles connues par la suite? La correspondance de son amant avait été détruite avec toutes ses lettres par son frère Axel qui ne lui en avait jamais rendu compte, sauf d'un mot, en lui remettant ses papiers d'affaires, et qui n'avait dû l'entr'ouvrir qu'avec précaution, uniquement pour se convaincre de la nécessité de sa disparition. Sans doute René avait-il, au cours de la

guerre prolongée, pris la même précaution pour sa correspondance à elle. Aucune preuve matérielle ne devait subsister de leur liaison — ah ! que ce mot lui semblait odieux, et comme elle lui substituait dans son cœur celui d'union et même de communion ! Mais ne s'était-elle pas livrée elle-même le premier jour de sa folie? Elle usait sa mémoire à se rappeler exactement cette scène du mois de septembre 1914 où sa raison, en présence de Béatrice venue la voir, s'était égarée ; elle parvenait à la rétablir jusqu'à la limite même où, penchée sur l'abîme, elle assistait à sa propre chute, et cette audace à donner le vertige était bien la preuve la plus évidente de sa complète guérison :

« ... J'avais appris, songeait-elle dans ses longues méditations, la mort de mon mari, tué aux Trois-Épis, au-dessus de Colmar, dès notre entrée en Alsace. Le commandant du bataillon de chasseurs où il servait m'avait écrit dans quelles circonstances et avec quelle exceptionnelle et téméraire bravoure. Mais je n'avais pas eu de peine à reconstituer la vérité. Hubert s'était offert volontairement aux balles : il avait voulu mourir, c'est donc qu'il savait notre secret et qu'il n'avait pu survivre à la trahison de sa femme et de son ami. La trahison? je ne puis admettre un terme aussi infamant, aussi injuste. René et moi, nous nous appartenions. Aujourd'hui encore, après tant de noires années, je ne puis obscurcir la lumière de notre amour. Et peut-être avais-je raison quand je le suppliais de partir, de rejeter le mensonge, de vivre librement... »

Mais quand de telles pensées lui venaient, elle ne manquait pas de les écarter, au même titre que les signes de démence :

«... Non, René, mon René, ne me regarde pas sévèrement. Je sais que je n'ai pas raison et que tu condamnes la liberté. Nous devons nous soumettre à un ordre qui nous dépasse et à ton Dieu qui ne m'attire que par ta foi. L'amour hors la loi exige la souffrance et l'ombre. C'est là sa rançon, la rançon de ses excès de volupté. Il n'a pas droit au soleil. Mais il est lui-même rayonnant. Hubert méritait mon respect, mais je ne l'aimais pas. Il ne m'avait jamais manifesté le moindre soupçon. Je le croyais détaché de moi, et il était désespéré. Et voici que j'avais causé sa mort. Cette responsabilité inattendue, ce choc en retour de ma passion m'avaient déjà toute ébranlée. Je me sentais pour la première fois coupable, moi qui jusqu'alors

n'avais jamais admis qu'il fût question de culpabilité dans l'amour. Je m'apitoyais sur lui et m'adressais des reproches nouveaux. J'en étais là, quand je reçus la lettre, — la dernière lettre, — de René qui me parlait, oh ! sur un ton de plaisanterie, de sa blessure au visage. Dans les dispositions d'esprit où j'étais, je n'admis pas cette légèreté. Bien que je l'eusse fait jurer avant son départ, et au prix de quelle insistance ! de ne me rien cacher pendant la guerre de ce qu'il lui adviendrait, je refusais de le croire et je l'imaginais gravement frappé, et même défiguré. Défiguré ! Son beau visage que je ne me lassais pas de regarder, que je prenais parfois dans mes mains avec dévotion, dont j'attendais, selon qu'il sourît ou se tendit, ma joie ou ma peine, était-il possible que je ne le revisse pas intact? C'était pour moi comme si la foudre fût tombée sur mon autel. La détestable guerre avait osé cette profanation. Mon angoisse pour ces traits adorés dépassait la douleur de me découvrir coupable.

« J'en étais au paroxysme de l'anxiété quand Béatrice entra. Peut-être avait-elle des nouvelles plus fraîches. Je savais qu'il lui écrivait chaque jour, plus qu'à moi, autrement qu'à moi. Sans rien calculer, j'ai dû lui demander ce qu'elle savait, au risque de me compromettre, au risque de l'éclairer tout à coup. Mais je n'avais déjà plus la domination de moi-même. Elle paraissait ne pas attacher une extrême importance à cette blessure au visage. Comment pouvait-elle accepter avec tant de résolution un tel crime du destin ? Souhaitait-elle que René cessât de plaire, pour la paix de ses propres jours ? De quoi ne l'ai-je pas accusée pendant ces terribles minutes où je me connaissais encore? Elle a détourné la conversation pour m'entretenir d'Hubert. Alors j'ai revu, ou j'ai vu distinctement le corps d'Hubert qui saignait. C'était moi qui l'avais frappé. Et son sang coulait sur moi. J'ai senti véritablement la chaleur de ce sang sur mes mains. Qu'ai-je fait alors ? Je ne me souviens plus. Il me semble que je suis allée me réfugier dans la chambre de ma fille. Je crois qu'il y avait du sang sur son berceau, mais je n'en suis pas très sûre. Je ne suis plus sûre de rien. Qu'ai-je pu dire en un tel désarroi ? J'ai l'impression de la fuite, du vide, du vent. J'ai dû courir. Il paraît que je m'étais sauvée et qu'on m'a retrouvée au bord de la Seine. De cela, je n'ai plus conscience. Ai-je prononcé des paroles compromettantes

devant la femme de René ? Ai-je manqué sans le savoir au serment que j'avais prêté de ne jamais attenter à sa tranquillité et à sa paix domestique ? Je le saurai par sa réponse. Même si elle le prétend cacher, je devinerai, à une phrase, à un mot, à une indication... »

Béatrice d'Aumont avait reçu sa lettre le matin du dimanche des Rameaux et lui avait répondu le soir même, après cette longue visite au Père Placide qui, dans le bois de chênes verts et de cyprès, l'avait calmée et disposée à l'acceptation et à la soumission, après cette station devant le Calvaire de Cimiez, le Calvaire au cygne qui lui représentait la douceur dans le sacrifice librement consenti. Sa réponse s'était ressentie de cette paix évangélique si laborieusement acquise. La révolte ne datait que des jours suivants. Ainsi écrivait-elle à Valentine que sa guérison était voulue et bénie de Dieu et qu'elle serait attendue selon son désir le dimanche de Pâques à la villa. On lui donnait de bonnes nouvelles de la petite Renée qui croissait en intelligence, en gentillesse, en beauté aussi et qui, malgré sa longue taille, était florissante. Une photographie de l'enfant était même jointe à l'envoi. Tout au plus la mélancolie des dernières phrases décelait-elle l'inquiétude, la détresse de la pauvre mère spirituelle menacée de dépossession.

Longuement, presque mot par mot, Valentine de Croisy avait lu, relu, épelé le texte de cette lettre. Elle n'y retrouvait pas la droiture habituelle, la netteté qu'elle tenait pour le caractère même de Béatrice. Le ton lui paraissait presque trop noble, guindé, artificiel, en quoi elle ne se trompait guère. Mais la femme de René avait pu changer en douze ans. Elle l'imagina plus retirée du monde, plus portée à la piété, et par là même peut-être plus scrupuleuse et charitable. Ce qu'elle lui demandait lui pouvait paraître à bon droit exorbitant et injuste, bien que légitime. Lui avoir abandonné pendant douze ans la charge, les soins, l'éducation de la petite Renée et la lui retirer brutalement, même avec toutes les nuances de style, n'était-ce pas exiger d'elle un témoignage de dévouement qui dépassait les forces humaines ? Or Béatrice dépouillée ne laissait pas entendre de plainte, se contentait de montrer discrètement, pudiquement sa peine. Valentine l'admira, se promit d'être délicate et affectueuse avec elle, de ne pas lui retirer brusquement l'enfant. Elle s'expliquait mieux la tendresse,

persistante jusque dans le plus fol amour, de René pour sa femme, cette sorte de fidélité à travers la passion qui l'avait si souvent torturée elle-même. Et surtout elle croyait tenir cette fois la certitude que rien n'avait transpiré au dehors de leur liaison : au bord de la folie elle avait gardé leur cher secret. Béatrice n'aurait pas écrit de cette encre, avec cette simplicité, avec cette noblesse, à la maîtresse de son mari.

Et puis, quelle exquise pensée de lui avoir envoyé cette photographie ! Valentine, quand elle l'eut sortie de l'enveloppe avec précaution, la regarda, les yeux mouillés, la pressa contre ses lèvres, et après ces transports la détailla trait par trait. Elle n'avait pas eu besoin de la détailler pour saisir d'un coup la ressemblance, mais elle voulait s'en assurer. Cette ressemblance qui commença par la réjouir, — ainsi leur amour avait-il fleuri, — bientôt l'épouvanta. Comment Béatrice ne s'en était-elle pas rendu compte, ou comment ne s'en rendrait-elle pas compte dans l'avenir? Ce front, cette bouche, sinon ces yeux, cette bouche surtout, de tant de grâce et d'expression, qui, là, souriait, mais qui pouvait révéler tant de tristesse, c'était parlant. Mais non, il ne fallait pas trembler si fort. Une femme qui aime est prédisposée à retrouver le cher visage absent. Et sans doute voyait-elle des choses qui échappaient aux autres regards, moins prévenus, moins perspicaces. Les contours arrondis et mous d'une figure enfantine ne portent pas l'empreinte de la vie comme le masque d'un homme qui a reçu la patine du temps, des voyages, des travaux, des passions, — non point des passions, mais de la passion. Les yeux, du moins, ressemblaient à ceux de la mère dont ils avaient l'éclat sombre et velouté. Et peu à peu elle se rassura.

Elle s'en était allée rechercher, pour comparer, les images qu'elle possédait encore de son amant. La plupart avaient disparu, détruites avec la correspondance. Elles faisaient partie du même dossier secret. C'étaient des instantanés qu'elle prenait elle-même avec son kodak lors de leurs promenades, de leurs rencontres en quelque lieu solitaire, de cette unique expédition sur la côte des Maures et dans l'île de Port-Cros, mais ces instantanés lui auraient rappelé leurs chers rendez-vous mieux que les photographies officielles restées dans son salon de Paris et sauvées du désastre à cause de leur caractère impersonnel, de leur manque d'originalité et de la richesse

de leur encadrement, l'une dans le costume de l'Institut, le fameux habit vert, lorsque René d'Aumont avait été reçu à l'Académie des Inscriptions, l'autre à son cabinet de travail que les journaux illustrés avaient publiée lorsqu'il avait donné au musée du Louvre une partie de sa collection ancienne de Syrie. Voilà tout ce qui restait à Valentine pour évoquer son unique amour. Voilà tout ce qu'elle avait retrouvé au sortir des ténèbres, quand elle aurait eu besoin de s'appuyer sur le passé, toujours vivant pour elle, recréé par l'atmosphère des lettres et des figurines prises aux jours, pour elle sacrés, de leur intimité.

Cette ressemblance lui fut infiniment agréable. Elle commença d'aimer sa fille à distance quand elle l'avait jusqu'alors surtout redoutée. Son amour avait pris cette forme vivante. Elle verrait son amour à travers sa fille, comme si René se tenait derrière elle, dans l'ombre, mais visible et presque sensible. Plus tard, quand l'enfant serait devenue une jeune fille intelligente et raisonnable, elle lui révélerait le secret de sa naissance. Elle se confesserait à elle, et cette confession, si elle en savait trouver les mots, serait si belle, si ardente, si franche et sincère dans l'expression du sentiment qui avait dévoré sa vie qu'elle entraînerait l'absolution. Alors elle deviendrait libre de parler du mort avec sa fille, de le lui faire connaître, admirer, aimer. Ainsi rétablirait-elle un foyer posthume, dont les cendres seraient encore chaudes, contre les lois, mais avec son cœur.

Lorsqu'elle parvenait au bout de ce plan d'existence future, elle en comprenait l'inanité. Car il n'avait pas l'adhésion suprême, celle du mort. Jamais René d'Aumont n'avait admis que les deux foyers légitimes fussent brisés pour qu'un autre s'édifiât sur leurs ruines. Elle n'était pas autorisée à s'accuser elle-même. Cette confession singulière, dont elle pensait tirer sa libération, lui demeurait interdite. Était-ce sagesse ou mensonge? Les enfants peuvent-ils être juges des égarements ou des passions de leurs parents, quand les éléments les plus essentiels du procès leur manquent? De quel droit prendraient-ils parti quand ils ne savent pas toutes choses? Chaque génération a ses secrets qui disparaissent avec elle. La petite Renée ignorerait donc toujours son vrai père, et c'était la volonté de celui-ci.

La volonté de celui-ci? Mais il avait pris l'enfant chez lui, il

avait eu la consolation de la savoir dans sa maison pendant la guerre, de la retrouver à chaque permission, et de passer près d'elle ses derniers mois. Le hasard l'avait servi, ou la folie de la mère. Il avait commis la cruauté nécessaire de la confier à sa femme, de substituer Béatrice à Valentine dans l'exercice de la maternité. L'enfant n'aurait donc jamais à elle que l'un ou l'autre de ses auteurs. La séparation qui les avait torturés dans la vie se prolongeait jusque dans la mort.

L'enfant devait avoir cinq ans et demi au décès de René d'Aumont. C'est déjà un âge où les images se fixent dans la mémoire. En avait-elle gardé le souvenir? Ce souvenir, Béatrice l'avait-elle entretenu sans même le savoir, ou bien, par scrupule de respect, par devoir d'éducation, parlait-elle souvent d'Hubert de Croisy, afin que le père légal ne fût pas totalement oublié de la fille? Valentine tenterait de résoudre tous ces difficiles problèmes à Cimiez où elle séjournerait quelque temps afin que la petite Renée pût s'accoutumer à elle et ne vît plus en elle une étrangère lorsqu'il serait question de l'emmener. Elle quitta Valmont dès le mardi soir, avec la fidèle Greta, pour gagner Genève, et là prendre le train de la Côte d'Azur. Mais elle désirait s'arrêter en route et ne débarquerait à Nice que le Samedi Saint. Du moins débarquerait-elle avec confiance. La lettre de Béatrice, retournée en tous sens, l'avait pleinement rassurée : il n'y aurait pas de lutte au sujet de l'enfant, et la femme de René, — elle en était sûre, — était demeurée ignorante de la passion qui avait bouleversé deux vies.

SUR LA CÔTE DES MAURES

Ce voyage n'était pas le premier qu'entreprenait de sa propre initiative Valentine de Croisy depuis sa guérison. Déjà, l'automne précédent, elle s'était fait conduire en automobile, à travers la Suisse, en Alsace. Elle y voulait rechercher et honorer la tombe de son mari. Celui-ci, tué au début de la guerre, dès les premiers jours d'août, sur les pentes des Trois-Épis au-dessus de Colmar, avait été enseveli presque sur place, dans un de ces petits cimetières improvisés parmi les champs ou aux abords des bois pendant la campagne. Mais, après l'armistice, quand on remit en ordre la mort même, son cercueil fut transféré au cimetière de Moosch, dans la vallée de Saint-Amarin,

près de Thann, au pied des derniers contreforts de ce fameux Hartmannsvillerkopf qui a dévoré tant de jeunes vies et fourni tant de tombes. Là, le capitaine de chasseurs à pied reposait parmi les siens, chasseurs, fantassins, artilleurs, alignés comme un jour de revue, ou comme s'ils se préparaient à monter encore à l'assaut. A l'angle supérieur du tertre, un grand mât est planté, qui porte un immense drapeau tricolore dont l'ombre mouvante semble courir comme une flamme. Au centre est le monument très simple du général Serret, qui commanda la division d'Alsace et fut tué dans son commandement.

Valentine y vint par un de ces jours d'octobre dont la beauté précaire est plus émouvante que toutes les magnificences de l'été et que toutes les promesses du printemps. Les Vosges, enveloppées d'un transparent voile bleuté, aussi léger qu'une fumée qui se désagrège, apparaissaient ainsi plus lointaines et plus hautes. Il y avait un tel contraste entre la douceur automnale et la mélancolie du champ funèbre de Moosch où la date de mort la plus reculée était celle d'un général tué à quarante-huit ans, où la plupart des autres s'arrêtaient dans le voisinage de la vingtième année, que le promeneur le plus indifférent, entré dans l'enclos par curiosité et sans y connaître personne, eût été frappé et vaincu. Et il eût imaginé sans peine le désespoir de cette dame en blanc qui avait trouvé, non sans quelque difficulté, l'objet de ses recherches, là, dans la contre-allée latérale réservée aux morts qu'on avait apportés d'autres cimetières alsaciens.

En réalité, Valentine, sur cette tombe, avait commencé par n'avoir que des pensées sacrilèges. Pourquoi n'avait-elle pas encore rendu visite au tombeau de René? Son premier devoir, n'était-ce pas celui-là? L'homme qui reposait à Moosch ne lui était rien auprès de l'autre. Elle n'avait appartenu réellement qu'à un seul être au monde et ce n'était pas Hubert. Elle était la femme d'un seul homme, apparu trop tard dans son horizon, mais qui avait absorbé tout cet horizon dès qu'il y avait paru. C'était ici qu'elle se révélait adultère. Et même elle se reprocha d'être venue.

Mais peu à peu la pensée même de son amant opéra sur elle son effet habituel, qui était de la ramener au calme et à une plus juste appréciation de la vie. Ne l'avait-il pas tirée de cette anarchie latente à quoi sont prédisposées les femmes amou-

reuses, prêtes à soumettre le monde extérieur à leur caprice, à ne le faire dépendre que de leur seule passion? Elle tenait de lui ses réflexions plus profondes, sa paix intime, l'abandon de son état de révolte. Et son amour, brisé par la mort, persistait en elle au point de la dominer et de lui imposer comme une transposition de sentiments. Elle avait engagé sa foi à Hubert dans cet état de somnolence et d'inertie, presque d'indifférence, qui est celui de tant de jeunes filles, lorsqu'elles n'ont pas rencontré de bonne heure le mari de leur choix, mais elle l'avait engagée. Hubert l'avait adorée presque humblement, satisfaisant ses fantaisies, se pliant à ses volontés, supportant jusqu'à ses paradoxes. Mais le caractère même de son mari était le plus exaspérant du monde, à cause de complications, de grossissements involontaires. Il supportait mal le changement, affectionnait les mêmes places, le même ordre, le même rang, se montrait susceptible, ombrageux, scrupuleux, méticuleux, ennuyeux. Les moindres embarras prenaient une importance capitale. Sans doute n'avait-elle rien à lui reprocher, rien, sinon tout. Il était de ces hommes qui ignorent l'art de plaire aux femmes et cependant les accablent de leurs soins et de leurs attentions, qui sont pleins de cœur et de noblesse, mais n'omettent pas de l'attester, dont la fréquentation est extrêmement fatigante, parce qu'ils ne savent pas extraire des jours un peu de ce charme vital destiné si vite à passer. Tandis que l'autre... Ah! l'autre, le chargeait-elle de toutes les perfections, ou bien les possédait-il en effet? Il voyait toujours les choses de haut, sans leurs petitesses, sans leurs mesquineries, et c'est pourquoi, dès qu'il était là, l'existence se colorait, perdait ses tons de monotone grisaille, prenait les nuances chaudes de ces fruits en espalier qui reçoivent en plein les rayons de lumière. Il n'était même pas nécessaire qu'il parlât : sa présence suffisait, on oubliait l'accessoire qui, d'habitude, occupe tous les premiers plans, on revenait à l'essentiel, — l'essentiel, une vie fière et frémissante, occupée d'art, de science, de nature, de connaissance du passé et des hommes, tout inquiète de vérité. Et cependant il recouvrait cette vérité de toutes les hypocrisies sociales qu'elle détestait. C'est qu'il admettait un ordre divin où elle ne le suivait plus d'elle-même, où elle se fût pourtant contentée de le suivre aveuglément parce qu'il était son guide, son maître, son dieu.

Et, le suivant encore au delà de la tombe, des deux tombes, elle se reconnut coupable envers ce mari qu'elle avait conduit au désespoir et à la mort. La mort même, — qui est parfois la grande révélatrice, — le lui avait révélé sous un autre angle que la vie en commun. Il avait eu la force de lui cacher sa jalousie, de l'étouffer en sa présence, de s'en repaître dans la solitude et de s'en déchirer. Le sang répandu retombait sur elle. Elle en avait eu la vision dans sa folie. Mais elle n'acceptait cette culpabilité que pour en tirer un plus grand sacrifice à son amour. Ainsi recouvrit-elle de chrysanthèmes le cimetière de Moosch sans emporter, de la terre d'Alsace, un remords véritable. Son voyage ne lui avait apporté ni repos d'esprit, ni tristesse nouvelle. Elle revint à Valmont avec une ferveur plus complètement tournée vers son amour unique et le regret des années recluses de Neuilly où, dans l'abandon de soi, elle avait du moins tout oublié.

Ce regret, elle l'écarta durant l'hiver. Souffrir, c'était encore aimer et même, selon René, c'était le signe nécessaire de l'amour, quand il ne rencontre pas le terrain approprié pour s'épanouir librement. Dès lors, elle n'avait plus fait que se préparer à reprendre auprès d'elle l'enfant qui représentait et résumait le passé. Maintenant qu'elle s'acheminait vers ce but et qu'elle était rassurée sur l'ignorance de Béatrice, elle se sentait plus légère.

Elle avait calculé qu'elle gagnerait deux jours, le Jeudi et le Vendredi Saints, pour en user à sa guise. Elle les réservait pour un pèlerinage, celui de la côte des Maures au bord de la Méditerranée. Là, elle avait, toute une semaine, vécu seule avec son amant, — au prix de quelles combinaisons savantes pour ne donner l'éveil à personne ! — seuls tous deux sans contrainte, sans menace, sans aucune importune présence. Unique et merveilleux voyage dont tous les détails lui revenaient, tout frais, tout neufs, comme si la maladie les avait gardés en écrin. A Toulon, elle reconnut jus qu'à la banale gare, — mais les banales gares, témoins indifférents de tant de drames intimes, sont pour les amants toutes bourdonnantes de joie ou frappées de mélancolie, selon qu'elles assistent aux arrivées ou aux départs. Là, venue de Paris la première, elle avait attendu le train de Nice qui amenait René d'Aumont. Quand elle l'avait aperçu, qui sautait presque imprudemment du compartiment après lui avoir

fait signe, si léger, si jeune ou si rajeuni, elle avait connu un tel bonheur, à voir son rêve prendre ce corps, qu'elle n'avait pu faire un mouvement, figée tout à coup dans sa pose d'attente. Les bras seuls s'étaient tendus en avant.

— Toi, c'est toi, avait-elle murmuré, les yeux pleins de larmes.

— Oui, mon amour. Qu'avez-vous ?

Car il hésitait toujours un peu avant de reprendre le tutoiement qu'elle exigeait, dont elle interprétait puérilement l'oubli comme une diminution de tendresse.

— J'ai..., balbutia-t-elle, puis radieuse : Je t'ai.

Confiant ses bagages à un porteur, il avait glissé le bras sous le sien et l'avait emmenée :

— Où allons-nous ?

— Je ne sais pas. Nous chercherons. Quand nous aurons trouvé, nous nous arrêterons.

Et, en automobile, ils avaient cherché. Elle voulut que son pèlerinage suivit le même parcours. Descendue à Toulon, elle prit, avec la fidèle Greta, qu'elle n'avait pas mise dans la confidence, mais qui se pliait à sa volonté, une automobile à qui elle indiqua la route d'Hyères et de Saint-Raphaël. C'est une route qui bientôt rejoint la mer.

A Carqueiranne, qui est un village de pêcheurs au pied du mont des Oiseaux, elle avait demandé à son amant :

— Ici, veux-tu ?

— Non, pas encore : il y a trop de barques.

Ils passèrent au-dessous de la colline de Costebelle qui est couverte de pins :

— Et là ?

— Non, il y a trop d'Anglais.

— Alors, à Hyères ?

— Non, il y a trop de monde, et pas de mer.

Ils longèrent la montagne des Maures qui est sauvage et boisée. Elle montra Bormes, qui est un vieux village fortifié à flanc de coteau. Mais il refusa encore, à cause de la distance de la plage. Le Lavandou est une jolie petite station, avec une plage de sable fin.

— Trop de civilisation, trop d'hôtels, prononça-t-il.

Alors elle appuya la tête à son épaule, et soupira :

— Je suis lasse. Je veux dormir dans tes bras, n'importe où.

La voiture avait dépassé le Lavandou. Il l'arrêta à l'entrée d'un parc. L'allée de pins et de tamarisques aboutit à un petit hôtel à mi-colline, à demi caché dans les arbres, au-dessus de la mer qui, là, se creuse en criques recouvertes de pinèdes. C'était au mois de juin, avant la saison. L'hôtel était vide : il serait à eux. Et, non seulement l'hôtel, mais cette terre des Maures qui prend des tons d'ocre, et même rougeoie au soleil couchant comme celle de l'Estérel, ces bois de pins au parfum si fort et salubre, ces collines arrondies qui précèdent la chaîne des montagnes, cette mer même, le matin d'un bleu tendre, pâle, nuptial, et se fonçant le soir jusqu'au bleu d'encre, qui ne cesse de se déplier au rivage du même rythme régulier et de la même voix monotone, et ce ciel enfin, plus clair, le jour, que la mer, et la nuit se parant alors, avec sa couronne d'étoiles, d'un croissant de lune qui s'allongeait sur les eaux.

Ils prirent naturellement possession de leur domaine. Mais, le troisième jour, comme une famille étrangère venait s'installer auprès d'eux sans se douter de son audace indiscrète, il lui proposa l'île de Port-Cros. Elle battit des mains : une île déserte, quoi de plus tentant ?

— Non, pas une île déserte, la calma-t-il en souriant. Il y a une auberge provençale.

Et ils frétèrent un bateau de pêche muni d'un moteur pour franchir la passe et aborder dans l'île. Le patron de la *Belle-Brise*, — le nom même lui revenait, — était un de ces vieux marins vantards qui, depuis l'abandon des voiles et des rames, paressent toute la journée dans leur barque, tout en racontant qu'ils ont subi tous les assauts de la mer et les tremblements de la terre. Il les déposa dans le petit port que le fort de Lestissac abandonné commande. Là, ils vécurent, en compagnie des pêcheurs, des eaux, des pins et du ciel, cinq journées incomparables. Avec ses bois épais, ses broussailles confuses, et les couleurs éclatantes que prennent les roches de ses rivages, Port-Cros a dans la mer et le soleil un aspect de jeunesse éternelle accordé avec l'amour. Cinq jours tout chargés de la volupté qui se hâte et de la peur du temps qui s'écoule.

L'aubergiste, devinant leur goût d'isolement, les avait installés au manoir, qui est un petit château perdu au fond de la baie parmi les aloès et les eucalyptus. De là, ils montaient par les sentiers étroits, emportant leur déjeuner, s'installant dans

une clairière d'où ils avaient, entre les branches, la vue de la mer, ou gagnaient l'une ou l'autre vallée pour y chercher une plage et s'y baigner. Ils découvrirent ainsi le fort ruiné de la Vigie sur une crête, le rocher de la Gabinière du côté de l'Afrique, et la tour démantelée de Port-Man, en face de l'île du Levant, et le creux de la Sardinière, et le val de la Pallue. Parfois, ils faisaient lever un faisan avec un grand bruit d'ailes, ou des perdreaux qui s'allaient poser plus loin. Le bruit incessant et aigu des cigales les accompagnait comme une vibration du sol chaud, comme un hymne perpétuel à ce soleil dur et brutal, tel un dieu antique. Le soir ils entendaient au loin, parti des brousses ténébreuses, le chant nostalgique des crapauds. Et cette harmonie monotone faisait partie de l'île enchantée.

Surtout, ils respiraient Port-Cros, plus parfumé que nulle autre terre, et que la Corse elle-même. Car la flore de Port-Cros est unique. Ils n'avaient qu'à se pencher pour cueillir la menthe maritime aux fleurs violettes, la germandrée qui sent l'éther, le lentisque à baies rouges, le myrte, l'immortelle qui fleure la grenadine, le ciste, le romarin aux petites fleurs bleu pâle qui fleurit quatre fois, et la cinéraire, et l'euphorbe, et le fenouil, et l'armoise arborescente. De toutes ces plantes multipliées monte une odeur spéciale, un *mélange* comme disent les femmes, qui ne se peut confondre avec nulle autre. Qui l'a respiré une fois, a subi l'envoûtement de Port-Cros. Ils ne demandaient qu'à le subir, ou plutôt ils le mêlèrent à un autre envoûtement, plus impérieux et immodéré.

Ne visitèrent-ils pas, un jour, au-dessous du fort de Lestissac, le petit cimetière qui est un fouillis de graminées mal contenues par les murs? Les morts avec leurs couronnes de verroteries, et même leur souvenir y disparaissaient sous l'abondance de la végétation. Une pauvre croix portait alors cette inscription saisissante : « Ici gît et repose une victime du bateau la *Lucie*. » On n'avait jamais su le nom de cette épave humaine : c'était un mort sans tête que la vague avait déposé au rivage. Valentine, informée, en avait été impressionnée :

— Ah ! n'être plus soi, même après la mort !

Mais il l'avait contrainte à se retourner :

— Allons-nous en d'ici. Regarde.

Du cimetière, la vue était un chant d'amour. La mer sous

le soleil tendait ses eaux d'argent comme un bouclier bombé et la côte se recourbait en golfes heureux.

Une autre fois, près du fort de la Vigie dont le pont-levis s'écroule, comme ils achevaient leurs provisions déposées sur l'herbe, elle vint, s'agenouillant dans un geste de prosternation près de lui qui était demeuré assis, lui prendre le visage dans les mains pour le boire, l'absorber du regard :

— Ma vie, avait-elle murmuré tout bas.

N'y avait-il donc pas de quoi devenir folle quand elle l'avait cru défiguré par une blessure ?

Et puis les cinq jours, l'un après l'autre, étaient tombés dans l'abîme du temps, plus courts ensemble et plus longs que tous leurs autres jours. Plus courts, puisqu'ils ne les pouvaient retenir de leurs mains désespérées, et plus chargés, puisque chaque minute en venait grossir leur trésor d'amour : promenades côte à côte sur ces sentiers de l'île où il n'y avait place que pour deux amants, car il fallait se serrer l'un contre l'autre pour ne pas accrocher les branches, repas si intimement partagés où l'on mord le même pain ou le même fruit, où l'on boit au même verre, interminables causeries prolongées parfois sous les étoiles, et qui passent de rien à l'essentiel, nuits d'ivresse enfin où ils ne savaient s'ils ne préféraient pas aux plus chères étreintes cette chute ensemble dans un sommeil pareil à la mort qui les prendrait enlacés.

Alors il avait dénoué le collier de ses bras blancs :

— Restons, avait-elle supplié. Nous ne pouvons plus rentrer dans la vie ordinaire.

— Il le faut pourtant.

Et comme elle insistait, il lui avait rappelé son serment : ne jamais attenter à d'autres destinées, ne jamais se plaindre, porter courageusement les douleurs de l'amour comme ses joies.

— Je ne pleurerai pas, je te le jure, assura-t-elle les yeux pleins de larmes.

Et ils s'étaient dit adieu, dans cette même gare de Toulon qui les avait réunis huit jours auparavant. La joie l'avait clouée sur place : elle marcha dans la peine. Elle tenait sa promesse, comme un homme...

Voilà ce que Valentine de Croisy avait désiré revivre en revenant après quinze ans révolus au lieu le plus cher de son

souvenir, celui où la petite Renée avait dû être conçue dans la libre ivresse, si les dates ne la trompaient pas. Elle se fit pareillement conduire de Toulon à l'hôtel d'Aiguebelle qu'elle trouva agrandi et rempli de touristes étrangers. Le soir, les phares des automobiles jetaient, à travers les arbres, des colonnes de lumière qui se reflétaient dans la mer. La pinède entamée laissait place à des villas en construction. Déjà la vie civilisée s'emparait de la nouvelle plage. Car les choses, aujourd'hui industrialisées et commercialisées, changent plus vite que le cœur des femmes. De là, un yacht, venu pour elle de Cannes, plus confortable que l'ancienne barque de pêche, la déposa à Port-Cros, le matin du Vendredi Saint, pour la ramener le soir même.

L'île se dressait, comme une sirène, au-dessus de la mer, avec ses collines couronnées de pins. Elle du moins n'avait pas changé. Elle était même plus fleurie à cause du printemps. Les pentes du fort de Lestissac, à l'entrée du port, apparaissaient toutes roses ou lie de vin, recouvertes de ces plantes grasses qu'on appelle communément là-bas des *pattes de sorcière*. Une fois débarquée, la pauvre femme voulut s'en aller, sans guide, sur les sentiers. Ils n'étaient guère plus larges ni plus fréquentés qu'autrefois. Elle erra, seule, tout le jour, respirant le parfum spécial à cette terre arborescente que ses narines reconnaissaient, accompagnée, comme autrefois, par le bruissement crépitant des cigales et la flûte plaintive des crapauds, — oh! cette musique des crapauds et des cigales qui l'avait suivie jusque dans son délire! Enfin elle consentit à s'asseoir dans la clairière où ils avaient déjeuné, proche le fort croulant de la Vigie, là même où elle lui avait pris le visage dans les mains. Et, puisqu'il n'était plus là pour lui ordonner le courage, elle s'abandonna et pleura.

Que n'avait-elle perdu la raison pour toujours! Mais, comme si elle était secourue, elle sortit de cet accès de désespoir que le mort, sûrement, désapprouvait. A force de ressusciter le passé heure par heure, elle y découvrit que même les jours de Port-Cros n'avaient pas été sans divergences. Quand elle se lançait dans ses audaces de révoltée pour qui les nations, les lois, les religions sont de peu de poids auprès de l'amour, il la considérait d'un air à la fois tendre et ironique, ou il la reprenait doucement.

Sans doute se plaisait-il aux légendes du Nord, vaporeuse matière des contes d'Andersen et de la littérature suédoise, qu'elle lui contait, aux poèmes de Fröding, aux tableaux paysans, si colorés, de Selma Lagerlöf qu'elle lui faisait connaître, et surtout à ces récits des compagnons de Charles XII, le grand envoûteur, que Verner de Heidenstam a si étrangement orchestrés. N'y avait-il pas eu, parmi ceux-ci, un comte Flygare, tué à Pultava, de qui elle descendait?

— Nous sommes des héros de la dernière heure, plaisantait-elle, parce que ce comte Flygare avait commencé par résister au roi.

Et René d'Aumont qui l'écoutait lui caressait les cheveux pour mieux voir son front blanc, son teint de la neige de son pays :

— Tu es ma poésie, lui disait-il, mais je ne puis travailler que chez moi.

Ce *je ne puis travailler que chez moi*, — pour lui qui adorait son travail, n'était-ce pas la condamnation de l'intruse sous couleur de louange?

Elle ne gagnait rien sur lui, il gagnait peu sur elle. Ces divergences étaient balayées par le désir qui les jetait l'un à l'autre. Désir qui, tout de même, cherchait les âmes sous les caresses et peut-être ne les atteignait pas. Tandis qu'elle s'offrait toute et qu'elle eût pour lui changé ses convictions, il réservait une part de sa vie et toute sa pensée. Chaque matin, ne cherchait-il pas la solitude pour écrire à sa Béatrice? Chaque matin, quand elle-même se plaignait dans l'absence de sa lenteur à écrire. Elle s'en irritait et pressentait là un lien mystérieux où la chair n'avait plus de part et qui gardait néanmoins sa force d'attache, un lien qui ne romprait jamais et qui peut-être était plus solide que tous ceux qui sont tissés par l'amour.

Cette enfant, — la leur, — qu'elle allait chercher la remettrait en présence de Béatrice. Elle se promit de s'inspirer vis à vis d'elle des recommandations informulées, mais impérieuses de René. Elle serait confiante et reconnaissante. Elle la respecterait comme une sœur aînée qui aurait professé le même culte, adoré le même dieu. Puis elle s'aperçut qu'elle la jalousait encore pour une autre cause. Béatrice avait dû élever l'enfant comme eût souhaité le vrai père, et mieux qu'elle n'eût

fait elle-même. La femme de René d'Aumont avait hérité de son esprit. Elle était de la même patrie, de la même religion, elle avait partagé vingt ans les mêmes opinions, les mêmes idées. Ah! qu'elle méritait donc que l'enfant lui fût ravie!...

Le lendemain qui était le Samedi Saint, dans l'après-midi, Valentine de Croisy arrivait à Nice et montait avec Greta, la suivante, dans l'automobile du Pavillon Victoria au fond des jardins de Cimiez.

MATIN DE PÂQUES

Le matin de Pâques elles furent toutes deux, Béatrice et Valentine, réveillées par les mêmes sonneries de cloches qui annonçaient la fête de la Résurrection. Aux sonneries se mêlaient dans les jardins ces chants d'oiseaux qui sont comme le cantique des fleurs au lever du jour. Et, dès le réveil, elles eurent la même pensée, portée de l'une à l'autre à si peu de distance : comment se passerait l'entrevue? Valentine venait reprendre, mais aussi reconquérir son enfant perdue depuis treize ans bientôt. Béatrice la laisserait-elle partir sans récriminations? Mais Valentine ne pouvait pas ressentir, à se trouver en présence de la femme de son amant qu'elle supposait ignorante, la même gêne que Béatrice, instruite par la découverte de ses lettres, éprouvait d'avance à recevoir la maîtresse de son mari.

Quand elle fut habillée, Mme de Croisy appela Greta, sa fidèle servante promue en quelque sorte, par la vigilance et la prolongation des soins donnés, au rang de dame de compagnie. L'ayant toujours vue penchée sur elle, elle la tutoyait :

— Alors, Greta, tu es devenue catholique pendant que j'étais malade à Neuilly?

— Madame le sait bien. Cela ne contrarie pas madame?

— Oh! non. Je l'admirerais plutôt. C'est si difficile de croire à quelque chose. Veux-tu que nous allions ensemble à la messe, à la grand messe?

— Sans doute, madame. C'est à dix heures. Mais j'ai déjà communié ce matin.

— Cela ne t'ennuiera pas de retourner à l'église et de m'y conduire?

— Non, madame. Surtout pour cette messe-là. Il y aura de

la musique. Et puis la cérémonie est si belle : trois prêtres en chasuble. Nous n'avons pas cela chez nous.

— Chez nous?

— Je veux dire chez les luthériens, madame. Nos temples sont trop froids : on y gèle. Madame veut-elle mon livre?

— Quel livre?

— Une Quinzaine de Pâques, pour suivre l'office.

— Donne. Il est bien gros. Il est bien vieux. Il sent le moisi.

— C'est une occasion, madame.

— Donne tout de même.

Elle connaissait, pour y être déjà venue avec son mari, — et même ils avaient été reçus et logés à la villa Béatrice : elle avait couché sous le même toit que *lui*, vu *son* cabinet de travail, touché *ses* objets familiers, — la colline de Cimiez, les Arènes, les Thermes cachés dans un bois d'oliviers, et l'église et le cloître des Franciscains édifiés sur les ruines d'un Temple de Diane. Souvent elle avait suivi les offices catholiques, non par curiosité ni par goût, mais dans l'idée qu'un jour ou l'autre elle changerait de religion pour se rapprocher de son amour, quand cet amour, dans la vieillesse, aurait lui-même changé de nature, comme si la religion était affaire de sensibilité plus que de conviction intime et profonde. Cette fois, elle y allait pour apercevoir de loin sa rivale et sa fille, afin d'être moins surprise en leur présence lors de sa visite de l'après-midi.

Installée à l'avance, elle demeura debout devant sa chaise et légèrement tournée vers l'allée centrale, afin d'y suivre l'entrée des fidèles. Avertie par la photographie, reconnaîtrait-elle sa fille ? Mais n'était-elle pas assurée de reconnaître du moins sa rivale? Sans doute l'âge avait dû la marquer de ses traces inévitables : une femme de cinquante ans ne ressemble plus guère à ce qu'elle était à trente-huit, alors qu'elle n'avait pas encore renoncé à la grâce de la jeunesse. Mais elle l'avait tant détaillée autrefois pour comprendre par quoi elle retenait le cœur et l'esprit de son mari ! De dix ans plus jeune, elle se savait plus belle, et mieux proportionnée, et de cette blancheur de neige qui *lui* plaisait tant et l'éblouissait. Béatrice avait en partage de grands yeux si purs, si confiants, si calmes que leur regard rafraîchissait, un visage intelligent et agréable, bien qu'irrégulier et sans teint, une taille bien prise, quoique petite. Son charme était plus intérieur qu'extérieur. Elle n'en faisait

point parade au monde, elle le réservait. Valentine ne la laisserait point passer devant elle sans être avertie par son instinct et par son souvenir.

Et ce fut sa fille qu'elle reconnut, au point d'en être bouleversée. Renée marchait devant Mme d'Aumont, afin de chercher leurs places retenues. Quel signe paternel marquait sa démarche ou ses traits, son pas, son air ou son expression? Valentine eût été embarrassée de l'expliquer, et pourtant elle n'avait pas hésité. Elle n'avait pas entendu la voix du sang, mais celle de son amour qui lui désignait leur survivance, leur héritage, leur fleur. Elle n'avait pas retrouvé sa fille, mais la fille de René, son amant. Toute tremblante, elle dut s'asseoir pour se remettre de son trouble. Après ses douze ans de maladie, voici que s'abolissait le passé. Mais elle n'avait pas regardé Béatrice.

Celle-ci, en suivant sa fille, — leur fille, — l'avait, au contraire, découverte dans cette église catholique où elle ne l'attendait pas. Comment n'eût-elle pas remarqué, ne fût-ce qu'une seconde, cette grande femme en blanc qui se tenait debout au bord de l'allée centrale et cherchait visiblement, parmi les allées et venues, une figure de connaissance? Un peu de rouge atténuait sa pâleur. La maigreur lui maintenait une tournure jeune. Mais la maladie lui avait laissé quelque chose de singulier, d'halluciné, de fantomatique, une allure d'apparition qui frappait inévitablement les yeux. Et Béatrice eut même l'intuition de la secousse ressentie par Valentine au passage de l'enfant. Bouleversée elle aussi, elle s'agenouilla en hâte sur son prie-Dieu pour cacher son embarras.

— Qu'as-tu, maman? réclama sa chère voisine qui l'avait remarqué.

— Mais rien.

« Maman », ces deux syllabes ne résonneraient-elles bientôt plus à son oreille? Cependant elle remercia la Providence qui lui avait permis de distinguer la revenante et la préparait ainsi à la rencontre de l'après-midi.

La messe commença. Mme de Croisy, inhabile à la suivre, ouvrit le livre d'heures de Greta au dimanche de la Résurrection et s'attarda à l'office de Matines où elle lut en latin les psaumes dont la poésie l'exalta. Jamais la grandeur de Dieu ne fut célébrée avec plus d'ampleur :... *In manus ejus sunt omnes fines terræ et altitudines montium ipse conspicit. Quoniam ipsius*

est mare, et ipse fecit illud, et aridam fundaverunt manus ejus... (1) A l'office des Laudes, elle trouva le *Cantique des Trois Enfants* où l'air et les eaux, le soleil, la lune et les étoiles, les pluies, les rosées et les vents, les brouillards, la glace et la neige, les lumières et les ténèbres, les collines et les montagnes, les arbres, les plantes et les semences mêmes, les végétaux et les animaux, l'homme enfin sont sommés de louer le Seigneur. Et comme elle rapportait toutes ses impressions, toutes ses émotions à un objet unique, elle fit hommage de cette ferveur à demi religieuse à la mémoire de son bien-aimé.

Béatrice, elle aussi, lisait la messe sur sa Quinzaine de Pâques, mais en communion avec les prières et les actes de l'officiant, et non sans distraction, car la présence de cette femme, bien qu'elle fût annoncée et attendue, la contractait et la paralysait dans ses élans, comme si elle sentait sur elle et sur Renée, agenouillée à côté d'elle, la pointe des regards hostiles ou intéressés qui effleurait leurs nuques penchées. Elle ne se rasséréna qu'à partir de l'Évangile, après s'être imprégnée du récit de saint Marc sur la rencontre de Marie-Madeleine, de Marie, mère de Jacques et de Salomé, au tombeau du Christ avec le jeune homme vêtu d'une robe blanche qui rassure et renseigne les saintes femmes. Rien de mal ne pouvait lui arriver le jour de la Résurrection. Après l'Évangile, comme elle s'asseyait pour le chant du *Credo*, elle sourit à la jeune fille-enfant qui se retournait pour s'asseoir pareillement et ce sourire l'enveloppa toute d'une telle douceur maternelle que celle-ci, de nouveau, posa sa question :

— Maman, qu'y a-t-il donc?

— Mais rien, répéta la pauvre femme.

Ce « rien », c'était sa dépossession prochaine qu'elle offrait au Seigneur, c'était la solitude de sa vie à venir. Elle déposait d'avance ce titre de « maman », dont la tendresse l'enivrait comme si elle l'entendait prononcer pour la première fois par de petites lèvres balbutiantes, encore inexpertes et malhabiles.

A l'Élévation, tandis que le prêtre bénissait l'hostie, elle se sentit comme transportée au loin dans le temps et dans l'espace,

(1) Psaume 92 : « Il tient en sa main toutes les bornes de la terre avec les abîmes, et les sommets des montagnes... La mer est à lui, puisqu'il en est l'admirable ouvrier et ses mains ont formé la terre... »

à Jérusalem, au Saint-Sépulcre où elle avait assisté avec son mari aux cérémonies de Pâques qui s'y déroulaient avec une majesté tout orientale dans une sorte de roulement populaire, tant la foule catholique était dense et avide de manifester son enthousiasme avec plus de vacarme et de vociférations que les sectes orthodoxes, arméniennes, coptes ou grecques. Comme elle était heureuse alors et comme elle ignorait son bonheur! Mais peut-être le bonheur n'est-il que dans l'ignorance. Son mari n'était occupé que d'elle et de ses grands travaux d'orientalisme sur les dieux et les tombeaux antiques. Pourquoi n'avait-elle pas su le garder? En toute humilité, elle s'accusa. Au lieu de l'assurer de son pardon, elle réclama le sien. Elle le supplia de l'inspirer dans sa conversation avec Valentine. Et puis, de nouveau, elle retomba dans sa jalousie sous la poussée des souvenirs qui l'assaillaient et lui restituaient jusque dans l'église, jusque dans ses prières, jusque dans ses intimités, des passages entiers de la brûlante correspondance. En vain essaya-t-elle de les écarter, comme des tentations de feu, comme des démons. Elle était la proie de ces flammes dévorantes qui lui arrachèrent un gémissement, et pour la troisième fois la jeune fille se rapprocha d'elle pour lui demander :

— Maman, dis-moi si tu n'es pas fatiguée?

— Mais non, chérie, je n'ai rien.

Et cette sollicitude la tira de son cauchemar. Mais elle ne put récupérer la paix intérieure pendant la fin de la messe qu'elle se reprocha de mal écouter, sans recueillement et sans abandon.

A la sortie de l'église, elle laissa couler la foule mondaine des hôtels et des villas de Cimiez, afin de ne pas se rencontrer avec Valentine de Croisy et de lui laisser tout le loisir de s'éloigner. Renée commençait de montrer quelque impatience, mais n'osait pas la presser. Mme d'Aumont se rendit compte de ce juvénile besoin de mouvement et renvoya l'enfant :

— Je te laisse rentrer toute seule. Je désire prier encore un peu et peut-être rendre visite au Père Placide.

Elle se sentait si faible encore et fragile quand l'heure grave, l'heure fatale approchait si vite, qu'elle avait besoin de secours. Déjà Renée, de ses pas aériens, descendait, rapide, la nef centrale, afin de gagner le porche assez tôt pour y retrouver le chœur de ses petites amies. La fête de Pâques n'était-elle

pas aussi l'occasion d'arborer une toilette neuve, une robe en harmonie avec le chaud printemps de la Côte d'Azur?

Demeurée seule, Béatrice se leva pour s'en aller sonner à la sacristie et réclamer le Père Placide, de qui elle attendait son réconfort dans le suprême assaut qu'elle subissait. Le vieux moine la reçut dans le jardin que borde le cloître et qui était baigné de soleil :

— Préférez-vous, madame, le petit bois de cyprès et de chênes où nous trouverions de l'ombre?

— Oh ! non, mon Père, nous serons bien ici.

Comme à sa précédente visite le jour des Rameaux, bien qu'il devinât son but et comprît son désarroi, il ne la laissa pas entreprendre immédiatement le récit de ses fluctuations, de ses hésitations, de ses doutes. Il la conduisit doucement aux divines fontaines où il savait qu'elle se désaltérerait :

— Vous avez lu sans doute, madame, pendant la messe, l'évangile des Saintes femmes au tombeau. Mais, laissez-moi vous lire l'Évangile de demain. C'est celui des disciples d'Emmaüs.

Elle s'était assise sur un banc, parmi les rosiers; mais elle se releva pour entendre la parole sacrée. Certes, elle aimait la rencontre émouvante, sur la route d'Emmaüs, des disciples avec Jésus ressuscité qu'ils ne reconnaissent pas tout d'abord, mais dont la présence leur devient si précieuse qu'ils le supplient de ne pas les abandonner.

— *Mane nobiscum, quoniam advesperascit et inclinata est jam dies. Restez avec nous; aussi bien il se fait tard et le jour décline.*

Et, étant demeuré, il advint qu'il se mit à table avec eux, prit du pain, le bénit, le rompit et le leur donna. Alors leurs yeux s'ouvrirent et ils le connurent, mais il s'évanouit de leurs yeux. Et ils se dirent l'un à l'autre : « Ne sentions-nous pas tout à l'heure notre cœur embrasé quand nous l'entendions parler en chemin et qu'il nous expliquait les Écritures?... »

De nouveau, comme le jour des Rameaux, quand le Père se tut, elle se sentit à demi apaisée avant même d'avoir parlé. Et ce fut lui qui l'interrogea :

— Ma fille, je savais bien que vous renonceriez à ce voyage de Corse. N'ayez pas de crainte. Le Christ vous soutiendra. Vous n'avez qu'à lui demander, vous aussi, comme les disciples d'Emmaüs, de demeurer avec vous.

— Ah! mon Père, comme j'ai besoin de sa présence!

— Il ne vous abandonnera pas. Quand devez-vous recevoir votre cousine?

— Cet après-midi, à trois heures.

— Bien, mon enfant : je me mettrai en prière à cette heure-là. Mais n'ayez pas de crainte. Vous saurez vous contenir, l'accueillir avec calme, et même avec douceur, comme il convient à une malheureuse éprouvée par une si longue et si cruelle maladie. Elle ne pourra rien deviner à votre attitude.

— Mais elle vient me prendre mon enfant.

— Le sien. Et puis, qu'en savons-nous? Ce que nous regardons comme un mal peut se tourner en bien pour nous sous l'action de la Providence. L'essentiel est de nous soumettre, d'accepter, d'apporter en toute occasion notre bonne volonté, notre adhésion totale à ce que Dieu nous demande. Il exige de vous le plus grand sacrifice. Mais, s'Il l'exige en effet, Il ne peut pas, si vous L'invoquez, ne pas vous donner les forces correspondantes.

— Si vous saviez, mon Père, comme cette enfant est tendre! Elle pressent, elle devine mon inquiétude, mon angoisse, et voici qu'elle s'en préoccupe. Ce matin, à la messe, elle me protégeait.

— Mais elle est déjà trop grande pour vous oublier, pour méconnaître votre affection.

— Ah! mon Père, vous ignorez les puissances de fascination, d'envoûtement de cette femme. Elle m'a pris le père, elle me prendra mon enfant tout entière.

— Vous vous trompez, madame. M. d'Aumont ne vous a pas quittée, vous m'avez confessé vous-même que, dans cette correspondance que vous n'eussiez pas dû lire, il a toujours refusé d'abandonner son foyer. C'est une grave erreur que trop souvent nous commettons vis à vis des vivants d'exagérer leurs torts et nos griefs, en leur prêtant des pensées plus coupables que celles qu'ils ont eues et en ne tenant pas compte de la complexité de la nature humaine où des sentiments contraires peuvent cohabiter, si la grâce divine n'intervient pas et ne fait pas cesser cette contradiction. Mais, vis à vis des morts qui ne se défendent plus, je vous ai déjà, ce me semble, avertie que l'erreur est plus grave et n'est pas généreuse.

— Oui, mon Père, c'est vrai. Mais soyez indulgent, car je suis faible et l'heure approche.

Il se leva du banc où ils s'étaient assis, la cloche du cloître l'appelait, et sa voix fut presque solennelle quand il lui dit :

— C'est précisément parce que l'heure approche, ma fille, qu'il ne faut plus être faible. On est toujours faible avant la bataille, on cesse de l'être quand elle exige de nous son effort. Retournez à l'église quelques instants et priez de tout votre cœur. Je vous promets, je vous jure que l'aide de Dieu vous sera donnée tout à l'heure quand vous en aurez besoin. Les choses se passeront plus aisément que vous ne l'imaginez à distance. Et quand vous serez rentrée chez vous, reprenez votre vie naturelle, soyez sans inquiétude, pensez à votre mari que votre pardon et votre sollicitude maternelle pour sa fille ont grandement réconforté par delà la mort, et confiez-vous à Notre Seigneur dont c'est aujourd'hui la Résurrection.

Il éleva la main droite au-dessus d'elle et la bénit.

— Mon Père, murmura-t-elle, je vous obéirai.

Il la quitta à l'entrée du cloître. Elle rentra, selon le conseil qu'elle avait reçu, dans l'église franciscaine à peu près déserte et, s'étant agenouillée, elle pria avec une ferveur nouvelle, étonnée même de la forme qu'elle donnait à ses prières, comme si elle était déjà toute portée en avant dans la voie de la soumission que le prêtre lui avait montrée :

— Mon Dieu, supplia-t-elle, je ne me déroberai pas à mon devoir. Vous le voyez, je ne me suis pas enfuie avec l'enfant. Moi aussi, j'étais coupable : je voulais emporter cette enfant comme une voleuse. Sans vous je ne suis qu'une pauvre femme, comme toutes les femmes. Mais je vous dis maintenant, comme les disciples d'Emmaüs : « Restez avec moi. » Vous êtes resté, vous avez consacré le pain, vous l'avez partagé entre eux et vous ne les avez quittés que lorsqu'ils ont eu le cœur embrasé par votre présence et par vos paroles. Ne me quittez pas davantage tout à l'heure quand je serai en présence de cette femme. Si je vous sens là, je suis bien assurée de comprimer les battements de mon cœur, je vous donnerai ma peine et mon supplice en pensant au supplice du Calvaire, et tenez, quand elle entrera chez moi, si elle s'avance vers moi pour m'embrasser, je ne l'écarterai pas et même je lui tendrai la joue. Elle ne pourra pas deviner que j'ai connu sa trahison. Je serai avec elle

comme si rien ne s'était passé entre nous. Je lui parlerai de l'enfant, je lui enseignerai comment il faut l'élever avec attention, à cause de sa dangereuse sensibilité. Je lui offrirai de la revoir, peut-être de la recevoir chez moi, s'il est nécessaire, pour accoutumer Renée à son nouvel état, à sa nouvelle mère. Enfin, je ferai de mon mieux, si vous êtes là. Parce que si vous n'étiez pas là, je ne pourrais pas, non, je ne pourrais pas. Mais vous resterez. Il faut bien que vous restiez... »

Après ces invocations, elle se découvrit rassérénée, comme si leur pouvoir se manifestait sans attendre. Elle put évoquer son mari avec une tendresse moins amère et comme rafraîchie. Oui, René l'approuverait, serait content d'elle, la jugerait digne de la confiance qu'il ne lui avait jamais retirée. A force d'amour, elle vaincrait. Son amour serait plus complet et plus généreux que tous les autres amours, que l'amour de Valentine. Et ce retour vers la rivale, pour la dépasser, fut le seul signe persistant de sa nature humaine exhaussée par la foi religieuse et par la soumission au destin.

HENRY BORDEAUX.

(La dernière partie au prochain numéro.)

DEUX ANNÉES A BERLIN

1912-1914

I

LE DÉBUT DE MA MISSION

J'avais quitté Berlin le 6 août 1914, après l'odieux ultimatum adressé par le gouvernement de l'empereur Guillaume au gouvernement du roi Albert et suivi de l'envahissement de mon infortuné pays. J'y suis revenu au mois de septembre 1919, pour reprendre mon mobilier qui était resté, pendant les hostilités, dans l'hôtel de la légation de Belgique. J'ai entendu alors un Allemand, avec qui j'avais entretenu des relations cordiales au cours de ma mission diplomatique, dire d'un ton convaincu : « La responsabilité de la guerre doit être partagée par la Triple Alliance et par la Triple Entente. » C'était alors en effet l'opinion de certains Allemands, que n'aveuglaient pas un patriotisme exaspéré et une haine farouche, nourrie en silence contre les vainqueurs.

Mais bien vite cette demi-impartialité a fait place chez les vaincus à la volonté arrêtée de laver l'Allemagne de toute responsabilité dans la genèse et la brusque explosion de la guerre, afin de saper par la base le traité de Versailles, dont les sanctions sont fondées sur la culpabilité allemande. Le gouvernement républicain du Reich a patronné en conséquence la publication de documents diplomatiques, tirés des archives du ministère des Affaires étrangères de Berlin et soigneusement triés en vue d'innocenter le gouvernement du Kaiser. Une sous-commission du Reichstag est occupée, depuis sept ans,

à rédiger sous forme de rapports des conclusions sur tous les chefs d'accusation articulés contre l'Allemagne impériale et à les retourner contre ses ennemis. La réhabilitation de cette grande calomniée a enfanté déjà un nombre imposant de volumes, des monceaux de témoignages, sous le poids desquels on espère écraser et étouffer les réquisitoires de ses accusateurs. A cette campagne, l'étranger hostile aux Puissances victorieuses a apporté sa contribution : les Soviets de Moscou ont fait paraître un *Livre noir* de documents russes, en vue de clouer au pilori de l'histoire les noms de Nicolas II, de ses conseillers et de ses agents politiques.

Les historiens de l'avenir prononceront en dernier ressort leur jugement dans ce vaste procès que leur a légué la guerre. Sans trahir l'esprit de pacification issu des conférences de Locarno, sans nuire au rapprochement qui s'impose impérieusement aux anciens adversaires, s'ils veulent tout au moins balayer les traces matérielles de quatre années dévastatrices, en attendant un désarmement moral beaucoup plus lent et plus tardif, les hommes qui ont pris une part prépondérante aux événements d'avant-guerre et ceux qui ont été les témoins les plus rapprochés se doivent à eux-mêmes et doivent, oserai-je dire, à leur pays d'exposer avec une entière franchise ce qu'ils ont fait ou ce qu'ils ont vu. Ainsi notamment ont agi M. Poincaré dans les trois volumes qu'il a intitulés *Au service de la France*, et lord Grey de Fallodon, lorsqu'il a dicté ses *Mémoires pour servir à l'étude de la guerre mondiale*. Loin de moi la prétention de rivaliser avec ces deux éminents hommes d'État par la publication de mes souvenirs sur les deux années de ma mission à Berlin, de 1912 à 1914. Je me propose seulement d'ajouter quelques pierres au monument de clarté et de véracité, édifié par les principaux protagonistes du prologue de la guerre.

I

Au début du mois de mai 1912, le baron Greindl, ministre de Belgique à Berlin, écrivit à M. Davignon, ministre des Affaires étrangères, que sa vue, s'affaiblissant de plus en plus, lui prescrivait le devoir de présenter sa démission. Je le connaissais trop bien pour douter que sa détermination,

provoquée par les progrès d'un mal contre lequel il luttait en vain, fût irrévocable. Il occupait le poste de Berlin depuis vingt-quatre ans, depuis le moment où Guillaume II avait ceint la couronne impériale. Possédant une érudition admirable, écouté comme un oracle par son gouvernement, consulté comme un guide par ses collègues étrangers, admiré comme un maître par les diplomates belges, respecté par la société berlinoise comme le prototype des vertus familiales, sa retraite excita d'unanimes regrets au département des Affaires étrangères, qui ne disposait pour le remplacer d'aucun agent de cette valeur et de cette autorité.

Quoique je ne me dissimulasse pas combien il était difficile de lui succéder, l'idée me vint néanmoins de briguer son héritage. Deux ans auparavant, j'avais accepté, à la demande du roi Albert et dès les premiers jours de son avènement, de diriger son cabinet particulier avec le titre très flatteur, — car il n'avait été porté sous Léopold Ier et sous Léopold II que par un homme éminent, M. Van Praet, — de ministre de la maison du Roi. J'avais dû renoncer ainsi momentanément à mes ambitions diplomatiques; j'avais vu s'évanouir, comme un rêve insaisissable, l'espoir d'être nommé ministre à Paris, ce poste si envié dont mon père fut l'heureux titulaire pendant trente ans. Il est des sacrifices qu'on ne peut refuser à son souverain, quand ce souverain est un prince jeune, intéressant, charmant, qui fait appel au dévouement dynastique de son serviteur. Mais le Roi, avec sa bonté habituelle, avait stipulé, en m'engageant à son service, que je serais libre de le quitter, si un poste diplomatique s'ouvrait à ma convenance. Or celui de Berlin était le dernier poste important auquel je pusse prétendre, les autres étant occupés par des collègues qui étaient mes contemporains. Le Roi, lorsque je l'entretins respectueusement de mon désir, consentit de bonne grâce à mon départ, sans me retirer la chère et précieuse amitié qu'il n'a jamais cessé de me témoigner.

Les choses marchèrent plus rondement que je ne l'avais pensé. Au ministère des Affaires étrangères on ne m'opposa aucun concurrent, et ma nomination fut agréée immédiatement par le Kaiser, pour qui je n'étais pas un inconnu, car je lui avais été présenté lors de sa visite à Bruxelles au mois d'octobre 1910. Le baron Greindl me fit savoir en même temps que je devais me rendre sans retard à Berlin, avant que Guil-

laume II commençât ses déplacements d'été. Je partis seul, le 30 mai, ma femme, en raison d'un grand deuil de famille, ne pouvant me rejoindre qu'en automne, et je descendis à l'hôtel Adlon, où un appartement m'avait été réservé.

Je connaissais l'Allemagne du sud et la région du Rhin pour y avoir fait plusieurs séjours et j'avais visité Berlin à diverses reprises. Je savais que j'allais m'y trouver au centre le plus actif de la politique européenne, dans un observatoire, où beaucoup de vigilance me serait nécessaire pour bien mériter de mon pays, car l'avenir était gros d'incertitudes et de menaces. L'année 1911 avait vu naître, grandir et se dissiper lentement l'incident d'Agadir, grondement d'un orage disparu sans éclater du ciel assombri de l'Europe. Le dénouement, aussi mal accueilli à Paris qu'à Berlin, comme le sont généralement des demi-succès partagés, avait alarmé les Belges qui s'intéressaient passionnément au développement de leur jeune colonie. En effet, par la convention du 4 novembre 1911, la France cédait à l'Allemagne une partie du Congo français, deux tentacules qui s'élançaient de la côte de l'Atlantique et s'accrochaient, l'une au fleuve Congo, l'autre à son grand affluent de droite, l'Oubanghi. Déjà limitrophe de l'Afrique orientale allemande, le Congo belge se trouvait dorénavant en contact immédiat, sur sa frontière occidentale, avec une autre possession allemande, enserré ainsi dans l'étreinte d'un voisin, dont les convoitises africaines n'étaient plus sans nous préoccuper.

L'affaire marocaine avait eu pour conséquence, par un engrenage fatal des rivalités coloniales entre les nations européennes, l'expédition italienne à Tripoli et une guerre locale de l'Italie avec la Turquie. Cette guerre sommeillait, comme un foyer privé de matières incandescentes, les Turcs étant dans l'impossibilité d'envoyer des renforts en Tripolitaine et en Cyrénaïque; mais une étincelle pouvait s'en échapper et mettre le feu à quelque autre coin inflammable du bassin méditerranéen. C'était là un nouveau sujet de crainte ou d'inquiétude.

Après l'incident d'Agadir, une certaine détente s'était opérée néanmoins dans les relations officielles de l'Allemagne avec la France; on semblait s'être remis de part et d'autre d'une alarme aussi chaude. En Belgique, où l'on est prompt à oublier un danger dès qu'il est passé, l'émotion, causée par la tension franco-allemande de l'été précédent, s'était rapidement

calmée. La politique intérieure, les élections prochaines, la campagne ardente, menée conjointement par les libéraux et les socialistes pour renverser d'un même coup d'épaule la longue domination du parti catholique, absorbaient tous les esprits et déchaînaient toutes les passions. Ni le gouvernement ni le pays ne redoutaient de sinistres desseins de la part de l'Allemagne. Ils gardaient le souvenir, tout frais encore, des avances faites par Guillaume II au roi Albert : reconnaissance de l'annexion du Congo à la Belgique, règlement amical de la frontière de notre colonie avec l'Afrique orientale allemande, que notre défunt Roi, peu aimé à Berlin, n'aurait pas obtenu aussi facilement, réception chaleureuse du couple royal belge à Potsdam, visite empressée du couple impérial à Bruxelles, où le Kaiser avait déployé toutes ses grâces. Sa rondeur sans apprêt et sa bonne humeur communicative avaient dégelé mes compatriotes les plus froids à son égard ; aussi eût-on été mal venu à douter de ses loyales dispositions envers la Belgique. Nos journaux, à part les organes socialistes, avaient chanté à l'unisson les louanges de l'auguste visiteur. Auparavant, lors des funérailles de Léopold II, le prince Henri de Prusse, qui représentait son frère à cette cérémonie, avait dit au roi Albert : « Tourne-toi avec confiance vers nous. » Ces paroles furent interprétées par notre cour comme une promesse d'amitié, tandis qu'elles n'étaient en réalité qu'une invitation à se ranger docilement du côté de l'Allemagne.

Il y avait assurément dans le personnage mal équilibré qu'était Guillaume II un tel mélange d'énormes défauts et de dons naturels, non moins apparents, qu'ils faisaient de lui une énigme ou un problème qui passionnait et inquiétait à la fois l'Europe. Et parmi ces défauts, il en était d'agaçants : sa manie d'étonner le monde et de se donner en spectacle, comme si son trône eût été un tréteau royal, sa confiance imperturbable en lui-même, monarque de droit divin, l'élu et l'allié du Seigneur, ou son intempérance oratoire qui se grisait de ses discours sans en discerner les effets. Cependant, de ce prince, investi trop jeune d'un pouvoir presque sans limites, et doué, malgré ses tares physiques, d'une activité exubérante, on aurait pu tout craindre, dès son avènement, s'il avait été possédé, comme Frédéric II, du démon des batailles et des conquêtes. Il avait, au contraire, causé un soulagement uni-

versel, parce qu'il était demeuré un souverain pacifique. Il avait toujours reculé devant le spectre de la guerre, après s'être plu dangereusement à l'évoquer. Il s'était aventuré parfois jusqu'au bord du précipice, mais, dès qu'il en avait mesuré l'horreur, il avait su s'arrêter à temps. C'est donc qu'un cœur sensible et humain battait sous l'armure étincelante, dont il affectait de se couvrir. Voilà pourquoi, en Belgique, on faisait crédit à Guillaume II d'un sincère attachement à la paix. Mais on avait, en revanche, mauvaise opinion de son conseiller actuel en politique extérieure, M. de Kiderlen-Wæchter, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, à cause du coup d'Agadir.

Le hasard avait fait que j'avais été pendant huit ans le collègue de ce diplomate à Bucarest, ayant avec lui des relations fort amicales. C'était un Souabe, de souche bourgeoise, d'aspect lourd et robuste, tête massive de bouledogue, physionomie commune en somme, si elle n'eût été éclairée par un regard pétillant d'intelligence et de malice. Il avait beaucoup d'esprit et savait railler avec finesse. Ses mœurs étaient celles d'un vieux garçon aimant la chasse, les gros cigares et le bon vin et entretenant publiquement un faux ménage qui scandalisait les Roumains, quoiqu'ils en eussent vu bien d'autres. Il avait installé à la légation impériale, pour veiller ostensiblement à la bonne tenue de sa maison, une veuve mecklembourgeoise, M^me^ Kypke, avec laquelle il vivait maritalement.

Au sortir du collège, tout jeune, il s'engagea et fit la campagne de 1870 dans un régiment wurtembergeois, qui fut décimé à Champigny, pendant le siège de Paris, d'où il avait conçu une certaine estime pour les Français, qu'il préférait de beaucoup, me disait-il, aux Anglais. Bismarck l'introduisit dans la carrière consulaire, puis dans la famille diplomatique et dans l'intimité de son salon. Aussi les admirateurs du grand Chancelier crièrent-ils à l'ingratitude, quand ils virent, après sa chute, Kiderlen continuer d'être l'agent de liaison du ministère des Affaires étrangères avec Guillaume II et l'accompagner dans ses voyages, ce qui lui valut, en 1894, un duel, dans lequel il blessa dangereusement son adversaire, un rédacteur du *Kladderadatsch*. Le goût du Kaiser pour cet Allemand du Sud qui l'amusait, tout en sachant lui glisser de bons avis, per-

sista pendant dix ans, même après qu'il l'eut nommé ministre à Hambourg et à Copenhague; mais l'amitié impériale ne résista pas aux intrigues et aux calomnies, forgées contre son favori par le chef du cabinet naval, l'amiral von Sanders, et l'entourage prussien de Sa Majesté. Tombé en disgrâce et relégué à Bucarest dans un poste secondaire, Kiderlen ne s'y fit pas oublier. J'ai été témoin de l'ascendant qu'il exerçait sur les ministres roumains, qui le tenaient en grande considération, et du succès avec lequel il patronnait les entreprises commerciales et financières de ses compatriotes. Tant et si bien qu'à deux reprises, en 1907 et 1908, la secrétairerie d'État de la Wilhelmstrasse, sur le conseil du célèbre Holstein, son ami, directeur occulte de la politique extérieure de l'Empire, le chargea de gérer par intérim l'ambassade de Constantinople, pendant les absences du baron de Marschall, l'ambassadeur en titre. Il réussit à capter la confiance d'Abdul-Hamid et à soutenir, au moment critique de la révolution jeune turque, la position ébranlée de son pays.

Son habileté professionnelle reçut sa récompense sous la forme, non pas d'une ambassade, mais d'une collaboration temporaire au ministère des Affaires étrangères, où le chancelier, prince de Bülow, l'appela, en 1909, quand la santé du baron de Schœn obligea ce secrétaire d'État à prendre un congé. C'est Kiderlen qui inspira, à ce qu'il m'apprit plus tard, la démarche de l'ambassadeur allemand à Saint-Pétersbourg, pour prévenir M. Iswolsky que, dans le conflit austro-serbe, la Russie allait rencontrer l'Allemagne coude à coude avec l'Autriche-Hongrie, démarche dont Théodor Wolff, directeur du *Berliner Tageblatt*, attribue l'honneur à Bülow dans son livre sur le prélude de la guerre. « Je n'étais pas fâché, m'a raconté Kiderlen, de prouver à M. Lexa d'Aehrenthal, qui prétendait faire tout seul, comme un grand garçon, de la politique à la Bismarck, qu'il était incapable de se tirer d'embarras sans le secours de l'Allemagne. » Il eut aussi le mérite incontestable de mettre fin avec M. Jules Cambon, par la déclaration du 9 février 1909, au conflit survenu après le dangereux incident de Casablanca. M. de Schœn, pour avoir apposé sa signature au bas de cet accord, reçut le grand cordon de la Légion d'honneur, et Kiderlen, pour l'avoir négocié, un surtout de table de la manufacture de Sèvres. « Qu'est-ce donc que cette

belle porcelaine? » demanda, quelques mois plus tard, le Kronprinz dans un déjeuner à la légation d'Allemagne à Bucarest. « C'est avec cela, répondit gravement Kiderlen, que le gouvernement de la République française a payé ma complaisance dans l'affaire de Casablanca. » Mais le Kronprinz goûta peu cette plaisanterie. L'année suivante, le nouveau chancelier, M. de Bethmann Hollweg, triompha, non sans peine, de la rancune de l'Empereur et des préventions de l'Impératrice contre le Souabe à l'esprit caustique; il obtint sa nomination au poste de secrétaire d'État à l'Office impérial des Affaires étrangères, en remplacement de M. de Schœn, relégué comme ambassadeur à Paris. L'amitié et la faveur impériales semblèrent bientôt revenues; l'Empereur allait surprendre le nouveau ministre au saut du lit, comme il faisait pour Bülow et ses favoris du moment, ou il s'invitait inopinément à déjeuner chez lui, un déjeuner que Kiderlen, n'ayant qu'un ménage de garçon, commandait en toute hâte chez Borchardt, le restaurateur à la mode, dont il était un client assidu.

On l'a accusé de n'avoir pas épargné la personne de Guillaume II dans les plaisanteries où l'entraînait son humour intempérant. C'est bien possible, car il ne ménage aucun de ses supérieurs et à plus forte raison de ses collègues qu'il désigne par d'irrévérencieux sobriquets, dans sa correspondance intime et amoureuse, récemment publiée (1). Je l'ai entendu, quant à moi, faire l'éloge de son souverain, affirmer qu'il supportait la contradiction et se laissait convaincre par des arguments solides, pourvu qu'ils lui fussent bien présentés. Comment ce diplomate habile, que j'avais cru d'esprit indépendant et modéré, avait-il pu conseiller l'envoi brutal du *Panther* à Agadir, au risque de provoquer un conflit européen ? Qu'il fût l'auteur responsable de cette politique d'intimidation et de coups de poing sur la table, comme on peut justement la qualifier, rien de plus certain; elle l'a même amené à offrir sa démission, quand l'Empereur, plus timide ou plus pacifique, hésitait à l'approuver. Aussi étais-je impatient d'interroger mon ancien collègue et ami sur le coup d'Agadir, qui avait fort ébranlé l'idée que je me faisais de ses facultés.

Avant de quitter Bruxelles, je n'avais reçu aucune instruc-

(1) *Kiderlen-Wæchter intime*, par le professeur Jaeckh; Payot éditeur.

tion verbale, témoignant de quelque défiance à l'égard du pays où j'allais avoir l'honneur de représenter la Belgique. M. de Broqueville, chef du cabinet, s'était abstenu, comme M. Davignon, de tout conseil. On se fiait à ma clairvoyance et à mon jugement. On me recommandait seulement de rendre encore plus amicales les relations des deux gouvernements, de ne rien négliger pour gagner la sympathie et la confiance des Allemands. Le meilleur moyen d'être bien accueilli, c'était d'offrir force dîners et force réceptions à la société de Berlin. Là plus qu'ailleurs, une bonne table serait l'auxiliaire d'une bonne diplomatie, et c'est par l'estomac que je m'ouvrirais tous les cœurs.

II

A peine débarqué du chemin de fer, je n'ai pas eu à faire, selon l'usage, une visite officielle au secrétaire d'État des Affaires étrangères. J'ai trouvé à mon débotté une invitation à prendre part le lendemain à un déjeuner d'adieu, qu'il offrait à mon prédécesseur dans sa modeste habitation, située derrière le vétuste bâtiment du ministère, mais embellie par un jardin magnifique. Parmi les convives figurait le doyen du corps diplomatique, le comte Szögeny, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, vieux magyar au teint basané, courtois, mais renfermé.

L'audience pour la présentation de mes lettres de créance à l'Empereur était fixée au surlendemain. Le dimanche, 2 juin, je devais être reçu par Sa Majesté à midi, au « Neues Palais » de Potsdam, le château bâti par Frédéric II, après la guerre de Sept ans, dans le style de l'époque d'un rococo exagéré. J'ai trouvé à la gare Kiderlen et M. de Röder, vice-grand maître des cérémonies, introducteur du corps diplomatique, tous deux en habits de cour, frac bleu à boutons d'or, avec décorations. Ces messieurs n'endossaient l'uniforme que pour la réception d'un ambassadeur. Nulle part la différence n'était plus tranchée entre les représentants des grandes Puissances et les ministres des petits États. Un protocole inflexible se chargeait de l'apprendre à ces derniers dès leur arrivée à Berlin. Accompagné de mes deux gardes du corps, je parcourus dans un équipage de la Cour à la livrée bleue et argent et aux chevaux

noirs les allées ombreuses qui conduisent au château royal.

L'Empereur, que je n'avais pas vu depuis deux ans, me paraît vieilli sous le rayon de soleil qui accuse le modelé de ses traits. Ses cheveux commencent à grisonner; il a des poches sous les yeux et des plis profonds comme des coups de sabre au bas des joues. Il porte plus que son âge, cinquante-trois ans. Il a revêtu l'uniforme bleu et rouge des hussards de sa garde qui fait ressortir la maigreur de ses jambes sous un buste trop important. Cette élégante tenue ne sied qu'à de jeunes et sveltes officiers. Si Guillaume II l'affectionne, c'est qu'apparemment le dolman aux zibelines somptueuses dissimule le bras gauche infirme et la main à demi paralysée qu'il appuie sur la poignée de son arme.

Je lui dis en quelques phrases, — car Kiderlen m'a recommandé d'être bref, — que ma mission sera de travailler de tous mes efforts au maintien des excellentes relations de bon voisinage et d'amitié qui ont existé de tout temps entre la Belgique et l'Allemagne et qui se prolongent maintenant au delà des mers sous le soleil africain. Le roi et la reine des Belges m'ont chargé d'être l'interprète de leur vivante reconnaissance pour les marques réitérées d'attachement dont ils ont été l'objet, depuis leur avènement, de la part de l'Empereur et de l'Impératrice. J'insiste sur le rôle bienfaisant et pacifique que remplit Sa Majesté et qu'apprécie hautement le peuple belge, ainsi que sur l'estime où il tient la civilisation et la culture germaniques. En terminant, je fais appel, suivant l'usage, à la bienveillance impériale pour me faciliter le succès de ma mission. Ce n'étaient point là de banales flatteries, mais l'expression de la pensée de la plupart des Belges qui ne voulaient voir dans Guillaume II que l'Empereur de la paix.

« L'Empereur m'a répondu (en français), notai-je dans mon rapport, qu'il éprouvait la plus vive affection pour notre Famille royale et qu'il avait conservé le meilleur souvenir de sa visite à la Cour de Bruxelles et de l'accueil qu'il avait reçu de nos souverains et de la population bruxelloise. Sa Majesté a ajouté que nous vivions à une époque où les têtes couronnées doivent rester unies, car elles sont également menacées par le flot républicain de la démocratie socialiste. « Il en est ainsi en Belgique, a dit l'Empereur, et j'ai appris que, chez vous aussi, les libéraux et les socialistes avaient

conclu un cartel en vue des élections. En Allemagne, ce cartel malencontreux n'a pas tardé à se rompre. » Après un éloge du parti conservateur belge qui détient le pouvoir depuis si longtemps, l'Empereur a émis l'avis que ce parti avait cependant le tort de mêler la religion à la politique, deux domaines qui, d'après lui, doivent rester absolument séparés. »

En me parlant d'une solidarité nécessaire à tous les trônes en face du péril républicain, le visage de Guillaume II, d'une mobilité élastique, s'est transformé ; ses yeux bleus étincellent et le jeu de ses sourcils, s'élevant en accent circonflexe ou se fronçant tour à tour, accentue le son rauque et convaincu de sa voix, ainsi que fait la mimique d'un acteur. « Répétez bien mes conseils à Albert ! » recommande-t-il, en me regardant fixement comme pour me les implanter dans la tête, et il me charge de transmettre ses amitiés au Roi et ses félicitations à la Reine, qui a recouvré ses forces après une longue maladie. Je pense, à part moi, que notre jeune monarque n'a pas les mêmes idées que son confrère allemand sur les socialistes, qu'il les considère comme des Belges au même titre que leurs concitoyens et qu'il entend les traiter comme tels. Mais je me tais et je m'incline profondément, car l'audience est terminée.

Je n'avais pas manqué de m'enquérir de la santé de l'Impératrice en villégiature de repos à Wilhelmshöhe après une cure à Nauheim. Ma présentation à Sa Majesté est remise à l'automne. Tant que je n'aurai pas eu l'honneur d'être reçu par elle, je ne ferai connaissance avec aucun des membres de la famille impériale et royale. Ainsi le veut le protocole. Pas de visites non plus aux petites cours allemandes où je suis accrédité, à quoi j'aurais volontiers consacré une partie de ce bel été. Il faut que j'accomplisse d'abord tous les rites qui me sont prescrits à la Cour de Berlin. Les maîtres de l'Empire en premier lieu ; à plus tard les confédérés du roi de Prusse.

En me reconduisant, M. de Röder, qui avait assisté à l'audience à côté de Kiderlen, a tenu à me dire qu'il ne se souvenait pas, depuis qu'il remplissait ses fonctions, d'avoir vu l'Empereur se montrer aussi aimable envers un nouveau chef de mission. Ce gracieux accueil, je le devais, pensais-je, à l'amitié de l'Empereur pour mon souverain et à la considération dont était entouré à la Cour impériale mon éminent prédécesseur.

J'ai mis à profit notre retour en chemin de fer pour amener la conversation sur ce que Kiderlen appelait lui-même, d'après le mot lancé par la presse française, le coup d'Agadir. J'ai reproduit ses explications dans mon livre, *l'Allemagne avant la guerre*, au chapitre intitulé : *la Question du Maroc*. Il en ressort qu'aux yeux des Allemands la France, par ses empiétements successifs, violait impunément l'acte d'Algésiras, pacte fondamental des relations des Puissances avec l'Empire chérifien, mais que l'occupation militaire de Fez, nullement justifiée par l'insécurité des Européens dans cette capitale, avait rendu fort opportunément au gouvernement impérial sa liberté d'action. Dans ses entretiens avec M. Cambon, Kiderlen parla pour la première fois d'une compensation en Afrique qui serait due à l'Allemagne en échange de l'abandon du Maroc à la France. Le quai d'Orsay ayant fait la sourde oreille à ces insinuations, le *Panther* fut envoyé à Agadir. Cet envoi signifiait seulement la rupture du pacte d'Algésiras, dont la France s'était dégagée la première. L'Allemagne voulait assumer dès lors la protection de ses ressortissants au Maroc, mais elle ne se refusait pas à causer. La conversation diplomatique dura trop longtemps par la faute du quai d'Orsay qui remaniait sans cesse le texte de l'accord proposé par Berlin ; d'où l'énervement, auquel fut en proie l'opinion publique dans les deux pays, à mesure que la négociation se prolongeait.

Kiderlen et son sourire ironique ne m'avaient appris qu'une partie de la vérité. Vous la trouverez tout entière dans un rapport au chancelier de l'Empire, où il expose sa politique au sujet de la question marocaine. Ce document a été publié par le professeur Jaeckh dans le volume consacré par lui à *Kiderlen Wæchter intime, d'après ses notes et sa correspondance*. « Il faut que nous obtenions tout le Congo français, écrivait le secrétaire d'État ; c'est la dernière occasion que nous ayons d'obtenir en Afrique quelque chose d'acceptable sans faire la guerre. Des morceaux du Congo, si beaux qu'ils soient, avec du caoutchouc et de l'ivoire, ne nous serviront à rien ; il faut que nous allions jusqu'au Congo belge, afin d'être sur les rangs le jour où celui-ci viendrait à être partagé, et afin de pouvoir, tant qu'il existe, nous relier, en le traversant, avec notre Afrique orientale. Toute autre solution serait pour nous une défaite, et nous ne pouvons l'éviter qu'en montrant

une résolution ferme. » Il ajoutait que, si pour des raisons de politique intérieure ou pour tout autre motif, les Français se voyaient dans l'impossibilité d'accorder les compensations réclamées, il fallait les prier d'indiquer la date précise à laquelle ils auraient évacué tout le Maroc, y compris Casablanca. « Je ne crois pas, poursuivait-il, que les Français relèvent le gant, mais il faut qu'ils sentent que nous sommes décidés à tout. Si nous renoncions au Maroc en échange de rectifications de frontières dans les colonies, nos adversaires en deviendraient si arrogants qu'il faudrait tôt ou tard leur donner une leçon. Si cette conviction, qui est la mienne, ne rencontre pas l'approbation de Votre Excellence et si, comme me le font craindre les paroles dites par Sa Majesté à Treutler (le représentant des Affaires étrangères sur le yacht de Guillaume II), elle n'a pas l'assentiment impérial, je serai obligé de prier respectueusement Votre Excellence de désigner un autre négociateur et d'obtenir de Sa Majesté que je sois relevé de mon poste actuel... Nous n'obtiendrons un règlement satisfaisant que si nous sommes prêts à tirer les conséquences dernières, c'est-à-dire si les autres sentent et savent que nous sommes résolus à aller jusqu'au bout. Quiconque déclare d'avance qu'il ne veut pas combattre ne peut rien obtenir en politique. »

Lord Grey va trop loin dans ses hypothèses, lorsqu'il cherche à s'expliquer la raison secrète du coup d'Agadir (1). Il est tenté d'y voir une nouvelle tentative de l'Allemagne, après celle qui avait échoué en 1905, pour rompre l'entente anglo-française, et il attribue le recul de Kiderlen à ce que l'Allemagne ne se sentait pas en état, en 1911, de risquer une guerre avec l'Angleterre, qui s'était placée ouvertement à côté de la France ; sa flotte n'était pas encore assez forte ni son armée suffisamment équipée. Le poids de l'intervention anglaise avait, d'après le noble lord, fait pencher la balance du côté de la paix. Ce raisonnement, imprégné d'un juste orgueil britannique, ne s'accorde pas avec le dessein du diplomate entreprenant qui dirigeait en ce moment la politique allemande. Kiderlen voulait tout simplement, selon son propre aveu, agrandir le domaine de l'Allemagne dans le centre de l'Afrique aux dépens de la France, et plus tard de la Belgique,

(1) *Mémoires* d'Edward Grey, vicomte de Fallodon, chapitre XIII.

sans coup férir et sans bourse délier, en agitant l'épouvantail de la guerre et en ne mobilisant qu'une canonnière et une centaine de marins allemands, persuadé qu'il était que la France ne tiendrait pas le coup. Si son calcul s'était réalisé, c'eût été le triomphe du bluff. Kiderlen, grand amateur de poker, appliquait à la politique les ruses de ce jeu.

Bien qu'il eût entamé froidement une partie des plus dangereuses, il se posait en pacifiste. Il m'a affirmé, à différentes reprises, qu'il était, comme son auguste maître, un partisan convaincu de la paix. Ses démêlés ultérieurs avec l'entourage belliqueux de l'Empereur, avec Tirpitz notamment, son essai de rapprochement avec l'Angleterre, sur lequel le livre du professeur Jaeckh projette une lumière intéressante, prouveraient qu'il n'a jamais eu la pensée de déchaîner un conflit européen. L'affaire d'Agadir ne s'est pas terminée, du reste, à sa gloire. Les pangermanistes et les militaristes de Berlin avaient acclamé sa nomination comme celle du meilleur élève de Bismarck. Ils voyaient déjà le drapeau impérial flottant sur le Congo français et le Maroc exploité uniquement par les lanceurs d'affaires de leur pays. Après l'accord du 4 novembre, il leur fallut déchanter, et les félicitations se changèrent en huées à l'adresse du secrétaire d'État qui avait trahi la confiance de ses partisans. Il savoura alors toute l'amertume de l'impopularité, ce qui ne parut pas le moins du monde l'incommoder.

Il est permis aujourd'hui de juger avec calme sa politique. Eût-elle, par malheur, réussi en 1911 autant qu'il y comptait, il est à prévoir que son succès même aurait poussé Kiderlen à récidiver à la première occasion favorable, qui n'aurait pas manqué de surgir dans l'atmosphère orageuse où s'irritaient alors les nerfs de l'Europe. Son demi-échec d'Agadir aurait eu le même résultat, s'il avait cherché à le réparer par des procédés analogues, afin de reconquérir les bravos du public allemand et la faveur de la Cour impériale. Mais il se serait buté cette fois à une résistance décidée à ne rien céder, à ne pas reculer d'une semelle et à soutenir le choc d'où aurait jailli la guerre.

Voilà quelques-unes des pensées qui me vinrent à l'esprit, tandis que, rentré à l'hôtel Adlon, je retraçais sur le papier, pour l'édification de mon gouvernement, la demi-confession

que je venais de provoquer. Elle diminuait mon estime pour les talents de mon ancien collègue, malgré l'étrange sympathie qu'il continuait de m'inspirer.

Quelques semaines plus tard, l'Empereur est revenu, de son côté, sur le résultat décevant du coup d'Agadir dans un discours qu'il prononça à bord du paquebot *Victoria Luisa* en réponse au bourgmestre de Hambourg, le docteur Burchard. Ses paroles contenaient une explication rassurante, que j'ai rapportée à mon gouvernement (1).

Après avoir déclaré que, depuis la création de l'Empire, le marchand allemand pouvait suivre en paix son chemin, non plus sous un pavillon étranger, mais sous le sien propre, et être certain qu'en cas de nécessité la protection de l'aigle impériale s'étendrait sur lui, Sa Majesté a ajouté : « Comme vous le savez, messieurs, le pavillon doit flotter avec honneur et l'on ne doit pas, à la légère, déployer son étoffe au vent, non plus que le planter, à la légère, là où l'on n'est pas sûr de pouvoir le défendre. Vous comprendrez pourquoi je me suis tenu sur la réserve là où son apparition aurait peut-être été désirée vivement par beaucoup. »

Ce langage raisonnable faisait une allusion évidente à l'affaire d'Agadir de nature à calmer les susceptibilités de l'étranger sans froisser l'amour-propre national. C'était la confirmation de l'attitude pacifique adoptée par Guillaume II; elle lui avait valu la reconnaissance de tous ceux, de qui un conflit de l'Allemagne avec l'Angleterre et la France aurait menacé l'existence ou ruiné les intérêts.

III

A mon retour de Potsdam, j'ai rendu visite, selon le protocole, au chancelier de l'Empire qui me reçut dans l'après-midi.

Le Chancelier habitait un vieil hôtel de la Wilhelmstrasse affecté au logement du premier ministre et l'un des derniers spécimens à Berlin de l'architecture du XVIII^e^ siècle, avec sa cour précédant un corps de logis imposant et un jardin sans fin aux arbres centenaires qui semble se confondre avec les

(1) Dépêche à M. Davignon du 20 juin 1912.

ombrages du Thiergarten, dont il n'est séparé que par une large rue. Cette demeure me rappelait les belles habitations du faubourg Saint-Honoré à Paris, comme une copie allemande un original français. L'intérieur a été remeublé dans le goût italien par la princesse de Bülow, de la famille des princes de Camporeale, mariée deux fois à des diplomates prussiens.

Au contraire de Kiderlen, M. de Bethmann Hollweg possédait le physique et les manières d'un homme du monde, une très haute stature, une taille élancée, une barbe courte poivre et sel, des cheveux en brosse plantés dru et grisonnants, des yeux sans dureté comme sans malice, un son de voix agréable. Il avait la réputation d'un fonctionnaire émérite, grand travailleur, monté échelon par échelon au poste de ministre de l'Intérieur de l'Empire, avant d'être choisi parmi des candidats plus en relief pour ramasser la pesante succession du prince de Bülow disgràcié. Il passait pour un peu rêveur et manquant d'énergie, très ignorant au demeurant de la politique extérieure, d'après les dires de ce railleur de Kiderlen (1), et profondément dévoué à l'Empereur. On l'appelait déjà le philosophe de Hohen Finow, du nom de sa propriété où il aimait à méditer et à se reposer. Comment le représentant de la Belgique aurait-il pu s'imaginer que ce géant au sourire engageant, au langage complaisant, deviendrait, deux ans plus tard, dans son mépris insultant pour la neutralité belge, l'homme du « chiffon de papier » ?

M. de Bethmann Hollweg commença par me dire qu'il espérait trouver en moi les sentiments d'amitié dont le baron Greindl était animé envers l'Allemagne et le peuple allemand. Je répondis que, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, je ne saurais mieux faire que de prendre mon honorable prédécesseur pour modèle.

J'avais relu, avant de partir pour Berlin, les derniers discours que le Chancelier avait prononcés au Reichstag, et je crus devoir lui en faire mon compliment. Le succès qu'il avait remporté, en obtenant cette année même, presque sans discussion, le vote d'un projet de loi renforçant encore l'armée et comportant une aggravation d'impôts, m'avait particulièrement frappé. Il m'avoua que ce résultat lui avait causé une

(1) Cf. *Kiderlen-Wæchter intime*, page 219.

grande satisfaction, surtout parce qu'un si beau vote montrait que les députés, à quelque parti qu'ils appartinssent, à l'exception bien entendu des socialistes, éprouvaient au même degré le sentiment de ce qui était nécessaire à la sécurité de l'Allemagne. Il me demanda s'il en était de même en Belgique. Je répondis que, chez nous aussi, le patriotisme des représentants de la nation n'était pas douteux, mais qu'il n'y avait malheureusement pas la même unanimité entre eux en ce qui concernait les nécessités de la défense nationale: qu'au surplus le Roi s'occupait sans relâche de cette question et qu'il y avait lieu d'espérer, grâce aux persévérants efforts de Sa Majesté, qu'elle serait résolue au mieux des besoins du pays.

Au cours de l'entretien, le Chancelier m'a parlé du dur labeur auquel il était assujetti. Le prince de Bülow avait laissé le gouvernement en plein désarroi. Cet état de choses avait favorisé la propagande de la social-démocratie, et aujourd'hui il fallait compter avec un parti socialiste notablement accru et plus puissant. D'autre part, les libéraux modérés tendaient à disparaître du Reichstag où ils étaient remplacés par des radicaux. Enfin il n'y avait plus sur les bancs du Parlement de véritables chefs de partis, d'hommes politiques dignes de ce nom, avec qui le gouvernement pût négocier. « Nous ne sommes pourtant pas, a ajouté le Chancelier, plus mal logés sous ce rapport que nos voisins. Voyez le gouvernement britannique qui est aux mains des radicaux; voyez où le radicalisme de Lloyd George a conduit l'Angleterre! » (1)

Et une ombre de dédain passa sur le visage de ce chef irresponsable d'un gouvernement qui n'avait rien de parlementaire, pour les députés mesquinement attachés au programme de leur coterie et dont l'horizon politique ne s'étendait pas au delà de leurs domaines agricoles, des clochers de leurs églises ou des cheminées de leurs usines.

Son Excellence m'entretint aussi, avec un intérêt très averti, des élections législatives qui avaient lieu ce jour-là en Belgique. Je lui donnai quelques éclaircissements sur ce sujet, en m'abstenant sagement de tout pronostic.

Ces élections ont été un dernier succès, un ultime sourire

(1) Dépêche à M. Davignon du 3 juin 1912.

de la fortune, pour le parti catholique qui, après vingt-huit ans de pouvoir, vit sa majorité augmentée de six voix. A Berlin, elles furent commentées d'un point de vue exclusivement allemand. La presse libérale même, malgré ses sympathies avérées pour les libéraux belges, enregistra avec satisfaction la victoire des conservateurs, parce qu'elle marquait à ses yeux une défaite de l'influence française en Belgique. Les incidents de l'été précédent, ayant laissé un levain de rancune et de haine dans l'âme des publicistes allemands, ils s'imaginaient découvrir partout un effet des intrigues de la France et de l'Angleterre. « La prédilection des Belges pour tout ce qui est français se limite, constatait allègrement la *Gazette Nationale*, au domaine de la littérature, du théâtre et de la mode; elle s'arrête devant les fruits du radicalisme politique. »

Deux jours après ma visite au Chancelier, j'ai assisté au départ de mon prédécesseur et de sa famille qui donna lieu à un spectacle touchant à la gare d'Anhalt. Diplomates étrangers, fonctionnaires de la cour et de la Wilhelmstrasse, où réside le ministère des Affaires étrangères, membres de la société de Berlin, une foule d'amis se pressaient, des fleurs à la main, autour du comte et de la comtesse Greindl. Le ministre démissionnaire venait de recevoir le titre de comte en reconnaissance de ses longs et éclatants services. Ce n'était pas là le cérémonial habituel, les démonstrations banales et fleuries, qui se reproduisent dans beaucoup de capitales pour les adieux d'un diplomate arrivé au terme de sa mission, mais une explosion de regrets sincères, les effusions d'une amitié éprouvée, un hommage rendu à une famille et à une vie exemplaires. Le ménage Greindl laissait au ménage Beyens un héritage de sympathies difficile à recueillir. Celui-ci n'a pas eu le temps de s'y essayer. Quel contraste entre cette sortie triomphale et le départ que je fis, deux ans à peine s'étant écoulés, avec le personnel de ma légation, protégé par un cordon de policiers contre des manifestations qui n'auraient été rien moins que banales, si la population de Berlin, au lieu de demeurer indifférente et muette, avait su déjà que Liége osait résister aux armées du Kaiser et que des milliers de cadavres allemands jonchaient les talus de ses forts!

IV

Je n'avais pas pu, dans la hâte de mon départ pour Berlin, prendre congé de mon souverain qui voyageait alors en Suisse, et lui demander ses instructions. Je devais réparer ce manquement involontaire à mes devoirs de chef de mission et d'ex-ministre de la maison du Roi. Je suis donc allé au commencement de juin passer quelques jours à Bruxelles, et je fus invité à dîner au chalet royal d'Ostende où habitaient Leurs Majestés. Le Roi écouta le compte rendu de mes premières impressions sur mon nouveau poste et sur l'empereur Guillaume. Quant à celles qu'il rapportait lui-même de ses séjours en Bavière dans la famille de la Reine, elles ne m'étaient pas inconnues : une défiance naturelle des Allemands et une appréhension indéfinissable de l'avenir. Nul n'a été moins optimiste en ces années d'incertitude que le roi Albert.

De retour à Berlin, j'entrepris immédiatement la tournée des ambassadeurs. J'entends par là la visite officielle, qu'un ministre plénipotentiaire, après la remise de ses lettres de créance, est tenu de faire à chacun de ces hauts personnages. Il leur demande par écrit de fixer le jour et l'heure où il aura l'honneur de leur présenter ses devoirs et d'indiquer la toilette qu'il devra revêtir à cette occasion. Tous les ambassadeurs me firent grâce de l'uniforme et voulurent bien se contenter de la redingote.

Notre doyen, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, me reçut dans son jardin et m'interrogea aimablement sur ma famille et sur ma carrière, ce qui excluait toute incursion dans la politique. Beaucoup plus intéressante fut la visite que je fis à l'ambassadeur de France.

J'ai vécu trop d'années à Paris, j'ai trop d'amis français et trop de sympathie pour leur beau pays, pour n'être pas au courant des principaux incidents des relations de la France et de l'Allemagne depuis 1870. Aussi me sera-t-il permis d'exposer ici mon opinion personnelle au sujet d'une erreur ou, si l'on veut, d'un malentendu qui pesait lourdement sur ces relations et qui a été exploité à outrance par tous les écrivains allemands, en vue de disculper l'Allemagne d'avoir déchaîné la catastrophe de 1914. L'argument primordial qu'ils

invoquent à sa décharge, c'est que les Français n'avaient jamais cessé de souhaiter et de préparer une guerre de revanche qui leur rendît l'Alsace-Lorraine. L'image hallucinante des provinces perdues a inspiré, prétendent-ils, toute la politique étrangère de leurs hommes d'État. Ce grief est reproduit, par exemple, comme un refrain fastidieux, dans mainte page des *Mémoires* du baron de Schœn, le dernier ambassadeur de Guillaume II à Paris et le plus modéré des panégyristes du gouvernement impérial. Contre ce grief, je désire apporter mon propre témoignage.

J'avais achevé mes études dans un collège parisien au sortir de l'année terrible, et certes alors, sous l'impression brûlante de la défaite, tous mes condisciples rêvaient de se mesurer un jour avec les Prussiens, par un sentiment très naturel chez une jeunesse généreuse ; l'élite de ma classe était entrée aux écoles militaires de Saint-Cyr et de Polytechnique. Quinze ans plus tard, j'ai été nommé conseiller de la légation de Belgique à Paris. J'y retrouvai avec plaisir quelques-uns de mes anciens camarades et ne tardai pas à constater que leurs idées avaient beaucoup changé. L'un d'eux, le plus ardent peut-être, un brillant officier (1), qui venait d'explorer le Maroc sous un déguisement arabe et de pousser jusqu'au Congo, me déclara sans ambages qu'une nouvelle guerre avec l'Allemagne pour la reprise de l'Alsace-Lorraine lui paraissait indésirable; la France y courrait trop de risques; elle devait refouler dans son cœur ses légitimes regrets et ne pas tenir ses regards hypnotisés sur la trouée des Vosges. Pour exercer ses forces, alimenter son besoin d'énergie et d'activité, étendre son empire et son influence, un champ nouveau s'offrait à elle, c'était l'Afrique.

Voilà bien, j'en ai l'intime conviction, le sentiment dominant de la grande majorité des Français dans les années qui ont précédé l'ouverture de la crise marocaine. Ils voulaient vivre en paix avec l'Allemagne, dont « l'énorme développement de puissance avait étouffé en eux toute idée de revanche », selon une phrase que j'emprunte aux *Mémoires* de lord Grey. D'aucuns même dans la société parisienne, curieux de personnalités tapageuses, ne se défendaient pas d'une certaine partia-

(1) Le capitaine Le Châtelier.

lité pour Guillaume II. Que si la Ligue des Patriotes suspendait fidèlement chaque année, le 14 juillet, des couronnes de fleurs aux pieds de la statue de Strasbourg, la masse du public s'inclinait avec émotion devant ce geste d'une piété inconsolable, mais elle y voyait surtout, à mon avis, une sorte de rite religieux, l'affirmation d'un immuable attachement aux filles chéries que la France avait perdues, un pèlerinage traditionnel et patriotique.

C'est la politique aveugle de l'Allemagne qui avait détruit cette pacification latente, cette cristallisation progressive de l'idée de paix dans l'âme du peuple français, quand elle s'était efforcée sans succès, à Tanger et à Algésiras, de briser l'alliance franco-russe et l'entente cordiale avec l'Angleterre, en démontrant à la France la fragilité de ces liens diplomatiques devant la menace arrogante d'un conflit armé. De même l'Allemagne, par ses visées d'hégémonie en Europe, ne pouvait s'en prendre qu'à elle seule que la France et la Russie se fussent alliées contre le danger commun d'un isolement qui aurait été fatal à toutes deux.

Depuis la naissance d'un foyer de querelles au Maroc, que le moindre incident suffisait à rallumer, la sécurité du présent et la stabilité de l'avenir reposaient sur la volonté de Guillaume II de maintenir la paix. De cette volonté les affirmations de Kiderlen ne me permettaient pas de douter. Convaincu, d'autre part, en raison de mes fréquents séjours à Paris, que le gouvernement français était foncièrement pacifique, je me rendais compte néanmoins des difficultés de son attitude en face d'un voisin soupçonneux et aigri de ses récentes déceptions coloniales; elle devait être exempte à la fois de jactance et de faiblesse. Bien difficile aussi, par conséquent, me semblait être le rôle dévolu à l'ambassadeur de la République à Berlin; il exigeait autant de dignité et de sang-froid que de prévoyance et de souplesse. Et je ne pouvais pas savoir à quels soucis, à quelle angoisse patriotique, le représentant de la France allait être condamné, voyant l'hostilité et la haine grandir contre son pays, des armements menaçants s'organiser, des incidents irritants se renouveler, tous les signes avant-coureurs d'un conflit se multiplier, pendant les deux années de fièvre, dont l'affaire d'Agadir n'avait été que le prélude. La France, heureusement, était représentée à Berlin par l'homme le plus capable de faire

face à une situation aussi périlleuse, M. Jules Cambon.

Je connaissais de longue date l'ambassadeur. Je l'avais rencontré souvent à la légation française à Bruxelles, chez le comte et la comtesse de Montebello, lorsqu'il était préfet du Nord, et moi, un modeste attaché au cabinet du roi Léopold. Depuis lors, nous nous étions un peu perdus de vue, quoique nous nous fussions rencontrés de temps à autre à Paris. Tel je l'avais laissé, tel je le retrouvai, vif et alerte comme un jeune homme, simple et bon enfant, l'œil très éveillé derrière son binocle, le nez au vent, la lèvre ironique et souriante. Sa belle humeur inaltérable et sa bonhomie spirituelle dissimulaient des dons redoutables : une finesse d'esprit qui pénétrait la pensée de son interlocuteur, une promptitude à la riposte qu'aucune attaque ne désarçonnait, un sang-froid qu'aucun incident ne prenait en défaut. Ajoutez-y une sûreté de jugement nourrie d'une longue pratique de la diplomatie et vous conviendrez que, dans les passes d'armes qui ont précédé la guerre, le champion de la France à Berlin était le meilleur sans doute qu'elle pût mettre en ligne. L'événement a prouvé que l'Allemagne ne possédait aucun jouteur de cette trempe à lui opposer.

M. Cambon, dès ma première visite, me parla sur un ton de cordialité et de confiance où je reconnus avec joie l'ami d'autrefois. Il me dit qu'il avait vécu à Berlin, l'année précédente, les six plus mortels mois de sa vie, et il me fit du coup d'Agadir un tableau très différent de celui que m'avait brossé Kiderlen. Toutefois, dans les deux versions, il y avait un point commun : la négociation de l'accord final avait duré trop longtemps. Si elle n'eût pris que quelques semaines, me dit M. Cambon, le texte de l'instrument diplomatique eût été plus clair et mieux rédigé et la surexcitation de l'opinion publique aurait pu être évitée. La prolongation des pourparlers était imputable en partie à la mésintelligence existant entre le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères de France, mais surtout aux hésitations de Kiderlen, qui retouchait sans cesse, sans les rendre plus précis, les termes de l'accord, lorsqu'ils semblaient définitivement arrêtés.

Ce récit fidèle m'expliquait qu'à remettre trop de fois sur le métier cette toile fragile, on avait permis à des pourparlers occultes de s'engager à côté de la négociation officielle, ce qui

acheva de la compliquer. Ils furent menés, je ne l'ignorais pas, par un agent secret qui s'était arrêté à Bruxelles, avant d'arriver à Berlin.

Au sentiment de M. Cambon, la situation européenne demeurerait inquiétante, tant qu'on n'aurait pas mis fin à la guerre turco-italienne. L'Italie avait ouvert la porte à de nouvelles complications, plus redoutables peut-être que la conquête de Tripoli, lorsqu'elle s'était emparée de quelques îles de la mer Égée. S'imaginait-on que leur population pût retomber sous le joug ottoman, la guerre terminée, et l'abandonnerait-on à la vengeance des Jeunes Turcs, pour qui la perte ou l'émancipation de ces îles serait l'arrêt de mort de leur parti? Si l'on contraignait la Turquie à accorder aux insulaires l'autonomie, à laquelle ils aspiraient, ce serait autant de petites Crètes, qu'on créerait en vue des côtes asiatiques, alors que la grande Crète était déjà, à elle seule, un cauchemar européen. L'ambassadeur n'entrevoyait, pour mater les Turcs, qu'un moyen radical : leur tenir la dragée haute, leur refuser tout emprunt, et les amener ainsi à traiter.

Il ne soupçonnait pas encore, en parlant ainsi, pas plus que moi en l'écoutant, que l'arrière-pensée du gouvernement italien était de ne pas lâcher la proie maritime, dont sa flotte s'était saisie à la faveur des hostilités. Il ne comprenait pas du reste que le chancelier de l'Empire fût sur le point de s'absenter pour tout l'été et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de prendre un congé de quelque durée, quand l'horizon restait aussi noir du côté de l'Orient.

En sortant de l'ambassade de France, je sentis que j'avais là un ami, avec qui je pourrais causer à cœur ouvert, perspective réconfortante pour un nouveau venu dans un poste inconnu et difficile, devant un avenir qui ne laissait pas d'être très troublant.

V

L'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin, sir Edmond Goschen, était d'origine germanique, d'une famille très connue à Leipzig. Rien en lui ne trahissait cet atavisme, hormis son nom. Vous auriez dit plutôt un agréable gentleman du plus pur sang britannique, aux cheveux d'un gris d'argent, au teint

fleuri, à la barbe en pointe mise à la mode par Édouard VII. Anglais aussi, très anglais ses sentiments et sa façon flegmatique d'envisager les événements et d'en tirer des conséquences. Il n'avait accepté qu'à contre-cœur et pour complaire à son souverain de troquer l'ambassade de Vienne où il se plaisait contre celle de Berlin. La mort de sa femme, survenue quelque temps après, avait achevé d'assombrir pour lui le séjour de la capitale allemande.

La nomination du baron de Marschall de Biberstein, transféré comme ambassadeur d'Allemagne de Constantinople à Londres en remplacement du comte de Metternich, défrayait les conversations des diplomates, quand j'ai eu le plaisir d'être reçu par sir Edward Goschen; elle servit de début à notre entretien. On disait à Berlin, ainsi que je l'écrivais à mon gouvernement, que personne n'avait plus à cœur que l'Empereur un rapprochement avec l'Angleterre. De fait, Sa Majesté ne négligeait aucune occasion de prononcer en public des paroles aimables ou élogieuses à l'adresse des Anglais; les dernières régates de Kiel venaient de lui fournir un prétexte à vanter la marine britannique. Après la mort d'Édouard VII, il était convaincu que la froideur des années précédentes allait faire place à une cordiale intimité entre les deux cours et que les causes de désaccord s'évanouiraient avec le passé. Aussi sa surprise avait-elle été cruelle, en voyant le cabinet de Londres se ranger résolument, l'été précédent, à côté de la France. Mais l'Empereur était tenace dans ses entreprises et, ne pouvant reconquérir lui-même les sympathies anglaises par ses séductions personnelles, il avait chargé de cette tâche ingrate le plus expert des diplomates allemands, qui l'avait courageusement acceptée, encore qu'il eût soixante-dix ans.

Sir Edward me parut assez sceptique quant au succès de la mission du baron de Marschall. « Ce qui rend, me dit-il, le rétablissement de la bonne entente d'autrefois si difficile, c'est qu'il n'existe entre les deux nations aucun motif concret d'irritation et d'éloignement. Nous n'avons pas eu à régler avec l'Allemagne un incident pénible comme celui de Fachoda. La mésintelligence date du télégramme de l'Empereur au Président Kruger. Ç'a été pour nous comme un trait de lumière qui nous a montré qu'un abîme s'était creusé silencieusement, et sans que nous nous en fussions aperçus, entre nous et le peuple

allemand. La question de la limitation de la flotte de guerre est insoluble. Nous n'avons aucun droit de l'imposer au gouvernement impérial. Nous ne pouvons que le suivre dans la voie ruineuse où il s'est engagé, car le salut de l'Angleterre dépend de sa supériorité navale. » L'ambassadeur estimait que la flotte de guerre allemande, création personnelle de l'Empereur, étant l'objet de ses prédilections, il prendrait plaisir à l'augmenter et ne renoncerait pas à la rendre plus redoutable que ne l'exigeait la protection du commerce germanique (1).

Tant de pessimisme articulé d'un ton calme et une telle absence d'illusions m'étonnèrent dans la bouche d'un diplomate, dont la profession ne comporte pas d'ordinaire pareille franchise avec un collègue qu'il voit pour la première fois. C'est pourquoi j'ai été amené à penser qu'indépendamment de la course aux armements maritimes il existait une cause plus profonde de l'aversion de la nation anglo-saxonne pour la germanique, leur rivalité industrielle et commerciale. L'Angleterre devait voir avec une jalousie très naturelle la concurrence allemande la menacer aussi bien dans sa supériorité économique que dans la maîtrise de la mer. J'ai reconnu plus tard que ce n'était là qu'une cause secondaire et que l'ambassadeur avait raison, quand il ajoutait d'un air désabusé : « Notre ancienne amitié avec l'Allemagne ne se renouera jamais. Nos hommes d'État auront beau venir à Berlin, y distribuer force « shake hands » et force paroles amicales, ils n'en rapporteront aucune assurance satisfaisante. Le peuple britannique refusera toujours d'admettre que l'Allemagne a besoin d'une flotte de combat égale à la sienne et, comme il ne peut se laisser distancer par elle dans la construction des dreadnoughts et des croiseurs, il lui imputera les durs sacrifices que ces armements continueront de lui infliger. »

Très différent de ses collègues de France et d'Angleterre, autant qu'un Italien peut l'être d'un Français et d'un Anglais, M. Pansa, ambassadeur du roi Victor-Emmanuel, avait avec eux un trait de ressemblance : il n'aimait pas Berlin et n'en faisait pas mystère. Cette constatation n'eut rien d'encourageant pour moi, qui débarquais dans ce poste avec la perspective d'y achever ma carrière. M. Pansa était à cette époque un Italien

(1) Dépêche à M. Davignon du 28 juin 1912.

robuste et sanguin, les cheveux et la barbe à peine sillonnés de fils d'argent, une figure expressive à la Michel-Ange, ayant son franc parler, assez peu semblable en définitive aux prudents diplomates de son pays.

Il avait demandé, l'an passé, sa mise à la retraite, mais son gouvernement le pria de continuer de gérer l'ambassade jusqu'à la fin de la guerre avec la Turquie, bien que, de notoriété publique, il l'eût déconseillée. Il m'en parla sans déguiser sa pensée. « Comme un corps-à-corps avec la Turquie est impossible, me dit-il, l'Italie aura pendant des années à soutenir en Afrique une guerre de guérillas contre les Arabes. C'est une tactique que les généraux italiens devront s'approprier et qui exigera de coûteux efforts, avant que cette guerre de Troie ne prenne fin. » M. Pansa, qui avait été ambassadeur à Constantinople, ne prévoyait pas que l'argent viendrait à manquer au gouvernement ottoman, ce qui l'obligerait à déposer les armes. L'Europe persisterait à lui en prêter à des taux de plus en plus usuraires, mais de petites sommes suffiraient à la Sublime Porte pour parer aux nécessités les plus urgentes, tant que les puissances n'auraient pas trouvé le terrain où leur médiation pourrait s'exercer. M. Pansa ne croyait pas non plus à une nouvelle fermeture des Dardanelles, que l'Italie, d'ailleurs, ne chercherait pas à provoquer, afin d'éviter des complications européennes. L'apparition d'une escadre italienne à l'entrée du détroit et son échange de coups de canons avec les forts turcs n'avaient été que le résultat d'ordres mal exécutés.

Lorsqu'il était ambassadeur à Londres, la Consulta lui avait pris son poste pour y caser un homme politique, le marquis de San Giuliano, qui ne fit qu'une apparition dans la diplomatie. M. Pansa reçut en compensation, quelque temps après, le poste de Berlin. Étouffant d'anciens regrets, il ne me cacha pas son admiration pour l'Angleterre. « La crise qu'elle subit actuellement, m'affirma-t-il, les grèves qui troublent son existence nationale, ne dureront pas. Les Anglais viendront à bout de ces difficultés intérieures, dont ils sont les premiers en Europe à faire la dangereuse expérience, comme ils ont été les premiers à établir chez eux le régime parlementaire, qu'ils ont appris aux autres nations à pratiquer. Ils leur serviront d'exemple cette fois encore, en les précédant dans la lutte que leurs gouvernements auront à soutenir contre les

syndicats de travailleurs, cette nouvelle force sociale qui s'est révélée comme la plus grave menace suspendue sur les États modernes. » Pas un mot laudatif dans la bouche de ce diplomate anglophile à l'adresse du régime politique de l'Empire allemand.

M. Pansa avait reçu la visite du baron de Marschall, à son passage par Berlin. Le nouvel ambassadeur à Londres s'était plaint à lui du bruit mené par la presse, tant anglaise que germanique, autour de sa mission ; c'était la rendre d'autant plus difficile à remplir et l'on avait tort de s'attendre de sa part à des miracles. M. de Marschall se défiait surtout des Anglais amis de l'Allemagne qui l'aideraient maladroitement dans l'œuvre de rapprochement qu'il devait tenter. Son intérêt et ses sympathies se portaient plutôt d'avance sur des adversaires tels que MM. Winston Churchill et Lloyd George ; c'est avec eux qu'il aurait profit à causer.

Jusqu'à présent, j'avais noté peu d'enthousiasme chez les ambassadeurs qui m'avaient reçu pour le séjour de Berlin et pour la politique pratiquée par le gouvernement impérial. J'entendis un autre son de cloche dans l'entretien que m'accorda l'ambassadeur de sa Majesté Catholique. L'Espagne était représentée auprès de Guillaume II par M. Polo de Barnabé, un vétéran, comme ses confrères, de la carrière diplomatique, un galant homme tout rond et tout aimable, sans aucune aspérité apparente au moral comme au physique, mais entêté dans ses idées, si j'ose dire, comme on l'est souvent dans son pays. Il était, il avait toujours été, un admirateur déclaré de l'empire des Hohenzollern, rempart des vieilles monarchies, et un adversaire courtois, mais convaincu, des Républiques, semeuses de révolutions. Ministre à Washington, au moment où les États-Unis firent une guerre de spoliation à l'Espagne, il avait conservé de cette amère épreuve un ressentiment particulier contre les Yankees, qui s'ajoutait à son antipathie générale pour les régimes républicains.

Son Excellence mit la conversation sur le Maroc et m'apprit qu'à un moment donné, pendant les négociations de 1911, Kiderlen avait cru à l'imminence de la guerre. Cette impression, qui, d'ailleurs, n'avait pas duré, il la tenait du secrétaire d'État lui-même. L'ambassadeur attribuait le tour favorable qu'avaient pris les pourparlers vers la fin du mois de sep-

tembre, à l'intervention du directeur de la Banque d'Empire et de ses confrères des grands établissements financiers, qui jugeaient que l'Allemagne n'avait pas alors une situation financière assez solide pour entreprendre et soutenir une guerre européenne.

C'était là un renseignement intéressant qui m'a été confirmé plus d'une fois. J'eus ensuite à entendre les doléances de M. Polo de Barnabé contre le gouvernement de la République française, responsable, d'après lui, de la lenteur des négociations franco-espagnoles, parce qu'il refusait d'appliquer le traité marocain de 1904 et réclamait des concessions nouvelles, sans tenir lui-même ses engagements envers les autres Puissances; la solution de ces litiges ne pourrait être obtenue que par le recours obligatoire à l'arbitrage de la cour de La Haye. Il m'apparut que le Maroc était pour cet excellent Espagnol un sujet de conversation inépuisable (1).

L'Empire allemand comptait un autre et fervent admirateur dans la personne de l'ambassadeur de Turquie, le général Osman Nizami Pacha, Oriental parfaitement européanisé, un Levantin plutôt qu'un vrai Turc, un diplomate subtil, aussi versé dans les questions militaires que la plupart des officiers *ad hoc* attachés aux ambassades. J'ai consigné dans un de mes rapports une opinion curieuse qu'il avança au cours d'un des entretiens que j'ai eus avec lui. Il voyait venir une guerre franco-allemande comme l'aboutissement fatal de la marche des événements, et croyait à la victoire des armées du Kaiser, vu leur supériorité en artillerie lourde de campagne. « Et cependant, ajoutait Son Excellence, l'artillerie légère allemande, composée de canons transformés, est inférieure à celle des Français; mais l'Allemagne possède des batteries nombreuses d'obusiers, que ceux-ci n'ont pas, et une poudre d'une qualité invariable, bien meilleure que la française, sujette à des combustions spontanées. Mettez aux prises dans un duel deux antagonistes, dont l'un manie une épée plus longue qui tiendra son adversaire à distance et lui portera des coups mortels, vous aurez une image de ce que sera le duel des deux artilleries. » Les premières batailles en Belgique ont réalisé sur ce point, n'est-il pas vrai? les prévisions d'Osman Nizami Pacha.

(1) Dépêche à M. Davignon du 21 juin 1912.

Le nouvel ambassadeur de Russie, M. de Sverbéew, n'avait pas encore pris possession de son poste. En revanche, celui des États-Unis, M. Leischman, allait être rappelé par le Président démocrate, Woodrow Wilson. Le gouvernement républicain de Washinglon avait fait de M. Leischman, ancien directeur aux usines Carnegie, un ambassadeur à Constantinople, puis à Berlin. Je n'avais rien à apprendre de ce diplomate d'occasion, qui n'avait pas étudié l'Allemagne beaucoup mieux que la Turquie.

De mes visites aux différents ambassadeurs, j'allais dire des interviews auxquelles ils s'étaient bénévolement prêtés, j'emportai une impression réjouissante, c'est qu'aucun de ces importants personnages n'était imbu de la morgue assez ridicule, que j'avais observée chez quelques-uns de leurs confrères dans d'autres capitales. Ils traitaient fort amicalement, presque d'égal à égal, les ministres des petits États et paraissaient, presque tous, très disposés à leur communiquer des renseignements, qu'ils étaient, de par leur situation privilégiée, plus à même qu'eux de récolter. Quelle mine précieuse à exploiter, si des circonstances graves se présentaient dans un centre tel que Berlin, où le baromètre politique était sujet à de brusques oscillations!

VI

Je n'étais pas entré en fonctions depuis un mois que déjà la lecture assidue des journaux qui donnaient le ton à l'opinion publique avait éclairé pour moi d'une lueur inquiétante l'animosité de la presse allemande contre la France. Que cet état d'âme survive et se manifeste chez des vaincus après de longues années de paix, c'est un symptôme déplorable, qui ne trouve sa raison d'être que dans la rancune laissée, comme un poison morbide, par la défaite. Mais chez des vainqueurs, comblés par la fortune, jouissant d'une prospérité sans égale, enivrés de leur puissance, cet état ne s'expliquait que par des excitations préméditées, par une irritation entretenue à dessein contre l'ancien adversaire, que leurs ambitions insatiables rencontraient encore sur leur chemin, et il était impossible de n'y pas apercevoir un danger menaçant pour le maintien de la paix. La France était toujours désignée comme l'ennemie héré-

ditaire, le principal objet de haine ou de mépris et, en attendant l'occasion de l'abattre, on la critiquait, on la raillait sans mesure et sans esprit. Les Allemands qui célèbrent aujourd'hui l'innocence du gouvernement de Guillaume II feraient bien de relire les articles provocateurs de leur presse en ces années d'avant-guerre. J'ai tenu à les signaler tout de suite à Bruxelles par le rapport suivant, daté du 25 juin. Ce n'était nullement un cri d'alarme qui eût été prématuré, étant donné les dispositions pacifiques des autorités impériales, mais la constatation d'une hostilité qui ne désarmait pas et me paraissait digne d'une sérieuse attention :

« Les incidents de l'été dernier et la longue discussion du traité du 4 novembre ont laissé ici un fond d'animosité et de rancune contre la France. Ces sentiments sont surtout apparents dans le langage des journaux. Ce n'est pas seulement la presse pangermaniste, fidèle au rôle qu'elle a assumé d'excitatrice du chauvinisme germanique, mais des feuilles de toutes nuances où l'on trouve soulignés et parfois dénaturés ou malignement interprétés tous les faits qui intéressent les Français. S'il s'agit du Maroc, la *Gazette de Voss*, sous le titre sensationnel de *la Civilisation et la pénétration incendiaires*, raconte que la colonne du général Gouraud emploie, pour réduire les tribus insurgées, le procédé néronien de l'incendie et livre aux flammes, sous prétexte de ramener la paix dans le pays, les villages et les moissons. Parlant de la natalité décroissante en France, à propos de la diminution des naissances constatée en Prusse même, la *Norddeutsche Algemeine Zeitung* remarque que les différentes mesures, recommandées par les hommes politiques, les hygiénistes et les économistes français, font songer aux lois inutiles de l'Empire romain, les lois *Julia* et *Papia Poppea* contre la dépopulation de l'Italie sous les Césars, tandis que le seul remède serait une réforme radicale du corps social de la tête aux pieds, un renouvellement de la population. Il n'y a pas de jour où la presse allemande ne se livre à des insinuations de ce genre. C'est son sport favori.

« L'Allemand, en lisant son journal, à quelque opinion qu'il appartienne, exception faite des socialistes, est entretenu chaque matin dans ses sentiments de malveillance contre le voisin de l'ouest, qu'on lui désigne ainsi comme l'ennemi tradi-

tionnel, depuis surtout que celui-ci a remporté un succès sur le terrain diplomatique. Chose à remarquer, ces attaques et ces critiques journalières sont épargnées à l'adversaire britannique, que la presse de ce pays ménage intentionnellement, comme si un rapprochement avec la nation anglo-saxonne lui paraissait encore possible. En quoi elle se trompe peut-être et se fait des illusions, que l'avenir se chargera de dissiper.

« L'ambassadeur de France se montre très préoccupé de la tension qui survit à la signature de l'accommodement de l'automne dernier dans les relations des deux peuples plutôt que dans celles des deux gouvernements. M. Cambon m'en a parlé hier encore comme d'un danger permanent. Il se loue beaucoup de la franchise du chancelier, ainsi que de la largeur de vues de M. de Kiderlen. Mais il a continuellement des incidents de frontière à aplanir, causés soit par le mauvais vouloir des fonctionnaires français, soit par la brutalité des Allemands, et il craint que ces difficultés n'éclatent et ne s'amplifient au Maroc. Il ne cesse de demander au gouvernement de la République l'envoi à son personnel d'instructions sévères pour qu'elles ne se reproduisent plus. Néanmoins, il ne prévoit pas de complications pendant les mois d'été, quoique la situation générale de l'Europe, comme j'ai eu l'honneur de vous l'écrire, lui paraisse peu satisfaisante, en raison de l'imprévu qu'une guerre, telle que le conflit italo-turc, porte toujours en soi. Un coup de canon malheureux, tiré contre les Dardanelles, peut avoir de la répercussion jusqu'aux extrémités du continent européen.

« En comparant la nervosité de l'ambassadeur avec la tranquillité qui règne à la Wilhelmstrasse, je ne puis pas croire à un péril imminent, bien qu'il existe évidemment à l'état latent. Les vacances, que vont prendre le chancelier et M. de Kiderlen, sont à mes yeux un symptôme rassurant, tout au moins pour quelques mois. »

BEYENS.

(A suivre.)

SILHOUETTES CONTEMPORAINES

Mgr BAUDRILLART

Une classe d'enfants est un peu un village qui s'assemble et se disperse tous les jours au coup de cloche du lycée et qui, comme tous les villages, a son opinion publique, sa Bourse des valeurs, où tout événement, tout personnage nouveau est aussitôt pesé, discuté et coté. Un changement de professeur, surtout au milieu d'un trimestre, est un de ces événements que commente vivement la gazette du village.

Un matin, — c'était il n'y a pas loin de quarante ans, — notre professeur d'histoire dans la classe de quatrième au collège Stanislas, le savant M. Marion, aujourd'hui professeur au Collège de France, nous annonça qu'il cédait sa chaire pour quelques mois à l'auteur d'une thèse fort brillante, qui venait de faire grand bruit dans l'Université et qui, ajouta-t-il d'un ton de voix confidentiel, se disposait à entrer prochainement dans les ordres. Je laisse à penser si ce discours excita la curiosité de notre Landerneau. A la classe suivante, le suppléant fit son entrée, au milieu de l'attention générale, devant quarante paires d'yeux qui ne perdaient pas un de ses gestes.

Pourquoi arrive-t-il que certaines scènes se détachent, se gravent dans la mémoire avec un caractère qu'on sent tout de suite indélébile? Je serais bien incapable de répéter un seul mot du cours de notre nouveau maître. Mais l'entrée que fit alors

M. Alfred Baudrillart, sa silhouette, la forme de son habit, l'allure lente et décidée dont il franchit sans nous regarder les quelques pas qui séparaient la porte de sa chaire, la façon rapide et volontaire dont il gravit les marches, prit son temps pour poser sa serviette et pour ôter ses gants, quittant son air abstrait pour promener sur l'auditoire un regard assuré et faire peser sur nous, dans ce moment d'attente, une silencieuse autorité, toute cette suite d'impressions m'est demeurée aussi présente que si j'y assistais.

Pendant toute cette scène, le nouveau professeur était resté debout; nous avions eu le temps de remarquer un beau front, le masque volontaire, un aspect d'énergie et d'extrême dignité, qui était d'autant plus frappant sous un air de jeunesse et sous les cheveux blonds. Aujourd'hui encore, cette jeunesse un peu narquoise s'obstine sur la physionomie, et l'argent luit à peine sous le vermeil un peu dédoré de la chevelure. Toute la personne offrait quelque chose de résolu, de presque militaire. Bien plutôt qu'à un jeune lévite, plutôt qu'à un universitaire, on eût pensé à quelque lieutenant d'une arme savante, sortant de Châlons ou de Fontainebleau. Bref, dans le peu d'instants de cette prise de contact, par une série de gestes expressifs, naturellement ou par calcul, le nouveau venu avait imposé le respect; il avait réussi à nous faire oublier une taille assez petite. Et, quand il ouvrit la bouche, au bout de quelques secondes, avec une singulière puissance, la voix de bronze, presque énorme, qui sortait de ce personnage si peu volumineux, acheva de convaincre la classe que nous avions devant nous quelqu'un avec qui il faudrait compter.

Ai-je trop insisté sur un épisode insignifiant? Mais de quoi se compose un portrait, sinon d'impressions de ce genre? Vers la même époque, nous voyions parfois dans le parc de Stanislas, les après-midi de dimanche, autour de la colonne où se dresse un Bayard empanaché et troubadour, un jeune Saint-Cyrien qui s'appelait Gouraud : il n'avait encore rien fait, et il avait déjà son atmosphère, son auréole, son air de paladin, sa légende future qui marchait devant lui. A présent encore, en pensant à Mgr Baudrillart, je ne puis m'empêcher de revivre les premiers instants où nous reçûmes la certitude de sa supériorité : je le vois monter aujourd'hui dans la chaire de Notre-Dame, du même pas dont il gravissait, jadis, la modeste

chaire de quatrième dans la maison de l'abbé Prudham. Il était clair que ce n'était que la première étape de son ascension.

***

Pourtant, quand je vais revoir Mgr Baudrillart, évêque d'Himéria, recteur de l'Institut catholique, l'un des Quarante et représentant éminent de l'Église de France, c'est toujours dans le même quartier où je le vis jadis pour la première fois, dans cette province de Vaugirard dont il ne s'est guère éloigné au cours de son existence. La rue de Tournon, la rue Bonaparte, l'Institut où habitait sa mère au moment de son mariage, ce quadrilatère compris entre la Seine, la rue d'Assas, la rue de Buci et le Luxembourg forme le cadre sévère où s'est formée cette figure si particulière, qui appellerait le burin d'Edelinck ou de Claude Mellan.

Au milieu des transformations désordonnées du Paris moderne ce coin de Vaugirard, à deux pas du carrefour Raspail, conserve une physionomie d'autrefois, un air de colonie religieuse. C'est le quartier de Saint-Sulpice, de l'ancien Séminaire, avec sa fontaine ecclésiastique où trônent les Pères de la chaire française et que la façade de Servandoni domine de sa double tour et de sa loggia théâtrale; c'est le vieux quartier de l'Abbaye, un quartier de couvents, non loin des anciens Cordeliers et des Jacobins de la rue Saint-Jacques, où subsiste dans le voisinage la maison vénérable des Missions étrangères. A chaque pas on croit errer dans les petites rues qui entourent à Rome le collège de la Sapience et le Collège romain.

De tout ce passé le couvent des Carmes demeure une des épaves les plus intactes, un des lieux qui développent le plus haut parfum spirituel : grain d'encens que n'étouffent pas les fumées de pétrole de nos rapidités modernes. C'est un des rares décors qui aient conservé leur physionomie du Grand siècle, avec sa petite façade classique que précède un parvis, son dôme modeste, le premier qu'on ait vu à Paris, son campanile, sa Vierge de Bernin, ses tombeaux (parmi lesquels ceux d'une Rancé et d'un Barberini). Derrière s'étendent les bâtiments monastiques, où se joua un des épisodes sanglants de la Terreur, les dortoirs qui servirent de prison aux Girondins et à Joséphine et le petit jardin pathétique, paysage de sanglots

fait pour un Michelet, le coupe-gorge, l'horrible abattoir des boucheries de Septembre.

Il n'y a pas dans Paris beaucoup de paysages historiques plus éloquents que celui-là : peu d'endroits mêlent tant de souvenirs de noblesse morale aux tragiques images de la Révolution, peu de foyers de plus vive ardeur spirituelle se sont déployés dans un plus complet dédain du charme extérieur des choses. Cette maison des Carmes, où l'on trouve aujourd'hui Mgr le Recteur dans un antique appartement où accède une vis de pierre, semble étendre sur les environs son ombre et son froid silence, et communiquer à ce qu'elle encadre son extraordinaire absence de frivolité. C'est un Paris que ne soupçonnent guère la plupart des étrangers et même des Français, quand ils se représentent la vie parisienne : un Paris secret, très fermé, tourné tout en dedans et qui ne montre au dehors qu'une doublure commune, un Paris de dames en noir qui vont à la messe de sept heures, et où, furtivement, se découvrent parmi tant de grisailles de surprenants trésors : comme cette inconnue dont me parlait un jour Mgr Baudrillart, timide, vêtue de quatre sous et qui, sans dire son nom, de l'air gêné d'une personne qui vient demander des secours, tirait de son réticule et lui remettait pour ses œuvres deux cent mille francs de bijoux.

***

Ce paysage est la patrie de Mgr Baudrillart. Entre la coupole des Carmes, où sa mère le conduisait s'agenouiller à neuf ans (c'était alors l'école Bossuet), lui faisant promettre de ne rien placer avant la gloire de Dieu, et la coupole de l'Institut, qui se trouve être un peu sa maison de famille (celle de Sacy l'orientaliste, son grand père, celle du Sacy publiciste, rédacteur en chef des *Débats*, celle de son père enfin, l'illustre économiste, et je ne crois pas que, hormis les Broglie, il y ait un autre exemple de pareille continuité académique, si bien qu'on pourrait dire que chez les Baudrillart l'Institut est une tradition et presque une seconde nature) ; entre ces deux coupoles de la rue de Vaugirard et du quai de Conti, on pourrait tracer une ligne droite qui représenterait assez bien l'histoire de Mgr Baudrillart. On le pourrait du moins si la Providence, pour rompre la monotonie de ce dessin, ne lui avait fait faire un détour par la rue d'Ulm et l'École normale supérieure.

Tous ces Sacy, d'ailleurs, disons-le en passant, tout ce bloc dont leur fils et arrière-petit-fils est une figure inséparable, formaient une de ces maisons de bonne bourgeoisie, parure de la France d'autrefois, chez qui des vertus de labeur, de courage, de simplicité, d'honneur faisaient un capital devenu en quelque sorte immobilier : c'étaient des gens de la vieille roche, toujours debout et au travail à six heures du matin, des gens qui avaient la religion des études et des choses libérales (si l'on sait seulement encore ce que c'est) et qui, sans fortune, sans nulle ambition mondaine, constituaient dans le pays une conscience pensante et une véritable aristocratie.

Tout ce monde-là, quoique à mille lieues de notre société présente (on se demande même quelle figure il pourrait y faire), ce monde « vieille France », un peu austère et singulièrement dédaigneux de toute vanité, ne boudait nullement la vie : Mlle de Sacy, la mère d'Alfred Baudrillart, était une personne très gaie et que sa bonté seule retenait d'être mordante ; elle avait le sens vif du comique des choses, et son fils me dit qu'il serait mort de peur de lui faire du chagrin, mais que la crainte d'un de ses sourires suffisait à le remplir de confusion. On retrouverait sans peine, chez le descendant de la famille, cette solidité, comme disait le vieux langage, cette obstination au travail, et même le coin d'ironie qui, si Mgr Baudrillart n'y veillait, friserait parfois l'humeur bouffonne. A l'entendre à ces moments-là, contant d'impayables anecdotes d'Espagne, plus d'un s'étonnerait de ces fusées chez un personnage si grave : ce sont les éclats de rire de Mlle de Sacy.

Des deux vocations du jeune homme, la première et la plus sérieuse fut la vocation ecclésiastique. L'enfant très passionné qui, la veille de sa première communion, faisait cette prière : « Mon Dieu ! si ma communion ne doit pas être bonne, faites-moi mourir tout de suite », et qui, un peu plus tard, après je ne sais quel petit succès d'écolier, courait s'enfermer dans sa chambre pour offrir au ciel sa gloriole, avait été, à Bossuet, l'élève de l'abbé Thenon : il pensait déjà que la plus belle chose du monde est d'agir sur les âmes. La veille de Noël, à dix-huit ans, sa résolution était prise. Son père la connut avec douleur, mais ne s'y opposa pas. Tout ce qu'il crut devoir obtenir de son fils, ce fut d'ajourner l'exécution et de

passer auparavant par l'École normale. Le jeune homme n'y avait jamais pensé. Il était plutôt attiré par les écoles militaires, Navale, Polytechnique.

Ai-je dit qu'à treize ans, pendant le siège de Paris, ce gamin s'était fabriqué de faux papiers pour s'engager? L'École normale lui semblait quelque chose de bien pacifique pour son tempérament. Ce fut un sacrifice qu'il consentit pourtant au respect filial, à l'Académie, au démon vert de la famille. Celui-ci toutefois ne l'emporta pas entièrement : Mgr Baudrillart fut de l'Académie, comme tout Baudrillart doit l'être, mais ne porta jamais l'habit vert. Entre nous, je crois bien qu'il n'en regrette que l'épée. Mais les chevaliers de Colomb, par bonheur, lui en offrirent une, la croyant indispensable à un académicien. C'est le seul bibelot qu'on aperçoive chez lui. Jamais cadeau ne fit plus de plaisir.

Voyez pourtant comme les choses s'enchaînent! Le jeune homme était entré à l'École (si peu! car jamais il ne put supporter l'internat) sans goût bien prononcé, par pure déférence pour son père : et cet accident devait engendrer toute une carrière. Voici comment. Les élèves de seconde année sont tenus de composer un mémoire sur un sujet de leur choix, ce qu'en argot d'École on appelle plaisamment un « travail définitif », sommairement un « définitif ». L'élève Baudrillart avait pris pour sujet M^me^ de Maintenon. Son maître, Ernest Lavisse, lui conseilla d'en faire une thèse de doctorat. Voilà notre historien en route pour l'Espagne, dans l'espoir de découvrir aux archives d'Alcala de Henarès la correspondance de son héroïne avec la princesse des Ursins.

Ah! si je voulais dérider ce portrait, si j'étais sûr de ne pas être indiscret et surtout de ne blesser personne dans un pays qui nous est cher! Si l'évêque d'Himéria voulait bien me permettre de rapporter ici quelques-unes des histoires qu'il raconte si bien, certains soirs, entre amis! On en ferait une charmante nouvelle dans le style du *Bachelier de Salamanque*. L'Espagne, depuis un quart de siècle, s'est beaucoup européanisée, mais en 1880, sous beaucoup de rapports, surtout dans les campagnes, c'était encore le moyen âge. A trois lieues de Valladolid, le château de Simancas, où se conservent les archives d'État, est un alcazar à quatre tours où tout se passait encore comme au temps de Charles-Quint. Vous rappelez-vous

ce que Viollet-le-Duc, dans son *Dictionnaire*, écrit de ce local que, dans les vieux châteaux, la légende s'obstine à appeler des « oubliettes », et quel en était le véritable usage? Notre jeune érudit l'apprit à ses dépens. Mais ce sont des contes qu'il faut le laisser faire lui-même, les jours où il s'égaie, comme aussi les histoires de l'archiviste bègue et de sa sœur, la *viuda*, ou celles du ménage incongru de Doña Epifania, l'hôtesse du *Parador de la Radura*, où le jeune homme prenait pension pour un *douro* par jour au milieu d'une population de rouliers, d'aveugles, de mendiants de Goya et de Velazquez, chanteurs de complaintes et râcleurs de mandolines; et les grillades de chevreau, et le beurre rance, et l'affreuse piquette qui sentait l'outre et la résine, et les dysenteries qui s'ensuivaient, et le jeune docteur disant froidement à son malade :

— Oui, le tiers du village en est mort l'année dernière...

Évidemment, l'hygiène laissait à désirer au *Parador de la Radura*. En revanche, du pittoresque, en veux-tu ? en voilà. Et dans les archives, quels trésors ! Un ballot de paperasses mal ficelé, avec deux siècles de poussière : c'étaient quatre cents lettres autographes de Louis XIV, deux cents lettres du duc de Bourgogne, et des centaines d'autres des ministres, des ambassadeurs, de tous les personnages de la cour des deux rois. Il s'agissait bien à présent de Mme de Maintenon ! C'était toute l'histoire politique des Bourbons, l'histoire de l'établissement de Philippe V en Espagne, tout ce dessein immense tissé entre Versailles et Madrid et qui, dans la pensée du Roi, devait unir les deux cours, faire des deux nations une même famille. Conception grandiose, calomniée et trahie par le XVIIIe siècle : jamais Louis XIV ne vit plus grand, ne mérita mieux le nom de Grand Roi. Si l'on songe que les Bourbons, par Parme et les Deux-Siciles, tenaient la Méditerranée; que l'Amérique latine entière, jusqu'au Texas, s'appelait la Nouvelle-Espagne; que l'Amérique du Nord, par le Canada et la Louisiane, de Québec à la Nouvelle-Orléans, était une possession française, l'Angleterre n'en tenant que la frange la plus extérieure, on avouera que cette politique espagnole de Louis XIV valait mieux que les injures et les colères de l'histoire. C'était la dernière chance de constituer le bloc latin, de faire l'unité du monde; le roi Très-Chrétien de Versailles eût été le patriarche

d'une vaste famille de princes, le père d'un univers catholique. De la poudre de Simancas le jeune historien exhumait ce grand rêve oublié.

Ce fut pour lui aussi un long dessein, l'ouvrage de quinze ans, un de ces grands livres auxquels un homme met beaucoup de sa vie : le dernier volume ne parut qu'en 1900. Sa réputation littéraire, attestée à deux reprises par le Grand Prix Gobert, était faite, et c'était le chemin de l'Académie assuré. En attendant la nôtre, l'Académie d'Espagne lui avait ouvert ses portes. En même temps, à remuer ces cendres mélancoliques, son esprit s'élargit : une certaine étroitesse de la politique française lui devenait intolérable; il prend l'habitude de penser à l'échelle du monde. Et puis, pendant ses longs séjours là-bas, il n'avait pas connu que la clientèle baroque de Doña Epifania, les râcleurs de guitare et les curés avaricieux du triste village de Simancas : il avait noué des relations dans la société distinguée, s'était fait des amis à la Cour, parmi ce qu'il y a d'hommes et de femmes les plus exquis. Cette confiance, qui ne s'improvise pas, servit pendant la guerre. Ce devait être le pivot de toute une part de l'activité de Mgr Baudrillart. Tant il est vrai que rien ne se perd... Tout cela, à cause d'un travail sur M^me^ de Maintenon, entrepris à l'École où l'auteur n'était entré que par hasard!

* * *

Je ne sais si l'idée de M. Baudrillart le père, en envoyant son fils à l'École de Bersot et de Fustel de Coulanges, n'était pas de mettre à l'épreuve sa vocation religieuse, peut-être avec l'espoir secret de l'user et de la divertir. Si ce calcul exista, il fut bien déjoué. L'École normale n'était pas seulement le grand séminaire de la critique, le crible où toutes les idées étaient agitées, discutées entre deux cents jeunes gens ivres de savoir et armés de textes et d'arguments; c'était aussi un foyer de vie religieuse et d'activité charitable, le siège de l'excellente conférence Saint-Médard pour la visite des pauvres. L'abbé Thenon, le fondateur de l'École Bossuet, ancien normalien, et « Athénien » encore, aussi bon humaniste que chrétien fervent, brûlait d'un double zèle pour les lettres et pour la foi. Il y avait en ces années, les premières du pontificat de Léon XIII, une grande animation morale, au moins dans un

petit groupe, une volonté généreuse de rendre à l'Église son lustre intellectuel, de la montrer vivante, brillante au premier rang dans tous les domaines de l'action et de la pensée.

C'est dans cette vue que l'ancienne Congrégation de l'Oratoire, la grande école des Bérulle, des Malebranche, des Thomassin, venait d'être relevée par deux prêtres, dont l'un était le polytechnicien Gratry et l'autre l'évêque d'Autun, le normalien Perraud (tous deux de l'Académie française). C'est au même mouvement que se rattache la fondation de l'Institut catholique, qui avait succédé dans le couvent des Carmes à l'École Bossuet. Le normalien Baudrillart fut prêtre de l'Oratoire et chargé de cours à l'Institut catholique par le recteur, Mgr d'Hulst, qui en mourant (trop tôt, hélas!) le désignait pour son successeur. Mais la jeunesse du candidat fit scandale : songez donc, moins de quarante ans, c'est trop peu de nos jours pour le grade de général. Ce vice (car il faut bien que jeunesse se passe) n'existait plus dix ans plus tard; du moins on en jugea ainsi à la mort de Mgr Péchenard. A l'unanimité des évêques votants, l'abbé Baudrillart fut élu cette fois à ce poste éminent.

C'est vers ce moment que j'ai eu l'occasion de revoir plus familièrement l'ancien suppléant de la classe d'histoire à Stanislas. C'est là que, depuis vingt ans, j'ai coutume de le trouver au premier étage de la cour des Carmes, au bout de deux ou trois révolutions de la vis de pierre, dans le grand cabinet meublé de livres et sans aucune ostentation qui est son poste de commandement. Là, toujours à la même place, derrière le vaste bureau surchargé de papiers, devant le monumental encrier de marbre vert surmonté d'un buste du Christ en bronze et que domine une croix de bois noir, le descendant des Sacy est à l'œuvre tous les jours sur le coup de six heures, et il prolonge sa veillée bien avant dans les heures nocturnes. Point de secrétaire, point de machine à écrire. Les vieux maîtres de la famille reconnaîtraient leur héritier. Seul, l'appareil de téléphone placé sur le bureau est une nouveauté et indique le chef.

Un chef, c'est bien le caractère saillant de Mgr Baudrillart. La pure renommée littéraire et la gloire d'arrangeur de phrases n'est pas du tout son fait. Le besoin d'action est son trait dominant. C'est lui qui le poussa dans les ordres : au moment d'y entrer, il eût fait volontiers litière de son talent.

Ses supérieurs lui enjoignent de ne pas jeter sa plume : il obéit; mais ce n'est pas l'outil dont il fait le plus de cas. Dans cette nature passionnée, le goût profond est avant tout celui de l'énergie; et je ne répondrais pas que cette énergie, aujourd'hui parfaitement disciplinée, ne reposât sur un fonds primitif d'emportement et de violence. A vingt ans, dans un accès de fièvre bonapartiste, il fut de ceux qui, à Saint-Augustin, le jour du service funèbre du Prince impérial, dételèrent le coupé de Cassagnac et le traînèrent en triomphe. Bon athlète, excellent nageur, entraîné à tous les exercices du corps, n'ayant peur de rien, très « casse-cou » (il s'est rompu à peu près tous les membres), son tempérament de lutteur pouvait l'entraîner assez loin. Si j'en crois certaines confidences, cette première turbulence risquait de le mener à des extrémités étranges : tout était bon, du moment qu'il y avait des coups à donner et à recevoir. Il faut croire que, comme il est arrivé à beaucoup d'hommes de sa trempe, sa première victoire a été de mâter son anarchie et que, pour commander, il a eu d'abord à faire l'ordre en lui-même.

Bien lui en prit d'ailleurs d'avoir à son service, dans ses nouvelles fonctions, ces mérites d'homme à poigne, peu communs chez les hommes d'étude. Il arrivait en pleine tempête. Le vent soufflait des deux côtés de l'horizon : d'une part, chez les Jacobins, c'était la crise du combisme; et de l'autre, chez les catholiques, l'Église se voyait déchirée par la grande affaire moderniste. Double danger, double inquiétude pour la maison dont Mgr Baudrillart avait la charge. L'œuvre du cardinal Perraud et de Mgr d'Hulst, le travail de trente ans, menaçait de sombrer. L'histoire de cette grande tragédie n'est pas faite et ce n'est pas le lieu de l'esquisser ici. Mgr Baudrillart se battait sur deux fronts. Il fit tête partout avec courage. Il sut, à force de loyauté, conserver la confiance de Rome, sauver une maison qui était l'honneur de l'Église. Au péril extérieur il répondait par de l'audace : il faisait construire, engageait de grands frais, comme s'il se fût tenu pour assuré du lendemain, profitait du désarroi de beaucoup de congrégations pour développer, organiser l'enseignement supérieur des jeunes filles. Quinze ans avant la Sorbonne, longtemps avant l'État qui se croit « avancé », il avait reconnu la transformation sociale qui achève la vieille révolution

chrétienne de l'égalité des sexes, consacre la valeur humaine de toutes les âmes ; il avait distingué le mouvement à la fois moral et économique qui pousse les jeunes filles à s'instruire et à se cultiver, soit pour perfectionner leur « moi », soit pour conquérir l'indépendance et s'assurer un gagne-pain.

Par ce coup de génie, et par la création complémentaire des « collèges d'Hulst » pour les étudiantes, qui y trouvent à un prix modique une pension décente, le nouveau recteur assurait à l'Institut un immense public. La maison vermoulue des Carmes, que j'ai connue jadis animée d'une vie un peu lente et un peu assoupie, est redevenue la maison de la jeunesse. Il faut voir chaque jour, par la petite porte discrète, le flot charmant qui inonde la rue d'Assas et la rue de Vaugirard : jeunes filles d'aujourd'hui, aurore de demain, mères de l'avenir et qui, dans le présent marasme des études masculines, assureront la continuité, exerceront la régence de la culture française.

Il faut voir les affiches des cours, les programmes qui unissent les noms de l'illustre Brauly, d'Henry Bidou, de Gustave Gautherot, de Jacques Maritain, du R. P. Gillet : incomparable état-major ! Et alors, devant ce spectacle, on songe à l'homme qui tient la barre, au cerveau d'où partent les ordres, à l'indomptable petit athlète qui gouverne tout ce ministère (je prends ministre, au sens où on le dit de M. Thiers) et qui, du matin au soir, attelé à la tâche, à côté de son téléphone, organise, dirige, crée, invente, trouve des hommes, des idées, des ressources et a su mener son vaisseau à travers les bourrasques.

* * *

Mais ces périls à peine surmontés, survenait une nouvelle épreuve, la dure épreuve de la guerre. Il fallut faire face avec un personnel réduit, naviguer en baissant les feux, végéter, se mettre en veilleuse, continuer pourtant à vivre, quand le cœur était aux armées, saignait avec la France.

La vieille maison des Carmes comprit qu'à aucun prix elle ne devait fermer ses portes, qu'après une interruption elles seraient peut-être difficiles à rouvrir. Mais le Recteur profita de ces demi-vacances pour prendre sa part des maux communs, soulager les misères, consoler les blessés. Avec son ami

Frédéric Masson, vieillard bourru comme un grognard et qui, sous des dehors rugueux, cachait un cœur plein de bonté, on le vit chaque jour au chevet des mourants, près des pauvres gens que nous envoyaient presque expirants les champs de bataille, relevant les courages, édifié lui-même devant tant d'héroïsme et de simplicité. C'est là qu'il recueillit ce mot cornélien d'une Bretonne accourue pour fermer les yeux à son mari : « C'est pour la France, c'était son droit : elle est la mère, je ne suis que la femme. »

Mais cet apostolat ne suffisait pas à l'esprit d'entreprise du recteur de l'Institut catholique. Dans une guerre où l'on se battait avec toutes les forces, les idées ne comptaient pas moins que l'argent et les canons. Il y avait aussi la guerre de l'opinion, la bataille des impondérables. Dans le duel immense qui était engagé, l'ennemi ne négligeait rien pour nous noircir et se justifier. La France, par beaucoup d'imprudences, par un fol anticléricalisme, n'avait que trop donné raison aux reproches d'impiété. Cette propagande ne laissait pas de faire impression sur les neutres. Mgr Baudrillart, par une foule de voyages, connaissait l'étranger, n'avait que trop souffert de cette réputation. Elle lui semblait injuste. Il comprit que sa robe, sa fonction, son titre lui donnaient un poids exceptionnel pour défendre notre cause, montrer, comme on disait, le vrai visage de la France. L'Espagne, où il comptait tant d'amis personnels, était un des points stratégiques essentiels dans cette guerre qui nous était faite sur le terrain religieux. C'était une plaque de résonnance, une sorte de haut-parleur d'où la parole retentissait dans tout le monde latin. Deux fois pendant la guerre, Mgr Baudrillart franchit les Pyrénées, se fit l'apôtre volontaire de la France chrétienne. Cette initiative lui ouvrait une nouvelle carrière, la carrière d'un missionnaire qui ne démobilisait pas, même après l'armistice, partait un jour pour l'Argentine, le lendemain au Canada, par deux fois en Pologne, en Tchécoslovaquie, et je ne compte pas vingt et un voyages à Rome, où il eut plus d'une occasion de rendre de précieux services diplomatiques.

Son jubilé sacerdotal, célébré le 28 mai 1918 dans la chapelle des Carmes, sous le canon de la Bertha, eut bien le caractère qui était fait pour lui plaire : il y avait de la crânerie à fêter sous les obus ses noces d'argent ecclésiastiques. Jadis,

la bonne Epifania, la première fois qu'elle le vit en soutane, ne revenait pas de sa surprise :

— *Don Alfredo!* s'écriait-elle, *Don Alfredo se ha vuelto curà!*

Mais non, *Don Alfredo* n'a pas si mal « tourné » : le « curé » s'est assez bien battu.

***

Entre temps l'Académie française l'avait appelé au fauteuil d'Albert de Mun. Peu après, le pape Benoît XV l'élevait à la dignité épiscopale.

Voilà l'homme qui monte dans la chaire de Notre-Dame. On peut croire que ce n'est pas sans appréhension et sans demander grâce qu'il a accepté ce fardeau, au milieu d'une existence déjà si surmenée.

— Et moi, soupire-t-il, qui allais justement supplier le Cardinal de m'accorder une année de relâche!

Dans cette chaire illustre, l'évêque d'Himéria (le premier évêque qu'on y entendra aux Carêmes de Notre-Dame) a de grands exemples de sa maison. C'est aux Carmes que Lacordaire, au milieu du siècle dernier, réunit sa première équipe de Prêcheurs. C'était son prédécesseur, son maître à l'Institut catholique, cet admirable Mgr d'Hulst, merveilleux grand seigneur, prodigue de lui-même comme un prince, dont je vois encore la haute et mince stature, la tranchante mine à la Fénelon et dont la voix sonore, légèrement nasale, nous ravissait jadis par la musique des idées.

Il y a, aux conférences de Notre-Dame, une double tradition : la tradition dominicaine, celle du P. Monsabré et du P. Janvier, solidement assise sur la base de saint Thomas, mais oratoire, décorative, quelquefois redondante. Une autre, plus technique et plus intellectuelle, discutant, débattant les problèmes de plus près, moins soucieuse d'effet que de pénétration, d'emporter que de convaincre : c'est l'école de l'Oratoire et de Mgr d'Hulst de ce fiévreux P. Sanson, que remplace aujourd'hui Mgr Baudrillart.

Celui-ci, pour la première fois, quittant la controverse et l'apologétique, abordera l'histoire dans la chaire de Notre-Dame. N'est-ce pas lui qui, pour sa thèse de docteur en théologie, choisissait de dire pourquoi la France est demeurée

catholique au XVI^e^ siècle ? La vocation spirituelle de la France ! C'est le sujet épars de tout l'apostolat de Mgr Baudrillart, le programme de cent conférences jetées aux quatre coins du monde, c'est le thème de ses réflexions de toujours, le *leit-motiv* de toute sa vie. Il est bon que ce grand sujet se résume une fois pour toutes, prenne corps dans un discours sur la France.

L'orateur, chacun le connaît. Rien d'écrit, rien de su par cœur : pour lui, la parole est action. L'ordre une fois arrêté, l'expression se formule d'elle-même, nette, précise, pure, sans recherche, avec les trouvailles du moment, ces bonheurs qui se cueillent au vol dans l'atmosphère émue, la sympathie de l'auditoire. Les curiosités de plume, les images, les grâces fleuries, autant de vanités dont Mgr Baudrillart s'est débarrassé depuis longtemps. Il n'est pas de ces virtuoses qui enchantent et font des cavatines : une éloquence de choses, des faits enchaînés et qui parlent, point de luxe, point de clinquant, un style d'homme d'État, un style qui est bien l'homme même.

Voilà ce qui lui permet d'envisager avec calme le redoutable honneur qui vient tomber sur ses épaules. C'est l'histoire de l'Église de France racontée par un historien, et par l'un des premiers personnages de cette Église. Il se prépare en paix à cette nouvelle bataille. Il trouve même le moyen d'arracher à ses journées écrasantes, aux affaires, à l'administration, à la correspondance, des lambeaux de loisir pour l'amitié ou pour lui-même. C'est le secret des grands travailleurs : comment fabrique-t-il du temps ?

— Je croyais qu'on ne pouvait pas écrire ses mémoires, ajoute-t-il : j'écris les miens depuis la guerre.

Et il me montre en souriant trente cahiers pour lesquels chaque soir il se réserve quelques instants.

Trente cahiers ! Toute son existence, toute son expérience d'homme... On conviendra que peu d'hommes méritent mieux que lui ce beau nom.

FIDUS.

LES DERNIERS JOURS DU TSAR

A TSARSKOIÉ-SÉLO

11 MARS — 14 AOUT 1917

II[1]

LA SEMAINE SAINTE AU PALAIS ALEXANDRE

7-15 avril 1917.

Le samedi, 7 avril, qui était la veille du dimanche des Rameaux, on célébra les vêpres dans la chapelle et, ce jour-là, le clergé fut autorisé à demeurer au Palais. Tous les jours de la Semaine Sainte, il y eut ainsi deux offices quotidiens. Des factionnaires étaient placés aux portes d'entrée et derrière l'autel. Quelques soldats libres y vinrent parfois. Les domestiques étaient presque tous présents.

Le 9 avril, pendant la messe, Kérensky arriva de nouveau au Palais. Il fit d'abord chercher M^me^ Narischkine et lui dit qu'après la fin du service, il désirait parler à « Nicolas Alexandrowitch ». Puis il lui exposa que, à Pétrograd, les passions politiques étaient déchaînées; que les partis extrêmes réclamaient le transfert de l'Empereur à la forteresse pour le soustraire à l'influence de l'Impératrice qui inspirait, croyait-on, un complot réactionnaire. Le Gouvernement provisoire voudrait arranger les choses; mais, pour cela, il fallait absolument séparer l'Impératrice de l'Empereur et la faire déménager dans

(1) Voyez la *Revue* du 1^er^ février.

l'autre aile du Palais, de manière qu'ils ne se vissent plus désormais qu'aux offices religieux et aux repas, toujours en présence de l'officier de service; elle n'aurait non plus aucune relation avec ses enfants. Mme Narischkine répliqua vivement que, si l'un des époux devait être séparé des enfants, c'était l'Empereur; car c'eût été cruel d'interdire à une mère de soigner ses enfants malades. Kérensky s'inclina devant cette objection.

Après la messe, l'Empereur le reçut; il voulait que j'assistasse à l'entretien; mais Kérensky n'y consentit pas. Le ministre reprit alors devant Sa Majesté les arguments qu'il venait d'exposer devant Mme Narischkine : la conclusion fut que l'Empereur resterait dans ses chambres, l'Impératrice dans les siennes; qu'ils ne se verraient qu'aux repas et aux offices religieux, en présence des enfants, jamais seuls. Pour nous, l'accès chez Leurs Majestés demeurerait libre.

Après le départ du ministre, j'entrai chez l'Empereur, qui était outré de cette mesure ridicule, faite pour complaire aux pires éléments révolutionnaires, et qui aurait pour conséquence d'établir tout un système d'espionnage dans l'intérieur du Palais. Cette fois pourtant, Kérensky s'était montré plus poli. A partir de ce jour même, il tâcha de faire croire à Leurs Majestés, et il y parvint, qu'il était leur seul protecteur, qu'il était seul capable de conjurer les périls dont Elles ne sentaient que trop la menace.

Pendant les premiers jours de la Semaine Sainte, on commença de creuser, près du Théâtre chinois, la fosse où l'on se proposait d'inhumer les soi-disants victimes de la révolution à Tsarskoïé-Sélo. On avait choisi la grande allée qui passe devant le palais Alexandre, à 300 pas environ de la façade. Les obsèques solennelles furent célébrées, le jeudi saint, à une heure de l'après-midi. Or, les victimes que l'on glorifiait ainsi n'étaient que six ou sept ivrognes, qui étaient morts de boisson le jour où l'on avait pillé les cabarets. Il y eut un grand déploiement de troupes, de drapeaux rouges, de musique jouant *la Marseillaise* et autres airs révolutionnaires. La cérémonie dura plusieurs heures et, ce jour-là, toute promenade nous fut interdite. Le choix de cet endroit, si rapproché des fenêtres de Leurs Majestés, était une nouvelle insulte pour Elles.

Le jeudi saint, 12 avril, les habitants du Palais accomplirent tous leurs dévotions.

Le vendredi saint, 13 avril, la procession rituelle se fit à travers les salles du Palais. Dans les circonstances où nous étions, cette cérémonie était profondément émouvante.

Le samedi saint, 14 avril, l'Empereur, l'Impératrice, leurs enfants et la suite communièrent.

Après la messe de minuit, qui fut célébrée dans la nuit du samedi saint au dimanche de Pâques, Leurs Majestés nous réunirent tous dans la bibliothèque pour y manger le pain bénit. Le commandant du Palais et le chef du corps de garde furent invités. Ce dernier, retenu, se fit remplacer par un tout jeune officier, qui était si ému, si bouleversé qu'il ne put rien manger. Ses mains tremblaient et il était pâle comme la mort. Après le souper, il me dit qu'ayant vu l'Empereur, à Mohilew, quelques mois auparavant, il n'avait pu se rendre maître de son émotion de le retrouver dans des conjonctures si différentes et si dramatiques.

Le dimanche de Pâques, 15 avril, à midi, Leurs Majestés reçurent, dans le salon de l'Impératrice, les félicitations de tous les domestiques et leur distribuèrent des œufs.

Dans les jours suivants, la neige ayant fondu et le temps s'étant mis au beau, l'Impératrice et les dames commencèrent à se promener, pendant les heures fixées par le règlement. Le balcon de l'Impératrice était resté ouvert; mais, après le premier thé servi sur ce balcon, les soldats protestèrent et la porte fut dorénavant scellée.

UNE INDIGNE SUPERCHERIE

21 avril.

Le 21 avril, le 2e régiment de tirailleurs, qui occupait le corps de garde, nous témoigna le plus mauvais esprit. L'arrogance des soldats était sans bornes et leurs tracasseries incessantes. Les officiers se montraient dignes de leurs hommes. Dès le début, les commandants du corps de garde avaient exigé qu'en prenant le service, ils pussent voir l'Empereur et l'Impératrice, pour s'assurer de leur présence. Il avait donc été établi que les commandants des gardes montantes et descendantes se présenteraient quotidiennement, à une heure et demie, chez l'Empereur, aussitôt après le déjeuner. Leurs Majestés les recevaient

ensemble et causaient quelques instants avec eux : d'ordinaire, cela se passait assez bien. Mais, ce jour-là, le chef de la garde montante, un ancien sergent-major qui, dès son entrée au Palais, s'était signalé par la violence de ses propos révolutionnaires, déclara qu'il voulait fouiller tout le Palais et que, s'il trouvait quelque chose de louche, on s'en repentirait. Quand l'Empereur lui tendit la main, il recula d'un pas, en s'écriant : « Pour rien au monde! » Alors l'Empereur, s'avançant, lui demanda : « Qu'avez-vous contre moi?... » L'homme resta bouche bée, tourna sur ses talons et sortit de la chambre.

Pendant la promenade, nous le revîmes, dans la salle ronde, la casquette sur la tête, affectant de ne pas nous saluer. Quelques instants après, il apostropha le docteur Déréwenko parce qu'il marchait trop lentement; puis il s'en prit à M. Gilliard, parce qu'il parlait français avec une des grandes-duchesses.

Bientôt, nous apprîmes que tous ces hommes appartenaient au « Soviet des ouvriers et soldats » : ils avaient pris l'uniforme des tirailleurs, afin de constater, de leurs propres yeux, ce qui se passait dans l'entourage des souverains. Notre commandant lui-même était indigné de cette supercherie. Le soir, il leur tint de longs discours et il fut décidé que, le lendemain matin, on leur ferait visiter entièrement le Palais. Dolgoroukow se chargea de les conduire. Leur insolence était déjà tombée : ils se bornèrent à regarder les tableaux dans les salons et dans nos chambres; ils n'entrèrent ni chez Leurs Majestés, ni chez les enfants. Nous ne sûmes jamais ce qui avait amené ce brusque changement de leur attitude.

CONVERSATION AVEC KÉRENSKY

25 avril.

Le 25 avril, nouvelle visite de Kérensky. L'Empereur était à la promenade. Le ministre fit savoir à l'Impératrice qu'il avait besoin de lui parler seul et qu'il la priait de venir dans le cabinet de l'Empereur. Elle lui fit répondre qu'elle était à sa toilette et qu'elle le recevrait, quelques minutes plus tard, dans son salon; elle appela, en même temps, M^me^ Narischkine, pour que celle-ci fût présente à la conversation. Pendant ces préparatifs, le docteur Botkine eut un assez long entretien avec Kérensky. Comme médecin de la famille impériale, il croyait

devoir déclarer au ministre que la santé des souverains et de leurs enfants exigeait un long séjour dans un meilleur climat, dans un site calme et plus éloigné des événements actuels. S'il n'était pas possible de les conduire à l'étranger, la résidence de Livadia serait tout indiquée. Le Ministre entra pleinement dans ces vues et laissa entendre qu'un séjour en Crimée pourrait être organisé bientôt. Cette réponse nous donna de grands espoirs.

Kérensky passa ensuite chez l'Impératrice, avec le colonel Korowitchenko; mais, voyant Mme Narischkine, il la pria de se retirer : elle dut sortir avec le colonel. La conversation dura près d'une heure. Sa Majesté n'en garda pas une mauvaise impression. Le ministre fut poli et modéré. Il questionna Sa Majesté sur le rôle qu'elle avait joué dans la politique, sur son intervention dans le choix des ministres et dans la conduite des affaires. L'Impératrice lui répondit que l'Empereur et elle formaient un ménage des plus unis, dont la seule joie consistait dans leur vie familiale; qu'ils n'avaient aucun secret l'un pour l'autre; qu'ils se communiquaient tout; qu'il n'était donc pas étonnant si, dans les graves tribulations de ces dernières années, la politique avait tenu entre eux une grande place; enfin que, l'Empereur étant presque toujours à l'armée et ne voyant ses ministres qu'à de longs intervalles, il l'avait chargée quelquefois de leur transmettre des instructions peu importantes. Le plus souvent, elle n'avait traité avec eux que des questions qui la regardaient personnellement, comme la Croix-Rouge, les prisonniers de guerre, les multiples œuvres charitables dont elle s'occupait. C'est à cela que s'était borné son rôle politique : elle était persuadée n'avoir fait que son devoir. Que les nominations des ministres eussent été discutées entre l'Empereur et elle, nul doute. Mais pouvait-il en être autrement dans un ménage aussi intime que le leur?... J'ai su, depuis, que la clarté, la franchise et l'énergie de son langage avaient beaucoup frappé le ministre.

Cependant, l'Empereur était rentré; il reçut Kérensky dans son cabinet. La conversation porta, comme la première fois, sur les dépositions des ex-ministres qui s'en référaient fréquemment aux ordres suprêmes qu'ils prétendaient avoir reçus de Sa Majesté. L'Empereur permit qu'on vînt prendre dans ses armoires, tous les papiers dont la Haute-Commission d'enquête pouvait avoir besoin.

Après cette visite, la confiance de Leurs Majestés en Kérensky s'accrut encore ; l'Impératrice fut très sensible à quelques paroles flatteuses qu'il lui adressa.

Les mesures de séparation, prescrites le 8 avril, furent aussitôt levées : les souverains reprirent leur genre de vie précédent.

C'est à ces deux conversations que se réduisirent les prétendus interrogatoires auxquels le ministre de la Justice aurait soumis Leurs Majestés. Il ne fut donc jamais question des rapports clandestins, qu'on accusait l'Impératrice d'avoir entretenus avec l'Allemagne pour la conclusion d'une paix séparée.

Le 26 avril, les colonels Korowitchenko et Kobylinsky ont inspecté les armoires de l'Empereur pour en retirer les papiers dont la Haute-Commission d'enquête pourrait avoir besoin. Malheureusement, Sa Majesté n'exigea pas que l'un de nous contrôlât cette inspection, qui dura plusieurs heures. Les colonels emportèrent de nombreuses liasses, où l'on a dû trouver des choses bien compromettantes pour beaucoup de personnes.

LA VIE QUOTIDIENNE

Mai-juillet.

Notre existence monotone s'organisa méthodiquement. La santé des enfants étant rétablie, on les remit au travail. Comme on ne pouvait pas faire venir du dehors les maîtres qui professaient d'ordinaire, on distribua parmi les personnes présentes au Palais les différentes matières d'étude. Ainsi, l'Empereur se chargea d'enseigner l'histoire à ses filles, l'arithmétique et la grammaire à son fils. L'Impératrice s'attribua l'instruction religieuse. La baronne de Buxhœwden enseigna l'anglais aux grandes-duchesses, et la comtesse Hendrikow les beaux-arts ; M^lle^ Schneider fit des cours de littérature. Le précepteur Gilliard avait la haute main sur le tout. La bibliothèque du Palais, très bien fournie, fut mise largement à contribution. Peu à peu ces occupations se coordonnèrent.

Le 6 mai, jour de la fête de l'Impératrice, nous allâmes, à dix heures trois quarts, lui porter nos souhaits ; puis, messe à la chapelle.

Le 11 mai, nous entreprîmes la création d'un jardin

potager dans une pelouse du parc. Tout le monde s'y est mis, jusqu'aux domestiques.

L'Empereur et Dolgoroukow ont abattu quelques mauvais arbres, qu'ils ont sciés en vue de notre chauffage, pour le cas où nous passerions l'hiver prochain au Palais.

Pendant ces travaux de jardinage, l'Impératrice est venue souvent s'asseoir, à l'ombre, au bord de l'étang. Des soldats s'approchaient d'elle, par instants. Un d'eux s'est assis à côté d'elle et l'a questionnée longuement sur les derniers événements. Il était poli et semblait s'intéresser au sort de la famille impériale. Sa Majesté lui a parlé des questions religieuses et, malgré ses idées révolutionnaires, il l'a écoutée avec attention.

Au contraire, le commandant Korowitchenko se tenait fort mal : je l'ai vu donner la main à un soldat, en la lui tendant au-dessus de la chaise-longue où reposait l'Impératrice.

Quand l'Empereur sortait du Palais, tous les hommes du corps de garde se pressaient devant la porte, sans armes et toujours dans une tenue des plus négligées. Les premiers temps, l'Empereur leur disait bonjour. Ils répondaient mollement. Plus tard, on pria l'Empereur de ne plus le faire, et aussi de ne pas donner la main aux officiers devant les hommes. Ceux-ci reprochaient à leurs officiers d'être trop respectueux envers les anciens souverains. Même, ils soulevèrent un jour une vive protestation. Un factionnaire avait raconté qu'il avait vu deux officiers, qu'il nommait, baiser la main à l'une des grandes-duchesses. Le Soviet du régiment s'indigna : les officiers furent accusés de contre-révolution; il s'ensuivit une enquête judiciaire. On interrogea les domestiques, les jardiniers et tous ceux qui étaient de la promenade. L'enquête n'aboutit pas, mais les deux officiers furent envoyés dans un autre corps de troupes. A partir de ce jour, l'Impératrice et les grandes-duchesses ne donnèrent plus la main aux officiers.

Auprès de l'Héritier, il y avait deux anciens sous-officiers de l'Équipage de la Garde. Ils continuaient à en porter la tenue. Un jour, le valet de chambre de l'Impératrice étant absent, ces deux ex-marins poussèrent la chaise à roulettes, dans laquelle Sa Majesté se rendait habituellement au jardin. Fureur des soldats! Le Soviet du régiment fit arrêter les deux ex-marins pour les punir de leur conduite servile et les déclara indignes de porter dorénavant l'uniforme. On dut les habiller en livrée.

Le 14 mai, nous apprîmes la démission du ministre de la Guerre, Goutchkow, et son remplacement par Kérensky, ainsi que celle du ministre des Affaires étrangères, Milioukow, et son remplacement par le ministre des Finances, Térétchenko. Les circonstances qui avaient amené ces changements suscitèrent de graves désordres à Pétrograd et un vif émoi dans notre garde. Les mesures prises pour notre surveillance devinrent plus rigoureuses.

Le général Kornilow, commandant la garnison de la capitale, fut remplacé par le général Polovtsow.

Le 19 mai, jour de naissance de l'Empereur, les dames, la suite et les domestiques portèrent, le matin, leurs félicitations à Sa Majesté et l'accompagnèrent ensuite à la messe. Ces anniversaires étaient bien émouvants: les souvenirs nous étreignaient le cœur !

Les journées suivantes furent pénibles : le temps était redevenu très frais. Nous souffrions beaucoup dans nos chambres, car on ne nous délivrait plus de combustible. Ma femme et Mme Narischkine contractèrent une grave bronchite. La grande-maîtresse de la Cour fut même obligée de quitter le Palais. Le 25 mai, on la transporta dans une voiture de la Croix-Rouge. Au préalable, les soldats avaient minutieusement inspecté ses bagages; chaque robe, chaque pièce de linge avaient été dépliées; tout avait été bouleversé. Quand nous demandâmes pourquoi l'on ne confiait pas ce soin à des officiers ou à des personnes plus raisonnables, on nous répondit que les soldats n'avaient confiance qu'en eux-mêmes et se défiaient de leurs officiers. Leurs Majestés et les enfants étaient chez Mme Narischkine, lorsqu'on l'emporta et ils la menèrent jusqu'à la voiture. Quels tristes adieux !

Le 3 juin, vers 9 heures du soir, le colonel Korowitchenko vint m'annoncer son prochain départ et son remplacement par le colonel Kobylinsky. A cette occasion, il me raconta qu'il avait vu dans la journée le commissaire du gouvernement, Golovine, qui avait mission de liquider le ministère de la Cour. Depuis que la cherté des vivres s'était beaucoup accrue, le maître d'hôtel Olivier, les boulangers et les pâtissiers avaient réclamé une forte majoration sur les prix des repas, dont ils avaient soumissionné la fourniture. Le commissaire du gouvernement avait fait droit à leur requête, en majorant de 50 à 100

pour 100 les tarifs convenus. Maintenant, Golovine craignait que, si l'on apprenait ce que coûtait la table impériale, les partis avancés n'exigeassent de nouveau le transfert de la famille impériale à la forteresse. Il était impossible de diminuer les prix, bien que les menus fussent réduits de moitié, car l'on était lié par des contrats. Le commissaire ne voyait donc qu'une issue à la situation qu'il avait créée lui-même, c'était de faire régler les dépenses de la table impériale par le comte Rostowtzef, secrétaire de l'Impératrice, entre les mains duquel était consignée la fortune privée de Leurs Majestés. Cette fortune était médiocre : les capitaux de l'Empereur ne montaient pas à un million de roubles; ceux de l'Impératrice ne dépassaient pas un million et demi. Encore fallait-il défalquer de ces sommes un grand nombre de secours et pensions. Le surcroît de dépense que l'on voulait leur imposer était inadmissible. Malgré mes protestations, le commandant insistait néanmoins à cause du danger qu'il prévoyait : « Si Leurs Majestés paient, avec leur propre fortune, les frais de leur table, me dit-il, on ne saurait leur adresser aucun reproche. Mais, si elles le paient avec l'argent du peuple, le scandale est certain!... » Je dus en référer à Leurs Majestés qui décidèrent que dorénavant les frais de la table seraient acquittés sur leur fortune personnelle. Nous réduisîmes encore les menus, et cette pénible affaire fut ainsi réglée.

Le 7 juin, jour de naissance de l'Impératrice, nous allâmes, avant la messe, lui porter nos souhaits.

Le 16 juin, Kérensky est revenu encore au Palais Alexandre. Après une rapide inspection des postes, il a passé quelques instants chez l'Empereur, puis il est allé déjeuner, avec tout son monde, au Grand Palais, où il s'est fait servir, comme d'habitude, les meilleurs vins de la cave impériale, et il est reparti aussitôt.

Sa conversation avec l'Empereur fut peu intéressante. Il lui a dit seulement qu'il allait se rendre sur le front pour essayer de faire prendre à notre armée une vigoureuse offensive. Le ministre ne doutait pas que son éloquence ne réussît à galvaniser les cœurs et ramener la victoire sous nos drapeaux.

Le 27 juin, je reçus de Golovine un papier officiel, exigeant ma démission et celle de Dolgoroukow, sous le prétexte que, dans les circonstances actuelles, l'Empereur ne pouvait pas

être entouré de personnes au service de l'État; il me priait aussi d'informer les demoiselles d'honneur qu'à partir du 14 juillet, elles ne toucheraient plus leurs émoluments.

Vers cette époque, un soir, l'Empereur nous faisait lecture à haute voix, dans la chambre d'études. Comme la nuit était assez chaude, nous avions les fenêtres ouvertes, l'électricité allumée. Soudain, la chambre est envahie par des soldats. Ils examinent toutes les lampes; ils perquisitionnent dans tous les coins. Une sentinelle, postée dans le parc, avait prétendu voir un échange de signaux par la fenêtre, une alternance de rayons blancs et rouges. Il se trouva qu'un rideau, agité par la brise, découvrait de temps à autre une lampe à abat-jour rouge. D'où, la méprise du factionnaire.

Le 3 juillet, nous apprîmes la victoire de l'armée du sud et son avance en Galicie. L'Empereur ordonna immédiatement de faire chanter le lendemain un *Te Deum* dans la chapelle. Nous exultâmes de joie.

Le 5 juillet, le colonel Kobylinsky, notre nouveau commandant, vint me voir. Nous cherchâmes un moyen de prévenir les causes de conflit entre les soldats et les domestiques. Je le trouvai plein de bonne volonté, mais indécis et faible.

Entre autres choses, il me dit qu'il avait reçu l'ordre de faire interner le grand-duc Boris Wladimirowitch au palais Alexandre, afin de faire l'économie du poste qui le gardait dans sa villa de Tsarskoïé-Sélo. Je répondis que je ferais préparer une chambre. Mais Kobylinsky me représenta qu'une chambre ne serait pas suffisante; car le grand-duc serait accompagné d'une dame, qui avait la permission de vivre avec lui. Je me récriai énergiquement contre l'inconvenance qu'il y aurait à loger cette dame dans une maison où demeuraient des jeunes filles. L'ordre étant formel, Kobylinsky ne voulut rien entendre. Il transmit cependant ma protestation au ministre de la Justice, qui révoqua l'ordre.

Le 15 juillet, l'Héritier nous invita le soir, dans sa chambre, pour assister à une séance de cinématographe. Peu avant la révolution, la maison Pathé lui avait offert un petit appareil, avec de nombreux films. Un électricien du Palais avait réglé l'instrument et la représentation réussit parfaitement, ce qui remplit de joie le pauvre enfant. Alexis Nicolaïéwitch est très intelligent, d'un caractère décidé; il a le cœur excellent. Si

l'on parvient à guérir son mal et si Dieu lui prête vie, je ne doute pas qu'il ne joue un grand rôle dans le relèvement de notre malheureuse patrie.

Le 21 juillet, le prince Lvow, président du Conseil, a donné sa démission ; Kérensky paraît devoir lui succéder.

Pendant plusieurs jours, nous avons été sans gouvernement. Kérensky s'était réfugié au Grand Palais de Tsarskoïé-Sélo, avec sa famille ; il y offrait des dîners aux frais de la Cour. On l'a même vu se promener, à Pawlowsk, dans la calèche de l'Empereur, grâce à la platitude indigne d'un officier des Écuries, Izmaïlow, qui lui prodiguait les flagorneries.

MIRAGES

Juillet-août.

Le 24 juillet, à onze heures du matin, Kérensky, devenu président du Conseil, est entré chez l'Empereur, pour lui dire que, la position en ville devenant menaçante, il croyait plus prudent pour Leurs Majestés de ne plus rester à Tsarskoïé-Sélo et d'aller s'établir dans l'intérieur du pays, loin de toute usine et de toute garnison, par exemple dans la maison de campagne d'un particulier. Il ajouta que lui-même et l'Empereur se trouvaient en un grand péril : « Les Bolchévistes s'en prennent aujourd'hui à moi ; ensuite, ce sera votre tour. »

L'Empereur lui demanda que la famille impériale fût conduite en Crimée, à Livadia. Kérensky admit cette idée comme très réalisable et il pria Sa Majesté de commencer tout de suite ses préparatifs de voyage. Il suggéra aussi, comme une résidence très convenable, le domaine du grand-duc Michel (1) dans le gouvernement d'Orel ; il semblait préférer ce lieu. En quittant Sa Majesté, il lui recommanda de faire ses préparatifs aussi secrètement que possible, afin de ne pas éveiller l'attention des soldats de garde.

Après la messe, l'Empereur me mit au courant de cette conversation. Leurs Majestés avaient l'air plutôt content de cette nouvelle. Tout changement à leur régime actuel et, plus encore, la certitude de ne pas être envoyés à l'étranger (ce qui était leur pire crainte) leur agréait. Je fus, au contraire, fort

(1) Frère de l'Empereur.

mal impressionné de cette nouvelle qui ne me présageait rien de bon. Les désordres à Pétrograd et la propagande bolchévique en province créaient, de jour en jour, une situation plus grave, et la sincérité du gouvernement ne m'inspirait qu'une faible confiance. Nous convînmes donc de tenir la chose très secrète; mais, à la promenade, Leurs Majestés ne se tinrent pas d'en parler à tout le monde et je dus encore les prier de ne mettre dans la confidence que les personnes dont le concours était strictement nécessaire pour les préparatifs matériels.

Le 29 juillet, le colonel Kobylinsky vint, le soir, m'entretenir du voyage projeté. J'avais dressé toute une liste des questions à régler : il se chargea de la remettre à qui de droit et d'obtenir les réponses. Il m'affirma qu'il ne connaissait pas le lieu choisi pour notre nouvelle résidence; il me cita néanmoins l'Oural comme la région la plus tranquille. Nous en fûmes tous fort troublés; nous n'abandonnâmes pas cependant l'espoir d'aller en Crimée.

Kérensky était sur le front. A Pétrograd, les Bolchévistes gagnaient du terrain, chaque jour. Aussi, pendant une semaine, nous n'entendîmes plus parler de notre départ.

Sous la main vigoureuse du général Polovtsow, on put croire, un instant, que la situation allait s'améliorer. Mais dès son retour du front, Kérensky exigea la démission du général et témoigna toute sorte de ménagements aux Bolchévistes.

Le 7 août, le commandant du Palais vint me notifier que le départ de la famille impériale était fixé pour la nuit du 13 au 14 août, que les préparatifs devaient commencer immédiatement, mais aussi avec toute la discrétion possible. Kobylinsky m'affirma, une fois de plus, qu'il ne connaissait pas le lieu de notre nouvelle résidence : il croyait cependant que le voyage durerait trois ou quatre jours.

Le matin du 10 août, je vis entrer dans ma chambre le commandant du Palais, avec un autre individu, Paul Makarow, que le Gouvernement provisoire venait de désigner en qualité de commissaire pour accompagner Leurs Majestés dans leur voyage et les installer dans leur nouvelle demeure. Il ne voulut pas me nommer le lieu désigné; mais, à quelques détails, je devinai qu'on avait choisi Tobolsk.

A mesure que le jour du départ approchait, nous sentions plus cruellement notre tristesse.

Le 12 août, qui était le jour de naissance du Césaréwitch, nous assistâmes, le matin, à la messe. Dans l'après-midi, vers deux heures, on apporta du Znamiensky Sobor la très sainte icone qui y est conservée. Nous avions obtenu que, pour la circonstance, le clergé de cette église fût autorisé à venir processionnellement au Palais. Un *Te Deum* fut chanté dans la chapelle et, de toutes nos forces, nous suppliâmes Dieu d'accorder un heureux voyage à Leurs Majestés, à Leurs enfants et à ceux qui les accompagneraient. Notre émotion était poignante ; nous sanglotions. Les soldats eux-mêmes avaient l'air ému et quelques-uns s'approchèrent de la sainte image pour la baiser. Nous suivîmes la procession jusqu'au perron et nous la vîmes s'éloigner dans le parc. C'était comme le passé qui s'en allait... pour ne plus revenir!

DESTINATION INCONNUE

13-14 août.

Le dimanche 13 août, au matin, les emballages étant finis, je prévins le commandant du Palais, en attirant son attention sur le nombre énorme de caisses qu'il faudrait transporter à la gare : en dehors des colis personnels, il y avait en effet la cuisine, le buffet, la cave et toutes les valises des domestiques ; je lui indiquai notamment le nombre de porteurs et de camions automobiles qui seraient nécessaires. Je n'obtins de lui aucune réponse. Ainsi, l'on nous cachait non seulement le lieu choisi pour l'installation des souverains, mais encore l'heure du départ et l'itinéraire projeté.

A onze heures et demie, j'allai prendre congé de l'Impératrice. Elle me donna une petite médaille de saint Nicolas et fut touchante de bonté pour moi.

Après le déjeuner, Leurs Majestés nous firent appeler, ma femme et moi. L'Empereur était aussi calme, aussi maître de lui que d'habitude. Nous sortîmes tous encore une fois dans le jardin, où l'Empereur prit de l'exercice et scia du bois comme les autres jours. Il me chargea de faire en sorte que les produits du potager et le bois scié fussent distribués entre les serviteurs qui avaient pris part aux travaux.

Vers dix heures et demie du soir, j'appris que le commandant du Palais avait, par téléphone, chargé le commandant du

corps de garde de faire transporter les bagages dans la rotonde et d'y employer cinquante de ses hommes. Celui-ci m'informa que ses hommes refusaient de faire l'ouvrage pour rien : ils réclamaient trois roubles par tête. Je dus y consentir. On commença donc à rassembler les bagages.

Une heure plus tard, Kérensky vint au Palais. Il me dit que, dans un instant, allait arriver le grand-duc Michel Alexandrowitch; le ministre avait arrangé cette entrevue, afin que les deux frères pussent prendre congé l'un de l'autre. J'avertis aussitôt l'Empereur, qui en fut aussi ému qu'étonné.

Dans le corridor, je rencontrai le grand-duc ; nous nous embrassâmes avec effusion.

Suivi du grand-duc et de l'officier de service, Kérensky pénétra le premier dans le cabinet de Sa Majesté. Il s'assit à une table et regarda les albums ; l'officier resta près de la porte. L'entrevue dura dix minutes. Les deux frères étaient si troublés d'avoir à se parler devant des témoins, qu'ils ne trouvèrent presque rien à se dire. Le grand-duc sortit, en larmes, et me dit qu'il n'avait pas même pu voir quelle mine avait l'Empereur.

Kérensky s'installa ensuite dans le salon d'attente, où il traita de choses et d'autres. Comme il m'avait assuré, plusieurs fois, que l'absence de Leurs Majestés ne dépasserait pas quelques mois, je lui demandai à quelle époque nous pouvions espérer le retour de la famille impériale. Il m'affirma qu'au mois de novembre, l'Assemblée constituante une fois close, rien n'empêcherait les souverains, soit de revenir à Tsarskoïé-Sélo, soit de se rendre où ils désireraient. Je sentis alors qu'il ne découvrait pas le fond de sa pensée. Vers minuit et demie, il me pria de dire à Leurs Majestés qu'il fallait partir, le train était commandé pour une heure. Mais Dolgoroukow lui représenta qu'il n'y avait encore ni camions, ni automobiles. Kérensky parut inquiet ; il se leva brusquement et sortit en disant qu'il allait voir pourquoi ses ordres n'avaient pas été exécutés.

Les camions n'arrivèrent qu'après une heure du matin et le transport des bagages ne fut terminé que vers quatre heures. Cependant, Leurs Majestés, les enfants et la suite, nous restions assemblés dans la rotonde et nous contemplions ce travail exécuté d'une manière scandaleuse. Les soldats et les officiers avaient la casquette sur la tête, parlaient haut, sacraient contre la besogne qu'on leur imposait. De temps à autre,

ils venaient s'asseoir à côté de l'Empereur. C'était ignoble.

Cependant, nous recevions de la gare une série de nouvelles, incertaines ou contradictoires. Vers quatre heures, on m'apprit que le départ ne pourrait avoir lieu avant six heures ; les trains, commandés pour minuit, n'étaient pas encore là, et l'on ne pouvait s'expliquer ce retard. Ce fut une consternation générale parmi les autorités présentes : le lieutenant Kousmine exprimait la crainte que les ouvriers des chemins de fer, ayant appris la destination de ces trains, ne se fussent opposés à leur marche.

Comme la situation risquait de se prolonger, les souverains et leurs enfants se retirèrent dans leurs chambres pour essayer de prendre un peu de repos.

J'en profitai pour entrer une dernière fois chez l'Empereur. Après m'avoir embrassé avec effusion, il me remercia cordialement pour mon service de vingt-trois années auprès de lui ; nous étions, tous les deux, émus jusqu'aux larmes. Jamais ces adieux ne s'effaceront de ma mémoire. Je sentais bien que nous nous séparions pour longtemps, que le passé ne reviendrait plus ; je redoutais même déjà la fin tragique de ce cher et bon souverain.

Revenu dans la rotonde, j'y trouvai ma femme qui prenait le thé avec les dames et quelques officiers qui s'occupaient des bagages. Leurs Majestés, n'ayant pu se reposer chez Elles, revinrent bientôt. L'Empereur s'approcha de ma femme et lui demanda du thé. Alors, les officiers présents se levèrent, en déclarant qu'ils ne s'assoieraient certes pas à la même table que « Nicolas Romanow ». L'un d'eux, ancien capitaine de la Garde, chevalier de Saint-Georges, tout honteux, me glissa dans l'oreille que Kousmine l'avait menacé de le traduire devant le tribunal révolutionnaire, parce qu'il avait parlé à une des grandes-duchesses. D'autres disaient que, devant les soldats, ils ne pouvaient pas montrer leurs vrais sentiments ; mais ces assurances, chuchotées en secret, n'atténuaient pas l'odieux de la scène.

Le temps passait. Aucune nouvelle de la gare ! Maintenant, il faisait grand jour. Le colonel Kobylinsky, harassé de fatigue, effondré dans un fauteuil, dormait.

Vers six heures du matin, nous entendîmes de nombreuses trompes d'automobile. Les voitures s'arrêtèrent devant le perron. Kérensky occupait la première ; il en descendit,

s'approcha de l'Empereur et lui annonça que le train était prêt. Puis, avec une prétentieuse désinvolture, il tendit la main à l'Impératrice et aux grandes-duchesses, en leur assurant qu'il avait très bien dormi, ce qui était faux, car il avait passé la nuit à s'agiter comme un diable dans un bénitier ; un instant même, il avait presque désespéré de pouvoir faire partir l'Empereur. Le cortège s'organisa promptement ; Kérensky en prit la tête. Leurs Majestés, le Césaréwitch et la grande-duchesse Olga Nicolaïewna occupaient la voiture suivante ; le colonel Kobylinsky était sur le siège. Les trois plus jeunes grandes-duchesses, la comtesse Hendrikow et Mlle Schneider occupaient la seconde voiture ; Dolgoroukow, le docteur Botkine et Gilliard la quatrième. Le lieutenant Kousmine et ses officiers fermaient la marche.

L'Empereur, très grave, nous envoya de la main un dernier adieu, et cette famille de martyrs quitta pour toujours le Palais, où elle demeurait depuis vingt-trois ans.

J'étais attaché, de toute mon âme, à l'Empereur. Monté sur le trône très jeune, sans aucune expérience de la vie et des affaires, son caractère ne s'est jamais formé ; jusqu'à ses derniers jours, il n'a pu trouver l'équilibre et les principes nécessaires au gouvernement d'un si énorme empire. De là, toutes les oscillations, toutes les équivoques, toutes les inconséquences, qui ont marqué son règne. Il était cependant très intelligent ; il comprenait vite, et même avec beaucoup de finesse. Excellent de cœur, il était toujours prêt à rendre service et à consentir à ce qu'on lui demandait, sans toujours discerner si la chose était réalisable, si sa décision n'allait pas à l'encontre des règles établies et dont la violation faisait plus de mal que sa bonne action ne pouvait faire de bien.

Au cours de ces dernières années, il a été souvent question de l'influence, politique et autre, que Raspoutine avait su prendre sur Leurs Majestés. Jamais, ni l'Empereur ni l'Impératrice ne m'ont parlé de lui. J'ai d'ailleurs l'intime conviction que cette influence ne se manifestait pas dans le domaine de la politique. Les changements ministériels, qui furent parfois si funestes, peuvent s'expliquer autrement. Si certaines personnes ont cru devoir fréquenter Raspoutine pour arriver à leurs fins, elles ont peut-être obtenu des avantages individuels ; mais la

politique n'a jamais été modifiée par cet homme. Certes, il exaltait les sentiments religieux de l'Impératrice. Comme beaucoup de personnes de religion protestante converties à l'orthodoxie ou au catholicisme, et qui vont aussitôt à l'extrême de leur foi nouvelle, Alexandra Féodorowna se laissait beaucoup émouvoir par les manifestations extérieures du culte et par les superstitions populaires. L'Empereur, j'en suis convaincu, ne partageait pas ces idées et, s'il laissait faire, c'est qu'il tenait à la paix de son intérieur.

Dans sa vie privée, Nicolas Alexandrowitch était, pour tous ceux qui l'entouraient, d'une touchante bonté. Sa vie de famille était exemplaire. Il adorait l'Impératrice et ses enfants. Le petit Césaréwitch surtout était l'objet de son affection passionnée; sa naissance tardive et la faiblesse de sa santé avaient fait de lui l'idole de ses parents. J'ai souvent ouï dire à l'Empereur qu'il se résignerait volontiers à toutes les épreuves, à toutes les souffrances, pour assurer à son fils l'héritage d'une Russie tranquille et prospère.

En résumé, intelligent, bon, très bien intentionné, le caractère de Nicolas II ne lui a pas permis de s'élever à la hauteur des événements colossaux, qui ont rempli les dernières années de son règne. Accablé, exténué, ces événements l'ont écrasé.

PAUL DE BENCKENDORFF.

MONSIEUR VINCENT

AUMÔNIER DES GALÈRES

IV[1]

LES CRÉATIONS MAGNIFIQUES

IL DÉLIVRE UNE VILLE

Un des gros chagrins de Vincent de Paul était le retentissement qu'avait toujours, malgré lui, le bien qu'il faisait, surtout quand il croyait avoir pris tout le soin possible pour le cacher. Il était forcé alors de se dérober à la curiosité dont il devenait l'objet et aux témoignages de gratitude qu'on brûlait de lui rendre. Son service de « galérien », si bref qu'il eût été, lui ayant permis de partager la pénible vie des forçats en mer, il se promettait de se consacrer désormais encore plus à la leur adoucir, quand il en fut empêché précisément par le bruit qu'avait causé son action si simple et si naturelle à ses yeux, et comme, chaque fois, il était ainsi obligé de suspendre, en s'en allant, une bonne chose commencée, il se reprochait toujours d'être l'auteur maladroit de ces interruptions. Ce fut le cas dans cette dernière et notable circonstance. Il dut quitter Marseille, où d'ailleurs, les galères n'ayant pas de séjour fixe en ces temps troublés, sa présence en ce port qui n'était pas celui de leur attache eût bientôt risqué d'être inutile.

Il reprend donc précipitamment la route de Paris.

Copyright by Henri Lavedan, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier, 1er février.

Il marchait à grandes journées, quand une affaire l'arrête, affaire de charité bien entendu. C'est à Mâcon. Il tombe là, très surpris, dans une ville en effervescence, investie depuis peu par une foule d'affreux mendiants, ivrognes et débauchés, qui y ont jeté le trouble et même l'épouvante. Leur nombre et leur brutalité terrifient les habitants impuissants à s'en défendre et plus encore à les chasser. Les pires excès sont à craindre. Au moindre incident, le sang coulera... et avec la tuerie ce sera le pillage, le viol, le feu, toutes les horreurs.

Voilà donc Vincent, tout seul, sans escorte, sans armes, au milieu de cette vermine humaine qui l'entoure et le presse, au point de l'étouffer. Que va-t-il faire? Un autre y perdrait la tête. Lui pas. Il a, du premier coup d'œil, compris la situation. Ces hommes ne sont pas des criminels résolus, des bandits de métier, mais des gueux de route, des mendiants que leur extrême misère, et surtout la faim ont poussés et accrochent dans cette ville. On peut donc s'entendre. Les vagabonds, il les connaît bien. Il sait la manière de les traiter. Va-t-il prendre avec eux le ton du commandement? De la prière? Non. Mais le seul auquel ils ne s'attendent pas et qui peut tout droit aller à leur cœur en venant du sien : celui de la bonté. « Eux aussi, pense-t-il, sont d'autres galériens. » Alors, au lieu de les gronder ou de les prêcher, il les plaint. Il s'apitoie. Il leur dit qu'il souffre de leur détresse, et qu'il veut la soulager. Ainsi qu'il en a l'habitude, il touche sans dégoût leurs plaies, il examine et palpe les malades. Il caresse les enfants, il sourit aux mères, et pour bien leur prouver à tous la sincérité de sa compassion, il déclare « qu'il les considère comme des voyageurs pareils à lui, mais qui, eux, auraient été dépouillés et dangereusement navrés par les ennemis de leur salut, et qu'il s'engage en conséquence à rester avec eux, et à ne pas quitter la ville avant qu'il ne les ait secourus et remis en bon état ». Les misérables qui l'ont écouté s'apaisent et lui obéissent. Ils se mettent même à le suivre, immense troupeau tout à l'heure en révolte, à présent docile et ramassé autour de ce berger nouveau et merveilleux.

Il ne s'agit plus maintenant, le péril écarté, que de débrouiller cette confusion. Mais Vincent est un maître de l'ordre. Appliquant ici son éternel système de groupement qui lui a toujours réussi, il divise les pauvres en deux classes, les

mendiants et les honteux, secourus chacun de leur côté par deux associations, l'une d'hommes, l'autre de femmes, établies à l'exemple des confréries de la Charité. Grâce à ces mesures, nées de la circonstance, à l'appel du grand aumônier de tous, « des chemineaux comme des Reines », l'aspect de la ville, en moins de quinze jours, change entièrement. Plus de troubles dans la rue. La paix dans les maisons comme dans les esprits ; et tous les pauvres, — plusieurs centaines, — logés, nourris, instruits et consolés par la charité publique.

A qui en revenait une fois de plus le mérite, sinon à notre saint? Mais, une fois de plus aussi, la reconnaissance générale prit de telles proportions qu'il dut s'en évader. « Chacun, a-t-il conté lui-même dans une de ses lettres, fondait en larmes de joie. Les échevins de la ville me faisaient tant d'honneur que, ne le pouvant porter, je fus contraint de partir en cachette pour éviter ces applaudissements. » Ce qui ne l'empêchait pas de revenir quand c'était nécessaire, mais toujours à l'improviste, et sans faire de bruit. On le croyait loin, il était là, pour une semaine, un jour, une heure. — Où donc ? Quelqu'un l'avait vu... Et puis, à peine signalé, il s'éclipsait, accourant et disparaissant, lui l'éternel sauveur, comme quelqu'un qui se sauve... Après son départ, on découvrait qu'il avait couché dans quelque étable, sur la paille...

Son œuvre achevée à Mâcon, Vincent, de retour à Paris, pensait y séjourner et se remettre à ses pauvres de la capitale, quand il en fut bientôt détourné. La flotte de dix galères, commandée par M. de Gondi, devant hiverner dans les ports de l'Océan après le siège de la Rochelle, il partit pour Bordeaux, afin d'y faire, comme il l'avait fait à Marseille, une tournée de charité aux forçats qui s'y trouvaient. Pour la mener à mieux et craignant de n'y pas suffire tout seul, il obtient du cardinal de Sourdès, archevêque de Bordeaux, vingt religieux pour l'aider dans son entreprise. Les ayant choisis lui-même, et promptement instruits de ce qu'il attendait de leur zèle, il les enrôle et les jette pour ainsi dire deux par deux sur chaque galère... Ils sont « ses sous-comites spirituels » et lui, le comite, lui le capitaine et le général de la Charité, il se multiplie sur chaque vaisseau, donnant ses soins, sa parole et son cœur à ces hommes auxquels, en même temps qu'à croire et à prier, il apprend à aimer, dans les limites où le peut un galérien. Dès qu'il leur

parle, il en fait des moutons. Un d'entre eux, un Turc, obstiné musulman, est si remué par sa tendresse qu'il en renonce à Mahomet pour se donner au Christ et qu'il se voue, pour toujours, au service de Vincent. Ce prosélyte, qui fut nommé Louis à son baptême, suivit partout son libérateur et lui survécut longtemps, inconsolable de l'avoir perdu.

LES LANDES LE RAPPELLENT

Cependant, Vincent se trouvait alors tout près de son pays natal. Depuis vingt-quatre ans il n'y était pas retourné. Sa mère, très âgée, y vivait encore avec ses frères et sœurs. Qu'on ne s'étonne pas de cette longue absence du fils. Ni l'insensibilité, ni l'oubli n'en étaient la cause. Vincent, la bonté même, aimait beaucoup les siens, d'une affection renfermée, comme il arrive chez les gens de la campagne moins expansifs que ceux des villes, mais profonde et sincère. S'il était resté pendant tout ce temps sans revenir à son berceau, c'est que justement il se méfiait de son cœur. Cet homme si doux et qui aurait pu, en s'appliquant, ainsi qu'on le sait, à se défendre de toute volonté, paraître irrésolu, avait sur certains points, et en premier lieu sur les nécessités que lui imposait sa mission, une énergie de fer. Il était convaincu que, dût-il en souffrir, son apostolat ne pouvait s'accorder avec les attaches de famille. Précisément parce que c'était là des *liens*, il fallait, malgré ce qu'ils avaient de sacré, de naturel et de permis aux autres, que lui, dans son cas spécial, il s'en libérât. Il ne prétendait pas les rompre tout à fait, sachant bien qu'un sacrifice pareil n'était pas exigé, mais il ne voulait en rien les sentir ni s'en soucier. Les grandes âmes, douées d'une souplesse qui leur vient de la grâce, ont l'art de se mouvoir sans erreur dans cette façon de concilier en Dieu, sans qu'aucun en pâtisse, des devoirs qui semblent s'opposer, et même leur double tendresse, au lieu d'en être diminuée, trouve au contraire en cet exercice un moyen d'agrandissement.

Sûr à présent de lui, Vincent décida d'aller revoir les siens. Après la rude et salutaire épreuve à laquelle il s'était condamné, il se sentait tout heureux de pouvoir se livrer sans scrupule à une joie n'offrant plus de danger. Et puis, en ce faisant, il ne

cédait pas seulement à un affectueux désir, depuis trop longtemps réprimé; son dessein principal et très supérieur était d'observer si, avec les années, leur piété ne se serait pas relâchée et en ce cas de les remonter en vertu. Appréhendant aussi que les titres et les honneurs que, bien malgré lui, il avait dû subir, ne leur eussent donné de l'orgueil au point de leur faire oublier la bassesse de leur condition, il se proposait, d'abord de leur apprendre à la chérir, et ensuite de leur déclarer une fois pour toutes « que pouvant vivre, comme ils l'avaient fait jusqu'ici, du travail de leurs mains, ils ne devaient rien attendre de lui ». Ce langage et cette conduite peuvent surprendre; ils sont cependant à la fois conformes au rigorisme religieux du temps et au caractère de l'aumônier qui s'était donné à Dieu, sans restriction, et, ayant résolu de ne rien posséder, aurait cru voler les pauvres, en consacrant quoi que ce fût de son temps, de son travail et de ses deniers, à des parents qui, selon lui, en avaient moins besoin.

Les biographes de Vincent nous ont tous laissé de son retour au pays natal le même récit de grâce émouvante. Il ne descendit pas chez sa mère, — toujours sans doute pour ne pas risquer de s'attendrir, en revenant, même pour quelques heures, habiter sous le toit qui l'avait vu naître. Il fut logé par le curé de Pouy, son ami et son parent, confus de le recevoir. Pendant le peu de temps qu'il y resta, il mena, parmi les siens, sa vie quotidienne de piété et de mortification. Quand il trouvait autour de lui tant de changements, les autres, malgré son âge et les dignités dont ils le savaient revêtu, ne trouvèrent rien de changé en lui. Il leur parut le même petit enfant merveilleux qu'ils avaient connu autrefois. Il commençait pourtant déjà à grisonner. Sa tête « moutonnait ». Rapidité décevante des minutes, qui fuient plus vite encore quand elles sont si précieuses! Les quelques journées qu'il passa à Pouy furent trop courtes pour tout ce qu'il avait projeté d'y faire tenir. Il les combla de son mieux de l'aube au crépuscule et même plus tard. Rassasié de souvenirs, il mangea peu et il dormit peu, profitant aussi de la nuit et de ses confidences pour retourner à un passé qui lui semblait d'hier, dont il goûtait de nouveau la fraîcheur. Son âme, rebaptisée, ressus-

citait à chaque instant celle des choses. Il revit la forêt, la lande, et d'autres troupeaux et un autre chien qui accourut à lui comme s'il le reconnaissait; il respira le vent qui soufflait de la côte; il quitta par moments ses souliers pour marcher pieds nus dans le sable. Il s'assit, il rêva, il pria dans les bois. L'Adour coulait, toujours limpide et sûr, *per sæcula*. Le ciel était monastique. Tout avait un air éternel, et, dans les ténèbres bleues, brillaient ici, du même éclat formidable et troublant, les mêmes étoiles que fixaient là-bas les galériens couchés sur leurs chaînes. En accomplissant ce pèlerinage, il savait qu'il le faisait pour la dernière fois. Son pays natal, sa mère, ses parents, il savait ne plus les revoir. Tout lui parlait de séparation. Son cœur et sa pensée se remplissaient d'adieux. Il n'embrassait que pour quitter.

Il fallut enfin partir.

Ce jour-là, il alla en procession depuis l'église de Pouy jusqu'à la vieille chapelle de Notre-Dame de Buglose, où jeune pâtre il avait si souvent conduit ses prières. Sa famille et presque tous les habitants l'accompagnaient en ce lieu, plus respecté que jamais, parce qu'on y avait rapporté, en 1620, la statue de la Vierge, sa patronne. Cette statue, c'était un petit enfant, berger comme Vincent, qui l'avait retrouvée dans un marais où, ensevelie en secret depuis plus de cinquante ans par de pieuses personnes désireuses de la soustraire à la fureur des calvinistes, elle attendait que, par miracle, une vache, en y venant boire, la fît découvrir. Ce fut là que Vincent dit la messe. Ayant, après la cérémonie, rassemblé dans un repas intime et frugal tous ses parents affligés déjà de son imminent départ, il leur adressa les derniers mots qu'ils entendraient de lui : des recommandations... presque des volontés. Il les conjurait de demeurer toute leur vie dans le simple état où Dieu leur avait fait l'honneur de les placer... Ensuite il les bénit et sans la moindre faiblesse il leur dit adieu, pour toujours...

Mais dès qu'il fut loin d'eux et se trouva seul, plus seul et plus loin qu'il ne l'avait jamais été, plus qu'au temps où il languissait esclave en Barbarie, son cœur éclata, et il le laissa se fondre en une bonne douleur qui ne pouvait plus être retenue. Longtemps après, à ce souvenir, il s'en accusait pourtant, comme d'une faute, à ses frères en religion : « Le jour que je partis, j'eus tant de peine à quitter mes pauvres parents, que

je ne fis que pleurer tout le long du chemin et pleurer quasi sans cesse. A ces larmes succéda la pensée de les aider, de donner à tel ceci, à tel cela... Mon esprit attendri leur partageait ainsi ce que j'avais et ce que je n'avais pas! » Assailli de scrupules, de regrets, de remords, il ne savait plus par moments où donner du cœur, où était son devoir. Tantôt, se représentant le pauvre état dans lequel il avait retrouvé ses parents et où il les laissait, il s'en faisait d'amers reproches, et, à la même seconde, il se jugeait bien coupable de s'abandonner à des faiblesses de sentiment qui le distrayaient de Dieu. Pendant plus de trois mois, il s'interrogea sur ce point de venir matériellement, oui ou non, en aide à ses frères et sœurs, allant d'un désir à l'autre et sans jamais se décider. Et puis avec le temps, et à la réflexion qui chez lui n'était toujours qu'une façon de prière, il prit le grand parti, celui qui lui coûtait le plus, de résister à la nature. Il ne fit pas seul ce dur chemin, la Providence en fit la moitié. Ainsi qu'il nous le dit, avec un profond accent de gratitude : « *Dieu m'ôta ces tendresses pour mes parents;* et quoiqu'ils aient été depuis à l'aumône et le soient encore, il m'a fait la grâce de les commettre à sa bonté, et de les estimer plus heureux que s'ils avaient été bien accommodés. »

Si rigoureuse que nous semble envers les siens cette conduite de Vincent, nous devons la comprendre et ne pas la blâmer. Nous avons affaire à un saint. Or, les saints relèvent d'une morale au-dessus de celle des autres hommes; ils sont préoccupés d'obligations, et tourmentés d'exigences supérieures qui nous échappent; ils ont une vision spéciale de leurs devoirs, ils reçoivent des commandements qui ne nous sont même pas donnés et auxquels ils doivent obéir. Leurs affections naturelles se transfigurent dans l'amour divin. Ils aiment mais autrement, du point de vue du ciel et non de celui de la terre. Ils n'opèrent en tout que dans l'infini, où ils nagent. En se reposant sur Dieu seul du soin de ses parents, il lui faisait confiance de la manière la plus habile et la plus sûre, il l'engageait plus efficacement que s'il s'était engagé lui-même..., il acquérait la certitude d'assister et d'enrichir ainsi sa famille mieux que par tous les présents dont il l'aurait comblée. D'ailleurs, pouvait-il tellement répondre de la vertu de ses frères et sœurs qu'il fût certain de leur discrétion? Étaient-ils même

sans défauts et désintéressés ? Nous n'en savons rien. Il est possible que Vincent, connaissant leur caractère et les penchants de leur nature, ait craint d'être entraîné par sa bonté à encourager chez eux la paresse, et de se trouver forcé d'opposer quelque jour un refus à des demandes trop fréquentes. Plutôt que d'en arriver à cette extrémité, il préféra ne pas l'encourir. Les saints sont catégoriques et le sont malgré eux, par destination. Vincent n'ignorait pas, en priant pour sa famille, la puissance de ses prières ; il savait qu'exaucées elles vaudraient pour eux plus que tout l'or du monde ; de même que, s'il la quitta sans arrachement, quoique persuadé qu'il ne la reverrait jamais, c'est qu'il savait que cette terre n'est qu'un lieu de passage avant la grande halte au séjour éternel où on n'aura plus à se dire adieu.

Ayant donc ainsi consommé son dernier sacrifice, à présent détaché et dépouillé de tout, entièrement pauvre d'esprit, libre et maître de soi autant que l'est un homme qui ne possède rien et ne s'appartient plus, s'étant décrété serviteur de la misère humaine, il va désormais se lancer avec joie, à âme perdue, dans l'immensité des desseins dont il a fait son vœu.

LA MISSION

Vincent, jusqu'ici, s'était toujours montré ardent et obstiné, dans les grandes choses comme dans les petites, à ne compter que sur lui pour fournir le maximum d'efforts qu'il eût exigé des autres et sans peut-être l'obtenir ; et s'il s'acharnait à vouloir tout faire lui-même, c'était aussi par raison d'économie. Sans doute, il n'avait pas à aller bien loin pour trouver des dévouements gratuits trop heureux de s'offrir, mais justement parce qu'ils s'offraient, il se croyait parfois obligé de les rémunérer d'une façon ou d'une autre, et si peu que ce fût, c'était encore trop pour ses moyens continuellement limités..., tandis que lui..., il n'avait pas à se payer, il n'avait à observer vis-à-vis de lui-même aucun égard, aucun ménagement. Ajoutez à cela l'idée fixe de la peine et du mérite personnels qui lui faisait volontiers repousser une aide, sans parler d'un goût prononcé d'indépendance dans les entreprises qu'il avait conçues sans personne et dont il aimait bien, tout en s'en faisant l'unique ouvrier, demeurer le seul maître. Il était né directeur

et directeur de tout, d'une simple vie comme d'une communauté, d'une œuvre comme d'une conscience, que cette dernière fût celle d'une reine ou celle d'un forçat. Surchargé néanmoins par les difficultés et le poids d'une tâche accrue de jour en jour, il finit par craindre d'y plier, et c'est alors qu'il fut ramené par son esprit au conseil que ne cessait depuis longtemps de lui donner Mme de Gondi : celui de s'adjoindre des collaborateurs, à la condition que, préparés à son école, ils fussent zélés et eussent comme lui l'expérience des pauvres. Toujours Vincent avait résisté à cette invite, alléguant sa confusion à l'idée d'avoir des disciples et de se croire même capable de les bien former ; et puis il se demanda si cette belle humilité ne cachait pas un grand orgueil à se prétendre de taille à tout accomplir seul, pour peut-être en retirer seul aussi aux yeux d'autrui et aux siens toute la gloire. Dès lors que de ce côté il était troublé, il était vaincu : il revint donc en hâte chez Mme de Gondi pour lui annoncer qu'il se rendait à ses raisons, jugeant en effet le moment venu de donner à cette œuvre des Missions, qui était aussi la sienne, la forme définitive indispensable à son caractère autant qu'à sa durée.

Frappée de l'heureux succès des premières missions de l'aumônier, la comtesse de Joigny s'était déjà préoccupée dès l'année 1617 d'en augmenter le nombre et de les perpétuer au moyen d'une fondation : elle avait décidé par testament d'attribuer un fonds de 15000 livres, à peu près cinquante mille francs d'aujourd'hui, à quelque communauté pour faire prêcher de cinq ans en cinq ans dans toutes ses terres. Vincent, le seul homme, bien entendu, qu'elle eût jugé digne et capable d'être l'exécuteur de son dessein, s'était chargé aussitôt de faire au mieux l'emploi de cette somme. Mais, chose assez inattendue, les Jésuites, les Pères de l'Oratoire, d'autres Ordres encore auxquels il s'adressa la refusèrent, oui, s'excusant les uns sur leur petit nombre, les autres sur ce qu'ils étaient déjà liés par trop d'engagements anciens qui les empêchaient d'en prendre de nouveaux. Bref, il eut cette piquante surprise de constater qu'on avait parfois, même dans la pratique du bien, plus de peine à faire accepter de l'argent qu'à s'en faire donner. Et pourtant !... Mme de Gondi ne s'affecta en rien de cet échec. Certaine qu'elle ne manquerait pas de trouver pour ses fonds le placement conforme à son désir, elle rangea son pécule en

ses coffres. Celui-ci dormit sept années, mais pendant lesquelles Mme de Gondi se garda bien, elle, de s'endormir. Ayant jugé que son projet, pour avoir échoué, n'était peut-être pas au point, elle le poussa davantage et le perfectionna, avec le concours de son mari qui, gagné à ses vues, promit d'ajouter trente mille livres aux quinze mille déjà fournies par sa femme. Forts de ce premier capital, plus que suffisant pour commencer, ils découvrirent que, loin de regretter le refus des communautés où ils avaient espéré caser leurs missionnaires, ils devaient aujourd'hui s'en féliciter. En effet, puisqu'il y avait presque chaque année, réfléchit Vincent, un nombre de docteurs et de prêtres vertueux qui se joignaient à lui pour travailler dans les campagnes, quoi de plus pratique et de plus facile alors que d'en former une espèce de communauté perpétuelle, pourvu qu'on leur procurât une maison où ils pussent se réunir et vivre en commun ? Étant ainsi chez eux au lieu d'être chez les autres, quels profits supérieurs et de toute sorte n'en tireraient-ils pas ?

Le comte de Gondi, tout brûlant de cette idée, en fit part à son frère, l'archevêque de Paris, lequel, non content de l'approuver, lui promit son aide active. Pour ce qui était de la maison, justement il s'en trouvait une de vacante, un vieux collège fondé vers le milieu du XIIIe siècle sous le nom des Bons-Enfants ; il serait pour la Congrégation le berceau rêvé ; et quant au fondateur à mettre à la tête de la communauté, qui pouvait l'être en dehors de l'indispensable Vincent ?

Il se fit pourtant prier, malgré sa joie devant le succès si prompt de ses secrets désirs, mais toujours par cette habitude de repousser tout ce qui lui semblait un honneur, une dignité. Il ne cédait qu'au devoir, et ne courait qu'au sacrifice. On n'eut pas de peine à lui démontrer qu'en acceptant il trouverait les deux plus qu'il ne l'espérait, et alors il consentit, en faveur de tous ces motifs, à se laisser, oserons-nous dire, « bombarder » fondateur de l'œuvre naissante et Principal du Collège. Mais si cuisant était resté en lui, malgré cela, le souvenir de ses scrupules, qu'il ne voulut donner sa réponse définitive qu'après être entré en retraite afin de s'y préparer ; et là, tellement surexcité par les dépenses de vertu qu'il voyait à faire, il résolut une fois pour toutes « de ne rien entreprendre à l'avenir, tant qu'il serait dans les ardeurs d'es-

pérance et dans la vue de ces grands biens qui le transportaient. »

Ce fut officiellement le 6 mars 1624 qu'il reçut le titre de Principal du Collège des Bons Enfants, dont six jours après, Antoine Portail, un de ses premiers compagnons, prit possession pour lui ; et celui de fondateur de la Mission (ainsi devait s'appeler la fondation nouvelle) ne lui fut donné que l'année suivante, le 17 avril 1625. Il n'est pas défendu d'imputer cette lenteur aux désirs de Vincent, toujours enclin à reculer tout ce qui était décor et cérémonie où il devrait paraître. Celle-ci, qu'il avait demandée la plus simple du monde et qui le fut selon son vœu, eut lieu en l'hôtel de Gondi, rue Pavée, paroisse Saint-Sauveur.

A ce contrat, où M. et M^me^ de Gondi figurent en première ligne, Vincent de Paul est à peine nommé, soit qu'il l'eût voulu ainsi, ou que, par l'habitude qu'on avait de son effacement, on l'eût exprès mentionné le moins possible, afin de lui être agréable. Mais son nom a beau manquer partout où il devrait briller, sa présence éclate à chaque ligne de cet admirable document. Il porte le tour de sa plume et la marque de sa pensée. Nul autre que lui n'aurait été capable d'en établir avec une pareille et ferme netteté les dispositions. Ici, comme ailleurs, c'est encore lui qui a tout préparé, tout fait. On retrouve à chaque mot le constant souci de sacrifice et de charité qui hantait son âme. Quand M. et M^me^ de Gondi en parlant disent *nous*, Vincent doit toujours être sous-entendu entre eux deux, au milieu d'eux, les ayant dirigés et les dépassant, malgré leur mérite, de toute sa hauteur. C'est eux qui ont pu écrire, mais c'est lui qui a composé et dicté. Ils n'ont été, au vrai, que les secrétaires zélés de son génie, les généreux banquiers de sa conception.

Que disaient-ils donc, tous les trois, en substance ? Ceci : « que frappés de voir les habitants des villes pleinement instruits, tandis que le peuple de la campagne demeurait seul et comme abandonné, ils ont voulu lui venir en aide en réunissant quelques bons prêtres de doctrine, piété et capacité connue, qui s'appliqueraient entièrement et purement au salut du pauvre peuple, allant de village en village aux dépens de la

bourse commune, prêcher, instruire, exhorter et catéchiser les pauvres gens, les porter à faire tous une bonne confession générale, sans en prendre aucune rétribution, afin de distribuer gratuitement les dons qu'ils ont reçus eux-mêmes gratuitement de la main libérale de Dieu... » Ces prêtres ne devaient en outre exercer leur ministère que dans les campagnes : il leur était défendu de prêcher et d'administrer aucun sacrement dans les grandes villes, *sinon en cas d'une notable nécessité*, et prescrit *d'assister spirituellement les pauvres forçats pour qu'ils profitent de leurs peines corporelles*. En observant ce contrat si simple et si précis, on ne peut qu'être touché du parfait désintéressement de ses fondateurs : ils donnent tout et ne demandent rien, ou si du moins ils exigent beaucoup, ce n'est pas pour eux, mais pour les pauvres, leurs éternels créanciers.

Il n'y avait pas deux mois que l'affaire des missions était terminée lorsque Mme de Gondi, dont la santé de plus en plus délicate allait déclinant, tomba gravement malade. Au vrai, elle n'était, depuis des années, maintenue en vie que par les œuvres dont elle arrivait à faire sa santé. Il lui paraissait, — et elle le disait, — que tant qu'elle aurait en son cœur le désir et le souci d'une occupation de vertu, celui-ci continuerait de battre. Elle était dans la force de l'âge et pouvait espérer avoir encore devant elle de longs et beaux jours pour fournir du bien en ce monde, mais comme si, prodigue et imprudente, elle eût dépensé d'un coup jusqu'ici toute la somme de charité qui lui avait été attribuée pour son existence entière, elle se trouva soudain ruinée de corps et de projets, détachée d'ici-bas, toute prête à tomber, c'est-à-dire à monter, mûre pour le ciel. L'aboutissement de cette dernière grande œuvre où elle s'était livrée et épuisée, semblait la libérer, la dégager à jamais de toute autre entreprise. L'acte de naissance de la Congrégation avait la valeur de son testament. Sa mission était finie. A ce passage, elle eut, comme elle l'avait toujours espéré, Vincent pour la conduire.

Ainsi s'éteignit, le 23 juin 1625, dans sa quarante-deuxième année, illustre et vertueuse dame Françoise-Marguerite de Silly, comtesse de Joigny, marquise des Iles d'Or et autres lieux, dont nous n'avons plus, pour nous la représenter, que l'image du

graveur Duflos où elle se maintient à nos yeux, en robe de cour bouffante cousue de perles fines, et grand col d'archal à la Médicis, avec une aigrette à la coiffure, éventail à la main, éblouissante de luxe et de spirituelle jeunesse.

Après avoir rendu, à ce qui n'était plus alors que sa terne dépouille, les derniers devoirs, il en restait pour Vincent un autre à remplir : celui d'annoncer cette nouvelle au général se trouvant alors en voyage dans le Midi. A ces époques-là, en effet, il était rare, en cas d'absence et surtout au loin, que les proches parents des moribonds eussent les moyens d'arriver exactement pour recevoir le dernier soupir des leurs. L'agonie n'attend pas. Ils avaient beau faire diligence, et payer triples guides, et crever des chevaux, la mort presque toujours, autrement cavalière, allait plus vite qu'eux. Le plus souvent même, il était trop tard pour les prévenir par un courrier, dès qu'on voyait le malade en péril, et celui-ci partait donc souvent privé du visage où il eût voulu poser l'adieu de son regard, des bras dans lesquels se coucher lui eût été si doux. Vincent, plutôt que d'écrire, préféra se rendre en Provence auprès de M. de Gondi, certain d'être mieux à même ainsi d'atténuer le coup qu'il allait lui porter.

Nul ne possédait mieux que lui le don de consoler. Les plus grands chagrins ne résistaient pas à la vertu de sa parole, à la force de sa confiance en Dieu, de sa foi dans l'éternelle réunion de ceux qui la méritaient et l'avaient gagnée par la beauté de leur amour. Mais M. de Gondi, s'il trouva dans Vincent le directeur d'âme et l'appui dont il avait, en cette épreuve, un si pressant besoin, n'en fut pourtant pas consolé. La mort de sa femme l'arrachait de tout. Abattu, flottant désormais comme une épave dans la pauvre barque de sa vie, ne voyant plus de refuge qu'en Dieu, il résolut de se vouer à lui pour le restant de ses jours. Vincent avait trop de raisons de le comprendre pour ne pas l'approuver. Il était, de son côté, dans l'intention de quitter la maison seigneuriale où plus rien ne le retenait. Bien que la défunte eût dans son testament demandé de façon expresse que son bon aumônier « restât auprès de son mari et de ses enfants » et malgré l'insistance qu'y mit aussi le général, il lui demanda et en obtint sa liberté.

Peu de temps après, renonçant au monde, abandonnant titres, fortune, emplois, toutes ses dignités d'hier qui lui pesaient, honneurs, cordons et *Réale* aux flottants étendards, ne gardant plus, et encore à regret, que son grand nom qu'il eût, lui aussi, bien volontiers jeté, M. de Gondi s'en fut se cacher à l'Oratoire, que M. de Bérulle avait fondé en 1621... à l'Oratoire où, comme le lui prescrivait ce mot grave et rayonnant, il ne fallait plus que prier : *Oremus*. C'était la meilleure façon qu'en attendant de rejoindre en son tombeau et ailleurs celle qui l'y appelait, il eût trouvé de commencer à s'ensevelir.

Cette retraite, dont le retentissement fut énorme à la Cour et à la ville, étendit encore, s'il était possible, la puissance spirituelle de Vincent, à qui on se plut à l'attribuer, quoiqu'il n'y eût pris, comme nous l'avons vu, qu'une part bien indirecte... et cependant, qui sait tout de même si la longue fréquentation du saint, son exemple et l'irrésistible influence qu'il exerçait par sa vertu ne furent pas, pour le futur Oratorien, une préparation mystérieuse et providentielle?

EN ROUTE

Dès lors, Vincent, ayant tout coupé derrière lui, attaches de famille et de grand monde, affranchi en plus, par la disparition de ses protecteurs, de toute obligation envers leur maison, se trouvait plus libre que jamais pour la grande œuvre dont il venait, avec M. et M^me^ de Gondi, de poser les bases. La situation n'était pas des plus brillantes. Le collège des Bons Enfants n'abritait que quelques rares disciples. Ils formaient le noyau de la petite famille à peine née dont il était, sans soupçonner le nombre et le mérite de tous ceux qui lui succéderaient, l'humble et le premier directeur. Tous même ne pouvaient lui prêter qu'un concours bien insuffisant, car un seul parmi eux, M. Antoine Portail, prêtre du diocèse d'Arles, qui depuis plus de quinze ans n'avait pas manqué de le suivre en disciple résolu, se déclarait aujourd'hui prêt à l'imiter activement, à se consacrer sans délai, comme lui, à l'évangélisation des paysans dans les campagnes. Deux hommes... pour tant de monde, pour toute la France... Ah ! il n'y avait pas là de quoi effrayer Vincent, ni le décourager, mais c'était cependant assez pour le faire réfléchir. Il se contentait toujours de peu, comme, deux fois

plus que le sage, le doit le chrétien... « Si au moins nous étions trois ! » pensait-il. Et le troisième se trouva, qui consentit, — du moins pour un temps, — à se joindre à eux. C'est ainsi qu'ils partirent. Que la route était longue ! On n'en voyait pas la fin. Mais ils n'y regardaient pas de si loin ! Leur étape quotidienne les bornait à chaque aurore ; et le soir, là où les arrêtait la nuit, souvent à la belle étoile, ils s'endormaient le corps brisé, l'âme en repos. Point de bagages. Un méchant petit paquet porté sous le bras et qui, la plupart du temps, leur servait de dur oreiller ; quelques menues monnaies, juste de quoi se nourrir en serrant la corde ou le cuir de la ceinture, monnaies bien ménagées. Ils étaient en effet si pauvres que, n'ayant pas les moyens en quittant Paris de payer un gardien de leur maison, ils avaient remis à un voisin la clef du collège des Bons Enfants où il n'y avait d'ailleurs pour ainsi dire rien à prendre, puisqu'ils donnaient tout.

Ils commencèrent, dans une pensée de gratitude légitime, par s'attaquer aux terres appartenant à la maison de Gondi. « Nous allions, le rapporta Vincent bien des années après, tout bonnement et simplement, évangéliser les pauvres ainsi que Notre Seigneur l'avait fait. Voilà ce que nous faisions. Et Dieu faisait de son côté ce qu'il avait prévu de toute éternité. » *Tout bonnement et simplement*, ces mots qu'il avait sans cesse à la bouche et qu'il a employés pour tout, pourraient servir, mieux que n'importe lesquels, à résumer à la fois sa vie et son œuvre entières. Ils ont été sa terrestre devise. Ils expriment toute la patience et la confiance qui faisaient sa force et sa fortune. Le temps ne comptait pas à ses yeux. Il ne le perdait pas, mais il en usait comme s'il avait des siècles devant lui. Il voyait dans le temps, dans les apparentes déceptions de sa longueur, et dans la lenteur raisonnée que l'on mettait à son emploi, un moyen d'aboutissement plus rapide et plus sûr que si on le dévorait. Il savait, au lieu de le considérer en ennemi, s'en faire un ami, un auxiliaire, et une fois les choses confiées à ses heures, il s'en remettait à lui. Le temps travaillait comme personne. Il mûrissait tout ce qu'on lui donnait. Il fallait donc le laisser faire, ainsi que la parole, laisser le grain lever, la prière monter, le cierge brûler, respecter en tout la marche et l'ordre naturels. Le temps, c'était Dieu qui n'est jamais pressé. Telle se formulait et se prati-

quait la pieuse politique de Vincent, suivie de sagesse paysanne, et c'est parce qu'il ne courait pas après les résultats que ceux-ci venaient le trouver. Résultats qui auraient pu sembler bien minces à d'autres plus fiévreux, mais qu'il trouvait, lui, suffisants et encore trop beaux pour le peu qu'il faisait. Pas à pas : c'est ainsi, jugeait-il, qu'on avançait sûrement sans avoir à reculer.

Après avoir été trois, ils furent huit et puis onze... Au bout de dix ans, ils n'étaient que trente-cinq... On s'écriera : « Quoi? Pas plus? Ce n'est rien!... » Mais ces trente-cinq avaient une puissance de multiplication morale extraordinaire... Ils renouvelaient chaque jour le miracle éternel des pains et des poissons... Leurs filets n'étaient pas grands, mais bien lancés et toujours pleins. Et quelle troupe merveilleuse il avait su, précisément à cause de son petit nombre, grouper, instruire et modeler! C'était des prêtres comme il les voulait, comme il les aimait et les avait rêvés, humbles, modestes, dociles, doux, détachés jusqu'à l'absolu, ne désirant rien que de le suivre en faisant ce qu'il leur disait, et ayant l'esprit de rusticité, de bon sens, et de gravité aussi, le plus propre à toucher et convaincre les gens de la terre. Vincent, fils de cette mère chérie, avait gardé pour la campagne et ses enfants malheureux une tendresse avouée, une prédilection. Sans doute, les pauvres des villes recevaient de lui, avec un dévouement égal, la même part de soins et de secours, mais ceux des campagnes, dont le rapprochait son origine, l'intéressaient et l'émouvaient bien plus parce qu'il se sentait et voulait se sentir de leur famille.

Comment s'y prenaient, pour accomplir leur mission, ces bons serviteurs du saint? Mais on vous l'a dit, « tout bonnement et simplement », selon son précepte. Ils marchaient, trois par trois, de village en village, et dans chacun il s'arrêtaient pour parler, confesser, exhorter. Ces fatigants exercices leur servaient de repos. C'étaient les ambulants, les bohémiens de Dieu qui n'avaient même pas de tente. Parfois leur passage était, malgré eux, annoncé à l'avance. Alors on les attendait, comme des curiosités. Mais le plus souvent, c'est à l'improviste qu'ils tombaient dans les bourgades. En les voyant arriver, besaciers, tout poudreux, ayant plus l'air de gens qui viennent demander l'aumône que la faire, on était surpris d'abord, et

puis aussitôt gagné par la misère même de leur aspect. Ils n'effarouchaient pas. Eux qui, de si loin, apportaient à pied le pain et l'eau qui ne se voyaient point, ils n'inspiraient à première vue qu'une envie, celle de les faire asseoir, de les sustenter et de les rafraîchir. Les portes s'ouvraient : « Entrez! » mais ils restaient dehors parce qu'il y a là plus de place que dedans et que la vraie, la belle prédication se fait surtout sous le ciel, au grand air, dans le vent qui la développe, la porte au delà des murs, par-dessus les toits, jusque dans les sillons où elle doit germer. Dehors ils parlaient donc. Tout de suite, dans l'humilité, l'exquise candeur de leur boniment, ils « s'exposaient », imitant un peu le procédé des pauvres bateleurs routiers qui déjà couraient le monde. Ce n'était pas, bien sûr, le même ton ni la même chanson, mais au début, c'était les mêmes mots: « Qui nous sommes? Pourquoi nous venons?... Eh bien, le voici!... » Et ils le disaient, en employant, selon la formule adoptée par Vincent : *la petite méthode*.

LA PETITE MÉTHODE

En quoi consistait-elle? A n'user que d'un langage familier capable d'être compris par le moindre des auditeurs, un langage emprunté à leur façon de vivre, avec des exemples puisés dans leur métier, dans les travaux dont ils avaient l'accoutumance. De quoi s'agissait-il pour les orateurs? (et en vérité, c'est à regret que, faute de mieux, je dis *orateurs*, car il n'y eut jamais rien de moins oratoire que le système de Vincent). Il s'agissait de trois points bien définis : « Montrer les motifs qui doivent porter à la vertu et à détester le mal. En quoi consiste la vertu. Comment on peut l'acquérir. » La façon de traiter ces trois points, Vincent l'avait enseignée à ses prêtres... sans rien abandonner au hasard ni à la fantaisie. Dans des conférences tout intimes où il les rassemblait en cercle autour de lui, il leur avait bâti et détaillé auparavant la bonne manière de prêcher, de penser, de préparer et de composer d'abord un discours avec ses divisions et subdivisions et ensuite de le prononcer; bref, la théorie et la pratique au grand complet. Mais, une fois établie cette forte et savante et subtile armature, il voulait que l'exécution qui allait la recouvrir ne laissât plus rien voir de sa rigidité. C'était pour

lui essentiel : *Bonnement. Tout simplement.* Ne pas parler trop haut. Mieux eût valu trop bas, parce que au moins cela force à prêter l'oreille, tandis que trop haut peut donner envie de se la boucher. Mais les bons colporteurs d'Évangile n'avaient besoin ni d'élever ni de baisser la voix... On se taisait dès qu'ils ouvraient la bouche et leur parole était si claire! Il suffisait de l'entendre pour l'écouter et pour la retenir. Pas de grands cris ni de grands bras. Le moins de gestes possible. Une causerie : des regards, des sourires... une effusion constante du cœur et des mains que fait parler, à leur manière, entre les phrases, la bonté qui les anime.

Si la place nous en était ici accordée sans mesure, nous aimerions citer au long l'admirable conférence de 1655, où Vincent répétait les raisons de prêcher selon sa « petite méthode », celle même, rappelait-il, dont se sont servis Jésus et ses apôtres... Avec quelle gaieté pleine de malice et quelle mordante bonhomie, il y raille les prédicateurs du temps, leurs sermons, l'emphase à la mode! « Qu'est-ce que toute cette fanfare? Quelqu'un veut-il montrer qu'il est bon rhétoricien? bon théologien? chose étrange, il en prend mal le chemin : pour acquérir l'estime des sages et la réputation d'un homme éloquent, il faut persuader l'auditoire et le détourner de ce qu'il doit éviter. Or cela ne consiste pas à trier ses paroles, à bien agencer les périodes et à prononcer son discours d'un ton élevé, d'un ton de déclamateur qui passe bien haut par dessus. Ces sortes de prédicateurs obtiennent-ils leur fin? Persuadent-ils fortement l'amour de la piété? Le peuple est-il touché et court-il après à la pénitence? Rien moins. Rien moins! »

« Non, poursuit-il, ma prédication est la méthode de bien prêcher... » et il dit alors : 1° les motifs qui doivent faire affectionner cette méthode, 2° en quoi elle consiste, et 3° les moyens qui peuvent servir à son acquisition.

La première raison est « son efficacité » (qu'il va développer et prouver tout à l'heure) et elle seule est capable de mener à la vertu. « Mais est-ce assez de me déclarer les grandes obligations que j'ai d'avoir une vertu, si je ne sais ce que c'est que cette vertu, ni en quoi elle consiste principalement, quelles sont ses œuvres et ses fonctions? Et voilà le second point qui fait tout cela... vous tirez le rideau et vous

découvrez pleinement l'éclat et la beauté de cette vertu, faisant voir simplement, familièrement et en particulier ce qu'elle est, quels actes il en faut pratiquer, et descendant toujours au particulier ! »

Il continue son raisonnement, faisant à la fois les questions et les réponses... allant au-devant des interrogations de ses auditeurs que le respect retient muets... « Oh ! oui !... je vois bien maintenant ce que c'est, en quoi consiste cette vertu... les actions où elle se trouve... voilà qui est bon et fort nécessaire, mais monsieur, qu'il est difficile !... Les moyens d'y parvenir ? Je ne sais ce que je suis obligé de faire pour cela, ni de quelle manière je dois m'y prendre. Comment voulez-vous que je fasse une chose, bien que je sache que j'en ai grand besoin et que je veuille la faire, si je n'ai aucun moyen pour cela ? Cela ne se peut. Mais donnez à cet homme les moyens... oh ! lè voilà satisfait. »

Alors aussitôt Vincent les donne. Et quand il les a donnés : « Que reste-t-il à dire après cela ? Rien. Car, qu'est-ce qui se fait, qu'est-ce que l'on emploie, quand on veut persuader l'amour et la pratique de quelque chose à un homme ? L'on vous représente les grands profits qui en reviennent, les désavantages où vous jette le parti contraire, l'on fait voir quelle est cette chose, l'on vous montre sa beauté, et enfin si l'on vous met en main les moyens pour l'acquérir, il ne reste plus rien... et voilà ce que c'est et ce que fait notre méthode. Je vous proteste, en vérité, que, tant vieux que je suis, je ne sais pas, je n'ai point ouï dire qu'il faille autre chose pour persuader un homme. »

Toutes ces considérations, ensuite, il les reprend, les entr'ouvre et les ouvre, si l'on peut dire, comme on détaillerait, après l'avoir fait respirer, une fleur, pour en révéler et étudier, l'une après l'autre, chaque feuille, chaque pétale avec ses particularités... Tout cela sans perdre un instant le point de vue de la « petite méthode » et la considération des grands profits qui ont suivi, qu'elle procure. « Je n'aurais jamais fini, s'il fallait que je vous racontasse la moindre partie de ce qu'il a plu à Dieu d'opérer avec la méthode. Nous en avons tant d'exemples que je n'achèverais de ce soir. En voici un d'une chose qui ne s'est point vue jusqu'à nous. Je n'ai jamais ouï dire, moi qui suis tout blanc, que prédicateur en soit venu là. Les bandits,

plusieurs de vous, messieurs, savent que les bandits sont des voleurs d'Italie qui tiennent la campagne, volent et pillent partout, comme il arrive beaucoup de meurtres en ce pays-là, à cause des vengeances qui y sont extrêmes, se mangeant les uns les autres, sans se pardonner jamais. Telle sorte de gens, après s'être défaits de leurs ennemis, pour faire la justice, et même beaucoup d'autres méchants se tiennent sur les avenues, habitent les bois pour voler et dépouiller les pauvres passants. On les appelles bandits, et ils sont en si grand nombre que l'Italie en est remplie; il y a peu et presque point de villages où il n'y ait des bandits. Or, la mission ayant été faite dans quelques-uns de ces villages, les bandits qui y étaient ont quitté ce maudit train de vie et se sont convertis par la grâce de Dieu, qui a voulu en cela se servir de la petite méthode. Chose jusque-là inouïe, inouïe! Jamais on n'avait vu les bandits quitter, pour quoi que ce fût, leurs voleries ! »

En appelant alors à M. Martin, un de ses principaux disciples : « Est-il pas vrai, monsieur Martin, que les bandits en Italie se sont convertis en nos missions ? Vous y avez été, n'est-il pas vrai ? Nous sommes ici dans un familier entretien, dites-nous s'il vous plaît, comment cela s'est fait? — Oui, monsieur, répond M. Martin, cela est ainsi. Dans les villages où on a fait mission, les bandits, comme les autres, sont venus à confesse. — Oh! chose prodigieuse ! s'écrie Vincent, les bandits convertis ! par la petite méthode ! »

« Mais voici un autre petit exemple, ajoute-t-il aussitôt dans son enthousiasme. Il y a quelque temps, deux de nos séminaristes se trouvaient à faire la mission dans un village sur les côtes de la mer. Un navire avait fait naufrage sur cette côte. Les marchandises et autres choses dont ce navire était chargé furent portées sur le bord. Tout ce village dont je vous parle et les environs y accoururent comme au pillage et s'emparèrent de tout ce qu'ils purent emporter, qui un ballot, qui des étoffes, qui d'autres hardes. C'était voler ces pauvres et malheureux marchands qui avaient fait naufrage. La mission ayant donc été faite là selon la petite méthode, on a fait rendre ce qui avait été pris à ces pauvres marchands. Après qu'on les eut exhortés et prêchés, il se déterminèrent à restituer tout, les uns des ballots, les autres des étoffes, de l'argent... Et voilà, messieurs, les effets de la petite méthode! Allez m'en

trouver de semblables dans le grand apparat et la vaine pompe d'éloquence! A peine en voit-on un seul se convertir en avents et en carêmes par de telles prédications! Nous le voyons dans Paris. Et cependant la petite méthode est bonne aussi pour la cour. Déjà, deux fois, la petite méthode a paru à la cour, et, si j'ose le dire, elle y a été bien reçue... et elle y triomphe. Concluez. Entrons-y donc tous. »

Les jolis accents! Comme ils sonnent! La chaude gentillesse! Les mots, les idées, les sentiments, les conseils, les instructions, tout cela, administré, semble-t-il, au hasard, pêle-mêle, est néanmoins bien à sa place, amical et limpide, dans l'ordre qu'il faut. C'est du langage le plus courant, terre à terre et qui trouve le moyen d'atteindre l'éloquence et l'élévation à force de désir et de sincérité, de frémissement, de volonté, de ténacité sereine. Il ne craint pas les redites, il semble au contraire qu'il les recherche, afin d'enfoncer toujours de plus en plus, chez ceux qui l'écoutent, sa conviction personnelle. Cette chère petite méthode, il la présente sans cesse, il la tourne et la retourne en tous les sens, pour la montrer sous toutes ses formes, pour prouver jusqu'à l'évidence que, de quelque côté qu'on la regarde et qu'on l'inspecte, elle est parfaite, sans défauts. Et quand on croit qu'il a fini, il recommence, il y revient, encore et toujours, tant il l'a dans le sang, dans son âme inépuisable et forte. Elle est la goutte de pensée qu'il fait tomber exprès, sans interruption, du commencement au bout de son discours, parce qu'il sait qu'à s'écraser toujours au même endroit, sur l'esprit qu'elle vise, elle le percera et y entrera comme la goutte d'eau dans le roc le plus dur.

Il ne se contente pas, sa « petite méthode », de la recommander et de la vanter, d'après sa propre expérience, il en est fier aussi et bien plus à cause des puissants témoignages qu'elle lui a valus de la part de ceux qui n'ont pas craint de l'employer... « Notre méthode... de laquelle vous savez que se sont servis et se servent encore de très grands personnages, c'est la méthode des prédicateurs qui font des merveilles... Mgr l'évêque de... me disait que, quand il prêcherait cent mille fois, il n'en aurait jamais d'autre. Et Mgr de Sales! ce grand homme de Dieu qui m'en disait autant! Et tant d'autres! Dans la mission qui fut faite à Saint-Germain, le monde y

accourait de toutes parts, de tous les quartiers de cette grande ville. On en voyait de toutes les paroisses et des personnes de condition, des docteurs même. Or on ne prêcha à tout ce grand monde que suivant la petite méthode. Mgr l'évêque de Boulogne, qui portait la parole, n'en eut jamais d'autre. Et quel fruit ne fit-on pas? O Dieu! Quel fruit! On fit des confessions générales... aussi bien que dans les villages! Oh! oui, Dieu soit béni! Tandis que vit-on jamais tant de monde converti par toutes les prédications raffinées? Cela passe par-dessus les maisons. Toute la conversion qui s'y fait, c'est que les auditeurs disent : Oui, cet homme en sait long; il dit de belles choses... » Et cela est tellement vrai que si aujourd'hui un homme veut passer pour un bon prédicateur dans les églises de Paris et à la cour, il faut qu'il prêche de la sorte, sans nulle affectation; et l'on dit de lui : « Cet homme fait des merveilles : il prêche *à la missionnaire.* »

On trouvera peut-être que nous nous sommes étendu sur cette fameuse « petite méthode » et les conférences dont elle faisait le sujet toujours renouvelé; mais c'est qu'il nous eût trop coûté de ne pas donner un aperçu de la manière instructive de Vincent, de ne pas essayer de le montrer tel qu'il était dans le privé de ses entretiens. Grâce à la reproduction fidèle de ses paroles, on l'entend, on connaît au son de sa voix, celui de sa pensée. On en goûte les inflexions, la douceur communicative, l'inlassable persévérance, enfin le charme qui n'est qu'à lui. Il cause, il bavarde, il rabâche même, pourrait-on dire et sans lui manquer de respect, mais cette causerie, ce bavardage, ce retour volontaire et continuel au dessein qui l'obsède, ont une force et un pouvoir de séduction, d'enveloppement inouïs. Sous leur apparence de décousu, ses petits sermons de chambre se tiennent si serrés, sont si bien reliés, les arguments y sont accrochés les uns aux autres avec tant de logique et d'adresse, qu'on est aussitôt pris dans leur calme engrenage; et la candeur, la bonté, la foi, toutes les grâces naïves qui parent le débit font de sa leçon copieuse un enchantement, prompt comme l'éclair. Ces pages, que l'on pourrait croire aujourd'hui glacées par le temps et inanimées, ont gardé leur train, leur chaleur. On les lit en souriant avec un

plaisir pur auquel on ne peut s'arracher. Qu'était-ce donc à entendre, quand on avait devant soi l'homme « déjà blanc » dont on ne quittait pas des yeux l'étonnante physionomie?

Avec son vaste front de pierre, ses traits taillés, sa face brunie couleur de terre, où le soc du sacrifice avait creusé tous ses sillons, et son col de gros linge ayant l'air d'être celui d'une unique chemise, il offrait l'image d'un de ces vieillards engoncés, à forte tête et dure barbe rase, aux yeux vifs dans le nid des sourcils, qu'a poussés avec tant de feu le crayon noir de Lagneau. Mais ce qui n'existe pas dans les cruels portraits de l'artiste tournant parfois au burlesque, c'est la tendresse et la fraîcheur d'âme, empreintes chez Vincent dans le ratatiné de la bouche indulgente et tout le bas du vénérable visage au menton de grand père. Aussi, en l'entendant, le voyons-nous revivre au naturel, tandis que, le plus souvent debout; il déroule son prêche.

Il est vêtu de noir, avec le surplis-papillon raide et court comme en ont les enfants de chœur, ou bien en habit de chambre. Sans s'arrêter de discourir, il va et vient, trottine de l'un à l'autre, observant et visitant pour ainsi dire chacun, lui touchant le bras, lui frappant l'épaule et le prenant, pour tirer sur un mot, par un bouton de la soutane. Il parle longtemps et il le sait bien. Aussi, tout à coup, quand il s'aperçoit de l'heure, il se récrie, s'excuse, et de quel ton touchant! « Voilà les trois quarts, messieurs, supportez-moi encore, je vous prie, supportez moi, misérable!... » Au bout d'un moment, confus de nouveau, il se bat la poitrine, il demande pardon, répétant, dans la crainte de fatiguer ou d'ennuyer ceux qui l'entourent, son humble « supportez-moi! » Mais on ne se lassait pas de l'entendre. On l'eût écouté tant qu'il aurait voulu, à tel point il vous attachait et vous ravissait à la fois. On n'avait pas l'impression d'un prêche, de quoi que ce fût de professé. Rien de magistral chez ce maître. C'était les propos d'un ami qui pense avec vous tout haut, — pas trop haut, — en disant ce que vous pensez et qui le dit mieux que vous. Quel délice alors de lamper ce boniment sublime, de boire à cette source exquise! On s'y abreuvait pour des mois, des années.

APRÈS LE COLLÈGE, LA LÉPROSERIE

Dès 1630, le collège des Bons-Enfants était trop étroit pour le nombre des missionnaires augmentant d'année en année; avec cela, tombé dans un délabrement tel, que la dotation Gondi ne suffisait plus à l'entretenir. Vincent ne s'en émouvait pas; il laissait faire Dieu. Il fut de nouveau récompensé de sa bonne habitude. L'antique léproserie de Saint-Lazare, occupée depuis le XVI^e^ siècle par des religieux réguliers et ayant à sa tête un prieur nommé par l'archevêque de Paris, formait une riche seigneurie ecclésiastique. Ses revenus étaient considérables. Établie sur la route de Saint-Denis, elle comprenait de vastes bâtiments, où il n'y avait plus de lépreux, et seulement quelques chanoines. En 1632, leur supérieur songeant, à la suite de démêlés qu'il avait eus avec eux, à se retirer, proposa son bénéfice à Vincent. Mais celui-ci, malgré tous les avantages qu'il y voyait, le refusa. L'idée que « sa petite compagnie », et plus encore lui-même, « ce misérable », pouvaient être l'objet d'une pareille fortune et d'un tel honneur le confondait, l'inquiétait. Il en fit l'aveu, tout naïvement. « Eh! quoi, monsieur, vous tremblez? » s'écriait le prieur, Adrien le Bon, surpris de sa résistance. — Il est vrai, mon Père, répondait le saint, que votre proposition m'épouvante, et elle me paraît si fort au-dessus de nous que je n'ose y élever ma pensée. Nous sommes de pauvres prêtres qui vivons dans la simplicité, sans autre dessein que de servir les pauvres gens des champs. Nous vous sommes grandement obligés, et vous remercions très humblement, mais permettez-nous de ne pas accepter votre offre. » Et il tint ferme. Il fallut un an pour vaincre ses scrupules. Il était toujours très long à se décider, par excès de prudence, mais une fois qu'il l'avait fait, il allait de l'avant. Le 7 janvier 1632, il prit résolument possession du prieuré de Saint-Lazare, avec ses missionnaires qui se trouvaient ainsi, du jour au lendemain, baptisés Lazaristes.

L'immense établissement, vide et désert, où il n'y avait plus, au fond du jardin, que de pauvres fous enfermés dans des cabanes, dut paraître à Vincent et à sa congrégation, quand ils y firent leur modeste entrée, d'une énormité bien triste et bien décourageante! Aurait-on jamais, hélas! assez de prêtres pour le rem-

plir? Ils étaient loin de se douter alors que le colossal ensemble de ces constructions serait un jour trop petit pour toutes les œuvres dont il deviendrait le centre et l'ardent foyer. On se demande même aujourd'hui, dans le recul de la merveilleuse histoire, si cette gigantesque et vieille commanderie de Saint-Lazare n'était pas bâtie et disposée exprès, de tout temps, pour devenir, à l'heure prescrite, le berceau, et le domicile attitré, la maison-mère des ordres de tout genre auxquels Vincent devait attacher son nom et sa gloire. C'est désormais sa résidence, son palais; palais sans lambris dorés ni plafonds à peintures, dont les murailles sont nues et les galeries carrelées, où ne s'ouvrent, sur des cours et des enclos sévères, que des cloîtres, des salles d'étude, des réfectoires, des dortoirs, des oratoires, des lingeries, de froides cellules... mais, quand même, une demeure, royale aussi à sa façon, et dont Vincent, avec une rapidité et une intelligence admirables, va faire pendant vingt-huit ans, et pour longtemps encore après lui, le Louvre de la Charité, le Vatican de son humble génie.

LES FILLES DE LA CHARITÉ

Il avait toujours eu pour la Vierge une dévotion spéciale. De même qu'il mettait tout en Dieu et voyait tout homme en Lui pour le replacer dans sa pure origine, il s'était naïvement appliqué aussi, vous vous en souvenez, à considérer et à honorer en M^me^ de Gondi la mère du Sauveur. Ce désir, ce goût qu'il avait d'adorer Marie, de la faire par moments descendre dans ses enfants les plus dignes, ou plutôt de faire monter celles-ci en *Elle*, avait pour effet, si l'on peut dire, de *féminiser*, d'abord, dans la mesure permise et dans la plus parfaite expression du mot, sa forte piété et de communiquer ensuite à sa charité cette douceur suave, cette tendresse aux attentions maternelles qui étaient une des caractéristiques de sa manière.

Le primitif et grand souci continuel d'aider et d'évangéliser l'homme par l'homme ne lui avait pas fait négliger la femme, tout ce dont elle avait besoin de son côté, ce qu'elle attendait de lui, les puissants et particuliers secours qu'elle était seule à présent capable de donner. Une fois certain de la solidité de ses confréries d'hommes et de leur avenir, il sentit que l'heure de la femme et de sa mission personnelle était

enfin venue, qu'il allait pouvoir maintenant compléter et achever par les femmes la grande croisade commencée avec les hommes, et il créa ce chef-d'œuvre unique et virginal né de son amour pour la Vierge et soufflé en lui par l'Esprit-Saint, la Sœur de Charité, de son vrai et premier nom « la Fille de la Charité ». Mais n'est-elle pas à la fois la sœur et la fille, et la mère aussi, l'amie et tous les parents réunis des pauvres, des déshérités? Elle vaut une famille entière. A n'importe quel âge, elle a tous les âges. Avec elle plus d'orphelins. C'est la fée de Dieu, envoyée un matin du ciel ici-bas pour y rester toujours, jusqu'au dernier soupir de l'agonie du monde. Les Filles de Vincent seront les dernières à remonter près de lui et de celle qui fut leur inspiratrice, M^lle^ Le Gras, car il fallait bien tout de même que l'idée de cette œuvre d'amour naquît au fond d'un cœur et d'un cerveau de femme.

Mademoiselle Le Gras, née Louise de Marillac, était nièce du chancelier Michel de Marillac et du maréchal Louis de Marillac, tous deux victimes de la vengeance de Richelieu après la journée des Dupes. Elle avait été mariée à Antoine Le Gras, secrétaire des commandements de Marie de Médicis. Mais, comme à cette époque de rigoureuse noblesse il fallait être femme au moins d'un baron ou d'un chevalier pour mériter le titre de Madame, Louise de Marillac, n'ayant épousé qu'un écuyer, ne pouvait être appelée que Mademoiselle. Cela ne l'empêcha pas, cette simple demoiselle... cette « grande mademoiselle », de laisser, grâce « à ses filles », un nom plus illustre et surtout plus béni que celui de bien des reines. Qu'était-ce donc que cette *fille de la charité* dont elle avait, en communion avec Vincent, façonné et créé le type immortel?

De préférence une bonne fille de la campagne ayant, pour bien servir les hommes, toutes les qualités et les vertus de la servante et de la servante de Dieu, alerte, gaie, et hardie aux plus basses besognes. Levée à quatre heures et couchée tard, dormant peu, souvent tout habillée, logée en camp volant, elle doit pourtant toujours être de bonne humeur, rester forte et saine, et vivre en chasteté et en obéissance. Elle n'est pas, du moins au début, une religieuse proprement dite, elle ne prononce pas de vœux, ne s'enferme pas au fond d'un couvent derrière des grilles. Son costume n'est même pas celui sous lequel à présent nous la distinguons... Une bonne

fille de la campagne, on vous l'a dit, vêtue gros, à la paysanne; et pas de voile, une fanchon. Dieu veut que le pauvre voie sa figure. Son cloître, c'est la rue, toutes les rues où, cent fois le jour et la nuit, elle passe et repasse, le raide escalier qu'elle monte et descend, l'infecte salle d'hôpital, la mansarde où la fait grimper son malade, et le bouge où bravement elle fonce en retroussant ses manches. Elle ne se mortifie pas, ne *contemple* pas; elle remue et trotte. Ses travaux de tous les instants la dispensent de méditer. Que d'autres soient des immobiles, des muettes, assises, agenouillées, ce n'est pas, elle, son affaire. Vincent ne le veut pas. Il entend qu'elle bouge, parle, rie, chante... des chansons... plutôt que des cantiques, et qu'elle se répande. Il va, pour qu'elle soit corps et âme à son œuvre, et y consacre tout son temps, — jusqu'à la priver d'exercices de piété, comme s'il la punissait : « Oui, que les pauvres soient votre office, vos litanies! Il suffit. Pour eux, lâchez tout! Ce faisant, c'est quitter Dieu pour Dieu... Vos pauvres seuls vous exigent. Aussi traitez-les bien, avec douceur, compassion, amour, car ce sont vos seigneurs, vos maîtres et les miens. Oh! que ce sont de *grands seigneurs* au ciel! Ce sera à eux d'en ouvrir les portes. »

En revenant sans cesse à ce thème qui lui est cher, à cette idée fondamentale que les pauvres sont nos maîtres, et même s'ils se croient moins que nos valets, et que nous leur devons soins, secours, aide, respect, Vincent s'applique à pénétrer « ses sœurs » de l'esprit de servitude volontaire avec lequel chacune doit se considérer auprès d'eux comme une domestique... Depuis bientôt trois cents ans qu'il l'a ainsi formée, persuadée et établie, la *fille de charité* n'a pas changé. Elle est restée telle qu'il l'avait mise au point. Sans doute, de *sœur grise* qu'on l'appelait, elle a heureusement pris le nom de son Père, sa robe est d'une autre couleur, le mouchoir noué sur sa tête s'est transformé en une cornette... mais c'est toujours la même.

LA CORNETTE

Et d'abord, cette cornette, d'où vient-elle? Qui l'a inventée? Contrairement à ce que vous supposeriez, elle ne serait pas due à Vincent, mais à M. Joly son disciple et successeur. Cependant, pour tous et pour nous, la légende a raison. Il nous

est difficile et par trop pénible de séparer du saint cette création digne de son génie, d'admettre un seul instant que le bon Père, avec son esprit si attentif et son cœur si minutieux, n'en ait pas eu le souci et y soit étranger. Y aurait-il tant d'invraisemblance à ce qu'il en eût devisé avec son secrétaire, qu'il lui en eût exposé le projet au déclin de sa vie, à ce moment où son grand âge et sa faiblesse ne lui permettaient plus les réalisations immédiates? et même que, dans son incorrigible effacement, il lui eût laissé le plaisir de mettre au jour, après lui, sa pensée? Pourquoi pas? Mais non. Parce qu'alors le vertueux M. Joly n'eût jamais consenti à en usurper le mérite et qu'il l'eût reporté tout entier à son maître. Aussi la vérité, telle que je me risque à la concevoir, est-elle beaucoup plus simple. Ils sont, *tous les deux*, les pères de la cornette; ils peuvent, tous les deux, s'en partager la gloire. Et voici comment. C'est Vincent, — nous en mettrions notre âme au feu, — qui, sinon de son vivant du moins après sa mort, a dû suggérer à son disciple, au cours d'un songe, la coiffure qu'il voulait pour ses filles, en la lui dessinant, en lui en montrant le *patron*, la coupe et l'assemblage; et c'est M. Joly qui, dès son réveil, tout illuminé, s'est, au saut du lit, jeté sur sa table pour y fixer claire encore, avant qu'elle ne se dissipe, la surprenante vision. Il a compris que c'était là plus qu'un signe, mais un ordre, et, ayant reçu la commande, aussitôt il l'a exécutée. C'est bien cela, ce chef-d'œuvre, ce poème n'a pu qu'être *rêvé*.

Au vrai, cependant, quand on l'examine avec attention, en oubliant qu'on en a l'habitude, sa forme singulière est bien près d'étonner. De qui s'agit-il? De braves filles, et « de la campagne », accoutumées donc au grand air, appelées à vivre dehors, à coudoyer le peuple. Il leur faut s'enfourner dans des taudis étroits et étouffants, bas de plafond, sordides, se heurter à des poutres et se pencher sur des grabats, et laver, lessiver, balayer, faire le ménage et la cuisine, vaquer à mille travaux exigeant, avec la liberté du corps, celle du front, des yeux, des oreilles, de toute la tête... alors, en ce cas, dites-moi, est-ce qu'un bonnet rond, le plus simple et le plus léger, « à trois pièces », comme ceux des petits enfants, ne semblait pas s'indiquer, s'imposer... ou du moins quelque chose de souple et tenant peu de place, facile à mettre, à retirer?

— Au lieu de quoi, bon monsieur Vincent, grand saint

Vincent, qu'allez-vous chercher? Et vous, aveugle et touchant M. Joly, comment avez-vous pu, tout de même, sans une observation, accepter pareille chose? Mes chers Pères, si ce n'était vous, on croirait à une gageure. Regardez-moi vos innocentes filles et voyez à quoi, pour toujours, vous ne craignez pas de les condamner! A porter, pire qu'un chapeau, et même qu'un casque... une espèce d'architecture, une cathédrale de toile empesée qui brave le bon sens. Au lieu de dégager le *chef*, vous l'enserrez, le comprimez de la nuque aux sourcils. Les oreilles, vous les bouchez! La vue, des deux côtés, vous la bornez, au strict indispensable. Enfin, là où pour circuler sans encombre à travers les foules et se frotter à toutes ses souillures, se recommanderait une étoffe molle et plutôt sombre, est-ce que vous n'avez pas l'idée de cette forme haute et roide dont la pointe est faite comme exprès pour se cogner et se casser partout? Et non contents d'emprisonner de cette façon cruelle la figure de vos servantes, pourquoi en plus ces larges pans qui les gênent, dont le poids les retient de courir à leur devoir aussi vite qu'elles le voudraient? Et comment, vous toujours si sages, si économes, avez-vous choisi ce beau tissu, le plus fragile et le plus salissant qui se puisse trouver, cette étamine qui pour demeurer propre et fraîche va réclamer en lavage et repassage des soins incessants et coûteux? Vite, expliquez-nous tout cela!

Ces messieurs sourient et nous répondent :

— Calmez-vous. Sans doute, à première vue, nous paraissons avoir agi au rebours de ce qu'on attendait de notre expérience, et cependant, en établissant ainsi, — tissu, forme et couleur, — cette coiffure qui vous égare, nous n'avons pas sacrifié au plaisir de la fantaisie, ni procédé à la légère. Nous savions où nous allions, et vous n'y entendez rien. S'il a été résolu de couper, puis de cacher les cheveux de nos filles, de leur couvrir l'oreille et de mettre à leur front ce ferme et collant bandeau, c'est pour imprimer en elles matériellement, et par là moralement, la constante pensée que, sans être obligées à la réclusion, elles doivent toutefois se considérer, quoique lâchées dans le monde, comme étant, à moitié déjà, retirées de lui. Plus de boucles, donc, ni de caprices dans la chevelure! Sur la nuque et le front, rien qui dépasse et qui voltige. L'oreille, en ne percevant plus désormais la parole et

le bruit que par le tamis de la toile, apprendra sans cesse à se clore à ce qui n'est pas de son entretien : et, ne pouvant plus regarder devant elle qu'entre les deux semblants de petits murs que nous plaçons exprès contre ses joues, notre fille s'imaginera, où qu'elle soit, être toujours en un corridor tranquille et frais de nos maisons. Si, d'ailleurs, nous lui restreignons la vue sur les bords de son chemin, nous n'avons garde par devant, vers le but, de la lui limiter; nous la prolongeons au contraire, et nous permettons qu'elle aille là le plus loin et le plus haut, ce qu'indique l'extrémité de la coiffe aussi vivement dirigée et piquant en flèche, tout droit, de telle sorte qu'avec un pareil point de mire, notre bonne petite enfant ne peut faire le moindre mouvement sans viser le ciel. Tout ce qui est d'elle débouche sur lui.

« Qu'elle est bien dans cette ombre douce, le visage en retraite, abritée ainsi ! C'est l'endroit rêvé pour se sentir chez soi, n'être pas dissipée, voir sans être vue, se recueillir partout jusque dans le tumulte. On porte sa cellule. Vous prétendez que « ça n'est pas pratique » ? Interrogez nos pratiquantes ! Elles vous prouveront que rien n'est à la fois plus agréable et plus commode que cette invention. Neige, averses, soleil et vent, elle garantit de tout. Difficile à mettre ? Allons donc ! Pliée, retroussée, épinglée en un tournemain, — à peine le temps d'un signe de croix ! — Et ne dites pas non plus que cette grande coiffe, avec son envergure, alourdit mes voyageuses ; au contraire, elles les allège et les soulève en leur donnant des ailes. Restent, si délicats, les soins de blancheur, — nous en convenons, — qu'elle nécessite ! Mais justement, c'est là notre orgueil nécessaire, la coquetterie de notre pureté. En l'honneur de l'Immaculée, il fallait que nos filles fussent bleues et blanches, d'un gros bleu dans de gros habits, d'un blanc fin dans de fines coiffes, et que ce blanc, le plus parfait, le plus complet, le plus lisse, le plus uni, le plus chastement glacé, demeurât toujours, du matin au soir, à travers tout, ne fût jamais attaqué ni terni par rien, qu'il éclatât et reluisît, au front de celles qui le convoitaient, comme un virginal emblème à la couleur de leur âme sans tache.

« Et maintenant, me demanderez-vous encore, ajoute Vincent : D'où cela vous est-il venu ? — Ah ! que vous me gênez ! Le sais-je ? De mon passé, de ma vie, avant tout de Dieu, sans

que j'aie eu à le chercher. C'est toujours de lui les trouvailles. Moi et M. Joly, nous n'y sommes pour rien. Mettons, si vous le voulez, pour presque rien. Nous n'avons été que les humbles fabricants du modèle fourni. Que n'a-t-on pas conté? — Qu'un linge, afin d'obtenir du ciel une indication, avait été lancé en l'air d'où il était retombé en prenant cette forme... Rien moins! Rien moins! Cela s'est fait, comme je vous le dis, comme tout ce qui m'est arrivé, « tout bonnement et simplement ». Hé oui! si l'on s'applique à y regarder de près avec des intentions, on dégagera peut-être des similitudes, des souvenirs ou plutôt des réminiscences, on fera des rapprochements, on s'avisera, pour s'amuser, qu'il y a là dans cette coiffure, assez bien gréée, un peu de la galère, de l'ordonnance de ses voiles, et qu'elle a sa poupe et sa proue... En effet, oui, cela frappe. Après tout, il n'est pas défendu de croire que Dieu, dans sa bonté, nous ait consenti la faveur de ce petit rappel de notre aumônerie, au temps de la *vogue*, et qu'il ait voulu qu'en mémoire des pauvres forçats, la coiffe de ses filles fende et cingle à son tour... Mais, nous tenons bien à le répéter, la belle idée n'est pas de nous. Toutes les raisons et les explications que nous vous en avons servies ne nous sont venues, par grâce, qu'ensuite, enflammées du grand désir, en réponse à vos critiques, de la justifier et de la louer. Nous n'avons qu'un droit de reconnaissance.

Ainsi, d'outre-tombe, et d'en haut, nous parle M. Vincent, prosterné toujours dans son caractère, appliquant jusque dans l'éternité sa « petite méthode ». Et nous, qui contemplons alors tout ce que n'aurait jamais osé prévoir sa modestie, nous rêvons, transportés, comme à une station, à un reposoir.

Voilà donc la cornette. Depuis qu'elle a pris son vol... ce chemin parcouru! Où n'est-elle pas allée? Elle a fait, refait le tour du monde. L'univers est son circuit. Elle a plané sous tous les cieux. Internationale en demeurant française, où n'est-elle pas descendue? Où n'est-elle pas montée? Elle a plongé dans toutes les douleurs et accompli son ascension à toutes les altitudes du sentiment, de la pitié, du sacrifice, de l'art et de la poésie. Que ce soit au-dessus des yeux de velours de sœur Rosalie, ou au front d'une autre, d'une inconnue, qui n'est célèbre qu'en Dieu, partout on l'a gravée, peinte, sculptée,

honorée, chantée. Elle est courante aux annales de la Foi, aux fresques de l'Église, à l'arc-en-ciel de ses vitraux. Botticelli et Angelico sont au regret de n'avoir pu en profiter, mais du moins le bon Willette, ici, l'a cueillie, et lancée comme un papillon dans le *Parce Domine* de la Butte. Héroïque elle a été et sera toujours mêlée à l'histoire, à ses tremblements, à ses apothéoses. Guerre, épidémie, révolution, tempête, quand tous ne songent plus qu'à fuir, se tapir et dégringoler dans la cave, elle sort, elle s'éploie, devient l'oiseau perché sur le brancard, la colombe de l'arche, de la tranchée et de la barricade. Elle met des rideaux blancs à l'agonie du gueux et du soldat, leur procure une alcôve ; et à son souffle l'aviateur fracassé respire en expirant. On la rencontre, on la voit flotter dans les gares, à la portière des wagons de troisième, et dans les ports de mer, sur le pont des grands bateaux sifflant pour la Chine ou les pays noirs ; et quand « Notre Mère Supérieure » l'oblige à rester en ville, c'est pour y égayer l'école, l'ouvroir et l'hospice, être la fleur des crèches, le hennin des chapelles, ou jouer à pigeon-vole avec un troupeau d'orphelines.

Et puis, le prodige perpétuel ! Dans tous ces mouvements, dans tous ces passages, la cornette observe, et conserve intactes sa pureté, sa forme angélique, son immarcessible blancheur. Elle repousse la souillure. On n'a jamais vu, jamais, sur aucune d'elles, à quelque minute que ce soit, la plus petite tache... excepté cependant, aux jours de blessure et de mort, les taches du sang d'autrui que sa porteuse étanche, ou du sien qu'elle verse. Enfin, processionnelle, escortant, avec un bruit de feuilles, les cierges, la bannière, ou bien claquant aux jeux des enfants, aux cris de la rue, au vent de la foule, au salut des banlieues, on la vénère, on l'aime, elle est adorable et sacrée... unique. Entre les milliers de coiffes de tout genre et de toute vertu qui battent au front des religieuses, sur terre, — et aussi dans les cieux, — elle est la première. *Magnificat !* On n'a qu'à dire : la cornette, et tout le monde a compris. C'est *celle-là* ! Pas une autre. Celle de la bonne sœur, la sœur de Saint-Vincent de Paul.

HENRI LAVEDAN.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LE LIVRE DE RAISON

XV[1]

A DE JEUNES TERRIENS

... On m'a fait l'honneur de me demander de venir vous parler. Et voici longtemps que je m'entretiens en esprit avec vous, en visitant mes biens, les gens, les bêtes et les choses; avec vous qui vous destinez à la terre, à son service, à son amour, à son avenir, comme je m'y suis voué. Si vous le voulez, nous allons continuer de vive voix cet entretien, simplement, comme entre amis, au coin du feu, en vidant à petits coups un verre de vin nouveau.

Et tout de suite je veux vous dire quel enchantement je trouve dans les champs... Qu'ils soient nus, comme à cette saison, avec leurs horizons agrandis dont les rideaux des bois ne masquent plus la profondeur; nus, mais vivants toujours, où les sèves se recueillent seulement, où chaque fibre reste humide ou flexible, dans le brin d'herbe et la branche massive, promesse d'incoercible résurrection; qu'ils soient livrés à ce renouveau, au milieu des senteurs et des rayons, des calices ouverts et des ailes revenues, des brises tièdes levées avec le jour, quand tous les fruits du grand sein prodigue s'étalent ou s'érigent ou pendent, sur les houles des moissons, si unies, disent nos paysans, qu'un crible pourrait y rouler d'un bout à l'autre, sur les épaules chevelues des ceps, sur les arbres savou-

(1) Voyez la *Revue*, 15 mars 1922 — 1er décembre 1927.

reux de nos jardins qui restent bas pour que la main les atteigne... Enchantement qui croît avec les années, à qui rien ne résiste... ni les désillusions, ni les lassitudes, ni les déboires, ces ombres qui assaillent l'homme. Elles approchent. Je prends ma canne et sors; je m'enfonce dans l'espace agreste où le calme le dispute à la clarté; je contemple, je respire. Un attelage fend la glèbe, un troupeau lentement pâture, une sonnaille tinte invisible, un toit fume dans le lointain... Repos, travail, assouvissement fécond... Alors, tout se dissipe. Rasséréné, trempé d'azur et de soleil, comme rassasié d'eux, je me sens prêt de nouveau au labeur quotidien dont je vois partout l'exemple; il en devient léger; et je pense à ce que nous préparons : la nourriture du monde.

***

Nous avons semé cette année au moment propice. La semaine avant et après la Toussaint, la lune de septembre éteinte, « la paillassère », celle qui pousse à la paille au détriment du grain. Le blé a partout levé. Tombé dans ce lit ameubli de si loin; commencé en mars pour enfouir et tuer l'herbe, et le mettre en contact avec les agents atmosphériques; refait en juillet, ouvert aux effluves de l'astre pour emmagasiner de la flamme; achevé en septembre-octobre où les fumures sont mêlées à l'arène pulvérisée, au milieu de l'activité inouïe des infiniment petits, ainsi qu'on plie, replie, aère et garnit une couche humaine : il s'y est peu à peu désagrégé, incorporé, il y a préludé aux transformations merveilleuses qui le convertissent de mois en mois en fruit de vie... Il faisait beau. Il s'est hâté de germer et de se fortifier avant l'assaut de ses ennemis. Les corbeaux, nuée noire, qui s'abattent et le dévorent en grain; les petits oiseaux qui le coupent; les éléments inanimés qui le tuent à leur tour ou le pourrissent : les pluies torrentielles, les gels mordants, terribles aux pierres même. Asséché par les rigoles et les sentiers d'écoulement qui le traversent ou le bordent, il a tenu l'épreuve, et maintenant enraciné il s'enfonce en s'étalant, herbe encore, herbe drue qui annonce toutes les autres, et il attend en frissonnant déjà le baiser du printemps.

Après, vous savez ce qui arrive. Il talle, il érige autant de tiges qu'il portera de têtes; il fait sa paille, ration de l'animal;

il fleurit, des fleurs sur des pédoncules filiformes, parmi les plus fragiles de la nature, mais dressées et rigides, tant la force ascensionnelle est grande en lui et le désir de croître; il pousse ses épis et mûrit en s'abreuvant de rayons.

On le coupe, on le lie, on l'emporte. Il bruit en chemin couché sur le char comme debout au vent. On le bat, il ruisselle en cascade compacte. Et puis on le charge de nouveau, on le jette sous la meule, car il faut qu'il soit broyé pour rendre sa farine; on le blute: il faut que sa fine fleur se dépose; on le pétrit avec son levain : il faut qu'il fermente et se dilate. Enfin il passe une dernière fois par le feu, dont l'haleine restée dans le four, qui en a pâli les briques, l'embaume pour ainsi dire dans sa croûte...

Alors il est devenu l'aliment unique; également comestible pour tous, l'enfant, l'homme en son plein, le vieillard; celui qui accompagne tous les autres, accuse leur saveur, les empêche de lasser, dont on ne saurait se priver, qui prime dans la nourriture de l'homme au point qu'il symbolise l'abondance et le dénuement public et privé; on dit : cette maison n'a pas son pain, cette nation a son pain; il est devenu l'aliment sacré. L'enfant, dès qu'il le mange, apprend qu'on ne gaspille pas, qu'on ne jette pas le pain à cause de tous ceux qui en manquent...

On le porte sur la table. Craquant sous le doigt, à peine refroidi de la fournaise, il sent on ne sait quelle odeur vivante. C'est le soir, et l'heure du repas. Et le père, tête nue, tire son couteau, le même dont il façonne et dont il mange, trace sur lui de la pointe un signe de croix, achevant de le sanctifier, et l'ouvre d'un bout à l'autre d'un coup, pour voir s'il est bon... Minute pathétique où tant de peines se résument!... S'il est bon, il semble déjà que la table est servie, et, rompu, pour que chacun en ait sa part, mais entier toujours dans sa substance, il passe de main en main et de bouche en bouche...

Et c'est l'épopée du grain que vous avez signée, les premiers, en le sélectionnant, en le couchant et fortifiant dans le sillon, en le brassant sous les soleils à pic, en l'arrosant de vos sueurs, signée sur les pages épaisses du sol...

Mais ce n'est pas assez de préparer; il faut continuer pour transmettre comme nous avons reçu. L'homme appartient à un peuple, à une race, à une famille. Il naît entouré, il vit

accompagné, il meurt assisté. Il ne saurait rompre le pacte. On ne connaît que la bête des bois pour vivre et finir seule. A part le court moment de l'union sexuelle, elle s'écarte, chasse et tue à son profit, se repaît de son côté, et ruinée par l'âge ou blessée à mort, se dérobe, expire silencieusement, et pourrit dans quelque hallier inaccessible. Les autres ne l'apprennent que par l'odeur putride exhalée, trop tard pour la dévorer encore chaude... J'entends par « continuer » prendre la suite, mener plus loin l'œuvre entreprise. Il n'en est point d'inutile. Un proverbe dit, riche de sens en sa bonhomie : « Chacun son métier, et les vaches seront bien gardées. » Celui de chacun, le naturel, est le métier paternel. C'est toujours le plus facile. On l'a sucé avec le lait. Il n'y a point d'apprentissage, ou plutôt il s'acquiert en vivant, par l'enseignement, l'exemple, les propos quotidiens, le labeur lui-même qui enrichit et féconde, comme le filet d'eau goutte à goutte emplit son bassin... Il y a de plus la grâce d'état. Le pli héréditaire par quoi l'outil paraît lourd, la tâche moins longue, la répétition des actes moins fastidieuse, imprimé dans la bête même qui, fille d'une race de travail, est plus libre sous le joug, et rumine paisiblement au bout du sillon. Un de mes ouvriers a coutume de déclarer, parlant de quelque citadin aperçu : « Oh! celui-là, on ne le tiendra pas souvent par ici. La terre est trop basse : c'est bon pour nous. » Il veut expliquer que l'atavisme manque à ce passant, celui qui incline vers le sol.

Le pli marque aussi l'esprit. Plus aux champs peut-être que n'importe où. Parce que la technique y est courte et la divination tout : celle qui tire partie du sol, du temps, de l'heure, de l'aptitude de l'animal, ou décide de l'opportunité d'une semaille comme d'un traitement. C'est un éclair, sorti d'une accumulation de pressentiments aussi lointains qu'impersonnels.

S'il faut continuer le métier paternel, il le faut où l'on est... Voici un autre proverbe rustique : « Où elle est attachée, la chèvre doit brouter. » Il se complète ainsi : pour se mieux rassasier. Vagabonde, errant de pente en pente, perdant son temps à courir, à se distraire de la vue des choses, le soir vient, elle n'est pas repue encore... C'est sur le même bien que l'on se met à l'aise. Et lentement ; car rien ne se laisse pousser, ni les espèces, ni les plantes, si tardives à se sélectionner et à s'équilibrer, ni la glèbe elle-même dont les enfantements sont

saisonniers. Au propre comme au figuré, la nature ne fait point de sauts.

Sur le même bien on bénéficie des essais tentés. On entre de plain-pied dans le régime de la terre, ce par quoi elle est ici généreuse et là avare; apte ou non à telle culture; levant hâtivement ou tardivement; influencée par l'exposition; ce pourquoi elle est froide ou chaude, car la terre a sa température comme un corps vif, dont les plantes qui naissent d'elle pâtissent ou s'épanouissent. Toutes choses qui constituent la tradition du sol, non écrite, mais trouvée à chaque pas, par laquelle on se détermine, on évite les tâtonnements, nourrissant, stimulant, assouplissant son fonds, usant de lui dans une possession souveraine. Ce qui se résume dans l'expression profonde : exploiter son patrimoine... Et pourquoi changer de métier?

Naître comme une fleur, au revers du coteau paternel; venir au monde au bruit du carillon ébranlé pour tous les siens; essayer ses pas dans l'herbe de l'enclos, parmi les jeux des bêtes domestiques; grandir sans dépasser l'horizon embrassé du regard, mais peuplé des joies ingénues de l'enfance, des initiations de l'adolescence, en portant pour la première fois l'aiguillon, en taillant son premier cep, des battements de cœur de la jeunesse : amitiés commencées au berceau, amour épanoui de jour en jour avec la grâce de la femme choisie. S'établir au foyer familial comme un nid se bâtit près d'un nid sur le même arbre; le peupler à son tour; s'efforcer dans l'allégresse de cette multiplication pour que le pain s'accroisse en même temps; goûter l'ivresse d'être ensemble, au travail dans le champ, autour de l'âtre au repos, assis à la table servie, endormis sous le toit commun, lorsque tant d'autres errent par le monde, privés du logis trop pauvre ou trop étroit, tant d'autres obstinément hantés du souvenir du seuil natal! A ces joies intimes joindre les plaisirs de tous, depuis la chasse au piège jusqu'au spectacle de l'arène, divertissements du même cycle que les travaux; être surtout chez soi; n'appartenir à quiconque, souffler, fatigué, malade, s'arrêter, flâner, si l'on veut, se conduire à sa guise, vivre libre pour exprimer tout d'un mot. Vieillir, de plus en plus mêlé à son terroir, s'en aller à pas lents, au soleil, comme on a commencé, sans regretter d'avoir fini et bien fait sa journée; mourir enfin en paix, où l'on naquit, parmi les siens, à la lueur des cierges saints, entre

le buis bénit et le crucifix détachés du mur, et fermer pour l'éternité les yeux... Qu'y a-t-il de plus doux? C'est le bonheur chanté que la main de l'homme peut atteindre...

Je dis encore : quoi de plus beau que de cultiver la terre, entre la nature et elle, entre elle et Dieu, collaborateurs nés, instruments volontaires de toute fructification? La nature sans l'homme est incomplète et sauvage. Mêlée dans ses germes, aigre dans ses fruits, inachevée ou plutôt impropre dans ses races au service demandé, limitée dans sa production, enfin follement prodigue de sa substance... Ses graines jonchent les chemins, ses pollens encombrent les vents... L'homme sélectionne pour tirer la fleur de tout. Il adoucit les sucs, les marie, au point de fondre en l'une la saveur de deux pulpes; il retouche dans la fibre et le muscle jusqu'à appeler, en les hybridant, des espèces à la production, jusqu'à repétrir l'animal en le croisant, au mieux de son usage, comme l'on modèle à même la glaise; et, non content d'assister, enchanté, à ces montées printanières que j'ai dites, il les assure, les règle, les amplifie, à la manière d'un dispensateur de sèves... Mieux encore, il économise la substance, et avec moins fait lever davantage...

L'homme aide aussi Dieu. S'il ne crée pas, s'il ne peut donner le souffle, par cette intervention incessante et sagace, si fragile et éphémère qu'il soit, il nourrit, il grossit à son tour ce fleuve de la vie qui est le fleuve de Dieu, qui ne doit point baisser, dont il comble depuis le commencement le gouffre glacé de la mort... Lamartine s'écrie dans Jocelyn :

Oh! le premier jour où la plaine,
S'entr'ouvrant sous sa forte main,
But la sainte sueur humaine
Et reçut en dépôt le grain :
Pour voir la noble créature
Aider Dieu, servir la nature,
Le ciel ouvert roula son pli,
Les fibres du sol palpitèrent,
Et les anges surpris chantèrent
Le second prodige accompli...

Labeur essentiel en vérité... Avant de paraître, de festoyer, de courir au plaisir, d'allumer autant de flambeaux qu'il est

d'astres ; avant de s'enrichir, de dominer par l'or ou par le fer, d'innover dans le confort et l'hygiène, de reculer et d'élargir l'habitat humain ; avant même de bâtir des temples, des palais, des colonnes et des arcs pour servir de jalons à un peuple ; avant d'immortaliser un sourire sur une toile ; de jeter un cri qui traverse les âmes, il faut humblement vivre au sens matériel du mot, sous les espèces primordiales du pain et du vin que la terre germe seule. Vivre dans le public et le privé, en redoutant d'être à la merci du voisin, ou acculé à des échanges trop onéreux qui font pencher la balance à la manière du glaive massif du chef gaulois...

*
* *

L'époque est inquiète, incertaine de ses ressources, déficitaire en denrées comestibles. On n'ose dire le nombre d'hectares où les blés ont fait place aux pâtures, les vignes aux légumineuses, mal assolées sur ces terrains de fer, ni ceux qui retournent à la forêt, ni ceux qui restent en friche. C'est la grande pitié de la terre de France. Je parle sciemment des vignobles. Ils ont disparu plus qu'à moitié chez nous. L'appât même d'un gain assuré, la chance de compter sur un produit de luxe, incomparable liqueur, l'armagnac, n'incite pas nos gens à replanter. Si nos pères se levaient, comme les morts de la légende, pour acclamer leurs dieux ou revivre leurs amours, ils ne reconnaîtraient plus leurs sentiers familiers le long des pièces désaffectées...

Il y a pis, il y a l'abandon... Je connais une route de crête de mon pays, qui court pourtant vers la lumière, où la solitude environnante est aussi vaste que l'espace. Les cercles succèdent aux cercles d'horizon. Quelques toits la jalonnent seuls, comme des vedettes, témoignant que l'on peut vivre là, qu'on y a vécu, souffert, aimé, passé. Mais ce ne sont plus que vestiges. A perte de vue, la lande rousse monte, descend, s'étale, et dévore la terre. C'est déjà la stérilité, ce sera demain la nudité : quand les buissons et l'herbe rude même auront disparu, que les sables et les argiles affleureront, délités par les gels, rongés par les soleils, que de pâles silex jetteront des étincelles sous le pied ! Et l'ombre d'un rapace, cherchant en vain sa proie, viendra seule planer sur le désert muet...

Nous manquons de cœurs et de bras, ou absents ou à

naître... Ah ! je sais, ne pouvant les emplir, nous ouvrons nos frontières... Et arrivent des étrangers, des latins de nos côtés, légers de pécule et de bagage, mais riches d'avidité. Ils arrivent, se louent ou s'associent, et quelques-uns achètent, et se ruent sur le sol. Pour combien de temps ? Celui de dresser une tente, l'emplir, et s'en aller après? Celui de bâtir et de se fixer? Qui le dira? Ils viennent en tribu ; ils se voient, s'invitent, se divertissent entre eux. S'ils chantent, ce sont des airs natals : si quelque chose les frappe et les captive, un trait de la terre ou du ciel, un soleil couchant qui sent l'Afrique, un de ces pins magnifiques déployant son arc de bronze, ils disent : « C'est comme en Espagne » ; ou : « C'est comme en Italie »... Peu nous épousent ; moins encore se naturalisent. S'il fallait opter entre les deux patries aux prises, la naturelle et l'adoptive, où iraient-ils verser leur sang?... Qu'allez-vous faire dans les villes ? Non pas vous, mais ceux que vous connaissez, voisins, amis, proches peut-être qui, un matin, renonçant, fatigués d'avance du labeur paternel, ayant écouté on ne sait quel appel prometteur, désertent le sol, plient quelques vêtements, chaussent leurs derniers souliers et claquent la porte derrière eux. Ils partent dédaigneux. Ils croient entrer dans la terre promise en touchant la cité. Leur nombre croît sans cesse. Quand on arrive le soir dans quelque ville-capitale, un de ces centres qui ont l'air d'aspirer le pays autour d'eux, Paris surtout, attrait du monde, et que l'on assiste à la sortie des grands magasins, d'où des bataillons de jeunes hommes dévalent et grossissent tout à coup la rue comme un flot, un regret poignant vous saisit devant tant d'efforts virils perdus, tant de forces vives arrachées à la terre. Ils sont presque tous des paysans. Aucun œil habitué ne s'y trompe. Sous le feutre pincé, le vêtement à la mode, ils ne peuvent pas se défaire du balancement pris aux mancherons de la charrue.

Encore, s'ils prospéraient ! Combien s'usent, s'anémient ! L'air des rues qui ronge le marbre, l'atmosphère viciée des salles, le logement entassé, sans soleil, la nourriture rationnée ébranlent ces laboureurs grandis sous des souffles libres, dans des logis ouverts au ciel, repus à leur faim, accoutumés à l'hygiène rustique où leur santé florissait. Et combien se dévoient ! Parmi les milliers de vagabonds du pavé, les meurt de faim et de froid, déshérités même du banc de pierre

sous les ponts, où s'étendre au bruit glacé du fleuve, tous les déchus de toute condition, on ramasse en nombre des terriens, fuyards désemparés de quelque honnête enclos...

* * *

Il s'agit de résider, de s'enraciner et de devenir un maître, un chef du sol. C'est toute une vocation. On a celle du sol comme celle de la mer ou du désert... Les paysans disent : « La terre est jalouse. » Elle veut une attention, une surveillance, des soins continus, comme une sorte de tendresse qui ne souffre ni tiédeur, ni absence. On la néglige, elle cesse de se livrer; on l'abandonne, elle répond par la ruine. On doit choisir : présence réelle, active ou mésentente; pas de milieu; c'est une union à vie : aussi douce, je l'ai dit, à ceux qui la contractent avec leur cœur que pesante à ceux qui ne font que la subir. Elle est austère, elle prend tous les jours, toutes les heures. Et tout y est du côté de l'homme inquiétude et labeur; sans compter les coups du sort, la moisson grêlée qui laisse sans pain, la vendange contaminée qui donne à peine à boire, l'animal qui avorte.

Rude école de patience en vérité, de résignation et de ténacité. Parce que rien n'est acquis aux champs, et semer n'est pas récolter; parce que tout y est à longues échéances, quelque pressant que soit le besoin. On vit enfin dans une sorte d'isolement, d'où l'on ne sort que peu, pour les achats ou les courses d'affaires, ou les visites à des voisins occupés comme vous. Les jours noirs d'hiver, noyés de pluie, qui interdisent le dehors; les nuits aveugles où les éléments semblent se ruer à la fois en se lamentant, cette austérité de la résidence rurale prend son sens entier, de réclusion et de renoncement. Il y manque, certes, les plaisirs de la rue, la chaleur de pensée et de sentiment de l'agglomération urbaine, le coudoiement de la foule anonyme même, sans quoi d'autres prétendent ne point pouvoir vivre. Cela se peut pourtant. La discipline consentie trempe les forces et les volontés. A mesure qu'on l'accepte, on prend conscience de son âme profonde, et la récompense en est le goût passionné de la tâche, qui vous vient, et le juste orgueil de l'œuvre agrandie...

S'enraciner, c'est prendre pied et aussi faire souche, pousser des rejetons. Ces brins vivants sont l'espoir du bien. Le chan-

tier agricole ne se passe pas de travailleurs empressés, attachés. On conçoit une usine, un atelier où l'ouvrage cesse à l'heure fixe, s'arrête où il est, sans que le rendement en souffre; mais non pas une exploitation. Les coups de main supplémentaires, le soin immédiat, le secours inopiné sont les plus fructueux souvent sur le sillon, sur l'aire ou à l'étable. La journée n'est jamais finie. Le sommeil même est à la merci d'une alerte, d'un piétinement insolite, d'un mugissement subit qui fait croire à un accident, d'une corvée pressée qui l'écourte. Cela s'exprime par ces mots : « Le travail commande. »

On trouve encore des valets, des bouviers qui se plient à ces ordres. Mais « on les cherche », ce qui signifie : on les compte de plus en plus. Chez les meilleurs arrive un moment où la lassitude gagne, où la besogne paraît dépasser son prix, où rien ne dédommage du manque de liberté. Chez les autres, l'ennui commence avec la tâche; ils font juste, jusqu'au point où la réprimande sévirait; ils ont l'œil sur le soleil et l'oreille à la cloche. Ils quittent aussitôt. Alors, la fortune d'une maison rurale tient à ses propres fils. Ceux-là ne tirent point leur montre, ils se dépensent avec ingéniosité et gaîté, s'entêtent à la besogne, pourvoient à tout dans cet héritage aujourd'hui indivis, demain partagé. Le peuple qui souligne volontiers les leçons de la vie, en parlant de gens sans enfants, d'ailleurs exactement servis, aime à dire : « Ils sont seuls », entendez sans dévouement, sans sécurité, sans avenir.

Il reste à tirer parti de son bien, à devenir un maître, et pour ce à savoir, à prévoir, à commander. Les connaissances agricoles touchent à tout. Il ne suffit pas de savoir, par exemple, ce qu'un bouvier peut labourer de terre dans sa journée, de dix à douze kilomètres de sillons, suivant l'état du sol; ou ce qu'un ouvrier abat et façonne d'arbres de pied, dans un taillis, et d'arbres isolés, afin d'établir équitablement un prix fait. On doit pouvoir dresser en gros un devis, contrôler une bâtisse, calculer le revient et l'entretien d'un instrument, appliquer une théorie, commercer à ces bourses en plein air que sont les foires et les marchés, soumises à la fois aux influences de la production régionale et des apports étrangers. Dans le domestique même, rien qui ne soit à connaissance : pour le traitement des vins, la conservation des denrées, l'opportunité d'un semis, la ponte au poulailler, l'engrais au courtil; du

petit au grand rien qui ne soit pertinent, qui ne serve à décider et à prévoir. Or, prévoir, c'est déjà récolter...

Ce sont les choses faites à l'heure, au moment le plus avantageux pour l'exécution ou l'achat, quand même des éléments multiples concourent à l'entreprise. Je pense à ces reconstitutions de vignobles, si onéreuses que l'on rachète son fonds, où les façons culturales, le choix et l'assolement des plants, la coupe des piquets chargés en cœur, leur degré de siccité, l'apport des engrais, jusqu'au nombre d'osiers pourpre ou or qui lieront le courson futur, entrent en ligne d'année en année. Oui, prévoir, et surtout suivant ses ressources, sans engager un centime au delà, en accumulant les réserves, car l'écu emprunté a vite fait de trouer la bourse. Après quoi, vous pourrez commander... On commande par l'acte et la leçon. Par l'acte, en démontrant, outil en main, par la leçon, en expliquant au cours du travail. En peu de mots, simples et précis, car parler, c'est perdre du temps déjà, et trop parler, étourdir. Mais, quel que soit l'enseignement, si l'on se mêle à l'ouvrier, il importe de ne point se familiariser avec lui, du moins au point qu'il se comporte ensuite en égal... On y perd l'autorité qui seule anime et discipline un chantier. A ce sujet, le mot d'un de mes vieux métayers me revient : « Il faut toujours rester en tête »; autrement dit à sa place, la première, avec fermeté et tranquillité. Pour lui, il prend partout le pas : au labour, qu'il entame avec la plus belle paire; à table, où il s'avance seul au haut bout, ne permettant même pas, lorsque l'on choque les verres, que l'on touche le sien sans qu'il le tende; au foyer dont il s'empare du coin, sur un rude fauteuil façonné de ses mains. Il n'entre le dernier qu'au lit, veillant avant à tout. Commander a un autre sens encore plus haut. Il s'agit là de rémunérer, de récompenser, de secourir et de conseiller, de rendre justice et de respecter...

Le salaire, fixe et élastique à la fois, puisqu'il s'applique à la même journée pour tous et suit les fluctuations de la vie, doit être large, assez pour apporter plus que le pain, un peu de bien-être, un peu de superflu. Au delà, c'est la récompense, c'est le don. Celui-ci échappe à toute obligation, étant gratuit. Non peut-être à cette règle : donner en particulier... de peur de soulever ce murmure que suscite l'évangile sur l'ouvrier de la première et de la dernière heure, si difficile à commenter!...

L'éloge est encore une récompense. Au contraire du don, il gagne à être fait ouvertement. Les hautes natures seules se contentent de l'applaudissement secret ; le commun le veut public, comme on reçoit un insigne, une parure. Au reste, sous cette forme, il stimule l'équipe entière.

Viennent enfin le secours et le conseil. Ceci est délicat. Les uns les sollicitent, les autres les acceptent, d'aucuns ne s'en soucient pas. L'humeur, l'intelligence, la sentimentalité de l'individu, tout influe. Mais difficile ou non il faut les offrir, ne serait-ce que pour satisfaire à sa conscience, en se souvenant que tout le monde peut broncher dans sa vie, et qu'il vaut mieux subir un refus que risquer de manquer d'humanité.

En parlant de justice, j'ai voulu dire non seulement de juger avec impartialité, mais aussi selon l'intention. Il y a parfois plus d'effort et de bonne volonté dans le travail manqué de celui-ci que réussi de celui-là, adroit ou heureux, qui prend d'instinct le fil de l'ouvrage. Comme dans la parabole, votre serviteur est venu où vous lui avez dit ; il a agi ; il a droit à ce que vous mesuriez son empressement... Et l'on respecte : la pudeur chez la femme, la dignité chez l'homme. Pudeur de corps et d'âme ; dignité de pensée, de sentiment, de labeur. Plus d'un humble front qui porte des rides, avec celle de la fatigue, montre la trace de vertus quotidiennes. Mauvais maître qui ne sait pas l'estimer et le manifester. Mauvais maître qui n'a pas ces scrupules, cette sollicitude, cette générosité ; qui ne pense pas qu'être chef, c'est commander à une famille agrandie, à l'exemple des anciens eux-mêmes, les Grecs en particulier qui, doux à leurs esclaves, appelaient ce régime patriarcal : gouvernement de père.

Je termine par un court récit.

Une vieille femme, l'autre jour, une très vieille femme mourait dans mon voisinage. Elle avait été l'enfant unique de petits possédants, nantie d'un toit, d'un enclos et du vol de chapon comme terre autour. Mère, grand mère, bisaïeule, veuve depuis longtemps, elle avait maintenu intact l'héritage, et tous, chez elle et ailleurs, ne l'appelaient que la « daune », la maîtresse.

Elle agonisa lentement, mais doucement. La mort, tardive, semblait regretter de détruire ce chef-d'œuvre animé, cette

argile humaine si noblement pétrie. Elle, cependant, la sentait s'approcher. Elle avait appelé les siens à son chevet, et ses filles et ses petites-filles se relayaient pour lui tenir une dernière fois compagnie. Quand le prêtre fut parti, et que, commençant à ramener son drap sur elle, de ce geste mystérieux des mourants qui cherchent à se voiler eux-mêmes la face, elle connut que c'était tout à fait la fin, elle fit ses adieux, et remercia chacun du bonheur qu'il lui avait donné. Et puis, elle parut revenir en arrière, très loin, et, entre ses souffles qui s'espaçaient, elle dit : « Je meurs contente. Je vais rentrer dans cette terre que j'ai tant servie, la seule où je voulais dormir, où reposent ceux que j'ai aimés. Quand je descendrai au cimetière, ils m'entendront arriver. Ils m'attendent, je suis sûre, et ils remueront entre les cyprès pour venir à ma rencontre. Mon père et ma mère, et l'homme, trop tôt parti, et nos deux enfants perdus, et ceux avec qui j'ai commencé la vie, celles surtout, les amies de mon âge : Clara, que j'accompagnais à l'école, Frise, qui fit sa première communion avec moi, Romaine, ma première voisine, de moitié dans mes bonheurs et mes malheurs, comme j'étais dans les siens; et les autres aussi, que je n'ai plus trouvées un matin ou un soir sur ma route. Tout le monde sera là; et il n'y aura rien de changé, sinon que je n'entendrai plus le bruit familier de la maison. »

Elle se tut, elle expira. Et tandis que la paix infinie se répandait sur son visage, on crut voir son âme fidèle monter entre la flamme des cierges saints...

Vivons comme elle, vivons avec la terre, afin d'être dignes aussi d'appeler à notre dernière heure, du fond de leurs tombeaux, nos compagnons de sillon...

JOSEPH DE PESQUIDOUX.

L'ÉLÈVE VICTOR HUGO

« Vous êtes pour nous une énigme dont les Muses ont le secret », écrivait Alexandre Soumet à Victor Hugo, âgé de quinze ans, et dont le poème, *le Bonheur de l'étude*, venait d'être couronné par l'Académie française.

C'est ce secret que nous voudrions essayer de pénétrer. Comment s'est formé pendant l'enfance le génie de Victor Hugo? Quelles influences l'écolier a-t-il subi? portait-il en lui déjà les germes des prodigieuses moissons de son intelligence? Le poète qui s'est révélé par la suite si différent de ses maîtres et si supérieur à eux, aurait-il été une sorte d'autodidacte orgueilleux, sur qui les leçons écoutées n'auraient agi que par réaction? Comment s'est faite, pour employer ses propres expressions, « la mystérieuse ouverture de son esprit »?

Victor Hugo lui-même et ses biographes nous ont peu renseignés. Le *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie* abonde en anecdotes pittoresques et ne nous apprend presque rien sur l'esprit et le savoir des maîtres de l'élève. Victor Hugo fait revivre curieusement leur physionomie et leurs gestes, mais leur valeur et leurs tendances nous demeurent à peu près inconnues. Quant aux biographes, ils ont suivi pas à pas les souvenirs de l'écolier; il est en effet malaisé de se détacher de ces récits pleins de mouvement et de couleur, dont l'agrément nous captive, qui satisfont notre curiosité par des anecdotes, et l'éveillent rarement sur la question essentielle, la formation de l'intelligence de l'enfant. La légende y a sa part, et s'impose trop souvent comme une réalité. Un mot prêté à Chateaubriand a fait fortune : « l'enfant sublime ». Le mot n'a jamais été prononcé. L'histoire du poème couronné a été singulièrement

embellie. Il semble que ce soit presque un sacrilège de toucher à ces traditions ; nous sommes ainsi faits : quand la gloire et le génie ont consacré le nom d'un écrivain, nous lui voulons une enfance célèbre. Malgré nous, nous avons tendance à mettre une certaine proportion entre le point de départ et le point d'arrivée. Que n'autorise pas la gloire immense de Victor Hugo ?

Il est bien certain d'ailleurs que Victor Hugo enfant eut pour l'étude de merveilleux dons.

Il tenait de son père une imagination ardente et vive, attirée par l'extraordinaire, l'effrayant et le grandiose. On ne peut lire *l'Aventurière tyrolienne* du général Hugo sans être frappé de la ressemblance d'allure de ce roman frénétique avec *Bug-Jargal* et *Han d'Islande*. Il y a dans *l'Aventurière tyrolienne* une sorte de végétation tumultueuse de l'invention; la sève de l'imagination déborde; l'intrigue se ramifie sans trêve; des récits adventifs se greffent inlassablement sur les premières pousses; dans ces récits s'épanouissent des discours ou éclosent d'autres récits; l'action est ingénieusement touffue, logique et antithétique. Des scènes se détachent d'un pittoresque étrange : l'évasion de l'héroïne à travers une fissure de rocher, passage dans des galeries souterraines ignorées, traversée d'un lac au fond d'une crypte, navigation sur un torrent intérieur : on croirait que le général fait préluder son héroïne aux péripéties des héros du *Centre de la terre* de Jules Verne. Plus loin, c'est le réveil effrayant d'un personnage enterré vivant : tentures de deuil ornées d'armoiries, cierges allumés dans l'ombre, chants mortuaires. En contraste, voici le déchaînement d'une tempête cyclopéenne : une chaise de poste est enlevée comme un fétu de paille et précipitée dans les abîmes avec les voyageurs, les chevaux et le conducteur; ici, un songe avec des fantômes; là, une mine inconnue et des habitations secrètes dans les flancs ténébreux d'une montagne.

Dans ces décors fantastisques, le général Hugo, — et Victor suivra l'exemple, — fait disserter longuement ses héros : il y a tel entretien sur la sensibilité des animaux et des végétaux qui devance les théories métaphysiques de *l'Ange*, dans le poème philosophique de *Dieu*, qu'écrira trente ans plus tard le philosophe-spirite de Jersey. Nous ne savons pas si Victor Hugo eut connaissance du manuscrit de son père avant d'écrire ses premiers romans; c'est peu probable.

Si nous parlons de *l'Aventurière tyrolienne*, c'est pour montrer non une parenté d'œuvre, mais une parenté de tempérament et d'imagination. Le général Hugo, ce héros des guerres de l'Empire, n'était pas seulement un soldat; c'était un ami des belles-lettres, un écrivain original plein de timidités et d'audaces. Ses *Mémoires* sont une chronique aride, les lettres qu'il adresse à son fils au moment des *Odes* révèlent, dans les questions de grammaire et de style, une étroitesse routinière et surannée; dans l'invention romanesque, son imagination sans frein l'emportait jusqu'aux témérités.

Victor Hugo hérita de cette puissance imaginative; en revanche, il tint de sa mère une volonté nette, solide et froide. Bon, mais sanguin et prompt à la colère, le général Hugo n'apportait point dans la vie privée la fermeté et l'équilibre moral qu'il avait sur le champ de bataille. Sa femme au contraire, d'esprit solide et calme, de sens rassis et de volonté tenace, donna aux premières années de son fils l'exemple de ce que peuvent la raison et le contrôle de soi-même.

Le jeune Victor Hugo entra dans la vie d'écolier avec deux qualités précieuses, lorsqu'elles sont alliées et tempérées l'une par l'autre, l'imagination et la volonté. Il n'était pas destiné à compter au nombre de ces écoliers primesautiers qui expriment au hasard les caprices de leur pensée et se font admirer par la spontanéité et la vivacité légère de leur parole : « Victor, le jeune, écrit le général Hugo, en parlant des premières années de son fils, montre une grande aptitude à étudier. Il est aussi posé que son frère aîné, et très réfléchi. Il parle peu, et jamais qu'à propos. Ses réflexions m'ont plus d'une fois frappé. Il a une figure très douce. »

Dans quel sens Victor Hugo allait-il diriger cette imagination, cette faculté réfléchie d'attention et cette douceur qui annonçait la docilité ? Il semble bien que pendant longtemps l'attention réceptive et la docilité prévalurent sur l'imagination.

Il apprit à lire à l'école de la rue du Mont Blanc; nous n'avons pas beaucoup de renseignements sur ses premiers débuts; il ne se souvient lui-même que d'une chose, c'est d'avoir participé à une représentation de *Geneviève de Brabant* et d'avoir, sur la scène, égratigné les jambes de M^lle^ Rose, la fille du maître d'école. Quant à la pièce, il ne l'a pas comprise.

LE PÈRE LARIVIÈRE

En 1808, aux Feuillantines, il reçut les leçons du père Larivière, un ancien prêtre de l'Oratoire. Mme Hugo, dit le *Victor Hugo raconté*, envoya ses deux fils qui n'avaient pas encore l'âge du collège « à une école de la rue Saint-Jacques, où un brave homme et une brave femme enseignaient aux fils d'ouvriers la lecture, l'écriture et un peu d'arithmétique. Le père et la mère Larivière, comme les appelaient les écoliers, méritaient cette appellation par la paternité et la maternité de leur enseignement. Ça se passait en famille. La femme ne se gênait pas, la classe commencée, pour apporter au mari son café au lait, pour lui prendre des mains le devoir qu'il était en train de dicter et pour dicter à sa place pendant qu'il déjeunait. Ce Larivière, du reste, était un homme instruit; il sut très bien, quand il le fallut, enseigner le latin et le grec... Quand on voulut apprendre à lire à Victor Hugo, il se trouva qu'il le savait. Il avait appris tout seul rien qu'à regarder les lettres (Victor Hugo oublie l'école de la rue du Mont-Blanc). L'écriture alla vite, et l'orthographe aussi, et la mère Larivière s'est vantée souvent d'un évangile qu'elle lui avait dicté dans le premier semestre et où il n'avait qu'une faute, *bœuf* avec un *e*. »

Voilà tout ce que nous savons; la facilité à former les lettres ne nous surprend point, non plus que le succès en orthographe; elles sont la preuve que l'écolier avait une précoce aptitude pour le dessin et, déjà, la netteté de la mémoire visuelle.

Les souvenirs de Victor Hugo témoignent aussi de la docilité de l'enfant : il ne rit pas du déjeuner du père Larivière, il le respecte, il a conservé de lui un souvenir ému :

> ... C'était un prêtre
> A l'accent calme et bon, au regard réchauffant,
> Naïf comme un savant, malin comme un enfant.

L'élève estimait le maître et avait confiance en lui. Les progrès furent rapides. A sept ans, Victor Hugo expliquait Quinte-Curce. M. Louis Barthou possède le précieux exemplaire de Quinte-Curce, où l'écolier inscrivit son nom. Lorsqu'il quitta Paris pour Madrid et le collège des *Jeunes nobles*, Victor

avait commencé Tacite. A le juger par les résultats obtenus, le père Larivière devait être bon latiniste. Comme on aimerait à savoir quelle était sa manière de traduire et de quels commentaires, — si toutefois il en faisait, — il accompagnait les textes! Était-il un éveilleur d'idées? Il était un peu poète, et Victor Hugo nous apprend qu'il avait écrit quelques vers. Mais à en croire le *Victor Hugo raconté*, il ne serait pas intervenu dans les essais de son élève : « Les premiers vers balbutiés par Victor Hugo chez M. Larivière étaient des vers langoureux et chevaleresques, puis il avait passé au genre héroïque et guerrier. Il va sans dire que ces vers n'étaient pas des vers, qu'ils ne rimaient pas, qu'ils n'étaient pas sur leurs pieds; l'enfant, sans maître et sans prosodie, s'apercevait que ça n'allait pas, changeait, cherchait jusqu'à ce que son oreille ne fût pas choquée. De tâtonnements en tâtonnements, il s'apprit lui-même la mesure, la césure et l'entre-croisement des rimes féminines et masculines. » Sans doute, il y a là une part de vérité; par une sorte de pudeur instinctive, il arrive souvent aux adolescents de cacher jalousement leurs premiers essais. Il faut donc admettre, faute de plus précises informations, que le rôle du père Larivière a été relativement restreint : il se serait borné à l'enseignement de la grammaire française et de la langue latine.

Pour l'enseignement du latin, Larivière eut, pendant quelque temps, un auxiliaire dans la personne du comte Michel de Lahorie, condamné pour avoir participé à la conjuration de Moreau, réfugié et caché chez Mme Hugo. Lahorie faisait expliquer à Victor les *Annales* de Tacite. Si l'on en juge d'après ses notes sur la *Retraite de Russie*, récemment publiées (1), Lahorie était un esprit net, précis et curieux de documentation historique. Était-il sans imagination et sans éloquence? Il ne faut pas se hâter de conclure. Quelle erreur on commettrait en ne jugeant que sur ses *Mémoires* le romancier de *l'Aventurière tyrolienne*! Les *Mémoires* et la *Retraite de Russie* sont des rapports militaires qui ne décèlent que bien imparfaitement l'esprit de leurs auteurs.

Il semble, en tous les cas, que Lahorie fit sur l'enfant une impression assez profonde. En expliquant le début des *Annales* :

(1) Elles sont précédées d'une histoire de la campagne de Charles XII.

Urbem Romam a principio reges habuere, Lahorie aurait dit à Victor : « Si Rome eût gardé ses rois, elle n'eût pas été Rome. Enfant, avant tout la liberté! » « Ce mot, écrit Victor Hugo soixante-cinq ans plus tard en 1873, a été le contrepoids de toute une éducation. » Vraisemblablement, Victor Hugo prête à la parole de Lahorie un sens étendu qu'elle n'avait pas : elle pouvait être une simple protestation du réfugié et du reclus, en 1873, Victor Hugo voit les choses d'un autre biais. Mais le souvenir qu'il a gardé des paroles de Lahorie, l'importance même qu'il leur donne, montrent que Lahorie avait eu prise sur sa jeune âme. Et nous aimerions savoir si Lahorie, « cet homme simple, doux, austère, savant, ayant le grave héroïsme propre aux lettrés », eut quelque influence, et quelle influence, sur l'instruction de l'enfant.

L'enfant était bien jeune, il est vrai : ses goûts étaient ceux d'un âge où l'on se plaît peu aux idées générales et à l'observation philosophique. Il en subsiste un témoignage assez probant Mme Hugo aimait la lecture ; elle envoyait ses fils chez le bouquiniste Royol son voisin, avec la mission d'essayer quelques livres et de lui rapporter un volume intéressant. Royol, souriant sous sa perruque poudrée, portant culotte courte, et trottinant avec ses bas chinés et ses souliers à boucle, accueillait les enfants toutes portes ouvertes et les laissait fureter partout. Ceux-ci, choisissant au hasard dans les livres, « essayèrent » Rousseau, Voltaire, Diderot et jusqu'aux *Aventures du chevalier de Faublas*. « Ce fut sans inconvénient, ils ne s'attachèrent pas à ce qu'ils ne comprenaient pas et seules la *Bible* et les *Aventures du capitaine Cook* retinrent leur attention et restèrent dans leur mémoire. »

CHEZ LES PADRES ESCOLAPIOS DE MADRID

A Larivière, à Lahorie succédèrent les Padres Escolapios du collège San Antonio Abad de Madrid, que l'auteur du *Victor Hugo raconté* désigne sous le nom de *Collège des Jeunes nobles*.

De San Antonio Abad nous connaissons, grâce à Victor Hugo, le décor et les habitudes : dortoirs, réfectoires, heures de lever et de coucher, récréations et menus. Nous évoquons facilement l'extérieur et la physionomie des maîtres, le jeune et maigre don Bazile avec son nez en bec de corbin, ses yeux enfoncés,

son visage aux muscles immobiles et son inflexibilité glacée ; en contraste, don Manuel réjoui, bouffi d'aise, souriant, caressant et remuant : « il avait l'air d'un bourgeois à côté d'un spectre ». Nous connaissons les camarades de classe : Elespuru aux cheveux crépus, premier type d'un des fous de Cromwell, et le surveillant du dortoir, Corcova le bossu, ébauche de Quasimodo et de Triboulet. Il y a plus : le *Diario* de Madrid, du vendredi 11 octobre 1811, donne un prospectus détaillé des études et de l'état de ce collège.

On y relève plusieurs fois le nom des frères Hugo. Grâce aux indications multiples fournies par le *Diario*, et très ingénieusement disséquées et commentées dans un récent article de M. G. Lanson, nous n'ignorons rien de la constitution des classes, du nom des élèves, des exercices et de la discipline de l'établissement. Mais il est bien difficile de préciser dans quelle section fut placé Victor Hugo, et on ne relève dans le *Diario* aucune appréciation sur l'élève, aucune note de devoir, aucune place de composition. Force nous est donc de nous contenter sur ce point de ce que dit Victor Hugo lui-même. « Vu l'âge des deux élèves (Eugène et Victor), écrit-il, on leur présenta l'*Epitome* qu'ils traduisirent couramment. On passa au *De Viris*, ils n'eurent pas besoin de dictionnaire, non plus que pour *Justin* et pour *Quinte-Curce*... De difficultés en difficultés, on vint à *Virgile*, où ils furent plus attentifs et moins rapides ; ils se tirèrent encore de Lucrèce, quoique péniblement et n'échouèrent qu'à *Plaute*. Le solfège attira médiocrement Victor, mais il avait une aptitude naturelle au dessin et là encore il étonna ses maîtres. » — Notons, en passant, l'intérêt de la déclaration, surtout à propos de la musique : elle donne raison aux musiciens qu'exaspère la lecture de *Palestrina*, mais, au reste, elle ne prouve pas autre chose que le peu de goût de Victor Hugo pour la technique musicale ; il reste à sa manière le plus grand des musiciens.

Don Bazile et don Manuel étaient fort embarrassés pour leur assigner une classe : « En une semaine, ils passèrent de la septième à la rhétorique. »

Il n'y a pas lieu de croire que les deux frères aient profité beaucoup chez les Padres Escolapios, milieu étroit, soumis aux menues exigences de l'étiquette espagnole, où l'on peut soupçonner que les maîtres n'avaient pas grande culture,

et qui n'était point fait pour le libre épanouissement de l'intelligence. Au reste, à San Antonio Abad, Victor Hugo fut malade tout l'hiver, et par là, ses progrès furent retardés.

A LA PENSION CORDIER : BISCARRAT

Les études sérieuses et suivies ne commencèrent véritablement pour Eugène et Victor, que du jour où ils furent de retour à Paris et pensionnaires chez Cordier-Decotte. Le général Hugo se rendait compte du temps perdu à Madrid, et « voulant qu'on les poussât vite, il leur fit donner en dehors des classes des leçons particulières ».

L'influence de Cordier et de Decotte ne fut pas prépondérante pour les jeunes Hugo. Cordier, vieillard bizarre, passionné de Rousseau, dont il avait adopté le costume arménien, apparaît dans le *Victor Hugo raconté* comme un pédagogue peu sympathique ; toujours prisant, il cognait avec une énorme tabatière de métal sur la tête des élèves, qui ne savaient pas leurs leçons ou qui lui répondaient. C'était Decotte qui « bourrait » toutes les heures de Victor Hugo de latin et de mathématiques. Ce Decotte était un brutal : il gifla un jour son jeune pensionnaire qui demandait à sortir pour aller voir sa mère ; il fractura le tiroir de l'enfant pour y découvrir des cahiers de vers. Il se moquait des essais du jeune poète : Victor Hugo avait traduit en vers la première églogue de Virgile, et Decotte, avec l'âpreté d'un rival, fit lui-même une traduction, la lut aux élèves et s'efforça d'écraser les vers de Victor Hugo en les comparant aux siens, dont il fit valoir avec emphase la supériorité.

Heureusement, il y avait à la pension Cordier, un maître d'études, Félix Biscarrat, qui devint le confident et l'ami de Victor Hugo. Sur ce que furent les conseils de Biscarrat, nous avons quelques lumières, grâce à une plaquette de M. Louis Barthou, publiée hors commerce en 1925, dans la collection des « Amis d'Édouard, » *Victor Hugo, élève de Biscarrat*. Nous savions par Victor Hugo quel rôle avait joué Biscarrat lors du concours ouvert par l'Académie en 1817 pour le prix de poésie. C'est Biscarrat qui emmena les élèves en promenade du côté de l'Institut, les laissa en contemplation devant les lions de la place et monta avec Victor Hugo pour remettre au

secrétariat, le jour même de la clôture du concours, le manuscrit précieux dont il avait connaissance.

Biscarrat eut le mérite de découvrir avant tous le génie du poète naissant. Poète lui-même, mais poète timide, imbu, quand il écrivait, des préjugés de l'époque classique, à une date où les fausses élégances étaient partout de mode, il ne s'effraya pas outre mesure de quelques audaces de son disciple. A lire les vers de Biscarrat, on pourrait douter de la sûreté et surtout de la hardiesse de son goût; il complimentait en ces termes le jeune lauréat :

... Tu parais, et déjà franchissant la barrière,
On te voit dans la lice effacer tes rivaux.
Un dieu sourit à tes travaux,
De tes quinze printemps, il soutient le délire ;
De son plus jeune nourrisson
Sa main environne le front
Des lauriers qu'il réserve aux maîtres de la lyre.

Quelles riches couleurs naissent sous tes pinceaux !
Partout je vois dans tes tableaux
La force à l'élégance unie.
De tes vers inspirés la pompe et l'harmonie,
L'éloquence du cœur qui parle dans tes chants,
Voilà le fruit de ton génie
Et l'ouvrage de tes quinze ans.

On ne saurait être plus fade et plus conventionnel. Quel secours attendre d'un poète aussi piètre et aussi retardataire? Il semble bien que le rôle de ce maladroit disciple de Jean-Baptiste Rousseau et de Delille, devait se réduire à souligner les fautes de grammaire et de syntaxe, et à tempérer les écarts d'imagination de son élève. Et, de fait, il est sans pitié pour ses fautes de style.

Enfin, en quel état, en quel lieu qu'il soit né,

avait écrit Hugo ; Biscarrat annote : « Péché contre la langue. » Et comme, dans un poème qui a pour décor les régions arctiques, Victor Hugo avait montré, dans un antre, six petits chamois

Grimpant, sautant, et broutant à la fois,

« Cela n'a pas le sens commun, inscrit Biscarrat. Avez-vous oublié que la scène se passe en hiver et sous le pôle glacial? »

Mais Biscarrat était un esprit large; il estimait chez les

autres les qualités qui étaient les plus opposées à sa fade médiocrité; il admira chez Victor Hugo les riches couleurs et les expressions fortes qu'il lui arrivait de rencontrer. Il est charmé par des vers comme ceux-ci :

S'enivre de carnage et regorge de sang...
Et sa gorge engloutit le sang des malheureux...
Faire crier leur os sous ses dents dévorantes...
Traduction d'un passage de l'Énéide.

« Il y a dans ces vers, dit Biscarrat, une vigueur de pinceau que je ne trouve chez aucun poète. Vous égalez votre modèle, si vous ne le surpassez pas. »

On ne saurait méconnaître l'heureuse influence de Biscarrat. Comme on aimerait à connaître toutes ses annotations, à savoir ce que Victor Hugo en pensait, et s'il discutait avec lui! Comme on aimerait surtout à lire la correspondance littéraire qu'ils échangèrent quand Biscarrat eut quitté la pension Cordier! Le peu que nous savons suffit, du moins, à nous faire constater quelle aide et quel encouragement Victor Hugo reçut de son maître d'études. Certes, Biscarrat ne pouvait être un modèle, mais il était un lecteur et un critique bienveillant. L'élève Victor Hugo était loin d'être aussi confiant que son frère Eugène en son mérite poétique. Adolescent doux et respectueux, il louait volontiers les autres plus que lui-même. Rien n'est plus charmant que les vers qu'il adressait au pauvre Biscarrat, qui avait conscience de son infériorité; l'élève console le maître :

Apollon t'ornera des lauriers de la gloire,
Et, quand mon nom obscur languira sans mémoire
Tes vers l'en feront souvenir.

Touchante modestie et délicatesse instinctive d'un enfant qui sait ce qu'il doit à l'affection de son maître; à défaut d'exemples à suivre, Biscarrat lui apportait ce secours précieux : la confiance en soi.

LES MAITRES DU LYCÉE LOUIS-LE-GRAND

De la pension Cordier, Victor Hugo vint suivre, avec son frère Eugène, les cours du lycée Louis-le-Grand. Pendant deux ans, d'octobre 1816 à septembre 1818, il y fut un excellent élève.

« Nous venons, écrivait-il à son père en 1817, et non sans un légitime sentiment de fierté, nous venons de repasser toute l'arithmétique, et, toutes les fois que nous avons été appelés au tableau, nous avons eu les numéros les plus élevés, tels que 15, 16, 17 et 18 ; nous avons eu dans les compositions les meilleures places, quoique pour la géométrie nous nous trouvions les plus faibles de la classe ; enfin M. le professeur lui-même nous a souvent adressé des paroles flatteuses sur notre travail et notre application. En philosophie, tous les devoirs que nous avons présentés ont été notés *bien* et *très bien* et nous ont pareillement attiré des choses flatteuses de la part de M. le professeur. »

L'enseignement du lycée Louis-le-Grand a laissé dans l'esprit de Victor Hugo des traces ineffaçables. Un Voltaire ne s'est jamais départi de l'élégance classique qu'il tenait de l'éducation reçue chez les Jésuites. Chez Voltaire, l'influence de Louis-le-Grand a été profonde ; il y était interne, et bien qu'il ait été quelquefois indiscipliné, l'esprit de la maison le pénétra tout entier ; sa correspondance témoigne des rapports affectueux qu'il garda avec ses anciens maîtres et de la déférence qu'il conserva à leur égard. A lire les œuvres de Victor Hugo, la puissance et l'individualité du génie montrent bien moins dès l'abord les liens qui l'unissent à la discipline du lycée qu'il fréquenta ; mais ces liens apparaissent cependant pour qui veut bien étudier de près le milieu universitaire de Louis-le-Grand en 1816-1818 et se rendre compte des directions qu'a pu prendre la pensée de l'adolescent en écoutant la parole de ses maîtres.

Élève externe, Victor Hugo se trouvait sans rapports journaliers avec le proviseur et le censeur. Aucune affinité ne l'attirait d'ailleurs vers le proviseur Louis-Gabriel Taillefer, un homme austère et droit, mais un attardé de l'ancienne théologie, esprit raisonnable et méthodique, auteur d'une froide traduction de l'ouvrage de l'Anglais Pointer, *les Preuves du Christianisme*. Orthodoxe grammairien, Taillefer avait publié un *Traité de la ponctuation*, et disciple exact des régents du XVIII^e^ siècle, un *Traité de rhétorique*. Rien dans ses œuvres qui révélât l'originalité ou sollicitât l'imagination.

Tout autre était le censeur de Guerle, directeur des *Veillées des Muses*, héritier spirituel des *poetæ minores* du XVIII^e^ siècle,

plein de fantaisie et d'esprit dans son *Éloge des Perruques* et qui ne s'interdisait pas non plus ces sujets badins et légers qui plurent à Parny et à l'abbé Grécourt. Victor Hugo eut-il connaissance du poème de *Phryné devant l'Aréopage* et y lut-il des vers comme ceux-ci :

Vous connaissez ces deux formes jumelles
Qu'en demi-globe, à l'ombre de ses ailes,
L'Amour assied sur un trône pareil,
Pommes de neige où couvent étincelles.
La gaze y voit, loin de l'œil du soleil,
Poindre à quinze ans la fraise au teint vermeil.

Ils n'étaient point pour déplaire au futur auteur des *Chansons des rues et des bois*. L'élève Hugo faisait parfois lire à Biscarrat des vers auxquels aurait souri la Muse du censeur de Guerle :

Par deux portes, l'on peut m'en croire,
Les songes viennent à Paris,
Aux amants par celle d'ivoire,
Par celle de corne aux maris.

En tous les cas, lorsque le jeune poète fut, pendant son séjour à Louis-le-Grand, couronné par l'Académie, et vit son poème sur *le Bonheur de l'Étude* honoré d'une mention, il est impossible que de Guerle n'ait pas joint ses félicitations à celles de Maugras, le grave et docte professeur de philosophie. A Louis-le-Grand tous les maîtres de Victor Hugo applaudirent affectueusement au succès du lauréat. La largeur d'esprit des professeurs y contrastait singulièrement avec la sévérité jalouse d'un Decotte et le poète naissant vivait à Louis-le-Grand dans une atmosphère de bienveillance.

Les élèves sont prompts à saisir chez leurs maîtres les manies et les petits ridicules : ils en font souvent des portraits-charges où il y a de l'esprit et de l'observation. Grâce au *Victor Hugo raconté*, nous voyons revivre sous nos yeux, vivante et pittoresque, la physionomie de tous les professeurs du jeune Victor. Celui-ci, pointant en avant son gros nez irrégulier, trousse sa robe pour aller de la chaire au tableau comme s'il traversait un ruisseau : c'est le père Guillard, professeur de géométrie. Cet autre, volubile et dégingandé, jongle avec les

chiffres comme un escamoteur avec des muscades : c'est Lefébure de Fourcy qui enseigne les mathématiques. Laran, mince et long personnage, distillant l'ennui, développe son cou comme un télescope, lorsqu'il se lève de sa chaire. Enfin, voici le philosophe Maugras ; il se dispensait de porter la robe, il arrivait en classe portant cravate blanche et redingote boutonnée jusqu'au cou. Avec son visage troué par la petite vérole, Maugras ressemblait à Mirabeau ; il le savait et se plaisait à en imiter les gestes et l'attitude. La galerie est amusante, et ces portraits soulignent tout au moins la précocité du don d'observation visuelle chez Victor Hugo.

Il n'est pas impossible de distinguer quelque peu le profit intellectuel que Victor Hugo tira des leçons de ces professeurs dont l'extérieur si disparate révélait des esprits de nature bien différente. Laissons de côté le cours de sciences de Laran ; Victor Hugo ne s'y intéressa pas : pendant la classe, il se faisait de ses livres, de son encrier et de sa casquette un rempart, et, se croyant invisible et à l'abri, il lisait le *Génie du Christianisme* de Chateaubriand. Un beau jour, Laran le surprit. Peut-être était-ce l'heure où, emporté par son admiration et son rêve, l'adolescent écrivait sur son cahier : « Je veux être Chateaubriand ou rien. » Un livre romantique, c'était grave ! Si encore Victor avait lu *les Preuves du Christianisme*, traduites par le proviseur ! La discipline de Louis-le-Grand était sévère et le lecteur de Chateaubriand fut menacé d'exclusion.

Mais Laran fait exception. Les autres cours de sciences séduisirent Victor Hugo : il aimait la vérité concrète ; il lui plaisait de se former, pendant la leçon, des images précises qui se fixaient dans sa mémoire. Il se souvint toujours que le père Guillard commençait sa leçon sur les polyèdres en disant : Regardez mon nez. Il sut gré à Thillaye, son professeur de physique, d'avoir mené ses élèves dans son cabinet de l'École de Médecine pour leur montrer sa longue vue et leur expliquer, pièces en mains, des phénomènes d'optique ; s'il comprit vite la théorie des angles d'incidence et s'il eut une notion exacte des lois de l'élasticité des corps sphériques, c'est parce que Thillaye, en exécutant des carambolages sur un billard, fit une leçon « amusante et palpable ». Avant tout, Victor Hugo veut *voir*, et pouvoir imaginer. Car il transporte l'imagination partout : il épouvante Lefebure de Fourcy par sa téméraire faculté

d'invention en mathématiques. Il obtient dans la classe de physique de Thillaye le cinquième accessit au Concours général; c'est que le sujet donné était *la Rosée*, la rosée, phénomène palpable et poétique, bien fait pour plaire au futur poète de la nature et au futur métaphysicien curieux de ses lois secrètes.

Un caractère très net de l'esprit de Victor Hugo se précise donc à Louis-le-Grand sous l'influence de maîtres qui paraissent avoir eu les idées pédagogiques de Jean-Jacques Rousseau. Ils aiment les méthodes empiriques et sur ce terrain Victor Hugo les suit volontiers; mais il est rebelle à l'abstrait; de là ses malédictions contre les mathématiques pures qu'il suit avec peine et seulement pour faire preuve de docilité.

. . . . . Je maudissais Bézout...
J'étais alors en proie à la mathématique!
Temps sombre! Enfant ému du frisson poétique,
Pauvre oiseau qui heurtait du crâne mes barreaux.
On me livrait tout vif aux chiffres, noirs bourreaux;
On me faisait de force ingurgiter l'algèbre,
On me liait au fond d'un Boisbertrand funèbre;
On me tordait depuis les ailes jusqu'au bec
Sur l'affreux chevalet de l'X et de l'Y.
Hélas! on me fourrait sous les os maxillaires
Le théorème orné de tous ses corollaires;
Et je me débattais, lugubre patient
Du diviseur prêtant main-forte au quotient.
De là mes cris.

Pareil à ces auditeurs de musique qui ne goûtent la complexité et l'ordonnance des sons que dans la mesure où la phrase musicale se prête à une transposition en visions et à une création de tableaux, Victor Hugo cherche à transformer plastiquement les leçons de mathématiques en évocations concrètes où s'ébauchent des images avec des lignes et des couleurs :

...Le calcul, c'est l'abîme.
Vision de l'abstrait que l'œil ne saurait voir...

Et pourtant il essaie de regarder; une vision s'esquisse :

Espèce de squelette obscur de l'équilibre,
L'énorme mécanique idéale construit
Des figures qui font de l'ombre sur la nuit...
Là pèse un crépuscule affreux, inexorable;

L'inconnu, roc hideux que rongent des varechs
D'A plus B ténébreux mêlés d'X et d'Y,
Sommes, solutions, calculs où l'on voit pendre
L'addition qui rampe, informe scolopendre...
Sombre enchevêtrement de formules fantômes...
Ces hydres, qui chacune ont leur secret fatal,
S'accroupissent sur l'ombre, inerte piédestal,
Où se traînent, ainsi qu'échappés de l'Érèbe,
Les monstres de l'énigme errant autour de Thèbe.
Mathématiques !...
O Chapelle sixtine effrayante des nombres,
Où ces damnés, perdus dans le labeur qu'ils font,
S'écroulent à jamais dans le calcul sans fond,
Précipice inouï, quel est ton Michel-Ange ?

Toute la Lyre.

Et il y a plus de deux cents vers sur ce ton. Sans doute, l'élève de Guillard et de Thillaye n'est pas encore ce Michel-Ange : il faut, pour de pareilles fresques, une science verbale qu'il n'a pas encore. Mais on peut croire que ce sont là les visions qui le hantaient pendant les classes. Déjà, pour emprunter une expression à son neveu, le comte Léopold Hugo, Victor se crée « une mathématique et une géométrie *romantiques* », où les chiffres et les figures ont des âmes et des aspects. A tout prix, il lui faut contempler du concret. Aussi bien, les sciences d'observation, toutes celles qui touchent à la vision de la nature, ont-elles pour lui un instinctif attrait. J'ai vu à Guernesey son *Bézout* d'écolier, ce *Bézout* maudit qu'il avait pourtant conservé et, non loin de *Bézout*, toute une bibliothèque savante sur l'astronomie, sur les courants atmosphériques, sur la direction des ballons; et j'ai pu penser que l'enseignement de Louis-le-Grand n'était pas étranger aux splendeurs précises d'*Abîme*, non plus qu'à l'imagination scientifique de *Plein ciel*, ces joyaux de *la Légende des siècles*, où se retrouvent les richesses et peut-être aussi un peu de cette témérité d'invention qui épouvantait Lefébure de Fourcy.

Ce n'est pas seulement en physique que Victor Hugo fut jugé digne d'être admis au Concours général, il y fut envoyé en philosophie. « Je compte sur vous, lui avait dit Maugras ; quand on a eu une mention à l'Académie, c'est bien le moins qu'on ait un prix à l'Université. » Victor Hugo n'a pas été juste

pour Maugras : « Son enseignement, dit-il, concluait au matérialisme. » Il suffit de lire le cours de philosophie de Maugras, cours qui a été publié et qui a eu plusieurs éditions, pour se rendre compte de la méprise de Victor Hugo. Sans doute le cours de philosophie de Maugras n'est pas tributaire de la théologie : Maugras n'explique pas l'origine des idées innées par la révélation, comme la plupart des écrivains classiques le faisaient alors. Mais Maugras est nettement spiritualiste. Que l'on consulte les rapports des différents proviseurs de Louis-le-Grand qui ont transmis des notes sur Maugras : tous s'accordent à louer l'excellence et la sûreté de ses principes religieux. Victor Hugo ajoute : « Sa classe était moins nombreuse que celle du père Guillard, et il prouvait sa philosophie autrement que par son titre en expliquant la théorie des sensations aux banquettes. » Aux banquettes! quelle exagération! Victor Hugo se souvient sans doute qu'en 1815, un an avant son entrée au lycée, on supprima le Concours général en philosophie à cause du petit nombre des élèves. Mais la désertion avait été moins grande à Louis-le-Grand que partout ailleurs et Maugras avait protesté : « Pourquoi donner gain de cause à des élèves qui, dans les événements politiques, ont trouvé des prétextes de relâchement, d'indiscipline et de dissipation? Il est de notoriété publique que nos classes n'ont pas été interrompues, qu'il est resté bon nombre d'élèves fidèles à leurs devoirs et qui, par leur assiduité exemplaire et leur courageuse application, ont acquis des droits particuliers aux récompenses solennelles. »

J'ai eu entre les mains le rapport de Maugras en 1816 sur sa classe ; le voici :

« La classe de philosophie établie dans les collèges n'étant ni exigée, ni encouragée par les statuts universitaires, on ne doit pas s'étonner que le nombre des jeunes gens qui *achèvent* le cours soit beaucoup plus petit que le nombre de ceux qui le commencent. Aussi arrive-t-il tous les ans qu'à fin du premier semestre la classe a perdu plus de la moitié de ses auditeurs « indépendants » qui n'ont pas la constance de suivre pendant une année un enseignement qui n'est nullement nécessaire, ni pour être gradué, ni même pour être professeur de Faculté. Notre classe, moins nombreuse cette année que les années précédentes, a compté 70 élèves pendant plusieurs mois ; et,

après avoir éprouvé les désertions ordinaires, elle se trouve aujourd'hui réduite à 32 disciples, dont quelques-uns suivent avec intermittence. »

Trente-deux élèves ! nous sommes loin des banquettes vides. Victor Hugo a-t-il gardé rancune à Maugras de n'avoir pas su ses leçons? « La gloire académique, nous conte-t-il, n'empêche pas la puérilité. M. Maugras était frappé et reconnaissant de l'attention profonde avec laquelle Victor prenait des notes pendant qu'il parlait : c'est que Victor s'était imposé la loi de commencer toutes les lignes de chaque page par une même lettre, *a* ou *d*, ou une autre, ce qui exigeait une attention soutenue; il fallait espacer ou resserrer les mots pour que la lettre tombât juste. Victor Hugo ne se laissait pas distraire de ce soin important et était cité comme un modèle d'application. Malheureusement, M. Maugras l'interrogeait quelquefois et s'apercevait qu'il n'avait rien entendu de ce qu'il avait si bien écouté. »

Il se pourrait bien que Victor Hugo eût cédé là à ce besoin qu'ont les grands hommes de déclarer par instants qu'ils furent de mauvais élèves, afin de faire mieux admirer le chemin parcouru par leur génie. Sans doute, il se calomnie. Est-ce que vraiment tous les mérites de Maugras lui ont échappé? L'élève n'a-t-il pas été frappé, lui si fier et si indépendant, par telle leçon de Maugras sur la liberté d'opinion : « Tout gouvernement, disait Maugras, qui proscrit et persécute une croyance ou une opinion, est tyrannique. La vérité et la justice sont les centres de gravitation de l'espèce humaine; c'est la tyrannie qui l'éloigne de cette direction, c'est la liberté qui l'y ramène. » N'a-t-il pas senti le courage qu'il y avait, en 1816 et en 1817, à professer pareille doctrine, ou bien le royaliste ultra qu'était à cette date le jeune Victor, enthousiasmé comme sa mère par le retour des Bourbons, a-t-il été offensé de l'irrévérence de son professeur? Mais d'ordinaire, l'homme fait du *Victor Hugo raconté* n'épouse pas les opinions de l'enfant qui fut le fanatique admirateur de la royauté. Que d'affinités entre ce que fut Maugras en 1810 et ce que sera Victor Hugo après 1852! Le protestataire acharné que fut Maugras et dont l'inflexible devise était :

Nullius addictus jurare in verba magistri

pourrait tendre la main à l'exilé qui disait :

Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là.

Même fierté stoïcienne chez tous les deux : de la chaire de Maugras et du rocher de Jersey se sont élevées d'analogues paroles d'indépendance et d'indignation. Victor Hugo à Jersey, c'est l'écho, tumultueux et sonnant en fanfare romantique, de la voix grave et têtue de Maugras.

Mais, comme l'avoue Victor Hugo, il restait chez lui de la puérilité ; et Victor Hugo n'aurait pas été de son âge si, parmi les paroles graves, les plus belles ne lui avaient quelquefois échappé. Il se peut que, descendu pour jadis dans sa mémoire subconsciente, l'enseignement de Maugras ait porté ses fruits beaucoup plus tard et à l'insu même de Victor.

L'élève Hugo est en 1816 plus artiste que philosophe ; et si nous voulons assister à l'éclosion de sa personnalité, c'est à la pension Cordier qu'il nous faut retourner. Ouvrons le tiroir qu'a fracturé Decotte : il est encombré de cahiers : il y a des recueils de thèmes et de versions dont quelques pages sont surchargées d'illustrations. Ces dessins à la plume sont pleins de vie et de mouvement, mais ils sont dans la manière des lithographes de la Restauration. Rien n'y révèle la manière vigoureuse du dessinateur des voyages au Rhin et l'on y chercherait vainement des jeux antithétiques d'ombre et de lumière. Le jeune Hugo voit à la manière des artistes de son temps.

CAHIERS D'ÉCOLIER

Le plus intéressant des cahiers est une liasse volumineuse reliée par des ficelles : *Poésies diverses 1816-1817*, avec cette épigraphe, où s'affirme la modestie du débutant :

J'ai quinze ans, j'ai mal fait, je pourrai faire mieux.

Le cahier contient quarante-six pièces ; la majeure partie de ces pièces ont été publiées dans les articles de M. Louis Barthou et de G. Simon, — plus une tragédie, *Irtamène*, le scénario d'une autre, *Athélie*, et un poème épique, *le Déluge*. Les traductions de Virgile sont particulièrement suggestives : elles sont déjà pleines de beautés, et le plus remarquable, c'est peut-être le choix des passages fait par l'élève : l'*Achéménide*, parce qu'il y a là l'histoire du Cyclope géant Polyphème, l'*Antre des Cyclopes*, parce que le décor est éclairé par l'incendie des four-

naises, qu'il y retentit des bruits d'enclume et qu'il s'y profile des apparitions sculpturales :

Sous leurs vastes efforts, l'antre tremblant résonne...
Il frappe... Soulevé par leurs bras vigoureux,
Le marteau bondissant sur le métal sonore,
Tombe à coups cadencés... remonte... et tombe encore.

Puis c'est l'épisode connu, où apparaît le monstre géant Cacus; il en retouchera quelques vers pour *le Petit roi de Galice*, où il montre Rostabat

Crachant les grognements rauques d'un sanglier (1)

Il tombe. . . . . .
Laissant nu son poitrail de prince carnassier,
Cadavre au ventre horrible, aux hideuses mamelles... (2)

Déjà, comme le dira plus tard Baudelaire, déjà « la force l'enchante et l'enivre; il va vers elle comme vers une parenté; c'est une attraction fraternelle ».

Mais l'aspect et la grâce de la nature le séduisent aussi : comme les Cyclopes, ses frères, il martèlera des œuvres d'airain, mais il sera de ceux qui chantent le soir sur le Pinde ou devant la mer, comme Polyphème assis dans le crépuscule. Il est déjà tenté par les douces sonorités de la flûte pastorale : il traduit *Tityre et Mélibée*; il traduit, ou plutôt il adapte largement, entraîné qu'il est par l'inspiration, le *Vieillard du Galèse*.

Par-dessus tout il a, dès cette date, le sens de la couleur et du rythme : et c'est dans Virgile que le jeune écolier trouve toutes les coupes, tous les rejets, tous les effets rythmiques du poète de la *Légende des siècles*. Comme Ronsard fit jadis pour les strophes lyriques de Pindare et d'Horace, Victor Hugo s'efforce déjà de transposer tous les procédés de l'hexamètre virgilien à l'alexandrin français.

Victor Hugo, élève consciencieux, ne dérobait pas à ses devoirs le temps qu'il consacrait aux Muses. Si Biscarrat était indulgent, Decotte ne l'était guère; mais déjà l'enfant avait besoin de peu de sommeil. Le soir, ses besognes d'écolier une fois achevées, il montait dans sa chambre, et, là, autre Amyot, s'éclairant avec des débris de chandelles, et dissimulant sa lumière, il s'abandonnait à son génie.

(1) *Insueta rudentem.*
(2) *Informe cadaver villosaque setis — Pectora semiferi.*

Comme on aimerait retrouver cette petite chambre de la rue Sainte-Marguerite! Quel émouvant et respectueux pèlerinage on y ferait et quel charme il y aurait à y évoquer le jeune adolescent! Le voici tel que l'a peint Deveria dans ce délicieux portrait que possède M. Barthou, avec ses longs cheveux blonds qui encadrent sa tête, son regard profond et candide, son front élevé et ses lèvres frémissantes. Je l'imagine penché sur ce Virgile de l'édition Herhan, que j'ai tenu pieusement entre mes mains à Guernesey : il lit l'épisode de Cacus...

> Sait-on à quel moment au juste le dieu passe?
> Il lit... le germe obscur descend au fond de l'âme...

Cacus, le monstre meurtrier, est pareil aux reîtres et aux tyrans de la future *Légende*; Cacus ne veut rien laisser d'inosé dans le crime et la trahison :

> *Ne quid inausum*
> *Aut intractatum scelerisve dolive fuisset;*

mais voici venir le libérateur puissant,

> *Ecce Tyrinthius... aderat,*

et je songe qu'à cet instant les tyrans, les Infants d'Espagne du *Petit roi de Galice*, les princes et les rois avides de *Masferrer* et d'*Elciis* et les chevaliers vengeurs, autres Hercules, Roland, le Cid, Eviradnus, tous ces héros flottent obscurément en puissance dans l'imagination de l'enfant, et, semblables aux gloires futures de Rome, qui glissent dans les limbes au sixième livre de l'*Énéide*, peuplent de leurs fantômes légers la pénombre de la chambrette, mal éclairée par la chandelle, où veille le grand poète futur.

Mais cette évocation, c'est l'avenir. Pour l'instant, l'écolier est un classique docile à ses maîtres; on distingue chez lui des tendances personnelles, mais peu de réalisations. A qui revient vers ces ébauches d'écolier les oreilles pleines des magnifiques et triomphales sonorités de l'épopée hugolienne, elles apparaissent comme de bien pâles images de son inspiration à venir. Non point que ce soit les balbutiements d'une Muse puérile qui se cherche et s'égare. Au contraire, ce sont des œuvres achevées à l'école de maîtres qui pensaient et rimaient à la manière des poètes du XVIII^e^ siècle. Les épitres du jeune Victor sont celles de Voltaire adolescent : même précocité sans doute,

mais aussi même facilité un peu banale. Il envoie des vers à Mme Lucotte dont il admirait la beauté et s'excuse de ne pas être meilleur poète :

J'entends... Mais, direz-vous, cette timide lyre
Aurait dû, ce me semble, en cet aimable jour
M'exprimer ton sincère amour.
— Avant de m'accuser, commencez à me lire,
Mon cœur suffit pour vous aimer,
Ma voix suffit pour vous le dire,
Mais, hélas ! pour vous l'exprimer,
Madame, quelle voix pourrait jamais suffire ?

Ces vers sont charmants et non sans élégance ; mais il faut bien avouer qu'ils sont singulièrement « romance », et la lyre du jeune Victor emprunte ses fleurs à quelque bouquet à Chloris.

Dans le genre épique, les vers du *Déluge* ne dépassent pas ceux de la *Henriade* :

Déjà de l'Océan les flots tumultueux
Portent de tous côtés leurs coups impétueux ;
Soudain le ciel se fond en des ruisseaux de pluie.
Au milieu des forêts, d'un immense incendie
Les effets sont moins grands, moins désastreux, moins prompts ;
L'onde emporte, détruit, ravage les moissons,
Se répand dans la plaine, et dans une journée
Anéantit, hélas ! le travail d'une année...
Cependant par les mers, les plaines sont couvertes,
Les monts sont entourés, les villes sont désertes.
D'un tonnerre lointain les éclats redoublés
Augmentent la terreur des mortels accablés
Et des flancs sulfureux d'une effroyable nue
L'ombre au loin se répand sur la terre éperdue.

Le style en est pauvre et la rime n'est pas riche : c'est encore une fois la rime de Voltaire, la monotonie des adjectifs et des participes à la fin des vers, l'épithète noble, mais imprécise et conventionnelle ; c'est aussi la fausse élégance de la périphrase à la Delille et ces agaçantes inversions qui passaient pour des audaces poétiques. C'est une fade imitation de ce que pouvaient admirer le père Larivière et Biscarrat ; c'est le ton et le style des poèmes que l'Académie récompensait en 1817.

Ainsi donc, né avec de l'imagination et de la volonté, l'élève Victor Hugo a, par l'application de sa volonté, plié son imagination à suivre l'exemple de ses maîtres. Quels qu'aient été ses goûts personnels, il a fait sienne avec docilité leur manière de penser et d'écrire. Poète ou dessinateur, il a été un imitateur des œuvres de son temps. Il a égalé sans peine les modèles qui lui étaient proposés. Nous pouvons croire qu'il ne l'a pas fait sans arrière-pensée ; sa nature sans doute l'inclinait vers d'autres conceptions ; nous retrouvons dans le scénario d'*Irtamène* et dans celui d'*Athélie* la tumultueuse invention et la fantaisie débridée des romans de son père. Mais, venu à l'exécution, l'adolescent croyait devoir se soumettre aux exigences du goût contemporain ; il s'y appliquait en conscience et s'interdisait les audaces. Élève studieux, discipliné, modeste, respectueux des règles et des maîtres, il semble avoir refoulé à dessein les témérités de son génie naturel. Il n'a même pas profité de l'indulgence de Biscarrat pour se révolter contre les sévérités de la discipline classique. L'on pouvait s'étonner de sa précocité, mais non de son originalité.

Pareil à plus d'un de ces peintres illustres qui se signalèrent à l'époque de leur maturité par leur hardiesse et leur mépris des procédés traditionnels, mais qui commencèrent par dessiner classiquement des académies, Victor Hugo fut tout d'abord un disciple obéissant qui prit ses sursauts d'indépendance pour des fautes de goût et fit confiance à tous ses maîtres.

Il avait déjà cette âme de cristal prompte à s'émouvoir à l'unisson des sons ambiants, mais il n'était pas encore l'écho sonore et magnifique qui transforme et agrandit : il se contentait d'être un écho exact et scrupuleux. Il offre aux jeunes poètes une profonde leçon : il leur montre que le génie ne naît pas nécessairement dans le débridement et le dérèglement de la fantaisie, dans l'incohérence et dans la rébellion contre le passé. Victor Hugo a obéi avant de commander : il a été disciple avant d'être chef d'école.

Plus que Lamartine et tout autant que Musset, l'élève Victor Hugo fut un excellent élève, ni rebelle ni présomptueux. Il faut en prendre notre parti, il n'y a rien de véritablement extraordinaire dans le cas de l'élève Victor Hugo. La naissance du génie de l'auteur de *la Légende des Siècles* ne fut pas une brusque et fastueuse aurore, mais une aube douce et dis-

crète : le monde se révéla à lui sans déformation, il regarda toutes choses avec des yeux pénétrants, certes, mais des yeux d'enfant raisonnable et sage. Ces premières et claires années, quand on songe à la probité et la fermeté de la volonté de l'élève ainsi qu'à sa chasteté morale, gardent un rayonnement pur et une sorte de charme attendrissant. N'altérons pas ce charme par des anecdotes suspectes : la réalité vaut mieux que la légende.

S'il a mérité que la postérité consacre l'épithète légendaire d' « enfant sublime », il le doit, plus qu'à son génie, à la puissance de sa volonté, à son étonnante capacité d'application et de docilité.

Nous ferions fausse route en cherchant dans l'élève le romantique de 1827 ; c'est après 1818, pendant les dix ans qui précèdent la préface de *Cromwell*, que s'élaborera véritablement le génie du poète et du romancier. Victor Hugo a, pendant cette période, subi de nombreuses influences. *Bug-Jargal* n'est point une nouveauté pour qui s'est enquis de toute la littérature négrophile antérieure. Plus d'une page de Loaisel de Tréogate laisse prévoir la manière de *Han d'Islande*. Les *Méditations* de Lamartine ont précédé les *Odes*. L'influence des arts plastiques et des artistes qu'il fréquentait a été considérable sur la vision et le goût de Victor Hugo, et cette influence est sensible dans *Notre-Dame de Paris* et, depuis les *Orientales*, dans tous les recueils lyriques qui suivirent.

Mais quels qu'aient été les précurseurs de Victor Hugo, parmi les artistes et les écrivains, il leur fut supérieur toujours ; car à la discipline classique il dut ce qui manquait à tous alors : la netteté et la vigueur de la forme. C'est parce qu'il fut, sous cette discipline, un élève appliqué, docile et consciencieux qu'il resta toujours un incomparable écrivain respectueux de la langue et de la syntaxe, qu'il eut le goût et perfectionna le don des trouvailles et des bonheurs de l'expression et qu'ainsi à toutes les audaces de l'école romantique, discréditées chez tant d'autres par l'incertitude et la fadeur du style, il put donner la séduction souveraine de la clarté et de la force verbales.

PAUL BERRET.

RÉFLEXIONS SUR L'ÉLITE

L'ÉLITE, mot prestigieux qui caresse si bien une oreille latine, si prestigieux, qu'on en a, sans doute, abusé quelque peu au cours de ces dernières années. Terme flatteur, chacun le définit un peu à sa manière, et sans doute pas trop défavorablement pour soi. Terme de bonne compagnie, il sonne mieux aux oreilles sensibles que ce vieux mot de bourgeoisie qui soulève moins d'enthousiasme.

Mais c'est encore et surtout l'expression incomplète d'une espérance, peut-être d'une déception ; nostalgie d'une hiérarchie légitime dont on sent davantage le besoin à l'heure trouble du péril ; appel instinctif vers une autorité à la fois morale et technique, dont on attend les avis, les conseils, et peut-être la discipline.

Le besoin d'une élite, ce n'est pas en France seulement qu'on le ressent : l'Europe tout entière, et même l'Amérique scrutent avec la même anxiété le même problème.

Quiconque possède un niveau suffisant de culture intellectuelle, certaines qualités de caractère, ou des traditions assez fortes pour en tenir lieu, une certaine éducation, se rend volontiers cette justice secrète qu'il est un homme d'élite. Il ne faut pas lui chicaner cette innocente satisfaction ; dans la plupart des cas, il a parfaitement raison. Il est incontestable que la France est particulièrement riche en hommes de cette qualité ; il n'est même pas téméraire de penser que sa richesse à cet égard surpasse de beaucoup celle des autres nations. Cela

tient à mille raisons : au penchant naturel du Français pour les idées générales et la culture désintéressée, à son goût pour une certaine sincérité dans les sentiments, à l'héritage d'une vieille et noble tradition, à la survivance des études classiques, à la discipline intellectuelle des humanités, au maintien partiel d'une culture spirituelle, et surtout à la prodigieuse faculté d'ascension et de progrès individuel d'une race dont on a pu dire, à juste titre, qu'elle était une race d'aristocrates.

Sans diminuer en aucune manière les exceptionnels mérites d'une jeune nation, à qui l'humanité devra peut-être une forme nouvelle de civilisation, il est permis d'affirmer que l'Amérique, par exemple, n'offre pas une égale fécondité en hommes d'élite. Mais ceux qu'elle a vus grandir exercent chez elle une action infiniment plus active et efficace sur les destinées de leur patrie que leurs émules en France. Il est bien probable qu'il n'est pas de pays au monde où les hommes d'élite soient aussi démunis d'influence réelle que chez nous. C'est là, présentement, notre grand malheur, et ce qui rend si redoutables les dangers qui nous menacent.

Nous possédons beaucoup d'hommes d'élite, mais nous ne possédons plus d'Élite.

Un assemblage d'hommes, même infiniment distingués, ne constitue pas forcément une élite, s'il leur manque précisément ces liens de solidarité mutuelle qui, seuls, peuvent les grouper et faire d'eux un organe essentiel du corps social.

D'où vient, à cet égard, notre infériorité?

On nous accuse parfois de manquer du sens social. Cela n'est pas absolument juste : on ne peut pas affirmer que tous nos chefs d'industrie, par exemple, soient également dotés de cette vertu; mais il serait inexact, il serait inique de ne pas reconnaître que, dans la voie des progrès sociaux, beaucoup d'entre eux sont déjà arrivés à des réalisations d'autant plus remarquables, que les circonstances leur étaient plus défavorables. Ces efforts, malheureusement, sont à peu près perdus pour l'équilibre social de la nation, ils sont ignorés, ou méconnus de la masse des travailleurs. Produits d'initiatives individuelles isolées, ils ne possèdent pas la force efficace des œuvres collectives.

D'autres diront, avec plus d'apparence de raison, que les

hommes d'élite, en France, se détournent volontiers des affaires publiques, dont ils laissent le soin à des professionnels de la politique, par un certain sentiment de dignité pudibonde, par dégoût naturel des luttes et des chances du forum, ou par suite d'un reploiement peut-être vertueux, mais assurément égoïste qui les cantonne dans leurs affaires ou leur intimité. Ces reproches sont trop fondés. Cependant, les hommes d'élite des États-Unis manifestent les mêmes répugnances pour la vie politique, leur action n'en est pas moins efficace, aussi bien dans le gouvernement de l'État, que dans l'orientation de l'opinion publique.

Le mal dont nous souffrons est d'avoir perdu le sens de la solidarité. Une élite est une collectivité. Pour être membre d'une élite, il faut accepter d'agir comme un élément solidaire d'une collectivité supérieure à l'individu. Il faut en accepter les obligations et les charges, et non pas seulement en revendiquer l'honneur et l'avantage.

Cette collectivité particulière n'est pas régie par un statut écrit; pour qu'elle puisse agir, pour qu'elle puisse devenir une autorité dans la cité, il faut que tous ses membres soient unis par une volonté commune, inspirés par un idéal unique qui fixe un statut non écrit, mais impérieux. Pour que cette autorité soit efficace, il faut qu'elle s'exerce librement, il faut qu'elle soit consentie. Il faut donc que cet idéal, servi par l'élite, impose son respect et son prestige à l'ensemble de la nation. Il faut que la nation y reconnaisse l'expression même de ses aspirations vers une plus complète réalisation de soi.

La noblesse française, jusqu'au milieu du XVIII^e^ siècle, constituait par excellence une élite, parce qu'elle avait subi une formation intellectuelle et surtout morale spéciale; parce que tous ses membres se sentaient étroitement solidaires, tant qu'ils demeuraient fidèles à un certain code, code très strict d'honneur et de loyalisme; parce que, s'ils exigeaient le respect de leurs droits, qui s'appelaient d'ailleurs des privilèges, ils étaient en même temps fidèles à leurs obligations, aux charges de leur état. Tant qu'ils persévérèrent dans cette fidélité, ils furent respectés, souvent même volontiers acceptés, quelquefois aimés, toujours imités.

Dès qu'ils perdirent la claire notion de leurs obligations, leurs privilèges apparurent comme intolérables. Ils se jugèrent eux-mêmes, dans la nuit tragique où ils consentirent à abdiquer, désertant en même temps leur poste social ; mais, à vrai dire, leurs lèvres ne firent alors que confirmer ce que leur conduite tout entière avait déjà suffisamment proclamé.

L'Allemagne n'a jamais possédé d'élite, au sens élevé et humain du mot. Son génie particulier a cependant créé une caste spéciale qui lui en a tenu lieu pendant près de trois siècles : caste à la fois militaire et bureaucratique, suffisante pendant la longue période de construction de conquêtes et de concentration qui a pris fin après 1870, mais incapable de se hausser jusqu'au niveau des exigences d'un grand État moderne dans la plénitude de sa force, et qui a conduit l'Allemagne impériale à la catastrophe dont le Reich essaie de se dégager.

Ce jugement paraîtra peut-être sommaire à quelques-uns ; cependant il n'a pas été formulé par un Français, mais par un groupe d'Allemands distingués, qui scrutent avec une anxiété sincère l'avenir de leur patrie, et qui découvrent aujourd'hui cette vérité, nouvelle en Germanie, que l'avenir de l'Allemagne sera désormais à la mesure de l'Élite que saura produire la nation allemande.

L'Angleterre possède une élite. Avec un sens politique véritablement prophétique, elle avait organisé, depuis trois siècles, le recrutement régulier de cette élite dans tous les rangs de la nation, sans distinction d'origine, selon cette seule règle de sélection d'y appeler tous ceux qu'avait marqués quelque réussite éclatante dans les arts, les sciences, l'industrie ou simplement le négoce. L'Angleterre doit à cette élite les grandes doctrines qui ont longtemps régi sa politique intérieure. Elle lui doit également l'extraordinaire fixité de sa politique extérieure, qui lui a toujours permis d'aboutir à ses fins ultimes de domination, malgré toutes les fautes ou les faiblesses de ses exécutants, le plus souvent même, en faisant de ces fautes des occasions nouvelles de succès plus étendus.

Cette élite saura-t-elle aujourd'hui s'adapter aux nécessités de la vie moderne et de la coopération des classes, ou succom-

bera-t-elle à la tentation des aristocraties finissantes, en s'enfermant dans l'exclusivisme formaliste d'un *cant* essentiellement mondain ? C'est ce qu'un prochain avenir nous dira.

Avec une culture individuelle qui paraît inférieure, même aux yeux de la sympathie la plus déclarée, mais qui est sans doute beaucoup plus morale qu'intellectuelle, l'Amérique possède une élite active, et cette élite a, jusqu'ici, imposé à la nation tout entière sa conception particulière du devoir civique et social, de l'organisation technique et économique, de l'éducation nationale. C'est incontestablement à elle qu'on doit le prodigieux développement social de cette nation si riche d'un avenir plein de possibilités. Élite essentiellement populaire, nous pourrions dire plébéienne par ses origines comme par ses goûts, mais par cela même, en contact étroit, en communion avec la masse populaire tout entière, animée comme elle de passions simples, mais fortes, généreuses et optimistes. Élite moderne, puisqu'elle a jeté, presque inconsciemment, les bases d'une forme nouvelle, originale et singulièrement entreprenante de société.

Cette élite, après l'enivrement d'une prospérité inouïe, mais qui ne peut être éternelle, saura-t-elle à son tour faire évoluer la jeune société qu'elle anime vers les voies nouvelles plus sévères, qui s'ouvriront à la nation américaine, saura-t-elle lui créer une structure morale adaptée à ces conditions plus difficiles, saura-t-elle alors réellement créer une civilisation neuve, pourra-t-elle le faire sans emprunter à la vieille Europe quelque chose de sa culture, sans élargir à travers l'Océan sa conception de la coopération ? Là encore, l'avenir prononcera, et là aussi commencent nos propres responsabilités.

Il n'est pas nécessaire de pousser plus avant ce développement, et ce n'est pas ici le lieu d'examiner, par exemple, ce qu'a coûté à la Russie l'absence totale d'une élite nationale lors de la chute du régime impérial. Ce que l'on sent obscurément, mais ce qu'il est essentiel que chacun comprenne, la vérité vitale dont il faut que chacun d'entre nous prenne une conscience intégrale, est que la survie même de notre patrie

tient à la reconstitution rapide d'une véritable élite, d'une élite exactement adaptée aux conditions de fait dans lesquelles nous évoluons aujourd'hui.

Voilà donc le problème posé : comment la France s'y prendra-t-elle pour refaire une élite avec les éléments si riches, si nuancés, si divers, mais si désunis dont elle dispose avec une telle profusion ?

Dès l'abord, notons ici un principe essentiel dont la méconnaissance ne saurait causer que des échecs et des déboires : si l'exemple de l'étranger est indispensable à connaître, s'il enrichit considérablement nos données expérimentales sur l'élément humain, s'il est possible, en l'analysant, en le méditant, d'en tirer quelques conclusions d'une portée générale, toute tentative d'adaptation directe à notre société du produit des civilisations étrangères contemporaines serait radicalement vaine : nous ne pourrons introduire chez nous ni la discipline intolérante d'une mystique d'État à la prussienne, ni l'idéal aristocratique du gentleman anglais, ni le moralisme pratique utilitaire de l'industriel américain. Il faut travailler avec nos éléments nationaux, dans l'atmosphère de nos idées nationales, avec le support de nos traditions françaises, sous peine de faire œuvre stérile et caduque ; il ne peut être question que de sélectionner, de grouper et d'animer des individualités telles qu'elles existent et qui ne sauraient agir et être efficaces immédiatement, s'il fallait d'abord transformer leur état mental, à supposer que cela fût possible et opportun.

Il est, d'autre part, nécessaire de se bien pénétrer des conditions générales dans lesquelles évoluent actuellement toutes les sociétés humaines, et des caractères de cette évolution plus particuliers à la France. Le fait saillant, essentiel, à caractère universel, tient à l'influence sans cesse plus active et plus directe de l'élément populaire dans la conduite des affaires publiques. C'est l'évolution qui a débuté avec l'éclosion de la démocratie et qui, aujourd'hui, est marquée par l'avènement des masses, suivant l'expression de M. Lucien Romier : expression particulièrement heureuse, quand son auteur précise que ces masses groupent des hommes de conditions très diverses, ce qui lui permet de marquer une différence fondamentale entre l'évolution à caractère économique des masses et l'évolution politique démocratique qui l'a précédée. Cette différence essen-

tielle permet enfin de rompre une bonne fois avec les vieilles formules politiques dont chacun perçoit l'usure.

Cette influence croissante du plus grand nombre apparaît comme un phénomène naturel, contre lequel il serait puéril et vain de se dresser, avec lequel il faut vivre, mais qu'il doit être possible, — et l'expérience américaine le montre, — de guider, d'orienter et de conduire, en réglant tout au moins sa vitesse, pour éviter les catastrophes. Phénomène fatal, il est le produit de causes elles-mêmes permanentes et sans recours, et parmi ces causes, il est permis de rappeler ici :

La diffusion progressive d'une certaine instruction générale;

La diffusion de la presse, du journal quotidien et du livre, avec la considérable extension qu'elle imprime à la curiosité; et, en même temps, qu'une tendance générale des classes sociales à l'uniformité, des informations mises à la portée de tous;

Les facilités plus grandes apportées à tous par le développement des sciences appliquées pour se déplacer, pour se distraire, pour communiquer entre soi, pour recevoir le contact intellectuel d'êtres tellement éloignés dans l'espace que, quelques générations plus tôt, beaucoup ne concevaient pas même leur existence. Il suffit de citer ici les chemins de fer, les cycles, les automobiles, les transports en commun de toute nature, l'aviation, le cinéma, le phonographe, la téléphonie, la T.S.F., la radiographie, etc...;

Le développement du machinisme, l'essor de la production et de la consommation;

L'entraînement plus ou moins heureux, mais incontestable, à la vie politique et la conscience de plus en plus grande prise par la masse populaire de son pouvoir électoral collectif;

L'organisation corporative syndicale et l'organisation des associations multiples professionnelles, coopératives, sportives ou politiques, où chaque élément individuel sent sa puissance multipliée par celle de l'être collectif auquel il appartient.

Sans pousser plus loin une énumération qu'il ne serait pas malaisé de poursuivre indéfiniment, les quelques éléments que nous avons rappelés marquent suffisamment deux faits capitaux.

Le premier est le caractère irrésistible, que nous avons déjà noté, de cette montée des masses profondes à la surface;

Le deuxième, l'augmentation sans cesse accrue de la puissance de leur action, par suite d'une organisation collective de plus en plus poussée.

Cette deuxième conclusion entraîne une conséquence immédiate qu'il ne faut pas négliger de formuler ici : l'organisation collective de la masse populaire implique impérieusement l'organisation collective des autres corps sociaux.

De ce qui précède, on peut conclure l'importance de plus en plus prépondérante, dans la vie moderne, des organisations collectives. Il ne faudrait pas en déduire que, soit directement, soit par incidence, les doctrines du collectivisme politique y trouvent une justification quelconque.

Les doctrines du collectivisme sont incompatibles avec toute vie sociale parce que, ne considérant que la seule aptitude de l'homme à participer à des organisations collectives, elles méconnaissent et négligent ses autres aptitudes tout aussi essentielles ; d'autre part, si elles ont bien compris la puissance croissante du plus grand nombre, elles entendent, sur cette puissance latente, édifier une organisation dictatoriale qui ne peut être qu'arbitraire et d'autant plus intolérable et mortelle qu'il s'agit d'une dictature multicéphale, et par conséquent plus violente et plus imbécile dans ses manifestations essentielles.

La montée progressive des masses populaires entraîne un danger d'ordre politique : dès l'instant que les masses atteignent une certaine conscience de leur force et réalisent une certaine idée de leur avenir, elles marquent une tendance de plus en plus vive à brusquer les étapes et à satisfaire d'un coup leurs aspirations les plus extrêmes. Leur impatience est singulièrement excitée par les théoriciens sociaux et les politiciens qui ne savent se défendre de flatter cette tendance et de l'exaspérer en les lançant dans des voies qui ne leur sont pas légitimement ouvertes, et en les poussant vers des responsabilités qu'elles ne sauraient assumer.

De là naît un double péril.

Le péril d'un empiètement de plus en plus envahissant, qui ne saurait trouver aucune justification dans une conception

mystique du droit souverain des masses, empiétement condamné par la raison aussi bien que par l'expérience séculaire des sociétés ; empiétement particulièrement grave, parce qu'il s'exerce fatalement dans le domaine des grandes directions techniques, intellectuelles et morales qui ne relèvent que des élites.

L'autre péril, de confier prématurément aux masses des missions qu'elles ne pourraient prétendre remplir qu'une fois préparées par une instruction suffisante et après avoir reçu une formation technique et morale.

Les observations qui précèdent sont générales ; elles s'appliquent à toutes les sociétés contemporaines ; elles sont indépendantes du régime politique permanent ou exceptionnel.

En France, les phénomènes se compliquent en raison des circonstances particulières à notre pays.

D'une part, les aspirations populaires s'expriment d'une manière plus vive, plus intransigeante et plus passionnée : cela tient au caractère national, plus nerveux, plus sensible, plus enclin aux généralisations théoriques ; cela tient également aux ravages très étendus commis par l'abus de la politique ; cela tient enfin à notre état social relativement peu évolué au cours des cinquante années de république bourgeoise.

D'autre part, l'action des éléments populaires est chez nous, moins qu'ailleurs, contenue par les cadres sociaux, en raison surtout de l'état de division et d'impuissance des éléments dirigeants. Rappelons aussi, quand on envisage ce qu'aurait pu être l'élite française, que sa fleur, sa parure et sa radieuse espérance ont été fauchées par la mort sur les champs de bataille et que cette perte pèsera longtemps et durement sur nous, même lorsque nous cesserons peut-être de le percevoir.

Enfin, nos divisions politiques, philosophiques et religieuses ont creusé maints fossés, dressé maintes barrières derrière lesquelles les Français s'observent avec une méfiance extrême, sans réaliser encore dans l'ensemble, ce que leur coûte le maintien d'une attitude si paradoxale. La France est sans doute le seul pays au monde où, par exemple, il soit à peu près impossible d'exposer objectivement une question sociale à un auditoire moyen sans que la réaction immédiate des auditeurs

soit, non point de discuter et d'apprécier le fond même du débat, mais de formuler dès l'abord ce jugement : l'orateur est réactionnaire, ou socialiste, ou radical. Cette absence d'objectivité rend particulièrement difficile l'aboutissement d'efforts collectifs qui exigent un minimum de confiance mutuelle et de délégation d'autorité.

Un autre trait essentiel du caractère national est l'attachement, il faut presque dire la passion du Français pour la propriété personnelle; il y a là une très forte garantie contre de violents bouleversements collectivistes, si l'élite nouvelle sait comprendre sa tâche et si elle organise pratiquement l'accession de chacun à la propriété personnelle. Mais il faut reconnaître que ce goût poussé un peu trop loin entraîne fatalement à l'égoïsme; qu'il enseigne l'épargne et l'économie, mais que l'économie n'est une vertu que lorsqu'elle est tempérée par des mobiles altruistes assez puissants; que malheureusement, elle conduit souvent à l'avarice; que l'avarice est fréquente en France, et que Harpagon ne pourra jamais faire partie de l'élite.

Pour terminer cette analyse succincte sur une note optimiste, et d'ailleurs équitable, il faut souligner ici que la France est le pays du bon sens, que le Français répugne naturellement à l'outrance, mais que, s'il est normalement méfiant, il lui arrive de se donner à une idée avec un enthousiasme dont nul autre peuple ne serait capable. C'est ce qui fait que la France a été, est et restera toujours le pays du miracle.

Les réflexions qui précèdent permettent de dégager assez clairement les caractères essentiels que devra posséder l'élite nouvelle pour jouer le rôle capital qui l'attend.

Pour qu'elle puisse effectivement se faire écouter de l'ensemble de la nation, il faudra d'abord que cette élite se recrute largement dans les éléments de toutes les catégories sociales.

Elle comprendra donc :

Des représentants de la classe possédante par excellence, de celle qui possède par héritage, à cause de ses traditions de culture et de raffinement;

Des représentants de ceux qu'on appelle communément les

producteurs ou les créateurs, c'est-à-dire de tous ceux qui, dans les professions qui touchent à l'activité économique, se sont élevés et imposés par des qualités exceptionnelles d'énergie, d'initiative, d'intelligence, d'esprit d'entreprise et d'audace, et nous ne ferons pas de distinction ici entre ceux qui se sont dégagés des rangs des travailleurs manuels et ceux qui ont émergé des autres corps sociaux;

Des représentants du monde intellectuel : penseurs, poètes, artistes, savants, dont les efforts seront singulièrement plus féconds, dont l'activité sera singulièrement plus heureuse, quand ils participeront d'une manière plus intime et plus constante à la vie active de la nation, et qu'ils recevront de la collectivité, avec un tribut plus fervent d'hommages, un appui matériel plus digne d'eux, de notre pays, de la pensée humaine.

Ces éléments si divers, quel est le lien moral qui les unira? Quelle force spirituelle pourra rétablir entre eux cette solidarité active nécessaire pour les investir de leur mission essentielle de guides de la nation, tout en respectant entre eux les mille nuances qui différencient leurs croyances, leurs convictions, leurs traditions propres?

Cette question ne peut comporter qu'une réponse : la force spirituelle primordiale qui animera l'élite, celle qui, en même temps, l'investira de l'autorité morale suprême, ce sera cette même force qui fut toujours l'apanage de l'élite à toutes les étapes de la civilisation, sous tous les régimes : le dévouement sans réserve à la chose publique, à la collectivité, à la patrie, le devoir, largement compris et largement pratiqué.

Voilà le sentiment qu'il faut ranimer, qu'il faut magnifier; le sentiment qui n'a jamais cessé d'exister, mais qui demeure aujourd'hui à l'état latent, qu'une accoutumance pessimiste à l'imperfection de notre état social a laissé somnoler, le même sentiment qui s'est réveillé d'un mouvement merveilleux et unanime aux heures solennelles de 1914.

Il ne faut jamais se lasser de répéter qu'il n'existe pas de société vivante et féconde sans le dévouement de ses membres à l'intérêt collectif; qu'il n'y a plus de patrie, lorsque manque le sentiment vivace du devoir; qu'il n'est pas possible de le réveiller dans la masse populaire, si l'élite, d'abord, n'assume pas un rôle de modèle et d'exemple.

A l'heure où chacun paraît surtout occupé de son plaisir ou de ses satisfactions personnelles, l'élite proclame qu'il est un but supérieur et plus impérieux, qui est de se dévouer : à l'heure où chacun semble pris du vertige de gagner, d'amasser des richesses ou d'en jouir, elle affirme qu'il est un meilleur emploi de son énergie et de ses peines, qui est d'accroître les possibilités de bonheur de ceux-là pour lesquels la vie est moins clémente.

Il est vrai que chaque parti politique prétend lui-même détenir une doctrine qu'il juge la meilleure, la plus favorable à l'intérêt public. Mais dans la pratique, cette doctrine conçoit l'intérêt public d'une manière tout au moins incomplète, parce qu'elle exclut toujours du bénéfice de son bon vouloir une part au moins de la nation et la plus importante : celle qui se réclame des autres partis. Dans la pratique même, le partisan se montre encore plus partial, parce que, volontairement ou inconsciemment, il est presque toujours conduit à faire passer l'intérêt immédiat de son parti avant celui de sa doctrine, et plus encore avant celui du pays.

C'est ici qu'apparaît le premier effort à accomplir par les membres de la nouvelle élite : effort sur eux-mêmes d'abord, pour rompre résolument avec les préjugés périmés, pour s'élever au-dessus des vieilles discordes, et accepter virilement d'édifier d'abord en eux-mêmes un ordre nouveau. Cela ne va pas sans une certaine abnégation ni un certain courage, qui conduisent tout naturellement à dégager les éléments essentiels d'une pacification indispensable des esprits : il s'agit de préciser les satisfactions mutuelles légitimes qu'il convient d'accorder aux tenants des diverses croyances et des diverses convictions, pour permettre à chacun d'apporter en sécurité sa collaboration au mieux général.

Ce premier pas franchi, le plus ardu, il reste à l'élite à fixer les règles du civisme qu'il faut proposer, faire admettre, faire aimer. Elle doit dessiner les traits d'un idéal humain, vers lequel tendront les efforts de la nation et qui oriente la tâche éducative des maîtres, comme l'effort des chefs, comme l'œuvre des hommes de pensée.

Sur ce point capital, la tâche sera plus facile : il semble

bien qu'un accord implicite, bien qu'informulé, se soit peu à peu établi dans les esprits : le successeur de l'honnête homme du XVIIe siècle, sera « l'homme social » : celui qui conciliera le souci du développement maximum de toutes ses facultés personnelles avec les règles de la meilleure coopération collective, de la solidarité moderne sous tous ses aspects.

L'homme social se reconnaît comptable, à l'égard de la collectivité, de ce qu'il représente d'avantages, qu'ils tiennent au développement de ses qualités intellectuelles ou morales, ou que, simplement matériels, ils représentent une plus grande participation dans l'ensemble des richesses. Il sait donc qu'une part, et la plus belle, de son labeur et de son énergie, il la doit au service de la collectivité, et c'est ainsi, comme nous l'avons déjà noté en passant, que la tâche essentielle de l'élite étant d'accroître les éléments de bonheur de la masse populaire, c'est à elle qu'il appartient d'organiser l'accession de chacun à la propriété, et d'abord à celle de son foyer; d'enseigner à la masse les vertus de prévoyance, d'ordre, de solidarité et d'entr'aide; de lui fournir les moyens d'ascension intellectuelle dont elle a besoin, toutes choses qui ne sont envisageables et réalisables que dans un développement large et progressif de la prospérité générale, seule génératrice des biens dont il s'agit d'organiser un partage judicieux et équitable.

C'est alors véritablement que l'élite, apparaissant avec évidence comme la dispensatrice du progrès, se trouvera confirmée dans sa magistrature, et assurée dans ses privilèges par l'assentiment général et réfléchi de la masse populaire.

Il n'est pas indifférent de constater que ce rôle de l'élite, dont nous avons cherché à dégager les grandes lignes par la logique et l'observation, recueille, dans l'intimité de notre conscience, une adhésion précieuse, qu'il établit une harmonie profonde entre notre cœur et notre raison, nos sentiments et notre intelligence, et qu'il rejoint les enseignements de toutes les morales vivantes.

Malheureusement, il est permis de craindre que les buts assignés à l'élite ne soient cependant pas susceptibles d'entraîner l'adhésion effective de ce grand nombre d'hommes divers qui la composeront. Ces hommes manquent de contact

entre eux, ils éprouveront une peine singulière à se joindre, à se reconnaître, à s'exprimer et se faire entendre. Mais il ne faut pas ici perdre de vue que les grands mouvements de la sensibilité collective ont toujours été provoqués par une minorité fervente et avide d'action. Le problème se simplifie, et il se réduit, en définitive, à susciter cette minorité, à lui faire prendre une pleine conscience d'elle-même et de sa mission.

La nouvelle élite saura, dans sa sagesse, faire une juste mesure entre les tendances divergentes de ceux qui détiennent une part de l'autorité économique et sociale. Elle comprendra que l'avenir de la France, cet avenir qui doit être à la mesure de son passé, n'exige pas que ce pays se transforme en une vaste usine moderne, disciplinée comme une république de termites. Que cet avenir demande qu'un développement judicieux et rationnel de notre industrie tienne compte des facultés originales, intellectuelles et morales de nos travailleurs ; que ce développement s'effectue en même temps que notre agriculture prendra un essor parallèle ; qu'il demande encore que notre effort de production soit suffisant pour assurer et maintenir notre indépendance économique, sans laquelle nous perdrions bien vite notre indépendance politique elle-même ; qu'il demande aussi que cet effort de production soit assez intense pour maintenir chez nous un certain état de richesse minimum, car si notre richesse moyenne tombait trop au-dessous de celle des autres grandes nations, notre civilisation entrerait en décadence et se réduirait progressivement à ne plus être qu'un reflet de la leur.

Et c'est bien là le point capital. L'Élite ne perdra pas de vue que ces efforts essentiels d'organisation économique, cet effort indispensable pour la création de suffisantes richesses, ne sauraient avoir qu'un but final : celui de maintenir en France ce haut niveau de civilisation qui a fait de la France un grand foyer de culture humaine, une patrie des lettres, des arts et de la science désintéressée.

E. Mercier.

LA LITTÉRATURE ARGENTINE CONTEMPORAINE

Il y a quelques semaines, des écrivains et des artistes français réunis en l'honneur de M. Jean-Paul Echagüe, éminent critique dramatique argentin, fêtaient la publication d'une traduction française de son livre, *le Théâtre Argentin*. Ce fut une aimable manifestation de fraternité intellectuelle franco-argentine.

Pour donner à cette fête un lendemain, peut-être n'est-il pas sans intérêt de faire ici un tableau sommaire de la littérature argentine contemporaine. Les Argentins lettrés connaissent fort bien l'œuvre de nos écrivains, même d'avant-garde. On ne calomnie pas la France pour avancer qu'on y suit moins assidûment l'effort des poètes, des romanciers, des dramaturges et des historiens de la République argentine.

L'ARGENTINE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Il est impossible de juger l'effort vigoureux mais désordonné de cette jeune littérature si l'on n'a pas essayé auparavant de définir le milieu social et politique très différent du nôtre qu'expriment des écrivains tout européens de culture, mais bien argentins par leur tempérament et aussi par le haut idéal d'exaltation nationale qui les anime.

La République argentine est un vaste pays dont les richesses naturelles commencent à peine à être exploitées. Elle est indépendante depuis plus d'un siècle, mais elle a d'abord connu

d'affreuses guerres civiles. Puis un dictateur, le général Rosas, a confisqué les libertés péniblement conquises. Il a dominé pendant vingt ans. Ce n'est qu'après sa chute que l'on se mit d'accord sur un texte constitutionnel. Un des meilleurs esprits que l'Argentine ait produits, le philosophe Alberdi, inspira la Constitution de 1853. Elle fait de son pays un des plus accueillants qui soient au monde. Dès son arrivée, le travailleur étranger y jouit de presque tous les droits du citoyen. Après un séjour de deux ans il peut être naturalisé. La cordialité de l'accueil que les lois assurent à l'immigrant, l'admirable fertilité de la Pampa, où lèvent et mûrissent des moissons splendides, ont attiré ceux qui ne peuvent gagner leur pain dans la vieille Europe. Ils sont venus par dizaines de milliers chaque année, surtout depuis la fin des révolutions, en 1905, et la plupart ne sont pas repartis.

La loi dite de conversion, votée en 1899, attribuant une valeur stable à la monnaie nationale, marqua le début d'une brillante prospérité. Certaines années, plus de deux cent mille individus jeunes et robustes ont été conduits à Buenos-Ayres par les grands navires italiens, espagnols, français et allemands. En 1895, il n'y avait sur les trois millions de kilomètres carrés de terre argentine, que quatre millions d'habitants. En 1914, la population était deux fois plus nombreuse. Bien que la guerre ait momentanément tari la source de l'immigration européenne et que, depuis, les Italiens s'expatrient moins volontiers, l'Argentine a aujourd'hui dix millions d'habitants, dont environ deux millions sont considérés par la loi comme étrangers. Cette même loi, du reste, fait des fils de ces étrangers des Argentins, en vertu de la règle du *jus soli*.

Dans l'ensemble, les nouveaux venus ont été surtout des Espagnols et des Italiens, ces derniers, pendant les vingt-cinq dernières années, en nombre double des premiers. Mais il y a d'autres contingents qui sont encore assez nombreux pour exercer une influence sur le nouvel esprit national. On a reçu beaucoup de Juifs (Buenos-Ayres est une des plus importantes villes juives du monde), des Slaves, des Allemands, des Anglais, des Polonais, des Syriens, des Turcs... On compte actuellement en Argentine quelque cent mille Français. L'Europe tout entière est représentée dans les rues de la capitale argentine.

Pourtant Buenos-Ayres n'est pas Cosmopolis, ni l'Argentine

un pays où sont campés, le temps d'y remplir leurs poches, des immigrants chassés d'Europe par la misère. Il y a un peuple argentin. Il est même ardemment nationaliste : au théâtre, dans la rue, on se moque du *gringo*, de l'étranger. L'Argentin revendique le nom de *criollo*, de créole, comme un titre d'honneur. Il n'y a pas de créole plus convaincu que le fils de l'Italien, du Français ou du Syrien. C'est que l'Argentine est un creuset où fondent avec une déconcertante rapidité les tempéraments nationaux les plus vigoureux. Seul l'Anglais résiste, qui est étranger partout, ou qui est chez lui partout, ce qui revient au même. Aucun pays du monde, même les États-Unis d'Amérique, n'a fait montre d'un semblable pouvoir d'assimilation. Quelques années après son arrivée, l'immigrant, qui parle encore fort mal l'espagnol, est déjà, de cœur et de fait, Argentin. Son fils, façonné par un remarquable enseignement primaire, l'est devenu au point de se moquer de son père, du « vieux », resté Européen, malgré tous ses efforts, par son accent et quelques-unes de ses habitudes.

L'opposition entre le père et le fils est tellement commune, qu'il n'est guère de pièce du théâtre contemporain qui n'en tire des effets comiques ou tragiques. C'est qu'à l'école tous les enfants communient chaque matin dans le chant de l'hymne national dont les accents religieux exaltent le passé et saluent le grand peuple argentin de l'avenir : *Al gran pueblo argentino salud !* Le collège, ouvert aux fils des familles les plus pauvres, — car l'enseignement y est gratuit et peut être suivi indifféremment dans les classes diurnes ou aux cours du soir, — expose avec beaucoup de soin l'histoire, ou la légende, de la nation. Aussi le nationalisme argentin serait-il agressif, s'il n'était tempéré par le souvenir attendri de la mère patrie, de l'Espagne, qui a été proposée, il y a une dizaine d'années, lors de l'institution de la fête nationale dite de la Race, à l'affection filiale de tous les Argentins, qu'ils soient d'origine espagnole, italienne, française ou syrienne. Et il subsiste aussi, dans beaucoup de familles, un vague respect pour le coin de la petite Europe dont les ancêtres sont originaires.

Si intime que soit cette fusion, il est possible, cependant, de distinguer deux esprits en Argentine, non seulement en littérature, mais en politique : celui des vieilles familles dont quelques-unes sont établies dans la République depuis l'époque

coloniale et celui des nouveaux venus amenés par l'immigration des trente ou quarante dernières années. La vieille Argentine est de sang espagnol. Les ancêtres ont vécu dans un pays presque féodal, au temps des grandes fermes, des *estancias*, où le maître dirigeait en vrai seigneur haut justicier tout un monde de domestiques et de bergers, de *peones* et de *gauchos* qu'il conduisait à la guerre contre l'Indien ou contre l'adversaire politique. Leurs descendants sont volontiers traditionalistes... Quelques-uns, plus nombreux en vérité dans la littérature que dans la politique, accentuent leur attitude en revendiquant aussi l'héritage de l'Indien que l'Espagnol a dépouillé. Ils se font gloire, encore que leur lignée soit pure de tout mélange, d'avoir dans les veines du sang des vaincus. Ils invoquent le souvenir de l'Indien, célèbrent son antique civilisation que, du reste, ils connaissent mal, pleurent sur les malheurs de l'Inca. Un des meilleurs idéologues de cette vieille Argentine est M. Ricardo Rojas, l'auteur d'*Eurindia*, essai philosophico-historique, en même temps que poème lyrique, où le caractère de l'Argentine moderne est défini comme un harmonieux mélange de grandesse espagnole et d'humilité indienne. Remarquons que M. Rojas, recteur de l'Université de Buenos-Ayres, est un des rares indianistes argentins qui ait vraiment une ascendance indienne. Cet Argentin de haute origine (son père était gouverneur de province) présente bien le type de la race qu'il a rêvée : dans son visage d'une beauté originale le ferme dessin du type espagnol est adouci par la profondeur des grands yeux sombres de l'Indien. Mais les autres sont, pour la plupart, d'un sang européen sans mélange.

Toute la vieille Argentine n'admet pas, du reste, ces théories extrêmes. Elle se rattache seulement à la civilisation qu'une race purement espagnole, dont l'élite était de culture française, fit fleurir de Buenos-Ayres jusqu'aux Andes pendant le XIX^e^ siècle. Conservateurs ou libéraux en politique, les uns et les autres forment un parti peu nombreux, sauf dans certaines provinces comme celles de Santa-Fé ou de Córdoba, parti où les hommes de haute valeur intellectuelle ne manquent pas : un état-major brillant, mais qui n'a pas d'armée.

La masse du peuple argentin ne les suit plus. Elle est composée des descendants de ces immigrants débarqués en flots pressés dans un pays presque désert, pendant les dernières

années du XIXe siècle. Elle a des aspirations démocratiques, un humanitarisme sincère, un orgueil argentin aussi grand que celui des fils de la vieille Argentine, mais différent. Ce passé, que leurs ancêtres n'ont pas vécu, les nouveaux venus le font leur, ils le conquièrent par le journal et par l'école aussi allègrement qu'ils s'emparent de la terre. Mais, l'ayant assimilé, ils ne s'attardent pas à le célébrer, car leurs regards sont tournés vers l'avenir. Leur foi dans les destinées de leur nouvelle patrie est bien touchante : diplomates ou publicistes, ils vivent dans le futur plus que dans le présent et le ton de leurs discours conviendrait mieux aux représentants d'un peuple de cent millions d'individus qu'à ceux d'une jeune nation qui en compte à peine la dixième partie. Cela n'est pas ridicule, car l'Argentine sera demain ou dans cinquante ans telle qu'ils la rêvent. Ils sont généralement radicaux, — c'est-à-dire démocrates et progressistes, — en politique ; en littérature, ils sont en coquetterie avec toutes les idées extrêmes. Il en est de nationalistes, d'autres qui s'affirment socialistes, voire anarchistes ; quelques-uns vont d'une doctrine à l'autre. Leurs écrivains composent avec une facilité qu'il faut déplorer, car ils en profitent pour ne pas travailler. Quand le rude critique Paul Groussac va répétant que le génie est une longue patience, ils lui font une grande révérence et continuent à publier leurs œuvres vite faites, séduisantes, trop souvent sans profondeur.

Ces jeunes gens (il en est de soixante ans, mais restés si pleins d'allégresse juvénile !) ne songent pas à s'enfermer dans une tour d'ivoire. Buenos-Ayres, emporium de trois ou quatre républiques américaines, est une ville où la grande, l'unique préoccupation des habitants est de gagner de l'argent. Dans ce monde de gens d'affaires, l'écrivain vivant de sa plume n'a pas de place. Si nous considérons le monde littéraire d'aujourd'hui, nous voyons que quelques hommes regardés à juste titre comme des maîtres ont seuls obtenu une situation qui leur assure quelques loisirs : Paul Groussac est directeur de la Bibliothèque nationale depuis quarante ans et Leopoldo Lugones, bibliothécaire du Conseil national d'éducation ; l'Université a recueilli un petit nombre de philosophes et d'historiens ; d'autres ont trouvé ou trouvent encore dans la diplomatie, comme Enrique Larreta et Roberto Levillier, un emploi de leurs talents. Mais la

plupart sont avocats, c'est-à-dire hommes d'affaires, ou font de la politique. Bien rares sont ceux qui comptent, pour vivre, sur leurs droits d'auteur. La production littéraire est bien trop abondante pour qu'un peuple qui lit peu puisse assurer un succès rémunérateur à une œuvre.

Aussi les romanciers populaires, qui seuls peuvent prétendre à de gros tirages, sont-ils voués à un mercantilisme naïf et amusant. On lance un roman selon la méthode des Américains du nord, comme une nouvelle marque de bonneterie ou un apéritif : la ville se couvre d'affiches suggestives, le livre envahit les vitrines non point seulement des libraires, mais encore des grands magasins de nouveautés; la presse insère, à plein tarif, des réclames illustrées. L'auteur dramatique a aussi ses faiblesses. Trop souvent, s'il veut être joué et tenir la scène quelque temps, il doit composer des pièces de théâtre qui ne sont que des rôles faits à la mesure du client; les grands comédiens, Cazaux, Parraviccini, ont leurs « fournisseurs ». Des dons remarquables sont ainsi gaspillés pour satisfaire aux nécessités matérielles, particulièrement dures en ce pays de vie chère. Pour gagner de l'argent, le même homme fait trop de métiers à Buenos-Ayres. Les écrivains ont tous au moins une profession qui absorbe le meilleur de leur temps; les professeurs eux-mêmes acceptent plusieurs chaires, et combien diverses ! Tel maître qui enseigne à la Faculté la philosophie ou l'archéologie, fait un cours d'histoire dans un Collège national et donne aux élèves de l'École normale quelques notions de pédagogie ou d'anglais.

Il y a donc en Argentine fort peu de gens dévoués au culte des lettres, de la science et des arts. La jeunesse n'y connaît point ce dédain des contingences que l'on professe chez nous dans les cénacles et les ateliers. Les quelques bohèmes argentins vivent à Paris. Notons cependant qu'il y a d'honorables exceptions et que l'éducation de l'élite a fait, depuis quelque temps, de grands progrès. M. Groussac a donné l'exemple d'un dévouement absolu à l'art; MM. Larreta, Lugones sont des hommes de lettres avec tout ce que ce titre comporte de noblesse et aussi de snobisme; MM. Angel de Estrada, Manuel Ugarte, Ricardo Güiraldes, ont promené par le monde une inquiétude très européenne; MM. Ricardo Rojas, Ernesto Quesada, Juan Téran, Ricardo Levene sont des professeurs en tous points

semblables à leurs plus brillants collègues d'Europe. Le développement des Universités vient du reste modifier profondément les conditions de la vie littéraire et scientifique. Jusqu'à ces derniers temps, elles n'ont été que des écoles techniques préparant des avocats, des médecins, des ingénieurs ou des professeurs. Elles deviennent aujourd'hui des centres de culture désintéressée. Les Facultés des lettres et des sciences se contentaient d'être des instituts de conférences pour le grand public : elles créent maintenant des laboratoires et des séminaires. On fait appel, le cas échéant, à des étrangers pour les inaugurer : cette année même, le professeur Langevin a groupé autour de lui un petit nombre de jeunes gens qui veulent se consacrer à des études de physique et le docteur Rivet, du Museum, a suscité un mouvement qui amènera avant peu la création d'une chaire d'anthropologie américaine. La Faculté des lettres de Buenos-Ayres possède depuis quelques années un Institut de recherches historiques créé par M. Emilio Ravignani : on y travaille avec la même ardeur que dans nos séminaires de l'École pratique des Hautes-Études.

Il est fort agréable de pouvoir dire ici que la France a eu dans cette heureuse transformation de l'enseignement supérieur argentin une influence prépondérante. Les excellentes relations que l'Université de Paris a toujours entretenues avec celle de Buenos-Ayres, sont devenues intimes depuis 1910. M. Ernest Martinenche, représentant de la Sorbonne aux fêtes du centenaire de l'indépendance argentine, fit, à la demande du Conseil universitaire, un cours à la Faculté des lettres de Buenos-Ayres. Des négociations, engagées alors, aboutirent après la guerre, grâce au doyen Ricardo Rojas et au professeur Georges Dumas; et, en 1922, M. Martinenche, de nouveau délégué par la Sorbonne, put inaugurer l'*Institut de l'Université de Paris à Buenos-Ayres* qui a pour corollaire l'*Institut des Universités argentines à Paris*. Chaque année, des professeurs et des savants français vont exposer à leurs collègues et aux étudiants argentins le résultat de leurs recherches. Ils font non plus des conférences isolées, mais un cours de trois mois. Grâce à la libéralité de M. Saubéran, un Français qui a longtemps vécu en République argentine, deux jeunes étudiants ayant conquis leurs diplômes de fin d'études viendront chaque année à Paris poursuivre dans nos laboratoires et nos bibliothèques des recherches scientifiques.

M. Saubéran est, croyons-nous, le premier Mécène de l'Université de Buenos-Ayres. Son exemple, s'il est suivi, aura créé chez les Argentins un esprit nécessaire au progrès des Universités modernes.

Ainsi, au moment même où la République argentine sort de la période de formation intellectuelle pendant laquelle elle a reçu sa culture toute faite d'Espagne d'abord, puis de France, au moment où elle prétend avoir encore des maîtres, mais non plus un maître, c'est encore à la France qu'elle demande la plupart des initiateurs dans les nouvelles disciplines. Seulement, elle veut se libérer de l'imitation servile de Paris. Elle prétend développer son génie propre. Et même, comme cette heureuse nation vit surtout dans le futur, elle s'enorgueillit déjà du rôle d'institutrice de l'Amérique du sud espagnole qu'elle ne peut manquer de jouer dans un avenir prochain. Cette prétention est justifiée par la maîtrise de quelques-uns de ses écrivains et aussi par la vitalité vigoureuse, quoique fort désordonnée dans ses manifestations, de sa jeune littérature.

PAUL GROUSSAC

Le maître des lettres argentines contemporaines est M. Paul Groussac. C'est une figure intéressante que celle de ce Français venu en République argentine il y a près de soixante ans. Après une carrière brillante de professeur et de journaliste, déjà célèbre par ses travaux critiques, il fut nommé, — il y a quarante ans! — au poste qu'il occupe encore : celui de directeur de la Bibliothèque nationale. L'œuvre de Groussac embrasse tous les genres, philosophie, critique, histoire, roman, théâtre, poésie. Elle est écrite partie en français, partie en espagnol. Sa phrase française se rapproche de la forme vigoureuse et nuancée de nos grands prosateurs du XVIII^e^ siècle. Il a introduit dans son style espagnol un goût de la clarté, un sens de la mesure qui portent quelques connaisseurs à préférer la langue espagnole souple, harmonieuse et colorée qu'il emploie à sa prose française solide, pure, mais un peu massive. Une telle réussite est assez rare pour qu'on la signale.

Groussac a donné des œuvres maîtresses dans presque tous les genres. L'historien a raconté les premiers temps de Buenos-Ayres dans *Mendoza et Garay ou les deux fondations de Buenos-*

Ayres, la période héroïque de la « reconquête » sur l'Anglais où s'illustra son compatriote Jacques de Liniers, comte de Buenos-Ayres. Il a été le brillant mémorialiste de quelques personnages qu'il connut au cours de sa longue vie (*Ceux qui passaient*). Par ses livres, par ses *Études d'histoire argentine*, par ses articles dans les revues ou les journaux, il a fait sortir l'histoire argentine de la légende et de la polémique pour la soumettre à l'école de la critique moderne.

Auteur de *Une Énigme littéraire : le don Quichotte d'Avellaneda*, de *Critique littéraire*, directeur de *la Bibliothèque*, importante revue qu'il fonda et à laquelle il ne put, faute de fonds, assurer une longue existence, critique militant par ses articles dans le journal *la Nación*, conférencier, professeur, Groussac a joué un rôle immense dans la formation de la jeune littérature argentine. Impitoyable, il a poursuivi de ses sarcasmes des écrivains trop tentés de s'abandonner à leur naturelle facilité. Il a fustigé des romanciers, des poètes contents d'eux, trompés par un public que le manque de culture rend indulgent. Il a meurtri bien des vanités, causé quelquefois des blessures que son ironie sut empoisonner. Et pourtant, s'il n'est pas toujours aimé, il est respecté par tous. Il nous semble même que l'on commence à comprendre que ce maître très rude est animé d'une réelle sympathie pour l'art naissant du pays dont il a fait sa seconde patrie. Sans avoir désarmé, — les griffes du lion sont toujours acérées, — il entre vivant dans l'affection de son peuple. « Par sa rudesse même, Groussac nous a rendu un service immense, il a éveillé notre esprit critique », disait un écrivain très durement traité par lui, et qui en a beaucoup souffert. C'est que son apostolat, s'il a été destructeur de fausses idoles, a été fécond en exemples. A tous il a donné des leçons de travail, de sévérité envers soi-même, de probité intellectuelle telles qu'il les avait reçues de ses maîtres classiques, et des deux écrivains qu'il porte très haut dans son admiration, Renan et Taine. Il a appris aux Argentins que l'art est difficile.

M. Groussac, critique et historien, est avant tout et toujours un artiste. Son œuvre a une unité profonde. Épris de mesure, d'harmonie dans les proportions, recherchant toujours des constructions simples, mais n'acceptant jamais que des matériaux de choix, ce Français a dû porter de rudes coups à l'em-

phase espagnole. Il a suivi en maintes circonstances le conseil de Verlaine : « Prends l'éloquence et tords-lui son cou. » Aucune considération, même d'amitié, n'a désarmé sa critique. Aujourd'hui, il n'a rien à changer dans ses jugements d'il y a vingt ans. Mais, s'il est fier de son œuvre critique, il lui préfère peut-être encore les livres où il a pu librement donner cours à ses facultés créatrices : son *Livre des sonnets*, son essai *Du Plata au Niagara* (qui contient des pages vraiment classiques), ses *Voyages intellectuels* où l'on suit les actions et les réactions produites par les paysages américains sur les états d'âme d'un lettré, et peut-être aussi cette *Divisa punzó* (la cocarde rouge), qui a été le plus grand succès de la scène argentine. « Mes pareils à deux fois ne se font pas connaître »... dit le bon Corneille : en 1922, âgé de soixante-dix ans, Groussac a donné sa première œuvre théâtrale et il a fondé, par ce coup de maître, le drame historique national.

Du haut de cette œuvre grande et diverse, Groussac domine aujourd'hui toute la littérature argentine. La France peut être fière d'avoir donné à la jeune République américaine son premier écrivain d'importance universelle.

QUELQUES MAÎTRES

Parmi les autres maîtres de la jeune génération littéraire, il faut placer côte à côte quelques écrivains de talent et d'inspiration très dissemblables, en indiquant dans quelles directions ils ont engagé leurs disciples. Dans cette revue des vivants, on nous permettra de comprendre trois morts, mais si récents, qu'on ne saurait sans injustice les laisser hors de cet essai sur la littérature contemporaine : Joaquin González et Angel de Estrada, morts tous deux à la fin de 1923, José Ingenieros, disparu en 1925. Nous placerons donc González aux côtés de M. Ricardo Rojas, l'apôtre du nationalisme argentin, Estrada, auprès de M. Enrique Larreta, européen comme lui ; M. Leopoldo Lugones représentera pour nous la jeune Argentine, agitée tumultueusement par les quatre vents de l'esprit, comme Ingenieros nous la montrera recevant, sans en tirer souvent un vrai profit, toutes les inspirations philosophiques. Enfin, le critique Jean-Paul nous dira le secret de la faiblesse actuelle et les promesses d'avenir du théâtre argentin.

Joaquin González est un fils de la province argentine. Né dans une petite ville, Chilecito, tapie aux pieds des Andes, il est resté l'amoureux fervent de ses montagnes grandioses et de sa province : la Rioja. Il fit ses études dans la vieille université de Córdoba, une des plus anciennes de l'Amérique latine. Dès qu'elles furent achevées, il commença une carrière politique qui devait être brillante et utile à son pays. Il fut député, gouverneur de province, plusieurs fois ministre, membre de la Cour d'arbitrage de la Haye, président de la Commission des Affaires extérieures du Sénat. Ce *cursus honorum* de González est fort beau : il s'accomplit dans le respect général qu'il imposait par son talent reconnu, une honnêteté scrupuleuse, une dignité sans hauteur. Préoccupé d'éducation populaire, fondateur de l'Université de La Plata, il a beaucoup écrit sur ce qu'il appelle dans un de ses livres : la politique spirituelle. Théoricien du droit constitutionnel argentin, ses œuvres garderont longtemps un vif intérêt. Mais il nous intéresse surtout ici comme écrivain. Historien, romancier, poète, il a élevé une protestation éloquente contre le cosmopolitisme de Buenos-Ayres, contre l'esprit des nouveaux venus qui ont imposé leur radicalisme en politique et leurs goûts européens, leur vulgarité aussi, à la vieille Argentine, fille de l'Espagne et de la terre américaine. Il a composé des essais qui ont déjà pris place parmi les œuvres classiques : *la Tradition nationale* et surtout *Mes Montagnes*, où l'on trouve exprimées, dans un espagnol d'une fluidité et d'une harmonie rares, les émotions et les rêveries d'une âme délicate placée en face du grandiose spectacle des Andes.

Ricardo Rojas, d'origine provinciale comme González, est encore un homme jeune. Professeur de littérature à la Faculté de La Plata à vingt-neuf ans, puis à celle de Buenos-Ayres, il fut élu doyen à quarante ans et recteur de l'Université à quarante-trois ans, en 1925. Quel admirable pays que l'Argentine où un homme arrive au sommet de la carrière universitaire à l'âge où, en d'autres, on est à peine maître de conférences ! Il est vrai que M. Rojas a comme répondants quinze ou vingt volumes de poésie, d'histoire, de critique. Il a composé une grande *Histoire de la littérature argentine* en quatre volumes in-8°, qui est conçue comme un tableau de l'évolution des idées argentines depuis l'époque coloniale. Ce travail témoigne d'une

vaste érudition et si les jugements prononcés sont quelquefois sujets à revision, si l'impression d'ensemble très optimiste l'est peut-être trop aux dires de Groussac, l'historien a sauvé de l'oubli des noms qui méritaient de vivre dans la mémoire des jeunes générations argentines.

M. Rojas historien perd quelquefois sa sérénité lorsque le poète ou le philosophe interviennent dans son œuvre. Poète, il l'a été dès sa prime jeunesse; philosophe, apôtre de la *Restauration nationaliste*, il le sera toute sa vie, car son sang même, nous l'avons dit, est le meilleur argument, mais combien exceptionnel, en faveur de sa thèse. Pour lui, la civilisation argentine est héritière de l'Indien et de l'Espagnol. Les *archétypes* sont ces ancêtres de la véritable Argentine actuelle. C'est leur esprit, fécondé par un siècle de culture française, qui constitue *la Argentinidad* (le caractère argentin). Et cette théorie s'achève en un hymne chanté à la gloire de la terre et de la race américaines dans deux poèmes en prose, *Blason de plata* et *Eurindia*.

Dans quelle mesure cette ardente prédication est-elle suivie? Il est assez difficile d'en juger. Il semble cependant que, sans avoir de disciples directs, l'éloquent apôtre de l' « argentinisme » intégral ait fourni des idées à bien des jeunes écrivains amoureux de la terre natale. La réhabilitation de l'Indien est favorablement accueillie dans toute l'Amérique latine, où l'on s'attendrit présentement sur les malheurs du vaincu sans du reste maudire le conquérant espagnol. Dans les pays atlantiques de l'Amérique, l'héritage que l'on revendique est bien peu de chose. Il n'en est pas de même sur le versant pacifique et dans l'Amérique équatoriale, où la race indienne a subsisté sans trop se mélanger aux envahisseurs. Mais, pour ce qui est de l'Argentine moderne, sa civilisation est uniquement espagnole et française, comme son sang est purement européen. Les réserves que nous apportons à la thèse de M. Rojas n'ont qu'une importance relative : on ne saurait sans ridicule reprocher à un poète de n'être pas un ethnologue. Nous devons au contraire le louer parce que son inspiration quelque peu tumultueuse n'est jamais en défaut. Plus heureux que le grand Homère, s'il s'égare parfois, M. Rojas ne sommeille jamais.

M. Enrique Larreta était, il y a quelques années, le représentant diplomatique de son pays en France. On garde à Paris le

grand souvenir de ce gentilhomme de lettres. Angel de Estrada était un descendant direct du noble saintongeois, Jacques de Liniers, qui reconquit pour le roi d'Espagne Buenos-Ayres prise par les Anglais en 1806 et fut fait en récompense vice-roi du Rio de La Plata. C'est en France qu'Angel de Estrada, infatigable voyageur, venait se reposer de ses longues randonnées dans les pays méditerranéens; c'est sur un bateau français qu'il s'embarqua malade et qu'il mourut sans avoir revu sa patrie. Ces deux écrivains sont donc restés un peu en dehors du mouvement littéraire de leur pays. Européens par leurs goûts, ils écrivent un espagnol classique assez différent de la langue plus analytique, mais de vocabulaire assez pauvre, qui s'est constituée à Buenos-Ayres. Larreta a écrit un des meilleurs romans qui soit sorti d'une plume argentine : *la Gloire de don Ramire*. Grâce à la traduction qui en a été faite, ce livre est justement apprécié en France. Après un assez long silence, il a donné au théâtre un poème en un acte, *la Luciernaga* (le Ver luisant), qui, malgré de grandes beautés de détail, n'eut qu'un succès d'estime. Un nouveau roman, *Zogoïbi*, publié l'an passé, a obtenu un vif succès. Il a paru digne de l'auteur de *la Gloire de don Ramire*. Larreta semble aujourd'hui subir l'attrait puissant de la terre argentine, sans doute parce qu'il vit une partie de l'année en pleine Pampa dans son magnifique château de style colonial, d'où la vue s'étend librement sur l'immensité fertile. Mais de ses longs séjours en Europe et en France, il a gardé le goût du langage châtié, de la belle ordonnance dans la composition, de la vérité des images. Il est en quelque sorte le Gautier de l'Argentine, un artiste raffiné un peu perdu dans cette littérature exubérante.

Poète et historien, Angel de Estrada est mort à cinquante et un ans sans avoir donné toute sa mesure. Ce grand voyageur, pèlerin de toutes les terres classiques, s'est défini dans le titre d'une de ses œuvres : une âme nomade. Fort intelligent, il a pénétré le sens des civilisations dont il est allé, au gré de sa fantaisie, contempler les splendeurs ou les ruines. Il s'est épris surtout de la Renaissance italienne. Il en a célébré l'idéal d'harmonieuse beauté, de vie délicate et joyeuse, dans son meilleur livre, *les Trois grâces*. Un critique de Buenos-Ayres, M. Jorge Max Rohde, écrivait dans la revue *Nosotros* en 1924 « qu'un historien de la littérature argentine se trouverait assez

perplexe quand il s'efforcerait de découvrir une influence indigène dans l'art d'Estrada ». Sans doute. Et pourtant, Estrada, par son cosmopolitisme même, par son amour pour la culture classique, n'est-il pas un symbole de l'Argentine moderne dont la curiosité intelligente est toujours en éveil? C'est pourquoi les livres d'Estrada y seront longtemps appréciés de l'élite.

M. Leopoldo Lugones est un homme prodigieux. Esprit d'une remarquable agilité, il s'est placé au centre de tout : politique, art, histoire, linguistique, philosophie, comme un écho sonore. Il a touché à peu près à tous les genres, donné souvent la preuve de dons exceptionnels, écrit vingt livres intéressants, beaucoup de pages dignes d'être recueillies dans une anthologie et pas un chef-d'œuvre. Il a été socialiste, il a lancé contre les institutions de son pays de formidables sarcasmes, puis il est devenu un ardent contempteur de la démocratie. Ce citoyen du monde a découvert soudain qu'il est Argentin et il est devenu un Argentin d'une espèce fort rare, la xénophobie. Tous les souffles de l'esprit traversent Lugones et l'animent d'un enthousiasme sincère. Aussi ses adversaires, — il en a beaucoup, — se contentent-ils d'opposer au Lugones d'aujourd'hui celui d'hier et font-ils appel à celui de demain. Mais il est digne de l'estime dont il est entouré, parce qu'aucune idée vraiment belle ne l'a laissé indifférent. La France se souviendra toujours des admirables articles qu'il donna à *la Nación* pendant la guerre. Il est fâcheux qu'on ne connaisse pas davantage ceux qu'il publia en 1923 sur la dévastation de nos provinces du Nord : ces pages, jaillies du cœur, sont d'une éloquence souveraine. S'il fallait absolument choisir parmi les livres de Lugones, nos préférences iraient au délicieux recueil de vers *les Crépuscules du jardin*, aux études historiques sur *l'Empire jésuitique* et *la Guerre gauchesque* (les *gauchos* sont des paysans créoles dont le rôle fut grand pendant les premières années de la République), enfin à la curieuse évocation de *el Payador*, le chanteur rustique, l'aède de la Pampa argentine.

Jean-Paul (M. Jean-Paul Echagüe) est le meilleur critique dramatique de l'Argentine, l'instituteur de son théâtre en formation. Son action poursuivie pendant plus de vingt ans de la tribune de divers journaux, surtout de celle de *la Nación* retentissante entre toutes, a été profonde. Il jouit aujourd'hui d'un juste prestige. On rend généralement hommage à sa vaste

culture, à son amour du théâtre, à sa courtoisie qui lui a permis de juger sévèrement les œuvres sans blesser les auteurs. Jean-Paul a terminé ses études à Paris; il s'est mêlé alors à la jeunesse intellectuelle du quartier latin et de Montmartre. Plus tard, il connut Paul Hervieu et Anatole France. Il a été, à Buenos-Ayres, le propagandiste fervent de notre théâtre. Il y a fait connaître Hervieu, Bataille, MM. de Curel et Porto-Riche. Mais s'il a voulu mettre la scène argentine à l'école du théâtre français, il a eu l'ambition de la dégager de toute imitation servile. Il a conseillé aux auteurs de son pays de demander aux Français non pas des sujets de pièces ou des types déjà étudiés par eux, mais leurs procédés d'analyse psychologique, leurs secrets de composition. « Imitez les maîtres français, a-t-il dit, mais restez vous-mêmes. N'écrivez pas à Buenos-Ayres des pièces parisiennes. Portez à la scène les personnages que vous pouvez observer chaque jour. Vous êtes les témoins d'un phénomène unique, la prise de possession par des hommes de races diverses d'une terre immense et vierge : il y a donc en Argentine les éléments d'une comédie psychologique et d'un drame social. » Cet enseignement, répété inlassablement dans les articles et dans les livres où il a recueilli le meilleur de sa critique au jour le jour, a fait l'éducation des acteurs et du public de Buenos-Ayres. M. Echagüe a bien servi la scène argentine qui doit lui être reconnaissante aussi d'avoir contribué à obtenir, en 1925, du Président Alvear, la création d'un Conservatoire national de musique et de déclamation.

José Ingenieros mérite de prendre place dans cette galerie des dirigeants de la pensée argentine, ne serait-ce qu'à titre de représentant d'un certain esprit argentin contemporain, celui de quelques universitaires. Un vrai jeune, ce philosophe, mort à quarante-huit ans, qui écrivit dans son livre *l'Homme médiocre* : « Voir blanchir ses cheveux est une chose très triste. Les cheveux blancs visibles correspondent à d'autres décrépitudes que nous ne voyons pas : le cerveau et le cœur, tout l'esprit et tout l'amour vieillissent en même temps que la chevelure. » Et il condamne *a priori* une bonne partie des œuvres de Kant, de Spencer, de Wiliam James, parce qu'écrites à l'époque de leur maturité et de leur vieillesse! Cet écrivain toujours jeune a eu des enthousiasmes successifs pour des maîtres très différents. Dans son livre principal, *Principes de psychologie patho-*

logique, il se déclare un philosophe scientifique, disciple de Wilhelm Ostwald et comme tel résolument moniste. Guyau lui a inspiré une étude intitulée *Vers une morale sans dogmes* et Gustave Le Bon son grand traité : *Évolution des idées argentines*. Cette évolution est pour lui très simple, presque linéaire. « L'Argentine, dit-il, est passée de la barbarie des temps précolombiens au régime colonial d'essence capitaliste. Elle va vers un socialisme d'État à l'intérieur, tandis qu'un impérialisme pacifique la porte à dominer spirituellement les pays sud-américains. » Cette thèse intéressante et si contestable, est développée au moyen d'une érudition immense, mais mal digérée. Ingenieros a, de plus, la fâcheuse habitude de s'élever au-dessus de la difficulté rencontrée, afin de la « dominer » au lieu de la résoudre par une étude approfondie. Ces graves défauts de méthode, cette audace dans l'affirmation, sont la marque d'un esprit qui est resté vraiment jeune. Cette caractéristique du tempérament d'Ingenieros, le rapprochant des jeunes gens, explique son influence sur eux. On nous permettra de dire que malgré son honnêteté, son intelligence, son ardeur pour l'étude, son action fut mauvaise. C'est en réaction contre ses doctrines et contre son exemple que doivent agir aujourd'hui les Facultés de philosophie argentines, afin d'apprendre à la jeunesse l'art de bien penser. Il n'y a pas encore de philosophie argentine originale, aux dires du doyen de la Faculté de Buenos-Ayres, M. Albérini (1).

LE MOUVEMENT CONTEMPORAIN

Aucun des maîtres que nous avons étudiés n'a, à proprement parler, fait école. Ni Groussac, ni Rojas, ni Jean-Paul, n'ont de disciples. Ils ont donné des idées à beaucoup de jeunes écrivains, mais ils n'ont pas réussi à faire accepter, même par quelques-uns, leur discipline spirituelle. Les Argentins sont individualistes. Chacun creuse son sillon. Il rencontre rarement le voisin. Il n'y a pas de cénacle : les Académies sont des institutions de caractère purement universitaire, dont la vie ne paraît pas intense. Seuls les historiens ont, avec la *Junta de historia y numismática*, une Société savante où l'on travaille.

(1) Conférence donnée à la Société française de philosophie en 1927.

La République argentine, qui lit assidument les grandes revues françaises, n'a qu'une Revue littéraire nationale, *Nosotros* (Nous), qui vit grâce au dévouement de ses directeurs et n'est suivie que par une élite. M. Groussac lui-même n'a pas pu assurer la durée de sa *Bibliothèque*. Les cahiers de *Martin Fierro*, de création récente, ne circulent que dans un petit groupe de poètes et d'artistes.

Les jeunes écrivains (romanciers mis à part) œuvrent au milieu de l'indifférence générale. Jusqu'à ces derniers temps, le roman et la nouvelle parisienne, le théâtre du boulevard, avaient seuls la faveur du public. En France, il est déjà fort difficile à un débutant de vaincre l'indifférence ou l'hostilité des éditeurs, de la critique, du public. Pourtant les Revues, les Académies, les jurys des prix littéraires viennent à son aide. L'Argentine s'est longtemps désintéressée de sa jeunesse littéraire. Aujourd'hui celle-ci commence à trouver des appuis et des encouragements. Quelques grands journaux ont des suppléments hebdomadaires qui, réservés d'abord à d'illustres collaborateurs étrangers, s'ouvrent de plus en plus aux auteurs nationaux. Le gouvernement, les Universités, ont institué des récompenses : prix national annuel de littérature, qui a été attribué successivement à l'*Essai sur la Révolution de Mai et Mariano Moreno* de Ricardo Levene, à l'*Histoire de la littérature argentine*, de Rojas, à l'ensemble de l'œuvre de Leopoldo Lugones, au romancier populaire Hugo Wast, prix municipaux, etc. Les Universités ont des Bulletins, des Revues. Elles disposent de fonds pour assurer la publication d'ouvrages savants. Avec un sens remarquable de la solidarité, les écrivains se sont organisés en coopératives d'édition. On trouve à Buenos-Ayres des actionnaires pour ces entreprises désintéressées. Quelques éditeurs s'honorent en publiant les livres de jeunes poètes. Grâce à l'effort de tous, la production littéraire est abondante et les ouvrages aux couvertures blanches, ou violemment illustrées, s'empilent sur la table du critique.

Parmi tous les écrivains dont nous suivons les efforts de notre observatoire parisien, parmi ceux qui peinent et ceux qui triomphent, nous ne pouvons en citer que quelques-uns. Il ne s'agit point ici d'un palmarès, et grand est notre embarras. Comment, sans injustice, classer des auteurs dont aucun peut-être n'a encore donné sa mesure ? Il est du destin de toutes les

histoires littéraires que le chapitre sur le mouvement contemporain soulève de justes critiques. Nous nous y soumettons d'avance en demandant aux Argentins qui nous feront l'honneur de nous lire, d'incriminer notre information, que nous avons développée autant que possible, mais qui reste insuffisante, plutôt que notre bonne foi. Nous pouvons seulement garantir l'objectivité de cette revue des différents genres littéraires.

Il y a beaucoup de poètes en Argentine. Les écrivains y naissent poètes : plus tard ils deviennent romanciers ou historiens comme Rojas, Estrada, Ugarte, Gálvez, Capdevilla, ou même hommes politiques comme M. Mario Bravo, un des chefs du parti socialiste. La poésie y est donc plus qu'ailleurs un chant de jeunesse. Elle est surtout lyrique et élégiaque. L'influence des *coplas* espagnoles est grande chez tous. Aussi trouve-t-on de nombreux recueils de petits poèmes, la plupart d'un romantisme ingénu, quelques-uns charmants.

Nous avons nommé déjà le maître de la poésie argentine M. Leopoldo Lugones. Son inspiration est très variée : sa forme, souvent nonchalante, est parfois d'une grande beauté. Il est peu d'écrivains donnant au même degré l'impression de la facilité. Manuel Gálvez et Arturo Capdevilla se sont illustrés dans le roman, mais leur œuvre poétique n'est point négligeable. *Le sentier de l'humilité* du premier, la *Melpomène* et *la Fête du monde* du second, attestent des préoccupations philosophiques qui sont trop souvent étrangères à leurs contemporains. Alfredo Bufano a publié, de 1917 à 1925, plusieurs livres de poèmes lyriques. L'étranger curieux des choses argentines préfèrera ses *Poèmes de province* et ses *Poèmes de Cuyo*, quoiqu'il y ait de bien jolies chansons d'amour dans *Messe de Requiem* et *le Jardin des Oliviers*. Enrique Banchs présente cette originalité d'être un artiste sévère pour lui-même. Ses poèmes y ont gagné une splendide forme qui les distingue parmi la brillante et facile floraison contemporaine. Depuis *l'Urne*, en 1911, il n'a rien publié d'important. Fernandez Moreno est un Espagnol de beaucoup de talent égaré dans la littérature argentine. Ses *Champs d'amour, de lumière, d'eau* et *la Maison dans la campagne*, sont d'une délicate inspiration lyrique. Hector Diaz Leguizamón est de culture

toute française. Son recueil, *Daphné*, renferme d'excellentes traductions de Ronsard et, à côté d'intéressantes poésies espagnoles, de beaux sonnets en français... Un autre écrivain, Mme Delfina Bunge de Gálvez, femme du grand romancier Gálvez, a composé des poèmes français, d'une facture toute parnassienne, qu'elle a publiés chez Lemerre en 1911 sous un titre discret : *Simplement*. Mme Alfonsina Storni, poète lyrique délicat, trouve parfois pour s'exprimer des accents lamartiniens. *Langueur* est sans doute son œuvre la plus achevée. M. Pedro Miguel Obligado est un poète romantique : son *Aile d'ombre* reçut en 1922 le prix de poésie fondé par la municipalité de Buenos-Ayres; Vigny, Lamartine, Hugo et Musset ont trouvé un excellent traducteur en M. Carlos Obligado; M. Alvaro Melian Lafinur est tout parnassien. Ses *Sonnets et triolets* sont d'une inspiration élevée. Leur forme, quelquefois un peu froide en sa pureté marmoréenne, est toujours harmonieuse. Enfin Ataliva Herrera chante en vers savoureux la beauté du sol argentin et la grâce des filles de sa province. *les Vierges du soleil* célèbrent la gloire périmée de la civilisation incaïque. Il y a de belles pages aussi dans *le Poème ingénu* et dans *Bamba*.

Les tout jeunes poètes, « les moins de trente ans », attestent une culture plus éclectique que celle de leurs aînés. L'influence française les éloigne de l'imitation des lyriques espagnols et les aide à dégager leur personnalité. On peut voir aussi passer dans leurs œuvres le reflet des jeunes poètes italiens et même quelque mirage de Tagore. Ils chantent des états d'âme plus rares, ils s'essayent au poème philosophique. Margarita Abella Caprile, Francisco Bernardez, Jorge Borge, Luis Franco, Luis Cané, Ricardo Güiraldes, José Pedroni, Horacio Rega Molina, forment la tête d'une brillante cohorte d'où sortira peut-être le grand poète que l'Argentine attend. A moins qu'il ne se détache de la phalange qui est étroitement groupée autour de la Revue *Martin Fierro*. On y raille sans pitié les aînés; Lugones y est solennellement honni. La jeunesse ne peut prendre conscience d'elle-même qu'en piétinant les devanciers. Bien qu'aucun tempérament original ne se soit encore révélé, il est possible que cette avant-garde amène la poésie argentine à un sens plus délicat du rythme et peut-être aussi à une analyse plus profonde de l'âme nationale.

Depuis la mort de Gregorio de Laferrère et de Florencio Sánchez, il y a beaucoup d'auteurs dramatiques en Argentine et peut-être pas un grand écrivain de théâtre. « La production est quantitative », déclare le critique Jean-Paul dans son livre : *le Théâtre argentin*. Beaucoup de jeunes auteurs sont bien doués, mais ils sont trop pressés. Ils écrivent en se jouant des pièces faciles. Ils présentent des marionnettes amusantes que le public applaudira facilement : le vieux paysan *gaucho* vaincu par le progrès de l'exploitation agricole, l'étranger sympathique mais ridicule, le « fils du pays », bavard, noceur, souvent lâche, car les spectateurs acceptent fort bien qu'on leur présente une caricature injuste. Il est remarquable que l'étranger ait presque toujours le beau rôle dans la comédie populaire, tandis que ses descendants, devenus Argentins, sont considérés comme des faibles ou même des dégénérés. Il y a des comédies décrivant le « cabaret de Montmartre », ainsi l'annonce le sous-titre, où l'on fait débarquer tout un lot d'Argentins ahuris dans un bouge aussi authentique que ceux décrits par nos romanciers populaires, il y a des pièces faubouriennes (*del arrabal*) peignant sans profondeur les mœurs du populaire, il y a même des comédies destinées uniquement à encadrer un tango...

Jusqu'à présent, les gens distingués vont rarement à des représentations d'œuvres nationales modernes : ils préfèrent entendre des pièces françaises, des comédies espagnoles ou des drames italiens. Mais l'influence de quelques acteurs (de Mme Quiroga surtout), des critiques, les encouragements du gouvernement amènent une heureuse transformation du goût des auteurs. Le théâtre argentin, comme l'a remarqué Jean-Paul, revient lentement vers la haute comédie et le drame historique qui furent les genres cultivés au début du XIXe siècle, avant l'envahissement de la scène par Jean Moreira et la farce « gauchesque ». De ce bain prolongé dans le réalisme le plus vulgaire il sortira plus capable de peindre les types et les milieux sociaux de l'Argentine moderne. Le succès fait au drame de Groussac : *la Divisa punzó*, d'une haute tenue littéraire et mettant en scène un épisode de l'histoire nationale, a une valeur symbolique. La scène argentine est prête à accueillir des œuvres de facture classique.

Le roman est en Argentine comme ailleurs le genre littéraire le plus vivant, le seul qui ait donné quelques chefs-

d'œuvre récents. M. Manuel Gálvez est un écrivain de grand talent. Psychologue aigu, préoccupé aussi de questions sociales, ses œuvres sont probes, écrites avec soin et ce dernier trait lui donne une place à part dans le mouvement littéraire actuel. Ses deux meilleurs livres nous paraissent être *Nacha Regules* et *la Normalienne*. M. Horacio Quiroga est un merveilleux conteur. Uruguayen, il est incorporé à la littérature argentine comme le Genevois J.-J. Rousseau le fut à la littérature française. Il vit à Buenos-Ayres, quand il ne va pas chercher le calme et la grave beauté de la nature vierge dans les solitudes de Misiones. Ses romans et ses nouvelles commencent à être connus à l'étranger. M. Carlos-Alberto Leumann est un romancier psychologue, très subtil dans l'analyse du cœur féminin. C'est le Bourget de la littérature argentine. Son meilleur livre nous paraît être *Adriana Zumarán* qu'il publia en 1920. Poète, sociologue, historien, professeur, M. Arturo Capdevilla a écrit d'intéressantes pièces de théâtre et quelques romans ; *les Fils du soleil* l'ont placé au premier rang des prosateurs argentins.

M. Arturo Cancela a attiré l'attention des lettrés par son art très personnel de la nouvelle. Ses *Trois contes de Buenos-Ayres*, le recueil *l'Ane de Marouf*, sont d'une ironie charmante, d'une psychologie déliée et apparentent ce jeune écrivain à Anatole France. Sa phrase est courte, son style d'une remarquable propriété. Cancela, s'il daigne travailler, sera bientôt un des maîtres de la prose argentine. Il s'est essayé avec succès au théâtre. Sa pièce, *l'Origine de l'homme*, est d'une bouffonnerie parfois assez profonde.

Hugo Wast (M. Martinez Zuviria) est un romancier populaire. C'est l'écrivain argentin dont les œuvres ont obtenu les plus forts tirages. Son succès est justifié par des dons brillants : il sait trouver de belles histoires, peindre des héroïnes touchantes, il possède l'art d'éveiller l'émotion dès les premières pages de son livre et de la conduire jusqu'à la fin en un crescendo si savant que le lecteur ne s'aperçoit pas du décousu de la composition et n'a pas le temps de s'indigner des négligences d'un style trop cursif. *Fleur de pêcher, la Maison des Cerfs, la Cravate bleue, Celle qui ne pardonna pas, Désert de pierre*, ont fait couler bien des larmes. Le Paul Féval ou le Xavier de Montépin de l'Argentine pourrait en être le Paul Bourget ou l'Henry Bordeaux, s'il consentait à écrire une prose plus artis-

tique, s'il supprimait hardiment bien des développements qui alourdissent son récit. Il lui faudrait être moins hypnotisé par l'espérance d'un triomphe populaire, rechercher davantage l'estime des connaisseurs. On a trop souvent l'impression qu'il gaspille un talent vigoureux.

La tombe vient de se refermer sur Ricardo Güiraldes, sans lui laisser le temps de connaître la gloire que vaudra à son nom son dernier roman : *don Segundo Sombra*, tableau puissant de la vie provinciale argentine. Psychologue profond, peintre brillant des paysages de son pays, Güiraldes écrivit en une prose à la fois précise, harmonieuse et colorée. Ses autres œuvres, *les Contes de mort et de sang* et les romans *Rosaura*, *Raucho*, *Xaïnaca*, encore que fort curieuses, ne laissaient pas prévoir un si prochain épanouissement de son génie.

Les historiens partagent avec les romanciers la faveur du public argentin. Un peuple nouveau sent la nécessité de se rattacher au passé national. Jusqu'au début du xx[e] siècle, l'histoire argentine a connu avec Bartolomé Mitre ou Vicente-Fidel López, les grands récits faits de souvenirs recueillis par la tradition orale plutôt que tirés d'une étude approfondie des documents. Mitre cependant avait un goût très vif pour l'érudition et il a recueilli dans sa bibliothèque des archives privées et même publiques qui, sans son intervention, auraient été détruites. Aujourd'hui, grâce à l'éducation universitaire, on accumule les monographies d'où l'histoire de l'Argentine sortira renouvelée. M. Ernesto Quesada a fort heureusement échoué dans sa propagande en faveur de la philosophie allemande de l'histoire. Ses vastes monographies, son essai sur l'époque de Rosas, n'ont pas empêché quelques bons esprits de se livrer au travail modeste, mais combien plus utile, de l'étude critique des documents. Groussac d'une part, les Facultés de droit et des lettres de Buenos-Ayres, d'autre part, enfin la *Junta de historia et de numismática*, sorte d'Académie de l'histoire, sont les fondateurs de l'histoire scientifique argentine. Les meilleurs historiens et érudits sont actuellement M. Ricardo Levene, l'auteur de l'*Essai historique sur la Révolution de mai et Mariano Moreno ;* M. Roberto Levillier, qui dirige une importante publication de documents sur la conquête espagnole de l'Amérique du Sud (*Bibliothèque du Congrès argentin*) et vient de donner le tome

premier d'une *Nouvelle chronique de la conquête de Tucuman;* M. Emilio Ravignani, directeur de l'important Institut de recherches historiques de la Faculté des lettres de Buenos-Ayres. M. Carlos Correa Luna, érudit auteur de monographies, a fait revivre l'époque coloniale argentine dans son curieux roman historique : *Don Baltazar de Araudia.* M. Mario Belgrano a donné une biographie critique de son aïeul, le général Manuel Belgrano. La petite histoire, chère à Lenotre, a ses aimables représentants dans Carlos Ibarguren : *Sur notre temps, Manuela Rosas,* et dans Antonio Dellepiane : *Trois patriciennes illustres.*

Il faut enfin faire une place aux auteurs d'essais dont quelques-uns sont fort brillants. M. Alberto Gerchunoff est un intelligent commentateur du *Don Quichotte* de Cervantes et un philosophe qui pastiche agréablement les dialogues de Platon; M. Ricardo Saenz Hayes a écrit de bonnes études de littérature étrangère, en particulier sur quelques écrivains français : *Blaise Pascal et autres essais;* M. Roberto Payró a décrit la vie populaire dans son étrange roman : *les Aventures du petit-fils de Juan Moreira*; M. Manuel Ugarte, romancier et publiciste, lutte pour l'indépendance spirituelle de l'Argentine, combat l'emprise des États-Unis sur l'Amérique latine et annonce la grandeur future de sa patrie.

... « J'en passe et des meilleurs », dirons-nous ici avec l'amertume d'avoir été inférieur à notre tâche, incomplet et peut-être injuste. Mais il faut conclure.

Il y a maintenant en Argentine une littérature très vivante. Elle est de langue espagnole, mais dans la formation de son esprit, les inspirations étrangères apportées par l'immigration, un siècle d'éducation française, ont exercé une influence profonde. Elle achève en ce moment de conquérir son originalité. Elle vient de découvrir le brillant avenir qui lui est réservé. Elle en est encore un peu éblouie. Les écrivains ne veulent pas tous discipliner leur talent. Quand ils sauront que le génie n'est qu'une longue patience, ils donneront sans doute les œuvres classiques que nous attendons. Elles nous révéleront les façons de sentir d'un peuple jeune, rejeton vigoureux des races latines, ainsi que les beautés vierges de la terre des Fils du Soleil.

RAYMOND RONZE.

L'EXPOSITION DE LA RÉVOLUTION

A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Changement de décor et de personnages. Dans cette galerie Mazarine où l'initiative de l'administrateur général et des conservateurs de la Bibliothèque nationale évoqua, l'an dernier, les magnificences du grand siècle et les prospérités du règne de Louis XIV, voici la commémoration historique et l'illustration pittoresque d'un événement dont les premiers témoins, semble-t-il, n'ont pas compris d'abord toute la gravité ni calculé toutes les conséquences, — si l'on en juge d'après un dessin de Duplessis, remarqué par tous les visiteurs de l'exposition de la rue de Richelieu, et qu'explique une légende ainsi conçue : *La Révolution française, arrivée sous le règne de Louis XVI, le 14 juillet 1789.*

Bon nombre de Parisiens, dans la brillante capitale où nos aïeux de la fin du XVIII^e^ siècle ont goûté ce que Talleyrand appelait, d'un mot célèbre, la « douceur de vivre », se sont figuré apparemment que la prise de la Bastille fut à la fois un commencement et une fin. Les médailles commémoratives du 14 juillet 1789 donnent à Louis XVI une série de titres par où l'on voit qu'il n'y a pas encore de malentendu irréparable entre sa dynastie et son peuple.

Dans l'or, l'argent ou le bronze, on a gravé l'effigie royale, auréolée d'étoiles, avec ces mots en exergue : « Vive à jamais le meilleur des rois ! » et plus bas : « Louis XVI, restaurateur de la liberté française et le meilleur ami de son peuple ».

Un tableau allégorique de la liberté des Français, « estampe dédiée à Nosseigneurs de l'Assemblée nationale », se vend à Paris dans l'enclos du Temple, chez l'auteur, Louis Prieur, fils d'un honnête artiste, qui s'intitule « sculpteur et doreur de Sa Majesté ». A vrai dire, ce même Louis Prieur, qui ne néglige aucune occasion d'exercer son crayon de dessinateur ambulant, nous montre *le peuple qui fait fermer l'Opéra pour protester contre le renvoi de M. de Necker* (11 juillet), ensuite *le prince de Lambesc entrant aux Tuileries par le pont tournant, avec un détachement du Royal-Allemand* (12 juillet) et aussi le *Pillage de la maison de Saint-Lazare* « par des brigands soudoyés qui, après avoir tout saccagé de fond en comble, s'enivrèrent de tous les liquides qu'ils trouvèrent non seulement dans les barriques de la cave, mais aussi dans les bocaux de l'apothicairerie » (13 juillet).

Cette imagerie chronologique donne l'idée d'un prélude qui n'a rien de rassurant. La *Mort de M. de Flesselles*, prévôt des marchands, massacré sur le perron de l'Hôtel de ville (14 juillet), nous est représentée en un dessin lavé à l'encre de Chine par Prieur, qui a vu également, dans la même journée, le moment où le cuisinier Desnot, en place de Grève, s'approcha du marquis de Launay, gouverneur de la Bastille, pour lui trancher la tête avec un couteau à découper. Le 22 juillet, près de l'église Saint-Merry, Prieur vit passer dans une charrette, entourée de gens à pied et à cheval, M. Bertier de Sauvigny, maître des requêtes, intendant de Paris, que le peuple menait au supplice. De cette vision l'artiste quasi professionnel des *Tableaux de la Révolution* fit un croquis, dans l'instant où l'on montrait à ce malheureux, au bout d'une pique, la tête de son beau-père, M. Foullon, conseiller d'État. Néanmoins, une médaille commémorative, gravée en bronze par Benjamin Duvivier, de l'Académie royale, rappelle l'arrivée du Roi à Paris, le 6 octobre, et ces paroles de Louis XVI : « J'y ferai désormais ma demeure habituelle. »

Une autre pièce, gravée par Bertrand Andrieu, porte en exergue le compliment mémorable que fit à Sa Majesté le maire de Paris, M. Sylvain Bailly, le plus savant, le plus courtois, le plus honnête de tous les astronomes de l'Académie des sciences, député à l'Assemblée nationale constituante : « La nation a conquis son roi ! »

Le registre des procès-verbaux de l'Académie française,

obligeamment prêté à la Bibliothèque nationale pour être exposé dans une des vitrines de la galerie Mazarine, contient, à la date du 16 novembre, une série de souhaits de bienvenue qui, adressés au Roi, à la Reine, au Dauphin par le chevalier de Boufflers, directeur de la Compagnie, député de Nancy, sont parés de toutes les grâces que conserve encore l'ancien régime à son déclin.

Le pouvoir législatif a quitté, lui aussi, Versailles afin de s'installer constitutionnellement auprès de l'exécutif, au manège des Tuileries. C'est une grande satisfaction pour les disciples du président de Montesquieu, illustre auteur de l'*Esprit des lois*, dont voici précisément la première édition, imprimée à Genève par Barillot et fils, exposée auprès du *Contrat social*, de l'*Encyclopédie*, de l'*Histoire philosophique* de l'abbé Raynal et du *Mariage de Figaro*, dans la vitrine réservée aux « précurseurs » de la Révolution. Il semble que le système conçu par les beaux esprits dont la Cour et la Ville ont écouté les oracles et proclamé le succès va se réaliser enfin, après quelques malentendus, grâce à la collaboration du peuple, d'après l'idée que Jean-Jacques se faisait de la bonté foncière de l'humanité.

Aussi n'est-on pas surpris de voir, à l'exposition de la galerie Mazarine, une charmante aquarelle qu'un élève de Greuze, l'excellent et facétieux Touzé, peintre de genre, intitule : *Vive la danse et le pas de trois!* C'est une allégorie composée sur le modèle des entrées de ballets où excelle M. Vestris, metteur en scène et premier danseur de l'Opéra. Une danseuse, qui ressemble à Mlle Guimard, s'avance d'un pas léger, le sourire aux lèvres, tenant par la main, à droite et à gauche, un abbé à petit collet, qui esquisse une figure de menuet, un bourgeois qui fait des gambades. C'est le pas des trois ordres exécuté gaiement par la noblesse, le clergé et le tiers-état, réconciliés en musique. Dans le personnage d'un ménétrier mythologique, drapé d'une tunique rose et jouant de la lyre, afin de rythmer le mouvement des danseurs, on reconnaît les traits de M. Necker, ministre d'État, directeur général des Finances, tels qu'ils ont été fixés par le pinceau de Duplessis, en un tableau qui fut exposé au Salon de 1783, et dont nous avons sous les yeux une copie conservée dans les collections du cabinet des Estampes. Sous une tente, qui semble empruntée

à la *Foire de village* du charmant Nicolas Taunay, un militaire, attablé devant une bouteille et des verres, trinque avec un ecclésiastique, et crie : « Vive le Roi ! »

Enfin, nul ne peut ignorer le sens de ces images, puisqu'on peut lire, au bas de cette allégorie doucement coloriée, quelques vers qui, s'inspirant d'un passage du *Bourgeois gentilhomme*, ne sont pas tout à fait des vers de mirliton :

Sans la musique et sans la danse,
Tout va de travers ici-bas ;
Oui, tout dépend de la cadence
Pour régler même les États.

* * * * * * * * *

Par la plus douce mélodie,
Ainsi qu'un nouvel Amphion,
Necker ramène l'harmonie,
Remet d'accord la Nation.
L'espoir renaît dans nos provinces ;
Nos droits vont être respectés.
Vive Louis ! Vivent nos princes !
Vivent nos braves députés !

Ces « braves députés » ont entendu un de leurs plus honorables collègues, M. Rabau de Saint-Étienne, élu par la sénéchaussée de Nîmes et Beaucaire, prononcer, au milieu des applaudissements de tout son auditoire, au cours des débats sur la sanction royale, ces paroles mémorables : « Il est impossible de penser que personne, dans l'Assemblée, ait conçu le ridicule projet de convertir le royaume en république. » C'était alors l'expression des sentiments de tous les personnages que le graveur Jean-Michel Moreau, dit Moreau le Jeune, a saisis d'un crayon agile et d'un burin diligent, pour commémorer l'*Ouverture des États généraux à Versailles*.

Douze cents députés sont réunis dans la salle des Menus Plaisirs. Ils sont alignés par longues rangées rectangulaires, sur des banquettes recouvertes de tapis, le clergé à droite, la noblesse à gauche, le tiers-état en face d'un trône que domine un baldaquin surmonté de panaches, orné de fleurs de lys. Tous les détails du décor, de la figuration et du protocole de cette séance royale ont été réglés, comme le dispositif de la

récente Assemblée des notables, sous la haute direction du marquis de Brézé, grand-maître des cérémonies, assisté de M. de Nantouillet, maître des cérémonies, de M. Urbain de Watronville, aide des cérémonies, et de M. Bronod de la Haye, chevalier, roi d'armes de France. Voici donc cette « salle de cent vingt pieds de longueur et de cinquante-sept de largeur, soutenue sur des colonnes, sans piédestaux, à la manière grecque », selon les indications données au chapitre douzième du *Voyage du jeune Anacharsis*, que vient d'écrire l'abbé Barthélemy, garde des médailles et antiques du cabinet du Roi.

Dans le choix des couleurs et de la coupe du costume assigné par un minutieux règlement à MM. les députés des trois ordres, le grand-maître des cérémonies, ne pouvant ressusciter les pourpoints à taillades, les hauts de chausses, les bottes éperonnées, les grands feutres des députés de 1614, s'est inspiré, du moins, de quelques images qu'offrait à ses prédilections éprises des attraits du bon vieux temps le répertoire applaudi sur la scène de l'Opéra, du Théâtre-Français et du Théâtre-Italien par l'élite des connaisseurs de la Cour et de la Ville. *Adélaïde du Guesclin*, *Péronne sauvée*, le *Seigneur bienfaisant*, le *Siège de Calais*, la *Bataille d'Ivry*, *Henri d'Albret* ou le *Roi de Navarre* n'ont point déplu à cet homme de goût.

Aussi voulut-il qu'à côté des « cardinaux en chape rouge », des « archevêques et évêques en rochet, camail, soutane violette et bonnet carré », des « abbés, doyens, chanoines en soutane noire et manteau long », on vît les députés de la noblesse en « habit à manteau d'étoffe noire, parement d'étoffe d'or sur le manteau, veste analogue au parement du manteau, culotte noire, bas blancs, cravate de dentelle, chapeau à plumes blanches, retroussé à la Henri IV ».

Viennent ensuite les députés du tiers-état, dont voici l'uniforme soigneusement décrit par la note officielle du 27 avril 1789 : « habit, veste et culotte de drap noir, bas noirs, avec un manteau court de soie ou de voile, tel que les personnes de robe sont dans l'usage de le porter à la cour, une cravate de mousseline, un chapeau retroussé de trois côtés, tel que les ecclésiastiques le portent, lorsqu'ils sont en habit de cour ».

Ces dispositions vestimentaires ont fourni plus d'un motif pittoresque à Moreau le Jeune, dont l'art excelle, comme on sait, à mettre en mouvement, dans un cadre restreint, une

multitude de figures qui sont ressemblantes comme des portraits. Son *Couronnement de Voltaire sur le Théâtre-Français* a mis en scène, autour du patriarche de Ferney, redevenu Parisien avec délices, l'excellente troupe des comédiens et comédiennes ordinaires du Roi. Dans sa gravure du *Sacre de Louis XVI*, un œil quelque peu exercé par l'étude rétrospective de cette société disparue reconnaît parfaitement, autour du trône fleurdelysé, les pairs laïques, les dignitaires ecclésiastiques, les grands officiers de la Couronne qui vont reparaître à l'*Ouverture des États généraux* pour entendre les harangues inaugurales dont le texte, admirablement typographié par l'imprimerie royale, est là, sous nos yeux, dans une vitrine : le discours du garde des sceaux, et le rapport de M. Necker, expliquant les causes du déficit de trente-six millions dont s'affligent les finances publiques. Le plafond de la salle des Menus Plaisirs, creusé en ovale par un architecte ingénieux, reçoit d'en haut, comme les temples de l'antiquité, une lumière que tamise un rideau de taffetas blanc et qui descend, en clartés limpides, sur douze cents députés, dont la liste alphabétique, par bailliages et sénéchaussées, s'offre à la curiosité des visiteurs de la galerie Mazarine. Ils sont si nombreux que, pour les connaître tous, il faudrait tourner les pages des trois volumes in-folio de portraits gravés et coloriés que possède le département des imprimés de la Bibliothèque nationale. Mais Moreau le Jeune a dessiné, pour les mettre à part, un certain nombre de figures qui lui ont semblé particulièrement représentatives de cette première période de régime parlementaire : le comte de Mirabeau, Barère de Vieuzac, Maximilien de Robespierre et quelques autres... On remarquera également, dans ce redoutable voisinage, le visage reposant du député Brillat-Savarin.

« A faut espérer qu'eus jeu-là finira bentôt... » Telle est la légende rustique d'une estampe populaire qui fut publiée au mois de juin 1789, au moment même où M. Bouche, député de la sénéchaussée d'Aix et « colistier » de Mirabeau, se plaignait de la longueur inusitée des discours prononcés en séance publique et proposait de limiter à cinq minutes, montre en main, l'espace de temps départi à chaque orateur par le président de l'Assemblée.

Le *Serment du Jeu de Paume*, dessiné, peint par David,

chanté par André Chénier, annonce la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, votée par l'Assemblée, acceptée par le Roi, ornée d'une gravure à l'eau-forte et au burin par Louis Laurent, d'après un dessin de Jean-Jacques-François Lebarbier. Cette gravure se vend au Palais-Royal, chez Jaufret, marchand d'estampes. L' « explication de l'allégorie » a pour objet de nous faire comprendre d'un côté le symbole de « la France ayant brisé ses fers », et d'autre part, l'emblème de « la loi montrant avec son sceptre l'œil suprême de la raison qui vient de dissiper les nuages de l'erreur... »

La *Députation des femmes d'artistes présentant leurs pierreries et bijoux à l'Assemblée nationale* rappelle une des plus agréables séances de cette session quelquefois orageuse. Pour ce dessin, lavé à l'encre de Chine, Louis Prieur a choisi le moment où M^me^ Moitte, présidente de la députation, femme d'un célèbre sculpteur de l'Académie royale, dépose sur le bureau du président la cassette contenant l'offrande précieuse. M^me^ Moitte et ses compagnes, MM^mes^ Vien, de Lagrenée, Suvée, Berruer, Fragonard, David, Carle Vernet, Beauvarlet, Vestier, sont entrées, d'après les termes mêmes du procès-verbal, « au milieu des applaudissements, en robes blanches, sans parure, sans faste, mais ornées de cette belle simplicité qui caractérise la vertu... »

***

« J'savois ben que j'aurions not' tour ! » Ainsi s'exprime, dans une image vivement coloriée, parmi des cadavres de perdreaux et de lièvres, un campagnard, heureux de savoir que désormais il pourra chasser le gibier de poil et de plume, ni plus ni moins que le seigneur de son village, puisque l'Assemblée, dans la nuit du 4 août, a voté par acclamation, sur la proposition du vicomte de Noailles, brillant officier de l'expédition d'Amérique, beau-frère du marquis de La Fayette, « l'abandon de tous les privilèges ».

Mais il y a dans Paris au moins un Parisien qui ne partage pas cet enthousiasme. C'est le lieutenant général de la capitainerie des chasses de la varenne du Louvre, lequel n'est autre que le sieur Caron de Beaumarchais, généralement considéré comme un des « précurseurs » de la Révolution. Le temps n'est plus où l'auteur du *Mariage de Figaro* ou de *la Folle journée*,

soupant avec l'abbé de Calonne, frère du contrôleur des finances, disait en riant : « Il y a quelque chose de plus fou que ma pièce, c'est son succès. » Beaumarchais a pignon sur rue. Un lavis de Jean-Jacques Tardieu, breveté de l'École de Rome, nous fait voir le plan de l'immeuble acquis par ce propriétaire, devenu suffisamment riche pour offrir 12 000 livres « en faveur des habitants infortunés du faubourg Saint-Antoine », dix jours après la prise de la Bastille. Ayant quitté sa chambre de l'hôtel de Hollande, proche de l'enclos du Temple, installé dans une très belle demeure, au coin du boulevard et de la rue Amelot, Beaumarchais était aux premières loges pour assister aux commencements du drame révolutionnaire. Il avait justement invité une des plus charmantes comédiennes du Théâtre-Français, Mlle Louise Contat, la délicieuse Suzanne du *Mariage de Figaro*, à passer la journée du mardi 14 juillet 1789 sous les ombrages de son jardin anglais, près de sa rotonde à colonnade, de son temple de Bacchus et du pavillon dédié aux mânes de Voltaire. Quelle journée! Le célèbre auteur et sa gracieuse interprète furent tellement étourdis par ce formidable remue-ménage, qu'ils en ont gardé l'un et l'autre, pour le reste de leurs jours, la constante appréhension d'un bouleversement universel.

On a exposé en belle place, dans la section des lettres et des arts, la première édition de *Charles IX ou l'École des Rois*, tragédie en cinq actes, « par Marie-Joseph de Chénier ». Lorsque cette tragédie fut annoncée par les affiches du Théâtre-Français, l'excellent acteur Florence, semainier de service, ne manqua pas d'envoyer un billet d'entrée à son ami Beaumarchais. Celui-ci alla donc applaudir Talma dans le rôle de Charles IX, Mme Vestris en Catherine de Médicis, Saint-Prix en cardinal de Lorraine et d'autres vedettes d'une troupe dont les premiers sujets n'étaient pas fâchés de faire figure de réformateurs sociaux. Rentré chez lui, l'auteur du *Barbier de Séville* ou de la *Précaution inutile* écrivit à M. Florence : « En vous rendant grâce, mon cher Florence, pour la place que vous m'avez fait garder hier, aux Français, je voudrais m'acquitter envers vous et la Comédie par un avis utile à votre société. La pièce de *Charles IX* a certainement du mérite... Mais en me recherchant sur sa moralité, je l'ai trouvée plus que douteuse. En ce moment de licence effrénée où le peuple a beaucoup moins besoin d'être excité que

contenu, ces barbares excès, à quelque parti qu'on les prête, me semblent dangereux à présenter au peuple et propres à justifier les siens à ses yeux... La pièce de *Charles IX* m'a fait mal sans consolation, ce qui en éloignera beaucoup d'hommes sages et modérés... » Beaumarchais avait frémi, dans un entr'acte, en entendant, au foyer de la Comédie, un avocat aux conseils du Roi, M. Danton, s'écrier d'une voix terrible : « *Figaro* a tué la noblesse, *Charles IX* tuera la royauté. »

Le *Serment fédératif*, inauguré à l'occasion du premier anniversaire de la prise de la Bastille, orné d'une gravure à l'aquatinte et dédié « à M. de La Fayette, major général de la Fédération », par le peintre François-Joseph Swebach-Desfontaines, l'un des plus notables électeurs de la section de la place Royale, engage cependant tous les électeurs à être fidèles à la Nation, à la Loi, au Roi. Un dessin à la plume, lavé d'encre de Chine par Jacques Bertaux, nous fait voir le Champ de Mars au moment des *Préparatifs de la fête de la Fédération*, décrétée par l'Assemblée nationale pour célébrer la réconciliation solennelle de tous les citoyens, de toutes les citoyennes du royaume. Des bruits étranges ont circulé dans le public.

Le 6 juillet 1790, le commissaire de police de la section du Muséum a pris note d'une « déclaration au sujet de bêtes féroces qui sont sous des tentes, aux abords du Champ de Mars... Des individus prétendent que, le jour de la Fédération, les aristocrates doivent lâcher ces animaux dans la foule afin de faire dévorer les citoyens ». Mais comment croire aux calomnies de ces « individus », lorsqu'on voit le tableau de ces « préparatifs » où les « aristocrates » du plus haut rang rivalisent de zèle avec les personnes de la plus modeste condition, pour faire à qui mieux mieux une besogne de manœuvres et de terrassiers? Il s'agit de transformer le Champ de Mars, devenu le Champ de la Fédération, en une sorte de stade assez spacieux pour contenir les figurants et les spectateurs d'un cortège comparable à ces grandes Panathénées que l'abbé Barthélemy a décrites au chapitre XXIV du *Jeune Anacharsis*. Les plus blanches mains de la Cour et de la Ville ont pris la pelle et la pioche. Il fait beau. C'est la saison des étoffes légères et des couleurs tendres. Les travailleurs bénévoles sont vêtus de coutil et de nankin. Les travailleuses de bonne volonté ont adopté un petit « bonnet de police » à cocarde qui est du plus délicieux effet. La duchesse de Luynes pousse

une brouette d'acajou. Le Roi est venu en personne se mettre au chantier, comme un bon père de famille au milieu de ses enfants. On rapporte qu'environ cent cinquante mille ouvriers furent employés ou s'employèrent « avec ardeur et gaieté » dans ces heures mémorables où le vertueux Bailly a pu croire, de très bonne foi, que les destins de la France étaient « fixés » et que la Révolution était finie... Voici d'ailleurs le manuscrit d'un gros traité de politique où Mme de Staël entreprend, elle aussi, d'indiquer les moyens de « terminer la Révolution ».

***

La *Description curieuse et intéressante des soixante drapeaux que l'amour patriotique a offerts aux soixante districts de la ville et des faubourgs de la ville de Paris*, avec un album formé de planches gravées et coloriées, nous aide à comprendre les allégories, emblèmes, devises, qui ont multiplié les bons conseils aux yeux émerveillés de tout un peuple, rassemblé autour de l'autel où M. de Talleyrand prononça son premier serment. La double rangée de ces drapeaux, suspendus au plafond de la galerie Mazarine, forme une voûte tricolore dont l'effet décoratif, très beau, s'unit à des images évoquées par les plus émouvants souvenirs. Lorsque M. de La Fayette, maréchal des camps et armées du Roi, chevalier de l'ordre américain de Cincinnatus, commandant général de la garde nationale parisienne, tira son épée pour saluer le Roi et l'Assemblée, éperonna son cheval blanc et prit la tête du défilé des soixante bataillons de son armée citoyenne, il y eut, sur le Champ de la Fédération, un immense mouvement d'enthousiasme et d'espérance dans la multitude innombrable, à qui les porte-drapeaux montraient, en passant, les mots d'ordre, inscrits en lettres d'or ou d'argent sur la soie bleue, blanche et rouge : « Je veille pour la patrie », disait le bataillon du prieuré royal de Saint-Martin des Champs. Le bataillon de Popincourt déclarait qu' « un roi juste fait le bonheur de tous ». Le drapeau des Feuillants, brodé avec un art où l'on sent l'influence du dessinateur Jean Duplessi-Bertaux, lieutenant de la compagnie d'élite des grenadiers de ce bataillon, unit les fleurs de lys aux couleurs nouvelles de « la France régénérée ». Le soir de ce beau jour, les Champs-Élysées furent illuminés. Un témoin rapporte qu' « à la lueur d'une illumination magnifique, au son de beaucoup

d'orchestres, on se promenait avec délices, chacun cherchant à procurer aux autres le charme qu'il goûtait ; les égards, les politesses, furent poussés au point qu'on était toujours prêt à se saluer, à se sourire... »

Le Bal de la Bastille, dessiné par l'électeur Swebach-Desfontaines sur l'emplacement de « l'affreux monument du despotisme », donne une idée de ces heureux moments qui ne se sont plus retrouvés. Le 13 novembre suivant, Louis Prieur dessina le *Pillage de l'hôtel de Castries au faubourg Saint-Germain*.

Cependant l'*Almanach national* de l'année 1791 s'ouvre par un frontispice de bon augure. Philibert-Louis Debucourt, le graveur exquis de la *Noce au château*, portraitiste attitré du duc d'Orléans, est chargé de définir par une gravure symbolique tout ce que signifie l'avènement de la monarchie constitutionnelle. L'ouvrage de cet excellent artiste est dédié aux « Amis de la Constitution », club politique, « séant dans l'église des Jacobins de la rue Saint-Honoré », et dont le Duc d'Orléans, Mirabeau, les Lameth, La Tour-Maubourg, Barnave, député du Dauphiné, Thiébault, contrôleur de l'inventaire du garde-meuble de la Couronne, furent les premiers fondateurs. Rien n'est plus imposant que « l'Assemblée nationale, représentée sous la forme de Minerve, assise dans la chaise curule, portée par des faisceaux, symboles de la force et de l'union ». Rien n'est plus joli que la douzaine de gentils Parisiens et de gracieuses Parisiennes qui se sont groupés autour d'une affiche pour avoir le plaisir de lire un *Discours du Roi*. Et rien n'est plus plaisant que l'empressement d'un certain nombre de braves gens, hommes et femmes, qui, tout joyeux de savoir que la presse est enfin libre, courent à la boutique d'une marchande de journaux, pour savoir la vérité.

Sur l'exemplaire de cet almanach national et royal, contenant la carte de France divisée en 83 départements par lettres patentes du 4 mars 1790, et relié en maroquin rouge par Jubert, relieur de la Reine, aux armes de Marie-Antoinette, il y a une note manuscrite disant que « cet almanach, pris dans l'appartement de la Reine, après son départ avec le Roi et sa famille pour Varennes, fut acheté le même jour à un garde national, sur la place du Carrousel, pour un écu de 3 livres, à 10 heures du matin ».

Un autre livre, ayant appartenu à la reine Marie-Antoinette, est exposé dans une des vitrines de la galerie Mazarine. C'est un *Office de la divine Providence*, « à l'usage de la maison royale de Saint-Louis à Saint-Cyr et de tous les fidèles ». Ce livre est mutilé. La croix et les fleurs de lys de la couverture ont été grattés. Le titre a été arraché. Cet *Office* était sous les yeux de la Reine, à la Conciergerie, lorsqu'elle rentra dans sa prison, après l'audience du tribunal révolutionnaire qui la condamnait à mort, quelques heures avant la venue du bourreau qui devait la mener en charrette à l'échafaud de la place de la Révolution. Elle a écrit au verso de la page 219 : « Ce 16 octobre à 4 heures et demie du matin. Mon Dieu! Mes yeux n'ont plus de larmes pour pleurer pour vous, mes pauvres enfants; adieu, adieu!... Marie-Antoinette. »

***

On a choisi, dans les collections du département des manuscrits, un fragment des *Mémoires* autographes que Mme Roland a composés dans les prisons de l'Abbaye, de Sainte-Pélagie, de la Conciergerie. En tournant ces pages, on peut lire : « L'histoire peindra-t-elle jamais l'horreur de ces temps affreux et les hommes abominables qui les remplissent de leurs forfaits? »

Une autre femme est là, souriante et comme ressuscitée par les fraîches couleurs d'une miniature. C'est celle que le greffier du Tribunal révolutionnaire, dans son bulletin du 7 thermidor an II, désigne ainsi : « T. F. Stainville, âgée de 25 ans, née à Paris, femme de Grimaldy-Monaco, ex-princesse, rue de Grenelle ». Fille du maréchal de Choiseul-Stainville, nièce du duc de Choiseul qui fut ministre des Affaires étrangères sous le règne de Louis XV, sœur d'un chevalier d'honneur de la Reine, la princesse de Monaco fut condamnée à mort en même temps que les frères Trudaine, Roucher, André Chénier et conduite à la guillotine de la barrière du Trône, dans une des dernières charrettes, avec plus de cinquante autres victimes de la Terreur. On a conservé pieusement les lettres que cette jeune femme, au moment de mourir, eut le courage d'écrire à Fouquier-Tinville, pour lui demander de faire parvenir à ses enfants son dernier souvenir, et son suprême adieu...

C'était le temps où Jean-François Ducis, poète tragique, écrivait à son ami Vallier : « Que me parles-tu, Vallier, de

m'occuper à faire des tragédies? La tragédie court les rues. Si je mets les pieds hors de chez moi, j'ai du sang jusqu'à la cheville. J'ai beau secouer, en entrant, la poussière de mes souliers, je me dis, comme Macbeth : Ce sang ne s'effacera pas. Adieu donc la tragédie. J'ai vu trop d'Atrées en sabots pour oser jamais en mettre sur la scène. C'est un rude drame que celui où le peuple joue le tyran. Mon ami, ce drame-là ne peut se dénouer qu'aux enfers. Crois-moi, Vallier, je donnerais la moitié de ce qui me reste à vivre, pour passer l'autre dans quelque coin du monde, où la liberté ne soit pas une furie sanglante. » L'abbé Barthélemy, emprisonné aux Madelonnettes, ne dut son salut qu'à l'intervention personnelle du citoyen Paré, ministre de l'Intérieur, lecteur passionné du *Jeune Anacharsis*.

Les drapeaux tricolores ont pris leur vol, loin des assemblées démagogiques et des clubs vociférants où l'attendrissement du « baiser Lamourette » alterne avec la férocité des délations meurtrières, des décrets d'accusation en masse et des fureurs de la mise « hors la loi ». Les trois couleurs de la patrie en danger vont briller d'une gloire de plus en plus radieuse au champ d'honneur où des volontaires de plus en plus nombreux vont suivre l'élan des vainqueurs de Valmy, de Jemmapes et de Fleurus. Les *Soldats de l'armée française pendant la campagne de Hollande*, dessins aquarellés en plein air ou dans des abris de fortune, en marche, au cantonnement, par A. C. Hauck et Cornélis Backer, de Rotterdam, artistes sincères et véridiques, nous offrent des images qui, par une expression de patience résolue, indomptable, par l'évidence d'une ténacité invincible, volontiers narquoise, pittoresque, héroïquement modeste, font penser, plus d'un siècle d'avance, aux hommes des tranchées de l'Yser, des tourbières de la Somme et de l'humide terroir de la Woëvre pluvieuse. Rouget de Lisle, en prison, adresse une requête « au peuple et aux représentants du peuple ». Il invoque sa *Marseillaise*, « ouvrage, dit-il, sur lequel j'abandonne toute prétention d'amour-propre, mais auquel on ne contestera ni les motifs qui l'ont inspiré ni l'importance qu'il a acquise, ni les services qu'il a rendus et qu'il rend tous les jours ». Hoche, incarcéré dans la maison des Carmes, céderait à un accès de « mélancolie affreuse » et de « dégoût universel », s'il ne se souvenait d'avoir vu les drapeaux de son armée flotter sur la

ligne du Rhin. Bonaparte, rayé d'abord du « tableau des officiers généraux employés », réussit enfin à faire resplendir les trois couleurs de la France victorieuse sous le soleil d'un merveilleux floréal.

Le peintre Antoine Gros a montré le jeune général en chef de l'armée d'Italie, prenant le drapeau d'un de ses régiments, pour traverser sous les balles ennemies le pont d'Arcole. Guérin, Carle Vernet, Duplessi-Bertaux, Alix, David lui-même, comme attirés par les rayons d'une aurore de printemps, viennent tour à tour nous guider sur la voie triomphale, d'étape en étape, jusqu'à ce petit palais vénitien de Campo-Formio, où le vainqueur de Montenotte, de Lodi, de Castiglione, de Rivoli, dictant les volontés de la République française aux envoyés de l'Autriche, impose au Kaiser la paix par la victoire.

La première série du *Moniteur*, « vaste répertoire historique », exposé en partie à la Bibliothèque nationale, se termine en l'an IX (1801) au seuil d'un siècle nouveau qui s'ouvre aux espérances de la nation rassurée par les bienfaits d'un gouvernement réparateur. Par ordre du Premier Consul, la table analytique de ce répertoire est ornée d'une allégorie en taille-douce : « La République française, sous les attributs de l'Espérance, voit sortir de l'urne du Destin les différentes époques de la Révolution et s'élever en l'an IX l'olivier de la Paix et le trophée de la Victoire. » Le grand homme qui a rédigé lui-même cette explication finale voulait sans doute que ce texte fût impératif comme un décret de clôture.

GASTON DESCHAMPS.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LE COMBAT DE L'EAU ET DU FEU

Notre histoire humaine attache une importance excessive à quelques infimes parcelles de ces deux entités vagues et peut-être sans objet réel que nous appelons l'espace et le temps La géologie, fille de l'astronomie, rétablit l'échelle des choses et nous met en face de l'infini. Quand on s'éloigne de la terre, au moins à la distance de Sirius qui est celle de la vision distincte, on perd de vue tout ce tourbillon confus de moucherons dansant dans un rayon de soleil qui nous apparaissait de près comme une succession d'événements grandioses et de guerres gigantesques. Notre petit globe imperceptible n'occupe plus alors que sa place réelle, celle d'un atome perdu dans la poussière illimitée des astres. Si notre esprit prend le même recul dans le temps, comme l'aspect de la voûte céleste nous y invite en nous montrant sur un seul plan la naissance, l'épanouissement et la mort des soleils, nous apercevons avec un égal dédain ces quelques dizaines de mille ans pendant lesquelles a pu vivre jusqu'ici la race humaine : la lueur d'un éclair au milieu des ténèbres sans fin ; moins qu'une seconde battue par le balancier de l'éternité.

Et, cependant, sur cette molécule infime de matière entourée par de si formidables étendues, deux phénomènes extraordinaires se manifestent, qui lui sont propres, dont l'observation

n'apporte nulle part la preuve qu'ils se produisent ailleurs : la vie et la pensée. Si singulier que cela puisse sembler à notre désir de généralisation, ou même à notre orgueilleuse humilité de « penseurs », la vie telle que nous la connaissons, notre vie à type terrestre, la seule dont nous ayons le droit de parler, n'existe peut-être pas en un autre point de l'univers. Tout au plus a-t-on le droit de dire que sa présence n'est pas impossible sur une ou deux planètes de notre système solaire, ou sur quelque astre inconnu d'une constellation lointaine. Assurément il n'est interdit à personne d'imaginer aussi des salamandres dansant dans les flammes du soleil, ou des germes totalement différents de tout ce que nous connaissons, traversant l'éther à cheval sur des météorites ou sur des électrons, malgré les rayons ultra-violets, l'incandescence et le froid du zéro absolu. Un illustre Suédois a proposé un jour de telles rêveries; mais cette poésie cosmique ne mérite plus le nom de science.

Pour que la vie ait pu naître et se développer sur notre petite terre, il a fallu, en effet, un concours de circonstances si exceptionnelles et si minutieusement réglées qu'une semblable rencontre apparaît comme la sortie d'un numéro gagnant à la loterie sur quelques milliards de boules tirées. Le même prodigieux hasard ou la même volonté créatrice aurait pu assurément se répéter en quelque autre point de l'espace. Mais encore faudrait-il que toutes les circonstances identiques se fussent produites à la fois dans une phase analogue et relativement courte de l'évolution sidérale, réalisant un pareil état physique et chimique.

Quelques degrés de température en plus ou en moins, quelques centièmes d'oxygène, d'acide carbonique, de vapeur d'eau s'ajoutant ou manquant dans la composition de l'atmosphère, une colonne d'air plus lourde ou plus légère, des électrons venant s'ajouter ou faisant défaut; aussitôt toute la machine vitale s'arrête ! La seule hauteur de ces taupinières que l'on nomme le Gaurizankar ou l'Elbrouz suffit pour asphyxier nos poumons débiles. Malgré toute sa force d'adaptation au milieu, sur la terre elle-même, la vie est localisée dans une portion infime de la sphère, quelques kilomètres à peine d'épaisseur, là où elle trouve à la fois l'eau indispensable à ses cellules et la force vive apportée par les vibrations lumineuses ou les électrons.

L'eau qui nous ranime et féconde, l'émission calorifique ou lumineuse qui meut nos pistons et nos bielles, nos muscles et nos cœurs, voilà les deux nécessités fondamentales de la vie, avec l'air pour entretenir le feu et la terre comme support : les quatre « éléments » des alchimistes. La force nivelante et corrodante des torrents et des mers, la puissance expansive des ignitions internes, voilà aussi les deux énergies adverses dont le conflit incessant, dont le duel souvent tragique modèle et remanie incessamment notre socle de matière. Les démêlés de ces deux génies mystérieux, l'esprit de l'eau, l'esprit du feu, constituent notre histoire géologique.

Au cours des temps, l'un ou l'autre a paru triompher : le feu dominant d'abord, puis l'eau prenant peu à peu le dessus sur la superficie terrestre. Et cela continuera ainsi avec des fortunes changeantes jusqu'à ce que l'un et l'autre s'épuisent, que l'eau disparaisse, que le feu s'éteigne. Alors, à l'astre agissant, évoluant, vivant, succédera un cadavre de plus, qui continuera à rouler quelques millénaires à travers les immensités glacées. Puis ce mort se désagrégera dans le cimetière toujours accru, toujours fournissant de la substance à des astres nouveaux, qui dérobe à nos yeux, sous ses ombres, des générations oubliées de soleils.

Ce combat incessant des deux éléments contraires, tout le monde en aperçoit aussitôt le champion le plus brutal, le plus violent, le plus musclé, le feu, qui s'épanche au dehors dans la colère tumultueuse des volcans. On conçoit moins en général la puissance plus persévérante et plus souple que recèle son adversaire, l'intensité des érosions, des sédimentations qu'il réalise au cours des âges.

Et cependant il suffit de parcourir un peu notre France, de traverser nos tranquilles campagnes, pour trouver à chaque pas les traces du combat, les retranchements construits par l'un, détruits par l'autre, puis réédifiés avec effort. L'œuvre du feu, ce sont les roches ignées, ce sont les plissements internes dont les saillies montagneuses ne présentent au jour qu'un épisode ; l'œuvre des eaux, ce sont les dépôts marins ou lacustres qui comblent les dépressions et les érosions qui aplanissent les monts. Le feu s'évertue à bâtir, à dresser les saillies ; l'eau égalitaire les nivelle. Le feu romantique met en relief les individus, fait monter les lignes verticales à la façon de l'art chré-

tien. L'eau régularise, discipline, uniformise et multiplie finalement les plans horizontaux d'une architecture classique. Le feu, c'est l'effort et le mouvement ; l'eau, l'aspiration patiente vers le repos final et la stabilité. Toute l'histoire de la terre est, comme une vie humaine, un conflit entre l'esprit qui veut surgir et l'instinct qui attire en bas, entre le désir passionné des cimes et la paresse ou l'inertie qui ramène les cœurs lassés et les corps vieillis dans les plaines!

*
* *

A l'aurore des temps, la terre dut être un globe incandescent, un brasier de vapeurs mouvantes, un foyer de chaleur et de lumière essaimant des radiations dans l'espace, comme aujourd'hui notre soleil. Alors le feu y régnait en maître et les deux éléments dissociés de l'eau, l'hydrogène, l'oxygène, coexistaient dans des couches distinctes sans se confondre. Puis une croûte de scorie oxydée vint séparer les atomes plus lourds de la profondeur, des atomes plus légers qui formèrent une atmosphère. Sur cette croûte, les vapeurs se condensèrent en une pluie très chaude, combinant en des corps nouveaux, entre eux, puis avec les métaux de l'écorce, l'hydrogène et l'oxygène en eau, l'oxygène et le carbone en acide carbonique, le carbone et l'azote, le carbone ou l'azote et l'hydrogène, des chlorures, des sulfates, etc., répandus dans les premières mers.

Aussitôt, les deux ennemis se mirent à l'œuvre suivant le rythme qu'ils ont toujours gardé, mais avec des positions stratégiques au début différentes. Le feu, refondant des compartiments de la croûte ou l'amincissant par la base, amenait des ruptures d'équilibre, des déplacements tangentiels, des plissements, des effondrements. La terre commençait par lui à se bosseler et à se creuser, à se couvrir d'intumescences et de cratères lunaires. Les eaux, dispersées un peu partout, abattaient, découpaient, taraudaient et rabotaient les saillies naissantes. Nous ne faisons, bien entendu, qu'imaginer ces âges primitifs antérieurs à la vie. Mais nous pouvons les concevoir analogues, aux énergies près, à ce qui s'est perpétué dans la suite. On se représente, en ces débuts encore cosmiques et prégéologiques, une écorce très peu épaisse et très flexible, plutôt sujette à se gauchir ou à se craqueler dans toute son étendue qu'à subir, comme plus tard, des mouvements localisés : cette écorce repo-

sant et flottant sur un bain de fonte en fusion. Et, du même coup, nous devons penser que ces mouvements primitifs, moins comprimés, plus librement répartis sur tout l'ensemble, devaient alors présenter en chaque point une intensité moindre.

Un jour, la température de l'eau devint telle que la première cellule vivante put apparaître dans les mers, et la même bataille se poursuivit, ayant maintenant pour témoins et pour victimes des êtres capables de se mouvoir, de se reproduire et d'évoluer, mais impuissants à comprendre. Dès lors, dans leur inconscience, ces êtres débiles et sommaires commencèrent, sans le savoir, à écrire sur les sédiments des annales destinées à satisfaire plus tard la curiosité des hommes. Et, comme leurs races naissaient et mouraient en quelques jours à la façon des individus humains, chacune de leurs apparences éphémères enregistrait la date relative de son apparition. Par eux, nos hypothèses se précisent donc et nos efforts, pour reconstituer l'histoire géologique, arrivent à atteindre une sorte de certitude.

C'est ainsi que nous savons ce qui s'est passé des millions d'années avant le premier homme. Ces organismes fossilisés nous apprennent la généralité des germinations montagneuses et des épanchements marins sur toute l'étendue de la terre. Ils nous disent comment la montagne a pris la place de la mer, puis la mer a succédé au continent, puis le continent à la mer, une, deux fois, dix fois, dans l'endroit le plus paisible de notre France, où de ce long passé subsiste seulement une plaine monotone recouvrant les ruines de ces édifices détruits et engloutis, les infrastructures de ces Pompéis.

Prenons comme type un épisode de cette histoire, assez ancien pour constituer un cycle complet, assez voisin de nous cependant pour que ses étapes nous soient connues, celui que les géologues dénomment hercynien, du nom de la forêt d'Hercynie où Varus perdit ses légions. Nous comparerons ensuite avec un autre cycle plus moderne et par suite inachevé, celui dans lequel nous vivons. Nous verrons entre eux les analogies et les différences, et nous pourrons nous risquer à prophétiser la suite du combat, encore enfouie sous les voiles de l'avenir.

La période à laquelle on donne le nom de carbonifère, est connue de tous pour sa richesse exceptionnelle en combustibles végétaux. Le drame dont notre France fut alors le théâtre,

peut, pour des lecteurs plus familiers avec les péripéties de la scène qu'avec les aventures géologiques, se ramener à trois actes.

Premier acte : présentation des héros, exposition du conflit. Au début, tout est calme. Les deux antagonistes vaquent tranquillement, chacun de leur côté, à leur besogne. Des mers chaudes où croissent par endroits des coraux couvrent une grande partie de notre France. Le feu dissimule ses ardeurs fébriles. Mais on l'entend gronder profondément. Par lui, des rides se forment à la superficie ; des îles surgissent. Notre pays prend un aspect polynésien. La fureur interne grandit. L'écorce se crève. Des volcans, dans le Plateau central, les Vosges, la Bretagne, lancent des flammes, des fumerolles, des pluies de cendres, épanchent des laves. La mer effrayée se blottit dans des sillons qui se resserrent d'instant en instant. Mais l'eau n'abandonne pas le combat. Grossie par les vapeurs volcaniques, elle imprègne l'air d'humidité, se précipite en pluie, coule en torrents, s'efforce d'abattre à mesure les retranchements qui s'élèvent. Une végétation exubérante, à laquelle contribuent les apports volcaniques, l'acide carbonique qui s'exhale, la potasse et le phosphore fertilisants, se développe dans une atmosphère saturée d'eau et de carbone. Le ruissellement l'entraîne dans des lagunes côtières que le gauchissement de l'écorce accentue de jour en jour et commence à l'employer pour les combler.

Second acte. Le feu semble triomphant. Par lui, une chaîne montagneuse aux altitudes alpestres occupe toute la France centrale de la Sarre jusqu'au Gard. De très longs sillons se sont creusés sur ses deux flancs : au nord, dans notre bassin houiller franco-belge ; au sud, des Asturies à l'Asie Mineure et, le long de ces dépressions, incessamment approfondies, mais aussitôt comblées, la végétation de plus en plus abondante et prospère fabrique sans se lasser les matériaux de la houille. Mais l'eau reprend courage et accentue la lutte avec une étrange énergie. A peine la chaîne montagneuse a-t-elle surgi qu'elle la détruit, la démantèle, en emporte les débris dans ses torrents, les charrie jusqu'à la mer. L'ennemi commence à épuiser ses forces. L'effort de construction se lasse. La puissance de destruction grandit. Avec quelle activité, nous le distinguerons mieux dans le détail pour un cycle plus moderne.

Mais les résultats apparaissent vite dans leurs grandes

lignes. Comme maniés par des mains de géant, des coups de rabot successifs enlèvent l'une après l'autre des tranches de plus en plus profondes du sol. On voit ainsi sortir au jour les matériaux élaborés sous terre par le feu, qui s'étonnent de voir la lumière, granits, porphyres, minerais. Tout ce qui se désagrège en haut dévale en bas par rafales, par inondations, par cyclones. Cent fois, deux cents fois, des amas de sable fin, des torrents de boue viennent en quelques instants (des instants géologiques) recouvrir la bouillie végétale, arrêter sa fermentation, préparer sa transformation en houille, mettre en réserve pour les hommes qui les gaspilleront un jour des provisions d'énergie empruntées au soleil.

Troisième acte; dénouement. L'eau a vaincu et gagne sur le feu de tranchée en tranchée. Les volcans de l'Europe centrale sont éteints. Le ridement ne se continue plus que par des sursauts de mourant, des efforts posthumes. L'axe de la chaîne s'abaisse et se garnit de lacs, sortes de silos où s'engloutissent encore des plantes. Les contreforts latéraux qui fléchissent se relient peu à peu par des pentes douces avec les sillons marins du nord et du sud, maintenant comblés. Sur ces terrains pénétrés de fer, un climat désertique, succédant à de si abondantes pluies, développe la teinte rouge de la rouille. Les torrents se rétrécissent. La plaine s'affaisse de fatigue et les flots marins y avancent d'étape en étape. La crise est finie et la vie oublieuse reprend son cours comme après tous les drames. Encore un peu de patience et la mer tranquillement victorieuse étendra, sur tout le bassin de Paris, ses eaux de plus en plus profondes, où des pluies d'organismes accumuleront leurs dépouilles funèbres, aujourd'hui souriantes à nos regards dans la blancheur des calcaires et des craies. Le rideau s'abaisse et la même troupe s'en va peut-être jouer une pièce analogue dans une autre partie du monde pour revenir en France à l'époque tertiaire donner une seconde représentation pareille.

Pareille, c'est-à-dire traitant le même sujet avec des péripéties analogues, mais les resserrant, les condensant, les accentuant comme une pièce de Dumas fils ou de Becque qui succéderait à une tragédie rimée de Voltaire ou de Baour-Lormian! La scène s'est rétrécie et l'intensité des passions en apparaît plus grande. Ajoutons qu'à l'heure où nous entrons dans la salle, on en est seulement encore au début du troisième acte et que les

manifestations violentes viennent à peine de s'apaiser. Occasion favorable pour mieux apprécier les forces des deux antagonistes!

* * *

L'œuvre du feu d'abord! Ce sont toutes les hautes montagnes de notre globe actuel, montagnes toutes neuves, très jeunes, qu'un ancien aurait plutôt considérées d'après leurs dimensions comme le squelette primitif de la terre, mais que nous savons, nous, construites d'hier. Andes ou Pyrénées, Carpathes ou Caucase, Himalaya, Andes ou Montagnes Rocheuses, partout les saillies escarpées qui caractérisent la physionomie de la terre, qui nous la feraient reconnaître à distance, représentent les derniers efforts de l'activité interne, le travail à peine fini du feu. Qu'il y ait eu surrection absolue ou apparence de relief produite par un affaissement des mers, chute verticale avec contre-coups tangentiels ou flottement d'un iceberg sur la fonte en fusion avec pression contre les bords, ce sont détails techniques qui nous importent peu ici. Il suffit que, par un moyen quelconque, l'œuvre dans toute sa grandeur ait été accomplie.

Cette grandeur, elle n'existe d'ailleurs que parce que nous la comparons à nos minuscules dimensions humaines. Une crête de 6 ou 8000 mètres sur un globe ayant 6400 kilomètres de rayon, correspond à l'aspérité à peine perceptible au toucher d'une pelure d'orange. L'œuvre du feu n'est pas si étonnante qu'elle paraît d'abord. La terre est bien petite dans l'espace, mais nous sommes aussi tellement petits sur elle!

Ces montagnes presque neuves, à peine émoussées par l'usure, nous montrent ce que furent jadis des chaînes à peu près semblables dont il ne reste plus que les parties profondes, les racines, comme, sur un squelette, on reconnaît un vieil animal à ses molaires aplanies, sans pointes ni tranchants. Rappelons-nous que, sur la Bretagne ou l'Artois, il a existé d'autres Alpes antiques et que, là où nous voyons un Mont-Blanc ou une Jungfrau, passait il y a bien peu de temps encore la mer : une mer dont les organismes, portés sur les plus hautes cimes, faisaient rire Voltaire quand il les entendait attribuer au passage des flots, mais qui n'ont pourtant pas été, comme il l'affirmait, semés au passage par des pèlerins revenant de Palestine.

Et, chose merveilleuse, c'est sur ces montagnes défuntes de l'Artois que l'on a pu fonder et prouver la théorie des

montagnes vivantes, des montagnes modernes. Les coupes de nos travaux de mines, rigoureusement relevées, ont montré la puissance et l'allure, ont fait reconstituer l'origine de semblables ridements orographiques, dressés ailleurs jusqu'aux altitudes glacées où le bleu du ciel devient noir. L'examen des fondations atteintes par un chantier de mine obscur a révélé la structure de l'édifice aérien, construit par le feu interne, dans lequel il y avait défense d'entrer.

C'est également en comparant l'usure plus ou moins avancée de chaînes plus ou moins anciennes, comme en examinant les sédiments géologiques de nos plaines, que l'on a pu apprécier les efforts inverses des eaux et leur énorme puissance destructrice, aujourd'hui si affaiblie (1).

L'érosion dont nous sommes témoins, aussi bien que l'activité ignée continuée sous nos yeux, ne sont rien auprès de ce qu'elles étaient jadis. Les mouvements de l'écorce auxquels nous assistons se montrent si réduits et, pour la plupart, si lents que nous avons besoin d'instruments savants pour les déceler. Nous sommes vivement émus quand, par hasard, nous apprenons qu'un tremblement de terre, une éruption, un ras de marée, un cyclone, une inondation ont détruit quelques centaines de vies humaines et nous parlons alors d'épouvantables cataclysmes. Nous avons raison parce que nous ne pouvons apprécier les événements qu'à notre mesure. Mais il n'est pas mauvais que nous soyons ainsi rappelés de temps à autre au sentiment de notre fragilité et que nous cessions, au moins pendant une heure, de nous croire les dominateurs tout-puissants de la nature. Qu'eussions-nous dit, si nous avions assisté aux mêmes phénomènes démesurément grandis, qui ont précédé l'arrivée de l'homme et dont l'homme a vu les derniers épisodes, à ces crues fluviatiles qui s'étendaient sur des 50 ou 100 kilomètres de large, à ces envahissements des mers qui faisaient brusquement disparaître une Atlantide ou un continent égéen ? Nous nous épouvantons, quand un léger mouvement du sol ruine Lisbonne, Messine ou San Francisco. Il a suffi pour cela que l'éléphant, sur lequel porte la terre d'après la légende indoue, ait respiré un peu plus fort.

(1) On trouvera toutes ces questions précisées dans la *Science géologique* et la *Géologie de la France* (Armand Colin).

Un déplacement de quelques mètres, de quelques centimètres parfois, suffit à renverser ces châteaux de cartes branlants que sont nos villes et l'homme, enivré d'avoir trouvé la T. S. F. ou l'avion, s'étonne alors que la terre se permette de remuer contre son ordre. Mais, hier, c'étaient la vallée du Rhin, la Limagne d'Auvergne, la Lombardie, la Mer tyrrhénienne, l'Atlantique qui s'engloutissaient dans des gouffres de 1000 ou 2000 mètres. Demain le feu peut se réveiller et l'intensité des phénomènes reprendre. L'écorce terrestre n'est pas encore partout assez épaisse et solidement arc-boutée, la terre n'est pas encore assez décrépite pour que nous ayons le droit de railler des angoisses qu'ont connues, sinon les hommes, du moins les êtres d'autrefois. Des volcans assoupis vont peut-être se ranimer, comme le fit le Vésuve sous Titus après un sommeil plus que séculaire. Le traité de paix qu'ont signé les éléments hostiles n'est, comme tous les traités, qu'un armistice. Aucune Société des nations n'empêchera, si les destins l'ont prévu, la bataille de recommencer.

Pour apprécier la cruauté d'un combat, rien ne vaut le nombre des morts. Pour mesurer la violence des érosions, quelques chiffres semblables vont nous guider. On pourra en conclure que, même sans aucun de ces cataclysmes proprement dits, évoqués à tout propos par les anciens géologues, des actions faibles, mais continues, peuvent atteindre, à l'insu des témoins, des effets énormes. Sauf dans les montagnes, l'érosion actuelle des cours d'eau nous paraît bien insensible. Cependant elle emporte à la mer au moins 26 kilomètres cubes de matériaux roulés ou dissous par an. Cela équivaut, sur toute l'étendue des continents, à un coup de rabot qui enlèverait un mètre en moyenne tous les 40 siècles. Dans nos conditions si tranquilles, en 3 millions d'années, toute la terre, aplanie jusqu'au niveau des mers, ressemblerait au « globe rasé, sans barbe et sans cheveux » que Musset nous dépeignait comme l'idéal réalisé des socialistes. 3 millions d'années, dira-t-on, nous avons le temps d'y penser ! Assurément. Mais les millions d'années ne coûtent pas à un géologue et l'on supprimera aisément quelques zéros, si, au lieu de la paix contemporaine, on suppose un retour aux brutalités d'autrefois.

***

Le présent, qui explique le passé et fait prévoir l'avenir, ne donne de l'un et de l'autre qu'une image infidèle. C'est un peu comme si, dans notre comparaison théâtrale, on jugeait d'Oreste ou d'Hermione en les voyant avant le drame assis à un repas de famille. Aujourd'hui la paix règne, mais la guerre existait hier et peut recommencer demain. Nous observons des cours d'eau régularisés et coulant presque partout sur des pentes douces peu inclinées ou à travers des plaines. S'imagine-t-on que le profil de ces rivières ait été réalisé tel du premier coup, qu'un ingénieur céleste lui ait attribué d'avance cette continuité régulière de la source à l'embouchure qui permet à l'eau de cheminer en développant sans cesse de l'énergie sans en dépenser jamais? Pense-t-on, quand on voit, sur tant de nos paysages français, se dessiner des lignes si horizontales et si rectilignes, dans le Plateau central, dans l'Ardenne, en Bretagne, en Champagne, en Touraine, que les roches diverses ou les terrains dont se compose l'architecture terrestre aient été du premier coup constitués ainsi sur un plan méthodique et préconçu?

Aujourd'hui, les aspérités du sol, les cimes déchiquetées, les inversions de pentes, les barrages, les ruptures qui provoquent, sur le trajet des eaux, des cascades ou des lacs, sont si rares, si localisés qu'on vient les voir de loin à titre de curiosités. Mais l'œuvre dont nous admirons le fini n'est pas sortie ainsi de l'usine. Sa fonte était d'abord couverte de bavures et de trous et il a fallu d'innombrables coups de burin pour l'harmoniser. Le long des rivières, ces exceptions que sont pour nous des cascades et des lacs ont commencé par être la règle. L'eau, obéissant à la gravité, suivait alors de son mieux un profil quelconque. Quand elle rencontrait un obstacle, elle s'accumulait derrière lui jusqu'au moment où son niveau était assez élevé pour le surmonter. Quand elle aboutissait au vide, elle y sautait. Peu à peu, elle a rompu les barrages et scié les roches en amont des chutes; elle s'est frayé un chemin plus commode. Nous voyons le Niagara au travail. Ici la cascade recule de plus d'un mètre par an ; le fleuve fera tant qu'il finira par renverser son cours. Nous connaissons l'ancien lit du Rhin à la hauteur de Coire. Il est aujourd'hui perché sur une hauteur,

dans laquelle se découpent les gorges escarpées de la Tamina. Le fleuve a abandonné ce trajet difficile et préfère aujourd'hui décrire une longue courbe à pente régulière, comme les ingénieurs substituent parfois aux anciennes routes nationales en forme de montagnes russes des tracés sinueux.

Il n'y a, quand on y réfléchit et quand on sait lire les secrets peu mystérieux révélés par les formes des terrains, rien de plus extraordinaire que ces immenses plateaux d'usure, ces « pénéplaines », dont les exemples sont si nombreux. Sans aller dans le Plateau central ou la Bretagne, voici, en plein bassin de Paris, un pays de craie dont les couches, ondulées jadis et inclinées par les plissements, nous apparaissent nivelées suivant un plan d'ensemble rigoureusement horizontal. A distance, le paysagiste n'y voit que de grandes lignes planes dessinant le sommet des coteaux et le topographe observe sur sa carte que ces plateaux atteignent partout les mêmes cotes. 50 ou 100 mètres plus bas, courent, à travers ces plaines hautes, de larges vallées d'une platitude encore plus parfaite. Raccordant la vallée au plateau, des multitudes de ravins asséchés ressemblent à ce qu'on obtiendrait en faisant ruisseler de l'eau sur une argile molle. Et pourtant ce relief a été buriné dans des terrains durs. Comment ?

Sur le plateau supérieur, on trouve les galets épars d'un immense cours d'eau, auquel rien actuellement ne saurait être comparé. C'est lui qui a d'abord si parfaitement égalisé les hauteurs. Puis, dans la vallée, tout le nivellement a été obtenu par un double travail de creusement et d'alluvions. Il a passé là un autre Mississipi, plus jeune et beaucoup plus étroit que celui du Plateau, mais coulant encore à pleins bords sur un ou deux kilomètres de large. Comme la nappe supérieure, celle du bas a, tout en aplanissant de vastes espaces, trouvé le temps et la force de rendre sa pente continue. Partout ici l'ouvrage admirable de l'eau s'accuse : un ouvrage pas bien ancien, la géologie nous le montre, à peine plus vieux que l'homme, sans doute même achevé sous des yeux humains. Mais, quand on cherche où s'est réfugiée cette puissance formidable en ce pays asséché, on trouve quoi ? un mince filet d'eau, large de deux ou trois mètres qui serpente entre deux rangs de saules et de peupliers dans le calme silencieux d'une prairie !

Ailleurs, c'est toute la largeur comprise entre l'Allier et la

Loire qui montre un entassement de galets roulés, venus du Plateau central et portés jusqu'en Normandie.

A nos côtés, en pleine région parisienne, la Seine n'est plus qu'un fossé bourbeux prédestiné à son rôle d'égout. Mais de quelle majesté déchue, cette épave est le reste, on le reconnaît en voyant, sur des kilomètres, autour de Paris, l'immense plaine d'alluvions qu'ont su tracer et égaliser les préhistoriques ancêtres de ce petit fleuve.

Il serait facile de multiplier les exemples. Un peu partout, nous retrouvons ainsi les preuves d'inondations qui ont constitué, sur des pays entiers, de véritables déluges, et nous sommes bien obligés de nous dire que notre vieille terre n'a pas toujours été la matrone placide, à laquelle nous nous fions si complaisamment.

Ces paroxysmes de débordements aqueux nous apparaissent dans l'histoire comme la conséquence et la suite logique des surrections montagneuses qui se sont échelonnées au cours des temps et qui n'ont pas de raison pour être terminées. On doit bien se représenter que si, demain, un Cervin ou un Grand Paradis nouveaux venaient prendre la place de la Méditerranée comme cela s'est produit plus au nord à l'époque tertiaire, le refoulement des eaux marines vers d'autres dépressions, la condensation des nuages sur les cimes, la formation et la fusion des glaces changeraient singulièrement les climats. Cette tache noire qui signale fâcheusement la Suisse sur nos cartes de précipitations pluvieuses se transporterait vers Naples. Des torrents d'eau ruisselleraient sur les pentes et, après avoir rempli des lacs semblables à ceux de Genève ou de Zurich, viendraient combler des plaines du Rhône ou des Lombardies ignorées. Quand une montagne est jeune, la force de destruction qui en découle est prodigieuse. On le voit dans l'Himalaya mieux que dans les Alpes, dans les Alpes mieux que dans les Pyrénées, parce que les Pyrénées sont les plus vieilles et l'Himalaya le dernier venu.

C'est pourquoi les géologues ne sont pas étonnés de constater qu'il leur manque, sur telle ou telle région, des kilomètres de terrains enlevés : au moins 5 sur l'Ardenne. Par là, ce qui fut en profondeur dans la montagne nous apparaît ramené à la superficie. Nous pénétrons dans les entrailles des volcans éteints mieux qu'un héros de Jules Verne ; nous y assistons à la nais-

sance des granits, des porphyres et des minerais. Puis nous remontons au jour et nous voyons tous les matériaux de ces chaînes détruites aboutir dans les océans, combler les zones littorales de leurs débris, s'engloutir au large en des milliards d'organismes microscopiques où s'est fixée leur silice ou leur chaux. Le calcul nous montre que chaque grande chaîne de plissements a pu fournir par sa destruction 50 millions de kilomètres cubes de remblais aux mers. De tels sédiments marins ont ensuite émergé et nous nous expliquons comment les calcaires, les argiles ou les sables qui en résultent forment un manteau si général par dessus les roches ignées. Ils représentent, superposée au travail du feu, la tâche accomplie de l'eau victorieuse.

Si, au contraire, nous voulons nous représenter un champ de bataille où l'eau a été vaincue, il suffit d'examiner la lune. Ici l'eau fut peu abondante au début et les roches l'ont vite absorbée. Seules, de longues traînées de pluies cendreuses marquent son rôle éphémère. Mais le travail du feu donne à tout notre satellite un aspect singulièrement volcanique. L'eau a disparu, la lune est morte. Peut-être l'eau disparaîtra-t-elle aussi sur la terre. C'est une des maladies qui peuvent achever sa vieillesse. Nous sortons ici de la science; mais nous imaginons, d'après le passé et le présent, les chances d'avenir. L'eau se fixant dans des combinaisons chimiques, la vie disparaîtrait du même coup. Le feu ne vaincrait pas pour cela. Relégué dans les parties internes, il s'éteindrait peut-être aussi en dépit du radium. Le combat que nous avons essayé de peindre finirait faute de combattants. Mais la terre, en mourant, garderait, pour des yeux qui la verraient encore à travers l'espace, ce manteau de sédiments qui fait son affabilité et qui perpétuerait encore quelque temps l'œuvre terminée de la vie.

Louis De Launay.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La reconnaissance envers les grands serviteurs de l'État a toujours été l'une des nobles vertus du peuple britannique ; il les récompense vivants ; morts, il les honore. Les funérailles du maréchal comte Douglas Haig, le vaillant soldat écossais qui, sous la suprême direction du maréchal Foch, conduisit à la victoire les armées de l'Empire britannique, en même temps qu'elles ont été une imposante cérémonie nationale, ont pris le caractère d'une éclatante manifestation d'amitié et de solidarité entre les trois armées occidentales qui, du premier au dernier jour, sont restées étroitement associées jusqu'au triomphe final. Le maréchal Foch, le maréchal Pétain, le général belge baron de Ceuninck marchaient, avec les plus illustres chefs de l'armée et de la flotte britanniques, de chaque côté de l'affût de canon qui portait, enveloppé dans le drapeau de l'*Union Jack*, le cercueil de l'un des plus glorieux chefs qui aient honoré l'Angleterre. Ainsi s'affirme, à chaque occasion, la solide persistance de l'étroite union qui associe, dans les mêmes sentiments, aux heures de deuil ou de joie, les alliés de la grande guerre.

Ne nous étonnons pas que, dans le domaine des faits quotidiens, il soit souvent malaisé de transformer en ententes pratiques cette disposition des esprits à une indissoluble union, car la politique est faite d'intérêts qui souvent s'opposent. Nous n'en voulons pour preuve que la difficulté d'arriver à une entente commerciale avec nos amis belges. Avec l'Empire britannique, le cas est plus compliqué encore. Ce fut, depuis l'armistice, une source d'illusions et de fréquents déboires pour la politique française, que de considérer l'Empire britannique comme un État européen, alors qu'il est essentiellement maritime et mondial. La politique anglaise que nous nous obstinons à ramener en Europe, et qui d'ailleurs n'a pas spontanément la sagesse de renoncer à participer même aux affaires continentales qui l'intéressent le moins, est entraînée, par le poids spéci-

fique des Dominions, vers d'autres affaires dont il est légitime qu'elle s'occupe, mais dont le souci a pour effet une compréhension incomplète ou tardive de problèmes qui, aux habitants du continent, apparaissent dans leur réalité souvent angoissante et urgente. Le gouvernement de Londres n'a pas, jusqu'ici, opté entre les préoccupations qui sollicitent son attention vers des objets divers et des directions opposées. Au moment où l'opinion britannique s'alarme des intentions annoncées par les États-Unis de réaliser un formidable programme de constructions navales, comment une campagne comme celle des journaux de lord Rothermere en faveur d'une revision des frontières de la Hongrie, qui mettrait le feu à toute l'Europe, trouve-t-elle de l'écho? Comment le Foreign Office emploie-t-il son influence à étouffer l'affaire des mitrailleuses de Saint-Gotthard qui révèle un état de choses si inquiétant et qui est, pour la Société des Nations, une épreuve d'où elle sortira très diminuée si elle n'y fait pas ses preuves d'activité efficace?

L'Angleterre s'occupe de l'Europe dans une disposition d'esprit impériale : les détails danubiens ou balkaniques lui paraissent négligeables ; si elle y intervient c'est souvent au hasard de sympathies traditionnelles et irraisonnées. N'est-ce pas ainsi que des encouragements britanniques sont à l'origine du protectorat italien en Albanie qui continue de menacer dangereusement la paix ? Lorsque le péril apparaît, le Foreign Office jette de l'eau sur le feu qu'il aurait été plus simple de ne pas laisser s'allumer. L'Angleterre, par les accords de Locarno, a pris des engagements pour le Rhin qu'elle regarde avec raison comme sa propre frontière ; mais toute difficulté née sur le moyen Danube ou dans les Balkans ne saurait manquer d'agir par incidence sur le Rhin. L'ordre européen est un ; il est lié au maintien et à l'exécution des traités ; le jour où ils seront caducs sur un point, ils deviendront fragiles sur les autres. Nous n'adressons aucune critique au gouvernement britannique ; mais nous lui demandons, au nom de son intérêt lié au nôtre et associé à l'efficacité de la Société des nations, de s'en rapporter davantage à notre expérience continentale.

Ce n'est que le 1er février, après de regrettables retards, que les demandes d'enquête de chacune des trois puissances de la Petite Entente, ont été remises à Genève au secrétariat de la Société des nations ; elles ne visent que le cas des cinq wagons chargés de mitrailleuses sans conclure à une enquête générale ; elles ne seront étudiées qu'à la session de mars; elles n'aboutiront, vraisemblable-

ment, qu'à un simulacre d'enquête qui ne trouvera rien, car, depuis longtemps, comme l'a dit M. de Jouvenel au Sénat, les pièces de mitrailleuses auront été remplacées par quelque inoffensive ferraille. Tout se passe comme si personne ne désirait découvrir la vérité et pousser les choses à fond. M. Titulesco, le nouveau et éminent ministre des Affaires étrangères de Roumanie, qui compte en France tant de sympathies, a, dans ses entretiens avec M. Mussolini, utilement travaillé à l'amélioration des relations italo-yougoslaves, mais s'il a besoin du concours de l'Angleterre et de l'Italie pour la solution définitive de l'affaire des « optants » hongrois, il sera enclin à ne pas insister sur les mitrailleuses, afin de ne pas désobliger l'Italie et l'Angleterre. Il n'est pas douteux cependant que, s'il existe en Europe un danger de complications graves, c'est de Hongrie qu'il peut venir, dans la mesure où les espérances irrédentistes des Magyars sont encouragées par l'Italie. En pareil cas, c'est de sa propre initiative que l'on voudrait que la Société des nations intervînt, et sans délai, car c'est de l'intérêt général qu'il s'agit et de la paix. La procédure actuelle, trop lente, trop limitée, est insuffisante pour assurer la sécurité des États qui mettraient leur confiance dans le désarmement officiellement réalisé par certaines puissances auxquelles les traités imposent des conditions spéciales.

Nous touchons ici, de plain pied, aux délicats problèmes abordés au Reichstag par M. Stresemann et au Sénat par M. Briand, car la sécurité de la France résulte moins de tel ou tel article d'un traité que d'un système d'organisation européenne dont la renaissance ou l'agrandissement des nations slaves et de la Roumanie est le fondement. C'est une vérité capitale dont il est bon de se pénétrer avant de lire les discours de M. Stresemann et de M. Briand.

La vie parlementaire a, pour les ministres des Affaires étrangères, des exigences compromettantes. C'est pour des raisons de politique intérieure que les ministres du Cabinet de coalition à droite que préside M. Marx ont entretenu, dans l'opinion, l'idée que la politique de Locarno aurait rapidement pour conséquence l'évacuation de la Rhénanie. Aujourd'hui la nation, déçue, se retourne vers ses dirigeants et leur demande des comptes. La coalition Marx a besoin, pour vivre, des partis nationalistes; on doute qu'elle puisse subsister jusqu'aux élections; et c'est pourquoi M. Stresemann, reprenant le thème développé par le président Hindenburg dans son allocution du jour de l'an, fait appel aux Alliés pour obtenir, comme un corol-

laire des accords de Locarno, l'évacuation des territoires encore occupés. Il est juste de nous rendre compte que la situation de M. Stresemann est difficile ; à l'encontre d'une partie de ses amis politiques, en opposition directe avec le sentiment des nationalistes et des associations réactionnaires, il a bravé le sort des Erzberger et des Rathenau et il a osé préconiser et pratiquer la politique de Locarno et de Thoiry. Les tendances à une politique de paix, de développement économique et d'entente avec la France ont fait, en Allemagne, depuis quelques mois surtout, de sérieux progrès et le mérite en revient, pour une part, à M. Stresemann. Parmi les hommes qui travaillent, produisent ou échangent, il est admis que la guerre est décidément une mauvaise affaire et qu'il vaut mieux renoncer à en tenter l'aventure. On incline à croire aussi qu'en face du formidable essor économique des États-Unis, l'Europe ne pourra soutenir la concurrence que par l'entente. C'est sans doute à cet état d'esprit assez nouveau et intéressant que fait allusion M. Stresemann quand il dit : « Il existe pour le développement des relations franco-allemandes des conditions psychologiques dont il faut absolument tenir compte. »

Ce qui nuit aux revendications de M. Stresemann, c'est d'abord qu'elles soient formulées dans un discours parlementaire, par le ministre des Affaires étrangères du pays qui serait appelé à en bénéficier, et qu'elles soient présentées comme un droit moral, comme la conséquence logique des accords de Locarno. M. Stresemann reconnaît cependant que « l'évacuation de la Rhénanie n'a pas été mentionnée dans les traités de Locarno ». Mais, selon lui, « Locarno, ainsi qu'on le disait à l'époque, ne devait pas être la fin mais le commencement d'une nouvelle politique entre les puissances ». S'il a été parlé, quelquefois, de politique nouvelle, il a été toujours, du moins en France et en Angleterre, ajouté que les accords de Locarno sont conclus dans le cadre des traités, que, loin d'en compromettre l'exécution, ils ont pour objet de l'assurer dans un esprit de concorde et d'entente. Or l'occupation est inscrite dans les traités, ses conditions et son terme sont stipulés ; sa suppression anticipée ne pourrait être qu'une prime à une meilleure, plus rapide, plus complète exécution des engagements contractuels. La question qui se pose c'est donc de savoir si l'évacuation de la Rhénanie serait propice ou contraire à une bonne et régulière exécution des traités, si elle serait favorable à l'amélioration des relations franco-allemandes. Les Allemands nous sauraient-ils un gré durable d'une

telle concession, ou bien la regarderaient-ils comme une faiblesse?

M. Stresemann fait grand état du désarmement de l'Allemagne et du *satisfecit* officiel que la Conférence des ambassadeurs lui a accordé afin de permettre son entrée dans la Société des nations. C'est là, à vrai dire, la partie la plus regrettable de son discours. « La demande de garanties supplémentaires de sécurité serait, dit-il, en ce qui concerne les relations entre la France et l'Allemagne, une offense envers l'Allemagne et l'Angleterre, parce qu'elle admettrait de leur part l'hypothèse d'un manquement à la parole donnée par ces deux pays. » Vraiment, un ministre des Affaires étrangères allemand ne devrait pas se mettre dans le cas qu'on lui rappelle certain chiffon de papier! M. Stresemann assure que c'est le peuple allemand qui serait en droit de craindre pour sa sécurité; il oublie qu'une masse de 60 millions d'hommes n'a rien à redouter, avec l'excellente armée de cadres que le traité lui a si fâcheusement imposée, « des États petits et moyens dont les armements et l'entrainement militaire ne sont pas limités ». Il va plus loin ; il croit « nécessaire de faire remarquer une fois de plus que dans la demande de sécurité contre l'Allemagne il y a une part d'hypocrisie que l'opinion publique mondiale ne peut tolérer plus longtemps ». Ici M. Stresemann dépasse les bornes et M. Briand n'a pas manqué de l'en avertir. Il va directement à l'encontre du but qu'il poursuit avec une impatience qui décèle les embarras de sa politique intérieure.

Ces critiques et les réserves qu'il conviendrait encore de formuler à propos des discours de M. Stresemann ne doivent pas nous faire oublier que, dans le second surtout, celui qu'il a prononcé en réponse aux véhémentes attaques du député nationaliste, von Freytag-Loringhoven, on trouve, sous une forme modérée et raisonnable, un utile effort pour rapprocher, conformément à « l'esprit de Locarno », les points de vue divergents des deux pays. Les déclarations relatives à la Pologne, à la Lithuanie, au besoin « de vivre en paix et en bon accord avec nos voisins de l'ouest et de l'est », au désir de conclure un traité de commerce avec la Pologne, peuvent être accueillies avec satisfaction. Mais, au point de vue positif, les paroles de M. Stresemann ne font pas avancer la question, tant s'en faut. C'est surtout à M. Paul-Boncour, dont les déclarations ont produit en Allemagne une forte impression, qu'a voulu répondre le ministre des Affaires étrangères. Que disait, en effet, le *leader* socialiste, qui est en même temps délégué de la France à la Société des nations? Que, partisan en principe de l'évacuation prochaine, il la

subordonnait toutefois à certaines compensations, telles que la réalisation pratique, par un accord entre les deux pays, du contrôle de la démilitarisation, prévue par le traité, de la rive gauche du Rhin et d'une zone de 50 kilomètres sur la rive droite.

M. Stresemann répond : « En principe, nous ne repoussons pas une discussion sur les questions relatives à la surveillance des territoires frontière jusqu'à l'époque prévue pour la fin de l'occupation (1935). Mais nous ne pouvons laisser accréditer l'idée que l'Allemagne est prête à acheter la réduction de la durée de l'occupation par des mesures durables allant au delà du traité de Versailles, mesures qui, au lieu de permettre à la confiance de régner entre les deux peuples, seraient propres à perpétuer la méfiance et à empêcher une paix véritable et efficace. » Le ministre des Affaires étrangères ne ferme pas la porte à une négociation; mais son argumentation tend à dénier tout droit de contrôle aux alliés après 1935, alors que c'est à ce moment-là précisément que le contrôle deviendra plus nécessaire. Les articles 42 et 43 du traité, qui stipulent la démilitarisation de la rive gauche du Rhin et de la zone de 50 kilomètres sur la rive droite, — articles essentiels qui devaient faire du Rhin la frontière militaire des alliés, — ne prévoient aucune limitation de durée. Ce n'est donc pas aller « au delà du traité de Versailles » que de prévoir un contrôle de l'exécution de ces articles. Au contraire, toute évacuation anticipée va « au delà du traité de Versailles » qui ne prévoit, à l'article 431, qu'un cas d'évacuation prématurée, celui où « tous les engagements » résultant du traité auraient été remplis; or il est certain que l'Allemagne n'a pas achevé de satisfaire à l'engagement de réparations. L'argumentation de M. Stresemann ne repose donc sur aucun fondement juridique. Elle ne peut invoquer que des arguments d'ordre psychologique et moral dont nous ne contestons pas la valeur, mais qui, en tout état de cause, ne sauraient entrer en ligne de compte avant que le Reich ait payé la première annuité pleine du plan Dawes, celle de 1928-1929.

Visiblement, M. Briand répondant, le 2 février, à M. Stresemann, se sentait gêné par les demandes indiscrètes de son collègue allemand d'abord, ensuite par l'impression d'inquiétude et de trouble laissée au Sénat par les discours solides et documentés des interpellateurs, notamment ceux de M. Lucien Hubert, président de la commission des Affaires extérieures, de M. Eccard, du Bas-Rhin, sur les actes des autorités allemandes incompatibles avec les accords et l'esprit de Locarno, de M. Lhopiteau, de M. de Jouvenel, et d'autres

encore ; toujours est-il que son discours parut plus flottant, plus imprécis que de coutume. Il faut reconnaître qu'il était difficile d'apporter, sur un sujet si délicat, des précisions qui ne fussent ou purement verbales ou inutilement compromettantes. Cependant, chemin faisant, avec bonhomie mais non parfois sans vigueur, M. Briand a rétorqué certaines assertions de M. Stresemann. Certes, on peut avoir confiance en la loyauté du ministre du Reich, mais celui-ci « a une tendance, en se promenant dans le jardin des oliviers de Locarno, à tendre la main pour prendre plus que pour donner ». M. Briand, comme M. Paul-Boncour, n'est pas partisan d'une évacuation anticipée qui n'apporterait pas aux Alliés des garanties complémentaires. Sans doute, il se manifeste, en Allemagne, un courant qui se révèle dans les élections partielles, — celles du Brunswick, au mois de novembre, notamment, — et qui paraît porter le pays vers les partis démocratiques ; mais qu'arriverait-il, demande M. Briand, si les mouvements imprévisibles de l'opinion portaient au pouvoir M. de Freytag au lieu de M. Stresemann, comme ils y ont porté le maréchal Hindenburg au lieu de Fouvrier Ebert? La confiance en un homme, ou en un gouvernement, ne peut évidemment pas dispenser de prendre des précautions et des garanties pour l'avenir. Il s'agit de l'aménagement de la zone démilitarisée. La question rhénane, M. Briand se refuse à la traiter sous forme de discours ; il s'agit de l'application du traité et tous les alliés y sont intéressés ; le problème « doit faire l'objet d'une discussion d'ensemble... Isoler, dans ces heures que nous traversons, une région de l'Europe pour y trouver les seules raisons de notre détermination personnelle, ce serait commettre une faute lourde. Il y a, entre toutes les parties de l'Europe, une solidarité qu'il est impossible de méconnaître. »

A Thoiry, M. Briand nous l'apprend, il fut question des réparations : « Examinez les moyens d'anticiper sur vos paiements », avait-il dit. Et M. Stresemann avait promis de consulter des experts, de présenter des propositions qui ne vinrent jamais. Il n'est pas vrai, proteste avec vigueur le ministre, « que la France ait fait à Thoiry des promesses qu'elle n'a pas tenues. La France a eu une attitude très nette, très correcte, entièrement conforme au traité de Versailles ». M. Stresemann ne se refuse pas à toute conversation ; M. Briand est prêt à s'y prêter, de concert avec les alliés. « Nous ne demandons pas de cadeau, nous demandons strictement ce qui nous est dû. Ce n'est plus une question de sentiment, c'est une question de *do ut des*, une question positive, une question pratique. » Puisque M. Strese-

mann a confiance en la Société des nations, « pourquoi se refuserait-il, continue M. Briand, étudiant le problème en accord avec nous, à rechercher le mécanisme qui doit assurer le fonctionnement du système de garanties et, le cherchant de part et d'autre en toute bonne volonté, pourquoi ne réussirions-nous pas à le trouver? Voilà l'orientation de mon esprit... Le jour où nous aurions obtenu tous les apaisements nécessaires, nous serons prêts à nous retirer. Le régime de l'occupation n'est pas conforme à nos goûts. »

M. Briand passe ensuite au problème de la réduction des armements et montre tout ce que la France a déjà réalisé en ce sens; il indique d'un mot les inquiétudes que peut faire naître la force militaire toujours croissante de la Russie soviétique qui n'est pas sans accointances avec l'Allemagne. Il conclut : « Il n'y a, je peux bien l'affirmer à M. Stresemann, aucun scepticisme en France en ce qui concerne le désir de paix. Notre pays s'est tourné résolument vers celle-ci, toutes les manifestations de l'opinion publique le démontrent. Nous avons le désir très sincère que la paix règne entre les deux peuples; nous avons même le désir que des collaborations économiques enchevêtrent les intérêts matériels des deux pays de telle sorte que la guerre ne puisse plus éclater. » M. Briand, il l'a indiqué lui-même en terminant, a eu le mérite de choisir une voie et de se proposer un but, lointain et difficile à atteindre, il est vrai, mais non pas inaccessible. Il nous a semblé parfois qu'il ne prenait pas le meilleur chemin pour y parvenir et nous l'avons dit sans ambages. Ce que nous avons appelé le redressement de la politique de Locarno s'est opéré peu à peu et le discours que M. Briand vient de prononcer marque une étape sur le bon chemin : la méchante humeur de la presse nationaliste allemande en est l'indice. Les élections qui se feront dans le Reich cette année apporteront d'intéressantes précisions sur les tendances de l'opinion publique. La politique de Locarno, dès lors qu'elle se réalise dans le cadre des traités et dès lors qu'elle n'exclut pas, loin de là, la fidélité à notre système d'alliances européennes, peut être critiquée dans certains détails d'application, elle mérite d'être approuvée dans ses tendances générales, comme elle vient de l'être au Sénat, et elle a déjà donné des résultats intéressants.

Depuis Thiers et Léon Say, jamais sans doute n'avait retenti au Parlement français un discours financier plus plein, plus clair, plus magistral que celui que M. Poincaré a prononcé, les 2 et 3 février, en réponse à diverses interpellations. Ce qui caractérise ces débats très

remarquables, de ton très élevé, c'est que les orateurs de l'opposition eux-mêmes, avant d'exercer leur critique sur un point particulier de l'œuvre financière du président du Conseil, ont commencé par reconnaître le succès de ce que l'on a appelé « l'expérience Poincaré » et par rendre hommage au caractère de l'homme qui l'a menée à bien. Plusieurs discours, parmi ceux qui précédèrent celui du président du Conseil, mériteraient mieux qu'une brève mention, celui, par exemple, où M. Spinasse, socialiste, exposa un programme d'une sagesse et d'une modération singulièrement émancipée du marxisme, celui, encore, où M. Champetier de Ribes, démocrate, proposa un ensemble de réformes fiscales, sociales et économiques par une entente méthodique et organisée entre le capital et le travail. En présence de l'exposé complet que M. Poincaré a présenté d'une œuvre de dix-huit mois, ceux-là même qui voulaient résister à la puissance démonstrative de l'orateur se sentaient gagnés par l'impression de confiance et de sécurité qui émanait des chiffres et des documents. Nous souhaitons que ce puissant discours soit édité en un volume que pourront lire tous les Français soucieux de comprendre la situation financière et économique du pays ; ils ne sauront ce qu'ils doivent le plus admirer, de l'orateur capable de mettre tant d'ordre et de lumière dans l'aridité d'un exposé purement documentaire, ou de l'homme d'État qui a conduit une opération de redressement d'une telle envergure dans des conditions si difficiles et qui passaient, au début, pour désespérées.

M. Poincaré avait le droit de monter au Capitole : il s'en est bien gardé. Il a, au contraire, insisté à plusieurs reprises sur ce que notre rétablissement financier garde encore d'inachevé et de précaire : la France convalescente a besoin d'une vie calme, d'un travail régulier, d'un régime sain qu'une mauvaise politique ne lui assurerait pas. Président d'un ministère d'union nationale voué à une œuvre de rapprochement et de concorde, M. Poincaré s'est abstenu de dire un seul mot qui la pût compromettre. Il a pris la situation telle qu'elle était à la fin de juillet 1926 sans rechercher les auteurs responsables d'une situation désastreuse : les faits, d'ailleurs, parlent assez d'eux-mêmes. De tous les témoignages d'observateurs étrangers qui ont été les témoins étonnés de cette bataille de la Marne du franc, M. Poincaré n'en a retenu qu'un, celui de M. Ogden Mills, secrétaire d'État au Trésor américain, qui disait récemment à la Chambre de commerce française de New-York : « La restauration de la situation financière de la France comprenant

l'amélioration de la valeur du franc, une stabilisation *de facto* depuis décembre 1926, constitue l'un des plus étonnants chapitres de l'histoire financière. C'est un tableau qu'aucun ami de la France ne peut considérer sans un sentiment de gratitude et d'orgueil. »

En face de ce témoignage, M. Poincaré s'est donné le malin plaisir de rappeler les sombres prophéties par lesquelles les financiers du parti socialiste avaient accueilli « l'expérience » à ses débuts : c'est M. Vincent Auriol qui, le 31 juillet 1926, déclarait : « Nous qui avons combattu les projets de M. Doumer, nous qui avons combattu les projets de M. Raoul Péret, nous qui avons combattu le rapport des experts, nous restons fidèles à notre attitude : nous combattons aujourd'hui vos projets parce que nous croyons qu'ils feront du mal au pays. » Et M. Poincaré, impitoyable, cite toute l'argumentation de ces prophètes de malheur, il conclut : « Sur tous ces points sans exception, c'est l'inverse qui s'est produit »; et il en tire, à l'usage des parlementaires, une leçon de modestie : « Parlons surtout de ce que nous avons fait et n'annonçons rien pour l'avenir. »

Les discours de M. Poincaré ont, à nos yeux de chroniqueur, un grave défaut : leur trame serrée défie toute analyse, tout résumé. Force nous est de nous contenter de quelques points avec le regret d'en négliger d'autres, qui ne sont pas moins intéressants ni moins importants. On a dit quelquefois que M. Poincaré n'avait fait qu'appliquer le plan des experts en bénéficiant de la confiance qui s'attachait à sa personne et à la formule de l'union nationale. Sur deux points essentiels il s'en est éloigné. Il est arrivé à une stabilisation de fait du franc sans recourir à des crédits étrangers. Les pays qui, jusqu'ici, ont stabilisé leur monnaie, ont été contraints d'aliéner une partie de leur indépendance financière et même de leur indépendance industrielle. L'Angleterre elle-même, pour maintenir la livre au pair du dollar, a dû recourir à des crédits américains. M. Poincaré, en second lieu, n'a pas demandé la ratification des accords de Londres et de Washington pour les dettes interalliées, mais il a payé sans difficulté les annuités prévues. Qu'est-il arrivé ? Les États-Unis ont, il y a peu de temps, spontanément, sans que nous leur demandions quoi que ce soit, levé l'embargo dont ils avaient enjoint à leurs banques de nous frapper jusqu'à la ratification des accords. Les Américains ont plus besoin de prêter leur or surabondant que la France de l'emprunter. Pourquoi ce changement? « Parce que les mesures générales que nous avons prises, le rétablissement de l'équilibre budgétaire, le vote des impôts indispensables, l'organisation

d'un amortissement régulier, rationnel de notre dette, ont inspiré à tous les pays du monde, et plus particulièrement à nos créanciers, confiance dans le crédit de la France, et aussi parce que, au dehors et au dedans, nous avons tenu à remplir les obligations de l'État. »

Depuis le mois d'août 1926 le franc a, en général, tendu à monter, c'est-à-dire à se revaloriser; c'est dans l'intérêt de l'industrie et des travailleurs que le gouvernement, par des achats de devises, n'a pas cessé d'agir pour empêcher une revalorisation qui aurait entraîné une grave crise économique. La crise inévitable s'en est trouvée très atténuée; le chômage, qui n'a jamais été très important, va diminuant progressivement; les chiffres sont actuellement moins élevés qu'ils ne l'étaient avant la guerre; la crise a perdu toute proportion inquiétante (1). D'ailleurs, « ces difficultés économiques ont été la conséquence inévitable de la période de désordre monétaire que nous avons connue et non pas de l'ordre que nous avons rétabli... La faiblesse d'un convalescent vient de la maladie dont il a souffert; elle ne vient pas des remèdes qui l'ont guéri ». La balance commerciale présente un excédent créditeur de près de deux milliards et demi de francs.

La conséquence de cette situation favorable sera-t-elle donc une stabilisation prochaine? Les déclarations de M. Poincaré sur ce point étaient attendues avec la plus vive curiosité. Il a montré avec force les difficultés considérables inhérentes à toute opération de stabilisation légale, c'est-à-dire à la levée du cours forcé et à l'échange du billet contre de l'or sur la présentation du porteur, échange qui se ferait au cours fixé par la loi de stabilisation. Il ne suffirait pas de dire au parlement : « Légalisez la stabilisation » pour que tout fût réglé tout de suite, par enchantement. « Une stabilisation, même au cours actuel, fera immédiatement surgir des questions nombreuses et extrêmement graves. » Il faudra, au dire de M. Poincaré, porter toutes les dépenses budgétaires au coefficient 5, notamment les traitements et pensions. Les rentiers qui ont eu confiance dans le crédit de l'État demanderont et demandent déjà des compensations. Il en résultera des impôts nouveaux et un accroissement des prix. L'équilibre du budget se trouverait rompu, la stabilisation compromise et tout serait à recommencer le lendemain. « Lorsqu'il s'agit de crédit, le rôle de la psychologie est certainement dominant;

(1) Le chiffre maximum a été, en mars 1927, 82 000; il varie actuellement entre 10 000 et 15 000. Il est de 225 000 en Italie, 1 350 000 en Russie, 1 451 000 en Angleterre, 1 745 000 en Allemagne.

lorsqu'il s'agit de convertibilité en or, ce sont les éléments techniques qui l'emportent et doivent l'emporter, et ces éléments techniques sont extrêmement complexes. » Faut-il donc renoncer à toute stabilisation légale? M. Poincaré se contente de répondre que la prochaine législature pourra être saisie de ces problèmes d'assainissement financier; il n'en résultera pas une transformation magique, « et c'est à ce moment-là, quelle que soit la solution adoptée, qu'il faudra redoubler de sagesse et de vigilance ». C'est assez dire qu'alors moins que jamais pourront être expérimentés les remèdes mortels que préconise le parti socialiste : une consolidation massive de la dette flottante et un essai de prélèvement sur le capital.

La dernière partie du discours du président du Conseil est surtout consacrée à la nécessité et aux moyens d'établir une politique de la production. On ne peut isoler le problème monétaire et financier des problèmes économiques et sociaux; ils s'entremêlent et se pénètrent les uns les autres : « Pour que notre monnaie redevienne et demeure convertible en or, a conclu M. Poincaré, il faudra que notre balance commerciale, ou tout au moins notre balance des comptes, reste positive. Pour que notre balance des comptes reste positive, il sera nécessaire que notre production se développe et que nos exportations se multiplient. Pour que notre production se développe normalement, il faudra qu'elle se réforme, il faudra qu'elle se coordonne. Pour qu'elle se coordonne, il faudra, entre l'industriel et l'ouvrier, un accord où le second trouve, comme le premier, un bénéfice assuré. »

Ainsi la stabilisation légale apparaît non pas comme un moyen de redressement, mais comme l'aboutissement d'un long effort de restauration tout ensemble financière, économique et sociale. Il y a là mieux qu'un programme électoral, un programme de gouvernement pour une et peut-être plusieurs législatures. Personne n'est mieux qualifié pour le réaliser que le grand homme d'État qui a déjà, malgré tant d'obstacles, victorieusement franchi la première étape, la plus difficile.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCVIII[e] ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTE-TROISIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

Livraison du 1er janvier

Pages.

MONSIEUR VINCENT, AUMÔNIER DES GALÈRES. — I. *LES LANDES*, par M. HENRI LAVEDAN, de l'Académie française 5

LA NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE, deuxième partie, par M. LOUIS BERTRAND, de l'Académie française 42

SOUVENIRS DES ANNÉES D'EXIL. — II. *AUTOUR DU MARIAGE*, par LA PRINCESSE MATHILDE 76

LA JEUNESSE ET LE MACHINISME, par M. H. DANIEL-ROPS 106

LA GRANDE GUERRE VUE DU VERSANT ORIENTAL. — II. *A CONSTANTZA*, par M. C.-J. DIAMANDY 129

LE BILAN, dernière partie, par Mme EDITH WHARTON 144

NOTES ET PENSÉES, par FRANCIS CHEVASSU 181

CAVALERIE AUX ARMÉES, par M. le GÉNÉRAL RAMPONT 187

POÉSIES, par M. ALFRED DROIN 208

QUESTIONS SCIENTIFIQUES. — *LA MUSIQUE PAR L'ÉLECTRICITÉ*, par M. MAURICE D'OCAGNE, de l'Académie des Sciences 215

REVUE MUSICALE. — *LE BON ROI DAGOBERT. LE PAUVRE MATELOT*, par M. CAMILLE BELLAIGUE 221

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 230

Livraison du 15 janvier

LE CALVAIRE DE CIMIEZ, première partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française 241

MONSIEUR VINCENT, AUMÔNIER DES GALÈRES. — II. *CHEZ LES GRANDS DE LA TERRE*, par M. HENRI LAVEDAN, de l'Académie française 270

LE SCHISME ROUGE, par M. SERGE DE CHESSIN 304

LA NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE, troisième partie, par M. LOUIS BERTRAND, de l'Académie française 324

SOUVENIRS DES ANNÉES D'EXIL. — III. *A LA COUR DE NICOLAS Ier*, par LA PRINCESSE MATHILDE 359

CAUSER AVEC L'ITALIE, par M. MAURICE PERNOT 387

Pages

LES TROIS CRISES DE LA LITTÉRATURE CONTEMPORAINE, par M. RENÉ JOHANNET . 401

LA PRÉTENDUE CONJURATION FRANCO-RUSSE, par M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française 416

POUR LE TRICENTENAIRE. — DE QUI SONT LES CONTES DE PERRAULT? par M. ÉMILE HENRIOT 424

S. SAZONOV, par M. JULES CAMBON, de l'Académie française. 442

NOTES ET PENSÉES, par FRANCIS CHEVASSU 449

QUESTIONS ÉCONOMIQUES. — *APRÈS UN AN DE STABILITÉ DU FRANC*, par M. LUCIEN ROMIER 454

ALTESSES EN VOYAGE, par M. ANDRÉ BELLESSORT 465

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 470

Livraison du 1er février

LE CALVAIRE DE CIMIEZ, deuxième partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française. 481

LES DERNIERS JOURS DU TSAR A TSARSKOIÉ-SÉLO. — I. Mars-Avril 1917, par LE COMTE DE BENCKENDORFF 521

NOS GRANDES ÉCOLES. — SAINT-MAIXENT, par M. LE GÉNÉRAL L. BORIE 549

MONSIEUR VINCENT, AUMÔNIER DES GALÈRES. — III. *CHEZ LES MISÉRABLES*, par M. HENRI LAVEDAN, de l'Académie française 569

FORTUNES ET REVENUS FRANÇAIS DEPUIS QUINZE ANS, par M. LE VICOMTE GEORGES D'AVENEL 605

LA NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE, quatrième partie, par M. LOUIS BERTRAND, de l'Académie française. 624

CHATEAUBRIAND HISTORIEN, par M. VICTOR GIRAUD 646

COMMENT SE TRANSFORME LA PRESSE ANGLAISE, par M. PIERRE DENOYER 666

LES ACADÉMIES DE PROVINCE AU TRAVAIL, par M. C.-M. SAVARIT. 685

REVUE LITTÉRAIRE. — *ROMANS NOUVEAUX*, par M. ANDRÉ CHAUMEIX 693

REVUE MUSICALE. — *LA TOUR DE FEU. ANGELO, TYRAN DE PADOUE*, par M. CAMILLE BELLAIGUE. 701

THOMAS HARDY, par M. LOUIS GILLET. 704

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE. — RÉCEPTION DE M. ABEL HERMANT, par M. HENRY BIDOU 708

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 709

Livraison du 15 février

LE CALVAIRE DE CIMIEZ, troisième partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française. 721

DEUX ANNÉES A BERLIN, — 1912-1914. I. *LE DÉBUT DE MA MISSION*, par M. le BARON BEYENS. 752

SILHOUETTES CONTEMPORAINES. — Mgr BAUDRILLART, par FIDUS 783

LES DERNIERS JOURS DU TSAR A TSARSKOIÉ-SÉLO. — II. Avril-Août 1917, par LE COMTE DE BENCKENDORFF 797

MONSIEUR VINCENT, AUMÔNIER DES GALÈRES. — IV. *L'ÈRE DES CRÉATIONS MAGNIFIQUES*, par M. HENRI LAVEDAN, de l'Académie française 814

LE LIVRE DE RAISON. — *A DE JEUNES TERRIENS*, par M. J. DE PESQUIDOUX. . . 846

L'ÉLÈVE VICTOR HUGO, par M. PAUL BERRET. 859

RÉFLEXIONS SUR L'ÉLITE, par M. E. MERCIER 882

LA LITTÉRATURE ARGENTINE CONTEMPORAINE, par M. RAYMOND RONZE. 896

L'EXPOSITION DE LA RÉVOLUTION A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, par M. GASTON DESCHAMPS 920

QUESTIONS SCIENTIFIQUES. — *COMBAT DE L'EAU ET DU FEU*, par M. LOUIS DE LAUNAY, de l'Académie des Sciences. 933

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON. . . 947

Paris, 1928. — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 58688.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2642